DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL



2025

CRÉDIT AGRICOLE
CORPORATE & INVESTMENT BANK

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION DE CRÉDIT AGRICOLE CIB ... 13

1. Historique 17
2. Faits marquants de l'année 2025 18
3. Les métiers de Crédit Agricole CIB 19

2. RAPPORT DE DURABILITÉ CRÉDIT AGRICOLE CIB 25

1. Informations générales 28
2. Environnement – Informations en matière de changement climatique 65
3. Social - Informations en matière de responsabilité sociale 96
4. Gouvernance - Informations en matière de conduite des affaires 127
5. Annexes 137

3. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 157

1. Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise 161
2. Composition du Comité exécutif et du Comité de direction 219

4. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 2025 221

1. Activité et informations financières sur le groupe Crédit Agricole CIB 225
2. Informations sur les comptes de Crédit Agricole CIB (S.A.) 235

5. RISQUES ET PILIER 3 239

1. Facteurs de risque 242
2. Gestion des risques 253
3. Informations au titre du Pilier 3 de Bâle III 295

6. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025 335

1. Cadre général 338
2. États financiers consolidés 343
3. Notes annexes aux états financiers consolidés 350
4. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés (Exercice clos le 31 décembre 2025) 446

7. COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DÉCEMBRE 2025 455

1. Comptes annuels de Crédit Agricole CIB (S.A.) 458
2. Notes annexes aux comptes annuels 460
3. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2025) 490

8. INFORMATIONS GÉNÉRALES 497

1. Statuts en vigueur au 31 décembre 2025 500
2. Renseignements concernant la société 506
3. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées 508
4. Attestation de responsabilité 515
5. Contrôleurs légaux des comptes 516
6. Glossaire 517
7. Table de concordance 527

DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL



2025

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
AMF

Le Document d'enregistrement universel a été déposé le 27 mars 2026 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n° 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n° 2017/1129.

Le présent Document d'enregistrement universel faisant office de rapport financier annuel est une reproduction de la version officielle du Document d'enregistrement universel qui a été établi au format ESEF (European Single Electronic Format), déposée auprès de l'AMF et disponible sur le site de l'AMF. Cette reproduction est disponible sur le site internet de Crédit Agricole CIB (www.ca-cib.fr).

CLASSEMENTS ET CHIFFRES CLÉS

THE BANKER
BANK OF THE YEAR
2025
FRANCE

46
pays

55
millions de clients

8 065
agences

dont 6 550 en France
Caisses régionales et LCL

12,3
millions de sociétaires

1er
financeur de l'économie française
Source interne : ECO 2025

1er
gestionnaire d'actifs européen
Source : IPE « Top 500 Asset Managers », juin 2025

1er
assureur en France
Source : L'Argus de l'assurance, 12 décembre 2025 (données à fin 2024)

1re
banque de proximité de l'Union européenne
Base du nombre de clients de banque de proximité

10e
banque mondiale par le bilan
Source : The Banker 2025

1re
banque coopérative et mutualiste au monde
Source: World Cooperative Monitor 2025, novembre 2025 (en chiffre d'affaires)

PÉRIMÈTRE DU GROUPE

Le groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.

CAISSES RÉGIONALES

12,3 M **de sociétaires** détenant les parts sociales des

2 376 **Caisses locales**

39 **Caisses régionales** détenant ensemble la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. via la **SAS Rue La Boétie**[1]

⟶ détiennent **100%** de SACAM Mutualisation

⟵ détenant **25%** des Caisses régionales

⟷ **Lien politique** Fédération nationale du Crédit Agricole (FNCA)[2]

PUBLIC

21,8% **Investisseurs institutionnels**

8,1% **Actionnaires individuels**

6,6% **Salariés via l'épargne salariale**

NS[3] **Autodétention**

détenant **63,5%**

détenant **36,5%**

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Gestion de l'épargne et assurances

- ASSURANCES
- Amundi Investment Solutions
- INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Banques de proximité

- LCL
- CRÉDIT AGRICOLE ITALIA
- CRÉDIT AGRICOLE POLSKA
- CRÉDIT AGRICOLE UKRAINE
- CRÉDIT AGRICOLE EGYPT

Grandes clientèles

- CORPORATE & INVESTMENT BANK
- caceis INVESTOR SERVICES

Services Financiers Spécialisés

- PERSONAL FINANCE & MOBILITY
- CRÉDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING

Autres filiales

- CAPITAL INVESTISSEMENT & FINANCE
- GROUP INFRASTRUCTURE PLATFORM
- IMMOBILIER
- PAYMENT SERVICES
- SANTÉ & TERRITOIRES
- TRANSITIONS & ÉNERGIES
- IDIA CAPITAL INVESTISSEMENT
- B FOR BANK
- uni médias

1. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de SACAM Mutualisation.
2. La Fédération nationale du Crédit Agricole (FNCA) est l'instance de réflexion, d'expression et de représentation des Caisses régionales auprès de leurs parties prenantes.
3. Non significatif (~0,013%)

Notre modèle d'affaires
Agir pour demain en accompagnant nos clients

Nos ressources

DES VALEURS FORTES

- Leader dans les activités de finance durable et volonté d'un engagement croissant : des engagements RSE affirmés
- Un accompagnement de nos clients dans la durée pour le financement de l'économie réelle
- Nos collaborateurs : notre atout majeur



DES EXPERTISES RECONNUES

POSITIONS

BANQUE DE MARCHÉ

- 1er — All French corporates bonds in EUR [1]
- 1er — Green, Social & Sustainable bonds in EUR Worlwide [2]
- 4e — All Bonds in EUR Worldwide [1]

BANQUE DE FINANCEMENT

- 1er — Crédits syndiqués en France [1]
- 2e — Crédits syndiqués en EMEA [1]

1. Source : Refnitiv - 2. Source : Bloomberg

RÉCOMPENSES GROUPE

IFR AWARDS 2025
- Sustainable Finance House EMEA
- Sustainable Finance House APAC

PFI AWARDS 2025
- Global Adviser of the Year

GlobalCapital
- Best Bank for ESG Issuers
- Best Covered Bond Research
- Best Arranger of French Loans
- Best Arranger of Green and ESG-Linked Loans

GTR 2025 Leaders in Trade
- Meilleure banque en Trade Finance en Europe de l'Ouest

EUROMONEY AWARDS FOR EXCELLENCE 2025
- Best Bank for Sustainable Finance Asia

Risk Asia Awards 25 Years 2025
- Derivatives House of the Year Hong Kong
- Derivatives House of the Year South Korea

- Best Bank in Export Finance

GLOBAL FINANCE
- Indosuez Best Private Bank in Monaco

UNE FORTE DIVERSITÉ ...

... de nos collaborateurs et un réseau à l'international :

15 126 collaborateurs *
dont **4 350**
en Gestion de fortune

57 %
à l'international

42,4 %
de femmes



... de nos métiers :

- **Une Banque de Financement et d'Investissement ...** **Orientée** vers le financement des entreprises, **35 %** d'institutions financières et **65 %** d'entreprises avec **65 %** de solutions de financements et **35 %** de solutions de couverture, d'investissement et de conseil et **centrée** sur l'Europe avec un réseau mondial.

- **Une Banque privée**, proposant une approche sur-mesure qui permet à chacun des clients de gérer, protéger et transmettre sa fortune au plus près de ses aspirations.

** Périmètre révisé en lien avec la règlementation CSRD (cf. section 3.1.1.4. « Les effectifs du groupe Crédit Agricole CIB » du Chapitre 2 « Rapport de durabilité Crédit Agricole CIB » du présent Document d'enregistrement universel).*

NOTRE CAPITAL

12,9 %
CET1
Crédit Agricole CIB

34,7 Mds€
Capitaux propres
Crédit Agricole CIB

UNE AFFILIATION À UN GROUPE BANCAIRE SOLIDE

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

dans les enjeux de transition

Notre rôle et nos ambitions

NOTRE RÔLE

- **Accompagner** les projets de financement de nos clients adossés à des actifs
- **Répondre à leurs besoins en matière de gestion de trésorerie, de commerce international et de solutions de *Receivable & Supply chain finance***
- **Arranger** des crédits syndiqués
- **Innover** en matière de solutions RSE
- **Proposer** des solutions de couverture de risques, des solutions de financement et d'investissement faisant appel au marché ou aux investisseurs privés
- **Conseiller** nos clients dans leurs problématiques de haut de bilan
- **Accompagner** nos clients dans la gestion, la structuration, la protection et la transmission de leur patrimoine

NOS AMBITIONS

- Renforcer notre leadership en Europe et à l'international en s'appuyant sur nos secteurs d'expertise
- Accompagner durablement nos clients dans leur transition
- Accélérer la transformation digitale et l'innovation au service de la performance

Notre création de valeurs



CLIENTS

- Une communauté d'experts dédiée pour accompagner nos clients dans leur stratégie ESG
- Une offre spécifique pour nos clients ETI
- Une BFI centrée sur l'Europe avec un réseau mondial au service de ses grands clients

99,1 Mds $
De prêts verts et durables EMEA pour lesquels CACIB est agent de structuration [1]

67 %
PNB Europe [2]

EMPLOYEUR RESPONSABLE

- Politique de formation et de développement collectif : **317 843** heures de formation
- Culture déontologique et éthique
- Politique active en faveur des jeunes

100 %
Collaborateurs et administrateurs formés aux principes éthiques

3 100+
Jeunes accueillis en 2025

ENGAGÉ DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCE DURABLE

- Co-fondateur des Principes sur les obligations vertes
- 1er acteur mondial des *Green & Sustainability-linked Loans*
- 1ère banque française à avoir adhéré aux Principes Équateur

24,7 Mds€
Portefeuille d'actifs verts [3]

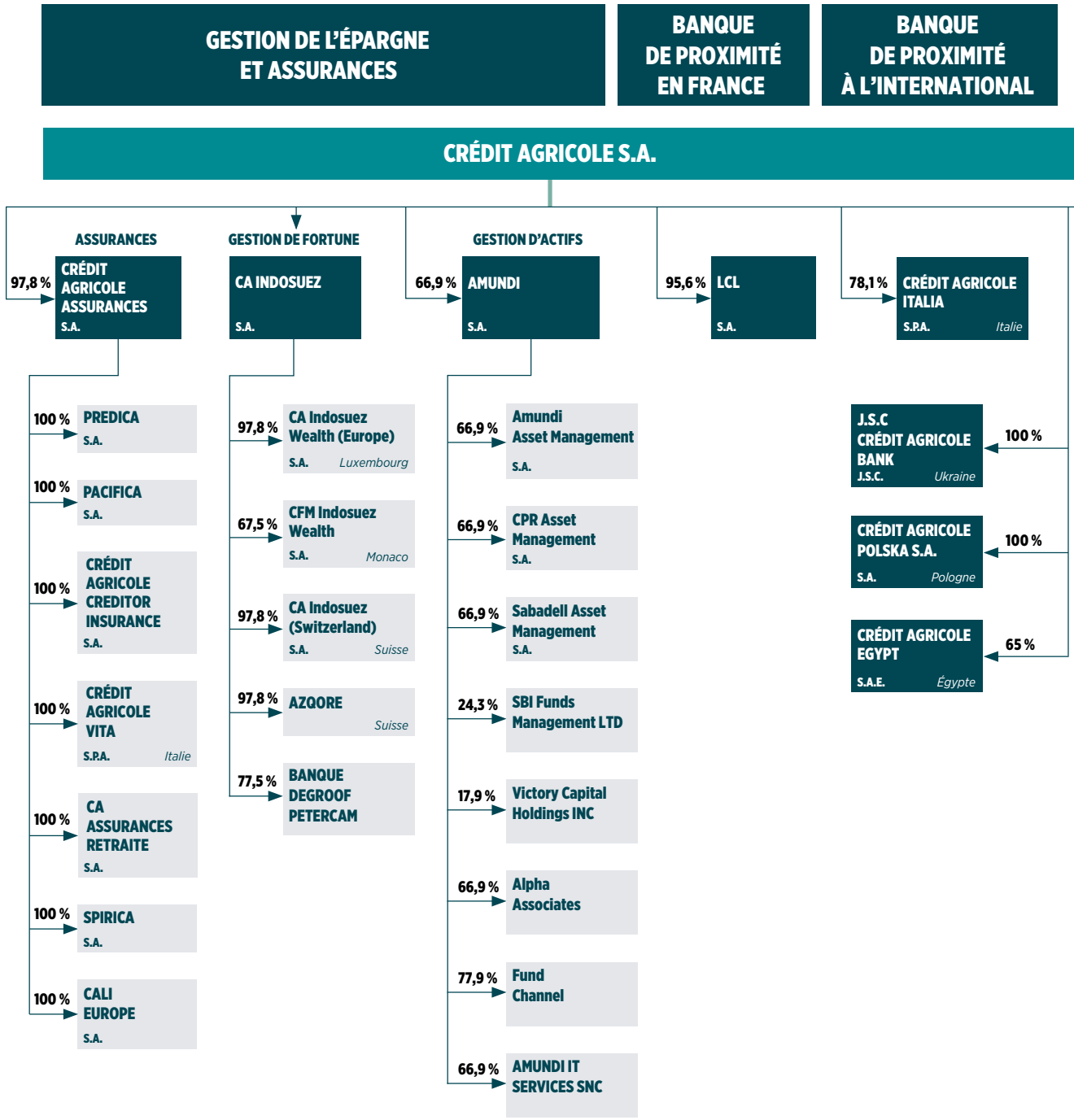
19,3 Mds€
Exposition aux énergies bas-carbone

UNE STRATÉGIE DIGITALE À LONG TERME POUR ACCOMPAGNER LES TRANSFORMATIONS DE NOS CLIENTS

1. Source LSEG 2. Source : comptes consolidés - cf Chapitre 6 note 5.2 du présent Document d'enregistrement universel
3. Portefeuille d'actifs verts alignés aux critères d'éligibilité du nouveau Green Bond Framework Groupe et 100% alignés à la taxonomie européenne.

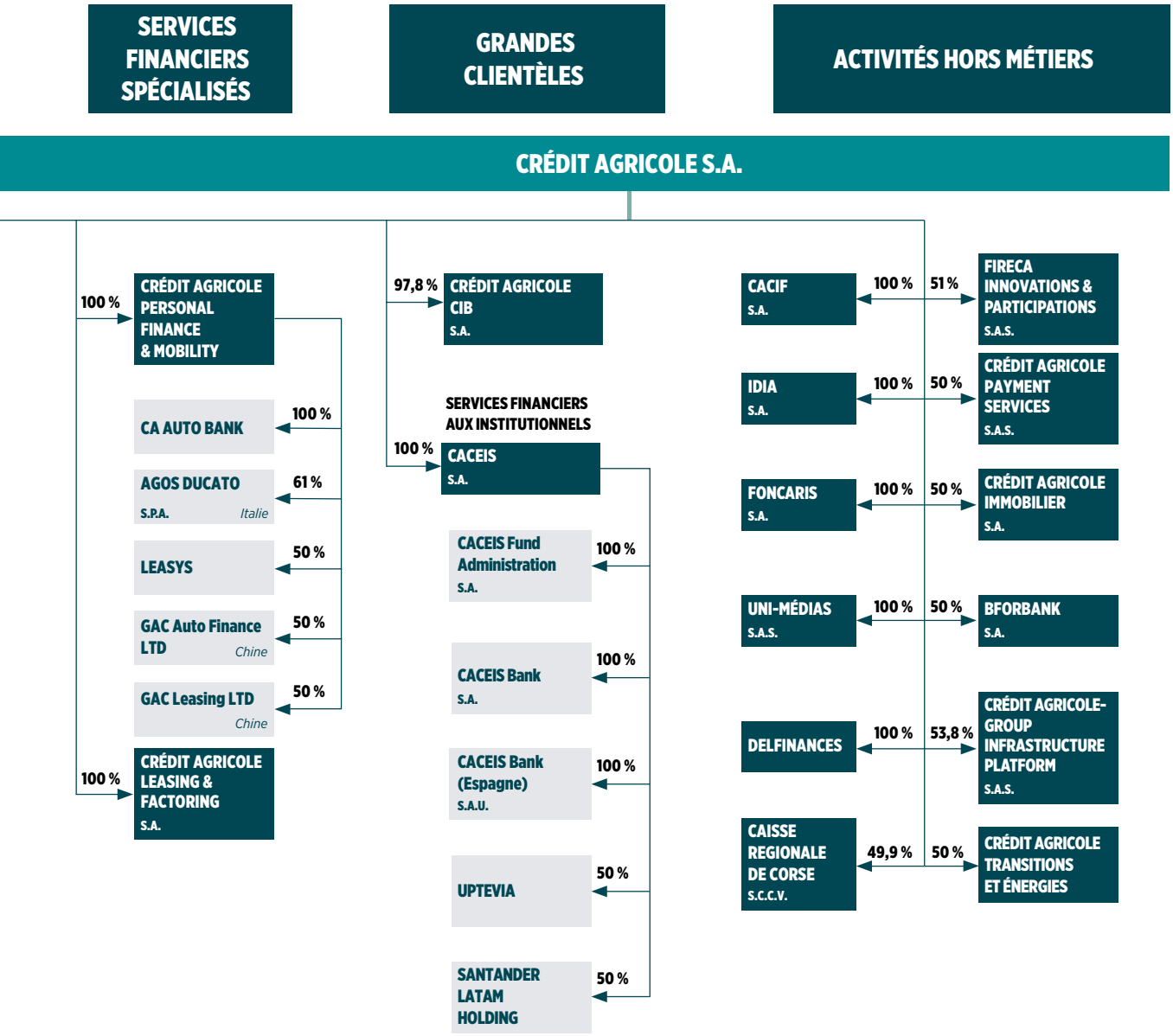
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

% D'INTÉRÊTS [1]



1. Pourcentage d'intérêts direct de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales, hors titres d'autocontrôle.

AU 31 DÉCEMBRE 2025



MESSAGE DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL



OLIVIER GAVALDA

Président
du Conseil d'administration
de Crédit Agricole CIB

Directeur général
de Crédit Agricole S.A.

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité d'une trajectoire de croissance solide et durable pour le groupe Crédit Agricole. Dans un environnement mondial marqué par de fortes incertitudes économiques, géopolitiques et technologiques, nous avons démontré la résilience et la pertinence de notre modèle de Banque universelle.

Le groupe Crédit Agricole réalise un résultat net part du Groupe de 8,7 Mds€, en hausse de 1,3 % par rapport à 2024, et des revenus de 39,6 Mds€, en hausse de 3,9 %. Nous avons conquis 2,1 millions de nouveaux clients et confirmé notre solidité financière, avec un ratio CET1 de 17,4 %, le plus élevé parmi les grandes banques systémiques européennes. Ces performances traduisent la robustesse de nos fondamentaux : une vision de long terme, une organisation décentralisée au service des territoires et des clients, un actionnariat stable et une culture profondément humaine et responsable.

Le lancement du plan stratégique ACT 2028 marque une nouvelle étape de notre ambition : devenir un leader bancaire en Europe, un leader des nouvelles technologies et un acteur de référence des grandes transitions. Dans cette dynamique, Crédit Agricole CIB joue un rôle déterminant et accompagne ses clients dans leurs projets stratégiques, leur facilite l'accès aux marchés de capitaux, et accélère le développement de solutions innovantes, notamment en finance durable.

Les investissements déjà engagés, qu'il s'agisse de l'accélération de l'intelligence artificielle, de la valorisation de la donnée ou de l'optimisation de nos processus, constituent des leviers puissants pour atteindre ces objectifs et renforcer notre performance.

C'est grâce à la complémentarité de nos métiers, aux synergies avec Crédit Agricole CIB et à l'engagement constant de nos équipes, que nous relèverons les ambitions d'ACT 2028. Ensemble, nous renforcerons durablement notre leadership au service de nos clients, des territoires et de la société.

> **Le lancement du plan stratégique ACT 2028 marque une nouvelle étape de notre ambition : devenir un leader bancaire en Europe, un leader des nouvelles technologies et un acteur de référence des grandes transitions.**

JEAN-FRANÇOIS BALAŸ

Directeur général de Crédit Agricole CIB

Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A., en charge des Grandes clientèles



L'année 2025 confirme la solide dynamique de croissance de Crédit Agricole CIB, pleinement alignée avec l'ambition du groupe Crédit Agricole. Dans un environnement exigeant, nous avons su allier performance financière et engagement durable au service de nos clients. Nos résultats en témoignent : avec 6,78 milliards d'euros de revenus, en hausse de 3,3 % par rapport à 2024, et un résultat net part du Groupe de 2,26 milliards d'euros, en progression de 5,1 %, la Banque dépasse, pour la cinquième année consécutive, ses performances de l'exercice précédent. Cette constance illustre la solidité de notre modèle et la pertinence de nos choix stratégiques.

En 2025, nous avons poursuivi le développement de nos activités, tout en renforçant nos expertises sectorielles face aux transformations majeures qui redessinent l'économie. La finance durable et l'accompagnement des secteurs d'actifs réels, que ce soit via des opérations de financement ou de marché, sont restés au cœur de nos priorités avec une ambition claire : être un partenaire de référence des transitions.

Notre métier de gestion de fortune, Indosuez Wealth Management, a poursuivi sa dynamique, portée notamment par l'intégration de Degroof Petercam engagée mi-2024. Par ailleurs, le rapprochement des équipes de Crédit Agricole Midcap Advisors (Crédit Agricole CIB) et Degroof Petercam Finance France (Indosuez Wealth Management) a donné naissance à une nouvelle offre de conseil financier, Indosuez Corporate Advisory, destinée à accompagner les dirigeants actionnaires de PME et d'ETI en France dans leurs opérations stratégiques.

Avec le lancement de notre nouveau plan stratégique ACT 2028, nous ouvrons une nouvelle phase de notre développement. Nos priorités sont claires : intensifier nos relations clients, renforcer notre plateforme pan-européenne et notre présence internationale, nouer des partenariats pour enrichir notre offre et déployer une organisation plus agile pour soutenir la croissance.

Portés par la confiance de nos clients, l'engagement de nos équipes et la solidité du groupe Crédit Agricole, nous abordons cette nouvelle étape de notre plan stratégique avec ambition et détermination. Plus que jamais, nous continuerons à jouer un rôle moteur auprès de nos clients et dans l'accompagnement des transitions, en contribuant pleinement à la trajectoire de croissance du Groupe.

Avec le lancement de notre nouveau plan stratégique ACT 2028, nous ouvrons une nouvelle phase de notre développement. Nos priorités sont claires : intensifier nos relations clients, renforcer notre plateforme pan-européenne et notre présence internationale, nouer des partenariats pour enrichir notre offre et déployer une organisation plus agile pour soutenir la croissance.

1



PRÉSENTATION DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

1
SOMMAIRE

1. HISTORIQUE 17

2. FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025 18

3. LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB 19

3.1. BANQUE DE FINANCEMENT 20

3.2. BANQUE DE MARCHÉ ET D'INVESTISSEMENT 21

3.3. GLOBAL COVERAGE 22

3.4. GESTION DE FORTUNE 23

COMPTE DE RÉSULTAT RÉSUMÉ

En millions d'euros	31.12.2025		31.12.2024		31.12.2023	
	Crédit Agricole CIB	BFI sous-jacente [1,2]	Crédit Agricole CIB	BFI sous-jacente [1,2]	Crédit Agricole CIB	BFI sous-jacente [1,2]
Produit net bancaire	**8 664**	**6 746**	8 172	6 505	7 317	6 128
Résultat brut d'exploitation	**3 685**	**3 132**	3 594	3 058	2 952	2 582
Résultat net part du groupe	**2 866**	**2 343**	2 697	2 222	2 241	1 865

[1] Retraitée en PNB des couvertures de prêts dans la Banque de Financement et des impacts de DVA, du coût de liquidité de la FVA et du Secured lending dans la Banque de Marché et d'Investissement.
[2] Données intégrant le retraitement analytique lié aux coûts de levée des émissions.

BILAN ET STRUCTURE FINANCIÈRE

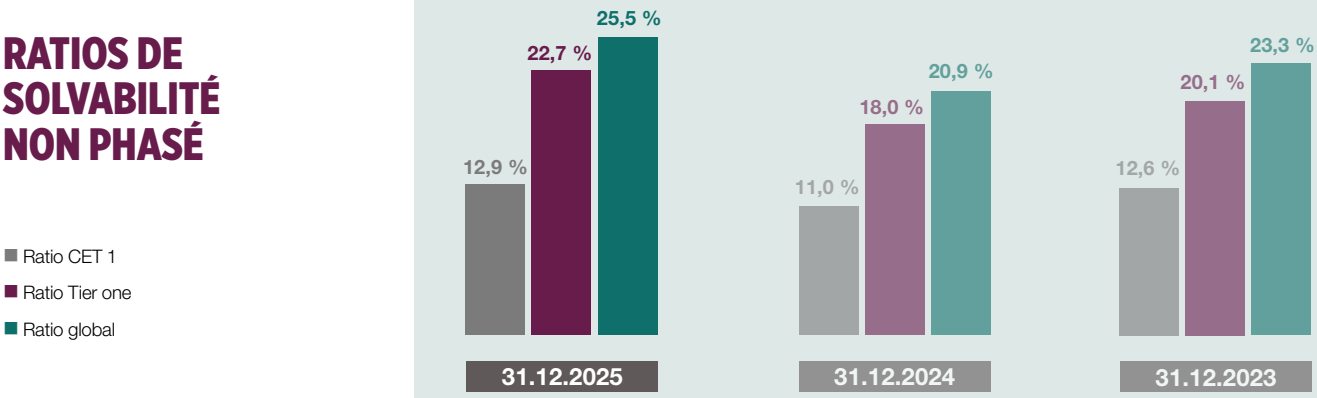
BILAN

En milliards d'euros	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2023
Total du bilan	**884,8**	847,9	757,4
Prêts bruts à la clientèle	**200,5**	195,6	175,2
Actifs gérés (en Gestion de fortune)	**233**	215	135

STRUCTURE FINANCIÈRE

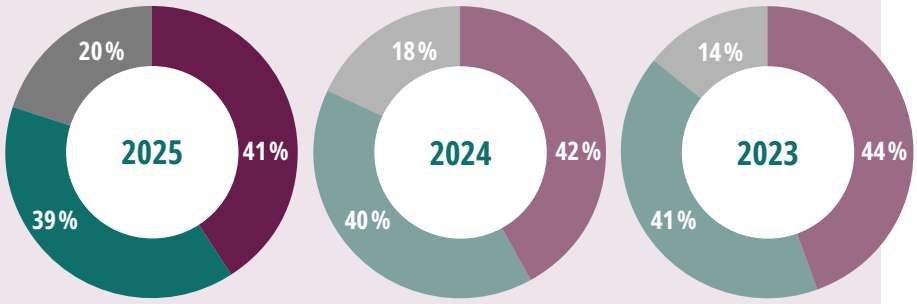
En milliards d'euros	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2023
Capitaux propres part du groupe (y compris résultat)	**34,7**	32,3	29,9
Fonds propres CET1 non phasés	**17,7**	16,8	17,3
Emplois pondérés Bâle III	**137,2**	152,8	137,2

RATIOS DE SOLVABILITÉ NON PHASÉ



NOTE DES AGENCES DE NOTATION

	Contrepartie LT / CT	Émetteur / Dette senior préférée LT	Perspective / Surveillance	Émetteur / Dette senior préférée CT	Dernière date de revue	Décision de notation
S&P Global Ratings	AA-/A-1+ (RCR)	A+	Stable	A-1	21/10/2025	Affirmation des notes LT/CT, perspective inchangée
Moody's	Aa3/P-1 (CRR)	A1	Stable	P-1	18/11/2025	Affirmation des notes LT/CT, perspective inchangéee
FitchRatings	AA- (DCR)	A+/AA-	Stable	F1/F1+	04/12/2025	Affirmation des notes LT/CT; perspective inchangée



CONTRIBUTION DES MÉTIERS AU PRODUIT NET BANCAIRE [1,2]

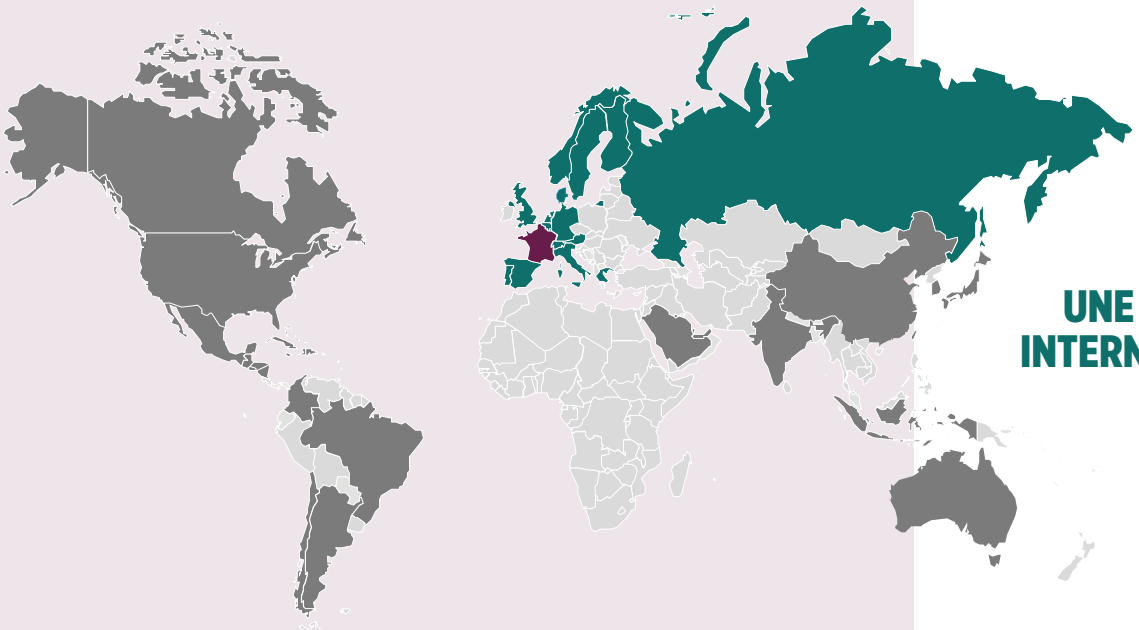
- Gestion de fortune
- Banque de Financement
- Banque de Marché et d'Investissement

[1] Retraitée en PNB des impacts de DVA, du coût de liquidité de la FVA et du Secured lending dans la Banque de Marché et d'Investissement et des couvertures de prêts dans la Banque de Financement.

[2] Données de 2023 et de 2024 intégrant le retraitement analytique lié aux coûts de levée des émissions.

RÉPARTITION DU PRODUIT NET BANCAIRE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2023
FRANCE	36 %	40 %	36 %
EUROPE hors France	31 %	29 %	30 %
INTERNATIONAL	33 %	32 %	34 %
TOTAL PNB (en millions d'euros)	**8 664**	**8 172**	**7 317**



UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE

EFFECTIFS FIN DE PÉRIODE ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

	2025 [1,2]	2024 [1,2]	2023 [1]
FRANCE	6 461	6 064	5 659
INTERNATIONAL	8 665	7 175	7 002
TOTAL	15 126	13 239	12 661

[1] La Gestion de Fortune contribue pour 4 350 en 2025, 2 999 en 2024 et 3 074 en 2023.

[2] Périmètre révisé en lien avec la règlementation CSRD (cf. section 3.1.1.4. "Les effectifs du groupe Crédit Agricole CIB" du Chapitre 2 du présent Document d'enregistrement universel).

1. HISTORIQUE

1863
Création du **Crédit Lyonnais**

1875
Création de la **Banque de l'Indochine**

1885
Création de la **première Caisse locale à Poligny,** dans le Jura

1894
Loi permettant la création des **premières « Sociétés de Crédit Agricole »,** dénommées par la suite Caisses locales

1920
Création de l'**Office National de Crédit Agricole**, **devenue la Caisse Nationale de Crédit Agricole** (CNCA) en 1926

1945
Nationalisation du Crédit Lyonnais

1959
Création de la **Banque de Suez**

1975
Fusion de la Banque de Suez et de l'Union des Mines avec la Banque d'Indochine pour former la **Banque Indosuez**

1988
Loi de Mutualisation de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, qui devient société anonyme, propriété des Caisses régionales et des salariés du Groupe

1996
Acquisition de la Banque Indosuez par le Crédit Agricole pour créer la **Banque d'Affaires Internationale** de l'un des 5 premiers groupes bancaires mondiaux

1997
La Caisse nationale de Crédit Agricole apporte ses activités internationales, de marchés et de grande clientèle à sa nouvelle filiale, **Crédit Agricole Indosuez**

1999
Privatisation du Crédit Lyonnais

2001
Transformation de la CNCA en **Crédit Agricole S.A.** introduit en bourse le 14 décembre 2001

2003
Succès de l'**Offre Publique d'Achat Mixte** du Crédit Agricole sur le Crédit Lyonnais

2004
Naissance de **Calyon**, nouvelle marque et dénomination sociale du pôle Banque de Financement et d'Investissement du Groupe Crédit Agricole, par apport partiel d'actifs du Crédit Lyonnais à Crédit Agricole Indosuez

Février 2010
Calyon change de nom et devient **Crédit Agricole Corporate and Investment Bank**

Juin 2024
Acquisition de la **Banque Degroof Petercam** par Indosuez Wealth Management

2. FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2025

En 2025, le contexte géopolitique est demeuré tout aussi incertain avec des tensions économiques persistantes marquées par la politique américaine et la poursuite des conflits ouverts notamment la guerre en Ukraine ou au Proche-Orient. Malgré ce contexte difficile, l'économie mondiale a fait preuve de résistance.

L'économie mondiale a fait preuve d'une résilience remarquable en 2025 malgré la forte hausse des droits de douane et les tensions commerciales internationales. **Aux États-Unis,** la croissance s'est établie à 2,2 %, certes en retrait par rapport aux 2,8 % de 2024, mais loin de la récession redoutée. En revanche, si l'inflation a légèrement décéléré, elle a continué d'excéder la cible de 2 % contrariant l'assouplissement monétaire à 75 points de base (taux des *fed funds* à 3,75 % en fin d'année). **L'économie chinoise** est restée marquée par la déflation, la faiblesse de la consommation privée et la crise immobilière persistante. Le pays a réussi à compenser la baisse de ses exportations vers les États-Unis en redirigeant ses flux commerciaux vers l'Asie, l'Amérique latine et l'Europe, atteignant des niveaux records d'échanges extérieurs.

Dans la zone euro, la croissance a accéléré pour atteindre 1,5%, soutenue par la demande intérieure et la bonne santé des agents privés, malgré un commerce extérieur affecté par les droits de douane et la concurrence asiatique. L'inflation est revenue à sa cible de 2 % en décembre, permettant à la BCE de maintenir son taux de dépôt inchangé depuis juin à 2 % après une baisse de 100 points de base au premier semestre.

En France, l'activité a légèrement ralenti par rapport à 2024 (à 0,9 % après 1,1 %), en raison principalement du commerce extérieur qui a pesé sur la croissance à hauteur de 0,6 point de pourcentage. La consommation des ménages a fortement décéléré malgré la hausse du pouvoir d'achat, les comportements de précaution maintenant le taux d'épargne au-dessus de 18%. L'inflation a chuté, l'une des plus faibles de la zone euro, tandis que le chômage est légèrement remonté.

L'Italie a également fait preuve d'une relative résilience avec une croissance certes modérée (0,7 %) marquée par une forte volatilité du commerce extérieur liée aux effets de « *front loading* » en anticipation des barrières tarifaires américaines.

Pour les marchés financiers, l'année 2025 restera une année de contrastes sur fond de défis persistants tant économiques que géopolitiques mais affichant néanmoins un bilan positif. La résistance de l'inflation aux Etats-Unis malgré une activité en ralentissement modéré et le retour de l'inflation vers sa cible en zone euro alors que la croissance y accélérait lentement ont justifié les différences de temporalité des politiques monétaires de la Fed et de la BCE, ainsi qu'une claire divergence dans l'évolution des taux d'intérêt des deux côtés de l'Atlantique en 2025. À rebours des incertitudes qui dominaient le climat international, les investisseurs sont restés résolument confiants, misant sur les performances des secteurs technologiques et de l'intelligence artificielle, tout en étant portés par les perspectives de croissance des industries de la défense. Seul le marché des métaux précieux a traduit les inquiétudes géopolitiques profondes.

Ces évolutions ont redéfini les stratégies des acteurs économiques et tempéré la confiance des investisseurs dans plusieurs secteurs. La volatilité de marché qui en a résulté a créé un environnement à la fois exigeant et porteur d'opportunités, que Crédit Agricole CIB a su mettre à profit dans la conduite de ses opérations.

Dans ce contexte, l'année 2025 restera marquée par une performance solide de Crédit Agricole CIB qui a enregistré ses meilleurs résultats annuels, tant en revenus (en hausse de +4 % à cours courant[1] par rapport à 2024) qu'en rentabilité. Le dynamisme commercial de l'ensemble des lignes produits des activités de marché (+5 % par rapport à 2024) et de la Banque de Financement (+2 % par rapport à 2024) illustre à nouveau cette année la forte complémentarité des deux métiers de Crédit Agricole CIB et la pertinence de son *business model*.

En 2025, Crédit Agricole CIB réaffirme ses positions de premier plan à la fois sur les émissions obligataires en maintenant sa première position sur les émissions des *Corporates*[2] français pour la septième année consécutive, en prenant la quatrième position mondiale en *All bonds* en euros[3] et en améliorant son positionnement en se classant premier en *Green, Social & Sustainable bonds* en euros[4]. Sur les activités de syndication, Crédit Agricole CIB maintient son positionnement en se classant premier *bookrunner* de crédits syndiqués en volumes en France et deuxième en EMEA[5].

Sur l'exercice 2025, Crédit Agricole CIB maintient ses stratégies de croissance organique et d'investissement, et affiche un coefficient d'exploitation à 53,6 %[6]. Le coût du risque reste maîtrisé sur l'année, en dépit d'un climat géopolitique qui reste incertain.

Par ailleurs, dans le cadre de son adhésion en juillet 2021 à la Net Zero Banking Alliance (NZBA) visant la neutralité carbone d'ici 2050, le Groupe Crédit Agricole s'est fixé des objectifs intermédiaires et des plans d'actions sur plusieurs secteurs : dix secteurs prioritaires (Pétrole et gaz, Production d'électricité, Immobilier résidentiel, Immobilier commercial, Agriculture, Automobile, Aviation, Transport maritime, Ciment et Acier) couvrant environ 60 % des encours du Groupe Crédit Agricole et représentant plus de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Huit secteurs concernent la Banque de Financement et d'Investissement.

1 *Revenus sous-jacents, hors impact des éléments spécifiques (cf. détails fournis dans le Chapitre 4 «Examen de la situation financière et du résultat 2025» du présent Document d'enregistrement universel).*
2 *Source : Refinitiv N8.*
3 *Source : Refinitiv N1.*
4 *Source : Bloomberg.*
5 *Source : Refinitiv R17.*
6 *Métier BFI en vision sous-jacente.*

3. LES MÉTIERS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT (BFI)

Banque commerciale

- Cash management
- Financements transactionnels de matières premières
- Télécom
- LBO
- Activité de crédits corporates
- Financements du commerce international

Banque d'Investissement et Equity

- Activités de conseil et montages d'émissions d'actions
- Activités Equity Solutions (Opérations de structuration et de vente utilisant des dérivés actions)
- Activités dédiées aux fusions / acquisitions
- Solutions de financements alternatives

Financements structurés

- Transports aériens et ferroviaires
- Financements maritimes
- Immobilier et hôtellerie
- Ressources naturelles, infrastructure et électricité

BANQUE DE FINANCEMENT

BANQUE DE MARCHÉ ET D'INVESTISSEMENT

GLOBAL COVERAGE

Division Global Markets

- Activités de crédit
- Activités des dérivés de taux et *secured lending*
- Activités de structuration et de développement produits
- Activités de change

Division Trésorerie

- Gestion de liquidité court terme
- Refinancement des positions courtes de la banque

GESTION DE FORTUNE

3.1. Banque de Financement

Les activités de la Banque de Financement et les résultats financiers déclinés par métier sont renseignés ci-après selon la présentation des résultats tels que publiés par Crédit Agricole S.A. en vision communication financière.

La Banque de Financement couvre un réseau international avec plus de 35 sites dans le monde permettant d'accompagner l'ensemble des clients de la Banque en leur proposant une gamme étendue de produits et services dans les métiers des financements structurés, de la banque de transactions et du commerce international.

Elle enregistre en 2025 un produit net bancaire sous-jacent [1] de 3 437 millions d'euros, soit 51 % du produit net bancaire de la BFI sous-jacente.

Financements Structurés (*Energy & Real Assets*)

Le produit net bancaire sous-jacent de la ligne métier Financements Structurés atteint 1 234 millions d'euros sur l'ensemble de l'année 2025.

Le pôle *Energy & Real Assets* (ERA) a pour missions principales d'originer, conseiller, structurer et financer, en France et à l'étranger, des opérations d'investissement reposant souvent sur des sûretés réelles (avions, bateaux, immobilier d'entreprise, matières premières, etc.) ou encore des crédits complexes et structurés, principalement dans les secteurs de la mobilité, de l'immobilier, des ressources naturelles, de l'électricité et des infrastructures ainsi que de la transition énergétique. Le pôle ERA s'applique à maintenir l'excellence de la qualité des prestations délivrées et à optimiser les consommations d'emplois pondérés et de liquidité en améliorant la rotation des actifs et en diversifiant les canaux de distribution.

En 2025, tout en menant une gestion active des risques, dans un contexte économique dégradé impactant fortement certains secteurs, les activités des financements structurés ont préservé leurs positions sur leurs marchés. Crédit Agricole CIB se classe ainsi #6 sur les financements de projets dans le monde [2] et #2 sur la zone EMEA [3].

ASSET FINANCE GROUP

◆ Transports aériens et ferroviaires

Engagé depuis plus de cinquante ans dans le secteur aéronautique et bénéficiant d'une excellente réputation sur les marchés, Crédit Agricole CIB a toujours privilégié le long terme en s'efforçant d'établir des relations durables avec les grandes compagnies aériennes, les aéroports et entreprises de services connexes au transport aérien (maintenance, services au sol, etc.) afin de comprendre leurs priorités, en termes d'activité et de besoins de financement.

Présent depuis plusieurs années dans le secteur du rail à New York, à Francfort et à Paris, Crédit Agricole CIB poursuit l'extension de son offre en Europe.

◆ Financements maritimes

Crédit Agricole CIB finance également depuis plus de quarante ans des navires pour des armateurs français et étrangers et a acquis dans ce domaine une expertise solide et une réputation mondiale en tant qu'arrangeur et agent. Au fil du temps, Crédit Agricole CIB a développé un réseau mondial dédié avec sept équipes régionales basées dans la plupart des centres stratégiques du transport maritime à travers le monde : Hambourg, Hong Kong, Londres, Oslo, New York, Le Pirée et Paris. Grâce à ce réseau, Crédit Agricole CIB dispose d'une base de clientèle diversifiée et bénéficie d'un accès unique à l'information sur ces marchés. Crédit Agricole CIB finance une flotte moderne et diversifiée de plus de 1 450 navires pour une clientèle internationale d'armateurs.

◆ Immobilier et hôtellerie

La Direction de l'Immobilier et de l'Hôtellerie est présente dans 10 pays. Crédit Agricole CIB, acteur de premier plan dans le secteur de financement de l'immobilier, traite avec les principaux acteurs nationaux et internationaux des secteurs de l'immobilier de bureau, commercial et logistique, ainsi que des sociétés holding familiales. Elle offre également ses produits et services à des groupes hôteliers internationaux et autres clients liés à ce secteur.

ENERGY & INFRASTRUCTURE GROUP

◆ Ressources naturelles, infrastructure et électricité

Crédit Agricole CIB propose des services de conseil, d'arrangement et de prise ferme dans le cadre de montages financiers complexes et innovants dans les secteurs des ressources naturelles, de la production d'électricité (en particulier d'origine renouvelable) et de sa distribution, de l'environnement (services liés à l'eau, traitement des déchets), ainsi que des infrastructures dans toutes les zones géographiques.

Crédit Agricole CIB fournit des financements par la dette aux côtés d'autres banques commerciales et fournisseurs de crédit tels que les facilités adossées à un crédit export, les financements multilatéraux ou les marchés de la dette publics et privés.

Cette division, qui opère dans le monde entier, dispose de centres régionaux d'excellence à Paris, Londres, Madrid, Milan, New York, Houston, Singapour, Hong Kong, Tokyo, Sydney, Melbourne et Sao Paulo.

Banque commerciale

Sur l'ensemble de l'année 2025, la ligne métier Banque commerciale enregistre un produit net bancaire sous-jacent de 2 203 millions d'euros.

INTERNATIONAL TRADE & TRANSACTION BANKING (ITB)

Crédit Agricole CIB propose à ses clients importateurs ou exportateurs de les accompagner dans la gestion de leurs flux de trésorerie, leurs moyens de paiement et la tenue de compte en réponse à leurs besoins en matière de commerce international et de banque transactionnelle. Le pôle ITB s'appuie sur un réseau commercial de spécialistes répartis dans plus de 20 implantations, au travers de cinq lignes produits mondiales.

1 *Retraité des impacts des couvertures de prêts pour -4 millions d'euros dans la Banque de Financement.*
2 *Sources Refinitiv X02.*
3 *Source Refinitiv X15.*

Plus précisément, ITB propose des produits d'*export finance* (solutions de financement des contrats d'exportation), de *global commodity finance (*financement de matières premières), de *trade finance* (financement et sécurisation du commerce international et des transactions commerciales), de *receivable and supply chain finance solutions* (financement des postes clients et fournisseurs), de *cash management (*gestion des flux de trésorerie et paiements).

Par ailleurs, la Banque commerciale France propose des produits et services qui s'appuient sur l'expertise des lignes métiers spécialisées de Crédit Agricole CIB ainsi que sur les capacités offertes par les réseaux du Groupe Crédit Agricole (Caisses régionales, LCL) et ses filiales spécialisées.

CORPORATE & LEVERAGED FINANCE (CLF)

Le pôle *Corporate and Leveraged Finance* (CLF) englobe les activités de financement à effet de levier, de financements des télécommunications et de fonds, ainsi que les activités d'origination de crédits bilatéraux et syndiqués vanille, créant ainsi une plateforme d'origination de premier plan pour le financement des entreprises et des institutions financières.

Ce pôle a pour mission d'originer, de structurer, d'arranger et de comptabiliser des prêts syndiqués et des facilités bilatérales de prêt à moyen terme (MLT) pour des entreprises et des institutions financières clientes. Plus précisément, il est constitué de :

- *Leveraged & Telecom Finance Group* (LTFG) en charge d'originer, structurer et arranger des solutions de financement pour des clients dans le secteur des Telecoms, et de proposer des solutions de financement à effet de levier ;
- *Fund Solutions Group* (FSG) en charge de la franchise de Crédit Agricole CIB en matière de financement de fonds, pour originer et structurer le financement des fonds d'investissement clients ;
- *Loan Origination Large Cap* en charge de l'origination et de la structuration des prêts (prêts syndiqués, facilités bilatérales MLT et prêts relais) arrangés pour les clients *Large Cap* (entreprises et institutions financières) ;
- Origination de prêts ETI en charge de l'origination et de la structuration de prêts (prêts syndiqués, facilités bilatérales MLT, prêts relais et LBO) pour les petites et moyennes entreprises (ETI) ;
- *Acquisition Finance & Advisory* (AFA) en charge du développement de la franchise Crédit Agricole CIB en matière de financement d'acquisitions d'entreprises, de l'arrangement et de la structuration de l'offre, et de la coordination de l'exécution de ces opérations.

Par ailleurs, de façon transverse, le pôle *Distribution & Asset Rotation* (DAR) regroupe les équipes de distribution en charge, pour les clients entreprises et institutions financières, de la structuration et de l'arrangement des prêts syndiqués et des facilités bilatérales à moyen et long terme. Ce pôle est également responsable de la souscription et de la distribution sur les marchés primaire et secondaire de tous les prêts syndiqués (structurés ou non) pour l'ensemble des métiers de financement de la Banque.

À fin 2025 Crédit Agricole CIB continue d'afficher des positions de leader sur ces activités, la banque atteint ainsi la deuxième place sur les crédits syndiqués dans la zone EMEA[1] et première place en France[2].

3.2. Banque de Marché et d'Investissement

Les activités de la Banque de Marché et d'Investissement et les résultats financiers déclinés par métier sont renseignés ci-après selon la présentation des résultats tels que publiés par Crédit Agricole S.A. en vision communication financière.

La Banque de Marché et d'Investissement comprend les activités des marchés de capitaux et de la banque d'investissement.

Elle réalise un produit net bancaire sous-jacent[3] de 3 309 millions d'euros pour l'ensemble de l'année 2025, soit 49 % du produit net bancaire de la BFI sous-jacente.

Division *Global Markets*

La ligne métier Global Markets (GMD) enregistre un produit net bancaire sous-jacent de 2 560 millions d'euros sur l'année 2025.

Les équipes de *Global Markets* au travers de l'origination, de la structuration, de la titrisation, de la syndication, de la recherche, du *trading* et de la vente proposent une large gamme de produits et de solutions financières sur les marchés primaire et secondaire pour ses clients entreprises et institutions financières.

Grâce à un réseau de 18 salles de marchés, dont cinq centres de liquidité à Londres, Paris, New York, Hong Kong et Tokyo, Crédit Agricole CIB offre à ses clients un positionnement fort en Europe, en Asie et au Moyen-Orient, une présence ciblée aux États-Unis et des points d'entrée supplémentaires sur les marchés locaux.

Global Markets Division est organisée autour des activités suivantes :

- *Global Markets Trading* couvre tous les produits cash et dérivés : *Macro-Trading* (sous-jacents Taux, Change, Crédit), Non Linéaire (*Fixed Income* non linéaire et *FX Options*) ;
- *Capital Markets Funding* propose à ses clients des solutions de financement privé et public couvrant le crédit primaire (origination obligataire et syndication) et la titrisation. Dans ce segment, Crédit Agricole CIB se classe n°4 sur l'ensemble des obligations en EUR pour 2025 [4] ;
- *Global Repo & Indexing* regroupe les activités *Repo & Secured Funding* ;
- un pôle conseil regroupant les expertises en matières d'obligations et d'actions servant l'ensemble de nos clients et constitué des départements suivants :
  - *Global Markets Sales* fournit une expertise sur les produits *Fixed income* et actions, au service de toutes les institutions financières, entreprises et clients du Groupe Crédit Agricole ;
  - *Global Markets Structuring* accompagne les clients de la Banque en leur proposant des solutions de marché intégrées sur mesure et multi-actifs ;
  - une équipe dédiée *Global Markets Research* fournit des analyses de pointe sur les marchés et les produits à ses clients ;
- deux pôles transversaux accompagnent l'activité :
  - un *COO Office* couvrant l'ensemble des activités de marché ;

1 *Source Refinitiv R17.*
2 *Source Refinitiv.*
3 *Retraité des impacts de DVA, du coût de liquidité de la FVA et de secured lending pour -16 millions d'euros dans la Banque de Marché et d'Investissement.*
4 *Source Refinitiv N1.*

- le groupe *Scarce Ressource and XVA* a la double mission de gérer les risques de contrepartie et de liquidité sur les activités de dérivés et d'optimiser l'allocation des ressources rares aux lignes métiers.

Division Trésorerie

Le produit net bancaire sous-jacent de la ligne métier Trésorerie atteint 161 millions d'euros pour l'ensemble de l'année 2025.

La ligne métier Trésorerie est rattachée hiérarchiquement au responsable de *Finance, Procurement* & *Execution Management* (FIX) via *Execution Management* (EXM) et fonctionnellement selon les sites, soit au *Senior Country Officer*, soit au *Chief Financial Officer*, soit aux responsables locaux de la division.

Depuis 2018 les Trésoreries de Crédit Agricole CIB et de Crédit Agricole S.A. sont réunies pour former une équipe mutualisée qui gère désormais le risque de liquidité du Groupe tout en respectant les contraintes réglementaires afférentes aux deux entités juridiques.

L'équipe Trésorerie assure au quotidien la gestion saine et prudente de la liquidité courte de la Banque, suivant les modalités décidées en Comités actif/passif et dans le respect de ses contraintes internes et externes (ratios de liquidité court terme, ratios prudentiels, réserves).

Par ailleurs, la Trésorerie gère un portefeuille d'actifs liquides de grande qualité (HQLA), elle est également en charge des programmes d'émissions court terme (NEU CP / CD / ECP etc.) de la Banque et enfin, elle est chargée du processus de contribution aux indices Euribor et CNHbor.

L'organisation de la Trésorerie autour de 3 *hubs* de liquidité dans le monde (Paris, New York, Hong Kong), 12 Trésoreries locales et un pôle fédéral pour la Banque privée, permet une optimisation permanente des besoins de financement court terme de la Banque et du recyclage des excédents de liquidité, notamment par replacement en Banque centrale. Cette implantation géographique permet l'accès à un financement de court terme large et diversifié en complément du refinancement long terme assuré par l'équipe ALM.

Banque d'Investissement & *Equity*

Sur l'année 2025, la ligne métier Banque d'Investissement enregistre un produit net bancaire sous-jacent de 588 millions d'euros. La Banque d'Investissement & *Equity* rassemble l'ensemble des activités de « haut de bilan » à destination de la clientèle *Corporates* de Crédit Agricole CIB et s'articule autour de cinq pôles principaux avec des implantations dans les trois zones géographiques (EMEA, Amériques, Asie) :

EQUITY CAPITAL MARKETS PRIMAIRE

La ligne métier *Equity Capital Markets Primaire* est responsable des activités de conseil et montage d'émissions d'actions et de titres donnant accès au capital.

Elle est notamment en charge des augmentations de capital, des offres secondaires ainsi que des émissions d'obligations convertibles, d'obligations échangeables et autres produits hybrides pour le marché primaire *large* et *mid caps*.

GLOBAL CORPORATE FINANCE

La ligne métier *Global Corporate Finance* regroupe les activités dédiées aux fusions et acquisitions, allant du conseil stratégique à l'exécution des transactions.

Plus précisément, elle intervient dans les mandats de conseil à l'achat ou à la vente, dans l'ouverture du capital ou les restructurations, dans le conseil financier stratégique ou le conseil en privatisation.

STRUCTURED AND FINANCIAL SOLUTIONS (SFS)

La ligne métier *Structured and Financial Solutions* propose aux grands clients de Crédit Agricole CIB des solutions sur mesure à forte valeur ajoutée pour les accompagner dans le financement d'opérations complexes. Elle permet notamment de trouver des solutions de financement alternatives aux opérations bancaires classiques et aux solutions de type *capital market.*

EQUITY SOLUTIONS

Depuis 2016, les pôles *Global Investment Banking* (GIB) et *Global Markets* ont mutualisé leurs compétences et créé l'activité *Equity Solutions* dont la mission principale consiste à étendre la gamme des produits d'investissement de type *Equity* en proposant des solutions structurées à base de dérivés actions et de financements sur actions cotées.

CRÉDIT AGRICOLE *MIDCAP ADVISORS*

Crédit Agricole *Midcap Advisors*, filiale de Crédit Agricole CIB, est l'entité du Groupe Crédit Agricole spécialisée dans le conseil financier des dirigeants et actionnaires de PME et ETI. Leader dans ses métiers, avec plus de 600 transactions conseillées depuis sa création, Crédit Agricole *Midcap Advisors* regroupe 45 experts en conseil M&A *Midcap* implantés à Paris et en proximité des clients en régions. Ses équipes disposent d'une large connaissance du tissu économique local et bénéficient d'importantes capacités d'exécution. Crédit Agricole *Midcap Advisors* apporte également à ses clients des expertises sectorielles spécifiques et des capacités d'actions à l'international, grâce aux équipes de Crédit Agricole CIB et à ses partenaires à l'étranger. Une activité de conseil en ingénierie financière et une activité de *broker* immobilier (logistique, bureaux, hôtels, etc.) viennent compléter son offre à destination des PME et ETI.

3.3. Global Coverage

Un département incarnant le modèle centré sur le client de la Banque

S'appuyant sur l'approche centrée sur le client de Crédit Agricole CIB, le pôle CIB assure le *coverage* des clients de la Banque, ainsi que les activités de *Sustainable Banking et de Global Investment Banking.*

Au centre de l'organisation de la Banque, le *Coverage* est responsable des revenus et de la profitabilité des clients, il pilote la relation Client pour l'ensemble de la Banque et sur un périmètre mondial, il assure la promotion de l'ensemble des métiers de la Banque, mais également des métiers du Groupe Crédit Agricole et il pilote l'exposition globale de la Banque par client. Au sein de ce pôle, une équipe dédiée de *Private Investment Banking* accompagne les

entreprises familiales (actionnaires individuels ou *family holdings*) en s'appuyant sur les expertises de Crédit Agricole CIB, Indosuez Wealth Management ainsi que de l'ensemble des filiales du Groupe Crédit Agricole. Par ailleurs, en matière de financement islamique, Crédit Agricole CIB facilite l'accès à des solutions conformes à la Charia dans de nombreux domaines avec une équipe dédiée dans le Golfe.

Au sein du pôle *Sustainable Banking,* l'équipe dédiée *Sustainable Investment Banking* travaille en étroite collaboration avec le *Coverage* et accompagne les clients en matière de conseil et de financements durables. Crédit Agricole CIB est un leader mondial sur le marché des green, social & sustainability bonds[1], la banque se classe #1 sur les émissions en euros green, social & sustainability bonds à fin décembre 2025. Le pôle *Sustainable Banking* est également en charge de l'établissement de la stratégie de Crédit Agricole CIB en matière de décarbonation et de RSE, avec une équipe *Climate & Sustainability Strategy* dédiée.

Le pôle *Global Investment Banking* a quant à lui pour missions principales de conseiller, conjointement avec le *Coverage*, les équipes dirigeantes des grands clients de la Banque dans leurs problématiques stratégiques de haut de bilan (y compris l'exécution des transactions) ainsi que de structurer et d'exécuter des financements spécialisés.

Depuis mars 2021, le Groupe Crédit Agricole s'est doté d'un pôle d'expertise dédié aux Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) considérées comme stratégiques pour les territoires, tant en termes de dynamisme économique que de localisation des centres de décision. Logé au sein de Crédit Agricole CIB, le Pôle ETI œuvre depuis mars 2021 au déploiement d'un modèle relationnel innovant prenant levier sur les légitimités commerciales acquises des Caisses régionales, de Crédit Agricole CIB et de LCL.

Le Pôle d'Accompagnement International a pour principales missions :

- d'accompagner à l'étranger la clientèle des PME ETI du Groupe Crédit Agricole (principalement la clientèle des Caisses régionales, de LCL et du Pôle ETI de Crédit Agricole CIB en France, celle des banques de détail du Groupe Crédit Agricole à l'étranger) pour faciliter ses opérations bancaires, ses projets d'implantations locales et son développement commercial via le Réseau des I*nternational Desks* ;
- de fédérer l'ensemble des expertises du Groupe – en France et à l'étranger – pour offrir une gamme complète de solutions.

3.4. Gestion de fortune

Sur l'année 2025, la Gestion de fortune enregistre un produit net bancaire sous-jacent de 1 671 millions d'euros.

Le métier Gestion de fortune du Groupe Crédit Agricole est exercé sous la marque mondiale Indosuez Wealth Management.

Indosuez Wealth Management rassemble environ 4 300 collaborateurs dans 15 territoires en Europe, en Asie et au Moyen-Orient.

Depuis plus de 150 ans, Indosuez Wealth Management accompagne des grands clients privés, familles, entrepreneurs et investisseurs professionnels pour la gestion de leur patrimoine privé comme professionnel. La Banque propose une approche sur mesure permettant à chacun de ses clients de préserver et développer son patrimoine au plus près de ses aspirations.

En réponse aux attentes de ses clients, Indosuez Wealth Management élargit sa proposition de valeur en faveur d'un développement plus durable et d'une économie plus responsable en coopération avec d'autres entités du Groupe.

Dans l'Hexagone, le partenariat qui lie Indosuez Wealth Management France et les Caisses régionales repose sur la complémentarité des approches et est un atout certain pour satisfaire les attentes évolutives de la clientèle fortunée du Groupe Crédit Agricole.

En 2024, Indosuez a pris une participation majoritaire dans le capital de la banque belge Degroof Petercam.

Degroof Petercam vient enrichir la proposition de valeur d'Indosuez et son offre étendue de services et son réseau international, grâce à des expertises complémentaires :

- une expertise de solutions d'investissement reconnue sur le marché avec une offre de fonds étendue, notamment une gamme ESG ;
- des activités de *Corporate Finance, Global Markets* ;
- des capacités de services d'administration (*Fund servicing*) permettant d'enrichir la proposition de service actuelle.

Le rapprochement des expertises complémentaires d'Indosuez et de Degroof Petercam permet de créer un leader européen de la Gestion de fortune, proposant un continuum de services et d'offres intégrant Conseil & Financement, Solutions d'investissement, ainsi que *Fund servicing* & Solutions technologiques et bancaires pour répondre aux besoins de ses clients.

Fin 2025, Indosuez Wealth Management a acquis la totalité du capital de Banque Thaler, établissement bancaire suisse reconnu pour l'excellence de ses services et son expertise de long terme dans la gestion de fortune. Cette acquisition s'inscrit pleinement dans la stratégie de développement des activités de Gestion de fortune et permet de renforcer son positionnement sur le marché suisse où la banque est présente depuis 1876.

Avec ce rapprochement, les clients de Banque Thaler pourront bénéficier d'une gamme de produits et d'expertises enrichie, de la solidité du Groupe, de son réseau international, de ses capacités en matière de conseil patrimonial et structuration, de financement, de *corporate advisory*, de *fund servicing* et de gestion.

1 *Source Bloomberg.*

2



RAPPORT DE DURABILITÉ CRÉDIT AGRICOLE CIB

2
SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES 28

1.1. BASE DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS [ESRS 2 BP] 28

1.2. GOUVERNANCE DE LA DURABILITÉ [ESRS 2 GOV] 30

1.3. STRATÉGIE DE DURABILITÉ [ESRS 2 SBM] 38

1.4. PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES RELATIFS À L'ANALYSE DE DOUBLE MATÉRIALITÉ [ESRS 2 IRO] 49

2. ENVIRONNEMENT – INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE 65

2.1. GOUVERNANCE [E1] 65

2.2. STRATÉGIE EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE [E1] 66

2.3. ACTIONS ET RESSOURCES EN RAPPORT AVEC LES POLITIQUES EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE [E1-3] 73

2.4. CIBLES ET MESURES DE PERFORMANCE [E1] 79

3. SOCIAL - INFORMATIONS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE 96

3.1. PERSONNEL DE L'ENTREPRISE [S1] 96

3.2. CONSOMMATEURS ET UTILISATEURS FINAUX [S4] 122

4. GOUVERNANCE - INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CONDUITE DES AFFAIRES 127

4.1. ASSURER LE RESPECT DES OBLIGATIONS RÉGLEMENTAIRES ET PROFESSIONNELLES [G1] 127

4.2. RELATION FOURNISSEURS ET PRATIQUES EN MATIÈRE DE DÉLAIS DE PAIEMENT [G1] 131

5. ANNEXES 137

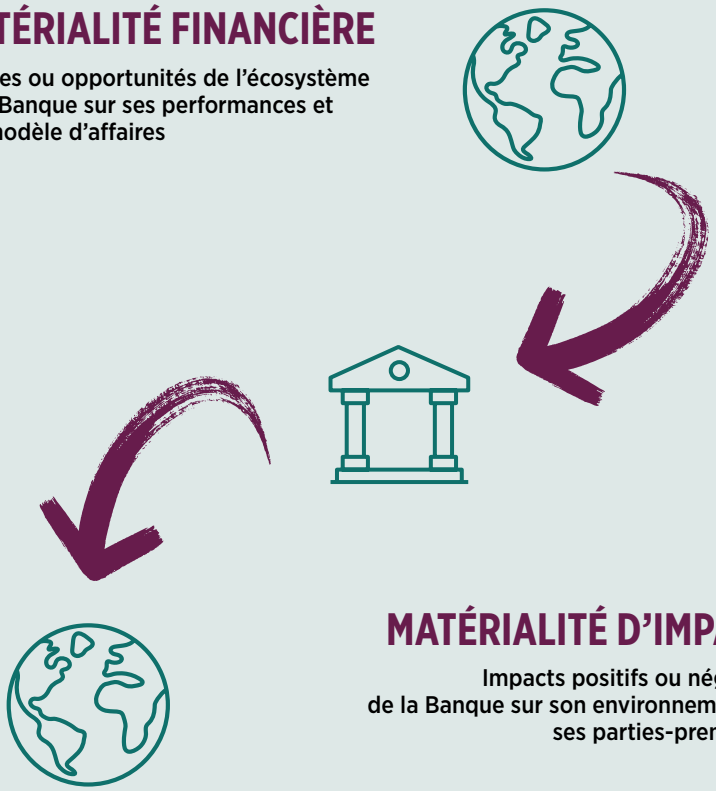
5.1. TABLEAUX RELATIFS À LA TAXONOMIE EUROPÉENNE (SUITE) 137

5.2. RAPPORT DE CERTIFICATION DES INFORMATIONS EN MATIÈRE DE DURABILITÉ ET DE CONTRÔLE DES EXIGENCES DE PUBLICATION DES INFORMATIONS PRÉVUES À L'ARTICLE 8 DU RÈGLEMENT (UE) 2020/852 (EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025) 152

DOUBLE MATÉRIALITÉ LES FONDATIONS DU RAPPORT DE DURABILITÉ

MATÉRIALITÉ FINANCIÈRE

Risques ou opportunités de l'écosystème de la Banque sur ses performances et son modèle d'affaires



MATÉRIALITÉ D'IMPACT

Impacts positifs ou négatifs, de la Banque sur son environnement et ses parties-prenantes

ENJEUX MATÉRIELS POUR CRÉDIT AGRICOLE CIB

13

Regroupements de thématiques de durabilité matérielles

4

European Sustainability Reporting Standards matériels



Le présent rapport de durabilité répond aux exigences de la directive de l'Union européenne 2022/2464 ci-après « CSRD ».

La Directive CSRD – *Corporate Sustainability Reporting Directive* – est une directive européenne visant à renforcer et à harmoniser la publication d'informations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) par les entreprises. Partie intégrante du plan d'actions européen sur la Finance Durable et du Pacte Vert, la CSRD vise à fournir aux institutions financières, aux investisseurs et au grand public une vue d'ensemble des risques encourus par les entreprises, de leurs impacts et des stratégies et plans d'actions qu'elles mettent en place en matière de durabilité.

Le présent rapport de durabilité est établi conformément aux normes *European Sustainability Reporting Standards* (ESRS).

Bien que le groupe Crédit Agricole CIB mette en œuvre le Plan de vigilance de Crédit Agricole S.A., ce chapitre ne constitue pas un rapport sur la mise en œuvre de ce dernier qui peut être consulté dans la section 5 « Plan de vigilance » du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1.1. Base de préparation des déclarations [ESRS 2 BP]

1.1.1. Base générale de préparation des déclarations relatives à la durabilité [ESRS 2 BP-1]

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) établit la présente déclaration relative à la durabilité sur base consolidée.

Le périmètre des informations relatives à la durabilité sur base consolidée correspond à celui des états financiers consolidés, à l'exception de la Banque Thaler, société acquise en 2025 par Indosuez Wealth Management (Indosuez), filiale de Crédit Agricole CIB. Cette exception s'applique au présent rapport[1]. Le rapport de durabilité Crédit Agricole CIB 2026 intègrera l'intégralité de son périmètre financier.

La liste des filiales incluses dans la consolidation du rapport de durabilité est présente à la note 12.4 « Composition du périmètre » du chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel. Parmi les filiales de Crédit Agricole CIB, seules Indosuez Wealth Management (Indosuez) et la Banque Degroof Pertcam sont assujetties à la CSRD, mais exemptées de publier un rapport propre de durabilité au titre de son inclusion dans le présent rapport consolidé du groupe Crédit Agricole CIB.

Les opérations propres de Crédit Agricole CIB sont définies comme celles portant sur Crédit Agricole CIB et ses filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. Les coentreprises, activités conjointes et entreprises associées que Crédit Agricole CIB détient directement ou indirectement sont prises en compte dans la chaîne de valeur et incluses au cas par cas quand la société mère exerce un contrôle opérationnel.

Les filiales contrôlées exclusivement mais non intégrées dans le périmètre de consolidation car non significatives d'un point de vue financier ont fait l'objet d'une analyse complémentaire sous l'angle de la matérialité d'impact afin de conclure si elles doivent être prises en compte dans la déclaration relative à la durabilité sur base consolidée. Cette analyse a permis de conclure que ces filiales ne présentent pas de caractère significatif pour le rapport de durabilité.

Par ailleurs, le rapport de durabilité couvre l'ensemble de la chaîne de valeur en amont et en aval telle que définie dans la section 1.3.1.2. « Chaîne de valeur » du présent chapitre.

1.1.2. Publication d'informations relatives à des circonstances particulières [ESRS 2 BP-2]

Le présent rapport répond aux obligations fixées par la transposition en droit français de la directive européenne relative à la publication des informations en matière de durabilité (dite Directive « CSRD » 2022/2464/UE) et du règlement européen 2020/852 du 18 juin 2020, amendé par le règlement délégué européen 2026/73 publié le 8 janvier 2026 (dit règlement « Taxonomie »). Sa préparation s'est déroulée dans un contexte d'incertitudes quant à l'interprétation des textes pour les acteurs du secteur financier.

Dans le cadre de la rédaction de ce second rapport de durabilité et malgré les progrès réalisés par rapport au premier exercice, Crédit Agricole CIB s'est parfois trouvée confrontée à l'absence de référentiels établis, à la non-disponibilité de certaines données et à la difficulté de collecte d'informations notamment sur sa chaîne de valeur.

Dans ce contexte, Crédit Agricole CIB s'est attachée à respecter les exigences des normes ESRS en vigueur à la date d'établissement de ce rapport dans les délais impartis, en s'appuyant sur les données disponibles.

◆ Analyse de double matérialité

Concernant l'analyse de double matérialité, et plus particulièrement celle liée à la chaîne de valeur, le Groupe Crédit Agricole a été confronté à des limites liées à la disponibilité des données, au degré de maturité des méthodologies d'évaluation et à leur capacité à couvrir la diversité des activités. Des hypothèses, projections et approximations structurantes, détaillées dans les sections pertinentes du rapport, ont été utilisées. Cette analyse fera l'objet d'une réévaluation lors des exercices futurs, en fonction de l'évolution du cadre (méthodologie, données disponibles, autres évolutions réglementaires impactant des acteurs de la chaîne de valeur). Le cas échéant, elle tiendra également compte des *guidances* sectorielles, notamment sur les thèmes Nature (se référer à la section 1.4.1.3. « Description des processus d'identification et d'évaluation des IRO matériels liés aux autres thématiques environnementales » du présent chapitre).

◆ Informations présentées dans le rapport

Pour l'ensemble des informations figurant dans ce rapport, le Groupe Crédit Agricole a retenu des approches applicables dès le

1 *Note relative à l'information de durabilité rapportée conformément aux articles 19a et 29a de la Directive Comptable (déclaration de durabilité individuelle et consolidée) : à la suite de l'acquisition de la banque Thaler SA (rue Pierre-Fatio 3, 1204 Genève - Suisse, CHE-103.178.391) par Indosuez Wealth Management (17 rue du Docteur Lancereaux, 75008 Paris - 572 171 635), les données environnementales de la banque Thaler ne sont pas incluses dans le périmètre de* reporting.

premier exercice, en utilisant des méthodologies et des estimations pour plusieurs catégories de données, notamment celles relatives à la chaîne de valeur, comme le calcul des émissions de gaz à effet de serre. Crédit Agricole CIB s'est inscrite dans cette approche Groupe dans le cadre de la production du présent rapport. Lorsqu'une estimation a été utilisée, cela est explicitement mentionné dans le paragraphe concerné. Par exemple, concernant les émissions de gaz à effet de serre, les informations nécessaires à la compréhension des données se trouvent en section 2.4.3. « Émissions brutes de GES des *scope* 1, 2, 3 et émissions totales GES », à la suite du tableau « Émissions totales de GES ventilées par *scope* 1 et 2 et les émissions significatives de *scope* 3 ».

◆ Contribution au plan de transition du Groupe Credit Agricole

Les conditions spécifiques de publication relatives à la contribution au plan de transition du Groupe Crédit Agricole sont présentées dans la section 2.2.1. « Contribution au plan de transition pour l'atténuation au changement climatique » du présent chapitre.

◆ Taxonomie européenne

Les informations figurant dans les sections « Cadre et exigences réglementaires » et «Méthodologie de détermination des actifs alignés» de la partie 2.4.6 «Informations publiées sur les activités liées à la Taxonomie européenne» présentent les principales hypothèses méthodologiques retenues par le Groupe Crédit Agricole.

◆ Perspectives

À l'avenir, pour tenir compte des meilleures pratiques et recommandations de place ainsi qu'une meilleure connaissance des nouvelles dispositions réglementaires et normatives, le groupe Crédit Agricole CIB, en cohérence avec la démarche au niveau du Groupe Crédit Agricole, pourra être amené à faire évoluer certaines pratiques de reporting et de communication, ainsi que le dispositif de contrôle interne relatif à la production des informations en matière de durabilité, dans une démarche d'amélioration continue.

◆ Disponibilité des données N-1

En cette deuxième année de publication sur le périmètre du groupe Crédit Agricole CIB, les indicateurs présentés pourront être éclairés des données de l'année précédente, et, lorsque la comparabilité avec N-1 est significativement limitée (méthodes, périmètre, objectifs), les raisons sont indiquées.

▶ Principales sources d'incertitudes associées aux estimations et aux résultats :

Les données présentées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un certain niveau d'incertitude au sein du rapport de durabilité.

Référence aux points de données	Référence au sein du rapport de durabilité	Indicateur	Source de l'incertitude	Hypothèse prise pour calculer l'indicateur
E1-6-51 E1-6-52	Émissions totales de GES ventilées par périmètre 1 et 2 et émissions significatives de périmètre 3	Émissions de GES liées aux financements d'activités	Différentes sources sont utilisées pour calculer les émissions de GES liées aux financements : les publications des clients, les données achetées auprès de fournisseurs de données, et les données estimées selon des méthodologies de place. De nombreuses hypothèses sont prises dans chacune de ces sources et les chiffres peuvent ne pas être comparables d'un client à l'autre.	Une hiérarchie des sources est mise en place reflétant la qualité des différents types de données. Pour le *scope* 3, en l'absence de source fiable, aucune émission n'est considérée.
S1-6-50a	Informations sur les effectifs ventilés par genre	Répartition des effectifs par sexe, type de contrat Nombre moyen d'heures de formation Recrutements et Mobilités	Incertitude concernant les catégories « Autres » et « Non Déclaré » pour certaines entités à l'international.	Représentativité de la répartition des effectifs par sexe via les catégories « Homme » et « Femme » uniquement pour certaines entités à l'international.
S1-9 S1-13	Répartition par âge parmi ses salariés	Répartition des effectifs Recrutements et Mobilités	Certains pays interdisent la collecte de cette donnée, notamment les États-Unis.	Calcul de l'âge moyen à l'exception des entités aux États-Unis.

▶ Incorporation par référence

Liste DP/DR	Référence au sein du Document d'enregistrement universel	Référence au sein du rapport de durabilité
ESRS 2 BP-1-5	Document d'enregistrement universel – chapitre 6 section 3 note 12.4 « Composition du périmètre »	1.1.1. Base générale de préparation des déclarations relatives à la durabilité
ESRS 2 GOV-1	Document d'enregistrement universel – chapitre 3	1.2.1. Conseil d'administration 1.2.2. Gouvernance exécutive
ESRS 2 GOV-2-26-a	Document d'enregistrement universel – chapitre 3	1.2.3. Le rôle des instances de gouvernance dans la surveillance des Impacts, risques et opportunités (IRO)
ESRS 2 GOV-3	Document d'enregistrement universel – chapitre 3 Section 1.4 « Politique de rémunération »	1.2.4. Intégration des critères de durabilité dans la rémunération
ESRS 2 SBM-1-40 ESRS 2 SBM-1-42	Document d'enregistrement universel – chapitre 1 Section 3 « Les métiers de Crédit Agricole CIB »	1.3.1. Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur
ESRS 2 SBM-2-45	Document d'enregistrement universel – Introduction « Composition du capital »	1.3.2. Intérêts et points de vue des parties prenantes

Liste DP/DR	Référence au sein du Document d'enregistrement universel	Référence au sein du rapport de durabilité
ESRS 2 SBM-2-45	Document d'enregistrement universel – chapitre 3 section 1 « Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise »	1.3.2. Intérêts et points de vue des parties prenantes
ESRS 2 SBM-2-45	Document d'enregistrement universel – chapitre 6 section 3 note 6.15 « Capitaux propres » partie « Composition du Capital au 31 décembre 2025 »	1.3.2. Intérêts et points de vue des parties prenantes
ESRS 2 IRO-1-20	Document d'enregistrement universel – chapitre 5 - Pilier 3 - section 3.3.1. - « Stratégie et processus de gestion du risque de liquidité »	1.4.1. Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels
ESRS S1-10	Document d'enregistrement universel – chapitre 3 section 1.4 « Politique de rémunération »	3.1.2.5. Performance et rémunérations 3.1.3. Éléments quantitatifs et cibles
ESRS S1-16	Document d'enregistrement universel – chapitre 3 section 1.4 « Politique de rémunération »	3.1.2.5. Performance et rémunérations

1.2. Gouvernance de la durabilité [ESRS 2 GOV]

La gouvernance de Crédit Agricole CIB s'inscrit dans celle du Groupe Crédit Agricole. Elle vise à concilier l'intérêt des clients, la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux, ainsi que les attentes réglementaires, dans le respect des valeurs mutualistes fondatrices de l'identité du Groupe Crédit Agricole.

1.2.1. Conseil d'administration [ESRS 2 GOV1]

L'ensemble des informations présentées dans cette section est développé au sein du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du Document d'enregistrement universel, notamment dans les sections suivantes :

- 1.1.2. « Composition du Conseil d'administration » ;
- 1.1.3. « Diversité au sein du Conseil d'administration et des instances dirigeantes » ;
- 1.2.5. « Évaluation des compétences et du fonctionnement du Conseil d'administration » ;
- 1.2.6. « Formation des administrateurs » ;
- 1.2.7. « Comités spécialisés du Conseil d'administration au 31 décembre 2025 » ;
- et 1.3. « Autres informations concernant les mandataires sociaux ».

L'évaluation des compétences permettant la supervision des sujets de durabilité est détaillée dans la section 1.2.5.

Les informations sur l'expertise des membres du Conseil d'administration et sur l'expérience des organes de direction en matière de durabilité sont présentées dans les sections 1.1.2, 1.2.5, 1.2.6 et 1.3.

1.2.1.1. COMPOSITION ET DIVERSITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

◆ Composition du Conseil d'administration

La gouvernance de Crédit Agricole CIB s'appuie notamment sur son Conseil d'administration dont la composition reflète les valeurs et l'appartenance au Groupe Crédit Agricole. Ainsi, le Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB est également Directeur général de Crédit Agricole S.A. et assure à ce titre un rôle de coordination entre Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole CIB. La représentation des Caisses régionales au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB reflète le socle coopératif du Groupe Crédit Agricole et permet de soutenir, sur le long terme, les valeurs d'universalité et de durabilité au bénéfice de l'ensemble des parties prenantes.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB compte, en outre, deux administrateurs salariés, cinq administratrices indépendantes au regard des critères du Code AFEP-MEDEF, ainsi que deux censeurs.

◆ Diversité du Conseil d'administration

La diversité au sein du Conseil d'administration est un enjeu essentiel pour l'efficacité et l'enrichissement du processus de prise de décisions.

Le Comité des nominations et de la gouvernance présente chaque année pour approbation par le Conseil d'administration une politique de diversité applicable au Conseil d'administration, visant notamment à assurer une représentation équilibrée des hommes et des femmes en son sein, ainsi qu'une variété suffisante de compétences.

1.2.1.2. COMPÉTENCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

◆ Prérequis en termes de compétence du Conseil

La compétence collective du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB s'appuie sur les expériences professionnelles individuelles de ses membres.

Les Présidents des Caisses régionales administrateurs ou censeurs de Crédit Agricole CIB apportent au Conseil leur connaissance de la réglementation bancaire, leur connaissance des territoires et leur vision du tissu économique local. Le Conseil bénéficie aussi des expertises techniques et des compétences managériales apportées par les Directeurs généraux de filiales du Groupe Crédit Agricole et de certaines Caisses régionales et par les cinq administratrices indépendantes occupant ou ayant occupé de hautes responsabilités dans de grands groupes français ou internationaux. À cela s'ajoutent les connaissances opérationnelles des métiers et du corps social de Crédit Agricole CIB des deux administrateurs représentant les salariés.

◆ Évaluation annuelle du Conseil d'administration

En déployant une politique de diversité fondée, en particulier, sur la recherche de candidats administrateurs aux profils diversifiés et complémentaires, le Conseil d'administration cherche à couvrir un éventail le plus large possible de compétences tout en prenant en compte son appartenance au Groupe Crédit Agricole.

Afin de s'assurer qu'un équilibre adéquat soit trouvé et que l'ensemble des compétences attendues soit couvert, le Conseil d'administration, avec l'aide du Comité des nominations et de la gouvernance, mène annuellement une autoévaluation des compétences de ses membres.

Cette autoévaluation invite notamment les membres du Conseil d'administration à autoévaluer leur contribution aux travaux du Conseil sur vingt domaines de compétences communément attendus d'un administrateur au sein d'un établissement de crédit.

Dans l'hypothèse où les conclusions de cette autoévaluation annuelle mettraient en exergue une compétence insuffisamment présente au sein du Conseil d'administration, des plans d'actions seraient mis en œuvre pour y remédier tels que des programmes de formation complémentaires ou le renforcement de la compétence identifiée à l'occasion d'une prochaine nomination.

- Formation du Conseil d'administration et expertise

Le Conseil d'administration bénéficie de formations régulières sur la réglementation et les obligations en matière de RSE, incluant les enjeux et risques climatiques pour la gouvernance de Crédit Agricole CIB.

1.2.1.3. RÔLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LA CONDUITE DES AFFAIRES [G1 ESRS 2 GOV-1]

En tant qu'établissement de crédit et en application de la réglementation, Crédit Agricole CIB doit disposer d'un dispositif de gouvernance solide reposant sur une organisation claire, assurant un partage des responsabilités bien défini, transparent et cohérent. Ce dispositif doit notamment intégrer des procédures efficaces de suivi des risques auxquels la Banque pourrait être exposée, un dispositif adéquat de contrôle interne, des procédures administratives et comptables saines, des politiques et pratiques de rémunération permettant et favorisant une gestion saine et efficace des risques.

Dans le cadre de sa mission de surveillance, le Conseil d'administration, avec l'aide de ses Comités spécialisés, suit périodiquement le dispositif de gouvernance mis en place ainsi que les mesures correctrices éventuellement nécessaires. Ce suivi est assuré notamment par la prise de connaissance des rapports annuels et semestriels sur le contrôle interne et des présentations périodiques des responsables des fonctions de contrôle (conformité, contrôle permanent et gestion des risques et audit interne) qui peuvent par ailleurs, à tout moment, lui rendre compte de l'exercice de leur mission et des difficultés rencontrées.

En outre, le Conseil d'administration détermine les orientations et contrôle la mise en œuvre des dispositifs de surveillance par la gouvernance exécutive afin de garantir une gestion efficace et prudente de la Banque, notamment la séparation des fonctions au sein de l'organisation et la prévention des conflits d'intérêts.

Le Conseil d'administration s'assure également de l'existence et de la mise en œuvre d'un Code de conduite, en déclinaison de la Charte éthique du Groupe Crédit Agricole, visant notamment à détecter, gérer et atténuer les conflits d'intérêts et à prévenir les faits de corruption et de trafic d'influence.

1.2.2. Gouvernance exécutive [ESRS 2 GOV-1]

L'ensemble des éléments présentés dans la présente section 1.2.2. « Gouvernance exécutive » est développé au sein du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel, et plus précisément dans les sections 1.3. « Autres informations concernant les mandataires sociaux » et 2. « Composition du Comité exécutif et du Comité de direction ».

1.2.2.1. COMPOSITION ET DIVERSITÉ DE LA GOUVERNANCE EXÉCUTIVE

La gouvernance exécutive (Comité exécutif) de Crédit Agricole CIB se compose de son Directeur général, de trois Directeurs généraux délégués, de deux Directeurs généraux adjoints, de la Directrice des Ressources humaines, du responsable des Risques et du contrôle permanent, ainsi que de trois *Senior regional officers* (SRO).

1.2.2.2. COMPÉTENCES DE LA GOUVERNANCE EXÉCUTIVE

La compétence collective du Comité exécutif de la Banque s'appuie sur les expériences professionnelles individuelles de ses membres. L'expérience et les domaines d'expertise des membres du Comité exécutif couvrent les secteurs et produits de la Banque de Financement et d'Investissement et des activités de Gestion de Fortune, pour l'ensemble des géographies dans lesquelles la Banque est active : ils apportent leurs connaissances de la réglementation bancaire, des expertises techniques, des connaissances opérationnelles des métiers ainsi que des compétences managériales.

Le Comité exécutif de la Banque bénéficie de présentations régulières sur l'ensemble des thématiques, dont la réglementation et les obligations en matière de RSE, incluant les enjeux et risques climatiques pour la gouvernance de Crédit Agricole CIB.

La gouvernance exécutive de Crédit Agricole CIB peut s'appuyer sur une communauté d'environ 320 experts et coordinateurs de durabilité, la *Sustainability Community.*

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a accéléré le développement de son ESG *Academy* en proposant des modules de formation et des certifications qui répondent aux enjeux de développement des activités de la Banque, aux besoins exprimés par les métiers et aux exigences réglementaires. L'ESG *Academy* est décrite dans le paragraphe 3.1.2.1. « Développement du Capital Humain » de la section 3 « Social – Informations en matière de responsabilité sociale » du présent chapitre.

1.2.2.3. RÔLE DE LA GOUVERNANCE EXÉCUTIVE DANS LA CONDUITE DES AFFAIRES [G1 ESRS 2 GOV-1]

Conformément à la réglementation applicable à un établissement de crédit, les dirigeants effectifs de Crédit Agricole CIB doivent s'assurer de la mise en place d'un dispositif de gouvernance tel que décrit à la section 1.2.1.3. « Rôle du Conseil d'administration dans la conduite des affaires » du présent chapitre.

Dans ce cadre, le Comité exécutif suit la qualité du dispositif en vigueur au moyen notamment des rapports sur le contrôle interne ou des informations transmises par les responsables des trois fonctions de contrôle et décide des mesures correctrices éventuelles. En outre, il met en œuvre des procédures et des dispositifs de surveillance afin de garantir une gestion efficace et prudente de la Banque, comme le Code de conduite, en déclinaison de la Charte éthique du Groupe Crédit Agricole, visant notamment à détecter, gérer et atténuer les conflits d'intérêts et à prévenir les faits de corruption et de trafic d'influence.

Le Code de conduite est conçu pour mieux expliciter les obligations professionnelles et permettre d'adopter un comportement conforme à l'éthique et aux valeurs du Groupe Crédit Agricole. Le Code de conduite s'applique à tous : administrateurs, censeurs, dirigeants et collaborateurs quelles que soient leur situation et leur fonction au sein du groupe Crédit Agricole CIB, en France comme à l'international.

Il précise, par thématique, les comportements professionnels à respecter et à promouvoir dans le cadre des métiers, des fonctions et des relations de travail. Les différents thèmes sont regroupés

en quatre volets : « relations avec les clients et les fournisseurs », « social, environnemental et sociétal », « anticorruption » et « protection et réputation de Crédit Agricole CIB ». Il convient de noter que le thème transversal des conflits d'intérêts a été positionné dans le volet anticorruption.

Le Code de conduite de Crédit Agricole CIB existe depuis 2015 et a été mis à jour en décembre 2023 afin de refléter :

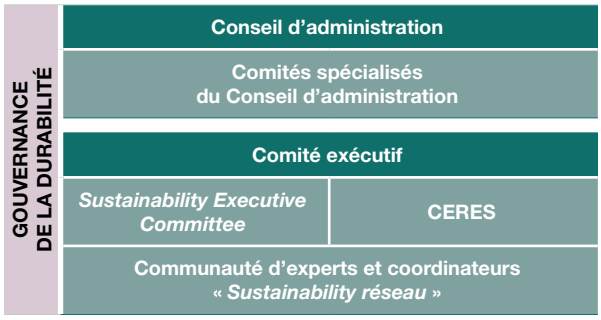
- les attentes sociétales en matière d'éthique et de développement durable ;
- les nouvelles évolutions réglementaires.

Une équipe pluridisciplinaire se charge de la mise en œuvre, du suivi et de l'actualisation périodique du Code de conduite. Il est approuvé par le Comité exécutif et disponible sur le site internet de Crédit Agricole CIB. Il en est rendu compte au Conseil d'administration.

1.2.3. Le rôle des instances de gouvernance dans la surveillance des impacts, risques et opportunités (IRO) [ESRS 2 GOV-2]

Les résultats de l'analyse de double matérialité (DMA) et le suivi des impacts, risques et opportunités sont pilotés par un Comité faîtier responsable du processus d'évaluation de la double matérialité. Les résultats de l'analyse de double matérialité sont validés par le Comité exécutif, et présentés au Comité d'audit, au Comité des risques et au Conseil d'administration, qui peuvent émettre des recommandations.

Chaque responsable d'IRO détermine un nombre de plans d'actions et cibles. Ces derniers sont validés et suivis dans les comités de directions des lignes métiers responsables de chacun des IRO.



Les compétences et l'expertise des membres du Conseil d'administration, évaluées annuellement dans le cadre de l'autoévaluation des compétences collectives et individuelles des administrateurs (voir section 1.2.5 du chapitre 3), contribuent à la supervision des enjeux de durabilité présentés au Conseil. Ce dernier s'appuie sur les propositions du Comité exécutif et sur les analyses des Comités spécialisés pour examiner les impacts, risques et opportunités identifiés comme stratégiques dans l'analyse de double matérialité. Les compétences et expertises mobilisées, ainsi que le dispositif de gouvernance en place, permettent ainsi au Conseil d'administration et aux Comités spécialisés d'émettre des recommandations pertinentes sur la gestion des IRO et de superviser efficacement la mise en œuvre de la stratégie de durabilité de la Banque.

1.2.3.1. LA RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS AU SEIN DE LA GOUVERNANCE

◆ Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a pour mission de déterminer les orientations de l'activité de Crédit Agricole CIB et de veiller à leur mise en œuvre conformément à l'intérêt social, en considérant les enjeux sociaux et environnementaux de l'activité de la Banque. Il peut se saisir de toute question intéressant le bon fonctionnement de la Banque et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées générales.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration intervient notamment sur la définition de la stratégie, sur l'établissement des comptes, sur des sujets de gouvernance, sur le suivi des risques auxquels Crédit Agricole CIB pourrait être exposée. Il s'assure du respect de la réglementation bancaire en matière de contrôle interne et en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les pouvoirs du Conseil d'administration sont plus amplement décrits à la section 1.2.2. « Pouvoirs du Conseil d'administration » du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel.

L'INTÉGRATION DES ENJEUX DE DURABILITÉ AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS SPÉCIALISÉS

Conformément aux recommandations du Code AFEP-MEDEF dans sa version de décembre 2022, la stratégie en matière de responsabilité sociétale et environnementale, et notamment la partie climatique, est décidée par le Conseil d'administration sur la base de propositions de la Direction générale. Cette stratégie s'inscrit notamment dans le cadre de l'approbation du Plan à moyen terme à horizon 2028, et dans la continuité des engagements du Plan moyen terme précédent.

Les dossiers soumis à la décision du Conseil d'administration sont instruits en amont par des Comités spécialisés chargés de préparer les délibérations du Conseil et/ou de lui soumettre leurs avis et recommandations.

L'ACTIVITÉ DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS SPÉCIALISÉS

L'ensemble de l'activité du Conseil d'administration dans le cadre de son rôle de supervision est précisé dans la section 1.2.4. « Activité du Conseil d'administration au cours de l'année 2025 » du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel.

Les principaux dossiers en lien avec la durabilité revus en 2025 par le Conseil après examen, avis et/ou sur proposition des Comités spécialisés, sont les suivants :

- après analyse par le Comité d'audit et/ou le Comité des risques, le cas échéant en session conjointe :
  - les trajectoires *Net Zero,* intégrées au suivi du budget, et plus spécifiquement les engagements sur les secteurs Pétrole et Gaz, Électricité, Automobile, Ciment, Aviation, Transport Maritime, Immobilier Commercial et Acier ;
  - l'analyse de double matérialité et les informations en matière de durabilité publiées dans le document d'enregistrement universel ;
  - la présentation d'une analyse comparative des publications CSRD «*benchmark*» ;
- après analyse par le Comité des risques :
  - les évolutions des risques liés à l'activité et l'approbation des cadres de risques y afférents, incluant les risques IT, les politiques sectorielles et le risque Climat et Environnement ;
  - la revue de l'appétit au risque intégrant notamment des indicateurs relatifs aux Risques Climatiques et Environnementaux ;
  - le suivi de l'avancement des travaux et des risques en matière de TIC (Technologies de l'information et de la communication), de cybersécurité, d'externalisation et de continuité d'activité ;
  - dans le domaine de la conformité, les rapports trimestriels, le rapport annuel sur le contrôle interne LCB-FT, le dispositif anticorruption Sapin 2 ;
- après analyse par le Comité des rémunérations :
  - la rémunération fixe, la rémunération variable personnelle annuelle et les modalités et critères de détermination de la

rémunération variable annuelle des dirigeants mandataires sociaux (Directeur général et Directeurs généraux délégués), tenant compte des dispositions réglementaires mais aussi de critères de performance RSE ;
- la politique de rémunération incluant l'application des évolutions réglementaires visant l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes ;

- après analyse par le Comité des nominations et de la gouvernance :
  - les résultats de l'autoévaluation du fonctionnement du Conseil, de ses compétences individuelles et collectives et les pistes d'amélioration de la gouvernance ;
  - l'indépendance des administrateurs au regard des critères du Code AFEP/MEDEF ;
  - la politique d'égalité professionnelle et salariale en vue de favoriser l'égalité professionnelle, la mixité et la parité dans les instances de direction ;
- parmi les autres dossiers examinés par le Conseil :
  - les orientations stratégiques relatives au nouveau Plan à moyen terme à horizon 2028 visant notamment à poursuivre l'accompagnement des clients dans leur transition énergétique et à amplifier la transformation managériale et culturelle afin de positionner Crédit Agricole CIB en tant qu'employeur responsable.;
  - le bilan social de l'année N-1 qui comporte par exemple des informations sur l'emploi, la rémunération ainsi qu'une analyse comparée de la situation des hommes et des femmes au sein de l'entreprise ;
  - la revue de l'actualisation de la déclaration annuelle pour les autorités britanniques et australiennes du *Modern Slavery Act*.

◆ La gouvernance exécutive

Le Comité exécutif est une instance de prise de décisions et de pilotage de la bonne marche de l'entreprise sur les sujets tant stratégiques qu'opérationnels dans le cadre des stratégies et politiques générales définies par le Conseil d'administration et dans le respect des règles de contrôle interne applicables dans le Groupe Crédit Agricole.

Le Comité de direction est une instance de partage de l'information qui a pour vocation d'aider le Comité exécutif sur l'ensemble des sujets liés à la stratégie, l'organisation, les ressources humaines, le suivi de la situation financière ainsi que le développement des activités de la Banque.

Le Comité exécutif valide au minimum annuellement l'analyse de double matérialité et des changements significatifs des politiques de durabilité (politiques au sens de la CSRD).

Les impacts, risques et opportunités (IRO) font l'objet d'un suivi par les différentes Directions de la Banque. Les IRO sont validés par les responsables de fonction ou Direction, et les résultats de la double matérialité sont présentés en Comité exécutif, Comité d'audit et des risques, et Conseil d'administration.

1.2.3.2. LES RÔLES DES ORGANES DE GOUVERNANCE ET LA GESTION DES IRO

Les résultats de l'analyse de double matérialité (DMA) ainsi que le rapport de durabilité sont présentés au Conseil d'administration, au Comité d'audit, au Comité des risques et au Comité exécutif.

Le *Sustainability Executive Committee* est notamment responsable de :

- valider les éventuelles évolutions méthodologiques relatives à l'analyse de double matérialité et au processus de consultation des parties prenantes le cas échéant ;
- valider les résultats de l'analyse de double matérialité, les évolutions annuelles, les orientations stratégiques et plans d'actions associés ;
- présenter et valider, le cas échéant, les modifications relatives aux politiques CSRD ;
- présenter un état des lieux concernant les cibles fixées dans les politiques CSRD pour chaque thématique de durabilité.

Ce Comité est présidé par un membre du Comité de direction de la Banque. Une fois par an a minima, lorsque le Comité aborde spécifiquement les sujets relatifs à la CSRD et à la DMA, un Directeur général délégué assiste au Comité.

Les résultats de la DMA, faisant l'objet d'une validation au sein de ce Comité en présence d'un Directeur général délégué, sont présentés au Comité exécutif, au Comité d'audit, au Comité des risques et au Conseil d'administration. Ces instances sont par ailleurs informées des sujets relatifs aux thématiques de durabilité présentées dans les autres Comités qui y sont rattachés le cas échéant.

La section 2.3.3 « Principes d'organisation du dispositif » - Rôle de l'organe de surveillance : le Conseil d'administration du chapitre 5 sur la gestion des risques fournit les informations sur les mécanismes de surveillance de la direction par le Conseil d'administration. Le dispositif de gestion des risques relatifs aux impacts, risques et opportunités s'inscrit dans le dispositif de gestion des risques de la Banque, comme détaillé dans les textes de gouvernance dédiés (cadre de risques, appétit au risque).

Les politiques, cibles et plans d'actions identifiés sont définis et validés a minima au sein de chaque fonction et par chaque responsable de fonction, puis validés en Comité faîtier relatif à la CSRD et présentés au Comité exécutif, en cas de mise à jour majeure.

Pour les informations relatives à l'organisation fonctionnelle entre les organes d'administration, de direction et de surveillance, se référer aux sections 1.1.1 « Dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général » et 1.2.2 « Pouvoirs du Conseil d'administration » du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel.

1.2.3.3. INFORMATIONS AUX ORGANES DE GOUVERNANCE ET THÉMATIQUES TRAITÉES

Les informations relatives aux sujets présentés au Conseil d'administration sont mentionnées au sein de la section 1.2.4. « Activité du Conseil d'administration au cours de l'année 2025 » du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel.

La gouvernance exécutive est informée des IRO, de la mise en œuvre de la vigilance raisonnable ainsi que des résultats et de l'efficacité des politiques, actions, métriques et cibles dans le cadre des informations remontées via les Comités suivants :

- **Comité d'évaluation des opérations présentant un risque environnemental ou social (CERES),** évaluant les opérations et les clients présentant un risque environnemental et social (E&S).

  Le CERES agit comme Comité faîtier du système d'appréciation et de gestion des risques environnementaux et sociaux liés aux activités de la Banque. Ce Comité émet notamment des recommandations pour toutes les opérations et pour les clients pour lesquels il juge nécessaire un suivi spécifique des aspects environnementaux ou sociaux. Il valide l'évaluation des risques ESG des transactions et des clients les plus exposés aux risques environnementaux et sociaux en s'appuyant sur des cadres internationaux reconnus (Principes Équateur, Principes de Poséidon, etc.) et émet des avis et recommandations sur les opérations et clients concernés. Ces recommandations sont portées à la connaissance d'instances décisionnaires telles que le Comité des risques de contreparties, présidé par un membre du Comité exécutif, ce qui permet la remontée d'informations stratégiques aux organes de gouvernance sur les risques sociaux et environnementaux au niveau transactionnel, client et/ou à l'échelle d'un portefeuille. Le CERES se réunit en cas de besoin ;

- **Comité des Stratégies et Portefeuilles (CSP),** définissant les cadres de risque.

  Le CSP met en adéquation les grandes orientations stratégiques de la Banque avec sa capacité de prise de risques, trace les lignes directrices qui seront ensuite déclinées en règles opérationnelles notamment sous forme de stratégies-risques et examine les sujets de veille ou d'alerte. Le CSP encadre également chaque implantation/pays, chaque métier/filière importants, par une stratégie risque spécifique précisant les grandes lignes directrices régissant le développement des activités. Enfin, il détermine les principales enveloppes de risques composant le portefeuille global. Les CSP intègrent l'analyse des risques ESG des portefeuilles concernés. Le CSP se réunit bimensuellement et en tant que de besoin ;

- ***Sustainability Executive Committee*** **relatif au suivi de l'analyse de double matérialité et à la CSRD.**

  Les objectifs de ce Comité sont présentés dans la section 1.2.3.2. « Les rôles des organes de gouvernance et la gestion des IRO » du présent chapitre.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, le Comité de direction et le Comité exécutif prennent en compte les impacts, risques et opportunités significatifs, et/ou relatifs aux questions de durabilité, dans la gestion courante des affaires.

La liste des impacts, risques et opportunités présentés aux organes de gouvernance est présentée dans le tableau « Liste des impacts, risques et opportunités matériels » du présent chapitre sous la section « 1.3.3.1. Présentation des IRO et positionnement dans la chaîne de valeur et activités ».

1.2.3.4. INDICATEURS LIÉS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUX ORGANES DE DIRECTION

La parité au sein des organes d'administration, de direction et de surveillance est présentée au sein du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » au sein des sections « 1.1.3. Diversité au sein du Conseil d'administration et des instances dirigeantes », « 1.2.7. Comités spécialisés du Conseil d'administration au 31 décembre 2025 » et « 1.3. Autres informations concernant les mandataires sociaux » du présent Document d'enregistrement universel.

▶ **Parité au sein des organes de gouvernance et part des administrateurs indépendants**

	2025		2024	
	Nombre	%	Nombre	%
Membres du Conseil d'administration[1]	**16**		**16**	
Femmes	6	37,8 %[2]	7	43,8 %
Hommes	10	62,2 %	9	56,2 %
Membres du Comité exécutif	**11**		**11**	
Femmes	2	18,2 %	2	18,2 %
Hommes	9	81,8 %	9	81,8 %
Ratio Femmes/Hommes moyen	**0,42**		**0,5**	

	2025	2024
Part d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'administration[3]	**35,71 %**	**35,71 %**

[1] *Hors censeurs.*

[2] *Ce pourcentage est calculé en incluant les administrateurs salariés. Il est rappelé que le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB comporte plus de 40 % de femmes conformément à l'article L.225-18-1 du Code de commerce, sans prise en compte des administrateurs représentant les salariés dans le calcul de ce ratio.*

[3] *Pourcentage calculé selon la recommandation 10.3 du Code AFEP/MEDEF. Sont exclus du calcul les administrateurs élus par les salariés.*

1.2.4. Intégration de critères de durabilité dans la rémunération [ESRS 2 GOV-3]

Alignée sur l'intérêt social de l'entreprise, la politique de rémunération des cadres dirigeants prend en compte les dimensions de performance durable au-delà des seuls résultats économiques à court terme.

◆ Contribution de la performance ESG à la rémunération des mandataires sociaux exécutifs

La politique de rémunération variable des membres de la Direction générale vise particulièrement à :

- lier les niveaux de rémunération à la performance réelle sur le long terme ;
- aligner les intérêts du management à ceux du Groupe Crédit Agricole en incluant performance économique et non-économique.

Pour chaque membre de la Direction générale, le bonus annuel de performance repose à 50 % sur des critères quantifiables et à 50 % sur des critères qualitatifs, alliant ainsi performance globale et équilibre entre dimensions économique, RSE et managériale. Parmi ces critères qualitatifs, les objectifs RSE environnementaux d'une part (par exemple : respect des engagements de trajectoires sectorielles, exposition de Crédit Agricole CIB aux énergies bas-carbone) et sociétaux d'autre part (par exemple : insertion de la jeunesse par l'emploi et la formation) représentent chacun 10 % du total des objectifs, soit 20 % au total.

Au titre de 2025, les critères non économiques RSE s'appuyaient sur le Plan moyen terme « Ambitions 2025 ». À partir de 2026, ces critères s'appuieront sur les objectifs du nouveau Plan moyen terme « ACT 2028 ».

S'agissant de la rémunération variable de long terme (intéressement de long terme du Groupe Crédit Agricole) les critères d'acquisition intègrent également un objectif lié à la performance environnementale et sociétale de Crédit Agricole S.A. pour un tiers.

En ligne avec le plan « Ambitions 2025 » et le nouveau plan « ACT 2028 », cette performance environnementale et sociétale est mesurée à l'aune de deux objectifs :

- contribuer à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ;
- amplifier la diversité et la mixité dans toutes les entités de Crédit Agricole S.A. et au sein de sa gouvernance.

Pour les plans attribués avant 2023, l'indicateur FReD demeure en vigueur. Il s'agit d'un outil d'appropriation et de déclinaison opérationnelle des enjeux RSE du Groupe. Chaque année, un audit est réalisé par un cabinet indépendant afin de garantir la robustesse du dispositif et la fiabilité de l'évaluation. Les résultats obtenus déterminent le versement d'une partie de la rémunération variable différée et de la rémunération variable de long terme de certains dirigeants et collaborateurs.

◆ Contribution de la performance ESG à la rémunération des dirigeants

La politique de rémunération des dirigeants de Crédit Agricole CIB s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération des cadres dirigeants de Crédit Agricole S.A.

En 2025, l'ensemble des dirigeants de la Banque se sont vu attribuer des objectifs de durabilité associés au projet sociétal et au projet humain du Groupe Crédit Agricole. Les objectifs de durabilité dépendent de l'expertise et des fonctions des dirigeants, et peuvent être qualitatifs ou quantitatifs.

À titre d'exemple :

- un objectif environnemental peut être de déployer des pratiques de travail minimisant l'impact carbone, tel le *« green IT »* ;
- un objectif social peut être de promouvoir les enjeux de diversité et d'inclusion au sein de Crédit Agricole CIB.

Ces critères font partie de l'évaluation et des objectifs de chaque dirigeant. L'atteinte de ces objectifs conditionne une partie de la rémunération variable.

Les informations détaillées sur la rémunération des mandataires sociaux et des dirigeants au titre de l'année de performance, ainsi que toutes les informations relatives à l'approbation et l'actualisation des modalités des systèmes de rémunération, sont consultables dans le Document d'enregistrement universel au chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise », partie 1.4.3. « Gouvernance de la politique de rémunération », partie 1.4.5. « Rémunération des cadres dirigeants mandataires sociaux », et partie 1.4.6 « Rémunération des dirigeants ».

1.2.5. Déclaration sur la vigilance raisonnable [ESRS 2 GOV-4]

Le groupe Crédit Agricole CIB met en œuvre le Plan de vigilance de Crédit Agricole S.A., consultable dans le Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

▶ **Concordance entre le rapport de durabilité et la vigilance raisonnable**

Éléments essentiels de la vigilance raisonnable	Référence au sein du rapport de durabilité
a) Intégrer la vigilance raisonnable dans la gouvernance, la stratégie et le modèle économique	1.2.1. Conseil d'administration : ESRS 2 GOV 2 1.2.2. Gouvernance exécutive : ESRS 2 GOV 2 1.2.4. Intégration des résultats en matière de durabilité dans les systèmes d'incitation : ESRS 2 GOV 3 1.2.3. Le rôle des instances de gouvernance dans la surveillance des impacts, risques et opportunités (IRO) : ESRS 2 GOV 2 1.3.1. Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur : SBM-1 2.2.4. Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique : SBM-3
b) Collaborer avec les parties intéressées concernées à toutes les étapes de la vigilance raisonnable	1.2.1. Conseil d'administration : ESRS 2 GOV 2 1.2.2. Gouvernance exécutive : ESRS 2 GOV 2 1.3.2. Intérêts et points de vue des parties prenantes : SBM-2 1.4.1.1. Description générale (Processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels) : IRO-1
c) Identifier et évaluer les impacts négatifs	1.4.1. Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels : IRO-1 2.2.4. Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique : SBM-3 3.1.2. Politiques, plans d'actions et ressources mobilisées dans le cadre de la stratégie Ressources humaines : ESRS S1 3.2.2. Politiques et plans d'actions (Consommateurs et utilisateurs finaux) : ESRS S4 4.1. Assurer le respect des obligations réglementaires et professionnelles : ESRS S2 4.2. Relations fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement : ESRS S2
d) Prendre des mesures pour remédier à ces impacts négatifs	ESRS 2 MDR A / ESRS Thématiques 2.2. Stratégie en matière de changement climatique 2.3. Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique 3.1.2. Politiques, plans d'actions et ressources mobilisées dans le cadre de la stratégie Ressources humaines 3.2.2.1. Cybersécurité et lutte contre la cybercriminalité 4.1. Assurer le respect des obligations réglementaires et professionnelles 4.2. Relations fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement
e) Suivre l'efficacité de ces efforts et communiquer	ESRS 2 MDR M / MDR T / ESRS Thématiques : Indicateurs et cibles : 2.4. Cibles et mesures de performance 3.1.3. Éléments quantitatifs et cibles 3.2.2. Politiques et plans d'actions 4.1. Assurer le respect des obligations réglementaires et professionnelles 4.2. Relations fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement

1.2.6. Dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne de l'information en matière de durabilité [ESRS 2 GOV-5]

Les informations en matière de durabilité s'entendent ici, au sens de la CSRD, comme l'ensemble des données publiées au sein du rapport de durabilité. Elles couvrent ainsi des données internes et externes, sur les volets environnementaux, sociaux et de gouvernance, sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la Banque.

Le processus de reporting des données liées à la CSRD étant récent, le cadre d'évaluation des risques et le dispositif de contrôle sont en train d'évoluer afin de couvrir, le cas échéant, les processus et les données liés à la CSRD. Ces données sont auditées au même titre que le reste du rapport de durabilité. Le cadre de gestion des risques et le dispositif de contrôle de qualité décrits ci-dessous s'insèrent dans le cadre général de gestion des risques et de contrôle interne de la Banque. Les données liées aux besoins de la CSRD y sont progressivement intégrées, au fur et à mesure de l'industrialisation des processus.

Pour des informations relatives à la manière dont les contrôles et procédures spécifiques sont intégrés aux différentes fonctions internes de Crédit Agricole CIB, se référer à la section 2.3.4 « Dispositifs de contrôle interne et dispositifs de maîtrise et de surveillance des risques » du chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du présent Document d'enregistrement universel.

1.2.6.1. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES DISPOSITIFS DE GESTION DES RISQUES ET DE CONTRÔLE INTERNE

Le processus d'évaluation des risques environnementaux et sociaux du groupe Crédit Agricole CIB se base, notamment, sur des documents publics, des données extra-financières et les déclarations de ses clients, dans le cadre de la relation commerciale qui délimite le cadre de vigilance raisonnable.

La gouvernance de la donnée est sous la responsabilité du *Chief Data Officer* (CDO) et des CDO de domaine métiers en relais, dont les missions consistent à :

- définir la stratégie de gestion des données et contrôler sa mise en œuvre ;
- coordonner le déploiement de la gouvernance des données ;
- mettre en place et maintenir le dispositif de contrôle sur la gestion de la qualité des données ;
- élaborer les normes de qualité des données.

Des règles et principes de gestion des données ont été définis pour guider leur transformation et simplifier leur utilisation. Ils sont formalisés dans le document interne qui décrit les principes de gouvernance de gestion de la qualité des données.

À titre d'illustration, les huit règles et principes qui définissent le cadre de gestion de la donnée sont listés ci-dessous :

1. **identification :** les données sont identifiées et décrites sans ambiguïté ;
2. **accessibilité :** l'accès aux données est assuré par des services de données certifiés, qui couvrent les différents cas d'utilisation ;
3. **source unique :** la source de référence d'une donnée est identifiée pour son usage ;
4. **qualité :** le niveau de qualité des données est mesuré, surveillé et expliqué au moyen de contrôles documentés ;
5. **auditabilité :** les mises à jour de la valeur des données sont enregistrées tout au long de leur cycle de vie ;
6. **sécurité :** les données sont sécurisées en fonction de leur niveau de sensibilité et de confidentialité afin d'éviter toute perte ou fuite de données ;
7. **connaissance :** les données sont correctement décrites référencées dans un dictionnaire d'entreprise ;
8. **responsabilité :** les données regroupées par domaine sont la propriété d'un seul référent le Data owner, responsable de leur description et de leur niveau de qualité ainsi que du respect des cadres juridiques et réglementaires auxquels sont soumises les données.

La qualité de la donnée est une exigence qui s'impose à l'ensemble des périmètres d'activité, tout au long du cycle de vie de la donnée et au travers des traitements successifs.

La gestion de la qualité des données repose sur une classification et une graduation de la criticité des données. En particulier, sont distinguées :

- les données « essentielles », dont la non-qualité a un impact significatif et critique pour la Banque, notamment d'un point de vue réglementaire (risque de sanction, non-conformité, pilotage de risque dégradé). Elles sont définies au niveau du Groupe Crédit Agricole ;
- les données « importantes », que le Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole CIB souhaitent piloter, du point de vue de la qualité des données et en fonction de la criticité des usages associés.

Les données utilisées pour élaborer la CSRD relèvent de plusieurs domaines de données, qui ont chacun un CDO dédié qui applique la gouvernance de la donnée décrite ci-dessus, sur son périmètre de responsabilité. Les données essentielles sont définies au niveau du Groupe Crédit Agricole.

1.2.6.2. ÉVALUATION DES RISQUES

Les principaux risques identifiés concernant les données extra-financières sont liés :

- aux méthodologies : la donnée est fréquemment fournie par des fournisseurs externes ou obtenue de sources publiques. Crédit Agricole CIB a donc une maîtrise limitée des méthodologies utilisées pour les données acquises par ces biais ;
- à la qualité des données, puisque celle-ci est souvent hétérogène et dépend des différents fournisseurs. Par conséquent, la qualité de la donnée doit être régulièrement évaluée ;
- aux estimations : la donnée étant souvent incomplète, il est parfois nécessaire de procéder à une estimation de sa valeur finale. Par ailleurs, les données publiées par les clients, qui sont des données collectées manuellement en interne ou acquises via des fournisseurs externes, se basent sur de nombreuses estimations et ne sont pas toujours comparables d'une entreprise à une autre ;
- aux standards méthodologiques : il n'existe pas de consensus de place concernant les méthodologies de calcul des indicateurs ESG (ex : indicateurs liés à la biodiversité), ou il existe plusieurs standards possibles (ex : émissions *greenhouse gas* (GHG) en vision *equity share* ou en vision contrôle opérationnel).

Ces risques, ou leurs facteurs de risque liés, sont évalués en partie dans le cadre de l'exercice de cartographies de risques opérationnels (dénommée *Risk and Control Self Assessment*) de la Banque.

La cartographie des risques opérationnels repose sur l'identification et la quantification des principaux risques auxquels la Banque peut être exposée dans l'exercice de ses activités. Elle associe le dispositif de contrôles, de remontée d'incidents, de suivi des plans d'actions, le pilotage des externalisations ainsi que l'analyse des risques menée par chacune des Directions, fonctions transverses et entités de la Banque. Dans une démarche d'approche par les risques, l'exercice de cartographie des risques consiste en une autoévaluation réalisée en continu, tout au long de l'année, par chacune des Directions, fonctions transverses et entités de la Banque, sous pilotage de la Direction du contrôle permanent. Elle évolue en fonction des évènements importants impactant le périmètre considéré.

La gestion des risques opérationnels du groupe Crédit Agricole CIB doit répondre aux exigences réglementaires, en premier lieu desquelles le BCBS 515 (Principes pour une gestion saine du risque opérationnel, document émis par le Comité de Bâle en mars 2021).

Toutes les cotations des risques opérationnels sont effectuées à dire d'experts. Elles s'appuient sur l'expertise et l'expérience de terrain des responsables opérationnels et des responsables métiers positionnés au niveau de leur Direction ou fonction transverse. Elles doivent néanmoins pouvoir être adossées à des informations probantes relatives aux incidents, aux pertes subies et à l'efficacité des contrôles en place.

Différentes composantes doivent être prises en compte pour aboutir à une valorisation pertinente et exploitable par le *management* du périmètre et par les fonctions de supervision :

- l'impact financier et non financier ou « sévérité », avant prise en compte du niveau de maîtrise du risque opérationnel (valorisation dite « brute » du risque opérationnel) ;
- la fréquence d'occurrence du risque ;
- l'appréciation du niveau de maîtrise du risque opérationnel permettant de réduire son impact financier et non financier ;
- la combinaison de ces éléments permet d'établir une cotation dite « nette » du risque exceptionnel.

Les risques financiers et non financiers sont matérialisés par des échelles de cotations spécifiques appelées « matrices », représentatives de l'aversion pour le risque opérationnel de la Banque et prenant en compte la nature exceptionnelle ou récurrente du risque.

En cas d'incident de qualité de donnée ne pouvant être résolu au niveau initial de supervision, une procédure structurée permettant

de gérer l'incident, appelée « processus d'escalade » peut être activée. Elle permet de faire remonter les problèmes aux niveaux supérieurs de gestion pour une résolution appropriée.

1.2.6.3. STRATÉGIES D'ATTÉNUATION DES RISQUES IDENTIFIÉS

De manière générale, l'ensemble des données s'inscrit dans le dispositif de gestion du risque et de mise en qualité des données de la Banque. Le dictionnaire de données de la Banque évoluant au cours du temps, l'application du cadre de risque et de qualité se fait en continu, par lots, en fonction de la sensibilité des données. La gestion et maitrise des risques liés aux données relatives aux sujets de durabilité s'inscrivent pleinement dans le cadre de gestion existant.

Les données « essentielles » et « importantes » font l'objet d'un plan d'actions prioritaire, car considérées comme des données sensibles, indispensables au bon fonctionnement des activités de la Banque ou étant à destination des autorités de régulation. Ce plan d'actions consiste à évaluer la qualité de ces données, définir les modalités de pilotage et de suivi, et mettre en place une gouvernance de la donnée.

Les mesures d'atténuation des risques identifiés concernant les données extra-financières sont les suivantes :

- définition de méthodologies spécifiques, en cas de données incomparables ;
- utilisation de *proxy*, en cas de données incomplètes, afin d'obtenir des données plus représentatives ;
- précision et description des méthodologies utilisées, en cas de données complétées car non homogènes, afin de garantir la transparence.

De manière générale, pour l'ensemble des données du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole CIB, les travaux de remédiation ont pour but de corriger les anomalies observées. Ils peuvent donner lieu à une correction agile, dans le cadre du processus de production. Les anomalies structurelles sont quant à elles corrigées dans le temps, au travers du déploiement de plans de remédiation issus de l'analyse causale.

Afin de limiter les risques identifiés, un dispositif de contrôle opérationnel et de second regard encadre la production du rapport de durabilité. Le dispositif de contrôle en cours de mise en œuvre, permettra de sécuriser les principaux risques identifiés.

Les principales conclusions issues du dispositif de contrôle interne sont communiquées en Comité de contrôle interne de la Direction information comptable et réglementaire pour la partie agrégation des données quantitatives. En cas d'alerte, le dispositif Groupe commun à tous les types de risques s'applique avec une escalade possible au Comité exécutif de Crédit Agricole S.A.

1.2.6.4. IMPLICATION DU CONTRÔLE INTERNE DANS LA GESTION DES RISQUES

Le dispositif de contrôle interne s'appuie sur le contrôle permanent impliquant chaque collaborateur de la Banque au sein de la première et de la deuxième ligne de défense, et sur le contrôle périodique assuré par la troisième ligne de défense [1].

Les entités du groupe Crédit Agricole CIB s'assurent que l'organisation de leur dispositif de contrôle interne respecte les règles suivantes :

- l'implication directe des dirigeants effectifs dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne, leur permettant de suivre l'activité et prendre connaissance des risques pris et des contrôles réalisés ;
- une responsabilisation de l'ensemble des acteurs ;
- la couverture exhaustive des activités et des risques ;
- une définition claire des tâches et une séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle ;
- l'existence de processus de décision fondés sur des délégations formalisées et à jour ;
- la formalisation et mise à jour de normes et procédures relatives à l'organisation et à l'encadrement des activités, notamment en matière comptable (modalités d'enregistrement, de traitement et de restitution des informations) ;
- le déploiement de fonctions de contrôle spécialisées, indépendantes des unités opérationnelles ;
- la mise en place d'un dispositif d'information et d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnements à destination du Conseil d'administration.

Les risques liés aux informations en matière de durabilité sont pris en compte par le dispositif de contrôle interne du groupe Crédit Agricole CIB, qui s'assure de la maîtrise des activités et des risques, de la conformité, de la sécurité et de l'efficacité des opérations.

Par ailleurs, le Comité de contrôle interne faîtier a pour mission de veiller à la cohérence, l'efficacité et l'exhaustivité du dispositif de contrôle interne sur base consolidée. Il assure la coordination du dispositif de contrôle périodique, du contrôle permanent et du contrôle de la conformité de Crédit Agricole CIB. Ce Comité est présidé par un membre du Comité exécutif.

1.2.6.5. INFORMATIONS AUPRÈS DES ORGANES DE GOUVERNANCE

Les *Chief Data Officers* sont parties prenantes de plusieurs Comités opérationnels transverses liés à la qualité des données de différentes natures. Le Comité exécutif de la Banque valide les orientations stratégiques et supervise la progression globale des projets relatifs à la qualité de la donnée. En complément, le Comité *Act & Data board,* sous la responsabilité du *Chief Data Officer,* a pour rôle de piloter la stratégie et la gouvernance de la donnée.

Par ailleurs, le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB ainsi que le Comité des risques sont destinataires du rapport annuel sur le contrôle interne et de l'information semestrielle sur le contrôle interne.

1 Les lignes de défense : lignes métier en premier lieu, le contrôle permanent exercé par les lignes métier risques et conformité en deuxième lieu, l'Audit-Inspection en troisième lieu. Pour plus de détails, notamment sur la pyramide organisationnelle du contrôle, voir chapitre 5, section 2.3.4 « Dispositifs de contrôle interne et dispositifs de maîtrise et de surveillance des risques »

1.3. Stratégie de durabilité [ESRS 2 SBM]

1.3.1. Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur [ESRS 2 SBM-1]

1.3.1.1. STRATÉGIE GÉNÉRALE ET MODÈLE ÉCONOMIQUE [ESRS 2 SBM-1]

◆ Une banque au service de l'économie

La stratégie du groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit dans celle du Groupe Crédit Agricole et fait écho à sa Raison d'Être « Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société », qui vise à répondre aux besoins de tous ses clients, dans toutes les régions, via tous les canaux de distribution.

Le groupe Crédit Agricole CIB, au service de l'économie réelle et engagé en faveur du développement durable, est un partenaire bancaire engagé sur le long terme aux côtés de ses clients :

- un groupe Crédit Agricole CIB affilié au Groupe Crédit Agricole, dixième groupe bancaire mondial[1] ;
- un *rating* Groupe Crédit Agricole qui reflète la solidité de son bilan :
  - *Common Equity Tier 1* CET1 (phasé) 17,4 % ;
  - et *rating* A+[2] (dette senior préférée long terme) ;
- un point d'entrée pour les investisseurs et distributeurs du Groupe Crédit Agricole.

La Banque de Financement et d'Investissement (BFI) accompagne ses grands clients internationaux dans leurs transactions transfrontalières, forte d'une présence en Asie et dans les Amériques depuis plus de 100 ans et au Moyen-Orient depuis 70 ans et couvrant plus de 35 marchés différents. 65 % du PNB sont réalisés avec des clients basés hors de la France[3].

La Banque fournit à ses clients des solutions sur mesure pour leurs transactions stratégiques en déployant une organisation centrée sur leurs besoins, au service d'une clientèle internationale et dotée d'une solide capacité de prise ferme et en proposant des activités de conseil, de structuration et d'exécution de transactions complexes nécessitant une expertise multi-métiers.

La Banque est un des leaders mondiaux en financement d'actifs réels et demeure la Banque de référence en matière de finance durable.

Crédit Agricole CIB a des relations de long terme avec les grandes entreprises et institutions financières en Europe et est un acteur majeur sur le marché Euro (N°4 mondial en obligations en EUR[4], N°2 en crédits syndiqués dans la zone EMEA[5], N°1 en titrisation ABCP en Euro[6]).

La BFI dispose par ailleurs d'une plateforme de distribution mondiale de premier plan, innovante et robuste, permettant de fortes capacités de souscription et une excellente coordination des besoins des émetteurs et des investisseurs grâce à des solutions innovantes et à valeur ajoutée.

La BFI assure un dispositif de contrôle des risques sur tout nouveau produit ou nouvelle activité à commercialiser, complété par un système de gestion des risques environnementaux et sociaux. Une fois validés, les nouveaux produits/activités sont commercialisés sur les marchés sur lesquels opère le groupe Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB n'a aucune activité directe au travers de ses opérations propres (c'est-à-dire hors activités de financement et d'investissement) et de fait, ne comptabilise pas de recette d'activités directes liées aux secteurs des combustibles fossiles, de production de produits chimiques, des armes controversées, et de culture et production de tabac.

GESTION DE FORTUNE

Établi en 1875, Indosuez Wealth Management est un leader de la gestion de fortune proposant un continuum différentiant de services exclusifs fondé sur des convictions fortes. Depuis plus de 150 ans, Indosuez accompagne des particuliers fortunés, familles, entrepreneurs, entreprises et professionnels de l'investissement, contribuant ainsi au développement responsable de clients, collaborateurs et territoires d'implantation. Les clients font confiance à Indosuez pour réaliser leurs ambitions à travers la gestion de fortune et d'actifs, le corporate advisory, des services dédiés aux fonds d'investissement et des solutions technologiques et bancaires. Chez Indosuez, 4 300 experts travaillent en toute proximité de la clientèle sur 15 sites : Europe (Belgique, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Portugal, Espagne et Suisse), Asie Pacifique (région administrative spéciale de Hong Kong, Nouvelle-Calédonie et Singapour) et le Moyen-Orient (Dubaï, Abou Dhabi). Les clients et les collaborateurs bénéficient également du savoir-faire et du réseau international de la maison mère, le Groupe Crédit Agricole, présent dans 46 pays et classé 10e banque mondiale *(The Banker, 2025)*.

Avec près de 233 milliards d'euros d'actifs clients au 31 décembre 2025, Indosuez figure parmi les leaders européens de la gestion de fortune.

◆ Stratégie et objectifs de la Banque

STRATÉGIE

Pour rendre concrète sa stratégie de durabilité, le Groupe Crédit Agricole a dévoilé le 1er décembre 2021 son projet sociétal, incarnant la dimension sociale et environnementale de sa vision stratégique et décliné en 3 piliers. Le groupe Crédit Agricole CIB contribue avec le Groupe au défi climatique en s'engageant à **favoriser une économie bas-carbone**. Il se positionne en acteur clé du financement de la transition énergétique, faisant évoluer ses métiers pour y intégrer la dimension de l'urgence climatique dans toutes ses activités et en soutenant des projets éco-responsables et innovants, tout en s'efforçant de réduire son empreinte carbone.

Les deux autres piliers concernent la cohésion sociale et l'inclusion, ainsi que l'accompagnement des transitions agricole et agroalimentaire.

À travers ce projet sociétal, le Groupe Crédit Agricole réaffirme son rôle d'acteur engagé, conscient de ses responsabilités envers la société et déterminé à contribuer activement à un avenir plus durable et inclusif.

1 *The Banker, Juillet 2025.*
2 *S&P, Moody's, date de revue octobre 2025.*
3 *PNB commercial (Source CRM).*
4 *Refinitiv, 2025.*
5 *Refinitiv, 2025*
6 *CPWare.*

ENGAGEMENTS COLLECTIFS AU SERVICE DU PROJET SOCIÉTAL

Parmi les 10 engagements collectifs au service du Projet Sociétal du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB contribue plus activement, de par ses activités, sa clientèle et son portefeuille, aux cinq engagements suivants :

➔ Agir pour le climat et la transition vers une économie bas-carbone

#1 contribuer à la neutralité carbone d'ici à 2050 sur l'empreinte de fonctionnement et sur les portefeuilles d'investissement et de financement ;

#2 conseiller et accompagner 100 % des clients de la Banque dans leur transition énergétique ;

#3 intégrer des critères de performance extra-financière dans l'analyse de 100 % des financements aux entreprises.

➔ Renforcer la cohésion et l'inclusion sociale

#4 favoriser l'insertion des jeunes par l'emploi et la formation ;

#5 amplifier la mixité et la diversité dans toutes les entités du Groupe Crédit Agricole ainsi qu'au sein de sa gouvernance.

La stratégie de durabilité du groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit dans le projet sociétal du Groupe qui intègre pleinement son ambition d'utilité et d'universalité : rendre les progrès accessibles à tous et accompagner les grandes transformations sociétales. 2025 marque l'aboutissement des « Ambitions 2025 », par lesquelles Crédit Agricole S.A. a exprimé son engagement d'utilité à la société et a défini sa feuille de route pluriannuelle, dans laquelle s'inscrit le groupe Crédit Agricole CIB. Celle-ci favorise la convergence entre les enjeux de court, moyen et long terme et permet au Groupe Crédit Agricole de poursuivre sa trajectoire de développement en créant de la valeur durable pour ses clients et la société.

Ainsi Crédit Agricole S.A. accompagne tous ses clients dans les transitions environnementales (énergie, logement, mobilité, etc.) et sociétales (inclusion, santé et bien vieillir, etc.) à travers toutes ses gammes de produits et services. Pour le groupe Crédit Agricole CIB, la stratégie de durabilité s'articule autour des axes suivants :

- gouvernance pour piloter la stratégie du projet sociétal et sa mise en œuvre ;
- conformité dans l'intérêt des clients et de la société ;
- stratégie environnementale fondée sur les faits scientifiques ;
- stratégie sociale portée par l'utilité et l'universalité.

Le Crédit Agricole a présenté son nouveau plan stratégique à moyen terme « *ACT 2028* » qui pose les fondations de ses ambitions pour l'avenir : être une Banque leader en Europe, leader des nouvelles technologies et leader des transitions. Les priorités du projet sociétal ont été actualisées au cours de l'année 2025 dans ce cadre, et définies à la suite d'un travail collaboratif associant les Directions centrales de Crédit Agricole S.A. et les entités, et rendues publiques le 18 novembre 2025. Elles illustrent l'ambition réaffirmée du Groupe Crédit Agricole de mener la course des transitions, à travers deux engagements :

- **être leader de l'économie de la transition écologique :** le Crédit Agricole réaffirme ses trajectoires de décarbonation et renforce sa stratégie Climat. Le Groupe vise à développer la gamme d'investissements responsables la plus large du marché et à se positionner comme un acteur majeur de l'adaptation au changement climatique ;
- **amplifier l'impact en faveur de la vitalité des territoires et de la « transition juste » :** le Groupe ambitionne de s'imposer comme leader de l'accès au logement durable en France, tout en agissant concrètement pour permettre à tous d'accéder aux services essentiels dans les territoires (santé, mobilité et énergies renouvelables). Fidèle à son identité, le Crédit Agricole poursuit son accompagnement des transitions agricole et agro-alimentaire.

Le Groupe déploiera son ambition pour la période 2026-2028, avec un engagement structuré autour d'indicateurs quantitatifs, dont le suivi débutera dès 2026. Ces indicateurs incarnent la volonté du Groupe d'ancrer la durabilité au cœur de son activité, au service de ses clients :

Indicateurs	Unité	Cible 2028	Entités concernées	Couverture géographique
Ratio *green-brown* [1]	Ratio	90/10	Groupe Crédit Agricole	Globale
Financement des transitions environnementale et démographique [2]	Mds€	240	Groupe Crédit Agricole	Globale
Revenus de la Banque de Financement et d'Investissement liés à la finance durable [3]	M€	1 000	CACIB	Globale

OBJECTIFS

La Banque de Financement et d'Investissement de Crédit Agricole CIB se fixe des objectifs ambitieux en matière de durabilité, notamment en déterminant chaque année un objectif en termes de PNB lié aux opérations de finance durable.

La BFI développe depuis des années des solutions innovantes pour ses clients, avec par exemple, des opérations de repo vert, des solutions d'investissement incluant un mécanisme de compensation carbone, un compte épargne d'entreprise lié à la performance ESG et plus récemment la première obligation de résilience.

Elle est très engagée dans la structuration de financements dédiés à la décarbonation de l'économie mondiale. En plus de son activité de financement de projets, la BFI contribue au financement de la lutte contre le changement climatique et à la transition écologique par son activité d'arrangement d'obligations durables.

1 *Part des expositions bas-carbone vs part des expositions liées à l'extraction d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon).*
2 *Financement de la transition environnementale, financement de l'inclusion sociale et financements généraux des transitions.*
3 *Toute transaction disposant d'une structure de finance durable en ligne avec les standards du marché et ceux du Groupe.*

LEADER MONDIAL EN FINANCEMENT D'ACTIFS RÉELS ET FINANCE DURABLE

La BFI a pour objectif de continuer à être un leader sur les solutions de financement durable, et l'apprécie via son positionnement dans les palmarès suivants :



En complément de son positionnement dans les *league tables* sur les produits de la finance durable, Crédit Agricole CIB est régulièrement primée depuis de nombreuses années, par des prix à portée régionale et mondiale, tels que les IFR *Awards*. Ces prix, qui évaluent et récompensent les banques les plus performantes, reconnaissent la qualité de service, d'exécution et la capacité à résoudre les problèmes des clients.



STRATÉGIE ET OBJECTIFS D'INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Indosuez a fait de l'investissement responsable l'un de ses leviers de croissance, en parfaite cohérence avec le pilier sociétal de son projet d'entreprise et celui du Groupe Crédit Agricole. En juin 2024, Indosuez s'est rapprochée de la banque Banque Degroof Petercam, dont elle est désormais l'actionnaire majoritaire, profitant par la même occasion pour renforcer sa politique d'investissement durable. Cette politique permet d'établir un cadre rigoureux pour soutenir ses ambitions en matière de gestion durable des actifs. Elle concerne les fonds, les mandats de gestion et la gestion conseillée pratiquée au sein des entités d'Indosuez. Indosuez renforce également ses dispositifs de gestion des risques ESG, y compris ceux liés au climat et prévoit d'utiliser dès 2026 une nouvelle plateforme de données afin de diffuser l'information ESG pertinente à l'ensemble de ses entités.

Dans le cadre de son plan à moyen terme, Indosuez Wealth Management vise à aligner une part significative des actifs de ses fonds publics sur les critères définis par la Science-based target initiative (SBTi). L'objectif est de dépasser le niveau d'alignement moyen de l'indice MSCI ACWI de 10 %.

◆ Une approche sectorielle différenciante au service des clients

MODÈLE D'AFFAIRES

Les grands groupes de produits et services proposés par la Banque, ainsi que son modèle d'affaires et ses ressources sont présentés au chapitre 1 « Présentation de Crédit Agricole CIB » du présent Document d'enregistrement universel.

À travers ses activités de BFI, Crédit Agricole CIB propose à ses clients grandes entreprises et institutionnels une gamme de produits et services dans les métiers de la Banque de marchés, de la Banque d'investissement, des financements structurés, de la Banque commerciale et du commerce international.

L'accompagnement des clients s'opère via une approche différenciante sur les secteurs pour lesquels l'expertise de la Banque est reconnue : énergie, mobilité, *Télécoms, Médias & Technologies* (TMT), immobilier, agri-agro, banques, assurance et institutions officielles. Grâce à une organisation sectorielle mondiale et une diversification de la base clients, l'ambition est d'accompagner au mieux les entreprises des différents secteurs dans leurs stratégies et besoins de financement.

Le groupe Crédit Agricole CIB exerce, en outre, le métier de Gestion de fortune en France et à l'international, au travers de Indosuez Wealth Management et de ses filiales, comme décrit dans les encadrés dédiés.

INTÉGRATION DE LA DURABILITÉ AU SEIN DU MODÈLE D'AFFAIRES

À travers son modèle d'affaires, Crédit Agricole CIB accompagne ses clients dans leurs transitions et leur permet de structurer et de participer à des opérations de finance durable grâce à une offre portée par l'innovation et soutenue par l'expertise de tous les métiers de la Banque.

La BFI suit deux approches de structuration d'instruments de finance durable, dont :

- l'utilisation d'instruments fondés sur le fléchage des fonds levés : les fonds sont affectés à des projets, actifs ou dépenses ayant un impact positif sur l'environnement et/ou la société (exemple : obligation verte et sociale, garantie verte, prêt vert et social, financement de projets verts, ect.) ;
- l'utilisation d'instruments indexés à la performance ESG : les caractéristiques financières de la facilité de financement, telles que le taux d'intérêt, le niveau du coupon ou le remboursement

du principal, varient en fonction de la réalisation des objectifs de performance en matière de durabilité. Cela permet aux clients d'aligner leur stratégie de durabilité avec le financement de leur développement (exemple : prêts liés au développement durable, ou *sustainability linked loan*).

Ces différents produits permettent de répondre aux enjeux de changement et d'adaptation du modèle économique des clients en leur fournissant un accompagnement pour leur transition, mais aussi en les aidant à se positionner dans le paysage mouvant des réglementations, des initiatives et des alliances internationales.

Crédit Agricole CIB possède également une classification interne des « transactions de finance durable » dont la qualification est encadrée par un processus de validation et de contrôles. Une transaction de finance durable est une transaction qui inclut des éléments spécifiques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) et qui est labellisée en interne comme telle selon les textes de gouvernance et les processus internes de Crédit Agricole CIB, sur la base de différents textes de référence : réglementations, normes de marché, cadres ou directives du Groupe Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Cette labélisation des transactions permet de définir les transactions pouvant être incluses dans les différents portefeuilles utilisés pour l'émission d'obligations par Crédit Agricole CIB ou par Crédit Agricole S.A.

Pour illustrer ces propos, la Banque émet notamment des *Green Notes* qui sont des obligations, ou tout autre type de financement levé par Crédit Agricole CIB, dont le produit est dédié au financement de projets et d'actifs environnementaux. Crédit Agricole CIB applique pour ses émissions de *Green Notes*, le *Green Bond Framework* du Groupe Crédit Agricole mis à jour en 2023. Elles suivent également les *Green Bond Principles*, édictés par l'*International Capital Market Association* (ICMA), qui sont des lignes directrices d'application volontaire pour l'émission d'obligations vertes, permettant de guider le développement du marché. Ces principes établissent un cadre basé sur quatre composantes principales : utilisation des fonds, processus d'évaluation et de sélection des projets, suivi de l'utilisation des fonds et reporting.

La BFI propose également à ses clients un service complet de titrisation liée au développement durable.

PRÉSENCE À L'INTERNATIONAL ET CLIENTS CIBLES

Avec plus de 35 implantations dans le monde, le réseau couvre l'ensemble des besoins des clients : grandes entreprises, États, supra-souverains, institutions financières, fonds de capital-investissement et d'infrastructure, et les clients ETI qui bénéficient d'une offre spécifique. La Banque de Financement et d'Investissement compte 3 600 clients, dont 2 050 clients entreprises et 1 550 clients institutions financières. La BFI est présente en Amérique du Nord et du Sud, en Europe, au Moyen-Orient, et en Asie Pacifique.

La présence à l'international est présenté dans le chapitre 1 « Présentation de Crédit Agricole CIB » du présent Document d'enregistrement universel.

RESSOURCES INCORPORELLES ESSENTIELLES

Conformément à la réglementation[1], le groupe Crédit Agricole CIB définit les ressources incorporelles essentielles comme les ressources dépourvues de substance physique dont dépend fondamentalement le modèle commercial de l'entreprise et qui constituent une source de création de valeur pour l'entreprise. Ce sujet est abordé notamment sous l'angle de la valeur ajoutée créée par ses collaborateurs, amplifiée par son organisation :

- valeur ajoutée par les collaborateurs : le groupe Crédit Agricole CIB considère que la valeur ajoutée de ses collaborateurs repose sur la profondeur de leurs expertises, la variété de leurs expériences et leurs compétences comportementales (interactions avec les clients et les collègues) et la responsabilité exercée en proximité. À ce titre, le groupe Crédit Agricole CIB investit de manière dynamique et innovante afin d'assurer leur développement continu. Pour plus d'informations sur ce sujet, voir la section 3.1.2.1. « Développement du capital humain » de ce chapitre ;
- valeur ajoutée de l'organisation portée par le collectif : en accélérant la transformation managériale et culturelle grâce au Projet humain qui met la responsabilité humaine au cœur de ses actions, l'organisation mise en place par le groupe Crédit Agricole CIB amplifie son utilité vis-à-vis de ses clients (projet client) et de la société (projet sociétal) et optimise sa Raison d'Être « Agir chaque jour dans l'intérêt de nos clients et de la société ».

ACTIVITÉS ET OFFRES D'INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Indosuez Wealth Management figure parmi les leaders de la Gestion de fortune dans le monde, présent en Europe (Belgique, France, Allemagne, Italie, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Portugal, Espagne et Suisse), Asie Pacifique (région administrative spéciale de Hong Kong, Nouvelle-Calédonie et Singapour) et le Moyen-Orient (Dubaï, Abou Dhabi). Dans le cadre de ses activités, Indosuez accompagne une clientèle de particuliers fortunés, d'entrepreneurs, d'entreprises ainsi que d'investisseurs institutionnels. L'approche proposée est globale et intègre à la fois une offre de conseil, une offre d'investissements, du *corporate advisory* et des services dédiés aux fonds d'investissement. L'offre multi-asset se compose d'investissements financiers et immobiliers, complétés par des solutions de financement. Concernant la gestion financière plus spécifiquement, celle-ci peut être déléguée (mandats de gestion) ou conseillée (*advisory*) et donne accès à l'ensemble des classes d'actifs, des plus simples aux plus complexes. L'*asset management* est au cœur de l'activité d'Indosuez Wealth Management qui propose une gamme complète de fonds d'investissements, auxquels s'ajoutent des fonds tiers, selon les besoins de la gestion.

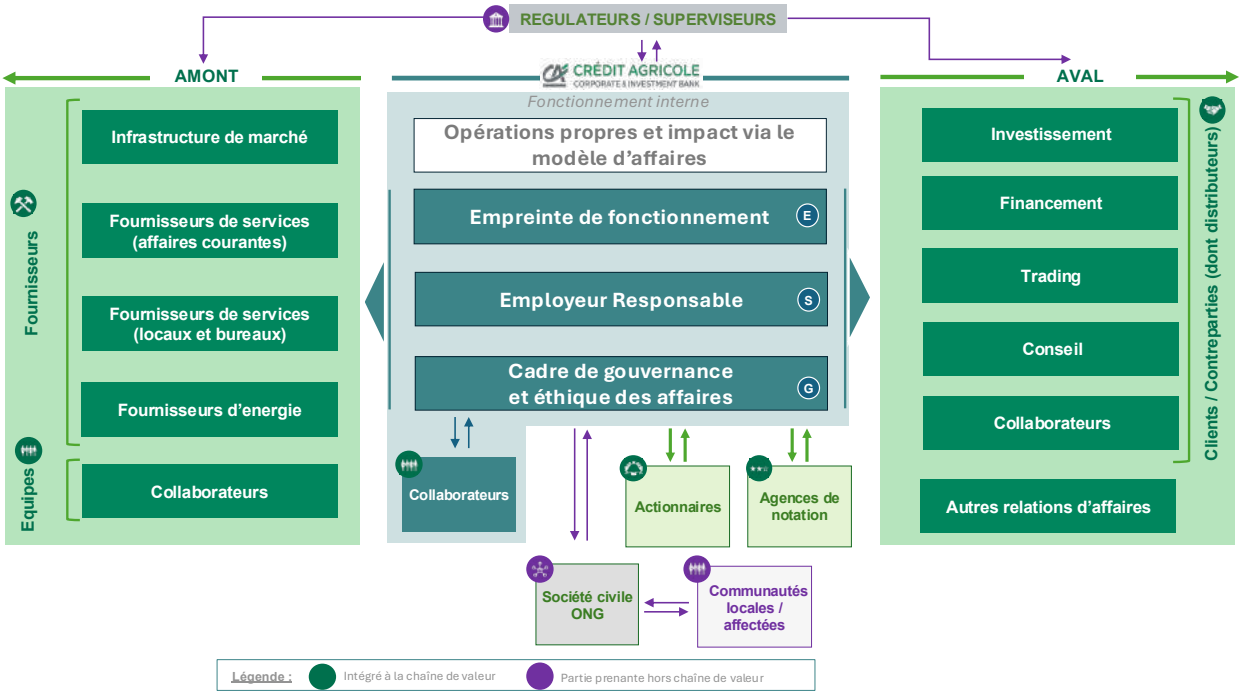
À la suite du rapprochement avec la Banque Degroof Petercam, désormais intégrée au groupe, et afin de s'aligner sur les bonnes pratiques qu'elle appliquait, les différentes politiques et méthodologies ESG sous-jacentes ont été révisées. Celles-ci entreront en vigueur dès 2026. Ces méthodologies constituent un ensemble de règles d'exclusions sectorielles et normatives, d'intégration du risque ESG et d'analyse d'impact de durabilité.

1 *Article L232-1 modifié par Ordonnance n°2023-1142 du 6 décembre 2023 - art. 8. du Code du commerce.*

1.3.1.2. CHAÎNE DE VALEUR [ESRS 2 SBM-1]

Le groupe Crédit Agricole CIB opère sur les chaînes de valeurs relatives à ses activités de financement, d'investissement et de gestion de fortune, pour l'ensemble de ses produits ou services, depuis la conception des offres jusqu'à l'utilisation par les clients finaux, en passant par leur commercialisation et distribution et la gestion des opérations propres.

La chaîne de valeur décrite ci-dessous constitue le cadre d'analyse couvrant l'ensemble des activités du groupe Crédit Agricole CIB, tous secteurs et zones géographiques confondus.



Le positionnement de Crédit Agricole CIB dans la chaîne de valeur aval et les opérations propres de la Banque sont détaillés à la section 3. « Les métiers de Crédit Agricole CIB » du chapitre 1 « Présentation de Crédit Agricole CIB » du présent Document d'enregistrement universel.

Crédit Agricole CIB a identifié comme principaux acteurs de sa chaîne de valeur :

- en amont : les fournisseurs ;
- sur ses opérations propres : les actionnaires, les agences de notation et les collaborateurs ;
- en aval : les clients, dont la nature varie en fonction des produits et services proposés (grandes entreprises, ETI, institutionnels, souverains, établissements de crédit, clients particuliers…).

La relation avec les fournisseurs de la Banque ainsi que la politique Achats sont décrites au sein de la section 4.2. « Relations fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement » du présent chapitre.

La Banque identifie également d'autres parties prenantes intervenant en dehors de sa chaîne de valeur. Il s'agit notamment :

- des régulateurs et superviseurs ;
- des ONG et de la société civile.

1.3.2. Intérêts et points de vue des parties prenantes [ESRS 2 SBM-2] [S1 ESRS 2 SBM-2] [S4 ESRS 2 SBM-2]

La transparence et la communication ouverte entre la Banque et ses parties prenantes permettent une compréhension mutuelle entre leurs attentes et la stratégie du groupe Crédit Agricole CIB. Cette approche favorise la coopération et renforce la confiance entre la Banque et ses parties prenantes. Ces échanges permettent au groupe Crédit Agricole CIB de prendre connaissance et de comprendre les différentes priorités de ces dernières et d'intégrer leurs attentes dans ses réflexions stratégiques, et en particulier dans sa stratégie de développement durable.

1.3.2.1. INTERACTIONS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB AVEC SES PARTIES PRENANTES

◆ Actionnaires

Crédit Agricole CIB est détenue à 100 % par des sociétés du Groupe Crédit Agricole, comme illustré dans le chapitre 1 « Présentation de Crédit Agricole CIB » et détaillé à la note 6.15 « Capitaux propres » partie « Composition du capital au 31 décembre 2025 » du chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel.

En tant que filiale à 100 % du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB maintient une communication continue avec ses actionnaires, participant aux échanges du Groupe Crédit Agricole avec ces derniers. Ces échanges permettent à la Banque de partager la vision élargie de ses activités et de sa stratégie, tout en recevant des retours de la part de ses interlocuteurs.

Ce dialogue est renforcé par le positionnement du Président du Conseil d'administration et du Directeur général de Crédit Agricole CIB, qui sont par ailleurs respectivement Directeur général et membre du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A., et par la composition du Conseil d'administration détaillée au chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » section 1.1.2. « Composition du Conseil d'administration » du présent Document d'enregistrement universel.

◆ Agences de notation

Crédit Agricole S.A. est régulièrement en contact avec les agences de notations financières et extra-financières, afin de leur permettre de mesurer le niveau de performance du Groupe Crédit Agricole.

Depuis décembre 2011, Crédit Agricole CIB est affiliée à Crédit Agricole S.A. Cette affiliation permet l'alignement des notations des agences attribuées à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB en matière de dépôts, et de dette à court et à long terme.

Dans ce cadre, le Comité exécutif de Crédit Agricole CIB est amené à participer aux rencontres avec les agences de notation. Crédit Agricole CIB est également amenée à répondre à toute demande ou questionnaire émanant des agences de notations, soit directement dans le cadre de ces rencontres, soit par l'intermédiaire de Crédit Agricole S.A.

◆ Fournisseurs

Les lignes métiers Achats du groupe Crédit Agricole CIB interagissent avec l'écosystème des fournisseurs du Groupe Crédit Agricole au travers d'enquêtes de satisfaction permettant d'exprimer leurs retours d'expérience, d'une rencontre fournisseurs, de revues régulières avec les principaux fournisseurs et d'une newsletter dédiée qui leur est adressée semestriellement, complétée par des publications spécifiques à la décarbonation.

L'enquête de satisfaction et les rencontres organisées avec les fournisseurs sont annuelles, et ces dernières rassemblent plus de 700 participants. Ces dispositifs ont pour objectif de partager les stratégies et les actualités, et de remonter les éventuelles alertes le cas échéant, dans un objectif d'amélioration continue des relations. Cette démarche collaborative permet d'optimiser le processus et de garantir la satisfaction de chaque partie prenante. La Banque s'engage également à partager clairement sa stratégie et ses ambitions avec ses fournisseurs afin que ces derniers l'aident à atteindre ses objectifs en matière d'achats.

Par ailleurs, un dispositif de dialogue actif avec les parties prenantes est mis en place pour le suivi de la relation d'affaires, l'acheteur étant l'interlocuteur privilégié du fournisseur. La ligne métier Achats rappelle régulièrement le rôle du médiateur interne qui peut être saisi par les fournisseurs et/ou le service interne concerné pour l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole en France et à l'international.

Enfin, une page dédiée, à vocation informative et permettant aux fournisseurs de s'adresser à la Direction des achats, est disponible sur le site internet du Crédit Agricole S.A. à l'adresse suivante : https://www.credit-agricole.com/notre-groupe/vous-etes-fournisseur-ou-vous-souhaitez-le-devenir .

Des éléments sur les interactions de Crédit Agricole CIB avec ses fournisseurs sont présentés dans la section 4.2. « Relation fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement » du présent chapitre.

◆ Collaborateurs

Dans le cadre du Projet Humain de Crédit Agricole S.A., le groupe Crédit Agricole CIB veille à ce que les intérêts et points de vue de l'ensemble de ses collaborateurs soient pleinement intégrés à sa stratégie.

En tant qu'employeur responsable, la Banque s'engage auprès de ses collaborateurs pour favoriser un dialogue ouvert et dynamique afin d'identifier les initiatives de développement et les idées novatrices dans un environnement de travail propice à leur épanouissement tout en garantissant l'équité, la santé et la sécurité de chacun.

Des échanges réguliers avec les collaborateurs sont organisés à travers différents canaux :

- **le dialogue social :** s'inscrivant dans la démarche définie par le Groupe, Crédit Agricole CIB maintient un dialogue social constructif et de qualité, qui permet chaque année de conclure des accords collectifs porteurs de véritables engagements qui traduisent la politique sociale de la Banque. Ce dialogue s'organise dans chaque pays au travers des différentes instances mises en place et en fonction des réglementations en vigueur. La section 3.1.2.2 du présent chapitre détaille les politiques, plans d'actions et ressources mobilisées dans le cadre du dialogue social ;
- **les webinaires d'information :** tout au long de l'année des webinaires et conférences impliquant des membres de la Direction et des cadres supérieurs permettent aux collaborateurs de s'exprimer et de poser des questions.

La coopération avec des représentants des collaborateurs à travers des projets collaboratifs permet de prendre en considération leurs idées et avis et de partager la stratégie du Groupe. Le projet NOW *(New ways of working)* illustre cette démarche de co-construction : collaborateurs, *managers* et partenaires sociaux sont associés à la définition et à la mise en œuvre d'un environnement de travail flexible et hybride favorisant la collaboration, la confiance et la prise d'initiatives.

Par ailleurs, l'enquête Indice de confiance (IC) déployée en 2025, permet de mesurer la progression du collectif dans l'atteinte des objectifs du plan stratégique : amplifier la mise en responsabilité, renforcer la transversalité, développer l'employabilité, rassembler autour d'une culture commune. Cette enquête annuelle, au même titre que l'Indice de mise en responsabilité (IMR) déployé précédemment, est une opportunité de dialogue au sein des équipes autour des points forts et des axes de développement.

◆ Clients

Un des principes du groupe Crédit Agricole CIB est de développer une relation dans la durée avec ses clients, basée sur la confiance et la transparence. L'organisation de la Banque permet un échange régulier avec les clients et une prise en compte de leurs intérêts. Ce dialogue continu permet d'être au fait de leurs attentes et de faire continuellement évoluer l'offre de produits et services en ligne avec leurs besoins. Il permet également de partager la stratégie et la politique de la Banque avec les clients.

Ce dialogue continu avec les clients se réalise également à travers l'organisation de tables rondes sectorielles, de conférences sur les enjeux de durabilité et d'évènements dédiés. Ces plateformes d'échange permettent de recueillir les attentes, préoccupations et suggestions de nos clients, tout en identifiant les tendances émergentes et en enrichissant notre compréhension de leurs besoins en matière de durabilité.

Afin de garantir la protection de la clientèle, de répondre à la volonté d'offrir les meilleurs services et de respecter les exigences réglementaires, le groupe Crédit Agricole CIB dispose d'une organisation et d'un dispositif de traitement et de suivi des réclamations clients. La Banque veille en permanence à renforcer les mesures de protection en structurant encore davantage son système de suivi des réclamations et en tenant compte des évolutions réglementaires récentes (ACPR et AMF). Les réclamations doivent systématiquement être enregistrées et communiquées à un correspondant nommé dans chaque Direction de la Banque, puis faire l'objet d'une réponse dans les délais réglementaires.

Indosuez Wealth Management, pour mesurer cette satisfaction, mène une enquête tous les deux ans afin d'identifier, dans un dialogue constructif, les points forts et les points d'amélioration. Les résultats sont analysés puis présentés au Comité de direction et aux équipes, accompagnés d'un plan d'actions. En complément, tout au long de l'année, les membres de la Direction générale et les managers commerciaux rencontrent des clients, notamment dans le cadre du retention program d'Indosuez. Et, les réclamations clients font l'objet d'un suivi régulier dans une instance dédiée, qui permet de comprendre les causes originelles en vue de les corriger.

RESPECT DES DROITS HUMAINS DANS LES RELATIONS AVEC LES CLIENTS

La Banque attend de ses entreprises clientes qu'elles développent de bonnes pratiques de travail et d'éthique des affaires afin de limiter leurs impacts environnementaux et sociaux directs et indirects, en particulier à travers leur chaîne d'approvisionnement. Cette attente est particulièrement importante en ce qui concerne le respect des Droits de l'Homme, un enjeu matériel pour le Groupe Crédit Agricole qui a pris des engagements volontaires (Charte des Droits de l'Homme, Pacte mondial des Nations Unies, etc.), et qui est soumis à des obligations légales dans certains pays (ex : Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises). Ces obligations reposent en partie sur l'exercice d'une vigilance raisonnable, évaluée par secteur sur la base de données d'agences de notation extra-financières. Le niveau minimum attendu des clients correspond à leur engagement à respecter les Droits de l'Homme (déclaration universelle des Droits de l'Homme, conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, Pacte mondial de l'ONU), et à publier un Code de conduite qui s'étend à leurs propres fournisseurs.

◆ Autorités et régulateurs

Les régulateurs jouent un rôle essentiel dans la stabilité et l'intégrité du système financier. Leurs objectifs incluent la supervision des risques, la conformité réglementaire, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, la protection des clients et investisseurs, ainsi que la promotion de l'éthique, de la gouvernance et de la durabilité.

Crédit Agricole CIB contribue activement aux instances de place via Crédit Agricole S.A., notamment au sein de la Fédération bancaire française (FBF). La Banque participe aux discussions collectives sur les évolutions réglementaires, portant la voix du secteur bancaire sur des sujets clés : finance durable, réglementation prudentielle et innovations financières. Ce dialogue permet d'anticiper les changements réglementaires et de renforcer les dispositifs de gestion des risques et de conformité.

Crédit Agricole CIB interagit également directement avec ses régulateurs locaux lors d'enquêtes sectorielles, d'audits ou de manière proactive pour anticiper les difficultés ou communiquer sur des points sensibles. Pour garantir une mise en œuvre cohérente des réglementations, la Banque se coordonne étroitement avec sa maison mère, Crédit Agricole S.A., qui assure les échanges réguliers avec les régulateurs européens et français pour l'ensemble du Groupe.

◆ ONG et société civile

La relation de Crédit Agricole CIB avec les ONG et la société civile se fait par l'intermédiaire de Crédit Agricole S.A., qui échange avec ces dernières au cours de rencontres régulières, comme la rencontre des associations ou des ONG.

Dans le cadre de son dialogue avec les ONG, Crédit Agricole S.A. réalise une analyse des controverses réelles et potentielles, notamment concernant le climat, l'environnement et les Droits de l'Homme, pour toutes les entités du Groupe. Les controverses sont suivies dans le temps et sont présentées en Comité de la stratégie ESG, auquel le Directeur général de Crédit Agricole S.A., également président du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB, participe. Par ailleurs, Crédit Agricole CIB se coordonne avec le Groupe Crédit Agricole et participe activement à son dispositif de prévention et de gestion des controverses.

Dans le cadre de son devoir de vigilance, Crédit Agricole S.A. est amenée à rencontrer et à échanger tout au long de l'année avec les ONG, ainsi que les populations locales, Crédit Agricole CIB pouvant être associée le cas échéant à la demande de Crédit Agricole S.A.. Ce dialogue a pour objectif d'anticiper, identifier ou proposer des actions visant à corriger d'éventuels impacts négatifs de la Banque sur l'environnement ou ses parties prenantes.

1.3.2.2. CONSÉQUENCE DES INTERACTIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES DE LA BANQUE SUR SA STRATÉGIE ET SON MODÈLE D'AFFAIRES

L'écoute des parties prenantes est, pour Crédit Agricole CIB, une source de progrès continu. Les échanges avec ses parties prenantes permettent à la Banque de prendre connaissance et de comprendre leurs priorités respectives, et d'intégrer leurs attentes dans ses réflexions stratégiques, en particulier dans sa stratégie de développement durable.

Les intérêts des parties prenantes sont pris en compte via la transposition par Crédit Agricole CIB des différentes politiques et stratégies mises en œuvre par le Groupe Crédit Agricole, à savoir entre autres, le plan stratégique « ACT 2028 » et ses projets phares, le projet humain, le projet client et le projet sociétal, ainsi que la politique « Achats responsables ».

De manière spécifique, la satisfaction et l'intérêt des clients et partenaires sont au cœur de la stratégie de Crédit Agricole CIB qui s'engage à travailler avec eux pour promouvoir une économie plus durable. La Banque aide les émetteurs du monde entier à lever des fonds en émettant des produits de finance durable (notamment des obligations vertes, sociales et durables, ainsi que des obligations et prêts liés au développement durable) et fournit aux investisseurs des solutions d'investissement ESG innovantes.

1.3.2.3. INFORMATIONS AUX INSTANCES DE GOUVERNANCE RELATIVES AUX INTÉRÊTS DES PARTIES PRENANTES

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, le Comité exécutif et le Comité de direction prennent en compte, dans la gestion courante des affaires, l'intérêt des clients, y compris lorsque cela touche aux questions de durabilité.

En outre, les organes de gouvernance sont régulièrement informés des intérêts des parties prenantes en ce qui concerne les enjeux de durabilité au travers des Comités existants. À titre d'exemple, les avis du Comité social et économique (CSE), relatifs au bilan social de la Banque sont présentés au Conseil d'administration. En outre, les orientations stratégiques de Crédit Agricole CIB arrêtées par le Conseil d'administration sont ensuite présentées au CSE qui peut, à son tour, formuler des questions sur ce sujet à l'attention du Conseil d'administration.

1.3.3. Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique [ESRS 2 SBM-3]

1.3.3.1. PRÉSENTATION ET POSITIONNEMENT DANS LA CHAÎNE DE VALEUR ET ACTIVITÉS

La règlementation CSRD introduit le concept de double matérialité, qui consiste en un cadre d'analyse des enjeux de durabilité selon deux dimensions de matérialité :

- la **matérialité financière,** qui évalue l'impact des facteurs externes de durabilité sur les activités, la performance et la santé financière de l'entreprise. Ces impacts se traduisent en risques (impacts financiers négatifs) ou en opportunités (impacts financiers positifs) ;
- et la **matérialité d'impact,** qui prend en compte les impacts, positifs ou négatifs, réels ou potentiels, des activités de l'entreprise sur son environnement et la société en général.

Les résultats de l'analyse de double matérialité des impacts, risques et opportunités (IRO) identifiés par Crédit Agricole CIB ont montré que les regroupements de thématiques suivants sont matériels pour Crédit Agricole CIB :

- les thématiques environnementales : « changement climatique » et « accompagnement des transitions des clients » ;

- les thématiques sociales portant sur les collaborateurs de la Banque : « attractivité, rétention des talents et engagement des collaborateurs », « dialogue social », « diversité et inclusion », « droits humains, santé et sécurité des personnes » et « gestion des compétences » ;
- les thématiques sociales portant sur les clients : « cybersécurité », « protection de la clientèle » et « protection des données personnelles » ;
- les thématiques de gouvernance : « éthique des affaires et lutte contre la corruption », « achats responsables » et « lutte contre la délinquance financière et conflits d'intérêts ».

Les thématiques de durabilité spécifiques à l'activité du groupe Crédit Agricole CIB sont les suivantes : « Cybersécurité » et « Lutte contre la délinquance financière et conflits d'intérêts ». Les autres thématiques relèvent des exigences de publication soumises à l'analyse de matérialité en vertu des ESRS.

Préalablement à la cotation et dans le cadre des travaux menés, quatre horizons de temps ont été retenus pour assurer la cohérence avec les objectifs stratégiques et les engagements globaux :

- l'horizon à court terme, est fixé à un an ; impacts potentiels se matérialisant dans l'exercice en cours ;
- le moyen terme, est fixé à 2030 ; impacts potentiels alignés sur les objectifs stratégiques et climatiques intermédiaires ;
- l'horizon long terme, est fixé à 2040 ; impacts potentiels liés à la trajectoire de transformation à long terme, notamment la contribution aux trajectoires de décarbonation ;
- l' « Invariable », impacts potentiels se manifestant de manière continue sur l'ensemble des horizons temporels (court, moyen et long terme).

▶ Liste des exigences de publication des ESRS : IRO matériels identifiés

Norme	Regroupement des thématiques de durabilité	Matérialité d'impact	Matérialité financière
ESRS E1 : Changement Climatique	Accompagnement des transitions des clients		
	Changement Climatique		
ESRS S1 : Effectif de l'entreprise	Attractivité, rétention des talents et engagement des collaborateurs		
	Dialogue social		
	Diversité et inclusion		
	Droits humains, santé et sécurité des personnes		
	Gestion des compétences		
ESRS S4 : Consommateurs et utilisateurs finaux	Protection de la clientèle		
	Protection des données personnelles		
ESRS G1 : Conduite des affaires	Éthique des affaires et lutte contre la corruption		
	Achats responsables		
Spécifiques au groupe Crédit Agricole CIB	Lutte contre la délinquance financière et conflits d'intérêts		
	Cybersécurité		

Les impacts, risques et opportunités matériels sont principalement transverses à l'ensemble des activités de financement et d'investissement. En raison du modèle d'affaires du groupe Crédit Agricole CIB, les IRO climatiques se situent majoritairement en aval de la chaîne de valeur, à l'exception des sujets liés à l'empreinte interne. Les IRO sociaux sont répartis entre les opérations propres, pour les sujets relatifs aux effectifs propres, et l'aval, pour ceux concernant les clients de la Banque. Enfin, les impacts, risques et opportunités liés à la gouvernance se trouvent en amont pour les sujets liés aux achats, et en aval, ainsi qu'au niveau des opérations propres, pour les questions de conformité.

Les impacts, risques et opportunités se matérialisant sur la chaîne de valeur aval ne font pas l'objet d'un même niveau de contrôle de la part de la Banque. Dans le cadre des actions et des échanges avec les clients, et en ligne avec la stratégie de la Banque, le groupe Crédit Agricole CIB accompagne ses clients dans leur transition et analyse les risques ESG en lien avec les secteurs d'activités et les types de transactions réalisées. Cette démarche est incitative, et le client reste responsable du niveau de contrôle des impacts engendrés par son modèle d'affaires. Ainsi une distinction est faite sur les IRO entre :

- ceux pour lesquels la responsabilité de la Banque est directe, en particulier concernant l'empreinte interne ;
- et ceux pour lesquels (empreinte externe, relation client) la Banque ne peut être tenue responsable de l'ensemble des éléments de contrôle.

La liste des IRO couverts par les exigences de la CSRD, ainsi que ceux étant propres au modèle opérationnel de la Banque et à sa chaîne de valeur est présentée dans le tableau « Liste des impacts, risques et opportunités matériels » ci-dessous. Ce tableau fait apparaître les thématiques matérielles sur la chaîne de valeur du groupe Crédit Agricole CIB et les horizons de temps.

▶ Liste des impacts, risques et opportunités matériels

ENVIRONNEMENT – CHANGEMENT CLIMATIQUE

Regroupement de thématiques	IRO matériels	Référence au sein du rapport de durabilité	Type d'IRO	Chaîne de valeur	Temporalité
Changement climatique	Impact positif du Groupe sur le climat à travers des activités de financement, d'investissement et d'assurance contribuant à la transition : prêts et financements dédiés, épargne financière engagée, produits d'assurance climatique	2.2.4. Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique	Impact positif	Aval	Long terme
	Facteurs de risques physiques liés au changement climatique ayant des effets sur les risques de la Banque (de crédit, financier, opérationnel)		Risque	Aval	Moyen terme
	Facteurs de risques de transition liés au changement climatique ayant des effets sur les risques de la Banque (de crédit, financier, opérationnel)		Risque	Aval	Moyen terme
	Impact négatif des activités du Groupe (investissement, financement, assurance) sur le changement climatique[1]		Impact négatif	Aval	Long terme
	Développement de nouveaux services et solutions pour accompagner la transition des clients vers une économie bas carbone		Opportunité	Aval	Court terme
Accompagnement des transitions des clients	Contribution au développement commercial et amélioration de l'image du Groupe grâce à un engagement fort sur le climat		Opportunité	Aval	Long terme

SOCIAL – EFFECTIFS DE L'ENTREPRISE

Regroupement de thématiques	IRO matériels	Référence au sein du rapport de durabilité	Type d'IRO	Chaîne de valeur	Temporalité
Attractivité, rétention des talents et engagement des collaborateurs	Amélioration de l'attractivité grâce à des pratiques ESG ambitieuses et novatrices	3.1.2.1. Développement du capital humain	Opportunité	Opérations propres	Invariable
		3.1.2.2. Dialogue Social			
		3.1.2.3. Diversités			
		3.1.2.4. Environnement de travail			
		3.1.2.5. Performances et rémunérations			
	Augmentation de la performance globale, rétention des collaborateurs, grâce à des politiques d'accompagnement des carrières et de développement des compétences ambitieuses	3.1.2.1. Développement du capital humain	Opportunité	Opérations propres	Invariable
	Risque sur l'attractivité, la rétention et l'engagement des collaborateurs lié à la politique de rémunération et aux avantages accordés aux salariés	3.1.2.5. Performance et rémunérations	Risque	Opérations propres	Invariable
Dialogue social	Risque d'image ou de diminution de performance globale du Groupe Crédit Agricole dû à un climat / dialogue social dégradé	3.1.2.2. Dialogue social	Risque	Opérations propres	Invariable
Diversité et inclusion	Risque d'image et de réputation en interne et en externe à cause de politiques de diversité et d'inclusion inadéquates ou de pratiques de discrimination	3.1.2.3. Diversités	Risque	Opérations propres	Invariable
	Risque lié à la non-connaissance des caractéristiques des salariés	3.1.2.3. Diversités	Risque	Opérations propres	Invariable
Droits humains, santé et sécurité des personnes	Risque d'image et de réputation en cas de mise en danger de la santé, de la sécurité des collaborateurs ou du non-respect des droits humains	3.1.2.4. Environnement de travail	Risque	Opérations propres	Invariable
	Amélioration de la santé/sécurité des collaborateurs grâce à des politiques volontaristes de bien-être au travail et hors travail	3.1.2.4. Environnement de travail	Impact positif	Opérations propres	Invariable
	Impact positif sur les droits des collaborateurs en matière de liberté d'association et de négociations collectives en cas de pratiques vertueuses	3.1.2.2. Dialogue social	Impact positif	Opérations propres	Invariable
	Impact positif sur les salariés en cas de pratiques de protection sociale mieux-disantes que les pratiques légales	3.1.2.4. Environnement de travail	Impact positif	Opérations propres	Invariable
Gestion des compétences	Impact positif sur les collaborateurs grâce à une bonne gestion des talents et la mise en place de politiques de développement des compétences ambitieuses	3.1.2.1. Développement du capital humain	Impact positif	Opérations propres	Invariable
	Risque de sanctions en cas de non-respect des réglementations en matière de formation	4.1.3. Indicateurs et cibles	Risque	Opérations propres	Invariable

1 Au 31 décembre 2025, l'IRO est considéré comme matériel, contrairement à l'année précédente où il était coté non matériel.

SOCIAL - CONSOMMATEURS ET UTILISATEURS FINAUX

Regroupement de thématiques	IRO matériels	Référence au sein du rapport de durabilité	Type d'IRO	Chaîne de valeur	Temporalité
Cybersécurité	Impact négatif sur les activités des clients en cas de cyberattaque	3.2.2.1. Cybersécurité et lutte contre la cybercriminalité	Impact négatif	Aval	Long terme
	Risque financier à la suite d'une incapacité à fournir les services essentiels et coût opérationnel de remédiation associé		Risque	Aval	Long terme
Protection de la clientèle	Risque réglementaire lié à l'adéquation insuffisante des produits et services aux besoins et à la situation du client (inclusion bancaire, gouvernance produit)	3.2.2.2. Protection de la clientèle	Risque	Aval	Invariable
	Impact positif sur la société lié à l'adéquation des produits et services aux besoins et à la situation du client (inclusion bancaire, gouvernance produit) participant à la cohésion sociale		Impact positif	Aval	Moyen terme
Protection des données personnelles	Risque réglementaire lié au non-respect des réglementations de protection des données personnelles		Risque	Amont Opérations propres Aval	Invariable

GOUVERNANCE – CONDUITE DES AFFAIRES

Regroupement de thématiques	IRO matériels	Référence au sein du rapport de durabilité	Type d'IRO	Chaîne de valeur	Temporalité
Éthique des affaires et lutte contre la corruption	Risque réglementaire en cas de non-respect des réglementations et des attentes des autorités de supervision en matière d'éthique des affaires et de lutte contre la corruption	4.1.1.1. Stratégie en matière de conformité 4.1.2.1. Promotion d'une culture éthique	Risque	Amont Opérations propres Aval	Moyen terme
		4.1.1.1. Stratégie en matière de conformité 4.1.2.3. Lutte contre la corruption	Risque	Amont Opérations propres Aval	Moyen terme
Lutte contre la délinquance financière et conflits d'intérêts	Risque réglementaire en cas de détection insuffisante des conflits d'intérêts et abus de marchés (intégrité des marchés)	4.1.1.1. Stratégie en matière de conformité 4.1.2.2. Prévention des conflits d'intérêts et des abus de marché	Risque	Opérations propres	Invariable
	Risque réglementaire en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre la délinquance financière	4.1.1.1. Stratégie en matière de conformité 4.1.3.4. Lutte contre la délinquance financière	Risque	Opérations propres	Invariable
Protection de la clientèle	Risques liés à la mauvaise qualité et gestion des données pouvant impacter la prise de décision sur les thématiques ESG	3.2.2.2. Protection de la clientèle	Risque	Aval	Moyen terme
Achats responsables	Risque réputationnel et risque réglementaire en cas de pratiques d'achats non-responsables vis-à-vis de ses fournisseurs, notamment en termes de délais de paiement	4.2. Relation fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement	Risque	Amont	Invariable
	Impact négatif sur les fournisseurs en cas de pratiques d'achats non-responsables, notamment en termes de délais de paiement	4.2. Relation fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement	Impact négatif	Amont	Invariable

1.3.3.2. EFFETS SUR LE MODÈLE D'AFFAIRES, LA CHAÎNE DE VALEUR ET LA STRATÉGIE

Le Groupe Crédit Agricole a intégré depuis plusieurs années des critères ESG, soutenus par des politiques spécifiques (climat, diversité et inclusion, éthique, lutte contre la corruption, achats responsables, etc.). Cette intégration, régulièrement réévaluée à court, moyen et long terme, permet d'anticiper les tendances du marché et de répondre aux attentes des parties prenantes tout en renforçant sa résilience.

Le groupe Crédit Agricole CIB prend en compte les impacts, risques et opportunités provenant de son empreinte de fonctionnement, de sa chaîne de valeur, et/ou de l'environnement et évalue leurs incidences. L'évaluation des IRO est intégrée à la démarche de cadre de risques par secteur et par pays.

Les risques et impacts négatifs sont analysés sur l'ensemble du périmètre défini pour l'analyse de double matérialité. Une analyse du risque permet de rendre compte des risques majeurs nécessitant la mise en place de contrôles dédiés, d'une stratégie et de plans d'actions adéquats.

Les risques climatiques et environnementaux sont évalués au niveau sectoriel pour le groupe Crédit Agricole CIB et pour ses clients. Une étude des éléments de mitigation du risque est également réalisée. De cette analyse des risques découle une stratégie spécifique à court et moyen terme vis-à-vis du secteur.

En 2025, dix-sept pays et neuf secteurs ont fait l'objet d'une analyse détaillée des impacts, risques et opportunités dont découlent des plans d'actions correspondants aux objectifs stratégiques à court et moyen terme.

◆ Processus de décision

Les risques climatiques et environnementaux et impacts négatifs du portefeuille du groupe Crédit Agricole CIB font l'objet d'une gouvernance et d'une comitologie dédiée. Le Comité CSP (« Comité

des stratégies et portefeuilles ») contient une analyse des risques détaillée, et sur cette base définit :

- les grandes orientations, en particulier commerciales et risques, se traduisant en plan d'actions ayant pour objet de décrire les critères de sélection et d'encadrement des risques ESG, en cohérence avec la politique du Groupe Crédit Agricole et du groupe Crédit Agricole CIB ;
- les enveloppes de risques pour les périmètres significatifs ;
- les axes d'amélioration ou les orientations du portefeuille à la suite d'analyses spécifiques liées à une problématique de risque ;
- les actions à mettre en œuvre.

◆ Effets des impacts matériels

Ci-dessous les effets actuels et escomptés des impacts, risques et opportunités du groupe Crédit Agricole CIB.

EFFET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SOCIÉTÉ

L'influence du groupe Crédit Agricole CIB vis-à-vis des impacts environnementaux et sociaux se conçoit principalement dans le cadre de sa chaîne de valeur aval. La stratégie du groupe Crédit Agricole CIB est donc d'accompagner ses clients dans la mise en place d'une économie de transition et de les inciter, dans le cadre de son dialogue commercial, à la limitation d'impacts négatifs.

À titre d'exemple, le groupe Crédit Agricole CIB est amené à analyser les potentiels impacts négatifs de sa chaîne de valeur aval, comme l'exposition aux risques ESG des pays, la dépendance aux ressources naturelles, la sensibilité de l'environnement, la stratégie climatique. Sur le volet social, la Banque peut être amenée à évaluer la sensibilité sociale de la population et étudie l'existence de réglementations locales relatives au droit du travail. Les risques climatiques et environnementaux sont évalués au niveau sectoriel.

Les effets des impacts sur l'environnement et la société sont décrits dans les parties thématiques de ce présent chapitre.

EFFET FINANCIER

Les effets financiers actuels au titre des risques physiques et de transition matériels sont reflétés à travers l'évaluation de la dépréciation des actifs en application de la norme IFRS 9, qui peut donner lieu à l'enregistrement dans les comptes de compléments de provision au titre des risques physiques ou de transition. Les risques physiques et de transition matériels peuvent être consultés dans le tableau « Liste des impacts, risques et opportunités matériels » ci-dessus, du présent chapitre.

EFFET SUR LE MODÈLE D'AFFAIRES ET LA CHAÎNE DE VALEUR

La stratégie des secteurs clés représentatifs de l'activité du groupe Crédit Agricole CIB est adaptée en fonction des impacts négatifs estimés. Les produits existants sont également adaptés pour prendre en compte les impacts potentiels. Pionnière depuis plus de 20 ans, la Banque offre des produits « finance durable » afin d'accompagner les clients dans leur transition et de réduire l'exposition aux risques tout en développant les opportunités.

En outre, le groupe Crédit Agricole CIB met en œuvre différents moyens afin de limiter les impacts négatifs de sa chaîne de valeur via notamment des politiques sectorielles et de sa stratégie climat.

Selon les secteurs et les géographies, de même que sur l'empreinte de fonctionnement, les impacts peuvent survenir à court, moyen et long terme. L'évaluation des impacts, risques et opportunités a permis de définir, pour chaque IRO, un horizon de temps pris en compte dans la cotation de leur matérialité.

Les impacts matériels de la Banque sont décrits dans les sections du présent chapitre :

- section 4 « Gouvernance – Informations en matière de conduite des affaires » pour la chaîne de valeur amont ;
- sections 3 « Social - informations en matière de responsabilité sociale » et 4 « Gouvernance – Informations en matière de conduite des affaires » pour l'empreinte de fonctionnement ;
- sections 2 « Environnement – Informations en matière de changement climatique » et 4 « Gouvernance – Informations en matière de conduite des affaires » pour la chaîne de valeur aval.

◆ Résilience et stratégie vis-à-vis des impacts, risques et opportunités

Grâce à la connaissance de ses clients et l'expertise de ses secteurs d'activité, le groupe Crédit Agricole CIB a mis en place une stratégie permettant une résilience face aux impacts, risques et opportunités liés au réchauffement climatique et autres risques ESG. Ces sujets sont formellement abordés dans le cadre des relations clients. Le modèle d'affaires intègre ainsi l'adaptation des marchés et portefeuilles aux risques et opportunités liés à la transition.

Conscient que la pérennité des entreprises dépend désormais de leur capacité à fonder leur modèle d'affaires et leur cœur d'activité sur une utilité perçue et reconnue, le Groupe Crédit Agricole s'inscrit dans une stratégie plus globale, liée aux priorités politique et économique. Il existe un besoin fondamental d'investissements pour :

- assurer la transition énergétique ;
- recomposer les chaînes de production au niveau mondial (avec un recentrage sur l'Europe) ;
- accompagner le vieillissement des sociétés ;
- développer la société de l'information et du digital au service du développement de la Banque et de ses clients.

Les bonnes performances commerciales du groupe Crédit Agricole CIB viennent confirmer sa résilience et la pertinence de la stratégie mise en place pour atteindre l'ambition d'être le moteur stratégique du Groupe Crédit Agricole vis-à-vis des grands acteurs de l'économie. Cette stratégie a été définie à horizon 2028.

GESTION DES RISQUES DE DURABILITÉ

Dans ce contexte, le système d'évaluation et de gestion des risques environnementaux et sociaux participe au modèle de résilience, notamment au travers de l'analyse des clients et des opérations :

- les clients ou prospects *corporate* font l'objet d'une analyse globale de leurs engagements et de leur performance RSE (Responsabilité sociétale de l'entreprise) au travers du calcul d'un score RSE qui permet de les catégoriser en deux statuts : Conforme ou Sensible. Les clients ou prospects « Sensibles » ou « Potentiellement sensibles » doivent être soumis au Comité CERES préalablement à toute décision commerciale ;
- les opérations sont soumises à une analyse suivant trois piliers : les Principes Équateur (si dans leur champ d'application), les politiques sectorielles et l'analyse de sensibilité.

De plus, la mise en œuvre du système d'évaluation et de gestion des risques environnementaux et sociaux repose sur une gouvernance dédiée, organisée selon le modèle des trois lignes de défense :

- la **première ligne de défense** est responsable de l'identification des risques environnementaux et sociaux, ainsi que de leur atténuation. Elle constitue le premier niveau de diligence raisonnable, en s'assurant que les clients ne présentent pas de non-conformité vis-à-vis des politiques sectorielles du groupe Crédit Agricole CIB et du Groupe Crédit Agricole et en évaluant leur sensibilité et leur exposition aux questions environnementales et sociales. Pour ce faire, elle collecte auprès des clients tous les documents pertinents et effectue des recherches concernant d'éventuelles controverses. Cette évaluation est réalisée à l'aide de la grille de *Scoring* RSE (Responsabilité sociétale des entreprises), et il incombe au métier/*Coverage* de vérifier si les problématiques identifiées sont atténuées. Dans le cadre de cette première ligne de défense, l'équipe *Sustainable Banking*

effectue des vérifications préalables sur les produits labellisés verts et/ou durables et conseille les clients dans leur stratégie de transition et de durabilité ;

- la **deuxième ligne de défense** conseille le *Front Office* et fournit une expertise sur les questions ESG sur la base de l'évaluation réalisée par la première ligne de défense. Au sein de la deuxième ligne de défense, deux départements, les Risques et la Conformité, sont directement impliqués et concernés par les questions de durabilité : ils supervisent l'évaluation de la première ligne de défense et apportent leur expertise dans l'analyse des problématiques ESG ;
- la **troisième ligne de défense** assure un contrôle périodique sur ces sujets, afin d'apprécier l'efficacité et l'efficience du dispositif, via des missions ponctuelles menées par des équipes de l'Inspection générale.

De manière globale, l'ensemble des lignes métiers et fonctions supports est impliqué dans la résilience du groupe Crédit Agricole CIB vis-à-vis des risques de durabilité.

SUSTAINABILITY COMMUNITY

La gouvernance de la gestion des risques de matérialité est complétée par une ***Sustainability Community*** de plus de 320 membres, composée de collaborateurs de toutes les divisions du groupe Crédit Agricole CIB, qui s'engagent à consacrer au moins 10 à 20 % de leur temps, dans le cadre de leur travail quotidien, sur des sujets liés à l'ESG. Ce réseau veille à ce que le développement durable soit intégré dans tous les aspects et toutes les fonctions du groupe Crédit Agricole CIB. Les coordinateurs travaillent sur des projets concrets, suivent des formations régulières sur les aspects généraux de la finance durable et ont accès à des ressources partagées.

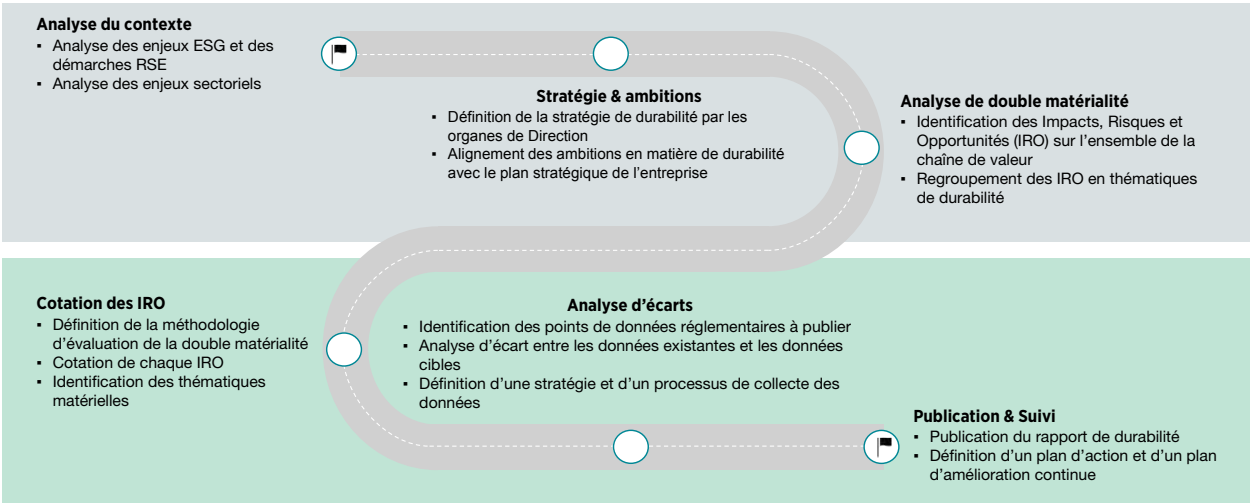
2

1.4. Principes méthodologiques relatifs à l'analyse de double matérialité [ESRS 2 IRO]

1.4.1. Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels [ESRS 2 IRO-1]

Conformément à la règlementation, l'exercice d'évaluation de la double matérialité permet de déterminer les informations à publier dans le rapport de durabilité en identifiant les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels. Le périmètre d'analyse englobe les opérations propres et la chaîne de valeur (amont / aval) [1] de l'entreprise (périmètre consolidé). L'analyse porte sur deux dimensions : la matérialité d'impact (comment les activités du groupe Crédit Agricole CIB ont un impact sur ses parties prenantes ou l'environnement) et la matérialité financière (comment les sujets de durabilité affectent la Banque et ses performances financières). Les impacts positifs et négatifs sont évalués sous l'angle de la matérialité d'impact, et les risques et opportunités sont évalués sous l'angle de la matérialité financière.

Le schéma ci-dessous présente les étapes clés **d'identification, d'évaluation et de publication des informations de durabilité,** dont l'exercice de double matérialité constitue le pilier fondamental.



1.4.1.1. DESCRIPTION GÉNÉRALE

L'identification des IRO du groupe Crédit Agricole CIB s'est appuyée sur l'analyse existante des risques ESG et des risques opérationnels.

Trois étapes régissent l'exercice d'évaluation de la double matérialité :

- **1ère étape :** identification de la liste d'impacts, risques et opportunités (IRO).

Le terme impact désigne les impacts, réels ou potentiels, positifs ou négatifs, en matière de durabilité des activités du groupe Crédit Agricole CIB sur la société et l'environnement à court, moyen ou long terme. Ils incluent les impacts de la chaîne de valeur amont et aval de la Banque. La chaîne de valeur s'entend comme les activités, ressources et relations que l'entreprise utilise et dont elle

1 *Les impacts négatifs indirects de la Banque sur sa chaîne de valeur aval font l'objet d'un niveau de mesure et contrôle plus incertain que celui provenant de ses opérations propres. Les spécificités méthodologiques relatives à leur prise en compte peuvent être consultées dans la section 1.4.1.3. « Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels liés aux autres thématiques environnementales » du présent chapitre.*

se sert pour créer ses produits ou services, depuis la conception jusqu'à la livraison, la consommation et la fin de vie.

Les termes risques et opportunités désignent les risques ou opportunités financiers en matière de durabilité qui ont ou peuvent avoir des effets financiers importants sur le développement de la Banque (par exemple sur les flux de trésorerie, la situation financière ou la performance financière), à court, moyen ou long terme.

- **2ème étape :** l'évaluation de la double matérialité et l'intégration des considérations des parties prenantes de la chaîne de valeur.

L'analyse de double matérialité, qui permet de déterminer quels sont les IRO qui sont matériels pour la Banque, a pour objectif d'identifier les informations à publier dans le rapport de durabilité – qu'elles soient qualitatives ou quantitatives.

La réglementation ne fournit pas de méthodologie prescriptive pour mener l'évaluation de la double matérialité, mais décrit certains critères indicatifs. Crédit Agricole S.A. a défini une méthodologie qui prend en compte une combinaison de critères mentionnés dans les exigences réglementaires et qui est appliquée par ses filiales, dont Crédit Agricole CIB (voir-ci après).

Le rapport de durabilité inclut des informations sur tous les impacts, risques et opportunités matériels qui surviennent ou peuvent survenir dans le contexte des relations commerciales avec les différents acteurs de sa chaîne de valeur. L'évaluation de la matérialité couvre ainsi l'identification des IRO sur l'ensemble de la chaîne de valeur, en mettant l'accent sur les situations où les IRO sont susceptibles de se matérialiser (zones géographiques, activités/secteurs, opérations, fournisseurs, clients, autres relations, etc.).

- **3ème étape :** le lien entre les IRO matériels et les informations à publier dans le rapport de durabilité.

Une fois que les impacts, risques et opportunités ont été identifiés comme matériels, ils doivent être mis en correspondance avec les exigences de publication réglementaires et points de données considérés comme matériels associés afin d'identifier ceux devant être publiés dans le rapport.

◆ Détail du cadre général d'analyse et d'évaluation des impacts, risques et opportunités :

L'identification, l'évaluation et le suivi des impacts, risques et opportunités sont du ressort de l'ensemble des fonctions compétentes au sein de Crédit Agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB. Ainsi, tant les fonctions intervenant sur la chaîne de valeur amont (exemple : Achats) et sur les opérations propres (exemple : Ressources humaines), que sur la chaîne de valeur aval (exemple : Risques, Conformité, *Coverage*) ont contribué à cet exercice.

IDENTIFICATION DE LA LISTE D'IMPACTS, RISQUES ET OPPORTUNITÉS (IRO)

La liste des IRO est définie par les Directions centrales de Crédit Agricole S.A. (Engagement sociétal, Risques, Conformité, Ressources humaines, Achats, Affaires Publiques, Transformation Digitale et IT) en capitalisant sur les processus internes déjà en place au sein du Groupe (cartographies des risques opérationnels, devoir de vigilance, travaux menés sur les risques en lien avec les attentes de la BCE,…) et en tenant compte des activités, de la chaîne de valeur du Groupe et du contexte réglementaire dans lequel le Groupe évolue. Certains risques ont été identifiés sur la base des impacts identifiés (exemple : un risque de réputation peut découler de l'impact négatif des activités du Groupe sur le climat) et de l'identification des dépendances sur les sujets traités par les ESRS (exemple : exposition du Groupe à des secteurs pouvant être perturbés par les impacts du changement climatique, entraînant l'identification d'un risque physique sur la thématique changement climatique).

Le groupe Crédit Agricole CIB s'appuie sur le référentiel des IRO du Groupe Crédit Agricole en l'adaptant à son propre modèle d'affaires, ses activités de financement et d'investissement, sa typologie de clientèle et son cadre de risques. Des IRO spécifiques à Crédit Agricole CIB ont été identifiés en ce sens par les experts et équipes contributrices à l'exercice de double matérialité.

La liste d'IRO couvre les ESRS actuels et les thèmes spécifiques identifiés par le Groupe, et pourra être amenée à évoluer afin de prendre en compte les éventuelles évolutions de contexte, réglementaires ou de périmètre, qui interviendraient au cours des prochains exercices.

ÉVALUATION DE LA DOUBLE MATÉRIALITÉ

Cotation des impacts, risques et opportunités

La cotation des IRO se fonde sur l'évaluation des critères mentionnés ci-dessous, évalués selon une échelle de 1 (moins impactant) à 4 (plus impactant). Une multiplication factorielle est ensuite réalisée pour les prioriser, permettant de rendre compte des IRO les plus critiques en fonction de leur probabilité, ainsi que des autres critères retenus.

Les impacts négatifs de la Banque sur sa chaîne de valeur sont évalués en prenant en compte leur probabilité, leur ampleur, leur étendue et leur caractère remédiable.

La même logique est appliquée pour **les impacts positifs,** à la différence que le critère de caractère remédiable n'est pas retenu dans l'évaluation et la priorisation.

Les **risques** et **opportunités** de la Banque vis-à-vis de son écosystème sont évalués en prenant en compte leur probabilité et leur impact financier.

Lorsque la cotation de chacun des critères d'un impact, risque ou opportunité est finalisée, une note de matérialité est calculée pour chaque IRO [1] afin de conclure sur leur matérialité.

Priorisation des risques de durabilité matériels vis-à-vis des autres risques de la Banque

Les risques relatifs à la durabilité sont gérés selon les mêmes principes que les autres types de risques et sont intégrés dans le processus global de gestion des risques du Groupe Crédit Agricole. À date, l'évaluation de la gravité des risques opérationnels et de durabilité se fait selon une échelle comparable. Pour autant, cela ne permet pas d'avoir une vision de la hiérarchisation des risques en matière de durabilité vis-à-vis des autres risques de la Banque. Les futurs exercices auront pour objectif de rendre comparables ces évaluations et de permettre cette hiérarchisation.

CHAÎNE DE VALEUR ET CONSIDÉRATION DES PARTIES PRENANTES

Prise en compte de la chaîne de valeur

L'analyse de la chaîne de valeur du groupe Crédit Agricole CIB a permis d'identifier les acteurs de la chaîne de valeur et les parties prenantes clés au regard des IRO matériels potentiels ou avérés. Cette analyse a concerné la Banque ainsi que ses filiales. Les IRO ont ensuite été cotés avant d'être présentés à la gouvernance de Crédit Agricole CIB, qui a retenu et validé les IRO matériels au sens de la CSRD. Cette approche a été définie en lien avec les pratiques existantes relatives à l'analyse des risques opérationnels, et en tenant compte des meilleures pratiques de place sur son application aux thématiques de durabilité.

1 *Chaque critère de cotation est évalué sur une échelle de 1 à 4 puis une note est déterminée de la manière suivante :*
- *pour les risques, le score de probabilité est multiplié par le score d'ampleur potentielle des effets financiers, donnant ainsi une note maximale de 16. Un IRO est proposé comme matériel lorsque la note est supérieure ou égale à 8 et soumise à la validation du Comité éxécutif ;*
- *pour les impacts, le score de probabilité est multiplié par le score de gravité, se définissant comme le maximum des scores d'ampleur, d'étendue et d'irrémédiabilité. La note ainsi obtenue atteint également un maximum de 16. Un IRO est proposé comme matériel lorsque la note est supérieure ou égale à 8 et soumise à la validation du Comité éxécutif.*

Prise en compte des parties prenantes

La Banque dialogue avec ses parties prenantes, comme décrit dans la section 1.3.2. « Intérêts et points de vue des parties prenantes » du présent chapitre. Ce dialogue a pour objectif de partager les stratégies, de remonter les risques éventuels et de s'ancrer dans un processus d'amélioration continue dans l'intérêt des parties prenantes et de la Banque.

Le rapport de durabilité 2024 a été présenté pour information au CSE, puis, pour consultation, avec avis favorable rendu en réunion plénière. Cette consultation vaut aussi pour l'analyse de matérialité de 2025, celle-ci restant inchangée.

◆ Intégration du dispositif dans les processus de gestion de l'entreprise

Conformément à la réglementation, les impacts, risques et opportunités matériels doivent être mis à jour chaque année afin de prendre en compte les éventuelles évolutions de contexte, de réglementation ou de périmètre, intervenues depuis. Cette actualisation se concentre sur les IRO définis comme matériels lors de l'exercice précédent et les potentiels nouveaux IRO, en prenant en compte les éventuels éléments de contexte qui nécessitent de revoir la cotation.

Processus décisionnel

L'exercice d'évaluation de la double matérialité est mené et mis à jour annuellement par l'ensemble des Directions impliquées et concernées par les thématiques des différents ESRS. Dans le cadre de cette mise à jour, les cotations des IRO sont revues par les experts et fonctions concernées, puis validées par le responsable de chacune des fonctions ayant des IRO dans son périmètre. La validation finale de la cotation et de l'analyse de double matérialité est réalisée lors du Comité faîtier relatif à la CSRD.

Cette mise à jour est ensuite validée par le Comité exécutif, présentée au Comité d'audit / des risques, et approuvée par le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB. Au 31 décembre 2025, la méthodologie et l'analyse de double matérialité de Crédit Agricole CIB n'ont pas évolué par rapport à l'exercice précédent.

Procédure de contrôle interne

Un dispositif de contrôle permanent vient s'assurer de la véracité, de l'exhaustivité, et de la fiabilité des données contribuant à l'évaluation de la matérialité.

Les fonctions, agissant en tant que seconde ligne de défense, qui participent au Comité faîtier relatif à la CSRD, s'assurent du respect des points de contrôle suivants, en amont de la présentation aux instances de gouvernance de Crédit Agricole CIB :

- validation de la liste des IRO identifiés suivant le référentiel Groupe Crédit Agricole et des IRO spécifiques à Crédit Agricole CIB ;
- pour chaque IRO :
  - respect de la méthodologie de cotation définie en amont ;
  - présence d'une cotation justifiée, cohérente, documentée et traçable ;
- validation par les responsables de fonctions et par le Comité faîtier relatif à la CSRD.

Processus de gestion des risques

Le dispositif de gestion des risques relatifs aux impacts et risques s'inscrit dans le dispositif existant de gestion des risques de la Banque, comme détaillé dans les textes de gouvernance dédiés (cadre de risques, appétit au risque).

Processus global de gestion

Dans le cadre de la définition du plan moyen terme, une identification des opportunités de la Banque est réalisée et l'ensemble des leviers permettant d'appuyer la décarbonation des clients est identifié.

Pour réaliser ces analyses, Crédit Agricole CIB s'est appuyée sur une expertise et des données à la fois internes et externes (par exemple, via des études internationales climatiques, ou des études sectorielles de place) et sur des données liées à ses transactions. Le rayon d'action couvert est international.

Cette démarche est décrite de manière détaillée ci-après.

1.4.1.2. DESCRIPTION DES PROCESSUS D'IDENTIFICATION ET D'ÉVALUATION DES IRO MATÉRIELS LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE [E1 ESRS 2 IRO-1]

◆ Description des processus qui ont permis d'identifier et d'évaluer les IRO

Le processus d'analyse de double matérialité du groupe Crédit Agricole CIB est décrit dans la section 1.4.1.1. « Description générale » du présent chapitre.

◆ Les risques extra-financiers identifiés

Cette partie vise principalement à appréhender les impacts financiers potentiels des risques climatiques en tant que sous-ensemble des risques environnementaux sur les activités du groupe Crédit Agricole CIB. L'identification des impacts négatifs du Groupe et des dépendances liées aux risques climatiques est, quant à elle, traitée au sein de la section 2.2.4. « Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique » du présent chapitre.

RISQUE CLIMATIQUE : DÉFINITION RETENUE

Les risques climatiques sont définis comme le risque de toute incidence financière négative sur la Banque découlant de l'impact actuel ou prospectif de facteurs climatiques sur les contreparties du groupe Crédit Agricole CIB ou sur ses actifs investis. Les risques climatiques se matérialisent au sein des catégories traditionnelles des risques (risque de crédit, opérationnel, de liquidité, de marché, réputation, etc.), et se décomposent en deux catégories :

- **risques physiques :** effets financiers des périls environnementaux générés par le dérèglement climatique (notamment multiplication des évènements climatiques extrêmes et modifications progressives du climat) ;
- **risque de transition :** effets financiers, qu'une contrepartie, un secteur d'activité ou un actif, peut encourir, directement ou indirectement, du fait du processus d'adaptation à une économie sobre en carbone et plus soutenable d'un point de vue environnemental.

La matérialité de ces risques découle de leurs impacts actuels ou prospectifs sur les contreparties du groupe ou sur ses actifs.

FACTEURS DE RISQUES CLIMATIQUES IDENTIFIÉS

Dans le but d'encadrer l'analyse et la mesure des impacts des facteurs de risques climatiques et environnementaux, une taxonomie interne au Groupe Crédit Agricole a été élaborée et est utilisée par Crédit Agricole CIB. Ce système de classification se base sur des éléments partagés par tous les acteurs du marché, dont les régulateurs et les superviseurs, mais aussi sur l'expertise interne. Cette liste vise à répondre à la majeure partie des usages et est susceptible d'être mise à jour régulièrement, notamment pour tenir compte de l'amélioration de la connaissance des facteurs de risques environnementaux et de l'évolution du dispositif interne de gestion de ces risques.

En considérant les travaux scientifiques et les principaux facteurs de risque retenus, le groupe Crédit Agricole CIB considère que :

- les risques physiques liés au dérèglement climatique sont potentiellement encourus dès le court terme pour les risques aigus, et dès le moyen terme pour les risques chroniques ;
- les risques de transition liés au dérèglement climatique sont potentiellement encourus à partir du court terme.

◆ Méthode d'évaluation de la matérialité financière du risque climatique

CADRE D'ANALYSE

L'évaluation des impacts des risques climatiques dans le cadre de l'analyse de matérialité et des *stress tests* du Groupe Crédit Agricole nécessite de considérer à la fois différents horizons de temps et différents scénarios climatiques.

Le groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit dans la démarche globale du Groupe Crédit Agricole ci-dessus décrite.

HORIZONS DE TEMPS

Quatre horizons de temps ont été retenus pour les analyses conduites. Ces horizons de temps sont choisis non seulement pour s'aligner sur les cycles opérationnels et budgétaires actuels, mais aussi pour assurer la cohérence avec les objectifs stratégiques à plus long terme et les engagements globaux en matière de climat.

Le choix de ces horizons de temps est également lié au profil des portefeuilles et à leur maturité moyenne effective au titre des activités de crédit :

- l'**horizon à court terme,** est fixé à un an, en alignement avec l'horizon budgétaire ;
- **le moyen terme** est fixé à 2030, aligné sur les cibles intermédiaires *Net Zero Banking Alliance (*NZBA [1]) et sur les objectifs exprimés par l'Union Européenne dans le cadre du paquet législatif « *Fit for* 55 » ;
- **l'horizon long terme** est fixé à 2040 pour capturer la part long terme des expositions ;
- **le très long terme**, défini à 2050, s'aligne sur les délais fixés pour la contribution à l'atteinte des engagements NZBA pris par le Groupe Crédit Agricole.

SCÉNARIOS CLIMATIQUES

En évaluant l'efficacité et la pertinence de divers scénarios pour les analyses de sensibilité au sein du secteur financier, ceux élaborés par le *Network for Greening the Financial System*[2] (NGFS) se révèlent être un choix particulièrement approprié. Ces scénarios sont conçus pour traiter les risques spécifiques et les réalités opérationnelles auxquels les banques sont confrontées, offrant des informations sur les risques de transition, les risques physiques et les risques macro-financiers. En outre, le NGFS intègre les dernières mises à jour de la science du climat et des politiques, garantissant que les évaluations sont fondées sur les informations disponibles les plus récentes et les plus complètes.

Les trois scénarios NGFS utilisés pour évaluer la matérialité des risques liés au climat et à l'environnement pour le Groupe Crédit Agricole sont décrits dans la section 2.2.4.2. « Interactions avec la stratégie et le modèle économique et résilience du modèle d'affaires face aux risques physiques et de transition » du présent chapitre.

DISPOSITIF DE STRESS TESTS CLIMATIQUES

Les résultats des stress tests climatiques, lesquels sont détaillés dans la section 2.2.4.2 « Interactions avec la stratégie et le modèle économique et résilience du modèle d'affaires face aux risques physiques et de transition » dédiée à l'analyse de résilience, sont également pris en considération pour l'évaluation des risques identifiés dans le cadre de l'analyse de double matérialité.

IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DES RISQUES MATÉRIELS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE RISQUES FINANCIERS LES PLUS SIGNIFICATIVES

Depuis 2024, des analyses de matérialité financière ont été menées par le Groupe Crédit Agricole et sur l'ensemble des risques financiers les plus significatifs pour le Groupe, à savoir le risque de crédit, opérationnel, de réputation, de liquidité et de marché. Le groupe Crédit Agricole CIB s'est inscrit dans cette démarche. Ces analyses sont explicitées dans les parties « Effets des facteurs de risques environnementaux et climatiques sur les risques du groupe Crédit Agricole CIB » et « Dispositif de gestion des risques » du présent chapitre.

◆ Effets des facteurs de risques environnementaux et climatiques sur les risques du groupe Crédit Agricole CIB

Afin d'établir la matérialité des risques climatiques, le Groupe Crédit Agricole a étudié et mesuré l'incidence des facteurs de risques climatiques et environnementaux (C&E), physiques et de transition, sur les risques du Groupe. Le groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit pleinement dans cette démarche. La première phase est l'identification des canaux de transmission entre les facteurs de risque et les natures de risques. Cette phase permet d'identifier les facteurs et canaux de transmission associés les plus significatifs pour chaque nature de risque, qui sont ensuite priorisés dans les analyses d'évaluation.

En considérant les travaux scientifiques et les principaux facteurs de risques retenus, Crédit Agricole CIB considère que :

- les facteurs de risque ont été identifiés de manière exhaustive, s'agissant à la fois des risques physiques et de transition, les principaux horizons d'impacts et géographies précisées, et les sources sous-tendant ces conclusions explicitées. Une analyse plus approfondie de l'impact sur les principaux secteurs d'exposition a été développée pour le risque de crédit, pour lequel cela est le plus pertinent ;
- chaque nature de risque identifié est décomposée en sous-risques (couvrant le risque dans son ensemble) ;
- pour chaque sous-risque et pour chaque facteur de risque C&E, est ensuite décrit le canal de transmission associé, en concertation avec les experts du type de risque en question ;
- à partir de l'analyse générale par sous-risque, une évaluation du niveau de sensibilité est réalisée selon une échelle standardisée : absence de sensibilité aux facteurs C&E, présence de sensibilité aux facteurs C&E (traitement spécifique via le Comité CERES). Cela permet de mettre en évidence les potentielles concentrations de risques.

L'évaluation de la matérialité des risques climatiques a été réalisée sur les principaux risques : crédit, liquidité, marché, opérationnel, de réputation et de contentieux et stratégique, avec des impacts cependant plus marqués sur le risque de crédit et le risque de réputation.

À ce stade des travaux, cette évaluation n'a pas pris en compte d'éléments de probabilité d'occurrence des évènements, et en ce sens, ne peut pas être considérée comme conclusive et définitive. Néanmoins elle fournit un premier cadre d'évaluation.

IMPACT DE FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX SUR LE RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit au sein du groupe Crédit Agricole CIB est lié aux entreprises (i.e. *corporates*) et institutions financières qui constituent le portefeuille clients. Ce risque inclut le risque de défaillance, de migration, ainsi que les risques de concentration sectorielle et individuelle.

1 *En octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.*
2 *Le Network for Greening the Financial System, lancé lors du One Planet Summit de Paris en 2017, est un groupe de banques centrales et de superviseurs ayant comme objectif de partager les meilleures pratiques de place et de contribuer à l'amélioration de la gestion des risques climatiques et environnementaux, et de mobiliser la finance traditionnelle pour soutenir la transition vers une économie durable.*

ANALYSE HISTORIQUE DES EFFETS DES FACTEURS DE RISQUES PHYSIQUES CLIMATIQUES SUR LE RISQUE DE CRÉDIT

Les conséquences des risques physiques tels que définis ci-dessus peuvent à court terme impacter les activités et les actifs physiques financés, pesant ainsi directement sur les pertes encourues en cas de défaut. La probabilité de défaut pourrait ainsi se voir affectée directement ou indirectement par le risque physique.

Dans une démarche d'analyse scientifique du risque, le Groupe Crédit Agricole, et le groupe Crédit Agricole CIB spécifiquement, entreprennent l'évaluation granulaire et détaillée rétrospective de l'historique des alertes pour lesquelles un facteur environnemental a participé à la dégradation du risque de crédit. Les encours associés sont monitorés. Les résultats ne montrent pas d'augmentation significative du volume des alertes entre 2022 et 2025. Cette analyse montre qu'en 2025, les occurrences de facteurs de risques environnementaux dans les alertes de crédit ont fortement augmenté par rapport aux années précédentes en raison de l'impact des facteurs de risques physiques sur les contreparties des secteurs Énergies, tout en restant contenues à l'échelle de Crédit Agricole CIB.

L'analyse rétrospective des évènements de défaut et d'insolvabilité quant à elle ne montre pas à ce stade de corrélation significative entre la probabilité de défaut et les évènements climatiques d'une part, ni entre la probabilité de défaut et les facteurs de risque physique d'autre part. Cette analyse est également en ligne avec les résultats des analyses de la Banque de France. Elle couvre en priorité les catégories de risques pertinentes pour la France et l'international, telles que les inondations, les vagues de sécheresse, les phénomènes de glissement de terrain ainsi que les orages cycloniques aigus. L'impact limité constaté peut être expliqué par le rôle des assureurs et par des politiques nationales d'indemnisation en cas de sinistre lié à des catastrophes naturelles.

En conséquence et au regard de ces résultats à date, le risque physique ne peut être considéré comme significatif dans le cadre de son intégration dans les modèles de probabilité de défaut.

ANALYSE PROSPECTIVE DES EFFETS DES FACTEURS DE RISQUES PHYSIQUES CLIMATIQUES SUR LE RISQUE DE CRÉDIT

La méthode d'analyse choisie a consisté à prendre en compte, quand l'information est accessible, la localisation et la répartition géographique des actifs, des secteurs de l'immobilier commercial et du financement de projets. Par ailleurs, une étude sectorielle dédiée a été menée permettant d'établir une classification des secteurs, selon un degré de vulnérabilité, et d'identifier les poches de vulnérabilité plus localisées. Une analyse géographique par pays a été effectuée en utilisant des données macroéconomiques se basant sur différentes sources externes. Les résultats montrent une sensibilité légèrement accrue aux risques aigus, certaines combinaisons de géographies et secteurs montrent des sensibilités plus prononcées.

ANALYSE PROSPECTIVE DES EFFETS DES FACTEURS DE RISQUE DE TRANSITION SUR LE RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de transition a été évalué dans la continuité des *stress tests* climatiques de 2023, en tenant compte des trois horizons de temps court, moyen et long pour les secteurs les plus émissifs et les plus sensibles aux effets de la transition climatique. Le périmètre géographique de ces premières évaluations a été circonscrit notamment aux activités du groupe Crédit Agricole CIB.

Un *stress test* additionnel sur le portefeuille des grandes entreprises à structure globalisée a permis de compléter l'exercice avec une couverture géographique plus étendue. Afin d'évaluer la matérialité du risque de transition, les cadres de *stress tests* ainsi que le modèle IFRS 9 ont été utilisés pour estimer les impacts sur la perte en cas de défaut (LGD) et la probabilité de défaut (PD). L'angle sectoriel a été complété en appliquant des hypothèses de croissance sectorielle en fonction des différents scénarios. La méthodologie d'analyse a par ailleurs considéré les stratégies mises en place par le groupe Crédit Agricole CIB face aux risques de transition, et ce pour les trois scénarios NGFS.

Sur la base de ces méthodologies, ainsi que des travaux conduits avec le superviseur, une estimation de l'impact sur le coût du risque a conclu un impact global net limité, déjà couvert par les stratégies de provision du groupe Crédit Agricole CIB. Néanmoins, certains secteurs se révèlent plus sensibles aux impacts de la transition, notamment les secteurs des mines et métaux, l'extraction et le transport de pétrole, ainsi que le secteur de l'automobile.

L'ensemble des analyses mentionnées ci-dessus a permis d'évaluer le coût du risque additionnel, engendré par les risques climatiques physique et de transition à travers les différents horizons de temps définis par les scénarios. À ce stade, le risque de transition est celui qui est considéré comme le plus significatif à moyen terme parmi les risques analysés. Celui-ci reste en-dessous des seuils de matérialité financière établis dans le cadre d'une méthodologie Groupe Crédit Agricole et adaptés au niveau du groupe Crédit Agricole CIB.

INTÉGRATION DES RISQUES ESG DANS LE PROCESSUS CRÉDIT

Le cadre méthodologique du Groupe Crédit Agricole, dans lequel s'inscrit le groupe Crédit Agricole CIB, a été conçu pour couvrir toutes les régions où il opère, y compris des pays avec des volumes faibles, afin d'avoir une vision complète des risques. Il prend également en compte tous les secteurs d'activité et s'adapte aux besoins spécifiques des différents clients grâce à des outils adaptés à leur profil de risque.

La classification des risques s'appuie sur les systèmes internes existants et les travaux antérieurs. Elle inclut des évaluations de matérialité, des analyses de concentration et des évaluations spécifiques sectorielles et des pays comme la France et les États-Unis. De plus, elle prend en compte des analyses sur les risques environnementaux, les stratégies *Net Zero* et les politiques sectorielles RSE.

Par ailleurs, pour tous les segments de clientèle, le dispositif de gestion du risque de crédit du Groupe comporte un ensemble d'outils complémentaires, renforçant ainsi sa capacité à évaluer, à piloter et à atténuer les risques climatiques et environnementaux au niveau des contreparties :

- **questionnaires clients :** à la charge de la première ligne de défense, ils servent notamment à la vérification de la conformité aux politiques sectorielles en recueillant des éléments qualitatifs sur les clients (évaluation de leur plan de transition, de leur stratégie de gestion des risques, etc.) ;
- **score de risque environnemental et social :** pour l'ensemble du portefeuille entreprises, selon une méthode interne ou via des scores externes ;
- **revue des transactions et des clients potentiellement à risque :** sous la forme d'analyses effectuées par des experts pour examiner les transactions et les clients classés « à risque » ou « potentiellement à risque ». Cette revue est adossée à une gouvernance dédiée portée par la deuxième ligne de défense ;
- **listes de surveillance :** utilisées pour identifier les contreparties présentant un risque élevé et employées pour un suivi dynamique ;
- **pilotage des portefeuilles :** pour gérer l'ensemble des segments à la maille géo-sectorielle. Ce pilotage regroupe des méthodes de classifications sectorielles et géographiques permettant de renforcer l'approche par les risques, en mettant en évidence les zones géographiques et les secteurs présentant un niveau de risque élevé.

L'objectif de ces méthodes est d'aider la deuxième ligne de défense à anticiper les risques environnementaux potentiels sur les opé-

rations et clients jugés sensibles. Au travers des grilles géo-sectorielles, l'ensemble des géographies et secteurs du portefeuille est ainsi couvert.

IMPACT DE FACTEURS DE RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES SUR LE RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est défini comme le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'évènements extérieurs, y compris, mais sans s'y limiter, le risque juridique, le risque de modèle ou le risque lié aux technologies de l'information et de la communication (TIC), à l'exclusion toutefois du risque stratégique et de réputation.

La gestion de ces risques repose sur sept principales catégories, définies par Bâle II, permettant de mieux identifier, évaluer et gérer les risques opérationnels au sein des différentes entités du Groupe. Ces sept catégories bâloises sont traitées à travers quatre domaines, dans le cadre de l'analyse des canaux de transmission :

- **actifs IT :** sécurité et efficacité des ressources physiques et numériques du Groupe ;
- **clients :** risques liés aux opérations bancaires, au comportement des clients et à la conformité aux marchés ;
- **employés :** recrutement, formation et intégrité pour préserver une culture organisationnelle solide ;
- **fournisseurs :** gestion des risques liés à la chaîne d'approvisionnement et aux partenariats externes, essentiels à la continuité opérationnelle et à la qualité des services.

Ces quatre domaines assurent une approche globale et efficace de la gestion des risques opérationnels.

L'analyse des canaux de transmission a permis d'identifier l'inondation comme le principal facteur de risque climatique lié aux risques opérationnels. Par ailleurs, l'identification des impacts actuels des facteurs de risques environnementaux et sociaux est en place au travers de la collecte des incidents et des alertes. Actuellement identifiés dans les pertes grâce à un mot clé, une nouvelle donnée sera intégrée dans l'outil de déclaration d'incidents de la Banque (OLIMPIA) en 2026.

Bien que pouvant représenter un volume significatif au niveau local ou régional, ces pertes sont, à ce stade, considérées comme peu significatives puisqu'elles représentent sur la période 2015 - S1 2025 entre 0,02 % et 0,86 % du total des pertes liées aux risques opérationnels au niveau du Groupe Crédit Agricole, et ne nécessitent pas à court terme de changement du cadre de gestion des risques opérationnels. Il est à noter que les évènements associés aux risques physiques référencés par les institutions financières dans la base ORX (*Operation Risk data Exchange*) sont majoritairement issus d'évènements d'inondations.

IMPACT DE FACTEURS DE RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES SUR LE RISQUE DE RÉPUTATION ET MATÉRIALITÉ

Le Groupe Crédit Agricole communique depuis plusieurs années sur ses engagements environnementaux et sociétaux auxquels le groupe Crédit Agricole CIB adhère. La nature des activités, la composition du portefeuille d'entreprises et le rayonnement international du Groupe l'exposent aux risques de réputation et de potentiels litiges liés aux thématiques environnementales et sociales.

Afin de gérer ces risques, le Groupe Crédit Agricole déploie un dispositif axé sur :

- la **prévention** de ces risques dans le cadre de son dialogue avec les clients. Les éléments de risques techniques sont analysés et les expositions concomitantes en termes de réputation prises en compte dans l'évaluation. Les clients déjà confrontés à une exposition médiatique ou faisant l'objet de litiges font l'objet d'une analyse spécifique détaillée et, selon leur exposition, d'évolution de la stratégie commerciale ;
- la **gestion** de ces risques : le Groupe Crédit Agricole s'est engagé dans un dialogue ouvert avec les parties prenantes de la société civile, en particulier les organisations non gouvernementales et les associations, et répond aux sollicitations d'explications qui lui sont transmises. En outre, un dispositif de gestion de crise est en place afin, le cas échéant, de gérer et adresser les potentielles mises en cause, dispositif auquel participe le groupe Crédit Agricole CIB.

Ce dispositif est déployé de manière transverse au sein des Directions *sustainable*, juridique, conformité, communication, risques, en lien permanent avec le management afin d'assurer une coordination optimale quant à la gestion des controverses.

Par ailleurs, la BFI a mis en place un dispositif d'analyse du risque de réputation de ses clients depuis une vingtaine d'années.

L'analyse de l'impact des facteurs environnementaux et climatiques sur le risque de réputation a été menée au regard du risque encouru pour l'image et la réputation du Groupe Crédit Agricole dans sa globalité, incluant le groupe Crédit Agricole CIB.

L'impact du risque physique sur la réputation est assez limité ; néanmoins la gestion du risque opérationnel dérivé peut avoir des effets indirects négatifs sur l'image du Groupe Crédit Agricole, y compris du Groupe Crédit Agricole CIB, et la qualité de ses opérations. En revanche le risque de transition et la capacité de la Banque à accompagner ses clients les plus exposés au risque de transition peuvent avoir un effet plus direct sur l'image du Groupe Crédit Agricole CIB.

L'analyse de matérialité a pris en compte une revue détaillée et rétrospective des controverses auxquelles le Groupe Crédit Agricole a fait face sans pour autant avoir subi des poursuites. La plus grande partie de ces controverses est issue d'ONG. Bien que le Groupe Crédit Agricole n'ait jamais fait l'objet de poursuite, l'environnement du risque de réputation C&E évolue avec une sophistication croissante de démarches des ONG ainsi qu'une augmentation de la sensibilité de l'opinion publique aux sujets environnementaux. Ces controverses touchent principalement, et selon les analyses de bases de données extérieures, les secteurs des énergies fossiles, les allégations autour des pratiques de *greenwashing*, ainsi que le non-respect des engagements publics.

Le Groupe Crédit Agricole et le groupe Crédit Agricole CIB considèrent les risques physiques et risques de transition comme une conséquence des risques primaires et sont jugés limités à court terme (à un an). Ils peuvent, sur la base des éléments connus à date et de l'évolution de la réglementation, être considérés de niveau modéré à moyen / long terme (2030 / 2050). Un dispositif d'encadrement et de pilotage est en place.

IMPACT DE FACTEURS DE RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES SUR LE RISQUE DE LIQUIDITÉ ET MATÉRIALITÉ

Le risque de liquidité pour un établissement bancaire peut émaner de la réduction des dépôts de sa clientèle et/ou du blocage des mécanismes de refinancement. La gestion du risque de liquidité est coordonnée pour le Groupe Crédit Agricole par la Direction du pilotage financier Groupe, au sein de la Direction finance de Crédit Agricole S.A. Le pilotage du risque de liquidité s'appuie également sur des indicateurs de pilotage produits par les entités du Groupe et consolidés. Il est piloté en outre à travers des *stress tests* réguliers, sur deux horizons de temps, l'un à court terme (moins de trois mois) et l'autre à moyen terme (à trois ans). La Direction des risques Groupe assure un second regard sur la gestion du risque de liquidité au travers des normes, indicateurs, limites, et participe aux instances de gouvernance de la liquidité. Des éléments sur le risque de liquidité sont présentés dans la section 3.3.1 « Stratégie et processus de gestion du risque de liquidité » du chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du présent Document d'enregistrement universel. Sur le volet risques physiques, en réponse à une catastrophe naturelle, les entreprises peuvent être amenées à utiliser une partie de leurs réserves et crédits pour couvrir leurs besoins ou pertes immédiats,

entraînant alors une réduction des dépôts à vue et à terme hors fonds de roulement et une augmentation potentielle des demandes de crédit. La couverture d'assurance peut également atténuer les pertes, et la nature locale des catastrophes naturelles limite leur impact sur une banque globale comme le Groupe Crédit Agricole. Pour se prémunir de ces risques, le Groupe assure une veille des évènements climatiques majeurs et réalise des études ad hoc sur base de ces évènements. Ainsi, un certain nombre d'analyses ont été réalisées (tempête Alex en région PACA, inondations dans les bassins de l'Aa, de la Liane et de la Canche, etc.), démontrant à ce stade l'absence d'impact de tels évènements au niveau local, et à plus forte raison au niveau du Groupe.

Les risques de transition affectent le risque de liquidité de plusieurs manières. Premièrement, ils peuvent réduire la valeur des réserves de liquidité dans les banques centrales si la structure de valorisation des collatéraux venait à évoluer. Pour le Groupe Crédit Agricole et le groupe Crédit Agricole CIB, ce risque est considéré comme faible, car ces dépôts sont peu sensibles aux risques climatiques et sont protégés par des stratégies efficaces de gestion des risques. Deuxièmement, la réputation du groupe Crédit Agricole CIB pourrait être affectée s'il ne respectait pas ses engagements climatiques et environnementaux, ce qui pourrait détériorer la confiance des clients et investisseurs institutionnels. Des *stress tests* ont été réalisés au premier trimestre 2025 sur base de scenarios mêlant ces composantes sur plusieurs horizons de temps. Il est ressorti de ces exercices que le Groupe Crédit Agricole et le groupe Crédit Agricole CIB peuvent absorber les conséquences de ces évènements adverses sans mise en danger de ses équilibres de liquidité.

Les risques C&E ont un impact limité sur la liquidité du groupe Crédit Agricole CIB, tous horizons de temps confondus. Les potentiels impacts sont identifiés et suivis par le groupe Crédit Agricole CIB qui a déjà en place un cadre robuste de gestion du risque de liquidité dans son ensemble. Celui-ci devra tout de même être complété, notamment en intégrant des facteurs C&E dans la revue des paramètres du stress idiosyncratique.

IMPACT DE FACTEURS DE RISQUES ENVIRONNEMENTAUX SUR LES POSITIONS DE MARCHÉ ET MATÉRIALITÉ

Sur la base de l'analyse du NGFS et à l'instar des exercices de stress climatiques réglementaires proposés dans le passé par l'ACPR et la BCE, il apparaît que les facteurs de risque C&E les plus significatifs pour les positions de marché émanent des risques de transition. En effet, ces derniers sont plus susceptibles de générer des impacts systémiques, et donc de générer des impacts sur des positions de marché qui concernent plutôt les grandes entreprises.

Ces facteurs de risque de transition peuvent être liés à la pénalisation par les pouvoirs publics des activités contribuant aux risques climatiques, par des émissions de gaz à effet de serre. Cela peut concerner par exemple la mise en place d'une fiscalité et de subventions environnementales et climatiques, d'exigences réglementaires, de politiques contraignantes de l'énergie et des transports (par exemple, réduction des émissions de CO_2), d'interdiction de certains matériaux/produits chimiques nocifs pour l'environnement, etc.

Il se peut également que les entreprises rencontrent des difficultés à adapter leurs modèles économiques aux nouveaux paradigmes : changements de comportement des investisseurs, changements de comportement des consommateurs, fournisseurs ou employés, évolutions technologiques.

Ces facteurs climatiques s'appliquent à toutes les expositions reliées au crédit et aux marchés actions, et plus particulièrement celles des secteurs les plus intensifs en carbone. Ces expositions et leur sensibilité ont été cartographiées selon la nomenclature statistique européenne des activités économiques NACE (Nomenclature des activités économiques).

Les taux d'intérêt et d'inflation peuvent également être reliés aux facteurs de risque climatique et environnemental.

Pour évaluer la matérialité des risques climatiques, les pondérations de risque calibrées selon un scénario de transition désordonnée sont appliquées aux sensibilités des expositions. Ce scénario a été conçu en cohérence avec les projections du NGFS, en particulier sur les prix du carbone et les émissions de CO_2. Les pondérations pénalisent les secteurs sensibles aux risques C&E.

Une simulation a été réalisée sur le portefeuille de négociation de Crédit Agricole CIB et a montré la faible matérialité des risques C&E sur les positions de marché crédit et actions.

Des éléments sur la matérialité financière et la résilience du modèle sont présentés dans la section 2.2.4. « Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique » du présent chapitre.

1.4.1.3. DESCRIPTION DES PROCESSUS D'IDENTIFICATION ET D'ÉVALUATION DES IRO MATÉRIELS LIÉS AUX AUTRES THÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES [E2 ESRS 2 IRO-1] [E3 ESRS 2 IRO-1] [E4 ESRS 2 IRO-1]

◆ Contexte et résultats

Le groupe Crédit Agricole CIB en tant que filiale du Groupe Crédit Agricole contribue au soutien de l'économie, de l'entrepreneuriat et de l'innovation en France et à l'international et se mobilise naturellement pour ses territoires. Il s'engage délibérément sur les terrains sociétaux et environnementaux, en accompagnant le progrès et les transformations au service des grandes entreprises internationales notamment. Le groupe Crédit Agricole CIB travaille avec ses clients pour promouvoir des pratiques responsables et les accompagner dans leurs transitions écologiques en leur proposant des solutions adaptées, tout en respectant le cadre réglementaire et ses engagements en matière de développement durable, mais ne contrôle pas leurs activités.

Des travaux d'analyse ont été menés conformément à l'ESRS 1, en combinant approches *top-down* et *bottom-up* pour évaluer les impacts, risques et opportunités (IRO) du Groupe sur la nature. Ces travaux ont été menés de manière conjointe par diverses fonctions au sein du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole CIB dont les experts durabilité, la ligne métier Risques, etc.

Dans une démarche conjointe avec le Groupe Crédit Agricole des travaux approfondis ont été menés sur l'ensemble des normes environnementales liées à la nature : ESRS E2 (Pollution), qui couvre les impacts des substances polluantes sur l'air, l'eau et les sols ; ESRS E3 (Ressources aquatiques et marines), qui traite de la gestion durable des ressources en eau douce et des écosystèmes marins ; ESRS E4 (Biodiversité et écosystèmes), qui aborde la préservation des espèces et des habitats naturels ; et ESRS E5 (Utilisation des ressources et économie circulaire), qui concerne l'optimisation de l'usage des ressources et la réduction des déchets. Ces quatre normes, bien que distinctes dans leurs objectifs spécifiques, présentent de nombreuses interconnexions et interdépendances, justifiant parfois une approche intégrée de leur analyse.

L'analyse de matérialité des thématiques Nature est déclarée non conclusive pour les activités du groupe Crédit Agricole CIB.

◆ Absence de méthodologie sectorielle de Place sur la matérialité permettant mesure et comparabilité

Dans le cadre de l'analyse des normes ESRS, le groupe Crédit Agricole CIB constate que les thématiques Pollution (E2), Eau (E3) et Utilisation des ressources et économie circulaire (E5) disposent d'indicateurs et de métriques relativement bien établis. Toutefois, il n'existe pas encore de méthode de place permettant d'interpréter ces métriques à l'échelle des portefeuilles de financement et d'investissement, ce qui limite leur exploitation opérationnelle. Pour la thématique Biodiversité et écosystèmes (E4), le défi est double : les

indicateurs disponibles sont encore en cours de développement et les méthodologies d'évaluation restent à construire.

Les ESRS liés à la Pollution (E2), l'Eau (E3) et à l'Utilisation des ressources et économie circulaire (E5) s'appuient sur des indicateurs techniques relativement établis (ex. : volumes prélevés, émissions de polluants, taux de recyclage). En revanche, l'absence de seuils de performance, de trajectoires sectorielles partagées et de référentiels opérationnels empêche de traduire ces métriques en jugements prospectifs. Sans points de comparaison normalisés ni niveaux cibles sectoriels, il est impossible de déterminer si un indicateur signale un risque élevé, une performance satisfaisante ou une marge d'amélioration prioritaire au sein d'un portefeuille de financement ou d'investissement.

L'ESRS Biodiversité et écosystèmes (E4) présente des difficultés quant à la définition et l'utilisation d'indicateurs ainsi qu'un manque de méthodes d'évaluation robustes et standardisées. La complexité intrinsèque du capital naturel - issu de la diversité des espèces, des écosystèmes et des processus écologiques - rend particulièrement difficile toute approche d'évaluation unique comme c'est le cas pour le climat avec la tonne d'équivalent CO_2. Ainsi, l'absence de méthodologies communes pour la standardisation de ces indicateurs et des trajectoires de référence associées empêche, à ce jour, toute évaluation comparative fiable, toute projection d'impacts et toute définition de stratégies de transition fondées sur des cibles mesurables. Des travaux exploratoires ont permis la production de certains indicateurs internes. Cependant, les chiffres obtenus restent difficilement interprétables en l'absence de seuils et de trajectoires définis.

Ces multiples défis expliquent la difficulté du secteur financier à évaluer de façon homogène la matérialité des enjeux liés à la nature. Néanmoins, la perspective d'y parvenir demeure, grâce aux efforts continus, aux initiatives internationales et à la collaboration entre les scientifiques, institutions financières et régulateurs pour forger les outils de demain.

◆ Travaux et actions en place

Bien que le Groupe Crédit Agricole et le groupe Crédit Agricole CIB estiment ne pas être en situation de conclure sur la matérialité des thématiques / DIRO[1] Nature au regard de la faible maturité des méthodes reconnues, Crédit Agricole CIB s'inscrit dans la démarche du Groupe visant à promouvoir la Nature et sensibilise ses collaborateurs à cette question.

Afin de pouvoir disposer de méthodes permettant de mesurer les impacts, risques et opportunités liés à la Nature, Crédit Agricole CIB a contribué aux nombreux travaux exploratoires menés par le Groupe Crédit Agricole tels que :

- en 2025, Crédit Agricole CIB a continué de renforcer son dispositif d'analyse des risques biodiversité. La Banque a développé de nouveaux modèles d'évaluation des risques de biodiversité pour ses contreparties et, pour les secteurs perçus comme les plus matériels, un cadre d'analyse de leurs stratégies de gestion des risques biodiversité. Des analyses de risques ont été intégrées dans les revues de portefeuilles sectorielles et pays, avec le développement d'une méthodologie d'évaluation des risques par pays. Crédit Agricole CIB a également contribué aux travaux des Principes Équateur et de l'UNEP-FI pour la publication du rapport : « *Nature-based risk assessment: Integrating project-related finance* » dans le cadre du groupe de travail Biodiversité des Principes Équateur ;
- en 2024, l'étude des impacts et dépendances du portefeuille de financement du Groupe Crédit Agricole avec différentes catégories de facteurs liés à la nature (incluant une méthodologie de *scoring*) ;
- en 2023-2024, une cartographie des impacts et dépendances potentiels sur la nature et la biodiversité, réalisation de pilotes suivant les recommandations de la *Taskforce on Nature-Related Financial Disclosures* (TNFD) ;
- depuis 2022, Crédit Agricole CIB a mis en place deux indicateurs de risques liés à la biodiversité évaluant la dépendance et l'impact des clients entreprises. Les métriques ont été définies à une maille secteur-pays (produit d'une composante géographique commune aux deux indices et d'une composante sectorielle spécifique). Cette notation contribue à l'appréciation du risque ESG global lors de l'octroi de crédit et des revues annuelles des contreparties. Ce dispositif est encore en cours d'évolution avec de nouveaux modèles qui doivent être intégrés prochainement. Le dispositif actuel n'est pas prédictif, n'a pas été testé sur des données historiques, et n'est pas assez mature pour d'autres usages risques. Les résultats actuels indiquent néanmoins que le portefeuille étudié présente majoritairement des niveaux de risque faibles, suggérant une dépendance limitée.

Ces travaux ont mis en évidence d'importantes limites et ont par ailleurs illustré le manque caractérisé de données granulaires. Ils s'inscrivent dans la participation de Crédit Agricole S.A. et de ses entités dont Crédit Agricole CIB à plusieurs coalitions nationales et internationales.

Depuis plusieurs années, les enjeux de préservation de la biodiversité ont été intégrés dans les politiques sectorielles qui font explicitement référence à la Norme de Performance 6 de l'*International Finance Corporation* et aux Principes Équateur. Des critères d'exclusion sont également intégrés à ces politiques en ce qui concerne les financements de projets ou d'activités au sein de zones protégées (Patrimoine Mondial Unesco, sites Ramsar, etc.).

Dans le cadre des travaux de supervision, en lien avec le guide BCE sur les risques climatiques et environnementaux, le groupe Crédit Agricole CIB a mené une nouvelle analyse de vulnérabilité, renforçant l'identification des périmètres significativement exposés aux risques environnementaux hors climat au sein de son portefeuille de crédit. Les résultats de cette analyse démontrent une vulnérabilité faible à moyenne du portefeuille dans son ensemble.

◆ Le Groupe Crédit Agricole agit en faveur du capital naturel et de la biodiversité

Le fait que le Groupe (incluant Crédit Agricole CIB) considère ne pas être en mesure de conclure définitivement à ce stade sur la matérialité des thématiques nature pour les raisons développées ci-dessus ne remet pas en cause sa volonté affirmée d'agir en faveur du capital naturel et de la biodiversité.

En particulier, Crédit Agricole S.A. a publié une déclaration sur la biodiversité et le capital naturel, en septembre 2023 couvrant de nombreuses activités du Groupe, notamment les activités de financement de Crédit Agricole CIB . Conscient des pressions majeures exercées par les activités humaines sur les écosystèmes (pollution, surexploitation, changement d'usage des terres, espèces invasives, etc.), Crédit Agricole S.A. a défini cinq axes d'action : évaluer les impacts et risques liés à la perte de nature, intégrer des critères environnementaux dans ses politiques sectorielles, mobiliser des ressources financières pour des activités bénéfiques à la nature, soutenir des initiatives collectives, et réduire son empreinte directe. Elle agit notamment à travers des fonds thématiques (économie circulaire, économie bleue, fonds objectif biodiversité), des critères d'exclusion de financement de projets dans les zones protégées (sites du patrimoine mondial Unesco et sites Ramsar), des certifications environnementales pour ses actifs immobiliers ou encore des engagements spécifiques comme la décision de ne pas financer les projets d'exploitation minière en eaux profondes.

Ces actions, même si elles restent moins matures que celles développées sur les autres enjeux ESG matériels et représentant une part limitée de l'offre commerciale et des résultats financiers du Groupe, témoignent néanmoins d'une volonté d'agir progressivement sur ces enjeux.

1 *Dépendances, impacts, risques et opportunités.*

Crédit Agricole S.A. participe notamment aux coalitions suivantes :

- en 2023, Crédit Agricole S.A. était co-président du « *Nature Target Setting Working Group* » des *Principles for Responsible Banking* (PRB Nature) porté par l'*United Nations Environment Programme Finance Initiative* (UNEP FI) afin de développer un premier guide des objectifs recommandés pour les banques, aligné sur l'accord de Kunming-Montréal (*Global biodiversity framework*) ;
- depuis 2022, Crédit Agricole S.A. est devenu membre du forum de la TNFD et fait aussi partie du Groupe de Consultation de la France avec l'Entreprise pour l'Environnement et l'Institut de la Finance Durable afin de mieux identifier, évaluer, gérer et reporter sur les risques et opportunités liés à la nature.

Le groupe Crédit Agricole CIB contribue pleinement aux actions menées et aux engagements pris par le Groupe.

Crédit Agricole S.A. entend poursuivre ses travaux avec des coalitions nationales et internationales pour mieux appréhender les impacts négatifs et risques de la dégradation de la nature, ainsi que pour mieux comprendre les impacts positifs et opportunités pour contribuer à sa préservation, conservation et restauration. Crédit Agricole CIB s'intègre dans cette démarche permettant d'enrichir ses travaux à son niveau.

◆ Prise en compte de l'avis des parties prenantes

Le groupe Crédit Agricole CIB continue à suivre de façon rapprochée l'avis des parties prenantes (agences de notation, investisseurs et analystes, société civile, etc) à travers différentes canaux (rencontres, questionnaires, baromètres) et fait le constat global que les thématiques nature ne sont pas encore exprimées de manière significative et aussi prioritaires que celles relatives au climat notamment, illustrant une approche progressive d'un sujet particulièrement complexe à appréhender.

◆ Conclusion

Dans ce contexte, Le groupe Crédit Agricole CIB considère ne pas être encore en mesure de conclure définitivement sur l'analyse de double matérialité des thématiques liées à la nature au titre de l'exercice 2025. Ainsi, en l'absence de matérialité démontrée à ce jour, l'ensemble des ESRS E-2, E-3, E-4 et E-5 et les actions liées à ces derniers, ne seront pas mentionnés dans ce rapport de durabilité.

Le Groupe poursuit ses travaux, auxquels Crédit Agricole CIB contribue, avec pour objectif d'aboutir à une méthodologie suffisamment robuste et mesurable permettant notamment de déterminer sur quels aspects de l'activité de ses contreparties (et quelle part de cette activité) les thématiques pourraient être considérées comme matérielles ou non matérielles.

1.4.1.4. DESCRIPTION DES PROCESSUS D'IDENTIFICATION ET D'ÉVALUATION DES IRO MATÉRIELS EN MATIÈRE DE CONDUITE DES AFFAIRES [G1 ESRS 2 IRO-1]

Dans le cadre de la méthodologie de double matérialité du Groupe Crédit Agricole, la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A. a défini les impacts, risques et opportunités (IRO), à partir du corpus normatif existant, des cartographies des risques de non-conformité et des indicateurs quantitatifs disponibles. La Direction de la conformité de Crédit Agricole CIB s'est appuyée sur le référentiel Groupe en suivant la même approche, et a procédé à la cotation des IRO identifiés au regard de son modèle d'affaires et de sa chaîne de valeur.

Les IRO relatifs à la conduite des affaires sont regroupés autour de six thématiques matérielles : (i) la promotion d'une culture éthique, (ii) la lutte contre la corruption, (iii) la prévention des conflits d'intérêts, (iv) la lutte contre la délinquance financière, (v) la protection de la clientèle et (vi) les achats responsables.

Les cotations des IRO ont été validées par la Direction de la conformité et les instances de gouvernance de Crédit Agricole CIB, et communiquées à la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A.

Concernant les thématiques liées aux Achats, les IRO ont été identifiés à l'aide de la cartographie des risques de l'Afnor, basée sur les normes ISO 31000 Management des risques, ISO 20400 Achats responsables et ISO 26000 Responsabilité sociétale, et de l'outil de pilotage interne des risques opérationnels, en étroite collaboration avec les parties prenantes internes.

1.4.2. Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par la déclaration relative à la durabilité de l'entreprise [ESRS 2 IRO-2]

▶ **Couverture des exigences de publication (DR)**

Liste des DR	Matérialité	Référence au sein du rapport de durabilité
ESRS 2 BP-1	Obligatoire	1.1.1. Base générale de préparation des déclarations relatives à la durabilité
ESRS 2 BP-2	Obligatoire	1.1.2. Publication d'informations relatives à des circonstances particulières
ESRS 2 GOV-1	Obligatoire	1.2.1. Conseil d'administration 1.2.2. Gouvernance exécutive
ESRS 2 GOV-2	Obligatoire	1.2.3. Le rôle des instances de gouvernance dans la surveillance des impacts, risques et opportunités (IRO)
ESRS 2 GOV-3	Obligatoire	1.2.4. Intégration de critères de durabilité dans la rémunération
ESRS 2 GOV-4	Obligatoire	1.2.5. Déclaration sur la vigilance raisonnable
ESRS 2 GOV-5	Obligatoire	1.2.6. Dispositif de gestion des risques et de contrôle interne de l'information en matière de durabilité
ESRS 2 SBM-1	Obligatoire	1.3.1. Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur
ESRS 2 SBM-2	Obligatoire	1.3.2. Intérêts et points de vue des parties prenantes
ESRS 2 SBM-3	Obligatoire	1.3.3. Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique
ESRS 2 IRO-1	Obligatoire	1.4.1. Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels
ESRS 2 IRO-2	Obligatoire	1.4.2. Exigences de publication au titre des ESRS couvertes par la déclaration relative à la durabilité de l'entreprise
E1 ESRS 2 GOV-3	Matériel	1.2.4. Intégration de critères de durabilité dans la rémunération
E1-1	Matériel	2.2.1 Contribution au plan de transition pour l'atténuation du changement climatique

Liste des DR	Matérialité	Référence au sein du rapport de durabilité
E1 ESRS 2 IRO-1	Matériel	1.4.1.2. Description des processus d'identification et d'évaluation des iRO matériels liés au changement climatique
E1-2	Matériel	2.2.2. Politiques en matière de changement climatique 2.2.3. Adaptation au changement climatique
E1-3	Matériel	2.3. Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique
E1-4	Matériel	2.4.1. Cibles liées à l'atténuation du changement climatique
E1-5	Matériel	2.4.2. Consommation d'énergie et mix énergétique
E1-6	Matériel	2.4.3. Émissions brutes de GES des *scope* 1, 2, 3 et émissions totales de GES
E1-7	Matériel	2.4.4. Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone
E1-8	Matériel	2.4.5. Tarification interne du carbone
E1-9	Matériel	Non applicable
ESRS E2	Non conclusif	Non applicable
E2 ESRS 2 IRO-1	Obligatoire	1.4.1.3. Description des processus d'identification et d'évaluation des iRO matériels liés aux autres thématiques environnementales
ESRS E3	Non conclusif	Non applicable
E3 ESRS 2 IRO-1	Obligatoire	1.4.1.3. Description des processus d'identification et d'évaluation des iRO matériels liés aux autres thématiques environnementales
ESRS E4	Non conclusif	Non applicable
E4 ESRS 2 IRO-1	Obligatoire	1.4.1.3. Description des processus d'identification et d'évaluation des iRO matériels liés aux autres thématiques environnementales
S1 ESRS 2 SBM-2	Obligatoire	1.3.2. Intérêts et points de vue des parties prenantes
S1 ESRS 2 SBM-3	Obligatoire	3.1.1.3. Pilotage et gouvernance des impacts, risques et opportunités au sein de la fonction Ressources humaines
S1-1	Obligatoire	3.1.1. Stratégie 3.1.2. Politiques, plans d'actions et ressources mobilisées dans le cadre de la stratégie Ressources humaines
S1-2	Obligatoire	3.1.2.2. Dialogue social
S1-3	Obligatoire	3.1.2.4. Environnement de travail
S1-4	Obligatoire	3.1.2. Politiques, plans d'actions et ressources mobilisées dans le cadre de la stratégie Ressources humaines
S1-5	Obligatoire	3.1.2. Politiques, plans d'actions et ressources mobilisées dans le cadre de la stratégie Ressources humaines
S1-6	Obligatoire	3.1.1.4. Les effectifs du groupe Crédit Agricole CIB
S1-7	Non matériel	Non applicable
S1-8	Obligatoire	3.1.2.2. Dialogue social
S1-9	Obligatoire	3.1.2.3. Diversités
S1-10	Obligatoire	3.1.2.5. Performance et rémunérations 3.1.3.3. Salaires décents
S1-11	Obligatoire	3.1.2.4. Environnement de travail, sous-section : protection sociale et autres avantages sociaux
S1-12	Obligatoire	3.1.2.3. Diversités, sous-section Handicap
S1-13	Obligatoire	3.1.2.1. Développement du capital humain, sous-section : formation
S1-14	Obligatoire	3.1.2.4. Environnement de travail, sous-section : sécurité et sûreté au travail
S1-15	Obligatoire	3.1.2.4. Environnement de travail, sous-section : équilibre vie professionnelle et vie personnelle
S1-16	Obligatoire	3.1.2.5. Performance et rémunérations 3.1.3.6. Indicateurs de rémunération
S1-17	Obligatoire	3.1.3.7. Cas, plaintes et impacts graves en matière de Droits de l'Homme
ESRS S2	Non matériel	Non applicable
ESRS S3	Non matériel	Non applicable
S4 ESRS 2 SBM-2	Matériel	1.3.2. Intérêts et points de vue des parties prenantes
S4 ESRS 2 SBM-3	Matériel	3.2.1.1. Stratégie, intérêts, et points de vue des clients
S4-1	Matériel	3.2.2.1. Cybersécurité et lutte contre la cybercriminalité 3.2.2.2. Protection de la clientèle 3.2.2.3. Protection des données personnelles
S4-2	Matériel	3.2.2.1. Cybersécurité et lutte contre la cybercriminalité 3.2.2.2. Protection de la clientèle 3.2.2.3. Protection des données personnelles
S4-3	Matériel	3.2.2.1. Cybersécurité et lutte contre la cybercriminalité 3.2.2.2. Protection de la clientèle 3.2.2.3. Protection des données personnelles
S4-4	Matériel	3.2.2.1. Cybersécurité et lutte contre la cybercriminalité 3.2.2.2. Protection de la clientèle 3.2.2.3. Protection des données personnelles

Liste des DR	Matérialité	Référence au sein du rapport de durabilité
S4-5	Matériel	3.2.2.1. Cybersécurité et lutte contre la cybercriminalité 3.2.2.2. Protection de la clientèle 3.2.2.3. Protection des données personnelles
G1 ESRS 2 GOV-1	Matériel	1.2.1.3. Rôle du Conseil d'administration dans la conduite des affaires 1.2.2.3. Rôle de la gouvernance exécutive dans la conduite des affaires
G1 ESRS 2 IRO-1	Matériel	1.4.1.4. Description des processus d'identification et d'évaluation des iRO matériels en matière de conduite des affaires
G1-1	Matériel	4.1. Assurer le respect des obligations réglementaires et professionnelles 4.1.2.1. Promotion d'une culture éthique 4.2. Relation fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement
G1-2	Matériel	4.2. Relation fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement 4.2.4.1. Gestion de la relation avec les fournisseurs
G1-3	Matériel	4.1.2.1. Promotion d'une culture éthique 4.1.2.3. Lutte contre la corruption
G1-4	Matériel	4.1.2.3. Lutte contre la corruption
G1-5	Non applicable	Non applicable
G1-6	Matériel	4.2.4.2. Pratiques en matière de paiement

▶ **Points de données exigés par d'autres législations européennes**

Exigence de publication et point de donnée relatif	Référence SFDR	Référence pilier 3	Référence règlement sur les indices de référence	Référence loi européenne sur le climat	Référence au sein du rapport de durabilité
ESRS 2 GOV-1 Mixité au sein des organes de gouvernance Paragraphe 21 d)	Indicateur n° 1 3, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission (5) ;		1.2.3.4. Indicateurs liés au Conseil d'administration et aux organes de direction
ESRS 2 GOV-1 Pourcentage d'administrateurs indépendants Paragraphe 21 e)			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		1.2.3.4. Indicateurs liés au Conseil d'administration et aux organes de direction
ESRS 2 GOV-4 Déclaration sur la vigilance raisonnable Paragraphe 30	Indicateur n° 10, tableau 3, annexe I				1.2.5. Déclaration sur la vigilance raisonnable
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées aux combustibles fossiles Paragraphe 40 d) i)	Indicateur n° 4, tableau 1, annexe I	Article 449 bis du règlement (UE) n° 575/2013 ; Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission (6) tableau 1 : informations qualitatives sur le risque environnemental et tableau 2 : informations qualitatives sur le risque social	Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		1.3.1. Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à la fabrication de produits chimiques Paragraphe 40 d) ii)	Indicateur n° 9, tableau 2, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		1.3.1. Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à des armes controversées Paragraphe 40 d) iii)	Indicateur n° 14, tableau 1, annexe I		Article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020/1818 (7), annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816		1.3.1. Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à la culture et à la production de tabac Paragraphe 40 d) iv)			Règlement délégué (UE) 2020 /1 818, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020 /1 816, annexe II.		1.3.1. Stratégie, modèle économique et chaîne de valeur
ESRS E1-1 Plan de transition pour atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 Paragraphe 14				Article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1119	2.2.1. Contribution au plan de transition pour l'atténuation du changement climatique
ESRS E1-1 Entreprises exclues des indices de référence « accord de Paris » Paragraphe 16 g)		Article 449 bis Règlement (UE) n° 575 / 2013, règlement d'exécution (UE) 20 22 / 2453 de la Commission, modèle 1 : portefeuille bancaire - Risque de transition lié au changement climatique : qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle	Article 12, paragraphe 1, points d) à g), et article 12, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2020 /1 818		2.2.1. Contribution au plan de transition pour l'atténuation du changement climatique

Exigence de publication et point de donnée relatif	Référence SFDR	Référence pilier 3	Référence règlement sur les indices de référence	Référence loi européenne sur le climat	Référence au sein du rapport de durabilité
ESRS E1-4 Objectifs de réduction des émissions de GES Paragraphe 34	Indicateur n° 4, tableau 2, annexe I	Article 449 bis Règlement (UE) n° 575 / 201 3, règlement d'exécution (UE) 2022 / 2453 de la Commission, modèle 3 : portefeuille bancaire - risque de transition lié au changement climatique : métriques d'alignement	Article 6 du règlement délégué (UE) 20 20 /1 818		2.4.1. Cibles liées à l'atténuation du changement climatique
ESRS E1-5 Consommation d'énergie produite à partir de combustibles fossiles ventilée par source d'énergie (uniquement les secteurs ayant une forte incidence sur le climat) Paragraphe 38	Indicateur n° 5, tableau 1, et indicateur n° 5, tableau 2, annexe I				N/A
ESRS E1-5 Consommation d'énergie et mix énergétique Paragraphe 37	Indicateur n° 5, tableau 1, annexe I				2.4.2. Consommation d'énergie et mix énergétique
ESRS E1-5 Intensité énergétique des activités dans les secteurs à fort impact climatique Paragraphes 40 à 43	Indicateur n° 6, tableau 1, annexe I				2.4.3. Émissions brutes de GES des scope 1, 2, 3 et émissions totales de GES
ESRS E1-6 Émissions de GES brutes de périmètres 1, 2 ou 3 et émissions totales de GES Paragraphe 44	Indicateurs n°1 et n° 2, tableau 1, annexe I	Article 449 bis du règlement (UE) n° 575 / 2013, règlement d'exécution (UE) 2022/ 24 53 de la Commission, modèle 1 : portefeuille bancaire - risque de transition lié au changement climatique : qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et échéance résiduelle	Article 5, paragraphe 1, article 6 et article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020 /1 818		2.4.3 Émissions brutes de GES des scope 1, 2, 3 et émissions totales de GES
ESRS E1-6 Intensité des émissions de GES brutes Paragraphes 53 à 55	Indicateur n° 3, tableau 1, annexe I	Article 449 bis du règlement (UE) n° 575 / 2013, règlement d'exécution (UE) 2022 / 2453 de la Commission, modèle 3 : portefeuille bancaire - risque de transition lié au changement climatique : métriques d'alignement	Article 8, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020 /1 818		2.4.3 Émissions brutes de GES des scope 1, 2, 3 et émissions totales de GES
ESRS E1-7 Absorption de GES et crédits carbone Paragraphe 56				Article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/1119	2.4.4. Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone
ESRS E1-9 Exposition du portefeuille de l'indice de référence à des risques physiques liés au climat Paragraphe 66			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /1 818, annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /1 816		Phase-in
ESRS E1-9 Désagrégation des montants monétaires par risque physique aigu et chronique Paragraphe 66 a) ESRS E1-9 Emplacement des actifs importants exposés à un risque physique significatif Paragraphe 66 c)		Article 449 bis du règlement (UE) n° 575 / 2013, règlement d'exécution (UE) 2022 / 2453 de la Commission, paragraphes 46 et 47, modèle 5 : portefeuille bancaire - risque physique lié au changement climatique : expositions soumises à un risque physique.			Phase-in
ESRS E1-9 Ventilation de la valeur comptable des actifs immobiliers de l'entreprise par classe d'efficacité énergétique Paragraphe 67 c)		Article 449 bis du règlement (UE) n° 575 / 2013, règlement d'exécution (UE) 2022 / 2453 de la Commission, paragraphe 34, modèle 2 : portefeuille bancaire - risque de transition lié au changement climatique : prêts garantis par des biens immobiliers - efficacité énergétique des sûretés			Phase-in
ESRS E1-9 Degré d'exposition du portefeuille aux opportunités liées au climat Paragraphe 69			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1818 de la Commission		Phase-in

Exigence de publication et point de donnée relatif	Référence SFDR	Référence pilier 3	Référence règlement sur les indices de référence	Référence loi européenne sur le climat	Référence au sein du rapport de durabilité
ESRS E2-4 Quantité de chaque polluant énuméré dans l'annexe II du règlement E-PRTR (registre européen des rejets et des transferts de polluants) rejeté dans l'air, l'eau et le sol Paragraphe 28	Indicateur n° 8, tableau 1, annexe I ; indicateur n° 2, tableau 2, annexe I ; indicateur n° 1, tableau 2, annexe I ; indicateur n° 3, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E3-1 Ressources aquatiques et marines Paragraphe 9	Indicateur n° 7, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E3-1 Politique en la matière Paragraphe 13	Indicateur n° 8, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E3-1 Pratiques durables en ce qui concerne les océans et les mers Paragraphe 14	Indicateur n° 12, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E3-4 Pourcentage total d'eau recyclée et réutilisée Paragraphe 28 c)	Indicateur n° 6.2, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E3-4 Consommation d'eau totale en m^3 par rapport au chiffre d'affaires généré par les activités propres Paragraphe 29	Indicateur n° 6.1, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS 2 IRO 1 - E4 - 16 a) i)	Indicateur n° 7, tableau 1, annexe I				Non conclusif
ESRS 2 IRO 1 - E4 - 16 b)	Indicateur n° 10, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS 2 IRO 1 - E4 - 16 c)	Indicateur n° 14, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E4-2 Pratiques ou politiques foncières /agricoles durables Paragraphe 24 b)	Indicateur n° 11, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E4-2 Pratiques ou politiques durables en ce qui concerne les océans/ mers Paragraphe 24 c)	Indicateur n° 12, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E4-2 Politiques de lutte contre la déforestation Paragraphe 24 d)	Indicateur n° 15, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E5-5 Déchets non recyclés Paragraphe 37 d)	Indicateur n° 13, tableau 2, annexe I				Non conclusif
ESRS E5-5 Déchets dangereux et déchets radioactifs Paragraphe 39	Indicateur n° 9, tableau 1, annexe I				Non conclusif
ESRS 2- SBM3 - S1 Risque de travail forcé Paragraphe 14 f)	Indicateur n° 13, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS 2 SBM3 - S1 Risque d'exploitation d'enfants par le travail Paragraphe 14 g)	Indicateur n° 12, tableau 3, annexe I				3.1.1.1. Le projet humain, un levier majeur

Exigence de publication et point de donnée relatif	Référence SFDR	Référence pilier 3	Référence règlement sur les indices de référence	Référence loi européenne sur le climat	Référence au sein du rapport de durabilité
ESRS S1-1 Engagements à mener une politique en matière des Droits de l'Homme Paragraphe 20	Indicateur n° 9, tableau 3, et indicateur n°11, tableau 1, annexe I				3.1.1.1. Le projet humain, un levier majeur 3.1.2.2. Dialogue social
ESRS S1-1 Politiques de diligence raisonnable sur les questions visées par les conventions fondamentales 1 à 8 de l'Organisation internationale du travail Paragraphe 21			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		3.1.1.1. Le projet humain, un levier majeur 3.1.2.1. Développement du capital Humain 3.1.2.2. Dialogue social 3.1.2.3. Diversités 3.1.2.4. Environnement de travail
ESRS S1-1 Processus et mesures de prévention de la traite des êtres humains Paragraphe 22	Indicateur n° 11, tableau 3, annexe I				3.1.1.1. Le projet humain, un levier majeur
ESRS S1-1 Politique de prévention ou système de gestion des accidents du travail Paragraphe 23	Indicateur n° 1, tableau 3, annexe I				3.1.2.2. Dialogue social 3.1.2.4. Environnement de travail
ESRS S1-3 Mécanismes de traitement des différends ou des plaintes Paragraphe 32 c)	Indicateur n° 5, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS S1-14 Nombre de décès et nombre et taux d'accidents liés au travail Paragraphe 88 b) et c)	Indicateur n° 2, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020/1816 de la Commission		3.1.3.5. Indicateurs de santé et de sécurité
ESRS S1-14 Nombre de jours perdus pour cause de blessures, d'accidents, de décès ou de maladies Paragraphe 88 e)	Indicateur n°3, tableau 3, annexe I				3.1.3.5. Indicateurs de santé et de sécurité
ESRS S1-16 Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé Paragraphe 97 a)	Indicateur n°12, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /181 6		3.1.3.6. Indicateurs de rémunération
ESRS S1-16 Ratio de rémunération excessif du directeur général Paragraphe 97 b)	Indicateur n°8, tableau 3, annexe I				3.1.3.6. Indicateurs de rémunération
ESRS S1-17 Cas de discrimination Paragraphe 103 a)	Indicateur n°7, tableau 3, annexe I				3.1.3.7. Cas, plaintes et impacts graves en matière de Droits de l'Homme
ESRS S1-17 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme et des principes directeurs de l'OCDE Paragraphe 104 a)	Indicateur n°10, tableau 1, et indicateur n°14, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /181 6, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020 /1818		3.1.3.7. Cas, plaintes et impacts graves en matière de Droits de l'Homme
ESRS 2 SBM3 - S2 Risque important d'exploitation d'enfants par le travail ou de travail forcé dans la chaîne de valeur Paragraphe 11 b)	Indicateurs n°12 et n° 13, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS S2-1 Engagements à mener une politique en matière des Droits de l'Homme Paragraphe 17	Indicateur n° 9, tableau 3, et indicateur n° 11, tableau 1, annexe I				Non matériel
ESRS S2-1 Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur Paragraphe 18	Indicateurs n°11 et n° 4, tableau 3, annexe I				Non matériel

Exigence de publication et point de donnée relatif	Référence SFDR	Référence pilier 3	Référence règlement sur les indices de référence	Référence loi européenne sur le climat	Référence au sein du rapport de durabilité
ESRS S2-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme et des principes directeurs de l'OCDE Paragraphe 19	Indicateur n°10, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /1 816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020 /1 818		Non matériel
ESRS S2-1 Politiques de diligence raisonnable sur les questions visées par les conventions fondamentales 1 à 8 de l'Organisation Internationale du Travail Paragraphe 19			Annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /1 816		Non matériel
ESRS S2-4 Problèmes et incidents en matière de Droits de l'Homme recensés en amont ou en aval de la chaîne de valeur Paragraphe 36	Indicateur n°14, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS S3-1 Engagements à mener une politique en matière de Droits de l'Homme Paragraphe 16	Indicateur n°9, tableau 3, annexe I, et indicateur n°11, tableau 1, annexe I				Non matériel
ESRS S3-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme, des principes de l'OIT et/ou des principes directeurs de l'OCDE Paragraphe 17	Indicateur n°10, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /1 816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020 /1 818		Non matériel
ESRS S3-4 Problèmes et incidents en matière de Droits de l'Homme Paragraphe 36	Indicateur n°14, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS S4-1 Politiques en matière de consommateurs et d'utilisateurs finals Paragraphe 16	Indicateur n°9, tableau 3, et indicateur n°11, tableau 1, annexe I				Non matériel
ESRS S4-1 Non-respect des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme et des principes directeurs de l'OCDE Paragraphe 17	Indicateur n°10, tableau 1, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /1 816, article 12, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) 2020 /1 818		Non matériel
ESRS S4-4 Problèmes et incidents en matière de Droits de l'Homme Paragraphe 35	Indicateur n°14, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS G1-1 Convention des Nations unies contre la corruption Paragraphe 10 b)	Indicateur n°15, tableau 3, annexe I				4.1.2.3. Lutte contre la corruption
ESRS G1-1 Protection des lanceurs d'alerte Paragraphe 10 d)	Indicateur n°6, tableau 3, annexe I				Non matériel
ESRS G1-4 Amendes pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption Paragraphe 24 a)	Indicateur n°17, tableau 3, annexe I		Annexe II du règlement délégué (UE) 2020 /1 816		4.1.2.3. Lutte contre la corruption
ESRS G1-4 Normes de lutte contre la corruption et les actes de corruption Paragraphe 24 b)	Indicateur n°16, tableau 3, annexe I				4.1.2.3. Lutte contre la corruption

ENVIRONNEMENT – INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

ENGAGEMENTS PRIS PAR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE DANS LE CADRE DE LA NET ZERO BANKING ALLIANCE

À HORIZON 2030



-75 %
Pétrole & Gaz [1]



-58 %
Production d'électricité [2]



-36 %
Transport maritime [3]



-26 %
Acier [4]



-20 %
Ciment [5]



-40 %
Immobilier commercial [6]



-50 %
Automobile [7]



-25 %
Aviation [8]

SOUTIEN AUX ÉNERGIES BAS CARBONE

À HORIZON 2025

+80 %
Exposition aux énergies bas-carbone

→ **13,3 Mds €**
Exposition cible

-25 %
Exposition à l'extraction du pétrole

FINANCEMENT



24,7 Mds €
Portefeuille d'actifs verts[9]



CACIB est **#1** en tant que *Green & Sustainability Agent* pour les prêts labellisés [10]

1. En absolu, en Mt CO_2e. 2. En intensité, en gCO_2e/kWh. 3. En intensité $gCO_2e/DWT.nm$ (périmètre Well To Wake). 4. En intensité, en tCO_2e par tonne d'acier brut produite. 5. En intensité, en $KgCO_2e$ / tonne de matériaux cimentaires produits,. 6. En intensité, en $kgCO_2e/m^2$. 7. En intensité, en $kgCO_2e/km$. 8. En gCO_2e/RTK (tonne / km transportée payante. 9. Portefeuille d'actifs verts alignés aux critères d'éligibilité du nouveau Green Bond Framework Groupe et 100 % alignés à la taxonomie européenne. 10. Source, LSEG – zone EMEA.

2. ENVIRONNEMENT – INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

2.1. Gouvernance [E1]

La stratégie climat du groupe Crédit Agricole CIB est alignée avec la stratégie définie au niveau du Groupe Crédit Agricole. La gouvernance afférente au pilotage de cette stratégie est centralisée au niveau du Groupe Crédit Agricole, et détaillée ci-dessous.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. a créé une instance spécifique, accompagnée de Comités dédiés, afin d'assurer le suivi de la politique « changement climatique » du Groupe Crédit Agricole.

Au plus haut niveau de l'entreprise, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., société cotée et organe central du Groupe Crédit Agricole, veille à la prise en compte des enjeux et des risques climatiques, environnementaux et sociaux dans les orientations stratégiques du Groupe Crédit Agricole et dans ses activités. Il s'assure en particulier du suivi des engagements sociétaux, objet d'un reporting régulier. Pour faciliter l'inclusion des enjeux et risques sociaux, climatiques et environnementaux dans ses décisions, le Conseil d'administration s'est doté d'un Comité de l'engagement sociétal. Présidé par le Président du Conseil d'administration, ce dernier joue un rôle clé en examinant la stratégie ESG du Groupe Crédit Agricole et en suivant les politiques et actions en matière de performance extra-financière. Le déploiement opérationnel de la stratégie et le pilotage des risques ESG dans les métiers sont coordonnés au sein de Comités transverses, placés sous l'autorité de dirigeants au plus haut niveau du Groupe Crédit Agricole. Les cibles, trajectoires et plans d'actions définis dans le cadre des travaux de décarbonation des portefeuilles de financement du Groupe Crédit Agricole sont présentés chaque année au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Une gouvernance dédiée se réunit en général à une fréquence trimestrielle pour éclairer, approuver et piloter la politique changement climatique et le Plan de transition climatique du Groupe Crédit Agricole :

- **le Comité Groupe projet sociétal,** présidé par un Président de Caisse régionale, est constitué de 12 membres, pour moitié de Directeurs généraux de Crédit Agricole S.A. et, pour l'autre moitié de dirigeants des Caisses régionales. Il veille à la mise en œuvre des engagements sociétaux du Groupe Crédit Agricole ainsi qu'à la cohérence de sa stratégie ESG au sein du Groupe Crédit Agricole. En outre, il examine des dossiers prospectifs relatifs aux questions ESG. En 2025, les réflexions et travaux habituellement menés par ce Comité ont été intégrés dans l'élaboration du Plan moyen terme « ACT 2028 » de Crédit Agricole S.A. ;
- **le Comité de l'engagement sociétal du Conseil d'administration,** présidé par le Président du Conseil d'administration, examine la stratégie ESG du Groupe Crédit Agricole et analyse le bilan de l'ensemble des politiques mises en œuvre et des actions conduites au regard de la performance extra-financière du Groupe Crédit Agricole. Il suit l'évolution des notations extra-financières ;
- **le Comité de la stratégie ESG,** présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., examine les éléments constitutifs de la stratégie ESG (politiques sectorielles, normes, *guidelines*, *position papers*, méthodologies, trajectoires de décarbonsation, etc.) pour les proposer à la validation du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., avec l'avis du Comité de l'engagement sociétal, et assure le suivi de la mise en œuvre des engagements du Groupe Crédit Agricole ;
- **le Comité des Directions de l'engagement sociétal,** présidé par le Directeur de l'engagement sociétal, membre du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A., réunit mensuellement les Directeurs de l'engagement sociétal des principales entités de Crédit Agricole S.A.. Dans une démarche de concertation et de coopération, les membres de ce comité apportent leurs expertises pour identifier les enjeux et proposer une approche globale cohérente en termes d'engagement sociétal au Comité de la stratégie ESG ;
- **le Comité sponsor Climat,** présidé par un Président de Caisse régionale et composé de Directeurs généraux de Caisses régionales et de Crédit Agricole S.A. pilote la définition des trajectoires de décarnonation et la stratégie d'adaptation du Groupe ;
- **le Comité scientifique,** pluridisciplinaire, composé de 10 scientifiques et économistes externes, experts reconnus des questions climatiques et environnementales, se réunit au moins trois fois par an. Il a pour mission d'éclairer les questions liées aux engagements et élaborer des recommandations sur les aspects ESG.

Le dispositif de gouvernance des risques s'appuie notamment sur la gouvernance suivante :

- **le Comité des risques individuels Groupe,** présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., est décisionnaire sur des dossiers clients individuels nécessitant l'approbation de la Direction générale et notamment les dossiers sensibles au regard des risques liés au changement climatique ;
- **le Comité des risques Groupe,** présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A., définit la politique du Groupe Crédit Agricole en matière de risques, détermine les limites globales du Groupe Crédit Agricole, valide le cadre de risque des entités de Crédit Agricole S.A. ou des métiers et suit de manière transverse les grands risques du Groupe Crédit Agricole dont les risques environnementaux, y compris les risques liés au changement climatique ;
- **le Comité des risques du Conseil d'administration** a notamment pour mission d'examiner la stratégie globale et l'appétence en matière de risques de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole, ainsi que les stratégies risques, y compris les risques environnementaux, et d'éclairer les décisions du Conseil d'administration dans ces domaines. Il assiste le Conseil d'administration dans son rôle de contrôle de la mise en œuvre de cette stratégie par les dirigeants effectifs et par le responsable de la fonction de gestion des risques ;
- **le Comité d'audit du Conseil d'administration** a notamment pour mission le suivi du processus de l'élaboration de l'information en matière de durabilité, le suivi de l'indépendance et de l'objectivité des intervenants pour l'exercice des missions de certification des informations en matière de durabilité ainsi que le suivi de la réalisation de la mission des Commissaires aux comptes en matière de certification des informations de durabilité.

Les membres du Comité exécutif possèdent quant à eux les compétences et les expertises nécessaires dans leurs domaines pour appréhender les impacts des risques climatiques et environnemen-

taux. Aussi, les autres membres, dans leurs domaines, intègrent à leurs portefeuilles de compétences des dimensions climatiques et environnementales. C'est le cas pour les fonctions Finance et Risques, fortement mobilisées dans la gestion des risques et les communications extra-financières ; ainsi que les lignes métiers qui financent les énergies renouvelables et les infrastructures bas-carbone. Ils accompagnent les clients dans leur transition.

Au sein du groupe Crédit Agricole CIB, les enjeux climatiques font l'objet d'une approbation de niveau Direction générale. Le suivi opérationnel de la mise en œuvre de la stratégie fait l'objet de Comités dédiés dont les décisions sont revues par le Comité exécutif. Le suivi général du dispositif est assuré par les instances dirigeantes. La responsabilité de chaque organe de Direction est différente selon les différents enjeux liés à la politique climatique et au plan de transition du Groupe Crédit Agricole auquel contribue Crédit Agricole CIB.

Ainsi, les organes de gouvernance et Comités ci-après contribuent, chacun selon ses attributions à l'orientation, à la supervision et au suivi des sujets suivants :

- Conseil d'administration : la stratégie climat, les IRO et la DMA liés à la CSRD et les politiques sectorielles. Il est également informé de la définition et du suivi des trajectoires de décarbonation ;
- Comité exécutif : la stratégie climat, dont les trajectoires de décarbonation, les IRO, la DMA et les politiques liés à la CSRD, les cibles de réduction de l'empreinte de fonctionnement, les politiques sectorielles, ainsi que le suivi des expositions aux risques climatiques ;
- Comité des stratégies et portefeuilles (CSP) : les politiques sectorielles et les expositions aux risques climatiques ;
- Comité d'évaluation des opérations présentant un risque environnemental ou social (CERES) : les politiques sectorielles, clients et opérations sensibles ;
- Comité faîtier relatif à la CSRD : les IRO, la DMA et les politiques liés à la CSRD.

Si le déploiement des plans d'actions climatiques est du ressort de tous les collaborateurs, le dispositif climat est principalement piloté par :

- les fonctions de *Front Office*, en première ligne de défense, qui appliquent les principes de précaution relatifs aux objectifs climatiques (i.e. suivi des controverses ESG, accompagnement des clients, complétion de la grille de *scoring* RSE, suivi des engagements climatiques des clients, etc.) ;
- *l'équipe Sustainable Banking,* qui accompagne les clients sur les enjeux de finance durable, établit la stratégie climat et RSE de Crédit Agricole CIB et centralise également les données ESG ;
- le département Risques, qui suit les facteurs de risques climatiques et environnementaux au sein du groupe Crédit Agricole CIB.

D'autres équipes contribuent au dispositif du groupe Crédit Agricole CIB :

- la fonction Ressources humaines assure le déploiement du dispositif de formation et la structuration des enjeux de rémunération en lien avec les objectifs climatiques ;
- les équipes Finance assurent le suivi de certains indicateurs (par exemple, les trajectoires de décarbonation, la taxonomie) et leur intégration au processus budgétaire centralisé par la Direction financière ;
- le département Conformité développe la culture éthique des collaborateurs et a la charge de la gestion du risque d'image résultant des impacts environnementaux liés à l'activité ;
- le département des Services généraux limite l'empreinte énergétique ;
- le pôle Achats veille à la prise en compte de critères environnementaux et sociaux dans la politique d'achats.

Au sein d'Indosuez Wealth Management, le groupe a renforcé en 2025 sa gouvernance ESG pour relever les défis de demain. Face aux enjeux croissants liés à la durabilité, le groupe s'est doté d'une nouvelle gouvernance ESG, structurée autour de deux comités spécifiques.

Le Comité de Finance Durable est chargé de :

- définir la stratégie ESG (Investment Management, Advisory, Net Zero, Crédit, Corporate, ALM) et les objectifs associés ;
- assurer le suivi de cette stratégie et des jalons définis ;
- surveiller les risques et garantir le respect des échéances réglementaires.

Il réunit des membres de la Direction d'Indosuez Wealth Management, des responsables de fonctions et de lignes métiers du groupe, ainsi que des membres de l'équipe Stratégie durable.

Les sujets abordés et les décisions prises par ce comité sont relayés aux Comités de direction locaux via leurs référents respectifs, afin de garantir la mise en œuvre d'actions concrètes en appui à la stratégie.

Le Comité de Risque ESG a pour mission :

- de superviser l'intégration des risques ESG dans les autres catégories de risques non-financiers ainsi que dans les activités d'Indosuez. Dans ce cadre, il s'assure que les différentes exigences réglementaires en termes de gestion des risques ESG sont bien respectées et pré-valide les politiques et procédures en termes de gestion des risques ESG.
- de s'assurer que la matérialité des risques ESG est correctement identifiée et contrôlée et que l'appétit au risque est bien respecté via l'implémentation et le suivi d'indicateurs (clés) de risque.
- de valider également les plans de contrôle, et suivre le résultat de ces derniers et s'assurer de la mise en œuvre et le suivi des actions de remédiation mises en place pour mitiger les risques identifiés.

Il est composé du Chief Risk Officer et des responsables ESG Risque du département risque et conformité, ainsi que de membres de différents départements de la 1ère ligne de défense qui sont impliqués dans la mise œuvre de la gestion des risques ESG (e.g., Finance, RSE/ESG, *Credit Structuring & Financing, Advisory, Investment Management…).*

2.2. Stratégie en matière de changement climatique [E1]

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), dans son sixième rapport d'évaluation du climat, alerte sur les risques majeurs d'un réchauffement supérieur à 2°C, appelant à repenser globalement l'économie. Le changement climatique nécessite une transformation profonde de notre modèle économique.

Les institutions financières ont un rôle clé à jouer dans cette transition. L'objectif « *Net Zero 2050* », largement adopté à l'approche de la COP26 de novembre 2021, vise à maintenir le réchauffement planétaire sous 1,5°C d'ici 2100. Dans le cadre de son projet sociétal et de la mise en œuvre de ses politiques en matière de changement climatique, le Groupe Crédit Agricole intègre son plan de transi-

tion climatique dans sa stratégie générale. Il s'est ainsi engagé à « contribuer à la neutralité carbone d'ici à 2050 sur son empreinte de fonctionnement et sur ses portefeuilles d'investissement et de financement » et à « accompagner 100 % de ses clients dans leur transition énergétique ».

Le Groupe Crédit Agricole a ainsi rejoint dès leur origine plusieurs initiatives pionnières de la finance climat. Dès 2003, il a été co-fondateur et signataire des Principes Équateur, signataire du *Global Compact des Nations unies*, des Principes Climat en 2008, de l'initiative *Science-Based Targets* dès 2016, des *Principles for Responsible Banking* en 2019, des *Principles for Responsible Investment* en 2011. Cofondateur des *Green Bonds Principles* [1], le Groupe devient un leader mondial des obligations vertes [2]. Conformément aux engagements pris dans le cadre de son adhésion à la *Glasgow Financial Alliance for Net Zero* (GFANZ), le Groupe Crédit Agricole a rejoint la *Net Zero Banking Alliance* [3] (NZBA), sur le périmètre bancaire : dix secteurs prioritaires [4] (Pétrole et gaz, Production d'électricité, Immobilier résidentiel, Immobilier commercial, Agriculture, Automobile, Aviation, Transport maritime, Ciment et Acier) couvrant environ 60 %[5] des encours du Groupe Crédit Agricole et représentant plus de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Huit secteurs concernent la Banque de Financement et d'Investissement. Cet engagement s'accompagne de certaines exigences : fixation d'objectifs à la fois long (2050) et court, moyen termes (2025, 2030), avec des jalons intermédiaires, établissement d'une année de référence pour la mesure annuelle des émissions, choix d'un scénario de décarbonation exigeant et reconnu par la science, validation des objectifs et trajectoires par les plus hautes instances de gouvernance.

2.2.1. Contribution au plan de transition pour l'atténuation au changement climatique

Au sein des institutions financières, il convient de distinguer le plan de transition des activités propres et les plans de transition portants sur la chaîne de valeur comme les portefeuilles de financements (trajectoires sectorielles *Net Zero*). Concernant les plans de transitions relatifs aux portefeuilles du Groupe, le Crédit Agricole adopte une approche top-down pour aligner les trajectoires de décarbonation sectorielles avec celles données par le scénario de référence.

Le plan de transition climatique du Groupe Crédit Agricole incluant le plan de transition des activités propres et les plans de transition sectoriels est un plan déployé depuis juin 2019, avec la contribution du groupe Crédit Agricole CIB, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique climat et de sa stratégie générale. Son principe : réallouer progressivement les portefeuilles de financement et d'investissement et réduire l'empreinte de fonctionnement du Groupe Crédit Agricole, en cohérence avec les objectifs de l'Accord de Paris de 2015 et les scénarios scientifiques de référence - dont celui de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) - pour contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050. Il couvre notamment les domaines de l'atténuation du changement climatique, l'efficacité énergétique et le déploiement d'énergies renouvelables.

◆ Champ d'application de la contribution au plan de transition du Groupe Crédit Agricole

En tant que filiale du Groupe Crédit Agricole, le groupe Crédit Agricole CIB contribue, à l'échelle de ses activités, au plan de transition défini par le Groupe inscrit dans la stratégie climat. Cette contribution couvre ainsi les *scope* du bilan carbone du Groupe tels que définis par le GHG Protocol suivants : les émissions de GES des *scope* 1 et 2 liées à son fonctionnement propre (consommation d'énergie), *scope* 3.6 liées aux déplacements professionnels, et *scope* 3.15 liées à ses activités de financement. La réduction de l'empreinte carbone de la chaîne de valeur aval se concrétise par des trajectoires de décarbonation sectorielles et des plans d'action décrits dans ce chapitre.

Le plan de transition ne couvre pas systématiquement 100% des encours des secteurs NZBA sur lesquels le Groupe Crédit Agricole s'engage et auxquels CACIB contribue.

◆ Principaux leviers de décarbonation et contribution à l'alignement à la trajectoire de l'accord de Paris

La stratégie climat du Groupe Crédit Agricole repose sur deux séries de décisions structurantes, mises en application à partir de 2020 :

- adoption des premiers objectifs de décarbonation structurants : désengagement du charbon thermique à horizon 2030 (UE et OCDE) et 2040 (reste du monde), accroissement significatif des financements des énergies renouvelables, accélération des politiques d'investissement responsable d'Indosuez Wealth Management ;
- création d'outils spécifiques afin de répondre à ces objectifs, notamment des outils de reporting et de pilotage extra-financiers, appuyés par une gouvernance climat dédiée.

Le Groupe Crédit Agricole a, depuis, renforcé sa stratégie climat à laquelle contribue la Banque de Financement et d'Investissement :

- en 2022 avec la publication des objectifs de décarbonation sur les cinq premiers secteurs les plus émissifs (i.e. pétrole et gaz, immobilier commercial, production d'électricité, automobile, ciment), et a mis à jour la cible de réduction de son exposition à l'extraction et à la production de pétrole en la portant à 25 % entre 2020 et 2025 (versus 20 %) ;
- en décembre 2023, avec l'annonce des ambitions de décarbonation pour les portefeuilles de financement de l'aviation, l'acier, le transport maritime, et d'accélération des engagements sur le secteur énergétique (revue de l'engagement de baisse des émissions financées de -75 % sur le secteur pétrole et gaz d'ici 2030, contre -30 % annoncés en 2022 ; augmentation de 80 % de l'exposition aux énergies bas-carbone entre 2020 et 2025 ; arrêt de tout financement de nouveau projet d'extraction d'hydrocarbures fossiles) ;
- en juin 2024, le Groupe Crédit Agricole a indiqué ne plus arranger d'émissions obligataires conventionnelles pour les sociétés impliquées dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz ;
- en 2025 dans le cadre des travaux du Plan moyen terme 2026-2028 de Crédit Agricole S.A.

La contribution de la Banque de Financement et d'Investissement au plan de transition repose sur trois piliers :

- déployer massivement des financements et investissements dans les énergies et infrastructures bas-carbone ;
- accompagner les clients dans leurs transitions face au changement climatique ;
- poursuivre la réduction du financement des énergies fossiles en cessant tout financement de nouveau projet d'extraction d'énergies fossiles et en adoptant une approche sélective dans l'accompagnement des énergéticiens pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de ce secteur deux fois plus rapidement que le scénario *Net Zero* 2050 de l'AIE.

La BFI contribue aux trajectoires du Groupe Crédit Agricole sur ses portefeuilles de financement et son empreinte interne mais aussi

1 *Se référer au DEU Crédit Agricole CIB 2023 : https://www.ca-cib.fr/sites/default/files/2024-03/DEU_CACIB_2023_FR_0.pdf, page 89.*
2 *Bloomberg, classement Green, Social & Sustainable Bonds Worldwide EUR 2025.*
3 *Octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.*
4 *Pour l'immobilier résidentiel et l'agriculture, le Groupe a pris des engagements de moyens.*
5 *Ce taux de couverture est calculé en considérant au numérateur le total des encours sur les dix secteurs identifiés prioritaires dans le cadre NZBA et au dénominateur le total des expositions sur des 'secteurs contribuant fortement au changement climatique' (définition Pilier III ESG) avec un retraitement sur les chaines de valeur amont/aval des secteurs engagés*

sur des objectifs en termes de financement des énergies bas-carbone ou des bâtiments verts.

Chez Indosuez Wealth Management, la stratégie climat du Groupe Crédit Agricole est également déclinée sur les 3 piliers suivants :

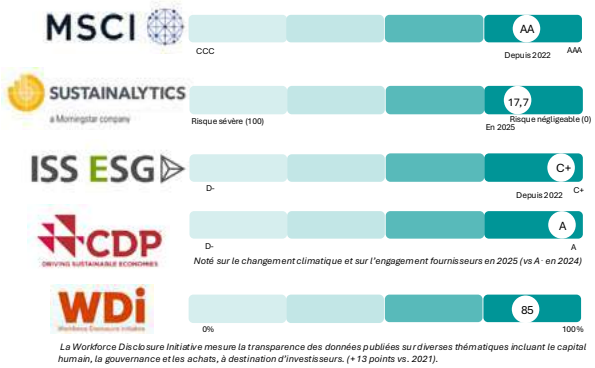
- réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité de fonctionnement ;
- décarboner le portefeuille de financement, essentiellement les investissements immobiliers (premiers financements immobiliers avec critères environnementaux réalisés en 2022) ;
- décarboner le portefeuille d'investissements, qui représente l'enjeu le plus important au regard de l'activité d'Indosuez.

Le rapprochement avec la Banque Degroof Petercam en 2024 permet de renforcer cette démarche depuis 2025 (renforcement de la méthodologie ESG avec une approche pays pour évaluer les obligations souveraines notamment, renforcement de la gamme classifiée « article 8 » ou « article 9 » au sens de la réglementation SFDR – fonds publics, mandats).

Présence dans les indices de référence de l'accord de Paris et scores ESG

En tant qu'entité consolidée du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB est présente sur les marchés financiers à travers la cotation de sa maison mère Crédit Agricole S.A.. En s'appuyant sur sa stratégie ESG *(*des éléments sur cette stratégie sont présentés dans la section 1 « Informations générales » du présent chapitre*)* et l'ensemble des actions mises en place par l'ensemble des entités, Crédit Agricole S.A. consolide sa performance extra-financière.

Son appartenance aux principaux indices internationaux socialement responsables a été confirmée. Le Groupe Crédit Agricole bénéficie des scores suivants :



De plus, Crédit Agricole S.A. est présent dans les indices *Euronext Vigeo World* 120, Europe 120 et France 20, ainsi que dans l'indice britannique *FTSE4Good* (présence confirmée).

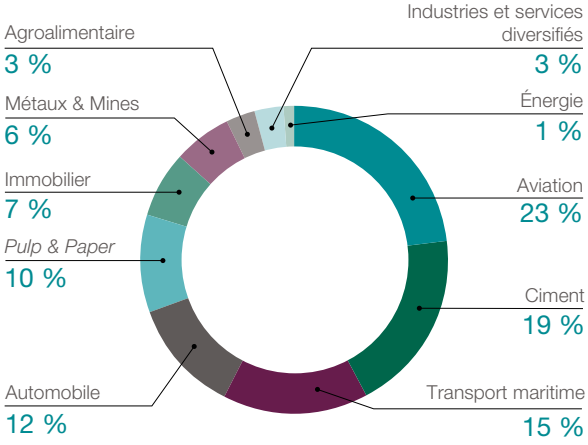
Alignement de la stratégie commerciale de la Banque de Financement et d'Investissement sur le plan de transition du Groupe Crédit Agricole

En s'inscrivant pleinement dans le plan stratégique « Ambitions 2025 » de Crédit Agricole S.A. défini en 2022 et enrichi en 2025 dans le cadre du Plan moyen terme 2026-2028 de Crédit Agricole S.A., la Banque de Financement et d'Investissement a réaffirmé son engagement de servir au mieux ses clients et la société en les accompagnant dans leurs principales transitions dont la transition climatique. Elle est ainsi très engagée dans la structuration de financements dédiés à la décarbonation de l'économie mondiale.

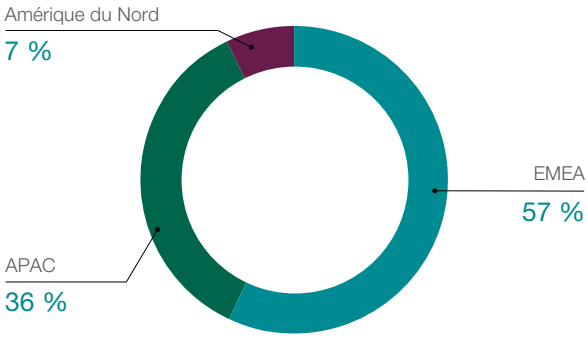
ACCOMPAGNEMENT DE LA SOCIÉTÉ ET DES CLIENTS DANS LA TRANSITION CLIMATIQUE

L'un des axes stratégiques du plan de transition du Groupe Crédit Agricole, auquel contribue la Banque de Financement et d'Investissement, est l'accompagnement des clients dans leurs transitions liées au changement climatique. Pour cela, elle a développé une stratégie commerciale lui permettant de disposer d'une gamme étendue de financements pour s'adapter aux besoins de ses clientèles privées ou institutionnelles. Elle compte parmi les *leaders* mondiaux des obligations vertes et durables. Elle développe depuis des années des solutions innovantes pour ses clients et a ainsi publié en juillet 2024 son premier *Sustainability-linked loan financing bond ('SLLB') framework*. Ce *framework* est le premier sur le marché offrant une liste d'indicateurs et de cibles éligibles. Dans la foulée, Crédit Agricole CIB a émis son premier *Sustainability-linked loan financing bond* montant de 3 milliards de yens le 12 juillet 2024 avec *Sumitomo Life Insurance Company* (~36 millions d'euros du montant total en mars 2025). Au 31 mars 2025, le portefeuille de prêts liés au développement durable (SLL) représente un montant total de 990 millions d'euros. Crédit Agricole CIB a publié en octobre son premier rapport sur ce financement. De plus amples informations sont disponibles sur la page dédiée[1].

Répartition sectorielle du portefeuille d'actifs SLL éligibles (volume) au 31 mars 2025



Répartition géographique du portefeuille d'actifs SLL éligibles (volume) au 31 mars 2025



LE POSITIONNEMENT DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE EN EUROPE

Le plan stratégique a mis l'accent sur le développement en Europe. De nombreux plans d'investissements verts des grandes entreprises et d'États ont lieu dans cette zone géographique et le positionnement du Groupe Crédit Agricole, notamment le groupe Crédit Agricole CIB, y est solide. La Banque bénéficie ainsi de relations fortes et privilégiées avec toutes les institutions dans cette zone.

LE FINANCEMENT D'ACTIFS RÉELS

L'expertise dans le domaine du financement des actifs réels permet de différencier la BFI des autres acteurs des secteurs bancaire et financier. Cette expertise est utilisée pour renforcer les relations

1 *Se référer au site de Crésit agricole CIB : https://www.ca-cib.fr/fr/engagement-societal-finance-durable/nos-politiques-de-financement-durable/frameworks-et-reporting.*

avec les clients et élargir la clientèle de manière sélective. Les financements, notamment dans les secteurs des transports, de l'immobilier etc., visent, entre autres, à leur permettre une réduction de l'empreinte environnementale et une gestion plus durable de ces actifs réels. Ainsi, le portefeuille d'actifs verts (*Green Loan Portfolio* aligné aux critères d'éligibilité du nouveau *Green Bond framework* Groupe Crédit Agricole publié en novembre 2023) s'élève à 24,7 milliards d'euros à fin 2025. Enfin, la BFI s'est engagée à accélérer la décarbonation de l'économie mondiale avec l'ambition d'accroître de 80 % son exposition aux énergies bas-carbone d'ici 2025 et le développement de sa plateforme dédiée au conseil et au financement de projets d'hydrogène.

DES RELATIONS PRIVILÉGIÉES AVEC LES CLIENTS

La BFI entretient, avec les grandes entreprises, notamment européennes, des relations fortes et privilégiées qui se matérialisent par une bonne pénétration auprès de ses partenaires financiers et des institutions financières. Ces derniers ont une capacité d'investissement forte, notamment sur les actifs réels. La BFI les conseille dans la structuration de leurs produits en s'appuyant notamment sur l'expertise ESG de la Banque.

LES SYNERGIES AU SEIN DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Appartenir au Groupe Crédit Agricole confère de nombreux avantages commerciaux. Le groupe Crédit Agricole CIB bénéficie de l'image du Groupe Crédit Agricole, de sa forte notoriété et de son très bon *rating*, des avantages clés dans un environnement incertain.

ALIGNEMENT DE LA STRATÉGIE COMMERCIALE D'INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT SUR LE PLAN DE TRANSITION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Dans le cadre de sa stratégie de développement, Indosuez poursuit la déclinaison des politiques sectorielles du Groupe Crédit Agricole sur la partie financement, en mettant un accent particulier sur l'immobilier, qui constitue un enjeu majeur dans son activité. Parallèlement, l'offre durable se renforce en favorisant le rapprochement des gammes Indosuez et Degroof, afin de proposer des solutions cohérentes et performantes en matière d'investissement responsable. Enfin, Indosuez accélère son engagement sur les produits structurés green avec la création d'un mandat dédié pour la gamme « Épargne engagée » de Crédit Agricole, distribué en BtoB (business to business), afin de répondre à la demande croissante de solutions innovantes et respectueuses des critères ESG (cette nouvelle offre sera distribuée à partir de 2026 dans le réseau des Caisses régionales).

◆ Le climat dans la planification budgétaire du groupe Crédit Agricole CIB

Le pilotage de la contribution aux trajectoires de décarbonation est intégré au processus budgétaire, afin de permettre l'opérationnalisation de la stratégie climatique et de satisfaire à l'exigence de suivi des trajectoires de décarbonation. La dimension carbone des financements est suivie selon les trajectoires sectorielles : soit en valeur absolue, soit en intensité. Crédit Agricole CIB a renforcé ses équipes au sein de sa Direction financière afin de contribuer et assurer le suivi du pilotage carbone pour son périmètre. L'impact climat est ainsi intégré aux décisions stratégiques.

◆ État d'avancement dans la mise en œuvre du plan de transition du Groupe Crédit Agricole

Le plan de transition climatique du Groupe Crédit Agricole auquel contribue Crédit Agricole CIB a connu une forte accélération en 2022 et a été enrichi, en décembre 2023 puis en 2025 dans le cadre des travaux du Plan moyen terme 2026-2028. Les résultats des trajectoires sectorielles sont mentionnés dans la section 2.4.1.2. « Indicateurs clés de réduction des émissions de GES et alignement avec les trajectoires *Net Zero* sur les portefeuilles de financement » du présent chapitre.

2.2.2. Politiques en matière de changement climatique [E1-2]

◆ Cadres et Références

Dans le cadre de sa stratégie climat, le Groupe Crédit Agricole a mis en place des politiques et des cadres de gestion afin de prévenir, atténuer et remédier les impacts, gérer les risques et saisir les opportunités matériels (cf. partie 2.2.4.1 « Impacts, risques et opportunités matériels ») liées à l'atténuation du changement climatique. Elles permettent de gérer les questions majeures en termes de durabilité et couvrent les domaines suivants : atténuation du changement climatique, efficacité énergétique, et déploiement des énergies renouvelables (le cadre, politiques sectorielles et Principes Équateur sont décrits plus bas).

Dans le cadre de ses activités et de ses engagements pour s'adapter et contenir les effets du changement climatique (limiter le réchauffement climatique global à +1.5°C à horizon 2100), le groupe Crédit Agricole CIB s'assure systématiquement du respect de ses activités et transactions avec les cadres réglementaires relatifs au climat qui lui sont applicables. De plus, la Banque a rejoint, en nom propre et/ou à travers le Groupe Crédit Agricole, plusieurs initiatives pionnières liées aux enjeux climatiques dont notamment les Principes Équateur, le *Global Compact* des Nations Unies, l'initiative *Science Based Targets* (SBTi) et les *Principles for Responsible Banking*. Le groupe Crédit Agricole CIB veille à appliquer les pratiques de marché les plus ambitieuses formulées par les associations de place. Ainsi lors de la structuration des transactions, Crédit Agricole CIB applique les principes volontaires (*Green Bonds Principles, Social Bonds Principles, Green Loans Principles, Social Loans Principles, Sustainability-Linked Principles and related Guidance*) édictés par les associations de place : Loan Market Association, l'International Capital Market Assocation. De plus, la banque dispose de *frameworks* : *Green Bond Framework, Social Financing Framework, Sutainability Linked Loan financing bond framework.* Ce dernier contribue au développement des meilleures pratiques de marché en matière de prêts liés au développement durable en explicitant intégralement leurs critères d'éligibilité.

Enfin la Banque a choisi d'appuyer ces trajectoires de décarbonation sur la méthodologie PCAF (*Partnership for Carbon Accounting Financials*) reconnue par les régulateurs, adoptée par la très grande majorité des institutions financières.

Les engagements et cibles du Groupe Crédit Agricole, dans lesquels s'inscrit pleinement le groupe Crédit Agricole CIB, sont globalement alignés aux engagements de la *Net Zero Banking Alliance*[1] (NZBA). Ces cibles sont fondées sur des données scientifiques, spécifiques à chaque secteur, utiles au processus de décision de chaque métier et basées sur les données disponibles à date.

1 *Octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.*

◆ Gestion des impacts, risques et opportunités

- Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle « Changement Climatique » sont :

Description des IRO		Chaîne de valeur	Temporalité
Impact positif	Impact positif du Groupe sur le climat à travers des activités de financement, d'investissement et d'assurance contribuant à la transition : prêts et financements dédiés, épargne financière engagée, produits d'assurance climatique	Aval	Long terme
Impact négatif	Impact négatif des activités du Groupe (investissement, financement, assurance) sur le changement climatique	Aval	Long terme
Risques	Facteurs de risques physiques liés au changement climatique ayant des effets sur les risques de la Banque (de crédit, financier, opérationnel)	Aval	Moyen terme
	Facteurs de risques de transition liés au changement climatique ayant des effets sur les risques de la Banque (de crédit, financier, opérationnel)	Aval	Moyen terme
Opportunités	Développement de nouveaux services et solutions pour accompagner la transition des clients vers une économie bas-carbone	Aval	Court terme
	Contribution au développement commercial et amélioration de l'image du Groupe grâce à son engagement fort sur le climat	Aval	Long terme

◆ Champ d'application

La politique et les objectifs qui y sont formulés ont une portée mondiale et s'appliquent au siège et aux entités exerçant des activités au sein du groupe Crédit Agricole CIB.

◆ Gouvernance

Les enjeux climatiques font l'objet d'une approbation de niveau Direction générale du groupe Crédit Agricole CIB. Le suivi opérationnel de la mise en œuvre de la stratégie fait, quant à lui, l'objet de Comités dédiés dont les décisions sont revues par le Comité exécutif. Des éléments sur ces Comités sont présentés dans la section 2.1. « Gouvernance » du présent chapitre.

◆ Plans d'actions

Les plans d'actions concernant les portefeuilles de financements et investissements sont détaillés dans la section 2.3. « Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique » du présent chapitre. Ils se découpent en deux axes : décarbonation des portefeuilles de financement et d'investissement et réduction de l'empreinte de fonctionnement interne.

Le plan d'actions d'Indosuez Wealth Management est également présenté dans la même section.

ACCOMPAGNEMENT DES CLIENTS ET DÉCARBONATION DES PORTEFEUILLES DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

La politique Climat du groupe Crédit Agricole CIB traite principalement les enjeux d'atténuation au changement climatique. Le volet adaptation, bien qu'identifié, reste à un stade initial de réflexion. Sont notamment couverts :

- l'accompagnement de tous les clients dans leurs transitions liées au changement climatique ;
- la poursuite de la réduction du financement des énergies fossiles et le déploiement de financements et d'investissements dans les énergies renouvelables, les énergies et infrastructures bas-carbone ainsi que des projets d'amélioration de l'efficacité énergétique ;
- la décarbonation du portefeuille d'investissements chez Indosuez Wealth Management.

De plus, des politiques sectorielles et des actions et principes concernant les portefeuilles de financement et d'investissement ont été adoptés, comme décrit ci-dessous.

Adoption de politiques sectorielles

Le groupe Crédit Agricole CIB a adopté des politiques sectorielles qui explicitent les critères environnementaux et sociaux retenus par la Banque. Ces critères reflètent essentiellement les enjeux qui semblent les plus pertinents pour une Banque de Financement et d'Investissement notamment en ce qui concerne la lutte contre le changement climatique. Le but des politiques sectorielles est ainsi de préciser les principes et règles de gestion des risques extra-financiers concernant les financements et investissements dans les secteurs concernés, en cohérence avec la politique du Groupe Crédit Agricole.

Les politiques sectorielles existantes ainsi que leur mise en œuvre peuvent être consultées sur le site internet de Crédit Agricole CIB : https://www.ca-cib.fr/fr/engagement-societal-finance-durable/nos-politiques-de-financement-durable/nos-politiques

Actions et principes mis en place pour les portefeuilles de financement

La BFI accompagne également la transition de ses clients en leur proposant des financements dédiés aux actifs bas-carbone, de transition dans différents secteurs et de projets d'efficacité énergétique. Le financement des énergies renouvelables fait partie intégrante de la stratégie de la BFI qui est un acteur reconnu du financement de ces projets. La Banque s'est ainsi engagée sur ce secteur dès 1997 avec le financement de ses premiers parcs éoliens et en 2008 avec le financement d'un projet d'énergie solaire en Espagne. À fin 2025, la ligne métier des financements de projets a financé au total environ 89 GW de capacité installée éolienne et 55 GW de capacité installée solaire.

De plus, la BFI émet des « *Green Notes* », obligations (ou autre outil de financement) dont les fonds levés sont dédiés au financement de projets à vocation environnementale.

En plus de son activité de financement de projets, la BFI contribue au financement de la lutte contre le changement climatique et à la transition écologique par son activité d'arrangement d'obligations vertes. Les obligations vertes (*Green Bonds*) ont joué un rôle capital dans l'orientation des marchés obligataires vers le financement de la lutte contre le dérèglement climatique et ont contribué à créer un lien entre des produits de marché et des infrastructures nécessaires à la transition énergétique.

Ainsi, ces deux domaines (les financements de projets et les obligations vertes) sont des leviers d'action potentiels importants pour les banques et sont propices à un travail d'analyse plus poussé de leur part. Dans ces deux domaines, la Banque de Financement et d'Investissement a fortement contribué à faire émerger des standards de bonnes pratiques que sont les Principes Équateur et les Principes pour les obligations vertes ou liées au développement durable.

- **Principes Équateur :** les Principes Équateur (ou *Equator Principles*) constituent un engagement volontaire à procéder à une analyse détaillée des aspects environnementaux et sociaux de chaque nouveau financement en lien avec un projet, ou mandat de conseil relatif à un projet, et à exiger que les projets soient développés et exploités en conformité avec les standards environnementaux et sociaux de la Société Financière Internationale (SFI). Crédit Agricole CIB est la première banque française à avoir adhéré à ces principes et à avoir contribué à leur lancement en 2003. Les Principes Équateur sont devenus en quelques années la référence d'un financement responsable en financement de projets.
- **Principes pour les obligations vertes ou liées au développement durable :**
  - les Principes pour les obligations vertes (ou *Green Bonds Principles*) instaurent un cadre pour l'utilisation des fonds, le processus d'évaluation et de sélection des projets, le suivi des fonds levés et le reporting pour l'émission de telles obligations vertes. Ils assurent aux investisseurs la disponibilité de l'information nécessaire pour évaluer l'impact environnemental de leurs investissements, informations disponibles au sein des *Green bond reports* et *Social bonds reports* publiés a minima annuellement par le Groupe Crédit Agricole. Credit Agricole CIB est co-fondatrice des Principes pour les obligations vertes et est la seule banque européenne à avoir participé à leur rédaction en 2014 ;
  - une obligation liée au développement durable (*Sustainability-Linked Bond*) est liée à la stratégie de développement durable globale d'un émetteur. En règle générale, cela se traduit par une structure dans laquelle le coupon de l'obligation peut varier selon que l'émetteur atteint ou non les objectifs de performance prédéfinis en matière de durabilité. Le Comité exécutif des *Green Bond Principles* a formé un groupe de travail, auquel Crédit Agricole CIB a participé, chargé de proposer des orientations de marché s'inscrivant dans cette approche innovante et a ainsi publié les *Sustainability-Linked Bonds Principles* (principes applicables aux obligations liées au développement durable) en juin 2020.

EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE DE FONCTIONNEMENT

En cohérence avec les trajectoires *Net Zero* de la Banque, le groupe Crédit Agricole CIB s'engage à contribuer à la réduction de l'impact environnemental de son empreinte de fonctionnement pour contribuer à l'atteinte de l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050.

Crédit Agricole S.A. a ainsi comme objectif de diminuer de moitié ses émissions sur les *scope* 1 et 2 et de moitié ses émissions en *scope* 3.6 (déplacements professionnels uniquement) entre 2019 [1] et 2030. De même, ayant conscience de l'impact de sa chaîne de valeur sur son empreinte environnementale de fonctionnement, elle a défini un objectif afin de décarboner ses achats.

Le groupe Crédit Agricole CIB participent pleinement aux engagements du Groupe Crédit Agricole en ce qui concerne l'empreinte de fonctionnement. Les actions sont présentées dans la partie 2.3.4. « Empreinte de fonctionnement » et les cibles sont présentées dans la partie 2.4 « Cibles et mesures de performance ».

◆ Considération des parties prenantes

La politique Climat du groupe Crédit Agricole CIB se concentre sur les activités liées à la chaîne de valeur aval, c'est-à-dire les clients et les contreparties avec lesquelles la Banque collabore. Plus spécifiquement, les acteurs présents dans les secteurs d'activité les plus émissifs (pétrole et gaz, production d'électricité, automobile, transport maritime, aviation, immobilier commercial, ciment et acier) font l'objet d'une attention particulière avec notamment des objectifs sectoriels de réduction des émissions de GES financées en contribution au plan de transition du Groupe Crédit Agricole.

Plus d'informations concernant la considération des parties prenantes sont indiquées dans la section 1.3.2. « Intérêts et points de vue des parties prenantes » du présent chapitre.

2.2.3. Adaptation au changement climatique [E1-2]

Le dérèglement climatique génère d'ores et déjà des impacts économiques et sociaux croissants. En raison de leur exposition directe aux risques climatiques physiques et de leur rôle d'accompagnement dans le financement de l'économie, les institutions financières peuvent orienter les capitaux vers les secteurs résilients et accompagner leurs clients dans l'adoption de modèles économiques mieux préparés aux défis climatiques.

Le Groupe Crédit Agricole structure ainsi sa stratégie d'adaptation à travers une démarche progressive, alignée sur les cadres nationaux (Plan national d'adaptation au changement climatique – 3e édition - PNACC 3), européens (Stratégie de l'UE pour l'adaptation au changement climatique) et internationaux (Programme des Nations unies pour l'environnement - PNUE, Accord de Paris), pour accompagner ses clients dans leurs besoins de renforcement de leur résilience et d'adaptation spécifiques.

La Banque reconnaît les défis significatifs de sa stratégie d'adaptation climatique. Les données climatiques localisées et les méthodologies d'évaluation des risques physiques restent perfectibles, créant des incertitudes dans les analyses de portefeuille. Par ailleurs, l'intégration des considérations d'adaptation nécessite une transformation organisationnelle profonde et des investissements importants en formation et systèmes d'information. Enfin, le financement de l'adaptation génère souvent des bénéfices diffus et difficiles à quantifier. L'absence de taxonomie claire et de standards sectoriels harmonisés complique l'identification, l'évaluation et le reporting des activités d'adaptation. La Banque les transforme en opportunités d'innovation grâce à une approche progressive et collaborative qui capitalise sur les apprentissages pour ajuster continuellement sa stratégie.

2.2.4. Impacts, risques et opportunités matériels et interactions avec la stratégie et le modèle économique

2.2.4.1. IMPACTS, RISQUES ET OPPORTUNITÉS MATÉRIELS

Au regard de son analyse de la double matérialité, le Groupe Crédit Agricole a identifié les principales sources d'impacts, risques et opportunités (IRO) liées au changement climatique :

- les impacts positifs et négatifs liés à l'accompagnement des transitions de ses clients dans l'atteinte de la neutralité carbone, axe majeur de la stratégie du Groupe pour la mitigation du changement climatique ;
- la gestion des impacts positifs et négatifs liés à ses activités de Financement et d'Investissement et de leur impact sur les émissions de gaz à effet de serre ;
- les facteurs de risques climatiques (physiques et transition) pesant sur le profil de risque des clients du Groupe Crédit Agricole ;
- la poursuite des opportunités commerciales créées par la finance durable, liées aux enjeux climatiques et de transition énergétique et écologique.

1 *Le choix de l'année 2019 comme année de référence répond aux exigences SBTi, qui recommande que celle-ci soit datée au plus tard deux ans avant l'année de publication des cibles de réduction des émissions de GES, et s'inscrit dans le Plan moyen terme 2019-2022 de Crédit Agricole S.A.*

L'analyse de double matérialité réalisée par le groupe Crédit Agricole CIB s'est inscrite dans le cadre défini par le Groupe Crédit Agricole. Elle a mobilisé diverses fonctions et a porté sur les risques les plus significatifs de la Banque (crédit, marché, opérationnel, liquidité, réputation, etc.), avec la prise en compte de chaque horizon temporel et de chaque scénario du NGFS. Les résultats de cette analyse de matérialité démontrent que les facteurs de risques physiques et de transition liés au changement climatique peuvent être matériels pour Crédit Agricole CIB. L'ensemble de ces éléments constitue la base méthodologique de sa contribution au plan de transition du Groupe Credit Agricole.

Les impacts, risques et opportunités matériels identifiés et traités sous l'angle du changement climatique et de l'accompagnement de la transition des clients sont détaillés dans la section 2.2.2. « Politiques en matière de changement climatique » du présent chapitre.

Le processus de suivi des IRO est piloté par un Comité faîtier dédié au sein du groupe Crédit Agricole CIB, qui aborde les thématiques de la CSRD a minima annuellement, ou plus régulièrement en fonction des besoins.

Les travaux qualitatifs et quantitatifs décrits ci-dessous permettent d'identifier les risques majeurs impactés par le risque climatique et nécessitant donc une priorisation dans le développement du dispositif de gestion du risque. À date, le seul risque à court terme identifié est le risque de crédit, davantage impacté par les risques physiques et de transition, notamment sur les portefeuilles Entreprises dans les secteurs les plus vulnérables.

Cette hiérarchisation a également pris en compte des travaux externes, comme ceux des superviseurs et des régulateurs, permettant de prioriser la conduite d'analyses renforcées.

La correspondance entre ces IRO et la stratégie du groupe Crédit Agricole CIB, déclinée de la stratégie du Groupe Crédit Agricole, ainsi que leurs rôles dans la résilience du modèle d'affaires de Crédit Agricole CIB, feront l'objet du plan de transition prudentiel.

2.2.4.2. INTERACTIONS AVEC LA STRATÉGIE ET LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET RÉSILIENCE DU MODÈLE D'AFFAIRES FACE AUX RISQUES PHYSIQUES ET DE TRANSITION

Crédit Agricole CIB réalise, en corrélation avec le modèle économique et les stratégies de développement par secteurs/ portefeuilles, une analyse des risques ESG et des facteurs de transmission pouvant impacter la résilience des modèles d'affaires. L'analyse de la résilience est menée sous la forme de *stress tests* au niveau du Groupe Crédit Agricole, intégrant, depuis 2024, les risques climatiques dans son dispositif :

- ***Stress test* budgétaire :** la dimension climatique est intégrée au scénario de l'exercice annuel qui contribue à la planification des besoins en capital de Crédit Agricole CIB et permet d'estimer la rentabilité du Groupe Crédit Agricole à horizon trois ans. L'objectif du scénario de stress est de mesurer l'impact d'un choc global sur la trajectoire centrale de solvabilité du Groupe, et d'identifier ainsi les portefeuilles les plus sensibles dans des conditions dégradées ;
- ***Stress tests* climatiques dédiés :** le cadre interne prévoit la réalisation tous les deux ans d'un stress test climatique portant sur le risque de crédit et le risque de marché, avec des objectifs, caractéristiques, horizons et scenarios adaptés à l'évolution des risques et du contexte. Ces tests couvrent les risques financiers matériels au sens de la double matérialité, à savoir le risque physique et le risque de transition liés au changement climatique.

Le groupe Crédit Agricole CIB a collaboré avec le Groupe Crédit Agricole pour la réalisation de ces *stress tests* climatiques, à la demande de plusieurs régulateurs (EBA / BCE), en appliquant leurs hypothèses et sur un périmètre restreint et différent pour chaque régulateur. Aucune de ces analyses de résilience n'a couvert la totalité du portefeuille de financement et d'investissement du groupe Crédit Agricole CIB. Les résultats font apparaître des impacts limités, voire très limités selon les scénarios.

Concernant les risques de marché, un *stress test* climatique a été réalisé au premier trimestre 2025, confirmant que les impacts sont très limités, en cohérence avec la nature des activités de marché du Groupe. Les effets sont réévalués régulièrement et ne justifient, à ce stade, aucune action à horizon d'un an.

Les derniers résultats disponibles sont ceux du *stress test* climatique sur le risque de crédit réalisé pour la Banque centrale européenne (BCE) en 2022, actualisé par Crédit Agricole CIB fin 2024. Il visait à évaluer la résilience de la Banque dans le cadre de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone en ligne avec les ambitions européennes formulées dans le paquet « Ajustement à l'objectif 55 » pour 2030 (*Fit-for*-55) et l'engagement du Groupe Crédit Agricole d'agir pour le climat et la transition vers une économie bas-carbone. Cet exercice, s'appuyant notamment sur le scénario NGFS *Net Zero* 2050, a démontré que les impacts de la transition vers le *Net Zero* sont absorbables

Une *task force* a été mise en place par Crédit Agricole S.A. afin de déployer un ensemble de *stress tests* climatiques à l'échelle du Groupe Crédit Agricole et développer une méthodologie d'analyse de résilience avec des scénarios spécifiques, dont ceux de la BCE.

◆ Les scénarios NGFS[1]

Le Groupe Crédit Agricole a participé de façon volontaire en 2020 à un premier exercice pilote de résistance aux risques climatiques conduit par l'ACPR. Cet exercice a, notamment, concerné les activités bancaires sous les angles risques de crédit et risques de marchés et visait à tester la résilience des établissements de crédit et assureurs français aux effets de la transition climatique à horizon 2050, sans impact sur le *capital planning*.

Les trois scénarios développés par l'ACPR reposaient sur l'approche du NGFS (voir ci-après), recourant aux travaux du GIEC. Les impacts quantitatifs étaient contenus dans les trois scénarios et gérables pour le Groupe Crédit Agricole sur les horizons considérés, grâce notamment à l'application de décisions de gestion. Cet exercice inaugural a permis de tester la capacité opérationnelle du Groupe Crédit Agricole à mener des analyses de niveau sectoriel sur des horizons de temps lointains, sur un large périmètre, et d'amorcer une réflexion sur l'évolution des méthodes habituelles de *stress credit*. Il a permis en outre de préparer l'exercice conduit par la BCE en 2022.

L'approche retenue par la BCE s'est inscrite dans le prolongement des travaux de l'ACPR en ne visant cependant que les activités bancaires (crédit et marché), tout en étendant le champ d'analyse à de nouvelles composantes, comme la présentation de données de résultat par secteur, les émissions de CO_2 sur une sélection de contreparties, ainsi que le risque physique.

Trois scénarios NGFS peuvent être utilisés pour évaluer la matérialité des risques liés au climat et à l'environnement pour le Groupe Crédit Agricole :

- **le scénario « Ordonné » de la BCE :** correspond au scénario « *Net Zero* 2050 » du NGFS dont les principales caractéristiques sont : une très forte réduction des émissions de GES pour atteindre le *Net Zero* en 2050, une action immédiate, ambitieuse et régulière permettant une transition douce et un prix du carbone en ligne avec les objectifs fixés ;
- **le scénario « Désordonné » de la BCE :** correspond au scénario « Transition retardée » du NGFS dont les principales caractéristiques sont : une très forte réduction des émissions de GES pour atteindre le *Net Zero* en 2050, une action tardive et soudaine entraînant une transition brusque et un prix du carbone en ligne avec les objectifs fixés ;
- **le scénario « *Hot House World* » de la BCE :** correspond au scénario « Politiques actuelles » du NGFS dont les principales caractéristiques sont : l'absence de nouvelles politiques en

1 *Network for Greening the Financial System.*

faveur de la transition, la diminution progressive des émissions européennes compensée par la hausse hors Europe, entraînant le réchauffement climatique et la hausse substantielle du risque physique et un prix du carbone demeurant très faible.

Afin d'établir la matérialité des risques environnementaux, Crédit Agricole S.A. a étudié et mesuré l'incidence des facteurs de risques climatiques et environnementaux (physiques et de transition) sur les principaux risques de la Banque : crédit, liquidité, marché, opérationnel, réputation et contentieux et stratégique ; avec des impacts cependant plus marqués sur le risque de crédit et le risque de réputation. Ces risques font l'objet d'un suivi spécifique.

◆ La mesure du risque climatique physique

Les facteurs de risque physique peuvent essentiellement impacter, à court terme, les actifs physiques financés. L'une des étapes est l'identification et l'évaluation des risques physiques.

Concernant la mesure opérationnelle du risque physique, les impacts potentiels pour les portefeuilles de financement du groupe Crédit Agricole CIB sont pris en compte dans l'analyse crédit. Pour les financements relatifs à un projet, l'analyse se base sur les Principes Équateur. Pour les clients *Corporate*, l'analyse des enjeux liés au risque physique est évaluée à travers une méthode développée par le groupe Crédit Agricole CIB combinant des indices de sensibilités sectorielle et géographique (indice de risque physique climatique).

◆ La mesure du risque climatique de transition

Une cartographie du risque de transition a été réalisée selon la sensibilité sectorielle définie par la BCE dans son rapport *« ECB Economy-Wide Climate Stress Tests » (Occasional Paper Series n° 281 – September 2021)*. Au regard de cette macroanalyse, une part importante des expositions de financement relève de secteurs relativement plus exposés au risque de transition climatique.

En complément de cette analyse, les travaux conduits en interne, mais aussi lors d'exercices menés par la supervision, n'ont pas permis d'identifier, à date, des impacts financiers significatifs à court terme et à l'horizon des projections. En outre, un indice de risque de transition climatique est calculé depuis 2017 pour les groupes clients entreprises de Crédit Agricole CIB en combinant trois facteurs :

- le niveau d'enjeu sectoriel lié aux financements tel qu'évalué par la méthodologie interne SAFE dans la vision par enjeu ;
- le niveau d'ambition nationale de réduction des émissions de GES tel que résultant des contributions volontaires dans le cadre des négociations internationales (INDC – *Intended Nationally Determined Contributions*) ;
- le niveau relatif de maturité du client face aux enjeux climatiques et sa capacité d'adaptation tels qu'évalués par une agence extra-financière ou extrapolés par moyenne géographique.

Pour chaque groupe client, l'indice de risque de transition climatique est calculé en formant le produit de ces trois facteurs. Cet indice est positif quand la contrepartie fait preuve d'une anticipation supérieure à la moyenne de son secteur, et négatif dans le cas contraire. Plus le client se distingue de ses pairs, plus le secteur est considéré à enjeu et plus le pays s'est engagé à une transition climatique rapide, plus la valeur absolue de l'indice est importante. Ainsi, un acteur des secteurs Énergie ou Transports dans un pays engagé dans une forte réduction des émissions aura plus à perdre ou à gagner qu'un acteur d'un secteur à faible enjeu et situé dans un pays peu exigeant en matière de réduction des émissions de GES. Tant le sens que l'importance de l'impact sur cet acteur dépendront de sa capacité à adapter sa stratégie et son modèle économique à la nouvelle donne.

L'indice de risque climatique de transition complète les politiques sectorielles en permettant d'identifier les clients pour lesquels des analyses complémentaires paraissent nécessaires concernant leur exposition au risque de transition climatique et la gestion de ce risque. Cette approche concerne tous les secteurs et tous les pays, et nourrit les analyses risques, notamment dans la revue des stratégies sectorielles et pays.

◆ Résilience du modèle économique du groupe Crédit Agricole CIB

Les outils internes d'évaluation des enjeux permettent de confirmer que :

- la vulnérabilité du Groupe Crédit Agricole aux risques physiques augmente de manière limitée sur certaines géographies, mais l'impact des risques physiques demeure contenu, notamment pour les activités de financement, grâce à la mise en place d'un dispositif de maîtrise de ces risques ;
- les impacts du risque climatique de transition selon les scénarios de stress conduits dans l'exercice pilote de l'ACPR et l'exercice BCE sont contenus à l'échelle du Groupe Crédit Agricole. Ils démontrent la résilience du Groupe Crédit Agricole aux scénarios retenus pour l'exercice BCE : transition climatique ordonnée, désordonnée ou une absence de transition (scénario adverse). Les trajectoires de prix du CO_2 pour chacun de ces scénarios sont retranscrites dans les trajectoires des valeurs ajoutées sectorielles du périmètre d'analyse. Les projections sont effectuées à court terme (deux ans) et long terme (2050), avec, pour l'horizon le plus long, l'élaboration de bilan dynamique permettant d'intégrer une réponse stratégique à l'évolution de chaque secteur.

Le groupe Crédit Agricole CIB assure la résilience de sa stratégie et de son modèle économique face au changement climatique en mettant en avant une analyse approfondie de sa capacité à faire face aux risques climatiques. Cette analyse repose sur trois éléments clés : la diversification des portefeuilles par secteur et localisation, la diversité des tailles des contreparties, ainsi que la durée des engagements, la majorité étant en moyenne de l'ordre de 3 ans. Cette approche permet à la Banque de mieux se prémunir contre les risques climatiques potentiels et de renforcer sa résilience face à ces enjeux.

Le groupe Crédit Agricole CIB met en œuvre une politique active de diversification de ses sources de financement avec un recours à un marché diversifié via des programmes d'émissions aux formats multiples et destinés à des zones géographiques variées.

2.3. Actions et ressources en rapport avec les politiques en matière de changement climatique [E1-3]

Dans le cadre de son modèle relationnel par une approche globale des besoins de ses clients, des spécificités du secteur bancaire et de l'interdépendance des leviers de décarbonation, les initiatives de décarbonation du Groupe constituent un ensemble d'actions sur les émissions de GES. La contribution des leviers de décarbonation à la réalisation des objectifs de réduction des émissions de GES est ainsi à considérer de manière globale.

Les actions et ressources allouées par le Groupe Crédit Agricole pour répondre aux objectifs de la politique climat, en accord avec

son projet sociétal initié depuis décembre 2021, reposent sur six piliers, afin de capturer les différents enjeux de ses lignes métiers :

- l'accompagnement des clients dans la transition écologique et énergétique ;
- la mise en œuvre de plans d'actions sectoriels ;
- le déploiement de plans d'actions d'investissement ;
- une réduction de son empreinte de fonctionnement ;
- la contribution volontaire à la neutralité carbone ;
- la mise en œuvre d'un dispositif de gestion des risques climatiques ambitieux.

2.3.1. Accompagnement de tous les clients

◆ Actions face aux enjeux climatiques

Le groupe Crédit Agricole CIB met en place l'approche volontariste, adoptée par le Groupe Crédit Agricole, d'accompagnement de la transition de ses clients au travers de solutions adaptées à leurs besoins et en les conseillant dans les transformations en cours et à venir. En équipant tous ses clients en produits et services accompagnant la transition énergétique et environnementale et en s'inscrivant en permanence dans une démarche d'innovation et de progrès, le groupe Crédit Agricole CIB et le Groupe Crédit Agricole perpétuent leurs rôles d'acteurs engagés dans les grandes transitions sociétales.

Cet accompagnement se traduit par des actions concrètes au sein de ses activités, telles que :

- la formation de tous ses collaborateurs et ses dirigeants aux enjeux RSE ;
- la sensibilisation et l'accompagnement bancaire des clients sur leurs projets de transition au travers de la mise en place de nombreuses solutions de financement, telles que des prêts fléchés ou des financements indexés ;
- l'identification et le suivi des financements dans les secteurs les plus émissifs (comme mentionné à la section 2.3.2. « Plans d'actions sectoriels sur les portefeuilles de financement » du présent chapitre).

◆ Formation et ressources humaines allouées aux enjeux environnementaux et climatiques

Chez Crédit Agricole CIB, une équipe *Sustainable Banking* a été créée dès 2010. Au sein du périmètre *Sustainability*, l'organisation mise en place veille à développer les synergies entre tous les départements de Crédit Agricole CIB sur les sujets de durabilité.

La gestion des risques environnementaux et climatiques est pilotée par la Direction risques et contrôles permanents.

Chez Indosuez, une équipe similaire a été mise en place en 2019.

À cet effet, l'équipe fédérale a pour mission d'organiser la déclinaison de la stratégie du groupe Crédit Agricole à l'ensemble des entités Indosuez. Cette équipe est composée de trois personnes au niveau fédéral, complétée par des responsables Finance Durable locaux. Le rôle de ces derniers est de traduire le dispositif fédéral au niveau local.

À côté de cela, des responsables RSE locaux ont pour mission de relayer la dynamique sociétale du Groupe Crédit Agricole.

MONTÉE EN COMPÉTENCE DES MÉTIERS

Pour assumer le rôle de conseiller et d'accompagnateur des transitions, le groupe Crédit Agricole CIB comme le Groupe Crédit Agricole, organise la montée en compétence des collaborateurs à tous les niveaux.

Pour assurer la montée en compétence des chargés d'affaires notamment, l'IFCAM, l'université du Groupe Crédit Agricole, met à disposition de toutes les entités du Groupe Crédit Agricole des modules génériques de formation.

Au sein de la Banque de Financement et d'Investissement, le déploiement de l'*ESG Academy* est en cours avec des formations modulaires adaptées au plus près des besoins des collaborateurs. Le modèle développé s'appuie sur une combinaison de formations Groupe Crédit Agricole et de modules sur-mesure réalisés par les experts internes. Il repose sur l'implication, au quotidien, de l'ensemble des collaborateurs comme acteurs du développement durable dans le cadre de leur métier pour l'appréciation et la gestion des risques environnementaux directs ou indirects. Les chargés d'affaires et banquiers conseil sont responsables de l'analyse des problématiques environnementales et sociales liées à leur activité. Ils font appel, en tant que de besoin, aux spécialistes des Études Économiques de Crédit Agricole S.A. (ECO). Ils s'appuient aussi sur les experts *Sustainable Investment Banking* et sollicitent, si nécessaire, les équipes des Risques ESR (« *Environmental and Social Risks* ») et de la conformité ESG (*ESG compliance*).

Un rôle central est confié aux collaborateurs dans le dispositif, conduisant le groupe Crédit Agricole CIB à poursuivre un important effort de sensibilisation et de formation. Afin de favoriser la réflexion, la prise de conscience sur un sujet donné, ou le partage de bonnes pratiques, de multiples initiatives sont mises en œuvre : webinaires, formations, conférences et programmes dédiés. À titre d'exemple, les ateliers « Fresque du climat » sont déployés depuis 2022 au sein de la Banque de Financement et d'Investissement.

◆ Sensibilisation et accompagnement des clients dans leurs projets de transition

Le groupe Crédit Agricole CIB propose de nombreuses solutions de financements durables permettant d'accompagner les clients dans leurs projets de transition, dont notamment :

- les prêts fléchés destinés à financer des projets, qui font l'objet d'un pilotage actif-passif sur les thématiques environnementales (objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique de la Taxonomie européenne) et sociales. La possibilité de proposer un avantage tarifaire est laissée à l'appréciation de chaque entité. Ainsi en 2025, 19,3 milliards d'euros de financement dans les énergies bas-carbone ont été réalisés par Crédit Agricole CIB ;
- les financements indexés à la performance ESG ou *Sustainability-Linked Loans* (SLL) sont des opérations de financement dont le taux est indexé à des critères de performance ESG propres à l'entreprise, ce qui permet aux clients d'aligner leur stratégie RSE avec le financement de leur développement ou de leur exploitation.

2.3.2. Plans d'actions sectoriels sur les portefeuilles de financement

Comme indiqué précédemment, dans le cadre de plan de transition et de son adhésion à la *Net Zero Banking Alliance*, le Groupe Crédit Agricole a défini des trajectoires de décarbonation sur huit secteurs (Pétrole et gaz, Production d'électricité, Immobilier commercial, Automobile, Aviation, Transport maritime, Ciment et Acier). Le Groupe a élaboré et mis en œuvre les plans d'actions et leviers de décarbonation sectoriels spécifiques décrits ci-dessous, afin de contribuer à l'atteinte des cibles définies par le Groupe Crédit Agricole sur ses portefeuilles de financement. Ces leviers répondent aux impacts, risques et opportunités liés au changement climatique identifiés comme matériels. Crédit Agricole CIB est un contributeur majeur à ces plans d'actions.

La définition des périmètres par secteur est décrite dans la partie « 2.4.1.2. Indicateurs clés de réduction des émissions de GES et alignement avec les trajectoires *Net zero* sur les portefeuilles de financement ».

2.3.2.1. PÉTROLE ET GAZ

- Arrêter tout financement de nouveau projet d'extraction d'énergies fossiles ;
- arrêter les financements des producteurs indépendants, dont l'activité est consacrée exclusivement à l'exploration / production de pétrole et gaz ;
- examiner, au cas par cas, les financements *corporate* des énergéticiens, selon une appréciation mise à jour régulièrement, en tenant compte de leurs engagements dans la transition ;
- refuser des mandats de conseil d'émissions obligataires d'entreprises impliquées dans l'exploration-production d'hydrocarbures fossiles, sauf s'ils portent sur des obligations durables ou des *sustainability-linked bonds* ;
- donner la priorité aux clients fortement engagés dans la réduction de leur empreinte carbone, et qui agissent comme des catalyseurs pour le développement des solutions de décarbonation (énergies renouvelables, technologies de captage et de stockage du carbone, production d'hydrogène) ;
- poursuivre la réduction du financement de l'extraction de pétrole : objectif de baisse de 25 % de l'exposition de la BFI[1] à l'extraction de pétrole en 2025 (par rapport à 2020) (- 72 % au 31 décembre 2025) ;
- se désengager des hydrocarbures non conventionnels[2] et exclure les financements de projets en Arctique[3].

2.3.2.2. PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

- Accroître de 80 % l'exposition aux énergies bas-carbone (production et stockage) d'ici 2025 (par rapport à 2020), contre un objectif de + 60 % annoncé en 2022 ;
- élargir la base de clients, en intégrant de nouveaux clients afin de mieux refléter la diversité croissante du secteur ;
- se retirer de manière sélective des unités de production à base d'énergie fossile en finalisant la sortie du charbon thermique d'ici 2030 (UE et OCDE) et 2040 (reste du monde).

2.3.2.3. AUTOMOBILE

- Promouvoir la transition vers les véhicules électriques et la mobilité douce ;
- soutenir les constructeurs automobiles dans les investissements nécessaires à l'électrification de leurs véhicules ;
- accompagner la transformation du secteur en finançant de nouveaux acteurs, tels que les fabricants de batteries et les opérateurs de solutions de recharge, les constructeurs exclusivement dédiés aux véhicules électriques et avec un suivi rapproché des trajectoires des fabricants en matière d'émissions de carbone.

2.3.2.4. TRANSPORT MARITIME

- Travailler avec les clients pour estimer le score carbone de chaque navire en portefeuille ou à venir, et mettre en place des mesures pour financer les investissements pour leur rénovation (*retrofit financing*) nécessaires à l'alignement avec la politique *Net Zero* du Groupe Crédit Agricole pour les navires le permettant ;
- développer une politique active pour financer la construction de nouveaux navires utilisant des carburants durables, en collaboration avec les agences de crédit export, afin :
  - d'accompagner les clients dans leurs commandes de navires de nouvelle génération ;
  - d'accélérer la rénovation des flottes existantes et le démantèlement des navires les plus polluants ;
- engager une démarche d'amélioration de la méthodologie en ligne avec les réglementations en vigueur et les standards de l'industrie.

2.3.2.5. AVIATION

- Donner la priorité aux avions les plus économes en carburant ;
- s'impliquer dans la chaîne de valeur des carburants durables ;
- en parallèle, maintenir un dialogue permanent avec les clients sur les enjeux de durabilité.

2.3.2.6. IMMOBILIER COMMERCIAL

- Jouer un rôle majeur dans le financement des besoins massifs en travaux de rénovation, en accompagnant les clients et en capitalisant sur la réglementation locale ;
- poursuivre l'amélioration de la qualité de la donnée pour compléter la connaissance du portefeuille et les efforts des clients.

2.3.2.7. CIMENT

- Engager un dialogue soutenu avec les clients afin d'encourager l'adoption d'objectifs en intensité inférieurs à 500 kgCO_2e/tonne de ciment, pour les émissions brutes des *scope* 1 et 2 ;
- continuer à soutenir les besoins de financement massifs des clients leur permettant d'atteindre leurs objectifs de décarbonation (nouvelles infrastructures, développement du CCUS[4] électrification) ;
- piloter le portefeuille ciment, en tenant compte des objectifs d'intensité CO_2e fixés par les clients, en procédant à une réallocation des actifs en faveur des producteurs de ciment ayant mis en place les stratégies de décarbonation les plus ambitieuses.

2.3.2.8. ACIER

- Engager un dialogue soutenu avec les clients non alignés sur une trajectoire 1,5°C pour étudier comment la Banque peut les accompagner dans leur décarbonation ;
- développer les financements de projets portant sur des technologies de production d'acier bas-carbone ;
- piloter le portefeuille Acier, avec réallocation en faveur des clients les plus ambitieux en matière de décarbonation.

◆ Suivi opérationnel de la stratégie et pilotage *Net Zero* et pilotage carbone

Le Groupe Crédit Agricole, incluant le groupe Crédit Agricole CIB, a établi une stratégie climat qui se concrétise notamment à travers l'intégration des trajectoires de décarbonation de huit secteurs dans sa planification stratégique globale. Les indicateurs de performance relatifs à ces objectifs ont été formalisés et validés au niveau de la gouvernance du Groupe. Parallèlement aux travaux budgétaires financiers, le Groupe a mis progressivement en place un budget carbone (CO_2), déjà appliqué à l'exercice 2024 pour définir le budget 2025, renforçant ainsi le dispositif encadrant ses ambitions et son alignement avec les objectifs à long terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre en Europe et dans le monde.

1 *L'exposition retenue est l'Exposure At Default (EAD). L'indicateur est calculé sur la base de la part de Capex dédiée aux activités d'exploration et production de pétrole.*
2 *Ou celles des contreparties dont le chiffre d'affaires issu de ces activités est supérieur à 30 % ; pétrole de schiste, gaz de schiste, pétrole extra-lourd, dont pétrole issu de sables bitumineux.*
3 *Zone AMAP pour l'Arctique terrestre et au-delà de la ligne de Köppen pour l'Arctique maritime.*
4 *Carbon Capture, Utilisation and Storage.*

2.3.3. Plans d'actions sur les portefeuilles d'investissement

Indosuez Wealth Management a établi un plan d'actions ayant principalement pour but la constitution et la promotion de la finance durable auprès de ses clients, qui vise notamment à atteindre les objectifs suivants :

- mesurer l'appétence ESG et l'intégration de critères ESG sur l'ensemble du parcours client ;
- déployer une offre de produits et services d'investissement complète, intégrant des critères ESG, quel que soit le mode de gestion (mandat, conseil, *Receipt and transmission of orders*) et la classe d'actifs (titres vifs, fonds, produits structurés, immobilier) ;
- fournir une notation ESG de l'ensemble des portefeuilles clients.

De plus, les notations ESG sont mises à jour régulièrement et peuvent être revues entre deux évaluations en cas de graves controverses. Elles s'appuient sur la méthodologie d'Amundi, *asset manager* de référence du Groupe Crédit Agricole. À la suite du rachat de Degroof Petercam en 2024 des travaux ont été réalisés tout au long de l'année 2025 pour préparer le déploiement de la méthodologie ESG de Degroof Petercam dans le groupe Indosuez en remplacement de la méthodologie Amundi.

2.3.4. Empreinte de fonctionnement

Bien que les impacts climatiques induits par l'activité de financement apparaissent très supérieurs aux impacts directs de la Banque, le groupe Crédit Agricole CIB est néanmoins attentif à gérer au mieux son empreinte en propre et inscrit ses actions dans celles définies par le Groupe Crédit Agricole.

Les actions sont concentrées en quatre grandes catégories :

- l'exploitation des bâtiments à travers des actions de sobriété (contrôles des températures, contrat avec un bonus-malus sur les économies d'énergie, concours usage bâtiment - CUBE), d'efficacité énergétique (changement de combustible) et de rénovation (chiffrage des travaux nécessaires à l'atteinte des objectifs établis permettant de déployer différents scénarios d'optimisation pour les campus d'Ile-de-France) **;**
- le numérique durable à travers l'exploitation des *data centers* (amélioration continue de l'optimisation énergétique des *data-centers*, *free-cooling* indirect, rationalisation et optimisation énergétique des infrastructures) et la diminution de l'empreinte carbone du système d'information (SI) du groupe Crédit Agricole CIB via une mesure régulière pour piloter la transformation de l'IT, le déploiement de pratiques d'écoconception à l'échelle du SI, ainsi qu'une procédure de gestion de fin de vie des équipements informatiques ;
- les déplacements liés aux voyages d'affaires (recours aux réunions et au travail à distance, politique voyage) et à la flotte automobile (électrification de la flotte de véhicules de fonction et de service, bornes de recharge pour les collaborateurs). Les actions réalisées en matière de décarbonation des achats sont précisées dans la partie 4.2.3.5. « Agir pour la transition vers une économie bas-carbone dans la politique achats » du présent chapitre.

Le groupe Credit Agricole CIB participent pleinement aux engagements du Groupe Crédit Agricole en ce qui concerne l'empreinte de fonctionnement.

2.3.5. Contribution volontaire à la neutralité carbone

Le Groupe Crédit Agricole a pris l'engagement de contribuer à la neutralité carbone globale à hauteur de l'empreinte carbone de Crédit Agricole S.A. et ses filiales (sur les *scope* 1, 2 et 3 pour les déplacements professionnels) jusqu'en 2040, au travers des fonds carbone *Livelihoods* dans lesquels Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont investi (*Livelihoods Carbon Fund* 1 & 2).

Chaque année, les émissions de la Banque de Financement et d'Investissement (sur les *scope* 1, 2, et 3 déplacements professionnels uniquement) sont comptabilisées afin de connaitre le montant de la contribution nécessaire. La banque contribue ensuite, à hauteur de cette empreinte, en procédant à l'annulation de certificats VCU *(Verified Carbon Units*) correspondant aux dividendes reçus, au titre de son investissement dans le *Livelihoods Carbon Fund* SICAV-SIF (LCF).

Les projets carbone *Livelihoods* sont mesurés et audités par des organisations indépendantes afin de fournir aux investisseurs partenaires des crédits carbone qui répondent aux normes internationales les plus élevées (*Gold Standard* et VERRA). Les crédits carbone émis par *Livelihoods* proviennent du calcul de quantités de CO_2 déjà séquestrées ou d'émissions de gaz à effet de serre déjà réduites. Il ne s'agit pas de séquestrations ou de réductions futures.

En 2025, Indosuez a décidé d'initier une première étape de compensation de ses émissions carbone, en France et pour l'ensemble du groupe. Cette stratégie a vocation à être reconduite d'année en année, en essayant de financer progressivement des projets locaux dans les pays d'implantation lorsque cela sera possible dans de bonnes conditions. Les émissions liées aux déplacements, particulièrement en avion, sont plus particulièrement ciblées.

À date le Crédit Agricole S.A. est en mesure de publier des informations relatives à la qualité et la crédibilité des crédits carbone annulés sur l'année uniquement pour les normes de qualité Verra, Gold Standards et Label Bas-carbone.

2.3.6. Gestion des risques, plan d'actions et démarche d'amélioration continue

Conscient des impacts potentiels des risques climatiques et environnementaux sur ses activités, le Groupe Crédit Agricole intègre la prise en compte de ces risques dans l'ensemble de ses dispositifs de gestion du risque dans une approche d'intégration de bout en bout et dans une démarche d'amélioration continue (cf. section 1.4.1 « Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels »).

Le groupe Crédit Agricole CIB s'appuie sur les cadres de risques et processus du Groupe Crédit Agricole, en les faisant évoluer pour intégrer les risques climatiques et environnementaux (C&E). Le Groupe Crédit Agricole a établi en mai 2021, sur base consolidée, un plan d'actions relatif au déploiement du dispositif de gestion des risques liés au climat et à l'environnement, conformément aux attentes du guide de la BCE relatif aux risques liés au climat et à l'environnement. L'avancement de la mise en œuvre de ce plan d'actions fait l'objet d'un suivi présenté aux instances de Gouvernance.

Au sein du groupe Crédit Agricole CIB, la ligne métier Risque poursuit le développement d'indicateurs, en ligne avec la méthodologie du Groupe Crédit Agricole, associés aux risques climatiques et environnementaux, témoignant ainsi de l'engagement continu à intégrer les considérations environnementales dans ses pratiques de gestion des facteurs de risques.

Le dispositif de gestion de ces facteurs de risques s'articule autour de deux axes :

- l'intégration des facteurs de risques environnementaux et climatiques dans le dispositif de contrôle permanent ainsi que dans l'octroi de crédit ;
- la mise en place d'un dispositif de surveillance des facteurs de risque de réputation.

◆ Gouvernance et appétence pour le risque

Le groupe Crédit Agricole CIB renforce la prise en compte des risques C&E par les instances de Gouvernance en les intégrant progressivement au cadre de risques sectoriels, en complément du cadre de risques de la Direction risque et contrôle permanent sur les risques C&E. Ces sujets sont soumis au Comité des risques de la Direction risque et contrôle permanent du groupe Crédit Agricole CIB, puis à la gouvernance non exécutive (Comité des risques du Conseil puis Conseil d'administration pour validation finale). En outre, le cadre d'appétence au risque du groupe Crédit Agricole CIB a été revu, en ligne avec la gouvernance du Groupe Crédit Agricole, afin d'intégrer les dimensions C&E, notamment concernant l'inventaire des risques et les indicateurs de risques.

Le groupe Crédit Agricole CIB, selon les instructions du Groupe Crédit Agricole, a engagé des actions pour compléter son dispositif afin de refléter la responsabilité de chacune des trois lignes de défense vis-à-vis des risques liés au climat et à l'environnement et en renforçant son dispositif de formation des collaborateurs sur les risques C&E.

La gestion de la donnée et les dispositifs de reporting ont fait l'objet de travaux d'adaptation. Le groupe Crédit Agricole CIB a mis en place des mesures concrètes afin de déclarer les risques C&E sur ses activités et les différentes actions préventives. Dans le but de permettre l'interopérabilité et l'agrégation cohérente et comparable des données au sein du Groupe Crédit Agricole, les outils et procédures IT sont en cours de revue, notamment sur le dictionnaire des données, outil répondant aux besoins de la Taxonomie et du Pilier III ESG, procédure de collecte des données, etc.

Les chargés d'affaires et banquiers conseil du groupe Crédit Agricole CIB ont recours aux analyses d'experts environnementaux et sociaux indépendants dans les cas prévus dans les procédures. Les opérations les plus complexes d'un point de vue environnemental ou social ainsi que les clients jugés comme potentiellement sensibles sur ces aspects, sont soumis, pour recommandation, à un Comité ad hoc d'évaluation des opérations présentant un risque environnemental ou social (CERES), après instruction du dossier par le département Risques environnementaux et sociaux.

Le Comité CERES, présidé par le responsable de la fonction Conformité, agit comme Comité faîtier du système d'appréciation et de gestion des risques environnementaux et sociaux liés à l'activité du groupe Crédit Agricole CIB. Ce Comité émet notamment des recommandations préalablement au Comité de crédit pour toutes les opérations et clients pour lesquels il juge nécessaire un suivi spécifique des aspects environnementaux ou sociaux. Le Comité CERES valide les notations des transactions au titre des Principes Équateur, émet des avis et des recommandations sur les opérations et clients classés sensibles au regard des aspects environnementaux et/ou sociaux et émet des avis sur les révisions ou la rédaction de nouvelles procédures, d'engagements publics en matière environnementale et sociale et politiques sectorielles. Les transactions jugées potentiellement risquées par le Comité CERES ne peuvent être approuvées que par le plus haut Comité de crédit de la Banque présidé par la Direction générale.

Le Comité CERES s'est réuni cinq fois en 2025 pour traiter des thématiques spécifiques telles que la revue des transactions signées dans l'année et la validation des notations selon les Principes Équateur, le suivi des dossiers sensibles et la révision des politiques sectorielles.

En 2025, le Comité CERES a étudié par ailleurs près de 180 dossiers avant leur passage en Comité de crédit ou décision commerciale du fait de l'importance et de la sensibilité des impacts environnementaux ou sociaux potentiels identifiés.

◆ Dispositif de gestion des risques

S'agissant des risques climatiques et environnementaux (C&E) ; intégrant les risques climatiques, nature mais aussi le social), le groupe Crédit Agricole CIB a pris des mesures pour renforcer le cadre de gestion des risques, notamment par :

- les analyses de matérialité des risques C&E sur les différents secteurs et géographies et la définition d'un plan d'actions visant à améliorer ou compléter celles-ci ;
- l'évaluation de l'impact potentiel des risques C&E sur les portefeuilles (secteurs et pays) du groupe Crédit Agricole CIB et le développement des méthodes afin d'intégrer ces impacts potentiels, lorsque pertinent ;
- l'intégration progressive des risques C&E dans le dispositif de contrôle permanent avec un référentiel commun de contrôles.

Le groupe Crédit Agricole CIB intègre également les risques C&E dans ses processus d'octroi de crédit, notamment par :

- l'intégration des risques C&E dans le processus de décision d'octroi via des indicateurs environnementaux et sociaux sur les contreparties ;
- le pilotage des portefeuilles de l'ensemble des segments de clientèle via l'identification des secteurs d'activité et géographies les plus sensibles au regard de la matrice géo-sectorielle élaborée par le Groupe Crédit Agricole ;
- l'ajustement des processus d'escalade pour les projets/transactions/clients sensibles ;
- la mise en place d'analyses trimestrielles sur l'identification des facteurs environnementaux dans les alertes crédit et ;
- la réalisation d'analyses de matérialité sur différentes géographies, secteurs d'activité et thématiques.

L'intégration des critères C&E dans les processus d'octroi de crédit est explicitée dans la partie 1.4.1.2. « Description du processus d'identification et d'évaluation des IRO matériels au changement climatique » du présent chapitre.

Au sein du Groupe Crédit Agricole, la continuité d'activité s'insère dans le dispositif de maîtrise du risque opérationnel et constitue un élément fondamental du dispositif de contrôle interne. Elle s'appuie notamment sur des cartographies de risques opérationnels permettant de planifier et de hiérarchiser les actions en fonction des risques. De même, la continuité d'activité s'appuie sur une note de procédure interne, prévoyant le dispositif de gestion des risques liés à la continuité et au rétablissement des activités du Groupe.

Dans ce cadre, Crédit Agricole CIB en tant qu'entité du Groupe a élaboré un Plan de continuité d'activité (PCA) visant, en cas de sinistre, à maintenir au moins les activités essentielles au service des clients et des partenaires, éventuellement en mode dégradé et temporaire, puis à rétablir progressivement l'ensemble des activités.

La méthode du Groupe pour la mise en œuvre des processus de continuité et de reprise est largement documentée. Elle inclut notamment :

- des guides méthodologiques d'élaboration des Plan de continuité d'activité ;
- des politiques de domaine de sécurité des systèmes d'information pour les scénarios de crise informatique ;
- la politique générale de gestion de crise du Groupe ;
- des kits opérationnels à destination des responsables de Plans de continuité d'activité et les responsables des Plans de secours informatique, précisant leurs missions respectives.

Par ailleurs, les PCA sont régulièrement mis à jour et testés, afin de garantir leur efficacité en situation de crise réelle. Le groupe Crédit Agricole CIB déploie ces plans au sein de ses filiales et succursales locales, en les adaptant si nécessaire aux exigences légales et réglementaires locales.

En outre, le Groupe a défini cinq scénarios de crise obligatoires pour lesquels toutes les entités doivent se préparer. Ces scénarios prennent en compte les facteurs de risques environnementaux tels

que les inondations, les vents violents et les vagues de chaleur. Cela illustre l'engagement du Groupe à limiter les pertes opérationnelles, et à renforcer sa résilience face aux menaces environnementales externes. Cette approche globale constitue un pilier essentiel du PCA du Groupe, conçu pour garantir la stabilité des activités.

Concernant le risque de réputation et de contentieux lié aux risques C&E, la Banque intègre un volet ESG dans ses processus de nouveaux produits et services, s'est dotée d'un dispositif de gestion de communication de crise, et développe un cadre de prévention et gestion des risques de réputation liés à l'ESG (intégrant les aspects climatiques et environnementaux).

S'agissant du risque de marché et de liquidité, les analyses de matérialité concluent un impact faible des facteurs de risques climatiques et environnementaux sur ces deux catégories de risques, tout horizon de temps confondu. Un processus de revue périodique de la matérialité des facteurs climatiques et environnementaux sur ces risques est défini afin de détecter l'évolution des risques et adapter l'encadrement des risques en conséquence.

Enfin, le Groupe Crédit Agricole a défini un dispositif de test de résistance climatique interne auquel le groupe Crédit agricole CIB participe (voir la section 2.2.4.2. « Interactions avec la stratégie et le modèle économique et résilience du modèle d'affaires face aux risques physiques et de transition » du présent chapitre) et a mené un premier exercice interne fin 2024. En parallèle, des travaux ont été lancés visant à faire évoluer les modèles pour une meilleure prise en compte des facteurs C&E.

Le dispositif de gestion des risques C&E du groupe Crédit Agricole CIB a été formalisé dans un texte de gouvernance spécifique. Ce dispositif comprend trois axes d'analyse : l'application des Principes Équateur pour les opérations directement liées à un projet, les politiques sectorielles (consultables sur le site internet de Crédit Agricole CIB, à l'adresse suivante : https://www.ca-cib.fr/fr/engagement-societal-finance-durable/nos-politiques-de-financement-durable/nos-politiques) et une analyse de la sensibilité C&E des transactions ou clients.

L'intégration des risques C&E dans le dispositif de contrôle permanent, constitue une autre pierre angulaire en cours de construction. Celui-ci poursuit sa construction en intégrant un référentiel commun de contrôles couvrant les risques inhérents à la thématique ESG.

Le Groupe Crédit Agricole intègre également des critères climatiques et environnementaux au dispositif d'appétit aux risques, en cohérence avec les résultats des analyses de matérialité, et en ligne avec la stratégie commerciale du Groupe Crédit Agricole.

APPLICATION DES PRINCIPES ÉQUATEUR

Conformément aux principes généraux présentés ci-avant, l'évaluation et la gestion des risques environnementaux et sociaux sont en premier lieu réalisées par les chargés d'affaires.

Pour les financements de projets, les chargés d'affaires sont assistés d'un réseau de correspondants locaux qui leur apportent le soutien nécessaire dans chaque centre géographique de structuration, en lien permanent avec une cellule de coordination. Celle-ci, composée d'opérationnels de la ligne métier Financements de projets, coordonne notamment les aspects pratiques de la mise en œuvre des Principes Équateur. La cellule de coordination anime le réseau des correspondants locaux et met en place des formations spécifiques pour les intervenants. Par ailleurs, la ligne métier *Export finance* a renforcé son dispositif avec des spécialistes qui apportent un soutien aux chargés d'affaires dans l'évaluation et la gestion des risques environnementaux et sociaux liés aux financements de type *Project Related Corporate Loans*.

Les Principes Équateur ont été développés pour répondre aux contraintes existantes dans le processus des financements en lien avec des projets. Même s'ils ne peuvent pas toujours être appliqués en l'état aux autres modes de financement, ils constituent néanmoins un cadre méthodologique utile et reconnu mondialement dans la prise en compte et la prévention des impacts sociaux et environnementaux dès lors que le financement apparait lié à la construction d'un actif industriel spécifique (usine, infrastructure de transport, …).

Pour le groupe Crédit Agricole CIB, la première étape consiste à évaluer chaque projet en fonction des risques et impacts environnementaux et sociaux selon le système de classement de la Société financière internationale (SFI).

Des obligations environnementales et sociales sont ensuite inscrites dans les contrats de prêts afin de s'assurer que les projets sont bien développés et exploités en conformité avec les standards environnementaux et sociaux de la SFI. Ceci comporte notamment l'obligation de consulter les populations affectées et, dans certaines situations, d'obtenir leur consentement.

Le classement des projets est validé par le Comité CERES. Les dossiers présentant des impacts significatifs font l'objet d'un avis par ce Comité avant leur passage en Comité de crédit. Après signature, les financements notés A font également l'objet d'un examen semestriel par le Comité CERES.

La mise en œuvre des Principes Équateur est présentée sur le site internet de Crédit Agricole CIB à l'adresse suivante : https://www.ca-cib.fr/fr/engagement-societal-finance-durable/nos-politiques-de-financement-durable/les-principes-equateur.

65 financements de projets ont été signés en 2025 et ont fait l'objet d'un classement selon les catégories A, B et C des Principes Équateur. Au 31 décembre 2025, le nombre de projets en portefeuille ayant fait l'objet d'un classement est de 421. La répartition des projets par catégorie est la suivante :

- 44 projets ont été classés A dont 8 en 2025 ;
- 318 ont été classés B dont 43 en 2025 ;
- et 59 ont été classés C dont 14 en 2025.

Au cours de l'année, 65 transactions ont été examinées, dont 100 % relèvent du périmètre d'application des Principes Équateur.

▶ **Les répartitions sectorielles et géographiques 2025 sont les suivantes :**

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Secteur	**8**	**43**	**14**
Infrastructures		16	1
Ressources et industries	1	2	
Énergie	7	25	13
Région	**8**	**43**	**14**
Asie/Pacifique	3	9	1
Europe	5	11	1
Amérique Latine		4	1
Moyen-Orient/Afrique			
Amérique du Nord		19	11
Désignation des pays	**8**	**43**	**14**
Désigné	5	39	14
Non désigné	3	4	
Revue indépendante	**8**	**43**	**14**
Non		15	2
Oui	8	28	12

Au 31 décembre 2025, le nombre de *Project-Related Corporate Loans* (PRCL) en portefeuille est de 53.

12 PRCL ont été signés en 2025 et ont fait l'objet d'un classement, selon la répartition suivante :

- 3 ont été classés A ;
- 7 ont été classés B ;
- 2 ont été classés C.

Au cours de l'année, 13 transactions ont été examinées, dont 92 % relèvent du périmètre d'application des Principes Équateur.

▶ **Les répartitions sectorielles et géographiques 2025 sont les suivantes :**

	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Secteur	**3**	**7**	**2**
Infrastructures			1
Ressources et industries		1	
Énergie		1	1
Autres	3	5	
Région	**3**	**7**	**2**
Asie/Pacifique			
Europe	1	1	1
Amérique Latine		4	1
Moyen-Orient/Afrique			
Amérique du Nord	2	2	
Désignation des pays	**3**	**7**	**2**
Désigné	3	4	1
Non désigné		3	1
Revue indépendante	**3**	**7**	**2**
Non		4	2
Oui	3	3	

À titre d'exemple, les trois projets suivants ont été revus dans le cadre des Principes Équateur :

- **exemple 1 (financement de projet)** : Crédit Agricole CIB a participé à un crédit syndiqué couvert par une agence de crédit export pour le financement de la construction et du fonctionnement d'une nouvelle centrale de production d'énergie nucléaire au Royaume-Uni. Avec l'appui d'un consultant indépendant dédié, Crédit Agricole CIB a mené une revue environnementale et sociale du projet en considérant le cadre réglementaire et juridique local ainsi que plusieurs normes internationales telles que les Principes Équateur. L'impact sur le milieu naturel a notamment été analysé avec la mise en œuvre de mesures de compensation, et l'examen du projet s'est assuré que la consultation des différentes parties prenantes, notamment les communautés environnantes, a été réalisée de manière complète. Cette analyse a abouti à la classification de la transaction en catégorie A ;
- **exemple 2 (financement de projet)** : Crédit Agricole CIB a participé à un crédit syndiqué pour le financement de la construction d'un élargissement de sections d'autoroutes au Pays-Bas ainsi que la création d'un échangeur et l'ajout de barrières anti-bruit. Dans le cadre de l'analyse du projet et de l'évaluation des risques de crédit du projet, Crédit Agricole CIB a mené un examen des exigences environnementales et sociales s'appliquant au projet en fonction du cadre réglementaire local ainsi qu'en conformité avec différents standards internationaux, y compris les Principes Équateur. Avec l'appui d'un consultant indépendant dédié, les impacts environnementaux et sociaux du projet ont été analysés ainsi que les mesure d'atténuation et de compensation de ces impacts, comme par exemple des mesures de protection dédiées de la biodiversité et la limitation des perturbations pour les utilisateurs des routes concernées par les travaux. Cette analyse a abouti à la classification de la transaction en Catégorie B ;
- **exemple 3 (financement de projet)** : Crédit Agricole CIB a participé à un crédit syndiqué pour le financement de la construction d'un parc éolien terrestre aux États-unis. Dans le cadre de l'analyse du projet et de l'évaluation des risques de crédit du projet, Crédit Agricole CIB a mené un examen des exigences environnementales et sociales s'appliquant au projet en fonction du cadre réglementaire local ainsi qu'en conformité avec différents standards internationaux, y compris les Principes Équateur. L'analyse s'est appuyée sur l'étude d'impact environnemental et social réalisée par un consultant dédié. Seuls des risques minimes ont été identifiés ne nécessitant pas de mesures de compensation spécifiques. Cette analyse a abouti à la classification de la transaction en catégorie C ;
- **exemple 4 (PRCL)** : Crédit Agricole CIB a participé au financement d'un projet de production d'acier sans recours aux énergies fossiles. Crédit Agricole CIB a mené un processus d'évaluation environnemental et social avec l'appui d'un consultant environnemental et social qui a mené une revue indépendante portant, notamment, sur la conformité des prêts aux Principes Équateur. Cette analyse a abouti à la classification de la transaction en catégorie A.

2.4. Cibles et mesures de performance [E1]

2.4.1. Cibles liées à l'atténuation du changement climatique [E1-4]

Afin de répondre aux objectifs définis dans le cadre du plan de transition du Groupe Crédit Agricole, et contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050, Crédit Agricole S.A. a défini des cibles pour répondre aux enjeux de durabilité pour chacun de ses grands métiers ainsi que sur son empreinte de fonctionnement. Le groupe Crédit Agricole CIB contribue à l'atteinte de ces cibles. Les périmètres retenus pour l'analyse de double matérialité, l'inventaire des émissions de GES et la définition des cibles sont globalement cohérents sans coïncider strictement. Ces périmètres sont explicités afin d'assurer la transparence et la cohérence de l'information publiée.

2.4.1.1. MÉTHODOLOGIE DE DÉFINITION DES CIBLES DE FINANCEMENT

Dans le cadre des travaux liés à son adhésion à la NZBA[1], le Groupe Crédit Agricole a mis en place une méthodologie qui concilie approche *bottom-up* et démarche progressive. Celle-ci consiste à coconstruire une méthodologie basée sur la science et sur les standards de place, commune et partagée entre les différentes entités sans distinction géographique, puis de travailler les contributions individuellement au sein de chacune d'entre elles, afin de prendre en compte les spécificités métiers, les particularités locales et régionales et enfin de capitaliser sur chaque expertise. Une fois les contributions par entité finalisées, une consolidation niveau Groupe permet de présenter des trajectoires de décarbonation sectorielles unifiées pour le Groupe Crédit Agricole. Malgré l'évolution récente de la NZBA, le Groupe Crédit Agricole a réaffirmé ses trajectoires *Net Zero* et renforcé sa stratégie climat dans le cadre de son Plan moyen terme 2026-2028.

◆ Définir des cibles

Les cibles de réduction des émissions sont basées sur des méthodologies et données scientifiques. Ces émissions sont spécifiques à chaque secteur, c'est pourquoi un ou plusieurs indicateurs sont

1 *En octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.*

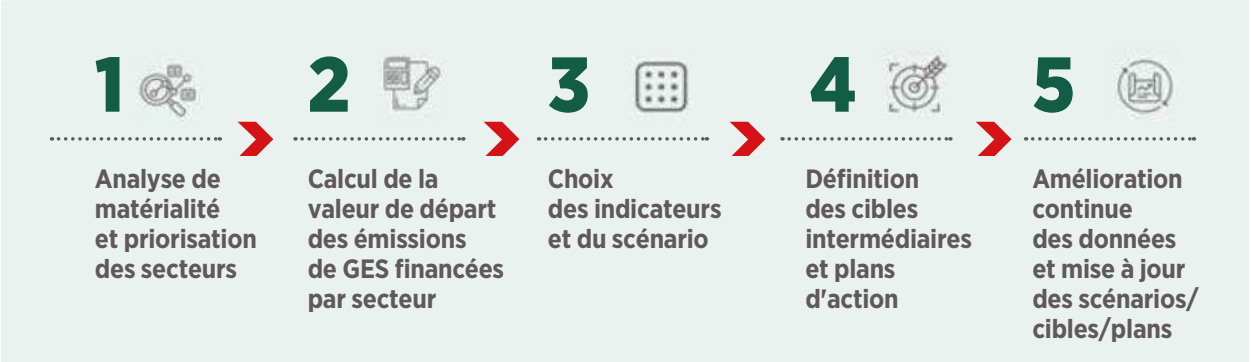
ou seront définis pour chacun d'entre eux. La démarche et la méthodologie de Crédit Agricole S.A. est résumée ci-dessous.

Les cibles de réduction des émissions de GES sont :

- **fondées sur des données scientifiques :** pour aligner ses portefeuilles avec l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C conformément à l'accord de Paris, Crédit Agricole S.A. a considéré le scenario *Net Zero Emissions by 2050* (scénario NZE de l'Agence internationale de l'énergie) pour la détermination de ses trajectoires de décarbonation sectorielles et a été accompagnée par son Comité scientifique. Ce scénario a été remplacé sur certains secteurs par des scénarios spécifiques reconnus qui leur sont applicables ;
- **spécifiques à chaque secteur :** chaque secteur a un rôle à jouer dans la transition énergétique vers un monde bas-carbone, avec ses spécificités et ses propres leviers d'action. Les cibles de réduction des émissions carbone ont ainsi été définies secteur par secteur ;
- **utiles au processus de décision de chaque métier :** pour chaque secteur, un ou plusieurs indicateurs ont été définis pour évaluer les performances et progrès des entreprises vers la décarbonation. Ces indicateurs sont suivis et pilotés afin d'engager un dialogue continu avec les clients et permettent de prendre des décisions éclairées de financement ;
- **basées sur les meilleures données disponibles à date :** la détermination du point de départ des émissions par secteur nécessite la collecte et l'affinement de multiples sources de données. La quantité et la qualité des données disponibles peuvent avoir un impact considérable sur ces chiffres de référence. Concernant les lacunes existant aujourd'hui dans les données disponibles, le Groupe Crédit Agricole prévoit de mettre à jour ses méthodologies au fur et à mesure des améliorations et de la disponibilité de ces informations.

◆ Fixer des étapes

L'approche repose sur cinq grandes étapes au sein desquelles le Groupe Crédit Agricole a opté pour des choix méthodologiques clés :



ANALYSE DE MATÉRIALITÉ ET PRIORISATION DES SECTEURS

Dix secteurs prioritaires[1]

En 2022, et dans un premier temps, le Groupe Crédit Agricole s'est engagé sur des cibles de réduction des émissions de GES dans cinq secteurs : le pétrole et le gaz, la production d'électricité, l'automobile, l'immobilier commercial et le ciment. Puis, en 2023, le Groupe Crédit Agricole a étendu son action à cinq autres secteurs clés de l'économie : immobilier résidentiel, aviation, acier, agriculture et transport maritime.

Afin de choisir les secteurs prioritaires, le Groupe Crédit Agricole a pris en compte une variété de facteurs :

- leur contribution dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre ;
- l'exposition du Groupe Crédit Agricole à ces secteurs ;
- l'existence de trajectoires de décarbonation reconnues et basées sur des données scientifiques pour ces secteurs ;
- leur appartenance à la liste des secteurs priorisés par la *Science Based Target initiative* (SBTi) et la NZBA[2] ;
- la faisabilité du calcul de la base de référence et de la définition de trajectoires au cours de cette première phase de travaux.

CALCUL DE LA VALEUR DE DÉPART DES ÉMISSIONS FINANCÉES PAR SECTEUR

Périmètre des actifs considérés

Pour établir des objectifs atteignables, le Groupe Crédit Agricole a d'abord estimé la valeur de départ des émissions financées pour chaque secteur considéré. L'élaboration de ces bases de référence a contraint à appréhender plusieurs questions méthodologiques. Ainsi le Groupe Crédit Agricole a déterminé le périmètre des actifs inclus pour mesurer son exposition à ses clients.

À ce jour, un certain nombre de considérations a conduit à prendre en compte l'ensemble des crédits moyen et long terme (>1 an) aux entreprises et aux particuliers[3] :

- les prêts moyen et long terme correspondent davantage au financement des actifs réels de chaque secteur ;
- les crédits court terme, plus volatils, et donc aux modalités de pilotage plus complexes, représentent souvent, quant à eux, de la dette opérationnelle, de la trésorerie ou du crédit à la consommation ;
- plus de 90 % des prêts du Groupe Crédit Agricole accordés aux entreprises sont à moyen ou long terme ;
- les leviers de décarbonation à la main du Groupe Crédit Agricole sont moindres sur le court terme : l'engagement des clients et le financement de la transition nécessitent une mise en place dans la durée.

Méthodologie PCAF

Pour calculer les bases de référence des trajectoires *Net Zero*, le Groupe Crédit Agricole, y compris Credit Agricole CIB, a utilisé la méthodologie de comptabilisation des émissions financées développée par PCAF (*Partnership for Carbon Accounting Financials*). PCAF est une initiative mondiale pour mesurer et publier les émissions de gaz à effet de serre financées, que le Groupe Crédit Agricole a rejoint en 2022. Cette méthodologie est reconnue par le *GHG Protocol*, qui fait référence sur les normes de comptabilité

1 *Pour l'immobilier résidentiel et l'agriculture, le Groupe a pris des engagements de moyens.*
2 *En octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.*
3 *À noter que pour les secteurs pétrole et gaz et transport maritime sont pris en compte uniquement les prêts MLT au bilan.*

carbone. PCAF attribue les émissions clients aux institutions qui les financent selon la formule suivante :

$$\text{Émissions financées} = \left(\frac{\text{Exposition du Groupe Crédit Agricole}}{\text{Valeur de l'entreprise ou du bien financé)}}\right) \times \text{Émissions du client ou du bien}$$

Pour attribuer des émissions financées aux institutions bancaires, la méthodologie PCAF prend uniquement en compte les fonds utilisés (fonds effectivement prélevés sur le crédit à disposition d'un client). Néanmoins, le Groupe Crédit Agricole considère que les fonds engagés (crédit total que Crédit Agricole S.A. met à la disposition d'un client) reflètent plus précisément l'engagement du Groupe Crédit Agricole envers ses clients, et qu'ils constituent une mesure plus stable[1].

Pour chaque calcul d'émissions financées, PCAF introduit un score de qualité de la donnée qui se situe entre 1 et 5. Un score de 1, le meilleur score, signifie que les données utilisées sont issues de données réelles du client financé et que le calcul des émissions de ce client a été vérifié par un tiers. Un score de 5, le score le plus bas, signifie que les données utilisées sont issues de données sectorielles et/ou régionales, détenues sur la base de moyennes (des *proxys*).

2020 comme année de référence

Enfin, le Groupe Crédit Agricole a choisi 2020 comme année de référence[2] et 2030 comme année cible intermédiaire. Le choix de l'année 2020 comme base de référence répond aux exigences SBTi et de la NZBA[3], qui recommandent que celle-ci soit datée au plus tard deux ans avant l'année de publication des cibles de réduction. Par ailleurs, cette décision a été motivée par l'absence d'impact significatif du Covid-19 sur les financements en 2020, à l'exception du secteur de l'Aviation pour lequel l'année de référence est 2019. Ce choix permet de neutraliser l'effet du Covid-19, répondre aux exigences de la NZBA et s'inscrit dans le Plan moyen terme 2019-2022 de Crédit Agricole S.A..

CHOIX DES INDICATEURS (ÉMISSION EN INTENSITÉ OU EN ABSOLU) ET DU SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE

Comment quantifier les réductions d'émissions ?

Une des décisions clés dans la définition d'une stratégie climat consiste à sélectionner le type de réduction à utiliser. Elle peut être soit une cible de réduction en valeur absolue d'émissions, soit une cible de réduction en intensité d'émissions, en fonction des enjeux sectoriels :

- dans le cadre d'un objectif en valeur absolue, un montant fixe de réduction des émissions de gaz à effet de serre est défini ; par exemple, réduire les émissions de 75 % d'ici à 2030 par rapport à l'année de référence 2020 ;
- dans le cadre d'un objectif en intensité carbone, un taux cible d'émission de gaz à effet de serre est défini par rapport à un flux d'activité spécifique ; par exemple des kilogrammes de CO_2 libérés par mégawatt/heure (MWh).

Les avantages de l'intensité d'émission

Le Groupe Crédit Agricole considère que le choix d'une mesure en intensité physique d'émissions est la mesure la plus appropriée. Elle a pour avantage d'encourager la transition des secteurs vers des acteurs, projets et technologies moins émissifs. Là où un objectif en valeur absolue pourrait pousser un désengagement auprès de certains clients, un objectif en intensité permet au Groupe Crédit Agricole d'accompagner ses clients vers la transition climatique. Par exemple, dans le secteur de la production d'électricité, un objectif d'intensité permet d'orienter le financement vers des énergies renouvelables.

Ce choix de fixer une cible en intensité physique a été validé par le Comité scientifique du Groupe Crédit Agricole. Le cas échéant, il pourra être revu selon les injonctions réglementaires ou des standards de place.

Une exception : le secteur pétrole et gaz

Une exception existe pour le secteur pétrole et gaz pour lequel une réduction absolue est jugée nécessaire pour contribuer à l'atteinte des objectifs de zéro émission nette.

Le choix du scénario de référence

Pour contribuer à l'atteinte de l'objectif fixé de zéro émission nette en 2050, le Groupe Crédit Agricole suit des trajectoires de réduction des émissions cohérentes avec des scenarios [4] « crédibles » externes. Pour la plupart des secteurs, il a considéré le scénario *Net Zero Emissions by 2050* de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), publié en mai 2021 et mis à jour en septembre 2023, pour la détermination de ses trajectoires de décarbonation sectorielles. Cette feuille de route « *Net Zero* » a été définie pour respecter l'objectif de l'Accord de Paris de limiter la hausse des températures mondiales à +1,5°C à horizon 2100 et par rapport aux niveaux préindustriels. Pour les secteurs aviation, transport maritime, acier, immobilier commercial, le Groupe Crédit Agricole a remplacé ce scénario par des scénarios spécifiques reconnus qui leur sont applicables. Par exemple, pour l'immobilier commercial, le Groupe a remplacé ce scénario par le scénario *Carbon Risk Real Estate Monitor (CRREM) v2021*, dont le budget carbone est équivalent afin de prendre en compte certaines spécificités sectorielles et s'appuyer sur une meilleure granularité géographique et/ou sectorielle.

Les cibles de décarbonation publiées par le Groupe Crédit Agricole sur les secteurs Pétrole et gaz, Production d'électricité, Automobile, Aviation, Transport maritime, Ciment[5] et Acier[6] sont définis selon une logique d'alignement avec les scénarios de référence retenus. Cette approche permet d'assurer une cohérence méthodologique entre les trajectoires du Groupe et celles des scénarios scientifiques utilisés. En ce qui concerne, le secteur immobilier commercial, la cible de décarbonation relève d'une logique de convergence avec les niveaux d'émissions prévus par le scénario CRREM v2021.

DÉFINITION DES CIBLES INTERMÉDIAIRES

Sur la base des indicateurs et scénarios retenus, le Groupe Crédit Agricole a défini pour chaque secteur une cible intermédiaire à 2030 et en a déterminé la trajectoire adéquate. Elle a ensuite été déclinée en plans d'actions concrets pour les métiers concernés. Pour ce faire, les équipes *Net Zero* de Crédit Agricole S.A. mènent de façon régulière des travaux avec les filiales et entités. Pour chaque secteur, un ou plusieurs indicateurs ont été ou seront définis pour capter les performances et progrès des entreprises vers la décarbonation. Ces indicateurs sont suivis et pilotés au niveau du Groupe Crédit Agricole (équipes opérationnelles et instances dirigeantes) afin d'engager un dialogue permanent avec les clients et prendre des décisions éclairées de financement. Les trajectoires de décarbonation sont ainsi pleinement intégrées dans les réflexions *business* des métiers.

1 À l'exception des secteurs pétrole et gaz, et transport maritime.
2 À l'exception du secteur de l'Aviation pour lequel l'année de référence 2019 a été choisie afin de neutraliser l'effet du Covid-19.
3 En octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.
4 À noter que pour les scénarios des 8 secteurs (Pétrole et gaz, Production d'électricité, Immobilier commercial, Automobile, Aviation, Transport maritime, Ciment et Acier) la base de référence retenue par le Groupe Crédit Agricole n'est pas identique à celle du scénario de référence.
5 Pour le secteur ciment, les projections du scénario de l'AIE sont en émissions Scope 1, et non Scope 1 et 2, ce qui ne permet pas de le comparer à l'engagement du Groupe
6 Pour le secteur Acier, le Groupe a fait le choix de s'aligner sur le périmètre des Sustainable Steel Principles qui est plus large que ce qui est pris en compte dans la trajectoire NZE.

AMÉLIORATION CONTINUE DES DONNÉES ET MISE À JOUR DES SCÉNARIOS, CIBLES ET PLANS

Les scénarios d'émissions, comme ceux de l'AIE, sont généralement mis à jour sur une base annuelle, pour refléter les changements pertinents en matière d'énergie et d'émissions. Ces mises à jour peuvent entraîner des modifications dans les trajectoires, ce qui peut nécessiter une actualisation des cibles de réduction. Dans le même temps, de nouvelles données peuvent être disponibles, permettant d'améliorer la mesure des émissions. Par conséquent, une étape clé de cette méthodologie consiste à réévaluer périodiquement les données d'entrée et les hypothèses clés, pour évaluer si une recalibration des cibles est nécessaire.

◆ Méthodologie de définition des cibles d'adaptation

Concernant l'adaptation au changement climatique, le travail sur les cibles reste complexe car contrairement à l'atténuation, il n'existe pas de métrique commune à l'ensemble des acteurs économiques et financiers (CO_2). Les métriques et les cibles d'adaptation sont à déterminer en fonction des secteurs et des types d'activité notamment.

2.4.1.2. INDICATEURS CLÉS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES ET ALIGNEMENT AVEC LES TRAJECTOIRES DE DECARBONATION SUR LES PORTEFEUILLES DE FINANCEMENT

Est présenté ci-dessous le détail pour chacun des secteurs priorisés, de la métrique utilisée, de la base de référence 2020[1] et de la cible de réduction à l'horizon 2030. Les valeurs reposent sur les données disponibles et les projections de scénarios en date de décembre 2023. De futures mises à jour des scénarios utilisés ou d'autres données (par exemple, pour refléter les changements, les technologies disponibles ou les conditions économiques) pourront entraîner des changements dans la trajectoire requise pour contribuer à l'atteinte de l'objectif de 1,5°C, et donc dans les objectifs du Groupe Crédit Agricole pour ces secteurs. L'amélioration de la disponibilité et de la qualité des données peut également avoir un impact sur la base de référence 2020 sur certains secteurs La Banque de Financement et d'Investissement et le Groupe Crédit Agricole porteront une attention particulière à l'évolution de ces paramètres et évalueront la pertinence de recalibrer leurs bases de référence et leurs cibles de réduction. De plus, le Groupe Crédit Agricole priorise à ce premier stade de détermination des cibles la comptabilisation des émissions que le Groupe Crédit Agricole finance sur la base des crédits long et moyen terme que le Groupe octroie. Ce périmètre pourra évoluer.

Le Groupe Crédit Agricole s'engage à publier tous les ans ses émissions concernant les secteurs sur lesquels il s'est engagé, ainsi que les éventuelles évolutions majeures intervenues dans les méthodologies.

▶ TRAJECTOIRES DE DECARBONATION[2]

	Métrique	Groupe Crédit Agricole S.A.				Informations complémentaires	Entité(s) concernée(s) par la cible de niveau CASA
		Baseline 2020	2025	2024	Cible 2030		
Pétrole et gaz	Mt CO_2e	24,3[3]	4,5	7,2	6,1	**Périmètre :** *scope* 1 et 2 pour tous les acteurs de la chaîne de valeur (Exploration et Production, Raffinage, Transport, Distribution, Service, Négoce), *scope* 1,2,3 pour les acteurs de l'Extraction et Production **Indicateur :** montant en absolu des émissions de gaz à effet de serre liées aux financements des clients ayant une activité liée au pétrole et au gaz **Base de référence 2020 :** 24,3 MtCO_2e financées (base financements bilan) **Objectif de réduction à horizon 2030 :** - 75 %[4] au bilan **Cible à 2030 :** 6,1 MtCO_2e **Scénario de référence :** scénario NZE de l'AIE (2021) **Objectif de réduction du scénario de référence :** - 25 %	Crédit Agricole CIB
	%		**-81 %**	**-70 %**	**-75 %**		
Électricité	gCO_2e/kWh	224	125	160	95	**Périmètre :** *scope* 1 **Indicateur :** montant en intensité (gCO_2e/kWh) des émissions de gaz à effet de serre liées aux financements des clients ayant une activité dans la production d'électricité **Base de référence 2020 :** 224 gCO_2e/kWh **Objectif de réduction à horizon 2030 :** - 58 % **Cible à 2030 :** 95 gCO_2e/kWh **Scénario de référence :** scénario NZE de l'AIE (2021)[5] **Objectif de réduction du scénario de référence[6] :** - 60 %	Crédit Agricole CIB, Crédit Agricole Leasing & Factoring
	%		**-44 %**	**-29 %**	**-58 %**		

1 *Pour le secteur de l'Aviation, l'année de référence 2019 a été choisie afin de neutraliser l'effet de la crise du Covid-19. Ce choix permet de répondre aux exigences de la NZBA, qui recommandent que celle-ci soit datée au plus tard deux ans avant l'année de publication des cibles de réduction des émissions de GES, et s'inscrit dans le Plan moyen terme 2019-2022 de Crédit Agricole S.A..*

2 *Données communiquées volontairement.*

3 *La base de référence a été révisée passant de 26,9 MtCO2e à 24,3 MtCO2e (mise en qualité des données / corrections méthodologiques). La cible est passée de 18,8 MtCO2e à 6,1 MtCO2e à la suite de la révision de l'objectif (passage de -30 % à -75 %).*

4 *Réduction deux fois plus rapide que celle du scénario NZE de l'AIE.*

5 *Le scénario NZ de l'AIE a depuis été revu à la hausse 2 fois avec des points de passage à 165 gCO2e/kWh en 2022 et 186 gCO2e/kWh en 2023. Le scénario de l'AIE prend en compte des réalités économiques et physiques. Le Groupe Crédit Agricole mènera des réflexions sur sa capacité à maintenir une trajectoire alignée sur le scénario NZ initial de l'AIE datant de 2021 et sur la nécessité d'ajuster sa trajectoire aux dernières recommandations.*

6 *Le point de départ du scénario de référence de l'AIE est supérieur à celui du Groupe Crédit Agricole.*

	Métrique	Groupe Crédit Agricole S.A.				Informations complémentaires	Entité(s) concernée(s) par la cible de niveau CASA
		Baseline 2020	2025	2024	Cible 2030		
Automobile	gCO_2e/km	190	145	150,6	95	**Périmètre :** *scope* 3 des constructeurs et *scope* 1 des utilisateurs **Indicateur :** montant en intensité (gCO_2/km) des émissions de gaz à effet de serre liées aux financements de constructeurs automobiles et de véhicules légers uniquement (prêts particuliers, leasing, titrisation [1]) **Base de référence 2020 :** 190 gCO_2/km **Objectif de réduction à horizon 2030 :** - 50 % **Cible à 2030 :** 95 gCO_2/km **Scénario de référence :** scénario NZE de l'AIE (2021) **Objectif de réduction du scénario de référence :** - 46 %	Crédit Agricole CIB, Crédit Agricole PFM, Crédit Agricole Leasing & Factoring
	%		**-24 %**	**-21 %**	**-50 %**		
Aviation	gCO_2e/RTK	1 003 [2]	830	866	750	**Périmètre :** *scope* 1 et 3, en émissions *Well-to-Wake* (intégrant les émissions liées à la combustion et les émissions amont liées à la production de kérosène) **Indicateur :** montant en intensité (gCO_2e/RTK[3]) des émissions de gaz à effet de serre liées aux financements des compagnies aériennes et des loueurs d'avions **Base de référence 2019** [4]: 1003 gCO_2e/RTK **Objectif de réduction à horizon 2030 :** - 25 % **Cible 2030 :** 750 gCO_2e/RTK **Scénario de référence :** « Scénario prudent » de la coalition industrielle Mission Possible *Partnership* (MPP) aligné sur une trajectoire 1,5 °C (NZBA[5])[6] **Objectif de réduction du scénario de référence :** -21 %	Crédit Agricole CIB
	%		**- 17 %**	**- 14 %**	**-25 %**		
Transport maritime	gCO_2e/DWT.nm	6,22	5,21[7]	5,23 [8]	3,98	**Périmètre :** *scope* 1 *Well-to-Wake* (intégrant les émissions amont liées à la production de carburant) pour le transport de marchandises (« cargo *shipping* ») **Indicateur :** montant en intensité (gCO_2e/DWT.nm) des émissions de gaz à effet de serre liées au financement de navires **Base de référence 2020 :** 6,22 gCO_2/DWT.nm par tonnage maximal transportable par mille marin (DWT.nm [9]), en prenant en compte les émissions liées à la production du carburant (approche *Well-to-Wake*, WTW. **Objectif de réduction à horizon 2030 :** -36 % d'intensité des navires cargos (*shipping*) par rapport à 2020 **Cible 2030 :** 3,98 gCO_2/DWT.nm **Scénario de référence :** scénario *shipping* NZBA [10] (Initiative 1,5°C for Shipping [11] et DNV *Maritime Advisory*) **Objectif de réduction du scénario de référence :** entre - 36 % et- 49 %	Crédit Agricole CIB
	%		**- 16 %**	**- 16 %**	**- 36 %**		

1 La BFI de Crédit Agricole CIB est uniquement concernée par la titrisation.
2 Base de référence 2019.
3 RTK = Revenue Tonne Kilomètre (tonne transportée payante/kilomètre).
4 Pour le secteur de l'Aviation, l'année de référence 2019 a été choisie afin de neutraliser l'effet de la crise du Covid-19. Ce choix permet de répondre aux exigences de la NZBA, qui recommandent que celle-ci soit datée au plus tard deux ans avant l'année de publication des cibles de réduction des émissions de GES, et s'inscrit dans le Plan moyen terme 2019-2022 de Crédit Agricole S.A..
5 En octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.
6 Modèle suivant une méthodologie similaire à SBTi SDA (Sectoral Decarbonization Approach).
7 À l'exception du transport maritime, pour lequel la donnée disponible concerne l'arrêté du 31/12/2024.
8 À l'exception du transport maritime, pour lequel la donnée disponible concerne l'arrêté du 31/12/2023.
9 Dead Weight Tonnage by nautical mile. Le périmètre exclut pour le moment le transport de passagers jusqu'à ce que les facteurs de correction de la formule de l'indicateur d'intensité en carbone pour les navires à passagers aient été approuvés et mis en œuvre par l'OMI (prévu d'ici à 2025).
10 En octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.
11 Un groupe de 10 banques de financement du transport maritime a formé l'Initiative 1,5°C pour le transport maritime et a chargé DNV Maritime Advisory de créer des trajectoires ascendantes « ambitieuses mais réalistes » tout en répondant, sur la base des hypothèses fournies, à une ambition de 1,5°C ou légèrement plus (< 1,6°).

	Métrique	Groupe Crédit Agricole S.A.				Informations complémentaires	Entité(s) concernée(s) par la cible de niveau CASA
		Baseline 2020	2025	2024	Cible 2030		
Immobilier commercial	$kgCO_2e/m^2/an$	46,2 [1]	31,6	39,9 [1]	27,7 [1]	**Périmètre :** *scope* 1 et 2 (utilisation du bâtiment) **Indicateur :** montant en intensité ($kgCO_2e/m^2/an$) des émissions de gaz à effet de serre liées aux financements des bâtiments des clients professionnels et entreprises **Base de référence 2020 :** 36,4 $kgCO_2e/m2/an$ [2] **Objectif de réduction à horizon 2030 :** - 40 % **Cible à 2030 :** 22 $kgCO_2e/m2/an$ **Scénario de référence :** scénario CRREM (Carbon *Risk, Real Estate Monitor*) – Global, Decarbonisation *Pathways* 2021 **Objectif de réduction du scénario de référence :** convergence avec CRREM v1	Crédit Agricole CIB, LCL, Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Italia
	%		**-14%**	**- 13 %**	**- 40 %**		
Ciment	$kgCO_2e/t$	671	638	693	537	**Périmètre :** *scope* 1 et 2, en émissions brutes (en prenant en compte les émissions liées à la combustion de carburants alternatifs) **Indicateur :** montant en intensité ($kgCO_2e/t$) des émissions de gaz à effet de serre liées aux financements des clients producteurs de ciment **Base de référence 2020 :** 671 $kgCO_2e/t$ [3] **Objectif de réduction à horizon 2030 :** -20 % **Cible 2030 :** 537 $kgCO_2e/t$ **Scénario de référence :** scénario NZE de l'AIE (2021) **Objectif de réduction du scénario de référence** [4]**:** -22 %	Crédit Agricole CIB
	%		**-5 %**	**3 %**	**- 20 %**		
Acier	tCO_2e/t	1,88	1,67	1,82	1,40	**Périmètre :** *scope* 1 et 2 des clients producteurs d'acier intégrés et une partie du *scope* 3 des producteurs d'acier non intégrés (système à limites fixes défini par les SSP - *Sustainable STEEL Principles*) **Indicateur :** montant en intensité (tCO_2e/t d'acier brut) des émissions de gaz à effet de serre liées aux financements des clients producteurs d'acier **Base de référence 2020 :** 1,88 tCO_2e/t **Objectif de réduction à horizon 2030 :** -26 % **Cible 2030 :** 1,4 tCO_2e/t **Scénario de référence :** scénario NZE SSP, adapté du scénario NZE de l'AIE **Objectif de réduction du scénario de référence** [5] **:** -23 %	Crédit Agricole CIB
	%		**-11 %**	**-3 %**	**-26 %**		

Le tableau ci-dessus permet de rendre compte de l'évolution des trajectoires de décarbonation du Groupe Crédit Agricole par secteur, auxquels crédit agricole CIB contribue. La définition des secteurs est identique à celle disponible dans le Guide « Destination 2050 » et rappelée dans les déclinaisons sectorielles ci-dessus. La métrique du secteur, les valeurs des années 2025 (2024 pour le transport maritime) et 2024, la *base de référence* 2020, la cible 2030 ainsi que les entités contributrices sont représentées dans ce tableau.

PÉTROLE ET GAZ

Les émissions financées du portefeuille Pétrole & Gaz sont en forte réduction avec une baisse de -81 % depuis 2020, au-delà de la cible de -75 % fixée pour 2030. Cette réduction est la conséquence de l'approche sélective mise en place par le Groupe Crédit Agricole pour accompagner les énergéticiens engagés dans la transition, avec d'importantes réductions des expositions aux clients les plus émissifs et une mise en œuvre accélérée de l'engagement annoncé en 2023 d'arrêt des financements octroyés aux producteurs indépendants.

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La trajectoire Électricité poursuit sa tendance de réduction, grâce au renforcement du soutien aux énergies renouvelables. En particulier, l'exposition de la Banque de Financement et d'Investissement aux énergies bas-carbone a ainsi été multipliée par 2,6 en 2025, par rapport à 2020, dépassant l'engagement d'atteindre 80 % de hausse à horizon 2025. En parallèle, le Groupe Crédit Agricole poursuit la décarbonation de son mix énergétique financé, avec une réduction des financements octroyés aux énergies fossiles et notamment la mise en œuvre de l'engagement de sortie du charbon thermique à horizon 2030 pour les pays de l'OCDE et 2040 pour le reste du monde.

1 *Chiffres our la trajectoire de l'immobilier commercial corrigés (erreur de périmètre en 2024)*
2 *Suite à l'annonce de la trajectoire en 2022, abaissement de la base de référence de 46 à 36,4 $kgCO_2eq/m^2$/an en raison de l'intégration au périmètre des portefeuilles de Caisses régionales, structurellement moins carbonés et, plus à la marge, à un travail d'amélioration de la qualité de la donnée ayant amené à ajuster les bases de référence des entités Crédit Agricole S.A. Maintien de l'objectif de réduction de l'intensité carbone à - 40 % en 2030 (par rapport à 2020) soit une cible à 2030 de 22 $kgCO_2eq/m^2$ /an (contre 27,7 précédemment). À partir du 31/12/2025, le Groupe Crédit Agricole prend en compte les données CRREM v2 dans le calcul de ses émissions financées.*
3 *La production physique est en « tonne de matériaux cimentaires », ce qui permet d'éviter le double comptage et de définir une intensité comparable entre les acteurs en ligne avec les recommandations du Global Cement and Concrete Association (GCCA).*
4 *Les projections du scénario de l'AIE sont en émissions scope 1, et non scope 1 et 2, ce qui ne permet pas de le comparer à l'engagement du Groupe.*
5 *Le scénario de référence NZE se base uniquement sur le scope 1 du secteur.*

AUTOMOBILE

L'intensité carbone du portefeuille Automobile est en baisse, avec une réduction de 24 % par rapport à la base de départ 2020. Le Groupe Crédit Agricole continue à soutenir la décarbonation du secteur en agissant à la fois sur l'offre et la demande. D'une part, en accompagnant les constructeurs dans l'électrification de leurs gammes, et d'autre part en incitant les particuliers et les professionnels à s'orienter vers les mobilités bas-carbone en mettant en place de nouveaux types de financements.

IMMOBILIER COMMERCIAL

L'intensité carbone du portefeuille est en réduction de 32% par rapport à la base de référence de 2020. Cette réduction est en partie lié à l'élargissement du périmètre des activités incluses dans le calcul avec un effet bénéfique sur la réduction de l'intensité des émissions. Par ailleurs, le Groupe poursuit sa stratégie de sélection des clients les plus engagés et des actifs les plus décarbonés du secteur,. Les enjeux de pilotage étant très différents selon les géographies, le Groupe Crédit Agricole continue à améliorer la collecte de données pour pouvoir affiner sa méthodologie de calcul et donc le pilotage de sa trajectoire.

CIMENT

L'intensité carbone du portefeuille Ciment est en réduction de 5% par rapport à la base de départ 2020. Cette réduction est le fruit d'un accompagnement renforcé de nos clients dans leur décarbonation, pour les soutenir dans le développement de modes de production de ciment bas-carbone et pour le financement de solutions telles que la substitution du clinker, la réduction de l'utilisation de combustibles fossiles, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des technologies de captage du CO2. Ce portefeuille ne comprenant qu'un nombre limité de clients, il reste néanmoins sensible à tout changement exogène, et pose donc un enjeu en termes de pilotage.

ACIER

L'intensité carbone du portefeuille Acier est en baisse de 11% par rapport à la base de départ 2020. Le contexte de marché pour ce secteur reste complexe, notamment sur le marché européen où les efforts de décarbonation des sidérurgistes dépendent d'une implémentation efficace du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) ainsi que de la capacité de l'Union européenne à limiter les flux d'acier à l'import. Le Groupe Crédit Agricole continue néanmoins d'accompagner ses clients producteurs d'acier dans la décarbonation de leur activité, à travers le remplacement des hauts fourneaux par des fours à arc électriques.

AVIATION

L'intensité carbone moyenne du portefeuille Aviation a été réduite de 17 % par rapport à la base de départ 2019. Cette réduction est due à la part prépondérante d'avions de 4e génération dans les nouveaux financements mis en place depuis 2019, malgré un marché très compétitif. Le Groupe Crédit Agricole continue de soutenir les acteurs du secteur dans leur décarbonation, en augmentant ses financements des actifs les plus efficaces en termes de consommation de carburant, avec un objectif d'atteindre 90 % d'avions de 4e génération au sein du portefeuille Aviation en 2030, et en contribuant au développement des SAF *(Sustainable Aviation Fuels*).

Crédit Agricole CIB ayant adopté la méthode de reporting proposée par les *Pegasus Guidelines*, dont elle est l'une des initiatrices, elle publie le score d'alignement de l'intensité CO_2 de son portefeuille Aviation comparativement à un point de référence MPP Pru (trajectoire de référence cohérente avec l'objectif de 1,5°C et l'engagement *Net Zero* 2050 pris par le secteur aérien) : le score d'alignement Pegasus est de -10 %, l'intensité du portefeuille Aviation se situant 10 pts au-dessous de sa cible MPP pour 2024.

TRANSPORT MARITIME

L'intensité carbone du portefeuille Transport maritime est en réduction, avec une baisse de 16% par rapport à la base de départ 2020, mais reste stable par rapport à l'année précédente. Cette stabilité s'explique notamment par une augmentation de la vitesse de certains navires en raison de la situation géopolitique en mer rouge. Le Groupe Crédit Agricole poursuit néanmoins la sortie des actifs émissifs et l'accompagnement des acteurs du secteur dans le déploiement des solutions de décarbonation telles que la rénovation des navires, l'utilisation de carburants verts et la réduction graduelle de la vitesse.

◆ Indicateurs complémentaires à horizon 2025

Les indicateurs ci-dessous sont des métriques de suivi de la stratégie climat.

- accroître de 80 % l'exposition aux énergies bas-carbone (production et stockage) d'ici 2025 (par rapport à 2020) ;
- réduire de 25 % l'exposition à l'extraction et à la production de pétrole d'ici 2025 (par rapport à 2020).

▶ Indicateurs liés à la stratégie climat du Groupe Crédit Agricole[1]

Indicateurs de performance	Unité	2025	2024
Portefeuille d'actifs verts alignés aux critères d'éligibilité du *Green Bond framework* Groupe Crédit Agricole de novembre 2023	Mds€	24,7	21,7
Réduction des expositions à l'extraction et la production de pétrole de 25 % entre 2020 et 2025	Mds$	2,1	3,2
	%	-72	-56
Croissance de 80 % de l'exposition aux énergies bas-carbone d'ici 2025 (encours de financements)	Mds€	19,3	17,2
	%	161	132
Encours charbon thermique	M€	208	414

Réduction des expositions à l'extraction et la production de pétrole par rapport à 2020

Credit Agricole CIB s'est fixé pour objectif de réduire de 25% en 2025 le financement de l'extraction et la production du pétrole par rapport à 2020. Cet objectif contribue à la stratégie du Groupe Crédit Agricole de se désengager progressivement des énergies fossiles.

Définition de l'indicateur associé : l'exposition à l'extraction et la production du pétrole de Credit Agricole CIB est calculée à partir des données de financements. La métrique d'exposition retenue pour cet indicateur est l'EAD – Exposure at Default (exprimé en dollars). Sont pris en compte les clients ayant des activités de production d'hydrocarbures. Un client peut-être un groupe d'entreprises ou une seule société. En règle générale, les clients appartenant aux segments Compagnies pétrolières et gazières internationales, Compagnies pétrolières et gazières nationales et Sociétés indépendantes d'exploration et de production seront considérés comme ayant une production.

Périmètre : l'indicateur couvre toutes les entités consolidées du groupe Credit Agricole CIB à l'exception du groupe Indosuez, et prend en compte les financements de type *Corporate* et les financements de projet, dans le monde entier.

Méthodologie de calcul : l'indicateur est constitué de la somme de l'EAD totale de chaque client pondérée par (i) la part du pétrole dans la production d'hydrocarbures et (ii) la part des dépenses d'investissement (Capex) liées à l'activité extractive par rapport au Capex total pour ce client.

1 *Donnée communiquée volontairement.*

Baseline et trajectoire : l'année de référence est 2020. Au 31 décembre 2020, le montant total de l'indicateur était de 7,3 milliards de dollars. L'objectif consiste à réduire d'ici 2025 de 25 % l'exposition par rapport à cette valeur de référence soit 5,5 milliards de dollars.

Suivi de la performance : au 31 décembre 2025, les encours consolidés finançant l'exploration de production de pétrole s'élèvent à 2,1 milliards de dollars, soit une diminution de 71, 9% par rapport à 2020. L'évolution observée est ainsi plus ambitieuse que prévue.

Limites et hypothèses : la mesure repose sur les méthodologies retenues et les données disponibles auprès des fournisseurs de données, des contreparties ainsi que dans les systèmes internes.

Croissance de 80 % de l'exposition aux énergies bas-carbone d'ici 2025

Credit Agricole CIB s'est fixé pour objectif d'augmenter de 80 % entre 2020 et 2025 son exposition aux énergies bas carbone. Cet objectif contribue à la stratégie de transition du Groupe et à la concentration de moyens financiers sur le soutien aux énergies bas-carbone.

Définition de l'indicateur associé : l'exposition bas-carbone totale est calculée à partir des données de financements. La métrique d'exposition retenue pour cet indicateur est l' EAD – Exposure at Default (exprimé en euros).

Sont considérées comme activités d'énergies bas carbone les activités liées à la production et au stockage de l'énergie bas-carbone : production renouvelable, production nucléaire, hydrogène (si généré à partir de sources renouvelables (hydrogène vert), biocarburants, systèmes de stockage type batteries, DistribGen.

Périmètre : l'indicateur couvre toutes les entités consolidées du groupe Credit Agricole CIB à l'exception du groupe Indosuez, et prend en compte les financements de type *Corporate* et les financements de projet, dans le monde entier.

Méthodologie de calcul : l'indicateur est calculé en additionnant les financements directs (financements de projets dédiés) et les financements indirects (financements Corporate & titrisation rapportés au pourcentage de chiffre d'affaires dédié à la production et au stockage d'énergie bas-carbone de chaque client).

Baseline et trajectoire : l'année de référence est 2020. Au 31 décembre 2020, le montant total de l'indicateur était de 7,4 milliards d'euros. L'objectif consiste à atteindre d'ici 2025 un montant correspondant à une augmentation de 80 % par rapport à cette valeur de référence soit 13,3 milliards d'euros.

Suivi de la performance : au 31 décembre 2025, les encours consolidés finançant des activités d'énergies bas carbone s'élèvent à 19,3 milliards d'euros, soit une progression de 161 % par rapport à 2020. L'évolution observée est plus ambitieuse que prévue : l'exposition aux énergies bas-carbone a ainsi été multipliée par 2,6 en 2025 par rapport à 2020, dépassant l'engagement d'atteindre 80 % de hausse à horizon 2025.

Limites et hypothèses : la mesure repose sur sur les méthodologies retenues et les données disponibles auprès des fournisseurs de données, des contreparties ainsi que dans les systèmes internes. Si les activités de production sont bien identifiées dans nos bases internes, les activités de stockage doivent encore être mieux qualifiées.

Encours de financement charbon thermique

Cet indicateur donne la somme des encours (en EAD) de financements dédiés et non dédiés liés au charbon thermique de Crédit Agricole CIB. Les financements dédiés correspondent aux montants dédiés aux projets charbon thermique (totalité du montant d'EAD).

2.4.1.2. INDICATEURS CLÉS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES SUR L'EMPREINTE DE FONCTIONNEMENT

Pour favoriser la neutralité carbone d'ici à 2050, Crédit Agricole S.A. a fondé les objectifs de réduction de son empreinte de fonctionnement en cohérence avec un alignement à la limitation du réchauffement planétaire à 1.5°C d'ici à 2100. Pour ce faire, Crédit Agricole S.A. s'est appuyée sur les recommandations de la SBTi.

Selon les recommandations de la SBTi qui reposent sur les scénarios 1,5°C répertoriés par le GIEC, les émissions des *scope* 1 et 2 doivent suivre une trajectoire linéaire de réduction de 4,2 % par an en émissions absolues, soit un objectif de - 46,2 % à horizon 2030 pour une base de référence en 2019[1]. Les trajectoires de réduction établies par le Crédit Agricole sur le *scope* 1, *scope* 2 et *scope* 3.6 sont plus ambitieuses avec un attendu de réduction de - 50 % des émissions de GES entre 2019 et 2030.

Ces cibles, basées sur les principes méthodologiques suivants, sont :

- alignées sur la science : en cohérence avec l'attendu de réduction nécessaire pour suivre un scénario 1,5°C ;
- établies selon une approche de contraction absolue : l'approche de contraction absolue impose une réduction linéaire des émissions en absolu pour les entreprises du secteur financier sur les *scope* 1 et 2 ;
- établies sur un large périmètre : le périmètre sélectionné couvre plus de 95 % des émissions actuelles sur les *scope* 1 et 2. L'ensemble des consommations énergétiques et de la flotte de véhicules sont incluses. L'engagement a également été pris volontairement de définir des objectifs sur les déplacements professionnels ;
- déclinées au niveau entité : l'objectif de réduction pour le Groupe se décline en objectifs au niveau des filiales en tenant compte du degré de décarbonation de leurs empreintes de fonctionnement respectives.

Crédit Agricole S.A. a volontairement pris l'engagement de réduire une partie de son *scope* 3, à savoir les émissions liées à ses déplacements professionnels, de 50 % d'ici 2030 par rapport à 2019. Depuis 2025, Crédit Agricole S.A. a choisi de piloter en intensité par équivalent temps plein (ETP) sur la période 2025-2030 et ce, afin de tenir compte de la croissance organique et externe de ses filiales.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. poursuit son engagement en faveur d'une électricité moins carbonée pour atteindre 100 % de consommation d'électricité renouvelable d'ici 2030, sur tous ses sites français et à l'international.

La Direction des achats Groupe a défini un objectif, construit selon les exigences de la SBTi, spécifiques aux institutions financières pour les catégories 1-14 du *scope* 3 (empreinte hors financement) : Crédit Agricole S.A. s'engage à réaliser 40 % de ses dépenses externes avec des fournisseurs ayant pris des objectifs de réduction basés sur la science d'ici 2027.

L'ensemble des indicateurs suivis au niveau de Crédit Agricole S.A. sur l'empreinte environnementale de fonctionnement, et repris dans les rapports du Groupe, s'intègrent dans les cadres fixés par les référentiels GRI G4 et *GHG Protocol*.

Bien que l'empreinte de fonctionnement ne soit pas matérielle pour Crédit Agricole CIB, la Banque contribue au plan d'actions du Groupe.

1 *Le choix de l'année 2019 comme année de référence répond aux exigences SBTi, qui recommande que celle-ci soit datée au plus tard deux ans avant l'année de publication des cibles de réduction des émissions de GES, et s'inscrit dans le Plan moyen terme 2019-2022 de Crédit Agricole S.A.*

2.4.2. Consommation d'énergie et mix énergétique [E1-5]

◆ Consommation d'énergie et mix énergétique

Le tableau présente les consommations d'énergie détaillées par type sur le périmètre du groupe Crédit Agricole CIB. Les données ont été collectées du 1er décembre N-1 au 30 novembre N afin de permettre la production du rapport dans les délais impartis. Des exceptions peuvent exister avec des collectes entre le 1er janvier et le 31 décembre N, sans impact significatif sur la variabilité des résultats. Les données collectées à travers l'outil du Groupe l'ont été en suivant le protocole de reporting associé (pays avec plus de 100 ETP au 31 décembre, ainsi que quelques pays ajoutés volontairement car proches du seuil). Les données collectées couvrent près de 98 % des ETP. Les indicateurs des pays non collectés ont été estimés.

▶ Consommation d'énergie et mix énergétique

	Unité	2025	2024
Consommation de combustible provenant de sources fossiles	MWh	26 197	9 535
Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources fossiles	MWh	3 964	4 975
Consommation totale d'énergie fossile	MWh	**30 161**	**14 511**
Part des sources fossiles dans la consommation totale d'énergie (en %)	%	35%	19%
Consommation provenant de sources nucléaires	MWh	**473**	**450**
Part de la consommation provenant de sources nucléaires dans la consommation totale d'énergie	%	1%	1%
Consommation de combustible provenant de sources renouvelables, y compris de la biomasse (comprenant également des déchets industriels et municipaux d'origine biologique, du biogaz, de l'hydrogène renouvelable, etc.)	MWh	-	-
Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources renouvelables	MWh	55 251	62 626
Consommation d'énergie renouvelable non combustible autoproduite (en MWh)	MWh	46	59
Consommation totale d'énergie renouvelable	MWh	**55 296**	**62 685**
Part des sources renouvelables dans la consommation totale d'énergie	%	64%	81%
Consommation totale d'énergie	MWh	**85 930**	**77 646**

◆ Production d'énergie

Le tableau présente l'énergie produite à l'échelle du groupe Crédit Agricole CIB. Les données ont été collectées du 1er décembre N-1 au 30 novembre N afin de permettre la production du rapport dans les délais impartis. Les estimations n'ont pas été réalisées pour ces indicateurs.

▶ Production d'énergie

	Unité	2025	2024
Production d'énergie non renouvelable	MWh	0	0
Production d'énergie renouvelable	MWh	46	59
Production d'énergie totale	MWh	46	59

1 Donnée communiquée volontairement.

2.4.3. Émissions brutes de GES des *scope* 1, 2, 3 et émissions totales de GES [E1-6]

◆ Focus - Empreinte de fonctionnement (en tCO_2e)[1]

Le tableau présente les émissions de GES du *scope* 1 et du *scope* 2 détaillées par poste d'émission, sur le périmètre de Crédit Agricole CIB. Les données ont été collectées du 1er décembre N-1 au 30 novembre N afin de permettre la production du rapport dans les délais impartis. Des exceptions peuvent exister pour certains pays sans impact significatif sur la variabilité des résultats. Les entités non collectées ont été estimées. Les émissions du *scope* 2 présentées ici sont fondées sur le marché, se limitant aux émissions liées à l'électricité non garanties.

Pour plus de détail, consulter le tableau ci-après « Émissions totales de GES ventilées par *scope* 1 et 2 et les émissions significatives de *scope* 3 ».

▶ Émissions de *scope* 1 et 2

	Unité	2025	2024
***Scope* 1**	tCO_2e	**5 721**	**2 370**
dont gaz	tCO_2e	2 046	1 307
dont fioul	tCO_2e	0	0
dont flotte de véhicules [1]	tCO_2e	3 675	1 062
***Scope* 2 (market-based)**	tCO_2e	**3 211**	**3 605**
dont électricité	tCO_2e	2 378	2 899
dont électricité *data centers*	tCO_2e	397	407
dont réseau de chaleur	tCO_2e	265	243
dont réseau de froid	tCO_2e	172	56

1 Intégration de la flotte de véhicules de Degroof Petercam (évolution du périmètre)

▶ **Émissions totales de GES ventilées par *scope* 1 et 2 et les émissions significatives de *scope* 3**

	Année de référence	2025	2024	%	2030	2050	Cible annuelle en % / base de référence
Émissions de GES - *scope* 1							
Émissions brutes de GES - *scope* 1 ($TeqCO_2$)		5 721	2 370	141 %			
Pourcentage d'émissions de GES *scope* 1 résultant des systèmes d'échange de quotas d'émission réglementés (en %)		0	0	-			
Émissions de GES - scope 2							
Émissions brutes de GES - *scope* 2 fondées sur la localisation ($TeqCO_2$)		10 453	10 856	-4 %			
Émissions brutes de GES *scope* 2 fondées sur le marché ($TeqCO_2$)		3 211	3 605	-11 %			
Émissions significatives de GES – *scope* 3							
Émissions totales brutes indirectes de GES - *scope* 3) ($TeqCO_2$)							
1. Biens et services achetés							
[Sous-catégorie facultative : Services d'informatique en nuage et de centre de données]							
2. Biens d'investissement							
3. Activités relevant des secteurs des combustibles et de l'énergie (non incluses dans les périmètres 1 et 2)							
4. Transport et distribution en amont							
5. Déchets produits lors de l'exploitation							
6. Voyages d'affaires		15 312	16 694	-8 %			
7. Déplacements domicile - travail des salariés							
8. Actifs loués en amont							
9. Autres émissions indirectes							
10. Transformation des produits vendus							
11. Utilisation de produits vendus							
12. Traitement de fin de vie des produits vendus							
13. Actifs loués en aval							
14. Franchises							
15. Financements et investissements[1]		128 831 148	133 966 341	-4 %			
Émissions totales de GES							
Émissions totales de GES (fondées sur la localisation) ($TeqCO_2$)		128 862 634	133 996 261	-4 %			
Émissions totales de GES (fondées sur le marché) ($TeqCO_2$)		128 855 393	133 989 010	-4 %			

[1] Les émissions liées à l'empreinte indirecte font l'objet de limites méthodologiques liées au multi-comptage des émissions. Pour connaître l'empreinte indirecte retraitée, se référer à l'encadré « Limites méthodologiques liées au multi-comptage des émissions indirectes » de cette section.

Le tableau ci-dessus présente les émissions de GES du groupe Crédit Agricole CIB ventilées pour les *scope* 1 et 2 et les émissions de GES significatives du *scope* 3 (catégories 3.6 et 3.15).

Les émissions du *scope* 3 catégories 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 sont exclues du fait de contraintes opérationnelles. Seules les émissions des *scope* 1 et 2, ainsi que du *scope* 3, catégories 3.6 et 3.15, sur lesquelles Crédit Agricole S.A. et un certain nombre de ses entités (dont le Groupe Crédit Agricole CIB) prennent des engagements publics sont publiées dans le rapport de durabilité. En complément, des travaux méthodologiques sont engagés pour être en mesure de comptabiliser les émissions sur le *scope* 3.1 « biens et services achetés » en 2026.

ÉMISSIONS RELATIVES À L'EMPREINTE DE FONCTIONNEMENT

Les émissions du *scope* 1 incluent celles liées à la flotte de véhicules détenue par l'entreprise (diesel, essence) ainsi qu'à la consommation énergétique des bâtiments (gaz et fioul). Les émissions du *scope* 2 incluent le réseau de chaud, le réseau de froid, et l'électricité, et sont calculées selon deux approches : fondées sur la localisation et fondées sur le marché. Dans cette dernière, le *scope* 2 se limite aux émissions liées à l'électricité non garantie. Les émissions du *scope* 3.6 correspondent aux émissions de déplacements par train et avion.

Pour les *scope* 1 et 2, les données ont été collectées du 1er décembre N-1 au 30 novembre N afin de permettre la production du rapport dans les délais impartis. Des exceptions peuvent exister, sans impact significatif sur la variabilité des résultats. Pour le *scope* 3.6, les émissions des voyages réservés et réalisés entre le 15 et le 31 décembre n'ont pas été comptabilisées, sans impact significatif sur la vari abilité du résultat. Les données collectées à travers l'outil du Groupe Crédit Agricole l'ont été en suivant le protocole de reporting associé (pays avec plus de 100 ETP en 2024 ainsi que quelques pays ajoutés volontairement car proches du seuil). Les données collectées couvrent près de 98 % des ETP. Les indicateurs des pays non collectés via l'outil ont été estimés.

EMISSIONS RELATIVES AU PORTEFEUILLE DE FINANCEMENT

Méthodologie de calcul

Pour les institutions bancaires, le *scope* 3.15 (les émissions financées) constitue le poste le plus significatif en matière d'émissions de GES. Les émissions du *scope* 3.15 sont calculées selon la méthodologie du Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF) sur l'ensemble du périmètre. Comme défini par le PCAF, les émissions financées sont les émissions de la contrepartie au prorata d'un facteur d'attribution défini comme le ratio du financement accordé sur la valeur de la contrepartie.

Périmètre

Les calculs prennent en compte quatre classes d'actifs identifiées par le PCAF, à savoir les actions cotées et obligations d'entreprises,

les prêts commerciaux et actions non cotées, les financements de projets, l'immobilier commercial.

Sont exclues du total des émissions présenté dans le tableau :

- les émissions financées relatives aux encours de dette souveraine ;
- les prêts aux institutions financières ;
- les activités de trading ;
- les prêts aux particuliers hors immobilier résidentiel et automobile ;
- les encours sur les secteurs autres que ceux contribuant fortement au changement climatique (codes NACE K, J, de M à U, conformément à la définition du périmètre du template 1 du Pilier 3 ESG).

Concernant les émissions financées associées à la classe d'actifs souverains, la Banque ne les inclut pas dans son *scope* 3.15 en raison de son instabilité par nature, et ainsi de la non-représentativité de ces données. En effet, les actifs souverains sont soumis à des dynamiques de marché particulièrement volatiles : l'exposition porte sur un stock temporaire, qui peut varier significativement d'un jour à l'autre. Publier ces données reviendrait à figer une situation très variable, peu représentative de l'exposition réelle ou durable de la banque à ces actifs.

À noter que les émissions liées au financement de l'immobilier résidentiel chez Indosuez sont exclues du bilan carbone du Credit Agricole CIB.

Détails du calcul

Comme défini par le PCAF, les émissions financées sont les émissions de la contrepartie au prorata d'un facteur d'attribution défini comme le ratio du financement accordé sur la valeur de la contrepartie. À noter que pour des raisons opérationnelles, Crédit Agricole S.A. applique actuellement la méthodologie PCAF dite business loan à l'ensemble des entreprises non financières, quel que soit le type d'exposition (prêt, obligation, financement de projet). La méthodologie PCAF permet de couvrire l'intégralité des les émissions des clients quand la donnée est disponible. Les données peuvent être reportées à partir des rapports de la contrepartie ou de la contrepartie elle-même, ou estimées, soit par les fournisseurs de données, soit en interne via des calculs spécifiques ou via des propagations sectorielles. Le calcul des différents *scope* d'émissions de GES s'établit comme suit :

- *scope* 1 et 2 : reposent sur les données de GES fournies par les clients, complétées par des estimations internes ou externes. En l'absence de données, une approximation sectorielle est appliquée, les émissions étant considérées homogènes et principalement liées aux consommations d'énergie.
- *scope* 3 : plus complexe à mesurer en raison du manque de normes globales et de données fiables. Les informations collectées auprès des clients ou de prestataires externes sont privilégiées ; à défaut, des estimations sont établies sur certaines contreparties, en s'appuyant notamment sur les travaux de la NZBA[1] ou sur des données jugées exploitables. Le Groupe n'applique pas d'estimations obtenues par propagation sectorielle pour le calcul du *scope* 3 en absences de données collectées ou estimées fiables.

La comptabilisation de l'ensemble des émissions GES des clients implique, par construction, un biais de comptage multiple pour l'institution financière, car les clients des uns sont les fournisseurs des autres. Par exemple : en finançant un constructeur automobile, le Groupe comptabilise les émissions liées à l'ensemble de sa chaîne de valeur, notamment les émissions liées au carburant consommé par les véhicules mis en circulation ; en parallèle, lors d'un financement d'un groupe pétrolier les émissions relatives à la combustion des produits pétroliers mis sur le marché sont à nouveau comptabilisées.

LIMITES MÉTHODOLOGIQUES LIÉES AU MULTI-COMPTAGE DES ÉMISSIONS INDIRECTES

Afin de remédier au multi-comptage des émissions de gaz à effet de serre, le Groupe Crédit Agricole a réalisé des premiers travaux visant à obtenir une vision la plus proche de la réalité physique des émissions de GES, portant sur les chaînes de valeur des combustibles fossiles et de l'électricité. L'approche consiste à conserver, au sein de chacune de ces chaînes de valeur, les émissions carbone dues à la combustion les plus élevées, comme le ferait une entreprise intégrée. En appliquant ces retraitements sur les deux secteurs mentionnés, les émissions de GES théoriques reportées sur le périmètre de Crédit Agricole CIB passent de 128,8 $MtCO_2$ à 77,6 $MtCO_2$ en émissions totales et de 1 051 tCO_2e/M€ à 637 tCO_2e/M€ en intensité.

Cette approche, pour l'instant implémentée à la maille sectorielle, pourra ensuite être déployée à la maille client.

Qualité de la donnée

Pour les secteurs immobilier résidentiel et automobile, les scores PCAF sont de 4,8 et de 2,47 respectivement . Pour les autres secteurs : le taux de couverture par des données réelles s'élève à 19,3 %.

► Émissions liées à l'empreinte indirecte

	Unité	2025	2024
Total des émissions liées à l'empreinte indirecte [1]	$MtCO_2e$	128,8	134,0
Intensité carbone des encours	tCO_2e/M€	1 051	1 067

[1] Les émissions liées à l'empreinte indirecte font l'objet de limites méthodologiques liées au multi-comptage des émissions. Pour connaître l'empreinte indirecte retraitée, se référer à l'encadré « Limites méthodologiques liées au multi-comptage des émissions indirectes » de cette section.

Le tableau ci-dessus reprend le total des émissions indirectes du *scope* 3.15 du précédent tableau complété du ratio d'intensité des émissions en termes d'euros financés. Le périmètre des financements retenus dans ce ratio est identique à celui indiqué dans la section « Émissions relatives au portefeuille de financement », « Périmètre » ci-dessus. L'assiette d'encours considérée ici est de 122 568 millions d'euros.

2.4.4. Projets d'absorption et d'atténuation des GES financés au moyen de crédits carbone [E1-7]

► Crédits carbone annulés au cours de la période de référence

	2025	2024
Montants relatifs aux projets d'absorption et de réduction (en tCO_2eq)	113 880	49 000
dont VERRA (en tCO_2eq)	51 538	49 000
dont *Gold Standard* (en tCO_2eq)	62 342	0

Le tableau ci-dessus présente la quantité totale de crédits carbone annulés au cours de la période de référence, ainsi que le détail par label. Sont comptabilisés comme crédits carbone annulés les crédits carbone pour lesquels l'entité dispose du document de confirmation de l'annulation (*Certificate of Verified Carbon Unit* (VCU) *Retirement*) par le label.

1 *En octobre 2025, la coalition a été impactée par une évolution stratégique dont les contours seront stabilisés dans un délai compris entre six mois et un an.*

▶ **Crédits carbone dont l'annulation est prévue à l'avenir**

	2025	2024
Montant Crédits Carbone (tCO_2eq)	110 686	222 716

Le tableau ci-dessus présente la quantité de crédits carbone dont l'annulation est prévue à l'avenir, tous labels confondus. Sont comptabilisés le nombre de crédits carbone issus de projets vérifiés par les labels, mais pas encore livrés (identifiés par les documents Livelihoods ou autre), ainsi que le nombre de « Réductions d'Emissions de GES » prévisionnelles en cours de financement mais pas encore « Reconnues » (inscrites sur le registre LBC), c'est-à-dire dont l'attribution par le Préfet pour le compte du financeur n'a pas encore été effectuée.

2.4.5. Tarification interne du carbone [E1-8]

Le Groupe Crédit Agricole n'a pas opté pour le déploiement d'un mécanisme de tarification interne du carbone.

2.4.6. Informations publiées sur les activités liées à la Taxonomie européenne

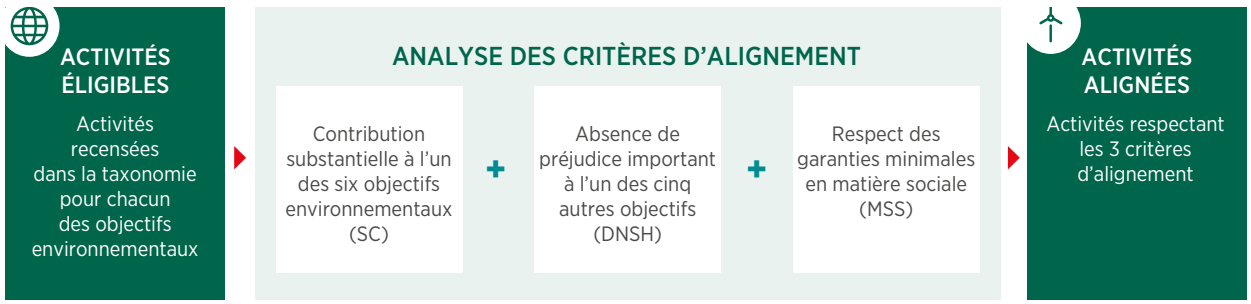
Les informations relatives à la Taxonomie verte européenne publiées dans le présent rapport se fondent sur la version provisoire du Règlement délégué rendue publique le 4 juillet 2025, compte tenu de la publication tardive de la version officielle au Journal officiel de l'Union européenne le 8 janvier 2026. De fait, des écarts de fond et de forme avec la version officielle subsistent. Ces derniers seront analysés ultérieurement par le Groupe pour une mise en conformité dès la prochaine publication.

2.4.6.1. CADRE ET EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

Le règlement européen Taxonomie 2020/852 du 18 juin 2020, amendé par le règlement délégué européen 2026/73 publié le 8 janvier 2026, instaure un cadre définissant les activités économiques durables sur le plan environnemental, c'est-à-dire les activités économiques qui passent avec succès les trois tests suivants :

- elles contribuent de manière substantielle à un objectif environnemental ;
- elles ne causent pas de préjudice significatif à d'autres objectifs environnementaux tels qu'énoncés dans ledit règlement ;
- elles sont exercées dans le respect de certaines garanties minimales sociales (MSS – *Minimum social safeguards*).

Les activités éligibles qui respectent ces trois critères sont dites « alignées à la taxonomie ».



SC : Substantial Contribution ; DNSH : Do No Significant Harm ; MSS : Minimum Social Safeguards

Ce règlement fixe les objectifs suivants :

- l'atténuation du changement climatique ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- la prévention et la réduction de la pollution ;
- la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Le règlement Taxonomie a été complété par cinq actes délégués :

- **l'acte délégué – Article 8** – 2021/2178 : concernant le contenu et la présentation des informations à publier par les entreprises assujetties à la directive NFRD, puis CSRD depuis le 1er janvier 2025 ;
- **l'acte délégué – Climat** – 2021/2139 : décrivant les activités « éligibles » et les critères d'examens techniques permettant d'évaluer « l'alignement » au regard des deux objectifs climatiques « atténuation du changement climatique » et « adaptation du changement climatique ». Une modification a été apportée par le règlement 2023/2485 pour introduire de nouvelles activités économiques éligibles et de nouveaux critères techniques applicables pour évaluer l'alignement. L'alignement de ces nouvelles activités est à l'étude depuis cet arrêté ;
- **l'acte délégué – Gaz et Nucléaire** – 2022/1214 : concernant les activités économiques en lien avec les secteurs du gaz et du nucléaire au regard des objectifs climatiques ;
- **l'acte délégué – Environnemental** – 2023/2486 : décrivant les activités « éligibles » et les critères d'examens techniques permettant d'évaluer « l'alignement » au regard des quatre autres objectifs environnementaux également applicable depuis cet arrêté pour les établissements de crédit ;
- **l'acte délégué** – 2026/73 : concernant le dispositif de simplification du contenu et de la présentation des informations à publier sur les activités durables sur le plan environnemental.

Selon les dispositions du règlement délégué « article 8 », qui prévoit, pour les établissements de crédit soumis à la directive sur le reporting extra-financier (NFRD), puis à la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD), de publier des informations relatives à l'éligibilité et à l'alignement des actifs à la taxonomie, depuis le 31 décembre 2023, le groupe Crédit Agricole CIB publie annuellement les indicateurs réglementaires et volontaires suivants :

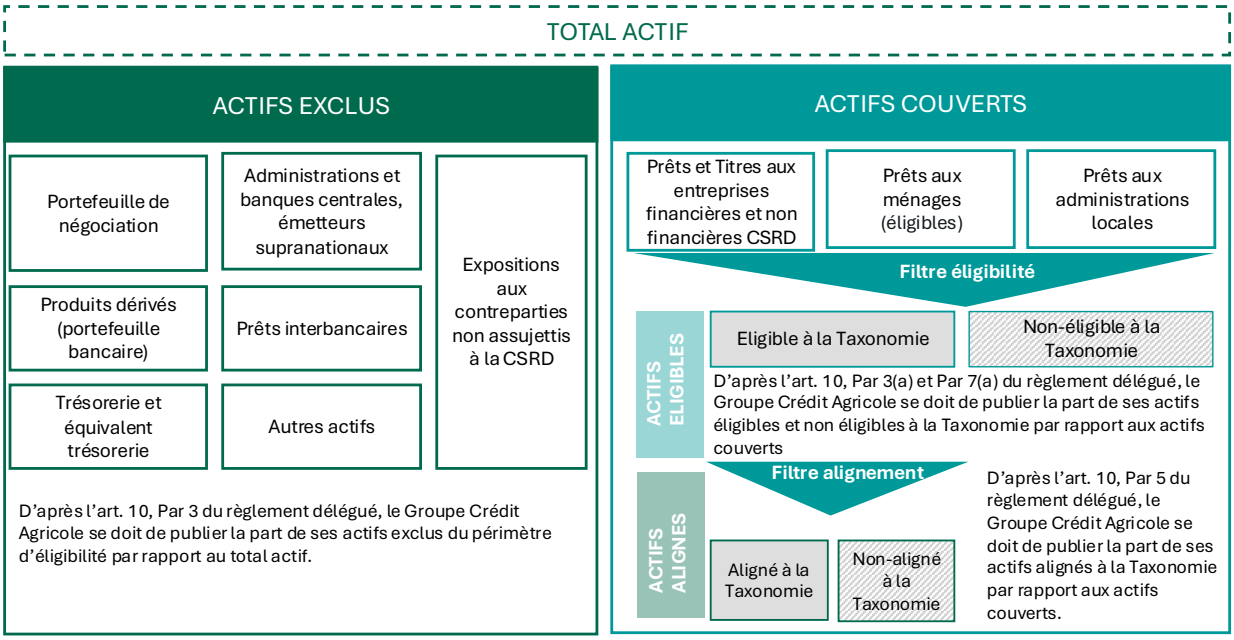
- (i) la part des actifs « éligibles » (c'est-à-dire finançant des activités décrites dans les actes délégués) et « non éligibles » au règlement délégué « climat » et (ii) la part des actifs exclus uniquement du numérateur du ratio ainsi que celle exclue à la fois du numérateur et du dénominateur du ratio. L'éligibilité est calculée sur les six objectifs environnementaux de la taxonomie ;

- la proportion des actifs « alignés » (le **Green asset ratio** ou GAR), c'est-à-dire les actifs finançant des activités éligibles qui passent avec succès les trois tests d'alignement à la taxonomie ; cette analyse d'alignement est menée sur la base (i) des informations publiées par les entreprises non financières et les entreprises financières assujetties à la directive sur le reporting extra-financier (NFRD), puis à la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD) à partir du 1er janvier 2025, (ii) ainsi que sur les critères techniques du règlement délégué sur le périmètre de la clientèle de détail, des collectivités locales et des financements dédiés ;
- le ratio des actifs sous gestion : représente le rapport entre les actifs gérés pour des entreprises et qui financent des activités économiques alignées sur la taxonomie et le total des actifs gérés ;
- le ratio des garanties financières : représente la part des garanties financières de prêts et d'avances et de titres de créance destinés à financer des activités économiques alignées sur la taxonomie par rapport à l'ensemble des garanties financières de prêts et avances et de titres de créance accordées à des entreprises.

De plus, l'entrée en vigueur du règlement délégué 2022/1214 du 9 mars 2022 invite les établissements à publier des informations relatives aux activités liées au gaz fossile et à l'énergie nucléaire.

Enfin, la publication de l'acte délégué 2026/73 du 4 juillet 2025 a notamment suspendu jusqu'à janvier 2028 les exigences de publication des indicateurs complémentaires relatifs au portefeuille de négociation et aux frais et commissions perçus pour des services autres que les prêts et la gestion d'actifs. Ces indicateurs ne sont donc pas publiés par Crédit Agricole CIB sur la base des données au 31 décembre 2025, conformément aux attentes réglementaires.

Le schéma ci-dessous présente l'ensemble des informations à publier.



2.4.6.2. MÉTHODOLOGIE DE DÉTERMINATION DES ACTIFS ALIGNÉS

Depuis l'exercice du 31 décembre 2023, le groupe Crédit Agricole CIB contribue à la publication au niveau du Groupe Crédit Agricole de la part des actifs alignés à la taxonomie.

Les activités alignées sont définies et décrites par le règlement délégué « Climat » et le règlement délégué « Environnement ».

Afin de calculer l'alignement des actifs à la taxonomie, les actifs suivants sont considérés comme éligibles à la taxonomie :

- crédits immobiliers, prêts à la rénovation et financement des véhicules aux particuliers (prêts octroyés à partir du 1er janvier 2022) pour les ménages ;
- financements des logements et financements dédiés (financements dont l'objet est connu et qui concernent une activité éligible à la taxonomie) pour les collectivités locales ;
- sûretés immobilières commerciales et résidentielles saisies et détenues en vue de la vente ;
- expositions sur les contreparties financières et non financières assujetties à la directive sur le reporting de durabilité des entreprises (CSRD), dont le ratio éligible est disponible dans leurs publications et dont les données ont pu être collectées.

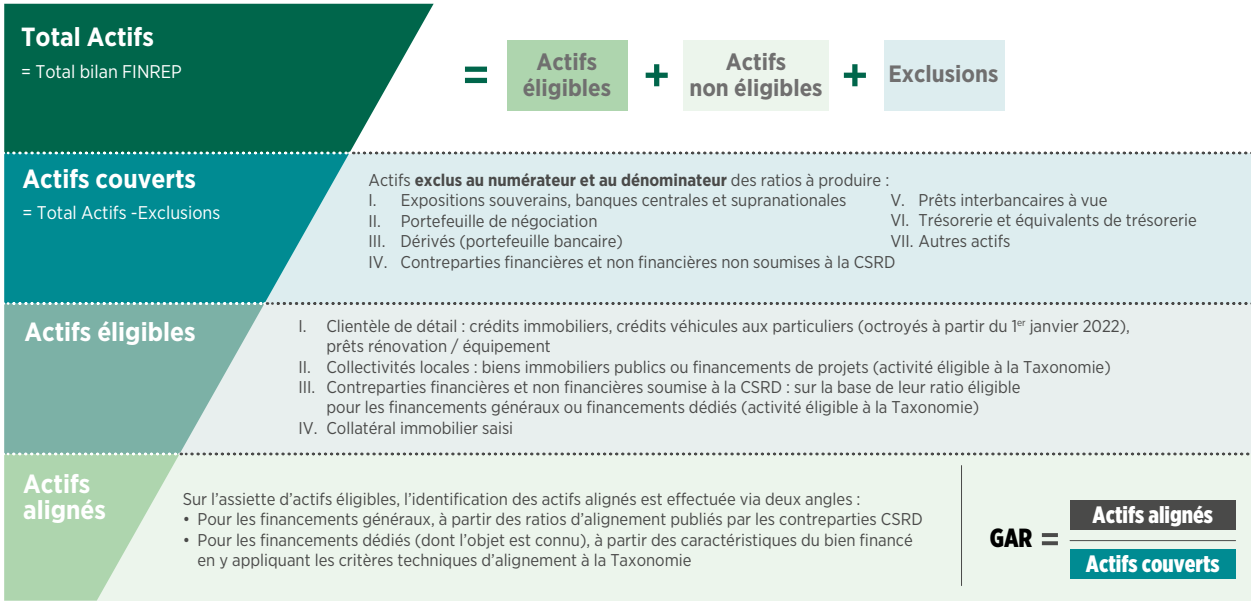
Sur la base des actifs éligibles ci-dessus, l'identification des actifs alignés à la taxonomie est effectuée selon deux axes d'analyse :

- pour les financements généraux, à partir des informations publiées par les contreparties financières et non financières CSRD, notamment les ratios d'actifs verts (*Green asset ratio*), chiffres d'affaires verts et dépenses d'investissement vertes, qui sont collectées auprès du fournisseur de données externes *Clarity AI* ou, le cas échéant, récupérées de façon bilatérale directement auprès des clients (rapports de durabilité) ;
- pour les financements dont l'objet est connu, à partir des caractéristiques du bien financé en y appliquant les critères techniques d'alignement à la taxonomie.

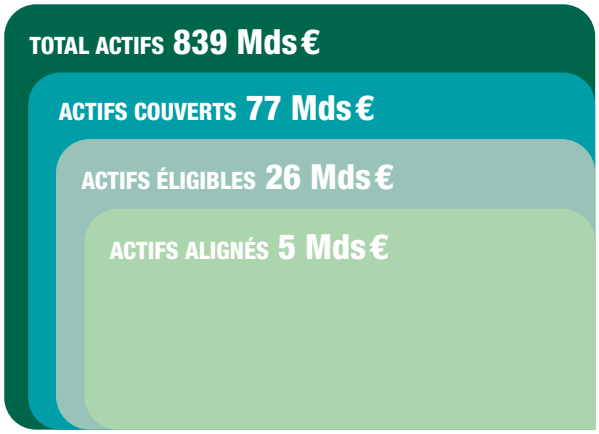
Pour le calcul du GAR, le montant **d'actifs alignés** est rapporté au montant **d'actifs couverts** qui correspond au total des actifs, duquel sont exclus les éléments ci-dessous :

- les expositions souveraines, banque centrales et supranationales ;
- les expositions sur les entreprises non soumises à la CSRD (entreprises financières et non financières en dehors de l'UE, petites et moyennes entreprises de l'UE en dessous des seuils d'assujettissement) ;
- les dérivés, les prêts interbancaires à vue, la trésorerie et équivalent de trésorerie et autres actifs [1] ;
- les autres expositions non éligibles à la taxonomie sur les contreparties financières et non financières soumises à la CSRD, la clientèle de détail et les collectivités locales.

1 *Les autres actifs sont composés notamment des variations de la juste valeur des éléments couverts lors de la couverture du risque de taux d'intérêt d'un portefeuille, des immobilisations corporelles et incorporelles et des actifs d'impôt reportés dans les états FINREP.*



2.4.6.3. CHIFFRES SUR LE PÉRIMÈTRE DE CRÉDIT AGRICOLE CIB AU 31 DÉCEMBRE 2025



2.4.6.4. TRADUCTION OPÉRATIONNELLE DES EXIGENCES DE PUBLICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 8 DU RÈGLEMENT TAXONOMIE

Dans le cadre du Projet Sociétal du Groupe Crédit Agricole, dans lequel s'intègre Crédit Agricole CIB, les critères d'alignement à la Taxonomie européenne, réglementation qui couvre à date uniquement le volet environnemental, ont été intégrés dans le processus de conception et de validation de certains produits et la formalisation d'engagements pris auprès de clients et de contreparties, plus particulièrement sur les volets suivants :

- sur la partie passifs, un nouveau cadre d'émissions d'obligations vertes (*green bonds*) a été publié en novembre 2023, remplaçant le cadre mis en place en 2018 à l'occasion de l'émission inaugurale de *green bonds* de Crédit Agricole S.A. Il fixe un cadre harmonisé pour l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole et sert de référence pour les émissions de titres « verts » du Groupe, distribués aux investisseurs institutionnels ou particuliers. Le développement rapide de l'écosystème de la finance durable depuis 2018, l'introduction de la Taxonomie européenne et le renforcement de la stratégie environnementale et climatique du Groupe Crédit Agricole ont en effet conduit à cette mise à jour de ce cadre d'émissions Groupe. Concrètement, le critère de contribution substantielle est retenu comme un des critères de sélection des gisements éligibles à un financement par ces émissions de titres verts ;
- afin d'accompagner les clients du Groupe dans leurs transitions vers une activité plus durable et de développer les offres de financement et d'épargne durables de manière structurée et sécurisée, le Groupe a décidé de bâtir une norme définissant les actifs durables du Groupe Crédit Agricole, i.e. le Cadre des Actifs Durables de Référence (CADR). Ce CADR consiste en une matrice qui croise les engagements du Groupe et les niveaux de durabilité. Ainsi les actifs sont répartis par pilier du Projet Sociétal et sont ensuite organisés en 3 niveaux concentriques de durabilité, le premier répondant aux critères d'alignement à la Taxonomie Européenne, i.e. qui respectent a minima les critères de contribution substantielle des 2 premiers objectifs environnementaux publiés (l'atténuation et l'adaptation au changement climatique). Ce cadre permet ainsi d'identifier aussi les actifs éligibles au financement par des passifs durables ;
- en termes de gouvernance produits, toute entité souhaitant commercialiser un nouveau « produit durable », et qui ferait référence à un alignement à la Taxonomie le cas échéant, doit obtenir l'autorisation préalable et explicite de son Comité nouveaux produits/nouvelles activités (Comité NAP) chargé de vérifier que l'ensemble des conditions nécessaires à la distribution ont bien été réunies, tant sur le plan de la conformité juridique et réglementaire que sur le plan opérationnel, mais aussi s'assurer de la conformité de son offre aux standards du cadre de référence du Groupe (« CADR ») précité, enfin de démontrer sa capacité à appliquer les règles collectives en vigueur et soumettre son dossier à un processus de validation de Crédit Agricole S.A.

2.4.6.5. INDICATEURS DE LA TAXONOMIE EUROPÉENNE SUR LES ACTIVITÉS DURABLES

▶ **Composition du GAR en vision chiffre d'affaires par type de contreparties**

En millions €	2025					2024 *				
Actifs couverts au dénominateur	76 719			Part éligible	Part alignée	79 522			Part éligible	Part alignée
	Total	Actifs éligibles	Actifs alignés			Total	Actifs éligibles	Actifs alignés		
Actifs inclus au numérateur	**76 719**	**25 637**	**5 271**	**33,42%**	**6,87%**	**79 522**	**27 765**	**7003**	**34,91%**	**8,81%**
Dont entreprises financières	35 443	10 150	1 269	28,64%	3,58%	38 702	11 797	1297	30,48%	3,35%
Dont entreprises non financières et administrations locales	38 762	13 580	4 002	35,03%	10,32%	40 009	15 349	5706	38,36%	14,26%
Dont ménages	2 514	1 906	0	75,84%	0%	811	619	0	76,29%	0%

** sur la base de la méthodologie prévue par le règlement délégué (UE) 2026/73 du 4 juillet 2025*

Pour la première fois cette année, Crédit Agricole CIB publie le tableau volontaire ci-dessus qui présente le GAR stock (vision Chiffre d'Affaires) pour les exercices 2024 et 2025, ventilé par type de contrepartie. La méthode de calcul retenue pour 2025 se fonde sur les éléments disponibles dans le règlement délégué provisoire du 4 juillet 2025.

Dans une logique de comparabilité, il a donc été nécessaire de recalculer le niveau de GAR obtenu en 2024 conformément aux nouvelles attentes réglementaires. Ainsi l'impact de ces changements méthodologiques se traduit par une amélioration du ratio qui passe de 4,64 %, tel que publié dans le précédent rapport de durabilité, à 8,15 %.

Ainsi à méthode de calcul égale, le GAR 2025 est de 6,87 % en diminution par rapport à 2024.

▶ **Tableau 0 - Récapitulatif des indicateurs clés de performance (ICP) à publier par les établissements de crédit conformément à l'article 8 du règlement établissant la Taxonomie (en €)**

Période de référence de publication		31.12.2025						
		Total des expositions alignés sur la Taxonomie en € base CA	Total des expositions alignés sur la Taxonomie en € base CAPEX	ICP en % base CA	ICP en % base CAPEX	% de couverture (par rapport au total des actifs)	Expositions non évaluées (en % des actifs couverts)* base CA	Expositions non évaluées (en % des actifs couverts)* base CAPEX
ICP principal	**Encours du ratio d'actifs verts (GAR)**	**5 271 222 386**	**9 258 798 466**	**6,87 %**	**12,07 %**	**9,14 %**		
ICP supplémentaires	GAR (flux)	1 672 022 671	2 399 834 869	6,73 %	9,66 %	11,10 %		
	Portefeuille de négociation							
	Garanties financières	361 678 621	524 730 081	12,27 %	17,81 %	0,35 %		
	Actifs sous gestion	1 019 039 794	1 309 593 854	8,73 %	11,22 %	1,39 %		
	Frais et commissions perçus							

** conformément à l'article 7, paragraphe 8, du réglement*

Période de référence de publication 2024		31.12.2024					
		Total des actifs durables sur le plan environnemental en € ie	ICP****	ICP*****	% de couver-ture (par rapport au total des actifs) ***	% d'actifs exclus du numérateur du GAR (article 7, paragraphes 2 et 3 et section 1.1.2 de l'annexe V)	% d'actifs exclus du dénominateur du GAR (article 7, paragraphe 1 et section 1.2.4 de l'annexe V)*
ICP principal	**Encours du ratio d'actifs verts (GAR)**	**7 003 364 519**	**2,60 %**	**5,28 %**	**33,21 %**	**89,90 %**	**66,79 %**
ICP supplémentaires	GAR (flux)	3 713 980 281	4,20 %	5,61 %	33,29 %	87,74 %	66,71 %
	Portefeuille de négociation*						
	Garanties financières	401 091 796	3,67 %	5,60 %			
	Actifs sous gestion	3 405 545 074	2,94 %	3,64 %			
	Frais et commissions perçus**						

** Pour les établissements de crédit ne remplissant pas les conditions de l'article 94, paragraphe 1 (qui n'ont pas, selon les critères définis, un portefeuille de négociation de petite taille), ou de l'article 325 bis , paragraphe 1 (qui n'ont pas, selon les critères définis, des activités exposées au risque de marché considérées suffisantes pour être exemptés des obligations de déclaration spécifiques pour risque de marché), du CRR.*

*** Frais et commissions sur services autres que prêts et gestion d'actifs.*

Les établissements fournissent des informations prospectives pour ces ICP, notamment sur les cibles visées, et des explications pertinentes sur la méthode appliquée.

**** % d'actifs sur lesquels porte l'ICP, par rapport au total des actifs bancaires.*

***** sur la base de l'ICP du chiffre d'affaires de la contrepartie.*

****** sur la base de l'ICP des CapEx de la contrepartie, sauf pour les activités de prêt générales, pour lesquelles c'est l'ICP du chiffre d'affaires qui est utilisé.*

Note 1 : Sauf mention contraire, les données présentées dans les tableaux de la présente section « 2.4.6.5 Indicateurs de la taxonomie européenne sur les activités durables » et de l'annexe « Tableaux relatifs à la Taxonomie européenne (suite) » sont exprimées en euros.

Les ICP relatifs aux frais et commissions et au portefeuille de négociation ne s'appliquent qu'à partir de 2026, sur les données du 31 décembre 2025. Les PME ne seront incluses dans ces ICP que sous réserve du résultat positif d'une analyse d'impact.

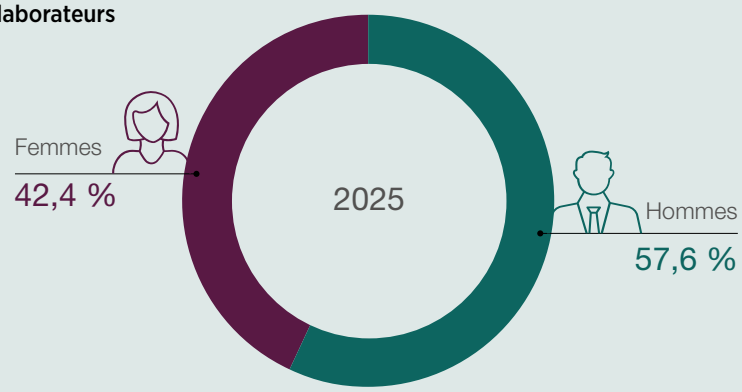
Crédit Agricole CIB publie le GAR Flux selon la méthodologie qui consiste à retenir uniquement les nouvelles opérations de l'année sans tenir compte des remboursements ou désinvestissements.

La suite des tableaux relatifs à la Taxonomie européenne sur les activités durables est présentée à l'annexe 1 du présent Chapitre.

EFFECTIFS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB

15 100+

Collaborateurs



Périmètre couvert : 100 %

DIVERSITÉ ET MIXITÉ

100+

Nationalités

3 100+

Jeunes accueillis en 2025 [1]

DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN

317 843

Heures de formation

40+

Modules de formation disponibles dans l'*ESG Academy* pour les collaborateurs

1. Selon les modalités définies par Crédit Agricole S.A. dans le cadre du Junior Plan.

3. SOCIAL - INFORMATIONS EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE

3.1. Personnel de l'entreprise [S1]

En 2024, Indosuez Wealth Management, filiale de Crédit Agricole CIB, a connu une évolution significative de son périmètre de consolidation sociale avec l'acquisition de la Banque Degroof Petercam. Les données 2025 intègrent cette entité, alors que les données 2024 l'excluent (signalé par un astérisque* dans les tableaux). Cette évolution de périmètre doit être prise en compte dans l'analyse comparative 2025 versus 2024.

3.1.1. Stratégie [S1-1]

Afin d'agir chaque jour dans l'intérêt de ses clients et de la société, et avec la volonté d'ancrer son utilité sociétale dans l'ensemble de ses activités, métiers et processus, Crédit Agricole S.A. a défini sa stratégie dans le plan moyen terme (PMT) «Ambitions 2025». Ce plan s'articule autour de trois axes : un projet client, un projet sociétal et un projet humain. Le groupe Crédit Agricole CIB inscrit sa politique de ressources humaines dans le cadre de ce PMT.

Cette transformation organisationnelle, managériale et culturelle repose sur des actions portées par les collaboratrices et collaborateurs, avec :

- pour le projet client, des travaux autour de l'excellence relationnelle ;
- pour le projet humain, le développement de la responsabilité en proximité ;
- pour le projet sociétal, l'amplification de l'engagement sociétal.

3.1.1.1. LE PROJET HUMAIN, UN LEVIER MAJEUR

Le projet humain est centré sur la responsabilité en proximité, une responsabilité au niveau individuel pour chaque collaborateur. Cette mise en responsabilité vise à donner aux clients du groupe Crédit Agricole CIB un accès permanent à un interlocuteur formé, autonome et responsable, qui leur apporte une vraie utilité, dans un cadre de délégation clair et en adéquation avec sa raison d'être. Il repose sur une conviction profonde : « l'Humain responsable est une exigence ».

Le projet humain met la responsabilité individuelle et collective au centre de la transformation managériale, culturelle et humaine de Crédit Agricole. Il valorise l'engagement et la performance des collaborateurs, tant sur le plan individuel que collectif. Il favorise le développement des compétences et offre de larges opportunités de carrière et de mobilité, grâce à une culture d'entreprise apprenante en continu.

Dans un environnement en évolution constante et face à de nombreuses mutations (intelligence artificielle, numérique, environnementale, sociale), Crédit Agricole CIB agit en tant qu'employeur responsable auprès de l'ensemble de ses salariés présents dans le monde.

À travers la signature de l'Accord mondial *UNI Global Union*, le Groupe Crédit Agricole réaffirme son engagement à respecter toutes les lois sur l'emploi, la liberté d'association, les conventions collectives, les réglementations en matière de santé et sécurité au niveau national, ainsi que les lois applicables et les droits humains internationalement reconnus, sur tous les marchés où il est actif. Le groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit dans la stratégie du Groupe Crédit Agricole et s'engage également à promouvoir la formation des salariés comme un élément clé du dispositif de gestion des risques liés aux droits humains. La Banque rappelle dans sa Charte éthique qu'elle exerce son activité partout dans le monde dans le respect des droits humains et des droits sociaux fondamentaux. Son Code de conduite précise également « que ce soit dans les relations entre collaborateurs de l'entreprise ou avec toute partie prenante, le respect des droits humains et des droits sociaux fondamentaux doit être rigoureusement appliqué ». En conséquence, dans le cadre de cet accord mondial, le groupe Crédit Agricole CIB confirme qu'il continuera à :

- respecter les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ;
- mettre en œuvre les mesures raisonnables propres à prévenir, atténuer et, le cas échéant, à s'efforcer de remédier aux effets néfastes éventuels de leurs activités et de leurs métiers sur les droits humains selon les orientations données par les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme ;
- respecter les dispositions de la déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et aux droits fondamentaux au travail adoptée le 18 juin 1998 et les conventions correspondantes et, en particulier, le droit de tous les salariés à s'organiser, à adhérer à un syndicat et à entreprendre des négociations collectives ;
- adhérer aux principes directeurs de l'OCDE à destination des entreprises multinationales (2011) ainsi qu'à la Déclaration de principe tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale (OIT 5ème édition 2017).

Le groupe Crédit Agricole CIB s'engage à respecter les législations internationales et nationales ainsi que les dispositions conventionnelles dans tous les pays où il opère et à assurer des conditions d'emploi et de travail équitables à l'ensemble de ses salariés.

3.1.1.2. LES POLITIQUES RESSOURCES HUMAINES

Afin de renforcer et pérenniser sa promesse d'employeur responsable, l'action du groupe Crédit Agricole CIB s'organise autour de cinq politiques, qui répondent aux impacts, risques et opportunités identifiés par la fonction ressources humaines (se référer à la section 1.3.3. « Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique » du présent chapitre) :

1. développement du capital humain : le groupe Crédit Agricole CIB favorise la formation continue et le développement des compétences pour assurer l'employabilité et la mobilité fonctionnelle de ses collaborateurs, ainsi que le développement de toute forme de leadership ;

2. dialogue social : le groupe Crédit Agricole CIB encourage un dialogue social dynamique, constructif et respectueux des droits humains, de la liberté d'association et du droit syndical, ainsi que l'écoute active des collaborateurs ;

3. diversité et inclusion : le groupe Crédit Agricole CIB mène une politique inclusive déployée à tous les niveaux de l'organisation,

permettant de s'opposer à toute forme de discrimination et de promouvoir l'égalité des chances ;

4. environnement de travail : la politique sociale d groupe Crédit Agricole CIB veille à offrir des conditions de travail et d'emploi garantissant la sécurité et préservant la santé, la qualité de vie et les conditions de travail des collaborateurs ;

5. performance et rémunérations : la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole CIB repose sur des valeurs de responsabilité et de transparence. Elle permet de récompenser la performance des collaborateurs de façon équitable, dans le respect des standards internationaux.

Ces politiques, leurs plans d'action, ainsi que les indicateurs et cibles associés, sont détaillés respectivement dans les sections 3.1.2 « Politiques, plans d'actions et ressources mobilisées dans le cadre de la stratégie ressources humaines » et 3.1.3. « Indicateurs et cibles ».

Les cibles de la filière ressources humaines s'inscrivent dans les engagements structurants définis dans le cadre du Plan moyen terme 2025 du Groupe Crédit Agricole et dans une démarche d'amélioration continue. Définis à l'issue de travaux collaboratifs associant différentes entités du Groupe, dont Crédit Agricole CIB, ces engagements sont déployés au sein de la Banque et s'appliquent au périmètre des effectifs décrit en section 3.1.1.4. « Les effectifs du groupe Crédit Agricole CIB ».

Pour l'année 2025, les priorités en matière de mixité, de plan jeunesse, et de formation RSE ont constitué les principaux axes de référence en matière de cibles sociales.

3.1.1.3. PILOTAGE ET GOUVERNANCE DES IMPACTS, RISQUES ET OPPORTUNITÉS AU SEIN DE LA FONCTION RESSOURCES HUMAINES [S1 ESRS 2 SBM-3]

La stratégie de ressources humaines du groupe Crédit Agricole CIB est influencée par les impacts, risques et opportunités concernant l'ensemble des salariés sans distinction, dans chacun des pays où le groupe Crédit Agricole CIB est présent[1].

Une gouvernance RH, structurée autour d'un Comité de direction des ressources humaines (RH) hebdomadaire, permet de définir et d'adapter les politiques RH aux enjeux de la Banque tout en respectant les spécificités des métiers et des pays.

De plus, un dispositif annuel d'enquête collaborateurs disponible en 18 langues donne lieu à des incidences positives mesurées notamment au travers d'un taux de participation toujours très élevé.

L'analyse de double matérialité, dont les modalités sont présentées dans la section 1.3.3 « Impacts, risques et opportunités matériels et leur lien avec la stratégie et le modèle économique » du présent chapitre, a mis en évidence cinq thématiques matérielles pour l'ensemble des salariés de Crédit Agricole CIB.

Ces thématiques font l'objet de politiques afin de répondre aux IRO identifiés :

- développement du capital humain ;
- dialogue social ;
- diversités ;
- environnement de travail ;
- performance et rémunération.

Ainsi, les impacts positifs identifiés nourrissent les opportunités du groupe Crédit Agricole CIB, sont portés par le projet humain et pilotés par les équipes ressources humaines de Crédit Agricole CIB :

- une bonne gestion des talents, associée à la mise en place de politiques ambitieuses de développement des compétences et de rémunération, améliore l'attractivité du groupe Crédit Agricole CIB et la rétention des collaborateurs ;
- la mise en œuvre de politiques volontaristes liées à la diversité et à l'inclusion, couplée aux vertus de la liberté d'association, ainsi que des pratiques de protection sociale mieux-disantes que les pratiques légales, sont gages d'amélioration du bien-être et de la santé-sécurité des collaborateurs.

Ensemble, ces impacts positifs influent sur la stratégie et le modèle économique du groupe Crédit Agricole CIB et sont, in fine, gages de l'augmentation de sa performance globale.

Les politiques liées à ces thématiques s'appliquent au groupe Crédit Agricole CIB et à ses entités en France et à l'international.

3.1.1.4. LES EFFECTIFS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB [S1-6]

▶ Répartition des effectifs par genre

	2025		2024	
Genre[1]	ETP	%	ETP	%
Femme	6 417,7	42,4 %	5 697,3	43,0 %
Homme	8 708,6	57,6 %	7 541,4	57,0 %
Autre	0,0	0,0 %	0,0	0,0 %
Non déclaré	0,0	0,0 %	0,0	0,0 %
TOTAL	**15 126,4**	**100 %**	**13 238,7**	**100 %**

[1] *Genre tel que spécifié par les salariés eux-mêmes.*

Périmètre :

- les salariés en CDI et CDD, y compris les mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- les salariés actifs et inactifs au 31 décembre, vision entité bénéficiaire, en équivalent temps plein (ETP).

Définitions :

- **mandataires sociaux :** un dirigeant mandataire social est une personne qui détient un mandat social au nom de l'entité juridique qu'il représente et qui est rémunérée pour ce mandat ;
- **CDD :** hors stagiaires, hors alternants (contrat d'apprentissage et contrat de professionnalisation), hors CIFRE, hors VIE, hors auxiliaires de vacances, hors intérimaires (les intérimaires sont des travailleurs non-salariés) ;
- **salariés inactifs :** salariés percevant une rémunération mais n'étant plus en activité, ou salariés ne percevant plus de rémunérations et n'étant plus en activité, mais étant toujours liés à l'entité par un contrat de travail ;
- **Équivalent temps plein (ETP) :** correspond au taux d'activité de chaque salarié en CDI et CDD présent au 31 décembre sur la base de leur temps de travail théorique. Exemple : un salarié présent à temps partiel de 50 % aura un taux d'activité de 0,5. Ne pas confondre « taux d'activité » et « taux de présence » : un salarié à temps plein avec un contrat suspendu aura un taux de présence à 0 mais un taux d'activité à 1, un salarié bénéficiant d'un temps partiel thérapeutique aura un taux d'activité < 1 ;
- **personne physique (PP) :** un salarié compte pour une personne physique ;
- **genre :** les genres « Autre » et « Non déclaré » ne s'appliquent que dans les pays dans lesquels la législation l'autorise.

1 *Pour plus d'information sur les spécificités des salariés du groupe Crédit Agricole CIB, voir la partie 3.1.1.4 « Les effectifs du groupe Crédit Agricole CIB » du présent chapitre.*

▶ Répartition géographique des effectifs (pays avec seuil de 50 salariés représentant au moins 10 % des effectifs)

	2025		2024	
Région	ETP	%	ETP	%
Europe occidentale	11 087,2	73,3 %	9 369,6	70,8 %
Dont France	6 461,3	42,7 %	6 063,6	45,8 %
Asie - Océanie	2 729,9	18,0 %	2 626,1	19,8 %
Amérique du Nord	977,0	6,5 %	913,0	6,9 %
Proche et Moyen-Orient	139,0	0,9 %	139,0	1,0 %
Amérique Centrale et du Sud	113,0	0,7 %	112,0	0,8 %
Europe orientale	80,2	0,5 %	79,0	0,6 %
TOTAL	**15 126,4**	**100 %**	**13 238,7**	**100 %**

Périmètre :

- les salariés en CDI et CDD, y compris les mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- les salariés actifs et inactifs au 31 décembre vision entité bénéficiaire, en équivalent temps plein (ETP).

Définitions :

- les zones géographiques ont été définies par région significative et sur la base de celles existantes dans le Document d'enregistrement universel. Sont mis en exergue les pays disposant d'au moins 50 salariés représentant au moins 10 % des effectifs.

▶ Répartition des effectifs par type de contrat et par genre

	Genre [1]				
	Femme	Homme	Autre	Non déclaré	TOTAL
Effectifs					
ETP N	6 417,7	8 708,6	0,0	0,0	**15 126,4**
% N	**42,4 %**	**57,6%**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
ETP N-1	5 697,3	7 541,4	0,0	0,0	**13 238,7**
% N-1	**43,0 %**	**57,0 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
Effectifs permanents (CDI)					
ETP N	6 239,8	8 460,0	0,0	0,0	**14 699,9**
% N	**42,4 %**	**57,6 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
ETP N-1	5 526,6	7 289,8	0,0	0,0	**12 816,4**
% N-1	**43,1 %**	**56,9 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
Effectifs temporaires (CDD)					
ETP N	177,9	248,6	0,0	0,0	**426,5**
% N	**41,7 %**	**58,3 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
ETP N-1	170,7	251,6	0,0	0,0	**422,3**
% N-1	**40,4 %**	**59,6 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
Effectifs au nombre d'heures non garanti					
ETP N	-	-	-	-	**-**
% N	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
ETP N-1	-	-	-	-	**-**
% N-1	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Effectifs à temps plein					
ETP N	5 821,0	8 559,0	0,0	0,0	**14 380,0**
% N	**40,5 %**	**59,5 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
ETP N-1	5 189,0	7 443,0	0,0	0,0	**12 632,0**
% N-1	**41,1 %**	**58,9 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
Effectifs à temps partiel					
ETP N	596,7	149,7	0,0	0,0	**746,4**
% N	**79,9 %**	**20,1 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**
ETP N-1	508,3	98,4	0,0	0,0	**606,7**
% N-1	**83,8 %**	**16,2 %**	**0,0 %**	**0,0 %**	**100 %**

[1] *Genre tel que spécifié par les salariés eux-mêmes.*

Périmètre :

- les salariés en CDI et CDD, y compris dirigeants mandataires sociaux hors administrateurs ;
- les salariés actifs et inactifs au 31 décembre vision entité bénéficiaire, en ETP à temps plein et à temps partiel.

Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti.

Exemple de contrat en heures non garanties : le contrat zéro heure est un type de contrat de travail qui s'est développé dans l'Union européenne, comme au Royaume-Uni et en France (contrat de vacation à l'université ou contrat « à la tâche » des correcteurs à domicile, dans l'édition par exemple). Sa caractéristique principale est que l'employeur ne mentionne dans le contrat aucune indication d'horaires ou de durée minimum de travail. Le salarié est rémunéré uniquement pour les heures travaillées, et doit pouvoir se rendre disponible à n'importe quel moment de la journée.

▶ Répartition des effectifs par type de contrat et par région

Régions	Année	Effectifs	Effectifs permanents (CDI)	Effectifs temporaires (CDD)	Effectifs au nombre d'heures non garanti	Effectifs à temps plein	Effectifs à temps partiel
Europe occidentale	N	11 087,2	10 970,0	117,2		10 344,0	743,2
	N-1	9 369,6	9 289,6	80,0	-	8 766,0	603,6
Europe orientale	N	80,2	80,2	0,0		80,0	0,2
	N-1	79,0	79,0	0,0	-	79,0	0,0
Proche et Moyen-Orient	N	139,0	138,0	1,0		139,0	0,0
	N-1	139,0	138,0	1,0	-	139,0	0,0
Afrique	N	-	0,0	0,0		0,0	0,0
	N-1	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Asie - Océanie	N	2 729,9	2 421,6	308,3		2 727,0	2,9
	N-1	2 626,1	2 284,8	341,3	-	2 623,0	3,1
Amérique du Nord	N	977,0	977,0	0,0		977,0	0,0
	N-1	913,0	913,0	0,0	-	913,0	0,0
Amérique Centrale et du Sud	N	113,0	113,0	0,0		113,0	0,0
	N-1	112,0	112,0	0,0	-	112,0	0,0
TOTAL	**N**	**15 126,4**	**14 699,9**	**426,5**		**14 380,0**	**746,4**
	N-1	**13 238,7**	**12 816,4**	**422,3**	-	**12 632,0**	**606,7**

Périmètre :

- les salariés en CDI, CDD ;
- les salariés actifs et inactifs au 31 décembre y compris les mandataires sociaux, hors administrateurs, vision entité bénéficiaire, en ETP à temps plein et à temps partiel.

▶ Rotation des effectifs

	2025	2024
Taux de rotation des effectifs	6,6 %	7,1 %

Périmètre :

- les salariés en CDI, y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- les salariés actifs au cours de l'année, vision entité employeur.

Formule de calcul : Nombre de départs CDI année N / Nombre de salariés CDI actifs au 01/01/N (à défaut, au 31/12/N-1)

Les motifs de départs pris en compte sont **:** démissions, retraites, licenciements, autres départs (rupture conventionnelle, rupture période d'essai, décès, autres). Un salarié qui est présent le 31/12/N, mais qui quitte l'entreprise ce jour-là, aura son mouvement de sortie le 01/01/N+1.

Le taux de rotation (formule INSEE) calculé sur les entrées et les sorties est de 8,5 % en 2025 contre 8,8 % en 2024.

Formule de calcul : [(Nombre d'entrées CDI année N + Nombre de départs CDI année N) / 2] / Nombre de salariés CDI actifs au 01/01/N (à défaut, au 31/12/N-1)

Les motifs d'entrée pris en compte sont **:** recrutements externes, consolidations en CDI ;

Consolidations en CDI : effectifs dont le contrat est converti en CDI à la suite de leur précédent contrat et sur la même entité.

Explication des choix :

1) prise en compte des collaborateurs en CDI ayant un statut actif uniquement : il n'est pas pertinent de calculer le *turnover* pour les CDD ;
2) dans la formule du *turnover*, il faut rapporter à l'effectif au 1er janvier de l'année N. Si l'effectif n'est pas disponible, utiliser à défaut l'effectif au 31/12 de l'année N-1.

Retraitement :

le chiffre publié dans le rapport de durabilité 2024 utilisait la formule de calcul de l'Insee, soit 8,8 %. Le chiffre 2024 est corrigé dans le tableau ci-dessus et fait figurer le taux de rotation 2024 calculé selon la formule ESRS.

▶ Répartition des départs par motif (effectifs en CDI)[1]

	2025				2024			
	France	International	TOTAL	%	France	International	TOTAL	%
Démission	90	454	544	57,4 %	101	427	528	59,4 %
Retraite	80	110	190	20,1 %	81	64	145	16,3 %
Licenciement	9	111	120	12,7 %	10	127	137	15,4 %
Décès	2	6	8	0,8 %	1	2	3	0,3 %
Autres	26	59	85	9,0 %	25	51	76	8,5 %
Total départs CDI	**207**	**740**	**947**	**100 %**	**218**	**671**	**889**	**100 %**

Périmètre :

- les salariés en CDI, y compris les mandataires sociaux ;
- les salariés actifs au cours de l'année, en nombre de salariés, en vision entité employeur ;
- les salariés inactifs sont exclus du périmètre.

1 *Donnée communiquée volontairement.*

3.1.2. Politiques, plans d'actions et ressources mobilisées dans le cadre de la stratégie Ressources humaines [S1-1] [S1-4] [S1-5]

Les politiques RH, décrites ci-dessous, s'appliquent au groupe Crédit Agricole CIB, en France et à l'international, et les actions sont des actions annuelles et continues.

3.1.2.1. DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN [S1-13]

◆ Gouvernance

La politique de développement du capital humain de Crédit Agricole CIB est définie, pilotée et animée par le Comité de direction des ressources humaines (RH) dont la mission est d'adapter les politiques RH aux enjeux de la Banque. Une coordination hebdomadaire est assurée par ce Comité afin de suivre la mise en œuvre et d'évaluer l'efficacité de cette politique, ainsi que les actions associées, notamment au travers des indicateurs quantitatifs.

◆ Cadres et références

Les engagements en matière de développement du capital humain du groupe Crédit Agricole CIB s'inscrivent dans le cadre défini par Crédit Agricole S.A., qui repose sur :

- l'accord mondial UNI Global Union, en vigueur sur la période 2023-2027 ;
- l'accord de Gestion prévisionnelle des emplois et compétences, depuis 2012 ;
- la charte de mobilité du Groupe Crédit Agricole du 12 novembre 2024.

Tous ces documents sont disponibles sur le site internet du Crédit Agricole S.A. à l'adresse suivante : https://www.credit-agricole.com/responsable-et-engage/employeur-responsable.

◆ Gestion des impacts, risques et opportunités

Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle du « Développement du capital humain » sont :

Description des IRO		Chaîne de valeur	Temporalité
Impact positif	Impact positif sur les collaborateurs grâce à une bonne gestion des talents et la mise en place de politiques de développement des compétences ambitieuses	Opérations propres	Invariable
Opportunités	Amélioration de l'attractivité grâce à des pratiques ESG ambitieuses et novatrices	Opérations propres	Invariable
	Augmentation de la performance globale, rétention des collaborateurs, grâce à des politiques d'accompagnement des carrières et de développement des compétences ambitieuses	Opérations propres	Invariable

Les impacts, risques et opportunités sont analysés annuellement par la Direction des ressources humaines de Crédit Agricole CIB.

◆ Plans d'actions

Le groupe Crédit Agricole CIB identifie et propose régulièrement à ses collaborateurs de nouvelles solutions pour accélérer le développement de leurs compétences et assurer leur progression de carrière. La Banque se positionne comme un employeur responsable dans la recherche de nouvelles offres de développement des compétences et d'opportunités de mobilité professionnelle, répondant ainsi aux attentes des métiers et des collaborateurs.

Depuis 2019, le projet humain encourage la mise en responsabilité, le discernement, la confiance, le courage et la prise d'initiative. Il favorise le développement des compétences par une culture de la curiosité, de la formation et de la mobilité. Le projet humain permet à chaque collaborateur d'être acteur de son parcours, de progresser et de développer ses compétences tant sur la dimension managériale que sur l'expertise métier.

Ces opportunités de développement favorisent une employabilité durable, augmentent la performance des collaborateurs et de la Banque, et renforcent ainsi l'attractivité de l'entreprise dans l'intérêt des clients.

LA FORMATION [S1-13]

Pour accélérer sa transformation organisationnelle, managériale et culturelle, le groupe Crédit Agricole CIB propose, à travers son projet humain, des parcours dynamiques et innovants de développement des compétences de ses collaborateurs. Cet enjeu majeur est porté par la Direction générale.

Les grands principes de la formation

Le groupe Crédit Agricole CIB investit dans le développement professionnel tout au long de la carrière de ses collaborateurs en proposant des parcours de formation diversifiés et ciblés, adaptés à chaque métier et géographie. La Banque offre de larges opportunités de développement des compétences, articulées autour de deux axes clés :

- favoriser le développement continu des compétences et l'adaptation permanente pour faire face à l'évolution des métiers et assurer l'employabilité durable des collaborateurs ;
- soutenir l'acquisition de nouvelles compétences et anticiper les changements dans une perspective de performance globale et collective.

Les indicateurs relatifs au développement des compétences sont disponibles dans la section 3.1.3.4 « Indicateurs de la formation et du développement des compétences » du présent chapitre.

L'accompagnement des collaborateurs

Le groupe Crédit Agricole CIB accompagne ses collaborateurs à travers des parcours de développement des compétences et s'appuie notamment sur l'IFCAM, université du Groupe Crédit Agricole, pour mener à bien la transformation.

Par ailleurs, grâce à un partenariat unique, porté par le Groupe Crédit Agricole, avec *LinkedIn*, Crédit Agricole CIB et Indosuez Wealth Management mettent à disposition de leurs collaborateurs une plateforme internationale de formation et d'apprentissage. La plateforme *LinkedIn Learning* comprend près de 22 000 forma-

tions, disponibles en 24 langues, en accès illimité afin de permettre à chacun de développer son potentiel, en responsabilité, sur un large panel de thématiques et de compétences.

ACCOMPAGNER LES COLLABORATEURS DANS LES TRANSFORMATIONS SOCIÉTALES

Conscients des enjeux environnementaux et sociétaux, Crédit Agricole CIB et l'IFCAM développent un écosystème de formation qui vise à :

- anticiper l'évolution des métiers et leurs besoins pour favoriser la montée en compétences des collaborateurs et la performance collective globale ;
- former à la responsabilité sociétale et environnementale, pour comprendre les enjeux de durabilité et insuffler une mise en mouvement collective.

En 2025, Crédit Agricole CIB a poursuivi et approfondi le déploiement de son *ESG Academy*, lancée en 2023.

Construite sur la base d'un référentiel de neuf compétences ESG, cette ***Academy*** s'articule autour de trois niveaux pleinement opérationnels :

- un niveau « acculturation », pour l'ensemble des collaborateurs. Ce dispositif est essentiellement digital et accessible à tous via la plateforme HRE-*Learning* de Crédit Agricole CIB. Pour guider les collaborateurs, des parcours ont été définis avec chaque Direction de Crédit Agricole CIB, afin de cibler les modules à suivre en priorité selon leurs activités et leurs besoins ;
- un niveau de première expertise dans chaque domaine (risque, régulations, instruments financiers, achats responsables) pour développer rapidement l'expertise ESG dans chaque métier de Crédit Agricole CIB ;
- un niveau « expertise avancée », pour accompagner la montée en compétences des collaborateurs les plus exposés aux thématiques ESG dans leur activité quotidienne. À titre d'exemple, le déploiement du programme transverse « *ESG Booster* » et la mise en place d'une série de masterclasses ESG de niveau expert sont les principales réalisations marquantes pour 2025.

En 2025, Crédit Agricole CIB poursuit son engagement en faveur de la sensibilisation climatique en déployant la Fresque du climat dans plus de 15 pays. Cette initiative a permis à plus de 4 300 collaborateurs de s'approprier les enjeux du changement climatique. Le dispositif repose sur un réseau de 80 animateurs internes, présents en France et à l'international, qui animent des ateliers auprès de leurs collègues et diffusent ainsi la stratégie climat de la Banque.

Au-delà de cette initiative, d'autres actions RSE ont été déployées à l'international pour sensibiliser les équipes aux enjeux environnementaux. À Taiwan, par exemple, des ateliers sur la biodiversité ont été organisés auprès de plus de la moitié des collaborateurs de Taipei, leur permettant d'appréhender de façon ludique et collaborative les défis et pressions liés à la biodiversité.

Indosuez Wealth Management a mis à disposition de l'ensemble de ses collaborateurs, sur la plateforme e-learning, l'univers d'apprentissage de l'IFCAM dédié au projet sociétal. Ces ressources viennent compléter le module e-learning « RSE *by* Indosuez » déployé depuis 2021, et en 2025, le module réglementation de la finance durable a été déployé à l'ensemble des collaborateurs. Chez Degroof Petercam des formations sur la thématique de la durabilité ont été données aux équipes commerciales du *Private Banking* afin de faciliter le dialogue avec leurs clients.

NOS SOLIDAIRES ET SOCIÉTALES

Crédit Agricole CIB a bâti une politique de mécénat en lien avec le projet sociétal et l'ancrage territorial du groupe Crédit Agricole, avec une attention particulière aux actions portant sur l'inclusion, la santé, l'environnement et l'accès à la culture. L'engagement des collaborateurs fait partie intégrante de cette politique et se matérialise à travers plusieurs dispositifs :

En France :

- Don sur salaire : 459 collaborateurs inscrits au dispositif en 2025 ont permis à 5 associations de bénéficier de dons mensuels, abondés par la Banque
- « Coups de pouce » : 15 projets associatifs portés par les collaborateurs ont été soutenus financièrement par la Banque
- Mécénat de compétences : plus de 1 200 heures de missions réalisées auprès d'une quarantaine d'associations parmi les 160 référencées sur la plateforme J'agis du groupe Crédit Agricole, lancée en 2025 chez Crédit Agricole CIB. Chaque collaborateur en CDI depuis plus de six mois bénéficie de 40 heures par an sur le temps de travail pour réaliser des missions associatives.

À l'international, des dispositifs similaires existent, tels que *Helping Hand* et *Pennies for Heaven*.

Enfin, des événements solidaires mobilisent les collaborateurs en France et à l'international :

- la semaine de la Solidarité, avec 30 actions solidaires organisées ;
- le challenge virtuel du Téléthon de la communauté financière : 62 collaborateurs participants à l'international et 102 en France ;
- trois campagnes de mécénat participatif ont permis à 941 collaborateurs de voter pour des projets associatifs financés par la Banque.

ADAPTER LES MÉTIERS ET LES COMPÉTENCES AUX ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

Le groupe Crédit Agricole CIB a adapté son offre de formation en 2025 afin d'accompagner les collaborateurs dans les évolutions technologiques de leur environnement de travail et de les sensibiliser à l'innovation.

Dans le cadre de son programme de transformation digitale, Crédit Agricole CIB a identifié neuf compétences permettant de tirer parti des opportunités offertes par le digital et les nouvelles technologies. Ces neuf compétences sont adossées à des niveaux cibles de compétences attendus, en fonction des métiers, depuis un niveau de sensibilisation jusqu'à l'expertise avancée. Des nouvelles offres de formation visant à développer ces compétences nécessaires à la transformation digitale de la Banque ont ainsi été créées et réparties selon quatre niveaux : débutant, intermédiaire, avancée et expert. Grâce au partenariat avec la plateforme *Pluralsight*, plus de 350 collaborateurs ont la possibilité de développer en autonomie leurs compétences en développement *web*, sécurité informatique, ***data*** et divers autres domaines IT.

La *Digit Academy,* plateforme d'apprentissage de la ligne métier Systèmes d'Information du Groupe Crédit Agricole, accessible à plus de 3 500 personnes, permet également aux collaborateurs de se regrouper par communautés / thématiques pour échanger, partager leurs expertises et monter en compétences via des modules *e-learning*. Six communautés ont été créées autour des priorités stratégiques : Agilité IT, *Green* IT, *Data* & IA, Développement, Architecture IT et Cybersécurité. En 2025, cette *Digit Academy* a été intégrée à la LXP (*Learning Experience Platform Learnia*) en lien avec Crédit Agricole S.A. et l'IFCAM.

À l'international, Hong Kong a déployé de nombreux ateliers sur l'IA pour familiariser les équipes avec ses usages professionnels et ses perspectives d'évolution. Plus de 200 collaborateurs ont également bénéficié de formations Power BI, renforçant leur capacité d'analyse et de visualisation des données. En Chine, des sessions dédiées à la gouvernance et à la sécurité des données ont sensibilisé les équipes aux enjeux de protection et de conformité dans un environnement de plus en plus digitalisé.

Azqore, filiale d'Indosuez Wealth Management spécialisée dans l'externalisation de systèmes d'informations et le traitement d'opérations bancaires pour les acteurs de la Banque privée, propose à l'ensemble des collaborateurs d'Indosuez un accès illimité à l'Azqore *Academy,* plateforme digitale destinée à la formation sur le « *Core banking system S2i* ».

ENRICHIR LES COMPÉTENCES TRANSVERSES

Grâce à des partenariats solides avec des acteurs clés de la formation, le groupe Crédit Agricole CIB enrichit en permanence le contenu de son offre de formation, notamment en digital, pour permettre à ses salariés de développer leurs compétences transverses en toute autonomie, en lien avec la démarche de responsabilisation.

En parallèle, des parcours métiers sont proposés pour favoriser la montée en compétences sur des thématiques transverses. À titre d'exemple :

- la *Risk Academy* est ouverte à tous les collaborateurs de la BFI, même si prioritairement destinée à ceux du pôle Risques et aux métiers les plus exposés du fait de leur activité. Elle promeut notamment le parcours « L'Essentiel des risques », développé et animé par un *pool* d'experts internes, qui vise à renforcer la culture risques de Crédit Agricole CIB en explicitant toutes les typologies de risques associés à ses activités. En 2025 le déploiement de cinq nouvelles promotions du parcours a permis de former une centaine de collaborateurs sur un périmètre mondial ;
- la *Project Academy*, quant à elle, favorise la montée en compétences en méthodologie de gestion de projet : les collaborateurs peuvent ainsi se perfectionner en participant aux formations « *Together as One* » ou « Comprendre l'agile », portées par les experts métiers de Crédit Agricole CIB.

En complément, des formations portées par l'IFCAM ciblant la gestion de projet et le leadership des chefs de projets sont proposées aux collaborateurs du groupe Crédit Agricole CIB.

Enfin, pour répondre aux exigences réglementaires et responsabiliser les collaborateurs, le *dispositif My mandatory learning camp* a été déployé à nouveau en 2025. Ce dispositif permet aux collaborateurs de gérer le suivi de leurs formations réglementaires et obligatoires sur un calendrier annuel en toute autonomie.

La *Coverage Academy* a été relancée en 2025, après une interruption d'un an mise à profit pour refondre globalement ce programme historique lancé en 2016. Une trentaine de banquiers conseils issus du Coverage mondial ont ainsi pu participer à une semaine de développement intensif visant à renforcer leur capacité d'origination et leur posture de conseil, favoriser le réseautage, le partage de compétences, l'ouverture culturelle et l'innovation, mais aussi à faire vivre la communauté Coverage internationale selon le principe « mieux se connaître pour mieux travailler ensemble ».

Également reconduit en 2025, le programme de formation des nouveaux diplômés de Crédit Agricole CIB, organisé chaque été, a permis à 52 analystes et associés d'être réunis en présentiel pendant une quinzaine de jours avec un double objectif :

- d'une part, développer leurs compétences sur les principales techniques de finance d'entreprise au travers d'une pédagogie très pratique intégrant une étude de cas et une présentation finale en groupes lors de la clôture ;
- d'autre part, favoriser les échanges entre les participants de différents métiers et avec la Direction générale de Crédit Agricole CIB à l'occasion de dîners réunissant un panel de responsables métiers.

En 2025, Crédit Agricole CIB a engagé une profonde transformation de la formation, en réalignant sa stratégie au service de tous les métiers de la Banque et de l'employabilité de ses collaborateurs.

Pour servir cette nouvelle politique de formation, des processus et un nouvel outil sont en cours de déploiement pour délivrer dès 2026 toute sa puissance à la formation au service de la performance et de l'expérience collaborateurs.

Chez Indosuez Wealth Management, une communication mensuelle intitulée *My learning corner / L&D breaking news* permet aux collaborateurs de découvrir les outils, formations et animations mis à leur disposition et la *Digital Academy* favorise le développement des compétences (langues, bureautique, nouvelles technologies, RSE,..), grâce à des contenus et outils régulièrement enrichis. En fin d'année, Indosuez a également lancé la première édition de l'*Indosuez Academy*, un programme exclusif conçu en partenariat avec l'INSEAD pour accompagner ses clients *NextGen*. Dans un contexte de transfert intergénérationnel de patrimoine, 52 participants internationaux, entrepreneurs, et futurs dirigeants, se sont réunis pour trois journées axées sur le leadership, la gouvernance familiale et la préservation du patrimoine.

LA TRANSFORMATION MANAGÉRIALE ET CULTURELLE

La transformation organisationnelle, managériale et culturelle portée par le projet humain depuis 2019 contribue à développer de nouveaux modes de travail et à renforcer le collectif. Depuis plusieurs années, l'Indice de mise en responsabilité (IMR) permet de suivre l'évolution de nos transformations managériales et culturelles. En 2024, la notion de confiance avait été introduite, en créant l'Indice de capital confiance, qui était la moyenne de deux questions : la confiance dans le Groupe Crédit Agricole, et la confiance dans le groupe Crédit Agricole CIB. En 2025, l'enquête collaborateurs évolue et passe de l'IMR à l'Indice de confiance, pour s'aligner avec les ambitions du plan stratégique 2025-2028. L'indice de confiance 2025 sera constitué de la moyenne des réponses positives à l'ensemble des questions du questionnaire. Ce nouveau format permettra de mesurer la progression du collectif dans l'atteinte des objectifs du plan stratégique : amplifier la mise en responsabilité, renforcer la transversalité, développer l'employabilité, rassembler autour d'une culture commune. L'indice de confiance, au même titre que les enquêtes précédentes, continuera d'être une opportunité de dialogue au sein des équipes autour des points forts et des axes de développement.

Dans ce cadre, depuis 2020, le groupe Crédit Agricole CIB déploie une démarche de responsabilisation qui s'appuie sur deux objectifs : oser avec discernement et renforcer l'intelligence collective. Cette démarche implique tous les collaborateurs, managers et équipes de Direction, et promeut le développement du leadership authentique et la responsabilisation des collaborateurs, en s'appuyant sur le *management* par les forces et l'implication des équipes à travers des cercles de responsabilité. Cela se traduit par un accompagnement des équipes au plus près de leurs enjeux opérationnels. À titre d'exemple, la plateforme *OpenDecide* permet de réaliser un diagnostic des dynamiques d'équipe et d'identifier collectivement les points de forces et de progression. Ainsi, plus de 180 équipes ont été accompagnées autour du diagnostic *OpenDecide* depuis le lancement de la démarche.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB offre à certains métiers l'opportunité de participer à des parcours novateurs, conçus pour développer des approches spécifiques inspirées du management

Cette démarche innovante met l'accent sur l'autonomie et la responsabilisation des individus, tout en s'appuyant sur des pratiques collaboratives issues des principes de l'agilité. Elle vise à renforcer la communication et les échanges afin d'optimiser la performance et la cohésion des équipes.

Au niveau international, plusieurs initiatives ont été déployées pour ancrer cette culture de responsabilisation. Par exemple, la Chine a organisé un séminaire managérial hors site avec des ateliers Empowerment, et des sessions de formation aux compétences de management. En Espagne, un programme de développement des compétences managériales centré sur le pilotage d'équipe et l'optimisation de la communication a permis à plusieurs collaborateurs de renforcer leurs compétences managériales.

Au total, ce sont plus de 6 800 collaborateurs qui ont bénéficié d'une initiative liée à la démarche de responsabilisation et plus de 600 équipes qui ont été directement accompagnées dans le cadre de la démarche.

Enfin, la *Management Academy* vise à développer une culture managériale commune au sein de la BFI. Le niveau *Novice Learners* offre à tous les collaborateurs la possibilité de se former sur des thématiques managériales à travers des modules digitaux en libre accès. Les niveaux *Expert Learners* et *Master Learners* sont proposés aux managers opérationnels et aux managers de managers. En 2025, 20 sessions en format présentiel ou distanciel ont été déployées pour les managers des différentes géographies.

En 2025, Indosuez active de nouveaux leviers culturels, au service de sa transformation. L'émergence d'une culture commune, *l'Indosuez Way*, qui se positionne autour de 6 piliers, toujours associés à un fort engagement envers nos clients, partout dans le monde. Ces 6 piliers, qui sont nos valeurs, sont rassemblés autour d'un acronyme porteur de sens: ETHICA (*Excelling, Teaming-Up, Humane, Intrapreneurial, Client-centric, As one*).

L'ÉVALUATION PROFESSIONNELLE

Les campagnes d'évaluation et de fixation des objectifs permettent, chaque année, de faire le point sur les performances individuelles et collectives, les réalisations et les besoins de développement de chacun.

L'évaluation en responsabilité

Pour répondre aux enjeux de mise en responsabilité et de transformation digitale, dans le cadre du projet humain et de son plan moyen terme, le groupe Crédit Agricole CIB déploie depuis 2022 une évaluation en responsabilité via l'application du Groupe Crédit Agricole MyDev qui offre aux collaborateurs les fonctionnalités suivantes :

- la réalisation d'une autoévaluation : le collaborateur devient acteur de son évaluation ;
- la possibilité de solliciter des *feedbacks* non anonymes pour une approche transversale à 360° qui vient enrichir les échanges collaborateurs/managers et s'inscrit dans une ambition de progrès constants et continus.

MyDev permet de répondre aux attentes des collaborateurs, qui souhaitent des échanges plus réguliers, un accompagnement plus individualisé et un développement professionnel enrichi.

Au service de la performance collective et de la collaboration, cet entretien est un moment d'échange privilégié entre le collaborateur et le manager pour faire ensemble le bilan de l'année écoulée.

En 2025, Crédit Agricole CIB réaffirme ses messages fondamentaux et ajuste son calendrier afin de renforcer la cohérence et l'alignement des pratiques d'évaluation. Ce temps dédié permet d'apprécier la performance globale au regard de l'atteinte des objectifs fixés et de la tenue de poste, à partir de faits concrets et observés et sur la base d'une échelle de notation précisée et réaffirmée auprès de toutes les géographies et activités. Cette discussion s'inscrit dans la continuité des échanges tout au long de l'année et permet de revenir sur les points forts sur lesquels le collaborateur peut capitaliser, et sur les axes de développement qui pourront faire l'objet d'un accompagnement.

L'entretien professionnel

Au sein de Crédit Agricole CIB, un entretien professionnel est proposé tous les ans aux collaborateurs en poste en France. Lors de cet échange, le collaborateur et son manager abordent les perspectives d'évolution et les éventuels souhaits de mobilité. Ils élaborent ensuite ensemble un plan de développement et identifient les besoins de formations prioritaires.

En complément, tous les collaborateurs en France ayant six ans d'ancienneté chez Crédit Agricole CIB au moment des campagnes d'évaluation bénéficient d'un « entretien professionnel récapitulatif » en lieu et place de l'entretien professionnel. Cet entretien a pour objet de faire un bilan du développement de carrière au cours des six dernières années, notamment sur les thématiques de formation et d'évolution professionnelle.

La culture du *feedback*

Renforcer la culture du *feedback* fait partie intégrante du projet humain, dont l'ambition est de continuer à développer la responsabilisation, la confiance et les forces de chaque collaborateur, tout en lui permettant d'identifier ses axes de développement et des pistes d'actions concrètes. Le *feedback* est un levier essentiel pour atteindre les objectifs de transformation du groupe Crédit Agricole CIB.

Les collaborateurs sont accompagnés dans cette pratique grâce à un guide de bonnes pratiques et à un parcours de formation leur donnant les clés pour apprendre à demander, donner et recevoir des retours constructifs.

En 2025, dans le cadre de l'évènement annuel « Cap sur votre développement professionnel », des ateliers de mise en pratique des techniques du *feedback* ont été proposés aux collaborateurs de Crédit Agricole CIB en France.

Dans les entités à l'international, de nombreuses initiatives ont été menées en 2025 pour encourager cette culture. Au sein de Crédit Agricole CIB Brésil, l'atelier « Career Overview, Development & Feedback » a permis aux participants de mieux comprendre l'importance de la pratique du feedback dans le développement de carrière. En Espagne, aux États-unis et dans la région EMEA, des ateliers sur la culture du feedback ont été proposés pour échanger collectivement sur le rôle du feedback en tant qu'outil de communication puissant et son impact sur la performance.

LA GESTION DE CARRIÈRE

Le groupe Crédit Agricole CIB adopte une approche holistique du développement des compétences des collaborateurs en créant un cercle vertueux d'apprentissage constant, qui démarre par la définition d'une trajectoire professionnelle personnalisée. Cette approche mène à une mobilité concrète grâce à un parcours de formation permettant une réussite dans la prise de prochaines responsabilités.

Dans un monde où les métiers et les compétences évoluent rapidement, le groupe Crédit Agricole CIB donne, dans le cadre du projet humain, la possibilité à tout collaborateur de devenir le premier acteur de son évolution, en favorisant sa mise en responsabilité dans le développement de son employabilité.

Trajectoires professionnelles personnalisées

En interaction avec les équipes des Ressources humaines et le management, chaque collaborateur peut construire sa carrière, préparer sa mobilité, se former et développer son potentiel au travers de dispositifs innovants.

FAVORISER LA MOBILITÉ DES COLLABORATEURS

La mobilité interne représente un enjeu majeur dans la dynamique de développement des compétences des collaborateurs, en leur permettant d'évoluer au sein du groupe Crédit Agricole CIB et du Groupe Crédit Agricole.

Crédit Agricole CIB accompagne ses collaborateurs en France dans leurs projets de mobilité via plusieurs dispositifs : notamment Déclic Mobilité, le programme Oxygène, les ateliers Mobilité mais aussi les entretiens *Mobility Corner*. Ces derniers permettent aux collaborateurs d'échanger en toute confidentialité avec des interlocuteurs RH sur les sujets de mobilité. Ces dispositifs créent davantage de transversalité et développent la culture de la mobilité au sein de Crédit Agricole CIB. Ainsi, plus de 300 collaborateurs en France bénéficient chaque année de ces accompagnements.

Le portail dédié *MyJobs*, accessible à tous les collaborateurs du Groupe, en France et à l'international, recense l'ensemble des postes disponibles au sein du Groupe Crédit Agricole.

En complément, la BFI met à disposition de l'ensemble de ses collaborateurs (incluant les stagiaires et alternants) une solution digitale innovante de gestion de carrière et des compétences : 365Talents. Cette plateforme permet au collaborateur de valoriser ses expériences, ses compétences et ses appétences, de visualiser les profils et compétences de ses collègues et d'accéder à des suggestions d'opportunités internes au sein du Groupe Crédit Agricole, grâce à une intelligence artificielle qui réalise des correspondances de compétences. La cartographie des compétences issue de 365Talents permet de dresser un état des lieux pour mieux définir et anticiper les besoins en compétences d'aujourd'hui et de demain.

Le groupe Crédit Agricole CIB participe activement aux évènements organisés par le Groupe Crédit Agricole (ex : MobiliJeunes *et MobiliJobs*).

La BFI organise également un évènement annuel dédié plus largement au développement professionnel. Nommé « Cap sur votre développement professionnel ». Cet évènement propose aux collaborateurs des conférences et des ateliers pour découvrir la diversité des métiers de Crédit Agricole CIB et identifier leur capital professionnel. Plus de 4 000 participations ont été enregistrées aux activités proposées en France et à l'international, durant les deux semaines de l'évènement organisé en 2025 dans 19 pays.

Indosuez a harmonisé ses politiques Ressources humaines relatives à la mobilité internationale dans les différentes géographies. Cette politique désormais commune et accessible à tous les collaborateurs d'Indosuez leur garantit une visibilité sur l'accompagnement proposé en cas de prise de poste dans une autre zone géographique. En 2025, Indosuez a également lancé la première édition des « *Mobilijobs by* Indosuez », déclinaison de l'évènement du Groupe Crédit Agricole, afin de promouvoir la mobilité interne.

ACCUEILLIR ET FACILITER L'INTÉGRATION DES COLLABORATEURS

Depuis 2023, Crédit Agricole CIB déploie une nouvelle version de son programme d'intégration mondial : « *Welcome on Board* ». Ce programme s'adresse à tous les nouveaux collaborateurs, quel que soit leur pays d'accueil, et vise à créer un sentiment d'appartenance au groupe Crédit Agricole CIB et au Groupe Crédit Agricole. Il accompagne les nouveaux entrants à différentes étapes, en amont de leur intégration jusqu'à plusieurs semaines après leur arrivée, leur permettant de mieux comprendre les valeurs et les métiers, d'accéder à des ressources utiles via un portail dédié, et de participer à un temps fort collectif : la session d'accueil.

Cette session, déployée dans tous les pays, est un moment d'échanges et de rencontres. En France, elle est introduite par deux membres de la Direction de Crédit Agricole CIB et animée par les équipes des ressources humaines. Plus de 400 nouveaux arrivants ont pu y participer en 2025.

Ils ont particulièrement apprécié son format interactif qui favorise la découverte des dispositifs et politiques internes utiles à tout nouvel arrivant.

Via le portail *HRE Learning*, les collaborateurs de la BFI accèdent à une offre de formation dédiée : la « *Welcome on Board Academy* ». Celle-ci rassemble des contenus utiles et immersifs et plus particulièrement, la mini-série vidéo « *Once upon a deal… »*, conçue spécialement pour le programme. En suivant Ana, jouant le rôle d'une nouvelle recrue, et Marc, expert en finance, les nouveaux collaborateurs découvrent deux transactions emblématiques, incarnées par 10 experts de Crédit Agricole CIB répartis dans plusieurs métiers et pays. Cette série ludique et pédagogique offre une plongée concrète dans les métiers de la Banque de Financement et d'Investissement, et illustre la collaboration entre les équipes. Elle est accessible à l'ensemble des collaborateurs souhaitant parfaire leur connaissance de l'entreprise.

DÉVELOPPER ET ACCOMPAGNER LES TALENTS

La démarche d'identification et de gestion des talents engagée depuis plusieurs années par Crédit Agricole CIB associe les membres du Comité de direction, les managers et les Ressources humaines. S'inscrivant dans la politique du Groupe Crédit Agricole, elle a pour ambition de fidéliser et de développer les collaborateurs ayant un fort potentiel d'évolution. Elle vise également à préparer les plans de succession des postes stratégiques de la Banque en renforçant la mixité et l'internationalisation.

Les talents de la Banque bénéficient d'une offre dédiée d'actions de développement combinant des programmes partagés par toutes les entités du Groupe Crédit Agricole et des programmes spécifiques à la BFI, déployés par le siège, qui s'ajoutent à l'accompagnement proposé localement par les régions, pays et métiers.

La Banque accompagne ses talents féminins, en France et à l'international, à travers une offre de programmes de développement du leadership. Ces programmes leur donnent des clés pour renforcer leur positionnement stratégique, développer leur réseau et évoluer au sein d'instances dirigeantes. En 2025, la BFI a relancé son programme de mentorat visant à développer la transversalité au sein de la Banque en mettant en relation des talents avec des mentors expérimentés, travaillant dans différents métiers et/ou pays.

Crédit Agricole CIB poursuit, en 2025, la mise en œuvre des programmes « Capital carrière » et « *The Voice* » visant respectivement à permettre à chacun de prendre conscience de son capital professionnel et de développer ses compétences de communication.

Indosuez Wealth Management déploie également des programmes de leadership dédiés aux talents féminins afin de promouvoir la mixité dans l'ensemble de l'organisation. Par ailleurs, chez les entités d'Indosuez et Azqore, le séminaire annuel *Together* réunit chaque année une cinquantaine de participants afin de leur permettre de renforcer leur connaissance d'Indosuez, de ses métiers, de ses ambitions et de développer leur réseau interne. Par le biais de réflexions collaboratives sur ses enjeux stratégiques et ses projets, chacun d'entre eux contribue à la transformation d'Indosuez.

La relève des dirigeants

Le groupe Crédit Agricole CIB s'intègre et participe activement aux programmes d'identification et de développement des dirigeants du Groupe Crédit Agricole. Les parcours Directeur, Directeur général adjoint et Directeur général du Groupe Crédit Agricole ont vocation à :

- identifier et sélectionner les dirigeants qui assureront la transformation de Crédit Agricole S.A. en portant ses valeurs ;
- assurer une diversité des profils dirigeants porteurs de performance et de richesse collective ;
- favoriser l'émergence de dirigeants Crédit Agricole S.A. pour contribuer à renforcer les synergies ;
- renforcer un sens commun sur la base d'un modèle de leadership.

C'est un dispositif global puisqu'il intègre l'ensemble des Caisses régionales, l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole en France et à l'international, ainsi que les futurs dirigeants du Groupe Crédit Agricole.

3.1.2.2. DIALOGUE SOCIAL [S1-2] [S1-8]

◆ Gouvernance

S'inscrivant dans la démarche définie par le Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB est attachée à maintenir un dialogue social dynamique et qualitatif.

Chaque année, en France, Crédit Agricole CIB rencontre plusieurs fois les quatre organisations syndicales représentatives (CFDT, CFTC, FO et SNB/CFE-CGC) pour négocier et conclure des accords collectifs d'entreprise. Les thèmes abordés peuvent être : l'épargne salariale et la retraite, la diversité et la mixité, le temps de travail et la qualité de vie et des conditions de travail, etc.

En France, Crédit Agricole CIB réunit ses représentants du personnel de manière régulière à travers plusieurs instances obligatoires :

- le Comité social et économique (CSE), la Commission politique sociale (CPS), la Commission économique et stratégique (CES) : au moins une réunion par mois ;
- la Commission santé sécurité et conditions de travail (CSSCT) : au moins une réunion par trimestre.

Ces rencontres permettent d'échanger autour des sujets sociaux et d'accompagner les transformations de la Banque.

Avec ses entités internationales, Crédit Agricole CIB maintient un dialogue structuré avec les représentants du personnel, en adaptant la fréquence aux contextes et besoins locaux, tels que des réunions mensuelles du comité d'entreprise en Allemagne, des sessions trimestrielles du *Labour Management Committee* en Corée et des réunions régulières du comité d'entreprise en Espagne. À Taïwan, le *Labour Management Committee* se réunit également régulièrement avec les représentants du personnel pour discuter des conditions de travail et des avantages sociaux. Ces réunions abordent diverses questions, notamment la transparence salariale, le bien-être des employés et les préoccupations en matière de sécurité.

Enfin, des représentants syndicaux de Crédit Agricole CIB participent aux instances représentatives de niveau Groupe Crédit Agricole (Comité d'entreprise européen, Comité de Groupe, Comité de concertation, etc.).

Indosuez réunit également ses représentants du personnel, notamment le CSE, au moins une réunion par mois et la CSSCT au moins une réunion par trimestre. Une commission égalité professionnelle et une commission formation se réunissent au moins deux fois par an.

Le dialogue social prend la forme d'échanges et d'interactions (information, consultation, concertation et/ou négociation) entre la Direction et les représentants des salariés. Il repose sur des dynamiques qualitatives propres à chaque entité du groupe Crédit Agricole CIB en fonction de sa culture, son métier, son implantation géographique et la législation nationale applicable. La qualité du dialogue social dans les pays est mesurable en partie via des indicateurs quantitatifs.

◆ Cadres et références

Le groupe Crédit Agricole CIB respecte la déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux principes et aux droits fondamentaux au travail, adoptée le 18 juin 1998 et amendée en 2022 ; ainsi que la Déclaration tripartite sur les entreprises multinationales et politiques sociales. Elle applique également les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme et les Principes directeurs de l'OCDE à destination des entreprises multinationales. Ces principes, incluant une partie relative à la lutte contre le recours au travail forcé, à l'esclavage et au travail des enfants, sont rappelés dans les documents internes et publics (Charte éthique et Plan de vigilance 2024 de Crédit Agricole S.A.).

L'accord-cadre international, signé par le Crédit Agricole S.A. avec *UNI Global Union* en 2019, pose les fondations du pacte social en reconnaissant au niveau mondial le droit à la liberté syndicale, à la négociation collective ainsi que le rôle du dialogue social dans le développement et la performance du Groupe Crédit Agricole. Cet accord s'applique au groupe Crédit Agricole CIB dans l'ensemble de ses implantations géographiques.

En 2019, le Groupe Crédit Agricole a signé un accord à durée indéterminée relatif au parcours professionnel des représentants du personnel. Cet accord, qui s'applique aussi au groupe Crédit Agricole CIB, prévoit des actions en faveur de l'engagement syndical, notamment en matière de gestion de carrière, de formation et de suivi des rémunérations.

Tous ces documents sont disponibles sur le site internet de Crédit Agricole S.A. à l'adresse suivante : https://www.credit-agricole.com/responsable-et-engage/employeur-responsable#tab194116.

◆ Gestion des impacts, risques et opportunités

Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle du « dialogue social » sont :

Description des IRO		Chaîne de valeur	Temporalité
Impact positif	Impact positif sur les droits des collaborateurs en matière de liberté d'association et de négociations collectives en cas de pratiques vertueuses	Opérations propres	Invariable
Risque	Risque d'image ou de diminution de la performance globale du Groupe Crédit Agricole dû à un climat / dialogue social dégradé	Opérations propres	Invariable
Opportunité	Amélioration de l'attractivité grâce à des pratiques ESG ambitieuses et novatrices	Opérations propres	Invariable

Les impacts, risques et opportunités sont analysés annuellement par la Direction des ressources humaines de Crédit Agricole CIB.

◆ Plans d'actions

Le groupe Crédit Agricole CIB considère le dialogue avec ses représentants du personnel comme essentiel. La Banque est convaincue qu'une communication transparente et responsable améliore les performances, renforce la confiance et aide à s'adapter aux diverses évolutions de l'environnement (nouvelles lois et réglementations, transformations, etc.).

LA NÉGOCIATION COLLECTIVE ET LE DIALOGUE SOCIAL

Le groupe Crédit Agricole CIB entretient un dialogue régulier avec les représentants des salariés dans toutes ses entités, en conformité avec les réglementations locales de chaque pays.

Ces négociations prennent des formes différentes en fonction des spécificités et du droit national. En 2025, dans certaines entités internationales concernées, ces différents échanges ont abouti à la signature de plusieurs accords collectifs. En Espagne, trois accords significatifs ont été finalisés, notamment un plan d'égalité, un accord sur les prêts hypothécaires et un accord pour réglementer les avances sur salaire, démontrant notre engagement envers le bien-être des employés et la sécurité financière. En Corée, le *Labour Management Committee* a mis en place un programme de prise en charge de taxi afin d'assurer la sécurité du personnel pendant les heures de travail tardives. En France, sept accords ont été finalisés, notamment ceux portant sur les dons de jours de repos solidaires, les forfaits de mobilité durable et l'épargne salariale (intéressement

collectif et amendements aux plans d'épargne et de retraite). En Chine, Crédit Agricole CIB renforce également son dialogue social en abordant avec les syndicats locaux des sujets de diversité et d'inclusion, et d'améliorations des avantages sociaux.

Chez Indosuez Wealth Management en France, les négociations menées avec les partenaires sociaux ont abouti en 2025 à la signature de six accords collectifs.

Les indicateurs relatifs à la négociation collective et au dialogue social sont disponibles dans la section « 3.1.3.1 Couverture des négociations collectives et dialogue social » du présent chapitre.

LA GESTION DES RÉORGANISATIONS

Dans le cadre des réorganisations, l'accompagnement des salariés est un enjeu majeur de la conduite du changement. Ce sujet fait partie intégrante du dialogue social du groupe Crédit Agricole CIB.

La Banque s'engage à informer et consulter ses représentants du personnel en amont de tout plan de restructuration ayant un impact significatif. Ces sujets structurants nécessitent un dialogue social collaboratif afin de trouver des solutions socialement responsables et positives pour les salariés.

En 2025, Crédit Agricole CIB France a consulté ses instances de représentation du personnel sur treize réorganisations.

Chez Indosuez Wealth Management les instances de représentations ont été consultées sur les projets de réorganisation et notamment le projet de rapprochement entre Crédit Agricole *Midcap Advisors* (CAMA) et Degroof Petercam Finance (DPF).

LA CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES

Le groupe Crédit Agricole CIB implique activement les différentes parties prenantes, notamment ses représentants du personnel, dans les réflexions globales visant à améliorer la politique sociale de la Banque. Crédit Agricole CIB dépasse le cadre strictement légal et réglementaire en associant les instances représentatives du personnel à des initiatives de communication et de sensibilisation portant sur les enjeux sociétaux.

En 2025 en France, la Présidente de la Commission politique sociale est intervenue, aux côtés des membres de la Direction des ressources humaines, lors d'une conférence dédiée à l'accompagnement des salariés proches aidants.

À travers le monde, des approches innovantes ont également été développées pour renforcer l'engagement et encourager l'expression des salariés. En Inde, l'initiative « *Breakfast With SCO (Senior Country Officer)* » a été mise en place pour permettre aux nouveaux arrivants de rencontrer trimestriellement la Direction générale, favorisant ainsi les échanges directs. En Australie, le groupe « *Community @ CACIB* » propose un forum permettant aux employés de formuler des suggestions et de faire part de leurs préoccupations, tandis qu'au Brésil, le groupe DIB (*Diversity in Banking)* se réunit mensuellement pour faire progresser les initiatives en matière de diversité.

3.1.2.3. DIVERSITÉS [S1-9]

◆ Gouvernance

Le groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit dans la gouvernance de Crédit Agricole S.A. pour les sujets diversité et inclusion (D&I). Cette gouvernance est portée par :

- le Comité diversités de Crédit Agricole S.A. (trimestriel) pour réfléchir aux orientations de la politique des diversités, et s'adapter aux évolutions sociales et sociétales ;
- la communauté des référents diversités du Groupe pour déployer des actions Groupe et locales et échanger sur les bonnes pratiques au sein des entités à l'international et ainsi renforcer notre culture inclusive ;
- l'équipe « handicap et inclusion » coordonne le suivi des engagements de l'accord handicap du Groupe et du reporting auprès des instances prévues par l'accord : commission de suivi et groupe de travail paritaire. Les membres de ces instances sont désignés par les organisations sociales représentatives.

Au sein de Crédit Agricole CIB, les sujets de diversité et inclusion sont portés au niveau de la Direction des ressources humaines par un responsable diversité en charge du pilotage, de l'animation, et de la sensibilisation des collaborateurs aux sujets D&I, et un responsable handicap en charge de la sensibilisation, du recrutement et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

◆ Cadres et références

Les engagements en matière de diversités du groupe Crédit Agricole CIB reposent sur :

- la politique des diversités publiée sur le site web de Crédit Agricole S.A. ;
- la Charte d'engagements Potentielles, signée entre le Cercle Potentielles, fédération des réseaux de mixité du Groupe Crédit Agricole, et la Direction générale de Crédit Agricole S.A. ;
- l'accord mondial *UNI Global Union*, en vigueur sur la période 2023-2027 ;
- le 7ème accord handicap Crédit Agricole S.A., signé à l'unanimité par les organisations syndicales représentatives de Crédit Agricole S.A. pour la période 2023-2025[1] ;
- l'accord égalité professionnelle femmes/hommes de Crédit Agricole CIB, signé le 24 janvier 2024 pour la période 2024-2026, applicable sur le périmètre France.

Tous ces documents sont disponibles sur les sites internet de Crédit Agricole S.A. à l'adresse suivante : https://www.credit-agricole.com/responsable-et-engage/employeur-responsable.

◆ Gestion des impacts, risques et opportunités

Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle de la « diversité » sont :

	Description des IRO	Chaîne de valeur	Temporalité
Risques	Risque d'image et de réputation en interne et en externe à cause de politiques de diversité et inclusion inadéquates ou de pratiques de discrimination	Opérations propres	Invariable
	Risque lié à la non-connaissance des caractéristiques des salariés	Opérations propres	Invariable
Opportunité	Amélioration de l'attractivité grâce à des pratiques ESG ambitieuses et novatrices	Opérations propres	Invariable

Les impacts, risques et opportunités liés à la politique diversité sont analysés annuellement par la Direction des ressources humaines de Crédit Agricole CIB.

1 *En vertu de l'article 67 de la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » applicable au 1er janvier 2024.*

◆ Plans d'actions

Le groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit dans la politique de diversité de Crédit Agricole S.A., au cœur du projet humain et du projet sociétal. Elle est l'un des leviers pour attirer et fidéliser les collaborateurs, répondre aux défis et préparer l'entreprise de demain. Ainsi, dans le cadre de son Plan moyen terme, le groupe Crédit Agricole CIB a amplifié et continuera de promouvoir sa politique de diversité en déployant des actions concrètes dans l'ensemble de ses entités. Pour rendre son environnement plus inclusif, il est attentif à :

- l'équilibre femmes/hommes dans tous les métiers et à tous les niveaux hiérarchiques de son organisation ;
- l'emploi des jeunes, en participant activement au Plan Jeunesse de Crédit Agricole S.A. ;
- l'emploi des personnes en situation de handicap ;
- la sensibilisation de l'ensemble de ses collaborateurs sur cette thématique.

À travers la culture de la responsabilité et de la méritocratie, la politique de diversité du groupe Crédit Agricole CIB adresse toutes les diversités (genre, âge, handicap, orientations sexuelles, ethnie, origines socio-culturelles) par des initiatives à l'échelle de Crédit Agricole CIB ainsi que de ses entités en France et à l'international.

Elle s'articule autour de cinq engagements :

- **égalité des chances :** donner à l'ensemble des collaborateurs et collaboratrices les mêmes opportunités d'accéder à des postes, des promotions et des avantages sur la base de leurs compétences et de leurs performances ;
- **ouverture et curiosité :** s'intéresser aux autres, s'ouvrir à la différence, faire connaître et comprendre la politique de diversité et mettre en avant ses bénéfices pour accélérer et renforcer une culture d'entreprise inclusive ;
- **représentativité :** être à l'image des clients et de la société, en constante évolution, en prenant en compte un certain nombre de critères (âge, handicap, parité femme/homme), dans tous les métiers et à tous les niveaux de l'organisation ;
- **solidarité :** placer l'entraide et la collaboration au cœur des politiques, par le biais d'actions en interne ou d'initiatives tournées vers l'externe ;
- **responsabilité :** faire de la promotion des diversités l'affaire de chacun.

L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

La mixité comme levier de performance

Convaincu que la mixité est un puissant levier de performance et d'innovation, le groupe Crédit Agricole CIB mène depuis plusieurs années une politique volontariste pour promouvoir une culture d'entreprise inclusive.

Crédit Agricole CIB a renouvelé, le 24 janvier 2024, l'accord égalité professionnelle entre les hommes et les femmes en France, pour une durée de trois ans.

Afin de promouvoir l'égalité professionnelle et la mixité, le groupe Crédit Agricole CIB a déployé des actions depuis plusieurs années afin de veiller à l'équilibre des recrutements dans les métiers et à l'équité des salaires, mais aussi de former et sensibiliser les salariés et le management aux principes de l'égalité professionnelle et de non-discrimination. La Banque s'engage à accompagner l'ensemble de ses collaborateurs dans le développement de leur employabilité et déploie également des actions en faveur de la parentalité.

RECRUTEMENT

L'équilibre entre les femmes et les hommes dans les recrutements est en permanence recherché par le groupe Crédit Agricole CIB et constitue un objectif majeur de la politique de mixité des emplois.

Pour attirer davantage de talents féminins vers les métiers de la finance, la Banque déploie des initiatives ciblées à l'échelle internationale. Au Royaume-Uni, un évènement organisé en 2025 à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes a réuni 30 collaborateurs et 26 étudiantes autour d'échanges visant à valoriser les carrières féminines, déconstruire les idées reçues et présenter les perspectives d'évolution offertes par le secteur. En Italie, un «*Women in Finance Breakfast*», organisé en partenariat avec l'Université Bocconi, a permis de créer des opportunités de networking et d'inspirer la prochaine génération de femmes leaders. À Paris, l'évènement «*Women in M&A*» a offert aux étudiantes un éclairage concret sur les parcours de professionnelles confirmées et les compétences essentielles pour réussir dans les métiers de ce secteur.

FORMATION ET SENSIBILISATION

Le groupe Crédit Agricole CIB attache une attention particulière à la formation et la sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs de la Banque aux principes d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de non-discrimination.

Crédit Agricole CIB est partenaire du réseau Financi'Elles (première fédération de réseaux de promotion de la mixité intra-entreprises du secteur financier) qui vise à améliorer l'accès des femmes aux fonctions d'encadrement du secteur de la finance. Cet engagement de la Direction générale est relayé en interne par des réseaux de promotion de la mixité créés à l'initiative de collaboratrices comme Potentielles en France, *CWEEN* en Inde, Crédit Agricole CIB *Women's Network (CWN)* à New York, *SPRING* à Londres, *RISE* à Hong Kong, *WING* à Tokyo, *CARE* en Corée du Sud, *MORE* à Taiwan et *Gulf Women's Network* à Dubaï.

En complément en 2025, la semaine des diversités a été rythmée par une série d'ateliers interactifs alliant innovation et pédagogie pour mieux comprendre les biais et stéréotypes inconscients. Ces sessions incluaient des ateliers autour du fonctionnement et des risques de l'intelligence artificielle, ainsi que des expériences en réalité augmentée permettant aux collaborateurs d'appréhender plus concrètement les handicaps invisibles et les discriminations sexistes dans l'environnement professionnel.

En Inde, Crédit Agricole CIB a organisé un atelier sur les biais inconscients, les microagressions et la construction d'une culture inclusive. Le pays a également déployé une formation POSH (Prevention of Sexual Harassment) pour la promotion d'un environnement de travail sûr. Au Japon, des formations sur les biais inconscients ont été dispensées à l'ensemble des collaborateurs, et aux États-Unis, la série Allyship in Action a proposé des ateliers et évènements tout au long de l'année sur les thèmes de l'appartenance, de la sécurité psychologique et du leadership inclusif, touchant plus de 850 participants

DÉVELOPPEMENT DES CARRIÈRES

Le groupe Crédit Agricole CIB accompagne l'ensemble des collaborateurs dans le développement de leur carrière et porte une attention particulière à l'accès des femmes aux postes à responsabilité.

Plusieurs entités ont mis en place des programmes de mentorat dédiés aux femmes, notamment à Hong Kong avec le programme *EmpowerHER* (18 binômes *mentor-mentee*). D'autre part, l'Italie a renouvelé son adhésion à Valore D, permettant à deux collaboratrices de participer à un programme de mentorat inter-entreprises et à cinq collaborateurs de suivre des formations sur l'inclusion.

ARTICULATION ENTRE PARENTALITÉ ET VIE PROFESSIONNELLE

Le groupe Crédit Agricole CIB a pour volonté de développer les dispositifs qui permettent l'équilibre entre l'activité professionnelle et la parentalité. Les dispositifs sont décrits plus amplement dans la section 3.1.2.4. « Environnement de travail » et sous-section « Équilibre vie professionnelle et vie personnelle » du présent chapitre.

RÉMUNÉRATION

Le groupe Crédit Agricole CIB attache une grande importance au principe d'égalité professionnelle.

Des dispositions peuvent être prises localement pour réduire les éventuels écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes, comme en France dans le cadre de l'accord sur l'égalité professionnelle. Ainsi, les effets de ces initiatives et de ces dispositifs se reflètent dans l'index d'égalité femmes/hommes de Crédit Agricole CIB qui est de 86 sur 100 en 2025.

Des éléments sur l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes sont présentés dans la section 3.1.2.5. « Performance et rémunérations » du présent chapitre ainsi qu'au chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » section .1.3. « Diversité au sein du Conseil d'administration et des instances dirigeantes », du présent Document d'enregistrement universel.

Une entreprise inclusive

Parce que le sentiment d'appartenance des collaborateurs passe aussi par la reconnaissance de leur singularité, le groupe Crédit Agricole CIB s'engage à créer un environnement de travail tolérant et ouvert permettant à chacun d'exprimer son potentiel.

À ce titre, deux temps forts annuels sont déployés : le mois des diversités en novembre et la semaine des diversités en mars qui représentent des moments clés de sensibilisation et d'engagement auprès des collaborateurs de la Banque. Ces initiatives permettent de créer des espaces d'échanges autour de la diversité et de l'inclusion en proposant des conférences, des supports d'information des évènements et la prise de parole de membres du Comité exécutif et de rôles modèles.

Crédit Agricole CIB poursuit le déploiement de la « Fresque des diversités », un atelier de sensibilisation participatif qui permet aux collaborateurs de s'interroger sur leur propre biais et stéréotypes autour de sujets relatifs à l'ethnie, l'origine, le genre, le handicap, etc.

Par ailleurs, plusieurs initiatives ont été déployées à l'international, à Hong-Kong, Taïwan et Milan pour favoriser un environnement inclusif à l'égard des collaborateurs LGBTQ+, notamment à travers des actions de mobilisation et d'information. Ces démarches contribuent à renforcer la sensibilisation, l'engagement des équipes et notre politique globale en faveur de l'égalité des chances.

L'INTERGÉNÉRATIONNEL

Le groupe Crédit Agricole CIB entend rester un modèle d'inclusion de toutes les générations dans la création de valeur. Dans la continuité de son approche historique en matière d'inclusion et d'égalité des chances, la Banque amplifie son engagement vis-à-vis des jeunes en s'inscrivant dans le Plan jeunesse du Groupe Crédit Agricole. Pour rappel, dans le cadre du Plan moyen terme 2022-2025, le Groupe s'est engagé à accueillir et former plus de 50 000 jeunes à horizon 2025. Le groupe Crédit Agricole CIB a largement contribué à cet objectif en recrutant plus de 9 500 jeunes depuis 2022.

En parallèle, les salariés « seniors » bénéficient de mesures d'accompagnement spécifiques (bilan retraite personnalisé, congé d'engagement de fin de carrière, etc.).

Insertion des jeunes

En 2025, la Banque a maintenu une politique ambitieuse de recrutement des juniors pour préparer l'avenir, intégrer les nouvelles générations et attirer les talents.

En 2025, 543 stagiaires, 306 alternants et 94 V.I.E (Volontariat international en entreprise) ont rejoint les équipes de la Banque, marquant une augmentation des recrutements. Les enquêtes de satisfaction 2025 ont démontré une nouvelle fois une satisfaction élevée des stagiaires et alternants.

Par ailleurs, des programmes sont mis en place dans différents pays pour attirer et accompagner les jeunes diplômés dans leur entrée dans le monde professionnel. Par exemple, en Espagne, le programme «*Ready for Success*» propose aux stagiaires et collaborateurs juniors une formation dédiée au développement des *soft skills* pour faciliter leur intégration professionnelle. Au Royaume-Uni, le *Career Discovery Program* propose des sessions de *job shadowing* pour développer les compétences et le réseau professionnel des jeunes talents. Aux États-unis, un programme de mentorat met en relation des stagiaires avec des mentors expérimentés afin de favoriser l'accompagnement professionnel et le développement du réseau interne.

En 2025, le groupe Crédit Agricole CIB a de nouveau participé à l'évènement *Mobilijobs* organisé par le Groupe Crédit Agricole, qui propose notamment aux jeunes des ateliers (*pitch*, préparation du CV, etc.), des conférences et une promotion des offres de CDD et CDI à pourvoir. D'autres évènements d'animation de la communauté sont également proposés une fois par mois afin de permettre aux jeunes d'être accompagnés dans leur intégration et de découvrir les métiers de l'entreprise.

Parmi ses stagiaires, alternants et V.I.E recrutés, Crédit Agricole CIB identifie les potentiels les plus évolutifs afin de constituer un vivier appelé *Global Junior Pool*. En 2025, près de 54 % des postes juniors (0-2 ans d'expérience) basés en France ont été pourvus par des jeunes issus de ce vivier.

Dans le cadre du projet humain et de ses engagements sociétaux, le groupe Crédit Agricole CIB s'engage également en tant qu'employeur responsable pour la promotion de la diversité, l'insertion des jeunes et des personnes éloignées de l'emploi. Depuis 2022, la Banque a renforcé ses partenariats avec des acteurs engagés comme Nos quartiers ont du talent (NQT) ou Un stage et après (USEA).

Relation avec les écoles et soutien à la recherche universitaire

Depuis près de deux décennies, la Banque développe une stratégie de partenariats académiques structurée, répondant à un double objectif : renforcer son dispositif de recrutement et d'identification des talents, et contribuer activement aux travaux de recherche qui définiront les standards de la finance de demain.

HISTORIQUE ET ÉVOLUTION DES PARTENARIATS

Initié en 2006 avec la Chaire « Finance et développement durable – approches quantitatives » de l'université Paris Dauphine et de l'École polytechnique, ce programme de recherche a permis de poser les bases méthodologiques de mesure de l'empreinte carbone indirecte des activités bancaires. Ce partenariat structurant, reconduit fin 2021 pour une période de cinq ans, demeure une référence en matière de financement responsable.

En 2019, Crédit Agricole CIB a rejoint la Chaire Fintech / Finance digitale de Paris Dauphine, élargissant ainsi son périmètre d'investigation aux transformations numériques, notamment les technologies *blockchain* et l'intelligence artificielle appliquées au secteur financier.

L'année 2021 a été marquée par la signature de deux nouveaux partenariats stratégiques : la Chaire « La physique autrement » de l'université Paris-Saclay, dédiée à la vulgarisation des sujets complexes, un challenge partagé avec la science, et le *Master of science climate change & sustainable finance* de l'EDHEC *Business School* et Mines ParisTech, visant à former les futurs professionnels de la finance aux enjeux ESG.

En 2022, Crédit Agricole CIB a noué un partenariat avec le Laboratoire « Probabilités, statistiques et modélisation » (CNRS, Sorbonne université, université Paris Cité) et l'Institut Louis Bachelier, afin de répondre aux défis computationnels liés à la régulation et au *machine learning*, dans le cadre du projet « Banque de marchés de demain ».

Au sein d'Indosuez Wealth Management, Azqore est sponsor de l'École 42 Lausanne depuis 2022 et a instauré, en 2024, un partenariat avec le Master 2 Management des opérations de marché (MOM) de l'Université Lyon 2.

FORMATION ET PRÉSENCE SUR LES CAMPUS

Au-delà de la recherche fondamentale, Crédit Agricole CIB s'engage dans la formation opérationnelle en soutenant la licence professionnelle « Gestionnaire *back et middle office* » de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, en collaboration avec l'IFCAM. La Banque maintient également grâce à des partenariats dédiés une présence active au sein des établissements d'enseignement supérieur de référence (Centrale Supélec, ENSAE, Paris Dauphine, HEC), où elle présente ses opportunités de carrière et partage son expertise sectorielle avec les étudiants.

Promouvoir la marque employeur et faire grandir les collaborateurs

Le groupe Crédit Agricole CIB mène une politique active de recrutement et d'identification des talents, en France et à l'international, pour répondre aux besoins de recrutement de ses métiers.

Cette politique vise également à renforcer les connexions entre le monde académique et le monde professionnel. En 2025, près de 90 évènements, forums digitaux et présentiels dont près de 60 en France ont été organisés en partenariat avec les écoles et universités. Plus de 120 collaborateurs se sont de nouveau mobilisés en France en 2025 pour accompagner les équipes RH lors de ces évènements, afin de partager leur expérience avec les étudiants et attirer de nouveaux talents au sein de leurs équipes.

Soucieuse de s'adresser au plus grand nombre, la marque employeur de Crédit Agricole CIB se déploie également sur les réseaux sociaux de la Banque, *LinkedIn* et X (Ex-*Twitter), Job Teaser et Welcome to the Jungle en 2025*. Avec 39 publications en 2025, elle a pu faire rayonner ses engagements, partager les témoignages de collaborateurs récemment recrutés et présenter, aux potentiels candidats, les opportunités de carrière au sein du Groupe Crédit Agricole et notamment chez Crédit Agricole CIB.

Engagement auprès des collégiens et lycéens

L'engagement pour l'accompagnement des collégiens s'est poursuivi pour Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB en 2025 avec la volonté de participer également à la lutte contre l'autocensure des jeunes filles, afin de faire évoluer leur orientation vers les filières de la *tech* et du numérique.

Dans le cadre du programme mené par Crédit Agricole S.A., la Banque a accompagné une vingtaine de collégiens de REP/REP+. Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a accueilli 223 collégiens ou lycéens pour des stages d'observation, encadrés par des collaborateurs volontaires qui ont assuré le tutorat de ces jeunes.

Chez Indosuez Wealth Management en France, des jeunes de 3ème issus de zones d'éducation prioritaires ont également été accueillis afin de voir la diversité des métiers qui sont exercés (partenariat avec l'association « Viens voir mon taf »). En Suisse, les enfants des collaborateurs ont pu participer à la journée «Futuren tous genre» dans le but d'éveiller leur curiosité et de leur faire découvrir différentes professions.

Relations intergénérationnelles et seniors

Le groupe Crédit Agricole CIB reconnaît et valorise les relations intergénérationnelles comme créatrices de valeur pour l'ensemble de la Banque. Cette approche renforce l'innovation et la performance, tout en répondant aux attentes d'une clientèle multigénérationnelle.

Plusieurs initiatives concrètes illustrent cet engagement : en Allemagne, une conférence dédiée à la Génération Z suivie d'un atelier collaboratif a réuni 12 collaborateurs juniors et 12 managers pour renforcer la compréhension mutuelle et la coopération intergénérationnelle. À Hong Kong, un quiz intergénérationnel a été organisé pour faciliter le partage de connaissances sur les modes de coexistence entre générations et souligner l'importance de l'apprentissage réciproque. Au Royaume-Uni, le Career Discovery Program propose des sessions de job shadowing pour développer les compétences et le réseau professionnel des jeunes talents. Au Brésil, un programme annuel permet aux stagiaires de bénéficier de l'accompagnement de professionnels seniors, créant ainsi des ponts intergénérationnels et facilitant la transmission des savoirs.

En France, pour les salariés de 55 ans et plus, Crédit Agricole CIB propose un accompagnement à l'établissement d'un bilan retraite et une autorisation d'absence pour réaliser un bilan de santé. Crédit Agricole CIB poursuit également le pilote du dispositif du congé d'engagement sociétal de fin de carrière, permettant aux salariés proches du départ en retraite de réaliser une mission de 6 à 24 mois en faveur d'associations ou d'organismes d'intérêt général. Dans l'année précédant le départ en retraite, un congé de préparation et une formation dédiée sont proposés.

L'INTERNATIONAL

Le groupe Crédit Agricole CIB porte une attention particulière à l'internationalisation de ses viviers de collaborateurs. En effet, avec plus de la moitié des collaborateurs en poste à l'étranger et plus d'une centaine de nationalités représentées, ce critère figure parmi les indicateurs de pilotage du projet humain.

Le Groupe Crédit Agricole favorise l'émergence et la mise en visibilité des talents internationaux à travers les Comités carrière organisés chaque année dans toutes les entités du Groupe Crédit Agricole dont Crédit Agricole CIB et Indosuez Wealth Management, et y compris les entités internationales.

Cela permet d'intégrer les profils internationaux dans les plans de successions et d'identifier de futurs candidats aux postes de directeur et postes stratégiques pour constituer la relève des dirigeants internationaux. Tous les ans, des épreuves du parcours dirigeant sont dédiées aux candidats internationaux.

LE HANDICAP [S1-12]

Le groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit dans le cadre d'une politique volontariste menée par le Groupe Crédit Agricole, en faveur de l'égalité des droits et des chances et place l'inclusion des personnes en situation de handicap au cœur de sa responsabilité sociale et sociétale, et ce, dans l'ensemble de ses entités en France et à l'international.

En France, le septième accord collectif agréé Handicap Groupe 2023-2025 s'inscrit dans une logique de continuité des efforts entrepris depuis 20 ans et couvre l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole dont Crédit Agricole CIB et Indosuez Wealth Management.

Recrutement et *Onboarding* des collaborateurs

La Banque déploie une politique d'inclusion et de recrutement de personnes en situation de handicap en France et à l'international, en partenariat avec des cabinets de recrutement spécialisés et des associations, mais aussi avec la mise en place d'un processus ouvert à tous les collaborateurs pour la cooptation d'alternants et de stagiaires en situation de handicap.

Crédit Agricole CIB et Indosuez Wealth Management accompagnent le retour à l'emploi des collaborateurs en situation de handicap et sensibilisent l'ensemble du collectif de travail, de manière à favoriser l'accueil du collaborateur, à lever les biais et les stéréotypes.

Pour s'assurer de la bonne intégration de ces collaborateurs, Crédit Agricole CIB dispose en France d'une équipe pluridisciplinaire dédiée, composée d'un responsable intégration handicap, d'un service interne de prévention et de santé au travail ainsi que d'un service social.

Plusieurs entités internationales ont développé des partenariats et initiatives ciblées pour élargir leurs viviers de recrutement. Par exemple, Hong Kong s'est associé à la *CareER Foundation* pour organiser un atelier de préparation aux entretiens destiné à des étudiants en situation de handicap, et a concrétisé cet engagement en embauchant un stagiaire. L'Espagne accueille

chaque année un stagiaire en situation de handicap, offrant une première expérience professionnelle significative à un jeune tout en sensibilisant les équipes internes à la diversité. À Londres, une journée de découverte avec l'association *Ambitious about autism* (AAA) a permis à des candidats neuroatypiques de visiter la Banque et d'échanger avec les responsables du recrutement sur les opportunités de postes.

Maintien dans l'emploi des collaborateurs en situation de handicap

Crédit Agricole CIB prévoit, pour faciliter le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, des aménagements de poste et de l'environnement de travail :

- études ergonomiques (fauteuil ergonomique, souris et clavier ergonomiques) ;
- outils informatiques adaptés (écrans, logiciels spécifiques pour les personnes malvoyantes, logiciel de dictée vocale) ;
- déploiement des outils de téléphonie Tadeo et *Roger Voice* ;
- recours à la traduction en langue des signes pour des conférences ou des formations ;
- sous-titrages *Teams* ;
- casques adaptés pour les salariés malentendants ;
- mise en place de jours supplémentaires de télétravail et de jours spécifiques pour rendez-vous médicaux.

Cet accompagnement individuel peut également prendre la forme de formations sur mesure, de suivis psychologiques ou de *coachings*.

Sensibilisation et formation des collaborateurs

Le groupe Crédit Agricole CIB apporte une attention particulière à la sensibilisation et la formation des collaborateurs sur les enjeux du handicap, afin de lutter contre les discriminations et les stéréotypes.

Depuis plusieurs années, la Banque communique et sensibilise les collaborateurs dans le cadre du mois des diversités et participe à la Semaine européenne de l'emploi des personnes handicapées (SEEPH). Dans ce cadre, Crédit Agricole CIB France a organisé pour la troisième année consécutive le *DuoDay* en novembre 2025. Pendant une journée, une personne en situation de handicap est accueillie et accompagnée par un professionnel volontaire avec pour objectifs la découverte du métier et l'immersion en entreprise. Un parcours *LinkedIn Learning* a été proposé à l'ensemble des entités sur les handicaps visibles et invisibles pour changer de regard pour valoriser tous les potentiels.

Les collaborateurs sont également sensibilisés tout au long de l'année aux différents types de handicap à travers des animations interactives. Par exemple, la thématique du handicap auditif lors de la semaine de la diversité en mars 2025 a été explorée en s'appuyant sur des mini-jeux en ligne et une campagne de dépistage auditif a été réalisée sur cette même période par le service de prévention et de santé au travail. Des ateliers de réalité augmentée sur les différents types de handicap ont aussi été organisés. Des *escapes games* sont régulièrement proposés aux alternants et stagiaires de la Banque sur les différents types de handicap, les biais et les stéréotypes. En complément, les équipes ressources humaines continuent de bénéficier depuis 2023 d'une formation sur les premiers secours en santé mentale.

Dans les entités internationales, diverses initiatives ont été déployées en 2025 pour sensibiliser aux handicaps : l'Italie a proposé l'expérience *« Dialogue in the Dark »* permettant à 24 participants de vivre une expérience sensorielle immersive à l'Institut pour aveugles de Milan. À Londres, une conférence a été organisée pour sensibiliser sur le handicap en milieu professionnel. Crédit Agricole CIB New York soutient activement le Café Joyeux, café-restaurant employant et formant des personnes en situation de handicap mental et cognitif. Dans la région EMEA, la sensibilisation s'est concrétisée par une journée d'activités au centre Al Noor, permettant aux collaborateurs de mieux comprendre les enjeux du handicap par l'interaction directe.

En France, un réseau de 26 collaborateurs volontaires a été créé fin 2024 et continue à se déployer en 2025 pour porter la politique handicap de Crédit Agricole CIB au sein des métiers ; ces collaborateurs suivent une formation labellisante avant d'intégrer le réseau.

Achats inclusifs

Depuis septembre 2025, Crédit Agricole CIB a lancé un projet dédié au pilotage de ses achats responsables auprès du secteur du travail protégé et adapté (STPA). Cette initiative s'inscrit pleinement dans la démarche de responsabilité sociétale de la Banque.

Cette démarche vise à structurer les relations avec les ESAT (Établissements et services d'aide par le travail), les EA (Entreprises adaptées) et les TIH (Travailleurs indépendants handicapés) en développant une approche d'achats inclusive. L'objectif est de construire des partenariats durables avec des acteurs identifiés du STPA, favorisant ainsi l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap.

Crédit Agricole CIB entend accentuer ses achats auprès de ces structures en diversifiant les prestations confiées et en coconstruisant des solutions adaptées aux besoins de ses différents métiers. Cette volonté témoigne de l'engagement concret de la Banque à faire de l'inclusion un levier d'action au cœur de sa politique d'achats.

3.1.2.4. ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL [S1-3] [S1-11] [S1-14] [S1-15]

◆ Gouvernance

Conformément au cadre légal, chaque entité du Groupe Crédit Agricole est responsable de la sécurité et de la sûreté physiques de ses salariés. Celles-ci s'exercent dans le cadre d'un schéma délégataire défini au sein du Groupe Crédit Agricole et de chacune des filiales.

Au siège de Crédit Agricole CIB, les Directions en charge de la santé, de la sécurité et des conditions de travail des salariés s'appuient sur la Commission CSSCT, issue du Comité social et économique.

Cette commission, composée par des membres de la Direction des ressources humaines et du département de l'immobilier (*Property and Corporate Services*), du médecin du travail et de représentants du personnel, a pour objectifs principaux :

- d'assurer la santé et la protection de la santé des salariés ;
- de contribuer à la prévention des risques en milieu professionnel ;
- de participer à l'amélioration des conditions de travail.

Au sein du département *Property and Corporate Services*, le pôle sécurité sûreté et infrastructures a la charge de la sécurité, la sûreté et des infrastructures immobilières et son responsable assure la fonction de responsable sécurité, sûreté prévention. Le périmètre d'intervention couvre l'ensemble des implantations de la BFI en France et à l'international et s'appuie sur une gouvernance spécifique :

- Comité information *security & continuity* & *physical security* (ISCC) ;
- Comité sécurité physique (CSP) ;
- Comité des correspondants PCS internationaux.

La Direction des ressources humaines a créé un poste de chef de projet en prévention santé et conditions de travail afin de poursuivre la mise en œuvre des lignes directrices des politiques de santé et d'équilibre vie personnelle/professionnelle définies au niveau de Crédit Agricole S.A. En France, la Direction des ressources humaines est accompagnée dans ce déploiement par le service de prévention et de santé au travail (SPST) internalisé.

◆ Cadres et références

La politique environnement de travail du groupe Crédit Agricole CIB est encadrée par l'Accord mondial UNI *Global Union*, en vigueur sur la période 2023-2027, disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. : https://www.credit-agricole.com/responsable-et-engage/employeur-responsable#tab194116.

Le groupe Crédit Agricole CIB s'est également doté d'*un « Code de conduite »*, visant à sensibiliser les collaborateurs et traiter les comportements inappropriés au travail, pouvant être consulté sur le site internet : https://www.ca-cib.fr/fr/nous-connaitre/regles-de-conformite.

◆ Gestion des impacts, risques et opportunités

Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle de l'« Environnement de travail » sont :

Description des IRO		Chaîne de valeur	Temporalité
Impacts positifs	Amélioration de la santé/sécurité des collaborateurs grâce à des politiques volontaristes de bien-être au travail et hors travail	Opérations propres	Invariable
	Impact positif sur les salariés en cas de pratiques de protection sociale mieux disantes que les pratiques légales	Opérations propres	Invariable
Risque	Risque d'image et de réputation en cas de mise en danger de la santé, de la sécurité des collaborateurs ou du non-respect des droits humains	Opérations propres	Invariable
Opportunité	Amélioration de l'attractivité grâce à des pratiques ESG ambitieuses et novatrices	Opérations propres	Invariable

Les impacts, risques et opportunités sont analysés annuellement par la Direction des ressources humaines de Crédit Agricole CIB.

◆ Plans d'actions

En tant qu'employeur responsable, les engagements du groupe Crédit Agricole CIB en matière de santé, sécurité et sûreté des salariés sont les suivants :

- veiller à préserver la santé, la sécurité et la sûreté des salariés présents dans les différentes implantations ;
- être conforme aux dispositions légales et réglementaires locales en matière de santé et de sécurité ;
- s'adapter aux différents modes de travail, notamment le travail hybride ;
- faciliter l'équilibre entre l'activité professionnelle et la vie personnelle et familiale.

LA SANTÉ AU TRAVAIL

Il appartient à l'employeur de mettre en œuvre des mesures visant à supprimer ou à réduire les risques professionnels afin d'assurer la sécurité des salariés et de protéger leur santé physique et mentale.

Le groupe Crédit Agricole CIB s'engage à assurer de bonnes conditions de travail et d'emploi et à protéger ses salariés contre toute forme de violence, d'abus, de harcèlement lié au travail ou de discrimination, et met en place des procédures propres à prévenir, détecter et faire cesser ces agissements dans le respect du droit des personnes.

En 2025, la Banque a formé tous les responsables ressources humaines à la gestion des situations sensibles et à la détection des signaux faibles en matière de comportement inapproprié au travail (harcèlement moral, harcèlement sexuel, agissements sexistes, discrimination et toute forme de violence dans le contexte professionnel). Partout dans le monde, les entités de Crédit Agricole CIB se conforment aux dispositions légales et réglementaires locales en matière de santé et de sécurité, afin de développer et maintenir un environnement et des conditions de travail garantissant la santé physique et mentale ainsi que la sécurité des salariés au travail, y compris dans un contexte numérique et/ou de travail à distance. Ces principes sont mis en œuvre et complétés par les entités en fonction de leur environnement, leurs activités, leurs enjeux et leurs cultures.

Crédit Agricole CIB a formalisé ses documents uniques d'évaluation des risques professionnels (DUERP) pour l'ensemble de ses implantations françaises (soit 19 sites). En se fondant sur ce document, le Programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail (PAPRIPACT) est élaboré et suivi afin de réduire les risques physiques et psychosociaux (RPS) auxquels pourraient être exposés les salariés. Ces documents sont mis à jour au moins une fois par an, et présentés annuellement aux instances représentantes du personnel.

Le DUERP ne s'appliquant pas à l'international, une analyse des risques réalisée par le pôle sécurité et sûreté des infrastructures est intégrée dans les standards internes et le processus d'audit et de contrôle permet de s'assurer de sa mise en place.

Dispositif de prévention santé

Le groupe Crédit Agricole CIB attache une attention particulière à la qualité de vie au travail, aux conditions de travail et à l'équilibre des temps de vie de ses salariés.

En France, le service internalisé de prévention et de santé au travail de Crédit Agricole CIB, composé d'un médecin du travail et d'infirmiers, joue un rôle préventif de protection de la santé des salariés de l'entreprise. Il assure les visites d'information et de prévention, dispense des soins dans le cadre des urgences et organise des campagnes de prévention.

La Banque propose également à ses salariés un *e-learning* « Travailler en sécurité et en bonne santé » afin de leur apprendre notamment à identifier les différents risques psychosociaux.

Tout au long de l'année, Crédit Agricole CIB organise des évènements sur la thématique de la santé dans ses différentes entités : conseils en ergonomie pour lutter contre les troubles musculosquelettiques (TMS), dépistages gratuits, campagnes de vaccination, grippe et Covid, etc.

En 2025, une campagne internationale de sensibilisation sur le cancer, et plus spécialement le cancer du sein, a été menée à l'occasion d'octobre rose, avec de nombreuses initiatives sportives et solidaires. Au Canada, les collaborateurs de Crédit Agricole sont invités à rejoindre la course à la vie CIBC de la société canadienne du cancer, qui s'accompagne d'une collecte de fonds pour le cancer du sein dans tout le pays. À Singapour, ils ont participé à la Pink ribbon run et en Corée du Sud à la Pink run qui visent à sensibiliser le public et à soutenir la lutte contre le cancer du sein. Aux États-Unis, c'est la marche Making strides organisée par l'American cancer society qui a réuni les collaborateurs. Le programme PINK october en Inde s'est déployé sur une semaine complète avec 6 initiatives complémentaires visant à sensibiliser au cancer du sein. Les actions ont combiné des campagnes de communication, des moments de solidarité collective, et un volet médical concret.

La santé mentale s'impose également comme une priorité, avec de nombreuses initiatives internationales.

Des programmes d'assistance aux employés (EAP) ont été déployés en France, à Singapour, Taiwan, Hong Kong et aux États-unis, offrant un soutien psychologique confidentiel. Le Royaume-Uni a formé plus de 20 mental health first aiders et organisé une semaine dédiée à la santé mentale. L'Italie a développé un programme complet avec des sessions d'Emotional gym, des évènements bien-être et une couverture d'assurance santé mentale. Hong Kong a innové avec une application mobile accessible 24/7 proposant coaching en ligne et consultations en visioconférence, tandis que l'Inde a organisé un webinaire sur la pleine conscience. Enfin, le Japon a déployé un dispositif d'évaluation du stress qui a mobilisé 70 % des effectifs. Les collaborateurs présentant des indicateurs de stress élevés bénéficient d'un accompagnement individualisé par le médecin du travail.

Indosuez Wealth Management en Suisse propose une fois par an à ses collaborateurs de participer à une enquête de santé dans le cadre des mesures de protection et de prévention des risques psychosociaux. Les participants reçoivent un feedback personnalisé strictement confidentiel. S'ils en ressentent le besoin, ils sont encouragés à initier une discussion avec leur management sur leur volume de travail, leurs horaires et leurs éventuels facteurs de stress.

Au Luxembourg, depuis 2020, CA Indosuez Wealth Europe organise en mai un « mois de la santé ». Les collaborateurs ont la possibilité de participer à des ateliers et assister à des conférences sur des sujets tels que la nutrition, le sommeil, la gestion du stress ou encore les activités physiques. De plus, un ergonome accompagne les collaborateurs sur la prévention du mal de dos.

Écoute des salariés

En 2023, Crédit Agricole CIB France a mené une enquête *wecare* auprès de ses salariés sur les thématiques de santé, qualité de vie et conditions de travail (QVCT) et des risques psychosociaux. Cette enquête a été portée conjointement par les Directions des ressources humaines et des risques ainsi que la médecine du travail et les représentants du personnel.

Les résultats de Crédit Agricole CIB montrent un niveau de *stress* inférieur à celui des entreprises du secteur bancaire en France et un niveau de bien-être supérieur. Près de 75 % des salariés estiment travailler dans un climat favorable. Ce climat s'explique notamment par des facteurs d'équilibre tels que la qualité de la relation managériale, le soutien entre collègues et le développement professionnel.

L'indice de mise en responsabilité (IMR) a été déployé jusqu'en 2024 auprès des collaborateurs de Crédit Agricole CIB en France et à l'international. En 2024, la participation à l'IMR a atteint un score historique de 85 %.

Avec une moyenne de 83 % de réponses favorables, en hausse de trois points par rapport à 2023, la solidité de l'engagement des collaborateurs se confirme. Parmi les points positifs mis en avant, la recommandation employeur continue sa progression pour atteindre 89 %, un point jamais atteint jusqu'alors.

En 2025, l'enquête collaborateurs évolue et devient l'Indice de confiance, pour s'aligner avec les ambitions du plan stratégique 2025-2028. Ce nouveau format permettra de mesurer la progression du collectif dans l'atteinte des objectifs du plan stratégique : amplifier la mise en responsabilité, renforcer la transversalité, développer l'employabilité, rassembler autour d'une culture commune. Le taux de participation à l'enquête Indice de confiance mesuré fin 2025 atteint un niveau 79 %.

Les salariés de Crédit Agricole CIB sont informés par la DRH des résultats globaux. Une restitution est également faite aux partenaires sociaux. Enfin, les résultats métier sont restitués à l'ensemble des collaborateurs périmètre par périmètre, sous format d'infographie et/ou de réunions plénières et/ou de réunions d'équipe. Par la suite, selon les périmètres, des plans d'actions ad hoc sont mis en œuvre.

Engagement contre les comportements inappropriés et toutes les formes de violence

La convention n°190 de l'Organisation internationale du travail (OIT), ratifiée par la France le 8 novembre 2021, est le premier traité international à reconnaître le droit de chacun à un monde du travail exempt de violence et de harcèlement.

Le groupe Crédit Agricole CIB est engagé dans la lutte contre toute forme de violence au travail, dont font partie le harcèlement moral, sexuel, les agissements sexistes et les incivilités. Sa politique de « tolérance zéro » repose principalement sur les textes internes suivants :

- le Code de conduite ;
- la Charte comportement au travail ;
- le Règlement intérieur, pour Crédit Agricole CIB France, ou tout document ayant une valeur juridique similaire dans les autres entités.

Le groupe Crédit Agricole CIB informe, sensibilise et forme l'ensemble de ses salariés sur le sujet des comportements inappropriés et traite toute situation qui s'y rapporterait. Une formation *e-learning* intitulée « Lutte contre le harcèlement et la discrimination » est régulièrement déployée dans le cadre du dispositif de formation obligatoire *Mandatory Learning Camp* et également disponible en libre accès pour l'ensemble des collaborateurs de la Banque.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB et Indosuez ont déployé, dans l'ensemble de leurs entités en France et à l'international, un dispositif de signalement via la plateforme BKMS mis en place par le Groupe Crédit Agricole. Cette plateforme donne la possibilité à tous les salariés et partenaires de formuler une alerte, de façon anonyme ou nominative, s'ils s'estiment témoins ou victimes de faits graves ou contraires au Code de conduite ou s'ils n'ont pu utiliser la voie hiérarchique de remontée des dysfonctionnements. Ce dispositif, garantissant la confidentialité et la protection du lanceur d'alerte, est accessible aux salariés 24h/24 et 7j/7 à partir d'un lien unique indépendant sur le site internet de Crédit Agricole S.A., ainsi que sur le site intranet de Crédit Agricole CIB.

Les indicateurs relatifs à la santé au travail et à l'absentéisme sont disponibles dans la section 3.1.3.5 «Indicateurs de santé et de sécurité» du présent chapitre.

LA SÉCURITÉ ET LA SÛRETÉ AU TRAVAIL [S1-14]

La sécurité recouvre l'ensemble des dispositifs et moyens affectés pour faire face aux risques techniques, physiques, chimiques et environnementaux d'origine non intentionnelle à l'encontre des personnes et des biens (incendie accidentel, aléas climatiques, accident du travail).

La sûreté recouvre l'ensemble des dispositifs et moyens affectés à la lutte contre les risques d'origine intentionnelle liés à des actes ayant pour but de nuire ou de porter atteinte à des personnes et des biens matériels et immatériels (intrusion, vol, dégradations).

La stratégie du groupe Crédit Agricole CIB en matière de sécurité physique, en lien avec la stratégie de Crédit Agricole S.A., repose sur la prévention des risques notamment par l'information et la formation des salariés, pour leur permettre d'adopter des comportements adaptés et d'acquérir des réflexes appropriés en matière de sécurité. Cette stratégie repose sur le triptyque :

- **anticiper** : veille sécuritaire (évaluer l'état des menaces susceptibles d'impacter les activités et la sécurité des personnes et des infrastructures de Crédit Agricole CIB en France et à l'étranger) et relations avec les services gouvernementaux chargés du renseignement territorial, de la lutte contre le terrorisme et du maintien de l'ordre public ;
- **prévenir** : systèmes de contrôle d'accès aux sites conformes aux standards du Groupe Crédit Agricole et dispositifs techniques de sûreté adaptés aux enjeux de sécurité physique ;

- **former/informer** : modules de formation *e-learning* obligatoires (par exemple « Comment réagir en cas d'attaque terroriste »), information permanente des salariés via des canaux variés (newsletter globale, intranet « PCS » et la tenue de journées sécurité organisées par Crédit Agricole S.A., le rappel de consignes d'évacuation et webinaires aux guides et serre-files et, les réunions thématiques).

Le pôle sécurité et sûreté des infrastructures a également la charge de vérifier la conformité des implantations par rapport aux standards internes, le niveau de risque sécurité et sûreté de son périmètre, et d'en remonter ces résultats ainsi que le suivi des recommandations à la Direction générale de Crédit Agricole CIB.

Sensibilisation des salariés

Des actions de sensibilisation à la prévention des incendies sont menées sur les sites en complément des exercices d'évacuation réglementaires et une formation « équipier d'évacuation » est proposée aux salariés volontaires. À l'international, de nombreux pays forment aux premiers secours et aux évacuations incendie.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB accompagne ses salariés en déplacement à l'international et ses expatriés, en leur proposant des formations interculturelles et de sécurité pour certains pays spécifiques, par le biais de prestataires externes spécialisés.

Contrôles de conformité

Le Département responsable de la sécurité et sûreté des infrastructures réalise des expertises et des contrôles de conformité dans le domaine de la sécurité et de la maintenance des infrastructures. Il propose ensuite des solutions techniques et organisationnelles permettant de circonscrire les risques identifiés.

Ce département coordonne également les actions de sécurité-sûreté en lien avec la Direction sécurité de Crédit Agricole S.A..

En 2025, le groupe Crédit Agricole CIB a poursuivi plusieurs projets contribuant à la sécurité et à la santé au travail : la formation et l'animation de la communauté des guides files et serre-files sur le périmètre France, la formation manipulation extincteurs sur les campus, des sensibilisations et formations sur les risques routiers pour les salariés de province ayant un véhicule de fonction, la réalisation d'évaluation des risques et de plans de remédiation via des audits sur un périmètre mondial.

ÉQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE ET VIE PERSONNELLE [S1-15]

Parentalité

La parentalité est un véritable enjeu d'égalité et de diversité entre les femmes et les hommes, placé au cœur des engagements d'employeur responsable du groupe Crédit Agricole CIB.

La Banque, en lien avec le Groupe Crédit Agricole, a pris un engagement fort envers la parentalité en s'engageant dans l'accord mondial à accorder aux nouveaux pères, partout dans le monde, un congé paternité entre 28 et 31 jours calendaires, rémunéré à 100 %. Ces jours incluent les jours accordés au titre de la naissance d'un enfant. En France, ce congé est étendu à tout second parent.

Facteur d'égalité professionnelle, cet engagement est le pendant de l'instauration d'un congé maternité de 6 semaines rémunéré à 100 % dans l'ensemble du Groupe Crédit Agricole par l'accord cadre international signé en 2019.

En France, la signature, en 2024, du quatrième accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes permet de pérenniser et de renforcer les engagements en faveur de la parentalité. Par exemple, l'accord fait bénéficier les salariés parents dont les enfants sont malades de jours d'absence rémunérés supplémentaires (majorés dans le cas où les enfants sont en situation de handicap). Il instaure également des absences autorisées pour les parcours d'adoption.

Crédit Agricole CIB met également en place des actions pour accompagner et soutenir ses salariés en tant que parents ou futurs parents, et ainsi faciliter l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie personnelle. Par exemple, des ateliers parentalité « Concilier vie professionnelle et parentalité » ont été déployés en France en 2025.

Travail à distance

Le groupe Crédit Agricole CIB propose aux salariés des entités le permettant une organisation flexible du travail hybride. Les salariés de l'ensemble des entités de la Banque peuvent réaliser jusqu'à 40 % de leur durée de travail annuelle en télétravail si leurs activités sont éligibles. En outre, certains pays comme la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la Finlande, le Danemark et la Norvège offrent à leurs équipes une flexibilité dans le positionnement de leurs jours de télétravail dans la semaine, sans jours fixes. Enfin, selon les pays, les salariés bénéficient de jours de télétravail supplémentaires dans certaines circonstances spécifiques (proches aidants, rendez-vous médicaux, grossesse, salariés en situation de handicap).

Le groupe Crédit Agricole CIB veille à offrir aux salariés de meilleures conditions de travail en mettant en place des outils et des ressources facilitant le travail des équipes et la collaboration avec l'ensemble des parties prenantes, que ce soit sur site ou à distance. En France, la Banque a mis en place un dispositif de subvention permettant aux salariés de s'acheter du matériel de télétravail.

Par ailleurs, de nombreux modules de formation en ligne sont disponibles sur le site de formation interne, afin d'accompagner les salariés et les managers vers un modèle plus hybride du travail. Ces modules ont été regroupés en trois parcours : « Travailler en mode hybride », « Manager en mode hybride » et « Collaborer en mode hybride ».

Afin de limiter les risques liés à l'isolement et au sentiment d'exclusion dans le cadre du télétravail, la consigne d'une présence minimale et régulière sur site a été instaurée. Ces risques ont été étudiés et sont pris en compte dans le Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) de chaque site en France.

Cadre de travail

Le groupe Crédit Agricole CIB est convaincu que la qualité de vie et des conditions de travail sont un levier majeur de performance économique et d'engagement des salariés.

Afin de s'adapter à l'évolution des pratiques de travail, Crédit Agricole CIB a réaménagé ses locaux en France et au sein des entités internationales. Ce sont ainsi plus de 9 400 salariés qui ont emménagé dans leurs nouveaux espaces de travail depuis 2023.

La mise en œuvre d'un environnement de travail flexible et hybride favorise la collaboration, la confiance et la prise d'initiatives. Cette réorganisation des espaces participe également à réduire l'empreinte immobilière de la Banque.

L'offre sociale et solidaire

Le groupe Crédit Agricole CIB propose aux salariés une offre de services favorisant l'équilibre vie personnelle et professionnelle, en illustration des ambitions du projet humain du Groupe Crédit Agricole.

En France, Crédit Agricole CIB maintient ses engagements auprès des salariés ayant à faire face à des situations familiales difficiles, en mettant à disposition :

- un service de soutien psychologique, assuré par un prestataire externe, accessible 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, dont les coordonnées sont disponibles sur l'intranet de la Direction des ressources humaines ;
- une application dédiée à la prévention pour la santé mentale au travail, depuis octobre 2025, avec ce même prestataire, mettant à disposition des fiches et des podcasts sur les thématiques de la santé mentale, et permettant de prendre rendez-vous avec un psychologue en ligne ;
- un service social, assuré par une assistante sociale externe, présente dans les locaux des campus trois jours par semaine. Il joue un rôle d'accueil, d'information, de conseil et d'accompagnement des salariés dans leurs démarches relevant des domaines de la famille, du budget, de la santé, du travail et du logement.

Désireuse de prolonger son engagement vis-à-vis de ses collaborateurs, la Banque veille à assurer aux victimes de violences intrafamiliales et/ou conjugales un environnement de travail sûr et bienveillant, en proposant par exemple en France un accompagnement par la cellule d'assistance sociale.

Crédit Agricole CIB France a également mis en place un dispositif de don de jours de repos entre collègues depuis 2017 pour s'occuper d'un proche malade (enfant, conjoint / partenaire de PACS ou ascendants). Au 31 novembre 2025, la banque de jours solidaires compte 278 jours de repos disponibles qui pourront être attribués aux salariés éligibles en cas de besoin.

En 2024, Crédit Agricole CIB France a renforcé ses engagements en faveur des salariés proches aidants en signant un accord spécifique, qui définit des mesures favorisant la conciliation des différents temps de vie et propose un meilleur accès à l'information.

Chez CFM Indosuez à Monaco, comme dans les autres entités d'Indosuez, existe un socle commun de mesures destinées à soutenir les collaborateurs confrontés à un évènement particulièrement grave, touchant à la santé de leur enfant ou de leur conjoint. Il s'articule autour de trois piliers : le don de jours de congés entre collaborateurs, le temps partiel prioritaire aidé, un supplément de jours de congés spéciaux.

PROTECTION SOCIALE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX

En tant qu'employeur responsable, le groupe Crédit Agricole CIB s'assure de la couverture de l'ensemble de ses salariés via des programmes de protection sociale publics contre les pertes de revenus dues à des évènements majeurs de la vie tels que la maladie, le chômage, les accidents du travail, le handicap, les congés parentaux et la retraite.

L'accord mondial signé en 2019 et reconduit en 2023 par Crédit Agricole S.A. avec *UNI Global Union* fait état d'un engagement important en termes de santé, incapacité, invalidité et décès. Grâce à une veille et à un état des lieux régulier, le groupe Crédit Agricole CIB s'assure de la conformité de ses dispositifs aux obligations légales locales pour les entités à l'échelle mondiale.

À cet effet, un état des lieux réalisé en 2021 a montré l'absence de tout manquement aux obligations légales requises localement en matière de santé et prévoyance. Une mise à jour de cet état des lieux, lancée par le Groupe Crédit Agricole, a été réalisée sur l'année 2024 pour s'assurer de l'alignement avec les pratiques de marché et éventuellement mettre en place les ajustements nécessaires ou pertinents.

Par ailleurs, dans les pays où la protection sociale n'est pas assurée par des programmes publics, Crédit Agricole CIB fournit une couverture santé via des services complémentaires qui varient en fonction des règlementations locales en vigueur.

En France, 100 % des salariés de Crédit Agricole CIB et d'Indosuez Wealth Management sont couverts par un contrat de mutuelle santé et par un dispositif de prévoyance. Par ailleurs, au sein du Groupe Crédit Agricole, un dispositif de mutualisation des régimes de prévoyance collective (garanties décès, invalidité et incapacité temporaire de travail) est mis en place dans une démarche de responsabilité sociale commune. Les bénéfices de cette mutualisation permettent d'offrir aux salariés des avantages additionnels, tels qu'une amélioration des garanties, des services d'assistance et des accompagnements dans la gestion des risques psychosociaux.

En ce qui concerne la préparation à la retraite, la Banque a été précurseur dans de nombreux pays en aidant ses salariés à se constituer une épargne. En France, Espagne, Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, ce type de dispositif est en place depuis plus de 20 ans.

Afin d'accompagner les salariés sur les sujets liés à la retraite, un *webinaire* dédié a été réalisé en 2025 par Crédit Agricole CIB France. Il a eu pour but d'expliquer le fonctionnement de la retraite obligatoire française de base et complémentaire et de mettre en lumière les différents services d'accompagnement proposés par la Banque pour ses collaborateurs dont la réalisation de bilan personnel de retraite.

Par ailleurs, les offres d'épargne salariale permettent d'associer les salariés aux performances et résultats de l'entreprise. Au niveau mondial, des augmentations de capital sont régulièrement proposées aux salariés du Groupe Crédit Agricole. En 2025, ce programme a concerné 18 pays (dont la France) dans lesquels le groupe Crédit Agricole CIB est implanté.

À noter que les gammes de fonds du dispositif d'épargne salariale et retraite définies par le Plan d'épargne entreprise (PEE), le Plan d'épargne retraite collectif (PER COL), et le Plan d'épargne retraite obligatoire (PER O) au sein de Crédit Agricole CIB France ont été revues par signature de 3 accords collectifs en septembre 2025. Le déploiement d'une nouvelle gamme de fonds, commune aux 3 dispositifs, va permettre d'apporter une meilleure compréhension des orientations d'investissement proposées aux salariés (dont la mise en place d'un fonds dédié à Crédit Agricole CIB France) et de s'inscrire davantage en cohérence avec les engagements responsables et sociétaux de la Banque avec l'incorporation de fonds labellisés ou et/ou conformes aux articles 8 ou 9 de la règlementation SFDR (*Sustainable Finance Disclosure Regulation*).

Enfin, des journées de rencontre sont organisées depuis 2024 afin de permettre aux collaborateurs d'échanger avec nos assureurs, teneurs de compte et gestionnaires et de profiter de l'occasion pour poser l'ensemble de leurs questions de façon personnelle et confidentielle.

3.1.2.5. PERFORMANCE ET RÉMUNÉRATIONS [S1-10] [S1-16]

◆ Gouvernance

Le groupe Crédit Agricole CIB applique un processus rigoureux pour établir sa politique de rémunération. Ce processus, ainsi que les fonctions impliquées dans l'élaboration de cette politique, sont détaillés dans la section 1.4 « Politique de rémunération » du chapitre 3 du présent Document d'enregistrement universel. Les instances qui y sont présentées sont chargées du suivi et de l'évaluation de l'efficacité de cette politique et des actions associées.

◆ Cadres et références

La section 1.4 « Politique de rémunération » du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel, mis à jour annuellement, détaille les cadres et références applicables à la politique de rémunérations de Crédit Agricole CIB.

◆ Gestion des impacts, risques et opportunités

Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle de la « Performance et rémunérations » sont :

	Description des IRO	Chaîne de valeur	Temporalité
Risque	Risque sur l'attractivité, la rétention et l'engagement des collaborateurs liés à la politique de rémunérations et aux avantages accordés aux salariés	Opérations propres	Invariable
Opportunité	Amélioration de l'attractivité grâce à des pratiques ESG ambitieuses et novatrices	Opérations propres	Invariable

Les impacts, risques et opportunités sont analysés annuellement par la Direction des ressources humaines de Crédit Agricole CIB.

◆ Plans d'actions

Le groupe Crédit Agricole CIB promeut une politique de rémunération fondée sur l'équité et des règles communes à l'ensemble des collaborateurs, dans le respect du cadre réglementaire applicable. Cette politique assure une cohérence interne, ainsi que la compétitivité externe des rémunérations au travers de *benchmarks* réalisés avec les pairs du groupe Crédit Agricole CIB. Elle vise notamment à renforcer l'attractivité de la Banque, la fidélisation et l'engagement des collaborateurs.

S'inscrivant dans la démarche et l'ambition définie par le Groupe Crédit Agricole, la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole CIB en matière de performance et de rémunération est la suivante :

- fidéliser, faire grandir les collaborateurs et leur permettre de donner le meilleur d'eux-mêmes ;
- reconnaître la performance individuelle et collective dans la durée ;
- aligner les intérêts des collaborateurs avec ceux du groupe Crédit Agricole CIB et de ses actionnaires ;
- appliquer une politique de rémunération neutre du point de vue du genre ;
- appliquer une politique de rémunération responsable, qui encadre la prise de risques et respecte l'environnement juridique et réglementaire national, européen et international en vigueur.

Ces éléments de rémunération sont présentés dans la section 1.4 « Politique de rémunération » du chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel. Les éléments concernant le personnel identifié sont également publiés dans le « Rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération qui est disponible sur le site de Crédit Agricole CIB ».

RÉMUNÉRATION

La politique de rémunération participe aux trois principes fondateurs du projet humain : responsabilisation des collaborateurs, renforcement de la proximité client et développement d'un cadre de confiance. Elle inclut des dispositions relatives à la neutralité du point de vue du genre et des mécanismes qui visent à réduire les écarts de rémunération.

La rémunération des collaborateurs du groupe Crédit Agricole CIB est constituée d'éléments fixes, variables et périphériques, correspondant à des objectifs différents. Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces éléments en fonction de ses responsabilités, de ses compétences et de sa performance.

De plus, la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole CIB vise à aligner les intérêts des cadres dirigeants avec ceux des actionnaires sur le long terme grâce à des critères de performance économique, boursière, environnementale et sociétale sur le long terme. Des éléments sur ces critères sont présentés dans le chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel.

La rémunération variable collective constitue également un pilier du pacte social du groupe Crédit Agricole CIB. Les accords d'intéressement et de participation, assortis de mécanismes d'abondement par l'employeur, permettent d'associer directement les collaborateurs aux résultats annuels du groupe Crédit Agricole CIB. Le nouvel accord d'intéressement en France signé en 2025 et pour une durée de 4 ans (exercices 2025 à 2028) intègre un indicateur sociétal basé sur des objectifs liés à la formation, la mixité et l'emploi des jeunes. Cet accord témoigne de l'engagement de la Banque à lier la rémunération collective à des objectifs de responsabilité sociale.

Des éléments sur ces aspects de la politique de rémunération sont présentés dans le chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » Section 1.4 « Politique de rémunération » du présent Document d'enregistrement universel.

L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES EN TERMES DE RÉMUNÉRATION

La politique de rémunération de la BFI de Crédit Agricole CIB et d'Indosuez Wealth Management est neutre du point de vue du genre, avec une attention particulière portée au respect de l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes dans l'ensemble de leurs entités.

En France, le groupe Crédit Agricole CIB s'appuie sur l'index d'égalité professionnelle, mis en place par le gouvernement français, en calculant et suivant chaque année :

- l'écart de rémunérations femmes-hommes ;
- l'écart de répartition des augmentations individuelles par sexe ;
- l'écart de répartition des promotions par sexe ;
- le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité ;
- le nombre de personnes du sexe sous-représenté parmi les 10 plus hautes rémunérations.

Un diagnostic annuel d'équité salariale entre les femmes et les hommes, réalisé par un prestataire externe dans le cadre de l'accord collectif sur l'égalité professionnelle, complète ce dispositif.

Le groupe Crédit Agricole CIB est attentif à la réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans l'ensemble de ses implantations et respecte à cet égard les exigences locales, notamment en France, où une enveloppe est attribuée chaque année pour pallier ces écarts.

Le groupe Crédit Agricole CIB poursuit ses efforts pour réduire les écarts structurels via sa politique de mixité et ses actions en faveur du développement des carrières des femmes.

SALAIRE DÉCENT

L'objectif du groupe Crédit Agricole CIB est d'offrir à ses salariés des rémunérations attractives, motivantes, permettant de retenir ses talents, tout en étant alignées avec son projet moyen terme et les intérêts de ses différentes parties prenantes.

L'accord mondial signé en 2019 et reconduit en 2023 par Crédit Agricole S.A. avec *UNI Global Union* reflète ces ambitions en réaffirmant notamment le principe d'équité salariale. Celui-ci se traduit en particulier par une rémunération et des avantages qui, d'une part, assurent aux intéressés et à leur famille un niveau de vie approprié dans des conditions équitables et, d'autre part, sont en adéquation avec les objectifs de maîtrise des risques.

Depuis 2022, la Direction des ressources humaines de Crédit Agricole S.A. pilote la démarche portant sur le salaire décent au sein de Crédit Agricole S.A. et de l'ensemble de ses filiales, en France et à l'international, dont le groupe Crédit Agricole CIB. Dans ce cadre, Crédit Agricole S.A. a retenu la définition du salaire décent établie par *Fair Wage Network (cf. section définition reprise dans la section* 3.1.3.3. « Salaires décents » *du présent chapitre*).

En 2025, 100 % des effectifs du groupe Crédit Agricole CIB, en France et à l'international, perçoivent un salaire supérieur au salaire décent de leur pays.

Les indicateurs relatifs à la performance et aux rémunérations sont disponibles dans les sections 3.1.3.6. « Indicateurs de rémunération » et 3.1.3.3 « Salaires décents » du présent chapitre.

3.1.3. Éléments quantitatifs et cibles

3.1.3.1. COUVERTURE DES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ET DIALOGUE SOCIAL

		Année	Taux de couverture				
			0 – 19 %	20 – 39 %	40 – 59 %	60 – 79 %	80 – 100 %
Couverture des négociations collectives	Salariés — EEE*	N					France
		N-1					France
	Salariés — non EEE	N					
		N-1					
Dialogue social	Représentation sur le lieu de travail (EEE uniquement)	N					France
		N-1					France

* *Regroupe 30 pays, à savoir les 27 membres de l'Union européenne, auxquels s'ajoutent l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein.*

Périmètre :

Pays avec plus de 50 salariés représentant plus de 10 % du total des salariés (étant précisé que 100 % des collaborateurs du groupe Crédit Agricole CIB sont couverts par l'accord mondial conclu le 9 octobre 2023.)

- salariés en CDI et CDD y compris les dirigeants mandataires sociaux (DG et DGD), hors administrateurs ;
- salariés actifs et inactifs au 31 décembre, en vision entité employeur.

Retraitement :

Les données nécessaires pour la publication du S1-8 sont limitées aux pays avec plus de 50 salariés représentant plus de 10 % du total des salariés.

Dans le tableau ci-dessus, les données N-1 ont été corrigées pour refléter cette précision de définition et couvrent donc la France uniquement.

Définition :

Espace Économique Européen (EEE) : regroupe 30 pays, à savoir les 27 membres de l'Union européenne, auxquels s'ajoutent l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein ;

hors Espace Économique Européen : tous les pays sauf les 27 membres de l'Union européenne, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein.

convention collective : tout accord écrit relatif aux conditions de travail et d'emploi conclu entre, d'une part, un employeur, un groupe d'employeurs ou une ou plusieurs organisations d'employeurs ; et, d'autre part, une ou plusieurs organisation(s) représentative(s) de travailleurs, ou, en l'absence de telles organisations, les représentants des travailleurs intéressés, dûment élus et mandatés par ces derniers en conformité avec la législation nationale. Cet(te) accord ou convention peut être conclu(e) au niveau de l'établissement, de l'entreprise, de la branche ou de tout autre niveau choisi par les signataires. À titre d'exemple : accord ou convention collectif(ve) sectoriel(le), national(le), de branche, d'entreprise, etc. ;

représentant(e) du personnel et/ou représentant(e) syndical(e) : le(a) représentant(e) du personnel est, selon la législation nationale applicable, un(e) salarié(e) de l'entreprise, désigné(e) ou élu(e), pour représenter et défendre les intérêts des salariés auprès de l'employeur. Le(a) représentant(e) du personnel peut également être désigné(e) ou élu(e) par une organisation syndicale ou par les membres de celle-ci, conformément aux dispositions nationales applicables. Il(elle) peut avoir des droits particuliers (ex : d'information et de consultation) et conclure des accords collectifs. Les garanties d'exercice de ses fonctions de représentant(e) sont assurées par la législation nationale applicable. À titre d'exemple : Conseil d'entreprise, Comité d'entreprise, délégué du personnel, délégué syndical, délégation du personnel.

▶ **Nombre d'accords signés par thème[1]**

	2025		2024	
	France	International	France	International
Rémunérations et périphériques	6	5	3	4
Formation	0	1	0	0
Institutions représentatives du personnel	0	2	1	0
Emploi	3	0	1	0
Temps de travail	0	5	0	3
Diversité et égalité professionnelle	0	2	1	1
Santé-sécurité	2	1	2	1
Autres	2	0	2	1
Nombre total d'accords signés	**13**	**16**	**10**	**10**

Périmètre :

- accords d'entreprise ou avenants signés au cours de l'année, **en vision entité employeur.**

1 *Donnée communiquée volontairement.*

3.1.3.2. DIVERSITÉ

▶ Répartition du comité exécutif par genre

	2025		2024	
	Nombre de personnes physiques	%	Nombre de personnes physiques	%
Total Comité exécutif*	**11**	**100 %**	**11**	**100 %**
Femme	2	18,2 %	2	18,2 %
Homme	9	81,8 %	9	81,8 %
Autre	0	0,0 %	0	0,0 %
Non déclaré	0	0,0 %	0	0,0 %

** Indicateur suivi dans le cadre du PMT.*

▶ Répartition des effectifs par âge

	2025	2024
Moins de 30 ans, dont :	**1 815,7**	**1 645,8**
< 25 ans	188,2	181,8
25 – 29 ans	1 627,5	1 464,0
Entre 30 et 49 ans, dont :	**8 128,8**	**7 124,5**
30 – 34 ans	2 007,7	1 701,3
35 – 39 ans	2 036,9	1 796,1
40 – 44 ans	2 083,2	1 850,6
45 – 49 ans	2 001,0	1 776,7
50 ans et plus, dont :	**4 366,8**	**3 675,4**
50 – 54 ans	1 948,2	1 627,8
55 – 59 ans	1 492,2	1 298,0
60 – 64 ans	822,1	670,5
≥ 65 ans	**104,3**	**79,1**
Non communiqué	**815,0**	**793**
TOTAL	**15 126,4**	**13 238,7**
ÂGE MOYEN	**43,5**	**43,2**

Périmètre :

- pour chaque tranche d'âge, les salariés en CDI et CDD, y compris les dirigeants mandataires sociaux (DG et DGD), hors administrateurs ; salariés actifs et inactifs au 31 décembre vision entité bénéficiaire, en équivalents temps plein (ETP) ;
- pour l'âge moyen, les salariés en CDI et CDD y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs. Les salariés actifs et inactifs au 31 décembre, avec une vision entité bénéficiaire, en personnes physiques (PP).

Définition :

Non communiqué : date de naissance non renseignée pour les collaborateurs aux États-Unis.

Les tranches d'âge utilisées reposent sur une classification interne standardisée, permettant la production de la pyramide des âges.

Formules de calcul :

Âge : (Date de référence - Date de naissance) / 365.25 (la date de référence étant le dernier jour du mois).

Âge moyen : Moyenne des âges disponibles au 31 décembre.

▶ Indicateurs liés à l'international[1]

	2025	2024
Total effectifs	**14 953,2**	**13 112,2**
Europe occidentale	10 942,0	9 257,1
Proche et Moyen-Orient	139,0	139,0
Asie - Océanie	2 719,9	2 622,1
Afrique	0,0	0,0
Europe orientale	80,2	79,0
Amérique du Nord	959,0	903,0
Amérique Centrale et du Sud	113,0	112,0
Nombre de nationalités	**103**	**98**

Périmètre :

- pour les effectifs par zone géographique : salariés en CDI et CDD actifs au 31 décembre, y compris les mandataires sociaux (DG et DGD) hors administrateurs, en vision entité bénéficiaire, en équivalents temps plein (ETP) ;
- pour le nombre de nationalités : salariés en CDI uniquement, y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs, en nombre de nationalités différentes. Les salariés actifs au 31 décembre uniquement, vision entité employeur, en personnes physiques (PP).

Les CDI et CDD inactifs ont été exclus du périmètre. Un salarié est considéré comme inactif lorsqu'il :

- perçoit une rémunération mais n'est plus en activité ;
- ne perçoit plus de rémunération et n'est plus en activité (généralement absent pour une longue durée), mais est toujours lié à l'entité par un contrat de travail.

▶ Indicateur du plan jeunesse[2]

	2025	2024
Nombre total de jeunes accueillis	3 176	2 888

Périmètre :

jeunes : tous les contrats en statuts spécifiques (alternants, stagiaires, CIFRE, VIE, auxiliaires de vacances) sans limite d'âge, et CDD de moins de 30 ans, en vision entité employeur.

Formule de calcul :

Cumul annuel de jeunes accueillis : effectifs jeunes à fin janvier + entrées entre février et fin décembre.

3.1.3.3. SALAIRES DÉCENTS [S1-10]

▶ Part des effectifs ayant un salaire au-dessus du salaire décent du pays

	2025	2024
Pourcentage des effectifs ayant un salaire au-dessus du salaire décent de leur pays	100 %	100 %

Périmètre :

- les salariés en CDI et CDD y compris mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- les salariés actifs et inactifs percevant une rémunération au 31 décembre, vision entité employeur en personnes physiques (PP).

1 *Donnée communiquée volontairement.*
2 *Donnée communiquée volontairement.*

Définition :

le salaire : il s'agit du salaire brut annuel théorique versé sur l'année ;

- les primes récurrentes sont incluses (ex : prime de spécialité) ;
- les primes/éléments variables sont exclus ;
- pour les collaborateurs à temps partiel ou entrés dans l'entité en cours d'année, le salaire brut annuel versé sur l'année a été redressé à 100 % (équivalent temps plein) ;

le salaire décent : à défaut de définition légale, Crédit Agricole S.A., qui inclut Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole Indosuez Wealth Management a retenu la définition de *Fair Wage Network*, organisme externe reconnu internationalement. La notion de salaire décent correspond au salaire permettant aux travailleurs et à leurs familles, selon leur situation géographique, d'avoir un niveau de vie acceptable tout en participant à la vie sociale et culturelle. Il tend à couvrir les besoins essentiels d'une famille comprenant tous les domaines de dépenses nécessaires, et en particulier : le logement (selon les critères d'ONU-Habitat), l'alimentation (qui est suffisante pour assurer 2 200-3 000 kilocalories/adulte/jour), les soins aux enfants, l'éducation, les soins de santé, le transport et la communication et un pourcentage restant pour les loisirs et/ou pour des économies de précaution afin de faire face à d'éventuelles dépenses imprévues. Le salaire décent de référence est déterminé par *Fair Wage Network*, à la suite d'une étude mondiale qui est réactualisée chaque année. Le salaire décent varie dans chaque pays. Le salaire décent retenu par le Groupe correspond au salaire décent pour une famille de deux adultes et un nombre d'enfants qui correspond au taux de fécondité du pays, ajusté au nombre de travailleurs dans le ménage.

En France, une personne rémunérée au-dessus de ce montant est rémunérée au-dessus du salaire décent.

Le montant du salaire décent pour la France en 2025 est de 18 389,16 €/an.

3.1.3.4. INDICATEURS DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

▶ Nombre d'heures de formation par collaborateur

	2025	2024
Nombre moyen d'heures de formation par collaborateur	**20,7**	**18,0**
Femme	20,7	17,9
Homme	20,7	18,0
Autre	0,0	0,0
Non déclaré	0,0	0,0
Nombre total d'heures de formation	**317 843**	**240 789**

Périmètre :

- nombre moyen d'heures de formation – les salariés en CDI et CDD, y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- les salariés actifs et inactifs au cours de l'année, vision entité employeur, en personnes physiques (PP).

Définition :

Tout type de formation y compris les formations en présentiel, en *e-learning* et les formations réglementaires.

Dès lors qu'une action cumule les deux critères suivants, elle est comptabilisée en tant qu'action de formation :

- un objectif de compétence clairement identifié ;
- une traçabilité minimale (réelle ou forfaitaire).

▶ Thèmes de formation[1]

	2025				2024			
	Total heures	%	Dont France	Dont international	Total heures	%	Dont France	Dont international
Formations *Hard Skills*	140 102	44,1%	41 111	98 992	99 689	41,4 %	36 702	62 986
Formations *Soft Skills*	57 135	18,0%	20 765	36 369	47 232	19,6 %	22 070	25 161
Formations Réglementaires	109 583	34,5%	31 237	78 346	79 906	33,2 %	27 593	52 313
Formations RSE & Développement durable	11 023	3,5%	3 846	7 177	13 963	5,8 %	4 873	9 090

Périmètre :

- CDI et CDD y compris dirigeants mandataires sociaux mais hors administrateurs, en vision entité employeur et en personnes physiques (PP).

▶ Répartition des promotions en France par sexe[2]

	2025		2024	
	Nombre	%	Nombre	%
Total promotions France	**455**	**100%**	**496**	**100%**
Dont femmes	218	47,9 %	240	48,4 %
Dont hommes	237	52,1 %	256	51,6 %

Périmètre :

- les salariés en CDI uniquement y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- vision entité employeur ;
- en France uniquement ;
- les salariés sortis au cours de l'année mais ayant eu une promotion sont inclus dans le total. Il s'agit d'une comptabilisation du nombre de promotions et non pas du nombre de promus. Un collaborateur pouvant être promu plusieurs fois dans l'année.

Définition :

Promotions des effectifs en CDI actifs en nombre de personnes au cours de l'année. Il s'agit des promotions entraînant :

- un changement de classification (Cadre / Non-Cadre)
- et/ou un changement de niveau de classification au sein d'une de ces deux classifications.

1 *Donnée communiquée volontairement.*
2 *Donnée communiquée volontairement.*

▶ Recrutements et mobilités[1]

	2025						2024					
	Femme	Homme	Autre	Non-déclaré	TOTAL	%	Femme	Homme	Autre	Non-déclaré	TOTAL	%
Recrutements en CDI	**578**	**896**	**0**	**0**	**1 474**	**100 %**	**559**	**759**	**0**	**0**	**1 318**	**100 %**
Dont recrutements externes	496	773	0	0	1 269	86 %	462	606	0	0	1 068	81 %
Dont recrutements faisant suite à un contrat précédent dans le Groupe (CDD, alternance, stage etc.)	82	123	0	0	205	14 %	97	153	0	0	250	19 %
Dont moins de 30 ans	202	303	0	0	505	34 %	209	263	0	0	472	36 %
Dont entre 30 et 50 ans	290	462	0	0	752	51 %	267	363	0	0	630	48 %
Dont plus de 50 ans	47	59	0	0	106	7 %	37	59	0	0	96	7 %
Dont âge non communiqué	39	72	0	0	111	8 %	46	74	0	0	120	9 %
Dont recrutements en France	227	343	0	0	570	39 %	227	283	0	0	510	39 %
Dont recrutements hors France	351	553	0	0	904	61 %	332	476	0	0	808	61 %

Périmètre :

- les salariés en CDI uniquement, y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- en vision entité employeur, en personnes physiques (PP).

Définition :

recrutements en CDI : il s'agit des recrutements externes directs d'effectifs en CDI et des consolidations de stagiaires, alternants, auxiliaires de vacances, VIE, CIFRE, CDD en CDI = effectifs stagiaires, alternants, auxiliaires de vacances, VIE, CIFRE, CDD dont le contrat est converti en CDI à la suite du précédent contrat et sur la même entité.

3.1.3.5. INDICATEURS DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

▶ Couverture du système de gestion de la santé et de la sécurité, incidents liés aux accidents du travail et problèmes de santé du personnel

	2025	2024
Part des effectifs couverts par le système de gestion de la santé et de la sécurité (en %)	**100 %**	**100%**
Nombre de décès dus à des accidents ou maladies professionnelles (salariés)	0	0
Nombre d'accidents du travail	25	45
Taux de fréquence : Nombre d'accidents du travail pour 1 000 000 d'heures travaillées	0,99	2,01
Nombre de cas de maladies professionnelles	2	0
Nombre de jours d'absences pour accidents du travail et maladies professionnelles	472	662
Taux de gravité : Nombre de journées perdues en raison d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour 1 000 heures travaillées	**0,02**	**0,03**

Périmètre :

- les salariés en CDI et CDD, y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- le nombre de décès, d'accidents et de maladies professionnelles concerne les salariés actifs et inactifs au cours de l'année, vision entité employeur, en personnes physiques (PP).

Définition :

jours d'absences : en jours calendaires pour 2024; en jours ouvrables pour 2025

seuls les accidents du travail sont pris en compte (accidents de trajet domicile-travail exclus).

▶ Taux d'absentéisme[2]

	2025	2024
Taux d'absentéisme maladie	1,6 %	1,5 %
Taux d'absentéisme accident	0,0 %	0,0 %
Taux d'absentéisme Maternité, paternité, allaitement	1,0 %	0,9 %
Taux d'absentéisme congé autorisé	0,3 %	0,3 %
Taux d'absentéisme autres	0,1 %	0,1 %
Taux d'absentéisme global	**3,1 %**	**2,8 %**
Taux d'absentéisme hors maternité, paternité, allaitement	**2,1 %**	**1,9 %**

Périmètre :

- les salariés en CDI et CDD, y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- en vision entité employeur, en personnes physiques (PP).

Définition :

- le taux d'absentéisme accident comptabilise le total des absences dues aux accidents du travail, de trajet ou de maladies professionnelles.

Formule de calcul :

- taux d'absentéisme global : nombre de jours d'absence moyen par salarié (sur le total des absences) / 365,25.

1 Donnée communiquée volontairement.
2 Donnée communiquée volontairement.

3.1.3.6. INDICATEURS DE RÉMUNÉRATION [S1-16]

▶ Écart de rémunérations entre les femmes et les hommes

	2025	2024
Écart de rémunérations entre les femmes et les hommes	30,9 %	33,5 %

Périmètre :

- les salariés en CDI et CDD, y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- les salariés actifs et inactifs percevant une rémunération au 31 décembre, vision entité employeur.

Définitions :

salaire fixe brut : il s'agit du salaire brut annuel théorique versé sur l'année ;

variable collectif : correspond aux rémunérations variables collectives (participation, intéressement) versées sur l'année au titre de l'année précédente aux collaborateurs présents en fin de période.

Rémunérations prises en compte :

rémunération fixe annuelle + rémunération variable individuelle + rémunération variable collective.

Formules de calcul :

- pourcentage d'écart entre les hommes et les femmes de la rémunération annuelle totale (salaire fixe brut + variable individuel + variable collectif) : rémunération annuelle totale moyenne des femmes par rapport à la rémunération annuelle totale moyenne des hommes = (Niveau moyen de rémunérations annuel brut des salariés hommes – niveau moyen de rémunérations annuel brut des salariés femmes) / Niveau moyen de rémunérations annuel brut des salariés hommes X 100 ;
- les primes récurrentes sont incluses (ex : prime de spécialité) ;
- les primes / éléments variables sont exclus ;
- pour les collaborateurs à temps partiel : le salaire brut annuel versé sur l'année a été redressé à 100 % (équivalent temps plein).

▶ Ratio de rémunération

	2025	2024
Ratio entre le salaire annuel de la personne la mieux payée et la médiane de salaires des autres salarié *	20,1	21,3

* *La rémunération totale annuelle médiane de tous les salariés exclut la personne la mieux rémunérée.*

Périmètre :

- les salariés en CDI et CDD, y compris les dirigeants mandataires sociaux, hors administrateurs ;
- les salariés actifs et inactifs percevant une rémunération au 31 décembre, vision entité employeur.

Rémunérations prises en compte :

- rémunération fixe annuelle + rémunération variable individuelle + rémunération variable collective

Formules de calcul :

ratio de rémunération annuelle totale (salaire fixe brut + variable individuel + variable collectif) de la personne la mieux payée par rapport à la rémunération annuelle totale médiane de tous les salariés (CDI, CDD, hors mandataires sociaux, à l'exclusion de la personne la mieux rémunérée).

▶ Informations complémentaires sur la rémunération[1]

	2025	2024
Rémunération variable collective : participation		
Montant global (en milliers d'euros)	1 577	1 389
Montant moyen (en euros)	2 396	2 104
Nombre de bénéficiaires	658	660
Rémunération variable collective : intéressement		
Montant global (en milliers d'euros)	53 283	49 300
Montant moyen (en euros)	7 390	7 102
Nombre de bénéficiaires	7 210	6 942
Abondement		
Montant global (en milliers d'euros)	24 921	22 502
Montant moyen	3 365	3 196
Nombre de bénéficiaires	7 407	7 041

Périmètre :

- les salariés en CDI en France uniquement, en vision entité employeur ;
- en personnes physiques (PP).

▶ Salaire mensuel moyen [2]

	2025	2024
Salaire mensuel moyen (CDI actif, France)	**6 674**	**6 572**
Cadres	**6 724**	**6 634**
Dont Femmes	5 875	5 765
Dont Hommes	7 405	7 348
Non-cadres	**3 535**	**3 456**
Dont Femmes	3 429	3 371
Dont Hommes	3 873	3 727

Périmètre :

- les salariés en CDI uniquement, y compris les mandataires sociaux, hors administrateurs, actifs au 31 décembre ;
- en France uniquement, en vision entité employeur, en personnes physiques (PP) ;
- les CDI inactifs sont exclus du périmètre.

Définitions :

salaire annuel brut de base : il s'agit de la rémunération fixe annuelle théorique à fin d'année calculée sur une base temps plein des collaborateurs présents en fin de période. Les temps partiels sont donc reconstitués à un temps de travail de 100 % et les entrées en cours de mois recalculées à partir du premier jour du mois. Les primes récurrentes non liées à la performance sont prises en compte dans la reconstitution des salaires annuels ;

salaire mensuel : il s'agit du salaire annuel brut de base divisé par 12 mois ;

salaire mensuel moyen : il s'agit de la somme des salaires mensuels divisée par l'effectif CDI actif présent à fin d'année ;

inactifs :

- salariés percevant une rémunération mais n'étant plus en activité ;
- salariés ne percevant plus de rémunérations et n'étant plus en activité (généralement absents pour une longue durée), mais étant toujours liés à l'entité par un contrat de travail.

1 *Donnée communiquée volontairement.*
2 *Donnée communiquée volontairement.*

3.1.3.7. CAS, PLAINTES ET IMPACTS GRAVES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME [S1-17]

▶ **Incidents et sanctions liés au travail en matière de droits de l'homme au sein des effectifs**

	2025	2024
Nombre total d'incidents de discrimination et harcèlement signalés (avérés ou non)	**45**	**33**
Nombre de plaintes et réclamations déposées concernant les conditions de travail, l'égalité de traitement et l'égalité des chances pour tous ainsi que les autres droits liés au travail, à l'exclusion des incidents de discrimination et harcèlement	**5**	**4**
Par l'intermédiaire de canaux permettant aux effectifs de l'entreprise de faire part de leurs préoccupations / réclamations :	5	4
Auprès des points de contact nationaux pour les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales :	0	0
Montant total des amendes, pénalités et indemnisations versées suite à des dommages résultant des plaintes et réclamations décrits ci-dessus	**0**	**0**
Dont montant lié à des incidents survenus	0	0
Rapprochement avec le montant le plus pertinent présenté dans les états financiers (Charges Générales d'Exploitation des « Notes annexes aux états financiers consolidés » du Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2024 » du présent Document d'enregistrement universel)	0	0
Nombre d'incidents graves recensés en matière de droits de l'homme affectant les effectifs de l'entreprise	0	0
Dont nombre de cas de non respect des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, de la déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	0	0
Montant total des amendes, pénalités et indemnités versées pour les problèmes et incidents graves en matière de droits de l'homme	**0**	**0**
Dont montant lié à des incidents survenus	0	0
Rapprochement avec le montant le plus pertinent présenté dans les états financiers (Charges Générales d'Exploitation des « Notes annexes aux états financiers consolidés » du Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2024 » du présent Document d'enregistrement universel)	0	0

Les sources de remontées d'incidents et plaintes utilisées sont celles ayant donné lieu à une enquête : notamment l'outil BKMS, les contentieux (même à la suite d'un licenciement), les référents (employeur et Comité social et économique - CSE) en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes, saisine de la DRH ou du manager, CSE, etc. - à défaut d'enquête, les cas ne sont pas mentionnés.

Précisions :

- seuls les montants des dossiers terminés de façon définitive sont mentionnés (qu'il s'agisse d'un contentieux ou non) : il est calculé par le montant net + les charges sociales ;
- les montants à déclarer sont exclus des dossiers faisant l'objet d'une transaction sauf si l'indemnité transactionnelle vise à réparer des faits de harcèlement/discrimination ou le non-respect des obligations en matière de conditions de travail, l'égalité de traitement et l'égalité des chances pour tous ainsi que les autres droits liés au travail, il peut s'agir de transactions conclues après la rupture du contrat de travail ou pendant l'exécution du contrat de travail.

Définition « d'incidents graves recensés » :

- « cas » de discrimination, de harcèlement ou d'atteinte(s) aux Droits de l'Homme (travail forcé, traite des êtres humains ou travail des enfants par exemple) ;
- par « cas » sont désignées les procédures judiciaires, les plaintes formelles ou les allégations graves qui concernent les effectifs de l'entreprise (donc CDI, CDD et stagiaires, hors prestataires/achats) et que l'entreprise n'en conteste pas les circonstances par quelques voies que ce soit (communiqué de presse, contentieux, etc.) ;
  - ayant un impact fort en termes d'image/risque de réputation pour l'entité ;
  - qui proviendrait d'une source externe (tel que par ex : rapports publics, articles de presse, émissions de TV, plainte déposée par une association de défense des droits à l'encontre de l'entité…).

3.2. Consommateurs et utilisateurs finaux [S4]

3.2.1. Stratégie

3.2.1.1. STRATÉGIE, INTÉRÊTS ET POINTS DE VUE DES CLIENTS [S4 ESRS 2 SBM-3]

La clientèle du groupe Crédit Agricole CIB, au travers de ses différentes activités, est principalement constituée d'institutionnels, d'entreprises, et d'une clientèle privée avertie sur les activités de Gestion de fortune.

Un des principes stratégiques du groupe Crédit Agricole CIB est de développer une relation dans la durée avec ses clients, basée sur la confiance et la transparence. L'objectif poursuivi par Crédit Agricole CIB est de contribuer à protéger ses clients notamment en se conformant aux réglementations en vigueur (MIFID, RGPD…) et aux attentes des régulateurs (ACPR, AMF…) tout en restant à l'écoute des besoins de la clientèle identifiés grâce aux canaux de dialogue ou de réclamations mis en place.

Il s'appuie à ce titre sur quatre piliers : Qualité des offres, Transparence, Loyauté et Écoute client et s'articule autour de trois axes :

- une protection des informations et données dans un environnement digitalisé contre les attaques externes et de cybercriminalité ;
- une protection de la clientèle dans une financiarisation de l'économie de plus en plus complexe en assurant la sécurité et l'adéquation des produits et services proposés ;
- une protection contre l'usage abusif des données personnelles.

Ainsi, le groupe Crédit Agricole CIB tient compte des intérêts et points de vue de ses clients et met en œuvre leur protection au travers de plusieurs dispositifs :

- dispositif de proactivité et de fréquence de contact régulier afin de maintenir une proximité humaine avec les clients ;
- dispositif de suivi des réclamations ;
- dispositif complet de classification et de protection de la clientèle ;
- politique de gestion des conflits d'intérêts.

Ces dispositifs servent également à évaluer l'efficacité de la relation client en améliorant certaines méthodes si nécessaires. Les clients du groupe Crédit Agricole CIB, le processus de dialogue avec eux et la prise en compte de leurs intérêts sont également décrits au sein de la section 1.3.2.1 « Interactions de Crédit Agricole CIB avec ses parties prenantes » partie « Clients » du présent chapitre.

3.2.1.2. CADRES ET RÉFÉRENCES

La stratégie sociale de Crédit Agricole CIB, au travers du Groupe Crédit Agricole, s'insère dans le respect des cadres normatifs suivants :

- principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme ;
- déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ;
- principes directeurs de l'OCDE.

Pour **protéger ses clients**, le groupe Crédit Agricole CIB respecte plusieurs cadres, qu'ils soient réglementaires ou internes :

- les **obligations législatives, réglementaires et professionnelles** relatives à la protection de la clientèle sont réparties sur quatre piliers (Qualité des offres, Transparence, Loyauté et Écoute client). Elles proviennent de réglementations internationales (ex : *Dodd Frank Act*), européennes (ex : directives MIF 2), nationales (ex : Doctrine AMF sur produits complexes) ou d'engagements de Place :
- **corpus protection de la clientèle :** afin de respecter ces obligations relatives à la protection de la clientèle, le Groupe Crédit Agricole s'est doté d'un corpus normatif dédié. Ces normes s'appliquent à l'ensemble du Groupe Crédit Agricole sur des sujets comme la maîtrise des risques liés aux nouveaux produits, le traitement des opérations de paiement contestées par les clients, le dispositif de réclamations. Elles sont complétées par un socle de contrôles associé à chaque thématique, qui s'applique à l'ensemble du groupe Crédit Agricole CIB ;
- **Charte éthique :** la Charte éthique exprime les engagements du Groupe Crédit Agricole, poursuivis par Crédit Agricole CIB, pour un comportement animé par ses valeurs et principes d'actions vis-à-vis de ses clients. Elle traduit la volonté du Groupe Crédit Agricole de faire encore plus pour servir au mieux les clients. Concrètement, il s'agit de promouvoir le respect et l'accompagnement du client, la loyauté à son égard ; en l'aidant à prendre ses décisions par la proposition de solutions adaptées à son profil et à ses intérêts, tout en l'informant des risques associés. Il est de la responsabilité des administrateurs et des dirigeants du groupe Crédit Agricole CIB de respecter ces valeurs et d'être exemplaires dans la façon de s'y conformer. Les dirigeants veillent à ce que celles-ci soient appliquées et partagées par tous les collaborateurs, quels que soient leurs niveaux de responsabilité, leurs métiers et leurs lieux de travail ;
- **dispositif protection des données personnelles :** Pour s'assurer du respect des droits et des libertés des personnes dont les données personnelles sont traitées, Crédit Agricole S.A. s'appuie sur un dispositif composé des quatre piliers suivants : « Gouvernance », « Corpus normatif », « Formation » et « Contrôle ». Des éléments sont présentés dans la section 3.2.2.3. « Protection des données personnelles » du présent chapitre ;
- **cadre normatif** de sécurité des systèmes d'information et la politique de sécurité des systèmes d'information.

3.2.2. Politiques et plans d'actions

3.2.2.1. CYBERSÉCURITÉ ET LUTTE CONTRE LA CYBERCRIMINALITÉ [S4-1] [S4-2] [S4-3] [S4-4] [S4-5]

◆ Contexte et Stratégie

À l'instar des autres acteurs des secteurs bancaire et financier, le groupe Crédit Agricole CIB fait face à une cybercriminalité ciblant son système d'information et celui de ses sous-traitants. Cette cybercriminalité pourrait mettre à mal les données de ses clients, notamment avec une fuite des données sur le *darkweb* facilitant l'attaque des clients par des cybercriminels. Conscient des enjeux liés à la sécurité numérique, le groupe Crédit Agricole CIB a placé les cybermenaces au cœur de ses priorités en matière de gestion des risques opérationnels et a décidé d'intégrer la sécurité des données de ses clients dans son dispositif de conformité.

Le groupe Crédit Agricole CIB se positionne comme un tiers de confiance numérique dans l'usage des données et concernant la solidité des systèmes informatiques pour garantir la sécurité des données.

Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle de la « cybersécurité et cybercriminalité » sont :

Description des IRO		Chaîne de valeur	Temporalité
Impact négatif	Impact négatif sur les activités des clients en cas de cyberattaque	Aval	Long terme
Risque	Risque financier à la suite d'une incapacité de fournir les services essentiels et coût opérationnel de remédiation associé	Aval	Long terme

◆ Gouvernance

Le groupe Crédit Agricole CIB déploie une stratégie de cybersécurité et met en œuvre un ensemble de règles de sécurité de l'information permettant de protéger ses données et celles de ses clients tout en garantissant la disponibilité des TIC (Technologies de l'information et de la communication). Ces règles de sécurité de l'information sont décrites dans la Politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI). Elle pose un cadre commun destiné à l'ensemble des parties prenantes afin de répondre aux objectifs de sécurité de Crédit Agricole CIB et du Groupe Crédit Agricole.

La PSSI de Crédit Agricole CIB et de ses filiales est une déclinaison de la PSSI générale du Groupe Crédit Agricole, et est elle-même parfois déclinée à son tour en local dans certaines entités pour répondre à des exigences légales ou réglementaires locales. La PSSI est articulée autour d'une politique principale qui définit les grands principes de maîtrise des risques et de politiques par thématique qui définissent leur déclinaison en mesures de sécurité. Elle est revue tous les ans pour être adaptée au contexte évolutif des enjeux de sécurité (disponibilité, intégrité et confidentialité de l'information) et des exigences réglementaires comme celles du *Digital Operational Resilience Act* (DORA).

Le Comité *Information Security & Continuity & Physical Security* (ISCC) est l'instance qui décide et arbitre pour ce qui concerne le dispositif global de gouvernance de la Sécurité du système d'information (SSI), de la continuité des activités et de la sécurité physique de la Banque. Il permet de présenter à la Direction générale l'exposition de la Banque face aux scénarios de risques majeurs. Il valide les orientations en matière de SSI, la cartographie des risques ainsi que leur atténuation et les éventuels plans d'amélioration.

À partir des axes stratégiques de la déclaration d'appétit au risque, Crédit Agricole CIB exprime de manière plus détaillée son appétit des cadres de risques spécifiques métiers, sectoriels ou pays. Les cadres de risques et leurs mesures d'encadrement sont résumés dans des fiches de synthèse qui sont présentées au Comité des risques et soumises à l'approbation du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB au fil de l'eau.

Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par la loi et les règlements en vigueur ainsi que par le règlement intérieur du Conseil d'administration, le Comité des risques :

- examine la liste des risques majeurs soumis à l'approbation du Conseil ;
- examine les cinq composants de l'appétit au risque soumis à l'approbation du Conseil ;
- s'assure du suivi régulier du profil de risque de Crédit Agricole CIB par rapport à son appétit ;
- examine les plans d'actions associés à des franchissements de seuils sur les indicateurs de niveaux 1, 2, 3 ou 4 ;
- formule un avis au Conseil d'administration sur les sujets listés ci-dessus.

Enfin, la déclaration d'appétence aux risques du groupe Crédit Agricole CIB, soumise chaque année à l'approbation du Conseil d'administration intègre des indicateurs-clés relatifs au risque informatique (notamment la part des collaborateurs formés au risques *cyber*).

◆ Champs d'application

La politique Cybersécurité s'applique à Crédit Agricole CIB et ses entités, en France et à l'international.

Tous les collaborateurs ou prestataires de services travaillant pour Crédit Agricole CIB sont concernés par cette politique, qu'ils soient simples utilisateurs du système d'information (SI) ou membres de la fonction en charge de la production informatique et les *business lines* IT.

◆ Plans d'actions

La PSSI inclut, entre autres, les thématiques ci-dessous afin de couvrir les mesures de sécurité nécessaires pour parer aux risques liés aux TIC de manière rapide, efficiente et proportionnée et garantir un niveau élevé de résilience opérationnelle numérique des données des clients de Crédit Agricole CIB et de ses entités :

- protection du système d'information et des données, y compris les accès au système d'information, le cloisonnement des environnements, la fuite des données, la classification de l'information et l'encadrement de prestations extérieures ;
- opérations et évolutions, y compris l'identification et l'évaluation des risques et des moyens de gérer la sécurité de l'information, vulnérabilités comprises ;
- incidents et chocs extrêmes, y compris la journalisation en continu pour détecter les incidents de sécurité et d'éventuelles tentatives d'exfiltration de données ;
- lutte contre la cybercriminalité, au travers des services du CERT Groupe Crédit Agricole, l'équipe opérationnelle luttant contre la cybercriminalité portant atteinte aux entités du Groupe Crédit Agricole et à leurs clients, disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 et qui est certifiée SIM3 par le *Trust Introducer* (TF-CSIRT). Crédit Agricole CIB bénéficie également des services du centre opérationnel de cyberdéfense centralisé chez CA-GIP.

Les éléments constitutifs du plan d'actions décrits ci-dessus correspondent à des dispositifs déjà mis en place au sein de la Banque. Ces dispositifs font l'objet de revues régulières, afin de s'assurer de leur efficacité et également dans un effort d'amélioration continue.

3.2.2.2. PROTECTION DE LA CLIENTÈLE [S4-1] [S4-2] [S4-3] [S4-4] [S4-5]

◆ Stratégie

Le groupe Crédit Agricole CIB exerce ses activités dans un cadre réglementaire exigeant avec pour objectif le respect de la primauté de l'intérêt des parties prenantes passant notamment par la protection de la clientèle.

En résonance avec sa Raison d'être, le Groupe Crédit Agricole a mis en place une politique visant à protéger ses clients et leurs intérêts légitimes au travers d'une relation transparente et loyale et d'un conseil centré sur le besoin et la satisfaction client. La protection de la clientèle est une priorité affirmée du Groupe Crédit Agricole qui s'inscrit totalement dans les dimensions « Client » et « Sociétal » du Projet Groupe.

Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle de la « protection de la clientèle » sont :

Description des IRO		Chaîne de valeur	Temporel
Impact négatif	Impact positif sur la société lié à l'adéquation des produits et services aux besoins et à la situation du client (inclusion bancaire, gouvernance produit) participant à la cohésion sociale	Aval	Moyen terme
Risque	Risque réglementaire lié à l'adéquation insuffisante des produits et services aux besoins et à la situation du client (inclusion bancaire, gouvernance produit)	Aval	Invariable
	Risque lié à la mauvaise qualité et gestion des données pouvant impacter la prise de décision sur les thématiques ESG	Aval	Moyen terme

◆ Gouvernance

Afin d'assurer un pilotage au plus haut niveau, mais aussi une gestion des alertes ou incidents de non-conformité efficace, la ligne métier Conformité du groupe Crédit Agricole CIB a mis en place un dispositif complet sur cette thématique. Cette gouvernance est décrite dans la section 4.1 « Assurer le respect des obligations réglementaires et professionnelles » du présent chapitre.

En complément de la gouvernance générale applicable aux sujets de conformité, des Comités dédiés encadrent la protection de la clientèle :

- le **Comité nouvelles activités / nouveaux produits** (NAP) en charge de la validation de toute mise à jour de la gouvernance produit et du lancement de tout nouveau produit ;
- le **Comité gouvernance produit :** en charge de la validation de l'identification du produit, des stress scenarios afférents et de la revue périodique de l'ensemble des produits ;
- le *Retail distribution committee* **:** en charge de la validation et revue des conditions de distribution et commercialisation des produits au niveau local.

◆ Objectifs

Crédit Agricole CIB a pour objectif de protéger ses clients et leurs intérêts légitimes au travers d'une relation transparente et loyale, et d'un conseil centré sur le besoin client formalisé autour des quatre piliers suivants :

- qualité des offres traduisant l'engagement en matière de gouvernance produits à chaque étape de la vie des offres commercialisées ;
- loyauté envers les clients avec pour ambition de délivrer un conseil loyal à tous les clients ;
- transparence des informations pour les rendre accessibles au plus grand nombre et pour permettre aux clients de prendre leurs décisions de façon éclairée ;
- écoute client matérialisée par un dispositif de gestion des réclamations au cœur des processus d'amélioration continue.

◆ Champs d'application

La politique protection de la clientèle et les principes qu'elle décrit s'appliquent à l'ensemble des entités et métiers du périmètre Crédit Agricole CIB ainsi qu'à la chaîne de valeur de Crédit Agricole CIB sur la partie aval (clients).

◆ Plans d'actions

Le groupe Crédit Agricole CIB s'appuie sur un dispositif de veille permettant d'identifier les réglementations à venir et d'anticiper les déclinaisons opérationnelles. Dans le cadre de la commercialisation des offres, cette veille concerne l'ensemble des domaines d'activités du groupe Crédit Agricole CIB, qui font l'objet d'une attention particulière de la part des régulateurs.

Le dispositif « Gouvernance produits » s'applique à l'ensemble des entités du groupe Crédit Agricole CIB. Il est encadré par un corpus de procédures et de contrôles définis par la Direction de la conformité, dont le déploiement relève de la responsabilité des entités, encadrant les différents aspects de la protection clientèle : processus de meilleure exécution, incitations et rémunérations, transparence des frais, adéquation produit, etc.

Il vise à s'assurer de la qualité des offres proposées à l'ensemble de la clientèle par la commercialisation de produits et services adaptés et en instaurant un échange d'informations entre les producteurs et les distributeurs de ces offres, et plus largement à s'assurer que les risques inhérents aux nouveaux produits sont maîtrisés.

Il se traduit par deux étapes essentielles :

- **la définition et la validation des caractéristiques d'une offre**, sa stratégie de distribution (au sein des Comités « NAP ») : tout lancement de nouveaux produits, activités ou services ou toute modification significative d'un produit, activité ou service existant ne peut être effectué sans l'autorisation préalable et explicite du Comité NAP. La décision du Comité NAP permet de vérifier que toutes les conditions nécessaires à la distribution ont bien été réunies, tant sur le plan de la conformité juridique et réglementaire que sur le plan opérationnel ;
- **la revue régulière des offres** commercialisées qui s'appuie sur une analyse des souscriptions réalisées pour détecter d'éventuelles anomalies, sur les réclamations clients enregistrées sur ces offres et sur les recommandations émises par les régulateurs.

Par ailleurs, le corpus normatif est complété par des dispositifs d'animation et de formation des collaborateurs de Crédit Agricole S.A.. Il contribue à la diffusion de la culture de la protection de la clientèle via des modules de formation idoines (par exemple, « Conformité et éthique au quotidien », modules spécialisés par thématique de protection de clientèle).

Le groupe Crédit Agricole CIB déploie un dispositif de contrôle qui vise à s'assurer de la bonne mise en œuvre du corpus normatif en fonction de la nature d'activité de ses entités, notamment au travers de contrôles de deuxième niveau consolidé. Ce dispositif permet de s'assurer du respect des délais et de la qualité des traitements des réclamations clients, ou encore de l'adéquation des produits et services au regard de la situation et des objectifs des clients.

Enfin, un reporting auprès des régulateurs est réalisé via les réponses à un questionnaire dédié : rapport annuel de contrôle des services d'investissement pour l'AMF (prestataires de services d'investissement en France).

Les éléments constitutifs du plan d'actions décrits ci-dessus correspondent à des dispositifs déjà mis en place au sein de la Banque. Ces dispositifs font l'objet de revues régulières, afin de s'assurer de leur efficacité et également dans un effort d'amélioration continue.

3.2.2.3. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES [S4-1] [S4-2] [S4-3] [S4-4] [S4-5]

◆ Stratégie

Le groupe Crédit Agricole CIB exerce ses activités dans un cadre réglementaire exigeant ayant notamment pour objectif le respect et la protection des données personnelles des parties prenantes.

La protection des données et leur bonne utilisation dans le respect des intérêts des clients, de la Banque, de ses collaborateurs et partenaires ont toujours été des préoccupations majeures du groupe Crédit Agricole CIB.

Le dispositif en vigueur répond à la volonté d'encadrer de manière proactive les risques réglementaires, juridiques, opérationnels et de sécurité informatique associés à la mise en œuvre de nouvelles solutions ou de nouveaux usages autour de la donnée, dans une démarche éthique soucieuse de l'intérêt des tiers ou des personnes concernées.

Les impacts, risques et opportunités matériels identifiés et traités sous l'angle de la « protection des données personnelles » sont :

	Description des IRO	Chaîne de valeur	Temporalité
Risque	Risque réglementaire lié au non-respect des réglementations de protection des données personnelles	Amont Opérations propres Aval	Invariable

◆ Gouvernance

Afin d'assurer un pilotage au plus haut niveau, mais aussi une gestion des alertes ou incidents de non-conformité efficace, la ligne métier Conformité du groupe Crédit Agricole CIB a mis en place un dispositif complet sur cette thématique. Cette gouvernance est décrite dans la section 4.1. « Assurer le respect des obligations réglementaires et professionnelles » du présent chapitre.

Chaque année, le Délégué à la protection des données (DPO) de Crédit Agricole CIB présente un rapport de son activité à la Direction de la conformité et à la Direction générale (bilan annuel du DPO). Ce rapport est aussi communiqué à la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A. et alimente ainsi le bilan annuel de Crédit Agricole S.A. qui est présenté en Comité de management de la conformité Groupe (CMCG), présidé par l'un des DGD de Crédit Agricole S.A.

◆ Objectifs

L'objectif poursuivi par le groupe Crédit Agricole CIB est de contribuer à protéger les données personnelles des parties prenantes notamment en se conformant au Règlement général de la protection des données (RGPD). Crédit Agricole CIB s'est dotée d'un cadre éthique complémentaire en adoptant une Charte des données personnelles.

Elle s'articule autour de trois engagements :

- ne pas vendre les données personnelles qu'elle détient ;
- être totalement transparent sur l'utilisation des données personnelles traitées ;
- toujours donner la priorité à la sécurisation des données personnelles qui lui sont confiées.

En particulier, concernant la transparence des traitements de données personnelles, Crédit Agricole CIB :

- diffuse à l'intention de ses clients et prospects une politique de protection des données personnelles. Les parties prenantes peuvent trouver dans cette politique des informations détaillant notamment les finalités de traitement, les bases légales sur lesquelles se fondent ces traitements, leurs durées de conservation ou encore les destinataires ;
- en tant qu'employeur, informe ses collaborateurs du traitement de leurs données à caractère personnel au travers de la charte de protection des données personnelles. La description des traitements est consignée dans le registre des traitements de l'entreprise ;
- communique aux consultants externes dont elle serait amenée à traiter les données à caractère personnel une Politique de protection des données personnelles ;
- met également à disposition sur son site de recrutement une charte de protection des données personnelles à l'intention des candidats à l'emploi.

◆ Champs d'application

La politique protection des données personnelles et le dispositif relatif au respect des réglementations encadrant la protection des données personnelles concernent l'ensemble des personnes dont les données personnelles font l'objet d'un traitement par le groupe Crédit Agricole CIB dans ses activités localisées au sein d'un état membre de l'Union européenne - incluant notamment les clients, les collaborateurs ainsi que les fournisseurs.

◆ Plans d'actions

La déclinaison opérationnelle des piliers du RGPD s'opère comme suit :

- le pilier « Gouvernance » se traduit notamment par le traitement de la thématique de la protection des données personnelles dans les Comités relatifs au déploiement des nouveaux produits et activités (« Comités NAP ») et des nouvelles solutions, nouveaux usages (« Comité NSU ») ;
- le pilier « Corpus normatif » inclut un chapitre dédié à la protection des données personnelles et décliné par Crédit Agricole CIB. Des mesures techniques et organisationnelles en découlent ;
- le pilier « Formation » donne la capacité aux collaborateurs de Crédit Agricole CIB de mettre en œuvre des traitements de données personnelles conformes au corpus normatif RGPD. Pour cela un programme de formations est proposé comprenant une formation obligatoire pour tous les collaborateurs particulièrement exposés aux traitements de données personnelles, ainsi que des formations dédiées à la montée en compétence du délégué à la protection des données personnelles ;
- le pilier « Contrôle » : le respect des règles prévues dans le corpus normatif RGPD de Crédit Agricole CIB fait l'objet de contrôles intégrés au plan de contrôle permanent Groupe. Les résultats sont suivis dans des instances internes de contrôle de Crédit Agricole CIB et font l'objet d'une consolidation par la Direction de la conformité Groupe.

Les éléments constitutifs du plan d'actions décrits ci-dessus correspondent à des dispositifs déjà mis en place au sein de la Banque. Ces dispositifs font l'objet de revues régulières, afin de s'assurer de leur efficacité et également dans un effort d'amélioration continue.

◆ Indicateurs et cibles

Crédit Agricole CIB suit un certain nombre d'indicateurs qui font par ailleurs l'objet de contrôles et/ou de *reporting* conformité, comme le nombre de demandes d'exercices de droit reçus annuellement.

Des informations consolidées font ensuite l'objet de remontées périodiques à Crédit Agricole S.A. qui les suit au niveau centralisé.

▶ Nombre de demandes d'exercices de droit reçus par les entités du groupe Crédit Agricole CIB

	2025	2024
Nombre de demandes d'exercices de droit reçues par les entités du groupe Crédit Agricole CIB	17	27

GOUVERNANCE – INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CONDUITE DES AFFAIRES

ÉTHIQUE, L'AFFAIRE DE TOUS

100 %
Des collaborateurs et administrateurs formés aux principes éthiques

+99,9 %
De réussite au Quiz Ethique

LES PILIERS DU DISPOSITIF DE PROMOTION D'UNE CULTURE ÉTHIQUE


Charte Éthique


Code de conduite


Corpus de procédures

DES RELATIONS DE CONFIANCE AVEC LES FOURNISSEURS


2
Modules de formations dédiés aux enjeux environnementaux proposés aux acheteurs.


22,5 jours
de délai moyen de paiement des factures de Crédit Agricole CIB[1]

LES PILIERS DE L'ENGAGEMENT ACHATS RESPONSABLES


La Charte Relations fournisseurs et achats responsables


Label Relations Fournisseurs et Achats Responsables

1. Uniquement sur le périmètre France

4. GOUVERNANCE - INFORMATIONS EN MATIÈRE DE CONDUITE DES AFFAIRES

La conduite des affaires au sein du groupe Crédit Agricole CIB, filiale du Groupe Crédit Agricole, se traduit par deux enjeux majeurs :

- la conformité avec les obligations réglementaires et professionnelles, pilotée par la Direction de la conformité ;
- une gestion saine des relations d'affaires avec les fournisseurs, pilotée par la Direction des achats.

4.1. Assurer le respect des obligations réglementaires et professionnelles [G1]

4.1.1. Stratégie

4.1.1.1. STRATÉGIE EN MATIÈRE DE CONFORMITÉ

Le groupe Crédit Agricole CIB exerce ses activités dans un cadre réglementaire et déontologique exigeant, avec pour objectif le respect de la primauté de l'intérêt de ses parties prenantes passant notamment par l'encadrement des dispositifs de :

- prévention et de gestion des conflits d'intérêts et de surveillance et de détection des abus de marché ;
- lutte contre la délinquance financière ;
- promotion d'une culture éthique ;
- lutte contre la corruption.

Les impacts risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle du « Respect des obligations réglementaires et professionnelles » sont :

Impacts, risques et opportunités			Plans d'actions	Indicateurs et cibles
Promotion d'une culture éthique	Risques	Risque de sanctions en cas de non-respect des réglementations en matière de formation Risque réglementaire en cas de non-respect des règlementations et des attentes des autorités de supervision en matière d'éthique des affaires et de lutte contre la corruption	• Actions auprès des dirigeants et administrateurs (formation des membres du Conseil d'administration) • Actions auprès des collaborateurs (Charte éthique, Code de conduite, sensibilisation en continu, etc.) • Actions liées au dispositif d'évaluation de la maîtrise du risque de conduite (évaluation annuelle, dispositifs de contrôles, actions de prévention, etc.)	• Sensibilisation et formation à l'éthique - Taux de passage 2025 formation « Éthique professionnelle et déontologie » : 99,96 % (Taux minimum de réussite requis pour le quiz final : 80 %) - Taux de réussite 2025 « Quiz éthique » : 99,97 %
Prévention des conflits d'intérêts et des abus de marché	Risque	Risque réglementaire en cas de détection insuffisante des conflits d'intérêts et abus de marchés (intégrité des marchés)	• Formation et sensibilisation des collaborateurs • Corpus procédural • Dispositif de contrôle • Dispositif de détection et de gestion des conflits d'intérêts • Prévention des incidents d'abus de marché	• Un rapport sur les conflits d'intérêts est adressé annuellement aux instances dirigeantes via les rapports de conformité. Les thématiques « Conflits d'intérêts » et « Abus de marché » font l'objet de présentations régulières aux instances dirigeantes et d'un reporting annuel dans le rapport de conformité des services d'investissement (RCSI), remis à l'AMF.
Lutte contre la corruption	Risque	Risque réglementaire en cas de non-respect des règlementations et des attentes des autorités de supervision en matière d'éthique des affaires et de lutte contre la corruption	• Formation et sensibilisation • Corpus procédural • Dispositifs d'évaluation des tiers • Pilotage des risques de corruption • Traitement des cas de corruption • Certification du dispositif anticorruption	• Campagne de Formation « Lutte contre la corruption » déployée tous les trois ans - Taux de passage 2024 « Lutte contre la corruption – module : 99,17 [1] - Taux de passage 2024 « Lutte contre la corruption – métiers les plus exposés » : 99,06 %
Lutte contre la délinquance financière	Risque	Risque réglementaire en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre la délinquance financière	• Dispositif connaissance client • Dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (« LCB-FT ») • Dispositif de respect des sanctions internationales • Dispositif de lutte contre la fraude	• Formations « Lutte contre la délinquance financière » [2] Taux de passage 2025 « Les sanctions internationales – module général » : 99,95 % • Taux de passage 2025 « Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme – module général » : 99,95 %

Chacune de ces thématiques fait l'objet d'une politique dédiée, et est développée au sein de procédures émises par Crédit Agricole S.A., ensuite déclinées par les entités.

1 *Donnée communiquée volontairement*
2 *Donnée communiquée volontairement*

4.1.1.2. GOUVERNANCE

La conduite des affaires est un enjeu suivi par les plus hautes instances de Crédit Agricole CIB : le Conseil d'administration et ses Comités spécialisés (notamment Comité des nominations et de la gouvernance, Comité d'audit, Comité des risques) et autres Comités : Comité exécutif et le Comité de *management* de la conformité. Ces Comités (en particulier le Comité de *management* de la conformité) sont impliqués dans la définition, la validation et le suivi de l'application des politiques de conformité (promotion d'une culture éthique, prévention des conflits d'intérêts, lutte contre la corruption, lutte contre la délinquance financière, prévention des abus de marché). Ils sont régulièrement tenus informés de l'effectivité de ces politiques et des incidents détectés.

Les membres du Conseil d'administration sont régulièrement sensibilisés aux thématiques de conformité et aux obligations réglementaires et professionnelles (ex. déontologie, éthique), via des formations dédiées détaillées ci-après.

4.1.1.3. CADRE ET RÉFÉRENCES

En matière de conduite des affaires, les obligations du groupe Crédit Agricole CIB proviennent de diverses règlementations et recommandations des régulateurs relatives :

- aux conflits d'intérêts et à la protection des marchés financiers (ex. Directive / Règlementation concernant les marchés d'instruments financiers – MiFID/MiFIR, Directive / Réglementation concernant la prévention des abus de marché – MAR / MAD) ;
- à la lutte contre la délinquance financière (ex : programme de sanctions internationales et réglementation Lutte contre le blanchiment / financement du terrorisme (LBFT)) ;
- à la lutte contre la corruption et la protection des lanceurs d'alerte (ex : loi Sapin II, devoir de vigilance, loi Waserman, transposition en France de la directive (UE) 2019/1937, recommandations de l'Agence française anticorruption).

4.1.2. Plans d'actions

4.1.2.1. PROMOTION D'UNE CULTURE ÉTHIQUE [G1-1] [G1-3]

La feuille de route de la culture éthique est revue et ajustée annuellement par les instances de gouvernance et s'articule autour des axes ci-dessous.

Actions auprès des dirigeants et administrateurs :

- formation de l'ensemble des membres du Conseil d'administration aux enjeux réglementaires de conformité, via deux formations annuelles distinctes (formation annuelle et formation « nouveaux administrateurs ») .

Actions auprès des collaborateurs :

- mise à disposition du corpus éthique, composé de la Charte éthique et du Code de conduite : les nouveaux arrivants doivent prendre connaissance de la Charte éthique et du Code de conduite lors de leur prise de poste dans l'entreprise ;
- réalisation d'actions de sensibilisation en continu (campagne de communication, newsletters dédiées, évènements…) auprès de l'ensemble des collaborateurs ou auprès de populations ciblées comme celles des managers ;
- suivi des comportements jugés à risque en termes de dérogation aux principes et limites éthiques et réglementaires prescrits par la Banque, pouvant avoir un impact sur l'évaluation annuelle de performance du collaborateur.

Actions liées au dispositif d'évaluation de la maîtrise du risque de conduite :

- le risque de conduite s'appuie sur une évaluation annuelle de la maîtrise du risque de conduite. Cette évaluation porte sur six thématiques : (i) la fraude interne, (ii) la corruption, (iii) les abus de marché, (iv) les pratiques en matière d'emploi, (v) les pratiques commerciales et (vi) les litiges avec les tiers ;
- mise en œuvre des dispositifs de contrôles encadrant les différentes thématiques du risque de conduite ;
- mise en œuvre d'actions de prévention, de renforcement ou de remédiation identifiées dans le cadre du dispositif annuel d'évaluation de la maîtrise du risque de conduite (ex : mesures disciplinaires, renforcement des contrôles, actions de formation/sensibilisation, mise en place d'indicateurs clés de performance spécifiques, etc.).

4.1.2.2. PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS ET DES ABUS DE MARCHÉ

Les plans d'actions continus en matière de prévention des conflits d'intérêts et des abus de marché s'articulent autour des axes suivants :

- **la formation et la sensibilisation des collaborateurs :** des programmes de formation sont déployés au sein du groupe Credit Agricole CIB. Ils permettent de comprendre les enjeux réglementaires, les responsabilités et les risques associés aux conflits d'intérêts et aux abus de marché. Ils se composent de *e-learning* spécifiques et de campagnes de sensibilisation régulières à destination des dirigeants et collaborateurs, et peuvent être ciblés selon la fonction exercée ;
- **un corpus procédural :** intégrant les exigences réglementaires en matière de conflits d'intérêts (notamment MIF2) et encadrant la prévention des risques de porter atteinte à l'intégrité des marchés financiers et d'abus de marché ;
- le **dispositif de contrôle :** visant à s'assurer de la bonne mise en œuvre du corpus normatif auprès des entités, selon leurs activités ;
- le pilotage du **dispositif de détection et de gestion des conflits d'intérêts :** ce dispositif s'articule entre le groupe Crédit Agricole CIB qui gère localement ses propres situations de conflits d'intérêts potentiels / avérés (intra-entités) et l'organe central Crédit Agricole S.A. qui gère les conflits d'intérêts potentiels / avérés entre entités du Groupe Crédit Agricole (inter-entités). Un outil dédié permet d'automatiser la détection de conflits d'intérêts potentiels et le maintien des registres de conflit d'intérêts potentiels ;
- la **prévention des incidents d'abus de marché :** qui est gérée par le groupe Crédit Agricole CIB via un outil de détection des abus de marché, comprenant des scénarios sur les manipulations de cours et les délits d'initiés. Chacun de ces scénarios et des modèles de détection rattachés fait l'objet d'une revue fréquente, de façon à maintenir des systèmes efficaces en vue de la détection et la déclaration des ordres et des transactions suspectes.

4.1.2.3. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION [G1-3] [G1-4]

Dans un contexte de renforcement des obligations légales en matière de lutte contre la corruption, le groupe Crédit Agricole CIB a mis en place des mesures de prévention et de détection des faits de corruption, tels que visés à l'article 17 de la loi dite Sapin 2 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Le dispositif existant de lutte contre la corruption a été renforcé par la mise en œuvre des recommandations de l'Agence française anticorruption (AFA) s'articulant autour des axes suivants :

- **la formation et la sensibilisation :** des programmes de formation sont déployés auprès des collaborateurs pour leur permettre de comprendre le cadre juridique et détaillent les comportements à adopter pour éviter tout manquement à la probité. Les schémas de corruption et les risques induits, les diligences à accomplir pour réduire ces risques, les comportements préconisés face aux sollicitations, les modalités de recueil des signalements des conduites inappropriées, ainsi que les sanctions personnelles encourues sur le plan disciplinaire comme pénal en cas de violation sont présentés et illustrés.

  Par ailleurs, au-delà des collaborateurs, les fournisseurs du groupe Crédit Agricole CIB sont également sensibilisés à la lutte anticorruption : ils sont tenus (via une clause contractuelle) de prendre connaissance du Code de conduite anticorruption ;
- **un corpus procédural,** constitué :
  - d'une note de procédure sur la lutte contre la corruption et des plans de contrôle associés ;
  - du Code de conduite anticorruption, qui détaille les règles en matière de prévention des faits de corruption, notamment par l'identification des risques dans les processus métiers et par l'illustration des comportements à proscrire.

  En complément, un régime disciplinaire permet de sanctionner les salariés en cas de violation du Code de conduite de la société.

  Par ailleurs, un référent anticorruption, désigné par l'instance dirigeante, est responsable du pilotage et de la revue annuelle du programme de conformité anticorruption. Le Conseil d'administration est informé de sa nomination ;
- **des dispositifs d'évaluation des tiers,** contribuant à l'encadrement de la lutte contre la corruption. À titre d'illustration, une analyse du profil de risque des fournisseurs est réalisée en amont de la relation d'affaires, et des diligences sont réalisées au cours de la relation d'affaires ;
- **un pilotage des risques de corruption** s'appuyant sur la cartographie des risques de corruption (identification, évaluation des risques et de la maitrise de ceux-ci), pouvant résulter en actions de renforcement ou de remédiation des dispositifs de lutte contre la corruption en place ;
- **le traitement des cas de corruption :** tout cas de corruption fait l'objet d'une investigation par les services conformité de l'entité concernée, en s'appuyant au besoin sur d'autres experts (audit, risques, ressources humaines, etc.). Les cas et les mesures engagées sont présentés dans les Comités de contrôle interne des entités. Ainsi, les enquêteurs (service conformité) et la chaîne de gestion concernée par le cas de corruption sont séparés ;
- **la certification du dispositif anticorruption :** le Groupe Crédit Agricole a été la première Banque française à bénéficier en 2017 de la certification ISO 37001, obtenue à travers des audits réalisés par un organisme indépendant. Cette certification a fait l'objet de trois renouvellements : en 2019, en 2022 et en 2025 (format de renouvellement triennal), démontrant la volonté du Groupe Crédit Agricole d'adhérer durablement à des normes internationales élevées en matière de lutte contre la corruption. Cette certification couvre l'ensemble des métiers et fonctions supports du groupe Crédit Agricole CIB.

La revue du dispositif est réalisée annuellement, et présentée aux instances de Direction de Crédit Agricole CIB.

4.1.2.4. LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE FINANCIÈRE

Le groupe Crédit Agricole CIB a déployé, dans l'ensemble de ses entités, un ensemble de dispositifs structurés visant à prévenir et lutter contre la délinquance financière. Ces plans d'action continus s'articulent autour des dispositifs ci-dessous.

Le dispositif connaissance Client

Ce dispositif intègre :

- **un cadre normatif** incluant les obligations relatives à la connaissance client, faisant l'objet de mises à jour régulières ;
- **un dispositif de connaissance** du client et de ses bénéficiaires effectifs ainsi que la connaissance de l'objet et de la nature envisagée de la relation d'affaires. Pendant toute la relation d'affaires, une vigilance adaptée et proportionnée au niveau des risques identifiés est exercée ;
- **un corpus de contrôle** (en particulier, concernant le parcours d'entrée en relation et celui de la révision périodique) et des **indicateurs de pilotage** qui concernent tous les clients - tout en portant une attention particulière aux clients les plus risqués au regard de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Le dispositif Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (« LCB-FT »)

Ce dispositif repose sur :

- la formation des collaborateurs aux enjeux de LCB-FT ;
- la classification des risques LCB-FT ;
- la connaissance des clients avec l'évaluation de leur profil de risque ;
- la détection des opérations atypiques et, le cas échéant, leurs déclarations auprès des cellules de renseignement financier ;
- l'échange d'information LCB-FT intra-groupe ;
- des contrôles et audits réguliers.

Le dispositif de respect des sanctions internationales

Ce dispositif repose sur :

- la formation des collaborateurs aux sanctions internationales ;
- la connaissance des clients et de leurs opérations ;
- l'évaluation de l'exposition aux sanctions internationales ;
- le criblage constant des données ainsi que le filtrage en temps réel des messages financiers contre les listes de sanctions applicables ;
- des contrôles et audits réguliers.

Crédit Agricole S.A. détient l'autorité ultime du respect des sanctions internationales et la supervision du contrôle des risques induits. Crédit Agricole CIB est, par ailleurs, responsable du respect des programmes locaux de sanctions.

Crédit Agricole CIB s'assure de la bonne mise en œuvre de ces standards de conformité avec les sanctions internationales grâce au dispositif de contrôle permanent et à la réalisation d'exercices d'évaluation des risques réguliers.

Le dispositif de lutte contre la fraude

Ce dispositif s'appuie sur :

- un suivi des incidents par les correspondants conformité ;
- un dispositif de sensibilisation et formation des collaborateurs ;
- un processus de reporting et de contrôle.

4.1.3. Indicateurs et cibles

4.1.3.1. PROMOTION D'UNE CULTURE ÉTHIQUE

Le groupe Crédit Agricole CIB déploie un dispositif de formation lié à la conduite des affaires incluant des modules dédiés à l'éthique professionnelle et à la déontologie ainsi qu'à la lutte contre la corruption. Certaines de ces formations sont dispensées à l'ensemble des collaborateurs de Crédit Agricole CIB et de ses entités, et d'autres ciblent des collaborateurs selon leur fonction ou la nature de leur activité.

Les membres des Conseils d'administration ont bénéficié en 2025 de formations à des thématiques de conformité incluant des sujets liés à l'éthique professionnelle et à la déontologie.

Nom de la formation	Typologie de formation	Format	Durée	Population cible	Obligatoire	Quiz final / taux minimum de réussite	Délai de réalisation à compter de l'entrée en fonction	Renouvellement
Lutte contre la corruption	Nouveaux arrivants (prise de poste)	E-learning	30 min	Tous collaborateurs	OUI	OUI (80 %)	Dans les trois mois	Tous les trois ans
	Approfondie Correspondants	Présentiel	1h	Membres des Comités exécutifs	NON	NON	-	Non
Éthique professionnelle et déontologie	Nouveaux arrivants (prise de poste)	E-learning	45 min	Tous collaborateurs	OUI	OUI (80 %)	Dans les trois mois	Tous les trois ans
	Nouveaux administrateurs	En présentiel ou à distance	2h30	Nouveaux membres du Conseil d'administration	OUI	NON	Dans l'année	Non
	Les évolutions règlementaires	En présentiel	1h30	Membres du Conseil d'administration	OUI	NON	-	Chaque année

▸ Sensibilisation et formation à l'Éthique

Les indicateurs de pilotage se concentrent sur les formations liées aux sujets éthiques telles que :

Intitulé du module	Taux de passage 2025	Taux de passage 2024
Formation « Éthique professionnelle et déontologie »	99,96 %	98,19 %
Quiz Éthique	99,97 %	97,25 %

4.1.3.2. PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS ET DES ABUS DE MARCHÉ

Un rapport écrit sur les conflits d'intérêts est adressé annuellement aux instances dirigeantes via les rapports de conformité. Les thématiques « Conflits d'Intérêts » et « Abus de marché » font l'objet de présentations régulières aux instances dirigeantes et d'un reporting annuel dans le rapport de conformité des services d'investissement (RCSI), remis à l'AMF.

4.1.3.3. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

▸ Formations « Lutte contre la corruption »

Un programme de formation dédié, dont le taux de passage 2024 est indiqué ci-dessous, est déployé tous les trois ans auprès de l'ensemble des collaborateurs :

Nom de la formation	Taux de passage 2024
Lutte contre la corruption - Module Général[1]	99,17 %
Lutte contre la corruption - Métiers les plus exposés	99,06 %

Périmètre :

Les collaborateurs relevant de métiers dit « exposés » sont identifiés par les entités du Groupe Crédit Agricole SA sur la base de la cartographie des risques de corruption, propre à chaque entité. Pour le Groupe Crédit Agricole CIB, sont concernés les personnes ayant la qualité de prescripteur [2] . En 2024, année de la dernière campagne d'e-learning relatifs à la lutte contre la corruption, les 471 prescripteurs de CACIB ont suivi celui dénommé « Lutte contre la corruption – Métiers les plus exposés », ce qui représentaient 4,6 % de la population de CACIB.

▸ Condamnations et amendes pour violation des lois anticorruption et anti-pots-de-vin

Le nombre de condamnations pour violation des lois anticorruption et pots-de-vin est recensé annuellement, s'appuyant sur le processus de risques opérationnels et le processus de lutte contre la corruption.

	2025	2024
Nombre de condamnations pour violation des lois anticorruption et anti-pots-de-vin	0	0
Montant des amendes associées (en KEUR)	-	-

4.1.3.4. LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE FINANCIÈRE

▸ Formations « Lutte contre la délinquance financière »[3]

Nom de la formation	Taux de passage 2025	Taux de passage 2024
Les sanctions internationales – Module Général	99,95 %	99,37 %
Lutte contre le Blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT) – Module Général	99,95 %	98,32 %

1 *Donnée communiquée volontairement.*
2 *Collaborateur ayant un pouvoir d'engagement du budget et de décision dans un projet. Il va définir et formaliser un besoin au travers d'un cahier des charges en justifiant le recours à l'externe en raison d'une indisponibilité de ressources internes.*
3 *Donnée communiquée volontairement.*

4.2. Relation fournisseurs et pratiques en matière de délais de paiement [G1]

4.2.1. Stratégie

La politique achats responsables s'applique sur le périmètre du Groupe Crédit Agricole en France et à l'international. Elle s'applique donc au groupe Crédit Agricole CIB et s'adresse à l'ensemble des collaborateurs, acteurs dans le processus achats, et à ses fournisseurs.

4.2.1.1. CADRES ET RÉFÉRENCES EXTERNES

Le 14 décembre 2010, Crédit Agricole S.A. a signé la Charte relations fournisseurs et achats responsables incitant les entreprises à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de leurs fournisseurs. Le groupe Crédit Agricole CIB s'est vu renouveler, en 2024 et pour trois ans, le label « Relations fournisseurs et achats responsables » décerné par le médiateur des entreprises et le CNA (Conseil national des achats). Dans ce cadre, l'organisation et les actions du groupe Crédit Agricole CIB ont été attestées à un niveau « probant » (3ème niveau sur 4) par rapport au référentiel de la norme ISO 20400.

L'évaluation de ce label porte sur 15 critères couvrant les cinq domaines suivants :

- les engagements responsables des achats et leur alignement avec la politique et la stratégie RSE ;
- la professionnalisation des acheteurs et le développement de la médiation ;
- la relation fournisseurs (respect du droit contractuel et équilibre, médiation, revues fournisseurs) ;
- l'intégration de la RSE dans le *process* achats via le *sourcing* responsable ;
- les impacts des achats sur la compétitivité économique de l'écosystème, via l'appréciation de l'ensemble des coûts du cycle de vie et la contribution au développement du territoire.

4.2.1.2. POLITIQUE GROUPE ACHATS RESPONSABLES

Afin de répondre aux enjeux liés aux fournisseurs et contribuer à la performance globale de l'entreprise, le Groupe Crédit Agricole s'est doté en 2018 d'une politique Groupe achats responsables, qui vise à établir des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs. À ce titre, le groupe Crédit Agricole CIB décline cette politique achats responsables, qui couvre les deux sous-thématiques évaluées comme matérielles au sens de la CSRD : « Gestion des relations avec les fournisseurs » et « Pratiques en matière de paiement ».

4.2.1.3. IMPACTS, RISQUES ET OPPORTUNITÉS

Les impacts risques et opportunités (IRO) matériels identifiés et traités sous l'angle des « Achats » sont :

Description des IRO		Chaîne de valeur	Temporalité
Impact négatif	Impact négatif sur les fournisseurs en cas de pratiques d'achats non-responsables, notamment en termes de délais de paiement.	Amont	Invariable
Risque	Risque réputationnel et risque réglementaire en cas de pratiques d'achats non-responsables vis-à-vis de ses fournisseurs, notamment en termes de délais de paiement.	Amont	Invariable

Ces IRO ont été identifiés à l'aide de la cartographie des risques de l'Afnor, basée sur les normes ISO 31000 Management des risques, ISO 20400 Achats responsables et ISO 26000 Responsabilité sociétale, et de l'outil de pilotage interne des risques opérationnels en étroite collaboration avec les parties prenantes internes.

4.2.1.4. OBJECTIFS

La Politique achats responsables ambitionne de s'adapter aux grands enjeux sur les territoires d'intervention du Groupe Crédit Agricole, de contribuer à la performance globale de ses entreprises et d'agir pour le climat et la transition vers une économie bas-carbone. Elle s'inscrit pleinement dans la charte éthique et le projet sociétal du Groupe Crédit Agricole.

Elle vise à favoriser l'achat d'un bien ou d'un service en prenant en considération à la fois le juste besoin et les aspects économiques, sociétaux et environnementaux, tout en veillant à l'équilibre des relations entre l'entreprise et ses fournisseurs, dans le respect de leurs droits réciproques.

Cette politique participe à une démarche engagée et responsable, et se veut être un vecteur mutuel de progrès et d'innovation.

Un axe transition bas-carbone a enrichi cette politique en 2023. Elle s'articule désormais selon six axes majeurs :

1. adopter un comportement responsable dans la relation avec les fournisseurs, et notamment en matière de délais de paiement ;
2. contribuer à la compétitivité économique de l'écosystème ;
3. veiller en permanence à la qualité des relations avec les fournisseurs ;
4. intégrer les aspects environnementaux et sociétaux dans nos achats ;
5. agir pour la transition vers une économie bas-carbone ;
6. inscrire cette politique groupe achats responsables dans les dispositifs de gouvernance existants.

4.2.2. Gouvernance

Les missions de la Direction des achats du Groupe Crédit Agricole, dans le cadre desquelles s'inscrit le groupe Crédit Agricole CIB, reposent sur quatre principaux axes :

1. amplifier la performance par la compétitivité des achats ;
2. contenir et anticiper les risques ;
3. transformer l'achat en acte responsable ;
4. exceller relationnellement et opérationnellement.

La ligne métier Achats a pour rôle de concevoir et de faire fonctionner au quotidien le dispositif d'achats. Coordonnée par la Direction des achats Groupe, elle est composée de :

- l'ensemble des acheteurs du Groupe Crédit Agricole et leurs managers ;
- des correspondants achats ;
- des équipes de support (notamment celles en charge de son système informatique et de l'analyse des risques fournisseurs).

La stratégie et les décisions relatives à la politique d'achats responsables relèvent du Comité stratégique achats.

La Direction des achats de la Banque de Financement et d'Investissement et la Direction des achats d'Indosuez assurent l'interface avec la Direction des achats du Groupe Crédit Agricole et mettent en œuvre la déclinaison des principes généraux de fonctionnement. Elles sont organisées de la manière suivante :

- trois pôles achats constitués d'acheteurs spécialisés par catégorie et d'un support local pour le système d'information ;
- quatre pôles achats constitués d'acheteurs au sein d'entités de la BFI à l'international. Indosuez s'appuie sur ses référents locaux en charge d'assurer la bonne application de la procédure achats ;
- un dispositif complémentaire pour la BFI, comprenant un pôle dédié chargé du contrôle permanent et du pilotage des processus et des performances.

Les principes généraux de fonctionnement, ainsi que les instances achats au sein du groupe Crédit Agricole CIB sont synthétisés dans un document de référence interne déclinant :

- l'utilisation des contrats-cadres à privilégier ;
- la règle de base de la mise en concurrence pour les dossiers d'achats ;
- la stratégie fournisseurs et l'application du processus de connaissance des fournisseurs ;
- le partage des dossiers d'achats significatifs aux instances de la Direction des achats du Groupe Crédit Agricole.

4.2.3. Plans d'actions

En ligne avec le Groupe Crédit Agricole, le groupe Crédit Agricole CIB adopte un comportement responsable dans sa relation avec les fournisseurs et veille en permanence à la qualité des échanges qu'il entretient avec eux. Pour cela, il décline la politique achats responsables, s'appuyant sur des actions opérationnelles.

4.2.3.1. ADOPTER UN COMPORTEMENT RESPONSABLE DANS LA RELATION AVEC LES FOURNISSEURS

RAPPEL DES PRINCIPES

- veiller à l'équilibre des relations d'affaires en adoptant des pratiques et comportements respectueux ;
- favoriser des engagements réciproques dans le respect des droits de chacun ;
- apporter une visibilité prévisionnelle des achats.

◆ Plans d'actions

SUIVRE LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Le groupe Crédit Agricole CIB est attentif au suivi des délais de paiement vis-à-vis de ses fournisseurs et accorde tout autant d'importance aux PME qu'aux autres entreprises. À ce titre, Crédit Agricole CIB réalise trimestriellement des statistiques sur les délais de règlement des factures fournisseurs.

La mise en place de ce suivi a permis d'instaurer un pilotage structuré des délais de paiement moyens qui s'établissent, au 31 décembre à 22,5 jours. Des éléments sur les délais de paiement sont présentés dans la section 4.2.4.2. « Pratiques en matière de paiement » du présent chapitre.

DÉPLOYER UN PLAN D'AMÉLIORATION DES DÉLAIS MOYENS DE PAIEMENT, NOTAMMENT VIA LA DIMINUTION DES RETARDS DE PAIEMENT

Afin d'améliorer le taux des factures payées dans les délais légaux, Crédit Agricole CIB a établi un plan d'amélioration des délais de paiement qui implique les fournisseurs et les équipes internes.

4.2.3.2. CONTRIBUER À LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'ÉCOSYSTÈME

RAPPEL DES PRINCIPES

- encourager la diversité des entreprises et des territoires, et renforcer la cohésion et l'inclusion sociale ;
- favoriser les échanges avec les acteurs locaux et, ainsi, contribuer au développement du territoire ;
- stimuler l'innovation avec les fournisseurs pour créer de la valeur ;
- apprécier le coût global du cycle de vie.

◆ Plans d'actions

RENFORCER LES ACHATS INCLUSIFS

En cohérence avec les ambitions du projet sociétal du Groupe Crédit Agricole, le groupe Crédit Agricole CIB valorise l'ensemble des achats inclusifs afin de renforcer la cohésion et l'inclusion sociale au travers :

- des achats comme levier d'emploi des publics fragilisés (structures du travail protégé et adapté, structures d'insertion). Le recours à des entreprises issues du secteur du travail adapté et protégé (STPA) fait partie intégrante de l'accord handicap [1] de Crédit Agricole S.A. ;
- des achats auprès d'entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS).

Les acheteurs du groupe Crédit Agricole CIB bénéficient de formations relatives à la démarche achats inclusifs et trouvent sur l'intranet les références et les offres de service des fournisseurs concernés. Les indicateurs sont détaillés dans la partie 4.2.4.1 « Gestion de la relation avec les fournisseurs » du présent chapitre.

4.2.3.3. VEILLER EN PERMANENCE À LA QUALITÉ DES RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS

RAPPEL DES PRINCIPES

- impliquer les acheteurs dès l'expression de besoin ;
- renforcer la montée en compétence achats des acteurs internes (acheteurs / prescripteurs) ;
- développer la connaissance réciproque entreprise / fournisseurs ;
- instaurer un mécanisme de médiation.

1 *L'accord est disponible sur le site : https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/189198.*

◆ Plans d'actions

COMMUNIQUER RÉGULIÈREMENT AVEC LES FOURNISSEURS

Afin d'entretenir une relation de confiance, de favoriser la communication, de partager les orientations et les messages stratégiques, et de tenir compte de leurs préoccupations, le Groupe Crédit Agricole a déployé un dispositif de dialogue actif avec les parties prenantes (acheteurs / fournisseurs / prescripteurs).

Décliné par le groupe Crédit Agricole CIB, ce dispositif de dialogue repose sur les actions suivantes :

- des enquêtes de satisfaction annuelles permettant le recueil de l'expression des fournisseurs, comme des prescripteurs internes ;
- une rencontre annuelle « les rencontres fournisseurs », organisée en présentiel et distanciel avec plus de 700 participants ;
- des revues régulières avec les principaux fournisseurs ;
- une ***newsletter*** dédiée qui leur est adressée semestriellement, complétée par une publication spécifique à la décarbonation.

FORMER LES ACHETEURS AUX ENJEUX RSE

Les acheteurs du groupe Crédit Agricole CIB sont continuellement formés pour faire face aux évolutions permanentes de leur activité, au travers d'un programme de formation global dédié à la RSE et aux risques fournisseurs composé :

- d'un *e-learning* qui fournit les bons réflexes RSE dans le cadre du processus achats ;
- d'un module de formation RSE achats à destination des nouveaux arrivants au sein de la ligne métier Achats ;
- de modules de formation spécifiques à la décarbonation des achats ;
- d'un module de formation sur la connaissance des risques fournisseur (*Know your supplier - KYS*) ;

Alignées avec les enjeux du projet sociétal du Groupe Crédit Agricole en matière de RSE et d'insertion, de nouvelles sessions sur les achats responsables et les achats inclusifs ont été déployées en 2025.

Un intranet achats recensant un large éventail de supports et documents relatifs au métier des achats et notamment le volet RSE est mis à disposition de l'ensemble des acteurs.

METTRE EN ŒUVRE UN DISPOSITIF DE MÉDIATION ET LE COMMUNIQUER

Le Groupe Crédit Agricole porte un engagement fort en matière d'achats responsables, dont le socle repose sur une relation saine et équilibrée avec ses fournisseurs et sous-traitants. Dans ce cadre, un médiateur interne a été nommé au sein du Groupe Crédit Agricole en la personne du Directeur de l'engagement sociétal, membre du Comité exécutif.

Ce rôle est étendu à toutes les entités du Groupe Crédit Agricole en France et à l'international depuis 2020, dont Crédit Agricole CIB et ses filiales.

Le médiateur peut être saisi dans une démarche volontaire de médiation par un fournisseur ou par un service interne, lorsque des difficultés apparaissent pour faire entendre leurs positions. Sa mission consiste à permettre de renouer le dialogue entre les parties et de rapprocher les points de vue. La clause de « médiation » est incluse dans la plupart des cahiers des charges et contrats.

La ligne métier Achats rappelle régulièrement à ses parties prenantes le rôle du médiateur interne, notamment à l'occasion des rencontres fournisseurs, et dans les *newsletters* qui leur sont adressées. Une information sur le dispositif a été communiquée à l'ensemble des collaborateurs en 2024.

En externe, le processus de saisine du médiateur est visible sur l'espace fournisseur du site internet [1] du Groupe Crédit Agricole avec la mention de l'adresse mail générique de contact. Le site institutionnel de Crédit Agricole S.A. propose une vidéo du médiateur présentant ses missions.

Il n'y a pas eu de saisine fournisseur auprès du médiateur interne en 2025 au sein du groupe Crédit Agricole CIB.

4.2.3.4. INTÉGRER LES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIÉTAUX DANS LES ACHATS

RAPPEL DES PRINCIPES

L'intégration des critères RSE dans les processus achats repose sur :

- l'identification et la cartographie des risques et opportunités ;
- l'intégration des critères RSE dans le choix d'un bien ou d'un service, dans la sélection des fournisseurs.

◆ Plans d'actions

INTÉGRER LA NOTATION RSE DES FOURNISSEURS DANS LES PROCESSUS ACHATS

Le groupe Crédit Agricole CIB accorde une grande importance à la qualité de son approvisionnement et à la prévention des risques RSE. Dans ce cadre, la Direction des achats intègre la dimension RSE aux processus achats afin d'évaluer : d'une part la performance ESG propre aux fournisseurs, et d'autre part celle des biens et services achetés.

- **La performance RSE des fournisseurs** est évaluée périodiquement, notamment lors de l'entrée en relation, de la phase d'appel d'offres ou à l'occasion de campagnes d'évaluations dédiées. Pour cela, le groupe Crédit Agricole CIB s'appuie sur la notation par un tiers indépendant de confiance, EcoVadis, quand celle-ci est disponible. Si la notation EcoVadis du fournisseur n'atteint pas un seuil minimum, le fournisseur est invité à initier un plan de progrès visant à améliorer sa note.
- **L'évaluation RSE des biens et services achetés** se matérialise par des critères RSE dont le poids a été renforcé en 2025. Ces critères RSE représentent 20 % minimum de la note globale d'évaluation lors d'un dossier achats, ou 30 % minimum pour les catégories présentant des risques forts sur les enjeux environnementaux, sociaux et éthiques.

Les critères RSE, communs à tous les dossiers d'achats, se répartissent en 4 parties :

- l'évaluation du fournisseur par un tiers indépendant ;
- des critères d'évaluation sur la démarche des fournisseurs en termes d'inclusion ;
- des critères d'évaluation sur la démarche des fournisseurs relatifs à la décarbonation ;
- des critères spécifiques selon la catégorie d'achat.

Ce dispositif d'évaluation RSE des fournisseurs peut être complété par des audits sur sites initiés en partenariat avec d'autres banques et réalisés par un auditeur externe. Le processus d'audit sur site porte sur les volets suivants : droits humains, santé, sécurité et environnement, notamment pour des catégories d'achats et des fournisseurs communs au secteur bancaire.

1 *Le processus de saisine du médiateur est disponible sur le site :* https://www.credit-agricole.com/notre-groupe/vous-etes-fournisseur-ou-vous-souhaitez-le-devenir.

PILOTER LES RISQUES, ET NOTAMMENT LES RISQUES RSE

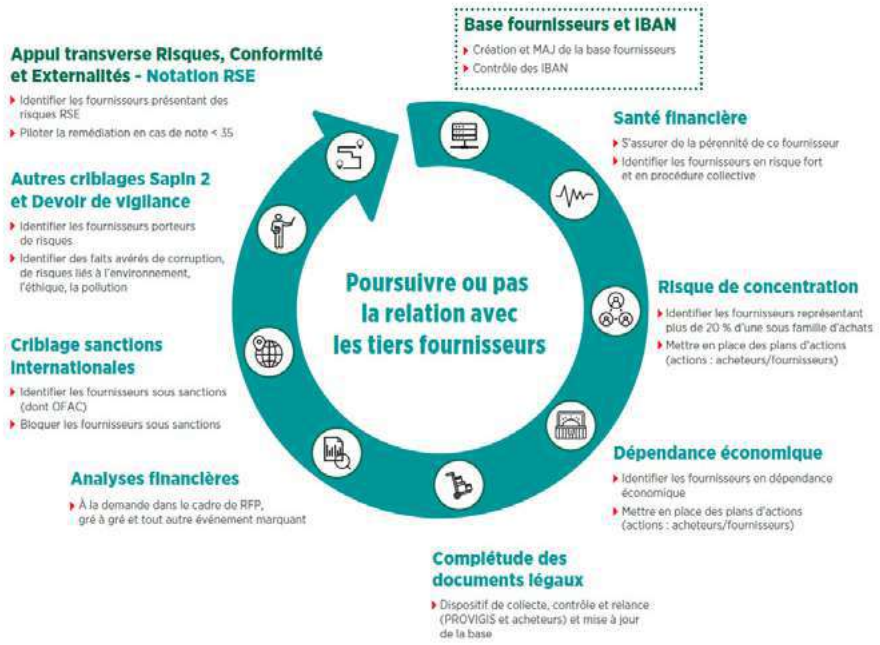
La Direction des achats s'est dotée d'un pôle « risques achats » dédié aux risques, à la conformité et aux contrôles permanents. L'objectif de ce pôle est de prévenir et de piloter les différents risques auxquels sont exposés les achats, à la fois en évitant de créer de potentiels impacts négatifs sur les fournisseurs, mais aussi en s'assurant de l'adéquation des méthodes de travail avec les exigences réglementaires.

La ligne métier Achats dispose d'un corpus global relatif à la connaissance du fournisseur *(Know your supplier - KYS)* destiné à présenter les indicateurs et processus mis en place, afin de maîtriser les risques liés aux fournisseurs dans le Groupe Crédit Agricole.

Ce dispositif comprend :

- une note de procédure « faitière » *KYS* qui reprend le périmètre et les éléments clés à retenir sur les données et les processus attendus, au sein des entités et au niveau de la Direction des achats ;
- trois notes de fonctionnement, plus opérationnelles et détaillées, relatives à l'identification des fournisseurs (définition des identifiants, responsabilités et traitements), au *scoring* des fournisseurs (définition de trois niveaux de risque - faible, moyen et fort - et conséquences opérationnelles) et au criblage des fournisseurs (au titre des sanctions internationales, de la loi Sapin II et des informations négatives orientées fraude/corruption et du devoir de vigilance).

Le processus complet de pilotage des risques est synthétisé dans le schéma ci-dessous :



Vision schématique des actions de pilotage des risques et de la conformité dans les achats.

La Direction des achats organise et concourt à la complétude des données fournisseurs, ainsi que leur enrichissement, notamment pour les parties liées (bénéficiaires effectifs, principaux actionnaires et dirigeants). Elle assure également le contrôle et le suivi des risques financiers, en lien avec les entités, notamment pour les aspects de santé financière, de dépendance économique et de concentration et assure également le pilotage de la collecte des documents légaux pour le compte et en lien avec les entités.

Cette connaissance des fournisseurs est un élément important pour l'application des prescriptions émises dans le cadre de la loi Sapin II et la loi sur le devoir de vigilance pour le volet « Connaissance des tiers », fournisseurs en particulier, ainsi que pour le respect des dispositifs normatifs attachés au respect des sanctions internationales.

Il permet ainsi de :

- fiabiliser le criblage des données fournisseurs ;
- établir un profil de risque fournisseurs et un score conformité homogène au sein du Groupe Crédit Agricole ;
- mettre en œuvre les mesures de vigilance constante, adaptées au degré de criticité des risques identifiés.

La ligne métier Achats dispose d'une instance spécifique au pilotage des risques incluant les aspects RSE et composée de représentants des différentes parties prenantes internes du Groupe Crédit Agricole. Elle se réunit trimestriellement pour évaluer les risques sur les aspects financiers, éthiques, environnementaux et sociaux. Ses décisions s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole.

Le groupe Crédit Agricole CIB bénéficie des diligences menées par la ligne métier Achats et décrit, dans son texte de gouvernance des achats, le processus *KYS* applicable à son périmètre. À l'instar de la ligne métier Achats, Crédit Agricole CIB partage les analyses de risques portant sur les dimensions financières, éthiques, environnementaux et sociaux lors d'un Comité semestriel intitulé « Comité des risques fournisseurs Crédit Agricole CIB ».

LES RISQUES RSE

La démarche de gestion des risques RSE pilotée par la Direction des achats Groupe Crédit Agricole intègre des éléments d'identification et d'évaluation des risques dans le processus des achats :

- elle s'appuie en premier lieu sur une **cartographie des risques RSE** par catégorie d'achats qui a été revue en 2025. Cette cartographie établie en partenariat avec plusieurs banques et accompagnée par l'Afnor, permet d'identifier et de hiérarchiser les catégories d'achats présentant des risques saillants au regard des domaines d'enjeux éthiques, sociaux et environnementaux. À ce titre, des catégories ayant un niveau de risque jugé plus élevé (travaux immobiliers, matériels et serveurs IT et télécom, fluides et énergie, véhicules et objets publicitaires), ont été identifiées et font l'objet d'un suivi renforcé dans lequel l'évaluation par un tiers de confiance est obligatoire ;
- à la signature du contrat, les fournisseurs sont invités à s'engager sur les principes énoncés dans la « **Charte achats responsables** », initiative commune à plusieurs banques-assurances

de la place et également à travers une clause spécifique relative au respect des droits sociaux et humains ;

- la Direction des achats de Crédit Agricole S.A. partage avec la banque BPCE, un **dispositif d'évaluation des risques** fournisseurs au titre de la corruption sur une plateforme commune. Ce dispositif répond aux obligations de la loi Sapin II et aux recommandations de l'Agence française anticorruption (AFA). En 2024, le dispositif a été étendu à la détection des risques liés à l'environnement et aux droits sociaux et humains ;
- enfin, le Groupe Crédit Agricole offre la possibilité aux collaborateurs de ses fournisseurs et partenaires d'activer un dispositif de signalement (*whistleblowing* [1]) s'ils sont témoins ou victimes de faits graves [2] ou contraires au Code de conduite et s'ils n'ont pu utiliser la voie hiérarchique de remontée des dysfonctionnements. Ce dispositif d'alerte, sous la responsabilité de la Direction de la conformité du Groupe Crédit Agricole, garantit la plus stricte confidentialité des données contenues dans l'alerte et de l'identité du lanceur d'alerte. Après avoir émis le signalement, le lanceur d'alerte reçoit un accusé de réception puis est informé de la recevabilité de son signalement dans les meilleurs délais. À la fin de l'instruction, le lanceur d'alerte est avisé de la clôture du dossier et des suites qui peuvent être données.

Pour plus de détails sur la procédure de traitement des alertes, se référer au Guide pratique à l'usage du lanceur d'alerte (https://www.credit-agricole.com/notre-groupe/ethique-et-conformite/lanceur-d-alerte).

Ces éléments sont strictement appliqués dans les processus achats du groupe Crédit Agricole CIB.

4.2.3.5. AGIR POUR LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE BAS-CARBONE DANS LA POLITIQUE ACHATS

Rappel des principes

- mobiliser tous les métiers pour transformer leur façon d'exercer, dans une démarche de sobriété carbone ;
- engager les fournisseurs à mesurer leur empreinte carbone et à réduire leurs émissions ;
- considérer le critère « poids carbone » dans l'évaluation, le référencement et le suivi des fournisseurs.

Plans d'actions

DÉPLOYER UNE TRAJECTOIRE BAS-CARBONE ACHATS

Le projet trajectoire bas-carbone achats participe à l'objectif du Groupe Crédit Agricole « Agir pour le climat et la transition vers une économie bas-carbone » et fait partie intégrante de la politique Groupe Crédit Agricole achats responsables, dans son volet environnemental. Des travaux de cadrage ont donné lieu à une première mesure de l'empreinte carbone des achats de biens et de services (*scope* 3.1) basée sur les dépenses externes associées en majorité à des facteurs d'émissions monétaires (issus de l'Ademe - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole. Il a permis d'identifier les familles d'achats les plus émissives.

Sur la base de ces travaux et sur le périmètre Crédit Agricole S.A., la Direction des achats Groupe a défini un objectif. Cet objectif se construit selon les exigences du SBTi spécifiques aux institutions financières pour les catégories 1-14 du *scope* 3 (empreinte hors financement). Crédit Agricole S.A. s'engage à réaliser 40 % de ses dépenses externes avec des fournisseurs ayant pris des objectifs de réduction basés sur la science d'ici 2027.

Parallèlement, une feuille de route est en cours reposant sur trois chantiers :

- cadrer et opérationnaliser une réduction des émissions en accompagnant l'ensemble des acteurs de l'écosystème achats vers un dispositif adapté et harmonisé ;
- mesurer et reporter les réductions d'émissions en prenant en compte les exigences liées au reporting ;
- définir et piloter un système de gouvernance avec les parties prenantes et partenaires du projet.

Pour répondre à ces enjeux, le parcours de professionnalisation de la ligne métier Achats a été enrichi de nouveaux modules de formation :

- une série « La Casa des achats responsables » a été créée et diffusée auprès de l'ensemble des collaborateurs de la ligne métier. Ce dispositif de sensibilisation, composé de plusieurs saisons et plusieurs épisodes, a vocation à adresser les principales thématiques portées par le projet sociétal : saison 1 « La RSE », saison 2 « La décarbonation » ;
- une majorité des collaborateurs de la ligne métiers achats a également suivi « La Fresque du climat ». L'occasion pour eux de comprendre les causes et conséquences du changement climatique ;
- en complément, un module de formation de 1h30 a été proposé à l'ensemble des acheteurs sur la décarbonation des achats (« Enjeux de la décarbonation et mon rôle en tant qu'acheteur. »).

Ce parcours de professionnalisation est décliné au sein de la Direction des achats du groupe Crédit Agricole CIB.

Afin d'aider ses fournisseurs PME à s'engager, Crédit Agricole S.A. a rejoint l'initiative de l'Alliance pour la décarbonation des PME, pilotée par Pacte PME et aux côtés de plusieurs grands groupes français. Elle accompagne les PME dans leur trajectoire de réduction carbone en leur proposant des programmes dédiés.

Enfin, Crédit Agricole a rejoint le collectif « Achats 2030 », composé de 30 acteurs engagés dans la transition écologique : 7 banques/assurances françaises, 12 fournisseurs stratégiques et des experts indépendants. Le collectif vise à harmoniser la comptabilité carbone des achats, identifier des leviers de décarbonation, et partager largement ses livrables. En 2025, les travaux ont porté sur les moyens de paiement, les prestations intellectuelles, les réseaux/téléphonie et le transport/fret.

Pour la première fois en 2025, Crédit Agricole S.A. est inscrit dans la liste A *« Supplier engagement assessment »* de *Carbon Disclosure Project* (organisation internationale à but non lucratif qui gère l'une des plus grandes bases de données environnementales au monde ; elle mesure la capacité des entreprises à mobiliser efficacement sur les enjeux climatiques - classement de A à D). Le Groupe s'est vu récompensé pour ses actions menées en faveur de l'engagement de ses fournisseurs (noté B en 2023, puis A en 2024).

1 *L'existence de ce dispositif est mentionnée sur la page dédiée aux lanceurs d'alerte du site internet du Crédit Agricole :* https://www.credit-agricole.com/notre-groupe/ethique-et-conformite/lanceur-d-alerte.

2 *Un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.*

4.2.4. Indicateurs et cibles

4.2.4.1. GESTION DE LA RELATION AVEC LES FOURNISSEURS [G1-2]

- Le périmètre de collecte de données considéré pour les métriques « Gestion de la relation avec les fournisseurs » est la France.
- Pour mesurer l'efficacité de sa démarche responsable dans la relation avec ses fournisseurs, le Groupe Crédit Agricole utilise les métriques suivantes :

Indicateur	Méthode de calcul	2025	2024
Part des dépenses réalisées par des entités immatriculées en France auprès de fournisseurs immatriculés en France	Somme des dépenses externes réalisées auprès de sociétés immatriculées en France (en €) / Total des dépenses externes France et international (en €)	70 %	68 %
Part des dépenses réalisées par des entités immatriculées en France auprès des TPE et PME immatriculées en France	Somme des dépenses externes réalisées auprès de PME immatriculées en France (en €) / Total des dépenses externes France (en €)	34,55 %	37,39 %
Montant de dépenses « Achats inclusifs » réalisées en France par des entités immatriculées en France (auprès du secteur du travail adapté et protégé)	Somme des dépenses auprès des entreprises « EA/ESAT » immatriculées en France (en €)	1 253 226 €	828 068 € [1]
Part des dépenses réalisées auprès de fournisseurs immatriculés en France et évalués RSE par un tiers indépendant.	Somme des dépenses auprès de fournisseurs immatriculés en France et ayant une notation RSE par un tiers indépendant (Ecovadis) (en €) / Total des dépenses externes France (en €)	48,10 %	49,08 %

1 Chiffre 2024 retraité suite à la mise à jour du paramétrage portant sur l'identification des entreprises qualifiées EA/ESAT dans notre système d'information

4.2.4.2. PRATIQUES EN MATIÈRE DE PAIEMENT [G1-6]

Les pratiques en matière de paiement sont suivies sur un périmètre couvrant la France, Hong Kong, Londres et Singapour, représentant ainsi 80 % de la collecte mondiale, sauf pour l'indicateur relatif aux PME qui est établi uniquement pour le périmètre France.

Afin de déployer une démarche responsable dans la relation avec ses fournisseurs, le Groupe Crédit Agricole utilise les trois indicateurs détaillés ci-après.

À noter :

- dans les tableaux suivants, la notion « Total » représente les calculs faits sur l'ensemble des fournisseurs et la notion « PME » inclut également les TPE ;
- le délai de paiement standard au sein du groupe Crédit Agricole CIB est de 60 jours calendaires à compter de la date d'émission de la facture.

▶ Délais moyens de paiement

Délais moyens de paiement (en jours calendaires)	2025	2024
Total	**22,53**	**20,71**
Dont PME	19,15	21,19

Le délai moyen de paiement consolidé correspond à la moyenne pondérée par l'ensemble du nombre de factures, entre la date de paiement de la facture et la date d'émission de la facture en jours calendaires.

Cible de niveau Groupe : demeurer inférieur à 40 jours. Le groupe Crédit Agricole CIB s'inscrit dans cette trajectoire.

▶ Factures payées dans les délais standards

Part des factures payées dans les délais standards		2025	2024
En montant (en %)	Total	94,5 %	93,6 %
	Dont PME	96,1 %	92,4 %
En nombre (en %)	Total	93,5 %	94,4 %
	Dont PME	96,7 %	94,0 %

À noter que la notion de « Total » représente les calculs faits sur l'ensemble des fournisseurs et la notion « PME » inclut également les TPE.

Indicateur	Méthode de calcul
Part de factures payées dans les délais standards, en montant (tous les fournisseurs)	(Total montant factures – montant factures payées en retard au-delà de 60 jours à la date de facture) / total montant factures
Part de factures payées dans les délais standards, en montant (fournisseurs PME)	(Total montant factures TPE et PME – montant factures payées en retard au-delà de 60 jours date de facture aux PME) / total montant factures PME
Part de factures payées dans les délais standards, en nombre (tous les fournisseurs)	(Total nombre de factures – nombre de factures payées en retard au-delà de 60 jours date de facture) / total nombre de factures
Part de factures payées dans les délais standards, en nombre (fournisseurs PME)	(Total nombre de factures PME - nombre de factures payées en retard au-delà de 60 jours date de facture aux PME) / total nombre de factures PME

Cible : tendre vers 100 % à horizon deux ans (au 31 décembre 2027).

▶ Procédures judiciaires en cours concernant des retards de paiement

Nombre de procédures judiciaires liées au retard dans le paiement des factures	2025	2024
Total	**0**	**0**

Indicateur	Méthode de calcul
Nombre de procédures judiciaires en cours sur la période de référence	Somme des procédures judiciaires liées au retard dans le paiement des factures sur la période de référence

Cible : tendre vers zéro au 31 décembre 2026.

1 Se référer au site du Crédit Agricole : https://www.credit-agricole.com/notre-groupe/vous-etes-fournisseur-ou-vous-souhaitez-le-devenir.

5. ANNEXES

5.1. Tableaux relatifs à la Taxonomie européenne (suite)

Tableau 1 - Actifs entrant dans le calcul du GAR - Vision Chiffre d'affaires vert des contreparties

		Valeur comptable brute totale	Dont éligible à la taxonomie	Dont aligné sur la taxonomie	Ventilation par objectif environnemental		
					Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)
1	**GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur**	**76 719 273 503**	**25 636 855 737**	**5 271 222 386**	**4 995 975 873**	**72 651 673**	**131 500 737**
2	**Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR**	**76 719 273 503**	**25 636 855 737**	**5 271 222 386**	**4 995 975 873**	**72 651 673**	**131 500 737**
3	**Entreprises financières**	**35 443 180 255**	**10 150 270 849**	**1 269 455 401**	**1 268 404 915**	**1 031 003**	**7 500**
4	Prêts et avances	30 958 472 525	8 524 742 813	1 077 286 931	1 076 433 505	838 794	4 731
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	4 293 160 654	1 618 066 969	191 094 124	190 897 765	191 507	2 769
6	Instruments de capitaux propres	191 547 075	7 461 067	1 074 347	1 073 645	702	0
7	**Entreprises non financières**	**38 678 510 742**	**13 580 183 527**	**4 001 766 985**	**3 727 570 959**	**71 620 670**	**131 493 237**
8	Prêts et avances	37 291 550 710	12 737 347 349	3 890 713 458	3 624 373 216	71 620 040	129 732 938
9	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	1 322 770 597	830 602 969	107 204 525	99 349 252	119	1 760 298
10	Instruments de capitaux propres	64 189 434	12 233 209	3 849 002	3 848 491	511	0
11	**Ménages**	**2 513 659 150**	**1 906 401 361**	**0**	**0**	**0**	
12	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	2 406 778 343	1 799 520 554	0	0	0	
13	dont prêts à la rénovation de bâtiments	106 880 807	106 880 807	0	0	0	
14	dont prêts pour véhicules à moteur			0	0		
15	**Financement d'administrations locales**	**83 923 357**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
16	Financement de logements	1 179 000	0	0	0	0	
17	Autres financements d'administrations locales	82 744 357	0	0	0	0	0
18	**Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux**		**0**	**0**	**0**		
19	**Expositions incluses sur base volontaire**						
20	**Total des actifs du GAR**	**76 719 273 503**					
21	**Autres actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR**						
22	**Administrations centrales et émetteurs supranationaux**	**32 760 347 209**					
23	**Expositions sur des banques centrales**	**94 915 374 966**					
24	**Portefeuille de négociation**	**443 996 490 312**					
25	**Entreprises et entités non soumises aux obligations de la CSRD**	**127 978 226 858**					
26	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD	45 203 377 793					
27	Prêts et avances	40 136 256 545					
28	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	6 469 911 228					
29	dont prêts à la rénovation de bâtiments	880 457 134					
30	Titres de créance	4 899 337 143					
31	Instruments de capitaux propres	167 784 105					
32	Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la CSRD	82 774 849 065					
33	Prêts et avances	81 850 445 353					
34	Titres de créance	798 643 393					
35	Instruments de capitaux propres	125 760 319					
36	**Dérivés**	**3 325 561 074**					
37	**Prêts interbancaires à vue**	**10 298 314 002**					
38	**Trésorerie et équivalents de trésorerie**	**7 263 947**					
39	**Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières, etc.)**	**49 371 049 481**					
40	**Total des actifs**	**839 371 901 352**					
	Exposition de hors bilan - Entreprises soumises aux obligations de publication de la CSRD et administrations locales						
41	Garanties financières	2 946 631 281	878 575 225	361 678 621	356 946 639	4 731 982	0
42	Actifs sous gestion	11 674 709 825	4 776 667 641	1 019 039 794	947 467 257	15 230 205	3 738 785
43	Dont titres de créance	4 105 439 779	1 363 914 857	357 696 772	335 856 407	3 831 808	2 973 588
44	Dont instruments de capitaux	7 485 777 131	3 412 702 058	661 336 726	611 604 560	11 398 391	765 197

	Ventilation par objectif environnemental			Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Exposi-tions non évaluées	Dont celles finançant des activités non significatives selon les contreparties **	Dont celles finançant des contreparties appliquant l'Article 7(9)	Dont non évaluées car considérées non significatives par l'établissement de crédit ***
	Économie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Écosystèmes (BIO)							
1	**70 552 734**	**541 369**	**0**	**453 222 247**	**663 131 057**	**2 022 874 764**				
2	**70 552 734**	**541 369**	**0**	**453 222 247**	**663 131 057**	**2 022 874 764**				
3	**10 288**	**1 695**	**0**	**29 243 253**	**57 117 940**	**143 379 055**				
4	8 739	1 162	0	29 243 253	56 084 652	140 537 194				
5	1 549	534	0		1 013 430	2 790 323				
6	0	0	0		19 858	51 538				
7	**70 542 446**	**539 673**	**0**	**423 978 994**	**606 013 117**	**1 879 495 709**				
8	64 448 405	538 859	0	423 978 994	582 358 926	1 803 985 767				
9	6 094 041	815	0		23 639 736	75 472 422				
10	0	0	0		14 456	37 519				
11	**0**			**0**	**0**	**0**				
12	0			0	0	0				
13	0			0	0	0				
14				0	0	0				
15	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**				
16	0			0	0	0				
17	0	0	0	0	0	0				
18				**0**	**0**	**0**				
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
32										
33										
34										
35										
36										
37										
38										
39										
40										
41	0	0	0	0	10 798 670	195 354 552				
42	44 283 245	8 309 222	11 081		84 994 660	37 762 088				
43	7 775 007	7 249 062	10 900		12 916 177	5 559 339				
44	36 508 238	1 060 159	181		72 078 328	32 202 346				

▶ Tableau 1 - Actifs entrant dans le calcul du GAR - Vision CAPEXs verts des contreparties

		Valeur comptable brute totale	Dont éligible à la taxonomie	Dont aligné sur la taxonomie	Ventilation par objectif environnemental		
					Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)
1	**GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur**	**76 719 273 503**	**30 324 782 422**	**9 258 798 466**	**8 853 390 222**	**94 783 377**	**234 755 406**
2	**Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR**	**76 719 273 503**	**30 324 782 422**	**9 258 798 466**	**8 853 390 222**	**94 783 377**	**234 755 406**
3	**Entreprises financières**	**35 443 180 255**	**10 420 498 602**	**1 821 631 500**	**1 818 290 763**	**736 767**	**2 587 701**
4	Prêts et avances	30 958 472 525	8 700 016 705	1 400 318 864	1 397 129 519	678 780	2 496 657
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	4 293 160 654	1 712 820 654	420 025 002	419 876 271	57 429	88 943
6	Instruments de capitaux propres	191 547 075	7 661 243	1 287 633	1 284 974	558	2 102
7	**Entreprises non financières**	**38 678 510 742**	**17 997 882 459**	**7 437 166 966**	**7 035 099 458**	**94 046 610**	**232 167 705**
8	Prêts et avances	37 291 550 710	17 212 680 862	7 286 856 126	6 890 758 536	92 206 896	230 912 190
9	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	1 322 770 597	760 215 925	139 720 405	133 752 423	1 839 307	1 253 985
10	Instruments de capitaux propres	64 189 434	24 985 672	10 590 435	10 588 499	406	1 530
11	**Ménages**	**2 513 659 150**	**1 906 401 361**	**0**	**0**	**0**	
12	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	2 406 778 343	1 799 520 554	0	0	0	
13	dont prêts à la rénovation de bâtiments	106 880 807	106 880 807	0	0	0	
14	dont prêts pour véhicules à moteur			0	0		
15	**Financement d'administrations locales**	**83 923 357**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
16	Financement de logements	1 179 000	0	0	0	0	
17	Autres financements d'administrations locales	82 744 357	0	0	0	0	0
18	**Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux**		**0**	**0**	**0**		
19	**Expositions incluses sur base volontaire**						
20	**Total des actifs du GAR**	**76 719 273 503**					
21	**Autres actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR**						
22	**Administrations centrales et émetteurs supranationaux**	**32 760 347 209**					
23	**Expositions sur des banques centrales**	**94 915 374 966**					
24	**Portefeuille de négociation**	**443 996 490 312**					
25	**Entreprises et entités non soumises aux obligations de la CSRD**	**127 978 226 858**					
26	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD	45 203 377 793					
27	Prêts et avances	40 136 256 545					
28	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	6 469 911 228					
29	dont prêts à la rénovation de bâtiments	880 457 134					
30	Titres de créance	4 899 337 143					
31	Instruments de capitaux propres	167 784 105					
32	Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la CSRD	82 774 849 065					
33	Prêts et avances	81 850 445 353					
34	Titres de créance	798 643 393					
35	Instruments de capitaux propres	125 760 319					
36	**Dérivés**	**3 325 561 074**					
37	**Prêts interbancaires à vue**	**10 298 314 002**					
38	**Trésorerie et équivalents de trésorerie**	**7 263 947**					
39	**Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières, etc.)**	**49 371 049 481**					
40	**Total des actifs**	**839 371 901 352**					
	Exposition de hors bilan - Entreprises soumises aux obligations de publication de la CSRD et administrations locales						
41	Garanties financières	2 946 631 281	1 068 930 208	524 730 081	521 228 305	3 501 775	0
42	Actifs sous gestion	11 674 709 825	4 914 771 093	1 309 593 854	1 251 217 353	20 388 257	3 563 976
43	Dont titres de créance	4 105 439 779	1 577 070 880	545 487 519	508 777 029	20 035 121	2 948 594
44	Dont instruments de capitaux	7 485 777 131	3 337 648 495	764 098 742	742 432 753	353 131	615 366

	Ventilation par objectif environnemental			Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Exposi-tions non évaluées	Dont celles finançant des activités non significatives selon les contreparties **	Dont celles finançant des contreparties appliquant l'Article 7(9)	Dont non évaluées car considérées non significatives par l'établissement de crédit ***
	Économie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Écosystèmes (BIO)							
1	**73 344 180**	**2 518 028**	**7 253**	**453 222 247**	**645 735 565**	**3 589 700 720**				
2	**73 344 180**	**2 518 028**	**7 253**	**453 222 247**	**645 735 565**	**3 589 700 720**				
3	**6 054**	**2 960**	**7 253**	**29 243 253**	**138 086 713**	**285 979 319**				
4	4 211	2 444	7 253	29 243 253	135 266 211	281 335 817				
5	1 843	516	0		2 760 018	4 550 313				
6	0	0	0		60 485	93 189				
7	**73 338 126**	**2 515 068**	**0**	**423 978 994**	**507 648 852**	**3 303 721 401**				
8	70 463 436	2 515 068	0	423 978 994	494 582 239	3 221 177 392				
9	2 874 690	0	0		11 516 670	82 429 254				
10	0	0	0		1 549 942	114 756				
11	**0**			**0**	**0**	**0**				
12	0			0	0	0				
13	0			0	0	0				
14				0	0	0				
15	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**				
16	0			0	0	0				
17	0	0	0	0	0	0				
18				**0**	**0**	**0**				
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
32										
33										
34										
35										
36										
37										
38										
39										
40										
41	0	0	0	0	19 416 050	152 298 585				
42	24 911 111	9 469 518	43 639		96 505 680	19 404 704				
43	5 366 231	8 338 445	22 100		33 115 608	2 336 291				
44	19 544 880	1 131 073	21 539		63 389 599	17 067 711				

▶ Tableau 1 - Actifs entrants dans le calcul du GAR Flux (sur la base du chiffre d'affaires vert des contreparties)

		Valeur comptable brute totale	Dont éligible à la taxonomie	Dont aligné sur la taxonomie	Ventilation par objectif environnemental		
					Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)
1	**GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur**	**24 855 155 013**	**6 966 333 080**	**1 672 022 671**	**1 578 931 261**	**33 157 103**	**10 239 930**
2	**Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR**	**24 855 155 013**	**6 966 333 080**	**1 672 022 671**	**1 578 931 261**	**33 157 103**	**10 239 930**
3	**Entreprises financières**	**11 622 320 197**	**2 848 918 998**	**364 382 988**	**363 948 702**	**419 803**	**5 500**
4	Prêts et avances	10 025 483 910	2 520 622 634	312 446 442	312 181 032	255 780	2 731
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	1 442 704 559	323 358 274	51 323 632	51 155 290	163 489	2 769
6	Instruments de capitaux propres	154 131 728	4 938 090	612 914	612 380	534	0
7	**Entreprises non financières**	**12 427 144 852**	**3 403 417 314**	**1 307 639 683**	**1 214 982 558**	**32 737 300**	**10 234 430**
8	Prêts et avances	12 119 787 465	3 265 367 219	1 288 194 414	1 199 569 368	32 736 706	8 479 290
9	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	278 775 490	133 228 682	18 713 905	14 682 301	119	1 755 141
10	Instruments de capitaux propres	28 581 898	4 821 412	731 364	730 888	475	0
11	**Ménages**	**805 689 964**	**713 996 768**	**0**	**0**	**0**	
12	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	769 546 984	677 853 789	0	0	0	
13	dont prêts à la rénovation de bâtiments	36 142 979	36 142 979	0	0	0	
14	dont prêts pour véhicules à moteur			0	0		
15	**Financement d'administrations locales**						
16	Financement de logements						
17	Autres financements d'administrations locales	0	0	0	0	0	0
18	**Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux**	**0**	**0**	**0**	**0**		
19	**Expositions incluses sur base volontaire**						
20	**Total des actifs du GAR**	**24 855 155 013**					
21	**Autres actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR**						
22	**Administrations centrales et émetteurs supranationaux**	**19 269 726 637**					
23	**Expositions sur des banques centrales**	**94 361 284 940**					
24	**Portefeuille de négociation**	**25 363 391 637**					
25	**Entreprises et entités non soumises aux obligations de la CSRD**	**53 407 751 326**					
26	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD	16 256 797 400					
27	Prêts et avances	13 676 147 550					
28	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	1 787 437 571					
29	dont prêts à la rénovation de bâtiments	124 063 380					
30	Titres de créance	2 526 601 676					
31	Instruments de capitaux propres	54 048 174					
32	Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la CSRD	37 150 953 926					
33	Prêts et avances	36 791 068 205					
34	Titres de créance	307 537 761					
35	Instruments de capitaux propres	52 347 960					
36	**Dérivés**	**0**					
37	**Prêts interbancaires à vue**	**3 113 847 578**					
38	**Trésorerie et équivalents de trésorerie**	**0**					
39	**Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières, etc.)**	**3 585 845 030**					
40	**Total des actifs**	**223 957 002 161**					
	Exposition de hors bilan - Entreprises soumises aux obligations de publication de la CSRD et administrations locales						
41	Garanties financières	1 596 433 616	507 629 224	233 589 671	230 495 448	3 094 223	0
42	Actifs sous gestion	(2 176 792 270)	(125 111 355)	(25 737 860)	(29 726 285)	(27 989 681)	1 598 174
43	Dont titres de créance	(1 082 902 547)	(357 179 810)	(5 327 278)	(11 882 881)	(2 588 047)	1 227 093
44	Dont instruments de capitaux	(938 832 817)	232 126 097	(20 411 582)	(17 844 449)	(25 401 590)	371 080

	Ventilation par objectif environnemental			Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Exposi-tions non évaluées	Dont celles finançant des activités non significatives selon les contreparties **	Dont celles finançant des contreparties appliquant l'Article 7(9)	Dont non évaluées car considérées non significatives par l'établissement de crédit ***
	Économie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Écosystèmes (BIO)							
1	**49 684 914**	**9 463**	**0**	**236 417 232**	**229 894 961**	**789 871 164**				
2	**49 684 914**	**9 463**	**0**	**236 417 232**	**229 894 961**	**789 871 164**				
3	**8 288**	**695**	**0**	**0**	**8 756 382**	**44 136 008**				
4	6 739	161	0		8 238 672	42 596 999				
5	1 549	534	0		502 602	1 499 797				
6	0	0	0		15 108	39 212				
7	**49 676 627**	**8 768**	**0**	**236 417 232**	**221 138 579**	**745 735 156**				
8	47 401 096	7 953	0	236 417 232	220 967 405	730 132 703				
9	2 275 530	815	0		157 733	15 567 567				
10	0	0	0		13 441	34 885				
11	**0**			**0**	**0**	**0**				
12	0			0	0	0				
13	0			0	0	0				
14				0	0	0				
15										
16										
17	0	0	0	0	0	0				
18				**0**	**0**	**0**				
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
32										
33										
34										
35										
36										
37										
38										
39										
40										
41	0	0	0	0	2 766 662	136 383 436				
42	26 390 636	3 978 215	11 081		29 351 366	(467 251 321)				
43	4 531 722	3 373 934	10 900		(12 147 273)	(187 872 685)				
44	21 858 914	604 282	181		41 498 484	(279 379 039)				

▶ Tableau 1 - Actifs entrants dans le calcul du GAR Flux (sur la base des CAPEX verts des contreparties)

		Valeur comptable brute totale	Dont éligible à la taxonomie	Dont aligné sur la taxonomie	Ventilation par objectif environnemental		
					Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)
1	**GAR - Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur**	**24 855 155 013**	**8 307 382 634**	**2 399 834 869**	**2 327 285 939**	**41 746 194**	**2 835 072**
2	**Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR**	**24 855 155 013**	**8 307 382 634**	**2 399 834 869**	**2 327 285 939**	**41 746 194**	**2 835 072**
3	**Entreprises financières**	**11 622 320 197**	**2 941 053 879**	**463 493 648**	**462 435 063**	**254 167**	**791 151**
4	Prêts et avances	10 025 483 910	2 609 613 396	405 877 233	404 900 582	215 302	750 441
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	1 442 704 559	326 405 001	56 877 052	56 797 142	38 440	39 111
6	Instruments de capitaux propres	154 131 728	5 035 482	739 363	737 339	425	1 599
7	**Entreprises non financières**	**12 427 144 852**	**4 652 331 987**	**1 936 341 221**	**1 864 850 876**	**41 492 027**	**2 043 922**
8	Prêts et avances	12 119 787 465	4 525 595 094	1 912 557 658	1 844 149 543	40 670 878	788 514
9	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	278 775 490	121 811 933	22 761 388	19 680 957	820 771	1 253 985
10	Instruments de capitaux propres	28 581 898	4 924 961	1 022 176	1 020 376	378	1 423
11	**Ménages**	**805 689 964**	**713 996 768**	**0**	**0**	**0**	
12	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	769 546 984	677 853 789	0	0	0	
13	dont prêts à la rénovation de bâtiments	36 142 979	36 142 979	0	0	0	
14	dont prêts pour véhicules à moteur			0	0		
15	**Financement d'administrations locales**						
16	Financement de logements						
17	Autres financements d'administrations locales	0	0	0	0	0	0
18	**Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux**	**0**	**0**	**0**	**0**		
19	**Expositions incluses sur base volontaire**						
20	**Total des actifs du GAR**	**24 855 155 013**					
21	**Autres actifs n'entrant pas dans le calcul du GAR**						
22	**Administrations centrales et émetteurs supranationaux**	**19 269 726 637**					
23	**Expositions sur des banques centrales**	**94 361 284 940**					
24	**Portefeuille de négociation**	**25 363 391 637**					
25	**Entreprises et entités non soumises aux obligations de la CSRD**	**53 407 751 326**					
26	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la CSRD	16 256 797 400					
27	Prêts et avances	13 676 147 550					
28	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux	1 787 437 571					
29	dont prêts à la rénovation de bâtiments	124 063 380					
30	Titres de créance	2 526 601 676					
31	Instruments de capitaux propres	54 048 174					
32	Contreparties de pays tiers non soumises aux obligations de publication de la CSRD	37 150 953 926					
33	Prêts et avances	36 791 068 205					
34	Titres de créance	307 537 761					
35	Instruments de capitaux propres	52 347 960					
36	**Dérivés**	**0**					
37	**Prêts interbancaires à vue**	**3 113 847 578**					
38	**Trésorerie et équivalents de trésorerie**	**0**					
39	**Autres catégories d'actifs (goodwill, matières premières, etc.)**	**3 585 845 030**					
40	**Total des actifs**	**223 957 002 161**					
	Exposition de hors bilan - Entreprises soumises aux obligations de publication de la CSRD et administrations locales						
41	Garanties financières	1 596 433 616	638 377 095	308 341 941	306 198 616	2 143 325	0
42	Actifs sous gestion	(2 176 792 271)	(269 088 291)	(384 342 433)	(421 789 358)	16 099 913	1 876 193
43	Dont titres de créance	(1 082 902 547)	(387 436 506)	(18 966 444)	(45 173 682)	18 170 435	1 510 985
44	Dont instruments de capitaux	(938 832 816)	118 407 924	(365 375 683)	(376 615 445)	(2 070 429)	365 191

	Ventilation par objectif environnemental			Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Exposi-tions non évaluées	Dont celles finançant des activités non significatives selon les contreparties **	Dont celles finançant des contreparties appliquant l'Article 7(9)	Dont non évaluées car considérées non significatives par l'établissement de crédit ***
	Économie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Écosystèmes (BIO)							
1	**27 945 584**	**14 827**	**7 253**	**236 417 232**	**192 621 447**	**1 014 010 428**				
2	**27 945 584**	**14 827**	**7 253**	**236 417 232**	**192 621 447**	**1 014 010 428**				
3	**5 054**	**960**	**7 253**	**0**	**33 599 466**	**84 063 349**				
4	3 211	444	7 253		32 271 680	81 736 293				
5	1 843	516	0		1 281 767	2 256 812				
6	0	0	0		46 019	70 244				
7	**27 940 530**	**13 867**	**0**	**236 417 232**	**159 021 981**	**929 947 080**				
8	26 934 855	13 867	0	236 417 232	157 726 447	916 385 755				
9	1 005 675	0	0		1 212 819	13 499 061				
10	0	0	0		82 714	62 264				
11	**0**			**0**	**0**	**0**				
12	0			0	0	0				
13	0			0	0	0				
14				0	0	0				
15										
16										
17	0	0	0	0	0	0				
18				**0**	**0**	**0**				
19										
20										
21										
22										
23										
24										
25										
26										
27										
28										
29										
30										
31										
32										
33										
34										
35										
36										
37										
38										
39										
40										
41	0	0	0	0	8 381 220	73 943 379				
42	15 066 005	4 361 251	43 563		(15 432 887)	(717 560 620)				
43	2 409 332	4 094 387	22 100		(11 372 081)	(289 931 963)				
44	12 656 674	266 864	21 464		(4 061 278)	(427 629 360)				

Tableau 2 - GAR Informations par secteur - Vision Chiffre d'affaires vert des contreparties

	Ventilation par secteur – niveau à 4 chiffres de la NACE (code et intitulé)	Valeur comptable brute totale	Dont éligible à la taxonomie	Dont aligné sur la taxonomie	Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)
1	3511 - Production d'électricité	4 353 094 238	1 779 084 000	1 481 175 146	1 300 973 098	63 258 050	116 943 924	0	74	0
2	2410 - Sidérurgie	4 017 359 413	3 145 704 241	55 312 070	55 285 868	0	0	26 202	0	0
3	4719 - Grands magasins	2 011 220 994	3 685 353	781 602	781 602	0	0	0	0	0
4	6110 - Télécommunications filaires	1 960 281 946	70 298 690	8 746 888	93 052	0	0	8 653 836	0	0
5	5020 - Transports maritimes et côtiers de frêt	1 549 248 842	1 282 843 838	1 316 987	1 316 987	0	0	0	0	1 113 966
6	6190 - Autres activités de télécommunication	1 356 467 948	22 345 084	672 452	342 658	246 596	25 533	57 665	0	0
7	3514 - Commerce d'électricité	1 188 011 596	283 695 165	211 246 399	206 193 615	4 025 223	159 408	508 447	359 705	0
8	1920 - Raffinage du pétrole	1 164 938 841	72 920 747	19 244 377	19 244 377	0	0	0	0	0
9	2910 - Construction de véhicules automobiles	1 093 015 901	885 656 411	234 966 738	232 874 221	0	1 048 705	1 043 811	0	0
10	5110 - Transports aériens de passagers	1 000 246 291	93 177 111	0	0	0	0	0	0	0
11	Activités nucléaire *	121 859 105	121 859 105	121 597 699						
12	Activités gaz fossile **	282 970 270	282 970 270	1 447 686						
13	Dont expositions non évaluées ***									

* *Section 4.26, 4.27 et 4.28 des Annexes I et II du Règlement délégué 2021/2139*
** *Section 4.29, 4.30 et 4.31 des Annexes I et II du Règlement délégué 2021/2139*
*** *Conformément à l'article 7(8) du Règlement délégué provisoire*

Tableau 2 - GAR Informations par secteur - Vision CAPEXs verts des contreparties

	Ventilation par secteur – niveau à 4 chiffres de la NACE (code et intitulé)	Valeur comptable brute totale	Dont éligible à la taxonomie	Dont aligné sur la taxonomie	Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)
1	3511 - Production d'électricité	4 353 094 238	3 307 238 167	3 074 005 065	2 793 824 020	67 821 508	208 870 417	3 489 121	0	0
2	2410 - Sidérurgie	4 017 359 413	2 592 096 216	201 660 700	201 252 466	0	0	408 234	0	0
3	4719 - Grands magasins	2 011 220 994	982 869 519	252 192 733	252 192 733	0	0	0	0	0
4	6110 - Télécommunications filaires	1 960 281 946	143 000 669	4 931 756	930 520	0	0	4 001 236	0	0
5	5020 - Transports maritimes et côtiers de frêt	1 549 248 842	1 286 402 060	432 254	432 254	0	0	0	0	0
6	6190 - Autres activités de télécommunication	1 356 467 948	60 681 605	681 707	246 116	78 951	672	355 968	0	0
7	3514 - Commerce d'électricité	1 188 011 596	771 022 751	689 553 638	688 028 890	0	493 632	571 262	459 854	0
8	1920 - Raffinage du pétrole	1 164 938 841	214 633 046	158 983 616	158 983 616	0	0	0	0	0
9	2910 - Construction de véhicules automobiles	1 093 015 901	867 856 980	302 418 349	302 411 008	0	0	7 341	0	0
10	5110 - Transports aériens de passagers	1 000 246 291	93 177 111	0	0	0	0	0	0	0
11	Activités nucléaire *	106 656 686	106 656 686	106 498 768						
12	Activités gaz fossile **	215 864 078	215 864 078	1 366 824						
13	Dont expositions non évaluées ***									

* *Section 4.26, 4.27 et 4.28 des Annexes I et II du Règlement délégué 2021/2139*
** *Section 4.29, 4.30 et 4.31 des Annexes I et II du Règlement délégué 2021/2139*
*** *Conformément à l'article 7(8) du Règlement délégué provisoire*

Tableau 3 - ICP GAR Encours - Vision Chiffre d'affaires vert des contreparties)

	% (du total des actifs couverts au dénominateur)	Éligible à la Taxonomie	Aligné sur la Taxonomie	Ventilation par objectif environnemental						Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Part des expositions alignées sur la taxonomie parmi celles éligibles à la taxonomie	Expositions non évaluées **
				Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)					
1	**GAR – Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur**	**33,42 %**	**6,87 %**	**6,51 %**	**0,09 %**	**0,17 %**	**0,09 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,59 %**	**0,86 %**	**2,64 %**	**20,56 %**	
2	**Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR**	**33,42 %**	**6,87 %**	**6,51 %**	**0,09 %**	**0,17 %**	**0,09 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,59 %**	**0,86 %**	**2,64 %**	**20,56 %**	
3	**Entreprises financières**	**28,64 %**	**3,58 %**	**3,58 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,08 %**	**0,16 %**	**0,40 %**	**12,51 %**	
4	Prêts et avances	27,54 %	3,48 %	3,48 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,09 %	0,18 %	0,45 %	12,64 %	
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	37,69 %	4,45 %	4,45 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,02 %	0,06 %	11,81 %	
6	Instruments de capitaux propres	3,90 %	0,56 %	0,56 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,01 %	0,03 %	14,40 %	
7	**Entreprises non financières**	**35,11 %**	**10,35 %**	**9,64 %**	**0,19 %**	**0,34 %**	**0,18 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**1,10 %**	**1,57 %**	**4,86 %**	**29,47 %**	
8	Prêts et avances	34,16 %	10,43 %	9,72 %	0,19 %	0,35 %	0,17 %	0,00 %	0,00 %	1,14 %	1,56 %	4,84 %	30,55 %	
9	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	62,79 %	8,10 %	7,51 %	0,00 %	0,13 %	0,46 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	1,79 %	5,71 %	12,91 %	
10	Instruments de capitaux propres	19,06 %	6,00 %	6,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,02 %	0,06 %	31,46 %	
11	**Ménages**	**75,84 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**		**0,00 %**			**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	
12	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	74,77 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
13	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
14	dont prêts pour véhicules à moteur													
15	**Financement d'administrations locales**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**		
16	Financement de logements	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %		
17	Autres financements d'administrations locales	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		
18	**Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux**													
19	**Expositions incluses sur base volontaire**													
20	**GAR - Total des actifs GAR**	**33,42 %**	**6,87 %**	**6,51 %**	**0,09 %**	**0,17 %**	**0,09 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,59 %**	**0,86 %**	**2,64 %**	**20,56 %**	

▶ Tableau 3 - ICP GAR Encours - Vision CAPEXs verts des contreparties

	% (du total des actifs couverts au dénominateur)	Éligible à la Taxonomie	Aligné sur la Taxonomie	Ventilation par objectif environnemental						Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Part des expositions alignées sur la taxonomie parmi celles éligibles à la taxonomie	Expositions non évaluées **
				Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)					
1	**GAR – Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur**	**39,53 %**	**12,07 %**	**11,54 %**	**0,12 %**	**0,31 %**	**0,10 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,59 %**	**0,84 %**	**4,68 %**	**30,53 %**	
2	**Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR**	**39,53 %**	**12,07 %**	**11,54 %**	**0,12 %**	**0,31 %**	**0,10 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,59 %**	**0,84 %**	**4,68 %**	**30,53 %**	
3	**Entreprises financières**	**29,40 %**	**5,14 %**	**5,13 %**	**0,00 %**	**0,01 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,08 %**	**0,39 %**	**0,81 %**	**17,48 %**	
4	Prêts et avances	28,10 %	4,52 %	4,51 %	0,00 %	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,09 %	0,44 %	0,91 %	16,10 %	
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	39,90 %	9,78 %	9,78 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,06 %	0,11 %	24,52 %	
6	Instruments de capitaux propres	4,00 %	0,67 %	0,67 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,03 %	0,05 %	16,81 %	
7	**Entreprises non financières**	**46,53 %**	**19,23 %**	**18,19 %**	**0,24 %**	**0,60 %**	**0,19 %**	**0,01 %**	**0,00 %**	**1,10 %**	**1,31 %**	**8,54 %**	**41,32 %**	
8	Prêts et avances	46,16 %	19,54 %	18,48 %	0,25 %	0,62 %	0,19 %	0,01 %	0,00 %	1,14 %	1,33 %	8,64 %	42,33 %	
9	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	57,47 %	10,56 %	10,11 %	0,14 %	0,09 %	0,22 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,87 %	6,23 %	18,38 %	
10	Instruments de capitaux propres	38,92 %	16,50 %	16,50 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		2,41 %	0,18 %	42,39 %	
11	**Ménages**	**75,84 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**		**0,00 %**			**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	
12	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	74,77 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
13	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
14	dont prêts pour véhicules à moteur													
15	**Financement d'administrations locales**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**		
16	Financement de logements	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %		
17	Autres financements d'administrations locales	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		
18	**Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux**													
19	**Expositions incluses sur base volontaire**													
20	**GAR - Total des actifs GAR**	**39,53 %**	**12,07 %**	**11,54 %**	**0,12 %**	**0,31 %**	**0,10 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,59 %**	**0,84 %**	**4,68 %**	**30,53 %**	

▶ Tableau 4 - ICP GAR Flux - Vision Chiffre d'affaires vert des contreparties

	% (du total des actifs couverts correspondant au dénominateur)	Eligible à la Taxonomie	Aligné sur la Taxonomie	Ventilation par objectif environnemental						Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Part des expositions alignées sur la taxonomie parmi celles éligibles à la taxonomie	Expositions non évaluées **
				Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)					
1	**GAR – Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur**	**28,03 %**	**6,73 %**	**6,35 %**	**0,13 %**	**0,04 %**	**0,20 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,95 %**	**0,92 %**	**3,18 %**	**24,00 %**	
2	**Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR**	**28,03 %**	**6,73 %**	**6,35 %**	**0,13 %**	**0,04 %**	**0,20 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,95 %**	**0,92 %**	**3,18 %**	**24,00 %**	
3	**Entreprises financières**	**24,51 %**	**3,14 %**	**3,13 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,08 %**	**0,38 %**	**12,79 %**	
4	Prêts et avances	25,14 %	3,12 %	3,11 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,08 %	0,42 %	12,40 %	
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	22,41 %	3,56 %	3,55 %	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,03 %	0,10 %	15,87 %	
6	Instruments de capitaux propres	3,20 %	0,40 %	0,40 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,01 %	0,03 %	12,41 %	
7	**Entreprises non financières**	**27,39 %**	**10,52 %**	**9,78 %**	**0,26 %**	**0,08 %**	**0,40 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**1,90 %**	**1,78 %**	**6,00 %**	**38,42 %**	
8	Prêts et avances	26,94 %	10,63 %	9,90 %	0,27 %	0,07 %	0,39 %	0,00 %	0,00 %	1,95 %	1,82 %	6,02 %	39,45 %	
9	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	47,79 %	6,71 %	5,27 %	0,00 %	0,63 %	0,82 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,06 %	5,58 %	14,05 %	
10	Instruments de capitaux propres	16,87 %	2,56 %	2,56 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,05 %	0,12 %	15,17 %	
11	**Ménages**	**88,62 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**		**0,00%**			**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	
12	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	88,08 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
13	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
14	dont prêts pour véhicules à moteur													
15	**Financement d'administrations locales**													
16	Financement de logements													
17	Autres financements d'administrations locales													
18	**Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux**													
19	**Expositions incluses sur base volontaire**													
20	**GAR - Total des actifs GAR**	**28,03 %**	**6,73 %**	**6,35 %**	**0,13 %**	**0,04 %**	**0,20 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,95 %**	**0,92 %**	**3,18 %**	**24,00 %**	

▶ Tableau 4 - ICP GAR Flux - Vision CAPEXs verts des contreparties

	% (du total des actifs couverts correspondant au dénominateur)	Eligible à la Taxonomie	Aligné sur la Taxonomie	Ventilation par objectif environnemental						Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Part des expositions alignées sur la taxonomie parmi celles éligibles à la taxonomie	Expositions non évaluées **
				Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)					
1	**GAR – Actifs couverts par le numérateur et le dénominateur**	**33,42 %**	**9,66 %**	**9,36 %**	**0,17 %**	**0,01 %**	**0,11 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,95 %**	**0,77 %**	**4,08 %**	**28,89 %**	
2	**Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR**	**33,42 %**	**9,66 %**	**9,36 %**	**0,17 %**	**0,01 %**	**0,11 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,95 %**	**0,77 %**	**4,08 %**	**28,89 %**	
3	**Entreprises financières**	**25,31 %**	**3,99 %**	**3,98 %**	**0,00 %**	**0,01 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,29 %**	**0,72 %**	**15,76 %**	
4	Prêts et avances	26,03 %	4,05 %	4,04 %	0,00 %	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,32 %	0,82 %	15,55 %	
5	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	22,62 %	3,94 %	3,94 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,09 %	0,16 %	17,43 %	
6	Instruments de capitaux propres	3,27 %	0,48 %	0,48 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,03 %	0,05 %	14,68 %	
7	**Entreprises non financières**	**37,44 %**	**15,58 %**	**15,01 %**	**0,33 %**	**0,02 %**	**0,22 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**1,90 %**	**1,28 %**	**7,48 %**	**41,62 %**	
8	Prêts et avances	37,34 %	15,78 %	15,22 %	0,34 %	0,01 %	0,22 %	0,00 %	0,00 %	1,95 %	1,30 %	7,56 %	42,26 %	
9	Titres de créance, y compris dont l'utilisation du produit de l'émission est spécifique (UoP)	43,70 %	8,16 %	7,06 %	0,29 %	0,45 %	0,36 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,44 %	4,84 %	18,69 %	
10	Instruments de capitaux propres	17,23 %	3,58 %	3,57 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,29 %	0,22 %	20,76 %	
11	**Ménages**	**88,62 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**		**0,00 %**			**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	
12	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	88,08 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
13	dont prêts à la rénovation de bâtiments	100,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %		0,00 %			0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	
14	dont prêts pour véhicules à moteur													
15	**Financement d'administrations locales**													
16	Financement de logements													
17	Autres financements d'administrations locales													
18	**Sûretés obtenues par saisie : biens immobiliers résidentiels et commerciaux**													
19	**Expositions incluses sur base volontaire**													
20	**GAR - Total des actifs GAR**	**33,42 %**	**9,66 %**	**9,36 %**	**0,17 %**	**0,01 %**	**0,11 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**0,95 %**	**0,77 %**	**4,08 %**	**28,89 %**	

Tableau 5 - ICP des expositions de hors bilan - Vision Chiffre d'affaires vert des contreparties

	% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)	Eligible à la Taxonomie	Aligné sur la Taxonomie	Ventilation par objectif environnemental						Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Expositions non évaluées **
				Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)				
1	Garanties financières (ICP FinGuar)	29,82 %	12,27 %	12,11 %	0,16 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,37 %	6,63 %	
2	Actifs sous gestion (ICP AuM)	40,91 %	8,73 %	8,12 %	0,13 %	0,03 %	0,38 %	0,07 %	0,00 %	0,00 %	0,73 %	0,32 %	

Tableau 5 - ICP des expositions de hors bilan - Vision CAPEXs verts des contreparties

	% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)	Eligible à la Taxonomie	Aligné sur la Taxonomie	Ventilation par objectif environnemental						Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Expositions non évaluées **
				Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)				
1	Garanties financières (ICP FinGuar)	36,28 %	17,81 %	17,69 %	0,12 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,66 %	5,17 %	
2	Actifs sous gestion (ICP AuM)	42,10 %	11,22 %	10,72 %	0,17 %	0,03 %	0,21 %	0,08 %	0,00 %	0,00 %	0,83 %	0,17 %	

Tableau 5 - Vision Flux - ICP des expositions de hors bilan - Vision Chiffre d'affaires vert des contreparties

	% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)	Eligible à la Taxonomie	Aligné sur la Taxonomie	Ventilation par objectif environnemental						Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Expositions non évaluées **
				Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)				
1	Garanties financières (ICP FinGuar)	31,80 %	14,63 %	14,44 %	0,19 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,17 %	8,54 %	
2	Actifs sous gestion (ICP AuM)	5,75 %	1,18 %	1,37 %	1,29 %	-0,07 %	-1,21 %	-0,18 %	0,00 %	0,00 %	-1,35 %	21,47 %	

Tableau 5 - Vision Flux - ICP des expositions de hors bilan - Vision CAPEXs verts des contreparties)

	% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)	Eligible à la Taxonomie	Aligné sur la Taxonomie	Ventilation par objectif environnemental						Dont utilisation du produit	Dont transitoire	Dont habilitant	Expositions non évaluées **
				Atténuation du changement climatique (CCM)	Adaptation au changement climatique (CCA)	Ressources aquatiques et marines (RAM)	Economie circulaire (EC)	Pollution (PRP)	Biodiversité et Ecosystèmes (BIO)				
1	Garanties financières (ICP FinGuar)	39,99 %	19,31 %	19,18 %	0,13 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,52 %	4,63 %	
2	Actifs sous gestion (ICP AuM)	12,36 %	17,66 %	19,38 %	-0,74 %	-0,09 %	-0,69 %	-0,20 %	0,00 %	0,00 %	0,71 %	32,96 %	

5.2. Rapport de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (Exercice clos le 31 décembre 2025)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine
S.A.S. au capital de € 2 510 460
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Forvis Mazars SA
45, rue Kleber
92300 LEVALLOIS-PERRET
S.A. au capital de € 8 320 000
784 824 153 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

À l'Assemblée générale de la société
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK
12, Place des Etats-Unis
92127 Montrouge cedex

Le présent rapport est émis en notre qualité de commissaires aux comptes de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank. Il porte sur les informations en matière de durabilité et les informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2025 et incluses dans la section 2 « Rapport de durabilité - Crédit Agricole CIB » du rapport sur la gestion du groupe (ci-après le « rapport de durabilité »).

Nos travaux, qui portent sur ces informations, ont été réalisés dans un contexte évolutif caractérisé par des incertitudes sur l'interprétation des textes et le développement de pratiques de place.

En application de l'article L.233-28-4 du Code de commerce, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est tenu d'inclure les informations précitées au sein d'une section distincte du rapport sur la gestion du groupe.

Ces informations permettent de comprendre les impacts de l'activité du groupe sur les enjeux de durabilité, ainsi que la manière dont ces enjeux influent sur l'évolution des affaires du Groupe, de ses résultats et de sa situation. Les enjeux de durabilité comprennent les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernement d'entreprise.

En application du II de l'article L.821-54 du Code précité, notre mission consiste à mettre en œuvre les travaux nécessaires à l'émission d'un avis, exprimant une assurance limitée, portant sur :

- la conformité aux exigences découlant des normes d'information en matière de durabilité adoptées par la Commission européenne en vertu de l'article 29 ter de la directive (UE) 2013/34 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, telle que modifiée par la directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 (ci-après ESRS pour European Sustainability Reporting Standards) du processus mis en œuvre par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour déterminer les informations publiées, qui incluent, lorsque l'entité y est soumise, l'obligation de consultation du Comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L.2312-17 du Code du travail ;
- la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans le rapport de durabilité avec les dispositions de l'article L.233-28-4 du Code de commerce, y compris avec les ESRS ; et
- le respect des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852.

L'exercice de cette mission est réalisé en conformité avec les règles déontologiques, y compris d'indépendance, et les règles de qualité prescrites par le Code de commerce.

Il est également régi par les lignes directrices de la Haute Autorité de l'Audit « Mission de certification des informations en matière de durabilité et de contrôle des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 ».

Dans les trois parties distinctes du rapport qui suivent, nous présentons, pour chacun des axes de notre mission, la nature des vérifications que nous avons opérées, les conclusions que nous en avons tirées, et, à l'appui de ces conclusions, les éléments qui ont fait l'objet, de notre part, d'une attention particulière et les diligences que nous avons mises en œuvre au titre de ces éléments. Nous attirons votre attention sur le fait que nous n'exprimons pas de conclusion sur ces éléments pris isolément et qu'il convient de considérer que les diligences explicitées s'inscrivent dans le contexte global de la formation des conclusions émises sur chacun des trois axes de notre mission.

Enfin, lorsqu'il nous semble nécessaire d'attirer votre attention sur une ou plusieurs informations en matière de durabilité fournies par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank dans le rapport sur la gestion du groupe, nous formulons un paragraphe d'observations.

◆ Limites de notre mission

Notre mission ayant pour objectif d'exprimer une assurance limitée, la nature (choix des techniques de contrôle) des travaux, leur étendue (amplitude), et leur durée, sont moindres que ceux nécessaires à l'obtention d'une assurance raisonnable.

Cette mission ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, notamment à porter une appréciation, qui dépasserait la conformité aux prescriptions d'information des ESRS sur la pertinence des choix opérés par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank en termes de plans d'action, de cibles, de politiques, d'analyses de scénarios et de plans de transition.

En outre, s'agissant des informations prospectives, qui présentent par nature un caractère incertain, leurs réalisations futures différeront parfois de manière significative des informations prospectives présentées dans le rapport sur la gestion du groupe.

Notre mission permet cependant d'exprimer des conclusions concernant le processus de détermination des informations en matière de durabilité publiées, les informations elles-mêmes, et les informations publiées en application de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, quant à l'absence d'identification ou, au contraire, l'identification, d'erreurs, omissions ou incohérences d'une importance telle qu'elles seraient susceptibles d'influencer les décisions que pourraient prendre les lecteurs des informations objet de nos vérifications.

Les informations en matière de durabilité et les informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informa-

tions sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenus pour leur établissement et présentés dans le rapport sur la gestion du groupe.

Conformité aux exigences découlant des normes ESRS du processus mis en œuvre par CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK pour déterminer les informations publiées, qui incluent l'obligation de consultation du Comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L. 2312-17 du Code du travail

◆ Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier que :

- le processus défini et mis en œuvre par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank incluant l'obligation de consultation du Comité social et économique prévue au sixième alinéa de l'article L. 2312-17 du Code du travail, lui a permis, conformément aux ESRS, d'identifier et d'évaluer ses impacts, risques et opportunités liés aux enjeux de durabilité, et d'identifier ceux de ces impacts, risques et opportunités matériels qui ont conduit à la publication des informations en matière de durabilité dans le rapport de durabilité, et
- les informations fournies sur ce processus sont également conformes aux ESRS.

◆ Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions ou incohérences importantes concernant la conformité du processus mis en œuvre par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank avec les ESRS.

◆ Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les informations figurant au paragraphe 1.4.1.3 « Description des processus d'identification et d'évaluation des IIRO matériels liés aux autres thématiques environnementales » du rapport de durabilité qui décrit :

- les incertitudes et les limites méthodologiques expliquant les raisons pour lesquelles Crédit Agricole Corporate and Investment Bank considère ne pas être encore en mesure, au titre de l'exercice 2025, de conclure définitivement sur la matérialité des thématiques E2, E3, E4 et E5 (Pollution, Ressources aquatiques et marines, Biodiversité et écosystèmes et Utilisation des ressources et économie circulaire), ainsi que ;
- la poursuite des travaux et analyses menés par le groupe pour aboutir à une méthodologie suffisamment robuste pour évaluer cette matérialité.

Éléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité aux ESRS du processus mis en œuvre par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour déterminer les informations publiées.

Les informations relatives à la manière dont Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a mis à jour son processus d'analyse de double matérialité sont mentionnées à la section 1.4 « Principes méthodologiques relatifs à l'analyse de double matérialité » du rapport de durabilité.

Nous avons, par entretien avec les personnes que nous avons jugées appropriées et par inspection de la documentation disponible, pris connaissance des analyses menées par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour identifier et évaluer les éléments de contexte et réglementaires ayant conduit à l'actualisation du processus d'analyse de double matérialité.

Sur la base de notre jugement professionnel, nos diligences ont notamment consisté à :

- exercer notre esprit critique sur la documentation des analyses menées par le groupe ainsi que sur la démarche mise en œuvre par ce dernier pour identifier les éléments de contexte et réglementaires à considérer ;
- apprécier le caractère approprié des éléments de contexte et réglementaires considérés par le groupe au regard de notre connaissance du groupe ;
- apprécier la pertinence des évolutions réalisées par le groupe sur l'identification des parties prenantes et des impacts, risques et opportunités ainsi que pour l'évaluation de la matérialité d'impact et de la matérialité financière au regard de notre connaissance du groupe et des analyses sectorielles et benchmark concurrentiels disponibles que nous avons jugés pertinents ;
- apprécier, pour les évolutions affectant les impacts, risques et opportunités réels et potentiels, la conformité du processus d'évaluation de la matérialité d'impact et de la matérialité financière mis en œuvre par le groupe (y compris la fixation des seuils) au regard des critères définis par ESRS 1 ;
- apprécier le caractère approprié de la description donnée dans la section 1.4.1 « Description des processus d'identification et d'évaluation des impacts, risques et opportunités matériels » du rapport de durabilité.

Conformité des informations en matière de durabilité incluses dans le rapport de durabilité avec les dispositions de l'article L. 233-28-4 du Code de commerce, y compris avec les ESRS

◆ Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier que, conformément aux prescriptions légales et règlementaires, y compris aux ESRS :

- les renseignements fournis permettent de comprendre les modalités de préparation et de gouvernance des informations en matière de durabilité incluses dans le rapport de durabilité, y compris les modalités de détermination des informations relatives à la chaîne de valeur et les exemptions de divulgation retenues ;
- la présentation de ces informations en garantit la lisibilité et la compréhensibilité ;
- le périmètre retenu par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank relativement à ces informations est approprié ; et
- sur la base d'une sélection, fondée sur notre analyse des risques de non-conformité des informations fournies et des attentes de leurs utilisateurs, que ces informations ne présentent pas d'erreurs, omissions, incohérences importantes, c'est-à-dire susceptibles d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs de ces informations.

◆ Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions, incohérences importantes concernant la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans le rapport de durabilité, avec les dispositions de l'article L. 233-28-4 du Code de commerce, y compris avec les ESRS.

◆ Observations

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les paragraphes du rapport de durabilité qui exposent le périmètre des émissions retenu ainsi que les limitations liées à la disponibilité et à la qualité des données qui demeurent, et les méthodologies appliquées par le groupe dans ces circonstances pour établir les estimations liées au calcul des émissions financées relatives à la chaîne de valeur (catégorie 15 du *scope* 3 selon le GHG protocol), au paragraphe 2.4.3 « Émissions brutes de GES des *scope* 1, 2, 3 et émissions totales de GES ».

◆ Éléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité des informations en matière de durabilité incluses dans le rapport de durabilité avec les dispositions de l'article L. 233-28-4 du Code de commerce, y compris avec les ESRS.

Informations fournies en application des normes environnementales (ESRS E1 à E5)

Les informations publiées au titre du changement climatique (ESRS E1) sont mentionnées dans la section 2 « Environnement – Informations en matière de changement climatique » du rapport de durabilité.

Nous vous présentons ci-après les éléments ayant fait l'objet d'une attention particulière de notre part concernant la conformité aux ESRS de ces informations.

En ce qui concerne les informations publiées au titre du bilan des émissions de gaz à effet de serre (GES) (ESRS E1-6), telles que mentionnées dans le paragraphe 2.4.3 « Émissions brutes de GES des *scope* 1,2,3 et émissions totales de GES » du rapport de durabilité, nos diligences ont notamment consisté à :

- prendre connaissance des processus, méthodologies, référentiels, données et estimations retenus par le groupe pour établir l'information publiée, y compris, le cas échéant, le dispositif de mise en œuvre et le contrôle interne associé ; et
- en complément, s'agissant des émissions de scope 1, scope 2 et scope 3 (catégorie 6) relatives aux opérations propres du groupe :
  - apprécier le caractère approprié des facteurs d'émission utilisés et vérifier le calcul des conversions afférentes, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées ;
  - rapprocher, sur la base de sondages, les données sous-jacentes servant à l'élaboration du bilan des émissions de gaz à effet de serre avec les pièces justificatives ainsi que vérifier l'exactitude arithmétique des calculs servant à établir les émissions estimées.
- en complément, pour les émissions financées (scope 3, catégorie 15 du GHG protocol) :
  - comprendre le périmètre d'actifs couverts tel que décrit dans la note précitée et apprécier sa justification au regard du référentiel appliqué ;
  - vérifier que la base utilisée pour le calcul des émissions financées correspond au périmètre d'actifs couverts tel que décrit et la réconcilier avec les données comptables ;
  - examiner la méthode de détermination des estimations y compris proxys sectoriels retenus par le groupe ;
  - vérifier, par sondage, l'exactitude arithmétique du calcul des émissions financées.

Respect des exigences de publication des informations prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852

◆ Nature des vérifications opérées

Nos travaux ont consisté à vérifier le processus mis en œuvre par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank pour déterminer le caractère éligible et aligné des activités des entités comprises dans la consolidation.

Ils ont également consisté à vérifier les informations publiées en application de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852, ce qui implique la vérification :

- de la conformité aux règles de présentation de ces informations qui en garantissent la lisibilité et la compréhensibilité ;
- sur la base d'une sélection, de l'absence d'erreurs, omissions, incohérences importantes dans les informations fournies, c'est-à-dire susceptibles d'influencer le jugement ou les décisions des utilisateurs de ces informations.

◆ Conclusion des vérifications opérées

Sur la base des vérifications que nous avons opérées, nous n'avons pas relevé d'erreurs, omissions, incohérences importantes concernant le respect des exigences de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852.

◆ Éléments qui ont fait l'objet d'une attention particulière

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de tels éléments à communiquer dans notre rapport.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 19 mars 2026

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit		**Forvis Mazars S.A.**	
Bara Naija	Zineb El Maanni	Jean Latorzeff	Olivier Gatard

3



GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

3
SOMMAIRE

1. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 161

1.1. STRUCTURE DES ORGANES DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE 162

1.2. FONCTIONNEMENT ET CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 171

1.3. AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX 186

1.4. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION 210

1.5. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RECOMMANDATIONS DU CODE AFEP / MEDEF NON SUIVIES E T DES RAISONS POUR LESQUELLES ELLES ONT ÉTÉ ÉCARTÉES CONCERNANT LA GOUVERNANCE ET LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 217

1.6. MODALITÉS DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 217

1.7. STRUCTURE DU CAPITAL DE CRÉDIT AGRICOLE CIB ET AUTRES INFORMATIONS PRÉVUES À L'ARTICLE L.22-10-11 DU CODE DE COMMERCE 218

1.8. INFORMATIONS SUR LES DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL 218

1.9. DESCRIPTION DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES DE L'ENTREPRISE 218

2. COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF ET DU COMITÉ DE DIRECTION 219

DIRECTION GÉNÉRALE ET COMITÉ EXÉCUTIF DE CRÉDIT AGRICOLE CIB AU 31 DÉCEMBRE 2025

DIRECTEUR GÉNÉRAL

1

JEAN-FRANÇOIS BALAŸ



Jean-François BALAŸ

DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

3

OLIVIER BÉLORGEY
STÉPHANE DUCROIZET
PIERRE GAY



Olivier BÉLORGEY



Stéphane DUCROIZET



Pierre GAY

COMITÉ EXÉCUTIF
(Directeur général et Directeurs généraux délégués inclus)

11

JEAN-FRANÇOIS DEROCHE
PIERRE DULON
CLAIRE FERRY
DIDIER GAFFINEL
NATACHA GALLOU
ÉRIC DE LAMBILLY
GEORG ORSSICH



Jean-François DEROCHE

Senior Regional Officer pour l'Asie-Pacifique



Pierre DULON

Directeur général adjoint en charge de l'IT et Operations Services



Claire FERRY

Directrice des Ressources Humaines



Didier GAFFINEL

Directeur général adjoint et Responsable mondial du Coverage et de la banque d'investissement



Natacha GALLOU

Senior Regional Officer pour la région Amériques



Éric DE LAMBILLY

Responsable des risques et du contrôle permanent



Georg ORSSICH

Senior Regional Officer pour l'Europe (hors France) et Senior Country Officer pour la péninsule ibérique



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

SÉANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

7

en 2025

COMITÉS SPÉCIALISÉS

4

- Comité d'audit
- Comité des risques
- Comité des rémunérations
- Comité des nominations et de la gouvernance

TAUX DE PRÉSENCE

98 %

aux réunions du Conseil d'administration en 2025

1. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce, le rapport sur le gouvernement d'entreprise a été préparé par le Conseil d'administration, en complément du rapport de gestion. Il présente notamment les informations dues au titre des dispositions des articles L.22-10-10, L. 22-10-11 et L. 225-37-4 du Code de commerce, en particulier celles relatives à la composition des organes de direction (Direction générale et Conseil d'administration), aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration et de ses Comités, et à la politique de rémunération.

Il a été établi sur la base des travaux du Conseil d'administration et de ses Comités, du Secrétariat du Conseil d'administration, de la Direction des ressources humaines ainsi que des procédures et de la documentation sur la gouvernance interne mises en place au sein de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB).

Ce rapport a fait l'objet d'une présentation préalable au Comité des nominations et de la gouvernance et au Comité des rémunérations pour les parties rentrant dans leurs champs de compétences respectifs. Il a été arrêté par le Conseil d'administration lors de sa séance du 30 janvier 2026.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) se réfère au Code de gouvernement d'entreprise AFEP/MEDEF mis à jour en décembre 2022, disponible sur les sites : https://www.lafep.org/ ou https://www.medef.com/fr/.

Nota bene - Abréviations mentionnées dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise :
AG : Assemblée générale
AGO : Assemblée générale ordinaire
AGE : Assemblée générale extraordinaire
CA : Conseil d'administration

1.1. Structure des organes de gouvernement d'entreprise

1.1.1. Dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général

Le Conseil d'administration du 15 mai 2002 a choisi de dissocier la fonction de Président du Conseil d'administration de celle de Directeur général, conformément à l'article 13 alinéa 5 des statuts de la Société (cf. Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel), aux articles L.225-51-1 et suivants du Code de commerce, et à l'article L.511-58 du Code monétaire et financier[1].

Ce choix est intervenu à la suite de la décision de l'Assemblée générale du 15 mai 2002 de modifier le mode d'organisation de Crédit Agricole CIB, de société anonyme à Conseil de surveillance et Directoire en société anonyme à Conseil d'administration.

Fonction	Nom	Nomination	Durée du mandat	Pouvoirs
Président	Olivier GAVALDA	Nommé Président du Conseil d'administration à compter du 5 mai 2025	Nommé Président par le Conseil d'administration du 5 mai 2025 pour la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027	- Il organise et dirige les travaux du Conseil d'administration. - Il veille au bon fonctionnement des organes de Crédit Agricole CIB. - Il s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. - De façon plus générale, il est investi de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par la législation en vigueur. *(art. 15 des statuts)*
Directeur général	Jean-François BALAŸ	Nommé Directeur général à compter du 5 mai 2025	Nommé Directeur général par le Conseil d'administration du 25 avril 2025 , avec effet à compter du 5 mai 2025 pour une durée indéterminée.	- Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Crédit Agricole CIB, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration. - Il représente Crédit Agricole CIB dans ses rapports avec les tiers. *(art. 16.1 des statuts)*

Les informations relatives à la composition de la Direction générale sont disponibles au point 1.1.4 « Composition de la Direction générale et limitations apportées aux pouvoirs du Directeur général » du présent Chapitre.

1 *L'article L.511-58 du Code monétaire et financier prévoit que la Présidence du Conseil d'administration d'un établissement de crédit ne peut être exercée par le Directeur général.*

1.1.2. Composition du Conseil d'administration

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2025



Olivier GAVALDA
(Président)



Laure BELLUZZO



Sonia BONNET-BERNARD
(Indépendante)



Paul CARITE



Marlène DOLVECK
(Indépendante)



Grégory ERPHELIN



Benoît FAYOL



Luc JEANNEAU



Jean-Guy LARRIVIÈRE
(Élu par les salariés)



Abdel-Liacem LOUAHCHI
(Élu par les salariés)



Meritxell MAESTRE CORTADELLA
(Indépendante)



Anne-Laure NOAT
(Indépendante)



Carol SIROU
(Indépendante)



Odet TRIQUET



Guillaume VANTHUYNE



Emmanuel VEY



Nicolas LANGEVIN
(Censeur)



Pascal QUINEAU
(Censeur)

RAPPEL DES DISPOSITIONS STATUTAIRES

Nombre d'administrateurs au sein du Conseil d'administration	Le Conseil d'administration est composé de six à vingt administrateurs : - six au moins nommés par l'Assemblée générale des actionnaires et - deux élus par les salariés conformément aux dispositions des articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce. *(article 9 des statuts)*
Durée des fonctions des administrateurs nommés par les actionnaires	La durée des fonctions des administrateurs nommés par l'Assemblée générale est de trois ans. *(article 9.1 des statuts)*
Administrateurs représentant les salariés	Les administrateurs représentant les salariés, au nombre de deux, sont élus pour une période expirant le même jour : - soit à l'issue de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires se tenant la troisième année civile suivant celle de leur élection ; - soit à l'issue du processus électoral organisé au cours de cette troisième année civile si ce processus est réalisé postérieurement à l'Assemblée. *(article 9.2 des statuts)*
Âge des administrateurs	Tout administrateur atteignant l'âge de soixante-cinq ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale annuelle qui suit cette date anniversaire. Le mandat des administrateurs nommés par l'Assemblée générale ayant atteint la limite d'âge peut toutefois être reconduit d'année en année, dans la limite de cinq fois sans que le nombre d'administrateurs ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans puisse à aucun moment dépasser le tiers du nombre total des administrateurs en fonction. *(article 10 des statuts)*
Censeurs et membre titulaire du Comité social et économique	Participent également aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative : - le ou les censeurs désignés par le Conseil d'administration ; - un membre titulaire du Comité social et économique désigné par celui-ci. *(article 9 des statuts)*

LISTE DES ADMINISTRATEURS ET CENSEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Administrateurs/Censeurs au 31 décembre 2025	Date de la première nomination	Date du dernier renouvellement	Échéance du mandat en cours	Président ou Membre d'un Comité
Olivier GAVALDA *(Président du Conseil d'administration)*	5 mai 2025[1]		AG 2028	
Laure BELLUZZO	2 novembre 2021[2]	5 mai 2025	AG 2028	
Sonia BONNET-BERNARD	3 mai 2022	5 mai 2025	AG 2028	Présidente du Comité d'audit - Membre du Comité des risques et du Comité des nominations et de la gouvernance
Paul CARITE	7 mai 2019	3 mai 2023	AG 2026	Membre du Comité des risques
Marlène DOLVECK	8 décembre 2023		AG 2026	Membre du Comité d'audit et du Comité des rémunérations
Grégory ERPHELIN	1er octobre 2025[3]		AG 2027	
Benoît FAYOL	30 avril 2024	5 mai 2025	AG 2028	Membre du Comité d'audit
Luc JEANNEAU	4 mai 2017	3 mai 2023	AG 2026	Membre du Comité des rémunérations et du Comité des nominations et de la gouvernance
Jean-Guy LARRIVIÈRE[4]	25 novembre 2020	26 juin 2024	2026	
Abdel-Liacem LOUAHCHI[4]	25 novembre 2020	29 novembre 2023	2026	Membre du Comité des rémunérations
Meritxell MAESTRE CORTADELLA	4 mai 2020	3 mai 2023	AG 2026	Présidente du Comité des nominations et de la gouvernance Membre du Comité d'audit et du Comité des risques
Anne-Laure NOAT	30 avril 2014	3 mai 2023	AG 2026	Présidente du Comité des risques et du Comité des rémunérations Membre du Comité d'audit
Carol SIROU	3 mai 2023		AG 2026	Membre du Comité des risques
Odet TRIQUET	4 mai 2018	30 avril 2024	AG 2027	Membre du Comité des risques
Guillaume VANTHUYNE	5 mai 2025		AG 2028	
Emmanuel VEY	9 décembre 2022[2]	5 mai 2025	AG 2028	Membre du Comité d'audit
Nicolas LANGEVIN *(Censeur)*[5]	29 juillet 2025		2028	
Pascal QUINEAU *(Censeur)*[5]	30 avril 2024		2027	

1 Nomination en tant qu'administrateur par l'Assemblée générale du 5 mai 2025 et Président du Conseil d'administration par le Conseil d'administration qui a suivi cette Assemblée générale.
2 Cooptation par le Conseil d'administration.
3 Cooptation par le Conseil d'administration du 29 juillet 2025 avec effet au 1er octobre 2025.
4 Administrateur élu par les salariés.
5 Nomination par le Conseil d'administration conformément à l'article 17 des statuts.

ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL AU COURS DE L'ANNÉE 2025

Administrateurs / Censeurs	Nomination	Renouvellement	Fin de mandat
Philippe BRASSAC[1]			AG 5 mai 2025
Olivier GAVALDA[1]	AG 5 mai 2025		
Laure BELLUZZO		AG 5 mai 2025	
Sonia BONNET-BERNARD		AG 5 mai 2025	
Grégory ERPHELIN[2]	Conseil du 29 juillet 2025 avec effet au 1er octobre 2025		
Benoît FAYOL		AG 5 mai 2025	
Guy GUILAUMÉ[3]			AG 5 mai 2025
Guillaume VANTHUYNE[3]	AG 5 mai 2025		
Emmanuel VEY		AG 5 mai 2025	
Valérie WANQUET[2]			30 septembre 2025
Nicolas LANGEVIN[4] *(Censeur)*	Conseil du 29 juillet 2025		
Christian ROUCHON (*Censeur*)			5 mai 2025

1 Le mandat de Monsieur Philippe Brassac est arrivé à échéance. Monsieur Olivier Gavalda a été nommé pour le remplacer par l'Assemblée générale ordinaire du 5 mai 2025 en qualité d'administrateur pour une durée de trois ans.

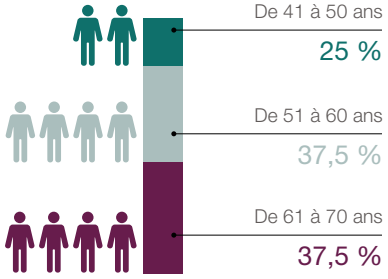
2 Madame Valérie Wanquet a pris de nouvelles fonctions au sein du Groupe Crédit Agricole et a donc démissionné de son mandat d'administratrice au sein de Crédit Agricole CIB. Madame Valérie Wanquet a été remplacée par Monsieur Grégory Erphelin en qualité d'administrateur à compter du 1er octobre 2025 (cooptation) sur décision du Conseil d'administration du 29 juillet 2025.

3 Le mandat d'administrateur de Monsieur Guy Guilaumé est arrivé à échéance. Monsieur Guillaume Vanthuyne a été nommé pour le remplacer par l'Assemblée générale ordinaire du 5 mai 2025 en qualité d'administrateur pour une durée de trois ans.

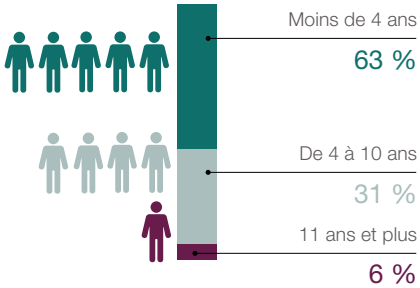
4 Monsieur Nicolas Langevin a été nommé en qualité de censeur par le Conseil d'administration du 29 juillet 2025, en remplacement de Monsieur Christian Rouchon dont les fonctions ont pris fin le 5 mai 2025 à l'issue du Conseil d'administration.

ÂGE MOYEN DES ADMINISTRATEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Au 31 décembre 2025, l'âge moyen des administrateurs au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB est de 57,2 ans.



ANCIENNETÉ DANS LE MANDAT AU 31 DÉCEMBRE 2025 (ADMINISTRATEURS)



TAUX DE PRÉSENCE DES ADMINISTRATEURS AUX SÉANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2025



Le taux moyen de présence des administrateurs au Conseil d'administration, y compris pour ceux dont le mandat est arrivé à échéance en cours d'année, est de 98 % pour l'ensemble des séances du Conseil d'administration en 2025.

TAUX DE PRÉSENCE DES CENSEURS AUX SÉANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2025

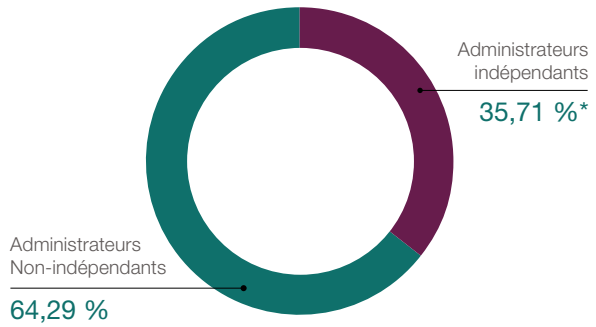


Le taux moyen de présence des censeurs au Conseil d'administration, y compris pour ceux dont les fonctions sont arrivées à échéance en cours d'année, est de 100 % pour l'ensemble des séances du Conseil d'administration en 2025.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES TAUX DE PRÉSENCE AU COURS DE L'ANNÉE 2025 (y compris pour les administrateurs ou censeurs dont les fonctions sont arrivées à échéance en cours d'année)

	Nombre de séances du Conseil d'administration auxquelles l'administrateur aurait dû participer en 2025	Nombre de séances du Conseil d'administration auxquelles l'administrateur a participé en 2025	Taux de présence
ADMINISTRATEURS			
Philippe BRASSAC	3	3	100 %
Olivier GAVALDA	4	4	100 %
Laure BELLUZZO	7	7	100 %
Sonia BONNET-BERNARD	7	7	100 %
Paul CARITE	7	7	100 %
Marlène DOLVECK	7	6	86 %
Grégory ERPHELIN	2	2	100 %
Benoît FAYOL	7	7	100 %
Guy GUILAUMÉ	3	3	100 %
Luc JEANNEAU	7	7	100 %
Jean-Guy LARRIVIÈRE	7	7	100 %
Abdel-Liacem LOUAHCHI	7	7	100 %
Meritxell MAESTRE CORTADELLA	7	7	100 %
Anne-Laure NOAT	7	7	100 %
Carol SIROU	7	7	100 %
Odet TRIQUET	7	7	100 %
Guillaume VANTHUYNE	4	4	100 %
Emmanuel VEY	7	6	86 %
Valérie WANQUET	5	5	100 %
CENSEURS			
Nicolas LANGEVIN	3	3	100 %
Pascal QUINEAU	7	7	100 %
Christian ROUCHON	4	4	100 %

ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2025 (AU REGARD DES RECOMMANDATIONS DU CODE AFEP/MEDEF)



** Pourcentages calculés selon la recommandation 10.3 du Code AFEP/MEDEF. Le calcul ne prend pas en compte les administrateurs élus par les salariés.*

La composition du Conseil d'administration reflète le positionnement de Crédit Agricole CIB au sein du Groupe Crédit Agricole et la volonté de nourrir les synergies entre les entités qui le composent. Ainsi, 64,3 % des administrateurs sont Présidents ou Directeurs généraux de Caisses régionales de Crédit Agricole ou Dirigeants de filiales. Ces administrateurs directement issus du Groupe Crédit Agricole au sein duquel ils exercent leurs fonctions ne sont pas considérés comme indépendants.

Après avis du Comité des nominations et de la gouvernance, le Conseil d'administration a réexaminé, lors de sa séance du 30 janvier 2026, la liste des administrateurs pouvant être qualifiés d'indépendants. Au regard des éléments retenus, le nombre d'administratrices indépendantes au 31 décembre 2025 s'élevait à cinq : Mesdames Sonia Bonnet-Bernard, Marlène Dolveck, Meritxell Maestre Cortadella, Anne-Laure Noat et Carol Sirou. Ainsi, la proportion d'administrateurs indépendants au sein du Conseil d'administration s'établit à plus d'un tiers du nombre d'administrateurs nommés par l'Assemblée générale des actionnaires. Elle est conforme à la recommandation 10.3 du Code AFEP/MEDEF qui prévoit que la proportion d'administrateurs indépendants doit s'établir au moins à un tiers des administrateurs nommés par l'Assemblée générale, pour les sociétés dont le capital est détenu par un actionnaire majoritaire.

Cette appréciation s'est appuyée, pour chaque administrateur, sur les critères d'indépendance mentionnés aux points 10.5 à 10.7 du Code AFEP/MEDEF (rappelés ci-dessous).

TABLEAU DES ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS (CRITÈRES DU CODE AFEP/MEDEF) AU 31 DÉCEMBRE 2025

Remarque : ✓ indique que le critère est respecté / x indique que le critère n'est pas respecté

31 décembre 2025 (revu le 30 janvier 2026)	Critère 1	Critère 2	Critère 3	Critère 4	Critère 5	Critère 6	Critère 7	Critère 8	Critère 9
Sonia BONNET-BERNARD	x (*)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	(*) Critère 1 : Madame Bonnet-Bernard est également : administratrice indépendante de Crédit Agricole S.A. Sa situation a été examinée par le Comité des nominations et de la gouvernance et le Conseil d'administration qui, en application du critère 9 ci-dessous ont considéré que Madame Bonnet-Bernard pouvait être considérée comme indépendante.
Marlène DOLVECK	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	
Meritxell MAESTRE CORTADELLA	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	
Anne-Laure NOAT	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	
Carol SIROU	x (*)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	N/A	(*) Critère 1 : Madame Sirou est également : administratrice indépendante de Crédit Agricole S.A. Sa situation a été examinée par le Comité des nominations et de la gouvernance et le Conseil d'administration qui, en application du critère 9 ci-dessous ont considéré que Madame Sirou pouvait être considérée comme indépendante.

Rappel des critères d'indépendance mentionnés aux points 10.5 à 10.7 du Code AFEP/MEDEF :

Critère 1

Salarié mandataire social au cours des cinq années précédentes (cf. §10.5.1 du Code AFEP/MEDEF)

Ne pas être ou avoir été au cours des cinq années précédentes :

- salarié ou dirigeant mandataire social exécutif de la société ;
- salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur d'une société que la société consolide ;
- salarié, dirigeant mandataire social exécutif ou administrateur de la société mère de la société ou d'une société consolidée par cette société mère.

Critère 2

Mandats croisés (cf. §10.5.2 du Code AFEP/MEDEF)

Ne pas être dirigeant mandataire social exécutif d'une société dans laquelle la société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un dirigeant mandataire social exécutif de la société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur.

Critère 3

Relations d'affaires significatives (cf. §10.5.3 du Code AFEP/MEDEF)

Ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaires, banquier de financement, conseil :

- significatif de la société ou de son groupe ;
- ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité.

Critère 4

Lien familial (cf. §10.5.4 du Code AFEP/MEDEF)

Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social.

Critère 5

Commissaire aux comptes (cf. §10.5.5 du Code AFEP/MEDEF)

Ne pas avoir été commissaire aux comptes de l'entreprise au cours des cinq années précédentes.

Critère 6

Durée de mandat supérieur à douze ans (cf. §10.5.6 du Code AFEP/MEDEF)

Ne pas être administrateur de la société depuis plus de douze ans. La perte de la qualité d'administrateur indépendant intervient à la date des douze ans.

Critère 7

Statut du dirigeant mandataire social non-exécutif (cf. §10.6 du Code AFEP/MEDEF)

Un dirigeant mandataire social non exécutif ne peut être considéré comme indépendant s'il perçoit une rémunération variable en numéraire ou des titres ou toute rémunération liée à la performance de la société ou du groupe.

◆ Critère 8

Statut de l'actionnaire important (cf. §10.7 du Code AFEP/MEDEF)

Des administrateurs représentant des actionnaires importants de la société ou sa société mère peuvent être considérés comme indépendants dès lors que ces actionnaires ne participent pas au contrôle de la société. Toutefois, au-delà d'un seuil de 10 % en capital ou en droits de vote, le Conseil d'administration, sur rapport du Comité des nominations et de la gouvernance, s'interroge systématiquement sur la qualification d'indépendant en tenant compte de la composition du capital de la société et de l'existence d'un conflit d'intérêts potentiel.

◆ Critère 9

Faculté d'appréciation du caractère d'indépendance par le Conseil d'administration (cf. §10.4 du Code AFEP/MEDEF)

Le Conseil d'administration peut estimer qu'un administrateur, bien que remplissant les critères ci-dessus, ne doit pas être qualifié d'indépendant compte tenu de sa situation particulière ou de celle de la société, eu égard à son actionnariat ou pour tout autre motif. Inversement, le Conseil peut estimer qu'un administrateur ne remplissant pas les critères ci-dessus est cependant indépendant.

En application de ces critères, les analyses menées par le Comité des nominations et de la gouvernance et par le Conseil d'administration ont plus spécifiquement été les suivantes :

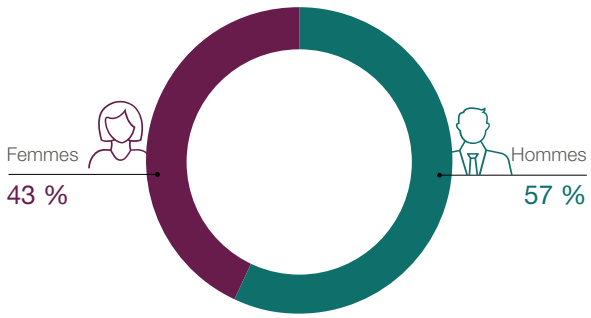
- la situation de deux administratrices indépendantes a été examinée au regard du Critère 1 ci-dessus.
  Mesdames Sonia Bonnet-Bernard et Carol Sirou détiennent en effet un mandat d'administratrice au sein de Crédit Agricole S.A. et y occupent par ailleurs respectivement les fonctions de Présidente du Comité d'audit et Présidente du Comité des risques. Le Comité des nominations et de la gouvernance et le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB ont considéré que le cumul de ces fonctions ne remettait pas en cause leur qualité d'administratrice indépendante. Cette double position leur permet au contraire d'appréhender de façon plus précise les questions qu'elles ont à traiter dans leurs fonctions au sein du Groupe Crédit Agricole et d'assurer une continuité dans leur mission tant au niveau de Crédit Agricole S.A. que de Crédit Agricole CIB ;
- la situation des cinq administratrices indépendantes a été examinée au regard du Critère 3 ci-dessus.
  Le Comité des nominations et de la gouvernance et le Conseil d'administration ont constaté que les sociétés au sein desquelles ces cinq administratrices exercent des fonctions ou détiennent des mandats ne sont pas considérées comme des fournisseurs significatifs de Crédit Agricole CIB ou du Groupe Crédit Agricole. Par ailleurs, les relations d'affaires existantes entre Crédit Agricole CIB et ces mêmes sociétés ne sont pas considérées comme significatives et n'induisent pas une situation de dépendance économique ou une capacité d'influence par l'une ou l'autre partie.

Le Comité des nominations et de la gouvernance a rappelé qu'en toute circonstance, dans l'hypothèse où le Conseil d'administration serait appelé à se prononcer sur un dossier pouvant générer une situation de conflit d'intérêts potentielle, le ou les administrateurs concernés devraient s'abstenir d'assister aux débats et de prendre part au vote. Il a également rappelé que les administrateurs étaient astreints à une obligation de confidentialité sur tous les sujets évoqués dans le cadre des séances du Conseil d'administration ou de ses Comités spécialisés et qu'il leur appartenait de signaler toute situation nouvelle susceptible d'impacter les conditions d'exercice de leur mandat.

1.1.3. Diversité au sein du Conseil d'administration et des instances dirigeantes

DIVERSITÉ AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

◆ Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration au 31 décembre 2025



Au 31 décembre 2025, le Conseil d'administration compte six femmes parmi ses membres, soit une proportion de 43 % des administrateurs nommés par l'Assemblée générale des actionnaires.

En application de l'article 435 [2 c] du règlement UE n° 575/2013 et de l'article L. 511-99 du Code monétaire et financier, le Comité des nominations et de la gouvernance a examiné l'objectif à atteindre concernant la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil d'administration, ainsi que la politique à mettre en œuvre pour y parvenir.

Il a rappelé qu'en vertu de l'article L. 225-17 du Code de commerce, le Conseil d'administration doit être composé en recherchant une représentation équilibrée des femmes et des hommes. Conformément à l'article L. 225-18-1 du Code de commerce, cette représentation équilibrée doit s'établir pour le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB à une proportion qui ne peut être inférieure à 40 % d'administrateurs pour chaque sexe (conformément à l'article L.225-27 al.2 du Code de commerce, les administrateurs élus par les salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul).

Crédit Agricole CIB s'est donnée pour objectif de maintenir ce ratio à un niveau au moins égal à 40 % pour chaque sexe. La politique qui a été définie à cette fin passe notamment par la recherche active de candidatures de qualité, d'administrateurs hommes ou femmes, permettant de continuer à respecter ce ratio en cas d'évolution de la composition du Conseil d'administration, tout en assurant une complémentarité dans les parcours, les expériences et les compétences des administrateurs.

◆ Politique de diversité au sein du Conseil d'administration

Fidèle à sa politique en matière de Responsabilité sociale, Crédit Agricole CIB a pour objectif de favoriser la diversité à tous ses niveaux et en particulier parmi les membres de son Conseil d'administration.

SÉLECTION DES CANDIDATURES POUR LE MANDAT D'ADMINISTRATEUR

Parcours, expériences, compétences

Lorsque de nouvelles nominations sont envisagées, le Conseil d'administration s'assure qu'un éventail suffisant de qualités et de compétences permettant une variété de points de vue pertinente pour le processus de prise de décision soit pris en compte. L'objectif est de proposer en priorité des candidats qui permettront de maintenir une complémentarité dans les parcours, les expériences et les compétences au sein du Conseil d'administration en prenant notamment en compte les connaissances relatives au domaine bancaire telles que définies par les orientations de l'Autorité bancaire européenne en matière de gouvernance interne[1] et le Guide de la Banque centrale européenne de décembre 2021 relatif à l'évaluation de l'honorabilité et de la compétence ou tout autre texte qui viendrait se substituer ou les compléter.

Suggestions du Conseil d'administration et du Groupe Crédit Agricole

La recherche des candidats aux fonctions d'administrateurs se fait notamment en recueillant les suggestions des membres du Conseil d'administration et du Groupe Crédit Agricole.

Cette approche vise à ce que la composition du Conseil d'administration reflète l'actionnariat de Crédit Agricole CIB, détenue à 100 % par des sociétés du Groupe Crédit Agricole, mais également le souhait d'accueillir des administrateurs aux profils diversifiés et complémentaires tant en termes de formation, de compétences que d'expérience professionnelle tout en respectant le ratio légal minimum de 40 % d'administrateurs pour chaque sexe ainsi que celui d'un tiers d'administrateurs indépendants prévu par le Code AFEP / MEDEF.

Politique en matière d'âge

Le Comité des nominations et de la gouvernance et le Conseil d'administration n'ont pas retenu de politique en termes d'âge des membres du Conseil d'administration, ayant souhaité avant tout s'attacher à l'examen de leur expérience et de leurs compétences.

ADMINISTRATEURS ÉLUS PAR LES SALARIÉS

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB, en conformité avec les dispositions des articles L. 225-27 et suivants du Code de commerce et de l'article 9 des statuts de la Société (cf. Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel), doit comporter au moins deux administrateurs élus par les salariés.

Ces dispositions contribuent à enrichir la diversité au sein du Conseil d'administration.

CENSEURS

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB, conformément à l'article 17 des statuts de la Société (cf. Chapitre 8 « informations générales » du présent Document d'enregistrement universel) peut nommer un ou plusieurs censeurs.

Messieurs Nicolas Langevin et Pascal Quineau ont été nommés censeurs par le Conseil d'administration, respectivement le 29 juillet 2025 et le 30 avril 2024, dans le but d'accompagner le développement des relations de Crédit Agricole CIB avec les Caisses régionales notamment pour ce qui concerne le suivi des Entreprises de taille intermédiaire (ETI).

NATIONALITÉ DES ADMINISTRATEURS

Au 31 décembre 2025, quinze administrateurs de Crédit Agricole CIB sont de nationalité française, et une administratrice est de nationalité andorrane, ce qui permet une ouverture à l'international du Conseil d'administration.

DIVERSITÉ AU SEIN DES INSTANCES DIRIGEANTES

Convaincu que la mixité est un puissant levier de performance et d'innovation, Crédit Agricole CIB mène depuis plusieurs années une politique volontariste afin que sa culture d'entreprise soit plus inclusive.

Pour identifier les principaux enjeux et mesurer l'efficacité de sa politique mixité, Crédit Agricole CIB analyse régulièrement les indicateurs de répartition des femmes et des hommes au sein de son organisation.

Au 31 décembre 2025, les femmes représentaient 42,9 % des effectifs mondiaux et 33,2 % des managers de Crédit Agricole CIB. Le Comité exécutif et le Comité de direction (COMEX et CODIR) étaient respectivement composés de 18,2 % et 20,5 % de femmes.

De plus, en matière de mixité aux postes à plus forte responsabilité, les résultats soulignent que la féminisation du Cercle 1, qui compte 28 personnes, est de 10,7 %.

Depuis plusieurs années, Crédit Agricole CIB a déployé un plan d'actions visant à renforcer la féminisation des instances dirigeantes :

- veiller à l'équilibre des recrutements et promotions dans les métiers, à l'équité des salaires, former et sensibiliser les collaborateurs aux principes de l'égalité professionnelle et de non-discrimination, accompagner l'ensemble des collaborateurs dans le développement de leur employabilité et déployer des actions en faveur de la parentalité constituent les axes principaux de l'accord égalité professionnelle entre les hommes et les femmes renouvelé en France en 2024 pour une durée de trois ans ;
- Crédit Agricole CIB accompagne ses talents féminins, en France et à l'international, à travers une offre de programmes de développement du leadership. Ces programmes ont pour objectifs de leur donner des clefs pour renforcer leur positionnement stratégique, développer leur réseau et évoluer au sein d'instances dirigeantes ;
- des actions de sensibilisation des collaborateurs sont déployées sur l'ensemble de l'année et particulièrement durant la Semaine des Diversités et le Mois des Diversités. Ceux-ci se sont tenus respectivement en mars et en novembre et ont permis de créer des espaces d'échanges autour de la diversité et de l'inclusion en proposant des conférences, des supports d'information, des évènements et des ateliers comme la Fresque de la Diversité, pour une mise en mouvement collective. Tout au long de l'année, les équipes de Crédit Agricole CIB travaillent également en étroite collaboration avec le réseau « Potentielles » et les réseaux de promotion de la mixité et diversités créés dans ses différentes implantations.

Par ailleurs, en tant que partenaires historiques de la fédération Financi'Elles, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont réaffirmé leur volonté de mettre en œuvre des politiques de Ressources humaines ambitieuses en matière d'égalité femmes-hommes en signant en novembre 2021 la Charte d'engagements de Financi'Elles à l'occasion des 10 ans de la fédération des réseaux de la Banque, de la Finance et de l'Assurance.

Afin d'atteindre les objectifs de féminisation de la loi Rixain et compléter ce plan d'actions, Crédit Agricole CIB s'inscrit pleinement dans les ambitions du Groupe et se fixe comme objectifs d'atteindre 50 % de femmes et 40 % d'internationaux dans ses viviers stratégiques à horizon 2028. Afin d'y parvenir, Crédit Agricole CIB s'est engagée à :

- porter une attention particulière aux profils féminins dans les processus de recrutement des postes stratégiques ;
- déployer une revue mondiale des plans de succession des postes stratégiques avec une attention portée à la mixité et l'internationalisation, et une approche orientée compétences d'aujourd'hui et de demain ;

1 ABE /GL/2021/05 du 02/07/2021.

- développer une approche Ressources humaines intégrée en adaptant l'ensemble de nos processus (recrutement, talents, promotions, etc.) à nos engagements et faciliter leur pilotage ;
- développer la mise en visibilité des talents féminins et internationaux.

Afin d'accélérer, Crédit Agricole CIB travaille à la déclinaison de plans d'actions au niveau de chacun de ses métiers.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a réalisé, en 2025, une revue de son vivier de talents permettant d'enrichir ses plans de succession à court et long terme sur les postes Cercle 1. Grâce à une attention particulière portée aux critères de diversité et notamment de mixité, 29 % des potentiels successeurs identifiés sont des femmes.

Enfin, le Conseil d'administration, en application de l'article L. 225-37-1 du Code de commerce délibère annuellement sur la politique de Crédit Agricole CIB en matière d'égalité professionnelle et salariale et sur la mise en œuvre du plan d'égalité femmes-hommes. À cette occasion, il examine les résultats obtenus et notamment l'index sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. En France, l'index d'égalité femmes-hommes de Crédit Agricole CIB était de 86 sur 100 en 2025.

1.1.4. Composition de la Direction générale et limitations apportées aux pouvoirs du Directeur général

COMPOSITION DE LA DIRECTION GÉNÉRALE AU 31 DÉCEMBRE 2025

	Fonctions	Nomination	Renouvellement(s)	Échéance du mandat
Jean-François BALAŸ[1]	Directeur général	5 mai 2025[1]		Indéterminée
Olivier BÉLORGEY	Directeur général délégué	1er janvier 2021	1er septembre 2022 puis 5 mai 2025	Indéterminée
Stéphane DUCROIZET[2]	Directeur général délégué	1er novembre 2025[2]		Indéterminée
Pierre GAY	Directeur général délégué	1er janvier 2021	1er septembre 2022 puis 5 mai 2025	Indéterminée

1 Nommé par le Conseil d'administration du 25 avril 2025 avec effet au 5 mai 2025.

2 Nommé par le Conseil d'administration du 29 juillet 2025 avec effet au 1er novembre 2025.

Le Directeur général et les Directeurs généraux délégués sont par ailleurs dirigeants effectifs au sens du Code monétaire et financier et de la réglementation applicable aux établissements de crédit.

LIMITATIONS APPORTÉES AUX POUVOIRS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les limitations apportées aux pouvoirs du Directeur général sont précisées ci-après, ainsi que dans la présentation des pouvoirs du Conseil d'administration au point 1.2.2. « Pouvoirs du Conseil d'administration ».

Le règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit que le Directeur général est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, au respect des règles de contrôle interne applicables dans le Groupe Crédit Agricole, des orientations définies et des décisions attribuées par la loi ou par ledit règlement, au Conseil d'administration ou à l'Assemblée générale.

Le règlement intérieur précise également que le Directeur général peut saisir le Conseil d'administration et rechercher ses indications à l'occasion notamment de toutes opérations significatives concernant les orientations stratégiques de Crédit Agricole CIB ou susceptibles de l'affecter et de modifier sa structure financière ou son périmètre d'activité. De plus, comme mentionné au point 1.2.2 « Pouvoirs du Conseil d'administration », à titre de mesure purement interne inopposable aux tiers, certains actes du Directeur général ne peuvent être accomplis que sur autorisation du Conseil d'administration ou de son Président.

1.2. Fonctionnement et conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration

Le fonctionnement et les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, des statuts de Crédit Agricole CIB (cf. Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel), du règlement intérieur du Conseil d'administration et des textes internes de gouvernance.

1.2.1. Réunions et consultations écrites du Conseil d'administration

FRÉQUENCE DES RÉUNIONS

Les statuts (cf. Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel) prévoient que le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de Crédit Agricole CIB l'exige, sur la convocation de son Président ou du tiers au moins des administrateurs. Le règlement intérieur du Conseil d'administration (art.1.1) précise que le Conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an.

MOYEN DE TÉLÉCOMMUNICATION

Le règlement intérieur du Conseil d'administration (art. 1.2) précise que les membres du Conseil d'administration peuvent participer aux réunions du Conseil d'administration par un moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective (transmission a minima de la voix des participants, et caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations).

Tout membre du Conseil d'administration ne pouvant être physiquement présent à une réunion du Conseil d'administration devra informer le Président du Conseil d'administration et/ou le Secrétariat du Conseil d'administration de son intention d'y participer par un moyen de télécommunication.

CONSULTATIONS ÉCRITES

Sur proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale du 5 mai 2025 a décidé de modifier l'article 11 des statuts relatifs aux délibérations du Conseil d'administration afin de permettre la consultation écrite des membres du Conseil d'administration dans les conditions définies par l'article L.225-37 du Code de commerce.

1.2.2. Pouvoirs du Conseil d'administration

Les pouvoirs du Conseil d'administration sont notamment énoncés à l'article L. 225-35 du Code de commerce et sont précisés dans le règlement intérieur du Conseil d'administration.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – ARTICLE 2

« I-a- Dans le cadre de la mission qui lui est confiée par la loi, le Conseil d'administration :

- *définit les stratégies ainsi que les politiques générales de la Société, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité ;*
- *approuve, le cas échéant, sur proposition du Directeur général et/ou de chacun des Directeurs généraux délégués, les moyens, structures et plans destinés à mettre en œuvre les stratégies et politiques générales qu'il a définies ;*
- *se prononce sur toutes les questions liées à l'administration de la Société qui lui sont soumises par le Président et le Directeur général.*

Dans le cadre de ses missions habituelles, le Conseil d'administration intervient notamment sur les sujets suivants :

- *il approuve le budget ;*
- *il arrête les comptes sociaux et consolidés annuels ;*
- *il arrête le rapport de gestion et le rapport sur le gouvernement d'entreprise ;*
- *il décide de convoquer les Assemblées générales de la Société. Il définit leur ordre du jour et le texte des résolutions ;*
- *il adresse ou met à disposition des actionnaires les documents nécessaires pour permettre à ces derniers de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche des affaires de la Société ;*
- *il nomme le Président et le Directeur général, et sur proposition du Directeur général, le ou les Directeurs généraux délégués, il fixe les éventuelles limitations aux pouvoirs du Directeur général et du ou des Directeurs généraux délégués ;*
- *il est compétent pour la révocation du Président, du Directeur général, et des Directeurs généraux délégués conformément à la loi ;*
- *il procède à la nomination à titre provisoire d'administrateurs en cas de vacance, par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, conformément à la loi ;*
- *il fixe la rémunération du Président, du Directeur général, du ou des Directeurs généraux délégués, et détermine la répartition entre les administrateurs de la somme allouée par l'Assemblée générale des actionnaires au titre de la rémunération de leur activité ;*
- *il délibère annuellement sur la politique de la Société en matière d'égalité professionnelle et salariale entre les hommes et les femmes ;*
- *il s'assure qu'une politique de diversité, notamment en matière de représentation des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes, est mise en œuvre ;*
- *il délibère sur toute convention réglementée soumise à son autorisation préalable en application des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce ; il examine chaque année les conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution a été poursuivie ;*
- *il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns ;*
- *il décide ou autorise l'émission d'obligations, sauf si les statuts réservent ce pouvoir à l'Assemblée générale ou si celle-ci décide de l'exercer ; il peut déléguer, à toute personne de son choix, les pouvoirs nécessaires pour réaliser, dans un délai d'un an l'émission d'obligations et en arrêter les modalités ;*
- *il procède à l'examen du dispositif de gouvernance, évalue périodiquement son efficacité et s'assure que des mesures correctrices ont été prises pour remédier aux éventuelles défaillances ; à ce titre, il est informé sur une base régulière*

des informations de la situation des risques, des enjeux de conformité et des conclusions des rapports d'audit ;

- *il approuve la charte d'audit et le plan d'audit et en suit l'exécution ;*
- *il s'assure notamment du respect de la réglementation bancaire en matière de contrôle interne, et en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;*
- *il est informé par les Dirigeants effectifs de l'ensemble des risques significatifs, des politiques de gestion des risques et des modifications apportées à celles-ci ;*
- *il contrôle le processus de publication et de communication, la qualité et la fiabilité des informations destinées à être publiées et communiquées par la Société ;*
- *il approuve et revoit régulièrement le cadre d'appétit aux risques, les politiques sectorielles, les stratégies et politiques régissant la prise, la gestion, le suivi et la réduction des risques auxquels la Société est ou pourrait être exposée ;*
- *il approuve le dispositif de gestion de la continuité d'activité visant à assurer la capacité de la Société à maintenir ses services, notamment informatiques, de manière continue et à limiter ses pertes en cas de perturbation grave ;*
- *il approuve la stratégie en matière informatique et la politique de sécurité du système d'information afin de répondre à la stratégie d'affaires, et de s'assurer que les ressources allouées à la gestion des opérations informatiques, à la sécurité du système d'information ainsi qu'à la continuité d'activité sont suffisantes pour que la Société remplisse ses missions ;*
- *il arrête et revoit régulièrement les principes généraux de la politique de rémunération et en contrôle la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne le personnel dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de la Société ou du groupe Crédit Agricole CIB, tel que défini par la réglementation française et européenne applicable (ci-après « le personnel identifié ») ;*
- *il se prononce sur les grands principes de rémunération variable des collaborateurs de la Société (composition, assiette, forme et date de versement) et sur le montant de l'enveloppe attribuée dans le cadre de cette rémunération, après examen par le Comité des rémunérations ;*
- *il détermine les orientations et contrôle la mise en œuvre par les Dirigeants effectifs des dispositifs de surveillance afin de garantir une gestion efficace et prudente des activités de la Société, notamment la séparation des fonctions au sein de l'organisation et la prévention des conflits d'intérêts ;*
- *il est informé préalablement lorsque les responsables des fonctions de vérification de la conformité, de la gestion des risques et de l'audit interne sont démis de leurs fonctions. Le cas échéant, il donne son accord préalable avant que le responsable de la fonction de gestion des risques ne soit démis de ses fonctions, après avis du Comité des nominations et de la gouvernance ;*
- *il s'assure de l'existence et de la mise en œuvre d'un Code de conduite, ou de politiques similaires et efficaces visant, notamment, à détecter, gérer et atténuer les conflits d'intérêts avérés et potentiels et à prévenir et détecter les faits de corruption et de trafic d'influence ;*

[…]

I-b- Outre les pouvoirs ci-dessus et ceux généralement déterminés par la loi, le Conseil d'administration, sur proposition du Directeur général et/ou de chacun des Directeurs généraux délégués, décide :

1. de toute opération de croissance ou décroissance externe de la Société par voie de :

- *création, acquisition ou cession de toutes filiales et participations (hors structures dédiées à la réalisation d'une ou plusieurs opérations de crédit, de prise de risque spécifique ou de portage) ;*
- *création ou suppression de toute succursale à l'étranger ;*
- *acquisition, cession, échange ou apport de fonds de commerce ou d'éléments de fonds de commerce,*

susceptible de se traduire par un investissement ou désinvestissement supérieur à 50 millions d'euros ;

2. ainsi que de la constitution de sûretés à la couverture des engagements propres (hors opérations de marché) de la Société, dès lors que ces sûretés portent sur des actifs de la Société pour un montant supérieur à 50 millions d'euros. Le Directeur général et/ou chacun des Directeurs généraux délégués sont toutefois autorisés à constituer seuls des sûretés sans limitation de montant auprès des Banques centrales de l'Espace économique européen et/ou du G10, en contrepartie d'avances à très court terme dans le cadre de mécanismes de paiement-livraison de titres ou d'espèces.

De même, et sur proposition du Directeur général et/ou de chacun des Directeurs généraux délégués, le Conseil d'administration décide de l'achat ou de la vente d'immeubles effectués au nom ou pour le compte de la Société, dès lors que les montants de ces opérations excèdent 30 millions d'euros. »

Le Conseil d'administration dispose par ailleurs de pouvoirs spécifiques au titre d'autres dispositions légales et réglementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, notamment en matière de gouvernement d'entreprise, de conformité, de gestion des risques et de contrôle interne et en matière d'ESG (Environnement, Social et Gouvernance).

1.2.3. Procédure de saisine, d'information et modalités d'intervention du Conseil d'administration – Conflits d'intérêts

CONDITIONS D'INTERVENTION ET MODALITÉS DE SAISINE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Afin de permettre au Secrétaire du Conseil d'administration de préparer les séances du Conseil d'administration, un texte de gouvernance interne à Crédit Agricole CIB décrit les conditions d'intervention et les modalités de saisine du Conseil d'administration. Ce document prévoit notamment les conditions dans lesquelles les Directions du Siège ou les succursales doivent communiquer au Secrétaire, dans le cadre du calendrier des réunions du Conseil d'administration, les points susceptibles d'être ajoutés au projet d'ordre du jour de chaque séance ainsi que les documents d'information. Le projet d'ordre du jour est ensuite transmis au Président du Conseil d'administration pour approbation.

PRINCIPES ET BONNES PRATIQUES DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Les dispositions du règlement intérieur du Conseil d'administration précisent les rôles des Comités du Conseil d'administration. Elles comportent par ailleurs le rappel des principes et bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise qui permettent de favoriser la qualité des travaux du Conseil d'administration et notamment l'obtention de l'information nécessaire à une intervention utile des administrateurs sur les sujets inscrits à l'ordre du jour, sur les obligations de confidentialité, ainsi que sur les obligations et recommandations relatives aux informations privilégiées et aux conflits d'intérêts dont le détail est rappelé dans la section 1.3.3 « Droits et devoirs des administrateurs, des censeurs et des membres de la Direction générale ».

PROCÉDURE RELATIVE AUX CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, le Conseil d'administration autorise préalablement à leur conclusion les conventions dites « règlementées ». Les administrateurs/dirigeants communs directement ou indirectement intéressés par ces conventions ne prennent pas part aux délibérations et au vote.

L'information sur les conventions au titre de l'exercice 2025 (nouvelles conventions conclues et autorisées ainsi que celles conclues antérieurement dont l'exécution s'est poursuivie en 2025) fait l'objet d'une transmission aux Commissaires aux comptes, qui établissent leur rapport spécial à l'Assemblée générale des actionnaires (cf. Section 3 « Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels » du Chapitre 7 « Comptes individuels au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel).

Le Conseil d'administration du 30 janvier 2026 a procédé au réexamen des conventions réglementées conclues et autorisées antérieurement dont l'exécution s'est poursuivie en 2025, conformément aux dispositions de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce.

1.2.4. Activité du Conseil d'administration au cours de l'année 2025

NOMBRE DE SÉANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice 2025, le Conseil d'administration s'est réuni sept fois. Aucune consultation écrite n'a été organisée en complément de ces sept réunions.

MODES DE RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'administration ont assisté aux séances du Conseil soit en présentiel soit en faisant usage de moyens de télécommunication conformément au Règlement intérieur du Conseil et à la règlementation en vigueur.

TRANSMISSION PRÉALABLE DES DOCUMENTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les points portés à l'ordre du jour du Conseil d'administration font l'objet d'un support écrit diffusé quelques jours avant chaque réunion du Conseil d'administration.

PRINCIPAUX POINTS ET DOSSIERS EXAMINÉS AU COURS DES SÉANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, LE CAS ÉCHÉANT, APRÈS ANALYSE PAR LES COMITÉS SPÉCIALISÉS

◆ Concernant l'activité de Crédit Agricole CIB et les orientations stratégiques

Le Conseil d'administration a bénéficié d'une présentation trimestrielle sur l'activité commerciale de Crédit Agricole CIB. Il a également eu la présentation de plusieurs projets concernant les implantations de Crédit Agricole CIB à l'international notamment sur la région Amériques.

Un séminaire portant sur l'activité et la stratégie de la Banque a été organisé à Madrid en septembre 2025. Dans ce cadre, le projet de nouveau plan stratégique de Crédit Agricole CIB, le Plan à Moyen Terme à horizon 2028 (PMT 2028) a été présenté pour discussions afin de recueillir l'avis et les recommandations des membres du Conseil d'administration. Ce PMT ainsi que la trajectoire financière nécessaire à sa mise en œuvre ont ensuite été soumis au Conseil d'administration pour approbation au mois d'octobre 2025.

Le Conseil d'administration a en outre arrêté le budget de Crédit Agricole CIB pour 2026, première année du nouveau PMT.

◆ Concernant les comptes, la situation financière et les relations avec les Commissaires aux comptes

Conformément à la réglementation, le Conseil d'administration a arrêté les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2025 et a examiné les comptes semestriels et les résultats trimestriels au cours de l'année 2025. Lors de chaque examen de ces comptes, la Présidente du Comité d'audit lui a présenté un compte rendu sur les travaux de ce Comité et les Commissaires aux comptes lui ont fait part de leurs remarques.

◆ Concernant le contrôle interne et le suivi des risques

Dans le cadre de sa fonction de supervision, le Conseil d'administration occupe un rôle central en matière de contrôle interne et de surveillance des risques. À ce titre, il reçoit un large éventail d'informations lui permettant d'avoir une vue d'ensemble de la situation de Crédit Agricole CIB au regard des risques auxquels la Banque pourrait être exposée. Il est assisté dans ces travaux par le Comité des risques et le Comité d'audit, intervenant, le cas échéant, en sessions conjointes.

Comme le prévoit la règlementation, les responsables des trois fonctions de contrôle - Direction des risques, Direction de la conformité et Audit interne - ont un accès direct au Conseil d'administration et lui rendent compte sur une base régulière de leurs missions.

Ainsi, trimestriellement, le Conseil d'administration a examiné, sur présentation du Directeur des risques, la situation de Crédit Agricole CIB au regard des risques de marché, du risque de contrepartie, des risques opérationnels, du risque de crédit, du risque de liquidité et des risques climatiques et environnementaux. Il a bénéficié aussi d'un partage d'informations sur les relations avec les régulateurs en Europe et à l'international par la Directrice de la conformité. Il suit également l'évolution du coût du risque.

Le responsable de l'Audit interne est intervenu deux fois en 2025 pour présenter les conclusions des missions de contrôle périodique.

Des points semestriels ont également été proposés au Conseil d'administration concernant les travaux menés dans le cadre du rapport sur le contrôle interne (RCI – rapport annuel sur le contrôle interne) et de l'information semestrielle sur le contrôle interne (ISCI).

Ont également été présentés au Conseil d'administration :

- le rapport annuel du responsable de la Conformité sur les services d'investissement (RCSI) ;
- les courriers des autorités de tutelle, les réponses apportées et les actions mises en œuvre pour répondre aux observations formulées ;
- des points réguliers sur le suivi des projets stratégiques et des risques liés à l'informatique et aux Technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- une présentation sur le dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, sur le dispositif anticorruption, sur le dispositif de surveillance des abus de marché et sur la mise en œuvre de la règlementation applicable à la protection des données (RGPD).

Le Conseil d'administration a par ailleurs approuvé :

- la Charte d'audit et le plan d'audit 2026 ;
- le cadre d'appétit au risque et ses mises à jour ainsi que les déclarations y afférentes ;

- le système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité et les procédures, systèmes et outils permettant de mesurer ce risque ainsi que le plan d'urgence en matière de liquidité ;
- la liste des risques majeurs et le programme de *stress tests* ;
- trimestriellement, les cadres de risque de Crédit Agricole CIB applicables à ses métiers et à ses activités dans différents pays ;
- les critères et seuils permettant d'identifier les incidents significatifs révélés par les procédures de contrôle interne qui restent inchangés par rapport à l'année précédente ;
- la déclaration sur l'adéquation du dispositif de contrôle des risques et la qualité des informations transmises au Conseil d'administration ;
- les déclarations ICAAP et ILAAP ;
- les rapports de contrôle interne (social et consolidé) dédiés à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- sur le risque informatique : le budget alloué à l'informatique, la stratégie informatique, la stratégie de résilience opérationnelle numérique (SRON), la politique de sécurité du système d'information (SI) ainsi que la stratégie d'externalisation applicable aux fournisseurs externes de services informatiques.

◆ Concernant la gouvernance

Le Conseil d'administration a eu une activité soutenue en matière de gouvernance en 2025, liée principalement à la nomination d'un nouveau Directeur général et à l'organisation de la nouvelle gouvernance en découlant.

Sur recommandation du Comité des nominations et de la gouvernance, le Conseil d'administration a nommé Monsieur Jean-François Balaÿ en qualité de Directeur général en remplacement de Monsieur Xavier Musca dont le mandat arrivait à échéance en application des dispositions statutaires. Sur proposition du nouveau Directeur général, il a renouvelé le mandat des deux Directeurs généraux délégués déjà en fonction (Messieurs Olivier Bélorgey et Pierre Gay) puis nommé un troisième Directeur général délégué, Monsieur Stéphane Ducroizet.

Le Conseil d'administration a par ailleurs revu la composition du Conseil d'administration et de ses Comités. Il a proposé la nomination d'un nouvel administrateur ainsi que le renouvellement de plusieurs administrateurs à l'Assemblée générale. En cours d'année, il a procédé à la cooptation d'un nouvel administrateur et à la nomination d'un nouveau censeur.

Sur la base des travaux du Comité des nominations et de la gouvernance, le Conseil d'administration a aussi :

- revu la qualification d'indépendant des administrateurs au regard des critères du Code AFEP/MEDEF ;
- examiné l'auto-évaluation collective et individuelle du Conseil d'administration et dans ce cadre, a réexaminé la situation de chacun des administrateurs concernant leur disponibilité, leur honorabilité et l'existence de potentiels conflits d'intérêts ;
- proposé à l'Assemblée générale une modification des statuts concernant le recours à la consultation écrite pour les décisions du Conseil d'administration et les modalités de participation aux séances du Conseil d'administration par moyens de télécommunication. Il a modifié ensuite le règlement intérieur du Conseil pour le mettre en cohérence avec les statuts modifiés ;
- approuvé la mise à jour de la politique de diversité au sein du Conseil d'administration ;
- approuvé la mise à jour de la politique de diversité au sein des instances dirigeantes.

◆ Concernant les Ressources humaines et les rémunérations

Après avis du Comité des rémunérations, le Conseil d'administration a notamment approuvé la rémunération fixe, la rémunération variable annuelle et les modalités et critères de détermination de la rémunération variable annuelle des dirigeants mandataires sociaux (Directeur général et Directeurs généraux délégués), tenant compte des dispositions réglementaires mais aussi de critères de performance ESG.

Il a par ailleurs approuvé l'enveloppe de rémunération variable des collaborateurs, la politique de Crédit Agricole CIB en matière de rémunérations incluant les dispositifs mis en œuvre pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

Il a aussi examiné le rapport requis par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) présentant les informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunérations au sein de Crédit Agricole CIB concernant les personnes définies à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier.

◆ Concernant les enjeux ESG

Le Conseil d'administration renforce de manière continue ses interventions et analyses concernant les enjeux ESG et les questions de durabilité. Outre les décisions précitées en matière de gouvernance et de rémunérations qui impliquent la prise en compte de questions de diversité ou d'égalité entre les hommes et les femmes, le Conseil d'administration est invité de façon régulière à donner son avis ou à délibérer sur des sujets ESG.

Depuis plusieurs années déjà, il approuve les politiques sectorielles et le cadre de risque transverse Climat et Environnement.

Depuis 2024, il examine, sur une base trimestrielle, l'évolution de l'exposition de Crédit Agricole CIB au regard des trajectoires Net Zéro (trajectoires de décarbonation) publiées par Crédit Agricole S.A. sur différents secteurs (Pétrole et gaz, Électricité, Immobilier commercial, Automobile, Ciment, Acier, Transport aérien et Transport maritime), ainsi que, dans le cadre de l'appétit au risque, l'exposition aux risques climatiques et environnementaux.

Pour la préparation du rapport de durabilité 2024, publié en 2025, le Conseil d'administration a bénéficié notamment d'informations sur la directive «CSRD», sur les Impacts, Risques et Opportunités (IRO), sur la matrice de double matérialité et ses enjeux avant d'approuver le rapport définitif pour 2024. Dans le cadre de la préparation du rapport de durabilité pour l'exercice 2025, la Présidente du Comité d'audit a présenté un point de situation sur l'avancement des travaux.

En lien avec les thématiques matérielles retenues pour Crédit Agricole CIB en matière de durabilité et dans un contexte de risques accrus concernant la cybersécurité, le Conseil d'administration est tenu informé des projets informatiques les plus significatifs et de l'évolution des risques informatiques pour lesquels plusieurs indicateurs ont été intégrés au cadre d'appétit au risque suivi sur une base trimestrielle.

En ce qui concerne la lutte contre la délinquance financière, le Conseil d'administration examine le dispositif et approuve le rapport annuel sur le contrôle interne LCB/FT (Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme). Il bénéficie par ailleurs d'une présentation du dispositif anticorruption en conformité avec la loi Sapin 2.

Sur des préoccupations en lien direct avec les Ressources humaines, le Conseil d'administration a pris connaissance du bilan social 2024 et d'une analyse comparée de la situation des hommes et des femmes au sein de Crédit Agricole CIB. L'avis du Comité social et économique (CSE) lui a été partagé. Il a aussi délibéré sur la politique de Crédit Agricole CIB en matière d'égalité professionnelle et salariale.

Lors du séminaire stratégique annuel, il a rediscuté des objectifs stratégiques de Crédit Agricole CIB notamment en ce qui concerne l'accompagnement des clients dans leur transition énergétique.

Enfin, comme le prévoient les réglementations britanniques et australiennes sur le *Modern Slavery Act*, le Conseil d'administration a revu l'actualisation de la déclaration annuelle de lutte contre l'esclavage moderne et la traite des êtres humains.

◆ Concernant les conventions réglementées

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé les lettres de garantie au bénéfice des nouveaux administrateurs, ainsi qu'au bénéfice des membres de la Direction générale.

Il a examiné et autorisé les engagements règlementés au profit du Directeur général et des Directeurs généraux délégués concernant la suspension de leur contrat de travail et leurs avantages sociaux ainsi qu'un deuxième avenant au pacte d'associés concernant la société CAGIP.

Le détail de ces conventions réglementées est présenté par les Commissaires aux comptes dans leur rapport spécial au Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-40-1 du Code de commerce, le Conseil d'administration a réexaminé les conventions conclues et autorisées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2025.

◆ Autres sujets examinés par le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a approuvé les termes du rapport sur le Gouvernement d'entreprise, arrêté ceux du rapport de gestion, arrêté l'ordre du jour et les résolutions de l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 5 mai 2025 ainsi que les termes de son rapport à cette Assemblée générale.

Il a revu régulièrement la liste des personnes habilitées en matière d'émissions obligataires et arrêté le dispositif de formation bénéficiant aux administrateurs élus par les salariés.

◆ Concernant l'organisation chaque année d'au moins une réunion hors la présence des dirigeants mandataires sociaux exécutifs

Conformément au §12.3 du Code AFEP/MEDEF, une réunion des membres du Conseil d'administration hors la présence des dirigeants mandataires sociaux exécutifs a eu lieu le 18 mars 2025. Les membres du Conseil d'administration ont notamment discuté du fonctionnement du Conseil d'administration et des sujets qu'ils souhaiteraient approfondir lors des séances du Conseil d'administration.

1.2.5. Évaluation des compétences et du fonctionnement du Conseil d'administration

ÉVALUATION DES COMPÉTENCES COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES DES ADMINISTRATEURS – ARTICLE L.511-98 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER

Une évaluation des compétences collectives et individuelles des administrateurs, sur la base d'une auto-évaluation menée au cours du quatrième trimestre 2025, a été mise en œuvre par le Comité des nominations et de la gouvernance.

Domaines de compétences

Il a été demandé aux administrateurs de s'évaluer sur vingt domaines de compétence :

- Marchés bancaires et financiers ;
- Exigences juridiques et cadre réglementaire de la Banque ;
- Activité de la Banque et mise en œuvre ;
- Planification stratégique ;
- Gestion des risques ;
- Audit interne ;
- Comptabilité financière ;
- Évaluation de l'efficacité des dispositifs d'un établissement de crédit garantissant une gouvernance, une surveillance et des contrôles efficaces ;
- Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT) ;
- Interprétation des informations financières d'un établissement de crédit, identification des principaux problèmes sur la base de ces informations et contrôles et mesures appropriés ;
- Connaissances et expérience en matière de risques liés au climat et à l'environnement ;
- Connaissance des Technologies de l'information et de la communication (TIC) et de leur sécurité ;
- Gestion du risque informatique/cybersécurité ;
- Management d'entreprise ;
- Management de grandes organisations ;
- Ressources humaines et politique de rémunération ;
- Expérience internationale et management de groupes internationaux ;
- Économie ;
- Géopolitique ;
- Responsabilité sociétale et environnementale (RSE).

Les conclusions de cette évaluation, présentées au Conseil d'administration révèlent une compétence collective du Conseil en conformité avec les attendus pour un Conseil d'administration d'un établissement de crédit.

En effet, les résultats agrégés de cette auto-évaluation permettent de constater que l'ensemble des domaines de compétences, bancaires et non bancaires, sont couverts :

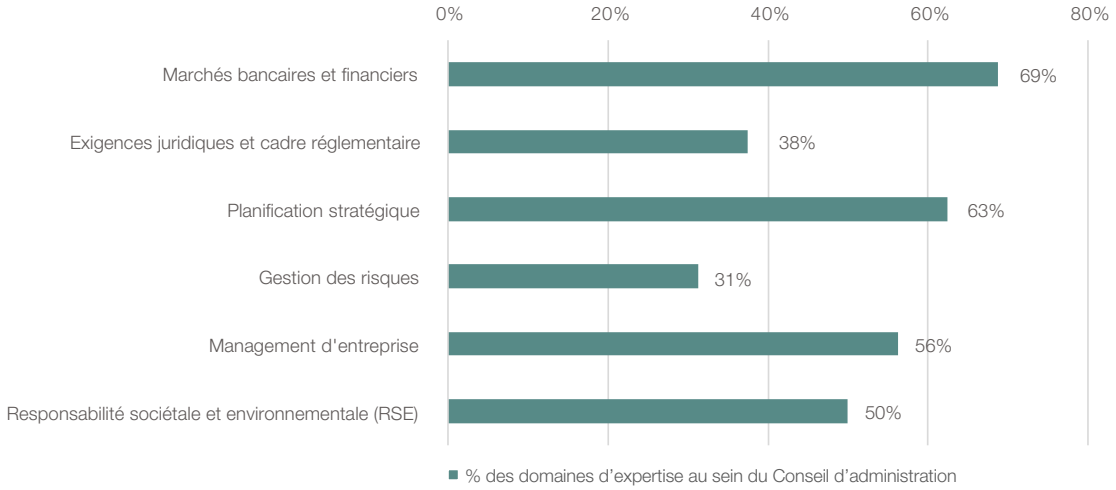
- seize administrateurs considèrent que leur contribution aux travaux du Conseil d'administration est très bonne à bonne en matière de Marchés bancaires et financiers ; d'Exigences juridiques et cadre réglementaire de la Banque ; d'Activité de la banque ; de Planification stratégique ; d'Évaluation de l'efficacité des dispositions d'un établissement de crédit ; de la Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB/FT) ; de Ressources humaines et politique de rémunération ; d'Économie ; de Géopolitique et de Responsabilité sociétale et environnementale (RSE) ;
- quinze administrateurs considèrent que leur contribution aux travaux du Conseil d'administration est très bonne à bonne en matière de Gestion des risques ; d'Audit interne et d'Interprétation des informations financières d'un établissement de crédit ;
- quatorze administrateurs considèrent que leur contribution aux travaux du Conseil d'administration est très bonne à bonne en matière de Management d'entreprise ;
- treize administrateurs considèrent que leur contribution aux travaux du Conseil d'administration est très bonne à bonne en matière de Risques liés au climat et à l'environnement ;
- douze administrateurs considèrent que leur contribution aux travaux du Conseil d'administration est très bonne à bonne en matière de Comptabilité financière et de Management de grandes organisations ;
- onze administrateurs considèrent que leur contribution aux travaux du Conseil d'administration est très bonne à bonne en matière de Technologies de l'information et de la communication (TIC) et de leur sécurité et de Gestion du risque informatique / Cybersécurité ;
- dix administrateurs considèrent que leur contribution aux travaux du Conseil d'administration est très bonne à bonne en matière Internationale et Management de groupes internationaux.

Domaines d'expertises

En outre, en complément des domaines de compétence précités, largement partagés, les membres du Conseil d'administration ont été invités à identifier leurs cinq domaines d'expertises privilégiés.

Ainsi, à titre d'exemples, les pourcentages des membres du Conseil d'administration ayant déclaré les Marchés bancaires et financiers ; les Exigences juridiques et cadre règlementaire ; la Planification stratégique ; la Gestion des risques ; le management d'entreprise et la RSE, parmi leurs cinq domaines d'expertises privilégiés sont les suivants :

▶ **Domaines d'expertises au sein du Conseil d'administration**



Conflits d'intérêts

Les administrateurs n'ont déclaré aucune situation porteuse de conflits d'intérêts avérés.

Réputation

Les administrateurs n'ont déclaré l'existence d'aucune procédure en cours ou de décisions judiciaires, administratives ou disciplinaires pouvant remettre en cause leur réputation.

Disponibilité

Les administrateurs considèrent qu'ils arrivent bien préparés aux séances du Conseil d'administration. Ils disposent par ailleurs de la disponibilité suffisante pour exercer leurs fonctions au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB.

Indépendance

De plus, les cinq administratrices considérées comme indépendantes ont répondu au questionnaire leur demandant de s'évaluer sur la base des sept critères d'indépendance du Code AFEP/MEDEF. Les résultats de cette auto-évaluation ont été pris en compte lors de la revue par le Comité des nominations et de la gouvernance et par le Conseil d'administration de la qualité d'administrateur indépendant.

Informations complémentaires

Les administrateurs ont été invités à se prononcer sur différents thèmes, tels que leur bonne compréhension des métiers et des enjeux de Crédit Agricole CIB, ou leurs souhaits de formation.

ÉVALUATION DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – §11 DU CODE AFEP/MEDEF

Évaluation menée au cours du quatrième trimestre 2025

Un exercice d'auto-évaluation du Conseil d'administration a été mené au cours du quatrième trimestre 2025, sur la base d'un questionnaire collectif composé de 70 questions, accessible de manière dématérialisée par les membres du Conseil d'administration. Cette évaluation invite les membres du Conseil d'administration à donner leur avis sur l'organisation du Conseil d'administration, son fonctionnement, sa composition et la qualité des relations en son sein, les travaux des différents Comités du Conseil d'administration, la formation et l'information des administrateurs. Cette auto-évaluation a été mise en œuvre par le Comité des nominations et de la gouvernance et présentée au Conseil d'administration.

Résultats

Les résultats obtenus en 2025 sont satisfaisants et globalement stables par rapport à ceux obtenus en 2024. Sur un total de soixante-dix (70) questions appelant une cotation (Très satisfaisant / Satisfaisant / Moyennement satisfaisant / Peu satisfaisant/ Pas du tout satisfaisant), quarante-neuf (49) questions obtiennent 100 % de cotations « Très satisfaisant » et « Satisfaisant ». Le séminaire annuel du Conseil d'administration obtient 100 % de cotation « Très satisfaisant ».

La qualité des relations au sein du Conseil d'administration et avec la Direction générale et les différents intervenants de Crédit Agricole CIB, la qualité des débats lors des séances du Conseil d'administration, la disponibilité des interlocuteurs, ainsi que la qualité des documents transmis font partie des points forts du fonctionnement du Conseil.

À titre d'exemple, une amélioration du taux de satisfaction a pu être notée sur les formations concernant l'information des administrateurs sur l'environnement bancaire et concurrentiel.

Cette auto-évaluation a aussi été l'occasion pour les administrateurs de partager leurs attentes et leurs propositions pour améliorer le fonctionnement du Conseil d'administration et la qualité des débats notamment en matière de stratégie en proposant des points d'étape au cours de l'année sur le suivi du PMT et des analyses comparatives du positionnement par rapport à la concurrence, d'enjeux ESG, de risques informatiques. Des attentes complémentaires ont aussi été formulées sur l'intelligence artificielle ou concernant les impacts des évolutions réglementaires sur les activités de Crédit Agricole CIB ou la connaissance des métiers de Crédit Agricole CIB.

Les attentes formulées ainsi que les réponses apportées vont permettre de nourrir certaines pistes d'amélioration.

1.2.6. Formation des Administrateurs

FORMATION DES NOUVEAUX ADMINISTRATEURS

Remise d'un livret d'accueil

Une procédure, définie en 2013 pour l'accueil des nouveaux administrateurs, comprend la remise à tout nouvel administrateur d'un livret d'accueil, reprenant notamment les principaux documents en termes de gouvernance des organes sociaux de Crédit Agricole CIB, la stratégie et le budget de Crédit Agricole CIB, ainsi que le Document d'enregistrement universel et le rapport d'activité de l'année précédente.

Rencontres

Des rencontres entre le nouvel administrateur et des membres de la Direction générale, ainsi qu'avec le responsable de la fonction de gestion des risques, le Directeur financier, le responsable de la fonction de vérification de la conformité, le responsable de la fonction d'audit interne et la Direction des ressources humaines (lorsque le nouvel administrateur rejoint le Comité des rémunérations) sont également organisées dans le cadre de la prise de fonction du nouvel administrateur.

Formation du Groupe Crédit Agricole

De plus, tous les administrateurs nouvellement nommés bénéficient d'une formation d'une demi-journée en présentiel, organisée par le Groupe Crédit Agricole sur les sujets de gouvernance, de règlementation, des risques et de conformité. En 2025, cette formation a plus spécifiquement porté sur :

- la présentation du Groupe Crédit Agricole et de son modèle de banque multi-universelle ;
- la présentation des droits et devoirs des administrateurs, du cadre règlementaire de la fonction d'administrateur (rôle, obligations, sanctions), des attentes du superviseur à l'égard des Conseils d'administration ;
- la présentation des enjeux de la conformité (KYC, LCB/FT, conflits d'intérêts, l'implication du Conseil d'administration dans la surveillance des risques, notamment abus de marché, lutte contre la fraude etc.) et des enjeux pour la gouvernance (ESG, Finance durable etc.).

FORMATION DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATEURS

En complément du programme mis en place à l'attention des nouveaux administrateurs, les actions de formation à destination de l'ensemble des administrateurs se sont poursuivies au cours de l'exercice 2025.

Les formations collectives du Conseil d'administration sont dispensées par des experts internes et/ou externes.

Séminaire

Un séminaire des administrateurs, organisé en septembre 2025, a permis aux administrateurs de rencontrer des clients et de mieux appréhender leurs attentes vis-à-vis de Crédit Agricole CIB, d'approfondir leur connaissance de l'organisation de Crédit Agricole CIB et de ses activités et de discuter de la stratégie de Crédit Agricole CIB avec :

- une présentation du Plan à moyen terme à horizon 2028 (PMT 2028) ;
- une présentation de l'activité et des métiers de Crédit Agricole CIB en Espagne.

Formations techniques

Des formations techniques se sont tenues portant notamment sur la conformité : le dispositif LCB-FT de Crédit Agricole CIB, les conflits d'intérêts, les sanctions internationales. D'autres thèmes de formation ont également été présentés sur les impacts de Bâle 4, les enjeux de l'Intelligence Artificielle (IA), ainsi que sur la présentation d'un métier de Crédit Agricole CIB.

En outre, une session de formation dédiée à la directive « CSRD » et aux travaux menés pour la préparation du rapport de durabilité a été organisée à destination des membres du Comité d'audit et du Comité des risques.

Parcours de formation individualisé

Tout administrateur peut bénéficier d'un parcours de formation individualisé, notamment lors de la prise de nouvelles fonctions au sein du Conseil d'administration ou de ses Comités.

FORMATION DES ADMINISTRATEURS ÉLUS PAR LES SALARIÉS

Conformément aux dispositions des articles L. 225-30-2 et R. 225-34-3 du Code de commerce, le Conseil d'administration a déterminé, après avis des administrateurs élus par les salariés concernés, leurs formations devant être suivies au cours de l'année 2025.

1.2.7. Comités spécialisés du Conseil d'administration au 31 décembre 2025



Les Comités spécialisés du Conseil d'administration sont au nombre de quatre : Comité d'audit, Comité des risques, Comité des nominations et de la gouvernance et Comité des rémunérations.

Les membres de ces Comités sont nommés par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de son règlement intérieur.

Les Comités spécialisés :

- assistent le Conseil d'administration dans l'accomplissement de ses missions et la préparation des délibérations. Ils peuvent notamment réaliser des études, soumettre des avis ou recommandations au Conseil d'administration ;
- interagissent de manière appropriée afin d'assurer la cohérence de leurs travaux. Chaque Comité rend compte de son activité au Conseil d'administration afin de lui transmettre toutes informations adéquates et de faciliter ses délibérations ;
- exercent les missions qui leur sont dévolues par la loi et les règlements en vigueur ainsi que par le règlement intérieur du Conseil d'administration ;
- se réunissent périodiquement et en tant que de besoin, afin d'examiner tout sujet relevant de leur compétence ;
- dans l'exercice de leur mission, peuvent demander à avoir accès à toute information qu'ils jugent pertinente ;
- s'appuient principalement sur des informations synthétiques fournies par les Directions, ainsi que sur les entretiens ou réunions qu'ils tiennent avec les acteurs de l'entreprise qu'ils jugent utile de rencontrer dans l'exercice de leurs missions ; ces entretiens ou réunions peuvent être réalisés, lorsqu'ils le souhaitent, hors la présence de la Direction générale ;
- après en avoir informé le Président du Conseil d'administration et à charge d'en rendre compte au Conseil d'administration, ils peuvent demander la réalisation de toute étude susceptible d'éclairer les délibérations du Conseil d'administration aux frais de Crédit Agricole CIB, en veillant à l'objectivité de l'expert sélectionné.

COMITÉ D'AUDIT

6 Nombre d'administrateurs	**67%** Taux d'administrateurs indépendants
67% Représentation des femmes	
7 Nombre de réunions en 2025	**94%** Assiduité moyenne en 2025

COMITÉ DES RISQUES

6 Nombre d'administrateurs	**67%** Taux d'administrateurs indépendants
67% Représentation des femmes	
7 Nombre de réunions en 2025	**91%** Assiduité moyenne en 2025

COMITÉ DES NOMINATIONS ET DE LA GOUVERNANCE

3 Nombre d'administrateurs	**67%** Taux d'administrateurs indépendants
67% Représentation des femmes	
7 Nombre de réunions en 2025	**100%** Assiduité moyenne en 2025

COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

4 Nombre d'administrateurs	**67%** Taux d'administrateurs indépendants[1]
50% Représentation des femmes	
4 Nombre de réunions en 2025	**94%** Assiduité moyenne en 2025

[1] Calcul hors administrateurs salariés conformément au Code AFEP/MEDEF.

COMITÉ D'AUDIT

Composition du Comité d'audit au 31 décembre 2025

Le règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit que le Comité d'audit est composé de quatre administrateurs au moins. Et conformément au Code AFEP/MEDEF (§17.1), la part des administrateurs indépendants est égale à deux tiers.

Le responsable de la vérification de la conformité, le responsable de la fonction de gestion des risques et le responsable de l'audit interne participent aux séances de ce Comité.

MEMBRES DU COMITÉ D'AUDIT AU 31 DÉCEMBRE 2025

Sonia BONNET-BERNARD	Administratrice indépendante Présidente du Comité	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 3 mai 2022. Nommée Présidente du Comité par le Conseil d'administration du 3 mai 2023
Marlène DOLVECK	Administratrice indépendante	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 8 décembre 2023
Benoît FAYOL	Administrateur	Nommé membre du Comité par le Conseil d'administration du 5 mai 2025
Meritxell MAESTRE CORTADELLA	Administratrice indépendante	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 4 mai 2020
Anne-Laure NOAT	Administratrice indépendante	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 30 avril 2015
Emmanuel VEY	Administrateur	Nommé membre du Comité par le Conseil d'administration du 9 décembre 2022

Une biographie résumée des membres de ce Comité est disponible dans la section 1.3 « Autres informations concernant les mandataires sociaux » du présent Chapitre.

Missions du Comité d'audit

Le Comité se réunit en tant que de besoin et au moins trimestriellement.

Il s'entretient avec les Commissaires aux comptes à l'occasion de chaque arrêté des comptes annuels et établissement des comptes intermédiaires et aussi souvent que nécessaire.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – ARTICLE 3.2.4

a) - Composition et fonctionnement

Le Comité est composé de quatre administrateurs au moins.

Un membre au moins du Comité doit présenter des compétences particulières en matière financière ou comptable et être indépendant.

Le Comité se réunit en tant que de besoin, au moins trimestriellement.

Le Comité s'entretient avec les Commissaires aux comptes à l'occasion de chaque arrêté de comptes annuels et établissement de comptes intermédiaires et autant de fois qu'il l'estime nécessaire, le cas échéant hors la présence des représentants de la Société.

b) - Attributions

Le Comité a pour mission principale le suivi des questions relatives à l'élaboration et à l'examen des comptes sociaux et consolidés, à l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable, financière et de durabilité, au suivi des travaux des intervenants en matière de certification des comptes et de l'information de durabilité et à leur indépendance.

Sans préjudice des compétences du Conseil d'administration, ses attributions sont en particulier les suivantes :

1. Suivre le processus d'élaboration de l'information financière et des informations en matière de durabilité

Il suit le processus d'élaboration de l'information financière, le processus d'élaboration de l'information en matière de durabilité, y compris sous la forme numérique et le processus mis en œuvre pour déterminer les informations à publier conformément aux normes pour la communication d'informations en matière de durabilité. Si besoin, il formule des recommandations pour garantir l'intégrité de ces processus. Il s'assure de la pertinence et de la performance des méthodes comptables adoptées par la Société pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés.

2. Examiner les comptes sociaux et consolidés

Il examine les projets de comptes annuels, semestriels et trimestriels, sociaux et consolidés, avant que le Conseil d'administration n'en soit saisi.

3. Examiner et suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable et de l'information en matière de durabilité, y compris sous la forme numérique

Il examine et suit, sans qu'il soit porté atteinte à son indépendance, l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière et de l'information en matière de durabilité. A ce titre, il porte une appréciation sur la qualité du contrôle interne, propose en tant que de besoin des actions complémentaires, suit les travaux des équipes qui sont chargées du contrôle interne, notamment de la fonction de l'audit interne.

4. Suivre l'indépendance et l'objectivité des intervenants pour l'exercice des missions de certification des comptes et certification des informations en matière de durabilité – Approuver la fourniture par les Commissaires aux comptes des services mentionnés à l'article L. 821-30 du Code de commerce

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables,

- *il conduit la procédure de sélection lors de la nomination des intervenants pour l'exercice des missions de certification des comptes et de certification des informations en matière de durabilité, émet une recommandation à l'attention du Conseil d'administration sur leur renouvellement ou nomination ;*
- *il s'assure du respect des conditions d'indépendance requises des intervenants pour l'exercice des missions de certification des comptes et de certification des informations en matière de durabilité et suit toutes questions qui y sont relatives ;*

- *il approuve la fourniture par les Commissaires aux comptes des services mentionnés à l'article L. 821-30 du Code de commerce.*

5. Suivre la réalisation de la mission des Commissaires aux comptes et des intervenants en matière de certification des informations de durabilité

- *il suit la réalisation par les Commissaires aux comptes et les intervenants en matière de certification des informations de durabilité de leur mission, et notamment, examine leur programme de travail, conclusions et recommandations. Il reçoit communication du rapport complémentaire annuel des Commissaires aux comptes sur les résultats du contrôle légal des comptes ;*
- *il tient compte des constatations et conclusions de la Haute Autorité de l'Audit en cas de contrôles réalisés en application des dispositions du Code de commerce.*

Le Comité peut formuler toute recommandation afférente à ses missions et attributions.

Il peut examiner toute question notamment de nature comptable, financière ou en matière d'information de durabilité qui lui est soumise par le Président du Conseil d'administration ou le Directeur général.

Il rend compte régulièrement au Conseil d'administration de l'exercice de ses missions. Il rend compte également des résultats de la mission de certification des comptes, de la mission de certification des informations en matière de durabilité ainsi que de la manière dont ces missions ont contribué à l'intégrité de l'information financière et de l'information en matière de durabilité. Il rend compte du rôle qu'il a joué dans ce processus. Il l'informe sans délai de toute difficulté rencontrée.

◆ Activité du Comité d'audit au cours de l'année 2025

Nombre de réunions

Le Comité d'audit s'est réuni sept fois au cours de l'année 2025, dont trois séances communes avec le Comité des risques.

Réunions préparatoires

Chaque séance du Comité a été précédée systématiquement de conférences téléphoniques avec la Direction financière et la Direction des risques, ainsi que d'une conférence téléphonique avec les Commissaires aux comptes. Des points téléphoniques spécifiques ont permis de préciser des situations particulières relatives aux comptes, à l'information en matière de durabilité ou aux missions des Commissaires aux comptes. Des réunions ont en outre été organisées avec l'Inspecteur général sur la préparation du plan d'audit interne et le suivi des missions par vagues successives.

Au cours de ces séances, le Comité a notamment examiné [certains sujets ont été présentés lors des séances communes du Comité d'audit et du Comité des risques] :

- les comptes sociaux et consolidés trimestriels, semestriels et annuels ;
- les travaux des Commissaires aux comptes ainsi que les missions « hors certification des comptes » qu'ils ont accomplies ;
- le budget 2026 dont le budget informatique ;
- le dossier budgétaire 2026 du métier Gestion de fortune ;
- les informations publiées dans le Document d'enregistrement universel ;
- le suivi des trajectoires de décarbonation (trajectoires Net Zéro et trajectoire financière) (en commun avec le Comité des risques) ;
- concernant l'audit interne (en commun avec le Comité des risques) : le suivi des recommandations et des missions, le plan d'audit sur l'exercice 2025 et le plan d'audit 2026 ainsi que la Charte d'audit ;
- en application de la directive « CSRD » (en commun avec le Comité des risques), un point de présentation du rapport de durabilité pour 2024 en vue de son approbation par le Conseil d'administration et dans le cadre de la préparation du rapport pour 2025 : la présentation d'une analyse comparative des rapports de durabilité publiés par d'autres entités ainsi que la confirmation du maintien de treize thématiques matérielles lors d'un point sur l'avancement des travaux ;
- concernant la règlementation Dora (en commun avec le Comité des risques) : une présentation des nouvelles obligations s'imposant à Crédit Agricole CIB.

Comptes rendus

Chacune de ces séances a fait l'objet d'un compte rendu au Conseil d'administration.

◆ Taux de présence des membres composant le Comité d'audit

Le taux de présence des membres du Comité d'audit au cours de l'année 2025 a été de 94,4 %.

	Nombre de séances du Comité d'audit auxquelles chaque membre aurait dû participer en 2025	Nombre de séances du Comité d'audit auxquelles chaque membre a assisté en 2025	Taux de présence
Sonia BONNET-BERNARD	7	7	100 %
Marlène DOLVECK	7	6	86 %
Benoît FAYOL	4	3	75 %
Guy GUILAUMÉ	3	3	100 %
Meritxell MAESTRE CORTADELLA	7	7	100 %
Anne-Laure NOAT	7	7	100 %
Emmanuel VEY	7	7	100 %

COMITÉ DES RISQUES

Composition du Comité des risques au 31 décembre 2025

Le règlement intérieur du Conseil d'administration mentionne que le Comité des risques est composé de quatre administrateurs au moins.

Le responsable de la vérification de la conformité, le responsable de la fonction de gestion des risques et le responsable de l'audit interne participent aux séances de ce Comité.

MEMBRES DU COMITÉ DES RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Anne-Laure NOAT	Administratrice indépendante Présidente du Comité	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 13 octobre 2015 Nommée Présidente du Comité par le Conseil d'administration du 4 mai 2020
Sonia BONNET-BERNARD	Administratrice indépendante	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 8 décembre 2023
Paul CARITE	Administrateur	Nommé membre du Comité par le Conseil d'administration du 7 mai 2019
Meritxell MAESTRE CORTADELLA	Administratrice indépendante	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 4 mai 2020
Carol SIROU	Administratrice indépendante	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 3 mai 2023
Odet TRIQUET	Administrateur	Nommé membre du Comité par le Conseil d'administration du 3 mai 2021

Une biographie résumée des membres de ce Comité est disponible dans la section 1.3 « Autres informations concernant les mandataires sociaux » du présent Chapitre.

Missions du Comité des risques

Le Comité des risques se réunit autant que nécessaire et au moins trimestriellement. Il dispose de toute information sur Crédit Agricole CIB en matière de risques. Si cela est nécessaire, il peut recourir aux services du responsable de la fonction de gestion des risques ou à des experts extérieurs.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – ARTICLE 3.2.3

« Les principales missions du Comité des risques sont les suivantes :

- *conseiller le Conseil d'administration sur la stratégie globale de la Société et l'appétence en matière de risques et l'assister lorsqu'il contrôle la mise en œuvre de cette stratégie par les Dirigeants effectifs et par le responsable de la fonction de Gestion des risques :*
  - *examiner et revoir régulièrement les stratégies et politiques régissant la prise, la gestion, le suivi et la réduction des risques auxquels est ou pourrait être exposée la Société ;*
  - *examiner notamment la façon dont les risques liés au climat et à l'environnement sont intégrés dans la stratégie opérationnelle globale, dans les stratégies et politiques de risques, dans le dispositif de gestion et de surveillance des risques et dans l'appétit au risque de la Société et faire toutes recommandations au Conseil d'administration ;*
  - *examiner et suivre la politique, les procédures et les systèmes de gestion des risques en vigueur au sein de la Société et de son groupe consolidé ;*
  - *porter une appréciation sur la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer en tant que de besoin, des actions complémentaires à ce titre ;*
  - *suivre tout incident, de fraude ou non, révélé par les procédures de contrôle interne, selon les critères et seuils de significativité fixés par le Conseil d'administration ou qui présenterait un risque de réputation majeur ; le Président du Comité est informé de tout incident, de fraude ou non, révélé par les procédures de contrôle interne, qui dépasserait un montant fixé par le Conseil d'administration ou qui présenterait un risque de réputation important ;*
- *assister le Conseil d'administration sur la stratégie en matière informatique et la politique de sécurité du système d'information afin de répondre à la stratégie d'affaires, et de s'assurer que les ressources allouées à la gestion des opérations informatiques, à la sécurité du système d'information ainsi qu'à la continuité d'activité sont suffisantes pour que la Société remplisse ses missions ;*
- *examiner si les prix des produits et services proposés aux clients sont compatibles avec la stratégie en matière de risques et présenter au Conseil d'administration un plan d'action pour y remédier dans le cas contraire ;*
- *sans préjudice des missions du Comité des rémunérations, examiner si les incitations prévues par la politique et les pratiques de rémunérations de la Société sont compatibles avec sa situation au regard des risques auxquels elle est exposée, de son capital, de sa liquidité ainsi que de la probabilité et de l'échelonnement dans le temps des bénéfices attendus ;*
- *examiner l'efficacité des systèmes de contrôle interne, hors dispositif en matière d'information financière et comptable relevant du Comité d'audit :*
  - *il examine le dispositif de contrôle interne en vigueur au sein de la Société et de son groupe consolidé ;*
  - *il porte une appréciation sur la qualité du contrôle interne et propose en tant que de besoin des actions complémentaires à ce titre ;*
  - *il suit les travaux des Commissaires aux comptes de la Société et des équipes chargées de l'audit interne ;*
- *examiner les questions relatives au risque de liquidité et à la solvabilité ;*
- *examiner les questions relatives aux litiges et provisions ;*
- *revoir le plan d'audit ainsi que la charte d'audit avant leur présentation au Conseil d'administration. »*

Activité du Comité des risques au cours de l'année 2025

Nombre de réunions

Le Comité des risques s'est réuni sept fois au cours de l'année 2025, dont trois séances communes avec le Comité d'audit.

Réunions préparatoires

Chaque séance du Comité a été précédée d'une réunion préparatoire avec le responsable de la fonction de gestion des risques (responsable Risk & Permanent Control - RPC), complétée par un point de mi-trimestre. Des réunions spécifiques ont également été organisées, d'une part avec l'Inspection générale sur la préparation du plan d'audit 2026 et le suivi des vagues successives des missions, et d'autre part avec la Direction générale de Crédit Agricole CIB.

Au cours des séances, le Comité a notamment examiné [certains sujets ont été présentés lors des séances communes du Comité d'audit et du Comité des risques] :

- la situation des risques (point trimestriel) ;
- la liquidité (point trimestriel) ;
- le plan d'urgence liquidité et le système de gestion et d'encadrement du risque de liquidité ;
- l'appétit au risque de Crédit Agricole CIB ;
- les cadres de risque (point trimestriel) ;
- les points sur la conformité, dont la mise en œuvre du plan de remédiation OFAC (point trimestriel) ;
- les rapports sur le contrôle interne (point semestriel) ;
- la synthèse des travaux sur la collecte harmonisée ICAAP et ILAAP et les déclarations y afférentes (en commun avec le Comité d'audit) ;
- la brève déclaration d'appétit au risque et la déclaration d'appétit au risque ;
- les critères et seuils applicables aux incidents significatifs ;
- le programme de *stress tests* 2025 et la liste des risques majeurs ;
- la déclaration d'adéquation des dispositifs mis en place en matière de gestion des risques ;
- sur le plan informatique (en commun avec le Comité d'audit) : la stratégie informatique, la stratégie de résilience opérationnelle numérique (SRON), la situation des risques informatiques, la politique de sécurité, la politique et la stratégie d'externalisation ;
- les principaux dossiers juridiques ;
- les rapports de contrôle interne (social et consolidé) dédiés à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Par ailleurs, le Comité a notamment eu la présentation suivante :

- la présentation de l'indépendance de l'audit (en commun avec le Comité d'audit).

Comptes rendus

Chacune de ces séances a fait l'objet d'un compte rendu au Conseil d'administration.

◆ Taux de présence des membres composant le Comité des risques

Le taux de présence des membres du Comité des risques au cours de l'année 2025 a été de 90,5 %.

	Nombre de séances du Comité des risques auxquelles chaque membre aurait dû participer en 2025	Nombre de séances du Comité des risques auxquelles chaque membre a participé en 2025	Taux de présence
Sonia BONNET-BERNARD	7	7	100 %
Paul CARITE	7	6	86 %
Meritxell MAESTRE CORTADELLA	7	7	100 %
Anne-Laure NOAT	7	7	100 %
Carol SIROU	7	5	71 %
Odet TRIQUET	7	6	86 %

COMITÉ DES NOMINATIONS ET DE LA GOUVERNANCE

◆ Composition du Comité des nominations et de la gouvernance au 31 décembre 2025

Le Comité des nominations et de la gouvernance est composé de deux administrateurs au moins et majoritairement d'administrateurs indépendants conformément aux dispositions du Code AFEP/MEDEF (§18.1).

Le Directeur général est invité aux séances de ce Comité.

MEMBRES DU COMITÉ DES NOMINATIONS ET DE LA GOUVERNANCE AU 31 DÉCEMBRE 2025

Meritxell MAESTRE CORTADELLA	Administratrice indépendante Présidente du Comité	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 4 mai 2020 Nommée Présidente du Comité par le Conseil d'administration du 3 mai 2022
Sonia BONNET-BERNARD	Administratrice indépendante	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 8 décembre 2023
Luc JEANNEAU	Administrateur	Nommé membre du Comité par le Conseil d'administration du 4 mai 2018

Une biographie résumée des membres de ce Comité est disponible dans la section 1.3 « Autres informations concernant les mandataires sociaux » du présent Chapitre.

◆ Missions du Comité des nominations et de la gouvernance

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – ARTICLE 3.2.1

« Les principales missions du Comité des nominations et de la gouvernance sont :

- *assister le Conseil d'administration sur les questions relatives au gouvernement d'entreprise afin de maintenir un niveau élevé d'exigence en cette matière ;*
- *identifier et recommander au Conseil d'administration les candidats aptes à l'exercice des fonctions d'administrateur ou de censeur ;*
- *recommander au Conseil d'administration les candidats aux fonctions de Président du Conseil d'administration ;*
- *évaluer l'équilibre, la diversité des connaissances, les compétences et les expériences dont disposent individuellement et collectivement les administrateurs, l'honorabilité, les conflits d'intérêts, au moins une fois par an et lors des*

recommandations faites au Conseil d'administration en matière de nomination ou renouvellement d'administrateurs ;
- *préciser les missions et qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein du Conseil d'administration et évaluer le temps à leur consacrer ;*
- *assister le Conseil d'administration en matière de politique et objectifs de diversité applicables aux administrateurs ;*
- *fixer un objectif en matière de mixité au sein du Conseil d'administration, élaborer une politique en vue d'atteindre cet objectif. Cet objectif, la politique et les modalités mis en œuvre sont rendus publics ;*
- *assister le Conseil d'administration dans la détermination d'un processus de sélection garantissant jusqu'à son terme la présence d'au moins une personne de chaque sexe parmi les candidats aux fonctions de Directeur général délégué ;*
- *évaluer au moins une fois par an le fonctionnement, la structure, la taille, la composition, l'efficacité du Conseil d'administration, et soumettre au Conseil d'administration toute recommandation utile. Cette évaluation est rendue publique ;*
- *examiner périodiquement et formuler des recommandations concernant les politiques du Conseil d'administration en matière de sélection et de nomination des Dirigeants effectifs de la Société, membres de la Direction générale, ainsi que du responsable de la fonction de Gestion des risques ;*
- *s'assurer que le Conseil d'administration n'est pas dominé par une personne ou un petit groupe de personnes dans des conditions préjudiciables aux intérêts de l'établissement ;*
- *examiner préalablement la proposition de nomination faite par la Direction générale, du responsable de la fonction de Vérification de la conformité, du responsable de la fonction de Gestion des risques et du responsable de la fonction de l'Audit interne, cette proposition de nomination étant ensuite transmise au Conseil d'administration pour avis ;*
- *être informé préalablement, lorsque le responsable de la fonction de Vérification de la conformité, le responsable de la fonction de Gestion des risques ou le responsable de la fonction de l'Audit interne est démis de ses fonctions, étant précisé que le responsable de la fonction de Gestion des risques ne peut être démis de ses fonctions sans l'accord préalable du Conseil d'administration. »*

Activité du Comité des nominations et de la gouvernance au cours de l'année 2025

Nombre de réunions

Au cours de l'année 2025, le Comité des nominations et de la gouvernance s'est réuni sept fois.

Réunions préparatoires

Une réunion préparatoire est organisée en amont de chaque réunion du Comité entre la Présidente du Comité et le Secrétariat du Conseil d'administration.

Au cours des séances, le Comité a notamment :

- examiné la composition de la Direction générale dont la proposition de nomination du nouveau Directeur général, ainsi que le renouvellement des Directeurs généraux délégués en fonction et la nomination d'un nouveau Directeur général délégué ;
- identifié et recommandé au Conseil d'Administration les candidats aptes à l'exercice des fonctions d'administrateur ou de censeur et examiné les renouvellements au poste d'administrateur en prévision de la convocation de l'Assemblée générale ;
- examiné la composition des Comités spécialisés du Conseil d'administration ;
- déterminé l'objectif et la politique en matière de représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil d'administration mais également en matière de diversité ;
- examiné la qualification d'administrateur indépendant, l'évolution de la composition du Conseil d'administration et de ses Comités ;
- examiné la formation des administrateurs élus par les salariés ;
- organisé l'auto-évaluation du fonctionnement du Conseil d'administration pour 2025, l'auto-évaluation de la compétence individuelle et collective des administrateurs, des conflits d'intérêts et de l'honorabilité, et l'auto-évaluation de l'indépendance. Il a analysé et synthétisé les résultats de ces auto-évaluations afin de déterminer les actions à mener ;
- procédé à une évaluation annuelle du temps passé à l'exercice de leur mandat par chaque administrateur ;
- vérifié que le Conseil d'administration n'est pas dominé par une personne ou un groupe de personnes dans des conditions préjudiciables aux intérêts de Crédit Agricole CIB conformément à l'article L. 511-101 du Code monétaire et financier ;
- examiné le projet de rapport sur le gouvernement d'entreprise (partie gouvernance) ;
- examiné la proposition de nomination du nouveau responsable de la fonction de gestion des risques (RPC) ;
- examiné l'attribution d'une lettre de garantie soumise au régime des conventions réglementées au profit des nouveaux administrateurs et aux membres de la Direction générale ;
- examiné les propositions de mise à jour des statuts et du règlement intérieur du Conseil ;
- bénéficié de présentations sur l'actualité législative et règlementaire.

Comptes rendus

Chacune de ces séances a fait l'objet d'un compte rendu au Conseil d'administration.

Taux de présence des membres composant le Comité des nominations et de la gouvernance

Le taux de présence des membres du Comité des nominations et de la gouvernance au cours de l'année 2025 a été de 100 %.

	Nombre de séances du Comité des nominations et de la gouvernance auxquelles chaque membre aurait dû participer en 2025	Nombre de séances du Comité des nominations et de la gouvernance auxquelles chaque membre a assisté en 2025	Taux de présence
Meritxell MAESTRE CORTADELLA	7	7	100 %
Sonia BONNET-BERNARD	7	7	100 %
Luc JEANNEAU	7	7	100 %



COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS

◆ Composition du Comité des rémunérations au 31 décembre 2025

Le règlement intérieur du Conseil d'administration prévoit que le Comité des rémunérations est composé de trois administrateurs au moins et qu'il comprend un administrateur représentant les salariés et un administrateur commun avec le Comité des risques.

Le Comité des rémunérations, présidé par un administrateur qualifié d'indépendant, comporte au total quatre administrateurs dont deux administrateurs indépendants, un administrateur représentant les salariés et un administrateur du Groupe Crédit Agricole. Ce Comité est donc composé majoritairement d'administrateurs indépendants conformément aux dispositions du Code AFEP/MEDEF (§16.1 et 19.1).

Les missions du Comité des rémunérations s'inscrivent dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Crédit Agricole. Dans un objectif d'harmonisation des politiques de rémunération de Crédit Agricole S.A. et ses filiales, la Directrice des Ressources humaines Groupe[1], ou son représentant, ainsi que le Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB, également Directeur général de Crédit Agricole S.A. sont invités aux séances du Comité des rémunérations.

MEMBRES DU COMITÉ DES RÉMUNÉRATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Anne-Laure NOAT	Administratrice indépendante Présidente du Comité	Nommée membre du Comité des rémunérations par le Conseil d'administration du 11 décembre 2015 Nommée Présidente du Comité des rémunérations par le Conseil d'administration du 11 décembre 2015
Marlène DOLVECK	Administratrice indépendante	Nommée membre du Comité par le Conseil d'administration du 8 décembre 2023
Luc JEANNEAU	Administrateur	Nommé membre du Comité par le Conseil d'administration du 4 mai 2018
Abdel-Liacem LOUAHCHI	Administrateur élu par les salariés	Nommé membre du Comité par le Conseil d'administration du 8 décembre 2023

Une biographie résumée des membres de ce Comité est disponible dans la section 1.3 « Autres informations concernant les mandataires sociaux » du présent Chapitre.

◆ Missions du Comité des rémunérations

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – ARTICLE 3.2.2.

« Le Comité des rémunérations prépare les décisions du Conseil d'administration concernant les rémunérations, notamment celles qui ont une incidence sur le risque et la gestion des risques dans la Société. Il l'assiste dans l'élaboration des politiques de rémunération et la supervision de leur mise en œuvre.

Il fait des recommandations au Conseil concernant notamment :

- *le montant de l'enveloppe des rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration à soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires ;*
- *les modalités de répartition des rémunérations entre les membres du Conseil d'administration ;*
- *les rémunérations ordinaires et exceptionnelles, prévues à l'article 14 des statuts « Rémunération des administrateurs » versées aux membres du Conseil d'administration, à son Président et à ses vice-présidents.*

Au moins annuellement, il examine :

- *les principes de la politique de rémunération de la Société ;*
- *les rémunérations, indemnités, avantages de toute nature, engagements de retraite et droits pécuniaires accordés d'une part au Directeur général, et d'autre part aux Directeurs généraux délégués sur proposition du Directeur général ;*
- *les principes en matière de rémunération variable de l'ensemble des collaborateurs de la Société dont ceux relevant du personnel identifié défini en conformité avec la réglementation européenne, ainsi que des membres de la Direction générale (composition, assiette, plafonnement, conditions, forme et date de versement) et le montant de l'enveloppe attribuée dans le cadre de cette rémunération ; le Comité des rémunérations est informé de la déclinaison de cette enveloppe au niveau individuel, au-delà d'un seuil proposé par la Direction générale et qui doit faire l'objet d'une approbation par le Conseil d'administration.*

Il assure également notamment les missions suivantes :

- *il s'assure que le système de rémunération tient compte de tout type de risque et des niveaux de liquidité et de fonds propres et que la politique de rémunération globale est cohérente, qu'elle promeut une gestion saine et efficace des risques et qu'elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs d'entreprise ainsi qu'aux intérêts à long terme de la Société ;*
- *il prépare les travaux et décisions du Conseil d'administration en matière d'identification du personnel identifié défini en conformité avec la réglementation européenne ;*
- *il rend compte au Conseil d'administration de sa revue annuelle des principes et des politiques de rémunération, de la vérification de leur conformité à la réglementation en vigueur et le cas échéant, propose des modifications ;*
- *il contrôle la rémunération du responsable de la fonction de Gestion des risques et du responsable de la Conformité ainsi que celle du responsable du Contrôle périodique ;*
- *en ce qui concerne les rémunérations variables différées, il évalue la réalisation des objectifs de performance et la nécessité d'un ajustement au risque ex post y compris l'application des dispositifs de malus et de récupération, dans le respect de la réglementation applicable en vigueur ;*
- *il veille à ce que la politique et les pratiques de rémunération de la Société fassent l'objet d'une évaluation par le Contrôle périodique au moins une fois par an, il examine les résultats de cette évaluation et les mesures correctrices mises en œuvre et il formule toute recommandation ;*
- *il examine les projets de rapports sur les rémunérations notamment des mandataires sociaux et des dirigeants mandataires sociaux, avant leur approbation par le Conseil d'administration. »*

1 En effet, un suivi global de la politique de rémunération applicable à Crédit Agricole S.A. et ses filiales est effectué au sein de Crédit Agricole S.A. Ce suivi, présenté au Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., comprend notamment des propositions de principes de détermination des enveloppes de rémunérations variables, l'examen de l'impact des risques et des besoins en capitaux inhérents aux activités concernées, ainsi qu'une revue annuelle, par le Comité des rémunérations du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., du respect des dispositions réglementaires et des normes professionnelles sur les rémunérations.

◆ Activité du Comité des rémunérations en 2025

Nombre de réunions

Le Comité des rémunérations s'est réuni quatre fois au cours de l'année 2025.

Ces séances ont été principalement consacrées aux points suivants :

- l'examen de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux et des engagements règlementés les concernant ;
- la revue de la politique de rémunération ;
- la revue des catégories du personnel identifié ;
- la détermination de l'enveloppe globale de rémunération variable ;
- l'examen de la rémunération des responsables des fonctions de contrôle ;
- la revue des rapports requis par la règlementation et présentant les informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération au sein de Crédit Agricole CIB ;
- la revue de la partie du rapport de gestion et des projets de résolutions à présenter à l'Assemblée générale concernant les rémunérations.

Comptes rendus

Chacune de ces séances a fait l'objet d'un compte rendu au Conseil d'administration.

◆ Taux de présence des membres composant le Comité des rémunérations

Le taux de présence des membres du Comité des rémunérations au cours de l'année 2025 a été de 94 %.

	Nombre de séances du Comité des rémunérations auxquelles chaque membre aurait dû participer en 2025	Nombre de séances du Comité des rémunérations auxquelles chaque membre a participé en 2025	Taux de présence
Anne-Laure NOAT	4	4	100 %
Marlène DOLVECK	4	3	75 %
Luc JEANNEAU	4	4	100 %
Abdel-Liacem LOUAHCHI	4	4	100 %

1.3. Autres informations concernant les mandataires sociaux

1.3.1. Liste des fonctions et mandats détenus par les mandataires sociaux au 31 décembre 2025

MEMBRES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE



Âge : 60 ans
Nationalité : Française
Date de première nomination : 5 mai 2025
Échéance du mandat : mandat à durée indéterminée
Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Jean-François BALAŸ

Directeur général
Membre du Comité exécutif

Biographie résumée

Jean-François Balaÿ commence sa carrière au Crédit Lyonnais (devenu LCL) en 1989 où il a exercé différentes fonctions managériales au sein du marché Entreprises à Londres, à Paris et en Asie. De 2001 à 2006, il est responsable de l'Origination et de la structuration pour l'Europe à la Syndication de crédits chez LCL puis chez Calyon (devenu Crédit Agricole CIB). En 2006, il devient responsable adjoint de l'équipe EMEA avant de prendre la responsabilité en 2009 de *Global Loan Syndication Group*. En 2012, il est nommé responsable de *Debt Optimisation & Distribution*. En 2016, Jean-François Balaÿ est nommé responsable des Risques et du contrôle permanent. Il est nommé Directeur général adjoint en juillet 2018, supervisant les financements structurés, le pôle distribution et optimisation de la dette, la direction des actifs dépréciés, le commerce international et la banque commerciale. Jean-François Balaÿ est nommé ensuite Directeur général délégué le 1er janvier 2021.

Le 5 mai 2025, Jean-François Balaÿ est nommé Directeur général de Crédit Agricole CIB. Le 1er juin 2025, il devient membre du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. en charge du pôle Grandes Clientèles.

Jean-François Balaÿ est titulaire d'un DESS Banques et Finances de l'Université Lumière Lyon II et d'une maîtrise de Sciences Économiques de l'Université Lumière Lyon II.

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : CACEIS ; CACEIS Bank
- Administrateur : Crédit Agricole Payment Services
- Membre du Comité Exécutif : Crédit Agricole S.A.

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : Crédit Agricole CIB China (2025)
- Directeur général délégué : Crédit Agricole CIB (2025)



Âge : 61 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination :
1er janvier 2021

Échéance du mandat :
mandat à durée indéterminée

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Olivier BÉLORGEY

Directeur général délégué
Directeur financier
Membre du Comité exécutif

Biographie résumée

Olivier Bélorgey commence sa carrière au Crédit Lyonnais en 1991 à la Direction des marchés de capitaux. En 1995, il rejoint l'unité Gestion actif/passif de la Direction financière en tant que responsable du Risque de taux. En 1999, il intègre le réseau de banque de détail comme Directeur des particuliers et des professionnels avant de rejoindre la Direction des ressources humaines en tant que responsable des Politiques ressources humaines en 2001. Il prend la responsabilité du Contrôle de gestion de Crédit Agricole CIB (anciennement Calyon) en 2004 puis devient en 2007 responsable de la Gestion actif/passif de Crédit Agricole CIB, responsabilité étendue au *Credit Portfolio Management* en 2009. En 2011, Olivier Bélorgey prend la responsabilité de la Direction de la gestion financière de Crédit Agricole S.A., avant de devenir Directeur financier de Crédit Agricole CIB en 2017. Il prend également la responsabilité des achats en septembre 2020. Olivier Bélorgey est nommé Directeur général délégué le 1er janvier 2021. Il est par aileurs membre du Comité de direction de Crédit Agricole S.A.

Olivier Bélorgey est diplômé de l'école Polytechnique et titulaire d'un DEA en physique de la matière condensée et docteur ès-Sciences.

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Responsable Financement et trésorerie : Groupe Crédit Agricole
- Membre du Comité de direction : Crédit Agricole S.A.
- Superviseur : Crédit Agricole CIB China

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Président : Crédit logement

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

-



Âge : 56 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination : 1er novembre 2025

Échéance du mandat : mandat à durée indéterminée

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Stéphane DUCROIZET

Directeur général délégué
Responsable des activités de financement
Membre du Comité exécutif

Biographie résumée

Stéphane Ducroizet commence sa carrière au Crédit Lyonnais en centres d'affaires Entreprises à Paris (1993-1998). Après avoir passé 4 ans au sein de l'équipe des Financements Télécoms à Paris, il rejoint en 2002 le département Média et Communication de Calyon Americas à New York. De 2006 à 2007, il rejoint le *Specialized Assets Securitization Group* de Calyon Securities à New York. En 2007, il est nommé responsable de Telecom Finance EMEA avant d'être nommé, en 2009, responsable de TMT Finance chez Crédit Agricole CIB à Paris. En 2015, il crée le département *Corporate Acquisition Finance* dont il assume la responsabilité mondiale, avant d'être nommé responsable d'*Acquisition Finance and Advisory*. En 2019, il devient responsable de la Direction de l'Immobilier et de l'Hôtellerie avant de devenir la même année responsable des Risques et du contrôle permanent de Crédit Agricole CIB. Il est nommé Directeur général adjoint en 2021. En 2022, il devient *Senior Regional Officer* Amériques et *Senior Country Officer* États-Unis de Crédit Agricole CIB. Depuis le 1er novembre 2025, Stéphane Ducroizet est Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB, en charge des activités de financement. Il est membre du Comité de direction de Crédit Agricole S.A.

Stéphane Ducroizet est diplômé d'HEC Paris.

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Membre du Comité de direction : Crédit Agricole S.A.

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directeur général adjoint : Crédit Agricole CIB (2022)
- *Senior Regional Officer* pour la région Amériques et *Senior Country Officer* pour les États-Unis : Crédit Agricole CIB (2025)



Âge : 62 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination :
1er janvier 2021

Échéance du mandat :
mandat à durée indéterminée

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Pierre GAY

Directeur général délégué
Responsable mondial des marchés de capitaux
Membre du Comité exécutif

Biographie résumée

Pierre Gay entre dans le Groupe en 1990 où il occupe divers postes au sein de Calyon, Crédit Agricole Indosuez et au Crédit Lyonnais. Il devient Directeur général de Newedge pour l'Asie en 2005. En 2011, il devient Trésorier du groupe Newedge avant de devenir Trésorier de Crédit Agricole CIB en 2014. En 2016, il est nommé responsable des Activités de marchés en France, étendu au périmètre Europe hors Royaume-Uni la même année. Il devient responsable mondial des marchés de capitaux en février 2019. Pierre Gay est nommé directeur général délégué le 1er janvier 2021. Il devient par ailleurs membre du Comité de direction de Crédit Agricole S.A.

Pierre Gay a une maîtrise en mathématiques appliquées de l'Université Lyon I et un DEA de gestion ESC LYON de l'Université de Lyon III.

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Membre du Comité de direction : Crédit Agricole S.A.

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

-

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Âge : 62 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination : 5 mai 2025

Échéance du mandat : 2028

Ancienneté au sein du Conseil d'administration : < 1 an

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Olivier GAVALDA

Président du Conseil d'administration

Biographie résumée

Olivier Gavalda a fait toute sa carrière au Crédit Agricole. Entré en 1988 à la Caisse régionale du Midi, il exerce successivement les responsabilités de Chef de projet Organisation, Directeur d'agence, Responsable formation et enfin de Directeur marketing. En 1998, il rejoint la Caisse régionale Paris & d'Île-de-France en tant que Directeur régional. En 2002, il est nommé Directeur général adjoint de la Caisse régionale Sud Rhône-Alpes en charge du développement et des ressources humaines. Le 1er janvier 2007, il est nommé Directeur général de la Caisse régionale Champagne Bourgogne. En mars 2010, Olivier Gavalda devient, au sein de Crédit Agricole S.A., Directeur du pôle Caisses régionales, puis en 2015 Directeur général adjoint en charge du pôle Développement, Client et Innovation. En 2016, il devient Directeur général de la Caisse régionale Paris & d'Île-de-France.

En novembre 2022, Olivier Gavalda a été nommé Directeur général délégué de Crédit Agricole S.A., en charge de la Banque Universelle.

Depuis le 14 mai 2025, il exerce les fonctions de Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Olivier Gavalda est titulaire d'une maîtrise en économétrie et d'un DESS en organisation/informatique des Arts et Métiers.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Planification stratégique
- Management d'entreprise
- Management de grandes organisations
- Économie

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directeur général : Crédit Agricole S.A.
- Président : Amundi (Membre du Comité stratégique et de la RSE)

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Membre du Comité exécutif : Fédération Bancaire Française (FBF)

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : CA Transitions et Énergies (CA-TE) (2024) ; Crédit Agricole Serbie (2022) ; CA-GIP (2022) ; CATS (2022) ; CAPFM (Président du Comité des nominations) (2025) ; IDIA (2025)
- Vice-Président, Administrateur : CA Italia (2025)
- Vice-Président, Administrateur représentant permanent de Crédit Agricole S.A. : Predica (2025)
- Directeur général : Caisse régionale de Paris et d'Île-de-France (2022)
- Administrateur : EDOKIAL (2022) ; Crédit Agricole CIB (2022) ; SAS Rue La Boétie (2022) ; CA Assurances (2025) ; CA Transitions et Énergies (CA-TE) (2025) ; CA Santé et Territoire (CA-ST) (2025) ; IFCAM (2025)
- Administrateur représentant permanent de Crédit Agricole S.A. : Pacifica (2025) ; CA Assurances Retraite (2025)

Dans des structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Membre du Conseil d'administration : Worldline (2025)



Âge : 52 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination :
3 novembre 2021

Échéance du mandat :
2028

Ancienneté au sein du Conseil d'administration :
> 4 ans

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Laure BELLUZZO

Administratrice

Biographie résumée

Laure Belluzzo commence sa carrière en 1996 à l'Inspection générale du groupe Banque Populaire, en tant qu'inspecteur. Elle rejoint en 2000 la Banque CPR au poste de chef de mission. En 2001, elle prend les fonctions de superviseur au sein de l'Inspection générale de Crédit Agricole Indosuez (devenu ensuite Calyon puis Crédit Agricole CIB). En 2006, Laure Belluzzo est nommée responsable de l'Audit France et Europe de l'Est. En 2008, elle prend en charge le suivi budgétaire, la communication et la gestion des projets transversaux de la Direction des opérations de marchés (*Capital Market Operations*) de Crédit Agricole CIB. En 2009, elle devient responsable des *Middle et Back-Offices Fixed Income*. Puis, en 2010, elle est nommée responsable mondial des *Middle* et *Back-Offices* marchés de capitaux de Crédit Agricole CIB.

En 2013, elle rejoint Crédit Agricole S.A. en tant que Directrice stratégie et développement. En 2016, elle devient membre du Comité exécutif de LCL en charge de l'informatique, des *Back-Offices,* du programme de rénovation d'agences, de l'immobilier patrimonial, de l'intelligence artificielle et des paiements. En mai 2020 elle est nommée Directrice générale de Crédit Agricole Technologies et Services. Depuis avril 2024, elle est Directrice générale de la Caisse régionale Brie Picardie.

Laure Belluzzo est diplômée de l'EDHEC (1996), cursus Grande école.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Planification stratégique
- Technologies de l'information et la communication (TIC) et sécurité
- Gestion du risque informatique / cybersécurité
- Management d'entreprise

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directrice générale : Caisse régionale de Brie Picardie
- Présidente : SAS Brie Picardie Expansion
- Administratrice : CA Consumer Finance ; CA Payment Services ; CA Home Loan SFH (Membre des Comités audit et risques) ; CA Financement de l'Habitat SFH (Membre des Comités audit et risques)
- Représentante permanente de la Caisse régionale Brie Picardie :
  - Présidente : SAS Locpar ; SAS Brie Investissement Immobilier ; SAS Brie Picardie Gestion Financière
  - Gérante : SAS Les 2 M ; SAS ESPAR ; SARL IFEP ; SNC du BOURDEAU ; SNC EUROFONCIER

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directrice générale : Crédit Agricole Technologies et Services (CA-TE) (2024)
- Présidente : PROGICA (2024)
- Administratrice : Crédit Agricole Group Infrastructure Platform (CA-GIP) (2024) ; FIRECA Innovations et participations (2024) ; Destination Pro (2024)



Sonia BONNET-BERNARD

Administratrice indépendante

Présidente du Comité d'audit, Membre du Comité des risques, Membre du Comité des nominations et de la gouvernance

Âge : 63 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination : 3 mai 2022

Échéance du mandat : 2028

Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 3 ans

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Biographie résumée

Sonia Bonnet-Bernard a débuté sa carrière en audit financier au sein du cabinet Salustro (1985-1988), puis au cabinet Constantin à New York (1988-1990). Spécialiste des normes comptables nationales et internationales, elle fut successivement Directrice des relations internationales de l'Ordre des experts-comptables (1990-1996), puis Déléguée générale du Comité Arnaud Bertrand (devenu Département EIP de la CNCC), coordonnant les positions des grands cabinets d'audit au plan français (1996-1998). Elle a été chargée de cours à l'Université Paris IX-Dauphine (comptabilité générale) et à l'IAE de Poitiers (comptabilité comparée).

Sonia Bonnet-Bernard a rejoint Ricol Lasteyrie Corporate Finance (RLCF) en 1998 en qualité d'associée gérante, en charge notamment des missions d'expertise indépendante, d'évaluation, de conseil comptable et de support au contentieux. Elle est devenue associée d'Ernst & Young, au sein du département Transaction, suite au rapprochement entre RLCF et Ernst & Young en 2015.

Elle a créé en mai 2020 une société spécialisée dans l'expertise financière indépendante et l'évaluation : A2EF. Sonia Bonnet-Bernard a été membre indépendant du Conseil de surveillance de Tarkett et Présidente du Comité d'audit (2011-2015). Elle est aujourd'hui Administratrice de Rémy Cointreau (Présidente du Comité audit-finance) et de Crédit Agricole S.A. (Présidente du Comité d'audit et membre du Comité des risques).

Elle est expert-comptable, commissaire aux comptes, auditeur de durabilité et expert judiciaire près la Cour d'appel de Paris.

Principaux Domaines d'expertises

- Audit interne
- Connaissance de la comptabilité financière
- Interprétation des informations financières d'un établissement de crédit
- Management d'entreprise
- Responsabilité sociétale et environnementale (RSE)

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administratrice : Crédit Agricole S.A. (Présidente : Comité d'audit ; Membre : Comité des risques)

Dans des sociétés extérieures au Groupe Crédit Agricole dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé

- Administratrice : Rémy Cointreau (Présidente : Comité audit-finance)

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Présidente : A2EF (Associés en évaluation et expertise financière) ; IMA France
- Présidente d'honneur et Administratrice : Société française des évaluateurs (SFEV)
- Vice-Présidente : Association professionnelle des experts indépendants (APEI)

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Censeur : Crédit Agricole S.A. (2022)



Paul CARITE

Administrateur
Membre du Comité des risques

Biographie résumée

Diplômé de la Toulouse Business School, Paul Carite débute son parcours professionnel en 1986 à la Société Générale. Il rejoint le Crédit Agricole du Lot-et-Garonne en 1991 où il est nommé responsable du Service marché entreprises, IAA et collectivités publiques. Il rejoint par la suite la Caisse régionale de Gironde en tant que Directeur du marché des entreprises, collectivités publiques, agriculture et professionnels. De 2001 à 2005, Paul Carite est Directeur des affaires et de la gestion privée puis Directeur de la distribution de la Caisse régionale d'Aquitaine. En 2006, il prend les fonctions de Directeur national de la banque des entreprises pour LCL, puis devient membre du Comité exécutif en charge de la banque des entreprises et de la banque des flux. En 2011, il est nommé Directeur général de la Caisse régionale de Guadeloupe. En 2016, il devient Directeur général de la Caisse régionale Sud Méditerranée et, depuis décembre 2020, Directeur général de la Caisse régionale Pyrénées Gascogne.

Âge : 64 ans
Nationalité : Française
Date de première nomination : 7 mai 2019
Échéance du mandat : 2026
Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 6 ans
Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Principaux Domaines d'expertises

- Exigences juridiques et cadre réglementaire
- Activité de la Banque et mise en œuvre
- Évaluation de l'efficacité des dispositifs d'un établissement de crédit
- Management d'entreprise
- Ressources humaines et politique de rémunération

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directeur général : Caisse régionale de Pyrénées Gascogne
- Président du Conseil de surveillance : Le Connecteur
- Président du Conseil d'administration : Crédit Agricole Transitions et Énergies (CA-TE)
- Administrateur : SAS Rue La Boétie ; IDIA ; GSO ; Fonds Indarra
- Membre : Bureau fédéral (FNCA)

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : CACIF (2022) ; Crédit Agricole Egypt (2022) ; FONCARIS SAS (Membre : Comité des engagements) (2025)



Marlène DOLVECK

Administratrice indépendante
Membre du Comité d'audit, Membre du Comité des rémunérations

Age : 50 ans
Nationalité : Française
Date de première nomination : 8 décembre 2023
Échéance du mandat : 2026
Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 2 ans
Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Biographie résumée

Diplômée de l'Université de Toulouse Capitole en ingénierie économique, du CESB et d'un *executive* MBA à l'EDHEC, Marlène Dolveck a démarré sa carrière comme professeur d'économie. Puis, elle a occupé des fonctions de dirigeante au Crédit Agricole, au sein du groupe La Poste à La Banque Postale et HSBC France.

Entre 2020 et 2024, elle occupe les fonctions de Directrice générale de SNCF Gares & connexions. De 2024 à 2025, elle est également Directrice générale adjointe du Groupe SNCF en charge de la transformation.

Elle a été élue présidente du Conseil d'administration de l'école TSE, Toulouse *School of Economics* le 22 mai 2023.

Elle est chevalier de la Légion d'Honneur depuis le 7 novembre 2022.

Principaux Domaines d'expertises

- Planification stratégique
- Technologies de l'information et la communication (TIC) et sécurité
- Management d'entreprise
- Économie
- Responsabilité sociétale et environnementale (RSE)

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Présidente du Conseil d'administration : Toulouse *School of Economics*

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Directrice générale : SNCF Gares & Connexions (2025)
- Directrice générale adjointe : Groupe SNCF (Membre du COMEX) (2025)
- Vice-présidente exécutive : CMA CGM (2025)
- Administratrice : Radio France (Présidente du Comité de la stratégie) (2025)



Âge : 50 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination :
1 octobre 2025

Échéance du mandat :
2027

Ancienneté au sein du Conseil d'administration :
< 1 an

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Grégory ERPHELIN

Administrateur

Biographie résumée

Grégory Erphelin est diplômé de l'école Polytechnique, ingénieur des Ponts, des Eaux et des Forêts, et est titulaire d'un MBA du Collège des ingénieurs.

Grégory Erphelin commence sa carrière au ministère de l'Agriculture en 2001 en tant que chef du bureau du crédit et de l'assurance. En 2005, il rejoint la Direction générale du Trésor, chargé de la régulation des assurances de biens et de responsabilité. Il intègre le Groupe Crédit Agricole en 2008 en tant que Directeur de la gestion financière de Predica, filiale assurances de personnes de Crédit Agricole Assurances. Il est nommé Directeur financier de Crédit Agricole Assurances en 2012, devient Directeur des finances de Predica et membre du Comité exécutif de Crédit Agricole Assurances en 2015. En 2017, il rejoint LCL en tant que Directeur finances, achats, affaires juridiques, engagements et recouvrement et membre du Comité exécutif de LCL. Il est nommé Directeur général de la Fédération Nationale du Crédit Agricole en 2022. Depuis juin 2025, Grégory Erphelin est Directeur général adjoint de Crédit Agricole S.A., en charge du pôle Transformation, Ressources humaines et Transitions. Il est membre du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Planification stratégique
- Technologies de l'information et la communication (TIC) et sécurité
- Management d'entreprise
- Ressources humaines et politique de rémunération

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directeur général Adjoint : Crédit Agricole S.A. en charge du pôle Transformation, Ressources humaines et Transitions
- Président : IDIA
- Vice-Président : Crédit Agricole Group Infrastructure Platform (CA-GIP)
- Administrateur : Crédit Agricole Santé & Territoires (CA-ST) ; Crédit Agricole Transitions et Énergies (CA-TE) ; Crédit Agricole Paiements et Services (CA-PS) ; Estey Holding ; FIRECA Innovations et Participations ; D2CAM
- Membre du Conseil de surveillance : Crédit Agricole Technologies & Services (CA-TS)
- Membre du Conseil de gérance : Fireca Portage de Projets

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directeur général : Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) (2025) ; SACAM Participations (2025)
- Représentant permanent de la FNCA - Administrateur : GECAM (GIE) (2025)
- Censeur : Crédit Agricole Assurances (CAA) (2025) ; Predica (2025) ; Pacifica (2025) ; Crédit Agricole Assurances Retraite (2025)
- Administrateur : IFCAM (2025) ; CALI Europe (2022) ; CA Home Loan SFH (2022)
- Membre du Conseil de gérance : Interfimo (2022) ; LCL Croissance (2022)

Dans des sociétés HORS du Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : Crédit Logement (2022)



Benoît FAYOL

Administrateur
Membre du Comité d'audit

Âge : 55 ans
Nationalité : Française
Date de première nomination : 30 avril 2024
Échéance du mandat : 2028
Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 1 an
Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Biographie résumée

Diplômé d'un Brevet de Technicien Agricole en 1992, il s'installe comme associé gérant d'une exploitation agricole (GAEC de la Roque) avec ses deux frères puis diversifie son activité en arboriculture noix et prunes en 2017. Il occupe consécutivement dans son département de Dordogne les fonctions de Président des Jeunes Agriculteurs en 2002 puis de la FDSEA en 2005, tout en intégrant la Chambre d'Agriculture en 2001 pour en devenir Vice-Président de 2007 à 2013. En 2003, il intègre le Crédit Agricole comme Administrateur et Président de la Caisse locale en Dordogne tout en intégrant le Conseil d'administration de la Caisse régionale Charente-Périgord pour en devenir Vice-Président en 2009 et enfin Président en 2020.

De plus, il occupe divers mandats au sein de la Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) et d'autres mandats d'Administrateurs notamment dans le domaine des assurances de spécialités et la Banque privée.

Principaux Domaines d'expertises

- Planification stratégique
- Gestion des risques
- Audit interne
- Évaluation de l'efficacité des dispositifs d'un établissement de crédit
- Responsabilité sociétale et environnementale (RSE)

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : Caisse régionale de Charente-Périgord
- Vice-Président : Caisse locale des deux Rives ; CFM Indosuez (Monaco)
- Membre du Conseil de surveillance et Administrateur : CAMCA Courtage ; CAMCA Mutuelle

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Associé : GAEC de la Roque
- Gérant : SARL Fruits Secs de la Roque

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

-



Âge : 64 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination : 4 mai 2017

Échéance du mandat : 2026

Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 8 ans

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Luc JEANNEAU

Administrateur

Membre du Comité des nominations et de la gouvernance, Membre du Comité des rémunérations

Biographie résumée

Luc Jeanneau dirige une exploitation agricole sur l'Île de Noirmoutier depuis 1985. Il devient Administrateur de la Caisse locale de Noirmoutier en 1990 puis Administrateur de la Caisse régionale de la Vendée en 1993 et Administrateur de la Caisse régionale Atlantique Vendée en 2002 dont il occupe la fonction de Vice-Président en 2010. Il est nommé Président de la Caisse régionale Atlantique Vendée depuis le 1er avril 2011. Il exerce parallèlement de nombreuses fonctions et responsabilités au sein du Groupe Crédit Agricole en particulier en tant que membre de Commissions ou Comités et occupe plusieurs mandats sociaux au sein de filiales du Groupe.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Exigences juridiques et cadre réglementaire
- Évaluation de l'efficacité des dispositifs d'un établissement de crédit
- Management d'entreprise
- Responsabilité sociétale et environnementale (RSE)

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : Caisse régionale d'Atlantique-Vendée ; CAMCA Mutuelle ; CAMCA Assurance Réassurance ; CAMCA Courtage
- Administrateur : Caisse locale de Noirmoutier ; SAS Rue la Boétie ; SACAM Participations ; ADICAM ; SCI CAM ; SACAM Assurances Caution
- Membre du Comité de direction : GIE GECAM
- Membre du Conseil de gérance : SACAM Mutualisation
- Membre du Bureau fédéral : FNCA

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Gérant : EARL Les Lions

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : Felcoop Coopérative (2022) ; Comité interprofessionnel de la pomme de terre (2023), Coopérative des producteurs de Noirmoutier (2024)
- Président : Association des Saveurs de l'Ile de Noirmoutier (2024)



Âge : 50 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination :
25 novembre 2020

Échéance du mandat :
2026

Ancienneté au sein du Conseil d'administration :
> 4 ans

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Jean-Guy LARRIVIÈRE

Administrateur (élu par les salariés)

Biographie résumée

Diplômé de l'Institut d'Administration d'Entreprises, Jean-Guy Larrivière intègre le Crédit Lyonnais en 2001 après une première expérience bancaire à Rabobank au Canada. Après avoir travaillé au sein du Département Grandes Entreprises, il évolue vers le Département International de Crédit Agricole CIB en 2005 puis couvre la zone Afrique à compter de 2009. Il rejoint Crédit du Maroc, ancienne filiale de Crédit Agricole S.A., en 2016, afin de développer les relations avec les multinationales.

En 2019, il revient chez Crédit Agricole CIB au sein du Pôle d'Accompagnement à l'International et devient Administrateur élu par les salariés de 2020 à 2023. Il a été réélu en tant qu'Administrateur salarié le 26 juin 2024.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Exigences juridiques et cadre réglementaire
- Activité de la Banque et mise en œuvre
- Gestion des risques
- International et Management des groupes internationaux

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : CA Sports (association)

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : Crédit Agricole CIB (Membre du Comité des rémunérations) (2023)



Abdel-Liacem LOUAHCHI

Administrateur (élu par les salariés)
Membre du Comité des rémunérations

Âge : 50 ans
Nationalité : Française
Date de première nomination : 25 novembre 2020
Échéance du mandat : 2026
Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 5 ans
Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Biographie résumée

Abdel-Liacem Louahchi a débuté sa carrière en 2001 au sein du Groupe Crédit Agricole, plus précisément chez Crédit Agricole Indosuez, devenu Calyon puis aujourd'hui Crédit Agricole CIB.

Il a commencé sa carrière en tant que technicien des métiers bancaires au service des moyens généraux. Il a ensuite occupé le poste de gestionnaire *Back-Office* et actuellement de *Senior Officer* au service *OPC/FTO Process and Change Management Documentary and Guarantee Operations*. Il devient Administrateur élu par les salariés le 25 novembre 2020.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Exigences juridiques et cadre réglementaire
- Planification stratégique
- Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
- Géopolitique

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

-

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

-



Meritxell MAESTRE CORTADELLA

Administratrice indépendante

Présidente du Comité des nominations et de la gouvernance, Membre du Comité des risques, Membre du Comité d'audit

Age : 54 ans

Nationalité : Andorrane

Date de première nomination : 4 mai 2020

Échéance du mandat : 2026

Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 5 ans

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Biographie résumée

Diplômée de l'Institut National des Sciences Appliquées de Rouen en génie mathématique (1994) et titulaire d'un *Master of Business Administration* par l'ESADE de Barcelone et l'Université de Chicago (1996), Meritxell Maestre Cortadella débute sa carrière comme analyste en banque d'affaires chez Bank of America Merrill Lynch à Londres où elle conseille les clients du secteur des services financiers en Europe dans leurs projets de fusion-acquisition et levée de capitaux.

En 1998, elle rejoint l'équipe parisienne de Bank of America Merrill Lynch. En 2009, elle est promue *Managing Director* et devient responsable des Institutions financières pour la France, l'Espagne, la Belgique et le Portugal jusqu'en novembre 2015.

Elle est actuellement Présidente de la société Enclar Conseil et *Senior advisor* pour le fonds d'investissement CVC Capital Partners.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Activité de la Banque et mise en œuvre
- Planification stratégique
- Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
- International et Management des groupes internationaux

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administratrice : Fonds de dotation de Crédit Agricole CIB

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Présidente : Enclar Conseil ; 2MJF
- *Senior Advisor* : CVC Capital Partners

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Administratrice : Groupe April (2022) ; RGI Spa (2023)
- Membre du Conseil de surveillance : Andromeda Holdings (2022)



Anne-Laure NOAT

Administratrice indépendante

Présidente du Comité des risques, Présidente du Comité des rémunérations, Membre du Comité d'audit

Âge : 61 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination : 30 avril 2014

Échéance du mandat : 2026

Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 11 ans

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Biographie résumée

Ingénieur agronome diplômée de l'Institut National Agronomique Paris-Grignon (1983) et de l'ESSEC (1988), Anne-Laure Noat a débuté sa carrière au Crédit Lyonnais au Japon en 1988.

Elle intègre Eurogroup Consulting en 1990 où elle est associée depuis 2002. Elle développe les activités d'Eurogroup Consulting dans le secteur des transports et de la logistique, notamment en matière de politique sectorielle, projet stratégique, performance industrielle et managériale. Elle est parallèlement spécialisée dans le conseil en gouvernance d'entreprise (performance des fonctions *corporate* (juridique, communication, ressources humaines), stratégie des organisations, conduite des transformations et déploiement des projets d'entreprise) et membre de la Practice Performance durable.

Principaux Domaines d'expertises

- Planification stratégique
- Gestion des risques
- Risques liés au climat et à l'environnement
- Management d'entreprise
- Responsabilité sociétale et environnementale (RSE)

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Associée Eurogroup Consulting France et Membre du comité des associés

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Présidente : Comité *Human Ressources* et *Business* de l'Union Internationale des Transports Publics et Membre du *Policy Board* (2021) ; NDDS SAS (2022)



Carol SIROU

Administratrice indépendante
Membre du Comité des risques

Âge : 57 ans
Nationalité : Française
Date de première nomination : 3 mai 2023
Échéance du mandat : 2026
Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 2 ans
Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Biographie résumée

Carol Sirou est Présidente d'EthiFinance et Administratrice indépendante, s'appuyant sur 30 ans d'expérience à des postes de Direction générale en Europe et aux États-Unis.

Elle a fait une grande partie de sa carrière dans les services financiers chez Standard & Poor's Ratings : elle a dirigé les activités de l'agence de notation à Paris entre 2008 et 2014, puis rejoint le siège de S&P à New York afin de mettre en place un programme règlementaire, avant de prendre la responsabilité de la conformité mondiale du groupe, S&P Global Inc., en 2016. De 2018 à 2022, elle a fondé sa société de conseil en gestion des risques et ESG.

Passionnée par les enjeux de finance durable, elle est nommée en juin 2022 CEO d'EthiFinance, acteur indépendant européen de notation et de conseil ESG, avec pour ambition d'accélérer l'exécution du plan stratégique et de développement d'une agence de la double matérialité en Europe.

Elle rejoint en juin 2022, le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. comme censeur dans un premier temps et en tant qu'Administratrice indépendante en mai 2023. Elle préside le Comité des risques de Crédit Agricole S.A., le Comité des risques aux États-Unis et est membre du Comité d'audit du Groupe. Elle apporte sa connaissance des sujets financiers, de gouvernance, de conformité ainsi qu'une perspective internationale, notamment américaine acquise au cours des sept années passées à New York entre 2014 et 2022.

Elle est membre du groupe ESG de l'IFA depuis 2022 et co-présidente du Comité de gouvernance du MEDEF depuis décembre 2025.

Diplômée de Sciences Po Paris, elle est titulaire d'un Master en finance d'entreprise de l'Université Paris Dauphine et d'un programme de gestion de l'Université de *Virginie Darden Business School*.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Exigences juridiques et cadre réglementaire
- Gestion des risques
- Risques liés au climat et à l'environnement
- International et Management des groupes internationaux

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administratrice : Crédit Agricole S.A. (Présidente : Comité des risques et du Comité des risques aux États-Unis ; Membre : Comité d'audit)

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Présidente : Ethifinance et ses filiales (EthiFinance Ratings SL, EthiFinance Gmbh)
- Co-présidente : Comité de gouvernance du MEDEF
- Fondatrice associée : Safineia Advisors New York
- Membre : Groupe ESG de l'IFA

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administratrice indépendante : Europcar *Mobility* Groupe (2022) ; Agence France Locale (2022) ; Qivalio Lyon (2022) ; Exane (2021)



Odet TRIQUET

Administrateur
Membre du Comité des risques

Biographie résumée

Odet Triquet dirige une exploitation agricole spécialisée dans la culture des céréales depuis 1989. Il a rejoint le Groupe Crédit Agricole en 1992 en tant qu'Administrateur de la Caisse locale de Civray. Il en devient le Président en 1997. La même année, il intègre la Caisse régionale de Touraine et du Poitou en tant qu'Administrateur. Il est nommé Vice-Président de la Caisse régionale en 2000 et accède aux fonctions de Président en mars 2012. Il exerce parallèlement différentes responsabilités dans les instances nationales du Groupe, en particulier comme membre de Commissions fédérales, ainsi que dans des filiales du Groupe.

Âge : 63 ans
Nationalité : Française
Date de première nomination : 4 mai 2018
Échéance du mandat : 2027
Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 7 ans
Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Exigences juridiques et cadre réglementaire
- Gestion des risques
- Évaluation de l'efficacité des dispositifs d'un établissement de crédit
- Responsabilité sociétale et environnementale (RSE)

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : Caisse régionale de Touraine et du Poitou ; GIE CARCENTRE ; FIRECA
- Administrateur : SAS Foncière TP ; SAS CATP Immobilier ; SAS CATP Expansion ; SAS rue la Boétie ; SACAM Participations

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : CCPMA Prévoyance ; Réunion d'information commune (Groupe AGRICA et AGRICA Gestion)
- Administrateur suppléant : CAMARCA (AGRICA)
- Co-gérant : GAEC des Panelières

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : BforBank (Membre du Comité d'audit) (2021)
- Membre du Conseil de surveillance : CA Titres (2025)



Âge : 55 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination : 5 mai 2025

Échéance du mandat : 2028

Ancienneté au sein du Conseil d'administration :

< 1 an

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Guillaume VANTHUYNE

Administrateur

Biographie résumée

Guillaume Vanthuyne est agriculteur dans le Parc Naturel Régional du Vexin Français situé dans le Val d'Oise. Il préside depuis 2007 la coopérative agricole SICAE-VS.

Il est investi dans les instances du Crédit Agricole d'Île-de-France depuis plus de 15 ans, d'abord en tant qu'Administrateur de Caisse locale en 2007 puis Président de la Caisse locale de Marines en 2009. Il occupe ensuite plusieurs mandats au niveau régional : Membre du comité d'instruction du fonds de dotation de Crédit Agricole d'Île-de-France Mécénat (2012), Administrateur de la Caisse régionale d'Île-de-France (2015), Président du comité régional de Cergy, Président du comité d'instruction de Crédit Agricole d'Île-de-France Mécénat. Il devient Vice-Président de la Caisse régionale Paris & Île-de-France en 2018 puis Président de cette caisse depuis 2022.

Monsieur Vanthuyne est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en agriculture UniLasalle Beauvais (60), (Promotion 1994) et auditeur, en 2021, de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN). En 2025, il obtient un certificat de Sciences-Po *Executive Education* en « gouvernance d'une entreprise coopérative ».

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Planification stratégique
- Ressources humaines et politique de rémunération
- Géopolitique
- Responsabilité sociétale et environnementale (RSE)

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : Caisse régionale Paris & Île-de-France ; Fonds de dotation mécénat environnement & mobilité du Crédit Agricole d'Île-de-France ; Fonds de dotation Crédit Agricole d'Île-de-France Mécénat ; SAS Domaine de la sablonnière
- Administrateur : SAS Bercy Champ-de-Mars ; IFCAM ; Caisse locale de Marines
- Administrateur représentant de la Caisse régionale d'IDF : SOCADIF ; SAS SOCADIF Dette Privée ; CA Titres

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Gérant : EARL Vanthuyne (Ferme de polyculture) ; GFA Ferme du Château ; GFA Saint Caprais
- Président : SICAE-VS ; Fondation JB Gagne
- Administrateur : CENECA
- Représentant permanent de la SICAE-VS : Président de la SAS TELLIF
- Représentant permanent de la SAS TELLIF : Président VALSEYNE ; Président La Turbine

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Vice-Président : Caisse régionale de Paris & Ile de France (2022)

Dans des structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : CGB (Confédération générale des planteurs de Betterave) (2022) ; Coopérative CS2B (2022)



Âge : 56 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination :
9 décembre 2022

Échéance du mandat :
2028

Ancienneté au sein du Conseil d'administration :
> 4 ans

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Emmanuel VEY

Administrateur
Membre du Comité d'audit

Biographie résumée

Après des débuts en 1992, comme Chargé d'affaires au sein du groupe Siparex, dans le capital-investissement, Emmanuel Vey a rejoint le Groupe Crédit Agricole en 1996, au sein de la filiale Banque d'affaires de la Caisse régionale Nord-Est.

En 2002, il a contribué à la création et au développement de Carvest (Crédit Agricole Régions Investissement), la filiale de capital-investissement commune à douze Caisses régionales.

En 2006, Emmanuel Vey est devenu Directeur de la Caisse régionale Champagne-Bourgogne, il était en charge du développement de la Caisse régionale sur les marchés Entreprises et Banque privée et sur les activités immobilières.

Enfin, en 2013, il a été nommé Directeur général adjoint de la Caisse régionale Centre-Est, à Lyon, où il a supervisé les activités engagements, crédits, marchés spécialisés (entreprises, professionnels, patrimoniaux, agriculture) et les filiales relais de croissance. Par ailleurs, il a assuré la représentation de la Caisse régionale sur le département de Saône et Loire et présidé le Pôle utilisateur crédits, en charge des solutions IT crédits pour l'ensemble des Caisses régionales.

Emmanuel Vey, occupe les fonctions de Directeur général de la Caisse régionale Champagne Bourgogne depuis le 1er juillet 2020.

Emmanuel Vey est diplômé d'un Magistère d'Économie Industrielle et d'un DEA d'Économie Internationale de l'Université Sorbonne Paris Nord ainsi que d'un MBA de la *Chicago Booth School of Business* de l'Université de Chicago.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Activité de la Banque et mise en œuvre
- Planification stratégique
- Technologies de l'information et la communication (TIC) et sécurité
- Management d'entreprise

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directeur général : Caisse régionale de Champagne Bourgogne
- Administrateur : IDIA ; SAS Rue la Boétie
- Président : Crédit Agricole Group Infrastructure Platform (CA-GIP) ; Delta
- Représentant permanent : Caisse régionale de Champagne Bourgogne - Administrateur : CATS
- Membre du Bureau fédéral : FNCA

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Membre du Conseil de surveillance : SAS In Extenso (Membre du Comité stratégique)
- Représentant permanent : Caisse régionale de Champagne-Bourgogne
- Vice-Président : Association Dijon-Bourgogne Invest
- Président : Y SCHOOLS Club des Mécènes

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président du Comité exécutif : Santeffi (2022)
- Président : Paymed SAS (2022)
- Administrateur : BforBank (2023) ; Crédit Agricole Home Loan SFH (2024)



Nicolas LANGEVIN

Censeur

Âge : 63 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination :
29 juillet 2025

Échéance du mandat :
2028

Ancienneté au sein du Conseil d'administration :
< 1 an

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Biographie résumée

Ingénieur aéronautique, Nicolas Langevin a rejoint le Groupe Crédit Agricole il y a plus de 35 ans. Il a successivement occupé des fonctions d'auditeur au sein de Crédit Agricole S.A., de Directeur commercial au sein de la Caisse régionale Centre Loire, de Directeur général adjoint chargé du développement de Predica. De 2006 à 2008, il est Directeur général adjoint de la Caisse régionale d'Atlantique Vendée. En 2008, il devient Directeur général de la Caisse régionale Centre Ouest. Depuis le 1er avril 2015, il est Directeur général de la Caisse régionale Toulouse 31.

Il occupe par ailleurs plusieurs fonctions au sein d'entités du Groupe Crédit Agricole.

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Activité de la Banque et mise en œuvre
- Planification stratégique
- Gestion des risques
- Management d'entreprise

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Directeur général : Caisse régionale de Toulouse 31 ; CA Toulouse 31 Initiatives
- Président : Crédit Agricole Immobilier
- Administrateur : Crédit Agricole Italia ; Doxallia ; GSO Financement ; GSO Capital ; GSO Innovation ; HECA

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Président du Conseil de surveillance : Sud-Ouest Télésurveillance (SOTEL)

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : Crédit Agricole Services Immobilier (2025) ; GSO Financement (2024) ; GSO Capital (2024) ; GSO Innovation (2024) ; DD Factory (2022) ; Le Village by CA Toulouse 31 (2022) ; Pleinchamp (2022)
- Administrateur : SAS Rue La Boétie (2025)

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : OPPIDEA (2024)



Pascal QUINEAU

Censeur

Biographie résumée

Pascal Quineau est Président de la Caisse régionale de la Réunion et de Mayotte depuis 2022. Il est également Administrateur de l'Association pour le développement industriel de La Réunion (ADIR) et Trésorier de l'Association EURODOM basée à Bruxelles. Administrateur de la Caisse locale depuis 1998, il est par ailleurs devenu Administrateur de la Caisse régionale en 2010. Il a été Président de l'Union réunionnaise des coopératives agricoles (Urcoopa), de la coopérative agricole Ovocoop. Il a été gérant-associé de la SCEA du Chemin d'eau de 1994 à 2023.

Fort de sa connaissance du territoire, Pascal Quineau a une expérience significative dans l'industrie agroalimentaire et une bonne connaissance du monde économique.

Âge : 62 ans

Nationalité : Française

Date de première nomination : 30 avril 2024

Échéance du mandat : 2028

Ancienneté au sein du Conseil d'administration : > 1 an

Nombre d'actions Crédit Agricole CIB détenues : 0

Principaux Domaines d'expertises

- Marchés bancaires et financiers
- Activité de la Banque et mise en œuvre
- Planification stratégique
- Management d'entreprise
- Géopolitique

FONCTIONS EXERCÉES AU 31 DÉCEMBRE 2025

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : Caisse régionale de la Réunion et de Mayotte ; Caisse locale de Saint Gilles ; Comité Logement et territoires
- Administrateur : SAS FIRECA Innovations et Participations

Dans d'autres structures extérieures au Groupe Crédit Agricole

- Administrateur : ADIR
- Trésorier : EURODOM
- Gérant : SAS RUN Conseil AVI

FONCTIONS ÉCHUES AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES (2021 À 2025)

Dans des sociétés du Groupe Crédit Agricole

- Président : OVOCOOP (2023) ; Groupe URCOOPA (2022) ; CILAM (2022)
- Administrateur : URCOOPA (2023) ; CANE (2023)
- Gérant de la SCEA du Chemin d'eau (2023)
- Associé exploitant : EARL Les poulettes de Tan Rouge (2024)

1.3.2. Actions détenues par les administrateurs

Les administrateurs de Crédit Agricole CIB ne détiennent aucune action de la Société.

1.3.3. Droits et devoirs des administrateurs, des censeurs et des membres de la Direction générale

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les administrateurs, les censeurs et les membres de la Direction générale ont certains droits et s'engagent au respect d'un certain nombre de règles dont notamment celles issues du règlement intérieur du Conseil d'administration.

Le règlement intérieur est daté et signé par l'ensemble des administrateurs, des censeurs et des membres de la Direction générale au début de leur mandat ou en cas de modification du règlement intérieur (reproduit partiellement ci-dessous).

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 4 – DROITS ET DEVOIRS DE L'ADMINISTRATEUR

« Les administrateurs veillent au respect des principes et bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise énoncés au présent article dans le but notamment de favoriser la qualité des travaux du Conseil d'administration. »

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 4.1 – DÉONTOLOGIE - INDÉPENDANCE - CONFLITS D'INTÉRÊTS - HONORABILITÉ

« Lors de son entrée en fonction et tout au long de son mandat, l'administrateur doit prendre la pleine mesure de ses droits et obligations. Il doit notamment connaître et respecter les dispositions légales et réglementaires applicables à la Société et celles relatives à sa fonction. Il doit prendre connaissance des Codes et bonnes pratiques de gouvernance applicables, dont notamment la Charte éthique du Groupe Crédit Agricole et le Code de conduite de la Société, ainsi que des règles propres de la Société résultant de ses statuts et du règlement intérieur du Conseil d'administration.

D'une façon générale, l'administrateur est tenu au respect des obligations qui lui sont applicables conformément au Code monétaire et financier et au Règlement général de l'Autorité des marchés financiers notamment liées à l'utilisation et à la communication d'informations confidentielles et/ou privilégiées, plus généralement en matière de conflits d'intérêts.

L'administrateur, quel que soit son mode de désignation, doit en toutes circonstances agir dans l'intérêt social de la Société.

L'administrateur dispose à tout moment de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

L'administrateur veille à préserver en toutes circonstances son indépendance et sa liberté de jugement, de décision et d'action. Il se doit d'être impartial et s'interdit d'être influencé par tout élément étranger à l'intérêt social qu'il a pour mission de défendre.

Il s'engage à informer le Conseil d'administration de toute modification dans sa situation personnelle ou professionnelle de nature à remettre en cause les conditions de sa nomination relatives notamment à son honorabilité ou son indépendance d'esprit.

L'administrateur, s'attache, avec les autres membres du Conseil d'administration, à ce que les missions du Conseil d'administration soient accomplies avec efficacité et sans entraves.

L'administrateur formule toute recommandation lui paraissant de nature à améliorer les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration.

L'administrateur informe le Conseil d'administration de toute situation porteuse de conflit d'intérêts, y compris potentiel, dans lequel il pourrait être exposé directement ou indirectement. Il s'abstient de prendre part aux délibérations et de participer au vote sur les sujets concernés.

Dans le cas où un administrateur n'est plus en position d'exercer ses fonctions en conformité avec les dispositions du présent règlement intérieur et des statuts ou de toutes dispositions légales et réglementaires qui lui seraient applicables, soit de son propre fait, soit pour toute autre raison y compris tenant aux règles propres de la Société où il exerce son mandat, il doit en informer le Président du Conseil d'administration, rechercher les solutions permettant d'y remédier et, à défaut d'y parvenir, en tirer les conséquences personnelles quant à l'exercice de son mandat. »

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 4.2 – DROIT À L'INFORMATION

« Le Président du Conseil d'administration veille à la bonne information des administrateurs qui doivent s'assurer en permanence de détenir toute l'information nécessaire à une intervention utile sur les sujets inscrits à l'ordre du jour du Conseil d'administration ou, le cas échéant, inscrits à l'ordre du jour des Comités spécialisés du Conseil d'administration auxquels ils appartiennent. Le Président de chaque Comité veille également à transmettre toute l'information nécessaire à l'exercice des fonctions des membres du Comité.

Le Responsable de la fonction de l'audit interne (Contrôle périodique), le Responsable de la fonction de gestion des risques et du contrôle permanent et le Responsable de la fonction de vérification de la conformité peuvent rendre compte de leurs travaux directement au Conseil d'administration, et à ce titre, ils participent de façon périodique aux réunions du Conseil d'administration et de ses Comités spécialisés, en particulier à celles du Comité d'audit et du Comité des risques. »

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 4.3 – DISPONIBILITÉ

« L'administrateur consacre un temps suffisant à l'exercice de ses fonctions et nécessaire à sa formation. Il doit participer, sauf empêchement majeur, à toutes les séances du Conseil d'administration et des Comités dont il est membre.

Il s'engage à informer le Secrétariat du Conseil d'administration et le Conseil d'administration de toute modification dans sa situation personnelle ou professionnelle de nature à remettre en cause les conditions de sa nomination relatives notamment à sa disponibilité, et au respect des règles de limitation de cumul des mandats sociaux détenus. »

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 4.4 – DEVOIR DE LOYAUTÉ

« L'administrateur agit de bonne foi et ne prend aucune initiative qui pourrait nuire aux intérêts de la Société ou des autres sociétés du Groupe Crédit Agricole. Il alerte le Conseil d'administration sur tout élément de sa connaissance lui paraissant de nature à impacter les intérêts de la Société. »

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 4.5 – DEVOIR D'EXPRESSION

« L'administrateur a le devoir de faire part de ses interrogations et de ses opinions. En cas de désaccord, il veille à ce que celles-ci soient explicitement consignées aux procès-verbaux des délibérations. »

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 4.6 – CONFIDENTIALITÉ

« L'administrateur respecte la confidentialité totale des informations qu'il reçoit, des débats auxquels il participe et des décisions prises dans le cadre du Conseil d'administration ou de ses Comités, ainsi que la confidentialité des décisions prises. »

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 4.7 – INFORMATIONS PRIVILÉGIÉES

« Il est rappelé que, conformément au Règlement (UE) 596/2014 relatif aux abus de marché, chaque membre du Conseil d'administration doit s'abstenir d'utiliser une information privilégiée, pour son compte ou pour le compte d'autrui, directement ou indirectement, pour acquérir ou céder, ou tenter d'acquérir ou de céder, des instruments financiers auxquels se rapporte cette information tant que l'information n'a pas été rendue publique.

Chaque membre du Conseil d'administration doit également s'abstenir de recommander, sur la base d'une information privilégiée, qu'une autre personne acquière ou cède des instruments financiers auxquels cette information se rapporte, ou incite cette personne à procéder à une telle acquisition ou à une telle cession. Plus particulièrement, si l'exercice de son mandat d'administrateur l'amenait à détenir sur la Société des informations privilégiées, il s'interdit de les utiliser pour effectuer ou faire effectuer par un tiers des opérations sur les instruments financiers de la Société.

L'administrateur disposant d'informations sur les résultats de la Société et donc, indirectement, de Crédit Agricole S.A., il lui est demandé, conformément aux règles du Groupe Crédit Agricole S.A. de n'opérer sur le titre Crédit Agricole S.A. que lors de chaque période de six semaines qui suivent la publication des résultats annuels, semestriels ou trimestriels, dès lors qu'il ne détient pas, durant ces périodes, d'informations privilégiées.

Par ailleurs, la Société pourra être en situation d'interdire d'opérer sur tout instrument financier de Crédit Agricole S.A., y compris durant les périodes autorisées ainsi que sur tout instrument financier qui ferait l'objet d'une information privilégiée dans le cadre de la réunion d'un Conseil d'administration ou d'un de ses Comités (opération stratégique, opération d'acquisition, création de joint-venture, etc.).

L'administrateur est tenu de déclarer au service Conflicts Management Group faisant partie du département Conformité de la Société, pour son compte ainsi que pour les personnes qui lui sont étroitement liées, les transactions effectuées sur tous instruments financiers, hors ceux émis ou liés à la Société ou Crédit Agricole S.A., s'il estime être potentiellement en situation de conflit d'intérêts ou détenir des informations confidentielles susceptibles d'être qualifiées de privilégiées et acquises dans le cadre de ses fonctions d'administrateur de la Société. »

EXTRAIT DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ARTICLE 5 – NOTIFICATION

« Les administrateurs s'engagent à adhérer et à mettre en œuvre les règles contenues dans le présent règlement intérieur. Ils adhèrent en outre sans réserve aux dispositions de la Charte éthique du Groupe Crédit Agricole et du Code de conduite de la Société dont ils ont reçu un exemplaire et s'engagent à les respecter.

Les membres de la Direction générale ainsi que les censeurs s'engagent de leur côté à respecter les dispositions du règlement intérieur qui leur sont applicables, notamment les dispositions relatives aux conflits d'intérêts ou aux informations privilégiées ou confidentielles dont ils auraient connaissance. »

◆ Conflits d'intérêts

Il n'existe pas, à la connaissance de Crédit Agricole CIB, de conflits d'intérêts entre les devoirs, à l'égard de Crédit Agricole CIB, des membres du Conseil d'administration et de la Direction générale et leurs intérêts privés.

Les administrateurs sont tenus d'informer le Conseil d'administration de toute situation porteuse de conflit d'intérêts, y compris potentielle, dans laquelle ils pourraient être exposés directement ou indirectement. Ils s'abstiennent de participer aux débats et à la prise de décision sur les sujets concernés. Il est rappelé que le Conseil d'administration et la Direction générale de Crédit Agricole CIB sont composés de mandataires sociaux de sociétés (dont des sociétés du Groupe Crédit Agricole - Caisses régionales de Crédit Agricole ou Crédit Agricole S.A.) avec lesquelles Crédit Agricole CIB entretient ou pourrait entretenir des relations commerciales, ce qui pourrait être source de conflits d'intérêts potentiels.

En outre, Crédit Agricole CIB est affiliée au réseau du Groupe Crédit Agricole avec Crédit Agricole S.A. qui agit en tant qu'organe central conformément aux dispositions de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier. La composition du Conseil d'administration résulte de la volonté de refléter la structure du capital de Crédit Agricole CIB contrôlée à 100 % par le Groupe Crédit Agricole ainsi que les objectifs de diversité définis par le Conseil d'administration.

◆ Réputation - Honorabilité

A la connaissance de Crédit Agricole CIB, à ce jour, aucune condamnation pour fraude et aucune faillite, mise sous séquestre ou liquidation n'ont été prononcées au cours des cinq dernières années à l'encontre d'un des membres du Conseil d'administration ou de la Direction générale de Crédit Agricole CIB.

À la connaissance de Crédit Agricole CIB, aucun des membres du Conseil d'administration ou de la Direction générale de Crédit Agricole CIB n'a été empêché par un tribunal d'agir en cette qualité ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur de titres au cours des cinq dernières années.

◆ Contrats de service

Il n'existe pas de contrat de service liant directement les membres du Conseil d'administration ou de la Direction générale à Crédit Agricole CIB ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages particuliers.

1.3.4. Opérations réalisées sur les titres de Crédit Agricole CIB (art. L. 621-18-2 du Code monétaire et financier)

Les actions de Crédit Agricole CIB n'étant pas admises aux négociations sur un marché règlementé, les dispositions de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier concernant cette catégorie de titres ne sont pas applicables à Crédit Agricole CIB.

Pour l'année 2025, Crédit Agricole CIB n'a pas eu connaissance de l'existence de transactions effectuées pour leur compte propre, par les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et se rapportant à des titres de créances de Crédit Agricole CIB ou à des instruments dérivés ou à d'autres instruments financiers qui leur sont liés.

Des informations sur la composition du capital au 31 décembre 2025 figurent à la note annexe 6.15 « Capitaux propres » aux comptes consolidés (cf. Section 3 « Notes annexes aux états financiers consolidés » du Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document).

1.3.5. Conventions visées à l'article L.225-37-4 2° du Code de commerce

Conformément aux dispositions de l'article L.225-37-4 2° du Code de commerce, à la connaissance de Crédit Agricole CIB, aucune convention n'est intervenue, directement ou par personne interposée durant l'exercice 2025, entre :

- d'une part le Directeur général, l'un des Directeurs généraux délégués, l'un des administrateurs ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de Crédit Agricole CIB ;
- d'autre part une autre société dont Crédit Agricole CIB possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital ;

sauf le cas échéant, lorsqu'elles sont des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

1.4. Politique de rémunération

1.4.1. Principe général de la politique de rémunération

Crédit Agricole CIB définit une politique de rémunération responsable qui s'attache à porter ses valeurs dans le respect des intérêts de l'ensemble des parties prenantes : collaborateurs, clients et actionnaires.

Dans le cadre des spécificités de ses métiers, de ses entités juridiques et des législations nationales et internationales, Crédit Agricole CIB veille à développer une politique de rémunération, cohérente en interne et neutre du point de vue de genre, et compétitive sur ses marchés de référence afin d'attirer et de retenir les talents dont il a besoin. Des comparaisons avec d'autres groupes financiers sont régulièrement réalisées à cet effet.

Les attributions de rémunération, notamment variables, sont effectuées avec l'objectif de reconnaître une performance individuelle et collective durable tout en promouvant une gestion saine et maîtrisée des risques, y compris les risques ESG.

La politique de rémunération a pour objectif de rémunérer les collaborateurs de façon équitable et appropriée en fonction de leur contribution aux succès de Crédit Agricole CIB et des niveaux de service et de performance apportés à ses clients. En conséquence, elle a été conçue de manière à prévenir les conflits d'intérêts et en particulier de s'assurer que les collaborateurs ne privilégient pas leur propre intérêt ou celui de Crédit Agricole CIB au détriment de celui des clients. La politique de rémunération de Crédit Agricole CIB concourt ainsi au respect de la déclaration et du cadre d'appétit au risque approuvés par son Conseil d'administration.

Conformément aux *Guidelines* EBA sur la politique de rémunération [1], la politique de rémunération et sa pratique sont fondées sur le principe d'égalité des rémunérations entre collaborateurs masculins et féminins pour un même travail ou un travail de même valeur.

La politique de rémunération peut notamment s'appuyer sur :

- la documentation appropriée de la valeur du poste ;
- la documentation des intitulés de poste ou des catégories de salaire pour l'ensemble des membres du personnel ou des catégories de personnel ;
- la correcte détermination des postes étant considérés comme de même valeur ;
- la correcte mise en œuvre du système de classification des emplois (tenant compte au moins des types d'activités, des tâches et des fonctions assignés au poste ou au membre du personnel, fondée sur des critères identiques pour l'ensemble des collaborateurs, quel que soit leur sexe et être élaborée de manière à exclure toute discrimination, y compris celle fondée sur le genre) ;
- et la définition d'aspects supplémentaires pris en compte lors de la détermination de la rémunération du personnel (lieu d'affectation, exigences de formation, niveau hiérarchique, niveau d'éducation, rareté, nature du contrat, durée de l'expérience, certifications, avantages complémentaires).

La politique de rémunération de Crédit Agricole CIB s'inscrit par ailleurs dans un cadre fortement réglementé, spécifique au secteur bancaire. De façon générale, Crédit Agricole CIB assure la conformité de sa politique de rémunération avec l'environnement juridique et réglementaire national, européen, et international en vigueur, intégrant notamment les dispositions des règlementations suivantes :

- la Directive 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019, transposée dans le Code monétaire et financier par l'Ordonnance n° 2020-1635 du 21 décembre 2020 (« Directive CRD V ») ;
- la Loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires (« Loi bancaire française ») ;
- le Règlement introduit par la Section 13 du *Bank Holding Company Act*, pour faire suite à la Section 619 du *Dodd–Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act* (« Règle Volcker ») ;
- la Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil et le Règlement 600-2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014, transposés dans le Code monétaire et financier par l'Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 et le Règlement délégué 2017/565 du 25 avril 2016 de la Commission européenne (« MIFID II »).

Crédit Agricole CIB intègre également les dispositions de la règle Volcker, de la Loi de séparation bancaire et financière, de la Directive sur les Marchés d'instruments financiers (MIF) et du règlement européen *Sustainable Finance Disclosure Regulation* (SFDR) sur la prise en compte et l'intégration des risques en matière de durabilité, ainsi que la gestion des risques climatiques et environnementaux. En effet, l'intégration des enjeux de durabilité dans la politique de rémunération contribue à répondre aux exigences règlementaires telles qu'exposées à l'article 5 du Règlement européen 2019/2088

1 *GL/EBA/2021/04*

sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers. Ainsi, la politique de rémunération de Crédit Agricole CIB n'encourage aucune prise de risque excessive en matière de durabilité dans les activités de conseil en investissement et prend en compte la performance ajustée des risques, ainsi que les engagements volontaires de Crédit Agricole CIB en termes d'enjeux de durabilité. Aussi, la politique de rémunération de Crédit Agricole CIB ne favorise-t-elle aucun conseil quant à des produits financiers qui seraient préjudiciables à la protection et à la primauté des intérêts des clients. Elle favorise au contraire une approche à long terme de la gestion des risques liés au climat et à l'environnement, conforme à l'appétence pour le risque et à la stratégie de Crédit Agricole CIB.

Pour les collaborateurs assujettis aux règlementations MIF, la politique de rémunération est conforme aux dispositions de cette réglementation, notamment en ce qui concerne la prévention et la gestion des conflits d'intérêts et le respect des règles de bonne conduite. Aussi, la politique de rémunération de Crédit Agricole CIB est élaborée de façon à ne pas créer de conflits d'intérêts ou d'incitations susceptibles d'amener les collaborateurs à favoriser leurs propres intérêts ou les intérêts de l'entreprise au détriment d'un quelconque client. Elle tend à inclure des critères alignant les intérêts des collaborateurs et de l'entreprise avec ceux des clients, notamment pour les composantes variables. Crédit Agricole CIB intègre également des critères qualitatifs incitant les collaborateurs à agir dans le meilleur intérêt des clients.

La politique de rémunération de Crédit Agricole CIB peut faire l'objet d'adaptations afin de se conformer aux exigences des réglementations locales où siègent les entités de son réseau international, si ces dernières sont plus contraignantes que la politique du Groupe Crédit Agricole. Le cas échéant, ces adaptations devront faire l'objet d'une concertation entre le responsable de l'entité (filiale, succursale ou bureau de représentation), les fonctions de contrôle, la Direction locale des ressources humaines et la Direction des ressources humaines au Siège de Crédit Agricole CIB.

La présente note de politique de rémunération a été approuvée par le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB du 31 janvier 2025.

1.4.2. Rémunération globale

La rémunération globale des collaborateurs du groupe Crédit Agricole CIB est constituée des éléments suivants :

- rémunération fixe ;
- rémunération variable annuelle individuelle ;
- rémunération variable collective ;
- rémunération variable long terme ;
- régime de retraite supplémentaire et prévoyance santé ;
- avantages en nature et autres éléments périphériques.

Chaque collaborateur bénéficie de tout ou partie de ces éléments en fonction de ses responsabilités, de ses compétences, de sa performance et de son lieu d'activité.

L'attribution des éléments de rémunération prend en compte l'équité interne et les références du marché externe, ainsi que la performance collective et individuelle, qualitative et quantitative.

L'aspect qualitatif de la performance inclut notamment l'appréciation portée par les fonctions de contrôle ; en cas de comportement non respectueux des règles et procédures de conformité et des limites de risques, l'attribution des éléments de rémunération en tient compte. Les décisions impactant la rémunération des collaborateurs ayant des comportements à risque constatés font l'objet d'un arbitrage annuel par la Direction générale.

A - RÉMUNÉRATION FIXE

La rémunération fixe rétribue les responsabilités confiées aux collaborateurs ainsi que les compétences mises en œuvre pour les exercer, en cohérence avec les spécificités de chaque métier sur leur marché local.

Ces responsabilités sont caractérisées par une mission et des contributions, un niveau dans l'organisation et un profil de compétences et d'expérience attendus.

La rémunération fixe est déterminée dans des proportions telles qu'elle autorise la possibilité d'un non-paiement de la rémunération variable en cas de performance insuffisante.

L'évolution de la rémunération fixe des collaborateurs est fonction de l'évolution de leurs responsabilités et de la maîtrise de leur poste, évaluée dans le cadre de l'entretien annuel en fonction de la réalisation de la mission et des contributions permanentes du poste.

Lors de la prise d'un nouveau poste, l'évolution de responsabilité est prise en considération pour la détermination de la rémunération fixe.

La rémunération fixe est composée du salaire de base ainsi que de tout autre élément de rémunération stable, récurrent et indépendant de toute performance.

B - RÉMUNÉRATION VARIABLE ANNUELLE INDIVIDUELLE

La rémunération variable est directement liée à la performance annuelle, individuelle et collective. La performance individuelle est appréciée en fonction de l'atteinte d'objectifs qualitatifs et quantitatifs fixés en début d'exercice et inclut une appréciation de la façon dont le collaborateur agit dans l'intérêt du client. De façon générale, le bon respect des règles et procédures internes comme externes (exigences règlementaires) est un critère clé d'appréciation de la performance.

La performance collective est fondée sur la détermination d'enveloppes à l'échelle de la Banque puis déclinées par direction. Ces enveloppes sont définies de façon à ne pas entraver la capacité de Crédit Agricole CIB à renforcer ses fonds propres en tant que de besoin. Elles prennent en compte l'ensemble des risques, y compris le risque de liquidité, ainsi que le coût du capital, dans le respect des principes règlementaires.

La rémunération variable est composée du bonus ainsi que de tout autre élément de rémunération individuelle liée à la performance, y compris rémunération variable garantie.

◆ 1 - Constitution des enveloppes

Pour définir l'enveloppe globale de variable, Crédit Agricole CIB utilise une approche qui s'appuie sur l'analyse de la performance et des risques, des objectifs de contrôle et de la situation financière, y compris son assise financière et sa liquidité.

L'enveloppe de rémunération variable est déterminée en prenant en compte l'ensemble des éléments constitutifs des résultats et du risque, notamment :

- le produit net bancaire (PNB) ;
- les coûts directs et indirects ;
- le coût de risque ;
- le coût du capital.

La contribution est déterminée par la formule suivante, sur la base des définitions comptables habituelles : PNB – charges directes et indirectes hors bonus – coût du risque – coût du capital avant impôts.

- le PNB est calculé net du coût de la liquidité ;
- le coût du risque est entendu comme les provisions passées pour défaillance ;
- le coût du capital permettant de prendre en compte la rémunération des fonds propres spécifique à une activité est lui-même calculé en appliquant la formule suivante : emplois pondérés (RWA) x Taux d'alimentation du capital (ratio *Tier 1* cible) x ß (coefficient qui mesure le risque de marché d'une activité et

permet un ajustement du ratio *Tier 1* en fonction de l'exigence en capital liée au métier).

Le taux de distribution correspond au ratio entre l'enveloppe de la rémunération variable et la contribution.

L'enveloppe globale ainsi déterminée est répartie entre les métiers de Crédit Agricole CIB en fonction de critères adaptés aux caractéristiques propres à chaque métier ou équipe, définis et documentés de manière précise, et reflétant :

- la mesure de performance quantitative (y compris la création et le développement d'avantages compétitifs de long terme pour le Groupe Crédit Agricole) ;
- la mesure du risque sous-jacent ;
- la performance qualitative du métier ;
- la situation concurrentielle.

À chaque exercice, Crédit Agricole CIB vérifie que la rémunération variable est compatible avec le maintien d'une assise financière saine, et que la Banque respecte l'exigence globale de coussin de fonds propres (Art.141 p.2 de la Directive Européenne 2013/36/UE du 26/06/2013).

◆ 2 - Attribution individuelle des bonus

Les bonus sont attribués dans le cadre d'enveloppes fixées par direction et dont la distribution individuelle aux collaborateurs est décidée de façon discrétionnaire par la ligne managériale, en fonction de l'évaluation globale de leur performance individuelle et collective, intégrant des éléments d'ordre quantitatif et qualitatif.

Afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts ou de non-prise en compte des intérêts du client, il n'existe pas de lien direct et automatique entre le niveau des résultats commerciaux et financiers d'un salarié et son niveau de rémunération variable.

Les attributions individuelles prennent en considération les comportements non respectueux des règles et procédures de conformité et des limites de risques, dans le cadre du processus d'évaluation des risques de conduite établi par Crédit Agricole CIB.

Dans certains cas, le bonus est complété d'autres éléments de rémunération variable, comme c'est le cas notamment pour les cadres dirigeants.

◆ 3 - Rémunérations variables garanties

La rémunération variable garantie est exceptionnelle et elle ne peut être accordée que lorsque la Banque dispose d'une assise financière saine et solide. Le montant de la rémunération variable peut être garanti, dans le contexte d'un recrutement externe ou une rétention. La rémunération variable garantie peut prendre la forme de bonus garanti, *sign-on bonus* ou bonus de rétention.

Dans le contexte d'un recrutement, l'attribution de rémunération variable garantie n'est autorisée que pour une durée ne pouvant excéder la première année d'emploi.

Des primes de maintien de poste peuvent exceptionnellement être accordées pour une durée prédéterminée

L'attribution d'une rémunération variable garantie est soumise aux modalités de paiement applicables sur l'exercice et peuvent conduire à un versement conditionnel différé.

◆ 4 - Rachat des rémunérations variables différées

A l'occasion du recrutement, un rachat des rémunérations variables attribuées par le précédent employeur et perdues définitivement à la cessation du contrat de travail, peut également être octroyé.

La Banque peut octroyer un rachat de rémunération différé à condition de disposer d'une assise financière saine et solide.

Toutes les conditions applicables à la rémunération variable s'appliquent également aux rachats de rémunération différée, (i.e. différé, attribution sous forme d'instruments financiers, conditions de présence et de performance, malus et *clawback)*, comme décrit dans le règlement de plan de la rémunération variable différée.

◆ 5 - Plafonnement des rémunérations variables

Pour les collaborateurs régulés au sens de la Directive 2019/878/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019, l'attribution de rémunération variable au titre d'un exercice est plafonnée au montant de la rémunération fixe. Ce plafond peut être relevé à deux fois le montant de la rémunération fixe sur décision de l'Assemblée générale de Crédit Agricole CIB.

Afin d'assurer la cohérence avec le personnel régulé, la rémunération variable de tous les autres collaborateurs de Crédit Agricole CIB est plafonnée à deux fois le montant de la rémunération fixe.

◆ 6 - Modalités de versement de la rémunération variable

Afin d'aligner les intérêts de tous les collaborateurs avec les objectifs long terme de la Banque et d'assurer une gestion saine et prudente des risques, la rémunération variable de tous les collaborateurs de Crédit Agricole CIB est pour partie différée dans le temps, à partir d'un certain seuil.

(i) Les modalités de versement de la rémunération variable des collaborateurs régulés sont précisées dans la politique de rémunération.

(ii) Pour les collaborateurs non régulés, la rémunération variable se décompose entre une partie non-différée et une partie différée par tiers sur trois ans.

L'acquisition de la part différée s'effectue par tiers : 1/3 en année N+1, 1/3 en année N+2 et 1/3 en année N+3 par rapport à l'année de référence N, sous réserve que les conditions d'acquisition soient remplies :

- condition de performance ;
- condition de présence ;
- respect des règles internes et des limites de risque.

La rémunération variable différée est attribuée en numéraire, dont la moitié fait l'objet d'une indexation sur le cours de l'action Crédit Agricole S.A.

(iii) S'il est découvert, dans les cinq ans suivant le paiement, qu'un bénéficiaire : (i) est responsable ou a contribué à des pertes significatives subies par Crédit Agricole CIB ou ses clients, ou (ii) s'est rendu responsable d'une entorse grave aux règles et procédures internes comme externes, Crédit Agricole CIB se réserve le droit, sous réserve des lois en vigueur localement, d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

(iv) Les collaborateurs de Crédit Agricole CIB n'ont pas le droit de recourir à des stratégies de couverture ou d'assurance limitant la portée des dispositions d'alignement sur les risques contenus dans le dispositif de rémunération.

◆ 7 - Rémunération variable des employés dont les activités sont soumises à un mandat (Loi bancaire française, Volcker *rule*, etc.)

Les rémunérations variables sont attribuées de sorte à ne pas récompenser ou promouvoir des activités de *trading* interdites, mais peuvent récompenser la génération de revenus ou la fourniture de services aux clients et doivent par conséquent respecter les politiques et procédures internes, y compris le manuel de conformité Volcker.

Entre autres éléments, le bonus de performance individuel se fonde sur une appréciation de l'atteinte d'objectifs prédéfinis, individuels et collectifs, fixés au salarié en stricte conformité avec les termes du mandat géré.

Des contrôles trimestriels effectués par les Direction des risques et Direction des activités de marché permettent de vérifier la bonne application des mandats.

Dans le cadre des évaluations de fin d'année, le management évalue la performance des collaborateurs en fonction des objectifs fixés en début d'année, y compris le respect des mandats de

trading. Cette évaluation tient compte des comportements qui ne seraient pas conformes avec les règles et procédures internes ou des limites de risque et en particulier du non-respect des mandats.

◆ 8 - Rémunération du personnel participant à la fourniture de services aux clients

La politique de rémunération des collaborateurs participant à la fourniture de services aux clients vise à encourager un comportement professionnel responsable et un traitement équitable des clients, ainsi qu'à prévenir les conflits d'intérêts dans les relations avec les clients. Notamment, l'évaluation annuelle et/ou la rémunération du collaborateur prennent en compte l'avis des fonctions de contrôle en cas d'incident relatif à la fourniture de services aux clients.

◆ 9 - Rémunération variable des fonctions de contrôle

Afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt, la rémunération des personnels des fonctions de contrôle est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations. Les objectifs qui leur sont fixés et les enveloppes servant à la détermination de leur rémunération variable ne prennent pas en considération de critères relatifs aux résultats et aux performances économiques des secteurs dont ils assurent le contrôle. Le niveau des enveloppes est défini en fonction des pratiques de marché.

Le Comité des rémunérations de Crédit Agricole CIB, dans le cadre de ses missions, s'assure du respect des principes de détermination de la rémunération des responsables des filières risques et conformité.

C - RÉMUNÉRATION VARIABLE COLLECTIVE

La politique de Crédit Agricole CIB vise également, depuis de nombreuses années, à associer collectivement ses collaborateurs à ses résultats et à sa performance. Pour ce faire, un mécanisme de rémunération variable collective (intéressement et participation) est en place en France. Des dispositifs similaires, assurant le partage des résultats avec l'ensemble des salariés, peuvent également être développés dans certaines entités à l'international.

D - RÉMUNÉRATION VARIABLE LONG TERME

Cet élément de rémunération variable, fédérateur, motivant et fidélisateur, complète le mécanisme de rémunération variable annuelle en rétribuant la performance à long terme et collective du Groupe Crédit Agricole.

Il est composé de plusieurs dispositifs différenciés selon le niveau de responsabilité dans l'organisation :

- l'actionnariat « salarié » ouvert à l'ensemble des collaborateurs sous conditions définies par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. ;
- la rémunération long terme en actions et/ou en numéraire indexée sous conditions de performance selon des critères économiques, financiers et sociétaux établis en cohérence avec la stratégie à long terme du Groupe Crédit Agricole. Elle est réservée aux cadres dirigeants et cadres-clés du Groupe.

E - RETRAITE, PRÉVOYANCE, SANTÉ

En fonction des pays et des pratiques de marché, Crédit Agricole CIB promeut la mise en place d'une large gamme d'avantages sociaux permettant :

- d'accompagner la création d'un complément de revenu ou d'une épargne retraite ;
- de fournir un niveau minimum de protection sociale aux salariés et à leur famille.

Ces avantages constituent des composantes annexes de la rémunération, proposées à l'ensemble de la population de Crédit Agricole CIB ou de ses entités locales. Les avantages sont soumis à des régimes collectifs, en plus des régimes obligatoires spécifiques des pays d'implantation des entités.

F - AVANTAGES EN NATURE ET AUTRES ÉLÉMENTS PÉRIPHÉRIQUES

Dans certains cas, la rémunération globale est également constituée d'avantages en nature. Ceci concerne principalement :

- l'attribution de véhicules de fonction selon les responsabilités exercées ;
- l'attribution d'avantages destinés à accompagner les collaborateurs mobiles.

Ces éléments peuvent être complétés selon les pays par divers dispositifs destinés à fournir un environnement de travail stimulant ainsi qu'un équilibre vie privée/vie professionnelle.

1.4.3. Gouvernance de la politique de rémunération

La politique de rémunération de Crédit Agricole CIB est revue annuellement par la Direction générale, sur proposition de la Direction des ressources humaines et conformément aux lignes directrices de la politique de rémunération du Groupe Crédit Agricole. Elle reçoit la contribution des fonctions de contrôle dans le cadre de la Réunion de contrôle de la politique de rémunération (RCPR). La politique de rémunération est approuvée par le Conseil d'administration, sur recommandation du Comité des rémunérations.

En conformité avec les principes de la politique du Groupe Crédit Agricole, la Direction des ressources humaines associe les fonctions de contrôle à la prise en compte des risques dans la gestion des rémunérations, notamment en ce qui concerne la définition du personnel identifié, le respect des normes règlementaires et le contrôle des comportements à risques. En outre, comme toutes les fonctions support, ces fonctions sont rétribuées sur des enveloppes de rémunération variable déterminées sur des objectifs propres, indépendamment des résultats des activités qu'elles contrôlent.

La mise en œuvre de la politique de rémunération est soumise annuellement au contrôle de l'Inspection générale Groupe.

1.4.4. Rémunération des personnels identifiés

En lien avec les réglementations applicables aux établissements de crédit et entreprises d'investissement et en cohérence avec les principes généraux du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB identifie les preneurs de risques, soit les collaborateurs dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole CIB.

L'identification des preneurs de risques au niveau Crédit Agricole CIB est en conformité avec l'article 92 de la Directive 2013/36/EU du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, avec les amendements apportés par la Directive (EU) 2019/878 du 20 mai 2019 (dite « CRD V »). Dans les pays où les régulateurs nationaux imposent aux entités de Crédit Agricole CIB des obligations similaires, issues des standards du Conseil de stabilité financière, les entités de Crédit Agricole CIB appliquent également la règlementation locale.

La politique de rémunération applicable à la population des preneurs de risques vise à promouvoir une gestion du risque saine et effective, et n'encourage pas une prise de risques excédant le niveau de risque toléré de la Banque, tout en prévenant les conflits d'intérêts.

A - PÉRIMÈTRE D'APPLICATION

L'identification des collaborateurs en tant que preneurs de risques au sens de la Directive CRD V relève d'un processus conjoint entre Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. et entre les fonctions Ressources humaines et les fonctions de contrôle de Crédit Agricole CIB. Ce processus est revu annuellement.

Au sein de Crédit Agricole CIB, conformément au règlement délégué de la Commission européenne (EU) 2021/923 du 25 mars 2021, sont notamment intégrés au périmètre des personnels identifiés :

- les membres de l'organe de direction et la Direction générale ;
- les responsables des unités opérationnelles importantes ou des fonctions de contrôle ;
- les responsables des principales activités business ;
- les responsables des principales fonctions support ;
- les collaborateurs ayant un pouvoir d'engagement important sur des risques de crédit ou des risques de marché ;
- le Président et membres permanents de Comité NAP ;
- les collaborateurs ayant une rémunération significative au cours de l'exercice précédent ;
- ainsi que, sur proposition des Directions des risques, de la conformité et des ressources humaines, et sur décision de la Direction générale, tout collaborateur susceptible d'avoir un impact significatif sur l'exposition aux risques de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, des collaborateurs peuvent également être considérés comme des preneurs de risques au niveau d'une entité locale, au titre des réglementations locales.

B - POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES PRENEURS DE RISQUES

La politique de rémunération des preneurs de risques vise à favoriser la maîtrise des risques et associer les collaborateurs à la performance à moyen et long terme de Crédit Agricole CIB.

Conformément aux obligations réglementaires, cette politique est caractérisée par les éléments suivants :

(i) le montant total de la rémunération variable est établi en combinant l'évaluation des performances de la personne et de l'unité opérationnelle concernées avec celle des résultats d'ensemble de l'établissement, l'évaluation de la performance individuelle prenant en compte des critères financiers et non financiers ;

(ii) de même que pour l'ensemble des collaborateurs, les montants de rémunérations variables ainsi que leur répartition n'entravent pas la capacité de l'établissement à renforcer ses fonds propres en tant que de besoin ;

(iii) la composante variable ne peut excéder 100 % de la composante fixe. L'Assemblée générale des actionnaires peut approuver un ratio maximal supérieur à condition que le niveau global de la composante variable n'excède pas 200 % de la composante fixe de chaque collaborateur. L'Assemblée générale de Crédit Agricole CIB du 4 mai 2020 a approuvé une résolution portant ce ratio maximal à 200 % pour les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2020, puis au titre des exercices suivants jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée générale ;

(iv) une partie de la rémunération variable, dès lors qu'elle est supérieure à 50 000 € ou à un tiers de la rémunération totale, est différée de 40 % à 60 % sur quatre à cinq ans, et acquise au prorata temporis par tranches égales, cette acquisition restant soumise à la condition de performance, de présence et de gestion du risque. Si un régulateur national impose des critères de proportionnalité plus stricts, la règle la plus stricte s'applique à la rémunération des preneurs de risques dans le périmètre de la réglementation nationale ;

(v) la moitié de la rémunération variable est attribuée sous forme d'instruments financiers (instruments adossés à l'action Crédit Agricole S.A.). L'attribution de la moitié de la rémunération variable sous forme d'instruments financiers s'applique tant à la partie non-différée qu'à chaque tranche de la partie différée. L'acquisition de la rémunération variable attribuée sous forme d'instruments financiers est assortie d'une période de rétention d'au moins six mois. Toute stratégie de couverture ou d'assurance limitant la portée des dispositions d'alignement sur les risques contenus dans le dispositif de rémunération est prohibée ;

(vi) s'il est découvert, dans les cinq ans suivant le paiement, qu'un bénéficiaire : (i) est responsable ou a contribué à des pertes significatives au détriment de Crédit Agricole CIB ou de ses clients ou (ii) s'est rendu responsable d'une entorse grave aux règles et procédures internes comme externes, Crédit Agricole CIB se réserve le droit, sous réserve des lois en vigueur localement, d'exiger la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

1.4.5. Rémunération des cadres dirigeants mandataires sociaux

La politique de rémunération applicable aux cadres dirigeants mandataires sociaux de Crédit Agricole CIB s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération des cadres dirigeants de Crédit Agricole S.A..

A - PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA RÉMUNÉRATION

La politique de rémunération des membres de la Direction générale de Crédit Agricole CIB est approuvée par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des rémunérations. Cette politique est revue annuellement par le Conseil d'administration afin de prendre en compte l'évolution de l'environnement et du contexte concurrentiel.

Elle est cohérente avec la politique de rémunération de l'ensemble des cadres dirigeants du Groupe Crédit Agricole. Ce principe permet de fédérer les acteurs majeurs du Groupe autour de critères communs et partagés.

Par ailleurs, la rémunération des membres de la Direction générale de Crédit Agricole CIB se conforme :

- au cadre réglementaire défini par le Code monétaire et financier et à l'arrêté du 22 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, qui transpose en France les dispositions européennes relatives à la rémunération du personnel identifié, dont font partie les dirigeants mandataires sociaux ;
- aux recommandations et principes du Code de gouvernement d'entreprises des sociétés cotées (« Code AFEP/MEDEF »).

Les éléments de la rémunération des membres de la Direction générale sont revus annuellement par le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations, avec pour objectif principal la reconnaissance de la performance dans le long terme.

B - RÉMUNÉRATION FIXE

Sur proposition du Comité des rémunérations de Crédit Agricole CIB, le Conseil d'administration détermine la rémunération fixe des membres de la Direction générale de Crédit Agricole CIB, en prenant en compte :

- leur périmètre de supervision d'activités ;

- les pratiques de place et les rémunérations observées pour des fonctions de même nature. Au niveau du Groupe Crédit Agricole, des études sont réalisées régulièrement avec l'aide de cabinets spécialisés sur le positionnement de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux par rapport aux autres sociétés du secteur financier afin de s'assurer de la cohérence des principes et des niveaux de rémunération.

Il est prévu, conformément aux recommandations du Code AFEP/MEDEF (paragraphe 23.2.2), de ne revoir la rémunération fixe des dirigeants mandataires sociaux qu'à échéance relativement longue, sauf si un changement de périmètre de supervision d'activité justifie de réexaminer la rémunération fixe.

En cas de nomination d'un nouveau dirigeant mandataire social exécutif, sa rémunération sera déterminée par le Conseil d'administration soit conformément aux principes et critères approuvés par l'Assemblée générale, soit conformément aux pratiques existantes pour l'exercice de fonctions de même type, adaptées le cas échéant lorsque cette personne exerce des fonctions nouvelles ou un nouveau mandat sans équivalent au titre de l'exercice précédent.

C - RÉMUNÉRATION VARIABLE

◆ 1 - Rémunération variable annuelle

Chaque année, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations, détermine le montant de la rémunération variable due au titre de l'exercice clos au 31 décembre de l'année écoulée pour chacun des dirigeants mandataires sociaux.

La politique de rémunération variable des membres de la Direction générale vise particulièrement à :

- lier les niveaux de rémunération à la performance réelle sur le long terme ;
- aligner les intérêts du management à ceux du Groupe Crédit Agricole en incluant performance économique et non-économique.

Pour chaque membre de la Direction générale, le bonus annuel de performance est fondé à 50 % sur des critères quantifiables et à 50 % sur des critères qualitatifs alliant ainsi prise en compte de la performance globale et équilibre entre performance économique, RSE et managériale.

Parmi ces critères qualitatifs, les objectifs RSE environnementaux d'une part (à titre d'exemple : respect des engagements de trajectoires sectorielles, exposition de Crédit Agricole CIB aux énergies bas-carbone) et sociétaux d'autre part (à titre d'exemple : insertion de la jeunesse par l'emploi et la formation) pèsent chacun 10 % du total des objectifs, soit 20 % au total. Le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations, approuve les critères quantifiables et qualitatifs proposés.

Le bonus de performance annuel peut atteindre le niveau cible en cas d'atteinte de l'ensemble des objectifs économiques et non-économiques et atteindre le niveau maximal en cas de performance exceptionnelle. Les niveaux cible et maximal sont exprimés en pourcentage du salaire fixe et sont définis par le Conseil d'administration pour chaque membre de la Direction générale de Crédit Agricole CIB.

À ce bonus peut se rajouter un intéressement long terme des cadres dirigeants du Groupe Crédit Agricole, afin d'inciter à la performance durable au-delà des résultats économiques et de renforcer son lien avec la rémunération, en prenant notamment en compte l'impact sociétal et environnemental. Il est attribué sur appréciation managériale et fait partie intégrante de la rémunération variable soumise à la validation du Conseil.

En conformité avec le Code AFEP/MEDEF (paragraphe 23.2.3), la rémunération variable est plafonnée et ne peut dépasser les niveaux maximaux définis par la politique de rémunération.

◆ 2 - Modalités d'acquisition de la rémunération variable annuelle

La partie différée de la rémunération variable annuelle, pouvant représenter de 40 à 60 % du montant attribué, est attribuée en instruments indexés sur l'évolution du cours de l'action Crédit Agricole S.A., dont l'acquisition est conditionnée à l'atteinte de trois objectifs : l'un étant lié à la performance, le second à la présence au sein du Groupe Crédit Agricole et le troisième à l'absence de comportements à risques.

La condition de performance sur le plan de différé Crédit Agricole CIB est liée à l'atteinte d'un objectif de résultat net pour Crédit Agricole CIB.

La condition de performance sur l'intéressement long terme des cadres dirigeants de Crédit Agricole S.A. et ses filiales est elle-même déclinée en trois objectifs :

1. la performance économique intrinsèque de Crédit Agricole S.A. ;
2. la performance boursière de l'action Crédit Agricole S.A. ;
3. la performance sociétale et environnementale de Crédit Agricole S.A.

Si les conditions de performance sont réalisées ou dépassées au terme de la période d'acquisition, jusqu'à 120 % des actions attribuées sont acquises.

La portion non différée de la rémunération variable annuelle, pouvant représenter de 60 % à 40 % du total, est payée pour partie dès son attribution (en mars) et pour partie après une période de rétention de six mois, cette dernière partie étant indexée sur la performance de l'action Crédit Agricole S.A..

D - OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS - ACTIONS ATTRIBUÉES GRATUITEMENT

Aucune option d'achat ou souscription d'actions Crédit Agricole S.A. n'a été attribuée aux dirigeants mandataires sociaux par Crédit Agricole CIB.

E - AUTRES ENGAGEMENTS

◆ 1 - Retraite

Certains mandataires sociaux bénéficient de l'un des régimes supplémentaires de retraite ci-dessous. Pour ceux qui en bénéficient, l'avantage a été soumis à la procédure des conventions réglementées.

- Un régime de retraite supplémentaire fermé (avant 2014). Les droits issus de ce régime à prestations définies de type différentiel ne sont acquis que lorsque le bénéficiaire achève sa carrière chez Crédit Agricole CIB et sont exprimés en pourcentage d'une assiette appelée salaire de référence qui est égal à la moyenne annuelle des cinq meilleures rémunérations annuelles fixes de base versées recalculées en fonction des coefficients de revalorisation de la Sécurité sociale. Le différentiel versé dans le cadre du régime est plafonné à 1 % de la rémunération de référence par année d'ancienneté avec un maximum à 25 %. Ce régime de retraite à prestations définies fait l'objet d'une gestion externalisée auprès d'un organisme régi par le Code des assurances. Le financement de l'actif externalisé s'effectue en tant que besoin par des primes financées intégralement par l'employeur et soumises à la contribution de 24 % posée par l'article L. 137-11 du Code de la Sécurité sociale.
- Un régime de retraite supplémentaire des collaborateurs cadres dirigeants du Groupe Crédit Agricole auquel Crédit Agricole CIB n'a pas adhéré. Crédit Agricole S.A. a adhéré à ce régime en janvier 2010 par mise en place de son règlement de retraite adopté par accord collectif d'entreprise en application de l'article L. 911-1 du Code de la Sécurité sociale.

Conformément à l'ordonnance du 3 juillet 2019, les droits de ce régime de retraite à prestations définies ont été cristallisés en date du 31 décembre 2019. Aucun droit supplémentaire ne sera octroyé au titre des périodes d'emploi postérieures au 1er janvier 2020 et le bénéfice de ces droits passés reste aléatoire et soumis à condition de présence au terme.

De 2010 à 2019, le régime de retraite supplémentaire, était constitué d'une combinaison de régimes de retraite à cotisations définies et d'un régime à prestations définies de type additif :

- les cotisations du régime à cotisations définies sont égales à 8 % du salaire brut plafonné à concurrence de huit fois le plafond de la Sécurité sociale, dont 3 % à la charge du dirigeant mandataire social ;
- les droits du régime additif à prestations définies, qui sont déterminés sous déduction de la rente constituée dans le cadre des régimes à cotisations définies.

La rémunération de référence est définie comme la moyenne des trois rémunérations annuelles brutes les plus élevées perçues au cours des dix dernières années d'activité au sein des entités de Crédit Agricole, incluant la rémunération fixe d'une part et la rémunération variable d'autre part, cette dernière étant prise en compte à concurrence d'un plafond de la rémunération fixe.

En tout état de cause, à la liquidation, la rente totale de retraite est plafonnée, pour l'ensemble des régimes de retraite d'entreprises et des régimes obligatoires de base et complémentaire, à 70 % de la rémunération de référence par application du règlement de retraite supplémentaire des cadres dirigeants de Crédit Agricole S.A..

Ce régime de retraite supplémentaire à prestations définies répond aux recommandations du Code AFEP/MEDEF ainsi qu'aux anciennes dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, qui, pour les périodes concernées, limitaient le rythme d'acquisition des droits des régimes à prestations définies à 3 % par an (texte abrogé par l'ordonnance n°2019-1234 du 27 novembre 2019) :

- le groupe des bénéficiaires potentiels était sensiblement plus large que les seuls dirigeants mandataires sociaux ;
- ancienneté minimum : cinq ans (le Code AFEP/MEDEF n'exigeant qu'une ancienneté de deux ans) ;
- taux d'acquisition des droits inférieurs à 1,2 % de la rémunération de référence par année d'ancienneté ;
- retraite supplémentaire estimée inférieure au plafond du Code AFEP/MEDEF de 45 % de la rémunération fixe et variable due au titre de la période de référence ;
- obligation pour le bénéficiaire d'être mandataire social ou salarié lorsqu'il fait valoir ses droits à la retraite.

Ce régime de retraite à prestations définies fait l'objet d'une gestion externalisée auprès d'un organisme régi par le Code des assurances.

Le financement de l'actif externalisé s'effectue par des primes annuelles financées intégralement par l'employeur et soumises à la contribution de 24 % posée par l'article L. 137-11 du Code de la Sécurité sociale.

◆ 2 - Indemnités de rupture

Aucune indemnité de départ due ou susceptible d'être due en cas de cessation ou du changement de fonctions n'est prévue pour les mandataires sociaux par Crédit Agricole CIB. Dans le cas contraire, celle-ci ferait l'objet d'une procédure des conventions réglementées.

◆ 3 - Clause de non-concurrence

Aucune clause de non-concurrence n'est prévue pour les dirigeants mandataires sociaux par Crédit Agricole CIB. Dans le cas contraire, celle-ci ferait l'objet d'une procédure des conventions règlementées.

F - AUTRES AVANTAGES DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX

Une couverture santé, une couverture prévoyance et un avantage véhicule bénéficient aux dirigeants mandataires sociaux. Une couverture chômage est également en place pour trois des dirigeants mandataires sociaux.

Aucun autre avantage n'est attribué aux dirigeants mandataires sociaux.

1.4.6. Rémunération des dirigeants

A - PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA RÉMUNÉRATION ET CRITÈRES DE DURABILITÉ

La politique de rémunération des dirigeants de Crédit Agricole CIB s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération des cadres dirigeants de Crédit Agricole S.A..

En 2025, l'ensemble des dirigeants de la Banque se sont vu attribuer des objectifs de durabilité associés au Projet Sociétal et au Projet Humain du Groupe Crédit Agricole. Les objectifs de durabilité dépendent de l'expertise et des fonctions des dirigeants, et peuvent être qualitatifs ou quantitatifs.

A titre d'exemple :

- un objectif environnemental peut être de déployer des pratiques de travail minimisant l'impact carbone, tel le *green* IT ;
- un objectif social peut être de promouvoir les enjeux de diversité et d'inclusion au sein de Crédit Agricole CIB.

Ces critères font partie de l'évaluation et des objectifs de chaque dirigeant. L'atteinte de ces objectifs conditionne une partie de la rémunération variable.

1.4.7. Rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB, en application de l'article L. 225-45 du Code de commerce

A - ENVELOPPE GLOBALE 2025 DES RÉMUNÉRATIONS DESTINÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de Crédit Agricole CIB a fixé l'enveloppe de rémunération allouée annuellement à un montant maximum de 700 000 €.

Le Conseil d'administration n'alloue aucune rémunération exceptionnelle pour les missions ou mandats confiés aux administrateurs (article L. 225-46 du Code de commerce).

B - RÈGLES DE RÉPARTITION EN 2025 DES RÉMUNÉRATIONS DESTINÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les critères de répartition des rémunérations reposent essentiellement sur la rémunération de la participation effective aux séances, ainsi que sur la disponibilité requise par certaines missions.

◆ Séances du Conseil d'administration

Un montant brut de 3 000 € est attribué par séance du Conseil d'administration à chaque membre ayant participé à la séance. Un forfait annuel complémentaire d'un montant brut de 20 000 € est attribué au Président du Conseil d'administration.

Les censeurs perçoivent la même rémunération que les administrateurs, prélevée sur l'enveloppe globale des rémunérations.

◆ Séances des Comités spécialisés du Conseil d'administration

Les règles de répartition des rémunérations en vigueur au cours de l'année 2025 sont rappelées dans le tableau ci-dessous.

	Président	Membre
Comité des rémunérations	Forfait annuel : 6 000 €	Forfait annuel : 4 500 €
Comité des nominations et de la gouvernance	Forfait annuel : 4 500 €	Forfait annuel : 4 500 €
Comité d'audit	Forfait annuel : 25 000 €	3 300 € par séance avec un plafond annuel de 23 500 €
Comité des risques	Forfait annuel : 30 000 €	3 300 € par séance avec un plafond annuel de 23 500 €

1.5. Tableau récapitulatif des recommandations du Code AFEP / MEDEF non suivies et des raisons pour lesquelles elles ont été écartées concernant la gouvernance et le fonctionnement du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2025

Contexte :

- Crédit Agricole CIB est détenue à 100 % par le Groupe Crédit Agricole (Crédit Agricole S.A. détient directement 97,33 % des actions de Crédit Agricole CIB et indirectement 0,44% des actions via une de ses filiales Delfinances S.A.).
- La gouvernance de Crédit Agricole CIB s'inscrit donc dans celle du Groupe Crédit Agricole.

La composition du Conseil d'administration et de ses Comités reflète le dispositif de gouvernance qui prévoit, dans certaines filiales du Groupe Crédit Agricole, la participation de Présidents ou Directeurs généraux de Caisses régionales de Crédit Agricole.

Recommandations du Code AFEP/MEDEF	Commentaires
21. **LA DÉONTOLOGIE DE L'ADMINISTRATEUR** L'administrateur doit être actionnaire à titre personnel, et posséder un minimum d'actions, significatif au regard des rémunérations qui lui ont été allouées.	Les actions de Crédit Agricole CIB ne font l'objet d'aucune offre au public et ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé. Le capital est par ailleurs détenu à 100 % par le Groupe Crédit Agricole. De plus, depuis la Loi 2008-776 du 4 août 2008, les administrateurs de sociétés anonymes ne sont plus tenus par la loi de détenir des actions. L'article L.225-25 du Code de commerce laisse cependant aux statuts la possibilité d'imposer une détention d'un minimum d'actions, toutefois ceux de Crédit Agricole CIB ne le prévoient pas.
24. **OBLIGATION DE DÉTENTION D'ACTIONS DES DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX.** Le Conseil d'administration fixe une quantité minimum d'actions que les dirigeants mandataires sociaux doivent conserver au nominatif jusqu'à la fin de leurs fonctions. Cette décision est réexaminée au moins à chaque renouvellement de leur mandat.	Les actions de Crédit Agricole CIB ne font l'objet d'aucune offre au public et ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé. Le capital est par ailleurs détenu à 100 % par le Groupe Crédit Agricole. De plus, depuis la Loi 2008-776 du 4 août 2008, les administrateurs de sociétés anonymes ne sont plus tenus par la loi de détenir des actions. L'article L.225-25 du Code de commerce laisse cependant aux statuts la possibilité d'imposer une détention d'un minimum d'actions, toutefois ceux de Crédit Agricole CIB ne le prévoient pas.

1.6. Modalités de participation des actionnaires à l'Assemblée générale

Les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées générales, sont prévues au titre V des statuts de Crédit Agricole CIB (cf. Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel). La composition, le mode de fonctionnement, les principaux pouvoirs de l'Assemblée générale, la description des droits des actionnaires et des modalités d'exercice de ces droits sont détaillés dans les articles suivants des statuts de Crédit Agricole CIB : « Art.19 - Composition - Nature des Assemblées », « Art. 20 - Réunions », « Art. 21 - Assemblée générale ordinaire » et « Art. 22 - Assemblée générale extraordinaire ».

1.7. Structure du capital de Crédit Agricole CIB et autres informations prévues à l'article L.22-10-11 du Code de commerce

Structure du capital de Crédit Agricole CIB	Au 31 décembre 2025, le capital de Crédit Agricole est composé de 290 801 346 actions ordinaires de 27 € chacune, soit un capital de 7 851 636 342 €. Ce capital est détenu à 100 % par le Groupe Crédit Agricole (Crédit Agricole S.A. détient directement 97,33 % des actions de Crédit Agricole CIB et indirectement 0,44 % des actions via une de ses filiales Delfinances S.A.). Les actions de Crédit Agricole CIB n'ont fait l'objet d'aucune offre au public et ne sont pas admises aux négociations sur un marché réglementé.
Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier	Il n'existe aucun dispositif d'actionnariat salarié au sein de Crédit Agricole CIB, ni détenteur de titres comportant des droits de contrôle ou des droits de vote spéciaux.
Accords entre actionnaires dont Crédit Agricole CIB a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote	A la connaissance de Crédit Agricole CIB, il n'y a pas d'accord.
Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange	Il n'existe aucun accord.
Pouvoirs du Conseil d'administration	Description au point 1.2.2 « Pouvoirs du Conseil d'administration » du présent Chapitre.
Modification des statuts de Crédit Agricole CIB	De la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire (art. 22 des statuts - cf. Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel).
Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration	Résultent des dispositions statutaires (art. 9 des statuts - cf. Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel).
Émission ou rachat d'actions	Les conditions de cession et de transmission des actions de Crédit Agricole CIB résultent des dispositions statutaires (art. 7 des statuts - cf. Chapitre 8 « Informations générales » du présent Document d'enregistrement universel).

1.8. Informations sur les délégations en matière d'augmentation de capital

Au 31 décembre 2025, il n'existe aucune délégation consentie par l'Assemblée générale au Conseil d'administration en matière d'augmentation de capital.

1.9. Description des principales caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise

Des éléments sur la description des principales caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise dans le cadre du processus d'établissement de l'information financière sont présentés dans la section 2.3 « Procédures de contrôle interne et de gestion des risques » du Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du présent Document d'enregistrement universel.

2. COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF ET DU COMITÉ DE DIRECTION

LA COMPOSITION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK AU 31 DÉCEMBRE 2025 EST LA SUIVANTE :

▪ Jean-François BALAŸ	Directeur général
▪ Olivier BÉLORGEY	Directeur général délégué et Directeur financier
▪ Stéphane DUCROIZET	Directeur général délégué et Responsable des activités de financement
▪ Pierre GAY	Directeur général délégué et Responsable mondial des marchés de capitaux
▪ Pierre DULON	Directeur général adjoint en charge de l'IT et *Operations Services*
▪ Didier GAFFINEL	Directeur général adjoint et Responsable mondial du Coverage et de la Banque d'investissement
▪ Jean-François DEROCHE	*Senior Regional Officer* pour l'Asie-Pacifique
▪ Natacha GALLOU	*Senior Regional Officer* pour la région Amériques
▪ Claire FERRY	Directrice des Ressources Humaines
▪ Eric de LAMBILLY	Responsable des risques et du contrôle permanent
▪ Georg ORSSICH	*Senior Regional Officer* pour l'Europe (hors France) et *Senior Country Officer* pour la péninsule ibérique

LE COMITÉ DE DIRECTION EST COMPOSÉ AU 31 DÉCEMBRE 2025 DU COMITÉ EXÉCUTIF AUQUEL SE RAJOUTENT :

▪ Hatem MASMOUDI	*Senior Regional Officer* Moyen-Orient - Afrique
▪ Frank SCHÖNHERR	*Senior Country Officer* Allemagne
▪ Jamie MABILAT	*Senior Country Officer* Italie
▪ Atul SODHI	*Senior Country Officer* UK
▪ Anne ROBERT	Communication (au sein de Communication & *Strategy*)
▪ Laurent CHENAIN	*Corporate & Leverage Finance*
▪ Jean-Philippe GROS	*Debt restructuring & Advisory Services*
▪ Fabrice SCHWARTZ	*Distribution & Asset Rotation*
▪ Danielle BARON	*Energy & Real Assets*
▪ Laurent COTE	*Execution Management* Crédit Agricole S.A. / Crédit Agricole CIB
▪ Frédéric BAUDOUIN	*Finance & Procurement*
▪ Anne GIRARD	*Global Compliance*
▪ Séverine MOULLET	*Coverage* France (au sein de *Global Coverage & Investment Banking*)
▪ Nicolas CHAPIN	*Global Coverage Organisation* (au sein de *Global* Coverage & I*nvestment Banking*)
▪ Laurent CAPES	*Global Investment Banking* (au sein de *Global Coverage & Investment Banking*)
▪ Anne HIEBLER	*Mergers & Acquisitions* (au sein de *Global Coverage & Investment Banking - Global Investment Banking*)
▪ Octavio LIEVANO	*Multinational Corporates* (au sein de *Global* Coverage & *Investment Banking*)
▪ Sylvia CALVELLO	*Private Investment Banking* (au sein de *Global Coverage & I*nvestment *Banking*)
▪ Tanguy CLAQUIN	*Sustainable Banking* (au sein de *Global Coverage & Investment Banking*)
▪ Arnaud D'INTIGNANO	*Capital Markets Funding* (au sein de *Global Markets Division)*
▪ Sébastien DOMANICO	*Client Advisory, Solutions and Hedging* (au sein de *Global Markets Division*)
▪ Walid ASSAF	*Global Markets Trading* (au sein de *Global Markets Division*)
▪ François RAMEAU	Inspection générale
▪ Yves-Marie GAYET	*International Trade & Transaction Banking*
▪ Pierre-Yves BOLLARD	*Global IT* (au sein de IT & *Operations Services*)
▪ Bruno FONTAINE	*Legal*
▪ Éric LECHAUDEL	*Operations, Premises & Country COOs* (au sein de IT & *Operations Services*)
▪ Hervé LEROUX	Pôle ETI du Groupe Crédit Agricole

4



EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 2025

4
SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ET INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB 225

1.1. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB 225

1.2. L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER 225

1.3. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS CONSOLIDÉS 227

1.4. RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ 229

1.5. BILAN CONSOLIDÉ DE CRÉDIT AGRICOLE CIB 231

1.6. TENDANCES RÉCENTES ET PERSPECTIVES 232

1.7. INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE ARTICLE 223-1 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF 234

2. INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE CRÉDIT AGRICOLE CIB (S.A.) 235

2.1. BILAN SIMPLIFIÉ DE CRÉDIT AGRICOLE CIB (S.A.) 235

2.2. COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DE CRÉDIT AGRICOLE CIB (S.A.) 237

2.3. RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES 237

2.4. ÉVOLUTION RÉCENTE DU CAPITAL 238

2.5. INFORMATIONS SUR LES MANDATAIRES SOCIAUX 238

2.6. INFORMATIONS CONSOLIDÉES EN MATIÈRE DE DURABILITÉ AU TITRE DE L'ARTICLE L. 233-28-4 DU CODE DE COMMERCE 238

8,7 Mds€

PRODUIT NET BANCAIRE

N°4

MONDE SUR LES ALL BONDS EUR (1)

(1) Source Refinitiv N1.

N°2

EN EMEA SUR LES ACTIVITÉS DE SYNDICATION (1)

(1) En tant que teneur de livre – Source Refinitiv R17.

233 Mds€

ENCOURS DE FORTUNE





GESTION DE FORTUNE

1 671 M€

BANQUE DE FINANCEMENT

3 437 M€

BANQUE DE MARCHÉ ET D'INVESTISSEMENT

3 309 M€

PNB SOUS-JACENT DES MÉTIERS EN 2025, EN MILLIONS D'EUROS

1. ACTIVITÉ ET INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB

1.1. Présentation des états financiers du groupe Crédit Agricole CIB

Changements de principes et méthodes comptables

Les changements de principes et méthodes comptables sont décrits dans la note 1 des annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2025, dans le Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel.

Évolution du périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025 sont les suivantes :

SOCIÉTÉS NOUVELLEMENT CONSOLIDÉES EN 2025

Les entités suivantes entrent dans le périmètre de consolidation :

- Banque Thaler (fusion au T4-2025 avec Crédit Agricole Indosuez Suisse) ;
- Succursale: Credit Agricole Securities (USA) inc. New Jersey Branch Office ;
- Succursale : Azqore S.A. - Sucursal EM Portugal

SOCIÉTÉS SORTIES DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION EN 2025

Les entités suivantes sont exclues du périmètre de consolidation :

- Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A. ;
- Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A. Brussels Branch ;
- CA Indosuez Wealth (Europe - Belgique) ;
- Crédit Agricole CIB Holdings Ltd ;
- Benelpart ;
- CA Indosuez Wealth (Asset Management) ;
- Degroof Petercam Wealth Management ;
- Molinier Finances ;
- Sofipac.

1.2. L'environnement économique et financier

Rétrospective 2025

Une année marquée par la politique américaine

L'incertitude, déjà élevée en raison des chocs inédits qu'a connu la planète depuis le début de la décennie, a été le maître mot d'une année 2025 marquée par de profonds bouleversements tant économiques que géopolitiques.

Les tarifs douaniers appliqués aux importations américaines ont été réhaussés pour tous les pays et un grand nombre de secteurs. Le *Liberation Day* le 2 avril, annonçant une série de droits de douane dits « réciproques », puis le « rétropédalage » de Donald Trump quelques jours après, ont marqué le point culminant des tensions commerciales ; des accords ont ensuite été signés, dont celui avec l'Union européenne fin juillet, marquant une désescalade progressive. Si la visibilité sur le plan des tarifs douaniers est désormais meilleure. Et si c'est l'accalmie qui prévaut à présent, il n'en reste pas moins que les tarifs douaniers ont été très substantiellement augmentés, déclenchant de fortes perturbations et une réorganisation rapide des flux commerciaux. Les impacts de ces droits de douane se diffusent progressivement, mais il reste difficile d'en évaluer pleinement les conséquences.

Sur le plan géopolitique, de nombreux pays dans le monde à repenser leurs dépendances et à renforcer leur autonomie stratégique, d'un point de vue économique, technologique et militaire, conduisant à des programmes d'investissement renforcés notamment dans la défense. En particulier, 2025 a connu un revirement budgétaire allemand spectaculaire, avec le déploiement d'un plan inédit de dépenses publiques en infrastructure et en défense.

Une croissance qui résiste malgré un contexte international difficile

Malgré la forte hausse des droits de douane, l'économie mondiale a bien résisté, que ce soit du côté des pays développés ou des économies émergentes.

Aux **États-Unis,** le ralentissement de l'économie a été moins violent qu'anticipé. Avec une croissance moyenne annuelle autour de 2 %, l'économie américaine a tenu bon en 2025, malgré l'incertitude. Certes, cela représente un net recul par rapport au rythme très soutenu de 2,8 % en 2024, on est cependant loin de la récession que certains redoutaient au lendemain du *Liberation Day*. En rythme trimestriel, la croissance a évolué en dents de scie, les composantes volatiles du PIB, telles que les exportations nettes et les stocks, ayant fortement fluctué sous l'effet de la politique commerciale. La croissance s'est poursuivie sur un rythme élevé au troisième trimestre, qui a encore nettement surpris à la hausse. La progression devrait être plus modérée au quatrième trimestre 2025, en raison des effets du *shutdown*. La résistance de l'économie américaine tient notamment à la santé financière des ménages, dont le patrimoine net global a progressé de près de 60 000 milliards de dollars par rapport à la période pré-Covid, même s'il existe des poches de faiblesse, concentrées sur le segment des ménages à faible revenu. L'essor de l'IA a joué également un rôle-clé, portant la vigueur de l'investissement.

Par ailleurs, l'impact inflationniste des droits de douane a pour le moment été plus contenu que prévu. L'inflation a terminé l'année à 2,7 % et reste toujours significativement supérieure àla cible de la FED. Le marché du travail est assez mitigé, avec des signes manifestes de ralentissement depuis l'été, notamment la décroissance

marquée des créations d'emplois. La politique migratoire restrictive contient toutefois la progression du taux de chômage (4,4 % fin 2025). Toutefois, c'est cet affaiblissement de l'emploi qui a guidé la politique monétaire de la FED, davantage que la résistance de l'inflation : après neuf mois de statu quo, la FED a opéré trois baisses de 25 points de base (pdb) chacune de ses taux directeurs lors des trois dernières réunions de politique monétaire de 2025, portant la borne haute des *Fed funds* à 3,75 % en fin d'année.

En **Chine,** l'année 2025 a été marquée par la guerre commerciale avec les États-Unis, qui s'est conclue en novembre par un accord d'un an, englobant les tarifs douaniers et les terres rares. La cible des 5 % de croissance devrait une nouvelle fois être atteinte, malgré la décélération de l'activité observée au second semestre. L'environnement économique chinois reste marqué par la déflation, alimentée par la faiblesse de la consommation privée et par la crise immobilière qui se poursuit, sans réel signe d'amélioration. Les ventes au détail continuent de progresser à un rythme nettement inférieur à celui de l'activité, et posent toujours la question de la pérennisation d'un modèle de croissance sans dynamique interne, reposant essentiellement sur le commerce extérieur. Celui-ci a atteint des niveaux records en 2025, en dépit de la baisse des exportations vers les États-Unis, le pays ayant rapidement redirigé ses flux commerciaux vers d'autres partenaires en Asie, en Amérique latine ou en Europe.

Dans la **zone euro,** en miroir des évolutions états-uniennes, l'évolution trimestrielle du PIB a été marquée par les fluctuations des exportations vers les États-Unis. Celles-ci ont fortement augmenté au premier trimestre, en anticipation de la hausse des droits de douane, puis reculé ; mais le contrecoup a été sensiblement moins marqué que redouté et la croissance a surpris par sa résistance. Ainsi, malgré un commerce extérieur mis à mal par les droits de douane, la vigueur de l'euro et la concurrence asiatique, la bonne santé des agents privés et la résistance de la demande intérieure ont permis à la zone euro d'afficher une croissance en accélération, de l'ordre de 1,4 % en 2025 après 0,8 % en 2024. L'inflation a retrouvé sa cible (2 % en décembre), laissant la BCE dans une position confortable pour maintenir ses taux inchangés depuis juin 2025 (taux de dépôt à 2 %), après une baisse de 100 points de base sur le premier semestre.

En **France,** l'activité a ralenti en moyenne annuelle en 2025 (0,8 % après 1,1 % en 2024), mais elle sera restée particulièrement résiliente, malgré un contexte politique toujours instable. Le ralentissement de l'activité provient surtout du commerce extérieur, qui, après l'avoir soutenue les deux années précédentes, pèse sur la croissance à hauteur de 0,6 point en 2025 (après une contribution de +1,3 point en 2024), en raison d'un ralentissement des exportations et d'un rebond des importations. En outre, malgré un moindre recul de l'investissement par rapport à 2024 (- 0,2 %, après - 1,3 %), la demande intérieure finale hors stocks est freinée par le net ralentissement de la consommation des ménages (+ 0,3 % après + 1,0 %), en dépit de la hausse du pouvoir d'achat. Les comportements de précaution des ménages persistent et le taux d'épargne est resté supérieur à 18 %, un niveau historiquement élevé. Les dépenses de consommation des administrations publiques restent, quant à elles, relativement dynamiques. Seule la contribution des variations de stocks s'est redressée. L'inflation a diminué de nouveau en 2025, à 0,9 % (au sens de l'indice des prix à la consommation), après 2,0 % en 2024. C'est l'une des plus faibles de la zone euro. Le taux de chômage est légèrement remonté (7,6 % en moyenne en 2025) mais reste loin des niveaux atteints durant la décennie 2010 (9,6 % en moyenne).

En **Italie,** malgré un contexte international difficile, l'économie s'est montrée résiliente. La croissance est néanmoins restée modérée à 0,5 % en moyenne en 2025, malgré une nette reprise de l'investissement. L'année est marquée par la forte volatilité du commerce extérieur – du fait de la politique tarifaire américaine – auquel le secteur exportateur italien reste particulièrement exposé (10 % du total des exportations). Si pour le moment, les effets de « *front loading* » en anticipation des barrières tarifaires américaines ont porté les exportations, ils ont également favorisé une forte croissance des importations ainsi que des effets de déstockage importants, brouillant la lecture des dynamiques économiques sur l'année. L'emploi a continué de croître, favorisant une baisse du taux de chômage, passé sous la barre des 6 % en novembre. Si le revenu disponible des ménages s'est redressé, la consommation des ménages n'a pas été au rendez-vous, toujours pénalisée par les comportements d'épargne de précaution.

Des marchés peu sensibles aux inquiétudes internationales

Les différences de temporalité des politiques monétaires de la FED et de la BCE, ainsi qu'une activité en ralentissement aux États-Unis et plutôt en accélération en zone euro, ont conduit à une claire divergence dans l'évolution des taux d'intérêt des deux côtés de l'Atlantique en 2025.

Aux **États-Unis,** la période du *Liberation Day* a conduit à une certaine défiance vis-à-vis des actifs américains et un rebond des taux d'intérêt au printemps, prolongé au début de l'été par les perspectives de largesses budgétaires actées par le *One Big Beautifull Bill Act* de juillet. Toutefois, la tendance sur l'année a été globalement celle d'un net recul des taux d'intérêt à mesure que le ralentissement du marché du travail se concrétisait et que les perspectives d'assouplissement de la politique monétaire se précisaient : les taux souverains à deux ans (*US Treasuries*) ont perdu 76 points de base, terminant l'année à 3,5 %, et les taux à dix ans ont baissé de 43 points de base à 4,14 %, soit une nouvelle pentification de la courbe des taux.

En **zone euro,** la pentification de la courbe a été encore plus nette, mais s'est opérée via une hausse des taux longs (+ 61 pdb pour le *Bund* à 10 ans, à 3 % en fin d'année), en partie portée par les annonces budgétaires allemandes, alors que les taux courts étaient stables (à 2,1 %). Parallèlement, les *spreads* souverains se sont réduits, en particulier l'écart du BTP italien à 10 ans vis-à-vis du *Bund* a diminué de 51 points de base, le taux italien à 10 ans étant resté stable sur l'année ; à 66 points de base, le *spread* italien est tombé légèrement en deçà du *spread* français qui, à 71 points de base en fin d'année, n'a perdu que 12 points de base, pâtissant de la dégradation des perspectives en matière de trajectoire budgétaire. L'euro a bénéficié de la réduction des écarts entre les rendements américains et européens : il gagne 13,4 % en 2025 pour terminer à 1,17 face au dollar.

À rebours des incertitudes et des inquiétudes qui dominent le climat international, les investisseurs en actions sont restés très optimistes, pariant toujours sur les performances des secteurs technologiques et de l'IA, et portés également par les perspectives de croissance des industries de la défense. Malgré une forte volatilité, et notamment une chute marquée au mois d'avril des indices boursiers, le S&P 500 et l'Euro Stoxx 50 ont de nouveau battu des records ; ils ont gagné respectivement 16,4 % et 18,3 % sur l'année, quand le CAC 40 progressait de « seulement » 10,4 %, pénalisé par les incertitudes politiques.

Seuls les prix des métaux précieux traduisent les fortes inquiétudes qui planent sur les évolutions géopolitiques de la planète. Le prix de l'or a connu une progression fulgurante sur 2025, de plus de 64 %.

1.3. Activité et résultats consolidés[1]

Compte de résultat consolidé synthétique

En raison de l'intégration de la banque Degroof Petercam au cours de la période 2024 (juin 2024), les données financières 2024 reprises dans les tableaux ne sont pas présentées sur une base comparable aux données financières de 2025. Elles sont fournies à titre indicatif telles qu'elles ont été publiées dans le Document d'enregistrement universel 2024, et doivent être interprétées avec discernement.

▶ Année 2025

En millions d'euros	BFI sous-jacente[1]	Non-récurrent[1]	BFI publiable	Gestion de fortune	Activités Hors Métiers	CACIB	Variation 2025/2024 BFI sous-jacente	Variation 2025/2024 BFI sous-jacente à cours constant
Produit net bancaire	**6 746**	**(20)**	**6 727**	**1 671**	**267**	**8 664**	**+4%**	**+6%**
Charges d'exploitation	(3 615)	0	(3 615)	(1 356)	(9)	(4 980)	+5%	+5%
Résultat brut d'exploitation	**3 132**	**(20)**	**3 112**	**315**	**258**	**3 685**	**+2%**	**+6%**
Coût du risque	(98)	-	(98)	(30)	-	(128)	ns	-
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	3	-	3		-	3	ns	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-	0	8	-	8	ns	-
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**3 036**	**(20)**	**3 017**	**294**	**258**	**3 568**	**+2%**	**+6%**
Impôt	(694)	5	(689)	(59)	76	(672)	(8)%	-
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**2 342**	**(15)**	**2 327**	**235**	**334**	**2 896**	**+5%**	**+10%**
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	-	(1)	32	-	30	ns	-
Résultat net part du groupe	**2 343**	**(15)**	**2 329**	**203**	**334**	**2 866**	**+5%**	**+10%**
Coefficient d'exploitation	**+53,6%**	**-**	**+53,7%**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

[1] Retraité(e) en PNB des impacts de DVA, du coût de liquidité de la FVA et de secured lending dans la Banque de Marché et d'Investissement pour - 16 millions d'euros et des couvertures de prêts dans la Banque de Financement pour - 4 millions d'euros en 2025.

[1] La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

▶ Année 2024

En millions d'euros	BFI sous-jacente [1]	Non-récurrent [1]	BFI publiable	Gestion de fortune	Activités Hors Métiers	CACIB
Produit net bancaire	**6 505**	**28**	**6 534**	**1 397**	**241**	**8 172**
Charges d'exploitation	(3 448)	0	(3 448)	(1 110)	(20)	(4 578)
Résultat brut d'exploitation	**3 058**	**28**	**3 086**	**287**	**221**	**3 594**
Coût du risque	(90)	-	(90)	(15)	-	(105)
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	2	-	2	-	-	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	-	3	(23)	-	(20)
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**2 973**	**28**	**3 001**	**249**	**221**	**3 471**
Impôt	(753)	(7)	(760)	(52)	70	(742)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-	-	-
Résultat net	2 220	21	2 241	197	291	2 729
Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	-	(2)	34	-	32
Résultat net part du groupe	**2 222**	**21**	**2 243**	**163**	**291**	**2 697**
Coefficient d'exploitation	**+53,0%**	**-**	**+52,8%**	**-**	**-**	**-**

[1] Retraité(e) en PNB des impacts de DVA, du coût de liquidité de la FVA et de secured lending dans la Banque de Marché et d'Investissement pour +20 millions d'euros et des couvertures de prêts dans la Banque de Financement pour +8 millions d'euros en 2024.

L'année 2025 est caractérisée par un contexte global d'instabilité et de conflictualité dans un monde de plus en plus fracturé et en tension tant sur le plan économique que géopolitique. Néanmoins, dans ce contexte de fortes incertitudes, la croissance mondiale, a bien résisté grâce aux politiques budgétaires, et l'inflation a poursuivi son recul, révélant toutefois des dynamiques contrastées selon les zones géographiques. Dans cet environnement incertain, la Banque de Financement et d'Investissement de Crédit Agricole CIB a enregistré d'excellents résultats tant en termes de PNB que de RNPG affichant ainsi des niveaux de rentabilité élevés. La BFI de Crédit Agricole CIB démontre à nouveau en 2025 la solidité de son *business model* dans la continuitédes années précédentes.

Dans ce contexte, les revenus sous-jacents de la Banque de Financement et d'Investissement s'établissent à 6 746 millions d'euros en 2025, en hausse de +4 % à cours courant et de +6 % à cours constant par rapport à l'année 2024. Cette croissance des revenus s'explique par une bonne performance tant sur la Banque de Marché et d'Investissement (+5 % par rapport à 2024) que sur la Banque de Financement (+2 % par rapport à 2024), confirmant, à nouveau, la complémentarité des deux métiers. Cette dynamique de croissance se reflète également dans les classements de référence. En 2025, Crédit Agricole CIB confirme sa position parmi les leaders du secteur bancaire, avec : #1 sur le Crédits Syndiqués en France[1], #2 sur les Crédits Syndiqués en EMEA[2], #4 sur les émissions *All Bonds* en euros[3] et se positionne en #1 sur les *Green, Social and Sustainability* en euros[4] (vs #2 en 2024). Ceci témoigne du renforcement continu de nos relations avec nos clients.

Les charges d'exploitation s'établissent à 3 615 millions d'euros en 2025 en hausse de +5 % à cours courant et +6 % à cours constant, en lien avec la stratégie d'investissements humains et informatiques en accompagnement des métiers.

Ainsi, le coefficient d'exploitation de la BFI sous-jacente ressort à 53,6 % en 2025, comparé à 53,0 % en 2024. Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit à 3 132 millions d'euros en 2025, contre 3 058 millions d'euros en 2024, soit une hausse de +2 %.

Le coût du risque de la BFI s'établit à -98 millions d'euros en 2025 en hausse par rapport à 2024 à -90 millions d'euros.

Au final, le résultat net part du groupe sous-jacent de la BFI s'élève à 2 343 millions d'euros en 2025, contre 2 222 millions d'euros en 2024, soit une hausse de +5 %.

1 *Source : Refinitiv*
2 *Source : Refinitiv R17*
3 *Source : Bloomberg*
4 *Source : Refinitiv N1*

1.4. Résultats par pôle d'activité

Banque de Marché et d'Investissement

En millions d'euros	2025 sous-jacent [1]	2024 sous-jacent [1]	Variation 2025/2024	Variation 2025/2024 à change constant
Produit net bancaire	**3 309**	**3 151**	**+5%**	**+6%**
Charges d'exploitation	(2 111)	(2 011)	+5%	+5%
Résultat brut d'exploitation	**1 199**	**1 140**	**+5%**	**+9%**
Coût du risque	(0)	3	ns	-
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	ns	-
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	ns	-
Résultat avant impôt	**1 198**	**1 143**	**+5%**	**+8%**
Impôt	(283)	(292)	-(3) %	-
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-	-
Résultat net	**915**	**851**	**+8%**	**+11%**
Participations ne donnant pas le contrôle	0	0	(46) %	-
Résultat net part du groupe	**915**	**851**	**+8%**	**+11%**

[1] Retraitée des impacts de DVA, du coût de liquidité de la FVA et du Secured Lending en PNB pour respectivement - 16 millions d'euros en 2025 et +20 millions d'euros en 2024.

Les revenus sous-jacents de la Banque de Marché et d'Investissement s'établissent à 3 309 millions d'euros sur l'année 2025, en hausse de +5% à cours courant et de +6 % à cours constant par rapport à 2024.

- Les activités Fixed Income (à 2 721 millions d'euros, soit +6 % par rapport à 2024) réalisent une bonne performance en 2025 grâce aux activités sur les *Repos*, les Taux, le Change linéaire et le Crédit Primaire avec une bonne dynamique commerciale.
- La Banque d'Investissement & Equity affiche une hausse de ses revenus (à 588 millions d'euros, soit +3 % par rapport à 2024) tirée notamment par une activité dynamique sur les structurés actions en 2025 malgré un contexte économique et géopolitique incertain.

La contribution de la Banque de Marché et d'Investissement au résultat net part du groupe s'établit à 915 millions d'euros en 2025, en hausse de +8 % par rapport à 2024.

Banque de Financement

En millions d'euros	2025 sous-jacent [1]	2024 sous-jacent [1]	Variation 2025/2024	Variation 2025/2024 à change constant
Produit net bancaire	**3 437**	**3 354**	**+2%**	**+5%**
Charges d'exploitation	(1 504)	(1 436)	+5%	+5%
Résultat brut d'exploitation	**1 933**	**1 918**	**+1%**	**+5%**
Coût du risque	(98)	(93)	+5%	-
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	3	2	ns	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	3	ns	-
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	ns	-
Résultat avant impôt	**1 838**	**1 829**	**ns**	**+5%**
Impôt	(411)	(460)	(11) %	-
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	0	0	ns	-
Résultat net	**1 427**	**1 369**	**+4%**	**+9%**
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	(2)	ns	-
Résultat net part du groupe	**1 428**	**1 371**	**+4%**	**+9%**

[1] Retraitée des impacts de couverture de prêts en PNB pour respectivement -4 millions d'euros en 2025 et +8 millions d'euros en 2024.

Les revenus sous-jacents de la Banque de Financement s'établissent à 3 437 millions d'euros en 2025, en progression de +2 % à cours courant et +5 % à cours constant. Cette bonne performance est notable sur les deux pôles d'activités :

- les activités de Financements structurés atteignent un bon niveau de revenus (+4 % par rapport à 2024 à 1 234 millions d'euros) notamment grâce à la bonne dynamique de l'activité notamment sur les financements de projets, en lien avec la stratégie de développement de l'activité sur les énergies vertes, conformément aux engagements ESG du Groupe ;
- les activités de la Banque commerciale affichent également des résultats en progression (+2 % par rapport à 2024 à 2 203 millions d'euros) portés par le dynamisme commercialde *Corporate & Leveraged Finance* (CLF) sur l'ensemble de ses activités. Les revenus d'*International Trade and Transaction Banking* (ITB) reculent sur l'année 2025 en raison de la baisse du *Cash Management* compensée en partie par les bons résultats de l'activité *Trade Finance*.

La contribution de la Banque de Financement au résultat net part du groupe s'établit à 1 428 millions d'euros sur l'année 2025, en hausse de +4 % par rapport à 2024.

Gestion de fortune

En millions d'euros	2025 [1]	2024 [1]	Variation 2025/2024
Produit net bancaire	**1 671**	**1 397**	**+20%**
Charges d'exploitation	(1 356)	(1 110)	+22%
Résultat brut d'exploitation	**315**	**287**	**+10%**
Coût du risque	(30)	(15)	+95%
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	8	(23)	ns
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	ns
Résultat avant impôt	**294**	**249**	**+18%**
Impôt	(59)	(52)	+13%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-
Résultat net	**235**	**197**	**+20%**
Participations ne donnant pas le contrôle	32	34	(6)%
Résultat net part du groupe	**203**	**163**	**+25%**

[1] *Effet périmètre entre les 2 périodes du fait de l'intégration de la banque Degroof Petercam en juin 2024. L'année 2025 intègre 12 mois de résultat comparé à 7 mois en 2024.*

Le métier de Gestion de fortune enregistre de très bonnes performances en 2025.

Les revenus s'établissent à 1 671 millions d'euros sur l'année 2025, en hausse de +20% par rapport au résultat de 2024. Ils bénéficient d'une part d'un effet périmètre lié à l'intégration de Degroof Petercam (12 mois en 2025 vs 7 mois de résultats en 2024) et d'autre part de la bonne dynamique de l'activité transactionnelle et de la hausse des commissions sur encours, compensant la baisse anticipée de la marge nette d'intérêt sur les dépôts. Les encours de crédit sont en hausse. Les charges d'exploitation sont en hausse de +22% par rapport à 2024, et s'élèvent à 1 356 millions d'euros en 2025. Cette hausse s'explique principalement par un effet périmètre de Degroof Petercam. Hors effet périmètre et coûts d'intégration et/ou assimilés, les charges sont stables.

A noter la première contribution dans les résultats de la Banque Thaler en Suisse.

Le coût du risque est en dotation de -30 millions d'euros en 2025.

À fin décembre 2025, les encours s'élèvent à 233 milliards d'euros, en hausse de +8% par rapport au 31 décembre 2024, grâce à un haut niveau de collecte (+6,2 milliards d'euros) et un effet marché soutenu (+8,7 milliards d'euros)

Activités hors métiers

En millions d'euros	2025	2024	Variation 2025/2024
Produit net bancaire	**267**	**241**	**+11%**
Charges d'exploitation	(9)	(20)	(55)%
Résultat brut d'exploitation	**258**	**221**	**+17%**
Coût du risque	-	-	-
Quote-part de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0	ns
Résultat avant impôt	**258**	**221**	**+17%**
Impôt	76	70	+9%
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	-
Résultat net	**334**	**291**	**+15%**
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-
Résultat net part du groupe	**334**	**291**	**+15%**

Le pôle « Activités hors métiers » intègre les différents impacts non imputables aux autres activités métiers.

En 2025, les revenus du pôle s'élèvent à 267 millions d'euros et s'expliquent principalement par le retraitement analytique lié aux coûts de levée des émissions. Les charges d'exploitation atteignent -9 millions d'euros. Le produit d'impôt s'élève à 76 millions d'euros en 2025, et s'explique principalement par le produit d'impôt constaté sur les émissions des titres AT1.

1.5. Bilan consolidé de Crédit Agricole CIB

Actif

En milliards d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales	86,9	82
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors pensions)	267,8	248,4
Instruments dérivés de couverture	3,3	3,7
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	14,3	14,8
Actifs financiers au coût amorti (hors pensions)	287,5	276,9
Pensions	184,2	175,5
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Actifs d'impôts courants et différés	1,7	1,4
Compte de régularisation et actifs divers	35,3	41,5
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	-	-
Contrats d'assurance émis - Actif	-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-
Immeubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	2,2	2,2
Écarts d'acquisition	1,6	1,5
Total du bilan	**884,8**	**847,9**

Au 31 décembre 2025, le total du bilan consolidé de Crédit Agricole CIB est de 884,8 milliards d'euros, en hausse de +36,9 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2024.

CAISSE, BANQUES CENTRALES

Les dépôts en Banques centrales s'élèvent à 86,9 milliards d'euros, en hausse de +4,9 milliards d'euros.

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT HORS PENSIONS

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat augmentent de +19,4 milliards d'euros et les passifs financiers à la juste valeur par résultat diminuent de -18 milliards d'euros. La hausse des actifs à la juste valeur par résultat est principalement expliquée par l'augmentation des portefeuilles de titres pour +31,4 milliards d'euros en lien avec l'activité de pensions, compensée par la baisse des MtM des dérivés pour -14,2 milliards d'euros principalement sur les dérivés de change. Au passif, la diminution est principalement expliquée par la baisse des MtM de dérivés pour -14,3 milliards d'euros.

ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI HORS PENSIONS

Les actifs et les passifs financiers au coût amorti sont en augmentation, respectivement de +10,6 milliards d'euros et +19 milliards d'euros.

À l'actif, la hausse provient essentiellement du métier ALM, et au passif la hausse provient essentiellement de l'activité ITB.

PENSIONS (ACTIF ET PASSIF)

Les opérations de pension augmentent à l'actif de +8,7 milliards d'euros et au passif de +36,2 milliards d'euros.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS / PASSIFS DIVERS

Les comptes de régularisation et actifs / passifs divers comprennent essentiellement les comptes de dépôts de garantie et appels de marge sur les opérations de marché.

Passif

En milliards d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Banques centrales	0,2	1,4
Passif financiers à la juste valeur (hors pensions)	251,9	269,9
Instruments dérivés de couverture	3,2	3,2
Passifs financiers au coût amorti (hors pensions)	361,9	342,9
Pensions	180,2	144
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôts courants et différés	2,5	2,3
Comptes de régularisation et passifs divers	44,3	45,7
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	-	-
Contrats d'assurance émis - Passif	-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif	-	-
Provisions	1,0	1,2
Dettes subordonnées	4,6	4,6
Capitaux propres	34,7	32,3
Capitaux propres part du groupe	31,8	29,6
Résultat part du groupe	2,9	2,7
Participations ne donnant pas le contrôle	0,3	0,4
Total du bilan	**884,8**	**847,9**

CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres hors résultat de la période sont stables (-0,5 milliard d'euros).

1.6. Tendances récentes et perspectives

Perspectives 2026

En comptant sur le soutien de la politique budgétaire, contrepoids à l'adversité

Dans un contexte d'incertitude géopolitique persistante, mais d'une meilleure visibilité de la politique commerciale américaine, les rythmes de croissance devraient se maintenir, voire se redresser en 2026. Les actions budgétaires contribueront à cette résistance avec, notamment, la baisse des impôts aux États-Unis et, dans la zone euro, les dépenses liées, d'une part, au plan NGEU et, d'autre part, à la relance allemande.

Aux États-Unis, la croissance en 2025 a ralenti mais a bien résisté malgré l'incertitude et notre scénario envisage une légère accélération à 2,1 % en 2026, en raison de décisions politiques et économiques supposées plus favorables. Celles-ci renvoient au second volet des mesures de l'administration Trump, stimuli budgétaires. En 2026, la politique budgétaire devrait ainsi commencer à produire ses effets et l'incertitude, notamment sur le front commercial, s'estomper. En revanche, la stratégie économique, et tout particulièrement les droits de douane, continueront de nourrir les pressions inflationnistes. L'inflation globale atterrirait ainsi à 2,7 % et l'inflation sous-jacente à près de 2,8 % d'ici à fin 2026.

En Chine, l'année 2026 sera rythmée par la publication du quinzième plan quinquennal qui fixera les objectifs et les priorités sectorielles chinoises pour les cinq prochaines années. Sans surprise, l'innovation et le développement industriel dans les nouvelles technologies devraient continuer à être au coeur du modèle chinois, malgré les déséquilibres croissants entre investissement et consommation. Les autorités pourraient choisir de maintenir une cible de croissance autour de 5 % en 2026 ; notre scénario anticipe plutôt une légère décélération de la croissance à 4,7 %, en ligne avec les tendances récentes. L'environnement économique chinois reste marqué par la déflation, alimentée par l'absence de confiance des ménages, la faiblesse de la consommation privée et la crise immobilière qui se poursuit, sans réel signe d'amélioration. Bien que les autorités affirment la nécessité de rééquilibrer la croissance en faveur de la demande domestique, les exportations resteront indispensables.

En zone euro, la résistance de la demande intérieure permet de faire face à un environnement adverse. En 2026, la bonne santé des agents privés, les conditions financières encore favorables et une politique budgétaire légèrement expansionniste permettraient d'absorber le choc de confiance lié à la guerre commerciale et à l'incertitude géopolitique. Notre scénario maintient donc son cap : celui d'une croissance alignée sur son rythme potentiel, soutenue par l'accélération de l'investissement, surtout public, dont une contribution significative provient du plan de dépenses allemand. La croissance pourrait ainsi se situer autour de 1,2 % en 2026, une résistance qui fait face cependant à quelques risques : la concurrence accrue des produits asiatiques sur les marchés mondiaux et domestiques pénalise la compétitivité des entreprises européennes et risque de peser sur les évolutions sectorielles. Les ralentissements des secteurs peuvent se propager de façon séquentielle : sans provoquer immédiatement une « dépression » généralisée, ils peuvent, au fil du temps, susciter un ralentissement économique étendu. Enfin, les taux d'inflation totale et sous-jacente (vers 1,8 % fin 2026) resteraient inférieurs à la cible de 2 %.

En France, l'activité accélèrerait en 2026. Les facteurs de soutien (hausse des dépenses en défense dans l'Union européenne, « bazooka » budgétaire allemand mais aussi redémarrage de l'investissement domestique) l'emporteraient en effet sur les freins (hausse des droits de douane américains, notamment). L'instabilité politique ne pèserait plus particulièrement sur la croissance ; l'ajustement budgétaire serait limité, avec une réduction du déficit public sous 3 % du PIB et une stabilisation du ratio de dette de facto retardés.

En Italie, la croissance resterait limitée à 0,5 % en 2026, au même niveau qu'en 2025. Les ménages maintiennent une épargne élevée, tandis que les entreprises affichent des marges réduites et une compétitivité-prix incomplètement restaurée. L'économie reste vulnérable aux chocs tarifaires américains. Si la désinflation et l'amélioration des conditions financières stabilisent l'activité, elles n'enclenchent pas de véritable dynamique de rattrapage. La consommation des ménages et l'investissement productif devraient amortir le ralentissement grâce à quelques mesures de soutien prévues en 2026, bien que les marges de manoeuvre budgétaires restent limitées.

En termes de politique monétaire, aux États-Unis, résistance de l'inflation et ralentissement supplémentaire contenu du marché du travail justifient de toujours privilégier l'option « ligne dure » de la FED. Celle-ci devrait marquer une pause jusqu'au début de 2027, conservant la borne haute du taux des *Fed funds* à 3,75 %, avant de les réduire. Ces perspectives restent plus prudentes que celles du marché qui, prolongeant sa tendance à l'excès d'optimisme, prévoit un taux légèrement supérieur à 3 % vers la fin de l'année 2026. Les risques entourant notre scénario sont plutôt baissiers avec, notamment, l'arrivée imminente d'un nouveau président à la Fed. Dans la zone euro, une inflation à la cible et la résistance anticipée de la croissance ne devraient pas inciter la BCE à assouplir davantage sa politique monétaire en 2026 ; elle maintiendrait également ses taux directeurs sur 2026 jusqu'au printemps 2027 avant vraisemblablement de les rehausser face à la solidité de la croissance.

Les taux d'intérêt devraient, en 2026, tant aux États-Unis qu'en zone euro, être soumis à des pressions haussières modérées, que justifient des rythmes de croissance décents et des stimuli budgétaires. En revanche, les mouvements divergents de politique monétaire anticipés pour 2027 (léger assouplissement pour la FED, resserrement pour la BCE) justifient des déformations différentes des courbes de taux d'intérêt : pentification aux États-Unis et aplatissement dans la zone euro.

Alors que, pour 2026, aux États-Unis, le marché table sur un assouplissement de près de 50 points de base du taux des *Fed funds*, la pause dans l'assouplissement monétaire que suppose notre scénario en 2026 milite en faveur d'une légère hausse du taux d'intérêt à deux ans, dont la baisse récente reflète les attentes de détente monétaire un peu trop optimistes du marché. Notre scénario anticipe un taux à deux ans avoisinant 3,70 % fin 2026. Poussé par une croissance légèrement plus soutenue en 2026 et par un besoin de financement public toujours élevé, notre scénario table sur un taux à dix ans à 4,50 % fin 2026.

En zone euro, la perspective d'un resserrement monétaire en 2027 devrait se traduire par une remontée des taux d'intérêt. Par rapport à décembre 2025, notre scénario retient en 2026 une hausse de 20 pdb du taux à deux ans. L'augmentation de l'offre de dette allemande conduit à inscrire un très léger redressement du rendement à dix ans. Le resserrement des conditions financières serait moins propice aux émetteurs plus risqués (émetteurs de la périphérie dont France et Italie).

Pour finir, le dollar devrait, en 2026, bénéficier des écarts de rendements, alors qu'il est peu probable que l'euro soit en mesure de profiter des spéculations autour du statut de monnaie de réserve de la devise américaine.

Plan Moyen Terme à horizon 2028, « ACT 2028 »

Le 18 novembre 2025, Crédit Agricole S.A. a dévoilé son nouveau Plan Moyen Terme à horizon 2028, « ACT 2028 » définissant l'ambition du Groupe de s'affirmer comme leader en Europe, leader des transitions et leader des nouvelles technologies. Accélération, Cohésion et Transformation sont les trois dimensions stratégiques fondamentales de ce plan à moyen terme « ACT 2028 ».

Crédit Agricole CIB s'inscrit pleinement dans le projet du Groupe Crédit Agricole à travers une stratégie de croissance équilibrée fondée sur ses expertises sectorielles reconnues, le développement de sa plateforme pan-européenne, l'accompagnement de ses clients à travers le monde et le déploiement d'une organisation plus agile.

La Banque de Financement et d'Investissement

Le Plan stratégique de la BFI de Crédit Agricole CIB repose sur 3 objectifs principaux :



- Crédit Agricole CIB vise à **intensifier les relations avec ses clients,** en consolidant ses positions de leader sur les financements d'actifs réels et de projets et en renforçant son offre auprès des Institutions Financières. Crédit Agricole CIB souhaite soutenir la souveraineté dans des secteurs stratégiques tels que la Défense et les Infrastructures digitales[1], et continuer d'accompagner la transition énergétique confirmant ainsi sa position de leader de finance durable. À 2028, la Banque vise à générer 1 milliard d'euros de revenus Finance Durable[2] afin de contribuer à l'ambition de Crédit Agricole S.A ;
- Crédit Agricole CIB **renforce sa plateforme paneuropéenne et accompagne ses clients dans leur croissance à l'international.** Par ailleurs, Crédit Agricole CIB prévoit de poursuivre son développement en Asie-Pacifique, aux Amériques et au Moyen-Orient, en s'appuyant sur ses secteurs d'expertises ;
- Crédit Agricole CIB poursuit l'élargissement de sa palette produits pour soutenir sa croissance, **notamment en finalisant l'industrialisation de son offre de bas de bilan en Europe et en poursuivant la diversification des solutions sur les marchés de capitaux (notamment sur les dérivés actions).** La Banque confirme l'accélération de son modèle *distribute-to-originate* en diversifiant ses canaux de distribution existants (*Credit Risk Insurance, Significant Risk Transfer*), et en pénétrant davantage le segment des fonds de dette.

Crédit Agricole CIB souhaite intensifier les synergies commerciales au sein du Groupe Crédit Agricole, en lançant en collaboration avec Indosuez Wealth Management l'offre Indosuez Corporate Advisory au service des dirigeants-actionnaires de PME et ETI en France et en participant activement au développement du segment des ETI en Europe.

Pour atteindre ses ambitions d'accélération et maintenir une efficacité opérationnelle élevée à horizon 2028, Crédit Agricole CIB va déployer une **organisation plus agile** en s'appuyant sur :

- le lancement d'initiatives d'efficacité et de simplification ;
- l'innovation et l'anticipation des transformations technologiques
- la confiance et la collaboration des collaborateurs comme leviers d'engagement et de performance collective.

Gestion de fortune

Indosuez vise à **amplifier sa croissance en France et à l'international,** pour atteindre environ 240 milliards d'euros d'actifs sous gestion à horizon 2028, dont 80 % générés à l'international et **s'imposer durablement dans le Top 10 en Europe.**



Cette ambition repose sur plusieurs axes stratégiques :

- **une accélération ciblée dans les marchés à forte croissance** tels que l'Europe du Nord, l'Asie et le Moyen-Orient tout en renforçant la présence en France ;
- **la conquête des Grands clients (clients Ultra High Net Worth et professionnels de l'investissement)** avec la création d'une communauté de 60 banquiers spécialisés en particulier en Asie du Sud-Est, et **des nouvelles générations** avec une offre digitale dédiée aux NextGen / NextWealth face aux enjeux de transmission ;
- **un développement continu de l'offre différenciante,** en accélérant sur les actifs réels, en déployant une gamme diversifiée d'ETF et en accompagnant les dirigeants dans le développement multi-juridictionnel de leurs patrimoines privés et professionnels ;
- **la contribution d'Indosuez au renforcement de la puissance du Groupe Crédit Agricole,** notamment avec le lancement de l'offre Indosuez Corporate Advisory avec Crédit Agricole CIB en France ;
- enfin, Indosuez vise à poursuivre sa transformation en mettant la technologie, la data et l'IA au service des clients et des collaborateurs, et notamment en renforçant les offres mobiles en complément de l'accompagnement des banquiers.

« ACT 2028 » : Trajectoire financière du pôle Grandes clientèles

Le pôle Grandes clientèles de Crédit Agricole S.A. représente les activités de la Banque de Financement et d'Investissement ainsi que des Services aux institutionnels (CACEIS). Le pôle dans son ensemble s'est fixé des cibles financières ambitieuses pour sa trajectoire 2028, notamment de générer une croissance annuelle moyenne des revenus de l'ordre de +3 à 4 % par an tout en maîtrisant les charges d'exploitation, afin d'afficher un coefficient d'exploitation inférieur à 55 % en 2028, pour le métier de Banque de Financement et d'Investissement.

Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB a atteint la cible des objectifs stratégiques fixés dans le Plan Moyen Terme « Ambitions2025 ».

[1] Infrastructures Télécoms, i.e. Tours, Fibres, Datacenters
[2] Toute transaction ayant une structure finance durable en ligne avec les standards du marché et du Groupe

1.7. Indicateurs alternatifs de performance article 223-1 du règlement général de l'AMF

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
Coefficient d'exploitation	Ratio indiquant la part du PNB (Produit Net Bancaire) utilisée pour couvrir les charges d'exploitation (coûts de fonctionnement de l'entreprise). Il se détermine en divisant les charges d'exploitation par le PNB.	Mesure de l'efficacité opérationnelle dans le secteur bancaire.
Produit net bancaire sous-jacent (BFI sous-jacente)	Produit net bancaire retraité des éléments exceptionnels. Le détail des éléments exceptionnels est fourni dans le tableau ci-après.	Mesure du produit net bancaire de Crédit Agricole CIB hors éléments ne reflétant pas la performance opérationnelle ou non récurrents d'un montant significatif.
Résultat net part de groupe sous-jacent	Résultat net part du groupe retraité des éléments exceptionnels. Le détail des éléments exceptionnels est fourni dans le tableau ci-après.	Mesure du résultat de Crédit Agricole CIB hors éléments ne reflétant pas la performance opérationnelle ou non récurrents d'un montant significatif.
Encours de fortune	Ensemble des actifs gérés par Indosuez Wealth Management.	Mesure l'activité opérationnelle non reflétée dans les états financiers consolidés et correspondant à la valeur totale des actifs financiers gérés, conseillés, ou administrés par Indosuez Wealth Management.

▶ Principaux éléments exceptionnels

En millions d'euros	2025	2024
Produit net bancaire	**(20)**	**+28**
Couverture de prêts	(4)	+8
DVA, partie spread émetteur de la FVA et secured lending	(16)	+20
Total des éléments exceptionnels avant impôts	**(20)**	**+28**
Total des éléments exceptionnels après impôts	**(15)**	**+21**

2. INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE CRÉDIT AGRICOLE CIB (S.A.)

2.1. Bilan simplifié de Crédit Agricole CIB (S.A.)

Actif

En milliards d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Opérations interbancaires et assimilées	277,5	248,4
Opérations avec la clientèle	283,5	269,8
Opérations sur titres	97,8	82,5
Compte de régularisation et actifs divers	187,2	224,4
Valeurs immobilisées	8,0	7,5
Total actif	**854,0**	**832,6**

Passif

En milliards d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Opérations interbancaires et assimilées	148,4	124,9
Comptes créditeurs de la clientèle	330,7	300,7
Dettes représentées par un titre	67,2	69,4
Compte de régularisation et passifs divers	266,7	299,3
Provisions et dettes subordonnées	21,9	19,1
Fonds pour risques bancaires généraux	0,0	0,0
Capitaux propres (hors FRBG)	19,1	19,2
Total passif	**854,0**	**832,6**

Le total du bilan de Crédit Agricole CIB (S.A.) s'établit à 854 milliards d'euros au 31 décembre 2025, en hausse de 21,4 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2024.

Opérations interbancaires

Les actifs sur opérations interbancaires et assimilées sont en hausse de +29,1 milliards d'euros (+11,7 %), correspondant à une hausse de +5,8 milliards d'euros sur les dépôts auprès des Banques centrales, de +15,3 milliards d'euros sur les effets publics et +8 milliards d'euros sur les créances sur les établissements de crédit (dont +7,7 milliards d'euros sur les comptes prêts à terme, +2 milliards d'euros sur les titres reçus en pension livrée, +2,9 milliards d'euros sur les comptes ordinaires et -4,2 milliards d'euros sur les comptes et prêts au jour le jour).

Les passifs interbancaires sont en hausse de +23,5 milliards d'euros (+18,8 %), correspondant à une variation de +24,6 milliards d'euros de dettes face aux établissements de crédit (dont +2,5 milliards d'euros sur les comptes ordinaires créditeurs, +1,1 milliard d'euros sur les comptes et emprunts au jour le jour, +2,2 milliards d'euros sur les comptes et emprunts à terme et +18,8 milliards d'euros sur les titres donnés en pension livrée) ainsi qu'une variation de -1,1 milliard d'euros de dettes face aux Banques centrales.

Opérations auprès de la clientèle

Les opérations auprès de la clientèle sont en hausse de +13,7 milliards d'euros (+5,1 %) à l'actif et de +30 milliards d'euros (+10 %) au passif.

A l'actif, cette hausse provient des variations suivantes : +8,6 milliards d'euros sur les titres reçus en pension livrée, +5,1 milliards d'euros sur des autres concours à la clientèle.

Au passif, les titres donnés en pension livrée sont en hausse de +21,2 milliards d'euros, les autres dettes envers la clientèle augmentent de +8,8 milliards d'euros (dont +13 milliards d'euros sur les comptes ordinaires et -3,4 milliards d'euros sur les comptes et emprunts à terme et au jour le jour).

Opérations sur titres et dettes représentées par un titre

Les opérations sur titres à l'actif sont en hausse de +15,3 milliards d'euros (+18,5 %). Cette hausse provient des obligations et autres titres à revenu fixe pour +2,6 milliards d'euros et des actions et autres titres à revenu variable pour +12,7 milliards d'euros.

Les dettes représentées par un titre diminuent de -2,2 milliards d'euros (-3,2%). Cette baisse provient principalement des titres de créances négociables pour -1,4 milliard d'euros et des obligations pour -0,7 milliard d'euros.

Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

Cet agrégat enregistre principalement la juste valeur des instruments dérivés. Pour mémoire ceux-ci sont repris dans les agrégats « Actifs et Passifs financiers à la juste valeur » dans les comptes consolidés.

La baisse des « comptes de régularisation, actifs et passifs divers » est de -37,2 milliards d'euros à l'actif (-16,6 %) et de -32,6 milliards d'euros au passif (-10,9 %).

Les agrégats « Autres actifs » et « Autres passifs » sont en baisse, respectivement de -5,4 milliards d'euros pour les autres actifs et de -8,8 milliards d'euros pour les autres passifs. Ils sont constitués essentiellement des débiteurs et créditeurs divers.

Les comptes de régularisation à l'actif baissent de 31,7 milliards. Au passif, ils baissent de 23,8 milliards d'euros. Cette baisse, composée par les comptes d'ajustement sur devise, diminuent respectivement de -38 milliards d'euros à l'actif et de -48,5 milliards d'euros au passif. Cette variation est compensée par une hausse des comptes d'ajustement sur instrument financiers à terme, respectivement de +6,7 milliards d'euros à l'actif et de +21,2 milliards d'euros au passif

Provisions et dettes subordonnées

Les provisions et les dettes subordonnées sont hausse de +2,8 milliards d'euros. Cette hausse provient exclusivement des dettes subordonnées.

Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont en légère hausse de +0,5 milliard d'euros (+6 %), correspondants essentiellement aux parts dans des entreprises liées.

Délais de règlement des fournisseurs de Crédit Agricole CIB (S.A.)

L'article L. 441-14 du Code de commerce dispose que les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes doivent publier dans leur rapport de gestion des informations sur les délais de paiement à l'égard de leurs clients et de leurs fournisseurs suivant les modalités de l'article D.441-6.-I du Code de commerce modifié par le décret n° 2021-211 du 24 février 2021. Ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes car nous considérons qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

	31.12.2025				31.12.2024			
En milliers d'euros	≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 60 jours	> 60 jours	Total	≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 60 jours	> 60 jours	Total
Dettes fournisseurs	**10 344**	**-**	**-**	**10 344**	**9 497**	**-**	**-**	**9 497**

Le délai de paiement médian des fournisseurs de Crédit Agricole CIB se situe à 12 jours. Crédit Agricole CIB a un solde restant à payer de 10 millions d'euros au 31 décembre 2025, en légère hausse par rapport au 31 décembre 2024.

Informations sur les retards de paiement des fournisseurs de Crédit Agricole CIB Paris

▶ Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice

	Exercice 2025					
En milliers d'euros	0 jour	≥ 1 jour ≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 60 jours	> 60 jours ≤ 90 jours	> 90 jours	Total (1 jour et plus)
Nombre de factures concernées	42 165	1 466	697	363	842	**3 368**
Montant cumulé des factures concernées HT	1 150 267	39 136	24 260	10 566	108 690	**182 652**
Pourcentage du montant total HT des factures reçues dans l'année	86,30 %	2,94 %	1,82 %	0,79 %	8,15 %	-

▶ Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	31.12.2025					
En milliers d'euros	0 jour	≥ 1 jour ≤ 30 jours	> 30 jours ≤ 60 jours	> 60 jours ≤ 90 jours	> 90 jours	Total (1 jour et plus)
Nombre de factures concernées	-	1	-	-	-	1
Montant cumulé des factures concernées HT	-	643	-	-	-	643
Pourcentage du montant total HT des factures reçues dans l'année	-	100 %	-	-	-	-

Informations sur les comptes bancaires inactifs

Les articles L. 312-19 et L. 312-20 du Code monétaire et financier issus de la loi n° 2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs en déshérence, dite loi Eckert, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, imposent à chaque établissement de crédit de publier annuellement des informations sur les comptes bancaires inactifs. Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB (S.A.) compte 165 comptes bancaires inactifs depuis plus de douze mois pour un montant total estimé 76 338 855,15 euros.

À l'issue de l'exercice 2025, aucun montant ne devra être déposé à la Caisse des dépôts et consignations au titre de compte inactif identifié dans les livres de Crédit Agricole CIB.

Délais de règlement clients

Le respect des modalités contractuelles de paiement client fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion des risques de la Banque. Les durées résiduelles des créances sur la clientèle sont indiquées dans la note 3.1 des annexes aux états financiers individuels.

2.2. Compte de résultat simplifié de Crédit Agricole CIB (S.A.)

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Produit Net Bancaire	6 034	5 556
Charges d'exploitation [1]	(3 439)	(3 262)
Résultat brut d'exploitation	**2 595**	**2 294**
Coût du risque	(99)	(113)
Résultat d'exploitation	**2 496**	**2 181**
Résultat net sur actifs immobilisés	(31)	(22)
Résultat courant avant impôt	**2 465**	**2 159**
Impôt sur les bénéfices et autres	(400)	(452)
Dotations / Reprises de FRBG et provisions règlementées	0	0
Résultat net	**2 065**	**1 707**

[1] Y compris les dotations aux amortissements et les dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles.

Le produit net bancaire de l'exercice 2025 s'établit à +6 milliards d'euros, en hausse de +478 millions d'euros par rapport à 2024.

Les charges générales d'exploitation, hors amortissements et provisions, sont en hausse de +162 millions d'euros.

Compte tenu de ces éléments, le résultat brut d'exploitation s'établit à 2,6 milliards d'euros au 31 décembre 2025 et est en hausse de +301 millions d'euros.

Le coût du risque s'élève à -99 millions d'euros en 2025 contre -113 millions d'euros sur 2024.

Le résultat net sur les actifs immobilisés s'élève sur l'exercice 2025 à -31 millions d'euros contre -22 millions d'euros en 2024. Les principaux évènements correspondent à des dépréciations des titres CA MIDCAP ADVISORS (-25 millions d'euros), KEPLER CHEVREUX (-9 millions d'euros) et une reprise de provision CA-CIB GLOBAL BANKING (+11 millions d'euros).

Crédit Agricole CIB, détenu par le Groupe Crédit Agricole depuis le 27 décembre 1996, et certaines de ses filiales, font partie du groupe d'intégration fiscale constitué au niveau de Crédit Agricole S.A.

À ce titre, Crédit Agricole S.A. indemnise le sous-groupe Crédit Agricole CIB de ses déficits fiscaux imputables sur les bénéfices fiscaux du Groupe Crédit Agricole.

La charge d'impôt sur les bénéfices sur 2025 s'élève à -400 millions d'euros.

Le résultat net de Crédit Agricole CIB (S.A.) en 2025 s'établit ainsi à +2,07 milliards d'euros contre +1,71 milliard d'euros en 2024.

2.3. Résultats financiers des cinq derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	2021	2022	2023	2024	2025
Capital social en fin d'exercice (en euros)	EUR 7 851 636 342	EUR 7 851 636 342	EUR 7 851 636 342	EUR 7 851 636 342	EUR 7 851 636 342
Nombre d'actions émises	290 801 346	290 801 346	290 801 346	290 801 346	290 801 346
Nombre d'actions détenues par CACIB					
Nombre d'actions émises hors actions autodétenues					
Résultat global des opérations effectuées (en millions d'euros)					
Chiffre d'affaires hors taxes	EUR 8 878	EUR 16 096	EUR 33 676	EUR 38 855	EUR 33 434
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	EUR 1 594	EUR 2 066	EUR 1 479	EUR 2 271	EUR 2 544
Impôt sur les bénéfices	EUR (132)	EUR (350)	EUR (317)	EUR (452)	EUR (400)
Résultat après impôt, amortissements et provisions	EUR 1 359	EUR 1 576	EUR 1 210	EUR 1 707	EUR 2 065
Montant des bénéfices distribués	EUR 553	EUR 344	EUR 170	EUR 2 133	EUR 585
Résultat des opérations réduit à une seule action (en euros)					
Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions par action	[1] 4,49	[2] 5,77	[3] 4,13	[4] 7,05	[5] 8,24
Résultat après impôt, amortissements et provisions par action	[1] 4,67	[2] 5,42	[3] 4,16	[4] 5,87	[5] 7,10
Dividende attribué à chaque action	EUR 1,90	EUR 1,18	EUR 0,59	EUR 7,33	EUR 2,01
Personnel					
Nombre de salariés	[6] 7 786	[6] 8 186	[6] 8 483	[6] 8 739	[6] 9 192
Montant de la masse salariale de l'exercice (en millions d'euros)	EUR 1 146	EUR 1 266	EUR 1 421	EUR 1 529	EUR 1 606
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Séc.Soc., œuvre soc...) (en millions d'euros)	EUR 367	EUR 416	EUR 472	EUR 460	EUR 519
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (en millions d'euros)	EUR 43	EUR 32	EUR 37	EUR 57	EUR 62

[1] Calcul effectué par rapport au nombre d'actions émises hors autocontrôle à la clôture de l'exercice 2021, soit 290 801 346 titres.
[2] Calcul effectué par rapport au nombre d'actions émises hors autocontrôle à la clôture de l'exercice 2022, soit 290 801 346 titres.
[3] Calcul effectué par rapport au nombre d'actions émises hors autocontrôle à la clôture de l'exercice 2023, soit 290 801 346 titres.
[4] Calcul effectué par rapport au nombre d'actions émises hors autocontrôle à la clôture de l'exercice 2024, soit 290 801 346 titres.
[5] Calcul effectué par rapport au nombre d'actions émises hors autocontrôle à la clôture de l'exercice 2025, soit 290 801 346 titres.
[6] Effectif moyen.

2.4. Évolution récente du capital

Le tableau ci-après présente l'évolution du capital social de Crédit Agricole CIB au cours des cinq dernières années.

Date et nature de l'opération	Montant du capital (en euros)	Nombre d'actions
Capital au 31 décembre 2021	7 851 636 342	290 801 346
Capital au 31 décembre 2022	7 851 636 342	290 801 346
Capital au 31 décembre 2023	7 851 636 342	290 801 346
Capital au 31 décembre 2024	7 851 636 342	290 801 346
Capital au 31 décembre 2025	**7 851 636 342**	**290 801 346**

2.5. Informations sur les mandataires sociaux

Les informations relatives aux rémunérations, mandats et fonctions des mandataires sociaux prévues par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-11 du Code de commerce figurent dans le Chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel. En ce qui concerne les opérations réalisées sur les titres de la Société par les mandataires sociaux, un paragraphe sur l'information qui pourrait être requise au titre de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier et par l'article 223-26 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers figure dans le Chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise », aux paragraphes 1.3.3 et 1.3.4, du présent Document d'enregistrement universel.

2.6. Informations consolidées en matière de durabilité au titre de l'article L. 233-28-4 du Code de commerce

Les informations consolidées en matière de durabilité du groupe Crédit Agricole CIB sont présentées au sein du Chapitre 2 « Rapport de durabilité Crédit Agricole CIB » du présent Document d'enregistrement universel.

5



RISQUES ET PILIER 3

5
SOMMAIRE

1. FACTEURS DE RISQUE 242

1.1. RISQUES DE CRÉDIT 242
1.2. RISQUES FINANCIERS 244
1.3. RISQUES OPÉRATIONNELS 246
1.4. RISQUE BUSINESS 248
1.5. RISQUES CLIMATIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX 251
1.6. RISQUES LIÉS À LA STRUCTURE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE 251

2. GESTION DES RISQUES 253

2.1. BRÈVE DÉCLARATION SUR LES RISQUES 253
2.2. ORGANISATION DE LA FONCTION RISQUES 257
2.3. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES 259
2.4. RISQUES DE CRÉDIT 270
2.5. RISQUES FINANCIERS 280
2.6. RISQUES OPÉRATIONNELS 290
2.7. ÉVOLUTION DES RISQUES JURIDIQUES 291
2.8. RISQUES DE NON-CONFORMITÉ 293

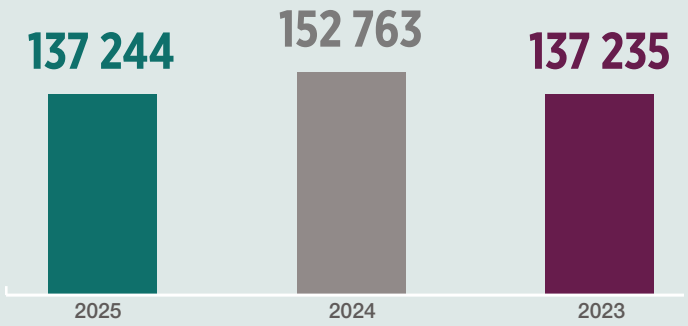
3. INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3 DE BÂLE III 295

3.1. COMPOSITION ET PILOTAGE DU CAPITAL 296
3.2. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS 309
3.3. RISQUE DE LIQUIDITÉ 328
3.4. POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION 333
3.5. ATTESTATION DE RESPONSABILITÉ 333

VAR RÈGLEMENTAIRE DE CRÉDIT AGRICOLE CIB SUR LA PÉRIODE 2024-2025

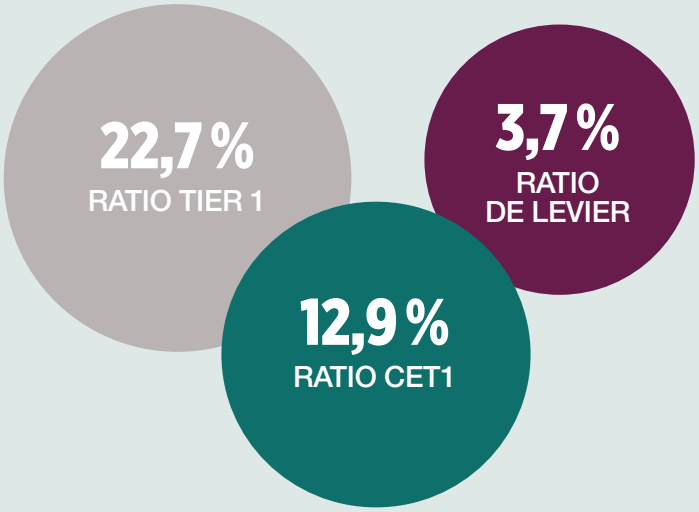
En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Minimum	7	8
Moyenne	11	10
Maximum	16	17
Fin d'année	**8**	**12**

ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS BÂLE III NON PHASÉS



EN MILLIONS D'EUROS

RATIOS PRUDENTIELS 2025 NON PHASÉS



1. FACTEURS DE RISQUE

Cette partie présente les principaux risques auxquels Crédit Agricole CIB est exposée, ainsi que les principaux risques liés à la détention des titres obligataires émis par Crédit Agricole CIB. D'autres parties du présent Chapitre exposent l'appétit au risque de Crédit Agricole CIB et les dispositifs mis en œuvre pour gérer et contrôler ses risques. L'information relative à la gestion des risques est présentée en conformité avec la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers.

Identification des risques

Les risques de Crédit Agricole CIB sont identifiés suivant une approche exhaustive, ex-ante et au fil de l'eau, puis une approche sélective, ex-post à partir d'une liste des « risques majeurs » mise à jour annuellement. Dans un premier temps, tous les risques sont identifiés et leur matérialité est évaluée ex-ante, au fil de l'eau, à chaque fois que Crédit Agricole CIB développe une nouvelle activité, élabore un cadre de risque ou projette une nouvelle transaction. Dans un deuxième temps, Crédit Agricole CIB catégorise les risques identifiés selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole, puis sélectionne ceux qu'il considère comme « majeurs » selon sa propre évaluation. Cette évaluation est réalisée sur la base des deux critères conjugués, d'une part l'évaluation de l'ampleur de l'impact négatif potentiel et d'autre part, l'évaluation de la probabilité de survenance du risque. Sur la base du dire d'expert, prenant en compte les impacts et la probabilité d'occurrence, la Direction des risques de Crédit Agricole CIB fait une proposition au Conseil d'administration qui valide la liste des risques majeurs de Crédit Agricole CIB pour l'année à venir, en même temps que l'appétit au risque. Les facteurs de risque listés ci-après sont issus de cette liste des « risques majeurs ».

Les principaux risques propres à l'activité de Crédit Agricole CIB sont présentés ci-après et sont explicités au travers des actifs pondérés ou d'autres indicateurs lorsque les actifs pondérés ne sont pas adaptés.

1.1. Risques de crédit

La Banque de Financement et d'Investissement de Crédit Agricole CIB est axée sur les métiers de dette : le risque de crédit est donc au cœur de ses activités et représente le risque le plus important.

A – Crédit Agricole CIB est exposée à un risque de crédit sur ses contreparties *Corporates* & institutions financières

Crédit Agricole CIB est exposée au risque de crédit sur ses contreparties de type *Corporates* ou institutions financières. Le risque de crédit affecte les comptes consolidés de Crédit Agricole CIB lorsqu'une contrepartie n'est pas en mesure d'honorer ses obligations et que la valeur comptable de ces obligations figurant dans les livres de la Banque est positive. Cette contrepartie peut être une banque, un établissement financier, une entreprise industrielle ou commerciale, un État ou des entités étatiques ou un fonds d'investissement. Le taux de défaut des contreparties pourrait augmenter par rapport aux taux récents relativement bas, Crédit Agricole CIB pourrait alors avoir à enregistrer des charges et provisions significatives pour créances douteuses ou irrécouvrables, ce qui affecterait sa rentabilité. Ces provisions sont comptabilisées dans son compte de résultat dans le poste « coût du risque ». Le niveau des provisions de Crédit Agricole CIB est établi en fonction de l'historique de pertes, du volume, du type et de la maturité des prêts accordés, de la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au taux de recouvrement des divers types de prêts. Le coût du risque inclut à la fois les charges sur les encours en défaut (ECL *Stage* 3 selon la norme IFRS 9) mais également des charges en cas de détérioration du profil de risque d'une contrepartie (ECL *Stage* 1 et *Stage* 2 en norme IFRS 9).

Sur les *Corporates*, la qualité du crédit des emprunteurs pourrait être amenée à se détériorer de façon significative, principalement en raison d'une augmentation de l'incertitude économique, de la hausse des coûts et, dans certains secteurs, des risques liés aux politiques commerciales des grandes puissances économiques.

Ainsi, si la reprise des secteurs liés au tourisme (aviation, croisière, hôtellerie) qui avaient été particulièrement touchés lors de la crise sanitaire est confirmée, le risque de récession et les troubles géopolitiques pourraient de nouveau fragiliser les entreprises de ces secteurs.

Par ailleurs, la récente hausse des taux d'intérêt a mis la valorisation des actifs immobiliers sous pression avec des impacts différents selon la localisation, la classe d'actifs et la qualité intrinsèque des produits. Le segment de l'immobilier de bureau est particulièrement touché, avec une fragmentation marquée du marché. L'immobilier résidentiel (Promotion) est affecté pour sa part à plusieurs niveaux : hausse des coûts de construction et des prix du foncier toujours hauts (mais qui baissent légèrement) alors que le niveau des taux d'intérêt réduit fortement le pouvoir d'achat immobilier des clients. L'effet dépressif sur la demande de cette réduction de pouvoir d'achat ainsi que la dégradation des anticipations fragilisent les prix de vente et ralentissent les rythmes de commercialisation, ce qui est susceptible de dégrader la santé financière des acteurs du secteur.

Dans le secteur des télécoms, l'accélération de l'offre, la concentration de la demande, ainsi que la dépendance à des hypothèses de croissance de l'IA encore incertaines ont ravivé les craintes d'une bulle d'investissement dans l'IA et les data centers.

Pour ce qui est des institutions financières, la capacité de Crédit Agricole CIB à effectuer des opérations de financement ou d'investissement et à conclure des transactions portant sur des produits dérivés pourrait être affectée défavorablement par une dégradation de la solidité des autres institutions financières ou acteurs du marché. Les établissements financiers sont interconnectés en raison de leurs activités de *trading*, de compensation, de contrepartie, de financement ou autres. Par conséquent, les défaillances d'un ou de plusieurs établissements financiers, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers, ou la perte de confiance dans l'industrie financière de manière générale, pourraient conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir entraîner des pertes ou défaillances supplémentaires. Crédit Agricole CIB est exposée à de nombreuses institutions financières, y compris des courtiers, des banques commerciales, des banques d'investissement, des fonds communs de placement et de couverture ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels elle conclut de manière habituelle des transactions. Nombre de

ces opérations exposent Crédit Agricole CIB à un risque de crédit en cas de défaillance ou de difficultés financières de ces contreparties. En outre, le risque de crédit de Crédit Agricole CIB serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par Crédit Agricole CIB ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition de Crédit Agricole CIB au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

Au sein des acteurs financiers non bancaires (NBFIs), dans le domaine du *private equity* et assimilé, une dégradation des conditions de marché, notamment une hausse des taux d'intérêt, pourrait provoquer des problèmes de rendement et de sortie des actifs, ainsi qu'un emploi accru du levier sur les fonds.

Crédit Agricole CIB a recours à des méthodes d'atténuation du risque telles que la constitution de collatéral, l'obtention de garanties, la conclusion de contrats de dérivés de crédit et d'accords de compensation. Mais seule une partie du risque de crédit supporté par Crédit Agricole CIB est couverte par ces techniques.

La qualité moyenne du portefeuille reste bonne avec une part de notations *investment grade* de 89 % au 31 décembre 2025 (vs , 89 % au 31 décembre 2024).

Au 31 décembre 2025, les actifs pondérés spécifiques au risque de crédit, hors risque de de contrepartie sur opérations de marché (couvert par le point B) et hors risque de crédit lié à des titrisations (couvert par le point C), s'élèvent à 79,5 milliards d'euros, soit environ 58 % du total des actifs pondérés.

Outre l'attention à porter sur la qualité de crédit de ses contreparties, Crédit Agricole CIB doit être attentive au risque de concentration. En effet, la clientèle de Crédit Agricole CIB, comme celle des banques de financement et d'investissement concurrentes, est composée essentiellement de grands groupes souvent de nature multinationale et de grandes institutions financières générant, au-delà des problématiques individuelles de qualité de crédit, un risque de concentration individuelle naturel s'agissant de la Banque de Financement. La dégradation de la notation, le défaut ou l'insolvabilité d'une telle contrepartie de grande taille pourraient avoir un effet négatif sur les activités de Crédit Agricole CIB, ses résultats et sa situation financière.

La Banque reste néanmoins active dans un très grand nombre de pays et de secteurs économiques, bénéficiant ainsi d'un effet favorable de diversification sectorielle et géographique. Cependant, le groupe Crédit Agricole CIB est exposée au risque que certains évènements puissent avoir un impact significatif sur un secteur auquel il est exposé. Par exemple, les emprunteurs du secteur de l'énergie sont exposés à la volatilité des prix de l'énergie.

Au 31 décembre 2025, les quatre premières filières économiques de Crédit Agricole CIB étaient celles de la Banque (19,6 % du montant total des expositions nettes de garantie export), l'Électricité (9,4 %), les Autres activités financières non bancaires (8,1 %) et le Pétrole et Gaz (5,7 %).

B – Crédit Agricole CIB est soumise à un risque de contrepartie sur ses opérations de marché

Le risque de contrepartie sur opérations de marché est la manifestation du risque de crédit résultant d'opérations de marché, d'investissements et/ou de règlements. Bien que Crédit Agricole CIB obtienne souvent du collatéral ou fasse usage de droits de compensation pour faire face à ces risques, ces techniques pourraient ne pas être suffisantes pour lui assurer une protection complète et Crédit Agricole CIB pourrait supporter des pertes en raison de la défaillance de contreparties significatives. L'environnement géopolitique et politique tendu crée en effet des chocs de marché qui pourraient impacter le risque de contrepartie.

Le risque de contrepartie sur les opérations de marché est également fortement réduit grâce au recours aux chambres de compensation pour traiter un volume croissant de transactions. Les chambres de compensation permettent de simplifier et de sécuriser les flux financiers. Elles participent ainsi au bon fonctionnement et à la stabilité des marchés financiers.

Le montant du risque de contrepartie varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

Au 31 décembre 2025, les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 21,5 milliards d'euros.

C – Crédit Agricole CIB est exposée au risque de crédit lié aux opérations de titrisation

Crédit Agricole CIB est exposée au risque de crédit induit par les opérations de titrisation pour compte de clients que Crédit Agricole CIB (à travers le métier *Global Markets Division*) sponsorise et met en place pour ses grands clients *Corporates* ou institutions financières.

La grande majorité des expositions de la ligne-produit provient de l'activité liée aux conduits de titrisation, dans laquelle Crédit Agricole CIB est l'un des principaux acteurs mondiaux. Les conduits visent à financer les grands clients de Crédit Agricole CIB principalement établis en Europe, en émettant du papier commercial adossé à des actifs (*Asset-Backed Commercial Paper* ou ABCP) à l'intention d'investisseurs externes, principalement situés aux États-Unis. Crédit Agricole CIB soutient entièrement ces programmes d'émissions multi-cédants par le biais de lignes de liquidités, garantissant ainsi pleinement les risques de liquidité et de crédit. Crédit Agricole CIB sponsorise notamment les conduits LMA en Europe, Atlantic et Lafayette aux États-Unis. Crédit Agricole CIB privilégie les classes d'actifs traditionnelles, notamment les créances commerciales et prêts/*leasing* automobiles, plutôt que les créances complexes et atypiques.

Le risque de crédit lié aux opérations de titrisation est composé de deux grandes familles de risque. D'une part, le risque de portefeuille correspond à l'exposition au risque de crédit lié aux actifs (risque de défaut des débiteurs, risque de concentration). D'autre part, les risques cédants sont liés aux clients financés et se composent du risque de *commingling* (risque que les encaissements ne puissent pas être transférés à la structure de titrisation en cas de faillite du cédant), du risque de dilution (risque que le cédant accorde au débiteur cédé une réduction sur la valeur des créances titrisées) et du risque de compensation (risque que les créances titrisées soient compensées par des créances des débiteurs cédés sur le cédant). Crédit Agricole CIB a mis en place des mécanismes de protection contre ces risques (par exemple, assurance des actifs) ; néanmoins, la matérialisation de ces risques pourrait se traduire par des pertes de crédit pour Crédit Agricole CIB.

Au 31 décembre 2025, les actifs pondérés spécifiques à ce risque s'élèvent à 10,4 milliards d'euros.

D – Crédit Agricole CIB est exposée aux risques pays et souverains

Du fait de son exposition à de nombreux pays sur tous les continents, Crédit Agricole CIB est exposée au risque pays lorsqu'une dégradation de l'environnement, de la situation économique, financière, politique ou sociale d'un pays affecte les activités de la Banque et la qualité des contreparties dans ce pays. Crédit Agricole CIB surveille le risque pays et en tient compte dans l'évaluation à la juste valeur et dans le coût du risque enregistré dans ses états financiers. Toutefois, un changement significatif de l'environnement politique ou macroéconomique, dans un ou plusieurs pays où elle exerce, pourrait la contraindre à enregistrer des charges additionnelles ou à subir des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers. Crédit Agricole CIB est aussi exposée à des risques importants dans des pays non-membres de l'OCDE, qui sont sujets à des incertitudes telles que l'instabilité politique, l'imprévisibilité législative et fiscale, l'expropriation ainsi que d'autres risques moins présents dans des économies plus développées.

Les expositions de Crédit Agricole CIB se répartissent sur les principales zones géographiques suivantes : France, autres pays de l'Europe de l'Ouest et Amérique du Nord. Au 31 décembre 2025, tous secteurs confondus, les expositions de Crédit Agricole CIB sur ces trois zones représentent respectivement 18 %, 32 % et 20 % des expositions totales.

Par ailleurs, les engagements commerciaux dans les pays de *rating* interne *non investment grade* s'élèvent à 11 % du total des expositions au 31 décembre 2025.

Crédit Agricole CIB est également exposée au risque souverain au titre de ses engagements sur diverses contreparties souveraines (dans le cas où celles-ci feraient défaut ou seraient en incapacité de faire face à leurs obligations contractuelles). En effet, la guerre commerciale initiée par les États-Unis accroît le risque d'inflation et de récession dans un contexte d'endettement étatique déjà élevé, particulièrement aux États-Unis et dans certains pays d'Europe, auquel s'ajoute une hausse possible des déficits budgétaires due aux dépenses de « défense ». Les actifs pondérés spécifiques au risque de crédit sur des souverains s'élèvent à 3,8 milliards d'euros au 31 décembre 2025.

En Russie, depuis le début du conflit russo-ukrainien, le groupe Crédit Agricole CIB a cessé tout financement à des entreprises russes et toute activité commerciale dans le pays. En 2025, dans un contexte du conflit qui se poursuit, la filiale est maintenue dans un mode de suspension d'activités, qui lui permet de respecter ses obligations règlementaires et légales locales et les sanctions internationales, tout en poursuivant le plan de désengagement (activités commerciales, effectifs, expositions en risque). Au 31 décembre 2025, les expositions comptabilisées au niveau du groupe Crédit Agricole CIB sont inférieures à 1 milliard d'euros (0,6 milliard d'euros dans la filiale Crédit Agricole CIB AO dont 0,5 milliard d'euros en off-shore et l'équivalent de 0,1 milliard d'euros sur Indosuez Wealth Management).

1.2. Risques financiers

Les risques financiers couvrent les risques liés à l'environnement dans lequel Crédit Agricole CIB évolue, notamment le risque de marché, le risque de change, le risque de liquidité, le risque de variation de valeur du portefeuille titres (ou risque émetteur) et le risque de taux d'intérêt global.

A – L'évolution des conditions des marchés financiers pourrait impacter les résultats de Crédit Agricole CIB

Les activités de Crédit Agricole CIB sont impactées de manière significative par les conditions des marchés financiers qui sont, quant à elles, affectées par la conjoncture économique, actuelle et à venir, en France, en Europe et dans les autres régions du monde au sein desquelles Crédit Agricole CIB opère. Crédit Agricole CIB est ainsi exposé aux risques suivants : les fluctuations des taux d'intérêt, des cours des titres, des taux de change, de la prime applicable à ses émissions obligataires ainsi que des prix du pétrole, des métaux précieux et autres matières premières.

Des fluctuations prolongées des marchés, en particulier des baisses du prix des actifs, peuvent peser sur le niveau d'activité ou réduire la liquidité sur le marché concerné. De telles situations pourraient exposer Crédit Agricole CIB à des pertes significatives si Crédit Agricole CIB n'est pas en mesure de solder rapidement, le cas échéant, ses positions déficitaires.

Cela peut notamment être le cas pour les actifs détenus par Crédit Agricole CIB peu liquides à l'origine. Les actifs qui ne sont pas négociés en bourse ou sur d'autres marchés règlementés, tels que certains produits dérivés négociés entre banques, sont valorisés par Crédit Agricole CIB à l'aide de modèles plutôt que sur la base des cours de marché. Cette complexité dans l'appréhension de la valeur des actifs pourrait faire subir à Crédit Agricole CIB des pertes non anticipées.

Les marchés actions ont subi de fortes secousses en 2025 accompagnées d'une hausse importante des volatilités. Des mouvements significatifs des indices ont été observés, déclenchés par les annonces répétées de l'administration américaine, visant à instaurer une politique d'autonomie économique. La combinaison de la volatilité accrue des marchés, de politiques monétaires divergentes et de tensions politiques et géopolitiques, notamment liées aux politiques commerciales de l'administration américaine, pourrait encore amplifier les risques. La crédibilité et l'attractivité des États-Unis pourraient être durablement affectées marquant ainsi une rupture avec le comportement classique de « *fly to quality* », avec une perte de confiance dans les actifs souverains américains. À cela s'ajoute une volatilité accrue sur le dollar américain.

L'utilisation accrue du *trading* algorithmique par les acteurs des marchés financiers permet d'accélérer l'exécution des transactions, mais accroît également la volatilité de ces marchés. En effet, les mouvements de prix peuvent être amplifiés lorsque de nombreux ordres sont exécutés simultanément, ce qui peut entraîner des fluctuations soudaines et imprévisibles.

À cela s'ajoute l'opacité du *trading* algorithmique et le risque d'intrusion qui pourraient déstabiliser les marchés.

Au 31 décembre 2025, les actifs pondérés spécifiques au risque de marché s'élèvent à 8,6 milliards d'euros.

B – Crédit Agricole CIB est exposée au risque de disponibilité et de prix de la liquidité

Le risque de liquidité comporte deux volets : le risque de disponibilité de la liquidité d'une part et le risque de prix de la liquidité d'autre part. Concernant le risque de disponibilité de la liquidité, Crédit Agricole CIB est exposée au risque que ses passifs et notamment les ressources clientèles, les ressources de marché court terme et les ressources de marché long terme, se retrouvent insuffisants pour couvrir ses actifs. Si tel était le cas, Crédit Agricole CIB risquerait de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Cette situation peut être consécutive à une crise systémique (crise financière impactant l'ensemble des acteurs), idiosyncratique (propre au Groupe Crédit Agricole ou à Crédit Agricole CIB) ou une combinaison des deux. L'objectif de Crédit Agricole CIB en matière de gestion de sa liquidité est d'être en situation de pouvoir faire face à tout type de situation de crise de liquidité sur des périodes de temps prolongées, et ce à un prix raisonnable.

Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB affichait un ratio LCR moyen (*Liquidity Coverage Ratio* - ratio prudentiel destiné à assurer la résilience à court terme du profil de risque de liquidité) de 123,0%, et un ratio NSFR (*Net Stable Funding Ratio* – ratio prudentiel destiné à assurer la solidité à long-terme du profil de risque de liquidité) de 108,9 %, niveaux supérieurs au plancher réglementaire de 100 %.

Le risque de prix de la liquidité est le risque de surcoût financier induit par une variation du *spread* de refinancement. Le coût de financement à long terme non garanti de Crédit Agricole CIB est en effet directement lié à son *spread* de crédit (correspondant au montant payé aux investisseurs pour les instruments de dette émis par Crédit Agricole CIB, excédant le taux d'intérêt des titres souverains de même maturité). Les *spreads* de crédit changent en permanence en fonction du marché et connaissent des évolutions imprévisibles et hautement volatiles. Les *spreads* de crédit sont également influencés par la perception qu'a le marché de la solvabilité de l'émetteur, reflétée notamment dans la notation de crédit.

Les notations de crédit ont un impact important sur la liquidité de Crédit Agricole CIB, et ce à la fois sur sa disponibilité et son prix.

Une dégradation importante des notations pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la liquidité et la compétitivité de Crédit Agricole CIB. En effet, les notations influencent la quantité de liquidité que Crédit Agricole CIB peut emprunter sur les marchés ; elles peuvent également, en cas de dégradation marquée, générer un besoin additionnel de liquidité lié aux obligations au titre de certains contrats de *trading*, de dérivés et de couverture. Côté prix, un émetteur mieux noté bénéficiera, toutes choses égales par ailleurs, d'un prix inférieur.

Au 31 décembre 2025, les notations de Crédit Agricole CIB selon Moody's, S&P *Global Ratings* et Fitch *Ratings* sont respectivement de Aa3 [perspective stable], AA- [perspective stable] et AA- [perspective stable].

C – Crédit Agricole CIB est exposée au risque de variation de valeur de son portefeuille titres

Les titres détenus en *Banking Book* et comptabilisés à la juste valeur sont achetés par Crédit Agricole CIB essentiellement dans le but de gérer les réserves de liquidité. Leur valeur peut diminuer en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de l'évolution de la qualité de crédit de l'émetteur pour les titres de dette (CSRBB – *Credit Spread Risk in the Banking Book*) ou de la baisse du cours de bourse pour les actions cotées.

La valeur comptable de ces portefeuilles de titres, d'instruments dérivés et de certains autres actifs de Crédit Agricole CIB, mais également de sa dette propre inscrite dans son bilan, est ajustée à chaque date d'établissement de ses états financiers. La plupart de ces ajustements sont effectués sur la base de la variation de la juste valeur des actifs et des passifs de Crédit Agricole CIB au cours d'un exercice comptable, cette variation étant enregistrée au niveau du compte de résultat ou directement dans les capitaux propres. Le fait que les ajustements à la juste valeur soient comptabilisés pour un exercice comptable donné ne signifie pas que des ajustements complémentaires ne seront pas nécessaires pour des périodes ultérieures.

Au 31 décembre 2025, l'encours brut des titres de créances détenus par Crédit Agricole CIB s'élevait à près de 48 milliards d'euros. Les dépréciations et provisions cumulées et ajustements négatifs de la juste valeur dus au risque de crédit étaient de 48 millions d'euros.

D – Crédit Agricole CIB est exposée au risque de change

Crédit Agricole CIB n'est pas exposée au risque de change opérationnel, provenant des résultats en devises hors euro, dans la mesure où les résultats en devises sont systématiquement couverts.

Le risque de change structurel résulte des investissements durables de Crédit Agricole CIB dans des actifs en devises étrangères, essentiellement les fonds propres de ses entités opérationnelles à l'étranger, qui trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du Siège ou une capitalisation de résultats locaux. Ces positions ne sont pas couvertes en totalité. En effet, la politique de gestion des positions de change structurelles du groupe Crédit Agricole CIB a deux objectifs principaux : i/ prudentiel, pour immuniser le ratio de solvabilité du groupe Crédit Agricole CIB contre les fluctuations de change ; ii/ patrimonial, pour diminuer le risque de perte de valeur des actifs considérés. La partie non couverte de ces positions donne lieu à un risque de change structurel.

Toute évolution défavorable des parités des devises affectera la valeur patrimoniale des investissements durables non couverts.

Les principales positions de change structurelles brutes du groupe Crédit Agricole CIB sont libellées en dollar américain, en devises liées à ce dernier, devises de pays du Moyen-Orient ainsi que certaines devises asiatiques pour l'essentiel, en livre sterling et en franc suisse.

E – Crédit Agricole CIB est exposée à certaines variations de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt global (RTIG) ou risque de taux d'intérêt sur le *Banking Book* (IRRBB) d'un établissement financier est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et hors-bilan, à l'exception des opérations soumises aux risques de marché. Ce risque est de nature à avoir un impact sur la marge nette d'intérêt et la valeur économique de Crédit Agricole CIB.

L'exposition de Crédit Agricole CIB au risque de taux global sur les opérations de clientèle est limitée compte tenu de la prépondérance des prêts et dépôts à taux variable et de la règle de micro-adossement en taux de chaque financement clientèle auprès de la Trésorerie. Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des fonds propres et des participations, de la modélisation des passifs non rémunérés et pour les maturités inférieures à un an des activités de Trésorerie du portefeuille bancaire.

Crédit Agricole CIB est principalement exposée aux variations de taux d'intérêt de la zone monétaire euro et dans une moindre mesure à celles du dollar américain.

Analyse en valeur économique

À fin décembre 2025, en cas de baisse des taux d'intérêt dans les principales zones où Crédit Agricole CIB est exposée[1] , la valeur économique[2] de son *Banking Book* serait positivement affectée à hauteur de 0,6 milliard d'euros ; à l'inverse, elle serait négativement affectée à hauteur de -1,4 milliard d'euros en cas de hausse des taux d'intérêt. Ces impacts sont calculés sur la base d'un bilan en extinction sur les 30 prochaines années, c'est-à-dire sans tenir compte de la production future, et n'intègrent donc pas l'impact dynamique éventuel d'une variation des positions au bilan. La durée d'écoulement moyenne des dépôts sans maturité contractuelle (dépôts à vue et livrets d'épargne) hors institutions financières est plafonnée à cinq ans ; le bilan retenu exclut les fonds propres et les participations conformément aux dispositions règlementaires relatives au risque de taux (*Supervisory Outlier Test* ou test des valeurs extrêmes).

Analyse en marge nette d'intérêts

Les chiffres de sensibilité du produit net d'intérêts ci-dessous sont calculés suivant les hypothèses définies par l'EBA :

- un coefficient de transmission[3] (ou *pass-through rate*) de 100 %, soit une répercussion immédiate de la variation des taux d'intérêt aux actifs et passifs pour les instruments à taux variable déjà au bilan, et seulement pour les nouvelles opérations s'agissant des instruments à taux fixe ;
- un maintien des dépôts à vue sans rémunération à leur niveau actuel.

Dans les faits, la variation de la marge nette d'intérêt se matérialiserait plus progressivement que ne le laissent supposer les résultats présentés ci-dessous.

Avec un coefficient de transmission de 100 % appliqué aux différents postes du bilan, les sensibilités seraient sur l'année 1, l'année 2 et l'année 3 de respectivement -29 millions d'euros, -75 millions d'euros et -105 millions d'euros pour un *scénario* de choc[4] parallèle baissier et de +37 millions d'euros, +83 millions d'euros et +110 millions d'euros pour un *scénario* de choc parallèle haussier.

[1] Pour l'analyse en valeur économique, les chocs de taux d'intérêt retenus correspondent aux scénarios règlementaires, soit +/- 200 pb en zone euro et aux États-Unis, /- 100 pb en Suisse et au Japon et +/- 250 pb au Royaume-Uni.
[2] Valeur actuelle nette du bilan actuel duquel la valeur des fonds propres et des immobilisations est exclue.
[3] Le coefficient de transmission est la sensibilité des taux à la clientèle à une variation des taux de marché.
[4] Pour l'analyse en marge nette d'intérêts, les chocs de taux d'intérêt retenus correspondent à un choc uniforme de +/- 50 pb.

1.3. Risques opérationnels

Le risque opérationnel de Crédit Agricole CIB est le risque de perte résultant de processus internes défaillants ou inadéquats (notamment ceux impliquant le personnel et les systèmes informatiques) ou d'évènements externes, qu'ils soient délibérés, accidentels ou naturels (inondations, incendies, tremblements de terre, attaques terroristes, etc.).

Au sein du risque opérationnel, il est possible de distinguer les risques de non-conformité et risques juridiques (point A) et la catégorie « Autres risques opérationnels » (point B) qui regroupe les autres risques de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus liés au personnel, aux systèmes internes ou à des évènements extérieurs. Par ailleurs, tout préjudice porté à la réputation de Crédit Agricole CIB pourrait avoir un impact défavorable sur son activité et ses résultats (point C).

Au 31 décembre 2025, les actifs pondérés spécifiques à ces risques s'élèvent à 17,3 milliards d'euros.

A – Crédit Agricole CIB est exposée aux risques de non-conformité et aux risques juridiques

a) Crédit Agricole CIB est exposée au risque de fraude

La mission de la fonction Conformité est d'agir en tant que seconde ligne de défense, en partenariat avec les métiers, pour protéger la Banque, ses collaborateurs et ses clients en luttant notamment contre la délinquance financière et plus particulièrement en prévention du blanchiment, du financement du terrorisme et de la fraude.

Dans un contexte d'augmentation des tentatives de fraude externe et de complexification de leurs modes opératoires (via notamment la cybercriminalité), des actions sont menées de manière constante et régulière à travers des mesures de prévention, de sensibilisation, de détection et, le cas échéant, des sanctions ou poursuites judiciaires suite à des tentatives ou des cas avérés de fraudes. Crédit Agricole CIB investit en recherche et développement afin de renforcer les outils déployés pour lutter contre la fraude externe, par des solutions innovantes et le développement du service client sur les moyens de paiement.

La répartition des pertes opérationnelles liées à la fraude interne et externe pour Crédit Agricole CIB sur la période 2022-2024 s'élève à environ 11 % des pertes opérationnelles totales. La catégorie « fraude interne » représente environ 9 % des pertes opérationnelles. La « fraude externe » a représenté environ 2 % des pertes opérationnelles, hors risque frontière crédit, correspondant à des incidents de fraude externe, commis par ou chez nos clients et qui ont généré ou aggravé des pertes de crédit. En conformité avec les principes bâlois, ces pertes ont été comptabilisées en coût du risque de crédit.

b) Crédit Agricole CIB est exposée au risque de payer des dommages-intérêts ou des amendes élevés, risque résultant de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives qui pourraient être engagées à son encontre

Crédit Agricole CIB a fait par le passé et pourrait encore faire à l'avenir, l'objet de procédures judiciaires, arbitrales ou administratives de grande ampleur, dont notamment des actions de groupe (« *class actions* »). Lorsqu'elles ont une issue défavorable pour Crédit Agricole CIB, ces procédures sont susceptibles de donner lieu au paiement de dommages et intérêts, d'amendes ou de pénalités élevés. Les procédures judiciaires, arbitrales ou administratives dont Crédit Agricole CIB a été l'objet par le passé étaient notamment fondées sur des allégations d'entente en matière de fixation d'indices de référence, de violation de sanctions internationales ou de contrôles inadéquats. Bien que, dans de nombreux cas, Crédit Agricole CIB dispose de moyens de défense importants, Crédit Agricole CIB pourrait, même lorsque l'issue de la procédure engagée à son encontre lui est finalement favorable, devoir supporter des coûts importants et mobiliser des ressources importantes pour la défense de ses intérêts.

Organisé en ligne métier, le département des affaires juridiques a deux objectifs principaux :

- la maîtrise du risque juridique, potentiellement générateur de litiges et de responsabilités tant civiles que disciplinaires ou pénales ;
- et l'appui juridique nécessaire aux entités afin de leur permettre d'exercer leurs activités, tout en maîtrisant les risques juridiques et en minimisant les coûts associés.

À fin décembre 2025, les provisions pour risque opérationnel s'élèvent à 180 millions d'euros chez Crédit Agricole CIB. Ce montant comprend les provisions pour risques juridiques.

La dimension internationale des activités de Crédit Agricole CIB l'expose aux risques inhérents à l'exercice d'activités à l'étranger. Crédit Agricole CIB doit notamment se conformer à de multiples lois et règlementations, souvent complexes, régissant les activités concernées dans chacun des pays où Crédit Agricole CIB les exerce : lois et règlementations bancaires locales, exigences en matière de contrôle interne et d'information, règles en matière de confidentialité des données, lois et règlementations européennes, américaines et locales sur le blanchiment de capitaux, la corruption et les sanctions internationales. Toute violation de ces lois et règlementations pourrait nuire à la réputation de Crédit Agricole CIB, faire naître des litiges, engendrer le prononcé de sanctions civiles ou pénales, ou avoir un impact défavorable important sur l'activité de Crédit Agricole CIB. À fin 2025, Crédit Agricole CIB était implantée dans plus de 35 pays. Ce périmètre comprend l'entité mère, les filiales et succursales. Il exclut les activités destinées à être cédées et abandonnées, ainsi que les entités consolidées selon la méthode de mise en équivalence. À noter qu'à fin 2025, 67 % du produit net bancaire (hors éliminations intragroupes) de Crédit Agricole CIB provenaient des deux principales zones : France et Europe.

À titre illustratif, Crédit Agricole CIB et sa maison mère Crédit Agricole S.A. ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008. Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros).

B – Crédit Agricole CIB est exposée à d'autres risques opérationnels dont les risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et les risques de modèle

Les autres risques opérationnels comprennent les risques de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus liés au personnel, aux systèmes internes ou à des évènements extérieur, hors fraude déjà couverte par le point A. Sur la période allant de 2022 à 2025, les incidents de risque opérationnel pour Crédit Agricole CIB se répartissent tel que suit : la catégorie « Clients et pratiques commerciales » représente 50% des pertes opérationnelles, la catégorie « Exécution, livraison et gestion des processus » en représente 33% et la catégorie « Pratiques en matière d'emploi » en représente 3 %. Finalement, le type d'incident « Dysfonctionnements de l'activité et des systèmes » a représenté 3 % des pertes opérationnelles. Le solde des pertes opérationnelles est constitué par les évènements liés à la fraude couverte dans le point A.

La mise en œuvre des sanctions européennes, américaines et britanniques dans le cadre du conflit Russie/Ukraine est un enjeu opérationnel fort, avec une volumétrie exceptionnelle de sanctions.

Les risques liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC) sont devenus une priorité non pas en raison de l'historique observé des pertes (appartenant à la catégorie « dysfonctionnements de l'activité et des systèmes » mentionnée ci-dessus), mais de l'émergence de nouvelles formes de risques. Crédit Agricole CIB est confrontée au cyber-risque, c'est-à-dire au risque causé par un acte malveillant et/ou frauduleux, commis virtuellement, avec pour intention de manipuler des informations (données personnelles, bancaires/assurantielles, techniques ou stratégiques), des processus ou des utilisateurs dans le but de porter significativement préjudice aux sociétés, à leurs employés, partenaires et clients. Le patrimoine informationnel des entreprises est exposé à de nouvelles menaces complexes et évolutives qui pourraient impacter de manière significative, en termes financiers comme de réputation, toutes les entreprises et plus spécifiquement les établissements du secteur bancaire. La professionnalisation des organisations criminelles à l'origine des cyber-attaques a conduit les autorités réglementaires et de supervision à investir le champ de la gestion des risques dans ce domaine.

Comme la plupart des banques, Crédit Agricole CIB dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information dans la conduite de l'ensemble de ses métiers. Toute panne, interruption ou défaillance dans la sécurité de ces systèmes pourrait engendrer des pannes ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion des fichiers clients, de comptabilité générale, des dépôts, de service et/ou de traitement des prêts et générer des coûts significatifs. Si, par exemple, les systèmes d'information de Crédit Agricole CIB devenaient défaillants, même sur une courte période, Crédit Agricole CIB se trouverait dans l'incapacité de répondre aux besoins de certains de ses clients dans les délais impartis et pourrait ainsi perdre des opportunités commerciales. De même, une panne temporaire des systèmes d'information de Crédit Agricole CIB, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence qui pourraient être déployés, pourrait engendrer des coûts significatifs en termes de récupération et de vérification d'information. Crédit Agricole CIB ne peut assurer que de telles défaillances ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisaient, qu'elles seraient traitées d'une manière adéquate. La survenance de toute défaillance ou interruption pourrait en conséquence impacter sa situation financière et ses résultats.

Crédit Agricole CIB est aussi exposée au risque d'interruption ou de dysfonctionnement opérationnel d'un agent compensateur, de marchés des changes, de chambres de compensation, de banques dépositaires ou de tout autre intermédiaire financier ou prestataire externe de services auxquels Crédit Agricole CIB a recours pour exécuter ou faciliter ses transactions sur instruments financiers. Crédit Agricole CIB est également exposée au risque de défaillance des fournisseurs de service informatique externes, tels que les entreprises offrant des espaces de stockage de données "cloud". En raison de son interconnexion grandissante avec ses clients, Crédit Agricole CIB pourrait également voir augmenter son exposition au risque de dysfonctionnement opérationnel des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information de Crédit Agricole CIB, et ceux de ses clients, de ses prestataires de services et de ses contreparties, pourraient également être sujets à des dysfonctionnements ou interruptions en conséquence d'un cybercrime ou d'un acte de cyberterrorisme. Crédit Agricole CIB ne peut pas garantir que de tels dysfonctionnements ou interruptions dans ses propres systèmes ou dans ceux de tiers ne se produiront pas ou, s'ils se produisent, qu'ils seront résolus de manière adéquate.

Les politiques, procédures, techniques et stratégies de gestion des risques mises en œuvre par Crédit Agricole CIB pourraient ne pas garantir une diminution effective de son exposition au risque dans tous les environnements économiques et configurations de marché susceptibles de se produire. Ces procédures et méthodes pourraient également s'avérer inopérantes face à certains risques, en particulier ceux que Crédit Agricole CIB n'a pas préalablement identifiés ou anticipés. Certains des indicateurs et outils qualitatifs que Crédit Agricole CIB utilise dans le cadre de la gestion des risques s'appuient sur des observations du comportement passé du marché et des acteurs ou variables économiques. Pour évaluer son exposition, Crédit Agricole CIB applique des outils statistiques et autres à ces observations. Ces outils et indicateurs pourraient toutefois ne pas prédire efficacement l'exposition au risque de Crédit Agricole CIB. Cette exposition pourrait, par exemple, naître de facteurs qu'ils n'auraient pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou de mouvements de marché sans précédent. Ceci diminuerait sa capacité à gérer ses risques et pourrait impacter son résultat. Les pertes subies par Crédit Agricole CIB pourraient alors s'avérer être nettement supérieures aux pertes anticipées sur la base des mesures historiques.

Par ailleurs, certains des processus que Crédit Agricole CIB utilise pour évaluer son exposition au risque, y compris les provisions pour pertes sur prêts dans le cadre des normes IFRS en vigueur, sont le résultat d'analyses et de facteurs complexes qui pourraient se révéler incertains. Les modèles tant qualitatifs que quantitatifs utilisés par Crédit Agricole CIB pourraient ne pas s'avérer exhaustifs et pourraient exposer Crédit Agricole CIB à des pertes significatives ou imprévues. En outre, bien qu'aucun fait significatif n'ait à ce jour été identifié à ce titre, les systèmes de gestion du risque sont également soumis à un risque de défaut opérationnel, y compris la fraude.

C – Crédit Agricole CIB est exposée au risque de réputation

Les activités de Crédit Agricole CIB dépendent en grande partie du maintien d'une réputation solide en matière de conformité et d'éthique. Toute procédure judiciaire ou mauvaise publicité visant Crédit Agricole CIB pour défaut de conformité ou pour tout autre sujet similaire ou ayant la même portée pourrait porter préjudice à sa réputation et, de ce fait, avoir un impact négatif sur ses activités. Ces sujets englobent notamment, sans limitation, une éventuelle gestion inadéquate de conflits d'intérêts potentiels, un suivi potentiellement erroné des exigences légales et réglementaires ou des problématiques en matière de concurrence, de déontologie, de responsabilité sociale et environnementale, de blanchiment d'argent, de sécurité de l'information ou de pratiques commerciales. Crédit Agricole CIB pourrait être tributaire des données produites ou transmises par des tiers, notamment en matière de responsabilité sociale et environnementale, et pourrait être exposée à des risques spécifiques en la matière dans un contexte où les garanties de fiabilité de ces données de tiers sont encore, à date, en cours d'élaboration. Crédit Agricole CIB est également exposée à tout manquement d'un salarié, ainsi qu'à toute fraude ou malversation commise par des intermédiaires financiers ou tout autre acte ou manquement de la part de ses prestataires tiers, mandataires externes et sous-traitants. Tout préjudice porté à la réputation de Crédit Agricole CIB pourrait entraîner une baisse d'activité, susceptible de peser sur ses résultats et sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces problématiques pourrait également engendrer un risque juridique supplémentaire qui pourrait accroître le nombre de litiges et différends et exposer Crédit Agricole CIB à des amendes ou des sanctions réglementaires.

Le risque de réputation est un élément clé pour Crédit Agricole CIB. Il est géré par la Direction de la conformité qui assure notamment, sans limitation, la prévention et le contrôle des risques de non-conformité avec, dans ce cadre, la prévention du blanchiment de capitaux, la lutte contre le financement du terrorisme, la prévention de la fraude et de la corruption, le respect des embargos et des obligations de gel des avoirs et la protection des données clients.

1.4. Risque business

Le risque business se compose d'une part du risque systémique : risque global lié à l'environnement macroéconomique, politique et règlementaire (notamment prudentiel et fiscal) et d'autre part du risque stratégique : risque lié à des pertes, baisses des recettes ou de résultat en raison de décisions liées aux choix stratégiques et/ou au positionnement concurrentiel de Crédit Agricole CIB.

A - Des conditions économiques et financières défavorables pourraient exposer Crédit Agricole CIB à un risque systémique qui impacterait ses activités et sa situation financière

Dans l'exercice de ses activités, Crédit Agricole CIB est spécifiquement exposée de manière significative à l'évolution des marchés financiers et, plus généralement, à l'évolution de la conjoncture économique en France, en Europe et dans le reste du monde.

L'environnement économique mondial, incertain et conflictuel, mais aussi les évolutions régionales ou nationales, recèlent des risques susceptibles de dégrader l'environnement économique en se traduisant, notamment, par des pressions haussières sur l'inflation, les taux d'intérêt et baissières sur la croissance.

- La crise du Covid puis les conflits armés régionaux ont clairement mis en lumière les préoccupations de sécurité nationale, les enjeux de souveraineté, de préservation des secteurs stratégiques et de protection des approvisionnements-clés, afin de ne pas dépendre d'une puissance hostile ou d'un seul fournisseur. Combinées à l'accélération des enjeux de la transition climatique, les évolutions des stratégies industrielles nationales, la montée du protectionnisme et l'imposition de droits de douane entraînent une reconfiguration économique des chaînes de valeur mondiales. Ces mouvements sont structurels et susceptibles d'entraîner des tensions supplémentaires sur les prix et de déstabiliser les filières économiques et les acteurs concernés.
- Des événements climatiques (tels que sécheresses, incendies, inondations ou même hiver difficile) peuvent également provoquer des difficultés d'approvisionnement, perturber le commerce mondial et entraîner de fortes tensions sur les prix.
- Aux États-Unis, au-delà de son impact négatif sur la croissance à court terme, le programme économique de D. Trump suggère une croissance légèrement plus soutenue (réductions d'impôts, déréglementation) mais également une inflation plus élevée (droits de douane, lois anti-immigration, déficit budgétaire). Ce scénario est porteur de risques importants : tensions inflationnistes et moindres baisses de taux directeurs aux États-Unis, susceptibles de contraindre la politique monétaire du reste du monde ; protectionnisme renforcé pénalisant la croissance mondiale ; manque de visibilité propice, d'une part, à la volatilité financière et, d'autre part, à l'attentisme et à l'épargne et donc préjudiciable pour la consommation, l'investissement, la croissance.
- Plus globalement, les évolutions géopolitiques (tels la guerre en Ukraine, le conflit au Proche-Orient, ou encore les tensions sino-américaines) font peser des risques sur l'économie mondiale, en particulier sur le commerce et les chaînes d'approvisionnement, donc sur les prix, notamment de matières premières ou composants clés.
- Dans la zone euro, le scénario central retient une croissance au niveau de son potentiel, une inflation proche de la cible de la BCE couplée à des pressions modérément haussières sur les taux d'intérêt. Or, la zone euro reste exposée aux risques de pressions inflationnistes importées en cas, par exemple, de difficultés d'approvisionnement (comme lors de la crise du Covid) ou de chocs sur les prix de l'énergie (comme lors du déclenchement de la guerre en Ukraine). Par ailleurs, la zone euro est exposée au risque de matérialisation d'un scénario de croissance plus faible. Les risques associés au scénario central sont, en effet, baissiers. Un scénario de stagnation pourrait se matérialiser si la confrontation commerciale avec les États-Unis se durcissait à nouveau, si les débouchés à l'exportation se contractaient, si la contrainte de compétitivité mordait davantage, si la confiance des agents privés se dégradait sensiblement et si, enfin, la relance budgétaire allemande était mise en œuvre plus graduellement qu'anticipé.
- Enfin, en France plus spécifiquement, dans un contexte de croissance faible et de finances publiques dégradées, toute évolution politique, économique et sociale peut se traduire par une hausse et une volatilité accrue des taux d'intérêt français souverains (Obligation Assimilable du Trésor, OAT) mais aussi privés. Les incertitudes peuvent également contribuer à l'attentisme des acteurs économiques, préjudiciable à l'activité.

Ainsi, des risques d'inflation plus élevée (notamment en amont) pourraient contrarier le scénario d'assouplissement modéré aux États-unis (puis dans le reste du monde) et de statu quo de la BCE, promouvoir des taux d'intérêt plus élevés, amputer le pouvoir d'achat des ménages, et détériorer la situation des entreprises. Les défaillances d'entreprises pourraient voir ainsi leur nombre augmenter, occasionnant une hausse du taux de chômage. Le secteur immobilier, en particulier, est très sensible aux taux d'intérêt et un arrêt de la baisse ou une hausse des taux d'intérêt des crédits immobiliers serait dommageable au secteur. Des taux d'intérêt plus élevés (notamment au regard d'une croissance fragile) et une dégradation de la confiance des agents économiques pourraient conduire à une crise plus profonde et peser plus largement sur l'activité économique. Ces différents facteurs accroissent les risques de défaut des clients de Crédit Agricole CIB mais également les risques d'instabilité financière et de dégradation des marchés financiers impactant l'activité et le coût du risque de Crédit Agricole CIB.

Plus généralement, la faiblesse de la croissance, la hausse rapide des taux d'intérêt ou un niveau de taux élevé peuvent mettre en difficulté certains acteurs économiques importants, en particulier les plus endettés. Des difficultés à rembourser leurs dettes et des défaillances de leur part peuvent causer un choc significatif sur les marchés et avoir des impacts systémiques. Dans un contexte fragilisé par des chocs majeurs et plus difficilement lisible, des tels événements liés aux difficultés d'acteurs significatifs sont potentiellement dommageables à la santé financière de Crédit Agricole CIB selon l'exposition de celle-ci et les répercussions systémiques du choc.

Quelle que soit sa cause, la détérioration des conditions économiques et financières pourrait avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes sur les activités de Crédit Agricole CIB, ses résultats et sa situation financière :

- un contexte économique défavorable pourrait affecter les activités et les opérations des clients de Crédit Agricole CIB, ce qui pourrait réduire ses revenus et accroître le taux de défaut sur les emprunts et autres créances clients, générant des charges additionnelles en coût du risque pour Crédit Agricole CIB ;
- une baisse des cours des titres obligataires, actions et matières premières pourrait impacter une part importante des activités de Crédit Agricole CIB ;
- les politiques macroéconomiques adoptées en réponse aux conditions économiques, réelles ou anticipées, pourraient avoir des effets imprévus et potentiellement des conséquences sur les paramètres de marché tels que les taux d'intérêt et les taux de change, lesquels pourraient à leur tour impacter les activités de Crédit Agricole CIB les plus exposées au risque de marché ;
- la sous-estimation des risques (notamment politiques et géopolitiques) par les marchés financiers, la perception favorable de la conjoncture économique, globale ou sectorielle, et la quête non

discriminée de rentabilité pourraient favoriser la constitution de bulles spéculatives, ce qui pourrait, en conséquence, exacerber l'impact des corrections qui pourraient intervenir si la conjoncture se détériorait et/ou l'aversion au risque se manifestait ;

- une perturbation économique d'ampleur (à l'image de la crise financière de 2008, de la crise de la dette souveraine en Europe en 2011, de la crise Covid en 2020, ou de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qu'elle a occasionnée en 2022) pourrait avoir un impact significatif sur toutes les activités de Crédit Agricole CIB, en particulier si la perturbation était caractérisée par une absence de liquidité sur les marchés, qui rendrait difficile la cession de certaines catégories d'actifs à leur valeur de marché estimée, voire empêcherait toute cession ;
- plus globalement, les risques internationaux économiques ou géopolitiques peuvent se matérialiser brutalement et avoir des impacts macro-économiques importants sur les pays, les secteurs, les chaînes de valeur, les entreprises et, in fine, les activités de la banque, à court ou à long terme. Par exemple, les incertitudes liées au dénouement de la guerre en Ukraine, l'évolution du conflit au Proche-Orient ou l'intensification des tensions entre les États-Unis et la Chine (volonté de découplage économique, en particulier dans les secteurs technologiques) peuvent donner lieu à de multiples scénarios et activer de nombreux risques notamment : guerre commerciale et sanctions, tensions militaires autour de Taiwan et en mer de Chine méridionale voire risque nucléaire ;
- plus généralement, des incertitudes plus fortes et des perturbations significatives sur les marchés peuvent accroître la volatilité. Cela pourrait avoir des conséquences défavorables significatives sur les activités de *trading* et d'investissement que Crédit Agricole CIB exerce sur les marchés de la dette, du change, des matières premières et des actions ainsi que sur ses positions sur d'autres investissements. Au cours des dernières années, les marchés financiers ont subi d'importantes perturbations accompagnées d'une forte volatilité, qui pourraient survenir à nouveau, exposant Crédit Agricole CIB à des pertes significatives. De telles pertes pourraient s'étendre à de nombreux instruments de *trading* et de couverture auxquels Crédit Agricole CIB a recours, notamment aux *swaps*, *forward*, futures, options et produits structurés. En outre, la volatilité des marchés financiers rend difficile toute anticipation de tendances et la mise en œuvre de stratégies de *trading* efficaces.

Alors que les incertitudes restent fortes, une détérioration supplémentaire des conditions économiques accroîtrait les difficultés et les défaillances d'entreprises et le taux de chômage pourraient repartir à la hausse, augmentant la probabilité de défaut des clients. L'accroissement de l'incertitude, économique, géopolitique et climatique, pourrait avoir un impact négatif fort sur la valorisation des actifs risqués, sur les devises des pays en difficulté et sur le prix des matières premières. Ainsi :

- la succession de chocs exogènes inédits et les difficultés à apprécier la situation économique peuvent conduire les Banques centrales à mener des politiques monétaires inappropriées : un assouplissement monétaire tardif ou prudent peut ainsi conduire à une politique trop restrictive susceptible de promouvoir une récession marquée de l'activité ;
- le contexte politique et géopolitique, plus conflictuel et tendu, induit une incertitude plus forte et augmente le niveau global de risque. Cela peut conduire, en cas de hausse de tensions ou de matérialisation de risques latents, à des mouvements de marché importants et peser sur les économies ;
- en France, peut également s'opérer une baisse de confiance sensible dans le cas d'une dégradation plus marquée du contexte politique, économique ou social qui conduirait, d'une part, les ménages à moins consommer et à épargner par précaution et, d'autre part, les entreprises à retarder leurs investissements. Cela serait dommageable pour la croissance et la qualité d'une dette privée qui a davantage progressé que dans le reste de l'Europe ;
- en France, dans un contexte de croissance faible et d'endettement public élevé, l'incertitude politique et économique couplée à de possibles tensions sociales aurait un impact négatif sur la confiance des investisseurs et pourrait provoquer une hausse supplémentaire des taux d'intérêt et des coûts de refinancement de l'État, des entreprises et des banques. Cela entraînerait également des pertes sur les portefeuilles souverains des banques et des assureurs.

  À titre d'illustration, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, 36 % du produit net bancaire de Crédit Agricole CIB ont été réalisés en France, 31 % dans le reste de l'Europe et 33 % dans le reste du monde.

Ainsi, les secteurs économiques sur lesquels Crédit Agricole CIB intervient sont « sensibles » au contexte géopolitique, à l'inflation et aux taux d'intérêt : le secteur maritime (notamment les vraquiers, tankers et porte-conteneurs) représentant 2,6 % des expositions de Crédit Agricole CIB, l'aéronautique (en particulier les compagnies aériennes) représentant 3,4 % des expositions, l'immobilier (et notamment les bureaux et la promotion immobilière) représentant 4,5 % des expositions, le secteur Pétrole & Gaz (*Oil services, offshore*) représentant 5,7 % des expositions, le secteur automobile (petits équipementiers) représentant 5,3 % des expositions, l'industrie lourde représentant 3,9 % des expositions et le BTP représentant 2,5 % des expositions de Crédit Agricole CIB au 31 décembre 2025.

Cependant, en 2025, comme en 2024, la diversification des activités de Crédit Agricole CIB et la complémentarité de ses métiers restent un atout majeur, tant en termes de secteurs, de métiers que de géographies, qui s'inscrivent pleinement dans l'ambition du Groupe Crédit Agricole.

Il est difficile d'anticiper l'évolution de la conjoncture économique ou des marchés financiers et de déterminer quels marchés seraient les plus touchés. Si la conjoncture économique ou les conditions de marché en France ou ailleurs en Europe, ou les marchés financiers dans leur globalité, venaient à se détériorer ou devenaient plus volatils de manière significative, les opérations de Crédit Agricole CIB pourraient être perturbées et ses activités, ses résultats et sa situation financière pourraient en conséquence subir un impact défavorable significatif.

B - Des évolutions législatives et règlementaires défavorables pourraient exposer Crédit Agricole CIB à un risque systémique qui affecterait la conduite de ses activités et ses résultats

Crédit Agricole CIB est soumise à une règlementation importante et à de nombreux régimes de surveillance dans les juridictions où Crédit Agricole CIB exerce ses activités.

Cette règlementation couvre notamment, à titre d'illustration :

- les exigences réglementaires et prudentielles applicables aux établissements de crédit, en ce compris les règles prudentielles en matière d'adéquation et d'exigences minimales de fonds propres et de liquidité, de diversification et de pondération des risques, de gouvernance, de restriction en termes de prises de participations et de rémunérations telles que définies notamment, sans limitation, par (i) le Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (tel que modifié ou supplémenté à tout moment) et (ii) la Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que modifiée ou supplémentée à tout moment) telle que transposée en droit français («CRR» et «CRD») ;

- les règles applicables au redressement et à la résolution bancaire telles que définies notamment, sans limitation, par (i) la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (telle que modifiée ou supplémentée à tout moment) telle que transposée en droit français (la «BRRD») et (ii) le Règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit et certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique (tel que modifié ou supplémenté à tout moment) ;
- les réglementations applicables aux instruments financiers (en ce compris les titres émis par Crédit Agricole CIB), ainsi que les règles relatives à l'information financière, à la divulgation d'informations et aux abus de marché (Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché que modifié ou supplémenté à tout moment «MAR») qui accroissent notamment les obligations de Crédit Agricole CIB en matière de transparence et de reporting ;
- les politiques monétaires, de liquidité et de taux d'intérêt et autres politiques des Banques centrales et des autorités de régulation ;
- les réglementations encadrant certains types de transactions et d'investissements, tels que les instruments dérivés et opérations de financement sur titres et les fonds monétaires (Règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux, tel que modifié ou supplémenté à tout moment «EMIR») ;
- les règlementations des infrastructures de marché, telles que les plateformes de négociation, les contreparties centrales, les dépositaires centraux et les systèmes de règlement-livraison de titres ;
- la législation fiscale et comptable, ainsi que les règles et procédures relatives au contrôle interne, à la lutte anti-blanchiment et au financement du terrorisme, à la gestion des risques et à la conformité ;
- les règlementations applicables en matière de responsabilité sociale et environnementale (RSE) qui renforcent notamment les exigences en matière de publication d'informations :
  (i) en matière de durabilité, permettant d'appréhender l'impact de l'activité de l'établissement concerné sur les enjeux RSE et la manière dont ces enjeux affectent les résultats et la situation financière de cet établissement ;
  (ii) sur la manière et la mesure selon lesquelles les groupes bancaires financent ou développent des activités économiques pouvant être considérées comme durables sur le plan environnemental (CSRD, Règlement « Taxonomie ») ;
  (iii) en matière de durabilité dans le secteur des services financiers, notamment concernant : l'intégration des risques de durabilité, la prise en compte des incidences négatives sur la durabilité dans les processus décisionnels, et la communication d'informations relatives à la durabilité des produits financiers (« SFDR ») ;

  étant précisé que ces réglementations applicables en matière de RSE feront prochainement l'objet d'évolutions susceptibles d'impacter Crédit Agricole CIB. L'entrée en vigueur est attendue à l'occasion de l'adoption d'un «paquet Omnibus» qui se décline en plusieurs propositions législatives et réglementaires dont les délais d'adoption peuvent varier d'une proposition à l'autre.

En outre, Crédit Agricole CIB est placée sous la supervision de la BCE et contribue au plan de redressement du Groupe Crédit Agricole soumis chaque année à la BCE conformément à la règlementation applicable.

Le non-respect de ces règlementations pourrait avoir des conséquences importantes pour Crédit Agricole CIB : un niveau élevé d'intervention des autorités règlementaires ainsi que des amendes, des sanctions internationales, des blâmes publics, des atteintes portées à la réputation, une suspension forcée des opérations ou, dans des cas extrêmes, le retrait de l'autorisation d'exploitation. Par ailleurs, des contraintes règlementaires pourraient limiter de manière importante la capacité de Crédit Agricole CIB à développer ses activités ou à poursuivre certaines de ses activités.

Certaines des nouvelles mesures adoptées après la crise financière seront ainsi prochainement modifiées, affectant la prévisibilité des régimes règlementaires auxquels Crédit Agricole CIB est soumise.

En conséquence de certaines de ces mesures, Crédit Agricole CIB a été contrainte par le passé de réduire la taille de certaines de ses activités afin de se conformer aux nouvelles exigences créées par ces dernières. Ces mesures ont entraîné une augmentation des coûts de mise en conformité, tendance qui risque de se poursuivre. En outre, certaines de ces mesures pourraient accroître de manière importante les coûts de financement de Crédit Agricole CIB, notamment en obligeant Crédit Agricole CIB à augmenter la part de son financement constituée de capital et de dettes subordonnées, dont les coûts sont plus élevés que ceux des titres de dette senior.

Les mesures relatives au secteur bancaire et financier au sein duquel Crédit Agricole CIB opère pourraient à nouveau être modifiées, élargies ou renforcées, et de nouvelles mesures pourraient être mises en place, affectant encore davantage la prévisibilité des régimes règlementaires auxquels Crédit Agricole CIB est soumise et nécessitant une mise en œuvre rapide susceptible de mobiliser d'importantes ressources au sein de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, l'environnement politique global a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par une forte pression politique pesant sur les organes législatifs et règlementaires favorisant l'adoption de mesures règlementaires renforcées, bien que celles-ci puissent également impacter le financement de l'économie et d'autres activités économiques.

Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et règlementaires dont l'ampleur et la portée sont largement imprévisibles, il est impossible de prévoir leur impact réel sur Crédit Agricole CIB, mais celui-ci pourrait être très important, dans un contexte où les écarts de règlementation pourraient s'accroître entre les juridictions US et européenne en risquant en outre de fausser les règles du jeu de la concurrence.

C- Crédit Agricole CIB pourrait ne pas être en mesure d'atteindre les objectifs fixés dans son plan à moyen terme, l'exposant à un risque stratégique

Le 18 novembre 2025, Crédit Agricole S.A. a annoncé son Plan à moyen terme à horizon 2028 (« ACT28 »).

Ce nouveau Plan à moyen terme 2028 comprend un certain nombre d'objectifs financiers liés notamment aux revenus, aux dépenses et à la rentabilité. Ces objectifs financiers ont été établis principalement à des fins de planification interne et d'affectation des ressources et reposent sur un certain nombre d'hypothèses relatives à la conjoncture économique et commerciale.

À titre d'exemple : **le pôle Grandes clientèles de Crédit Agricole S.A.** qui inclut le métier de la BFI de Crédit Agricole CIB a pour objectif à fin 2028 de réaliser un taux de croissance annuel moyen (TCAM) des revenus compris entre 3 et 4 %, pour une rentabilité supérieure à 16 % ; la BFI de Crédit Agricole CIB a pour objectif de maintenir un coefficient d'exploitation bas, inférieur à 55 %. Le Plan à moyen terme 2028 de Crédit Agricole CIB figure dans la section 1.6 « Tendances récentes et perspectives » du Chapitre 4 du présent document d'enregistrement universel.

Ces objectifs financiers ne constituent ni des projections ni des prévisions. Les résultats futurs de Crédit Agricole CIB sont susceptibles de s'en écarter, potentiellement de manière significative, en raison notamment de la matérialisation d'un ou plusieurs des facteurs de risque décrits dans la présente section.

La réussite de ce plan nécessite le déploiement de multiples initiatives au sein des différentes activités de Crédit Agricole CIB. Le Plan ACT28 implique également des investissements substantiels dont le rendement est subordonné à l'atteinte des objectifs.

La non-réalisation des objectifs du Plan à moyen terme 2028 est susceptible d'affecter significativement la situation financière et les résultats de Crédit Agricole CIB.

1.5. Risques climatiques et environnementaux

Crédit Agricole CIB est exposée aux risques induits par les changements climatiques et environnementaux.

Les risques climatiques et environnementaux sont des facteurs de risque influençant les principaux risques de la Banque (crédit, marché, opérationnels etc.), résultant des expositions de Crédit Agricole CIB à des contreparties qui peuvent être affectées par des aléas de nature climatique et environnementale.

Les impacts des facteurs climatiques et environnementaux sont encadrés par les politiques sectorielles consultables sur le site internet de Crédit Agricole CIB (https://www.ca-cib.fr/fr/engagement-societal-finance-durable/nos-politiques-de-financement-durable/nos-politiques).

Par ailleurs, d'autres enjeux apparaissent avec le développement des transactions dites « vertes » ou « durables » et les engagements publics pris par Crédit Agricole CIB qui, s'ils n'étaient pas atteints, pourraient générer un risque de réputation (adhésion à la *Net Zero Banking Alliance* via le Groupe Crédit Agricole notamment). Crédit Agricole CIB pourrait ainsi faire face à des controverses en étant interpelée par de tierces parties si elles estiment que ces engagements ne sont pas tenus. Ces controverses n'ont pas eu de conséquences financières significatives jusqu'à présent.

Crédit Agricole CIB pourrait également être exposée au risque de crédit découlant d'aléas climatiques et environnementaux. Ainsi, lorsque Crédit Agricole CIB prête à des entreprises dont les activités génèrent des quantités importantes de gaz à effet de serre, la Banque se retrouve exposée au risque qu'une règlementation ou des limitations plus strictes soient imposées à son emprunteur, ce qui pourrait avoir un impact défavorable important sur la qualité de crédit de ce dernier et réduirait ainsi la valeur du portefeuille de créances de Crédit Agricole CIB (risque de transition énergétique). De telles conséquences peuvent aussi naître des changements technologiques accélérant la transition vers une économie plus sobre en carbone, ou de changements de comportements des clients finaux (hausse des ratios d'endettement pour financer la transition).

Crédit Agricole CIB est également soumise au risque physique, c'est-à-dire au risque que des épisodes climatiques aigus ou qu'une modification à long terme des modèles climatiques (entraînant une montée des eaux par exemple) endommagent ses propres installations ou celles de ses clients.

Avec l'accélération des contraintes de transition pour lutter contre les changements climatiques, l'intensification des phénomènes climatiques aigus et l'enjeu de préservation des ressources, Crédit Agricole CIB devra adapter ses activités et la sélection de ses contreparties de manière appropriée afin d'atteindre ses objectifs stratégiques, éviter de subir des pertes et limiter son risque de réputation.

1.6. Risques liés à la structure du Groupe Crédit Agricole

Si l'un des membres du Réseau rencontrait des difficultés financières, Crédit Agricole S.A. serait tenue de mobiliser les ressources du Réseau (y compris les ressources de Crédit Agricole CIB) au soutien de l'entité concernée

Crédit Agricole S.A. (entité sociale) est l'organe central du Réseau Crédit Agricole composé de Crédit Agricole S.A. (entité sociale), des Caisses régionales et des Caisses locales, en application de l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier, ainsi que de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et BforBank en tant que membres affiliés (le « Réseau »).

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A. (entité sociale), en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chacun des établissements membres du Réseau comme de l'ensemble. Ainsi, chaque membre du Réseau bénéficie de cette solidarité financière interne et y contribue. Les dispositions générales du Code monétaire et financier ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité financière interne. En particulier, ceux-ci ont institué un Fonds pour risques bancaires de liquidité et de solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. (entité sociale) d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des membres du Réseau qui viendraient à connaître des difficultés.

Bien que Crédit Agricole S.A. n'ait pas connaissance de circonstances susceptibles d'exiger à ce jour de recourir au FRBLS pour venir au soutien d'un membre du Réseau, rien ne garantit qu'il ne sera pas nécessaire d'y faire appel à l'avenir. Dans une telle hypothèse, si les ressources du FRBLS devaient être insuffisantes, Crédit Agricole S.A. (entité sociale), en raison de ses missions d'organe central, aura l'obligation de combler le déficit en mobilisant ses propres ressources et, le cas échéant, celles des autres membres du Réseau dont celles de Crédit Agricole CIB.

En raison de cette obligation, si un membre du Réseau venait à rencontrer des difficultés financières majeures, l'événement sous-jacent à ces difficultés financières pourrait alors impacter la situation financière de Crédit Agricole S.A. (entité sociale) et celle des autres membres du Réseau (dont Crédit Agricole CIB) ainsi appelés en soutien au titre du mécanisme de solidarité financière.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la Directive (UE) 2014/59 (dite « DRRB »), transposée en droit français par l'Ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La Directive (UE) 2019 /879 du 20 mai 2019 dite « DRRB2 » est venue modifier la DRRB et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolution européennes,

dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. (entité sociale) et des entités affiliées (dont Crédit Agricole CIB). À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées (dont Crédit Agricole CIB) qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du Réseau, un membre du Réseau ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la règlementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe « *Non Creditor Worse Off than in Liquidation » (NCWOL*) visé à l'article L. 613-57.I du Code monétaire et financier). Ainsi les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes, puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 [1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et, le cas échéant, de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et, le cas échéant, ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du Réseau et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du Code monétaire et financier en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe Crédit Agricole dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du Réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe Crédit Agricole quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, appliqué au Réseau tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du Réseau, et donc à celle du Réseau dans son ensemble.

[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du Code monétaire et financier.
[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du Code monétaire et financier.

2. GESTION DES RISQUES

Cette partie du rapport de gestion présente l'appétence au risque du groupe Crédit Agricole CIB, la nature des principaux risques auxquels le groupe est exposé, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

L'information présentée au titre de la norme IFRS 7 relative aux informations à fournir sur les instruments financiers couvre les principaux types de risques suivants[1] :

- les risques de crédit ;
- les risques de marché ;
- les risques structurels de gestion de bilan : risque de taux d'intérêt global, risque de change et risque de liquidité.

Afin de couvrir l'ensemble des risques inhérents à l'activité bancaire, des informations complémentaires sont fournies concernant :

- les risques opérationnels ;
- les risques juridiques ;
- les risques de non-conformité.

Conformément aux dispositions règlementaires et aux bonnes pratiques de la profession, la gestion des risques au sein de Crédit Agricole CIB se traduit par une gouvernance dans laquelle le rôle et les responsabilités de chacun sont clairement identifiés, ainsi que par des méthodologies et procédures de gestion des risques efficaces et fiables permettant de mesurer, surveiller et gérer l'ensemble des risques encourus à l'échelle du groupe Crédit Agricole CIB.

2.1. Brève déclaration sur les risques

Déclaration en conformité avec l'article 435(1)(f) du règlement UE N° 575/2013.

Tirant les enseignements de la crise de 2007/2008, Crédit Agricole CIB a fortement réduit son appétit aux risques, notamment en cessant ou réduisant certaines de ses activités de marché. Depuis lors, les orientations stratégiques et dispositifs d'encadrements et de contrôles ont été dimensionnés de sorte à maintenir un profil de risques maîtrisé, adapté à des ambitions commerciales raisonnées, à une conjoncture incertaine, et à un contexte règlementaire alourdi.

Ce modèle a prouvé sa résilience depuis 2011 en générant une rentabilité durable, avec des revenus récurrents, tout en restant relativement peu exposé à la volatilité des marchés, et ce y compris lors des crises récentes (Covid-19 en 2020, crise russo-ukrainienne en 2022). Le profil de risque est maîtrisé, s'appuyant sur une approche prudente.

L'appétit aux risques de Crédit Agricole CIB a été formalisé et approuvé pour la première fois par son Conseil d'administration du 30 juillet 2015. Il est mis à jour régulièrement et au moins annuellement par le Conseil afin de rester en cohérence avec les objectifs financiers de Crédit Agricole CIB et de tenir compte des contraintes règlementaires, Pilier II notamment.

L'appétit aux risques 2025 a été approuvé par le Conseil du 12 décembre 2024. Des compléments ont été validés par les Conseils du 31 janvier 2025 (complément : indicateurs concernant les risques climatiques et environnementaux), du 18 mars 2025 (complément : indicateurs de liquidité), et du 29 juillet 2025 (mise à jour des seuils des indicateurs de liquidité, de change et de taux).

2.1.1 Cadre d'appétit aux risques

DÉMARCHE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE ET NIVEAUX DE RISQUES

En conformité avec la démarche du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB exprime son appétit aux risques de manière qualitative et de manière quantitative à partir d'indicateurs clés dont les plus significatifs sont déclinés en plusieurs niveaux de risques :

- **l'appétence** correspond au niveau de risque anticipé par Crédit Agricole CIB et nécessaire à la réalisation de son budget. Le Conseil d'administration approuve le budget de Crédit Agricole CIB dans son ensemble. Lorsqu'un indicateur d'appétit au risque est également une donnée budgétaire, la cible budgétaire correspond donc à l'appétence de Crédit Agricole CIB ;
- **la tolérance** correspond à une gestion exceptionnelle des risques, pour un niveau de risques dégradé. Les seuils de tolérance sont fixés de manière empirique, en conformité avec la notion de tolérance aux risques et la méthodologie de calibrage définies par Crédit Agricole S.A., et sont soumis au Conseil pour approbation. Les modalités d'alerte et/ou d'information à la Présidente du Comité des risques du Conseil de Crédit Agricole CIB puis le cas échéant, du Conseil d'administration, sont détaillées pour chaque indicateur. Elles dépendent notamment de la fréquence de calcul de l'indicateur. La Présidente du Comité des risques définit avec la Banque et au cas par cas les modalités pratiques d'information du Conseil d'administration, notamment en fonction de la gravité du dépassement. Crédit Agricole CIB informe également des actions correctrices en cours ou envisagées de nature à ramener le profil de risque en adéquation avec l'appétit au risque de la Banque ;
- **la capacité** reflète le niveau maximal de risques que Crédit Agricole CIB pourrait théoriquement assumer sans enfreindre ses contraintes opérationnelles ou règlementaires.

RÔLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'appétit aux risques de Crédit Agricole CIB est approuvé par son Conseil d'administration, sur proposition de la Direction générale et après examen par le Comité des risques du Conseil. Le profil de risques de Crédit Agricole CIB est examiné régulièrement et a minima trimestriellement, par le Comité des risques et le Conseil d'administration afin de s'assurer qu'il reste conforme à l'appétit aux risques tel que défini et le cas échéant, d'ajuster ce dernier aux évolutions de l'environnement économique, des contraintes règlementaires ou des objectifs commerciaux et financiers de Crédit Agricole CIB.

Courant 2021, CA Indosuez Wealth (France) a absorbé CA Indosuez (Groupe) pour devenir la nouvelle entité tête de groupe du métier de Gestion de fortune : Indosuez Wealth Management. Indosuez Wealth Management établit son propre tableau de bord et sa propre déclaration d'appétit au risque, en consolidant l'ensemble des activités de Gestion de fortune. Ces documents sont désormais soumis au Conseil d'administration de Indosuez Wealth Management : annuellement pour l'approbation des indicateurs

[1] Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés au 31 décembre 2025 et à ce titre, elle est couverte par le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

et seuils d'alerte, puis trimestriellement pour le suivi du profil de risques, sans que cela nécessite une deuxième soumission au Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB.

Crédit Agricole CIB continue de consolider les expositions du sous-groupe CA Indosuez dans son profil de risque et d'en rendre compte à son Conseil d'administration, notamment pour les risques encadrés globalement.

◆ Appétit aux risques, cadres de risques spécifiques et politiques sectorielles

Chaque métier, pays ou secteur significatif de la Banque définit périodiquement un cadre de risques qui lui est spécifique et cohérent avec ses objectifs financiers et son positionnement concurrentiel. Ces cadres de risques sont approuvés par le Comité stratégies et portefeuilles (CSP) présidé par la Direction générale, et le cas échéant, par le Comité risques Groupe (CRG) présidé par la Direction générale de Crédit Agricole S.A. pour les cadres de risques que l'actionnaire désire autoriser à son niveau, puis enfin par le Conseil d'administration, en conformité avec l'arrêté ministériel du 3 novembre 2014 modifié.

Afin de gérer les risques de réputation liés aux impacts environnementaux et sociaux de ses opérations, Crédit Agricole CIB a également défini, en coordination avec le Groupe, des politiques sectorielles de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE). Ces politiques précisent les critères d'analyse de ces risques spécifiques pouvant conduire Crédit Agricole CIB à ne pas réaliser une transaction présentant (ou, selon les cas, n'ayant pas) certaines caractéristiques (requises ou exclues) dans certains secteurs tels que l'armement, le nucléaire ou le charbon (cf. Chapitre 2 du présent Document d'enregistrement universel). Comme les cadres de risques spécifiques, ces politiques sectorielles sont approuvées par le CSP puis par le Conseil d'administration.

In fine, l'appétit aux risques de Crédit Agricole CIB est donc composé des cinq éléments suivants, formant un ensemble cohérent avec la stratégie commerciale de la Banque :

I. la déclaration d'appétit au risque globale ;
II. le tableau de bord des indicateurs clés déclinés en 3 niveaux de risque et faisant l'objet d'un suivi trimestriel ;
III. cette brève déclaration ;
IV. les cadres de risques spécifiques mis à jour périodiquement ;
V. les politiques sectorielles.

◆ Natures de risque : risques choisis et risques subis

Pour atteindre ses objectifs commerciaux et financiers, Crédit Agricole CIB choisit la plupart de ses risques : les risques de contrepartie, les risques de marché ou les risques de liquidité sont volontairement assumés pour en générer les revenus et la rentabilité escomptés. Crédit Agricole CIB définit alors son appétit en proportionnant les risques à la stratégie commerciale et aux objectifs financiers, en tenant compte de l'historique de ses performances, de sa position concurrentielle et du cycle économique en cours, tout en s'assurant de toujours respecter ses exigences règlementaires, de solvabilité et de liquidité notamment.

D'autres risques comme les risques opérationnels et certains risques de non-conformité sont essentiellement subis, même si la mise en place de mesures de protection et dispositifs de contrôles permet d'en limiter l'occurrence et les conséquences éventuelles. La Banque n'a pas d'appétence pour ces risques. L'appétit de la Banque s'exprime alors par des indicateurs reflétant au mieux certaines modalités de contrôle et de surveillance ayant pour objectif de réduire l'impact de ces risques à un minimum incompressible et toléré.

2.1.2 Profil global de risque au 31 décembre 2025

En juin 2022, Crédit Agricole S.A. a annoncé le Plan Stratégique du Groupe « Ambitions 2025 », déployé au niveau de Crédit Agricole CIB.

En accord avec le Plan Stratégique du Groupe Crédit Agricole, le Plan Stratégique de Crédit Agricole CIB « Ambitions 2025 » est articulé autour des éléments suivants :

- un engagement fort sur la transition énergétique avec l'objectif de devenir l'acteur de référence dans ce domaine, en accompagnant ses clients et la société vers des sources d'énergies bas-carbone ;
- une stratégie à long terme sur le digital en s'appuyant sur une digitalisation des processus et des offres de service pour ainsi gagner en proximité client et atteindre l'excellence opérationnelle ;
- une stratégie ambitieuse centrée sur un rééquilibrage du mix client en augmentant la part des Institutions financières et *financial sponsors* dans le portefeuille client, un renforcement de la franchise globale auprès des clients européens avec une offre sectorielle étendue, et une approche plus sélective hors Europe, avant tout sur les secteurs différenciants ;
- un investissement dans les lignes métiers pour développer les franchises : poursuite du développement du *Cash Management* et des solutions de besoin en fonds de roulement, confirmation de la position de *leader* sur le financement d'actifs réels, accroissement de la distribution et la rotation d'actifs, diversification de l'offre produits pour les marchés de capitaux, amplification de l'offre *Advisory*.

Au 31 décembre 2025, le profil global de risque de Crédit Agricole CIB, sur les risques listés ci-dessous, est conforme aux niveaux de tolérance approuvés par son Conseil d'administration.

RISQUES GÉRÉS DE MANIÈRE CONSOLIDÉE

Les risques de solvabilité, de liquidité, de change (structurel et opérationnel), et de taux du portefeuille bancaire sont gérés et encadrés en consolidant les profils de risques et expositions du métier de Banque de Financement et d'Investissement ainsi que du métier de Gestion de fortune.

◆ Solvabilité

Les indicateurs clés du risque de solvabilité sont :

- les emplois pondérés ou « *Risk Weigthed Assets* » (RWA) calculés suivant les méthodes approuvées règlementairement ;
- le besoin en capital économique issu de l'« *Internal Capital Adequacy Assessment Process* » (ICAAP – cf. Chapitre 5 section 3.1 du présent Document d'enregistrement universel) ;
- le ratio « *Common Equity Tier 1* » (CET1) ;
- le ratio de levier.

Les RWA règlementaires quantifient la quasi-totalité des risques encourus par Crédit Agricole CIB : risques de crédit, risques de marché et risques opérationnels. Cet indicateur clé exprime bien la quantité globale de risques que la Banque est prête à prendre (appétit), ne souhaite aucunement dépasser (tolérance) ou maximale au regard de la contrainte règlementaire (capacité).

Au 31 décembre 2025, les RWA règlementaires de Crédit Agricole CIB s'élèvent à 137,2 milliards d'euros (cf. Chapitre 5 section 3.2.1.1 du présent Document d'enregistrement universel) et sont conformes au niveau de tolérance de la Banque.

Le besoin en capital économique est calculé en utilisant des méthodologies plus économiques que les approches règlementaires. Ce calcul tient compte des risques non pris en compte en Pilier 1, en les quantifiant via des méthodologies propres. Le besoin en

capital économique de Crédit Agricole CIB au 31 décembre 2025 est conforme à son niveau de tolérance.

Le ratio CET1 est le ratio des fonds propres de base de catégorie 1, rapporté aux emplois pondérés de Crédit Agricole CIB. Au 31 décembre 2025, le ratio CET1 s'élève à 12,91 % (cf. Chapitre 5 section 3.1 du présent Document d'enregistrement universel) et est conforme au niveau de tolérance que la Banque s'est fixé.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements (facteurs de conversion, dérivés…). Cette contrainte règlementaire doit être respectée à tout moment depuis le 28 juin 2021. Au 31 décembre 2025, le ratio de levier s'élève à 3,72 % (cf. Chapitre 5 section 3.1 du présent Document d'enregistrement universel) et est conforme au niveau de tolérance que la Banque s'est fixé.

◆ Liquidité

Les indicateurs clés du risque de liquidité incluent :

- les durées de résistance aux *stress* court terme de liquidité ;
- la position en ressources stables (PRS) ;
- le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) ;
- le *Net Stable Funding Ratio* (NSFR) ;
- le déficit crédit collecte (DCC) ou excédent crédit collecte (ECC) ;
- le besoin total de financement de marché avec cible LCR à 110 % (BTFM LCR 110 %) ;
- le refinancement court terme avec cible LCR à 110 % (RCT LCR 110 %) ;
- la concentration des échéances de refinancement moyen-long terme.

Les *stress* de liquidité à court terme sont conduits sur la base de scénarios de crise auxquels Crédit Agricole CIB entend pouvoir faire face en cas d'évènement affectant le Groupe Crédit Agricole (crise idiosyncratique), l'ensemble du marché interbancaire (crise systémique) ou une combinaison des deux (crise globale).

La PRS, définie comme l'excédent des ressources stables sur les emplois durables, sert à préserver les métiers des conséquences d'un *stress* de marché.

Le LCR impose à la Banque de conserver un encours suffisant d'actifs liquides de haute qualité non grevés pouvant être convertis en liquidités, facilement et immédiatement, sur des marchés privés, dans l'hypothèse d'une crise de liquidité qui durerait 30 jours calendaires.

Le NSFR est un ratio de liquidité à un an, permettant d'encadrer les capacités de transformation de la Banque en exigeant que les actifs stables soient financés par un montant minimum de passifs stables.

Le DCC permet de suivre l'adossement des activités commerciales à des ressources clientèles. Un DCC négatif traduit un déficit de ressources clientèle sur les actifs commerciaux.

Le BTFM LCR 110 % mesure le besoin de liquidité total induit par l'activité commerciale (DCC) et le besoin de constitution de réserves pour respect du LCR à 110 %, après déduction du refinancement court-terme de maturité initiale inférieure à 1 mois et du Fond de roulement en tant que sources de financement.

Le RCT LCR 110 % mesure le niveau de refinancement court terme nécessaire au financement du BTFM LCR 110 %, en complément du refinancement à moyen-long terme.

La concentration des échéances de refinancement moyen-long terme mesure la concentration semestrielle (par semestre calendaire) des maturités contractuelles des refinancements à moyen-long terme.

Au 31 décembre 2025, tous ces indicateurs sont en conformité avec la tolérance de la Banque en la matière, avec notamment un LCR moyen (moyenne des 12 derniers mois) de 123,0 %, nettement supérieur à l'exigence règlementaire de 100 %, et un NSFR de 108,9 %, également conforme à l'exigence règlementaire de 100 %.

◆ Change structurel

Crédit Agricole CIB choisit de ne pas couvrir certaines positions de change structurelles résultant de ses investissements de capital en USD dans ses entités internationales afin de limiter les variations du ratio CET1. Les fonds propres de Crédit Agricole CIB varient alors en fonction du taux de change EUR/USD sur ces positions structurelles non couvertes. Crédit Agricole CIB bénéficie d'une exemption d'exigence de fonds propres sur ce risque de change structurel. Depuis le 1er janvier 2022, pour continuer à bénéficier de cette exemption, Crédit Agricole CIB doit définir un appétit au risque ad hoc, sur la base des deux indicateurs suivants :

- la sensibilité du ratio CET1 à une variation du cours EUR/USD de +/-15 % ;
- la perte en capital liée à une variation du cours EUR/USD de +/-30 %.

Au 31 décembre 2025, tous ces indicateurs sont en conformité avec la tolérance de la Banque en la matière.

◆ Change opérationnel

Une partie significative de l'activité de Crédit Agricole CIB est libellée en devises autres que l'euro. Les résultats accumulés en devises génèrent une position de change opérationnel que Crédit Agricole CIB cède régulièrement. La position de change opérationnel générée par le portefeuille bancaire est gérée par l'ALM à l'intérieur d'une limite encadrant la position résiduelle nette, toutes devises confondues. Depuis 2025, cette limite est un indicateur d'appétit au risque dont le seuil est soumis à l'approbation du Conseil d'administration.

Sur l'année 2025, cet indicateur fut en dépassement quelques jours, le temps que l'ALM cède la position ayant généré le dépassement.

◆ Exposition du portefeuille bancaire au risque de taux

Les indicateurs clé de l'exposition du portefeuille bancaire au risque de taux pour Crédit Agricole CIB sont :

- la sensibilité VAN taux ;
- le *Supervisory Outlier Test Economic Value of Equity* (SOT 15 EVE) ;
- le gap synthétique toutes devises.

La VAN taux mesure donc l'impact défavorable du mouvement des taux (choc +/-200 bps) sur la valeur patrimoniale de la Banque.

Le *Supervisory Outlier Test* (SOT) est une mesure de la sensibilité de la valeur économique des fonds propres à des chocs de taux d'intérêt standards.

Le gap synthétique toutes devises mesure l'exposition au risque d'évolution des taux d'intérêt par pas de temps annuels, selon une vision du portefeuille bancaire en extinction.

Au 31 décembre 2025, tous ces indicateurs sont en conformité avec la tolérance de la Banque en la matière.

RISQUES GÉRÉS AU NIVEAU DU MÉTIER DE LA BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT (BFI)

◆ Risques de crédit

La BFI de Crédit Agricole CIB est axée sur les métiers de dette : le risque de crédit est donc au cœur de ses activités et de loin le risque le plus important. La clientèle de la BFI, comme celle de ses concurrentes, est composée essentiellement de grands groupes souvent de nature multinationale et de grandes institutions financières générant, au-delà des problématiques de qualité de crédit individuelles, un risque de concentration naturel dans un contexte de BFI, à relativiser toutefois lorsque remis en perspective dans l'ensemble du Groupe Crédit Agricole.

La Banque est néanmoins active dans un très grand nombre de pays et de secteurs économiques, bénéficiant ainsi d'un effet favorable de diversification sectorielle et géographique, un effet mesuré et suivi dans le cadre de l'ICAAP.

Crédit Agricole CIB définit donc son appétit au risque de crédit sur l'ensemble de son portefeuille à l'aide de trois indicateurs-clés :

- la proportion d'encours en défaut dans le total des encours ;
- le taux de provisionnement des encours bruts en défaut ;
- le « risque *d'underwriting* sur la clientèle *corporate* » dont les seuils sont définis en fonction de la qualité de crédit de l'emprunteur, qui limite le risque de crédit temporaire encouru par Crédit Agricole CIB sur tout groupe *corporate* lors d'une opération de prise ferme sur des instruments de dette.

Au 31 décembre 2025, ces trois indicateurs sont conformes aux niveaux de tolérance de la Banque.

◆ Risques de marché

Les plans de recentrage et d'adaptation successifs ont réduit les activités de marché de Crédit Agricole CIB et les risques qui en découlent. Ce redimensionnement résulte d'une réponse aux crises financières de 2007/2008, puis de 2011, et de l'abandon choisi d'activités jugées comme non-stratégiques ou en-dessous de leur taille critique. Crédit Agricole CIB a mis en place un modèle résilient s'appuyant sur une activité équilibrée où les activités de marché s'inscrivent dans la continuité des activités de financement avec un portefeuille de clients diversifié. La Banque a également cessé ses activités pour compte propre et n'a pas eu besoin, au regard de la Loi bancaire française (LBF), de créer une filiale ad hoc. Enfin, la trésorerie de la Banque est gérée de manière saine et prudente au sein de la Direction financière de l'établissement, comme requis par la LBF.

Crédit Agricole CIB conserve un appétit pour les risques de marché, lorsqu'ils sont pris, en fournissant à sa clientèle d'entreprises et d'institutions financières les produits et services d'investissement dont elle a besoin (y compris certains produits structurés) et en assumant son rôle de teneur de marché sur certains segments et instruments de marché.

Crédit Agricole CIB définit son appétit au risque de marché à partir de trois indicateurs-clés :

- la perte maximale à horizon d'un jour dans un intervalle de confiance de 99 %, ou *Value-at-Risk* (VaR dont la définition et le mode de calcul sont disponibles dans le Chapitre 5 section 2.5.1.2 du présent Document d'enregistrement universel) ;
- le *stress adverse* extrême (définition et mode de calcul disponibles dans le Chapitre 5 section 2.5.1.2 du présent Document d'enregistrement universel), afin d'appréhender les pertes maximales en conditions de marché théoriques extrêmes et systématiquement contraires aux positions de la Banque ;
- le *stress* sur le portefeuille HTCS[1], qui mesure la perte de valeur en cas de *stress* sur le portefeuille de titres de Crédit Agricole CIB classifié en HTCS sous IFRS 9.

Au 31 décembre 2025, ces indicateurs sont conformes à la tolérance de la Banque, avec notamment une VaR de 8,3 millions d'euros (cf. Chapitre 5 section 2.5.1.2 du présent Document d'enregistrement universel).

◆ Risques opérationnels y compris risques juridiques, risques de non-conformité, risque de sécurité informatique et risque de modèle

Crédit Agricole CIB n'a pas d'appétence pour les risques opérationnels en général, encore moins pour les risques juridiques et de non-conformité en particulier. Néanmoins toute activité bancaire générant des revenus est susceptible d'entraîner des sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires, du fait du non-respect des règles applicables à cette activité qu'elles soient de nature législative, règlementaire, ou qu'elles résultent de normes professionnelles ou déontologiques, ou encore d'instructions des dirigeants de la Banque.

Crédit Agricole CIB encadre ces situations de risque de non-conformité inhérentes à la génération de revenus en mesurant :

- la proportion des activités réalisées avec les clients les plus risqués en matière de sécurité financière ;
- la proportion des activités réalisées sur les produits de marché les plus complexes ;
- le taux de conformité des dossiers d'entrée en relation avec des nouveaux clients ;
- le taux de traitement des alertes de criblage visant à identifier d'éventuelles infractions aux mesures de sanctions internationales ;
- le risque de conduite, qui est le risque d'un comportement inadapté, au regard de la règlementation et de l'éthique, d'un ou plusieurs collaborateurs, dans leurs relations avec les clients, les marchés financiers, les tiers (les fournisseurs, les partenaires, etc…) ou d'autres collaborateurs, dont les conséquences financières ou non financières seraient préjudiciables pour l'image ou la pérennité de l'entité.

Crédit Agricole CIB a défini 6 indicateurs couvrant deux grandes problématiques de sécurité informatique : la protection contre une intrusion et la résilience :

- sensibilisation des collaborateurs à la cyber sécurité - taux de succès sur les tests de *phishing* ;
- protection des postes de travail - proportion de postes de travail sur le réseau disposant d'un antivirus actif ;
- protection des services Internet - nombre d'applications exposées sur Internet qui sont très obsolètes dans nos *data centers* ;
- plan de secours informatique - proportion d'applications stratégiques dont le plan de reprise en cas de destruction ou l'indisponibilité d'un *data center* a été testé avec succès ;
- reconstruction des applications suite à une destruction logique - proportion d'applications vitales ou stratégiques dont le plan de reprise en cas de destruction logique du SI a été testé avec succès ;
- accès au SI suite à une destruction logique des postes - test des accès à distance via l'application MOVIS pour les utilisateurs autorisés - utilisateurs ayant pu travailler.

Crédit Agricole CIB a défini un cadre de validation et de suivi de ses modèles en 2019, complété avec la mise en place en 2024 d'un indicateur de risque de modèle, portant sur les modèles de la seconde ligne de défense, et ceux qu'elle est en charge de valider.

En fonction de la matérialité de leur usage, les modèles sont hiérarchisés en trois catégories qui déterminent les exigences en termes de validation et de suivi.

Tous les modèles de catégorie 1 (matérialité élevée) et 2 (matérialité moyenne) étaient validés au 31 décembre 2025.

Crédit Agricole CIB mesure l'ensemble de ses risques opérationnels, tous vecteurs de risque confondus, en retenant deux indicateurs-clés :

- le coût du risque opérationnel comptabilisé, en pourcentage du PNB réalisé sur la période ;
- les incidents significatifs de risque opérationnel.

Au 31 décembre 2025, tous les indicateurs de risques opérationnels sont conformes à leur seuil de tolérance.

◆ Risques climatiques et environnementaux

Les risques climatiques et environnementaux sont avant tout des facteurs de risque de crédit, financier et opérationnel, dont les impacts font l'objet d'analyse des canaux de transmission et d'une évaluation de leur matérialité différenciée selon les portefeuilles et les risques. Par exemple, Crédit Agricole CIB estime que les aléas

1 *Held to Collect and Sell.*

de nature non climatique n'impactent pas, à ce stade, ses risques de crédit et financiers de manière significative. Un encadrement ad hoc ne se justifie que lorsque cet impact est jugé matériel à l'horizon des expositions sous-jacentes.

L'impact des facteurs climatiques et environnementaux sur le risque de crédit est analysé dans les cadres de risque spécifiques pertinents (par exemple, pétrole et gaz, financements maritimes) et a donné lieu à la mise en place d'une limite ou sous-limite sur 4 portefeuilles. Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB respecte ces limites.

Les problématiques climatiques et environnementales sont également des facteurs de risque de réputation que Crédit Agricole CIB limite par le biais des politiques sectorielles et des principes Équateur mentionnés à la section 2.2.2 « Politiques en matière de changement climatique [E1-2] » du Chapitre 2 du présent Document d'enregistrement universel.

Depuis 2019, et de manière plus marquée depuis 2022, Crédit Agricole CIB (et/ou le Groupe Crédit Agricole au nom de Crédit Agricole CIB) a pris des engagements dans des domaines où les attentes de la société civile sont fortes. Crédit Agricole CIB et le Groupe Crédit Agricole encourent un risque de réputation s'ils ne respectent pas leurs engagements sociétaux.

Crédit Agricole CIB a inclus dans son appétit au risque trois indicateurs liés aux engagements décarbonation pris par le Groupe Crédit Agricole :

- trajectoire Net Zero (NZ) sur le secteur Pétrole & Gaz;
- trajectoire NZ concernant les secteurs énergie, automobile, immobilier commercial, ciment, aviation, maritime et acier (indicateur composite);
- exposition au charbon thermique.

Au 31 décembre 2025, tous les indicateurs de risques climatiques et environnementaux sont conformes à leur seuil de tolérance. Crédit Agricole CIB n'est pas en situation de risque de réputation et est en conformité avec ses politiques sectorielles RSE.

◆ Déclaration sur l'adéquation des dispositifs de gestion des risques

Conformément à l'Article 435-1-e du CRR (règlement européen n°575/2013) et sur la base de l'ensemble des informations qui lui ont été transmises courant 2025, le Conseil d'administration lors de sa séance du 30 janvier 2026 a considéré que les dispositifs de gestion des risques mis en place par Crédit Agricole CIB étaient appropriés eu égard au profil et à la stratégie de la Banque.

2.2. Organisation de la fonction Risques

La Direction « *Risk and Permanent Control* » (RPC) exerce ses missions dans le cadre de la ligne métier Risques (LMR) du Groupe Crédit Agricole et à ce titre le responsable de la Direction RPC est rattaché hiérarchiquement à la responsable de la Direction des Risques Groupe (DRG) de Crédit Agricole S.A. et fonctionnellement au Directeur général de Crédit Agricole CIB.

L'organisation de la fonction de gestion des risques (Direction RPC) repose sur les principes de décentralisation et de subsidiarité en vigueur au sein du Groupe Crédit Agricole. Ainsi, Crédit Agricole CIB se voit déléguer la gestion de ses risques selon ces principes au travers de délégations formellement établies.

Dans ce cadre, RPC reporte régulièrement ses grands risques à la Direction des Risques Groupe de Crédit Agricole et présente au Comité des risques Groupe (CRG) de Crédit Agricole S.A pour approbation, entre autres, les principaux cadres de risque de Crédit Agricole CIB ainsi que les limites de marché de niveau global et les limites *corporates* de montant élevé. Les dossiers excédant les délégations du Directeur général de Crédit Agricole CIB sont présentés au Comité des risques individuels Groupe (« CRIG ») pour décision.

Le domaine d'intervention de la Direction RPC est le périmètre de surveillance sur base consolidée (PSC) du groupe Crédit Agricole CIB sur lequel elle exerce ses missions de pilotage et de contrôle permanent de deuxième degré des risques de contrepartie, de marché, de liquidité, de pays et de portefeuilles, des risques de modèles, des risques environnementaux et sociaux ainsi que des risques opérationnels physiques et techniques. Ses missions sont déclinées dans chacune des entités du groupe Crédit Agricole CIB (succursales et filiales) tant en France qu'à l'international.

2.2.1 Organisation mondiale

RPC repose sur une organisation mondiale dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- le regroupement au sein d'une même Direction de l'ensemble des fonctions et métiers de risques, quelles qu'en soient la nature ou la localisation ;
- le rattachement (i) hiérarchique du Directeur de *Risk and Permanent Control* de Crédit Agricole CIB à la Directrice des risques du Groupe Crédit Agricole et (ii) fonctionnel au Directeur général de Crédit Agricole CIB ;
- le Directeur de *Risk and Permanent Control* de Crédit Agricole CIB est membre du Comité exécutif de Crédit Agricole CIB ;
- le rattachement de l'ensemble des responsables locaux et régionaux de RPC de Crédit Agricole CIB, au sein du réseau international, aux responsables Siège de RPC ;
- le rattachement (i) hiérarchique du responsable du département du management des risques opérationnels (MRO) au Directeur de *Risk and Permanent Control* de Crédit Agricole CIB et (ii) fonctionnel au Dirigeant effectif en charge de la cohérence et de l'efficacité du contrôle permanent et du contrôle périodique (aux fins de prise en compte des nouvelles dispositions organisationnelles de l'arrêté du 3 novembre 2014 révisé) ;
- le rattachement hiérarchique des managers des risques opérationnels du Siège au département du management des risques opérationnels (MRO) de la Direction RPC.

La Direction RPC est organisée de la façon suivante :

1. les 5 départements en charge des risques de crédit, marché, liquidité et ESG :

- marchés : *Market and Counterparty Risks* (MCR) ;
- crédits : secteurs *corporates* et structurés (SCS), établissements financiers, souverains et pays (FSP), affaires sensibles et dépréciations (ASD), *Environmental and Social Risks* (ESR) ;

2. les 5 départements transverses dédiés au pilotage ou au contrôle :

- pilotage : *Project & Credit Models* (PCM), *Risks, Governance & Regulatory Topics* (RGR) ;
- contrôle : *Credit Monitoring & Reporting* (CMR), Management des risques opérationnels (MRO), *Validation & Risks of Models* (VRM) ;

3. 2 fonctions transverses

- le Secrétariat général de RPC (SGL) ;
- *Artificial Intelligence Manufacturing & Innovation* (AMI).

2.2.2 Gouvernance et encadrement général des activités

INFORMATION DES ORGANES DE GOUVERNANCE DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB sur proposition de la Direction générale de Crédit Agricole CIB approuve plusieurs documents qui sont présentés en préalable au Comité des risques du Conseil qui les examine avant d'en recommander l'approbation au Conseil :

- la liste des risques majeurs de Crédit Agricole CIB, établie en utilisant la nomenclature définie par le Groupe. Cette liste est structurante pour le reste de l'ICAAP ;
- l'appétit aux risques, mis à jour annuellement en cohérence avec la stratégie commerciale et les objectifs financiers de Crédit Agricole CIB (budget) ;
- un programme de *stress tests* annuel, couvrant les principaux portefeuilles de crédit de Crédit Agricole CIB ;
- une déclaration ICAAP et une déclaration ILAAP, mises à jour annuellement.

Le Conseil d'administration et le Comité des risques du Conseil reçoivent également :

- le rapport de contrôle interne (RCI) de l'exercice précédent (N-1) et l'information semestrielle sur le contrôle interne (ISCI) à jour au 30 juin de l'année en cours ;
- chaque trimestre, un rapport sur l'encadrement des risques et les principales expositions ;
- ponctuellement, des monographies spécifiques établies de manière spécifique ou sur demande.

ENCADREMENT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS

◆ Définition du profil de risques et cadres de risques

La Direction générale (DG) définit les stratégies commerciales et politiques de risques de Crédit Agricole CIB sur ses périmètres d'activité, via des «cadres de risques» examinés en Comité stratégies & portefeuilles (CSP) - ou Comité des risques de marché (CRM) pour les activités de marché -, RPC est le secrétaire du CSP, rédige et publie les minutes et en conserve les documents.

Les métiers, pays, ou secteurs de coverage significatifs, sont encadrés par un cadre de risque qui précise, quantitativement et qualitativement, les critères d'intervention gouvernant l'action commerciale afin de respecter l'appétit au risque global de Crédit Agricole CIB.

Le Président du CSP approuve les cadres de risque au vu des avis risques, conformité et finance.

Lorsqu'une demande de crédit ne respecte pas une «condition obligatoire» du cadre de risque applicable, le délégataire ne peut approuver la demande et doit l'escalader au CRC, soit le même niveau de gouvernance (DG) que celui ayant approuvé la condition obligatoire.

La DRG sélectionne les principaux cadres de risque de Crédit Agricole CIB afin qu'ils soient également soumis à l'approbation du CRG.

Tous les cadres de risques sont soumis au Conseil d'administration pour approbation finale, sur la base d'une synthèse préparée par RPC listant les limites, sous-limites et conditions obligatoires.

◆ Sélection des affaires

La sélection des affaires au sein de Crédit Agricole CIB est assurée par des Comités pour la prise de décision :

- les financements individuels sont présentés à des Comités organisés par les métiers et implantations dans la limite des délégations accordées à leurs responsables ;
- les affaires les plus importantes sont soumises au Comité des risques de contreparties (CRC) qui est présidé par un membre de la Direction générale. La Direction des risques du Groupe Crédit Agricole (DRG) est membre de droit de ce Comité et en reçoit tous les dossiers. Les dossiers d'un montant supérieur à la délégation de Crédit Agricole CIB sont présentés pour décision à la Direction générale de Crédit Agricole S.A. après avis de la DRG ;
- les positions de marché sont examinées mensuellement au Comité des risques de marché (CRM), Comité présidé par un membre de la Direction générale. Le CRM fixe les limites de risques de marché et en vérifie le respect.

◆ Anticipation des détériorations

L'anticipation de la dégradation potentielle des contreparties est notamment assurée dans le cadre :

- des réunions mensuelles *Early Warning*, ordonnancées par le pôle *Early Detection* rattaché au département SCS, dans l'objectif d'identifier les signaux avancés de détérioration potentielle des contreparties réputées saines jusqu'alors. Après examen des informations recueillies, ces réunions ont pour mission d'en tirer les conséquences opérationnelles les plus appropriées, selon que ses conclusions seront positives (signal finalement jugé anodin ou bénin, ne justifiant pas à ce stade une défiance vis-à-vis du client) ou négatives (confirmation d'une crainte avérée devant se traduire par une réduction de notre exposition au risque) ;
- de l'*Early Detection* par la surveillance permanente des portefeuilles et sous-portefeuilles à travers la détection des contreparties présentant différents signaux d'alertes identifiés à partir des informations transmises par les collaborateurs de la Banque, des bases de données développées en interne, des informations dans le marché ;
- des *stress* scénarios, réalisés afin de permettre de mesurer l'impact d'un « choc » sur le portefeuille, ou sur un sous-portefeuille et d'identifier des secteurs / filières nécessitant la constitution de provisions.

L'objectif est d'identifier le plus en amont possible les détériorations potentielles du profil de risque des clients pour mettre en œuvre des actions préventives sur les expositions de la Banque lorsque cela est possible.

◆ Suivi des affaires sensibles

Le suivi des affaires sensibles est assuré par un département spécialisé. Les créances sous supervision spéciale ou classifiées en défaut font l'objet d'une revue trimestrielle (réexamen de la note, d'un éventuel niveau de provision spécifique, du plan d'actions, etc.).

◆ Organes de gestion opérationnelle

Outre les Comités dédiés aux risques (CRC et CRM), les rapports sur la gestion des risques sont également présentés régulièrement aux instances de Direction générale suivantes :

- le Comité exécutif (COMEX) de Crédit Agricole CIB avec une plage de débats et d'informations dédiée à la gestion des risques ;
- le Comité de contrôle interne faîtier (CCI faîtier) qui assure la surveillance des limites de marché et de contreparties, le suivi des risques opérationnels ainsi que le suivi des recommandations des corps d'audit internes et externes ;
- le Comité de contrôle permanent faîtier qui supervise le fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de gestion des risques opérationnels du groupe Crédit Agricole CIB.

◆ Processus de gestion des risques de Crédit Agricole S.A.

Crédit Agricole CIB s'intègre dans le processus des risques de Crédit Agricole S.A. encadré par les instances suivantes :

- le Comité des risques Groupe (CRG), présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. auquel Crédit Agricole CIB présente notamment ses demandes d'autorisations ponctuelles, ses principaux cadres de risques, ses enveloppes et engagements sur pays émergents, les autorisations *corporate* de montant élevé, les grandes expositions individuelles, les affaires sensibles, les limites ainsi que l'état des risques de marché ;
- le Comité des risques individuels Groupe (CRIG), présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. Ce Comité hebdomadaire a pour objectif de prendre une décision sur les dossiers de Crédit Agricole CIB qui dépassent la délégation du Directeur général de Crédit Agricole CIB en tant que membre du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. et responsable du pôle Grande Clientèle, d'analyser les alertes individuelles de tout type en fonction de leur matérialité pour le Groupe ;
- le Comité de suivi des alertes (CSA) présidé par la Directrice des risques et du contrôle permanent de Crédit Agricole S.A., ce Comité mensuel interne à la DRG a pour objectif d'établir une synthèse de l'ensemble des alertes remontées au cours du mois écoulé, de discuter des plans d'actions en fonction de l'actualité, d'analyser et de suivre les plans d'actions mis en place, de présenter une analyse par secteur, par entité ;
- le Comité des normes et méthodes (CNM) présidé par la Directrice des risques et du contrôle permanent de Crédit Agricole S.A. auquel Crédit Agricole CIB soumet pour décision toute proposition de nouvelle méthode ou de méthode existante en matière de mesure ou de qualification bâloise des risques avant application au sein de Crédit Agricole CIB ;
- enfin, la Direction des risques Groupe de Crédit Agricole S.A. est membre permanent du Comité de contrôle interne faîtier (CCI faîtier) de Crédit Agricole CIB.

2.3. Procédures de contrôle interne et de gestion des risques

2.3.1 Définition du dispositif de contrôle interne

Conformément aux textes de référence repris dans le paragraphe ci-dessous, le dispositif de contrôle interne est défini, au sein du Groupe Crédit Agricole, comme l'ensemble des dispositifs visant la maîtrise des activités et des risques de toute nature et permettant la régularité, la sécurité et l'efficacité des opérations. Crédit Agricole CIB, filiale à 100 % du Groupe Crédit Agricole, suit les règles édictées par sa maison-mère, et celles imposées par les règlementations françaises et internationales.

Le dispositif et les procédures de contrôle interne se caractérisent donc par les objectifs qui leur sont assignés :

- application des instructions et orientations fixées par la Direction générale ;
- performance financière, par l'utilisation efficace et adéquate des actifs et ressources du Groupe Crédit Agricole ainsi que par la protection contre les risques de pertes ;
- connaissance précise et régulière des données nécessaires à la prise de décision et à la gestion des risques ;
- conformité avec les dispositions législatives et règlementaires, les normes professionnelles et déontologiques et les normes internes ;
- prévention et détection des fraudes et erreurs ;
- exactitude, exhaustivité des enregistrements comptables et établissement en temps voulu d'informations comptables et financières fiables.

Ce dispositif et ces procédures comportent toutefois des limites inhérentes aux défaillances techniques ou humaines.

Les dispositifs mis en œuvre dans cet environnement normatif procurent un certain nombre de moyens, d'outils et de reportings au Conseil d'administration, à la Direction générale et au management, permettant une évaluation de la qualité des dispositifs de contrôle interne mis en œuvre et de leur adéquation.

2.3.2 Textes de référence en matière de contrôle interne

CADRE LÉGISLATIF ET RÈGLEMENTAIRE

L'exercice du contrôle interne de Crédit Agricole CIB s'inscrit dans le cadre législatif et règlementaire applicable aux établissements de crédit et entreprises d'investissement français, défini notamment par :

- le Code monétaire et financier ;
- l'arrêté du 3 novembre 2014 révisé, relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, des services de paiement et des services d'investissement, soumises au contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ;
- l'ensemble des textes relatifs à l'exercice des activités bancaires et financières (recueil établi par la Banque de France et le Comité consultatif de la législation et de la règlementation financières (CCLRF)) ;
- le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

S'agissant de références internationales, le contrôle interne prend également en compte :

- les recommandations émises par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire ;
- les contraintes des législations et des règlementations locales des pays dans lesquels le Groupe Crédit Agricole opère ;
- les règlementations européennes et internationales applicables à l'activité de Crédit Agricole CIB (*European Market Infrastructure Regulation* - EMIR, *Dodd-Front Act* - DFA, ABE « Orientations relatives à l'externalisation » du 25 février 2019 (EBA/GL/2019/02), guide opérationnel sur la continuité opérationnelle en résolution du *Single Resolution Board* (SRB) de novembre 2021, règlement européen DORA (*Digital Operational Resilience Act*), etc.).

PRINCIPAUX TEXTES DE RÉFÉRENCE INTERNE

Les principaux textes de référence interne sont :

- la note de procédure 2022-04 sur l'organisation du contrôle interne du Groupe Crédit Agricole ;
- les notes de procédure dédiées aux risques et contrôles permanents du Groupe Crédit Agricole ;
- les communications de Crédit Agricole S.A., relatives notamment à la comptabilité (Plan comptable du Crédit Agricole), à la gestion financière, aux risques et aux contrôles permanents ;
- la Charte éthique du Groupe Crédit Agricole ;
- le Code de conduite Crédit Agricole CIB ;
- un corpus de textes de gouvernance publiés sur la base intranet associée de Crédit Agricole CIB, relatifs notamment à la conformité, aux risques et contrôles permanents et plus particulièrement les textes liés au contrôle permanent s'appliquant au périmètre de surveillance consolidée du groupe Crédit Agricole CIB (textes 4.0 sur l'organisation du contrôle interne, 1.1.1.2 sur l'identification des risques majeurs et l'appétit aux risques, 4.2 sur le périmètre de surveillance sur base consolidée, 4.4 sur l'organisation et la gouvernance de contrôles permanents, 4.12 sur le cadre général de la gestion du risque opérationnel, 4.13 sur le dispositif de gestion du risque opérationnel, 1.5.0 sur la gestion des risques liés aux externalisations et aux mutualisations et 1.5.13 sur la gestion du risque lié aux Technologies de l'information et de la communication ainsi que les manuels de conformité de Crédit Agricole CIB, et les procédures des différentes Directions de Crédit Agricole CIB, de ses filiales et succursales.

2.3.3 Principes d'organisation du dispositif de contrôle interne

PRINCIPES FONDAMENTAUX

Les principes d'organisation et les composantes des dispositifs de contrôle interne de Crédit Agricole CIB, communs à l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole sont :

- l'implication directe du management avec la responsabilisation de l'ensemble des acteurs ;
- la couverture exhaustive des activités et des risques ;
- une définition claire des tâches ;
- la séparation effective des fonctions d'engagement et de contrôle ;
- l'existence de processus de décision fondés sur des délégations formalisées ;
- la formalisation de normes et procédures relatives à l'organisation et à l'encadrement des activités, notamment en matière comptable (modalités d'enregistrement, de traitement et de restitution des informations…) ;
- le déploiement de fonctions de contrôle spécialisées, indépendantes des unités opérationnelles ;
- la mise en place d'une information aux dirigeants effectifs et au management leur permettant de suivre l'activité, les risques pris et les contrôles réalisés ;
- la mise en place d'un dispositif d'information et d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnements à destination du Conseil d'administration.

Les composantes essentielles du dispositif de contrôle interne telles que définies à l'Article 3 de l'Arrêté sont :

- une organisation claire des rôles et responsabilités conformément au titre II de l'Arrêté ;
- une organisation comptable et du traitement de l'information (permettant la traçabilité de la piste d'audit) conformément au titre III de l'Arrêté ;
- des systèmes de mesure des risques et des résultats conformément au titre IV de l'Arrêté ;
- des systèmes de surveillance et de maîtrise des risques de crédit, financiers, opérationnels et de non-conformité conformément au titre V de l'Arrêté ;
- un système de documentation et d'information à l'attention des Dirigeants effectifs, du Conseil d'administration et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) conformément au titre VI de l'Arrêté ;
- une organisation de la gestion du risque informatique conformément au titre VI bis de l'Arrêté afin notamment d'identifier le risque informatique auquel Crédit Agricole CIB est exposé, adopter les mesures adéquates de réduction du risque informatique y compris des contrôles, surveiller l'efficacité de ces mesures et informer les dirigeants effectifs et le Conseil d'administration de leur bonne exécution.

En outre, conformément à :

- l'Arrêté du 6 janvier 2021, des dispositions spécifiques sur le contrôle interne LCB/FT) sont déclinées au sein de la Banque et font partie intégrante du dispositif de contrôle interne ;
- au règlement DORA, des dispositions spécifiques applicables à la gestion du risques lié aux TIC (technologie de l'information et communication) font partie intégrante du dispositif de contrôle interne.

Le système de contrôle interne a également pour objet de vérifier l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques, notamment en ce qui concerne les opérateurs de marché.

À ce titre, le Comité des risques, Comité spécialisé du Conseil d'administration, a notamment pour mission d'examiner, sans préjudice du Comité des rémunérations, si les incitations prévues par la politique et les pratiques de rémunérations de la Société sont compatibles avec sa situation au regard des risques auxquels elle est exposée.

Par ailleurs, le dispositif de contrôle interne a pour objet de s'assurer de l'exécution, dans des délais raisonnables, des mesures correctrices décidées.

PILOTAGE DU DISPOSITIF

Afin de veiller à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne et au respect des principes énoncés ci-dessus sur l'ensemble du périmètre de surveillance consolidée de Crédit Agricole CIB, trois responsables distincts du Contrôle périodique (audit - inspection), du contrôle permanent des risques et du contrôle de la conformité ont été désignés.

Le Comité de contrôle interne faîtier (CCI faîtier), présidé par le Directeur général délégué, est chargé de :

- faire un point sur le dispositif de contrôle interne et le système de contrôle mis en œuvre ;
- procéder à l'examen des principaux risques auxquels est exposée Crédit Agricole CIB et des évolutions intervenues dans les systèmes de mesure des risques ;
- décider des mesures correctives des carences relevées par les missions d'audit, par les rapports de contrôle interne ou lors de la survenance d'incidents ;
- suivre la mise en œuvre des engagements pris à la suite des missions d'audit internes et externes ;
- prendre toute décision nécessaire pour remédier aux faiblesses du contrôle interne.

Il réunit l'inspectrice générale du Groupe Crédit Agricole, l'inspecteur général de Crédit Agricole CIB, le responsable *Risk and Permanent Control*, le responsable du management des risques

opérationnels et la responsable DRG-Risques opérationnels et informatiques du Groupe Crédit Agricole, la responsable *Global Compliance* et la responsable de la conformité du Groupe Crédit Agricole, le Directeur juridique et, selon les sujets traités, les responsables d'autres unités de la Banque.

Ce Comité s'est réuni quatre fois en 2025.

Il existe également des Comités de contrôle interne dans les filiales et succursales, en France et à l'étranger. Ces Comités assurent la mise en œuvre décentralisée de l'arrêté du 3 novembre 2014 révisé. Ils permettent aux fonctions de contrôle Interne du Siège (RPC, CPL, LGL, IGE) d'être associées au fonctionnement du contrôle interne d'un périmètre donné et d'alerter en priorité son responsable en cas d'anomalies éventuelles puis la gouvernance faîtière en cas de non-résolution.

En outre, un Comité de contrôle permanent faîtier, présidé par le responsable *Risk and Permanent Control* est chargé :

- de superviser le fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de gestion des risques opérationnels du groupe Crédit Agricole CIB ;
- d'y faire instruire tout sujet relevant de cette mission, à des fins soit d'information, soit de décision ;
- d'arbitrer les éventuelles divergences ou interprétations relevant du dispositif de contrôle permanent.

Il réunit notamment, le responsable *Risk and Permanent Control*, le responsable du management des risques opérationnels, la responsable *Global Compliance*, le Directeur juridique, l'inspecteur général.

La responsable DRG-Risques opérationnels et informatiques de Crédit Agricole S.A. en est une invitée permanente. Ce Comité s'est tenu ainsi : deux Comités en présentiel et deux Comités en distanciel en 2025.

Au-delà des Comités de contrôle permanent existant dans les Directions du Siège, il existe des Comités locaux dans les filiales et succursales, en France et à l'étranger. Ils se tiennent 5 fois par an (en dehors des mois où se tient un CCI), en présentiel ou sous la forme de Comités en distanciel.

RÔLE DE L'ORGANE DE SURVEILLANCE : LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration détermine les orientations et contrôle la mise en œuvre des dispositifs de surveillance par les dirigeants effectifs. Il approuve et revoit régulièrement l'appétit aux risques ainsi que les cadres de risque de la Banque. Il est informé de l'organisation, de l'activité et des résultats du contrôle interne, ainsi que des principaux risques encourus par la Banque.

Le Conseil d'administration s'appuie sur quatre Comités spécialisés pour assurer ses missions : le Comité d'audit, le Comité des risques, le Comité des nominations et de la gouvernance et le Comité des rémunérations. L'activité et les principales missions du Conseil d'administration et de ses Comités sont listées ci-dessous et sont décrites plus en détail au Chapitre 3, sections 1.2.4 et 1.2.7 du présent Document d'enregistrement universel :

- le Conseil d'administration examine et approuve, au moins une fois par an, l'appétit aux risques de la Banque, après examen par le Comité des risques ;
- tous les trimestres, le Conseil d'administration examine et approuve, après examen par le Comité des risques, les cadres de risque spécifiques par pays, métier ou secteur, qui ont été définis au cours du trimestre précédent par le Comité des stratégies et portefeuilles ou par le Comité des risques Groupe ;
- outre les informations qui sont régulièrement transmises au Conseil d'administration, notamment sur les limites globales de risques et les expositions, sur la conformité, sur les risques opérationnels (dont risques juridiques et informatiques en lien avec les Technologies de l'information et de la communication « TIC »…), sur les risques climatiques et environnementaux et sur la liquidité, un rapport sur le contrôle interne lui est présenté par le responsable de la fonction de gestion des risques et du contrôle permanent deux fois par an, ainsi qu'un rapport trimestriel sur la situation des risques - encadrement et expositions. Ce rapport trimestriel inclut notamment une présentation sur les risques de marché, les risques de contreparties, les risques opérationnels et un point sur la situation de Crédit Agricole CIB au regard de l'appétit aux risques. Ces informations et rapports sont examinés préalablement par le Comité des risques ;
- le Conseil d'administration est également informé du suivi des recommandations émises par l'audit interne, des trajectoires Net Zéro, de la mise en œuvre de la règlementation DORA (Digital Operational Resilience Act) et de la Directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ;
- il émet un avis sur le projet de nomination du responsable de la fonction de gestion des risques et du contrôle permanent, après examen par le Comité des risques et le Comité des nominations et de la gouvernance ;
- le Conseil d'administration est informé de tout incident significatif de fraude ou non qui serait révélé par les procédures de contrôle interne selon les critères et seuils qu'il a fixés. Le dispositif de remontée de ces informations auprès des organes sociaux est rappelé dans la documentation interne de Crédit Agricole CIB ;
- une présentation de rapports du contrôle périodique est faite a minima deux fois par an au Conseil d'administration par le responsable de la fonction d'audit interne, après examen par le Comité des risques ;
- un rapport annuel (sur base sociale et consolidée) relatif à l'organisation des dispositifs de contrôle interne de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et du gel des avoirs est présenté par le responsable de la fonction de vérification de la conformité puis soumis à l'approbation du Conseil d'administration ;
- le rapport à l'AMF du responsable de la conformité pour les services d'investissement est présenté tous les ans au Conseil d'administration.

RÔLE DES DIRIGEANTS EFFECTIFS : LA DIRECTION GÉNÉRALE

Les dirigeants effectifs sont directement impliqués dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne.

Ils s'assurent que les cadres de risques et limites sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les cadres de risque arrêtés par le Conseil d'administration. Les dirigeants effectifs définissent l'organisation générale de Crédit Agricole CIB et s'assurent de sa mise en œuvre efficiente par des personnes compétentes.

Ils fixent clairement les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et leur attribuent les moyens adéquats. Ils veillent à ce que des systèmes d'identification et de mesure des risques, adaptés aux activités et à l'organisation de Crédit Agricole CIB, soient adoptés.

Ils veillent également à ce que les principales informations issues de ces systèmes leur soient régulièrement rapportées et s'assurent que le dispositif de contrôle interne fait l'objet d'un suivi permanent, destiné à vérifier son adéquation et son efficacité.

Ils sont informés des principaux dysfonctionnements que le dispositif de contrôle interne permet d'identifier et des mesures correctrices proposées, notamment dans le cadre du Comité de contrôle interne faîtier.

PÉRIMÈTRE ET ORGANISATION CONSOLIDÉE DES DISPOSITIFS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB

Conformément aux principes en vigueur au sein du Groupe Crédit Agricole, le dispositif de contrôle interne de Crédit Agricole CIB s'applique sur un périmètre qui englobe ses succursales et ses filiales, françaises et étrangères, contrôlées de manière exclusive ou conjointe. Il vise à l'encadrement et la maîtrise des activités, à la mesure et à la surveillance des risques sur base consolidée.

Ce principe, appliqué par chaque entité du groupe Crédit Agricole CIB à ses propres filiales, permet de décliner le dispositif de contrôle interne selon une logique pyramidale et renforce la cohérence entre les différentes entités du Groupe.

Ainsi, Crédit Agricole CIB s'assure de l'existence d'un dispositif adéquat au sein de chacune de ses filiales porteuses de risques, de l'identification et de la surveillance consolidée des activités, des risques et de la qualité des contrôles au sein de ses filiales, notamment en ce qui concerne les informations comptables et financières.

En 2025, les textes de gouvernance concernés de Crédit Agricole CIB ont évolué pour prendre en compte la mise à jour du corpus normatif du Groupe Crédit Agricole relatif au dispositif d'encadrement du contrôle permanent et du risque opérationnel.

2.3.4 Dispositifs de contrôle interne et dispositifs de maîtrise et de surveillance des risques

Les éléments détaillés sur la gestion des risques de crédit, de marché, opérationnels, de liquidité figurent dans la section « Risques et Pilier 3 » ainsi que les documents relatifs aux comptes du présent Document d'enregistrement universel.

Le dispositif de contrôle interne s'articule autour de trois niveaux de contrôle, distinguant le contrôle permanent du contrôle périodique.

Le dispositif de contrôle interne de Crédit Agricole CIB décline cette organisation du Groupe Crédit Agricole. Il associe les trois lignes de défense dans la réalisation des contrôles d'identification, de mesure et de maitrise des risques opérationnels :

- la première ligne de défense est constituée des lignes métiers opérationnelles, qui identifient et contrôlent les risques existants et potentiels émanant de leurs activités ;
- la deuxième ligne de défense est constituée de la Direction *Risk and Permanent Control* (RPC) et de *Global Compliance* (CPL), avec pour mission d'identifier, analyser, mesurer et contrôler de manière indépendante ces risques ;
- la troisième ligne de défense est constituée du contrôle périodique (IGE).



Le dispositif de contrôle permanent s'appuie sur un socle de contrôles opérationnels et de supervision. Au sein des Directions du Siège, succursales et filiales, des manuels de procédures décrivent les traitements à réaliser ainsi que les contrôles permanents opérationnels afférents.

Les contrôles, qui peuvent être intégrés dans les systèmes automatisés de traitement des opérations, sont recensés et actualisés, en s'appuyant notamment sur la cartographie des risques opérationnels (*Risk and Controls Self-Assessment*). Les résultats des contrôles sont formalisés par le biais de fiches de contrôle et centralisés dans les outils Cosmos pour les contrôles opérationnels et OLIMPIA pour ceux de supervision, deux outils de RPC management des risques opérationnels. Ils font l'objet d'un reporting de synthèse périodique au niveau hiérarchique adéquat (dans le réseau, comme au Siège) et, de façon consolidée, au responsable *Risk and Permanent Control*, ainsi qu'au Comité de contrôle permanent faîtier.

Le Groupe Crédit Agricole a décidé de rassembler l'encadrement et la supervision des contrôles permanents avec la gestion des risques opérationnels dans un dispositif intégré du fait de la similitude des objectifs poursuivis et des moyens à mettre en œuvre.

Ce dispositif fait l'objet d'une adaptation continue. Il doit notamment prendre en compte les entités du périmètre de surveillance consolidée, ainsi que les changements relatifs à l'activité, à l'organisation et au système d'information. Dans ce contexte, une attention particulière est apportée au maintien de la qualité des opérations et d'un dispositif de contrôle interne adéquat.

L'outil OLIMPIA couvre par ailleurs l'intégralité des enjeux de risques opérationnels : collecte des incidents et pertes, externalisations, cartographie des risques opérationnels (*Risk and Control Self-Assessment*), contrôles de supervision.

Depuis 2016, le volet qualitatif de l'ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*) est complètement intégré au rapport annuel de contrôle interne (RCI).

CONTRÔLE PERMANENT (PREMIÈRE ET DEUXIÈME LIGNES DE DÉFENSE)

◆ Contrôles de la première ligne de défense

Chaque collaborateur, dans le cadre de son activité, effectue un certain nombre de tâches de vérification de la correcte réalisation de ses propres opérations et éventuellement des opérations initiées par d'autres agents. Ces tâches de contrôle, qui correspondent aux contrôles permanents opérationnels de premier niveau (1 et 2.1), sont intégrées aux activités elles-mêmes et répondent aux exigences de sécurité, de qualité et de professionnalisme liées à l'exercice des métiers du Groupe Crédit Agricole et au respect de la règlementation en vigueur.

Les managers des unités opérationnelles sont responsables de la définition, de la documentation, et de la mise en œuvre des procédures et des contrôles de premier niveau, du déploiement des outils, de l'élaboration d'états de contrôle, de leur exploitation, de la définition et de la mise en œuvre de mesures correctrices sur leur périmètre de responsabilité (y compris sur les activités externalisées et mutualisées).

Pour ce faire, ils cartographient et évaluent les risques, identifient les contrôles existants ou à créer pour les réduire, et respectent les procédures et limites fixées. Ces contrôles peuvent aussi être imposés par la règlementation ou être décidés à la suite de la survenance d'un incident.

Les contrôles opérationnels doivent être documentés (a minima via une description dans les procédures du service). Ils sont enregistrés, sauf exception, dans le registre des contrôles opérationnels, COSMOS. Des fiches de contrôles détaillées doivent présenter le périmètre de contrôle, son mode opératoire et la méthodologie de cotation. Les résultats de contrôle doivent être consignés dans un document dédié qui inclut la référence aux pistes d'audit et les justifications d'appréciation de chaque indicateur de cotation. Les managers opérationnels s'assurent que les fiches de contrôle et de résultat sont conformes aux exigences.

Les managers des unités opérationnelles veillent aussi à la qualité des informations transmises aux échelons de management supérieurs, à RPC et CPL ainsi qu'à toute autre composante du Groupe avec laquelle ils sont en relation et, in fine, à la Direction générale. Ils sont supervisés dans ces activités de contrôle par RPC et CPL.

◆ Contrôles de la deuxième ligne de défense

La deuxième ligne de défense est constituée de RPC et de CPL et est exclusivement dédiée à la gestion des risques.

Son objectif est de mettre en œuvre, selon une approche par les risques, un dispositif visant à donner une assurance raisonnable à la gouvernance du groupe Crédit Agricole CIB et aux autorités de tutelle et de contrôle interne et externe (inspection, superviseurs, commissaires aux comptes etc.) que les risques sont en permanence identifiés et maitrisés, et sont en adéquation avec son appétit pour le risque.

La deuxième ligne de défense exerce un rôle de surveillance du plan de contrôle de première ligne en s'assurant de la réalisation effective des contrôles du plan de contrôle de premier niveau à la fréquence convenue, notamment dans le cadre de sa participation aux CCI des métiers, fonctions support et fonctions transverses. Les responsables de RPC et CPL s'assurent également de la réalisation des contrôles de deuxième niveau (y compris les contrôles 2.2 C) dont certaines de leurs équipes ont la responsabilité (RPC-MRO et CPL-GS-CCU). Ces contrôles 2.2 sont enregistrés dans OLIMPIA.

RPC et CPL identifient des contrôles complémentaires à réaliser, justifiés par un niveau de risque sous-jacent pour couvrir les risques les plus significatifs identifiés dans la cartographie des risques ou s'assurer du bon déroulement du plan de contrôle défini par la première ligne de défense. Ces contrôles peuvent aussi être imposés par la règlementation ou être décidés à la suite de la survenance d'un incident.

L'ensemble du dispositif de contrôle permanent est renforcé par un socle de contrôles communs de premier et deuxième niveau (appelés contrôles « 2.2 C ») devant être mis en place par les entités du Groupe Crédit Agricole et dont les résultats sont communiqués à la DRG (Direction Risques Groupe) et à la DDC (Direction de la conformité Groupe) de Crédit Agricole S.A.

◆ La Direction *Risk and Permanent Control*

Les rôles et responsabilités dans la gestion des risques ont été détaillés dans la partie ci-avant « Organisation de la fonction risques ».

◆ Les projets risques

Le Comité de domaine *Credit & Counterparty Risk* est piloté par l'équipe APM (*Architecture & Project Management*), équipe projet rattachée à la Direction *Risk and Permanent Control* de Crédit Agricole CIB. Ce programme répond à l'objectif d'améliorer significativement et de manière continue le dispositif de contrôle des risques de contrepartie, tout en répondant aux nouvelles exigences règlementaires.

Le Comité de domaine *Credit & Conterparty Risk*, présidé par le Directeur des risques, membre du COMEX de Crédit Agricole CIB, réunit les responsables des départements des risques, des représentants métiers concernés et de l'informatique et assure le suivi des projets qui ont été sélectionnés :

- la mise en place d'une plateforme unique reprenant l'ensemble des données nécessaires à la gestion des risques de contrepartie, avec un accès facilité et une maîtrise des sources de données. Les librairies développées par les équipes quantitatives de la Direction des risques sont associées à cette base de données pour réaliser différents types de calculs (indicateurs de risques, mesures d'impact, simulations de RWA). Un module de reporting complète ce dispositif pour les besoins de rapports internes ou règlementaires ;
- le projet de traitement des obsolescences/*upgrades* techniques : projet qui vise à améliorer et mettre à jour techniquement les systèmes nécessitant des développements afin de faciliter la maintenance et l'opérabilité fonctionnelle et diminuer le risque opérationnel ;
- le lancement du projet de refonte du système risque autour du *process* d'octroi de crédit, en lien avec les transformations digitales côté métiers ;
- la refonte du système de notation des contreparties du Groupe Crédit Agricole, devenu inadapté aux besoins actuels des métiers risques ;
- les projets règlementaires & Groupe Crédit Agricole : diverses évolutions fonctionnelles ou techniques en lien avec les évolutions du Groupe Crédit Agricole et les exigences règlementaires de type : évolutions Groupe sur le CRR V4.3, évolutions règlementaires CRD5/CRR2, financements à effet de levier, TRIM, réforme Bâle III,… ;
- les projets courants : ensemble des évolutions majeures des systèmes existants avec un dispositif minimum à maintenir (notation, octroi, outils autorisations, certifications, moteurs de calculs, outils de contrôles et *monitoring* des encours/autorisations, outils des risques opérationnels) qui visent à répondre à de nouveaux besoins métiers, à des demandes règlementaires, aux recommandations des différentes inspections ou à diverses demandes de contributions ;
- un projet piloté par RPC et sponsorisé par GMD et RPC, ayant pour objectif de mettre en œuvre :
  - un nouvel écosystème risques de marché basé sur la technologie *Big Data* permettant d'adresser une forte augmentation des volumes de données et une complexité significative des indicateurs des risques de marché ;
  - la conformité vis-à-vis de la règlementation des principes BCBS 239 avec la mise en place d'un nouveau modèle opérationnel de risques de marché ;

- la revue fondamentale du *Trading Book* (FRTB) qui s'applique au portefeuille de négociation. Après un nouveau report de l'entrée en vigueur de la FRTB au 1er janvier 2027, les fonds propres au titre du risque de marché seront déterminés en appliquant l'approche FRTB - *Standardised Approach* ;
- le projet *Daily Stress* visant à améliorer significativement les capacités de *stress* sur les activités de marché.

Risques de crédit

Toute contrepartie ou groupe de contreparties fait l'objet de limites accordées dans le cadre de procédures spécifiques.

Le processus de décision repose sur deux signatures habilitées de *Front Office* (l'une en tant que responsable de la demande, l'autre étant celle du délégataire compétent) ainsi que sur un avis indépendant de RPC émis par un signataire autorisé. Dans l'hypothèse où l'avis de RPC serait négatif, le pouvoir de décision revient au Président du Comité immédiatement supérieur.

Les décisions de crédit sont encadrées par des cadres de risques définis pour chaque périmètre significatif (pays, métier, secteur) précisant les grandes lignes directrices (cible de clientèle visée, types de produits autorisés, enveloppes globales et montants unitaires envisagés, etc.) à l'intérieur desquelles chaque entité géographique ou chaque métier doit inscrire son activité.

Lorsqu'une affaire est considérée en dehors du cadre de risque en vigueur, les délégations usuelles ne sont pas applicables, seul le Comité de niveau Direction générale (CRC) pouvant alors décider. En outre, RPC identifie le plus en amont possible les actifs susceptibles de se dégrader et lance les actions les plus appropriées afin de protéger les intérêts de la Banque.

Le processus de suivi des créances est complété par un dispositif d'analyse de portefeuille et sous-portefeuille selon des visions transversales métier, géographique ou sectorielle. L'analyse des concentrations et, le cas échéant des recommandations de recomposition du portefeuille, fait partie intégrante de cet exercice.

En parallèle, le dispositif d'encadrement des nouvelles activités et des nouveaux produits (Comité NAP) s'assure que l'ensemble des demandes présentées par les métiers est en ligne avec les cadres de risques concernés.

Par ailleurs, les affaires sensibles et les grands risques font l'objet d'une surveillance trimestrielle ; les autres risques font l'objet d'une revue annuelle. L'adéquation du niveau de provisionnement par rapport aux risques est évaluée trimestriellement par la Direction générale sur proposition de RPC.

Cette approche est complétée par des *stress tests* qui visent à tester l'impact d'hypothèses macroéconomiques défavorables et à quantifier les risques auxquels la Banque pourrait être exposée dans un environnement dégradé.

Risques pays

Le risque pays fait l'objet d'une analyse et d'une surveillance basées sur une méthodologie de notation spécifique. La notation pays, qui est revue au minimum semestriellement, a une incidence directe sur les limites fixées aux pays dans le cadre de la validation de leur cadre de risques et sur la notation des contreparties.

Risques de marché

L'encadrement préalable des risques de marché s'organise autour du fonctionnement de plusieurs Comités qui évaluent les risques associés aux activités, produits et stratégies avant que ceux-ci ne soient mis en œuvre ou utilisés :

- les Comités nouvelle activité ou nouveau produit (NAP), organisés par le métier, permettent aux équipes de risques de marché, parmi d'autres, de valider préalablement les développements d'activité ;
- le Comité des risques de marché (CRM), se tient une fois par mois, assure le pilotage de l'ensemble du dispositif de contrôle des risques de marché ; il approuve notamment les limites de risque de marché ;
- le Comité des risques de liquidité (CRL) a pour objet d'encadrer et de gérer les risques de liquidité de Crédit Agricole CIB et de s'assurer des déclinaisons, au niveau opérationnel, des normes Groupe Crédit Agricole relatives au suivi des risques de liquidité ;
- le Comité de validation des *pricers* a en charge la présentation et la validation formelle des *pricers*, validés pendant l'année.

L'encadrement des risques s'effectue avec des mesures de risque diversifiées :

- mesures globales avec un encadrement des risques de marché autour de la *Value-at-Risk* (VaR), de la VaR Stressée (SVaR) et des mesures de *stress* ; les mesures de VaR et SVaR sont établies avec une probabilité d'occurrence quotidienne de 1 % ; les mesures de *stress* scénarios comprennent des *stress* globaux (historiques, hypothétiques ou adverses) ainsi que des *stress* spécifiques pour chaque activité ;
- mesures spécifiques avec les indicateurs de sensibilité et les mesures en notionnel.

Enfin, les Comités de valorisation et de *pricing* définissent et suivent l'application des règles de valorisation des portefeuilles pour chaque ligne produit.

En 2025, le décommissionnement des outils risques vers la plateforme *data* centrique MASAI s'est poursuivi.

Risques opérationnels

La gestion du risque opérationnel repose notamment sur un ensemble de correspondants du contrôle permanent dont l'action est animée par RPC.

Le suivi des risques opérationnels relève de chaque métier, filiale et entité géographique qui assurent la remontée des pertes et des dysfonctionnements ainsi que leur analyse dans le cadre des Comités de contrôle interne.

La méthodologie de recensement des risques opérationnels prend en compte les provisions concernant notamment les litiges juridiques et les litiges fiscaux en sus des pertes avérées.

Chaque trimestre, RPC produit un tableau de bord des risques opérationnels mettant en évidence l'évolution du coût des risques opérationnels et soulignant les faits marquants associés.

Les incidents significatifs font l'objet d'un suivi rapproché des mesures correctives, en liaison avec les Directions concernées.

La cartographie des risques opérationnels est désormais dénommée *Risk and Control Self-Assessment*. Elle couvre l'ensemble des Directions du Siège, du réseau international et des filiales et fait l'objet d'une révision annuelle. En relation avec les fonctions Global Compliance et Legal, elle intègre les risques de non-conformité et les risques juridiques.

La supervision du dispositif de conformité Volcker et LBF ainsi que la sécurité du système d'information (Pilote des risques du système d'information) est assurée au sein de RPC MRO.

◆ Risques liés aux externalisations et aux mutualisations

Conformément à l'Article 11 de l'Arrêté du 25 février 2021, Crédit Agricole CIB inclut les activités externalisées dans son dispositif de contrôle en respectant les normes applicables au dispositif de contrôle permanent. Proportionné au niveau de risque évalué, le dispositif de contrôle vise à assurer que la prestation est réalisée selon les normes requises et répond aux exigences de qualité et sécurité formalisées dans le contrat (niveau de service, exigences et indicateurs associés, modalités de reporting récurrentes et d'information en cas de dysfonctionnement).

En 2025, en complément des actions déjà existantes, Crédit Agricole CIB a poursuivi le déploiement du nouveau guide de contrôles défini par le Groupe Crédit Agricole afin de compléter et d'étayer son dispositif.

◆ Risque lié aux technologies de l'information et de la communication

La mise en conformité avec la règlementation DORA (*Digital Operational Resilience Act*) qui est entrée en vigueur le 17 janvier 2025 est en voie d'achèvement, avec des actions qui restent à finaliser, notamment sur la mise en conformité des contrats sur les prestations externalisées soutenant des fonctions critiques ou importantes (FCI).

Le processus de gestion des incidents DORA est opérationnel avec une qualification des incidents majeurs à l'un des critères règlementaires DORA.

DIRECTION FINANCE, *PROCUREMENT & EXECUTION MANAGEMENT*

◆ Contrôle permanent de l'information comptable et financière

Les objectifs du contrôle permanent de l'information comptable et financière visent à s'assurer de la couverture adéquate des risques comptables majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière en termes de :

- conformité des données au regard des dispositions légales et règlementaires et des normes du Groupe Crédit Agricole ;
- fiabilité et sincérité des données, permettant de restituer une image fidèle des résultats et de la situation financière de Crédit Agricole CIB et des entités intégrées dans son périmètre de consolidation ;
- sécurité des processus d'élaboration et de traitement des données, limitant les risques opérationnels, au regard de l'engagement de Crédit Agricole CIB sur l'information publiée ;
- prévention des risques de fraudes, de corruption et d'irrégularités comptables.

Pour répondre à ces objectifs, Crédit Agricole CIB a décliné les recommandations du Groupe Crédit Agricole dans ce domaine.

La Direction des risques assure le contrôle permanent de deuxième degré deuxième niveau (2.2) et deuxième degré deuxième niveau consolidé (2.2.C) de l'information comptable et financière tandis que la Direction *Finance, Procurement & Execution Management* assure le contrôle deuxième degré premier niveau (cf. partie « La Direction *Finance, Procurement & Execution Management* : dispositif de contrôle de l'information comptable et financière, risques de taux d'intérêt global et de liquidité »). Au titre du contrôle de deuxième degré deuxième niveau (2.2), la Direction des risques :

- veille à ce que les indicateurs clés comptables définis par Crédit Agricole S.A. soient adaptés à l'environnement d'une Banque de Financement et d'Investissement, déployés de manière homogène et cotés dans l'outil de gestion des risques opérationnels pour le Siège, les succursales et les filiales de Crédit Agricole CIB ;
- consulte chaque semestre les succursales et les principales filiales du groupe Crédit Agricole CIB par le biais d'un questionnaire de certification comptable par lequel les Directeurs financiers s'engagent sur le respect des normes comptables ;
- effectue des contrôles sur pièces selon un plan de contrôle validé annuellement en Comité de contrôle interne finance ;
- déclare et suit les incidents opérationnels liés au domaine comptable et financier ;
- produit annuellement une cartographie des risques opérationnels mise à jour au fil de l'eau avec les équipes de la Direction *Finance, Procurement & Execution Management*.

Le résultat de ces travaux ainsi que le suivi proactif des recommandations émises par le régulateur et les corps d'Inspection générale permettent au contrôle permanent de définir un plan d'actions correctrices, afin de renforcer, si besoin, le dispositif d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

L'ensemble de ces éléments est présenté en Comité de contrôle permanent du contrôle financier Groupe et en Comité de contrôle interne de la Direction *Finance, Procurement & Execution Management*.

Le dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière s'applique également à l'information produite par Crédit Agricole CIB pour le compte des entités du Groupe (Crédit Agricole S.A., LCL et Indosuez Wealth Management).

◆ Exigences de fonds propres règlementaires

Dans le cadre de la règlementation Bâle III, Crédit Agricole CIB utilise une approche fondée sur des modèles internes validés par le régulateur pour le calcul des besoins en fonds propres au titre du risque de crédit, de marché et également au titre du risque opérationnel.

Ces modèles font partie intégrante du dispositif de gestion des risques de Crédit Agricole CIB, et font l'objet d'une surveillance et d'une révision régulière pour s'assurer tant de leur performance que de leur utilisation effective.

Concernant le risque de crédit, un travail significatif de mise en conformité des modèles internes avec les derniers textes publiés par l'Autorité bancaire européenne (EBA) dans le cadre du programme *IRB Repair* a été mené. De plus, l'ensemble des modèles PD (probabilité de défaut) et LGD (perte en cas de défaut) ont fait l'objet d'un exercice de *Backtesting* au cours de l'année 2025 ; les résultats de ces travaux seront présentés en Comité exécutif de Crédit Agricole CIB et validés en Comité normes et méthodologies de Crédit Agricole S.A. En complément, des *benchmarkings* de notations internes de Crédit Agricole CIB sont réalisés sur les périmètres *Low Default Portfolio (*grandes entreprises, banques et souverains) aussi bien par rapport aux notes d'agences externes que celles des autres banques européennes qui participent à l'exercice annuel de *benchmark* des RWA organisé par l'EBA. Il convient de souligner que les évolutions des modèles existants de Crédit Agricole CIB et le développement de nouveaux modèles visent d'une part à mesurer les risques de Crédit Agricole CIB de la façon la plus précise possible et d'autre part à accompagner les évolutions règlementaires qui s'imposent aux banques.

La bonne application du dispositif de Bâle fait par ailleurs l'objet d'un suivi régulier dans le cadre d'un Comité de revue des usages bâlois.

◆ Dispositif de contrôle de l'information comptable et financière, risques de taux d'intérêt global et de liquidité

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DANS L'ÉLABORATION ET LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Conformément aux règles en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole CIB, les missions et principes d'organisation des fonctions de la Direction *Finance, Procurement & Execution Management* sont décrits dans une note d'organisation mise à jour en 2025.

Au sein de la Direction *Finance, Procurement & Execution Management* de Crédit Agricole CIB, le pôle du Contrôle financier Groupe est en charge de l'élaboration des états financiers (comptes individuels de Crédit Agricole CIB, comptes consolidés du groupe Crédit Agricole CIB, états règlementaires sur base sociale et consolidée). Ce pôle assure également la transmission à Crédit Agricole S.A. des données collectées nécessaires à l'élaboration des comptes consolidés du Groupe Crédit Agricole.

Les Directions *Finance, Procurement & Execution Management* des entités appartenant au périmètre de consolidation sont, quant à elles, responsables de l'élaboration de leurs états financiers en normes locales et en normes internationales. Elles effectuent leurs travaux dans le cadre d'instructions et de contrôles de la Direction *Finance, Procurement & Execution Management* du Siège.

PROCÉDURES D'ÉLABORATION ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

L'organisation des procédures et des systèmes d'information concourant à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière est documentée dans des notes descriptives et dans des cartographies de processus mises à jour au fil de l'eau. La Direction *Finance, Procurement & Execution Management* supervise également la cohérence de l'architecture des systèmes d'information financière et comptable et assure le pilotage des grands projets qui la concernent (comptabilité, règlementaire et prudentiel).

DONNÉES COMPTABLES

Crédit Agricole CIB arrête ses comptes mensuellement. Les comptes individuels et consolidés sont établis selon les normes comptables du Groupe Crédit Agricole diffusées par la Direction information comptable et règlementaire de Crédit Agricole S.A.. Le traitement comptable des instruments financiers et les opérations complexes font l'objet d'une analyse approfondie préalable par le département des normes comptables de la Direction *Finance, Procurement & Execution Management* de Crédit Agricole CIB.

Chaque entité du groupe Crédit Agricole CIB produit une liasse de consolidation qui alimente le système commun du Groupe Crédit Agricole dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par Crédit Agricole S.A.. Trimestriellement, des instructions d'arrêté sont diffusées par le contrôle financier Groupe aux Directions *Finance, Procurement & Execution Management* des entités du groupe Crédit Agricole CIB afin de définir les délais de remontée, préciser certains traitements comptables et la nature des informations à collecter sur la période en vue notamment de l'élaboration des notes annexes aux comptes consolidés.

DONNÉES DE GESTION

L'information financière publiée par Crédit Agricole CIB s'appuie pour l'essentiel sur les données comptables mais également sur des données de gestion.

Les données de gestion font l'objet de contrôles permettant de s'assurer de la qualité de leur réconciliation avec les données comptables et de la conformité aux normes de gestion fixées par les instances de gouvernance.

Dans ce cadre, chaque entité rapproche les agrégats du résultat de gestion avec les soldes intermédiaires de gestion issus de la comptabilité. Le contrôle financier Groupe s'assure de ce même équilibre au niveau du palier de consolidation du groupe Crédit Agricole CIB.

Les données de gestion sont établies selon des méthodes et des modes de calcul permettant d'assurer leur comparabilité dans le temps. Lorsque les données publiées ne sont pas directement extraites des informations comptables, il est fait généralement mention des sources et de la définition des modes de calcul afin d'en faciliter la compréhension.

DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE AU SEIN DE LA DIRECTION *FINANCE, PROCUREMENT & EXECUTION MANAGEMENT*

La Direction *Finance, Procurement & Execution Management* assure la surveillance de deuxième degré premier niveau du dispositif de contrôle permanent de l'information comptable et financière sur un périmètre mondial afin de s'assurer de la couverture adéquate des risques comptables majeurs, susceptibles d'altérer la qualité de l'information comptable et financière.

Au Siège, les travaux qui concourent à l'élaboration et au contrôle de l'information comptable et financière sont formalisés et revus avec le contrôle permanent au travers des cotations trimestrielles des indicateurs 2.2 d'une part et du plan de contrôle thématique sur pièces défini annuellement d'autre part.

Dans les entités, les équipes comptables cotent chaque trimestre les indicateurs clés comptables définis par la Direction des risques dans l'outil de gestion des risques opérationnels de Crédit Agricole CIB. Leurs cotations font l'objet de contrôles ponctuels par la Direction des risques localement et/ou au Siège.

RELATIONS AVEC LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux normes professionnelles en vigueur, les Commissaires aux comptes examinent les choix comptables significatifs et mettent en œuvre les diligences qu'ils jugent appropriées sur l'information comptable et financière publiée :

- audit des comptes individuels et des comptes consolidés ;
- examen limité des comptes consolidés semestriels ;
- lecture de l'ensemble des supports de présentation de l'information financière publiée.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes présentent au Comité d'audit et au Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB, les conclusions de leurs travaux. Le cas échéant, ils relèvent également les faiblesses significatives du contrôle interne pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Enfin, la Direction *Finance, Procurement & Execution Management*, sur délégation du Comité d'audit, approuve les services autres que l'audit. Un point sur les honoraires des Commissaires aux comptes et sur leur indépendance est présenté chaque trimestre en Comité d'audit.

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Crédit Agricole CIB contribue aux supports de communication financière de Crédit Agricole S.A. publiés à destination des actionnaires, des investisseurs, des analystes ou agences de notation. L'information financière et comptable des activités de la Banque de Financement et d'Investissement de Crédit Agricole CIB qu'ils contiennent est établie par l'équipe Communication financière de la Direction *Finance, Procurement & Execution Management*. Elle est conforme à celle utilisée en interne et à celle validée par les Commissaires aux comptes et présentée à l'organe de surveillance de Crédit Agricole CIB.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

Le risque de taux d'intérêt global (RTIG) est quantifié à l'aide de mesures statiques et dynamiques. Les impasses de taux et les résultats des *stress tests* sont présentés en Comité ALM qui décide des mesures de gestion/couverture à prendre.

Dans le cadre de la révision annuelle du cadre de risques du Groupe Crédit Agricole, les limites RTIG ont été revues par le Comité des risques du Groupe tant pour le risque de taux fixe que pour le risque de base. En plus de l'euro et du dollar, des limites internes en gaps pour les positions de risque de taux dans les principales devises ont été mises en œuvre. Pour le risque de base, compte tenu de la réforme des indices, seul le risque de base en euro fait l'objet d'un encadrement par la limite de sensibilité VAN d'index (valeur actuelle nette).

Concernant le dispositif de contrôle, l'unité de gestion du RTIG est dissociée d'une part en une unité en charge de la mesure du risque et de la définition des couvertures du risque et d'autre part en une unité en charge de l'exécution des couvertures définies face à la Direction des marchés de capitaux.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

La gestion du risque de liquidité dans le groupe Crédit Agricole CIB est placée sous la responsabilité du département *Assets & Liabilities Management*, qui rend compte au Comité actif-passif.

Le système de gestion et d'encadrement des risques d'illiquidité, de disponibilité et de prix porte notamment sur :

- la capacité de résistance en situation de crise selon des scénarios de risque systémique, idiosyncratique et global à horizon de 12 mois, 3 mois et 1 mois. Les *stress* sont réalisés sur la situation en toutes devises contre-valorisées en euro et pour les principales devises du groupe ;
- l'exposition au refinancement court terme de marché (limite court terme) ;
- les indicateurs de stabilité du bilan (position en ressources stables et déficit ou excédent collecte crédit) ;
- la concentration des échéances du refinancement long terme ;
- l'impasse de transformation de liquidité moyen- long-terme toutes devises et pour les principales devises.

Crédit Agricole CIB s'est dotée d'une plateforme de gestion du risque de liquidité arrimée aux données comptables de la Banque permettant la mesure des ratios de liquidité règlementaires et des indicateurs du modèle interne de liquidité. Pour les besoins de pilotage de la Banque, le LCR ainsi que les *stress* de liquidité (toutes devises et dollar américain) sont mesurés selon une fréquence quotidienne à partir des outils de gestion Liquid et Limon.

Les principales avancées en matière de pilotage du risque de liquidité en 2025 concernent :

- la progression du projet de mise en place d'un dispositif de surveillance et d'encadrement de la liquidité *intraday* avec la production de *stress* (marché, client et combiné) en euros et en devise USD ;
- la production d'un LCR quotidien sur l'activité *trading* action dans l'outil de gestion Limon.

Concernant la liquidité, le dispositif normatif de contrôle permanent de Crédit Agricole CIB est similaire au dispositif du Groupe. Les indicateurs minimums de contrôle sont les mêmes et s'appliquent aux grands processus de la même façon.

LA DIRECTION *GLOBAL COMPLIANCE*

Les rôles et l'organisation de la conformité sont décrits ci-après dans la partie 2.8 « Risques de non-conformité ».

LA DIRECTION *LEGAL*

Les missions principales de la fonction *Legal* (LGL) sont (i) maîtriser le risque juridique de la Banque dans les conditions fixées par l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié par l'arrêté du 25 février 2021, (ii) informer la Direction générale, les Directions et les fonctions transverses de la Banque des risques juridiques découlant de leurs activités et proposer des solutions pour atténuer ces risques juridiques (iii) mandater et piloter la relation avec les conseils externes de la Banque et gérer les coûts associés le cas échéant et (iv) mettre en place un processus en cas d'émission par LGL d'un avis négatif (avis émis lorsqu'une transaction ou une opération présente un ou des risques juridiques qui (i) ne peuvent pas être suffisamment atténués et (ii) (a) pourraient raisonnablement avoir un effet défavorable significatif sur les résultats financiers de Crédit Agricole CIB ou du Groupe Crédit Agricole ou (b) pourraient entraîner un litige significatif ou une enquête règlementaire).

Le Directeur juridique de la Banque est rattaché hiérarchiquement au Directeur juridique Groupe Crédit Agricole et fonctionnellement à la Direction générale de la Banque. Il a autorité, hiérarchique ou fonctionnelle selon le cas, sur les responsables des services juridiques du Siège et des pôles d'expertise juridique à responsabilités mondiales, les directeurs juridiques des centres régionaux et les responsables juridiques des entités du groupe Crédit Agricole CIB.

Le dispositif de contrôle permanent et de maîtrise des risques juridiques mis en place par LGL s'insère dans le cadre défini par Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. LGL concourt au contrôle de la conformité des activités et opérations de la Banque aux dispositions législatives et règlementaires et assure la revue des risques juridiques générés par les activités, produits, services, opérations et usages de la Banque, ainsi que le contrôle permanent des risques opérationnels qu'elle génère sur son propre périmètre.

LGL y contribue par ses consultations juridiques à la Direction générale, aux Directions et fonctions transverses de la Banque, une participation aux négociations juridiques des opérations/transactions, la veille juridique, la formation des collaborateurs de la Banque, la modélisation de contrats types, l'émission de politiques et de procédures juridiques, la collaboration aux organes et procédures de décision et ce, dans les conditions fixées par les textes de gouvernance de la Banque. LGL participe ainsi aux processus d'approbation des nouveaux produits, activités et usages et aux décisions majeures d'engagement de la Banque.

Ce dispositif solide, reconnu comme tel, lui permet ainsi d'assister et accompagner l'ensemble des lignes métiers de la Banque au quotidien, au Siège et à l'international.

En 2025, LGL a continué de renforcer le dispositif de contrôle permanent et de maîtrise des risques juridiques au travers notamment des actions suivantes :

- renforcement ciblé des équipes dans un contexte de forte croissance et d'exigences règlementaires accrues : optimisation du dispositif mondial avec plusieurs créations de postes et ajustements stratégiques, notamment le transfert du Directeur juridique Europe à Milan pour soutenir la franchise en Italie, la nomination de nouveaux responsables juridiques en Espagne, en Italie, dans les pays nordiques et au Japon et le recrutement, au Canada, d'un juriste chargé de la couverture juridique des besoins en termes d'achats et de gouvernance d'entreprise. Basé chez Crédit Agricole Services & Operations Inc. (CASO), il est placé sous la responsabilité hiérarchique de l'équipe de LGL New York qui assure la coordination de la région Amériques ;
- mise à jour de sa cartographie des risques opérationnels et de son plan de contrôle et suivi des recommandations émises par l'Inspection générale. Fin 2025, LGL n'avait aucune recommandation « en retard ». Sur un total de trois recommandations ouvertes en 2025, toutes à l'international, seules deux recommandations de niveau 3 restaient en cours de mise en œuvre au 31 décembre 2025, avec une échéance fixée au premier trimestre 2026 ;

- mise à jour de sa note d'organisation, de ses mission statements et de ses principaux textes de gouvernance ;
- déploiement d'un nouveau site intranet incluant la veille juridique, alimenté par les équipes au Siège et à l'international ;
- accélération de sa transformation digitale: (i) intégration de deux chefs de programme « digitalisation et innovation » chargés d'évaluer, au Siège puis à l'international, les outils existants, d'identifier les irritants et de recueillir les besoins, (ii) évolutions de l'outil de gestion des contrats-cadres de marchés, (iii) optimisation de la revue semi-automatisée des accords de confidentialité, (iv) déploiement d'outils digitaux, notamment collaboratifs (v) identification de cas d'usage pertinents de l'Intelligence Artificielle pour LGL, analyse du marché et test de solutions juridiques adaptées, (vi) définition d'une feuille de route pluriannuelle intégrant des initiatives d'Intelligence Artificielle générative (assistant juridique virtuel, *Legal Design*…).

SÉCURITÉ DU SYSTÈME D'INFORMATION ET PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

La protection du système d'information et l'aptitude à surmonter un sinistre de grande ampleur répondent aux exigences règlementaires et relèvent de la défense des intérêts de Crédit Agricole CIB et de ses clients. Dans ce cadre, deux unités dédiées au traitement des questions relatives à la sécurité de l'information et à la continuité des activités existent :

- filière ISS (*Information Systems Security*) ;
- RMA (*Resilience Management*), incluant BCP (*Business Continuity Plan*) et DRP (*Disaster Recovery Plan*).

Afin d'assurer leurs missions de contrôle permanent, elles s'appuient sur des équipes dédiées et un réseau de correspondants en France et à l'international.

◆ Filière ISS

En matière de sécurité de l'information, la filière ISS :

- agit comme un organe de gouvernance et de contrôle de niveau 1 et 2.1 au sens de la classification des contrôles en vigueur dans le Groupe Crédit Agricole ;
- déploie et anime un plan de contrôle permanent de niveau 2.1 et un plan de sensibilisation des collaborateurs à la SSI ;
- formalise les politiques de sécurité des systèmes d'information, en déclinant celles existant au niveau du Groupe Crédit Agricole et en les alignant sur la norme ISO 27002 ;
- effectue le suivi des exigences règlementaires en matière de sécurité des systèmes d'informations, avec un pilotage international ;
- rédige un certain nombre de standards de sécurité, en relation et partenariat avec les autres unités SSI du Groupe Crédit Agricole. Les standards techniques des infrastructures IT sont sous la responsabilité unique de Crédit Agricole Group Infrastructure Platform (CA-GIP) ;
- coordonne le maintien du niveau de sécurité adéquat ;
- se coordonne avec les unités BCP en charge du plan de continuité et de la gestion de crise ;
- définit la gestion des environnements permettant la maîtrise des référentiels d'identité et de gestion des habilitations ;
- organise et opère les audits de sécurité ;
- supervise et pilote l'état des indicateurs de sécurité de façon globale au travers de Comités dédiés à cet effet ;
- coordonne des revues périodiques des droits d'accès des collaborateurs aux applications.

Crédit Agricole CIB déploie depuis plusieurs années un programme de projets sécuritaires visant principalement à répondre à ses quatre scénarios de risques principaux (propagation massive d'un *ransomware* et destruction logique par une cyberattaque, vol de données sensibles, piratage de la chaine de paiement et non-conformité règlementaire).

Ce programme a, entre autre, pour objectifs de :

- réduire la dette d'obsolescence ;
- réduire les délais et renforcer les capacités de traitement des vulnérabilités selon leur contextualisation ;
- renforcer les mécanismes de sécurité des réseaux (segmentation) pour réduire le risque de propagation d'une éventuelle cyberattaque ;
- renforcer nos capacités de détection ;
- renforcer nos capacités et moyens de sécurisation des données au sens large (chiffrement, systèmes anti malware, etc.) ;
- renforcer la sécurité des accès aux systèmes d'information et transformer les modalités d'authentification pour les clients de Crédit Agricole CIB afin d'améliorer leur expérience utilisateur ;
- renforcer la supervision internationale (CSIRT 24/7 - Computer Security Incident Response Team - en mode « follow the sun ») ;
- prendre en compte les exigences règlementaires internationales ;
- mitiger les risques géopolitiques.

Crédit Agricole CIB s'appuie sur des services fournis par le Groupe Crédit Agricole :

- les services de l'équipe CERT du Groupe Crédit Agricole. Cette équipe est certifiée SIM3 par le *Trust Introducer* (TF-CSIRT) ;
- les services d'un centre opérationnel cyber défense (socle cyberdéfense - CYB) chez CA-GIP. Au sein de ce socle cyberdéfense se trouve le centre des opérations de sécurité (SOC). Cette équipe supervise et administre la sécurité du système d'information et la gestion de l'outil *Security Information and Event Management* (SIEM). Cet outil collecte les évènements de sécurité des composants du système d'information.

Crédit Agricole CIB dispose d'une équipe CSIRT en charge du suivi et de la coordination de niveau 1.

◆ Plan de continuité d'activité (*Business Continuity Plan* - BCP)

Depuis de nombreuses années, Crédit Agricole CIB a mis en place au niveau mondial une organisation et des processus qui sont régulièrement testés par les opérationnels afin de garantir la continuité des activités. Les résultats sont supervisés par l'équipe *Resilience Management* (RMA) et font l'objet de contrôle de niveau 2 par *Risk and Permanent Control* (RPC). De plus, l'Inspection générale (IGE) réalise périodiquement des audits de cette organisation et de ces processus. La survenance de certains évènements passés a également permis d'éprouver la pertinence des solutions de continuité des activités en place. Après chaque crise, les processus éprouvés font l'objet d'analyses et de plans d'amélioration.

En matière de continuité des activités, la division RMA définit la gouvernance et les politiques de continuité d'activité pour l'ensemble du groupe Crédit Agricole CIB. Pour le Siège, la division RMA met en place des dispositifs de secours en vue d'assurer la reprise des activités dans les délais impartis par les métiers en cas de sinistre. Les équipes RMA régionales (*Asia/Pacific* + *Middle East*, Europe, *Americas* et UK) interviennent en délégation de RMA *Head Office* (HO) pour s'assurer de la mise en place de dispositifs de continuité d'activité selon les normes établies au Siège et par les régulateurs locaux. Des tests annuels permettent de vérifier la capacité de reprise de Crédit Agricole CIB tant en France qu'à l'international et de valider le dispositif.

La division RMA rend compte du niveau de résilience de Crédit Agricole CIB à un Comité trimestriel présidé par le Directeur général adjoint en charge de l'*IT & Operations Services* (IOS).

Crédit Agricole CIB a mis en œuvre le programme *Enhanced Reconstruction*, visant à améliorer la réponse de Crédit Agricole CIB en cas d'incident cyber de grande ampleur, et a mené depuis 2023 les travaux de mise en conformité avec DORA (règlement européen *Digital Operational Resilience Act*).

LE CONTRÔLE DE TROISIÈME DEGRÉ

◆ Contrôle périodique

Mandat et missions de l'audit interne

Le mandat de la fonction d'audit interne est conféré à l'Inspection générale par le Conseil d'administration de la Banque : ce mandat l'habilite à fournir au Conseil d'administration et à la Direction générale de Crédit Agricole CIB une assurance, un conseil, un éclairage et une prospective indépendants, objectifs et fondés sur les risques.

Ainsi, le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB donne mandat à l'Inspection générale (IGE) pour :

- planifier et réaliser des missions d'audit interne en toute indépendance sur l'ensemble du périmètre de surveillance sur base consolidée (« PSC »), comprenant notamment les fonctions en charge de la gestion des risques et des contrôles de conformité ainsi que les activités externalisées, à l'exception du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB et de ses Comités ;
- bénéficier d'un accès total et illimité à l'ensemble des fonctions, données, documents, informations, biens et personnes nécessaires à l'exercice de ses responsabilités, dans la mesure où IGE s'engage à en assurer la confidentialité et la protection ;
- définir l'objet, le périmètre d'intervention et la fréquence des missions d'audit, allouer les ressources et appliquer les techniques nécessaires à leur réalisation, ainsi qu'à en communiquer les résultats.

IGE est la Direction en charge de la fonction d'audit interne qui assure le niveau ultime de contrôle de l'ensemble du dispositif de contrôle interne en procédant à des missions d'audit, sur pièces et sur place, permettant de couvrir l'ensemble des activités suivant un cycle pluriannuel. Elle effectue aussi des contrôles périodiques sur des entités du périmètre de surveillance consolidé de Crédit Agricole CIB.

En tant que troisième ligne de défense, IGE réalise des missions d'assurance au sens des normes professionnelles, missions qui ont pour objet de :

- porter un diagnostic sur l'adéquation, l'efficacité et l'efficience (i) du dispositif de contrôle interne visé à l'article 11 de l'arrêté du 3 novembre 2014 et à l'Article 13 de l'Arrêté du 6 janvier 2021, ainsi que (ii) des contrôles et reportings réalisés par les premières et deuxièmes lignes de défense aux plans de leur conception et de leur efficacité ;
- s'assurer que le niveau effectif des risques encourus par la Banque, directement ou par le biais d'activités externalisées, ainsi que la gestion de ces risques (identification, enregistrement, contrôle et atténuation) sont conformes aux paramètres, politiques et stratégies approuvés, notamment en ce qui concerne les catégories de risques suivantes : risque de crédit (y compris concentration, dilution et résiduel), de marché, de liquidité, de taux d'intérêt global, d'intermédiation, de règlement-livraison, de non-conformité (y compris lié à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme), risque de discontinuité d'activité, risque informatique, juridique, de base, risque de titrisation, risque systémique, risque lié aux modèles, risque de levier excessif, ainsi que les différentes composantes du risque opérationnel (y compris la fraude interne/externe) et le risque ESG ;
- contrôler que les procédures et les opérations sont conformes aux lois et réglementations applicables, à la déclaration d'appétence au risque et aux stratégies de la Banque, ainsi qu'aux décisions de la Direction générale de Crédit Agricole CIB ;
- contrôler que les processus opérationnels sont mis en œuvre et contrôlés conformément aux textes de gouvernance de la Banque et aux procédures internes ;
- contrôler que les mesures correctives adaptées sont prises en temps opportun ;
- évaluer la qualité et l'efficacité du fonctionnement ainsi que la fiabilité des communications et du reporting adressés à la Direction générale et aux instances de gouvernance.

Les missions réalisées par IGE permettent ainsi de fournir au Conseil d'administration, au Directeur général et aux Directeurs généraux délégués de Crédit Agricole CIB une opinion d'assurance professionnelle et indépendante sur les processus de gouvernance, de maîtrise des risques et de contrôle interne.

Organisation

En conformité avec les normes internationales d'audit interne et celles du Groupe Crédit Agricole, l'Inspecteur général de Crédit Agricole CIB est rattaché hiérarchiquement et fonctionnellement de telle manière à garantir son indépendance.

IGE est pleinement intégrée à la « Ligne métier audit-inspection » (LMAI), qui regroupe l'ensemble des auditeurs-inspecteurs du Groupe Crédit Agricole. Crédit Agricole S.A. a la responsabilité globale de la gestion de l'activité d'audit interne pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole. IGE suit ainsi les principes de fonctionnement, les règles et méthodologies édictés par la LMAI et lui envoie tous les rapports d'audit, rapports d'activité et, plus généralement, toute information qui lui est demandée.

IGE est structurée en ligne métier mondiale. Les équipes d'IGE sont implantées au Siège et dans certaines entités à l'international et/ou filiales. IGE comprend 2 équipes :

- une équipe d'audit mondiale en charge de réaliser les missions d'audit interne, organisée en pôles régionaux (*hubs* Europe, Amériques et Asie/Moyen-Orient) eux-mêmes subdivisés en équipes d'audit locales ; et
- une équipe de secrétariat général, dite « Méthodes & Support », centrée sur la méthodologie et les outils, les contrôles, le reporting au Conseil d'administration et, plus globalement, le fonctionnement de la Direction.

Au 31 décembre 2025, les effectifs de l'audit interne du groupe Crédit Agricole CIB comprennent 198 effectifs internes couvrant les périmètres de la Banque de Financement et d'Investissement (153 personnes) et de la Gestion de fortune (45 personnes).

Relations avec les organes de gouvernance et les autres fonctions de contrôle interne

L'Inspecteur général, dans le cadre du mandat qui lui est confié, participe régulièrement aux Conseils d'administration et Comités des risques. Il formalise et présente régulièrement au Conseil d'administration de la Banque les activités de l'audit interne et les informations qui lui sont nécessaires pour exercer son rôle de surveillance.

Par ailleurs, IGE vise à coordonner de manière efficace ses travaux avec ceux des autres fonctions d'assurance et de contrôle de la Banque et de son périmètre de surveillance consolidée (PSC), notamment les Directions *Risk & Permanent Control* (RPC) et *Global Compliance* (CPL).

Plan d'audit et conduite des missions

Chaque année, IGE prépare un plan d'audit fondé sur les risques à partir du cycle d'audit pluriannuel, de sa propre évaluation des risques encourus (résultant d'une cartographie des risques des entités auditables) et des éléments transmis par la LMAI, la Direction générale, la Direction des entités règlementées pour lesquelles un plan d'audit local est requis, les autres fonctions de contrôle, les commissaires aux comptes de Crédit Agricole CIB et par les Président(e)s des Comités des risques et d'audit du Conseil d'administration de la Banque.

L'Inspecteur général présente le plan d'audit annuel à l'Inspecteur général du Groupe Crédit Agricole pour validation préalable. Il le présente ensuite au Comité de contrôle interne de Crédit Agricole CIB, avant de le soumettre au Comité des risques du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB, qui l'examine et recommande son approbation au Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB. L'Inspecteur général soumet ensuite le plan d'audit pour approbation au Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB.

Les missions conduites par IGE s'inscrivent dans le cadre du plan d'audit annuel ainsi validé et sur la base d'un cycle d'audit ne pouvant excéder 5 ans.

Les missions sont communiquées à l'entité auditée dans une lettre d'annonce adressée au Directeur général de l'entité ou de la succursale, au responsable de la Direction auditée, au gestionnaire des risques opérationnels concerné et au responsable de l'audit local, le cas échéant. Cette lettre s'accompagne de la communication de la charte d'audit.

Une réunion de « *kick-off* » est organisée avec l'entité auditée pour lui préciser les raisons et objectifs de la mission ainsi que le périmètre sous revue.

Chaque mission est placée sous la responsabilité opérationnelle d'un chef de mission lequel est managé fonctionnellement par un superviseur qui peut être localisé au siège (Crédit Agricole CIB Paris) ou au sein d'un *hub* régional (Asie/Moyen-Orient ou Amériques).

Une mission d'audit type comporte trois étapes : planification, investigation et rédaction de rapports, selon la méthodologie et le format définis par la ligne métier audit-inspection.

Une fois le travail d'investigation achevé, les conclusions sont communiquées aux audités et une réunion de restitution est organisée avec le Directeur général et/ou le responsable de l'entité auditée. Cette réunion est destinée à présenter de manière synthétique les principales conclusions et les principaux axes d'amélioration identifiés, ainsi que les principales recommandations.

Un rapport reprenant les constats, les causes racine et les recommandations de l'audit est ensuite rédigé. Une cotation globale est attribuée à chaque rapport d'audit sur une échelle colorisée conformément à la méthodologie de la LMAI.

Les synthèses des rapports d'audit sont envoyées par l'Inspecteur général ou son représentant au Comité des risques du Conseil et au Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB. Sur demande, les rapports finaux sont mis à la disposition du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB et de ses Comités des risques et d'audit.

Dispositif de suivi des recommandations

L'envoi du rapport définitif marque le démarrage de la phase de suivi de mise en œuvre du plan d'actions correctives en réponse aux recommandations émises.

Tous les rapports d'audit, qu'ils soient émis par IGE, une équipe de la LMAI ou des autorités de surveillance ou de règlementation, sont saisis dans l'outil MyAudit (système informatique de LMAI), afin qu'un suivi de la mise en œuvre des mesures correctives par l'entité auditée puisse être effectué.

Lorsque le responsable de la recommandation indique que la mise en œuvre des mesures correctrices est terminée, IGE en effectue le contrôle (et si nécessaire la teste) avant de clôturer la recommandation. IGE peut également assurer le suivi des recommandations lors de missions d'audit de suivi thématique, ou dans le cadre des investigations d'une mission d'audit planifiée.

Lorsqu'un manque de progrès est noté, une réunion d'escalade des recommandations peut être organisée avec les entités concernées afin de se concentrer sur leurs recommandations clés et les risques associés, et de décider du plan d'actions approprié.

IGE présente deux fois par an un suivi du stock global de recommandations au Comité de contrôle interne de la Banque et au Comité des risques du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB.

2.4. Risques de crédit

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent un engagement et donc une valeur d'inventaire positive dans les livres du groupe Crédit Agricole CIB. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un État et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties données ou engagements confirmés non utilisés et opérations de marché. Ce risque englobe également le risque de règlementlivraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

Les risques de crédit ont fait l'objet d'une taxonomie établie au niveau du Groupe Crédit Agricole et déclinée pour Crédit Agricole CIB qui est présentée au sein du Chapitre 8 du présent Document d'enregistrement universel. Cette taxonomie est utilisée ci-après.

2.4.1 Objectifs et politique

La prise de risque au sein de Crédit Agricole CIB s'effectue au travers de la définition du cadre de risques approuvés par le Comité stratégies et portefeuilles (CSP) présidé par la Direction générale. Les cadres de risques sont définis pour chaque pays, métier/produit ou secteur porteur de risques significatifs pour la Banque au sein du périmètre de contrôle de Crédit Agricole CIB. Ils visent à préciser les grandes lignes directrices et à décliner les enveloppes de risques acceptables à l'intérieur desquelles chaque métier ou chaque entité géographique devra inscrire son activité : secteurs industriels visés (ou exclus), types de contreparties, nature et durée des transactions ou activités ou types de produits autorisés, catégorie ou intensité des risques induits, présence et valeur des sûretés, volume d'ensemble du portefeuille, encadrement du niveau de risque individuel et global, critères de diversification.

La définition d'un cadre de risques sur chaque périmètre considéré comme significatif de Crédit Agricole CIB permet de déterminer l'appétit en risques de la Banque et d'exiger des critères de qualité sur les engagements qui sont pris ensuite. Cela permet également d'éviter des poches de concentration majeures qui seraient non souhaitées et d'orienter le profil du portefeuille vers une diversification des risques.

Les risques de concentration sont gérés au travers de l'utilisation d'indicateurs spécifiques pour certains portefeuilles qui sont pris en compte lors de l'octroi de crédit : grilles de concentration individuelle. Ensuite, une surveillance des concentrations est effectuée a posteriori sur les portefeuilles concernés, par analyse de la mesure quantitative dédiée à cet usage et fondée sur le modèle interne de la Banque.

Enfin, une gestion active de portefeuille est faite au sein de Crédit Agricole CIB, afin de réduire les principaux risques de concentration et d'optimiser l'emploi de ses fonds propres. Pour réduire et diversifier les risques de contrepartie, la Direction *Finance, Procurement & Execution Management* utilise des instruments de marché, comme les dérivés de crédit ou les mécanismes de titrisation. L'activité de gestion du risque de crédit par dérivés repose sur l'achat de dérivés de crédit sur des expositions unitaires (cf. « Informations au titre du Pilier 3 de Bâle III » partie Risques de crédit

- Utilisation des dérivés de crédit du présent Chapitre). De même, la syndication de crédits auprès de banques externes ainsi que la recherche de couverture des risques (assurance-crédit, dérivés, *Master Risk Participation Agreement* - MRPA, etc.) constituent d'autres solutions pour atténuer les concentrations éventuelles.

S'agissant plus spécifiquement du risque de contrepartie sur opération de marché, la politique en matière de constitution de réserves de crédit sur ce type de risque est similaire au risque de crédit avec, pour les clients « sains », un mécanisme d'évaluation du risque CVA (*Credit Valuation Adjustment*) économiquement comparable à une provision collective, et, pour les clients en défaut, une dépréciation adaptée à la situation du dérivé et tenant compte de l'existence du montant de CVA constitué avant le défaut.

En cas de défaut, le niveau de dépréciation est examiné suivant les mêmes principes que pour le risque de crédit (estimation du risque de perte des dérivés relativement à leur rang dans le « *waterfall* »), en tenant compte de l'existence du mécanisme de CVA, selon deux cas : soit les dérivés sont maintenus en vie (CVA ou dépréciation individuelle), soit ils sont dénoués (dépréciation individuelle).

2.4.2 Gestion du risque de crédit

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRISE DE RISQUE

Les décisions de crédit sont encadrées en amont par les cadres de risques décrits ci-dessus.

Toute contrepartie ou groupe de contreparties fait l'objet de limites destinées à encadrer le montant des engagements, quelle que soit la nature de la contrepartie (entreprises, souverains, banques, institutions financières, collectivités publiques, SPV, etc.). Les délégations sont fonction de la qualité du risque, appréciée par la notation interne de la contrepartie. La décision de crédit doit s'inscrire dans les limites des cadres de risques formellement validées.

Les contrôles de deuxième degré du respect des limites sont exercés par la Direction « *Risk and Permanent Control* », complétés par un processus de surveillance des risques individuels et des portefeuilles afin notamment de détecter le plus en amont possible toute détérioration de la qualité de la contrepartie et des engagements de Crédit Agricole CIB.

Lorsque le risque s'est dégradé significativement depuis la date de mise en place d'un engagement, la politique de dépréciation selon la norme IFRS 9 prévoit une augmentation de la couverture de l'engagement sous forme de provision.

La sélection des opérations nouvelles est effectuée par un processus de décision reposant sur deux signatures de *Front Office*, l'une en tant que responsable habilité à présenter la demande et l'autre en tant que délégataire habilité à prendre la décision de crédit.

La décision s'appuie sur un avis indépendant de la Direction *Risk and Permanent Control* signé par un signataire RPC habilité et doit prendre en compte les paramètres Bâle II et Bâle III, notamment la note interne de la contrepartie et la perte en cas de défaut prédictive attribuée aux transactions proposées. Un calcul de rentabilité ex-ante doit également être intégré au dossier de crédit. Dans l'hypothèse où l'avis de l'équipe des risques serait négatif, le pouvoir de décision monte au délégataire *Front Office*, Président du Comité immédiatement supérieur.

▶ **Correspondance entre la notation interne et les agences de notation**

Groupe Crédit Agricole	A+	A	B+	B	C+	C	C-	D+	D	D-	E+	E	E-
Équivalent indicatif Moody's	Aaa	Aa1	Aa2	Aa3/A1/A2/A3	Baa1	Baa2	Baa3	Ba1/Ba2	Ba3	B1/B2	B3/Caa1	Caa2	Caa3/Ca/C
Équivalent indicatif Standard & Poor's	AAA	AA+	AA/AA-	A+/A/A-	BBB+	BBB	BBB-	BB+/BB	BB-	B+	B	B-	CCC/CC/C

MÉTHODOLOGIES ET SYSTÈMES DE MESURE ET D'ÉVALUATION DU RISQUE

◆ Système de notation interne

Le système de notation interne couvre l'ensemble des méthodes, des procédés et des contrôles qui permettent l'évaluation du risque de crédit, la notation des emprunteurs ainsi que l'évaluation des pertes en cas de défaut pour l'ensemble de nos expositions.

Crédit Agricole CIB a obtenu fin 2007 l'autorisation de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) d'utiliser son système de notation interne du risque de crédit pour le calcul des exigences en fonds propres règlementaires.

Les méthodologies utilisées couvrent l'ensemble des types de contreparties et mixent des critères quantitatifs et qualitatifs. Elles sont élaborées en faisant appel à l'expertise des différents métiers de financement de Crédit Agricole CIB ou du Groupe Crédit Agricole si elles couvrent des clientèles partagées par l'ensemble du Groupe. L'échelle de notation est composée de quinze positions. Elle a été établie sur la base d'une segmentation du risque « au travers du cycle » et permet de disposer d'une vision homogène du risque de défaillance. Elle est constituée de treize notes (A+ à E-) qualifiant les contreparties qui ne sont pas en défaut (dont trois notes pour les contreparties sous surveillance) et de deux notes (F et Z) qualifiant les contreparties en défaut.

La pertinence des notations et la fiabilité des données utilisées sont garanties par un processus de validation initiale et de maintenance des modèles internes, qui repose sur une organisation structurée et documentée, appliquée à l'ensemble du Groupe Crédit Agricole et impliquant les entités, la Direction des risques et du contrôle permanent Groupe ainsi que la ligne métier Audit-Inspection.

L'ensemble des modèles internes utilisés par Crédit Agricole CIB a fait l'objet d'une validation au Comité des normes et méthodologies (CNM), avant un audit interne et une cotation par l'Inspection générale du Groupe Crédit Agricole. Ces modèles internes ont également fait l'objet d'une validation par l'ACPR le 1er janvier 2008. Par ailleurs, depuis 2014, un nouveau dispositif de revue des modèles internes a été mis en place, chaque évolution de modèle interne fait désormais l'objet d'un second regard de l'équipe validation au sein de la Direction des risques du Groupe Crédit Agricole avant même une présentation pour validation en CNM.

Le suivi de la notation interne des entreprises fait l'objet d'un dispositif commun à l'ensemble du Groupe Crédit Agricole permettant de garantir une notation homogène au sein du Groupe et d'organiser les travaux de *Backtesting* sur les clientèles partagées.

Crédit Agricole CIB s'est ainsi organisée pour que les paramètres de risques requis par Bâle III et permettant le calcul des exigences en fonds propres soient utilisés dans la gestion interne de la Banque, par l'ensemble des acteurs des processus d'octroi, de mesure et de surveillance des risques de crédit.

Les données utilisées pour l'octroi de crédit et pour la notation font l'objet d'une surveillance régulière sur base bimestrielle, au travers d'un Comité de revue des usages bâlois. Ce Comité, animé par la Direction des risques et auquel participent des représentants de l'ensemble des métiers, permet de surveiller un ensemble d'indicateurs sur la qualité des données utilisées pour la notation et le calcul des autres paramètres de Bâle III à l'octroi (perte en cas de défaut [LGD], facteur de conversion en équivalent-crédit [CCF],

facteur de réduction de risques [FRR], etc.). Ce Comité permet de renforcer l'appropriation par les métiers du dispositif de Bâle III et, si besoin, de décider d'actions correctives lorsque des anomalies sont décelées. C'est un élément important dans la surveillance de la bonne utilisation du dispositif de Bâle III par les métiers.

◆ Dispositif de *Backtesting*

Le *Backtesting* vise à s'assurer de la robustesse, de la performance et du pouvoir prédictif des modèles internes de la Banque au cours du temps. Cet exercice permet également de détecter des changements significatifs dans la structure et les comportements des portefeuilles et des clients. Il débouche alors sur des décisions d'ajustement, voire de refonte, des modèles afin de prendre en compte ces éléments structurels nouveaux.

Concernant le *Backtesting* du paramètre PD (probabilité de défaut), les analyses suivantes sont réalisées :

- cohérence entre les taux de défaut LRA (*Long Run Average*) observés et les PD (probabilité de défaut) de l'échelle maître (basée sur le calcul d'un intervalle de confiance autour du taux de défaut LRA) ;
- analyse des défauts (notamment du pouvoir discriminant et analyse plus qualitative dans le cas des *Low Default Portfolio* (LDP) ;
- stabilité des notations dans le temps (à la fois en termes de distribution des ratings du portefeuille et également des transitions à un an des notations du portefeuille) ;
- analyse des paramètres du modèle (analyse des variables qui interviennent dans la détermination des notes, des corrélations, de l'évolution des différentes notations intermédiaires).

Le *Backtesting* LGD (*Loss Given Default*) effectué par RPC a pour principal but de comparer régulièrement pour l'ensemble des modèles LGD en IRBA :

- les LGD prédictifs : LGD attribués par le modèle interne aux transactions qui constituent le portefeuille de Crédit Agricole CIB, à une date donnée ;
- et les LGD historiques :
  - LGD constatés à partir des historiques de recouvrement à la suite du défaut, pour les dossiers clos et les dossiers non-clos ayant une maturité supérieure à la durée maximale de recouvrement ;
  - LGD calculés à partir des historiques de recouvrement à la suite du défaut ainsi que des recouvrements futurs estimés, pour les dossiers non-clos ayant une maturité inférieure à la durée maximale de recouvrement.

L'horizon de risque fixé par le régulateur est d'un an ; il convient donc de comparer les LGD prédictifs associés aux transactions, un an avant le défaut, avec les LGD historiques.

La nature des modèles LGD et la volumétrie des défauts étant différentes pour chaque périmètre LGD, les études de *Backtesting* LGD sont adaptées à chaque périmètre. À minima, le *Backtesting* LGD d'un périmètre comparera les LGD prédictifs et historiques de manière quantitative et/ou qualitative selon la volumétrie.

Il existe trois grandes familles de périmètre LGD qui se présentent de la manière suivante :

- le périmètre des financements spécialisés : en ce qui concerne les financements d'actifs (aéronautique, immobilier/hôtellerie, rail, maritime), le LGD prédictif est issu d'un modèle calibré sur les historiques de pertes internes par le biais d'un arbre de décision. Les principaux critères intervenant dans le LGD prédictif sont le type d'actif, la qualité de l'actif, le niveau de LTV (*Loan To Value*), la séniorité du financement, etc. ;
- le périmètre des financements *unsecured corporate*, banque, souverain : le LGD prédictif s'obtient à partir d'une grille de LGD spécifique à chaque périmètre (*corporate*, banque, assurance, etc.) faisant intervenir des variables du tiers comme le secteur d'activité, ou encore le pays de risque par exemple ;
- le périmètre des financements *secured corporate*, banque, souverain : le LGD prédictif s'obtient par application des méthodologies de facteurs de réduction du risque (FRR) pour la partie couverte par une sûreté personnelle ou réelle et par les grilles de LGD *unsecured* pour la partie non-couverte.

Ainsi, le *Backtesting* des taux de défaut effectué sur le portefeuille de la grande clientèle de Crédit Agricole CIB sur l'année 2025 permet de s'assurer de la pertinence des modèles de PD. La PD estimée à l'horizon d'un an est en effet confirmée par les taux de défaut effectivement observés sur la période étudiée, voire supérieure.

Pour les modèles sous sa responsabilité, Crédit Agricole CIB restitue annuellement auprès du Groupe Crédit Agricole, via le Comité de technique de validation d'une part et le CNM d'autre part, le résultat du *Backtesting* permettant de confirmer la bonne application des méthodes statistiques sélectionnées et la validité des résultats. Le document de synthèse propose, si nécessaire, les actions de correction adaptées (révision de la méthode, recalibrage, effort de formation, recommandations en matière de contrôle, etc.).

◆ Mesure du risque de crédit

La mesure des expositions au titre du risque de crédit intègre les engagements tirés et les engagements confirmés non utilisés. Concernant la mesure du risque de contrepartie sur opérations de marché, Crédit Agricole CIB utilise une approche interne pour estimer le risque courant et potentiel inhérent aux instruments dérivés (*swaps* ou produits structurés par exemple).

Le risque de contrepartie sur opérations de marché fait l'objet d'une évaluation de risque potentiel lié à la variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur leur durée de vie restant à courir. Il est déterminé en fonction de la nature et de la durée résiduelle des contrats, sur la base d'une observation statistique de l'évolution des sous-jacents. Lorsque les contrats de compensation et de collatéralisation mis en place avec la contrepartie le permettent, le risque de contrepartie est évalué selon une approche nette de portefeuille et de collatéral éligible. Cette méthode est utilisée à des fins de gestion interne des risques de contrepartie.

Afin de diminuer son exposition aux risques de contrepartie, Crédit Agricole CIB met en œuvre des contrats de compensation et de collatéralisation avec ses contreparties (cf. partie « 2.4.4 Mécanisme de réduction du risque de crédit » du présent Chapitre).

Les informations chiffrées concernant les risques de crédit sont présentées au paragraphe 2.4.5 « Expositions » du présent Chapitre et suivants ainsi que dans la note 3.1 des annexes aux états financiers consolidés (cf. Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel).

◆ Risques de concentration

Les procédures de décision et de surveillance des risques individuels sont complétées au sein de Crédit Agricole CIB par un dispositif de suivi des risques de portefeuille permettant d'appréhender les risques de contrepartie sur l'ensemble du portefeuille et sur chacun des sous-portefeuilles le constituant, selon un découpage métier, sectoriel, géographique, ou selon tout axe permettant de mettre en exergue certaines caractéristiques de risques du portefeuille global.

Des revues de portefeuille sont organisées en principe annuellement sur chaque périmètre significatif afin de vérifier l'adéquation du portefeuille effectif avec le cadre de risques en vigueur, de relativiser les différents segments du portefeuille entre eux et par rapport aux éléments de conjoncture ou d'impacts exogènes qu'ils pourraient subir.

Différents outils ont été mis en place afin de détecter toute concentration jugée comme excessive soit au niveau de l'ensemble du portefeuille, soit au niveau des sous-portefeuilles le composant, ou encore au niveau unitaire :

- des grilles de concentration unitaire ont été mises en place pour permettre de donner des points de repère en fonction de la nature de la contrepartie, de son *rating* et de son LGD. Elles sont utilisées dans le processus d'octroi et appliquées périodiquement ensuite à certains portefeuilles pour détecter les concentrations apparaissant comme excessives a posteriori ;
- les concentrations sectorielles et géographiques font l'objet d'une surveillance régulière, d'analyses ad hoc et le cas échéant de recommandations d'actions. Les risques de concentration peuvent être pris en compte pour l'analyse des cadres de risques des métiers ou entités géographiques ;
- une information à la Direction générale est réalisée lorsque nécessaire sur l'état de la concentration du portefeuille.

Crédit Agricole CIB dispose d'outils de modélisation des risques de crédit et utilise en particulier un modèle interne de portefeuille permettant de calculer les indicateurs de risque : perte moyenne, volatilité des pertes possibles et capital économique. La perte moyenne et sa volatilité permettent d'anticiper le coût moyen du risque sur le portefeuille de Crédit Agricole CIB et sa variabilité. Le capital économique est une mesure complémentaire du capital règlementaire, dans la mesure où il permet d'appréhender de manière plus fine, au travers d'un modèle de corrélation et de paramètres calibrés en interne, les spécificités du portefeuille de Crédit Agricole CIB.

Le modèle interne de portefeuille permet également de prendre en compte l'impact positif des protections achetées (*Credit Default Swaps*, titrisations) par le *Credit Portfolio Management* de la Banque. Enfin, il mesure les effets de concentration excessive ou a contrario de diversification au sein du portefeuille de Crédit Agricole CIB. Ces effets sont étudiés selon les axes d'analyses individuels et géo-sectoriels.

Autre typologie d'outils d'évaluation des risques de crédit, des *stress* scénarios sont régulièrement produits pour estimer l'impact de scénarios économiques (central, *adverse*) sur tout ou partie du portefeuille.

◆ Risque de concentration sectoriel

Le portefeuille de Crédit Agricole CIB fait l'objet d'analyses régulières incluant en particulier la revue des secteurs industriels les plus sensibles. Un examen des risques au sein de chaque secteur en termes d'engagements, de niveaux de risque (perte moyenne attendue, capital économique) et en termes de concentrations est effectué.

La concentration est appréciée à deux niveaux : idiosyncratique et géo-sectoriel. Ces analyses peuvent être déclinées plus ou moins finement selon les besoins d'analyse du portefeuille.

En parallèle, sont menées des analyses des risques économiques et financiers sur chacun des secteurs significatifs et une surveillance d'indices précurseurs de dégradation sur chacune de ces filières.

Des *stress* scénarios spécifiques sont également élaborés lorsque cela est jugé nécessaire, par exemple lors de la revue du cadre de risques d'un secteur ou d'une entité de la Banque.

La combinaison de ces différentes analyses conduit à préconiser des mesures de diversification ou de protection sur les secteurs susceptibles de se détériorer.

◆ Risque pays

Le risque pays est le risque que les conditions économiques, financières, politiques, juridiques ou sociales d'un pays étranger affectent les intérêts financiers de la Banque. Il ne constitue pas une nature de risques différente des risques « élémentaires » (crédit, marché, opérationnel) mais une agrégation des risques résultant de la vulnérabilité à un environnement politique, social, macroéconomique et financier spécifique.

Le système d'appréciation et de surveillance du risque pays au sein de Crédit Agricole CIB est fondé sur une méthodologie propre de notation. La notation interne des pays repose sur des critères de solidité financière de l'État, du système bancaire et de l'économie, de capacité et volonté à payer, de gouvernance et de stabilité politique.

Tout territoire où la Banque souhaite avoir des engagements fait l'objet de la mise en place ab initio d'un cadre de risques. Donc tout territoire ayant des expositions doit avoir une limite pays validée préalablement. Les cadres de risques, validés par le Comité idoine, définissent des limites pays. Celles-ci sont définies aussi souvent que de besoin et généralement annuellement.

Cette approche est complétée par des analyses ciblées de scénarios qui visent à tester l'impact d'hypothèses macroéconomiques et financières défavorables et qui donnent une vision intégrée des risques auxquels la Banque pourrait être exposée dans des situations de tensions extrêmes.

Les scénarios définis par la BCE sont analysés.

Les missions de gestion et de contrôle des risques pays du Groupe Crédit Agricole se déclinent selon les principes suivants :

- la détermination des limites d'exposition acceptables en termes de risque pays est effectuée à l'occasion des revues des cadres de risques pays en fonction de l'évaluation du degré de vulnérabilité du portefeuille à la matérialisation du risque pays. Ce degré de vulnérabilité est déterminé par la nature et la structuration des opérations, la qualité des contreparties et la durée des engagements. Ces limites d'expositions peuvent être revues plus fréquemment si l'évolution d'un pays le nécessite. Ces cadres de risques et limites sont validés selon les enjeux en termes de risques par les Comités stratégies et portefeuilles (CSP) de Crédit Agricole CIB et le Comité des risques du Groupe (CRG) de Crédit Agricole S.A. en plus de la validation par le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB ;
- le maintien d'un système des risques pays est assuré par l'établissement ainsi que la mise à jour semestrielle de la notation de chaque pays/territoire sur lesquels le Groupe Crédit Agricole est engagé ou a des intérêts. Des évènements de nature spécifique peuvent justifier une révision de la notation pays en dehors de ce calendrier.

Au sein du département des risques et du contrôle permanent, l'entité en charge du risque pays émet des avis sur les opérations dont la taille, la maturité ou le degré d'intensité au titre du risque pays sont susceptibles d'altérer la qualité du portefeuille au travers d'une grille : la surveillance et la maîtrise de l'exposition au risque pays, tant d'un point de vue quantitatif (montant et durée des expositions) que qualitatif (vulnérabilité du portefeuille) s'opèrent grâce à un reporting spécifique et régulier de l'ensemble des expositions sur les pays.

Les expositions au risque souverain sont détaillées dans la note 3.2 des annexes aux états financiers consolidés (cf Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel).

◆ Risques de contrepartie sur opérations de marché

Les opérations dérivées et les opérations de pensions réalisées par Crédit Agricole CIB dans le cadre des activités de marché génèrent un risque de crédit sur les contreparties avec lesquelles elles sont traitées. Crédit Agricole CIB utilise une méthodologie interne pour estimer le risque inhérent à ces instruments, selon une approche nette de portefeuille au niveau de chaque client :

- le risque courant correspond à la somme qui serait due par la contrepartie en cas de défaut instantané ;
- le risque potentiel futur correspond à l'estimation de la valeur maximale de l'exposition de Crédit Agricole CIB dans un intervalle de confiance donné.

La méthodologie utilisée s'appuie sur des simulations de type « Monte-Carlo », permettant d'évaluer le risque lié à la variation de la valeur de marché d'un portefeuille d'instruments dérivés sur sa durée de vie résiduelle, sur la base d'une modélisation statistique de l'évolution jointe des paramètres de marchés sous-jacents.

Ce modèle prend en compte les facteurs de réduction de risques tels que la compensation et la collatéralisation prévus dans la documentation négociée avec les contreparties préalablement à la mise en place des transactions.

Il intègre également, au titre des facteurs de risque réduisant les expositions pour les dérivés non « clearés », les *Independant Amounts* (contractuels ou transactionnels) ainsi que les échanges de collatéraux sur marges variables.

Les situations de risque spécifique de corrélation défavorable (risque que l'exposition sur un dérivé soit corrélée positivement à la probabilité de défaut de la contrepartie suite à l'existence d'un lien juridique entre cette contrepartie et le sous-jacent du dérivé) font l'objet d'un dispositif de suivi périodique pour leur identification et sont intégrées dans le calcul des expositions conformément aux préconisations règlementaires. Les situations de risque général de corrélation défavorable (risque que les conditions de marché affectent de façon corrélée la qualité de crédit d'une contrepartie et l'exposition sur les opérations de dérivés avec cette contrepartie) sont suivies au travers d'exercices de *stress* ad hoc en 2025. Le modèle interne est utilisé pour la gestion des limites internes accordées pour les opérations avec chaque contrepartie et également pour le calcul du capital économique au titre du Pilier 2, via la détermination du profil de risque en quantile 95 % (*Peak Exposure*) ou moyen (*Expected Positive Exposure*) dans une approche globale de portefeuille.

Dans le cadre règlementaire des exigences en fonds propres au titre du risque de contrepartie, Crédit Agricole CIB utilise le modèle interne IMM pour le calcul des expositions de l'ensemble des transactions dérivés. Cette méthode s'appuie sur le modèle décrit précédemment pour calculer l'indicateur EEPE (*Effective Expected Positive Exposure*). Elle est également utilisée pour déterminer l'exposition prise en compte dans le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque CVA.

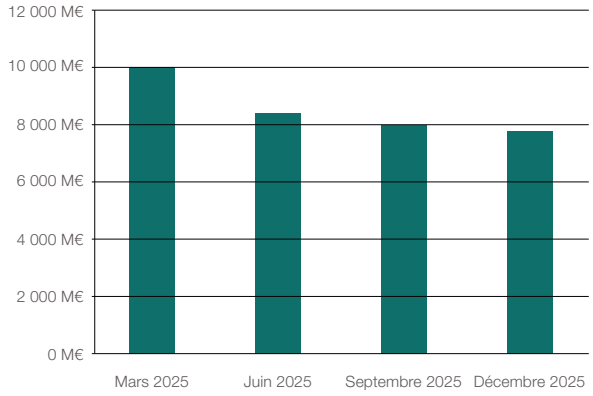
Pour le calcul des exigences règlementaires en fonds propres au titre du risque de contrepartie sur les opérations de financement sur titres (*securities financing transactions*), Crédit Agricole CIB utilise l'approche standard.

Suite à l'entrée en vigueur du règlement européen CRR3, Crédit Agricole CIB utilise depuis le 1er janvier 2025 la méthode BA-CVA pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque CVA.

La gestion du risque de crédit sur ces opérations de marché suit les règles établies par le Groupe Crédit Agricole. La politique de fixation de limites pour le risque de contrepartie est identique à celle décrite dans le paragraphe « Gestion du risque de crédit - Principes généraux de prise de risque » (cf. section 2.4.2 « Gestion du risque de crédit » du présent Chapitre). Les techniques de réduction du risque de contrepartie sur opérations de marché utilisées par Crédit Agricole CIB sont détaillées dans le paragraphe « Techniques de réduction du risque de crédit » (cf. « Information au titre du Pilier 3 de Bâle III » section 3.2.4.1 du présent Chapitre).

Crédit Agricole CIB intègre dans la juste valeur des dérivés l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Value Adjustment ou CVA) ; cet ajustement de valeur est décrit dans les notes annexes consolidées 1.2 « Principes et méthodes comptables » et 11.2 « Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur » du Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel.

RWA BA-CVA (en millions d'euros)



Exigences en fonds propres liées à la CVA

L'application de la méthodologie BA-CVA pour le calcul des exigences minimales en fonds propres du risque CVA dans le cadre de la réforme CRR3 (Bâle III) est effective depuis le 1er janvier 2025.

En millions d'euros	31.12.2025	Minimum	Maximum	Moyenne	31.12.2024
CVA	628	628	801	686	354(*)

(*) Méthode en CRR2 en place jusqu'au 31.12.2024 (sur base de VaR SVaR CVA)

La juste valeur brute positive des contrats, ainsi que les bénéfices de la compensation et les sûretés détenues et l'exposition nette sur instruments dérivés après effets de la compensation et des sûretés sont détaillés dans la note annexe 6.8 aux comptes consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel) relative à la compensation des actifs financiers.

2.4.3 Dispositif de surveillance des engagements

PROCESSUS DE SURVEILLANCE

Les contrôles de premier degré sur le respect des conditions accompagnant une décision de crédit sont effectués par les *Front Office*. La Direction *Risk and Permanent Control* a en charge les contrôles de deuxième degré.

Une surveillance des engagements est effectuée à cette fin et un suivi permanent des affaires en portefeuille est organisé afin d'identifier avec anticipation les actifs susceptibles de se dégrader, l'objectif étant de lancer, le plus en amont possible, des actions concrètes visant à protéger les intérêts de la Banque.

Les modalités de surveillance des engagements

Les principaux moyens mis en place pour assurer la supervision incluent :

- les contrôles quotidiens du respect de la décision de crédit, en montant et en maturité, tant sur les opérations commerciales que sur les opérations de marché, sur tous les types de contrepartie et toutes les catégories de risque de contrepartie engendrées. Il s'agit des risques suivants :
  I. sur le périmètre des marchés : risque de variation, livraison, émetteur, trésorerie, intermédiation, marge initiale et fonds de défaut auprès des chambres de compensation (CCP) ;

II. le risque de crédit sur les activités de financement, incluant les retards de paiement, ainsi que les suivis mensuels des sûretés requises et du risque de placement ;

- la présentation des anomalies détectées en Comités, auxquels participent les métiers et les départements *Risk & Permanent Control* (RPC) concernés ;
- les dépassements sont suivis et peuvent donner lieu à des actions correctrices et/ou des suivis dédiés avec les métiers. La fréquence de ces Comités varie selon le périmètre : elle est bimensuelle sur le périmètre des opérations de marché et trimestrielle sur celui des opérations de financement ;
- la communication à la Direction générale d'une synthèse mensuelle ainsi qu'une présentation trimestrielle en Comité de contrôle interne des anomalies sur le périmètre des marchés.

◆ Un suivi permanent des affaires en portefeuille

Plusieurs instances permettent d'assurer un suivi permanent de nos affaires en portefeuille, dans le but de détecter le plus en amont possible toute dégradation ou toute problématique de concentration du risque :

- les réunions « *Early warning* » mensuelles, s'efforcent, par divers moyens, d'identifier des signes précurseurs de détérioration potentielle relatifs aux créances saines mais jugées susceptibles d'affaiblissement, afin de réduire ou protéger l'exposition à risque ;
- des revues trimestrielles des grands risques sont effectuées, quelle que soit la nature des débiteurs concernés ;
- une recherche régulière des concentrations unitaires, sectorielles et géographiques jugées excessives est menée régulièrement ;
- une situation des risques est établie pour les risques de contrepartie sur opérations de marché (risque de variation calculé en conditions de marché normales et stressées), les risques émetteurs, les risques sur *Repos* obligataires, les risques garants sur dérivés de crédit. Des rapports de suivi du risque de corrélation défavorable sur les collatéraux, dérivés de crédit, dérivés actions, *Repos* obligataires et prêts emprunts d'actions sont aussi produits. Ces documents sont présentés et étudiés dans un Comité dédié.

Ces travaux débouchent sur :

- des modifications de *ratings* internes de contreparties et si besoin, le classement en « affaires sensibles » ;
- des décisions d'actions concrètes de réduction ou de protection des engagements à risques ;
- éventuellement, des transferts de créances à l'unité spécialisée dans le recouvrement.

◆ Identification des mesures de *forbearance*

Depuis 2014, Crédit Agricole CIB identifie dans ses systèmes d'information les encours ayant fait l'objet d'une mesure de « *forbearance* », telle que définie dans l'Article 47b du règlement d'exécution 2019/630 du Parlement et du Conseil européen. Une pré-identification est effectuée en amont, lors du processus d'octroi de crédit, alors que Crédit Agricole CIB étudie les demandes de restructuration de ses clients. Une fois la mesure de *forbearance* réellement mise en place, les encours ayant fait l'objet de cette mesure sont déclarés comme tels, indépendamment de leur notation interne ou de leur statut : performants ou non-performants. Si la mesure de *forbearance* a pour conséquence de réduire de 1 % ou plus la valeur présente des encours restructurés, calculée au taux d'intérêt effectif d'origine, elle est qualifiée de « restructuration en urgence », un motif d'entrée en défaut bâlois. Les encours ne sont plus déclarés comme ayant fait l'objet d'une mesure de *forbearance* après avoir vérifié, lors d'une revue annuelle ou d'un Comité de crédit ad hoc, qu'ils remplissent les conditions de sortie définies dans le règlement susvisé.

Les encours ayant fait l'objet d'une mesure de *forbearance* sont déclarés dans la note 3.1 des annexes aux comptes consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel).

L'octroi d'une mesure de *forbearance* reflète une dégradation significative du risque de crédit, au titre de la norme IFRS 9. Les principes comptables appliqués à ces encours sont précisés dans la note 1.2 des annexes aux comptes consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel).

SUIVI DES AFFAIRES SENSIBLES ET DÉPRÉCIATIONS

Les « affaires sensibles », qu'il s'agisse d'affaires dites « sous supervision spéciale », ou bien d'affaires en défaut, font l'objet d'un suivi rapproché, complété d'une revue exhaustive régulière.

Cette revue prend la forme de Comités affaires sensibles trimestriels présidés par le responsable de *Risk and Permanent Control* - Affaires sensibles et dépréciations, afin de procéder à un examen contradictoire du classement de ces affaires en affaires sensibles, de déterminer leur transfert éventuel en gestion à une équipe spécialisée et le niveau de dépréciation spécifique adéquat dont il est rendu compte à la Direction générale, qui le valide avant transmission à Crédit Agricole S.A..

La définition du défaut retenue respecte les dispositions du règlement européen n° 575/2013 du 26 juin 2013 ; des procédures et modes opératoires rigoureux d'identification du défaut ont été mis en place sur ces bases. Ces derniers sont actualisés au gré des évolutions règlementaires et notamment à la fin de l'année 2019 pour incorporer les orientations n°2016-07 de l'Autorité bancaire européenne.

STRESS SCÉNARIOS

Des *stress tests* de crédit sont effectués afin d'évaluer l'impact (en termes de pertes, de besoin en provisionnement et en capital) que pourrait subir la Banque en cas de dégradation de l'environnement économique et financier.

Il existe trois catégories de *stress tests* :

- la première est destinée à capter les impacts d'une dégradation de l'environnement économique sur l'ensemble du portefeuille en termes de coût du risque, de besoin en fonds propres règlementaires et d'impact sur le ratio de solvabilité. Il s'agit là d'un exercice qui répond à une demande de surveillance prudentielle renforcée, notamment dans le cadre du dispositif bâlois. Depuis 2014, cet exercice est dirigé par la BCE et l'EBA, avec pour objectif de tester la solidité financière des banques et/ou du système bancaire dans sa globalité. Depuis 2016, les résultats des *stress tests* règlementaires sont pris en considération dans la calibration de l'exigence en fonds propres au titre du Pilier 2 ;
- la deuxième prend la forme d'un exercice de simulations ayant vocation à stresser le budget central de la Banque sur la base d'un scénario économique communiqué par Crédit Agricole S.A. dans le processus budgétaire ;
- la troisième concerne des *stress tests* ciblés sur un secteur ou sur une zone géographique constituant un ensemble homogène en risques. Ce type de *stress tests* est réalisé au cas par cas pour le cadre de risques. Il permet d'apporter un éclairage sur le niveau de perte et/ou de besoin en fonds propres en cas de matérialisation d'un scénario *adverse* défini pour les besoins propres de l'exercice ; ainsi le cadre de risques présenté et notamment les enveloppes demandées peuvent être appréhendés à la lumière de la qualité de crédit du portefeuille à date, mais aussi en tenant compte de l'impact de situations économiques potentiellement adverses au portefeuille étudié. Des tests de sensibilités peuvent également accompagner ces exercices de *stress*.

Le scénario économique central utilisé pour les simulations budgétaires (de septembre 2025) est caractérisé par l'instabilité des taxes douanières américaines. Cette dernière impacte négativement les exportations européennes même si cet effet est partiellement compensé par une résilience de la consommation et des investissements (publics et privés). La combinaison de ces éléments mène

à une croissance modérée en 2025 puis en 2026 (1,3 % en zone euro). À noter que dans ce contexte, l'inflation reste maitrisée en zone euro, en deçà du seuil de 2 %.

L'économie américaine est également impactée par les tarifs douaniers, d'abord via l'inflation (au-dessus du seuil de 2 %) puis à travers un ralentissement modéré de la croissance, qui se stabilise aux alentours de 2 % à partir de 2026.

Globalement, le scénario central prédit une bonne tenue des indices boursiers que ce soit en zone euro ou aux États-Unis.

Le scénario *adverse* suppose une forte intensification des tarifs douaniers américains en raison de l'échec des négociations entre l'administration Trump et les partenaires commerciaux. S'en suivraient des tensions menant à des mesures de rétorsion telles des restrictions sur les exportations stratégiques (Chine) ou encore des contre-mesures douanières (Union européenne). Une forte intensification de l'inflation serait constatée, ce qui mènerait à une remontée des taux directeurs et ainsi à un ralentissement économique global aussi bien aux États-Unis (- 2 % de repli pour le PIB en 2026) qu'en zone euro (- 2 % également de repli pour le PIB en 2026). Les marchés actions devraient également fortement souffrir de ce ralentissement économique (- 30 % sur le CAC40 ou - 20 % sur le S&P500) en raison de la crise de confiance des investisseurs.

2.4.4 Mécanisme de réduction du risque de crédit

GARANTIES ET SÛRETÉS REÇUES

Afin de réduire ses risques vis-à-vis de ses contreparties, Crédit Agricole CIB requiert d'un grand nombre d'entre elles des garanties et des sûretés, qu'il s'agisse d'opérations de financement ou d'opérations de marché.

Les principes d'éligibilité au titre de Bâle III, de prise en compte et de gestion des garanties et des sûretés reçues sont établis par le Comité des normes et méthodologies (CNM) du Groupe Crédit Agricole. Ce cadre commun permet de garantir une approche cohérente entre les différentes entités du Groupe Crédit Agricole. Sont documentées notamment les conditions de prise en compte prudentielle, les méthodes de valorisation et revalorisation de l'ensemble des techniques de réduction du risque de crédit utilisé au sein du groupe Crédit Agricole CIB. Crédit Agricole CIB décline ensuite ses procédures opérationnelles et les modalités de gestion détaillées de ces garanties et sûretés.

Les engagements donnés et reçus sont présentés en note 9 des annexes aux comptes consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel).

UTILISATION DE CONTRATS DE COMPENSATION

En application des recommandations du Comité Bâle et de la Directive européenne « fonds propres règlementaires » CRD IV, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) exige le respect de plusieurs conditions en vue de la reconnaissance de la résiliation-compensation ou « *close-out netting* » et de sa prise en compte dans le calcul des exigences de fonds propres d'un établissement bancaire.

Parmi ces conditions, figurent notamment : l'obtention d'avis juridiques écrits et motivés récents, ainsi que la mise en place de procédures « permettant de s'assurer en permanence de la validité de l'accord de novation ou de la convention de compensation en cas de modifications des législations applicables ».

Le *close-out netting* se définit comme étant la possibilité, en cas de défaut de la contrepartie (y compris en cas d'ouverture d'une procédure collective), de résilier de façon anticipée les transactions en cours et de pouvoir calculer un solde net des obligations réciproques, selon une méthode de calcul déterminée contractuellement.

Le *close-out netting* désigne ainsi un mécanisme de résiliation-compensation anticipée, qui se décompose en 3 étapes :

1. résiliation anticipée des transactions conclues au titre d'un contrat-cadre en cas de survenance d'un cas de défaut ou d'une circonstance nouvelle ;
2. détermination de la valeur de marché (positive ou négative) de chaque transaction à la date de résiliation (et de la valorisation le cas échéant du collatéral) ;
3. calcul et versement du solde de résiliation net unique comprenant la valorisation des transactions résiliées, de tout collatéral et des sommes dues demeurant impayées (par la partie redevable de la différence).

Le collatéral (ou la collatéralisation) représente un mécanisme de garantie financière mis en place sur des marchés de gré à gré, permettant le transfert de titres ou d'espèces, sous forme de sûreté ou de transfert en pleine propriété pendant la durée de vie des opérations couvertes. En cas de défaut d'une des parties, il sera intégré dans le calcul du solde net des obligations réciproques résultant du contrat-cadre qui a été signé avec la contrepartie.

L'application du close-out netting et des mécanismes de collatéralisation est analysée par le service juridique pour chaque juridiction par type de contrat, type de contrepartie et type de produit. Elle donne lieu à une classification en pays A ou pays B.

Les pays classés en A sont les pays dont l'environnement juridique et règlementaire est jugé comme permettant avec une certitude suffisante la reconnaissance et la mise en application effective du close-out netting et des mécanismes de collatéralisation, y compris en cas de procédure de faillite de la contrepartie. À l'inverse, des pays sont classés en B lorsqu'il existe un risque de non reconnaissance ou en cas d'absence d'opinion pour le pays concerné.

Les conclusions de ces analyses et les propositions de classification par pays sont présentées pour validation dans le cadre du Comité de politique netting et collatéral (ou Comité PNC).

UTILISATION DES DÉRIVÉS DE CRÉDITS

Dans le cadre de la gestion de son portefeuille de financement des entreprises, Crédit Agricole CIB a recours à des dérivés de crédits conjointement avec un ensemble d'instruments de transfert de risque comprenant en particulier les titrisations.

Au 31 décembre 2025, l'encours des protections achetées sous forme de dérivés de crédits unitaires s'élève à 1,6 milliard d'euros (2,3 milliards d'euros au 31 décembre 2024), le montant notionnel des positions à la vente est nul (idem au 31 décembre 2024).

Crédit Agricole CIB traite les dérivés de crédit avec une dizaine de contreparties bancaires de premier ordre toutes *investment grade*, compétentes et régulées. Par ailleurs, 100 % de ces dérivés sont traités via une chambre de compensation (idem au 31 décembre 2024), agissant en tant que garante de la bonne fin de ces opérations de couverture de risque de crédit. Lorsque le dérivé de crédit n'est pas *clearable*, l'opération peut être traitée en mode bilatéral, enregistrée face à des contreparties bancaires de premier ordre toutes *investment grade*, compétentes et régulées, localisées en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, ou aux États-Unis et agissant en tant que garantes de ces opérations de couverture de risque de crédit. La Banque exerce un contrôle sur toute éventuelle concentration de protection auprès de ces garants hors chambre de compensation via l'application de limites en notionnel par contrepartie bancaire, fixées et revues annuellement par la Direction des risques de Crédit Agricole CIB.

Ces opérations de dérivés de crédit réalisées dans le cadre des opérations d'atténuation du risque de crédit font l'objet de calcul d'ajustement dans la *Prudent Valuation* pour couvrir les concentrations de risque de marché.

Les encours de notionnels de dérivés de crédit figurent dans la note annexe aux comptes consolidés 3.3.2 « Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements » du Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel.

2.4.5 Expositions

EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur nette comptable des prêts et créances, des instruments de dettes et des instruments dérivés avant effet des accords de compensation non comptabilisés et des collatéraux. Elle est présentée dans la note 3.1 des états financiers consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel).

Au 31 décembre 2025, l'exposition maximale au risque de crédit et de contrepartie de Crédit Agricole CIB s'élève à 1 063,0 milliards d'euros contre 1 021,1 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

CONCENTRATIONS

◆ Ventilation des risques de contrepartie par zone géographique (y compris les contreparties bancaires)

Le montant des crédits accordés par le groupe Crédit Agricole CIB (nets de garanties crédit export, hors UBAF) s'élève à 527 milliards d'euros au 31 décembre 2025 (contre 508 milliards d'euros au 31 décembre 2024) et se répartit comme suit :

Répartition en %	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2023
Autres pays d'Europe de l'Ouest	32,2 %	30,7 %	31,1 %
Amérique du nord	20,0 %	21,8 %	19,4 %
France	18,2 %	18,9 %	20,6 %
Japon	12,7 %	13,0 %	11,5 %
Asie (hors Japon)	9,3 %	9,3 %	10,2 %
Afrique et Moyen-Orient	4,2 %	3,4 %	3,8 %
Amérique Latine	2,6 %	2,2 %	2,3 %
Autres pays d'Europe	0,8 %	0,8 %	1,2 %
Autres et supranationaux	0,0 %	0,0 %	0,0 %

Source : risques (hors UBAF, engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques, nets de garanties crédit export, du risque en capital et du risque de variation).

La note 3.1 des états financiers consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel) présente par ailleurs la répartition des prêts et créances et des engagements donnés en faveur de la clientèle et des établissements de crédit par zone géographique sur la base des données comptables.

L'équilibre global de notre portefeuille en termes de répartition entre les différentes zones géographiques est globalement stable par rapport à 2024. À noter toutefois, la hausse de la part des engagements en Europe de l'Ouest (hors France) qui compense la baisse de la part des engagements en Amérique du Nord. La part des engagements en France est en légère baisse relative de 18,9 % à 18,2 % entre fin 2024 et fin 2025 (stable en valeur).

◆ Ventilation des risques par filière économique (y compris les contreparties bancaires)

Au 31 décembre 2025, les crédits accordés par le groupe Crédit Agricole CIB, nets de garanties crédit export (hors UBAF) s'élèvent à 527 milliards d'euros (552 milliards d'euros bruts) contre 508 milliards d'euros en 2024 (531 milliards d'euros bruts).

Leur ventilation par filière économique se répartit comme suit :

Répartition en %	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2023
Banque	19,6 %	22,8 %	19,8 %
Électricité	9,4 %	8,1 %	6,8 %
Autres activités financières (non bancaires)	8,1 %	8,1 %	8,3 %
Divers (*)	7,2 %	6,9 %	14,8 %
Pétrole et Gaz	5,7 %	6,7 %	7,1 %
Automobile	5,3 %	5,0 %	3,0 %
Télécom	4,8 %	4,3 %	4,1 %
Immobilier	4,5 %	4,1 %	4,8 %
Industrie lourde	3,9 %	3,9 %	3,3 %
Autres industries	3,2 %	3,6 %	3,0 %
Aéronautique/Aérospatial	3,4 %	3,6 %	3,6 %
Informatique/Technologies	3,6 %	2,7 %	2,7 %
Production & Distribution de biens de consommation	2,9 %	3,0 %	2,7 %
Autres Transports	3,1 %	2,8 %	2,8 %
Maritime	2,6 %	2,7 %	2,7 %
Assurance	2,7 %	2,5 %	2,3 %
BTP	2,5 %	2,3 %	2,0 %
Agroalimentaire	2,2 %	2,1 %	1,6 %
Santé/Pharmacie	1,5 %	1,6 %	1,8 %
Services non-marchands/ Secteur public/Collectivité	1,5 %	1,0 %	0,9 %
Tourisme/Hôtels/ Restauration	1,0 %	0,9 %	1,0 %
Bois/Papier/Emballage	0,5 %	0,4 %	0,3 %
Utilities	0,5 %	0,4 %	0,4 %
Média/Édition	0,4 %	0,5 %	0,4 %
Total	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**
dont Titrisations (*)	*8,2 %*	*7,9 %*	*8,2 %*

(*) depuis 2024 les expositions de titrisation sont réparties dans les filières des cédants alors qu'elles étaient incluses dans l'agrégat « Divers » jusqu'en 2023.

Source : risques (hors UBAF, engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques, nets de garanties crédit export, du risque en capital et du risque de variation).

L'équilibre global du portefeuille, en termes de répartition entre les différentes filières, reste globalement stable d'une année sur l'autre. Les précisions suivantes sont à noter :

- les expositions de titrisations, correspondant majoritairement à des lignes de liquidité accordées à des programmes de titrisation financés via les conduits de Crédit Agricole CIB, sont rattachées aux différentes filières en fonction de l'activité du cédant depuis le 31 décembre 2024 ;
- la filière « Divers » ne contient plus les expositions de titrisation (réparties dans les filières des cédants alors qu'elles étaient incluses dans l'agrégat « Divers » en 2023) mais uniquement les engagements portant sur des clients dont l'activité est très diversifiée (*holdings* patrimoniaux/financiers notamment) ;
- la filière « Pétrole et Gaz » regroupe une grande diversité de sous-jacents, d'acteurs et de types de financements. La majorité de l'exposition sur le secteur pétrolier porte sur des acteurs structurellement peu sensibles à la baisse des cours du pétrole (compagnies étatiques, grandes sociétés internationales,

sociétés de transport/stockage/raffinage). A contrario, les clients focalisés dans l'exploration/production et ceux dépendants des niveaux d'investissement de l'industrie (les services parapétroliers) sont les plus sensibles aux conditions de marché. Le secteur « Pétrole et Gaz », déjà sous vigilance depuis plusieurs années, demeure soumis à une surveillance renforcée et fait l'objet d'une approche très sélective des dossiers et toute nouvelle opération significative donne lieu à une analyse approfondie en risque de crédit et RSE ;

- la prépondérance de la filière « Électricité » traduit la volonté de Crédit Agricole CIB d'accompagner ses clients et la société dans la transition énergétique. Le portefeuille est ainsi composé pour moitié de prêts à destination des grands groupes intégrés ou diversifiés et pour un tiers de financements directs d'actifs. Ces derniers sont principalement constitués de projets permettant la production d'énergie verte, tels que l'éolien ou le solaire ;
- le portefeuille « Immobilier et Tourisme » se compose principalement de financements spécialisés d'actifs de qualité à des professionnels de l'investissement immobilier ; les autres financements sur base *corporate* sont surtout accordés aux grandes foncières et sont souvent assortis de couvertures de taux. Le solde des engagements de Crédit Agricole CIB porte sur les cautions émises au profit des grands promoteurs français et les couvertures de taux pour les acteurs (essentiellement publics) du logement social en France. Le contexte de crise sanitaire a sensiblement freiné les investissements et prises à bail, les commerces ont subi de plein fouet les conséquences des confinements et l'industrie du tourisme a été fortement impactée à l'échelle internationale. De plus, avec un environnement macroéconomique incertain, les variations des taux d'intérêt ces dernières années ont pour conséquence un *repricing* des actifs et une relative fragilité du secteur immobilier. Le portefeuille de Crédit Agricole CIB, d'excellente qualité, montre sa résilience mais reste dans un cadre de surveillance rapprochée ;
- les financements du secteur de l'« Aéronautique » concernent soit des financements d'actifs, là encore de très bonne qualité, soit des financements de grands constructeurs ou équipementiers figurant parmi les *leaders* mondiaux ;
- le portefeuille « Automobile » fait l'objet d'une attention particulière depuis fin 2018 et reste volontairement concentré sur les grands constructeurs, avec un développement restreint sur les principaux équipementiers. Après une augmentation significative de nos engagements sur la filière en 2020 dans un contexte de crise sanitaire, les engagements sont restés relativement stables entre 2021 et 2023 avant d'augmenter dans le cadre de l'accompagnement de la transition énergétique du secteur notamment. À noter qu'une surveillance rapprochée du secteur a été récemment mise en place compte tenu du contexte géopolitique et des incertitudes sur l'impact de la politique tarifaire américaine ;
- la place de la filière « Maritime » découle de l'expertise et de la position historique de Crédit Agricole CIB dans le financement hypothécaire de navires pour une clientèle internationale d'armateurs. Après une décennie difficile, le transport maritime s'est redressé à partir de 2018 grâce à l'assainissement de l'offre et au rallongement des routes, conséquence positive des perturbations de chaînes logistiques, de la fin des restrictions chinoises et de situations géopolitiques diverses comme par exemple la zone de conflit au Moyen-Orient obligeant à contourner l'Afrique. Ce portefeuille reste cependant relativement protégé par sa diversification (financement de pétroliers, gaziers, *off-shore*, vraquiers, porte-conteneurs ou croisière, etc.), ainsi que par la qualité des structures de financement de navires, sécurisées par des hypothèques et des couvertures d'assureurs crédit ;
- la filière « Industrie lourde » regroupe principalement des grands groupes mondiaux des secteurs de la sidérurgie, des métaux et de la chimie. Au sein de la filière, les engagements sur le segment charbon continuent de s'inscrire dans une trajectoire de réduction, en adéquation avec la politique RSE du Groupe Crédit Agricole ;
- l'exposition sur la filière « Télécom », après une forte hausse en 2023 (+22 %) poursuit sa croissance notamment via le financement d'infrastructures (dont *data centers*). La filière porte des engagements sur des opérateurs et des équipementiers avec des financements de nature *corporate* pour un peu plus de la moitié et une part de financements structurés en hausse.

Ventilation des encours de prêts et créances par agent économique

Les concentrations par agent économique des prêts et créances et des engagements sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont présentées en note 3.1 des états financiers consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel).

Les encours de prêts et créances s'élèvent à 312 milliards d'euros au 31 décembre 2025.

Concentration des dix premières contreparties (clientèle)

Elles représentent en engagements nets de garanties crédit export 6,6 % du total des expositions de Crédit Agricole CIB au 31 décembre 2025, en ligne par rapport au 31 décembre 2024 (6,8 %).

Qualité du portefeuille exposé au risque de crédit

Au 31 décembre 2025, les crédits accordés à des clients sains s'élèvent à 523 milliards d'euros d'encours de crédits nets. Leur notation se répartit de la façon suivante :

Répartition en %	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2023
AAA (A+)	21,1 %	24,9 %	22,0 %
AA (A)	2,9 %	2,3 %	2,6 %
A (B+ et B)	30,0 %	30,6 %	32,0 %
BBB (C+ à C-)	34,6 %	31,4 %	31,8 %
BB (D+ à D-)	9,3 %	8,8 %	9,0 %
B (E+)	0,6 %	0,6 %	0,7 %
Engagements sous surveillance (E et E-)	0,7 %	0,5 %	0,9 %

Source : risques (hors UBAF, engagements commerciaux de bilan et de hors bilan de la clientèle et des banques, nets de garanties crédit export, du risque en capital et du risque de variation).

En 2025, la qualité du portefeuille demeure élevée avec 88,6 % d'actifs *investment grade* (contre 89,2 % en 2024).

Application de la norme IFRS 9

Les principes utilisés pour le calcul des pertes de crédit attendues (*Expected Credit loss* - ECL) sont décrits dans les principes et méthodes comptables (cf. note 3.1 Risque de crédit du Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel) qui précisent en particulier les données d'entrée, les hypothèses et techniques d'estimation utilisées.

Afin d'évaluer les pertes de crédit attendues sur les 12 mois à venir d'une part, sur toute la durée de vie d'autre part, ou encore pour déterminer si le risque de crédit des instruments financiers a augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale, le Groupe Crédit Agricole s'appuie essentiellement sur les données utilisées dans le cadre du dispositif mis en œuvre pour les calculs règlementaires (dispositif de notation interne, évaluation des facteurs de réduction des risques et des pertes en cas de défaut).

Les informations macroéconomiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte lors de l'estimation de la perte attendue avec deux niveaux distincts : le *Forward Looking* central permettant d'assurer une homogénéité de la vision macroéconomique pour l'ensemble des entités du Groupe Crédit Agricole et le *Forward Looking*

local qui permet d'ajuster les paramètres du scénario central pour tenir compte des spécificités locales de Crédit Agricole CIB.

Pour la construction du *Forward Looking* central, le Groupe s'appuie sur 4 scénarios macroéconomiques prospectifs établis par le département des études économiques (ECO) de Crédit Agricole S.A. qui sont pondérés en fonction de leur probabilité d'occurrence anticipée. Le scénario de base (scénario central) qui est fondé sur les hypothèses budgétaires est complété par trois autres scénarios (*adverse*, modéré et favorable). À noter que les modèles quantitatifs permettant d'évaluer l'impact des données macroéconomiques sur l'évolution des ECL sont également utilisés dans les *stress tests* internes et règlementaires. Les variables économiques actualisées trimestriellement contiennent les facteurs ayant un effet sur les principaux portefeuilles du Groupe (exemple : évolution du PIB France et pays de la zone euro, taux de chômage France et Italie, investissement des ménages, prix du pétrole, etc.).

Les perspectives économiques et les scénarios utilisés pour le calcul des ECL sont examinés trimestriellement par le Comité de coordination IFRS 9 qui regroupe les principales entités du Groupe ainsi que les Directions de Crédit Agricole S.A. impliquées dans le processus IFRS 9.

Le scénario le plus pondéré utilisé pour le calcul des provisions IFRS9 est le suivant :

Résistance de la croissance

Dans un environnement international toujours anxiogène, les incertitudes demeurent nombreuses. Les projections reposent sur une réduction des incertitudes découlant de la politique économique américaine et, a minima, sur une stabilisation des droits de douane.

Pour les États-Unis, les grandes lignes du scénario s'articulent autour d'un ralentissement en 2025, en raison de la hausse agressive des droits de douane, de la politique anti-immigration et de la persistance de l'inflation, puis d'un léger rebond ensuite grâce au soutien de la politique budgétaire apporté par le *One Big Beautiful Bill Act* et également à la dérèglementation. Le scénario table ainsi sur une croissance annuelle moyenne de 1,7 % en 2025, en baisse sensible par rapport aux 2,8 % enregistrés en 2024, avant une accélération ensuite, autour de 2 %. La décélération en cours s'accompagne d'une fragilisation du marché du travail, avec une hausse toutefois modérée du taux de chômage. Les droits de douane, à leur point d'impact maximal, ajouteraient près de 0,8 point à la hausse des prix sur un an. Cet effet serait largement temporaire, mais porterait l'inflation autour de 3 % fin 2025, avant de baisser graduellement en 2026 mais en restant supérieure à la cible de la FED (« *Federal Reserve Bank* »).

En zone euro, malgré la frilosité de la consommation et un environnement extérieur plus défavorable, la reprise se poursuit. L'impact des droits de douane est pour le moment moins violent que redouté et l'accord commercial, conclu en juillet 2025 entre l'Union européenne et les États-Unis offre davantage de visibilité. La croissance engrangée sur le début de 2025 permet de tabler sur une progression du PIB « décente », de l'ordre de 1,3 % en 2025 comme en 2026. La résistance de l'économie tient à la demande intérieure : elle s'est certes affaiblie, mais affiche un rythme légèrement supérieur à sa tendance de long terme et l'investissement, en particulier, a bien résisté à l'incertitude. Notre scénario se fonde, avant tout, sur l'investissement, porté à la fois par les fonds européens, les dépenses en défense et le plan de relance allemand.

Politiques monétaires : une pause prolongée

Du côté de la politique monétaire, l'heure n'est pas à la détente. Aux États-Unis, la résistance de l'inflation ne plaide pas en faveur d'un assouplissement monétaire rapide et massif : une dernière baisse en 2025 ramène la borne haute du taux des fonds fédéraux (*Fed funds*) à 4 %, avant une pause prolongée. Dans la zone euro, l'inflation autour de la cible et la reprise, même modeste, de l'économie suggèrent également la stabilité des taux directeurs, puis un resserrement mais pas avant 2027.

Taux d'intérêt à long terme : pressions haussières

Les taux d'intérêt subiraient des pressions haussières modérées. Aux États-Unis, la possible résurgence des préoccupations inflationnistes et les espoirs déçus d'assouplissement monétaire massif pourraient se traduire par une légère hausse des taux d'intérêt couplée à un aplatissement de la courbe.

Ce mouvement se propagerait à la zone euro, favorisé par une croissance européenne résistant mieux qu'anticipé, puis soutenu par l'expansion budgétaire en Allemagne. La réorganisation de la hiérarchie entre souverains de la zone euro se poursuivrait.

◆ Politique de dépréciation et couverture des risques

La norme comptable IFRS 9 est entrée en vigueur le 1er janvier 2018, en remplacement de la norme IAS 39. Elle spécifie les nouvelles règles de classification comptable des actifs financiers, redéfinit le modèle et les principes de la dépréciation au titre du risque de crédit des actifs, précise les modes de reconnaissance de l'effet du risque de crédit propre sur le passif et détaille enfin les nouvelles modalités de la comptabilité de couverture.

ENCOURS DÉPRÉCIÉS SUR BASE INDIVIDUELLE

La répartition par agent économique et par zone géographique des prêts et créances dépréciés sur les établissements de crédit et sur la clientèle est présentée en note 3.1 des comptes consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel). Ces états détaillent les dépréciations sur encours douteux compromis et non compromis.

ECL *BUCKET* 1 & 2

La dépréciation pour risque de crédit selon la nouvelle norme IFRS 9 présente les caractéristiques suivantes :

- la dépréciation s'applique à l'ensemble des opérations de l'actif comptabilisées au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres ;
- la dépréciation sous IFRS 9 est estimée sur la base des pertes attendues dès l'origination ;
- l'estimation de l'ECL se fait avec des paramètres de risque de crédit qui intègrent la vision prospective de la Banque quant à l'évolution de l'économie et de son impact sur le portefeuille (*Forward Looking*) ;
- un mécanisme d'affectation des expositions saines à deux catégories de risque distinctes dites « *Buckets* 1 et 2 » : une exposition saine dont la dégradation du risque depuis l'origine est jugée significative sera placée en « *Bucket* 2 » avec pour conséquence une dépréciation calculée sur un horizon égal à la durée résiduelle contractuelle de l'opération. À l'inverse lorsque la dégradation est jugée non significative, l'exposition est placée en « *Bucket* 1 » et la dépréciation est calculée sur un horizon de risque de 1 an.

Le montant des ECL *Bucket* 1 et 2 est de 1 276 millions d'euros au 31 décembre 2025.

◆ Politique de risque pays et perspectives 2026

Les perspectives 2026 de croissance mondiale sont hétérogènes et incertaines.

Malgré les tensions géopolitiques et commerciales, la croissance économique devrait se maintenir voire s'améliorer pour certaines économies.

Les politiques budgétaires soutiendront la croissance sous diverses formes : baisses d'impôts aux États-Unis, relance au Japon, stimulus britannique, et en zone euro, le plan NextGenerationEU (NGEU) et la relance allemande.

Dans la zone euro, la résilience de la demande intérieure a permis d'atteindre une croissance de 1,4 % en 2025. Selon les dernières prévisions pour 2026, la solidité de l'économie privée et les politiques budgétaires favorables devraient compenser les effets négatifs de la guerre commerciale. La croissance atteindrait environ 1,2 % en 2026 et 1,3 % en 2027.

Les économies émergentes maintiendraient une croissance stable (prévisions optimistes d'environ 4 % en 2026-2027). L'Asie resterait le moteur principal de la croissance.

Selon les prévisions du *World Economic Outlook* d'octobre 2025, l'inflation mondiale est prévue de diminuer à 4,2 % en 2025 et à 3,7 % en 2026, avec des divergences notables : une inflation supérieure à la cible aux États-Unis (et des risques orientés à la hausse) et une inflation modérée dans la plupart des autres régions du monde. D'après les prévisions, le volume mondial des échanges commerciaux progressera de 2,9 % en moyenne en 2025-2026.

En 2026, marqué par une demande relativement faible et une augmentation de l'offre de l'OPEP+, le marché pétrolier devrait rester excédentaire. Cependant, les menaces américaines sur l'importation de pétrole russe par plusieurs pays pourraient absorber cet excédent. Le consensus d'analyses prévoit que le *Brent* s'établira en moyenne à 60-65 $ le baril en 2026, en baisse par rapport aux environ 69 $ en 2025.

Trois axes géopolitiques restent structurants pour 2026 :

1. la politique américaine domine et s'impose durablement. Le document de défense américain fixe les nouvelles règles stratégiques quant à la sécurité intérieure mais également sur le plan de la politique extérieure ;

2. les zones de tension militaire (à différente échelle) : l'Ukraine, Taïwan/la mer de Chine méridionale, le Venezuela, l'Iran et Israël-Palestine ;

3. certains pays émergents face à un positionnement US-Chine : l'Arabie Saoudite, l'Inde et la Turquie refusent de choisir entre États-Unis et Chine, et cherchent à profiter des deux camps. L'impact potentiel des sanctions américaines demeure néanmoins une considération importante.

◆ Évolution du niveau d'exposition sur les pays

Au 31 décembre 2025, les engagements commerciaux (y compris sur contreparties bancaires) sur la clientèle de Crédit Agricole CIB, s'élèvent à 636 milliards d'euros soit +3 % par rapport au 31 décembre 2024.

Les zones géographiques dominantes sont l'Europe occidentale (52 %), l'Asie (21 %), l'Amérique du Nord (20 %) et le Moyen Orient (3 %). 98 % des expositions sont enregistrées dans des pays *Investment Grade*.

Europe occidentale

Les engagements sur l'Europe occidentale sont en hausse à 324 milliards d'euros par rapport à ceux du 31 décembre 2024 (+2 %). La France, le Royaume Uni, l'Italie et l'Allemagne sont les plus importantes.

Asie

Les engagements sur l'Asie sont en hausse à 128 milliards d'euros par rapport à ceux du 31 décembre 2024 (+3 %). Le Japon, la Corée du Sud, et la Chine restent les plus fortes expositions régionales, devant Singapour et l'Inde.

Amérique du Nord

Les engagements sur l'Amérique du Nord sont en hausse à 125 milliards d'euros par rapport à ceux du 31 décembre 2024 (+4 %). Les États-Unis représentent 94 % de cette exposition et le Canada 6 %.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Les engagements sur les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'élèvent à 19,3 milliards d'euros au 31 décembre 2025, en hausse par rapport à fin 2024 (+15 %). L'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et le Qatar représentent 90 % des engagements de la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Amérique latine

À fin décembre 2025 les expositions sur cette région s'élèvent à 12,4 milliards d'euros, en hausse par rapport à fin 2024 (+18 %). L'exposition du Brésil représente 56 % des engagements totaux, le Mexique 21 % et le Chili 17 %.

Océanie

Les engagements sur les pays du l'Océanie s'élèvent à 8,4 milliards d'euros au 31 décembre 2025, en hausse par rapport à fin 2024 (+12 %). Australie représente près de 100 % des engagements.

Europe centrale et orientale

Les engagements sur les pays d'Europe centrale et orientale ont augmenté de 7 % depuis l'année dernière. Les engagements de Crédit Agricole CIB sont concentrés sur la Pologne représentant 40 % du portefeuille. Les engagements sur la Russie ont diminué de 31 % en un an, représentant 18 % du total des engagements sur cette région.

Afrique subsaharienne

- Les engagements du Groupe Crédit Agricole sur l'Afrique subsaharienne s'élèvent à 1,3 milliard d'euros au 31 décembre 2025, représentant une baisse de - 18 % depuis fin 2024. L'exposition est principalement concentrée sur l'Afrique du Sud (36 %), suivis de l'Angola (11 %) et du Kenya (5 %).

2.5. Risques financiers

Les risques financiers ont fait l'objet d'une taxonomie établie au niveau Groupe Crédit Agricole et déclinée pour Crédit Agricole CIB qui est présentée au sein du Chapitre 8 du présent Document d'enregistrement universel.

2.5.1 Risques de marché

Les risques de marché sont gérés au sein du département *Market and Counterparty Risks* (MCR). MCR est en charge de l'identification, de la mesure et de la surveillance des risques de marché, de liquidité et de contrepartie sur opérations de marché ainsi que de la valorisation indépendante des résultats.

À titre d'exemple, plusieurs risques de marché pertinents pour Crédit Agricole CIB peuvent être relevés, des pertes potentielles peuvent être liées aux :

- **variations des taux d'intérêt** : ces risques sont appréhendés de manière détaillée : maturité, indices de taux sous-jacents, devises ;
- **variations des cours d'action** : le risque action de Crédit Agricole CIB est principalement concentré sur les grands corporates européens (financement, garantie de placement d'actions, gestion des plans d'épargne entreprise, émissions convertibles, prêts/emprunts) et EMTN sur indices actions ;
- **dégradation de la qualité de crédit** : de par son activité de teneur de marché sur les principales dettes des pays de l'OCDE ainsi que sur les émissions de ses clients, Crédit Agricole CIB s'expose à la variation de la prime de risque des titres sur lesquels il intervient ;
- **évolutions des cours de change** : l'activité Crédit Agricole CIB auprès de sa clientèle investisseurs ou corporates l'expose d'une part aux fluctuations du marché de change. Sa présence dans de nombreux pays entraîne d'autre part des positions de change structurelles, gérées dans le cadre des Comités actif-passif ;
- **volatilité de taux, de change et actions** : certains produits dérivés voient leur valeur de marché changer en fonction de la volatilité du sous-jacent, plutôt que par rapport à la volatilité du marché. Ces risques sont encadrés par des limites spécifiques.

2.5.1.1 DISPOSITIF DU CONTRÔLE DES RISQUES DE MARCHÉ

◆ Périmètre d'intervention

Le périmètre d'intervention de MCR porte sur l'ensemble des portefeuilles de négociation des entités consolidées dans les comptes de Crédit Agricole CIB - filiales ou succursales - en France et à l'international ; les principales lignes métiers sont : Taux, Crédit, Non Linéaire de Taux et Actions, *Repo* et xVA.

MCR assure également le contrôle des risques de marché de la Trésorerie et de la Direction *Credit Portfolio Management* (CPM), dont la double mission est de gérer le risque de contrepartie macro de Crédit Agricole CIB et de minimiser le coût du capital des *Banking Books*.

◆ Organisation et missions des risques de marché

L'organisation de MCR respecte l'environnement règlementaire et l'évolution des activités de marché.

Les principes de base qui prévalent dans l'organisation et le fonctionnement de MCR sont :

- l'indépendance de la fonction risques par rapport aux Directions opérationnelles (*Front Offices*) et aux autres Directions fonctionnelles (*Back Offices*, *Middle Offices*, Finance) ;
- une organisation garantissant à la fois un traitement adapté et spécialisé de chaque type d'activité de marché et un déploiement homogène des méthodologies et pratiques, ceci quel que soit le lieu de conduite de l'activité ou son lieu de comptabilisation.

Ses différentes missions se répartissent comme suit :

- le suivi d'activité a en charge :
  - la validation quotidienne des résultats de gestion et des indicateurs de risque de marché et de liquidité pour l'ensemble des activités encadrées par des limites de risque de marché ;
  - le contrôle et la validation des paramètres de marché dans un environnement indépendant du *Front Office* ;
  - enfin, dans le cadre d'une responsabilité conjointe avec la Direction financière, il participe au rapprochement mensuel du résultat de gestion et du résultat comptable ;
- le *Risk Management* assure le suivi et le contrôle des risques de marché pour l'ensemble des lignes produits, à savoir :
  - la mise en place des jeux de limites et la surveillance des dépassements de limites, de leur régularisation ainsi que des variations significatives de résultat qui sont portées à la connaissance du Comité des risques de marché ;
  - l'analyse des risques portés par ligne produit ;
  - la validation de second niveau des risques et des réserves mensuelles ;
- les équipes transverses complètent ce dispositif en assurant l'harmonisation des méthodes et des traitements entre les lignes produits. Elles regroupent les fonctions suivantes :
  - l'équipe IPV (*Independant Price Valuation*) en charge notamment de la validation des paramètres de valorisation et de la cartographie d'observabilité ;
  - l'équipe MRA (*Market Risks Analytics*) responsable de la validation des *pricers* ;
  - les équipes en charge du modèle interne quantitatif (économétrie en charge des séries historiques, méthodologies pour les mesures de risques de marché, modèles *stress* et CCR - *Credit & Counterparty Risks*) ;
  - l'équipe COO (*Chief Operating Officer*) assure la coordination des sujets transverses (projets, nouvelles activités, budgets, rapports et Comités internes/externes), la production des informations consolidées du département.

◆ Comité de décision et de suivi des risques de marché

L'intégralité du dispositif est placée sous l'autorité d'un ensemble de Comités :

- le Comité des risques Groupe (Crédit Agricole S.A.) fixe les limites globales dans le cadre de l'appétit en risque du Groupe ;
- le Comité stratégies & portefeuilles (Crédit Agricole CIB) valide les orientations stratégiques et les critères acceptables d'encadrement des risques, en cohérence avec la politique d'appétit en risques du Groupe Crédit Agricole et de la Banque. Ce Comité, présidé par la Direction générale de Crédit Agricole CIB, associe entre autres un membre représentant la Direction des risques du Groupe, les *Risk Managers* des activités de marché et les représentants *Front Office* des activités de marché ;
- le Comité des risques de marché (Crédit Agricole CIB) octroie des limites aux pôles opérationnels dans le cadre des enveloppes fixées par le Comité stratégies & portefeuilles et s'assure du respect des indicateurs de surveillance, des règles spécifiques de gestion et des limites définies. Ce Comité, présidé par la Direction générale de Crédit Agricole CIB, associe un membre représentant la Direction des risques du Groupe de Crédit Agricole S.A., les *Risk Managers* des activités de marché et les représentants *Front Office* des activités de marché ;
- le Comité des risques de liquidité (Crédit Agricole CIB) suit et analyse les risques de liquidité et leur évolution. Il s'assure du respect des indicateurs de surveillance, des règles spécifiques de gestion, des limites définies et de la bonne application des normes Groupe Crédit Agricole. Il tient lieu également de Comité plan d'urgence liquidité en situation de crise. Présidé par la Direction générale, ce Comité associe également, le responsable des risques financiers Groupe, le responsable de la trésorerie Crédit Agricole S.A., les responsables de GMD, le responsable de la trésorerie Crédit Agricole CIB, les responsables de la Direction financière et de l'ALM et les responsables du *Risk Management* Marché.

◆ Faits marquants 2025 ayant impacté le périmètre des risques de marché

Crédit Agricole CIB a poursuivi en 2025 :

- les travaux de déploiement de son nouvel écosystème risques de marché sur plusieurs périmètres d'activités en *booking* et l'implémentation d'un certain nombre de fonctionnalités. La mise en place de ce nouveau dispositif comprend les éléments suivants : implémentation des principes de gestion de la donnée, centralisation des méthodes de valorisation, industrialisation, piste d'audit et mesures d'analyse et de contrôle des indicateurs de risques de marché ;
- ses travaux de remédiation faisant suite aux missions BCE :
  - de 2020 (*Mission Valuation*) autour du risque de valorisation et de la *Prudent Valuation* (poursuite) ;
  - de 2021 (Risques de marché/VaR xVA) autour de l'inclusion des assiettes de xVA dans la VaR Marché (finalisé).
- ses travaux sur les exigences de fonds propres dans le cadre de la revue fondamentale du *Trading Book* (FRTB) introduite par la CRR2 (*Capital Requirements Regulation*) dont l'entrée en vigueur a été décalée à début 2027 au plus tôt.
- l'intégration des risques de marché de la Banque Degroof Petercam (finalisée)

Une mission BCE, sur site, portant sur le Risque de contrepartie sur opérations de marché (CCR) a eu lieu entre septembre 2024 et janvier 2025.

Les dispositifs de gestion et la méthodologie de mesure et d'encadrement des risques de marché a connu une évolution significative avec l'application de la réforme CRR3 (Bâle III). Le déploiement et l'application de la méthodologie BA-CVA pour le calcul des exigences minimales en fonds propres est effectif depuis le 1er janvier 2025.

2.5.1.2 MÉTHODOLOGIE DE MESURE ET D'ENCADREMENT DES RISQUES DE MARCHÉ

◆ *Value-at-Risk* (VaR)

La VaR est calculée quotidiennement sur l'ensemble des positions. Elle représente la perte potentielle à horizon un jour avec un intervalle de confiance de 99 %. Les conditions extrêmes de marché n'étant pas appréhendées par la VaR, celle-ci ne doit pas être confondue avec la notion de perte maximale ou *maximum loss*. La VaR stressée et les *stress* scénarios complètent le dispositif pour mesurer ces risques extrêmes.

◆ Évolution de la VaR règlementaire sur l'année 2025

Le graphe n° 1 (VaR règlementaire sur la période 2024-2025) présente l'évolution de la VaR de Crédit Agricole CIB sur le périmètre règlementaire au cours de l'année 2024-2025.

Sur l'année 2025, la VaR règlementaire affiche une moyenne de 11 millions d'euros (en hausse par rapport à la moyenne constatée sur l'année 2024), oscillant dans un corridor de valeurs dont le plancher est à 7 millions d'euros et le plafond à 16 millions d'euros. La VaR règlementaire est principalement influencée par les activités de taux et actions ainsi que par les effets de compensation.

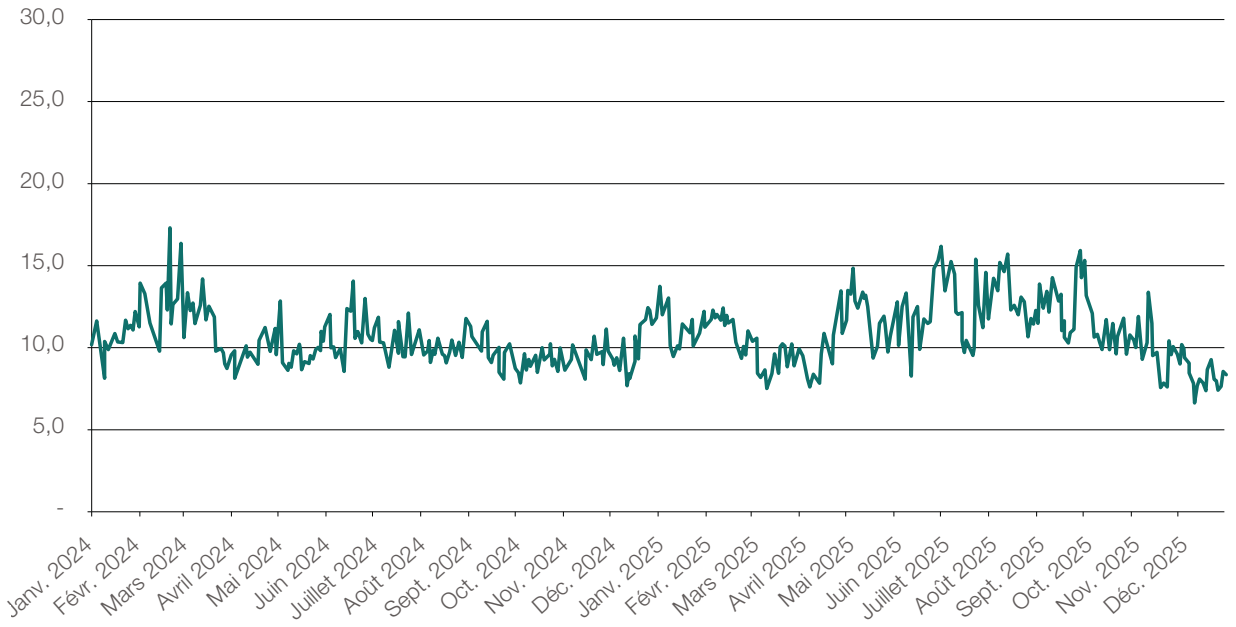
Le graphe n° 2 (Évolution en moyenne trimestrielle sur la période 2024-2025) retrace l'évolution des moyennes trimestrielles de la VaR règlementaire et des VaR de chacune des lignes métiers de Crédit Agricole CIB depuis le 1er janvier 2024.

Toutes les activités de Crédit Agricole CIB sont en modèle interne, à l'exception de quelques produits isolés qui demeurent en standard.

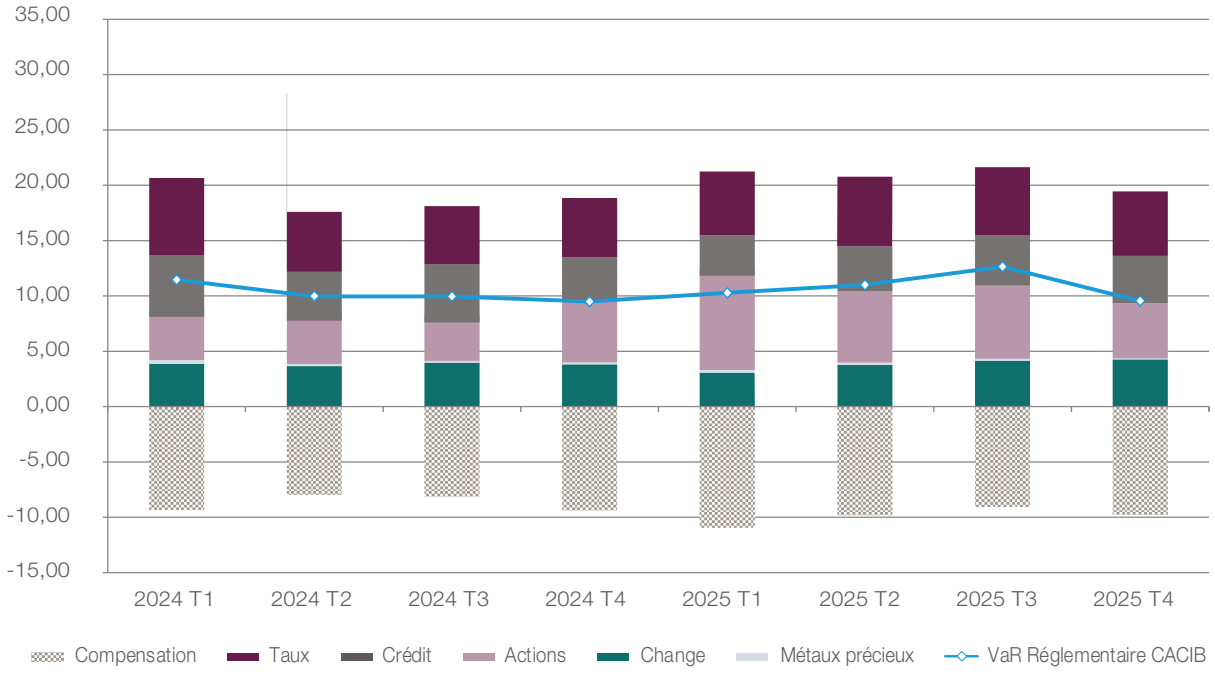
▶ Évolution de la VaR règlementaire

En millions d'euros	31.12.2025				31.12.2024			
	Minimum	Moyenne	Maximum	Fin d'année	Minimum	Moyenne	Maximum	Fin d'année
Total VaR	7	11	16	8	8	10	17	12
Effet de compensation	(6)	(10)	(14)	(12)	(5)	(9)	(13)	(12)
VaR Taux	4	6	9	5	4	6	9	6
VaR Action	3	7	11	5	3	4	11	11
VaR Change	2	4	9	7	2	4	7	5
VaR Commodities	0	0	0	0	0	0	0	0
VaR Crédit	3	4	7	3	3	5	7	3

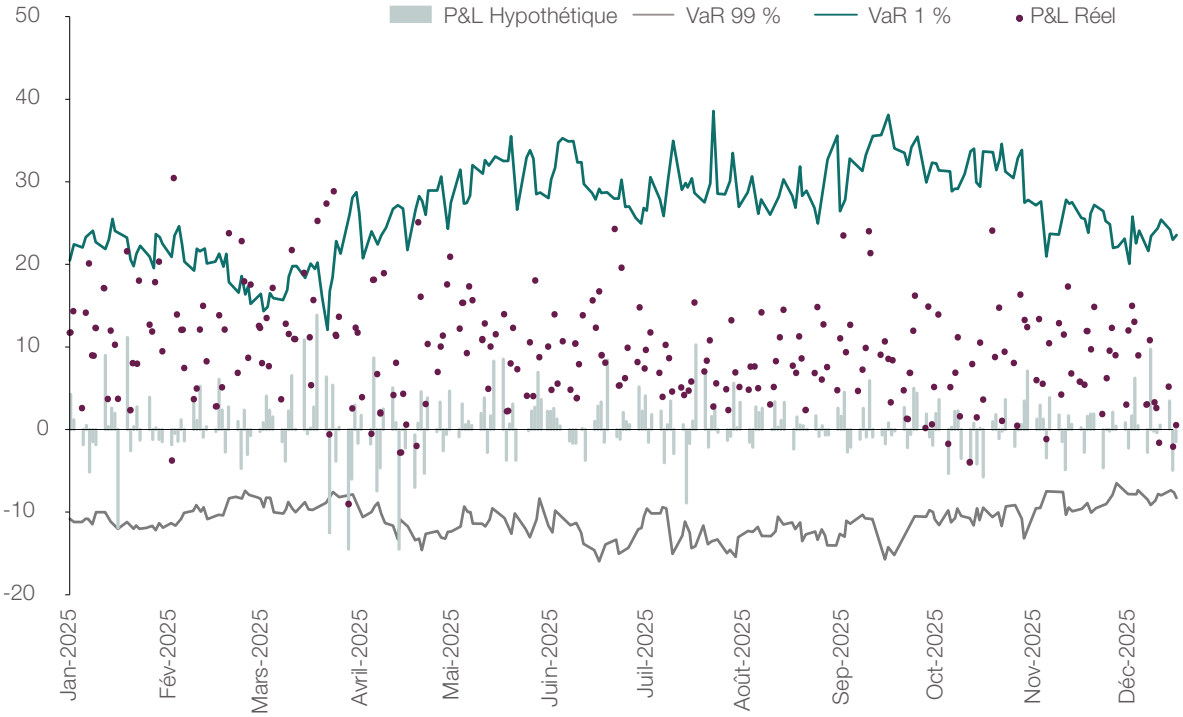
▶ Graphe n° 1 : VaR règlementaire de Crédit Agricole CIB sur la période 2024-2025 (en millions d'euros)



Graphe n° 2 : Évolution en moyenne trimestrielle de la VaR règlementaire et de la VaR par ligne produit sur la période 2024-2025 (en millions d'euros)



Graphe n° 3 : *Backtesting* de la VaR règlementaire de Crédit Agricole CIB sur l'année 2025 (en millions d'euros)



BACKTESTING DE LA VAR (GRAPHE N°3)

La méthode de *Backtesting* de la VaR au niveau du périmètre règlementaire de Crédit Agricole CIB compare les montants quotidiens de la VaR avec d'une part le résultat quotidien hors réserves d'incertitudes (P&L réel) et d'autre part le résultat quotidien retraité des réserves d'incertitudes et des nouvelles transactions (ou P&L hypothétique).

À fin décembre 2025, on relève sur un an glissant, 3 exceptions de *Backtesting* de la VaR avec une perte sur le P&L hypothétique (résultat quotidien retraité des réserves d'incertitudes et des nouvelles transactions) supérieure à la VaR, l'une d'elles porte aussi sur le P&L réel (incluant les nouvelles transactions). Ces 3 exceptions relevées le 7 avril 2025, le 14 avril 2025 et le 30 avril 2025, à considérer dans la détermination du montant de fonds propres sont essentiellement liées à la volatilité importante sur les marchés actions ayant suivi les annonces de l'administration américaine relative à sa politique tarifaire.

Exigence en fonds propres liée à la VaR

Au 31 décembre 2025, l'exigence en fonds propres (EFP) liée à la VaR s'élève à 90 millions d'euros.

En millions d'euros	31.12.2025	Minimum	Maximum	Moyenne	31.12.2024
VaR	90	90	149	122	114

Statistiques de la VaR règlementaire stressée

Si les données historiques utilisées dans le calcul des chocs de la VaR sont issues de situations de marché atones, i.e. de faible volatilité, alors la VaR obtenue aura un faible niveau. Pour contrer ce biais procyclique, le régulateur a introduit la VaR stressée.

La VaR stressée est calculée à partir du modèle de VaR « initial » sur un intervalle de confiance de 99 % à horizon de 1 jour et sur une période de tensions correspondant à la pire période connue pour les facteurs de risque les plus significatifs.

La période retenue est : décembre 2007 - décembre 2008.

Évolution de la VaR règlementaire stressée sur l'année 2025

Le graphe n° 4 expose l'évolution de la VaR règlementaire stressée de Crédit Agricole CIB sur la période 2024-2025.

La VaR stressée affiche une moyenne 2025 à 25 millions d'euros, en baisse par rapport à 2024 (27 millions d'euros), avec une plage de variation équivalente comme en atteste le tableau de statistiques ci-dessous. La dynamique de la SVaR règlementaire sur l'année est principalement sous l'influence du périmètre de taux et des effets de compensation entre les différents périmètres. En 2025, le ratio VaR stressée/VaR s'établit en moyenne à 2,4.

Le tableau ci-après compare les statistiques de la VaR règlementaire stressée et de la VaR règlementaire.

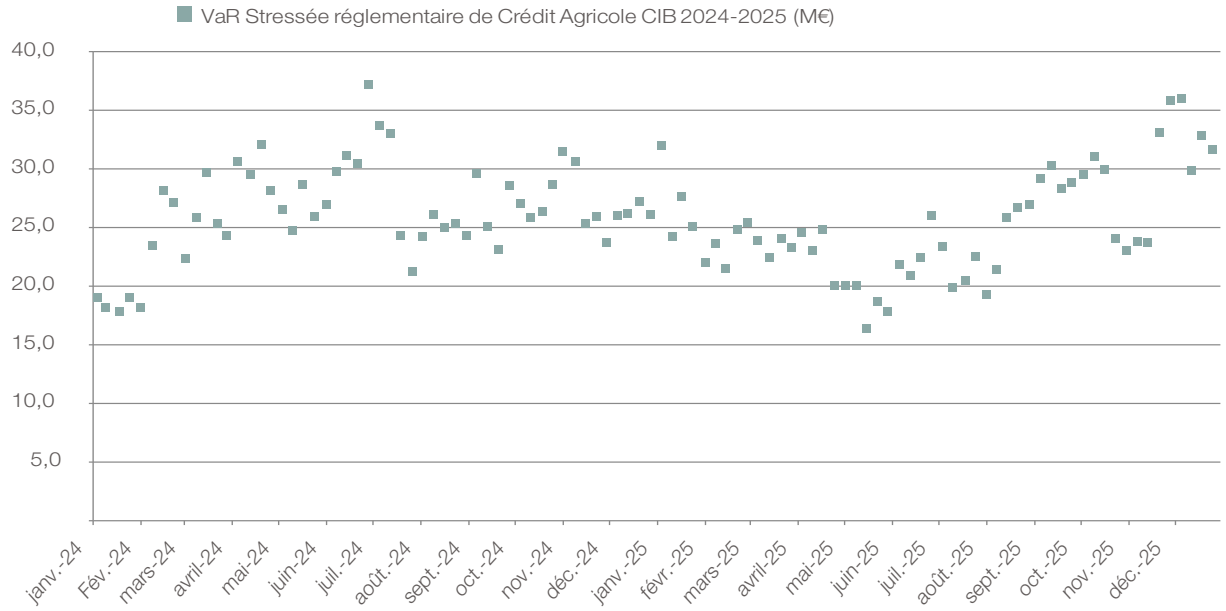
	31.12.2025				31.12.2024			
En millions d'euros	Minimum	Moyenne	Maximum	Fin d'année	Minimum	Moyenne	Maximum	Fin d'année
VaR règlementaire stressée	17	25	36	32	18	27	37	26
VaR règlementaire	7	11	16	8	8	10	17	12

Exigence en fonds propres liée à la VaR stressée

Au 31 décembre 2025, l'EFP liée à la VaR stressée s'élève à 281 millions d'euros.

En millions d'euros	31.12.2025	Minimum	Maximum	Moyenne	31.12.2024
VaR stressée	281	238	309	272	321

Graphe n° 4 : VaR règlementaire stressée 1 jour pour un intervalle de confiance de 99 % (en millions d'euros)



Stress tests

Des *stress tests* ont été établis pour évaluer la résistance des institutions financières suite à un choc sur leurs activités. Ce choc peut être économique (ralentissement économique par exemple) et/ou géopolitique (conflit entre pays).

Aussi, pour satisfaire les exigences du régulateur et afin de compléter les mesures en VaR, Crédit Agricole CIB applique des scénarios de *stress* à ses activités de marché afin d'évaluer l'impact de perturbations particulièrement fortes (non anticipables ou non modélisables dans la VaR) sur la valeur de ses livres. Ces scénarios s'articulent autour de trois approches complémentaires :

1. des approches historiques, qui consistent à répliquer sur le portefeuille actuel l'effet de crises majeures survenues dans le passé. Les scénarios historiques ainsi retenus sont les suivants :
   - crise de 1998 : scénarios de crise du marché du crédit dont les hypothèses sont la baisse des marchés d'actions, la forte progression des taux d'intérêt et la baisse des devises émergentes ;

- crise d'octobre 2008 : ce *stress* reproduit les conditions de marché suite à la faillite de la banque Lehman ;
- crise de la dette européenne : scénarios de crise du marché souverain obligataire européen (baisse des marchés actions et hausse de la volatilité, baisse des matières premières sauf l'or, forte baisse des taux long terme et appréciation du dollar américain, hausse des *spreads* de crédit) ;
- crise du marché actions chinois : turbulences du marché boursier chinois avec l'éclatement de la bulle boursière de juin 2015 ;
- crise Covid-19 : scénarios reflétant les conditions de marché de mars 2020, avec notamment une chute des marchés actions et ses dividendes, un élargissement des spreads de crédit, une forte baisse des taux américains, etc. ;

2. des scénarios hypothétiques, qui anticipent des chocs vraisemblables, élaborés en collaboration avec les économistes. Les scénarios hypothétiques sont :
   - reprise économique (progression des marchés d'actions et de matières premières, forte progression des taux court terme et dépréciation du dollar américain, resserrement des *spreads* de crédit) ;
   - resserrement de la liquidité en raison des décisions des Banques centrales d'augmenter les taux d'intérêt afin de répondre à la hausse inattendue de l'inflation (forte progression des taux court terme, élargissement des *spreads* de crédit, baisse des marchés actions) ;
   - scénarios représentant les conditions économiques dans un contexte de tensions internationales entre la Chine et les États-Unis (augmentation de la volatilité et baisse des cours sur les marchés actions, progression du marché des matières premières, pentification des courbes de taux, baisse du dollar américain par rapport aux autres devises, élargissement des *spreads* de crédit) ;
3. deux approches dites « *adverses* » (un scénario décennal et un scénario extrême), qui consistent à adapter les hypothèses pour simuler les situations les plus défavorables en fonction de la structure du portefeuille au moment où le scénario est calculé :
   - une approche dite « *stress adverse* décennal », qui évalue l'impact de mouvements de marché de grande ampleur et défavorables pour chaque activité prise individuellement. La calibration des chocs est telle que le scénario a une probabilité d'occurrence tous les 10 ans environ et que l'horizon pendant lequel la Banque subit les évènements sans réagir est de l'ordre de 10 jours. Les pertes mesurées par ce scénario font l'objet d'un encadrement par une limite ;
   - une approche dite « *adverse* extrême » qui permet de mesurer l'impact de chocs de marché d'intensité et de durée supérieures au *stress adverse* décennal afin de simuler des évènements de probabilité d'occurrence plus rares mais toujours probables. Les chocs simulés dans le *stress adverse* extrême sont environ deux fois plus durs que ceux figurant dans le *stress adverse* décennal, leur impact sur le résultat du *stress* peut être nettement plus sévère pour les produits non linéaires à composante optionnelle.

Ces indicateurs font l'objet d'une limite fixée en accord avec Crédit Agricole S.A.

Les *stress* globaux sont calculés sur une base hebdomadaire et sont présentés au Comité des risques de marché de Crédit Agricole CIB avec une fréquence mensuelle.

En parallèle, des scénarios de *stress* spécifiques sont développés pour chaque ligne métier. Ils sont produits selon une fréquence hebdomadaire. Ces scénarios spécifiques permettent de préciser l'analyse des risques propres aux différentes lignes métiers.

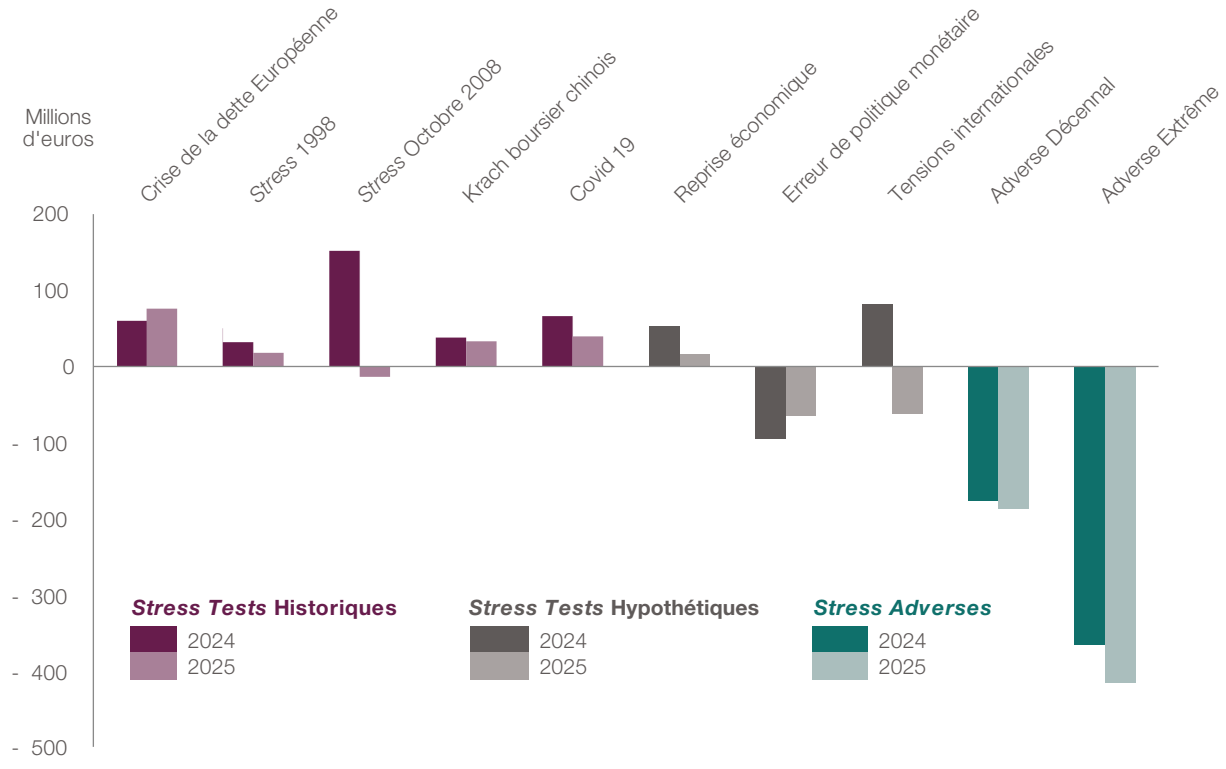
Pour compléter, des *stress* globaux prenant en compte l'intégralité des facteurs de risque matériels des différentes classes d'actifs, basés sur une approche dite « *semi-adverse* », sont calculés quotidiennement.

Régulièrement des *stress* sont mis en place en anticipation des évènements de marché ad hoc : élections françaises, élections américaines, etc.

Le graphe n° 5 ci-après illustre la comparaison de l'évolution des scénarios des *stress* en 2024 et 2025.

5

Graphe n° 5 : Valeurs moyennes 2024 et 2025 des scénarios de *stress* (en millions d'euros)



Entre 2024 et 2025, les *stress adverses* décennal et extrême ont augmenté. Ils sont respectivement passés en moyenne de 177 millions d'euros en 2024 à 185 millions d'euros en 2025 et de 367 millions d'euros en 2024 à 414 millions d'euros en 2025. La hausse des *stress adverses* décennal et extrême provient principalement des variations des contributions des activités de taux et change. Les niveaux de *stress* observés en 2025 sont dans l'ensemble très éloignés des limites.

2.5.1.3 AUTRES INDICATEURS

La mesure en VaR est associée à un jeu d'indicateurs complémentaires ou explicatifs, dont la plupart font l'objet de limites :

- les jeux de limites permettent un encadrement précis des risques. Déclinés par activité et par mandat, ils précisent les produits autorisés, les échéances maximales, les positions et les sensibilités maximales ; ils comprennent également un système de *loss alert* ;
- d'autres indicateurs analytiques sont utilisés par le *Risk Management*. Ils comprennent notamment des indicateurs en notionnel afin de mettre en lumière des opérations atypiques ;
- au titre de la CRD III (entrée en vigueur le 31 décembre 2011), Crédit Agricole CIB a mis en place les mesures de risque spécifiques de défaut sur les portefeuilles de crédit dont l'*Incremental Risk Charge*.

◆ Exigences en fonds propres liées à l'IRC

L'IRC ou *Incremental Risk Charge* est une exigence de capital supplémentaire sur les positions de crédit dites linéaires (i.e. hors positions de corrélation de crédit), requise par le régulateur suite à la crise des *subprimes* au sein de la directive CRD III.

L'IRC a pour objectif de quantifier des pertes inattendues provoquées par des évènements de crédit sur les émetteurs, à savoir le défaut ou la migration de *rating* (aussi bien dans le cas d'un abaissement que d'un rehaussement de la note de crédit). Autrement dit, l'IRC permet de saisir 2 mesures de risque :

- le risque de défaut (ou les pertes ou gains potentiels, suite au défaut de l'émetteur) ;
- le risque de migration, qui représente les pertes ou gains potentiels faisant suite à une migration de la note de crédit de l'émetteur et au choc de *spreads* afférents.

L'IRC est calculée avec un intervalle de confiance de 99,9 % sur un horizon de risque 1 an par des simulations de Monte-Carlo.

Les scénarios de défaut et de migration de crédit simulés sont ensuite valorisés à l'aide des pricers de Crédit Agricole CIB. Ces valeurs donnent une distribution, à partir de laquelle un calcul de quantile à 99,9 % permet d'obtenir l'IRC.

À fin décembre 2025, l'EFP (exigence en fonds propres) au titre de l'IRC s'élève à 252 millions d'euros.

En millions d'euros	31.12.2025	Minimum	Maximum	Moyenne	31.12.2024
IRC	252	237	330	266	174

◆ Exigences en méthode standard CRD III

La méthode standard CRD III est une exigence de capital supplémentaire, portant sur le risque émetteur non couvert par l'IRC et le CRM (*Comprehensive Risk Measure*). La mesure finale requise par les autorités de tutelle est la méthode standard pour les positions de titrisations en *Trading Book*.

L'EFP liée à la méthode standard est de 4 millions d'euros au 31 décembre 2025.

En millions d'euros	31.12.2025	Minimum	Maximum	Moyenne	31.12.2024
Méthode standard CRD III	4	4	4	4	4

◆ Exigences en fonds propres liées à la *Prudent Valuation*

Dans le cadre de la CRD IV, le Comité Bâle III requiert la mise en œuvre d'une mesure de prudence complémentaire (*Prudent Valuation*) à la valeur comptable de marché. Elle s'applique à l'ensemble des positions du *Trading Book* et du *Banking Book* comptabilisées en juste valeur de marché avec un intervalle de confiance de 90 %.

La *Prudent Valuation* est déclinée en 9 ajustements comptables : incertitude de prix, coûts de liquidation, risque de modèle, positions concentrées, marges de crédit constatées d'avance, coût de financement, résiliation anticipée, frais administratifs futurs et risque opérationnel. L'ensemble des différentes catégories est ensuite agrégé et vient en déduction du *Common Equity Tier 1*.

Le calcul des ajustements sur la base des exigences règlementaires donne un impact en fonds propres à fin décembre 2025 de 882 millions d'euros pour Crédit Agricole CIB (dont 744 millions d'euros au titre des risques de marché).

En millions d'euros	31.12.2025	Minimum	Maximum	Moyenne	31.12.2024
Prudent Valuation	882	882	1 033	969	893
dont au titre des Activités de Marché	744	744	904	825	741

2.5.2 AUTRES RISQUES FINANCIERS

2.5.2.1 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL

Le risque de taux d'intérêt global (RTIG) ou risque de taux d'intérêt sur le *Banking Book* (IRRBB) d'un établissement financier est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et hors-bilan, à l'exception des opérations soumises aux risques de marché.

◆ Objectifs et politique

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à protéger les marges commerciales contre les fluctuations de taux et d'assurer la meilleure stabilité dans le temps de la valeur patrimoniale des éléments de haut de bilan au regard desdites fluctuations.

La valeur patrimoniale et la marge d'intérêt évoluent du fait de la sensibilité à la variation des taux d'intérêt de la valeur actuelle nette et des flux de trésorerie des instruments financiers composant le bilan et le hors bilan. Cette sensibilité naît dès lors que les actifs et passifs ont des échéances de refixation de leur taux d'intérêt non synchrones.

◆ Gestion du risque

Chaque entité opérationnelle gère son exposition sous le contrôle de son Comité actif-passif local chargé d'assurer le respect des limites et des normes du Groupe Crédit Agricole.

Au sein de la Direction financière, le département *Assets & Liabilities Management* du Siège – dans le cadre de sa mission de coordination et de supervision – et le département des risques de contrepartie et de marché qui participent aux Comités locaux assurent l'harmonisation des méthodes et des pratiques au sein du groupe Crédit Agricole CIB ainsi que le suivi des limites allouées à chacune de ses entités.

L'exposition au risque de taux d'intérêt global du groupe Crédit Agricole CIB est présentée au Comité de gestion actif-passif de Crédit Agricole CIB. Celui-ci :

- examine les positions consolidées déterminées en date d'arrêté trimestriel ;
- s'assure du respect des limites applicables à Crédit Agricole CIB ;
- décide des mesures de gestion sur la base des propositions faites par le département *Assets & Liabilities Management*.

◆ Méthode

Les mesures statiques s'appuient principalement sur le calcul de *gaps* ou impasses de taux. Cette méthodologie consiste à échéancer (selon une vision en extinction, dite « approche statique ») les encours à taux connu et les encours indexés sur l'inflation selon leurs caractéristiques contractuelles (date de maturité, profil d'amortissement) ou selon une modélisation de l'écoulement des encours lorsque :

- le profil d'échéancement n'est pas connu (produits sans échéance contractuelle tels que les dépôts à vue ou les fonds propres) ;
- des options comportementales vendues à la clientèle sont incorporées (remboursements anticipés sur crédits, etc.).

Les risques découlant des options automatiques (options de *caps* et de *floors*) sont, quant à eux, retenus dans les impasses à hauteur de leur sensibilité équivalente.

Une sensibilité de la valeur actualisée nette de la valeur économique de la Banque restitue de façon synthétique l'impact qu'aurait un choc de taux sur le montant des impasses de taux définies ci-dessus. Cette sensibilité est calculée sur le taux ainsi que sur l'inflation et sur le risque de base (chocs variables selon l'indice de référence).

Elles font chacune l'objet d'un encadrement sous la forme d'une limite qui ne peut dépasser un pourcentage des fonds propres prudentiels totaux. Cette mesure est effectuée mensuellement.

Par ailleurs, une approche en revenu complète cette vision bilantielle avec des simulations de marge nette d'intérêt projetées sur trois années, intégrant des hypothèses de nouvelle production (approche dite « dynamique »). La méthodologie correspond à celle des *stress tests* conduits par l'EBA, à savoir une vision à bilan constant avec un renouvellement à l'identique des opérations arrivant à maturité. La sensibilité de la marge nette d'intérêt fait l'objet d'un encadrement sous la forme d'une limite qui ne peut dépasser un pourcentage des fonds propres prudentiels totaux. Cette mesure est effectuée trimestriellement.

Les calculs de sensibilités en approche en valeur et en approche revenu contribuent à l'évaluation du besoin en capital interne au titre du risque de taux.

Ce dispositif de mesures est décliné pour les devises significatives concernées.

◆ Exposition[1]

L'exposition de Crédit Agricole CIB au risque de taux global sur les opérations de clientèle est limitée compte tenu de la règle de micro-adossement en taux de chaque financement clientèle auprès de la Trésorerie.

Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des fonds propres et des participations, de la modélisation des passifs non rémunérés et pour les maturités inférieures à un an des activités de Trésorerie du portefeuille bancaire.

Le groupe Crédit Agricole CIB est principalement exposé aux variations de taux d'intérêt de la zone monétaire euro et dans une moindre mesure à celles du dollar américain.

Crédit Agricole CIB gère son exposition au risque de taux d'intérêt dans le cadre de limites d'exposition :

- en *gaps* et en sensibilité de la valeur actuelle nette (VAN) toutes devises définies par Crédit Agricole S.A. ;
- en sensibilité de la marge nette d'intérêt (MNI) toutes devises définies par Crédit Agricole S.A..

◆ Évaluation du besoin de capital interne

Les mesures utilisées pour l'ICAAP sont réalisées en s'appuyant sur un jeu de six scénarios internes intégrant des déformations de la courbe de taux calibrés selon une méthode ACP (analyse en composantes principales) et un calibrage cohérent avec celui utilisé pour l'évaluation des autres risques mesurés au titre du Pilier 2 (un intervalle de confiance de 99,9 % et une période d'observation historique de 10 ans).

2.5.2.2 RISQUE DE CHANGE

Le risque de change représente le risque financier lié à l'évolution défavorable du cours des parités de devises sur le marché des changes. Il s'appréhende principalement à travers la mesure de l'exposition résiduelle nette résultant de la prise en compte des positions de change brutes et de leurs couvertures et de manière différenciée entre risque de change structurel et opérationnel.

◆ Risques de change structurel

Le risque de change structurel du groupe Crédit Agricole CIB résulte de ses investissements durables dans des actifs en devises étrangères, essentiellement les fonds propres de ses entités opérationnelles à l'étranger, qui trouvent leur origine dans des acquisitions, des transferts de fonds à partir du Siège ou une capitalisation de résultats locaux.

La pratique du groupe Crédit Agricole CIB consiste à emprunter la devise d'investissement afin d'immuniser patrimonialement l'investissement réalisé contre le risque de change. Les emprunts sont alors documentés en tant qu'instrument de couverture de l'investissement. Dans certains cas et notamment pour les devises peu liquides, l'investissement donne lieu à achat de la devise concernée ; des couvertures du risque de change par des opérations à terme sont alors mises en place selon la politique de gestion adoptée.

Les principales positions de change structurel brutes du groupe Crédit Agricole CIB sont libellées en dollar américain, en devises liées à ce dernier – devises de pays du Moyen-Orient ainsi que certaines devises asiatiques pour l'essentiel – en livre sterling et en franc suisse.

Globalement, la politique de gestion des positions de change structurel du groupe Crédit Agricole CIB a deux objectifs principaux :

- prudentiel par exception, pour immuniser le ratio de solvabilité du groupe Crédit Agricole CIB contre les fluctuations de change ; dans cette optique, les positions de change structurel non couvertes sont dimensionnées pour insensibiliser au maximum le ratio CET1 contre une variation adverse des cours de change ; au 31 décembre 2025 le ratio d'immunisation du ratio de solvabilité CET1 sur le bloc dollar américain et devises liées est de 67 % ;
- patrimonial, pour diminuer le risque de perte de valeur des actifs considérés.

1 *Les indicateurs sont présentés dans la partie « Facteurs de risque ».*

Les actions de couverture du risque de change structurel sont gérées de manière centralisée et mises en place sur décision du Comité actif-passif de la Banque.

Les positions de change structurel de Crédit Agricole CIB sont en outre intégrées dans celles du Groupe Crédit Agricole, présentées quatre fois par an à son Comité actif-passif, présidé par le Directeur général de Crédit Agricole S.A. Elles sont également présentées une fois par an au Comité risques Groupe.

◆ Risques de change opérationnel

La Banque est en outre exposée à des positions de change opérationnel sur ses produits ou charges en devises étrangères, constatées tant au Siège que dans ses implantations à l'étranger.

La politique générale du Groupe Crédit Agricole est de limiter au maximum ses positions de change opérationnel nettes, en procédant à leur couverture sur base périodique, sans couvrir à l'avance des résultats non encore réalisés sauf si leur degré de probabilité est fort et le risque de variation liée aux cours de change élevé.

Le Comité des risques Groupe fixe une limite visant à autoriser des positions de change à caractère opérationnel pouvant survenir entre la date à laquelle le résultat à couvrir est enregistré comptablement et la date à laquelle il est couvert en change une fois connu. Au 31 décembre 2025, la position de change opérationnel de Crédit Agricole CIB est de 164 millions d'euros.

Les règles et délégations applicables pour la gestion des positions opérationnelles relèvent, selon leur degré d'importance, du CRG annuel (limites) ou des Comité actif-passif trimestriels de Crédit Agricole CIB.

2.5.2.3 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le groupe Crédit Agricole CIB est exposé, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se réalise en cas, par exemple, de retrait massif des dépôts de la clientèle ou d'investisseurs ou lors d'une crise de confiance ou de liquidité générale du marché (accès aux marchés interbancaires, monétaires et obligataires).

◆ Objectifs et politique

L'objectif premier de Crédit Agricole CIB en matière de gestion de sa liquidité est d'être toujours en situation de pouvoir faire face à des situations de crise de liquidité d'intensité élevée sur des périodes de temps prolongées.

Le groupe Crédit Agricole CIB fait partie intégrante du périmètre de gestion du risque de liquidité du Groupe Crédit Agricole et s'appuie sur un dispositif de gestion, de mesure et d'encadrement de son risque de liquidité qui repose sur :

- le maintien de réserves de liquidité ;
- l'organisation de son refinancement (limitations des refinancements courts, répartition dans le temps de l'échéancier des refinancements longs, diversification des sources de refinancement) ;
- un développement équilibré des actifs et passifs de son bilan.

Un jeu de limites, indicateurs et procédures vise à assurer le bon fonctionnement de ce dispositif. Cette approche interne incorpore le respect des contraintes règlementaires relatives à la liquidité.

◆ Gestion du risque

Au sein de Crédit Agricole CIB, la responsabilité de la gestion du risque de liquidité est répartie entre plusieurs départements :

- le département *Assets & Liabilities Management* assure le pilotage du risque de liquidité (cadrage des besoins en liquidité, anticipation des évolutions règlementaires, formalisation du plan de financement, etc.) ;
- le département *Execution Management* réalise les opérations de marché dans le respect des instructions du département *Assets & Liabilities Management* et du plan de financement validé par le Comité des ressources rares ;
- la Direction des risques est en charge de la validation du dispositif et du suivi du respect des règles et des limites.

GOUVERNANCE

Le Comité des ressources rares de Crédit Agricole CIB définit et suit la politique de gestion actif-passif. Il constitue, avec le Comité de Direction générale, l'organe exécutif de la gouvernance et définit toutes les limites opérationnelles de Crédit Agricole CIB. Il s'agit d'une instance décisionnaire, notamment sur le suivi des levées à moyen et long terme, le contrôle des limites court terme et long terme.

Le Comité des risques de liquidité s'assure des déclinaisons au niveau opérationnel des normes du Groupe Crédit Agricole relatives au suivi des risques de liquidité. Il définit des limites sur les indicateurs de risques de liquidité spécifiques à Crédit Agricole CIB, surveille les dépassements de limites et seuils d'alerte et entérine le cas échéant les propositions de gestion des dépassements. Il tient lieu également de Comité du plan d'urgence liquidité en situation de crise. Les méthodes internes sont validées dans le cadre d'un Comité technique.

PILOTAGE OPÉRATIONNEL

Le département *Assets & Liabilities Management* assure la gestion des ressources rares en liquidité dans un cadre contraint par la règlementation, les normes du Groupe Crédit Agricole et la trajectoire budgétaire définie. La gestion du risque de liquidité s'inscrit dans le niveau d'appétence au risque validé par le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB. Ce département est responsable du pilotage et du suivi du risque de liquidité, de l'anticipation des évolutions règlementaires et, le cas échéant, des besoins de couverture afférents, de la planification des programmes d'émissions et de la facturation de la liquidité aux métiers consommateurs.

Le département *Execution Management* est responsable de la gestion opérationnelle du refinancement de la liquidité.

La Trésorerie assure les missions de gestion quotidienne globale du refinancement court terme du groupe Crédit Agricole CIB, la coordination des *spreads* à l'émission ainsi que la gestion du portefeuille d'actifs liquides de la Trésorerie. Au sein de chaque centre de Trésorerie, le trésorier local est responsable de la gestion des activités de refinancement, selon les limites qui lui ont été données. Il rend compte au trésorier de Crédit Agricole CIB et au Comité actif-passif local. Il est également responsable du respect des contraintes règlementaires locales applicables à la liquidité courte.

La gestion opérationnelle du refinancement à moyen et long terme est déléguée au département *ALM Execution*, en charge du suivi des levées de liquidité long terme effectuées par les *desks* de marché de la Banque, du suivi des programmes d'émission et du contrôle de la cohérence des prix d'émission.

◆ Conditions de refinancement

Outre les sources classiques de liquidité à court terme (DAV et DAT de la clientèle *corporate* et Banque Privée), Crédit Agricole CIB met en œuvre une politique active de diversification de ses sources de financement, en entretenant un accès diversifié à ces marchés via des programmes d'émissions aux formats multiples (*Commercial Paper/Certificate of Deposit*) et destinés à des zones géographiques variées (New York, Londres, Tokyo, Australie, Hong Kong, etc.).

Les ressources de liquidité longues de Crédit Agricole CIB proviennent principalement d'emprunts interbancaires et d'émissions de titres de créance sous diverses formes.

Crédit Agricole CIB utilise ses programmes d'*Euro Medium Term Notes* (EMTN) : au 31 décembre 2025, l'encours de titres émis, dans le cadre de programmes EMTN structurés de maturité long terme, représente environ 49,1 milliards d'euros.

Sauf exception, les émissions effectuées sous ces programmes pour les besoins de la clientèle internationale et domestique de Crédit Agricole CIB sont dites « structurées » c'est-à-dire que le coupon payé et/ou le montant remboursé à l'échéance comporte une composante indexée sur un ou plusieurs indices de marché (action, taux d'intérêt ou change). De même, certaines émissions sont dites « *Credit Linked Notes* » c'est-à-dire que le remboursement est minoré en cas de défaut d'un tiers défini contractuellement lors de l'émission.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB continue de bénéficier du produit de *covered bonds* émis par Crédit Agricole S.A. et collatéralisés par des crédits export de Crédit Agricole CIB.

LE MAINTIEN D'UNE STRUCTURE DE BILAN ÉQUILIBRÉE

Crédit Agricole CIB affiche une solide structure de bilan, avec un excédent de ressources stables par rapport aux actifs pérennes de +78,6 milliards d'euros au 31 décembre 2025.

◆ Dispositif

Le système de gestion et d'encadrement de la liquidité de Crédit Agricole CIB est structuré autour de plusieurs indicateurs de risque dont la définition et l'encadrement font l'objet de normes validées par les instances de gouvernance de Crédit Agricole CIB et du Groupe Crédit Agricole :

- les indicateurs court terme constitués notamment de simulations de *stress* scénarios (toutes devises et devises significatives) dont l'objet est d'encadrer le risque de liquidité conformément aux niveaux de tolérance définis par le Groupe Crédit Agricole. L'endettement court terme permet d'encadrer le montant maximum des financements nets de marché court terme. La mesure des impasses statiques et le suivi d'indicateurs de diversification viennent compléter ce dispositif ;
- les indicateurs moyen-long terme (MLT) permettant de piloter la transformation à un an, toutes devises ainsi que pour les devises significatives ; la concentration des échéances du refinancement MLT dont l'objet est de permettre un renouvellement à échéance sans sollicitation excessive du marché ;
- les indicateurs de structure de bilan dont :
  - la position en ressources stables définie comme l'excédent des ressources stables sur les emplois durables, qui sert à préserver les métiers d'une dépendance au refinancement par le marché monétaire ;
  - l'excédent crédit collecte défini comme l'excédent des ressources clientèle sur les actifs clientèle, qui mesure la capacité des métiers à s'autofinancer, sans faire appel au marché.

Le dispositif intègre de surcroît les indicateurs règlementaires :

- le LCR (*Liquidity Coverage Ratio*) a pour objectif de veiller à ce que les banques disposent d'une réserve suffisante d'actifs liquides de haute qualité (dits HQLA ou *High Quality Liquid Assets*) permettant de couvrir les sorties nettes de trésorerie dans l'hypothèse d'une crise de liquidité de 30 jours. Il est encadré par le règlement délégué (UE) 2018/1620 de la Commission du 13 juillet 2018 modifiant le règlement délégué (UE) 2015/61 complétant le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil. Ce ratio doit respecter un minimum de 100 %. Celui-ci s'établit en moyenne à 123,0 % sur l'année 2025 ;
- des rapports d'analyse de liquidité complémentaires appelés ALMM (*Additional Liquidity Monitoring Metrics*) annexés au LCR ;
- le NSFR *(Net Stable Funding Ratio*) est un ratio de structure du bilan, mesurant l'adéquation entre la stabilité des ressources de financement et les besoins de financement stable. La définition du NSFR attribue à chaque élément du bilan une pondération traduisant sa potentialité d'avoir une maturité supérieure à un an. Le texte final du NSFR, intégré au paquet bancaire dans CRR2, a été adopté par le Parlement européen le 14 mai 2019. Le NSFR est entré en vigueur le 28 juin 2021. Crédit Agricole CIB respecte la contrainte règlementaire, avec un ratio de 108,9 % au 31 décembre 2025.

Le risque de liquidité lié aux activités de titrisation est suivi par les lignes métiers responsables mais aussi par la Direction des risques de marché et les fonctions d'*Asset and Liability Management* (ALM). L'impact de ces activités est intégré dans les indicateurs du modèle interne de liquidité, notamment les scénarios de *stress*, les ratios de liquidité et les impasses de liquidité.

2.5.2.4 COUVERTURE DES RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT GLOBAL ET DE CHANGE

Dans le cadre de la gestion de ses risques financiers, Crédit Agricole CIB a notamment recours à des instruments (*swaps* de taux d'intérêt et opérations de change) pour lesquels une relation de couverture est établie au regard de l'intention de gestion poursuivie.

La note 3.5 des états financiers consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel) présente les valeurs de marché et montants notionnels des instruments dérivés de couverture.

◆ Couverture de juste valeur

L'objectif est de protéger la valeur patrimoniale des actifs/passifs financiers à taux fixe sensible à la variation des taux d'intérêt, par adossement à des instruments également à taux fixe. Lorsque cet adossement est réalisé au moyen de dérivés (*swaps*), ceux-ci sont qualifiés de dérivés de couverture de juste valeur (*fair value hedge*).

Les couvertures effectuées à ce titre par la gestion actif-passif portent sur les encours de dépôts clientèle non rémunérés de la Gestion de fortune, lesquels sont analysés comme des passifs financiers à taux fixe.

◆ Couverture de flux de trésorerie

Le second objectif est de protéger la marge d'intérêt de sorte que les flux d'intérêt générés par des actifs à taux variables financés par des passifs à taux fixe (fonds de roulement notamment) ne soient pas affectés par la fixation dans le futur des taux attachés à ces éléments.

Lorsque la neutralisation ainsi visée est réalisée au moyen de dérivés (*swaps*), ceux-ci sont qualifiés de dérivés de couverture de flux de trésorerie (*cash flow hedge*).

En application d'IFRS 7, les montants d'intérêts futurs attachés aux éléments de bilan faisant l'objet d'une couverture de flux de trésorerie sont présentés ci-dessous selon leurs périodes d'échéance.

	31.12.2025			
En millions d'euros	< 1 an	1 à 5 ans	≥ 5 ans	TOTAL
Flux à payer	0	0	0	0
Flux à recevoir	390	1 185	455	2 030

DOCUMENTATION SOUS IFRS DES COUVERTURES DE JUSTE VALEUR ET DE FLUX DE TRÉSORERIE

S'agissant des macro-couvertures gérées par la Gestion actif-passif, les relations de couverture sont documentées dès l'origine et vérifiées trimestriellement par la réalisation de tests prospectifs et rétrospectifs.

À cette fin, les éléments couverts sont échéancés par bandes de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour les postes sans échéances contractuelles (dépôts à vue par exemple) des modèles d'écoulement s'appuyant sur des comportements historiques établis par produit. La comparaison de cet échéancier avec celui des instruments dérivés permet de vérifier l'efficacité de la couverture.

◆ Couverture de l'investissement net en devise

Pour la gestion du risque de change structurel, les instruments utilisés sont classés dans la catégorie des couvertures d'investissement net en devises (*net investment hedge*). L'efficacité de ces couvertures est documentée trimestriellement.

2.6. Risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un évènement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marchés ou de liquidité.

Le risque lié aux TIC (technologie de l'information et communication) et le risque lié à l'externalisation, sont des risques opérationnels. Le risque opérationnel est ainsi inhérent à toutes les activités du groupe Crédit Agricole CIB. Il peut également entraîner une plus grande exposition à d'autres natures de risques lorsqu'il survient dans l'exercice d'une activité métier (exemple : risque frontière crédit et risque frontière marché).

Les risques opérationnels ont fait l'objet d'une taxonomie établie au niveau du Groupe Crédit Agricole et déclinée pour Crédit Agricole CIB qui est présentée au sein du Chapitre 8 du présent Document d'enregistrement universel.

2.6.1 Gestion des risques opérationnels

La gestion du risque opérationnel du groupe Crédit Agricole CIB est placée sous la responsabilité de la Direction *Risk and Permanent Control* / Management des risques opérationnels, et supervisée par la Direction générale au travers du volet risque opérationnel du Comité de contrôle interne faîtier (CCI faîtier) de Crédit Agricole CIB.

La gestion des risques opérationnels du groupe Crédit Agricole CIB s'effectue en application de différentes méthodes et dispositifs, permettant, selon les natures de risques, de fournir à la Direction générale une vision précise et exhaustive (vision 360°) de son exposition et du niveau de maîtrise de l'activité. La Direction générale reporte les informations clés au Conseil d'administration.

GOUVERNANCE

La gestion du risque opérationnel repose tout particulièrement sur un réseau d'ORMs (*Operational Risk Managers*) couvrant l'ensemble des filiales et des métiers du Groupe Crédit Agricole.

Le suivi du dispositif est exercé dans le cadre des Comités de contrôle interne relevant de la compétence de chaque Direction/fonction transverse au Siège et de chaque entité du réseau et auxquels sont conviées les fonctions de contrôle du Siège.

IDENTIFICATION ET ÉVALUATION QUALITATIVE DES RISQUES

Conformément aux principes en vigueur au sein du Groupe Crédit Agricole, la Direction *Risk and Permanent Control* de Crédit Agricole CIB a mis en œuvre un dispositif qualitatif et quantitatif d'identification, d'évaluation, de prévention et de surveillance des risques opérationnels en adéquation avec la réforme Bâle II.

Le processus de *Risk and Control Self-Assessment* s'applique à toutes les entités du groupe Crédit Agricole CIB. Ces cartographies permettent la surveillance des processus les plus sensibles, la définition de plan d'actions et l'élaboration des plans de contrôles. Elles font l'objet d'une mise à jour annuelle.

COLLECTE DES PERTES OPÉRATIONNELLES ET REMONTÉE DES INCIDENTS SIGNIFICATIFS

La collecte des pertes permet de recenser les évènements de risques opérationnels qui se sont réalisés au sein du groupe Crédit Agricole CIB. Le périmètre de collecte dans le cadre du dispositif de gestion des risques opérationnels est précisé dans le texte de gouvernance (TG) 1.5.2 (Mesure et suivi du coût du risque opérationnel - Collecte des pertes).

Les principes d'organisation, de qualité des données et méthodologiques de la collecte dans les entités du Groupe sont détaillés dans ce même TG. Il couvre également les principes de classification, d'analyse et d'éventuelle notification des incidents TIC (dont cyberattaques) exigée par le règlement DORA.

La collecte risque opérationnel doit par ailleurs répondre aux principes BCBS 239 déclinés au niveau du groupe Crédit Agricole CIB dans le TG 12.12 (Principes de Gouvernance de la donnée au sein de Crédit Agricole CIB).

CALCUL ET ALLOCATION DES FONDS PROPRES ÉCONOMIQUES

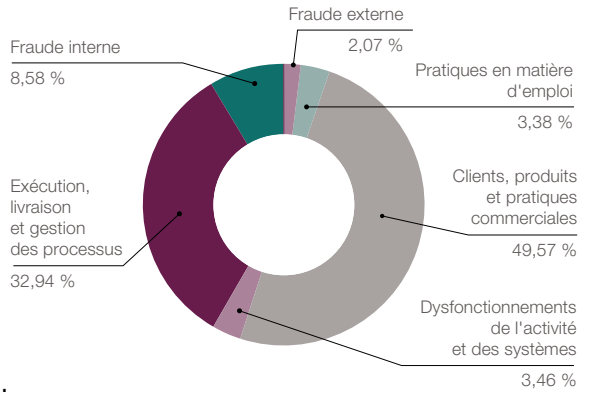
Dans le cadre de Bâle IV et conformément au paquet CRR38 / CRDVI9, le calcul d'exigence en fonds propres (Pilier 1) se fait, à compter de janvier 2025, en application de la méthode SMA (*Standardised Measurement Approach*) pour toutes les entités du Groupe Crédit Agricole, méthode principalement fondée sur le volume d'activité (*Business Indicator Component* ou BIC).

PRODUCTION D'UN TABLEAU DE BORD

La Direction RPC/MRO produit trimestriellement un tableau de bord des risques opérationnels qui met en lumière les faits marquants et l'évolution du coût de ces risques. Ces tableaux de bord reprennent les principales sources de risques (litiges avec la clientèle, gestion des processus relatifs aux opérations de marchés) qui permettent de déterminer les plans d'actions préventives ou correctives.

EXPOSITIONS

Le graphique ci-dessous fournit la répartition des pertes opérationnelles en date de détection par nature pour la période 2022-2025[1].



1 *Sortie de l'historique 2021-2023 du dossier de fraude interne CAI de 2020.*

ASSURANCES ET COUVERTURES DE RISQUES

En matière d'assurances, Crédit Agricole CIB dispose d'une large couverture de ses risques opérationnels assurables, correspondant aux orientations données par sa maison-mère, Crédit Agricole S.A., dans une perspective de protection de son bilan et de son compte de résultat.

Crédit Agricole CIB bénéficie de l'ensemble des polices Groupe souscrites par Crédit Agricole S.A. auprès des grands acteurs du marché de l'assurance pour les risques de forte intensité : cyber, fraude, tous risques valeurs (ou vol), perte d'exploitation, responsabilité civile professionnelle, responsabilité civile d'exploitation, responsabilité civile des dirigeants et des mandataires sociaux et dommages aux biens (immeubles, informatique, recours des tiers pour les immeubles les plus exposés à ce risque).

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB, comme toutes les filiales des métiers du Groupe Crédit Agricole, gère par elle-même les risques de moindre intensité. Les risques de fréquence et de faible intensité qui ne peuvent être assurés dans des conditions économiques satisfaisantes sont conservés sous forme de franchise ou mutualisés au sein du Groupe Crédit Agricole par une des sociétés d'assurance du Groupe Crédit Agricole.

Le dispositif général peut varier selon les règlementations locales et les spécificités des pays où le groupe Crédit Agricole CIB est implanté. Ce dispositif peut être complété par des couvertures locales, si besoin.

2.7. Évolution des risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole CIB et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites ci-dessous.

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole CIB et de ses filiales consolidées par intégration globale sont également décrites dans le Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel.

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au 31 décembre 2025 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine du Groupe ont fait l'objet de provisions qui correspondent à la meilleure estimation par la Direction générale sur la base des informations dont elle dispose. Elles sont mentionnées note 6.13 des états financiers consolidés (cf. Chapitre 6 du présent Document d'enregistrement universel).

À ce jour, à la connaissance de Crédit Agricole CIB, il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée), susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

ENQUÊTES, DEMANDES D'INFORMATION ET PROCÉDURES CONTENTIEUSES

Dans le cadre habituel de ses activités, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature règlementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

◆ *Office of Foreign Assets Control* (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (FED) et le département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, Crédit Agricole CIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

◆ Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (*London Interbank Offered Rates*) sur plusieurs devises, du taux Euribor (*Euro Interbank Offered Rate*) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (*Department of Justice*) et la CFTC (*Commodity Future Trading Commission*) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne.

◆ O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« *O' Sullivan* I »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« *O'Sullivan II* »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« *Tavera* »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du *US Anti-Terrorism Act* et du *Justice Against Sponsors of Terrorism Act* et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire *O'Sullivan I*, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021. Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'*US Anti-Terrorism Act* auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties - l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) (« *Freeman I* »), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y) (« *Freeman II* ») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N Y).

Le 6 avril 2020, l'affaire *O'Sullivan II* a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire *O'Sullivan I*, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023.

L'affaire Tavera a également été suspendue depuis le 19 février 2019. Le 8 novembre 2023, la suspension a été prolongée dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans les affaires *Freeman I*, *Freeman II* et *Stephens*. La suspension a été de nouveau prolongée le 21 octobre 2025.

◆ Cum-Cum – Enquête du Parquet National Financier (PNF)

Crédit Agricole CIB, au même titre que d'autres établissements bancaires, a fait l'objet d'une enquête préliminaire initiée début 2023 par le Parquet National Financier dans le cadre du dossier dit « Cum Cum ».

Crédit Agricole CIB a coopéré à cette enquête, qui a permis de démontrer qu'elle n'avait instauré aucun système ou aucune politique visant à inciter ses clients étrangers à réaliser des opérations de prêts-emprunts de titres ou de dérivés sur titres dans un but de fraude fiscale, et qu'elle avait mis en place des règles internes afin d'encadrer strictement les opérations autour du détachement du dividende dès l'introduction des dispositions de l'article 119 bis du Code général des impôts issue de la loi de finances pour 2019.

Pour la période allant de 2013 à 2023, le Parquet National Financier a considéré qu'un certain nombre d'opérations de prêts-emprunts de titres et de dérivés sur actions conclues à des niveaux de prix fixés par le marché constitue de l'arbitrage de dividendes.

Dans ce contexte, le Parquet National Financier a proposé un règlement de ce dossier sous la forme d'une convention judiciaire d'intérêt public, aux termes de laquelle Crédit Agricole CIB a consenti à s'acquitter d'une amende d'intérêt public d'un montant de 88,2 millions d'euros.

Cette convention, qui ne constitue pas une condamnation pénale et qui n'emporte aucune déclaration de culpabilité de Crédit Agricole CIB, a été validée par le Président du tribunal judiciaire de Paris le 8 septembre 2025.

Le paiement de l'amende d'intérêt public n'a pas affecté significativement les comptes de Crédit Agricole CIB de l'exercice 2025 compte tenu des provisions constituées.

◆ Dépendances éventuelles

Crédit Agricole Corporate and Investmant Bank n'est dépendante d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

2.8. Risques de non-conformité

Le risque de non-conformité est défini comme le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect des dispositions relatives aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative, règlementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de la Direction générale prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance (Conseil d'administration).

Un dispositif de contrôle de conformité, intégré au dispositif de contrôle permanent du groupe Crédit Agricole CIB, s'assure de la maîtrise de ces risques.

PRÉVENTION ET CONTRÔLE DES RISQUES DE NON-CONFORMITÉ

La Direction de la conformité, qui constitue avec la Direction des risques et du contrôle permanent la deuxième ligne de défense du dispositif de contrôle interne du groupe Crédit Agricole CIB, a pour mission d'agir en partenariat avec les métiers pour protéger la Banque, ses collaborateurs et ses clients, des risques de non-conformité. À ce titre, elle assiste ou agit au nom de la Direction générale de la Banque dans sa gestion effective des risques de non-conformité attenant aux activités et aux collaborateurs de Crédit Agricole CIB.

La fonction Conformité du groupe Crédit Agricole CIB, qui s'intègre dans la ligne métier Conformité mise en place au sein du Groupe Crédit Agricole, agit ainsi pour :

- protéger le groupe Crédit Agricole CIB contre tout agissement externe potentiellement néfaste ou illicite : lutte contre la fraude et la corruption, prévention du blanchiment des capitaux, lutte contre le financement du terrorisme, obligations en matière d'embargos et de gel des avoirs, etc. ;
- protéger la réputation de la Banque ainsi que les intérêts de ses clients contre les violations des règles de déontologie interne et les manquements aux obligations professionnelles auxquelles le groupe Crédit Agricole CIB et ses collaborateurs sont soumis (opération d'initié, manipulation de cours, diffusion de fausse information, conflit d'intérêts, défaut de conseil, etc.) mais aussi contre la fraude interne ou mixte et la corruption interne.

Dans cet objectif, la Direction de la conformité :

- apporte tout conseil utile et assiste les collaborateurs et responsables de Direction en leur fournissant avis et formation en matière de conformité ;
- définit et organise le dispositif de contrôle de conformité (dispositif de gouvernance, cartographie des risques de conformité, textes de gouvernance, outils de surveillance et de pilotage tant pour le Siège que pour les entités du périmètre de surveillance des entités sur base consolidée de Crédit Agricole CIB) ;
- réalise ou fait réaliser les contrôles a priori ou a posteriori nécessaires, selon les activités, et en particulier surveille les transactions réalisées par la Banque en compte propre ou pour le compte de sa clientèle ;
- organise, en liaison avec la Direction des risques et du contrôle permanent, la remontée d'informations sur les incidents éventuels de conformité et veille à la mise en œuvre rapide des actions correctrices nécessaires, en coordination avec la Direction des risques et du contrôle permanent et l'Inspection générale ;
- gère, en coordination avec la Direction des risques et du contrôle permanent et l'Inspection générale, les relations avec les autorités de régulation et de surveillance des marchés ;
- assure le reporting nécessaire sur la qualité du dispositif et le niveau des risques de conformité auprès de la Direction générale et du Conseil d'administration, de la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A. et auprès des autorités et régulateurs français et étrangers.

La fonction Conformité du groupe Crédit Agricole CIB regroupe l'ensemble des équipes conformité du Siège ainsi que les responsables locaux du réseau international et leurs équipes. De façon à développer l'intégration et garantir l'indépendance de cette fonction, les liens hiérarchiques et fonctionnels sont les suivants :

- le Directeur de la conformité du groupe Crédit Agricole CIB est rattaché hiérarchiquement au Directeur de la conformité de Crédit Agricole S.A. et fonctionnellement à la Direction générale de Crédit Agricole CIB. Il est le responsable du contrôle de la conformité, au sens de l'Article 28 de l'Arrêté du 3 novembre 2014 sur le contrôle interne des entreprises du secteur de la banque et, conformément aux Arrêtés du 3 novembre 2014 et du 6 janvier 2021, il est responsable de la fonction de vérification de la conformité, du contrôle permanent du dispositif LCB/FT et de la mise en œuvre du dispositif LCB/FT ;
- les *Regional Compliance Officers* de la BFI du groupe Crédit Agricole CIB sont rattachés hiérarchiquement au Directeur de la conformité du groupe Crédit Agricole CIB ;
- les *Local Compliance Officers* de la BFI du groupe Crédit Agricole CIB rapportent hiérarchiquement au *Regional Compliance Officer* de leur zone géographique ;
- le responsable de la Conformité d'Indosuez Wealth Management rapporte hiérarchiquement au Directeur de la conformité du groupe Crédit Agricole CIB et fonctionnellement au Directeur général d'Indosuez.

L'organisation de la Conformité de Crédit Agricole CIB s'articule autour de deux axes complémentaires :

- au Siège, la Direction de la conformité se compose de quatre pôles d'expertise intégrés, avec une responsabilité mondiale et organisés selon un axe client, produit et/ou collaborateur et de trois fonctions transverses. Les quatre pôles d'expertise sont les suivants :
  - *Global Markets Regulatory Compliance* (GMRC) en charge des problématiques de conformité aux règlementations, lois et Codes des marchés financiers. Ce pôle est organisé autour de 3 fonctions (*Continental Europe Advisory, Global Monitoring, Surveillance & Regulatory Markets Projects et Regulatory Change*) ;
  - *Investment & Corporate Banking Regulatory Compliance (CPL-ICBRC*), en charge d'établir la politique de gestion des conflits d'intérêts de la BFI CACIB et de mettre en place un système mondial d'identification, de prévention et de gestion des conflits d'intérêts sur les transactions impliquant la banque, les clients et / ou collaborateurs ;
  - *Financial Security* (FS), en charge du dispositif global de la Banque pour l'identification, la cartographie, la prévention, le suivi, le contrôle et le reporting des risques liés aux délits financiers : prévention du blanchiment de capitaux, lutte contre le financement du terrorisme, respect des sanctions internationales (embargos, gels d'avoir), lutte contre la fraude et la corruption. Ce pôle d'expertise s'organise autour de 4 fonctions *(Set up, Advisory & Surveillance, Fight against Fraud and Corruption, Transformation & Change Management)* ;
  - *Ethics Advisory Group* (EAG), en charge des sujets principalement liés à l'éthique : gestion des risques de non-conformité relatifs aux traitements des données personnelles, coordination des sujets de formation conformité et de promotion de la culture conformité au sein de la Banque, coordination des sujets liés aux règlementations FATCA, AEOI, QI et QDD, du dispositif de conformité aux réglementations liées aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance. Ce pôle est organisé autour de 4 fonctions : *Data protection*, *Compliance Culture and Training*, *Tax Transparency*, ESG *Compliance ;*

Les trois fonctions transverses, qui complètent ce dispositif, sont les suivantes :

- le *General Secretary* coordonne les sujets transverses impliquant la fonction Conformité, dont notamment la déclinaison des normes conformité de Crédit Agricole S.A., la gouvernance des dispositifs NAP et réclamations, les contrôles (spécialisés et de supervision), la gestion des projets transverses de la Conformité ainsi que la gestion opérationnelle et l'assurance qualité des modèles. Il est organisé autour de quatre fonctions : *COO Office, Governance and Supervision, Digital Transformation Office et Quality Assurance ;*
- l'équipe OFAC & CPL *Specific Transversal Projects*, en charge du pilotage du programme de remédiation OFAC ainsi que des projets spécifiques transverses ;
- le *Chief Data/AI Office*, qui s'assure que toutes les données de la Conformité ainsi que les initiatives d'Intelligence Artificielle de Crédit Agricole CIB satisfassent les exigences réglementaires et supervise le développement des cas d'usage d'Intelligence Artificielle et *Analytics* de la conformité. Cette fonction est organisée autour de trois équipes : *Data Governance, Data Analytics & AI et AI Risks Governance ;*

- un dispositif géographique comprenant quatre pôles régionaux (Amériques, Asie/Pacifique, Moyen-Orient et Royaume-Uni), garant du respect par chaque entité des règles de conformité globales de la Banque ainsi que des lois, règlements et normes professionnels locaux, sous la responsabilité des *Regional Compliance Officers* au niveau régional et des *Local Compliance Officers* au plan local.

La principale instance de gouvernance de la Conformité est le Comité de management de la conformité faîtier, auquel participent les responsables des Directions métiers/*coverage*, les fonctions juridique, risques et contrôle permanent, contrôle périodique de Crédit Agricole CIB, ainsi que la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A.. Il est présidé par le Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB en charge de la conformité. Ce Comité supervise le dispositif de gestion des risques de non-conformité et s'assure de sa pertinence et de son efficacité afin de garantir un niveau adéquat de sécurité. En parallèle, le Directeur de la conformité du groupe Crédit Agricole CIB informe régulièrement les organes de gouvernance de Crédit Agricole CIB et la Direction de la conformité de Crédit Agricole S.A. des risques de non-conformité encourus par la Banque.

En 2025, la Direction de la conformité Crédit Agricole CIB a poursuivi ses actions de support et de conseil auprès de la Direction générale et des métiers de la Banque, ainsi que des actions d'amélioration continue du dispositif de conformité, dont :

- poursuite des actions de renforcement du dispositif de lutte contre le blanchiment, contre le financement du terrorisme, la corruption et la fraude ;
- vigilance toujours soutenue des équipes conformité sur les clients et transactions, dans le contexte de la crise Russie/Ukraine et des différentes publications des programmes de sanctions internationales, ainsi que sur la mise en œuvre de gel ou blocage de flux ou de comptes ;
- prise en compte des évolutions règlementaires avec la poursuite des projets engagés, notamment concernant les reportings règlementaires transactionnels et la diffusion du rapport de durabilité (cf. *Corporate Sustainability Reporting Directive* - CSRD) en mars 2025 ;
- amélioration continue du cadre de surveillance de l'intégrité des marchés, intégrant la mise en place de nouveaux outils de surveillance automatique des communications à l'international ;
- renforcement des dispositifs d'identification, de prévention et de gestion des conflits d'intérêts personnels et/ou privés et revue du dispositif d'encadrement des transactions personnelles des collaborateurs et de leurs personnes liées et renforcement des contrôles afférents ;
- mise en place de nouveaux outils s'appuyant notamment sur l'Intelligence Artificielle et le « *low-code/no-code* », pour répondre de façon innovante aux enjeux et aux besoins en matière de conformité des métiers et des fonctions de support ;
- conduite d'un projet qui a permis de définir la gouvernance à mettre en place pour répondre aux exigences réglementaires de l'EU *AI Act* et au cadre normatif du Groupe Crédit Agricole pour gérer les différents risques induits par les projets intégrant de l'Intelligence Artificielle.

La fonction conformité d'Indosuez Wealth Management est organisée en une ligne métier mondiale, sous la responsabilité du responsable de la conformité d'Indosuez, et est composée d'équipes au Siège et d'un réseau d'équipes locales dans chaque entité. La fonction conformité est organisée autour de quatre pôles d'expertise (Sécurité financière, Conformité financière et protection de la clientèle, Fraude et corruption, Risques transfrontières) et d'un pôle État-Major. Sur leurs périmètres de compétence respectifs, les responsables des pôles d'expertise assument une responsabilité mondiale, constituent le point d'entrée central et ont pour responsabilité de veiller à la bonne mise en œuvre de la mission de la conformité. Par ailleurs, au sein de leur domaine d'expertise, les responsables ont pour mission de suivre les évolutions législatives et règlementaires, ainsi que de définir et de superviser le dispositif de conformité relatif à leur domaine de compétences. Cette responsabilité vise à assurer la cohérence, l'efficacité et l'exhaustivité de ce dispositif. Quant au Pôle État-Major, il est chargé de gérer les relations entre Indosuez et Crédit Agricole S.A. entité sociale (en termes de ligne de reporting) ou Crédit Agricole CIB le cas échéant.

Indosuez respecte strictement l'ensemble des réglementations fiscales en vigueur, notamment la Norme de l'OCDE relative à l'échange automatique de renseignements et d'informations (AEOI), ainsi que la loi américaine FATCA *(Foreign Account Tax Compliance Act)*. Le bénéficiaire effectif du client atteste que les fonds déposés ne sont issus d'aucune infraction fiscale et confirme être en conformité avec l'ensemble de ses obligations fiscales.

Par ailleurs, Indosuez s'engage dans une lutte constante contre l'évasion fiscale, conformément aux exigences règlementaires et à ses principes éthiques.

À la suite de l'acquisition de la banque Degroof Petercam par Crédit Agricole Indosuez Wealth Management en juin 2024 et des fusions intra-entités en juin 2025, les principaux chantiers de mise en conformité aux standards d'Indosuez et du Groupe Crédit Agricole ont désormais atteint un niveau de stabilité satisfaisant. Certains projets structurants continueront d'être menés sous forme de chantiers spécifiques.

Par ailleurs, à la suite de l'acquisition de la banque Thaler en Suisse, des travaux de mise en conformité aux normes d'Indosuez et du Groupe Crédit Agricole ont été engagés, suivant le même schéma que celui mis en œuvre lors de l'intégration de Degroof Petercam.

3. INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3 DE BÂLE III

INDICATEURS CLÉS AU NIVEAU DU GROUPE CONSOLIDÉ CRÉDIT AGRICOLE CIB (KM1)

Le tableau des indicateurs clés ci-dessous répond aux exigences de publication des articles 447 (points a à g) et 438 (b) du règlement (UE) n°575/2013 (CRR), tel que modifié par le règlement (UE) n°2019/876 (CRR2) et par le règlement (UE) n°2024/1623 (CRR3). Il présente une vue globale des différents ratios prudentiels de solvabilité, de levier et de liquidité de l'établissement, leurs composants et les exigences minimales qui leur sont associées.

À noter que les montants composant les ratios prudentiels de solvabilité et de levier affichés ci-après tiennent compte des dispositions transitoires relatives aux instruments de dette hybride, en vigueur jusqu'au 29 juin 2025. Les dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 ainsi qu'aux instruments de dette hybride ne sont plus appliquées.

Crédit Agricole CIB n'applique pas le traitement temporaire décrit à l'article 468 du règlement n°2020/873 modifié et prolongé par le règlement (UE) 2024/1623 (dit CRR3) et n'est impacté par aucun changement relatif à cette disposition au cours de la période.

Les montants incluent également le résultat conservé pour les comptes annuels.

En millions d'euros		31.12.2025	30.09.2025	30.06.2025	31.03.2025	31.12.2024
Fonds propres disponibles (montants)						
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	17 719	15 938	16 246	16 400	16 928
2	Fonds propres de catégorie 1	31 202	29 122	28 731	27 578	27 577
3	Fonds propres totaux	35 044	33 097	32 722	31 801	32 060
Montants d'expositions pondérées						
4	Montant total d'exposition au risque	137 244	136 719	133 984	137 734	152 763
4a	Montant total d'exposition au risque pré-plancher	137 244	136 719	133 984	137 734	-
Ratios des fonds propres (en pourcentage du montant d'expositions pondérées)						
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	12,91 %	11,66 %	12,13 %	11,91 %	11,08 %
5b	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 par rapport au TREA sans application du plancher (%)	12,91 %	11,66 %	12,13 %	11,91 %	-
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	22,73 %	21,30 %	21,44 %	20,02 %	18,05 %
6b	Ratio de fonds propres de catégorie 1 par rapport au TREA sans application du plancher (%)	22,73 %	21,30 %	21,44 %	20,02 %	-
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	25,53 %	24,21 %	24,42 %	23,09 %	20,99 %
7b	Ratio de fonds propres total par rapport au TREA sans application du plancher (%)	25,53 %	24,21 %	24,42 %	23,09 %	-
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le levier excessif (en pourcentage du montant d'exposition au risque)						
EU 7d	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif (%)	1,50 %	1,50 %	1,50 %	1,50 %	1,50 %
EU 7e	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,84	0,84	0,84	0,84	0,84
EU 7f	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	1,13	1,13	1,13	1,13	1,13
EU 7g	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	9,50 %	9,50 %	9,50 %	9,50 %	9,50 %
Exigences globales de coussin et exigences globales de fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition au risque)						
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50 %	2,50 %	2,50 %	2,50 %	2,50 %
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macro-prudentiel ou systémique constaté au niveau d'un Etat membre (%)	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,61 %	0,61 %	0,60 %	0,60 %	0,59 %
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,01 %	0,01 %
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	-	-	-	-	-
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	-	-	-	-	-

En millions d'euros		31.12.2025	30.09.2025	30.06.2025	31.03.2025	31.12.2024
11	Exigences globale de coussin (%)	3,12 %	3,13 %	3,12 %	3,11 %	3,11 %
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	12,63 %	12,62 %	12,62 %	12,61 %	12,61 %
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	7,57 %	6,31 %	6,78 %	6,56 %	5,74 %
Ratio de levier						
13	Mesure de l'exposition totale	839 182	820 115	812 092	809 360	825 077
14	Ratio de levier (%)	3,72 %	3,55 %	3,54 %	3,41 %	3,34 %
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)						
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	-	-	-	-	-
EU 14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET 1 (points de pourcentage)	-	-	-	-	-
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Exigences de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de levier globale (en pourcentage de la mesure de l'exposition totale)						
EU 14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	-	-	-	-	-
EU 14e	Exigence de ratio de levier globale (%)	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %	3,00 %
Ratio de couverture des besoins de liquidité						
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée - moyenne)	160 349	160 196	160 504	161 575	162 631
EU 16a	Sorties de trésorerie - Valeur pondérée torale	170 061	171 623	172 878	175 186	178 589
EU 16b	Entrées de trésorerie - Valeur pondérée totale	39 605	41 339	42 394	43 655	44 710
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	130 457	130 285	130 485	131 530	133 879
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	123,03 %	123,10 %	123,30 %	123,26 %	121,73 %
Ratio de financement stable net						
18	Financement stable disponible total	320 875	306 719	300 005	297 661	294 240
19	Financement stable requis total	294 663	277 037	262 946	268 778	264 855
20	Ratio NSFR (%)	108,90 %	110,71 %	114,09 %	110,75 %	111,09 %

3.1. Composition et pilotage du capital

Dans le cadre des accords de Bâle 3 et de sa finalisation, le règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit « CRR »), tel que complété par le règlement (UE) n°2019/876 (dit « CRR2 ») et modifié par le règlement (UE) n°2024/1623 (« CRR3 » communément appelé par les banques « Bâle 4 ») impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives à leur activité de gestion des risques. Le dispositif de gestion des risques et le niveau d'exposition aux risques de Crédit Agricole CIB sont décrits dans la présente partie et dans la partie « Gestion des risques » du Chapitre 5 du présent Document d'enregistrement universel.

Les accords de Bâle 3 s'organisent autour de trois piliers :

- **le Pilier 1** détermine les exigences minimales d'adéquation des fonds propres et le niveau des ratios conformément au cadre règlementaire en vigueur ;
- **le Pilier 2** complète l'approche règlementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée la Banque, sur la base de méthodologies qui lui sont propres (cf. partie « Adéquation du capital en vision interne ») ;
- **le Pilier 3** instaure des normes en matière de communication financière à destination du marché ; cette dernière doit détailler les composantes des fonds propres règlementaires et l'évaluation des risques, tant au plan de la règlementation appliquée que de l'activité de la période.

Crédit Agricole CIB a fait le choix de communiquer les informations au titre du Pilier 3 dans une partie distincte des Facteurs de risque et Gestion des risques, afin d'isoler les éléments répondant aux exigences prudentielles en matière de publication.

Conformément aux dispositions prévues, Crédit Agricole CIB publie les informations qualitatives et quantitatives requises pour un établissement de grande taille cotée, intégrée dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole.

Le pilotage de la solvabilité vise principalement à évaluer les fonds propres et à vérifier qu'ils sont suffisants pour couvrir les risques auxquels Crédit Agricole CIB est ou pourrait être exposée compte tenu de ses activités. L'objectif est de sécuriser les dépôts de ses clients et de permettre l'accès du Groupe Crédit Agricole aux marchés financiers aux conditions souhaitées.

Pour la réalisation de cet objectif, le Groupe Crédit Agricole mesure les exigences de capital règlementaire (Pilier 1) et assure le pilotage du capital règlementaire en s'appuyant sur des mesures prospectives à court et à moyen terme, cohérentes avec les projections budgétaires, sur la base d'un scénario économique central.

Par ailleurs, le Groupe s'appuie sur un processus interne appelé ICAAP (*Internal Capital Adequacy and Assessment Process*), déve-

loppé conformément à l'interprétation des textes règlementaires précisés ci-après. L'ICAAP comprend en particulier :

- une gouvernance de la gestion du capital ;
- une mesure des besoins de capital économique, qui se base sur le processus d'identification des risques et une quantification des exigences de capital selon une approche interne (Pilier 2) ;
- la conduite d'exercices de *stress tests* ICAAP, qui visent à simuler la destruction de capital après trois ans de scénario économique adverse ;
- le pilotage du capital économique (cf. section 3.1.6.3 « Adéquation du capital en vision interne ») ;
- un dispositif d'ICAAP qualitatif qui formalise notamment les axes d'amélioration de la maîtrise des risques.

L'ICAAP est en forte intégration avec les autres processus stratégiques du Groupe tels que l'ILAAP (*Internal Liquidity Adequacy and Assessment Process*), l'appétence au risque, le processus budgétaire, le plan de rétablissement, l'identification des risques.

Enfin, les ratios de solvabilité et de levier font partie intégrante du dispositif d'appétence au risque appliqué au sein du Groupe (décrit dans la partie « Gestion des risques » du Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » au sein du présent Document d'enregistrement universel).

3.1.1. Cadre règlementaire applicable

Les accords de Bâle 3 ont conduit à un rehaussement de la qualité et du niveau des fonds propres règlementaires requis et ont introduit la prise en compte de nouveaux risques dans le dispositif prudentiel. Ces accords ont permis de renforcer le dispositif en matière de fonds propres en révisant, notamment, certains paramètres et méthodes pour le calcul des risques.

Les textes concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne le 26 juin 2013. Ils comprennent le règlement 575/2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit « CRR ») et la directive 2013/36/EU (*Capital Requirements Directive*, dite « CRD4 ») et sont entrés en application le 1er janvier 2014, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

En complément, un cadre règlementaire spécifique, permettant une alternative à la mise en faillite des banques a été instauré à la suite de la crise financière de 2008 :

- la directive 2014/59/EU, « Redressement et résolution des banques » ou *Bank Recovery and Resolution Directive* (dite « BRRD »), a été publiée le 12 juin 2014 au Journal officiel de l'Union européenne et est applicable en France depuis le 1er janvier 2016.
- le règlement européen « Mécanisme de Résolution Unique » ou *Single Resolution Mecanism Regulation* (dit « SRMR », règlement 806/2014) a été publié le 15 juillet 2014 et est entré en vigueur le 19 août 2016, conformément aux dispositions transitoires prévues par les textes.

Par la suite, quatre textes constituant le « paquet bancaire » ont été publiés au Journal officiel de l'Union européenne :

- CRR2 : Règlement (UE) 2019/876 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le Règlement (UE) N° 575/2013 ;
- SRMR2 : Règlement (UE) 2019/877 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant le règlement (UE) N° 806/2014 ;
- CRD5 : Directive (UE) 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la Directive 2013/36/EU ;
- BRRD2 : Directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/EU.

Les règlements SRMR2 et CRR2 sont entrés en vigueur le 27 juin 2019 (toutes les dispositions n'étant toutefois pas d'application immédiate). Les directives CRD5 et BRRD2 ont été transposées le 21 décembre 2020 en droit français par les ordonnances 2020-1635 et 2020-1636 et sont entrées en vigueur le 28 décembre 2020.

Le règlement 2020/873 dit « *Quick-Fix* » a été publié le 26 juin 2020 et est entré en application le 27 juin 2020, venant amender les règlements 575/2013 (« CRR ») et 2019/876 (« CRR2 ») en réponse à la pandémie de COVID-19, dont les dernières mesures transitoires ont pris fin au 31 décembre 2024 (excepté les dispositions reprises dans la finalisation de Bâle 3).

Le règlement (UE) 2024/1623 dit « CRR3 » du 31 mai 2024, publié au Journal officiel de l'Union européenne le 19 juin 2024, modifiant le règlement « CRR » et « CRR2 », constitue une étape majeure dans la finalisation des accords de Bâle 3, communément désignée sous le terme de « normes Bâle IV ». Ce texte est entré en vigueur le 1er janvier 2025, bien que certaines des dispositions soient appliquées depuis 2024 (mesures relatives au périmètre de consolidation prudentielle notamment) ou après cette date. Parallèlement, la directive (UE) 2024/1619 (dite « CRD6 ») du 31 mai 2024, également publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 19 juin 2024, devra être transposée par les États membres au plus tard le 10 janvier 2026, la date d'application des amendements étant conditionnée à leur transposition effective dans les législations nationales.

Dans le régime CRR3/CRD6, quatre niveaux d'exigences de fonds propres sont calculés :

- le ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou ratio *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- le ratio de fonds propres de catégorie 1 ou ratio *Tier 1* ;
- le ratio de fonds propres totaux ;
- le ratio de levier.

Le calcul de ces ratios est phasé de façon à gérer progressivement :

- les mesures transitoires pour le calcul des emplois pondérés selon la méthode standard jusqu'en 2032 (selon l'article 465 de CRR3) ;
- les mesures transitoires pour le calcul des emplois pondérés selon la méthode interne, sur les périmètres autorisés, jusqu'en 2032 (selon les articles 495 bis et suivants de CRR3).

3.1.2. Supervision et périmètre prudentiel

Les établissements de crédit et certaines activités d'investissement agréés, visés à l'annexe 1 de la directive 2004/39/CE, sont assujettis aux ratios de solvabilité, de levier, de résolution et de grands risques sur base individuelle ou, le cas échéant, sous-consolidée.

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a accepté que certaines filiales du Groupe Crédit Agricole puissent bénéficier de l'exemption à titre individuel ou, le cas échéant, sur base sous-consolidée dans les conditions prévues par l'article 7 du règlement CRR. Dans ce cadre, Crédit Agricole CIB a été exempté par l'ACPR de l'assujettissement sur base individuelle.

Le passage sous supervision unique le 4 novembre 2014 par la Banque centrale européenne n'a pas remis en cause les exemptions individuelles accordées précédemment par l'ACPR.

La liste détaillée des entités présentant une différence de traitement entre périmètre comptable et périmètre prudentiel est présentée dans la partie « Annexe aux fonds propres prudentiels » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

3.1.3. Politique de capital

Lors de la journée Investisseurs du 18 novembre 2025, le Groupe Crédit Agricole a dévoilé sa trajectoire financière pour le Plan moyen terme « ACT 2028 ».

Des objectifs en termes de résultat et de ressources rares ont été précisés à cette occasion.

Les filiales de Crédit Agricole S.A. sous contrôle exclusif et assujetties au respect d'exigences en fonds propres, dont fait partie le groupe Crédit Agricole CIB, sont dotées en capital à un niveau cohérent, prenant en compte les exigences règlementaires locales, les besoins en fonds propres nécessaires au financement de leur développement et un coussin de gestion adapté à la volatilité de leur ratio CET1.

3.1.4. Gouvernance

Chaque trimestre se tient le Comité des ressources rares, présidé par le Directeur général délégué et Directeur financier et auquel participent notamment le Directeur des risques, le Directeur ALM, le Directeur de la trésorerie ainsi que des représentants des métiers et de Crédit Agricole S.A.

Ce Comité a comme principales missions de :

- revoir les projections à court et moyen terme du groupe Crédit Agricole CIB en matière de solvabilité, de ratio de levier et de résolution ;
- valider les hypothèses structurantes impactant la solvabilité en cohérence avec le Plan moyen terme ;
- fixer les règles de gestion et d'allocation du capital au sein du Groupe entre les différents métiers de la banque ;
- décider des opérations de *liability management* (gestion de la dette subordonnée) ;
- prendre connaissance de l'actualité en matière de supervision et de règlementation ;
- étudier les problématiques pertinentes relatives aux filiales ;
- préparer les décisions à soumettre le cas échéant au Comité actif-passif et au Conseil d'administration ;
- étudier tout autre sujet impactant les ratios de solvabilité et de résolution au niveau Groupe Crédit Agricole.

Le pilotage du capital règlementaire est réalisé dans le cadre d'un processus de planification nommé *capital planning*.

Le *capital planning* a pour objet de fournir des projections de fonds propres et de consommation de ressources rares (emplois pondérés et taille de bilan) sur l'horizon du Plan moyen terme en cours, en vue d'établir les trajectoires de ratios de solvabilité (CET1, *Tier 1,* ratio global), ratio de levier et de résolution (le cas échéant).

Il décline les éléments budgétaires de la trajectoire financière en y incluant les projets d'opérations de structure, les évolutions règlementaires comptables et prudentielles, ainsi que les revues de modèles appliqués aux assiettes de risques. Il traduit également la politique d'émission (dettes subordonnées et dettes éligibles TLAC et MREL) et de distribution au regard des objectifs de structure de capital définis en cohérence avec la stratégie du Groupe Crédit Agricole.

Il détermine les marges de manœuvre dont disposent les métiers pour se développer. Il est également utilisé pour la fixation des différents seuils de risques retenus pour l'appétit au risque.

Le *capital planning* est présenté à diverses instances de gouvernance et fait l'objet d'une communication aux autorités compétentes, soit dans le cadre d'échanges réguliers, soit pour des opérations ponctuelles (par exemple des demandes d'autorisations).

3.1.5. Fonds propres prudentiels

3.1.5.1 FONDS PROPRES PRUDENTIELS

Bâle 3 définit trois niveaux de fonds propres :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1) ;
- les fonds propres de catégorie 1 *(Tier 1),* constitués du *Common Equity Tier 1* et des fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1) ;
- les fonds propres totaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 *(Tier 2).*

L'ensemble des tableaux et commentaires ci-après inclut le résultat conservé de la période.

◆ Fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1)

Ils comprennent :

- le capital ;
- les réserves, y compris les primes d'émission, le report à nouveau, le résultat net d'impôt après distribution ainsi que les autres éléments du résultat global accumulés incluant notamment les plus ou moins-values latentes sur les actifs financiers détenus à des fins de collecte et vente et les écarts de conversion ;
- les intérêts minoritaires, qui font l'objet d'un écrêtage, voire d'une exclusion, selon que la filiale est un établissement de crédit éligible ou non ; cet écrêtage correspond à l'excédent de fonds propres par rapport au niveau nécessaire à la couverture des exigences de fonds propres de la filiale et s'applique à chaque compartiment de fonds propres ;
- les déductions, qui incluent principalement les éléments suivants :
  - les détentions d'instruments CET1, au titre des contrats de liquidité et des programmes de rachat ;
  - les actifs incorporels, y compris les frais d'établissement et les écarts d'acquisition ;
  - la *prudent valuation* ou « évaluation prudente » qui consiste en l'ajustement du montant des actifs et des passifs de l'établissement si, comptablement, il n'est pas le reflet d'une valorisation jugée prudente par la règlementation ;
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des déficits reportables ;
  - les insuffisances de provisions par rapport aux pertes attendues pour les expositions suivies en approche notations internes ainsi que les pertes anticipées relatives aux expositions sous forme d'actions ;
  - les instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments CET1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
  - les impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %) ;
  - les instruments de CET1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond individuel de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %) ;

- la somme des impôts différés actifs (IDA) dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles et des instruments de CET1 détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants) pour le montant qui dépasse un plafond commun de 17,65 % des fonds propres CET1 de l'établissement, après calculs des plafonds individuels explicités ci-dessus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération à 250 %).

◆ Fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* (AT1)

Ils comprennent :

- les fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) éligibles qui correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier le saut dans la rémunération ou *step up clause*) ;
- les déductions directes d'instruments AT1 (dont *market making*) ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments AT1 dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments AT1 détenus dans les participations du secteur financier supérieures à 10 % (dits investissements importants) ;
- les autres éléments de fonds propres AT1 ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en AT1).

Les instruments AT1 éligibles au CRR n° 575/2013 tel que modifié par CRR n° 2019/876 (CRR 2) sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenche lorsque le ratio CET1 est inférieur à un seuil qui doit au minimum être fixé à 5,125 %. Les instruments peuvent être convertis en actions ou bien subir une réduction de leur valeur nominale. Une totale flexibilité des paiements est exigée (interdiction des mécanismes de rémunération automatique et/ou suspension du versement des coupons à la discrétion de l'émetteur).

Le montant d'instruments AT1 retenu dans les ratios non phasés correspond aux instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 éligibles au CRR n°575/2013 tel que modifié par CRR n°2019/876 (CRR2).

Les instruments AT1 émis par Crédit Agricole CIB comportent un mécanisme d'absorption des pertes qui se déclenche lorsque le ratio CET1 de Crédit Agricole CIB est inférieur à un seuil de 5,125 %.

Au 31 décembre 2025, le ratio phasé CET1 de Crédit Agricole CIB s'établit à 12,91 %. Ainsi, il représente un coussin en capital de 10,7 milliards d'euros pour Crédit Agricole CIB par rapport aux seuils d'absorption des pertes de 5,125 %.

Au 31 décembre 2025, aucune restriction sur le paiement des coupons n'est applicable.

Le règlement CRR3 ajoute des critères d'éligibilité. Par exemple, les instruments émis par un établissement installé dans l'Union européenne qui relèvent d'un droit de pays tiers doivent comporter une clause de bail-in (renflouement interne) pour être éligibles. Ces dispositions s'appliquent pour chacune des catégories d'instruments de fonds propres AT1 et *Tier 2*.

Ces instruments sont publiés et détaillés sur le site Internet : https://www.ca-cib.fr/fr/informations-financieres-et-reglementees - « Principales caractéristiques des instruments de fonds propres » disponible dans le dossier « Documents réglementés ».

◆ Fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*)

Ils comprennent :

- les instruments de dette subordonnée qui doivent être d'une durée minimale de cinq ans et pour lesquels :
  - les incitations au remboursement anticipé sont interdites ;
  - une décote s'applique pendant la période des cinq années précédant leur échéance ;
- les déductions de détentions directes d'instruments *Tier 2* (dont *market making*) ;
- l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligibles déterminées selon l'approche notations internes, limité à 0,6 % des emplois pondérés en IRB *(Internal Rating Based)* ;
- les déductions d'instruments de fonds propres détenus dans les participations du secteur financier inférieures ou égales à 10 % (dits investissements non importants), pour le montant qui dépasse un plafond de 10 % des fonds propres CET1 de l'établissement souscripteur, à hauteur de la proportion d'instruments *Tier 2* dans le total des instruments de fonds propres détenus ; les éléments non déduits sont pris en compte dans les emplois pondérés (pondération variable selon les natures d'instruments et la méthode bâloise) ;
- les déductions d'instruments *Tier 2* détenus dans les participations financières supérieures à 10 % (dits investissements importants), majoritairement du secteur des assurances ;
- les éléments de fonds propres *Tier 2* ou autres déductions (dont les intérêts minoritaires éligibles en *Tier 2*).

Ces instruments sont publiés et détaillés sur le site Internet : https://www.ca-cib.fr/fr/informations-financieres-et-reglementees - « Principales caractéristiques des instruments de fonds propres » disponible dans le dossier « Documents réglementés ».

3.1.5.2 SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2025

▶ **Fonds propres prudentiels simplifiés**

En millions d'euros	31.12.2025 non phasé	31.12.2024 phasé	31.12.2024 non phasé
Capitaux propres part du Groupe (valeur comptable) [1]	**34 692**	**32 346**	**32 346**
(-) Prévision de distribution	(585)	(2 133)	(2 133)
(-) Instruments AT1 inclus dans les capitaux propres comptables	(13 547)	(10 497)	(10 497)
Capitaux propres part du Groupe	**20 560**	**19 716**	**19 716**
Intérêts minoritaires	**97**	**115**	**115**
(-) Augmentations de la valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés	(346)	(333)	(333)
Réserve de couverture de flux de trésorerie	627	774	774
Profits et pertes cumulatifs attribuables aux variations du risque de crédit propre pour les passifs évalués à la juste valeur	(364)	215	215
Profits et pertes en juste valeur résultant du propre risque de crédit de l'établissement lié aux instruments dérivés au passif	(31)	(39)	(39)
(-) *Prudent valuation*	(882)	(893)	(893)
Filtres prudentiels	**(269)**	**(277)**	**(277)**
Écarts d'acquisition	(1 562)	(1 482)	(1 482)
Actifs incorporels	(645)	(628)	(628)
(-) Déductions des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles	**(2 207)**	**(2 110)**	**(2 110)**
Impôts différés dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles [1]	(13)	(10)	(10)
Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche notations internes déduite du CET1	(33)	(8)	(8)
Dépassement de franchise	-	-	-
Autre élément du CET1	(416)	(499)	(612)
Total CET1	**17 719**	**16 928**	**16 815**
Instruments AT1	13 547	10 497	10 497
Autres éléments AT1	(64)	152	152
TOTAL *TIER 1*	**31 202**	**27 577**	**27 464**
Instruments *Tier 2*	3 361	3 926	3 926
Autres éléments *Tier 2*	481	558	558
TOTAL CAPITAL	**35 044**	**32 060**	**31 947**
MONTANT TOTAL D'EXPOSITION AU RISQUE (RWA)	**137 244**	**152 763**	**152 757**
Ratio CET1	**12,91 %**	**11,08 %**	**11,01 %**
Ratio Tier 1	**22,73 %**	**18,05 %**	**17,98 %**
Ratio Total capital	**25,53 %**	**20,99 %**	**20,91 %**

[1] *Information couverte par l'opinion des Commissaires aux comptes.*

Par souci de lisibilité, le tableau complet sur la composition des fonds propres (EU CC1 et EU CC2) est présenté dans le Pilier 3 disponible sur le site Internet (dossier « Documents réglementés ») : https://www.ca-cib.fr/fr/informations-financieres-et-reglementees.

◆ Évolution sur la période

Les fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) s'élèvent à 17,7 milliards d'euros au 31 décembre 2025 et sont en hausse par rapport à la fin de l'exercice 2024 (+0,8 milliard d'euros).

Les variations sont détaillées ci-dessous par rubrique du ratio :

- les instruments de capital et les réserves s'élèvent à 20,1 milliards d'euros, en hausse de +1,0 milliard d'euros par rapport à fin 2024 principalement liée à la conservation du résultat ;
- les filtres prudentiels sont en baisse (impact positif de +0,01 milliard d'euros) par rapport à fin 2024 ;
- les déductions au titre des écarts d'acquisition et des autres immobilisations incorporelles s'élèvent à -2,2 milliards d'euros, en hausse par rapport à 2024 (impact négatif de -0,1 milliard d'euros).

Les fonds propres de catégorie 1 (*Tier 1*) atteignent 31,2 milliards d'euros, en hausse de +3,6 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2024, avec une hausse des fonds propres additionnels de catégorie 1 de +2,8 milliards d'euros.

Les fonds propres de catégorie 2 (*Tier 2*) s'élèvent à 3,8 milliards d'euros, en baisse de -0,6 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2024.

Au total, **les fonds propres totaux** s'élèvent à 35,0 milliards d'euros, en progression par rapport au 31 décembre 2024.

3.1.6. Adéquation du capital

L'adéquation du capital en vision règlementaire porte sur les ratios de solvabilité et sur le ratio de levier. Chacun de ces ratios rapporte un montant de fonds propres prudentiels et/ou d'instruments éligibles à une exposition en risque ou en levier.

Les définitions et les calculs de ces expositions sont développés dans la partie « 3.2 Composition et évolution des emplois pondérés ». La vision règlementaire est complétée de l'adéquation du capital en vision interne, qui porte sur la couverture du besoin de capital économique par le capital interne.

3.1.6.1 RATIOS DE SOLVABILITÉ

Les ratios de solvabilité ont pour objet de vérifier l'adéquation des différents compartiments de fonds propres (CET1, *Tier 1* et fonds propres totaux) aux emplois pondérés issus des risques de crédit, des risques de marché et des risques opérationnels. Ces risques sont calculés soit en approche standard soit en approche interne (cf. partie « 3.2 Composition et évolution des emplois pondérés »).

◆ Exigences prudentielles

Les exigences au titre du Pilier 1 sont régies par le règlement CRR. Le régulateur fixe en complément de façon discrétionnaire des exigences minimales dans le cadre du Pilier 2. Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 438(b) du règlement (UE) n°575/2013 (CRR), dans leur version en vigueur.

▶ L'exigence globale de capital ressort comme suit :

Exigence de fonds propres SREP	31.12.2025	31.12.2024
Exigence minimale de CET1 au titre du Pilier 1	4,50 %	4,50 %
Exigence additionnelle de Pilier 2 (P2R) en CET1	0,84 %	0,84 %
Exigence globale de coussins de fonds propres	3,13 %	3,11 %
Exigence de CET1	**8,47 %**	**8,45 %**
Exigence minimale d'AT1 au titre du Pilier 1	1,50 %	1,50 %
P2R en AT1	0,28 %	0,28 %
Exigence globale de Tier 1	**10,25 %**	**10,23 %**
Exigence minimale de *Tier 2* au titre du Pilier 1	2,00 %	2,00 %
P2R en *Tier 2*	0,38 %	0,38 %
Exigence globale de capital	**12,63 %**	**12,61 %**

Crédit Agricole CIB doit respecter un ratio CET1 minimum de 8,47 %. Ce niveau inclut les exigences au titre du Pilier 1 et du Pilier 2 P2R, complétées de l'exigence globale de coussins de fonds propres (d'après les décisions connues à ce jour).

◆ Exigences minimales au titre du Pilier 1

Les exigences en fonds propres fixées au titre du Pilier 1 comprennent un ratio minimum de fonds propres CET1 de 4,5 %, un ratio minimum de fonds propres *Tier 1* de 6 % et un ratio minimum de fonds propres globaux de 8 %.

◆ Exigences minimales au titre du Pilier 2

Le groupe Crédit Agricole CIB est notifié annuellement par la Banque centrale européenne (BCE) des exigences de capital applicables suite aux résultats du processus de revue et d'évaluation de supervision (« SREP »).

- une exigence Pilier 2 ou « *Pillar 2 Requirement* » (P2R) de 1,5 %, qui s'applique à tous les niveaux de fonds propres et entraîne automatiquement des restrictions de distributions (coupons des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1, dividendes, rémunérations variables) en cas de non-respect ; en conséquence, cette exigence est publique. Le P2R peut être couvert par 75 % de fonds propres *Tier 1* dont a minima 75 % de CET1 ;
- une recommandation Pilier 2 ou « *Pillar 2 Guidance* » (P2G) qui n'a pas de caractère public et doit être constituée intégralement de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1).

◆ Exigence globale de coussins de fonds propres et seuil de restrictions de distribution

La règlementation a prévu la mise en place de coussins de fonds propres, à couvrir intégralement par des fonds propres de base de catégorie 1 et dont l'exigence globale ressort comme suit :

Exigence globale de coussins de fonds propres	31.12.2025	31.12.2024
Coussin de conservation phasé	2,50 %	2,50 %
Coussin systémique phasé	0,02 %	0,01 %
Coussin contracyclique	0,61 %	0,59 %
Exigence globale de coussins de fonds propres	**3,13 %**	**3,11 %**

Plus spécifiquement :

- le coussin de conservation (2,5 % des risques pondérés depuis le 1er janvier 2019) vise à absorber les pertes dans une situation de *stress* économique intense ;
- le coussin contracyclique (taux en principe fixé dans une fourchette de 0 à 2,5 %) vise à lutter contre une croissance excessive du crédit. Le taux est fixé par les autorités compétentes de chaque État (le Haut Conseil de Stabilité Financière – HCSF – dans le cas français) et le coussin s'appliquant au niveau de l'établissement résulte alors d'une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) pertinentes des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement ; lorsque le taux d'un coussin contracyclique est calculé au niveau d'un des pays d'implantation, la date d'application est 12 mois au plus après la date de publication sauf circonstances exceptionnelles ;
- le coussin pour le risque systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) vise à prévenir ou atténuer la dimension non cyclique du risque. Il est fixé par les autorités compétentes de chaque État (le HCSF dans le cas français) et dépend des caractéristiques structurelles du secteur bancaire, notamment de sa taille, de son degré de concentration et de sa part dans le financement de l'économie.
- les coussins pour les établissements d'importance systémique (entre 0 % et 3 % dans le cas général et jusqu'à 5 % après accord de la Commission européenne et plus exceptionnellement au-delà) ; pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) (entre 0 % et 3,5 %) ou pour les autres établissements d'importance systémique (O-SII), (entre 0 % et 2 %). Ces coussins ne sont pas cumulatifs et, de manière générale, sauf exception, c'est le taux du coussin le plus élevé qui s'applique. Le groupe Crédit Agricole CIB n'est pas soumis à ces exigences. Lorsqu'un établissement est soumis à un coussin pour les établissements d'importance systémique (G-SII ou O-SII) et à un coussin pour le risque systémique, les deux coussins se cumulent.

Au 31 décembre 2025, les coussins contracycliques ont été activés dans de nombreux pays par les autorités nationales compétentes. Compte tenu des expositions portées par Crédit Agricole CIB dans ces pays, le taux de coussin contracyclique de Crédit Agricole CIB s'élève à 0,61 % au 31 décembre 2025.

Par ailleurs, à la suite de la décision du HCSF du 17 juin 2025, la décision n°2023-3 entrée en vigueur le 1er août 2023, est abrogée et il n'y a plus de coussin pour risque systémique sectoriel en France depuis le 18 juin 2025.

Pour précision, le groupe Crédit Agricole CIB n'était pas soumis à ce coussin.

A noter que le HCSF reconnaît la réciprocité d'application des coussins pour risque systémique sectoriel activés par l'Allemagne, la Lituanie, la Belgique, la Norvège et l'Italie.

Compte tenu des modalités d'application des coussins énoncés ci-dessus et de la matérialité des expositions portées par Crédit Agricole CIB, le taux de coussin pour risque systémique est à 0,02 % au 31 décembre 2025.

▶ Répartition géographique des expositions de crédit pertinentes pour le calcul du coussin contracyclique (EU CCYB1)

En Millions d'euros	31.12.2025												
	Expositions générales de crédit		Expositions de crédit pertinentes - risque de marché				Exigences de fonds propres						
Ventilation par pays	Valeur exposée au risque selon l'approche standard	Valeur exposée au risque selon l'approche NI	Somme des positions longues et courtes des expositions relevant du portefeuille de négociation pour l'approche standard	Valeur des expositions du portefeuille de négociation pour les modèles internes	Expositions de titrisation Valeur exposée au risque pour le portefeuille hors négociation	Valeur d'exposition totale	Expositions au risque de crédit pertinentes – risque de crédit	Expositions de crédit pertinentes - risque de marché	Expositions de crédit pertinentes – positions de titrisation dans le portefeuille hors négociation	Total	Montants d'exposition pondérés	Pondérations des exigences de fonds propres (%)	Taux de coussin contracyclique (%)
Allemagne	41	9 457	-	-	2 939	12 438	249	-	36	285	3 564	3,87 %	0,75 %
Arménie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,50 %
Australie	4	6 000	-	-	5	6 009	106	-	0	107	1 333	1,45 %	1,00 %
Belgique	943	2 649	-	-	-	3 592	128	-	-	128	1 598	1,74 %	1,00 %
Bulgarie	0	15	-	-	-	15	1	-	-	1	15	0,02 %	2,00 %
Chili	0	1 677	-	-	-	1 677	49	-	-	49	612	0,67 %	0,50 %
Chypre	-	552	-	-	16	568	13	-	0	13	162	0,18 %	1,00 %
Corée du Sud	81	3 488	-	-	-	3 570	93	-	-	93	1 162	1,26 %	1,00 %
Croatie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00 %	1,50 %
Danemark	180	841	-	-	10	1 030	31	-	0	31	387	0,42 %	2,50 %
Espagne	60	5 262	-	-	866	6 188	150	-	8	158	1 972	2,14 %	0,50 %
Estonie	-	22	-	-	-	22	0	-	-	0	1	0,00 %	1,50 %
France	2 715	41 082	306	3 144	29 479	76 726	1 149	276	291	1 716	21 452	23,33 %	1,00 %
Grèce	0	86	-	-	-	86	2	-	-	2	25	0,03 %	0,25 %
Guadeloupe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Guyana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Guyane française	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Hong Kong	66	4 724	-	-	88	4 878	87	-	2	89	1 111	1,21 %	0,50 %
Hongrie	0	88	-	-	-	88	5	-	-	5	69	0,07 %	1,00 %
Irlande	2	4 683	-	-	56	4 741	130	-	1	131	1 632	1,77 %	1,50 %
Islande	0	-	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00 %	2,50 %
Lettonie	-	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00 %	1,00 %
Lituanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Luxembourg	454	13 923	-	-	3 523	17 901	360	-	0	360	4 495	4,89 %	0,50 %
Martinique	-	8	-	-	-	8	0	-	-	0	0	0,00 %	1,00 %
Mayotte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Norvège	3	1 131	-	-	21	1 155	33	-	0	33	415	0,45 %	2,50 %
Nouvelle-Calédonie	0	74	-	-	-	75	0	-	-	0	1	0,00 %	1,00 %
Pays-Bas	79	5 859	-	-	550	6 487	202	-	7	209	2 616	2,84 %	2,00 %
Pologne	-	684	-	-	129	813	21	-	2	23	282	0,31 %	1,00 %
Polynésie française	-	34	-	-	-	34	0	-	-	0	0	0,00 %	1,00 %
République Tchèque	-	161	-	-	-	161	8	-	-	8	95	0,10 %	1,25 %
Réunion	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Roumanie	-	36	-	-	-	36	1	-	-	1	18	0,02 %	1,00 %
Royaume-uni	177	15 613	-	-	4 037	19 827	428	-	49	477	5 958	6,48 %	2,00 %
Russie	17	462	-	-	-	479	37	-	-	37	465	0,51 %	0,25 %
Saint-Barthélémy	-	7	-	-	-	7	0	-	-	0	0	0,00 %	1,00 %
Saint-Marin	-	2	-	-	-	2	0	-	-	0	0	0,00 %	1,00 %
Saint-Martin (partie nord)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Saint-Pierre-et-Miquelon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Slovaquie	-	122	-	-	-	122	5	-	-	5	59	0,06 %	1,50 %
Slovénie	0	0	-	-	-	0	0	-	-	0	0	0,00 %	1,00 %
Suède	58	1 836	-	-	15	1 909	49	-	0	49	610	0,66 %	2,00 %
Wallis et Futuna	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00 %	1,00 %
Autres pays *	4 827	110 476	-	-	35 380	150 683	2 911	-	438	3 349	41 860	45,52 %	0,00 %
Total	**9 707**	**231 052**	**306**	**3 144**	**77 114**	**321 323**	**6 248**	**276**	**834**	**7 358**	**91 970**	**100 %**	**0,61 %**

** Pour lesquels aucun niveau de coussin contracyclique n'a été défini par l'autorité compétente.*

▶ Montant du coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (EU CCYB2)

En millions d'euros		31.12.2025	31.12.2024
1	Montant total d'exposition au risque	137 244	152 763
2	Taux de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement	0,61 %	0,59 %
3	**Exigence de coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement**	**836**	**907**

La transposition de la règlementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuable (MMD), somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions, vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières résulteraient d'un non-respect de l'exigence globale de coussins applicables.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, *Tier 1* et fonds propres totaux.

	Exigence SREP CET1	Exigence SREP *Tier 1*	Exigence globale de capital
Exigence minimale de Pilier 1	4,50 %	6,00 %	8,00 %
Exigence de Pilier 2 (P2R)	0,84 %	1,13 %	1,50 %
Coussin de conservation	2,50 %	2,50 %	2,50 %
Coussin systémique	0,02 %	0,02 %	0,02 %
Coussin contracyclique	0,61 %	0,61 %	0,61 %
Exigence SREP (a)	**8,47 %**	**10,25 %**	**12,63 %**
31.12.2025 Ratios de solvabilité (b)	**12,91 %**	**22,73 %**	**25,53 %**
Distance à l'exigence SREP (b-a)	444 pb	1 248 pb	1 291 pb
Distance au seuil de déclenchement du MMD (en m€)	**6 092**	**17 130**	**17 712**

Au 31 décembre 2025, le groupe Crédit Agricole CIB dispose d'une marge de sécurité de 444 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit environ 6,1 milliards d'euros de capital CET1.

◆ Situation au 31 décembre 2025

	31.12.2025		31.12.2024	
	Phasé	Exigences	Phasé	Exigences
Ratio CET1	12,91 %	8,47 %	11,08 %	8,45 %
Ratio Tier 1	22,73 %	10,25 %	18,05 %	10,23 %
Ratio Global	25,53 %	12,63 %	20,99 %	12,61 %

Les exigences minimales applicables sont pleinement respectées ; le ratio CET1 phasé de Crédit Agricole CIB est de 12,91 % au 31 décembre 2025.

◆ Évolution du CET1 sur l'année 2025

Le ratio CET1 a subi une hausse de 1,83 point de pourcentage sur l'année 2025. Cette évolution résulte essentiellement de la baisse des emplois pondérés en lien avec la mise en place de CRR3, cumulée à la hausse des fonds propres issue de la conservation de résultat 2025.

◆ Impact de l'application des dispositions transitoires IFRS 9

Les dispositions transitoires d'IFRS 9 ont été appliquées pour la première fois à partir de l'arrêté du 30 juin 2021.

▶ Modèle quantitatif (EBA/GL/2020/12)

Comparaison des fonds propres et des ratios de fonds propres et de levier des établissements avec et sans l'application des dispositions transitoires relatives à la normes IFRS 9 ou aux Pertes de crédit attendues (PCA) analogues (IFRS 9-FL). Les dispositions transitoires d'IFRS 9 ont été appliquées pour la première fois à partir de l'arrêté du 30 juin 2021 et leur dernière application est le 31 décembre 2024.

En millions d'euros		31.12.2025	31.12.2024
Fonds propres disponibles (montants)			
1	Fonds propres de base de catégorie (CET1)	17 719	16 928
2	Fonds propres de base de catégorie (CET1) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées		16 815
3	Fonds propres de catégorie 1 (T1)	31 202	27 577
4	Fonds propres T1 si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées		27 464
5	Total fonds propres	35 044	32 060
6	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées		31 947
Total des Actifs pondérés en fonction du risque (Montants)			
7	Total des actifs pondérés en fonction du risque	137 244	152 763
8	Total des actifs pondérés comme si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées		152 757
Ratios de fonds propres			
9	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	12,91 %	11,08 %
10	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées		11,01 %
11	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	22,73 %	18,05 %
12	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées		17,98 %
13	Total fonds propres (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	25,53 %	20,99 %
14	Total fonds propres (en pourcentage du montant de l'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées		20,91 %
Ratio de levier			
15	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	839 182	825 077
16	Ratio de levier	3,72 %	3,34 %
17	Ratio de levier si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées		3,33 %

Crédit Agricole CIB n'applique pas le traitement temporaire décrit à l'article 468 du règlement CRR n°2020/873 et n'est impacté par aucun changement relatif à cette disposition au cours de la période. Les fonds propres et les ratios de fonds propres et de levier de Crédit Agricole CIB reflètent déjà l'incidence totale des plus-values et des pertes non réalisées mesurées à leur juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global. Ces dispositions ont été renouvelées suite à la publication du règlement 2024/1623 et prennent fin le 31 décembre 2025.

3.1.6.2 RATIO DE LEVIER

◆ Cadre règlementaire

Le ratio de levier a pour objectif de contribuer à préserver la stabilité financière en agissant comme filet de sécurité en complément des exigences de fonds propres fondées sur le risque et en limitant l'accumulation d'un levier excessif en période de reprise économique. Il a été défini par le Comité de Bâle dans le cadre des accords de Bâle 3 et transposé dans la loi européenne via l'article 429 du CRR, modifié par le règlement délégué 62/2015 en date du 10 octobre 2014 et publié au Journal officiel de l'Union européenne le 18 janvier 2015.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et l'exposition en levier, soit les éléments d'actifs et de hors-bilan après certains retraitements sur les dérivés, les opérations entre entités affiliées du Groupe Crédit Agricole, les opérations de financements sur titres, les éléments déduits du numérateur et le hors-bilan.

Depuis la publication au Journal officiel de l'Union européenne le 7 juin 2019 du règlement européen CRR 2, le ratio de levier fait l'objet d'une exigence minimale de Pilier 1 de 3 % applicable à compter du 28 juin 2021.

◆ Situation au 31 décembre 2025

▶ Publication d'informations qualitatives sur le ratio de levier (EU LRA)

Le ratio de levier de Crédit Agricole CIB s'élève à 3,72 % sur une base de *Tier 1* phasé.

Le ratio de levier est en hausse de +0,38 point de pourcentage sur l'année 2025.

Le ratio de levier n'est pas un ratio sensible aux facteurs de risque et à ce titre, il est considéré comme une mesure venant compléter le dispositif de pilotage de la solvabilité et de la liquidité limitant déjà la taille de bilan. Dans le cadre du suivi du levier excessif, un pilotage est réalisé fixant des contraintes d'empreinte de levier à certaines activités peu consommatrices d'emplois pondérés.

▶ Ratio de levier – Déclaration commune (EU LR2)

En millions d'euros		31.12.2025	31.12.2024
Expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)			
1	Éléments inscrits au bilan (dérivés et OFT exclus, mais sûretés incluses)	528 750	484 674
2	Rajout du montant des sûretés fournies pour des dérivés, lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	-	6 789
3	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	(14 453)	(12 053)
4	(Ajustement pour les titres reçus dans le cadre d'opérations de financement sur titres qui sont comptabilisés en tant qu'actifs)	-	-
5	(Ajustements pour risque de crédit général des éléments inscrits au bilan)	-	-
6	(Montants d'actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(2 642)	(2 388)
7	**Total des expositions au bilan (excepté dérivés et OFT)**	**511 655**	**477 022**
Expositions sur dérivés			
8	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées SA-CCR (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	24 822	30 157
EU-8a	Dérogation pour dérivés: contribution des coûts de remplacement selon l'approche standard simplifiée	-	-
9	Montants de majoration pour l'exposition future potentielle associée à des opérations sur dérivés SA-CCR	64 895	63 058
EU-9a	Dérogation pour dérivés: Contribution de l'exposition potentielle future selon l'approche standard simplifiée	-	-
EU-9b	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-	-
10	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (SA-CCR)	-	-
EU-10a	(jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients) (approche standard simplifiée)	-	-
EU-10b	(Jambe CCP exemptée des expositions sur transactions compensées pour des clients (méthode de l'exposition initiale)	-	-
11	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	24 969	27 483
12	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	(17 214)	(13 945)
13	**Expositions totales sur dérivés**	**97 472**	**106 753**
Expositions sur opérations de financement sur titres (OFT)			
14	Actifs OFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	471 226	468 932
15	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs OFT bruts)	(286 994)	(293 381)
16	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs OFT	10 771	11 250
EU-16a	Dérogation pour OFT: Exposition au risque de crédit de contrepartie conformément à l'article 429 sexies, paragraphe 5, et à l'article 222 du CRR	-	-
17	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-	-
EU-17a	(Jambe CCP exemptée des expositions sur OFT compensées pour des clients)	-	-
18	**Expositions totales sur opérations de financement sur titres**	**195 003**	**186 800**
Autres expositions de hors bilan			
19	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	301 868	270 533
20	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(173 030)	(128 032)
21	(Provisions générales déduites lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1 et provisions spécifiques associées aux expositions de hors bilan)	-	-
22	**Expositions de hors bilan**	**128 838**	**142 501**
Expositions exclues			
EU-22a	(Expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis , paragraphe 1, points c) et c bis), du CRR)	(79 187)	(72 633)
EU-22b	(Expositions exemptées en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR (au bilan et hors bilan))	-	-
EU-22c	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Investissements publics)	-	-
EU-22d	(Exclusions d'expositions de banques (ou unités de banques) publiques de développement – Prêts incitatifs)	-	-
EU-22e	(Exclusions d'expositions découlant du transfert de prêts incitatifs par des banques (ou unités de banques) qui ne sont pas des banques publiques de développement)	-	-
EU-22f	(Exclusions de parties garanties d'expositions résultant de crédits à l'exportation)	(14 599)	(15 365)
EU-22g	(Exclusions de sûretés excédentaires déposées auprès d'agents tripartites)	-	-
EU-22h	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par les établissements/DCT, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point o), du CRR)	-	-
EU-22i	(Exclusions de services liés aux DCT fournis par des établissements désignés, en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point p), du CRR)	-	-
EU-22j	(Réduction de la valeur d'exposition des crédits de préfinancement ou intermédiaires)	-	-

En millions d'euros		31.12.2025	31.12.2024
EU-22k	(Expositions sur les actionnaires exclues en vertu de l'article 429 bis , paragraphe 1, point d bis), du CRR)	-	-
EU-22l	Expositions déduites en vertu de l'article 429 bis , paragraphe 1, point q), du CRR	-	-
EU-22m	**(Total des expositions exemptées)**	**(93 786)**	**(87 999)**
Fonds propres et mesure de l'exposition totale			
23	**Fonds propres de catégorie 1**	**31 202**	**27 577**
24	**Mesure de l'exposition totale**	**839 182**	**825 077**
Ratio de levier			
25	**Ratio de levier (%)**	**3,72 %**	**3,34 %**
EU-25	Ratio de levier (hors incidence de l'exemption des investissements publics et des prêts incitatifs) (%)	3,72 %	3,34 %
25a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) (%)	3,72 %	3,34 %
26	Exigence réglementaire de ratio de levier minimal (%)	3,00 %	3,00 %
EU-26a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	-	-
EU-26b	dont: à constituer avec des fonds propres CET1	-	-
27	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	-	-
EU-27a	Exigence de ratio de levier global (%)	3,00 %	3,00 %
Choix des dispositions transitoires et expositions pertinentes			
EU-27b	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Transitoire	Transitoire
Publication des valeurs moyennes			
28	Moyenne des valeurs quotidiennes des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	181 498	190 413
29	Valeur de fin de trimestre des actifs OFT bruts, après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes et net des montants en espèces à payer et à recevoir correspondants	184 231	175 550
30	Mesure de l'exposition totale (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 *	836 448	839 939
30a	Mesure de l'exposition totale (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 *	836 448	839 939
31	Ratio de levier (en incluant l'incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 *	3,73%	3,28%
31a	Ratio de levier (hors incidence de toute exemption temporaire de réserves de banque centrale applicable) intégrant les valeurs moyennes des actifs OFT bruts de la ligne 28 *	3,73%	3,28%

▶ Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier (EU LR1)

En millions d'euros		31.12.2025
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	884 789
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation prudentielle	(14 178)
3	(Ajustement pour les expositions titrisées qui satisfont aux exigences opérationnelles pour la prise en compte d'un transfert de risque)	-
4	(Ajustement pour l'exemption temporaire des expositions sur les Banques centrales (le cas échéant)	-
5	(Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition au titre de l'article 429 bis, paragraphe 1, point i), du CRR)	-
6	Ajustement pour achats et ventes normalisés d'actifs financiers faisant l'objet d'une comptabilisation à la date de transaction	-
7	Ajustement pour les transactions éligibles des systèmes de gestion centralisée de la trésorerie	-
8	Ajustement pour instruments financiers dérivés	(245 182)
9	Ajustement pour les opérations de financement sur titres (OFT)	(276 223)
10	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	129 912
11	(Ajustement pour les corrections de valeur à des fins d'évaluation prudente et les provisions spécifiques et générales qui ont réduit les fonds propres de catégorie 1)	-
EU-11a	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point c), du CRR)	(79 187)
EU-11b	(Ajustement pour expositions exclues de la mesure de l'exposition totale en vertu de l'article 429 bis, paragraphe 1, point j), du CRR)	-
12	Autres ajustements	439 250
13	**Mesure de l'exposition totale**	**839 182**

▶ **Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées) (EU LR3)**

En millions d'euros		31.12.2025
EU-1	**Total des expositions au bilan (excepté dérivés, OFT et expositions exemptées), dont :**	**465 026**
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	124 281
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	340 745
EU-4	Obligations garanties	1 164
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	127 588
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	2 782
EU-7	Établissements	15 543
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	14 080
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	15 198
EU-10	Entreprises	145 230
EU-11	Expositions en défaut	2 976
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	16 185

3.1.6.3 ADÉQUATION DU CAPITAL EN VISION INTERNE

Dans l'optique d'évaluer et de conserver en permanence des fonds propres adéquats afin de couvrir les risques auxquels elle est (ou peut être) exposée, Crédit Agricole CIB complète son dispositif d'adéquation du capital en vision règlementaire par l'adéquation du capital en vision interne. De ce fait, la mesure des exigences de capital règlementaire (Pilier 1) est enrichie par une mesure du besoin de capital économique (Pilier 2), qui s'appuie sur le processus d'identification des risques et sur une évaluation selon une approche interne. Le besoin de capital économique doit être couvert par le capital interne qui correspond à la vision interne des fonds propres disponibles définie par le Groupe Crédit Agricole.

L'évaluation du besoin de capital économique est un des éléments de la démarche ICAAP *(Internal Capital Adequacy Assessment Process*) qui couvre également le programme de *stress tests* afin d'introduire une vision prospective de l'impact de scénarios plus défavorables sur le niveau de risque et sur la solvabilité de Crédit Agricole CIB.

Le suivi et la gestion de l'adéquation du capital en vision interne sont développés conformément à l'interprétation des principaux textes règlementaires :

- les accords de Bâle ;
- la CRD 5 via sa transposition dans la règlementation française par l'ordonnance du 21 décembre 2020 ;
- les lignes directrices de l'Autorité bancaire européenne ;
- les attentes prudentielles relatives à l'ICAAP et l'ILAAP et la collecte harmonisée d'informations en la matière.

◆ Informations ICAAP (EU OVC)

Les éléments ci-après répondent aux exigences de publication de l'article 438 (points a et c) de CRR3.

Le Groupe Crédit Agricole a mis en œuvre un dispositif de mesure du besoin de capital économique au niveau du Groupe Crédit Agricole, de Crédit Agricole S.A. et des principales entités françaises et étrangères du Groupe.

Le processus d'identification des risques majeurs vise, dans une première étape, à recenser de la manière la plus exhaustive possible l'ensemble des risques susceptibles d'impacter le bilan, le compte de résultat, les ratios prudentiels ou la réputation d'une entité ou du Groupe Crédit Agricole et à les classer par catégories et sous-catégories, selon une nomenclature homogène pour l'ensemble du Groupe Crédit Agricole. Dans une seconde étape, l'objectif est d'évaluer l'importance de ces risques d'une manière systématique et exhaustive afin d'identifier les risques majeurs.

Le processus d'identification des risques allie plusieurs sources : une analyse interne à partir d'informations recueillies auprès de la filière Risques et des autres fonctions de contrôle et une analyse complémentaire fondée sur des données externes. Il est formalisé pour chaque entité et pour le Groupe Crédit Agricole, coordonné par la filière Risques et approuvé par le Conseil d'administration.

Pour chacun des risques majeurs identifiés, la quantification du besoin de capital économique s'opère de la façon suivante :

- les mesures de risques déjà traités par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital économique, basés sur des approches internes ;
- les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital économique, fondé sur des approches internes ;
- de manière générale, les mesures de besoin de capital économique sont réalisées avec un horizon de calcul à un an ainsi qu'un quantile (probabilité de survenance d'un défaut) dont le niveau est fonction de l'appétence du Groupe Crédit Agricole en matière de notation externe.

La cohérence de l'ensemble des méthodologies de mesure du besoin de capital économique est assurée par une gouvernance spécifique au sein du Groupe Crédit Agricole.

La mesure du besoin de capital économique est complétée par une projection sur l'année en cours, en cohérence avec les prévisions du *capital planning* à cette date, de façon à intégrer l'impact des évolutions de l'activité sur le profil de risques.

La liste des risques majeurs est mise à jour et approuvée annuellement. Les grandes familles sont :

- les risques de crédit ;
- les risques financiers, incluant notamment les risques de marché et les risques de taux et de change du *banking book* ;
- les risques opérationnels ;
- les autres risques, qui comprennent le risque d'activité et les risques climatiques et environnementaux.

Au 31 décembre 2025, au niveau de Crédit Agricole CIB, les besoins de capital économique relatifs aux risques faisant l'objet d'une quantification sont couverts par les fonds propres internes.

Les entités de Crédit Agricole S.A. soumises à la mesure du besoin de capital économique sur leur périmètre sont responsables de son déploiement selon les normes et les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole. Elles doivent en particulier s'assurer que le dispositif de mesure du besoin de capital économique fait l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées. Le besoin de capital économique déterminé par les entités fait l'objet d'une remontée d'information détaillée à Crédit Agricole S.A.

Outre le volet quantitatif, l'approche du Groupe Crédit Agricole repose également sur un volet qualitatif complétant les mesures de besoin de capital économique par des indicateurs d'exposition

au risque et de contrôle permanent des métiers. Le volet qualitatif répond à trois objectifs :

- l'évaluation du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle des entités du périmètre de déploiement selon différents axes ;
- si nécessaire, l'identification et la formalisation de points d'amélioration du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle permanent ;
- l'identification d'éventuels éléments qui ne sont pas correctement appréhendés dans les mesures d'ICAAP quantitatif.

3.1.7. Annexe aux fonds propres prudentiels

▶ Différences de traitement des participations entre périmètre comptable et périmètre prudentiel

Type de participation	Traitement comptable	Traitement prudentiel Bâle III non phasé
Filiales ayant une activité financière	Consolidation par intégration globale	Consolidation par intégration globale générant une exigence en fonds propres au titre des activités de la filiale.
Filiales ayant une activité financière détenues conjointement	Mise en équivalence	Consolidation proportionnelle.
Filiales ayant une activité d'assurance	Consolidation par intégration globale	Déduction du CET1 des instruments de CET1 détenus dans des entités où la participation est supérieure à 10 %, au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % du CET1. Cette franchise, appliquée après calcul d'un seuil de 10 %, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles.
		Déduction des instruments AT1 et T2 au niveau de leurs fonds propres respectifs.
Participations > 10 % ayant une activité financière par nature	Mise en équivalence Titres de participation dans les établissements de crédit	Déduction du CET1 de la valeur de mise en équivalence des entités où la participation est supérieure à 10 %, au-delà d'une limite de franchise de 17,65 % du CET1. Cette franchise, appliquée après calcul d'un seuil de 10 %, est commune avec la part non déduite des impôts différés actifs dépendant des bénéfices futurs liés à des différences temporelles.
		Déduction des instruments AT1 et T2 au niveau de leurs fonds propres respectifs.
Participations ≤ 10 % ayant une activité financière ou assurance	Titres de participation et titres disponibles à la vente	Déduction des instruments CET1, AT1 et T2 dans des entités où la participation est inférieure ou égale à 10 %, au-delà d'une limite de franchise de 10 % du CET1.
Véhicules de titrisation de l'activité ABCP (*Asset-Backed Commercial Paper*)	Intégration globale	Pondération en risque de la valeur de mise en équivalence et des engagements pris sur ces structures (lignes de liquidité et lettres de crédit).

3.2. Composition et évolution des emplois pondérés

3.2.1. Synthèse des emplois pondérés

Le ratio de solvabilité global, présenté dans le tableau des ratios prudentiels, est égal au rapport entre les fonds propres globaux et la somme des expositions pondérées au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel.

Les exigences de fonds propres détaillées ci-après par type de risques, par méthode et par catégorie d'exposition (pour le risque de crédit) correspondent à 8 % (minimum règlementaire) des expositions pondérées (équivalent risque moyen) présentées dans le tableau des ratios prudentiels.

3.2.1.1 VUE D'ENSEMBLE DES MONTANTS TOTAUX D'EXPOSITION AU RISQUE (OV1)

Au titre de l'application du Règlement (UE) n°2024/1623 (« CRR3 ») en vigueur depuis 1er janvier 2025 l'état EU OV1 a été adapté afin d'intégrer les nouvelles exigences CRR3, notamment l'inclusion de l'impact de *l'output floor* (étant précisé que *l'output floor* ne s'applique qu'au plus haut niveau de consolidation, celui du Groupe Crédit Agricole), et une présentation plus détaillée des montants d'emplois pondérées (RWA) liés au risque de CVA.

Les emplois pondérés au titre du risque de crédit, des risques de marché et du risque opérationnel s'élèvent à 137,2 milliards d'euros au 31 décembre 2025 contre 152,8 milliards d'euros au 31 décembre 2024.

		Montant total d'exposition au risque (TREA)			Total des exigences de fonds propres
En millions d'euros		31.12.2025	30.09.2025	31.12.2024	31.12.2025
1	**Risque de crédit (hors CCR)**	**79 467**	**79 466**	**89 644**	**6 357**
2	Dont approche standard	11 016	11 262	10 273	881
3	Dont approche NI simple (F-IRB)	43 040	43 189	2 097	3 443
4	Dont approche par référencement	-	-	-	-
EU 4a	Dont actions faisant l'objet de la méthode de pondération simple	-	-	1 186	-
5	Dont approche NI avancée (A-IRB)	25 411	25 015	75 480	2 033
6	**Risque de crédit de contrepartie – CCR**	**13 513**	**13 322**	**16 839**	**1 081**
7	Dont approche standard	1 555	1 585	1 393	124
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	7 495	7 774	10 495	600
EU 8a	Dont expositions sur une CCP	971	853	722	78
9	Dont autres CCR	3 492	3 110	4 229	279
10	**Risque d'ajustement de l'évaluation de crédit — risque de CVA**	**7 952**	**8 108**	**4 426**	**636**
EU 10a	Dont approche standard (SA)	-	-	-	-
EU 10b	Dont approche de base (F-BA et R-BA)	7 952	8 108		636
EU 10c	Dont approche simplifiée	-	-	-	-
15	**Risque de règlement**	**4**	**5**	**2**	**0**
16	**Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)**	**10 419**	**9 341**	**9 090**	**834**
17	Dont approche SEC-IRBA	2 509	2 142	1 479	201
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	5 611	5 332	5 982	449
19	Dont approche SEC-SA	3 556	3 177	1 594	285
EU 19a	Dont 1 250 % / déduction	(1 256)	(1 310)	34	(100)
20	**Risques de position, de change et de matières premières (Risque de marché)**	**8 559**	**9 216**	**9 016**	**685**
21	Dont approche standard alternative (ASA)	-	-	-	-
EU 21a	Dont approche standard simplifiée (S-SA)	781	1 246	1 408	62
22	Dont approche alternative fondée sur les modèles internes (A-IMA)	7 778	7 969	7 608	622
EU 22a	**Grands risques**	**-**	**-**	**-**	**-**
23	Reclassements entre le portefeuille de négociation et le portefeuille hors négociation	-	-	-	-
24	**Risque opérationnel**	**17 329**	**17 261**	**23 746**	**1 386**
EU 24a	**Expositions sur crypto-actifs**	**-**		**-**	
25	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250 %)	1 287	1 186	1 266	103
26	Plancher de fonds propres appliqué (%)	-	-	-	-
27	Ajustement pour le plancher (avant application du plafond transitoire)	-	-	-	-
28	Ajustement pour le plancher (après application du plafond transitoire)	-	-	-	-
29	**TOTAL**	**137 244**	**136 719**	**152 763**	**10 979**

3.2.1.2 ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des emplois pondérés du groupe Crédit Agricole CIB sur l'année 2025.

En millions d'euros	31.12.2024	Change	Variation volume	Effets portefeuille	Effets règlementaires et modèles	Total variation 2024	31.12.2025
Risque de crédit et de contrepartie	119 999	(5 250)	4 770	1 044	(9 210)	(8 647)	111 352
dont CVA	*4 426*		*1 007*		*2 519*	*3 526*	*7 952*
Risque de marché	9 018		624		(1 079)	(455)	8 563
Risque opérationnel	23 746		68		(6 485)	(6 417)	17 329
Total	**152 763**	**(5 250)**	**5 462**	**1 044**	**(16 775)**	**(15 519)**	**137 244**

Les emplois pondérés s'élèvent à 137,2 milliards d'euros, en baisse de -15,5 milliards d'euros sur l'année 2025.

Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs :

- impact de change (-5,3 milliards d'euros), principalement lié à la dépréciation de l'USD par rapport à l'EUR ;
- des effets modèles favorables sur l'année; dont principalement l'application de CRR3 (-14,9 milliards d'euros) ;
- une activité soutenue de la Banque de Financement et une croissance de l'activité de titrisation (+5,3 milliards d'euros) ;
- une tendance à la dégradation des notations internes s'observe en 2025 (+1,0 milliard d'euros) ;
- une légère progression des risques de marché et des risques de contrepartie sur *Trading Book* en lien avec les évolutions des paramètres de calcul et de marché (+0,6 milliard d'euros).

3.2.2. Risques de crédit et de contrepartie

On entend par :

- probabilité de défaut (PD) : la probabilité de défaut d'une contrepartie sur une période d'un an ;
- pertes en cas de défaut (LGD) : le rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut ;
- expositions brutes : montant de l'exposition (bilan + hors bilan) avant application des techniques de réduction du risque de crédit et avant application du facteur de conversion (CCF) ;
- expositions en cas de défaut (EAD) : montant de l'exposition (bilan + hors bilan) après application des techniques de réduction du risque de crédit et après application du facteur de conversion (CCF) ;
- facteur de conversion (CCF) : ratio reflétant au moment du défaut le pourcentage de tirage de l'encours non utilisé un an avant le défaut ;
- actifs pondérés (RWA) : valeurs exposées au risque (EAD) après application d'un coefficient de pondération ;
- ajustements de valeur : dépréciation individuelle correspondant à la perte de valeur d'un actif liée au risque de crédit et constatée en comptabilité soit directement sous forme de passage en perte partielle, soit via un compte de correction de valeur ;
- évaluations externes de crédit : évaluations de crédit établies par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu par la BCE.

3.2.2.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU RISQUE DE CRÉDIT

▶ Exposition, EAD et RWA au Risque de crédit par catégorie d'exposition et approche

	31.12.2025								
	Standard			IRB			Total		
En millions d'euros	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA
Souverains	3 230	3 205	899	141 826	151 783	2 917	145 056	154 987	3 816
Etablissements	4 105	20 785	1 072	65 286	58 184	3 728	69 391	78 970	4 799
Entreprises	21 679	2 828	2 721	348 653	183 742	61 086	370 331	186 569	63 807
Clientèle de détail	2 884	1 220	943	17 486	15 768	720	20 369	16 988	1 663
Actions	501	500	1 191	-	-	-	501	500	1 191
Autres	5 544	5 364	4 189	-	-	-	5 544	5 364	4 189
TOTAL	**37 942**	**33 901**	**11 016**	**573 250**	**409 477**	**68 451**	**611 192**	**443 377**	**79 467**

	31.12.2024								
	Standard			IRB			Total		
En millions d'euros	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA
Souverains	3 866	3 857	913	127 963	144 580	2 277	131 829	148 437	3 190
Etablissements	4 888	21 508	916	60 195	55 356	3 119	65 083	76 864	4 035
Entreprises	21 989	3 469	3 337	326 862	224 786	71 415	348 852	228 254	74 752
Clientèle de détail	1 236	566	389	15 900	15 900	766	17 136	16 466	1 155
Actions	64	64	72	362	362	1 795	426	426	1 866
Autres	6 705	6 620	4 646				6 705	6 620	4 646
TOTAL	**38 748**	**36 084**	**10 273**	**531 282**	**440 984**	**79 371**	**570 030**	**477 068**	**89 644**

▶ Qualité de crédit des expositions restructurées (CQ1)

		31.12.2025							
		Valeur comptable brute/montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues sur les expositions renégociées	
			Renégociées non performantes						
En millions d'euros		Renégociées performantes		Dont en défaut	Dont dépréciées	Sur les expositions renégociées performantes	Sur les expositions renégociées non performantes		Dont sûretés et garanties financières reçues sur les expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation
005	**Solde de trésorerie auprès des Banques centrales et autres dépôts à vue**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
010	**Prêts et avances**	**2 894**	**1 447**	**1 419**	**1 419**	**(176)**	**(631)**	**1 721**	**318**
020	Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations centrales	3	3	3	3	(0)	(3)	-	-
040	Établissements de crédit	-	47	47	47	-	(27)	-	-
050	Autres établissements financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
060	Entreprises non financières	2 828	1 391	1 364	1 364	(176)	(600)	1 712	313
070	Ménages	63	6	5	5	0	(1)	9	5
080	**Titres de créance**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
090	**Engagements de prêts donnés**	**553**	**41**	**41**	**41**	**(20)**	**(1)**	**58**	**-**
100	**TOTAL**	**3 447**	**1 488**	**1 461**	**1 461**	**(196)**	**(632)**	**1 779**	**318**

		31.12.2024							
		Valeur comptable brute/montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues sur les expositions renégociées	
			Renégociées non performantes						
En millions d'euros		Renégociées performantes		Dont en défaut	Dont dépréciées	Sur les expositions renégociées performantes	Sur les expositions renégociées non performantes		Dont sûretés et garanties financières reçues sur les expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation
005	**Solde de trésorerie auprès des Banques centrales et autres dépôts à vue**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
010	**Prêts et avances**	**2 951**	**1 241**	**1 229**	**1 229**	**(250)**	**(561)**	**1 549**	**364**
020	Banques centrales	0	-	-	-	-	-	-	-
030	Administrations centrales	7	3	3	3	(0)	(3)	-	-
040	Établissements de crédit	-	47	47	47	-	(27)	-	-
050	Autres établissements financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
060	Entreprises non financières	2 910	1 177	1 177	1 177	(250)	(531)	1 533	361
070	Ménages	34	14	3	3	-	-	15	3
080	**Titres de créance**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
090	**Engagements de prêts donnés**	**465**	**135**	**135**	**135**	**(31)**	**(27)**	**37**	**6**
100	**TOTAL**	**3 416**	**1 376**	**1 364**	**1 364**	**(281)**	**(588)**	**1 586**	**369**

▶ Qualité de crédit des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance (CQ3)

	31.12.2025											
	Valeur comptable brute / Montant nominal											
	Expositions performantes			Expositions non performantes								
En millions d'euros	Total	Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours	Total	Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
Comptes à vue auprès de Banques centrales et autres dépôts à vue	**97 372**	**97 372**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Prêts et avances	**236 025**	**234 907**	**1 118**	**3 257**	**1 217**	**239**	**149**	**174**	**455**	**239**	**784**	**3 257**
Banques centrales	4 495	4 495	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	11 650	11 650	-	39	1	-	-	-	12	1	26	39
Établissements de crédit	38 273	38 273	-	401	1	-	-	-	65	-	335	401
Autres sociétés financières	9 624	9 548	76	257	-	-	-	-	39	-	218	257
Sociétés non financières	158 335	157 300	1 035	2 345	1 188	195	145	162	249	215	191	2 345
Dont PME	1 189	1 186	3	12	2	-	1	-	6	2	1	12
Ménages	13 647	13 641	6	215	27	44	4	12	91	23	14	215
Encours des titres de créance	**48 077**	**47 811**	**266**	**23**	**-**	**-**	**-**	**-**	**0**	**-**	**23**	**23**
Banques centrales	4 539	4 539	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	24 737	24 737	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	7 125	7 125	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	4 555	4 289	266	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	7 121	7 121	-	23	-	-	-	-	-	-	23	23
Expositions hors bilan	**509 502**	**-**	**-**	**507**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**507**
Banques centrales	23 987	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	18 632	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	52 748	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	6
Autres sociétés financières	183 572	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	227 014	-	-	500	-	-	-	-	-	-	-	500
Ménages	3 549	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**890 977**	**380 091**	**1 384**	**3 786**	**1 217**	**239**	**149**	**174**	**455**	**239**	**807**	**3 786**

	31.12.2024											
	Valeur comptable brute / Montant nominal											
	Expositions performantes			Expositions non performantes								
En millions d'euros	Total	Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours	Total	Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
Comptes à vue auprès de Banques centrales et autres dépôts à vue	**89 379**	**89 379**	**-**	**18**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**18**	**-**	**18**
Prêts et avances	**226 133**	**225 761**	**373**	**3 372**	**1 351**	**80**	**102**	**257**	**344**	**190**	**1 049**	**3 372**
Banques centrales	3 728	3 728	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	11 817	11 817	-	39	0	-	-	-	8	6	25	39
Établissements de crédit	35 851	35 851	-	447	1	-	-	-	39	-	407	447
Autres sociétés financières	6 708	6 708	0	318	0	0	-	-	25	-	293	318
Sociétés non financières	155 487	155 120	368	2 399	1 350	77	59	181	242	176	315	2 399
Dont PME	1 294	1 290	4	51	29	-	2	9	-	3	8	51
Ménages	12 542	12 537	5	169	1	3	43	76	30	8	9	169
Encours des titres de créance	**47 628**	**47 349**	**278**	**24**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**24**	**24**
Banques centrales	4 607	4 607	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	25 322	25 322	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	6 492	6 492	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	5 670	5 392	278	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	5 538	5 538	-	24	-	-	-	-	-	-	24	24
Expositions hors bilan	**495 833**	**-**	**-**	**753**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**753**
Banques centrales	22 315	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	21 001	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	58 619	-	-	30	-	-	-	-	-	-	-	30
Autres sociétés financières	178 087	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Sociétés non financières	212 670	-	-	716	-	-	-	-	-	-	-	716
Ménages	3 141	-	-	5	-	-	-	-	-	-	-	5
TOTAL	**858 973**	**362 489**	**651**	**4 167**	**1 351**	**80**	**102**	**257**	**344**	**208**	**1 073**	**4 167**

▶ Expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes (CR1)

	31.12.2025														
	Valeur comptable brute / montant nominal						Dépréciation cumulée, variation négative cumulée de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Passages en perte	Sûretés reçues et garanties financières reçues	
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - dépréciations cumulée et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
En millions d'euros		Dont Bucket 1	Dont Bucket 2		Dont Bucket 2	Dont Bucket 3		Dont Bucket 1	Dont Bucket 2		Dont Bucket 2	Dont Bucket 3			
Comptes à vue auprès de Banques centrales et autres dépôts à vue	**97 372**	**97 368**	**5**	**-**	**-**	**-**	**(1)**	**(1)**	**(0)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Prêts et avances	**236 025**	**210 492**	**25 533**	**3 257**	**-**	**3 257**	**(856)**	**(197)**	**(659)**	**(1 837)**	**-**	**(1 837)**	**-**	**112 360**	**784**
Banques centrales	4 495	4 392	103	-	-	-	(9)	(0)	(8)	-	-	-	-	4 259	-
Administrations publiques	11 650	10 044	1 607	39	-	39	(25)	(8)	(16)	(37)	-	(37)	-	4 819	-
Établissements de crédit	38 273	38 068	205	401	-	401	(20)	(19)	(0)	(364)	-	(364)	-	4 832	-
Autres sociétés financières	9 624	9 598	27	257	-	257	(4)	(3)	(1)	(257)	-	(257)	-	5 203	-
Sociétés non financières	158 335	134 821	23 514	2 345	-	2 345	(797)	(165)	(632)	(1 115)	-	(1 115)	-	83 683	639
Dont PME	1 189	1 100	89	12	-	12	(8)	(2)	(6)	(9)	-	(9)	-	759	3
Ménages	13 647	13 569	78	215	-	215	(2)	(2)	(0)	(65)	-	(65)	-	9 564	145
Encours des titres de créance	**48 077**	**47 570**	**492**	**23**	**-**	**23**	**(25)**	**(23)**	**(3)**	**(23)**	**-**	**(23)**	**-**	**52**	**-**
Banques centrales	4 539	4 539	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	24 737	24 737	-	0	-	0	(16)	(16)	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	7 125	7 121	-	-	-	-	(3)	(3)	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	4 555	4 278	266	-	-	-	(3)	(2)	(1)	-	-	-	-	27	-
Sociétés non financières	7 121	6 895	226	23	-	23	(3)	(1)	(2)	(23)	-	(23)	-	25	-
Expositions hors bilan	**509 502**	**488 921**	**20 581**	**507**	**-**	**507**	**(414)**	**(119)**	**(295)**	**(115)**	**-**	**(115)**	**-**	**58 736**	**129**
Banques centrales	23 987	23 987	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	18 632	17 144	1 488	-	-	-	(20)	(4)	(15)	-	-	-	-	2 571	-
Établissements de crédit	52 748	52 356	392	6	-	6	(11)	(10)	(0)	(0)	-	(0)	-	997	-
Autres sociétés financières	183 572	183 564	8	-	-	-	(5)	(5)	-	-	-	-	-	3 515	-
Sociétés non financières	227 014	208 356	18 658	500	-	500	(377)	(98)	(280)	(115)	-	(115)	-	51 623	129
Ménages	3 549	3 514	35	0	-	0	(1)	(1)	(0)	(0)	-	(0)	-	29	-
TOTAL	**890 977**	**844 351**	**46 610**	**3 786**	**-**	**3 786**	**(1 297)**	**(340)**	**(957)**	**(1 975)**	**-**	**(1 975)**	**-**	**171 148**	**912**

	31.12.2024														
	Valeur comptable brute / montant nominal						Dépréciations cumulées, variation négative cumulée de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions						Sortie partielle du bilan cumulée	Sûretés reçues et garanties financières reçues	
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - dépréciations cumulée et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions s					
En millions d'euros		Dont Bucket 1	Dont Bucket 2		Dont Bucket 2	Dont Bucket 3		Dont Bucket 1	Dont Bucket 2		Dont Bucket 2	Dont Bucket 3		Pour les exposi-tions perfor-mantes	Pour les exposi-tions non perfor-mantes
Comptes à vue auprès de Banques centrales et autres dépôts à vue	**89 379**	**89 376**	**2**	**18**	**-**	**18**	**(3)**	**(2)**	**(1)**	**(18)**	**-**	**(18)**	**-**	**-**	**-**
Prêts et avances	**226 133**	**205 811**	**20 322**	**3 372**	**-**	**3 372**	**(923)**	**(205)**	**(718)**	**(1 932)**	**-**	**(1 932)**	**-**	**107 432**	**908**
Banques centrales	3 728	3 647	81	-	-	-	(6)	(0)	(6)	-	-	-	-	3 507	-
Administrations publiques	11 817	10 783	1 034	39	-	39	(14)	(8)	(7)	(37)	-	(37)	-	5 577	-
Établissements de crédit	35 851	35 744	107	447	-	447	(16)	(16)	(0)	(398)	-	(398)	-	2 370	-
Autres sociétés financières	6 708	6 583	126	318	-	318	(14)	(3)	(11)	(308)	-	(308)	-	4 367	0
Sociétés non financières	155 487	136 602	18 885	2 399	-	2 399	(871)	(178)	(693)	(1 143)	-	(1 143)	-	82 670	793
Dont PME	1 294	1 271	23	51	-	51	(3)	(2)	(1)	(15)	-	(15)	-	759	34
Ménages	12 542	12 453	89	169	-	169	(2)	(1)	(1)	(45)	-	(45)	-	8 940	115
Encours des titres de créance	**47 628**	**47 315**	**296**	**24**	**-**	**24**	**(21)**	**(20)**	**(1)**	**(24)**	**-**	**(24)**	**-**	**331**	**-**
Banques centrales	4 607	4 607	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	25 322	25 322	0	-	-	-	(15)	(15)	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	6 492	6 488	-	-	-	-	(3)	(3)	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	5 670	5 379	278	-	-	-	(2)	(1)	(0)	-	-	-	-	315	-
Sociétés non financières	5 538	5 519	18	24	-	24	(1)	(1)	(1)	(24)	-	(24)	-	16	-
Expositions hors bilan	**495 833**	**481 997**	**13 836**	**753**	**-**	**753**	**(427)**	**(152)**	**(275)**	**(190)**	**-**	**(190)**	**-**	**62 674**	**180**
Banques centrales	22 315	22 315	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	21 001	20 259	742	-	-	-	(14)	(4)	(11)	-	-	-	-	3 244	-
Établissements de crédit	58 619	58 557	62	30	-	30	(12)	(11)	(1)	(0)	-	(0)	-	1 651	-
Autres sociétés financières	178 087	177 921	166	2	-	2	(8)	(7)	(1)	(1)	-	(1)	-	2 421	-
Sociétés non financières	212 670	199 835	12 835	716	-	716	(392)	(130)	(262)	(188)	-	(188)	-	55 231	180
Ménages	3 141	3 110	31	5	-	5	(1)	(0)	(0)	(0)	-	(0)	-	128	-
TOTAL	**858 973**	**824 500**	**34 457**	**4 167**	**-**	**4 167**	**(1 373)**	**(379)**	**(994)**	**(2 163)**	**-**	**(2 163)**	**-**	**170 437**	**1 087**

▶ Variations du stock de prêts et avances non performants (CR2)

		31.12.2025
En millions d'euros		Valeur comptable brute
1	**Stock initial de prêts et avances non performants (31.12.2024)**	**3 372**
2	Entrées dans les portefeuilles non performants	945
3	Sorties hors des portefeuilles non performants	(1 060)
4	Sorties dues à des sorties de bilan	-
5	Sorties dues à d'autres situations	-
6	**Stock final de prêts et avances non performants (31.12.2025)**	**3 257**

		31.12.2024
En millions d'euros		Valeur comptable brute
1	**Stock initial de prêts et avances non performants (31.12.2023)**	**4 280**
2	Entrées dans les portefeuilles non performants	445
3	Sorties hors des portefeuilles non performants	(1 353)
4	Sorties dues à des sorties de bilan	-
5	Sorties dues à d'autres situations	-
6	**Stock final de prêts et avances non performants (31.12.2024)**	**3 372**

▶ Sûretés obtenues par prise de possession et processus d'exécution (CQ7)

		31.12.2025		31.12.2024	
		Sûretés obtenues par prise de possession		Sûretés obtenues par prise de possession	
En millions d'euros		Valeur à la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées	Valeur lors de la comptabilisation initiale	Variations négatives cumulées
010	Immobilisations corporelles	-	-	-	-
020	Autres qu'immobilisations corporelles	-	-	-	-
030	Biens immobiliers résidentiels	-	-	-	-
040	Biens immobiliers commerciaux	-	-	-	-
050	Biens meubles (automobiles, navires etc.)	-	-	-	-
060	Actions et titres de créance	-	-	-	-
070	Autres sûretés	-	-	-	-
080	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**

▶ Qualité des expositions non performantes par situation géographique (CQ4)

		31.12.2025							
		Valeur comptable brute/montant nominal							
			Dont non performantes		Dont soumises à dépréciation	Dépréciation cumulée	Provisions relatives aux engagements hors bilan et garanties financières données	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes	
En millions d'euros				Dont en défaut					
10	**Expositions au bilan**	**384 754**	**3 280**	**3 280**	**384 739**	**(2 743)**	**-**	**-**	**-**
20	**Europe**	**200 557**	**1 639**	**1 639**	**200 547**	**(1 289)**	**-**	**-**	**-**
	France	93 418	932	932	93 417	(505)	-	-	-
	Royaume-Uni	19 476	23	23	19 476	(78)	-	-	-
	Italie	15 999	65	65	15 999	(110)	-	-	-
	Luxembourg	13 949	69	69	13 943	(66)	-	-	-
	Russie	746	162	162	746	(192)	-	-	-
	Autres (Europe)	56 969	387	387	56 966	(337)	-	-	-
30	**Asie et Océanie**	**100 534**	**256**	**256**	**100 534**	**(209)**	**-**	**-**	**-**
	Japon	64 368	0	0	64 368	(8)	-	-	-
	Singapour	8 939	114	114	8 938	(116)	-	-	-
	Australie	5 580	33	33	5 580	(19)	-	-	-
	Hong Kong	4 958	41	41	4 958	(9)	-	-	-
	Autres (Asie et Océanie)	16 688	68	68	16 688	(57)	-	-	-
40	**Amérique du nord**	**50 638**	**487**	**487**	**50 634**	**(378)**	**-**	**-**	**-**
	États-Unis	45 670	411	411	45 666	(318)	-	-	-
	Autres (Amérique du nord)	4 968	75	75	4 968	(60)	-	-	-
50	**Amérique centrale et du sud**	**13 187**	**539**	**539**	**13 187**	**(506)**	**-**	**-**	**-**
60	**Afrique et Moyen orient**	**19 837**	**359**	**359**	**19 837**	**(361)**	**-**	**-**	**-**
	Arabie Saoudite	5 140	58	58	5 140	(63)	-	-	-
	Qatar	4 658	-	-	4 658	(5)	-	-	-
	Émirats Arabes Unis	3 668	9	9	3 668	(9)	-	-	-
	Autres (Afrique et Moyen Orient)	6 371	293	293	6 371	(284)	-	-	-
70	**Autres pays**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
80	**Expositions hors bilan**	**510 009**	**507**	**507**	**-**	**-**	**529**	**-**	**-**
90	**Europe**	**260 080**	**356**	**356**	**-**	**-**	**306**	**-**	**-**
	France	129 204	103	103	-	-	95	-	-
	Royaume-Uni	32 416	-	-	-	-	24	-	-
	Luxembourg	18 137	0	0	-	-	18	-	-
	Allemagne	17 955	3	3	-	-	29	-	-
	Italie	15 141	-	-	-	-	16	-	-
	Pays-Bas	5 910	243	243	-	-	58	-	-
	Autres (Europe)	41 316	7	7	-	-	66	-	-
100	**Asie et Océanie**	**32 114**	**79**	**79**	**-**	**-**	**53**	**-**	**-**
	Japon	6 962	-	-	-	-	1	-	-
	Corée du Sud	5 679	-	-	-	-	1	-	-
	Singapour	3 933	1	1	-	-	1	-	-
	Autres (Asie et Océanie)	15 541	78	78	-	-	50	-	-
110	**Amérique du nord**	**200 391**	**68**	**68**	**-**	**-**	**132**	**-**	**-**
	États-Unis	194 750	52	52	-	-	123	-	-
	Autres (Amérique du nord)	5 640	17	17	-	-	9	-	-
120	**Amérique centrale et du sud**	**8 711**	**3**	**3**	**-**	**-**	**11**	**-**	**-**
130	**Afrique et Moyen orient**	**8 714**	**0**	**0**	**-**	**-**	**28**	**-**	**-**
140	**Autres pays**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
150	**TOTAL**	**894 763**	**3 786**	**3 786**	**384 739**	**(2 743)**	**529**	-	**-**

L'état CQ4 (qualité des expositions non performantes par situation géographique) remplace l'état RC1-C (qualité de crédit des expositions par zone géographique) dans le cadre de l'application du règlement (UE) n°2019/876 (CRR2) depuis le 30 juin 2021.

L'état CQ4 distingue le bilan du hors bilan contrairement au CR1-C.

Sur l'état CQ4, la trésorerie, comptes à vue auprès de Banques centrales et autres dépôts à vue ont été sortis du périmètre de la ligne des expositions au bilan pour suivre la présentation.réglementaire de l'EBA (suite à la mise à jour du mapping tool du 22/05/2025) pour être cohérent avec les autres états Pilier 3 : CQ1, CQ3, CR1 qui intégraient déjà cette ligne.

		31.12.2024							
		Valeur comptable brute/montant nominal				Dépréciation cumulée	Provisions relatives aux engagements hors bilan et garanties financières données	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes	
			Dont non performantes		Dont soumises à dépréciation				
En millions d'euros				Dont en défaut					
10	**Expositions au bilan**	**277 157**	**3 396**	**3 396**	**277 141**	**(2 900)**	**-**	**-**	**-**
20	**Europe**	**166 490**	**1 463**	**1 463**	**166 478**	**(1 284)**	**-**	**-**	**-**
	France	75 780	502	502	75 779	(451)	-	-	-
	Italie	13 497	125	125	13 497	(131)	-	-	-
	Royaume-Uni	12 647	26	26	12 647	(57)	-	-	-
	Luxembourg	12 218	36	36	12 211	(91)	-	-	-
	Russie	1 058	286	286	1 058	(259)	-	-	-
	Autres (Europe)	51 288	489	489	51 285	(295)	-	-	-
30	**Asie et Océanie**	**43 028**	**394**	**394**	**43 028**	**(245)**	**-**	**-**	**-**
	Singapour	8 655	131	131	8 655	(134)	-	-	-
	Japon	8 235	-	-	8 235	(8)	-	-	-
	Hong Kong	5 327	53	53	5 327	(7)	-	-	-
	Australie	4 660	-	-	4 660	(17)	-	-	-
	Autres (Asie et Océanie)	16 150	211	211	16 150	(79)			
40	**Amérique du nord**	**37 587**	**350**	**350**	**37 583**	**(346)**	**-**	**-**	**-**
	États-Unis	31 541	264	264	31 537	(276)	-	-	-
	Autres (Amérique du nord)	6 045	86	86	6 045	(69)	-	-	-
50	**Amérique centrale et du sud**	**12 525**	**723**	**723**	**12 525**	**(602)**	**-**	**-**	**-**
60	**Afrique et Moyen orient**	**17 528**	**465**	**465**	**17 528**	**(423)**	**-**	**-**	**-**
	Qatar	4 650	-	-	4 650	(2)	-	-	-
	Arabie Saoudite	3 574	67	67	3 574	(69)	-	-	-
	Émirats Arabes Unis	3 567	23	23	3 567	(24)	-	-	-
	Autres (Afrique et Moyen Orient)	5 738	375	375	5 738	(327)	-	-	-
70	**Autres pays**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
80	**Expositions hors bilan**	**496 586**	**753**	**753**	**-**	**-**	**617**	**-**	**-**
90	**Europe**	**257 623**	**584**	**584**	**-**	**-**	**372**	**-**	**-**
	France	126 610	201	201	-	-	115	-	-
	Royaume-Uni	30 476	-	-	-	-	26	-	-
	Allemagne	21 731	1	1	-	-	17	-	-
	Italie	17 321	3	3	-	-	20	-	-
	Luxembourg	12 721	3	3	-	-	14	-	-
	Pays Bas	8 893	329	329	-	-	103	-	-
	Autres (Europe)	39 872	47	47	-	-	75	-	-
100	**Asie et Océanie**	**30 549**	**97**	**97**	**-**	**-**	**51**	**-**	**-**
	Japon	7 781	-	-	-	-	2	-	-
	Singapour	5 559	1	1	-	-	1	-	-
	Autres (Asie et Océanie)	17 209	96	96	-	-	48	-	-
110	**Amérique du nord**	**192 244**	**43**	**43**	**-**	**-**	**138**	**-**	**-**
	États-Unis	186 851	24	24	-	-	131	-	-
	Autres (Amérique du nord)	5 392	19	19	-	-	7	-	-
120	**Amérique centrale et du sud**	**7 736**	**5**	**5**	**-**	**-**	**32**	-	**-**
130	**Afrique et Moyen orient**	**8 434**	**23**	**23**	**-**	**-**	**24**	**-**	**-**
140	**Autres pays**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
150	**TOTAL**	**773 743**	**4 149**	**4 149**	**277 141**	**(2 900)**	**617**	-	**-**

▶ Qualité de crédit des prêts et avances accordés à des entreprises non financières par branche d'activité (CQ5)

		31.12.2025					
		Valeur comptable brute					
			Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation	Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
En millions d'euros				Dont en défaut			
010	Agriculture, sylviculture et pêche	946	82	82	946	(79)	-
020	Industries extractives	5 058	93	93	5 058	(163)	-
030	Secteur manufacturier	33 251	253	253	33 251	(239)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	22 718	256	256	22 718	(178)	-
050	Distribution d'eau	1 168	-	-	1 168	(5)	-
060	Construction	4 589	204	204	4 589	(104)	-
070	Commerce de gros et de détail	14 018	470	470	14 018	(358)	-
080	Transports et entreposage	22 229	362	362	22 229	(201)	-
090	Hébergement et restauration	2 823	58	58	2 823	(44)	-
100	Information et communication	17 690	346	346	17 690	(235)	-
110	Activités de finance et d'assurance	15 954	20	20	15 954	(38)	-
120	Activités immobilières	11 021	147	147	11 021	(125)	-
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 861	30	30	1 861	(22)	-
140	Activités de services administratifs et de soutien	3 749	8	8	3 749	(38)	-
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	283	-	-	283	(0)	-
160	Enseignement	27	-	-	27	(0)	-
170	Services de santé humaine et action sociale	1 750	17	17	1 750	(64)	-
180	Arts, spectacles et activités récréatives	244	-	-	244	(2)	-
190	Autres services	1 302	-	-	1 302	(16)	-
200	**TOTAL**	**160 680**	**2 345**	**2 345**	**160 680**	**(1 912)**	**-**

		31.12.2024					
		Valeur comptable brute					
			Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation	Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
En millions d'euros				Dont en défaut			
010	Agriculture, sylviculture et pêche	840	92	92	840	(82)	-
020	Industries extractives	6 765	189	189	6 765	(212)	-
030	Secteur manufacturier	34 151	286	286	34 151	(235)	-
040	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	22 566	422	422	22 566	(217)	-
050	Distribution d'eau	1 101	-	-	1 101	(3)	-
060	Construction	4 322	158	158	4 322	(108)	-
070	Commerce de gros et de détail	14 089	404	404	14 089	(393)	-
080	Transports et entreposage	22 724	525	525	22 724	(216)	-
090	Hébergement et restauration	2 629	18	18	2 629	(35)	-
100	Information et communication	14 565	-	-	14 565	(95)	-
110	Activités de finance et d'assurance	14 605	4	4	14 605	(48)	-
120	Activités immobilières	10 525	229	229	10 525	(223)	-
130	Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 749	44	44	1 749	(27)	-
140	Activités de services administratifs et de soutien	3 678	8	8	3 678	(36)	-
150	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	76	-	-	76	(0)	-
160	Enseignement	29	-	-	29	(0)	-
170	Services de santé humaine et action sociale	1 925	18	18	1 925	(76)	-
180	Arts, spectacles et activités récréatives	296	-	-	296	(7)	-
190	Autres services	1 251	2	2	1 251	(2)	-
200	**TOTAL**	**157 887**	**2 399**	**2 399**	**157 887**	**(2 014)**	**-**

L'état CQ5 (qualité de crédit des prêts et avances accordés à des entreprises non financières par branche d'activité) remplace l'état RC1-B (qualité des expositions de crédit par secteur ou type de contrepartie) dans le cadre de l'application du règlement (UE) n°2019/876 (CRR2) depuis le 30 juin 2021.

L'état CQ5 présente les éléments de bilan par branche d'activité. Il ne tient pas compte des titres de dettes, ni des prêts et créances sur les administrations centrales et Banques centrales, les établissements de crédit et les ménages.

▶ Échéance des expositions (CR1-A)

		31.12.2025					
En millions d'euros		À vue [1]	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
1	Prêts et avances	1 690	281 225	106 088	30 179	-	419 183
2	Titres de créances	-	28 404	40 759	43 583	-	112 746
3	**TOTAL**	**1 690**	**309 629**	**146 847**	**73 763**	**-**	**531 929**

[1] Le paramétrage de la colonne « À vue » a évolué entre la première production et le 31 décembre 2021. Cette colonne est désormais alimentée pour le périmètre des prêts et avances.

		31.12.2024					
En millions d'euros		À vue	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Aucune échéance déclarée	Total
1	Prêts et avances	4 674	274 230	97 267	24 756	2	400 929
2	Titres de créances	-	22 759	34 003	36 815	-	93 577
3	**TOTAL**	**4 674**	**296 989**	**131 270**	**61 571**	**2**	**494 506**

S'agissant des définitions sur les actifs en souffrance, dépréciés, en défaut, provisionnés ou restructurés (EU CRB), se reporter aux parties du présent document :

- expositions en souffrance, dépréciées, en défaut, figurant dans la note 1 des notes annexes aux états financiers consolidés sections « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » et « Restructurations pour cause de difficultés financières » du Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel ;
- les méthodes de détermination des ajustements pour risque de crédit général et spécifique font l'objet d'une description dans la partie « Application de la norme IFRS 9 » de la section 2.4.5 « Expositions » du Chapitre 5 « Risques et pilier 3 », traitant notamment de la détermination des montants de pertes attendues ;
- concernant les expositions restructurées, la définition figure dans la note 1 des annexes aux états financiers consolidés section « Restructuration pour cause de difficultés financières » du Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel.

3.2.3. Risque de crédit

Depuis fin 2007, l'ACPR a autorisé le groupe Crédit Agricole CIB à utiliser ses systèmes de notations internes pour le calcul des exigences de fonds propres règlementaires au titre du risque de crédit pour l'essentiel de son périmètre.

Les principales filiales ou portefeuilles du groupe Crédit Agricole CIB en méthode standard de mesure du risque de crédit sont les suivants au 31 décembre 2025 :

- Union des Banques Arabes et Françaises (UBAF),
- Crédit Agricole CIB Brésil,
- CA Indosuez Wealth Italy S.P.A,
- Banque Degroof Petercam.

Conformément à l'engagement de passage progressif du Groupe en méthode avancée défini avec l'ACPR en mai 2007 (plan de *roll out*), les travaux sur les principales entités ou portefeuilles encore en méthode standard se poursuivent. Une actualisation du plan de *roll out* est adressée annuellement à l'autorité compétente.

L'utilisation des modèles internes aux fins de calcul des ratios de solvabilité a permis de renforcer la gestion de ses risques par le groupe Crédit Agricole CIB. En particulier, le développement des méthodes « notations internes » a conduit à une collecte systématique et fiabilisée des historiques de défauts et de pertes sur la majorité des entités du Groupe. La constitution de tels historiques de données permet aujourd'hui de quantifier le risque de crédit en associant à chaque grade de notation une probabilité de défaut (PD) moyenne et, pour les approches « notation internes avancées », une perte en cas de défaut *(loss given default*, ou LGD).

En outre, les paramètres des modèles « notations internes » sont utilisés dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques risque et crédits des entités.

Ainsi, les modèles internes de mesure des risques favorisent le développement de saines pratiques de gestion des risques par les entités du groupe Crédit Agricole CIB et améliorent l'efficacité du processus d'allocation des fonds propres en permettant une mesure plus fine de la consommation de ceux-ci par ligne de métier et par entité.

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT EN APPROCHE STANDARD

◆ Évaluation de crédit en approche standard

Le Groupe Crédit Agricole fait dorénavant appel à des organismes externes d'évaluation de crédit pour pondérer l'essentiel de ses expositions traitées en méthode standard. Les expositions restantes font l'objet de pondérations forfaitaires (similaire à Bâle I).

Les catégories d'expositions traitées en méthode standard sont classées suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des 16 catégories définies dans l'article 112 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013. Les pondérations appliquées sur ces mêmes encours sont calculées conformément aux articles 114 à 134 dudit règlement.

Pour les catégories d'exposition « Administrations centrales et Banques centrales » et « Établissements », Crédit Agricole (et ses filiales) a choisi en approche standard d'utiliser les évaluations de l'agence de notation Moody's pour évaluer le risque.

Ainsi, lorsque l'évaluation de crédit de la contrepartie par l'agence de notation est connue, elle est utilisée pour déterminer la pondération applicable. S'agissant des contreparties des catégories d'exposition « Établissements » ou « Entreprises » dont l'évaluation de crédit n'est pas connue, la pondération retenue est déterminée en tenant compte de l'évaluation de crédit de la juridiction de l'administration centrale dans laquelle est constituée cette contrepartie, conformément aux dispositions des articles 121 et 122 du règlement précité.

S'agissant des expositions sur instruments de dette du portefeuille bancaire, la règle retenue consiste à appliquer le taux de pondération de l'émetteur. Ce taux est déterminé selon les règles décrites dans le paragraphe précédent.

▶ Approche standard – Exposition au risque de crédit et effets de l'ARC (CR4)

En millions d'euros		31.12.2025					
		Expositions avant prise en compte des CCF et CRM		Expositions après prise en compte des CCF et CRM		RWA et densité des RWA	
Classes d'actifs		Montants au bilan	Montants hors bilan	Montants au bilan	Montants hors bilan	RWA	Densité des RWA
1	Administrations centrales ou Banques centrales	2 736	42	2 736	16	895	32,53 %
2	Entités du secteur public ne relevant pas de l'administration centrale	401	-	401	-	4	0,99 %
EU 2a	Administrations régionales ou locales	240	-	240	-	-	0,00 %
EU 2b	Entités du secteur public	161	-	161	-	4	2,47 %
3	Banques multilatérales de développement	114	-	114	-	14	12,39 %
EU 3a	Organisations internationales	52	-	52	-	-	0,00 %
4	Établissements	3 444	546	20 461	210	1 058	5,12 %
5	Obligations garanties	660	-	660	-	66	10,00 %
6	Entreprises	19 583	2 095	2 258	569	2 721	96,24 %
6,1	Dont: Financement spécialisé	-	222	-	217	259	119,10 %
7	Expositions sur créances subordonnées et sur actions	499	1	498	1	1 191	238,37 %
EU 7a	Expositions sur créances subordonnées						
EU 7b	Actions	499	1	498	1	1 191	238,37 %
8	Clientèle de détail	2 447	437	1 132	87	943	77,35 %
9	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers et expositions ADC	147	1	110	-	89	80,75 %
9.1	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – non IPRE	79	1	45	-	24	52,13 %
9.2	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers résidentiels – IPRE	23	0	21	-	22	103,80 %
9.3	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – non IPRE	2	-	2	-	1	60,00 %
9.4	Garanties par des hypothèques sur des biens immobiliers commerciaux – IPRE	43	-	42	-	42	101,47 %
9.5	Acquisition de terrains, promotion immobilière et construction (ADC)	-	-	-	-	-	0,00 %
10	Expositions en défaut	154	9	17	4	25	124,67 %
EU 10a	Créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation du crédit à court terme						
EU 10b	Organismes de placement collectif (OPC)	6	-	6	-	4	73,39 %
EU 10c	Autres éléments	4 568	-	4 568	-	4 005	87,67 %
12	**TOTAL**	**34 809**	**3 132**	**33 012**	**888**	**11 016**	**32,49 %**

En millions d'euros		31.12.2024					
		Expositions avant CCF et avant ARC		Expositions après CCF et après ARC		RWA et densité des RWA	
Classes d'actifs		Montants au bilan	Montants hors bilan	Montants au bilan	Montants hors bilan	RWA	Densité des RWA
1	Administration centrales et Banques centrales	3 035	15	3 035	6	893	29,35 %
2	Administration régionales ou locales	369	-	369	-	4	1,21 %
3	Entités du secteur public	335	1	335	0	16	4,80 %
4	Banques multilatérales de développement	162	-	162	-	24	14,47 %
5	Organisations internationales	111	-	111	-	-	0,00 %
6	Banques (établissements)	4 023	702	20 878	467	892	4,18 %
7	Entreprises	20 910	1 079	3 004	465	3 337	96,20 %
8	Clientèle de détail	917	171	408	55	341	73,80 %
9	Garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	135	13	100	4	48	46,31 %
10	Expositions en défaut (prêts en souffrance)	131	1	49	0	67	136,38 %
11	Expositions présentant un risque particulièrement élevé	7	2	7	2	14	150,00 %
12	Obligations garanties	1 320	-	1 320	-	132	10,00 %
13	Établissements et entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme						
14	Organismes de placement collectif	16	4	16	2	88	492,40 %
15	Actions	64	-	64	-	72	112,14 %
16	Autres actifs	5 224	0	5 224	0	4 345	83,17 %
17	**TOTAL**	**36 761**	**1 987**	**35 082**	**1 001**	**10 273**	**28,47 %**

EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT EN APPROCHE NOTATION INTERNE

Les encours de crédit sont classés suivant la nature de la contrepartie et le type de produit financier dans l'une des sept catégories d'expositions décrites ci-dessous, définies par l'article 147 du règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement :

- la catégorie d'exposition « Administrations centrales et Banques centrales » regroupe outre les expositions sur les administrations et Banques centrales, les expositions sur certaines administrations régionales et locales ou sur les entités du secteur public qui sont traitées comme des administrations centrales ainsi que certaines banques multilatérales de développement et des organisations internationales ;
- la catégorie d'exposition « Établissements » correspond aux expositions sur les établissements de crédit et sur les entreprises d'investissement, y compris ceux reconnus de pays tiers. Cette catégorie inclut également certaines expositions sur des administrations régionales et locales, des entités du secteur public et des banques multilatérales de développement qui ne sont pas traitées comme des administrations centrales ;
- la catégorie d'exposition « Entreprises » distingue les grandes entreprises et les petites et moyennes entreprises dont le traitement prudentiel diffère ;
- la catégorie d'exposition « Clientèle de détail » distingue les prêts à l'habitat, les crédits *revolving*, les autres crédits aux particuliers et aux petites et moyennes entités ;
- la catégorie d'exposition « Actions » correspond aux expositions qui confèrent des droits résiduels et subordonnés sur les actifs ou le revenu de l'émetteur, ou qui présentent une nature économique similaire ;
- la catégorie d'exposition « Titrisation » regroupe les expositions sur une opération ou un montage de titrisation, y compris celles résultant de contrats dérivés sur taux d'intérêt ou sur taux de change, indépendamment du rôle tenu par l'établissement qu'il soit originateur, sponsor ou investisseur ;
- la catégorie d'exposition « Autres actifs ne correspondant pas à une obligation de crédit » inclut principalement les immobilisations et les comptes de régularisation.

◆ Utilisation des dérivés de crédit en couverture

Effet des dérivés de crédit employés comme techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC) sur les actifs pondérés des risques (RWA) en notations internes.

▶ Approche NI – Effet sur les RWA des dérivés de crédit utilisés comme techniques d'ARC (CR7)

		31.12.2025	
En millions d'euros		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré réel
1	Administrations centrales et banques centrales – approche NI simple	-	-
EU 1a	Administrations régionales et locales – approche NI simple	83	83
EU 1b	Entités du secteur public – approche NI simple	511	511
2	Administrations centrales et banques centrales – approche NI avancée	2 323	2 323
EU 2a	Administrations régionales et locales – approche NI avancée	-	-
EU 2b	Entités du secteur public – approche NI avancée	-	-
3	Établissements – approche NI simple	3 710	3 728
5	Entreprises – approche NI simple	39 109	38 718
EU 5a	Entreprises – Générales	39 109	38 718
EU 5b	Entreprises – Financement spécialisé	-	-
EU 5c	Entreprises – Créances achetées	-	-
6	Entreprises – approche NI avancée	22 369	22 368
EU 6a	Entreprises – Générales	6 583	6 582
EU 6b	Entreprises – Financement spécialisé	15 786	15 786
EU 6c	Entreprises – Créances achetées	-	-
8a	Clientèle de détail – approche NI avancée	720	720
9	Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles (QRRE)	-	-
10	Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels	31	31
EU10a	Clientèle de détail – Créances achetées	-	-
EU10b	Clientèle de détail – Autres expositions sur la clientèle de détail	689	689
17	**Expositions faisant l'objet de l'approche NI simple**	**43 414**	**43 040**
18	**Expositions faisant l'objet de l'approche NI avancée**	**25 412**	**25 411**
19	**Total des expositions**	**68 826**	**68 451**

En millions d'euros		31.12.2024	
		Montant d'exposition pondéré avant dérivés de crédit	Montant d'exposition pondéré réel
1	**Expositions dans le cadre de l'approche IRB-F**	**2 097**	**2 097**
2	Administrations centrales et Banques centrales	-	-
3	Établissements	3	3
4	Entreprises	2 093	2 093
4.1	Dont entreprises – PME	76	76
4.2	Dont entreprises - financements spécialisés	-	-
5	**Expositions dans le cadre de l'approche IRB-A**	**76 116**	**75 480**
6	Administrations centrales et Banques centrales	2 277	2 277
7	Établissements	3 352	3 457
8	Entreprises	69 722	68 980
8.1	Dont Entreprises – PME	529	529
8.2	Dont Entreprises - Financement spécialisé	13 106	13 106
9	Clientèle de détail	766	766
9.1	Dont clientèle de détail - PME- garanties par une sûreté immobilière	-	-
9.2	Dont clientèle de détail - non-PME - garanties par une sûreté immobilière	-	-
9.3	Dont clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles	-	-
9.4	Dont clientèle de détail – PME - Autres	159	159
9.5	Dont clientèle de détail – non-PME - Autres	607	607
10	**TOTAL (incluant expositions approches NI simple et avancée)**	**78 213**	**77 577**

▶ Approche NI – Informations à publier sur le degré d'utilisation des techniques d'ARC (CR7-A)

En millions d'euros

IRB-A	31.12.2025												
		Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWA
		Protection de Crédit financée										Protection de Crédit non financée		
	Expositions totales	Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des-+A1:N4 expositions couverte par des créances à recouvrer(%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Part des expositions couvertes par des garanties (%)	Part des expositions couvertes par des dérivés de crédit (%)	RWA avec effets de substitution (effet de réduction et effet de substitution)
Administrations centrales et Banques centrales	149 214	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 323
Administrations régionales et locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entités du secteur public	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises	62 636	0,62 %	1,05 %	0,55 %	0,03 %	0,47 %	1,19 %	-	-	-	-	-	22 368
Entreprises – Générales	9 319	4,19 %	6,39 %	3,01 %	0,23 %	3,15 %	2,93 %	-	-	-	-	-	6 582
Entreprises – Financement spécialisé	53 317	-	0,12 %	0,12 %	-	-	0,88 %	-	-	-	-	-	15 786
Entreprises – Créances achetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	15 768	8,09 %	19,33 %	19,33 %	-	0,00 %	29,99 %	-	-	-	-	-	720
Clientèle de détail - Expositions renouvelables éligibles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail – Garanties par des biens immobiliers résidentiels	857	-	93,36 %	93,36 %	-	-	1,35 %	-	-	-	-	-	31
Clientèle de détail – Créances achetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail – Autres expositions sur la clientèle de détail	14 911	8,56 %	15,08 %	15,08 %	-	0,00 %	31,63 %	-	-	-	-	-	689
TOTAL	**227 618**	**0,73 %**	**1,63 %**	**1,49 %**	**0,01 %**	**0,13 %**	**2,40 %**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**25 411**

En millions d'euros

IRB-F	31.12.2025												
		Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWA
		Protection de Crédit financée									Protection de Crédit non financée		
	Expositions totales	Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Part des expositions couvertes par des garanties (%)	Part des expositions couvertes par des dérivés de crédit (%)	RWA avec effets de substitution (effet de réduction et effet de substitution)
Administrations centrales et Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations régionales et locales	361	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83
Entités du secteur public	2 208	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	511
Établissements	58 184	0,67 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %	-	-	-	-	-	-	3 728
Entreprises	121 106	1,12 %	5,13 %	0,42 %	1,18 %	3,53 %	-	-	-	-	-	-	38 718
Entreprises – Générales	121 106	1,12 %	5,13 %	0,42 %	1,18 %	3,53 %	-	-	-	-	-	-	38 718
Entreprises – Financement spécialisé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises – Créances achetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**181 859**	**0,96 %**	**3,42 %**	**0,28 %**	**0,79 %**	**2,35 %**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**43 040**

En millions d'euros

	31.12.2024												
		Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWA
		Protection de Crédit financée									Protection de Crédit non financée		
IRB-A	Expositions totales	Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Part des expositions couvertes par des garanties (%)	Part des expositions couvertes par des dérivés de crédit (%)	RWA avec effets de substitution (effet de réduction et effet de substitution)
Administrations centrales et Banques centrales	144 574	0,01 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 277
Etablissements	58 795	0,36 %	-	-	-	-	0,00 %	0,00 %	-	-	-	-	3 457
Entreprises	215 349	1,96 %	10,51 %	4,76 %	-	5,76 %	-	-	-	-	-	-	68 980
Dont entreprises - PME	1 124	5,00 %	0,00%	0,00 %	-	-	-	-	-	-	-	-	529
Dont entreprises - Financement spécialisé	48 872	1,04 %	45,59 %	20,22 %	-	25,37 %	-	-	-	-	-	-	13 106
Dont entreprises - Autres	165 353	2,21 %	0,22 %	0,22 %	-	-	-	-	-	-	-	-	55 345
Clientèle de détail	15 900	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	766
Dont clientèle de détail - Biens immobiliers PME	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont clientèle de détail - Biens immobiliers non-PME	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont clientèle de détail - Expositions renouvelables éligibles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont clientèle de détail - Autres PME	1 718	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	159
Dont clientèle de détail - Autres non-PME	14 182	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	607
TOTAL	**434 619**	**1,02 %**	**5,21 %**	**2,36 %**	**-**	**2,85 %**	**0,00 %**	**0,00 %**	**-**	**-**	**-**	**-**	**75 480**

En millions d'euros	31.12.2024												
		Techniques d'atténuation du risque de crédit											Techniques d'atténuation du risque de crédit dans le calcul des RWA
		Protection de Crédit financée									Protection de Crédit non financée		
IRB-F	Expositions totales	Partie des expositions couverte par des sûretés financières (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés éligibles (%)	Partie des expositions couverte par des sûretés immobilières (%)	Partie des expositions couverte par des créances à recouvrer (%)	Partie des expositions couverte par d'autres sûretés réelles (%)	Partie des expositions couverte par d'autres formes de protection de crédit financée (%)	Partie des expositions couverte par des dépôts en espèces (%)	Partie des expositions couverte par des polices d'assurance vie (%)	Partie des expositions couverte par des instruments détenus par un tiers (%)	Part des expositions couvertes par des garanties (%)	Part des expositions couvertes par des dérivés de crédit (%)	RWA avec effets de substitution (effet de réduction et effet de substitution)
Administrations centrales et Banques centrales	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions	430	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Entreprises	5 567	0,32 %	2,34 %	2,34 %	0,00 %	-	-	-	-	-	-	-	2 093
Dont entreprises - PME	136	12,46 %	17,43 %	17,43 %	0,00 %	-	-	-	-	-	-	-	76
Dont entreprises - Financement spécialisé	-	0,00 %	0,00 %	0,00 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont entreprises - Autres	5 431	0,01 %	1,97 %	1,97 %	0,00 %	-	-	-	-	-	-	-	2 017
TOTAL	**6 003**	**0,29 %**	**2,17 %**	**2,17 %**	**0,00 %**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 097**

◆ Évolution des RWA

▶ États des flux d'actifs pondérés des risques (RWA) pour les expositions au risque de crédit selon l'approche notation interne (CR8)

En millions d'euros		31.12.2025
RWA		
1	**RWA à la fin de la période précédente (30.09.2025)**	**68 204**
2	Taille de l'actif (+/-)	1 136
3	Qualité de l'actif (+/-)	685
4	Mise à jour des modèles (+/-)	432
5	Méthodologie et politiques (+/-)	-
6	Acquisitions et cessions (+/-)	-
7	Variations des taux de change (+/-)	(85)
8	Autres (+/-) [1]	(1 921)
9	**RWA à la fin de la période considérée (31.12.2025)**	**68 451**

[1] *La variation figurant en ligne 8 « Autres (+/-) » du tableau CR8 s'explique principalement par les gains de RWA liés à la titrisation synthétique : au quatrième trimestre, un nouveau programme de titrisation entraine une hausse des gains de RWA.*

3.2.4. Risque de contrepartie

Crédit Agricole CIB, comme sa maison mère, traite le risque de contrepartie pour l'ensemble de ses expositions, que celles-ci soient constituées d'éléments du portefeuille bancaire ou du portefeuille de négociation. Pour les éléments inclus dans le portefeuille de négociation, le risque de contrepartie est traité en conformité avec les dispositions relatives à la surveillance prudentielle des risques de marché.

Le traitement prudentiel du risque de contrepartie pour les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire est défini règlementairement dans le règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 modifié. Pour mesurer l'exposition au risque de contrepartie sur les opérations sur instruments financiers à terme du portefeuille bancaire, le groupe Crédit Agricole CIB utilise la méthode d'évaluation au prix du marché (art. 274) ou la méthode du modèle interne (art. 283).

◆ Évolution des RWA en méthode des modèles internes (IMM)

▶ États des flux des RWA relatifs aux expositions au CCR dans le cadre de l'IMM (CCR7)

En millions d'euros		31.12.2025
RWA		
0010	**RWA à la fin de la période précédente (30.09.2025)**	**7 774**
0020	Taille de l'actif	(408)
0030	Qualité de crédit des contreparties	(142)
0040	Mise à jour des modèles (IMM uniquement)	-
0050	Méthodologie et politiques (IMM uniquement)	-
0060	Acquisitions et cessions	-
0070	Variation des taux de change	289
0080	Autres	(18)
0090	**RWA à la fin de la période considérée (31.12.2025)**	**7 495**

3.2.4.1 TECHNIQUES DE RÉDUCTION DU RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

On entend par :

- sûreté réelle : sûreté ou affectation en garantie équivalente ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition compte tenu du droit de l'établissement assujetti, en cas de défaut ou d'autres évènements de crédit spécifiques relatifs à la contrepartie, de liquider, de conserver, d'obtenir le transfert ou la propriété de certains montants ou actifs ;
- sûreté personnelle : sûreté ayant pour effet de réduire le risque de crédit encouru sur une exposition, compte tenu de l'engagement d'un tiers à payer un montant en cas de défaut de la contrepartie ou d'autres évènements spécifiques.

▶ Techniques d'atténuation du risque de crédit (ARC) - Vue d'ensemble (CR3)

		31.12.2025				
			Valeur comptable garantie			
				Dont garantie par des garanties financières		
En millions d'euros		Valeur comptable non garantie		Dont garantie par des sûretés		Dont garantie par des dérivés de crédit
1	Prêts et avances	220 816	113 144	67 085	46 059	1 223
2	Titres de créance	48 000	52	17	35	-
3	**TOTAL**	**268 815**	**113 196**	**67 102**	**46 093**	**1 223**
4	Dont : expositions non performantes	636	784	611	172	-

		31.12.2024				
			Valeur comptable garantie			
				Dont garantie par des garanties financières		
En millions d'euros		Valeur comptable non garantie		Dont garantie par des sûretés		Dont garantie par des dérivés de crédit
1	Prêts et avances	207 688	108 340	62 750	45 590	1 999
2	Titres de créance	47 276	331	16	315	-
3	**TOTAL**	**254 963**	**108 671**	**62 765**	**45 905**	**1 999**
4	Dont : expositions non performantes	533	908	673	235	-

S'agissant des informations qualitatives sur les techniques d'ARC (EU CRC), elles sont traitées dans la section 2.4.4 « Mécanisme de réduction du risque de crédit » de la partie « Gestion des risques » du Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du présent Document d'enregistrement universel.

3.2.4.2 EXPOSITIONS SUR ACTIONS DU PORTEFEUILLE BANCAIRE

Suite à la mise en application de CRR3, les expositions sous forme d'actions sont pondérées selon la méthode Standard.

3.2.5 Risques de marché

3.2.5.1 EXPOSITION AUX RISQUES DE MARCHÉ DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION

◆ Expositions en méthode modèle interne

▶ **État des flux de RWA relatifs aux expositions au risque de marché dans le cadre de l'approche fondée sur les modèles internes (AMI) (MR2-B)**

		31.12.2025						
En millions d'euros		VaR	SVaR	IRC	Mesure du risque global	Autres	Total des RWA	Total des exigences de fonds propres
1	**RWA à la fin de la précédente période 30.09.2025**	**1 488**	**2 977**	**3 504**			**7 969**	**638**
1a	Ajustement règlementaire	923	1 832	20			2 774	222
1b	RWA à la fin du précédent trimestre (fin de journée)	566	1145	3 484			5 195	416
2	Variations des niveaux de risque	(114)	(16)	(1 093)			(1 223)	(98)
3	Actualisations/modifications du modèle							
4	Méthodologie et politiques							
5	Acquisitions et cessions							
6	Variations des taux de change	(125)	124	(3)			(3)	(0,3)
7	Autres							
8a	RWA à la fin de la période considérée (fin de journée)	327	1 253	2 388			3 969	317
8b	Ajustement règlementaire	792	2 262	756			3 809	305
8	**RWA à la fin de la période considérée 31.12.2025**	**1 119**	**3 515**	**3 144**			**7 778**	**622**

3.3. Risque de liquidité

Dans le cadre des accords de Bâle 3, l'article 451bis du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (*Capital Requirements Regulation*, dit « CRR ») tel que modifié par CRR n°2019/876 (dit « CRR2 ») impose aux établissements assujettis (incluant notamment les établissements de crédit et les entreprises d'investissement) de publier des informations quantitatives et qualitatives relatives au risque de liquidité.

GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ (EU-LIQA)

Les informations développées ci-dessous complètent le dispositif de suivi et de mesure des risques de liquidité décrit dans le Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » section « Gestion des risques » du présent Document d'enregistrement universel.

3.3.1. Stratégie et processus de gestion du risque de liquidité

La stratégie mise en œuvre par le Groupe Crédit Agricole et déclinée au niveau de Crédit Agricole CIB en matière de gestion du risque de liquidité s'articule autour de quelques grands principes :

- une structure de financement qui minimise le risque et des coussins de liquidité conséquents, destinés à permettre à Crédit Agricole CIB de faire face à une éventuelle crise de liquidité ;
- une gestion prudente du risque de liquidité *intraday* ;
- un dispositif robuste de pilotage et d'encadrement du risque de liquidité.

Crédit Agricole CIB s'assure de la diversification de ses sources de financement de marché via des indicateurs dédiés, à la fois pour le court et le long terme. La diversification porte sur la catégorie de la contrepartie (différents acteurs de marché, typologie de clientèle), la devise et le pays de la contrepartie.

3.3.2. Structure et organisation de la fonction de gestion du risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité est coordonnée pour le Groupe Crédit Agricole par la Direction du Pilotage Financier Groupe, au sein de la Direction finance de Crédit Agricole S.A., puis déclinée chez Crédit Agricole CIB.

Le risque de liquidité est encadré et piloté par la Direction financière de Crédit Agricole CIB, à l'aide d'indicateurs de pilotage. Les Directions des risques de Crédit Agricole CIB et de Crédit Agricole S.A. assurent un second regard sur la gestion du risque de liquidité au travers des normes, indicateurs, limites et participent aux instances de gouvernance de la liquidité.

3.3.3. Centralisation de la liquidité et interactions intra-groupe

La Trésorerie réalise la gestion quotidienne globale du refinancement court terme du groupe Crédit Agricole CIB. Le trésorier de chaque centre de trésorerie est responsable de la gestion des activités de refinancement, selon le cadre qui lui a été donné. Il rend compte au trésorier de Crédit Agricole CIB et au Comité actif-passif local.

Le Département *Assets & Liabilities Management* est notamment responsable de l'encadrement des besoins des métiers et de la supervision globale du risque de liquidité dans un cadre de risque validé par le Conseil d'administration. La gestion opérationnelle du refinancement long terme est déléguée au département *ALM Execution*.

3.3.4. Systèmes de reporting et de mesure du risque de liquidité

Dans la pratique, Crédit Agricole CIB alimente l'outil du Groupe Crédit Agricole de mesures des indicateurs de risque de liquidité.

Via un plan de comptes adapté au suivi du risque de liquidité, cet outil permet d'identifier les compartiments homogènes du bilan et véhicule également l'échéancier de chacun d'eux. Il mesure sur base mensuelle ou trimestrielle les différents indicateurs normés par le Groupe Crédit Agricole :

- les indicateurs du modèle interne de liquidité : bilan de liquidité, réserves, *stress* scénarios, concentration du refinancement court terme et long terme etc. ;
- les indicateurs règlementaires : LCR, NSFR et ALMM.

Ce dispositif est complété d'outils de gestion apportant une vision quotidienne de certains risques (liquidité *intraday*, production quotidienne du LCR).

La gestion de la liquidité est également intégrée au processus de planification de Crédit Agricole CIB. Ainsi le bilan est projeté, notamment dans le cadre des exercices budgétaires, du Plan Moyen-Terme ou de *stress tests*.

3.3.5. Couverture du risque de liquidité

Les politiques de gestion du risque de liquidité mises en œuvre par Crédit Agricole CIB consistent à disposer d'une structure de bilan solide afin de pouvoir faire face à des situations de *stress* ou crises de liquidité (sorties de liquidité ou fermeture de marché). Cela passe essentiellement par le fait de :

- privilégier le refinancement moyen long terme et limiter le recours au refinancement court terme. À ce titre, Crédit Agricole CIB s'est fixée un objectif de gestion en matière de position en ressources stables et d'une limite en matière de refinancement court terme net ;
- diversifier ses sources de refinancement de marché.

En cas de crise, les réserves d'actifs liquéfiables permettent de faire face à des sorties significatives de liquidité. Ces actifs sont constitués principalement de :

- dépôts en Banque centrale (essentiellement auprès de la BCE) ;
- titres de très bonne qualité, liquides et sujets à un faible risque de variation de valeur ;
- et créances mobilisables en Banque centrale.

3.3.6. Plan d'urgence liquidité

Crédit Agricole CIB élabore un Plan d'urgence qui est déployé en cas de crise de liquidité. Ce Plan d'urgence comporte trois niveaux, déclenchés selon la sévérité de la situation de crise, après accord préalable du Directeur financier du Groupe Crédit Agricole :

- jaune : la situation nécessite une surveillance accrue et des mesures de faible ampleur ;
- orange : la situation nécessite la mise en œuvre de moyens inhabituels pour faire face à la crise ;
- rouge : la situation nécessite la mise en œuvre de moyens exceptionnels pour faire face à la crise.

Les indicateurs de veille de crise servant à l'éventuel déclenchement du Plan d'urgence sont mesurés bimensuellement par le Département *Assets & Liabilities Management* de Crédit Agricole CIB.

Le dispositif s'appuie sur une gouvernance dédiée en cas de déclenchement du Plan d'urgence, qui comprend notamment un Comité de crise présidé par la Direction générale. Le Plan d'urgence de Crédit Agricole CIB fait l'objet de tests annuels.

3.3.7. Tests de résistance

Par les exercices de tests de résistance (ou *stress tests*), l'établissement s'assure qu'il dispose d'un volant d'actifs liquides suffisant pour faire face aux situations de crise de liquidité. Il s'agit notamment de dépôts en Banque centrale, de titres liquides sur le marché secondaire, de titres susceptibles d'être mis en pension, ou bien encore de titres ou de créances mobilisables auprès des Banques centrales.

Crédit Agricole CIB se fixe des seuils de tolérance en terme de durée de survie sur les 3 scénarios suivants :

- un scénario de crise dit systémique correspondant à une crise sur le marché du refinancement. La durée de survie est fixée à un an ;
- un scénario de crise dit idiosyncratique correspondant à une crise sévère centrée sur le Groupe Crédit Agricole de moindre envergure que le scénario de crise globale notamment parce que la liquidité de marché des actifs n'est pas impactée. La durée de survie est fixée à trois mois ;
- un scénario de crise dite globale correspondant à une crise brutale et sévère, à la fois spécifique à l'établissement c'est-à-dire affectant sa réputation et systémique c'est-à-dire affectant l'ensemble du marché du financement. La durée de survie est fixée à un mois.

En pratique, ces *stress tests* sont réalisés en appliquant un jeu d'hypothèses de dégradation du bilan de liquidité. Crédit Agricole CIB satisfait au *stress* si les actifs liquides permettent de maintenir une liquidité positive sur toute la période stressée.

3.3.8. Pilotage et gouvernance

L'appétence au risque de liquidité est définie chaque année par la gouvernance dans le *Risk Appetite Framework*, qui traduit le niveau de risque accepté par Crédit Agricole CIB. Cela se matérialise par des seuils d'alerte et des limites sur les indicateurs clés du dispositif de suivi du risque de liquidité :

- le LCR et le NSFR, pilotés avec une marge de manœuvre par rapport aux exigences règlementaires ;
- les indicateurs internes, tels que l'excédent en ressources stables et les scénarios de crise de liquidité notamment.

Le dispositif de pilotage interne est complété par d'autres mesures du risque de liquidité (concentration du refinancement moyen long terme par contreparties, échéances et devises, sensibilité au refinancement de marché court terme, empreinte de marché, niveau d'encombrement des actifs, besoins de liquidité contingents) suivies au niveau de Crédit Agricole CIB.

Crédit Agricole CIB établit annuellement une déclaration concernant l'adéquation des dispositifs de gestion du risque de liquidité, assurant que les systèmes de gestion de risque de liquidité mis en place sont adaptés à son profil et à sa stratégie. Cette déclaration est approuvée par le Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB..

▶ Informations quantitatives sur le ratio de couverture des besoins de liquidité (EU-LIQ1)

En millions d'euros

	Niveau de consolidation : consolidé	Total de la valeur non pondérée (moyenne)				Total de la valeur pondérée (moyenne)			
EU 1a	Trimestre se terminant le	31.12.2025	30.09.2025	30.06.2025	31.03.2025	31.12.2025	30.09.2025	30.06.2025	31.03.2025
EU 1b	Nombre de points utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITÉ									
1	**Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)**					**160 349**	**160 196**	**160 504**	**161 575**
SORTIES DE TRÉSORERIE									
2	**Dépôts de la clientèle de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont :**	**13 714**	**13 776**	**13 865**	**13 426**	**1 944**	**1 923**	**1 932**	**1 886**
3	*Dépôts stables*	-	-	-	-	-	-	-	-
4	*Dépôts moins stables*	13 714	13 776	13 865	13 426	1 944	1 923	1 932	1 886
5	**Financements de gros non garantis**	**189 015**	**185 391**	**183 354**	**181 734**	**95 575**	**95 526**	**96 542**	**98 037**
6	*Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives*	43 906	41 190	38 318	37 425	10 977	10 297	9 579	9 356
7	*Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)*	134 342	132 456	132 615	130 711	73 831	73 483	74 541	75 083
8	*Créances non garanties*	10 767	11 745	12 421	13 597	10 767	11 745	12 421	13 597
9	**Financements de gros garantis**					**19 198**	**21 671**	**23 024**	**25 084**
10	**Exigences complémentaires**	**165 788**	**162 837**	**159 559**	**160 712**	**41 071**	**40 893**	**40 330**	**39 917**
11	*Sorties liées à des expositions sur dérivés et autres exigences de sûretés*	13 973	13 750	13 384	16 388	9 390	9 349	9 227	9 308
12	*Sorties liées à des pertes de financement sur des produits de créance*	-	-	-	-	-	-	-	-
13	*Facilités de crédit et de liquidité*	151 815	149 087	146 175	144 324	31 681	31 545	31 104	30 610
14	**Autres obligations de financement contractuelles**	**45 458**	**47 462**	**49 668**	**51 423**	**8 041**	**7 615**	**7 202**	**6 455**
15	**Autres obligations de financement éventuel**	**79 346**	**76 110**	**73 172**	**72 341**	**4 233**	**3 996**	**3 849**	**3 807**
16	**TOTAL DES SORTIES DE TRÉSORERIE**					**170 061**	**171 623**	**172 878**	**175 186**
ENTRÉES DE TRÉSORERIE									
17	**Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)**	**241 077**	**243 320**	**249 724**	**246 331**	**8 082**	**9 384**	**11 393**	**12 459**
18	**Entrées provenant d'expositions pleinement performantes**	**29 954**	**30 175**	**29 792**	**29 691**	**22 334**	**22 548**	**22 231**	**22 275**
19	**Autres entrées de trésorerie**	**9 189**	**9 406**	**8 770**	**8 921**	**9 189**	**9 406**	**8 770**	**8 921**
20	**TOTAL DES ENTRÉES DE TRÉSORERIE**	**280 219**	**282 901**	**288 285**	**284 943**	**39 605**	**41 339**	**42 394**	**43 655**

En millions d'euros

	Niveau de consolidation : consolidé	Total de la valeur non pondérée (moyenne)				Total de la valeur pondérée (moyenne)			
EU 1a	Trimestre se terminant le	31.12.2025	30.09.2025	30.06.2025	31.03.2025	31.12.2025	30.09.2025	30.06.2025	31.03.2025
EU 1b	Nombre de points utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
EU-20a	***Entrées de trésorerie entièrement exemptées***	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20b	***Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90%***	-	-	-	-	-	-	-	-
EU-20c	***Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75%***	**264 959**	**264 226**	**266 456**	**259 575**	**39 605**	**41 339**	**42 394**	**43 655**
						TOTAL DE LA VALEUR AJUSTÉE			
21	**COUSSIN DE LIQUIDITÉ**					**160 349**	**160 196**	**160 504**	**161 575**
22	**TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRÉSORERIE***					**130 457**	**130 285**	**130 485**	**131 530**
23	**RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ**					**123,03 %**	**123,10 %**	**123,30 %**	**123,26 %**

** les sorties nettes de trésorerie sont calculées en moyenne sur les montants observés (sur les 12 déclarations règlementaires concernées) incluant l'application d'un plafond sur les entrées de trésorerie (75% maximum des sorties brutes), le cas échéant.*

▶ Informations qualitatives (EU LIQ B)

(a)	**Principaux facteurs à l'origine des résultats du calcul du ratio de couverture des besoins de liquidité (LCR) et évolution dans le temps de la contribution des données d'entrée au calcul du LCR**	Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB affiche un ratio LCR moyen (moyenne des 12 derniers mois) de 123,0 %, au-dessus de l'exigence minimale de 100 %, grâce à un excédent de liquidité moyen de 29,9 milliards d'euro. Ce niveau est avant tout expliqué par la constitution d'un niveau solide de réserves de liquidité, bien supérieur au niveau des sorties de trésorerie nettes.
(b)	**Variations dans le temps du ratio LCR**	Sur l'année, le ratio LCR moyen progresse de 2,3 points (123,0 % sur l'année 2025 contre 121,7 % sur l'année 2024), avec une baisse du coussin de liquidité LCR moyen (- 2,3 milliards d'euro), une baisse des sorties de trésorerie nettes moyennes (- 3,5 milliard d'euro) et une amélioration de l'excédent de liquidité moyen LCR (+ 1,8 milliard d'euro).
(c)	**Concentration de sources de financement et de liquidité**	Crédit Agricole CIB met en œuvre une politique active de diversification de ses sources de financement avec un recours à un marché diversifié via des programmes d'émissions aux formats multiples et destinés à des zones géographiques variées.
(d)	**Description à haut niveau de la composition du coussin de liquidité de l'établissement**	Au 31 décembre 2025, le coussin de liquidité LCR fin de mois de Crédit Agricole CIB ressort à 153,8 milliards d'euro et se compose d'actifs liquides de haute qualité répartis entre le niveau 1 (89,7 % dont 28,2 milliards d'euro de dépôts Banques centrales et 109,7 milliards d'euro de titres) et le niveau 2 (10,3 % soit 15,8 milliards d'euro).
(e)	**Exposition sur instruments dérivés et éventuels appels de garantie**	Les sorties de trésorerie relatives à cet item matérialisent principalement le risque contingent d'augmentation des appels de marge : - sur les opérations dérivées dans un scénario de marché défavorable ; - suite à une dégradation de la notation externe du groupe Crédit Agricole CIB.
(f)	**Asymétrie des monnaies dans le ratio de couverture des besoins de liquidité (RCBL)**	Les asymétries résiduelles, pouvant être observées dans certaines monnaies sont d'ampleur limitée. En outre, les excédents d'actifs liquides de première qualité disponibles dans les principales devises significatives, pourraient être aisément convertis pour couvrir ces besoins, y compris en situation de crise.
(g)	**Autres éléments dans le calcul du ratio de couverture des besoins de liquidité (RCBL) non pris en compte dans le modèle de publication du RCL mais que l'établissement considère pertinents pour son profil de liquidité**	En complément de l'excédent de LCR, Crédit Agricole CIB dispose de réserves non HQLA liquéfiables sur le marché et de réserves mobilisables en Banques centrales (prêts éligibles pour un montant de 8,0 milliards d'euros avant *haircut* au 31 décembre 2025).

▶ Informations quantitatives sur le ratio de financement stable net (NSFR) au 31 décembre 2025 (EU-LIQ2)

		31.12.2025				
		a	b	c	d	e
		Valeur non pondérée, par maturité résiduelle				
En millions d'euros		Sans maturité	< 6 mois	6 mois à < 1 an	≥ 1 an	Valeur pondérée
Financement stable disponible (ASF)						
1	**Éléments et instruments de fonds propres**	**34 107**	**70**	**-**	**3 772**	**37 879**
2	*Fonds propres*	34 107	70	-	3 772	37 879
3	*Autres instruments de fonds propres*		-	-	-	-
4	**Dépôts de la clientèle de détail**		**17 015**	**593**	**1**	**15 848**
5	*Dépôts stables*		-	-	-	-
6	*Dépôts moins stables*		17 015	593	1	15 848
7	**Financement de gros :**		**626 526**	**30 791**	**126 358**	**262 765**
8	*Dépôts opérationnels*		48 239	-	-	24 120
9	*Autres financements de gros*		578 287	30 791	126 358	238 645
10	**Engagements interdépendants**		**-**	**-**	**-**	**-**
11	**Autres engagements :**	-	**54 036**	**996**	**3 885**	**4 383**
12	*Engagements dérivés affectant le NSFR*	-				
13	*Tous les autres engagements et instruments de fonds propres non inclus dans les catégories ci-dessus.*		54 036	996	3 885	4 383
14	**Financement stable disponible total (ASF)**					**320 875**
Besoin de financement stable (RSF)						
15	**Total des actifs liquides de qualité élevée (HQLA)**					**20 420**
EU-15a	**Actifs grevés pour une échéance résiduelle d'un an ou plus dans un panier de couverture**		**379**	**413**	**6 276**	**6 008**
16	**Dépôts détenus auprès d'autres établissements financiers à des fins opérationnelles**		**3 004**	-	-	**1 502**
17	**Prêts et titres performants :**		**417 345**	**33 971**	**176 337**	**216 857**
18	*Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par des actifs liquides de qualité élevée de niveau 1 soumis à une décote de 0 %.*		266 931	5 776	3 724	13 366
19	*Opérations de financement sur titres performantes avec des clients financiers garanties par d'autres actifs et prêts et avances aux établissements financiers*		90 438	10 451	44 885	59 814
20	*Prêts performants à des entreprises non financières, prêts performants à la clientèle de détail et aux petites entreprises, et prêts performants aux emprunteurs souverains et aux entités du secteur public, dont :*		35 833	12 892	102 471	111 944
21	*Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit*		1 066	581	3 619	3 176
22	*Prêts hypothécaires résidentiels performants, dont :*		0	0	0	0
23	*Avec une pondération de risque inférieure ou égale à 35 % selon l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit*		0	0	0	0
24	*Autres prêts et titres qui ne sont pas en défaut et ne sont pas considérés comme des actifs liquides de qualité élevée, y compris les actions négociées en bourse et les produits liés aux crédits commerciaux inscrits au bilan*		24 142	4 852	25 257	31 734
25	**Actifs interdépendants**		-	-	-	-
26	**Autres actifs :**		**68 739**	**577**	**9 444**	**34 002**
27	*Matières premières échangées physiquement*				-	-
28	*Actifs fournis en tant que marge initiale dans des contrats dérivés et en tant que contributions aux fonds de défaillance des CCP*		9 209	-	-	7 828
29	*Actifs dérivés affectant le NSFR*		8 350			8 350
30	*Engagements dérivés affectant le NSFR avant déduction de la marge de variation fournie*		36 518			1 826
31	*Tous les autres actifs ne relevant pas des catégories ci-dessus*		14 662	577	9 444	15 999
32	**Éléments de hors bilan**		**72 855**	**22 761**	**282 844**	**15 874**
33	**Financement stable requis total (RSF)**					**294 663**
34	**Ratio de Financement Stable Net (NSFR) (%)**					**108,89 %**

Le ratio NSFR du groupe Crédit Agricole CIB affiche un niveau confortable depuis son entrée en vigueur. Le financement stable comprend principalement des ressources clientèle, des financements procurés par le Groupe Crédit Agricole et le cas échéant des ressources Banque centrale (TLTRO). Le financement stable disponible couvre les besoins de financements stables depuis l'entrée en vigueur de l'exigence règlementaire en juin 2021.

3.4. Politique de rémunération

Les éléments requis au titre de la politique de rémunération par le règlement UE 575-2013 (CRR) sont exposés dans le Chapitre 3 « Gouvernement d'entreprise » du présent Document d'enregistrement universel.

3.5. Attestation de responsabilité

◆ Attestation concernant la publication des informations requises au titre de la partie 8 du règlement (UE) n°575/2013

Olivier Bélorgey, Directeur général délégué et Directeur financier de Crédit Agricole CIB.

◆ Attestation du responsable

Je certifie qu'à ma connaissance les informations requises en vertu de la partie 8 du règlement (UE) n° 575/2013 (et modifications ultérieures) ont été publiées en conformité avec les politiques formelles et les procédures, systèmes et contrôles internes.

Fait à Montrouge, le 27 mars 2026

Le Directeur général délégué et Directeur financier de Crédit Agricole CIB
Olivier Bélorgey

6



COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Arrêtés par le conseil d'administration
en date du 30 janvier 2026 et soumis à l'approbation
de l'Assemblée générale ordinaire
en date du 27 avril 2026.

6
SOMMAIRE

1. CADRE GÉNÉRAL 338

1.1. PRÉSENTATION JURIDIQUE DE CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK 338

1.2. ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ AU 31 DÉCEMBRE 2025 339

1.3. UN GROUPE BANCAIRE D'ESSENCE MUTUALISTE 340

1.4. RELATIONS INTERNES AU CRÉDIT AGRICOLE 340

1.5. INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES 341

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 343

2.1. COMPTE DE RÉSULTAT 343

2.2. RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES 344

2.3. BILAN ACTIF 345

2.4. BILAN PASSIF 345

2.5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES 346

2.6. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE 348

3. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS 350

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS 350

NOTE 2 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE 367

NOTE 3 : GESTION FINANCIÈRE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE 367

NOTE 4 : NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES 397

NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES 404

NOTE 6 : NOTES RELATIVES AU BILAN 406

NOTE 7 : AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS 422

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION 425

NOTE 9 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES 427

NOTE 10 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS 428

NOTE 11 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS 428

NOTE 12 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION A U 31 DÉCEMBRE 2025 437

NOTE 13 : PARTICIPATIONS ET ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES 442

NOTE 14 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025 445

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025) 446

4.1. OPINION 446

4.2. FONDEMENT DE L'OPINION 446

4.3. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT 446

4.4. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES 451

4.5. AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES 451

4.6. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS 451

4.7. RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS 452



2 866 M€

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

34 692 M€

TOTAL CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE

8 664 M€

PRODUIT NET BANCAIRE

884 789 M€

TOTAL BILAN

115

NOMBRE D'ENTITÉS CONSOLIDÉES

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

1. CADRE GÉNÉRAL

1.1. Présentation juridique de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

DÉNOMINATION SOCIALE :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

NOMS COMMERCIAUX :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank - Crédit Agricole CIB - CACIB

ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ :

12, place des États-Unis
CS 70052
92547 Montrouge Cedex
France

IMMATRICULATION :

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

CODE NAF :

6419 Z (APE)

CODE LEI :

1VUV7VQFKUOQSJ21A208

FORME JURIDIQUE :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est une société anonyme de droit français (à Conseil d'administration) régie par les dispositions législatives et règlementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes ainsi que par ses statuts.

La Société est affiliée depuis décembre 2011 au réseau Crédit Agricole au sens du Code monétaire et financier.

CAPITAL SOCIAL :

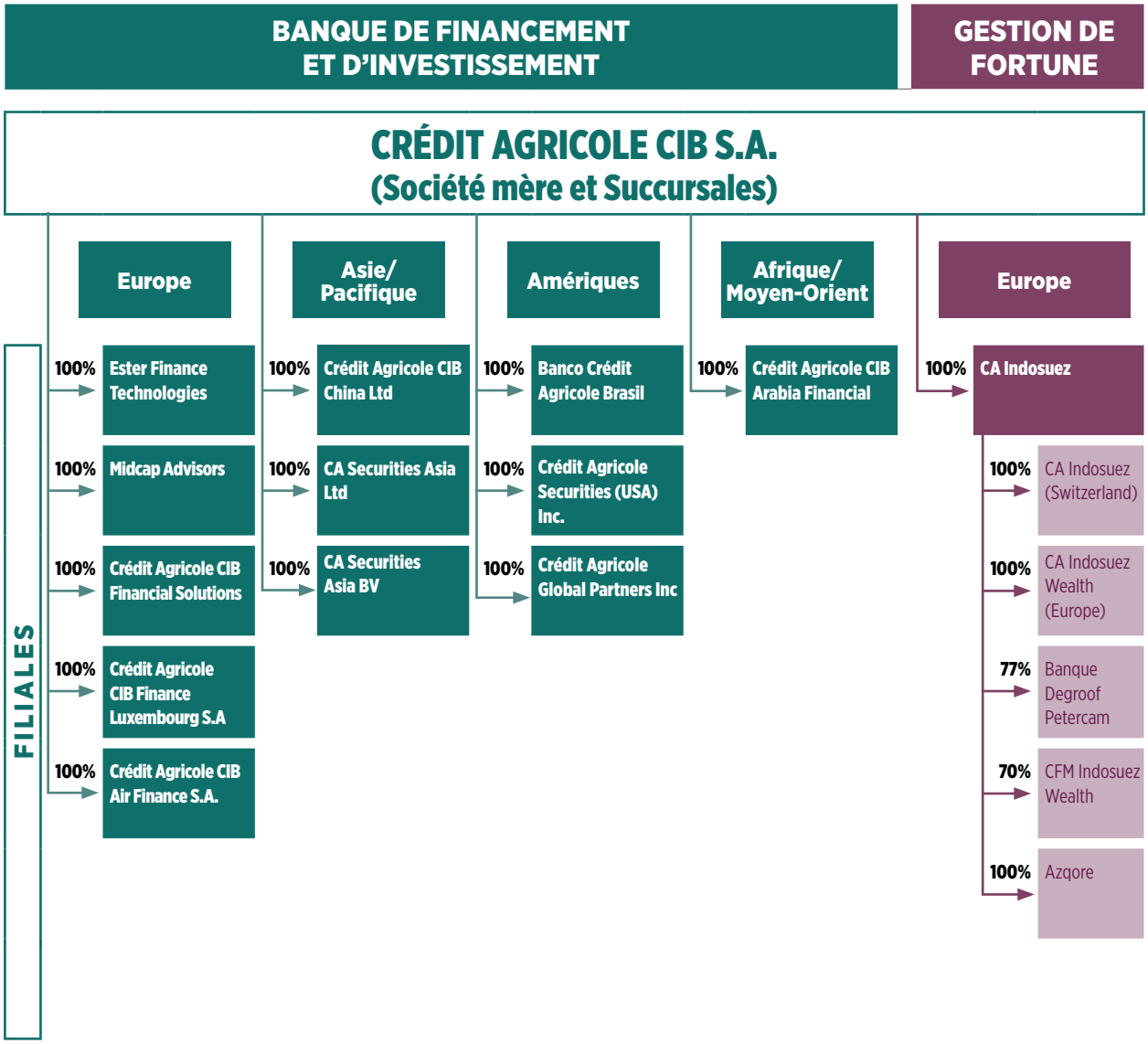
EUR 7 851 636 342

OBJET SOCIAL (ART. 3 DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ) :

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- d'effectuer toutes opérations de banque et toutes opérations financières et notamment :
  - la réception de fonds, l'octroi de prêts, d'avances, de crédits, de financements, de garanties, la réalisation de tous encaissements, règlements, recouvrements ;
  - le conseil en matière financière et notamment de financement, d'endettement, de souscription, d'émission, de placement, d'acquisition, de cession, de fusion, de restructuration ;
  - la conservation, la gestion, l'achat, la vente, l'échange, le courtage, l'arbitrage, de tous titres, droits sociaux, produits financiers, dérivés, devises, marchandises, métaux précieux et autres valeurs de toute nature ;
- de fournir tous services d'investissement et services connexes au sens du Code monétaire et financier et de tout texte subséquent ;
- de créer et de participer à toutes entreprises, groupements, sociétés par voie d'apport, de souscription, d'achat d'actions ou de droits sociaux, de fusion, ou de toute autre manière ;
- d'effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ou à l'un des objets ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ;
- le tout, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation, et sous quelque forme que ce soit.

1.2. Organigramme simplifié au 31 décembre 2025[1]



SUCCURSALES

- Allemagne
- Belgique
- Danemark
- Espagne
- Finlande
- Italie
- Royaume-Uni
- Suède

- Australie
- Corée du Sud
- Hong-Kong
- Inde
- Japon
- Singapour
- Taïwan

- Canada
- États-Unis

- Émirats Arabes Unis
- Qatar

- Allemagne
- Émirats Arabes Unis
- Espagne
- France
- Hong-Kong
- Italie
- Luxembourg
- Nouvelle-Calédonie
- Pays-Bas
- Portugal
- Singapour
- Suisse

[1] *Cf. note 12.4 « Composition du périmètre »*

1.3. Un groupe bancaire d'essence mutualiste

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et règlementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. À ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

1.4. Relations internes au Crédit Agricole

Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended* SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la règlementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2[1]. Ensuite, si les auto-

[1] *Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.*

rités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette[1], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.5. Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Agricole CIB sont les sociétés du Groupe Crédit Agricole, les sociétés du groupe Crédit Agricole CIB intégrées globalement, ou mises en équivalence, ainsi que les principaux dirigeants du Groupe.

Relations avec le Groupe Crédit Agricole

Les encours au bilan, hors bilan et compte de résultat restituant les opérations réalisées entre le groupe Crédit Agricole CIB et le reste du Groupe Crédit Agricole sont résumés dans les tableaux ci-après :

En millions d'euros	31.12.2025
Actif	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	53 089
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	111
Actifs financiers au coût amorti	36 114
Actifs d'impôts courants et différés	504
Comptes de régularisation et actifs divers	13 107
Immobilisations corporelles	231
Passif	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	28 502
Passifs financiers au coût amorti	45 126
Passifs d'impôts courants et différés	110
Comptes de régularisation et passifs divers	16 664
Provisions	-
Dettes subordonnées	4 545
Réserves (Émissions AT1)	12 769
Engagements de financement et de garantie	
Engagements donnés	2 166
Engagements de financement	939
Engagements de garantie	1 227
Engagements reçus	3 670
Engagements de financement	1
Engagements de garantie	3 669

En millions d'euros	31.12.2025
Compte de résultat	
Marge d'intérêt	(935)
Commissions	(25)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(1 091)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ou au coût amorti	9
Résultat des autres activités	(10)
Charges générales d'exploitation	38
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	(30)
Coût du risque	(1)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-
Impôts	396

Les instruments financiers au coût amorti et la marge d'intérêt au compte de résultat traduisent les relations de trésorerie existantes entre Crédit Agricole CIB et le Groupe Crédit Agricole.

Les instruments à la juste valeur par résultat et le résultat associé concernent principalement les instruments dérivés de transaction qui sont pour l'essentiel représentatif des opérations de couverture de risque de taux du Groupe Crédit Agricole pour lesquelles Crédit Agricole CIB assure la relation avec le marché.

Les comptes de régularisation enregistrent principalement les appels de marge (ou marges variables) et les dépôts de garantie donnés ou reçus sous forme d'espèce dans le cadre des opérations de dérivés.

Crédit Agricole CIB détenu par le Groupe Crédit Agricole depuis le 27 décembre 1996, et certaines de ses filiales, font partie du groupe d'intégration fiscale constitué au niveau de Crédit Agricole S.A. À ce titre, Crédit Agricole S.A. indemnise le sous-groupe Crédit

[1] *Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.*

Agricole CIB de ses déficits fiscaux imputables sur les bénéfices fiscaux du Groupe Crédit Agricole.

Les charges générales du compte de résultat correspondent principalement aux facturations ou refacturations de prestations et supports informatiques donnés ou reçus avec des entités du Groupe Crédit Agricole.

Relations entre les sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB

La liste des sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB est présentée en note 12.

Les transactions réalisées entre deux entités intégrées globalement sont totalement éliminées.

Les encours existants en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas éliminés dans les comptes du groupe Crédit Agricole CIB.

Au 31 décembre 2025, les encours déclarés par Crédit Agricole CIB avec son partenaire UBAF, non éliminés au bilan, hors bilan et compte de résultat sont de :

En millions d'euros	31.12.2025
Actif	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	11
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-
Actifs financiers au coût amorti	-
Comptes de régularisation et actifs divers	3
Passif	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4
Passifs financiers au coût amorti	15
Comptes de régularisation et passifs divers	8
Provisions	-
Engagements de financement et de garantie	
Engagements donnés	-
Engagements de financement	-
Engagements de garantie	-
Engagements reçus	-
Engagements de financement	-
Engagements de garantie	-

En millions d'euros	31.12.2025
Compte de résultat	
Marge d'intérêt	-
Commissions	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ou au coût amorti	3
Résultat des autres activités	-
Charges générales d'exploitation	4
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-
Coût du risque	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-
Impôts	-

Relations avec les principaux dirigeants

Les informations sur la rémunération des principaux dirigeants sont détaillées dans la note 7.7 « Rémunérations des dirigeants ». Hors rémunération, les autres transactions avec les parties liées dirigeantes sont non significatives.

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2.1. Compte de résultat

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	17 904	21 902
Intérêts et charges assimilées	4.1	(14 240)	(18 025)
Commissions (produits)	4.2	2 805	2 286
Commissions (charges)	4.2	(1 326)	(1 110)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	3 541	3 168
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		8 349	4 406
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		(4 808)	(1 238)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	8	(13)
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		(9)	(37)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		17	24
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	(28)	(42)
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
Produits des autres activités	4.6	151	261
Charges des autres activités	4.6	(151)	(255)
Produit net bancaire		**8 664**	**8 172**
Charges générales d'exploitation	4.7	(4 694)	(4 303)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	(285)	(275)
Résultat brut d'exploitation		**3 685**	**3 594**
Coût du risque	4.9	(128)	(105)
Résultat d'exploitation		**3 557**	**3 489**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		3	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.10	8	(20)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.12	-	-
Résultat avant impôt		**3 568**	**3 471**
Impôts sur les bénéfices	4.11	(672)	(742)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		-	-
Résultat net		**2 896**	**2 729**
Participations ne donnant pas le contrôle	12.3	30	32
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		**2 866**	**2 697**
Résultat par action (en euros)	6.15	7,18	6,73
Résultat dilué par action (en euros)	6.15	7,18	6,73

2.2. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Résultat net		**2 896**	**2 729**
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.12	34	5
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre [1]	4.12	(201)	(417)
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables [1]	4.12	7	33
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(160)**	**(379)**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	**47**	**98**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.12	**(113)**	**(281)**
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.12	(777)	334
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.12	50	(45)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.12	198	473
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(529)**	**762**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(67)**	**(109)**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.12	**(596)**	**653**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	4.12	**(709)**	**372**
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		**2 187**	**3 101**
Dont part du Groupe		2 157	3 067
Dont participations ne donnant pas le contrôle		30	34
[1] Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	*4.12*	*(12)*	*(129)*

2.3. Bilan actif

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales	6.1	86 905	82 012
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1 - 3.2 - 6.2 - 6.6	444 116	418 703
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		443 936	418 477
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		180	226
Instruments dérivés de couverture	3.3 - 3.5	3 327	3 671
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1 - 3.2 - 6.4 - 6.6	14 295	14 799
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		13 927	14 413
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		368	386
Actifs financiers au coût amorti	3.1 - 3.2 - 3.4 - 6.5 - 6.6	295 406	282 122
Prêts et créances sur les établissements de crédit		54 744	48 014
Prêts et créances sur la clientèle		198 240	193 129
Titres de dettes		42 422	40 979
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8	27
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	1 642	1 413
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	35 299	41 529
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	12.2	-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	6.11	1 360	1 343
Immobilisations incorporelles	6.11	869	809
Écarts d'acquisition	6.12	1 562	1 482
TOTAL DE L'ACTIF		**884 789**	**847 910**

2.4. Bilan passif

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Banques centrales	6.1	212	1 363
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	415 196	406 501
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		342 504	338 132
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		72 692	68 369
Instruments dérivés de couverture	3.3 - 3.5	3 141	3 190
Passifs financiers au coût amorti	6.7	378 843	350 377
Dettes envers les établissements de crédit	3.4 - 6.7	84 966	70 099
Dettes envers la clientèle	3.1 - 3.4 - 6.7	218 998	202 524
Dettes représentées par un titre	3.4 - 6.7	74 879	77 754
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(80)	(128)
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	2 536	2 344
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	44 311	45 673
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.13	1 051	1 254
Dettes subordonnées	3.4 - 6.14	4 544	4 621
Total dettes		**849 754**	**815 195**
Capitaux propres		**35 035**	**32 715**
Capitaux propres part du Groupe		**34 692**	**32 346**
Capital et réserves liées		22 972	19 921
Réserves consolidées		9 885	10 050
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(1 031)	(322)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		2 866	2 697
Participations ne donnant pas le contrôle		**343**	**369**
TOTAL DU PASSIF		**884 789**	**847 910**

2.5. Tableau de variation des capitaux propres

En millions d'euros	Part du Groupe									
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Élimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2024	**7 852**	**15 022**	**-**	**7 755**	**30 629**	**(496)**	**(196)**	**(692)**	**-**	**29 937**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraités	**7 852**	**15 022**	**-**	**7 755**	**30 629**	**(496)**	**(196)**	**(692)**	**-**	**29 937**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	238	238	-	-	-	-	238
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	(739)	(739)	-	-	-	-	(739)
Dividendes versés en 2024	-	(172)	-	-	(172)	-	-	-	-	(172)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	(66)	-	-	(66)	-	-	-	-	(66)
Mouvements liés aux paiements en actions	-	7	-	-	7	-	-	-	-	7
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**-**	**(231)**	**-**	**(501)**	**(732)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(732)**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**109**	**-**	**-**	**109**	**653**	**(283)**	**370**	**-**	**479**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	102	-	-	102	-	(102)	(102)	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	6	-	-	6	-	(6)	(6)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	2 697	2 697
Autres variations	-	(35)	-	-	(35)	-	-	-	-	(35)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	**7 852**	**14 865**	**-**	**7 254**	**29 971**	**157**	**(479)**	**(322)**	**2 697**	**32 346**
Affectation du résultat 2024	-	2 697	-	-	2 697	-	-	-	(2 697)	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	**7 852**	**17 562**	**-**	**7 254**	**32 668**	**157**	**(479)**	**(322)**	**-**	**32 346**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 retraités	**7 852**	**17 562**	**-**	**7 254**	**32 668**	**157**	**(479)**	**(322)**	**-**	**32 346**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	3 050	3 050	-	-	-	-	3 050
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	(777)	(777)	-	-	-	-	(777)
Dividendes versés en 2025	-	(2 132)	-	-	(2 132)	-	-	-	-	(2 132)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle [1]	-	10	-	-	10	-	-	-	-	10
Mouvements liés aux paiements en actions	-	12	-	-	12	-	-	-	-	12
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**-**	**(2 110)**	**-**	**2 273**	**163**	**-**	**-**	**-**	**-**	**163**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**10**	**-**	**-**	**10**	**(594)**	**(115)**	**(709)**	**-**	**(699)**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	4	-	-	4	-	(4)	(4)	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	6	-	-	6	-	(6)	(6)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 866**	**2 866**
Autres variations	-	(172)	-	188	16	-	-	-	-	16
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	**7 852**	**15 290**	**-**	**9 715**	**32 857**	**(437)**	**(594)**	**(1 031)**	**2 866**	**34 692**

[1] Effet des acquisitions sur minoritaires à la suite d'une prise de contrôle à 100 % de la Banque Degroof Petercam Luxembourg. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

En millions d'euros	Participations ne donnant pas le contrôle					
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 1er janvier 2024	**133**	**-**	**(2)**	**(2)**	**131**	**30 068**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraités	**133**	**-**	**(2)**	**(2)**	**131**	**30 068**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	238
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	(739)
Dividendes versés en 2024	(14)	-	-	-	(14)	(186)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	219	-	-	-	219	153
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	7
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**205**	**-**	**-**	**-**	**205**	**(527)**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**-**	**2**	**2**	**2**	**481**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	32	-	-	-	32	2 729
Autres variations	(1)	-	-	-	(1)	(36)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Affectation du résultat 2024	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 retraités	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	3 050
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	(777)
Dividendes versés en 2025	(46)	-	-	-	(46)	(2 178)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle [1]	(10)	-	-	-	(10)	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	12
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**(56)**	**-**	**-**	**-**	**(56)**	**107**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**(2)**	**2**	**-**	**-**	**(699)**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	**30**	**-**	**-**	**-**	**30**	**2 896**
Autres variations	-	-	-	-	-	16
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	**343**	**(2)**	**2**	**-**	**343**	**35 035**

[1] Effet des acquisitions sur minoritaires à la suite d'une prise de contrôle à 100 % de la Banque Degroof Petercam Luxembourg. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

2.6. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole CIB.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau des flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des Banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Résultat avant impôt	**3 568**	**3 471**
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	299	275
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	171	399
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(3)	(2)
Résultat net des activités d'investissement	-	20
Résultat net des activités de financement	332	420
Autres mouvements	3 705	(1 392)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**4 504**	**(280)**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	6 935	7 568
Flux liés aux opérations avec la clientèle	16 732	(1 459)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(22 633)	(14 745)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 254	6 830
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	3	2
Impôts versés	(616)	(428)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	**3 675**	**(2 232)**
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	**11 747**	**959**
Flux liés aux participations [1]	(83)	477
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(210)	(213)
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	**(293)**	**264**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires [2]	95	(726)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement [3]	(2 251)	1 677
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	**(2 156)**	**951**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (D)	**(7 288)**	**(1 137)**
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)	**2 010**	**1 037**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture [4]	**70 522**	**69 485**
Solde net des comptes de caisse et Banques centrales *	80 612	77 130
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(10 090)	(7 645)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture [4]	**72 532**	**70 522**
Solde net des comptes de caisse et Banques centrales *	86 632	80 612
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(14 100)	(10 090)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	**2 010**	**1 037**

** Composé du solde net du poste « Caisse, Banques centrales », hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées).*

*** Composé du solde des postes « comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « comptes ordinaires créditeurs » et « comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).*

[1] Flux liés aux participations : cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ». L'acquisition de la Banque Thaler génère un flux de trésorerie net de - 72 millions d'euros (- 144 millions d'euros versés pour l'achat des titres et + 72 millions d'euros de trésorerie acquise au titre de l'entrée dans le périmètre).

[2] Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : pour l'année 2025, ce montant comprend le versement des dividendes de Crédit Agricole CIB à ses actionnaires, notamment Crédit Agricole S.A., pour - 2 132 millions d'euros, des émissions et remboursements d'AT1 face à Crédit Agricole S.A. pour un montant net de + 3 050 millions d'euros, et le versement d'intérêts au titre d'émissions AT1 de - 777 millions d'euros.

[3] Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement : cette ligne recense principalement le remboursement d'instruments SNP pour - 1 890 millions d'euros et le règlement de coupons pour - 97 millions d'euros. Ainsi que l'émission d'AT2 pour + 100 millions d'euros et le règlement de coupons pour - 221 millions d'euros. Ces opérations sont effectuées face à Crédit Agricole S.A.

[4] Dont des encours « restricted cash » pour un montant de 118 millions d'euros au 31 décembre 2025, 265 millions d'euros au 31 décembre 2024 et 425 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Sommaire détaillé des notes

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS 350
1.1 Normes applicables et comparabilité. 350
1.2 Principes et méthodes comptables 351
1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) 365

NOTE 2 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE 367

NOTE 3 : GESTION FINANCIÈRE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE. 367
3.1 Risque de crédit 367
3.2 Expositions au risque souverain 387
3.3 Risque de marché. 388
3.4 Risque de liquidité et de financement 390
3.5 Comptabilité de couverture 392
3.6 Risques opérationnels. 396
3.7 Gestion du capital et ratios règlementaires 396

NOTE 4 : NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES. 397
4.1 Produits et charges d'intérêts 397
4.2 Produits et charges de commissions 397
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat 398
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres. 399
4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti. 399
4.6 Produits (charges) des autres activités. 399
4.7 Charges générales d'exploitation. 399
4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles 400
4.9 Coût du risque 401
4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs 401
4.11 Impôts. 402
4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 403

NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES 404
5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel 404
5.2 Information sectorielle par zone géographique. 405

NOTE 6 : NOTES RELATIVES AU BILAN 406
6.1 Caisse, Banques centrales 406
6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat . . .406
6.3 Instruments dérivés de couverture. 407
6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres 407
6.5 Actifs financiers au coût amorti 409
6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue 410
6.7 Passifs financiers au coût amorti 411
6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers. 412
6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés 413
6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers 414
6.11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition). 414
6.12 Écarts d'acquisition. 415
6.13 Provisions 415
6.14 Dettes subordonnées 418
6.15 Capitaux propres. 418
6.16 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle 421

NOTE 7 : AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS 422
7.1 Détail des charges de personnel 422
7.2 Effectif moyen de la période 422
7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies 422
7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies 422
7.5 Autres avantages sociaux 424
7.6 Paiements à base d'actions 424
7.7 Rémunérations des dirigeants. 424

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION 425
8.1 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est preneur 425
8.2 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est bailleur 426

NOTE 9 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES 427

NOTE 10 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS 428

NOTE 11 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS 428
11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti 428
11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. 430
11.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine 436

NOTE 12 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2025. 437
12.1 Information sur les filiales. 437
12.2 Co-entreprises et entreprises associées 437
12.3 Participations ne donnant pas le contrôle 438
12.4 Composition du périmètre. 439

NOTE 13 : PARTICIPATIONS ET ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES 442
13.1 Participations non consolidées 442
13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées 442

NOTE 14 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025. 445

3. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS

1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en millions, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macrocouverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe Crédit Agricole CIB au 31 décembre 2024. Sauf exception spécifiée, la mention « Groupe » citée dans la note 1 du présent Chapitre fait référence au groupe Crédit Agricole CIB.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	1er janvier 2025	Non

À noter également le **règlement ANC n° 2025-01** du 7 février 2025 modifiant le règlement ANC n° 2016-09 et le règlement ANC n° 020-01 du 9 octobre 2020. Pour rappel, ce règlement concerne l'information spécifique à donner en annexe par les entreprises, à compter des exercices 2025, sur les honoraires de certification des informations de durabilité.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe Crédit Agricole, sauf mention spécifique.

◆ Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe

IFRS 9 / IFRS 7 - CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, les instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 ne viendront pas échouer au test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d'application.

◆ Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

IFRS 18 - PRÉSENTATION ET INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne. Le Groupe n'appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Elle inclut de plus de nouvelles exigences en matière d'agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe Crédit Agricole sont en cours.

◆ Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 7 Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	4 décembre 2024	Non
IAS 38 Reconnaissance des actifs incorporels résultant d'engagements liés au climat	20 mars 2025	Non
IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37 Garanties émises sur les obligations d'autres entités	20 mars 2025	Non
IFRS 15 Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	20 mars 2025	Non
IAS 29 Évaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes	11 juillet 2025	Non

1.2 Principes et méthodes comptables

◆ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Étant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la règlementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock options ;*
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

◆ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

DÉFINITIONS

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macrocouverture.

Il est toutefois précisé que Crédit Agricole CIB utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macrocouverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « *green bonds* » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la règlementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

CONVENTIONS D'ÉVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance.

Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

ACTIFS FINANCIERS

Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

▶ Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de Crédit Agricole CIB pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- le **modèle « Collecte »** dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- le **modèle « Collecte et Vente »** dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- le **modèle « Autre/Vente »** dont l'objectif principal est de céder les actifs.

  Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

  Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

▶ Les caractéristiques contractuelles (test « *Solely Payments of Principal & Interests* » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs…).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark test*) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « *look-through* » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

INSTRUMENTS DE DETTE		MODÈLES DE GESTION		
		COLLECTE	COLLECTE ET VENTE	AUTRE / VENTE
TEST SPPI	SATISFAIT	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	NON SATISFAIT	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

◆ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « dépréciation / provisionnement pour risque de crédit ».

◆ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recy-

clables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

◆ **Instruments de dette à la juste valeur par résultat**

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession.

  Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel Crédit Agricole CIB détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire ;
- les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels Crédit Agricole CIB choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

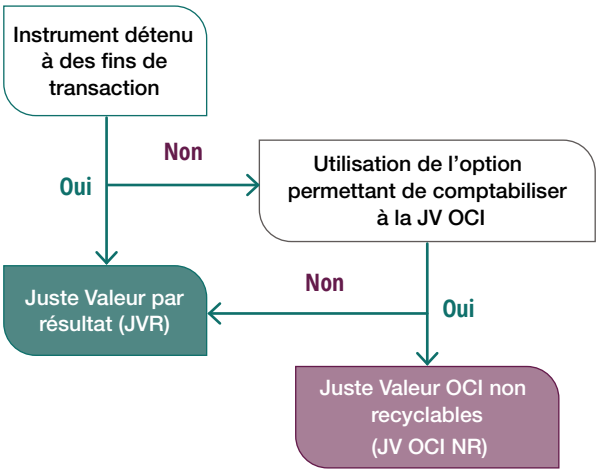
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre/Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



◆ **Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat**

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

◆ **Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)**

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, Crédit Agricole CIB continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

PASSIFS FINANCIERS

Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

Les émissions structurées par Crédit Agricole CIB sont classées en tant que passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. Ces passifs font partie de portefeuilles d'actifs et de passifs gérés à la juste valeur et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur. Conformément à IFRS 13, leur valorisation à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

INTÉRÊTS NÉGATIFS SUR ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction

du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

DÉPRÉCIATION / PROVISIONNEMENT POUR RISQUE DE CRÉDIT

Champ d'application

Conformément à IFRS 9, Crédit Agricole CIB comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« *Expected Credit Losses* » ou « ECL ») sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole CIB.

Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1ère étape (*Stage* 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie…), Crédit Agricole CIB comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2ème étape (*Stage* 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, Crédit Agricole CIB comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3ème étape (*Stage* 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, Crédit Agricole CIB comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios règlementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- Crédit Agricole CIB estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage* 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des risques).

La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre, entre autres, les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macroéconomiques *(Forward Looking)*, alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle *(Through The Cycle)* pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle *(Downturn)* pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul règlementaire de la perte en cas de défaut (« *Loss Given Default* » *ou* « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (*Stage* 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (*Stages* 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole CIB ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macroéconomiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe *(Forward Looking Central)* ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Stage* 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage* 1 à *Stage* 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « *Investment Grade* » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0,30 %).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le Groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en *Stage* 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en *Stage* 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. **un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale ;

b. **deux critères absolus**. Le Groupe a défini :

- un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en *Stage* 2 pour le calcul des ECL ;
- un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en *Stage* 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en *Stage* 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage* 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage* 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution ;
- l'objet du financement, …

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, Crédit Agricole CIB utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à

IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage* 1 et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « *Investment Grade* », en date d'arrêté, seront classés en *Stage* 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « *Non-Investment Grade* » (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage* 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage* 3).

Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels Crédit Agricole CIB a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel du groupe Crédit Agricole CIB, les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage* 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage* 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

À chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture

Cadre général

Conformément à la décision du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de Crédit Agricole CIB.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le Groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Évaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Crédit Agricole CIB considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, Crédit Agricole CIB valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés accepteraient de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Crédit Agricole CIB intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du Groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le Groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA / DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Coûts et bénéfices liés au financement des dérivés

La valorisation des instruments dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés intègre un ajustement de FVA, ou *Funding Value Adjustment*, représentant les coûts et bénéfices liés au financement de ces instruments. Cet ajustement est calculé à partir du profil d'expositions futures positives ou négatives des transactions auquel est appliqué un coût de financement.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en Niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels Crédit Agricole CIB peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, Crédit Agricole CIB retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de Niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à Crédit Agricole CIB, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en Niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque Crédit Agricole CIB utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en Niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en Niveau 2 et Niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Conformément à la norme IAS 32, Crédit Agricole CIB compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Cet effet de compensation est présenté dans le tableau de la note 6.8 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et de passifs financiers.

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET GARANTIES FINANCIÈRES DONNÉS

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

◆ Provisions (dont IAS 37)

Crédit Agricole CIB identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, Crédit Agricole CIB a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat).

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.13 « Provisions ».

◆ Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de cessation d'emploi.

AVANTAGES À COURT TERME

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Régimes à prestations définies

Crédit Agricole CIB détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, Crédit Agricole CIB impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, Crédit Agricole CIB n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies, mais les éléments de réévaluation sont comptabilisés en résultat et non pas en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

INDEMNITÉS DE CESSATION D'EMPLOI

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

◆ Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Dans les comptes de Crédit Agricole CIB, les plans de paiements fondés sur des actions Crédit Agricole S.A. et comptabilisés selon la norme IFRS 2 sont uniquement des transactions réglées en trésorerie.

Les options octroyées sont évaluées, à l'attribution, à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. La charge est comptabilisée immédiatement en l'absence de période d'acquisition des droits. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

Une description de la méthode des plans attribués et des modes de valorisation est détaillée en note 7.6 « Paiements à base d'actions ».

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A. ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués en trésorerie est comptabilisée dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans en charge de rémunération et étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie en dette vis-à-vis du personnel. Cette dette est réévaluée par résultat périodiquement jusqu'à la date de règlement. Ce principe de comptabilisation s'applique notamment aux plans de rémunération variable versée en cash indexé sur le cours de l'action.

◆ Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83 % pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

IMPÔTS EXIGIBLES

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par Crédit Agricole CIB peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Certaines opérations réalisées par Crédit Agricole CIB peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction ;
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible ;
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- Crédit Agricole CIB a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par Crédit Agricole CIB au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi, les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

RISQUES FISCAUX

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- l'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;
- le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- en cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

◆ Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le Groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le Groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

◆ Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du Groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

◆ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

◆ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION DONT LE GROUPE EST BAILLEUR

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

  Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

  Pour les créances de location-financement, Crédit Agricole CIB applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

  Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

CONTRATS DE LOCATION DONT LE GROUPE EST PRENEUR

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe Crédit Agricole applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe Crédit Agricole sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi généralement estimée à 6 ans, sauf situation spécifique (par exemple lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie au bout de 3 ans). La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe Crédit Agricole.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique…).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe Crédit Agricole n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

◆ Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

◆ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit Agricole CIB et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, Crédit Agricole CIB dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

NOTIONS DE CONTRÔLE

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque Crédit Agricole CIB est exposé ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à Crédit Agricole CIB la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Crédit Agricole CIB contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque Crédit Agricole CIB détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par Crédit Agricole CIB , mais également de l'implication et des décisions de Crédit Agricole CIB lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. Crédit Agricole CIB est présumé exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

◆ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par Crédit Agricole CIB sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de Crédit Agricole CIB ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable Crédit Agricole CIB constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

◆ Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, Crédit Agricole CIB effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

◆ Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une co-entreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

◆ Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

À la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres…).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « *goodwill* complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « *goodwill* partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

ÉCARTS D'ACQUISITION

Évaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Écarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

OPTIONS DE VENTE ACCORDÉES AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE COMMUN

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole a choisi d'appliquer la norme américaine ASU 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

NOTE 2 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 ».

◆ Diverses opérations concernant la Banque Degroof Petercam

Depuis l'acquisition de Degroof Petercam en date du 3 juin 2024, 14 opérations de restructuration capitalistique ont été menées, impliquant des fusions d'entités et des migrations IT, en France, en Belgique et au Luxembourg.

Plus particulièrement, les seules opérations ayant un impact sur les comptes consolidés correspondent au rachat de la totalité des actions de la Banque Degroof Petercam Luxembourg par CA Indosuez Wealth Europe ayant un impact en capitaux propres part du groupe de + 9,7 millions d'euros, ainsi que le transfert des activités de dépositaire de Banque Degroof Petercam Belgique et Banque Degroof Petercam Luxembourg à CACEIS Bank, pour un prix de cession global de 54 millions d'euros. Cette opération réalisée lors du premier semestre génère par ailleurs une cession de l'écart d'acquisition de l'UGT Gestion de fortune pour 25,7 millions d'euros et de la relation clientèle pour 18,9 millions d'euros, correspondant à la quote-part de l'activité dépositaire dans la Banque Degroof Petercam, conduisant à un résultat de cession en « Gains et pertes nets sur autres actifs » de + 9,4 millions d'euros. S'en suit lors du second semestre, l'absorption de la Banque Degroof Petercam Luxembourg par CA Indosuez Wealth Europe.

◆ Acquisition de la Banque Thaler

Après avoir reçu l'approbation des autorités de surveillance concernées, Indosuez Wealth Management, la filiale de Gestion de fortune du Groupe Crédit Agricole, a annoncé le 1er septembre 2025 la finalisation de l'acquisition de la totalité du capital de la Banque Thaler.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée et aux principes comptables du Groupe, un écart de première consolidation de 101 millions d'euros a été enregistré en date d'acquisition. Lors de son entrée dans le Groupe, le pied de bilan de la Banque Thaler s'élevait à 210 millions d'euros. Au 31 décembre 2025, le Groupe a ajusté l'allocation de l'écart de première consolidation pour un montant net d'impôt de 55 millions d'euros, principalement lié à la reconnaissance d'un actif incorporel correspondant à la valorisation des relations clientèles de la Banque Thaler.

La Banque Thaler a ensuite été fusionnée dans CA Indosuez (Suisse) S.A. le 15 décembre 2025 avec effet rétroactif au 31 août 2025.

NOTE 3 : GESTION FINANCIÈRE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE

Le pilotage des risques bancaires au sein de Crédit Agricole CIB est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe (DRG).

Cette direction est rattachée au Directeur général délégué et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

ÉVALUATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Dans le contexte des incertitudes économiques et géopolitiques, le Groupe Crédit Agricole continue de revoir régulièrement ses prévisions macroéconomiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Informations sur les scénarios macroéconomiques retenus au 31 décembre 2025

Le Groupe a utilisé quatre scénarios pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS 9 en production sur décembre 2025, avec des projections allant jusqu'à 2028.

Ces scénarios, construits en octobre 2025, reposent sur des hypothèses différenciées quant aux évolutions de l'environnement international. Ils se traduisent notamment par des variations dans les rythmes d'inflation, conduisant à des réponses distinctes de politique monétaire de la part des Banques centrales, et par des impacts contrastés sur les projections de croissance économique.

Des pondérations sont affectées à chacun de ces scénarios. Une pondération supérieure à 50 % est attribuée au scénario central, traduisant la robustesse de celui-ci, mais des risques et incertitudes toujours importants conduisent à allouer une pondération relativement élevée aux scénarios *adverse*.

◆ Premier scénario : Scénario « central » (pondéré à 55 %)

Résistance de la croissance

Dans un environnement international toujours anxiogène, les incertitudes demeurent nombreuses. On suppose néanmoins que celles qui émanent de la politique économique américaine se réduisent, et qu'a minima les droits de douane se stabilisent.

Pour les États-Unis, les grandes lignes du scénario s'articulent autour d'un ralentissement en 2025, en raison de la hausse agressive des droits de douane, de la politique anti-immigration et de la persistance de l'inflation, puis d'un léger rebond ensuite grâce au soutien de la politique budgétaire apporté par le *One Big Beautiful Bill Act* et également à la dérèglementation. Le scénario table ainsi sur une croissance annuelle moyenne de 1,7 % en 2025, en baisse sensible par rapport aux 2,8 % enregistrés en 2024, avant une accélération ensuite, autour de 2 %. La décélération en cours s'accompagne d'une fragilisation du marché du travail, avec une hausse toutefois modérée du taux de chômage. Les droits de douane, à leur point d'impact maximal, ajouteraient près de 0,8 point à la hausse des prix sur un an. Cet effet serait largement temporaire, mais porteraient l'inflation autour de 3 % fin 2025, avant de baisser graduellement en 2026 mais en restant supérieure à la cible de la FED (« *Federal Reserve Bank* »).

En zone euro, malgré la frilosité de la consommation et un environnement extérieur plus défavorable, la reprise se poursuit. L'impact des droits de douane est pour le moment moins violent que redouté et l'accord commercial, conclu en juillet 2025 entre l'UE et les États-Unis offre davantage de visibilité. La croissance engrangée sur le début de 2025 permet de tabler sur une progression du PIB « décente », de l'ordre de 1,3 % en 2025 comme en 2026. La résistance de l'économie tient à la demande intérieure : elle s'est certes affaiblie, mais affiche un rythme légèrement supérieur à sa tendance de long terme et l'investissement, en particulier, a bien résisté à l'incertitude. Notre scénario se fonde, avant tout, sur l'investissement, porté à la fois par les fonds européens, les dépenses en défense et le plan de relance allemand.

Politiques monétaires : une pause prolongée

Du côté de la politique monétaire, l'heure n'est pas à la détente. Aux États-Unis, la résistance de l'inflation ne plaide pas en faveur d'un assouplissement monétaire rapide et massif : une dernière baisse en 2025 ramène la borne haute du taux des fonds fédéraux (*Fed Funds*) à 4 %, avant une pause prolongée. Dans la zone euro, l'inflation autour de la cible et la reprise, même modeste, de l'économie suggèrent également la stabilité des taux directeurs, puis un resserrement mais pas avant 2027.

Taux d'intérêt à long terme : pressions haussières

Les taux d'intérêt subiraient des pressions haussières modérées. Aux États-Unis, la possible résurgence des préoccupations inflationnistes et les espoirs déçus d'assouplissement monétaire massif pourraient se traduire par une légère hausse des taux d'intérêt couplée à un aplatissement de la courbe.

Ce mouvement se propagerait à la zone euro, favorisé par une croissance européenne résistant mieux qu'anticipé, puis soutenu par l'expansion budgétaire en Allemagne. La réorganisation de la hiérarchie entre souverains de la zone euro se poursuivrait.

◆ Deuxième scénario : Scénario « *adverse* modéré » (pondéré à 25 %)

Matérialisation brutale de plusieurs risques

Ce scénario suppose une réappréciation du risque américain, dans le sillage de ce qui a déjà été observé lors du *Liberation Day,* avec une remontée des taux des *Treasuries* à 10 ans et un écartement par rapport au *swap*, ainsi qu'un certain « désamour » à l'égard du dollar. Par ailleurs, le caractère anxiogène de l'environnement suscite une crise de confiance ; l'aversion au risque affecte tout particulièrement les marchés actions mais également les taux souverains les moins robustes de la zone euro, en particulier les taux français. Des tensions internationales et une nouvelle hausse du prix du gaz pénalisent l'Union européenne. La France connaît en outre un enlisement de sa situation politique qui lui ôte toute crédibilité quant à sa trajectoire de réduction des déséquilibres des finances publiques.

La zone connaît une résurgence de l'inflation, en particulier dans les pays fortement exposés au gaz (Italie et Allemagne). Le PIB recule en 2026 pour la zone euro dans son ensemble comme dans les grands pays de la zone. En France, par rapport au scénario central, l'inflation se redresse de 0,3 point de pourcentage en 2026 alors que la croissance est 1,5 point de pourcentage plus basse. Une certaine normalisation s'opère par la suite, grâce notamment à une baisse sensible de l'inflation, mais la croissance reste inférieure en 2027 à celle qui est prévue dans le scénario central.

Réponses des Banques centrales et taux à long terme

Ce scénario émet l'hypothèse selon laquelle les Banques centrales ne réagissent pas. Elles n'opèrent pas d'assouplissement face à la vague d'aversion au risque en 2026 en raison du risque d'inflation ; les taux directeurs sont donc stables sur toute la période. Sur le marché interbancaire, la défiance indiscriminée engendre des tensions sur les taux (remontée des Euribor).

S'agissant des taux longs sans risque (taux de *swap* zone euro), ce scénario suppose que les marchés anticipent un retour rapide « à la normale », le risque américain se dissipant et la confiance se rétablissant, avec une reprise des marchés actions après le choc important de 2026. Les marchés ont tendance à sous-estimer l'ampleur et la durée du choc baissier sur la croissance et se focalisent sur le risque d'inflation. Les tensions sont concentrées sur la partie courte (taux à 2 ans) en 2026. Les taux sur les maturités longues sont en revanche plus bas qu'en scénario central, la courbe est inversée. Par ailleurs, les *spreads* vis-à-vis du *swap* 10 ans connaissent un écartement marqué en 2026.

◆ Troisième scénario : Scénario « favorable » (pondéré à 5 %)

Dynamisation de la croissance grâce au « bazooka » allemand

Ce scénario suppose une mise en place plus rapide et efficace du plan d'investissements allemand. Le *Bundestag* valide très rapidement le plan de relance et la KFW (banque publique d'investissement allemande) est activement mobilisée. Le plan prévoit 500 milliards d'euros d'investissement sur douze ans, soit 1 % du PIB par an, dédiés à des infrastructures dans l'énergie, les transports, les écoles et le numérique. La règle du frein à la dette est assouplie, excluant les dépenses liées à l'Ukraine et à la défense. Les régions allemandes peuvent s'endetter à hauteur de 0,35 % de leur PIB pour investir dans la rénovation des infrastructures et la sécurité.

L'impulsion budgétaire que procurent le plan allemand et ces assouplissements budgétaires stimule de nombreux secteurs industriels en Allemagne mais aussi en Europe ; l'effet d'entraînement sur les membres de l'Union européenne est significatif.

La multiplication des projets d'investissement, notamment en Allemagne, en Italie et en France, permet un net redressement de l'industrie européenne. L'investissement est dynamique, le climat des affaires et la confiance des consommateurs se renforcent ; les perspectives de croissance sont en nette amélioration. Le surplus de croissance pour l'ensemble de la zone euro se monte à 0,4 point de pourcentage par an en moyenne sur la période 2025-2028.

Les déficits publics en Allemagne, en Italie et en France augmentent mais sans détérioration massive des ratios de dette publique sur PIB.

Léger resserrement monétaire et recul des *spreads*

La croissance étant davantage portée par des dépenses d'investissement que par la consommation, la remontée de l'inflation est marginale (+0,1 point en moyenne par an). En conséquence, la BCE remonte un peu plus ses taux d'intérêt que dans le scénario central, conduisant à des taux d'intérêt à long terme plus élevés. Les *spreads* français et italien se resserrent en revanche.

◆ Quatrième scénario : Scénario « *adverse* sévère » (pondéré à 15 %)

Aggravation des tensions commerciales et géopolitiques

On suppose que le gouvernement américain lance une nouvelle offensive tarifaire. Compte tenu du jugement de *l'International Court of Trade* américaine, le gouvernement américain privilégie une hausse substantielle des tarifs sectoriels (dont acier, aluminium, automobiles, produits pharmaceutiques, semi-conducteurs, puces). Il fait également approuver par le Congrès un tarif universel (NB : il peut recourir à un texte législatif qui n'a jamais été utilisé : l'Article 122 de la Loi sur le commerce extérieur, *Trade Act* de 1974, qui permet d'imposer des droits de douane temporaires allant jusqu'à 15 % sur toutes les importations pour combler les déficits extérieurs). Le tarif douanier appliqué est de l'ordre de 20 %.

Les principaux partenaires rétorquent en contrôlant leurs exportations (rétention d'exportations stratégiques de la part de la Chine) ou en imposant à leur tour des droits de douane (Chine et UE). L'UE refuse de s'engager à importer davantage de GNL (Gaz Naturel Liquéfié) des États-Unis, refus auquel le gouvernement américain réplique en imposant une limitation des volumes de GNL exportés.

Du fait des volumes en jeu plus élevés, le blocus total des exportations de GNL américain provoquerait une augmentation des prix du gaz naturel bien supérieure à celle de 2022. Nous supposons ici un embargo partiel qui se traduit par un doublement du prix du gaz pendant un semestre (S1-2026), le temps de négocier.

Guerre commerciale et tensions géopolitiques entraînent un blocage partiel de certaines voies maritimes clés (Panama, détroit de Malacca, canal de Suez) qui occasionne une augmentation des délais de livraison et des ruptures ponctuelles des chaînes d'approvisionnement.

Les chocs, liés à la guerre commerciale, à la résurgence de l'inflation et à la hausse des coûts de financement, entraînent une crise de confiance qui se traduit par une remontée du taux d'épargne et une baisse de l'investissement. La croissance en est fortement affectée.

Forte inflation et resserrement monétaire

L'inflation se redresse rapidement. Les craintes d'effets de second tour sont très présentes, en raison notamment de la relative bonne tenue des marchés du travail au moment du déploiement du choc, malgré la décélération anticipée de la croissance.

Face à cette inflation et à ces risques, la FED et la BCE opèrent un resserrement monétaire rapide et « surdimensionné ». Les taux *swaps* 10 ans remontent, ainsi que les taux souverains, pénalisés par les craintes sur les situations budgétaires. La courbe est toutefois inversée.

Les marchés actions connaissent une baisse brutale.

▶ Focus sur l'évolution des principales variables macroéconomiques dans les quatre scénarios :

	Réf.	Central				*Adverse* modéré				Favorable				*Adverse* sévère			
	2024	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028
Zone euro																	
PIB réel – variation moyenne annuelle	0,8	1,3	1,3	1,5	1,6	1,1	(0,5)	1,0	1,6	1,3	1,7	1,9	2,0	0,9	(2,0)	(1,8)	1,5
Taux de chômage - moyenne annuelle	6,4	6,3	6,2	6,1	6,0	6,3	6,7	6,5	6,3	6,3	6,2	6,1	6,0	6,3	7,0	7,9	7,8
Inflation (IPCH) - moyenne annuelle	2,4	2,1	1,7	1,8	1,9	2,1	2,0	1,7	2,3	2,1	1,8	2,1	2,4	2,1	4,7	3,1	2,6
France																	
PIB réel - variation moyenne annuelle	1,1	0,7	1,2	1,3	1,3	0,6	(0,3)	0,7	1,3	0,7	1,7	1,9	1,8	0,6	(1,2)	(1,5)	1,8
Taux de chômage - moyenne annuelle	7,4	7,6	7,7	7,6	7,5	7,6	8,1	8,0	7,6	7,6	7,5	7,3	7,1	7,6	8,3	8,9	8,7
Inflation (IPC) - moyenne annuelle	2,0	1,0	1,1	1,3	1,6	0,9	1,4	0,8	1,2	1,0	1,2	1,5	1,8	0,9	3,1	2,1	2,0
OAT 10 ans - fin d'année	3,2	3,6	3,9	3,9	4,0	3,8	4,4	3,9	3,9	3,6	3,9	3,8	3,9	3,4	5,2	4,2	4,0

◆ Analyse de sensibilité des scénarios macroéconomiques dans le calcul des provisions IFRS9 (ECL *Stage* 1 et 2) sur la base des paramètres centraux :

▶ Sur le périmètre groupe Crédit Agricole CIB :

Variation d'ECL d'un passage à 100 % du scénario (périmètre groupe Crédit Agricole CIB)			
Scénario central	*Adverse* modéré	*Adverse* sévère	Scénario favorable
(2,9 %)	+3,1 %	+12,6 %	(3,8 %)

Cette sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des *forward looking* locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter.

◆ Décomposition *Stage* 1 / *Stage* 2 et *Stage* 3

À fin décembre 2025, en intégrant les *forward looking* locaux, les provisions *Stage* 1 / *Stage* 2 d'une part (provisionnement des actifs clientèles sains) et les provisions *Stage* 3 d'autre part (provisionnement pour risques avérés) ont représenté respectivement 36 % et 64 % des stocks de couverture sur le périmètre groupe Crédit Agricole CIB.

À fin décembre 2025, les reprises nettes de provisions *Stage* 1 / *Stage* 2 en coût du risque annuel du groupe Crédit Agricole CIB s'élèvent à + 8 millions d'euros et les dotations nettes de reprises pour la part du risque avéré *Stage* 3 et autres provisions s'élèvent à - 136 millions d'euros.

3.1.1 VARIATION DES VALEURS COMPTABLES ET DES CORRECTIONS DE VALEUR POUR PERTES SUR LA PÉRIODE

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

▶ Actifs financiers au coût amorti : titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**40 956**	**(11)**	**35**	**(1)**	**24**	**(24)**	**41 015**	**(36)**	**40 979**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**5**	**-**	**(5)**	**3**	**-**	**-**	**-**	**3**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(959)	-	959	(1)			-	(1)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	964	-	(964)	4			-	4	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**40 961**	**(11)**	**30**	**2**	**24**	**(24)**	**41 015**	**(33)**	**40 982**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**1 292**	**(3)**	**103**	**(4)**	**(1)**	**1**	**1 394**	**(6)**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	36 894	(14)	142	(5)			37 036	(19)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(33 273)	18	(36)	2	-	-	(33 309)	20	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(6)		-		-		(6)	
Changements dans le modèle / méthodologie		(2)		-		-		(2)	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(2 329)	1	(3)	(1)	(1)	1	(2 333)	1	
Total	**42 253**	**(14)**	**133**	**(2)**	**23**	**(23)**	**42 409**	**(39)**	**42 370**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [3]	52		-		-		52		
Au 31 décembre 2025	**42 305**	**(14)**	**133**	**(2)**	**23**	**(23)**	**42 461**	**(39)**	**42 422**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

▶ Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**47 793**	**(10)**	**188**	**(6)**	**465**	**(416)**	**48 446**	**(432)**	**48 014**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(118)**	**-**	**118**	**(1)**	**-**	**-**	**-**	**(1)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(118)	-	118	(1)			-	(1)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**47 675**	**(10)**	**306**	**(7)**	**465**	**(416)**	**48 446**	**(433)**	**48 013**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**6 659**	**(5)**	**2**	**(2)**	**(68)**	**52**	**6 593**	**45**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	66 279	(16)	374	(33)			66 653	(49)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(59 584)	20	(374)	35	(27)	21	(59 985)	76	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(10)		-		(4)		(14)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		(3)		-		(3)	
Variations de périmètre [3]	32	-	-	-	-	-	32	-	
Autres	(68)	1	2	(1)	(41)	35	(107)	35	
Total	**54 334**	**(15)**	**308**	**(9)**	**397**	**(364)**	**55 039**	**(388)**	**54 651**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	89		-		4		93		
Au 31 décembre 2025	**54 423**	**(15)**	**308**	**(9)**	**401**	**(364)**	**55 132**	**(388)**	**54 744**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

▶ Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**172 497**	**(181)**	**20 134**	**(712)**	**2 925**	**(1 534)**	**195 556**	**(2 427)**	**193 129**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(8 401)**	**(8)**	**7 795**	**87**	**606**	**(232)**	**-**	**(153)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(13 811)	19	13 811	(118)			-	(99)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	5 478	(30)	(5 478)	55			-	25	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	(92)	3	(743)	155	835	(257)	-	(99)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	24	-	205	(5)	(229)	25	-	20	
Total après transferts	**164 096**	**(189)**	**27 929**	**(625)**	**3 531**	**(1 766)**	**195 556**	**(2 580)**	**192 976**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**8 362**	**16**	**(2 713)**	**(25)**	**(1 039)**	**293**	**4 610**	**284**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,renégociation… [2]	159 613	(361)	11 457	(1 665)			171 070	(2 026)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(143 192)	372	(12 909)	1 638	(593)	81	(156 694)	2 091	
Passages à perte					(264)	264	(264)	264	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		(64)		(163)		(227)	
Changements dans le modèle / méthodologie		1		34		-		35	
Variations de périmètre [3]	75	-	-	-	-	-	75	-	
Autres	(8 134)	4	(1 261)	32	(182)	111	(9 577)	147	
Total	**172 458**	**(173)**	**25 216**	**(650)**	**2 492**	**(1 473)**	**200 166**	**(2 296)**	**197 870**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	(3)		9		364		370		
Au 31 décembre 2025	**172 455**	**(173)**	**25 225**	**(650)**	**2 856**	**(1 473)**	**200 536**	**(2 296)**	**198 240**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)					
En millions d'euros	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	**14 413**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**	**(9)**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(70)**	**(1)**	**70**	**1**	**-**	**-**	**-**	**-**
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(93)	-	93	-			-	-
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	23	(1)	(23)	1			-	-
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	**14 343**	**(10)**	**70**	**1**	**-**	**-**	**14 413**	**(9)**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**(523)**	**1**	**37**	**(1)**	**-**	**-**	**(486)**	**-**
Réévaluation de juste valeur sur la période	89		-		-		89	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	4 871	(8)	48	(1)			4 919	(9)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(4 303)	9	(11)	-	-	-	(4 314)	9
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(1)		-		-		(1)
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre [3]	11	-	-	-	-	-	11	-
Autres	(1 191)	1	-	-	-	-	(1 191)	1
Total	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**(9)**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	-		-		-		-	
Au 31 décembre 2025	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**(9)**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes).

▶ Engagements de financement

	Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 442**	**(401)**	**153 041**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(8 066)**	**2**	**8 016**	**(60)**	**50**	**(14)**	**-**	**(72)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(10 731)	12	10 731	(89)			-	(77)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	2 667	(10)	(2 667)	22			-	12	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	(3)	-	(48)	7	51	(14)	-	(7)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	1	-	-	-	(1)	-	-	-	
Total après transferts	**135 729**	**(118)**	**17 421**	**(306)**	**292**	**(49)**	**153 442**	**(473)**	**152 969**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	**5 938**	**29**	**(2 046)**	**47**	**(152)**	**43**	**3 740**	**119**	
Nouveaux engagements donnés [2]	116 577	(871)	6 274	(583)			122 851	(1 454)	
Extinction des engagements	(103 846)	637	(7 810)	822	(289)	51	(111 945)	1 510	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		258		(287)		(8)		(37)	
Changements dans le modèle / méthodologie		1		75		-		76	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(6 793)	4	(510)	20	137	-	(7 166)	24	
Au 31 décembre 2025	**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**157 182**	**(354)**	**156 828**

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

▶ Engagements de garantie

En millions d'euros	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) – Montant de l'engagement	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) – Correction de valeur pour pertes	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) – Montant de l'engagement	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) – Correction de valeur pour pertes	Engagements provisionnés (*Stage* 3) – Montant de l'engagement	Engagements provisionnés (*Stage* 3) – Correction de valeur pour pertes	Total – Montant de l'engagement (a)	Total – Correction de valeur pour pertes (b)	Total – Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 230**	**(205)**	**178 025**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(1 091)**	**(1)**	**1 070**	**-**	**21**	**(4)**	**-**	**(5)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(3 676)	2	3 676	(8)			-	(6)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	2 585	(3)	(2 585)	7			-	4	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	(31)	1	31	(8)	-	(7)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	10	-	(10)	4	-	4	
Total après transferts	**172 361**	**(23)**	**5 338**	**(29)**	**531**	**(158)**	**178 230**	**(210)**	**178 020**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	**13 128**	**4**	**(131)**	**(8)**	**(165)**	**49**	**12 832**	**45**	
Nouveaux engagements donnés [2]	456 637	(143)	3 162	(97)			459 799	(240)	
Extinction des engagements	(426 241)	131	(3 059)	104	(99)	7	(429 399)	242	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		16		(21)		31		26	
Changements dans le modèle/méthodologie		-		3		-		3	
Variations de périmètre [3]	149	-	-	-	-	-	149	-	
Autres	(17 417)	-	(234)	3	(66)	11	(17 717)	14	
Au 31 décembre 2025	**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**191 062**	**(165)**	**190 897**

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

3.1.2 EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple, les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (*Stage* 3).

▶ Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

En millions d'euros	31.12.2025 – Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit – Actifs détenus en garantie – Instruments financiers reçus en garantie	Actifs détenus en garantie – Hypothèques	Actifs détenus en garantie – Nantissements	Autres techniques de rehaussement de crédit – Cautionnements et autres garanties financières	Autres techniques de rehaussement de crédit – Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**402 630**	**205 980**	**449**	**237**	**238**	**-**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	402 615	205 980	449	237	238	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	15	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**3 327**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**405 957**	**205 980**	**449**	**237**	**238**	**-**

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**389 827**	**197 630**	**243**	**234**	**348**	**-**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	389 811	197 630	243	234	348	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	16	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**3 671**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**393 498**	**197 630**	**243**	**234**	**348**	**-**

▶ Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	31.12.2025					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**13 927**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	**13 927**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**295 406**	**10 214**	**13 651**	**37 573**	**59 564**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 420	-	180	352	228	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**54 744**	**7 126**	**-**	**275**	**1 691**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	37	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**198 240**	**3 088**	**13 634**	**35 162**	**57 838**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 383	-	180	352	228	-
Titres de dettes	**42 422**	**-**	**17**	**2 136**	**35**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	**309 333**	**10 214**	**13 651**	**37 573**	**59 564**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 420	-	180	352	228	-

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**14 413**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	**14 413**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**282 122**	**7 420**	**11 870**	**37 327**	**57 551**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 440	-	120	438	291	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**48 014**	**4 299**	**-**	**211**	**1 266**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	49	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**193 129**	**3 121**	**11 854**	**37 014**	**55 970**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 391	-	120	438	291	-
Titres de dettes	**40 979**	**-**	**16**	**102**	**315**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	**296 535**	**7 420**	**11 870**	**37 327**	**57 551**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 440	-	120	438	291	-

▶ Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

	31.12.2025					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**190 897**	**-**	**152**	**1 313**	**12 549**	**112**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	257	-	-	149	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**156 828**	**-**	**1 254**	**10 147**	**55 301**	**632**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	134	-	-	51	-	-
Total	**347 725**	**-**	**1 406**	**11 460**	**67 850**	**744**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	391	-	-	200	-	-

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**178 025**	**-**	**46**	**552**	**12 472**	**502**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	356	-	-	163	7	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**153 041**	**-**	**976**	**6 427**	**51 876**	**2 135**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	207	-	-	18	7	-
Total	**331 066**	**-**	**1 022**	**6 979**	**64 348**	**2 637**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	563	-	-	181	14	-

3.1.3 ACTIFS FINANCIERS MODIFIÉS

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles Crédit Agricole CIB a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », Chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à la date de clôture est de :

	31.12.2025		
	Actifs sains		
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**
Valeur comptable brute	-	-	-
Gains ou pertes nets	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**1 264**	**505**
Valeur comptable brute	-	1 264	505
Gains ou pertes nets	-	-	-
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**
Valeur comptable brute	-	-	-
Gains ou pertes nets	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », Chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit », les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du *Stage* 2 (actifs sains) ou *Stage* 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en *Stage* 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en *Stage* 2 ou en *Stage* 3 et reclassés en *Stage* 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
TOTAL	**-**

3.1.4 CONCENTRATIONS DU RISQUE DE CRÉDIT

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT PAR CATÉGORIES DE RISQUE DE CRÉDIT

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le Chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques ».

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du Groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15 % au 31 décembre 2025.

▶ **Actifs financiers au coût amorti**

		31.12.2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	229 716	(107)	7 062	(26)			236 645
	0,6% < PD < 12%	23 084	(93)	13 862	(168)			36 685
	12% ≤ PD < 100%			4 588	(467)			4 121
	PD = 100%					3 043	(1 785)	1 258
Total Hors clientèle de détail		**252 800**	**(200)**	**25 512**	**(661)**	**3 043**	**(1 785)**	**278 709**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	16 274	(2)	71	-			16 343
	0,5% < PD ≤ 2%	66	-	38	-			104
	2% < PD ≤ 15%	43	-	38	-			81
	15% < PD < 100%			7	-			7
	PD = 100%					237	(75)	162
Total Clientèle de détail		**16 383**	**(2)**	**154**	**-**	**237**	**(75)**	**16 697**
TOTAL		**269 183**	**(202)**	**25 666**	**(661)**	**3 280**	**(1 860)**	**295 406**

		31.12.2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	222 404	(103)	5 342	(29)			227 614
	0,6% < PD < 12%	25 144	(97)	10 218	(115)			35 150
	12% ≤ PD < 100%			4 675	(574)			4 101
	PD = 100%					3 238	(1 927)	1 311
Total Hors clientèle de détail		**247 548**	**(200)**	**20 235**	**(718)**	**3 238**	**(1 927)**	**268 176**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	13 375	(1)	61	-			13 435
	0,5% < PD ≤ 2%	322	(1)	36	-			357
	2% < PD ≤ 20%	1	-	25	(1)			25
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					176	(47)	129
Total Clientèle de détail		**13 698**	**(2)**	**122**	**(1)**	**176**	**(47)**	**13 946**
TOTAL		**261 246**	**(202)**	**20 357**	**(719)**	**3 414**	**(1 974)**	**282 122**

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

		31.12.2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	13 131	(7)	81	-			13 205
	0,6% < PD < 12%	698	(2)	26	-			722
	12% ≤ PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Hors clientèle de détail		**13 829**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-			-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-			-
	2% < PD ≤ 15%	-	-	-	-			-
	15% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL		**13 829**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**

		31.12.2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	13 626	(8)	-	-			13 618
	0,6% < PD < 12%	796	(1)	-	-			795
	12% ≤ PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Hors clientèle de détail		**14 422**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-			-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-			-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-			-
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL		**14 422**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**

▶ Engagements de financement

		31.12.2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	124 851	(35)	1 051	(1)			125 866
	0,6% < PD < 12%	13 281	(53)	11 484	(124)			24 588
	12% ≤ PD < 100%			2 833	(134)			2 699
	PD = 100%					140	(6)	134
Total Hors clientèle de détail		**138 132**	**(88)**	**15 368**	**(259)**	**140**	**(6)**	**153 287**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	3 501	(1)	1	-			3 501
	0,5% < PD ≤ 2%	26	-	1	-			27
	2% < PD ≤ 15%	8	-	2	-			10
	15% < PD < 100%			3	-			3
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**3 535**	**(1)**	**7**	**-**	**-**	**-**	**3 541**
TOTAL		**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**156 828**

[1] *Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.*

		31.12.2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	127 180	(51)	1 045	(1)			128 173
	0,6% < PD < 12%	13 714	(68)	5 943	(95)			19 494
	12% ≤ PD < 100%			2 414	(150)			2 264
	PD = 100%					238	(35)	203
Total Hors clientèle de détail		**140 894**	**(119)**	**9 402**	**(246)**	**238**	**(35)**	**150 134**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	2 707	-	3	-			2 710
	0,5% < PD ≤ 2%	193	(1)	-	-			192
	2% < PD ≤ 20%	1	-	-	-			1
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					4	-	4
Total Clientèle de détail		**2 901**	**(1)**	**3**	**-**	**4**	**-**	**2 907**
TOTAL		**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 041**

[1] *Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.*

▶ Engagements de garantie

		31.12.2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	179 824	(10)	1 952	(1)			181 765
	0,6% < PD < 12%	4 830	(9)	2 629	(18)			7 432
	12% ≤ PD < 100%			597	(18)			579
	PD = 100%					366	(109)	257
Total Hors clientèle de détail		**184 654**	**(19)**	**5 178**	**(37)**	**366**	**(109)**	**190 033**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	818	-	26	-			844
	0,5% < PD ≤ 2%	5	-	1	-			6
	2% < PD ≤ 15%	12	-	2	-			14
	15% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**835**	**-**	**29**	**-**	**-**	**-**	**864**
TOTAL		**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**190 897**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		31.12.2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	167 687	(8)	1 495	-			169 174
	0,6% < PD < 12%	5 014	(14)	2 289	(10)			7 279
	12% ≤ PD < 100%			454	(19)			435
	PD = 100%					510	(154)	356
Total Hors clientèle de détail		**172 701**	**(22)**	**4 238**	**(29)**	**510**	**(154)**	**177 244**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	724	-	27	-			751
	0,5% < PD ≤ 2%	26	-	1	-			27
	2% < PD ≤ 20%	1	-	2	-			3
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**751**	**-**	**30**	**-**	**-**	**-**	**781**
TOTAL		**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 025**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

CONCENTRATIONS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR AGENT ÉCONOMIQUE

▶ Actifs financiers au coût amorti par agent économique

	31.12.2025							31.12.2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains							Actifs sains						
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 3)	Total brut	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage2*)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 3)	Total brut
Administration générale	25 519	(17)	1 606	(16)	39	(37)	27 164	25 128	(13)	1 034	(7)	39	(37)	26 201
Banques centrales	8 798	-	103	(9)	-	-	8 901	8 175	-	82	(6)	-	-	8 257
Établissements de crédit	53 761	(16)	205	-	401	(364)	54 367	48 274	(12)	107	-	465	(416)	48 846
Grandes entreprises	164 722	(167)	23 598	(636)	2 603	(1 384)	190 923	165 971	(175)	19 012	(705)	2 734	(1 474)	187 717
Clientèle de détail	16 383	(2)	154	-	237	(75)	16 774	13 698	(2)	122	(1)	176	(47)	13 996
TOTAL	**269 183**	**(202)**	**25 666**	**(661)**	**3 280**	**(1 860)**	**298 129**	**261 246**	**(202)**	**20 357**	**(719)**	**3 414**	**(1 974)**	**285 017**

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	31.12.2025							31.12.2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains							Actifs sains						
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 3)	Total
Administration générale	9 232	(7)	-	-	-	-	9 232	10 932	(8)	-	-	-	-	10 932
Banques centrales	122	-	-	-	-	-	122	64	-	-	-	-	-	64
Établissements de crédit	3 389	(2)	-	-	-	-	3 389	2 358	(1)	-	-	-	-	2 358
Grandes entreprises	1 077	-	107	-	-	-	1 184	1 059	-	-	-	-	-	1 059
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**14 413**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**

▶ Dettes envers la clientèle par agent économique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Administration générale	22 665	24 129
Grandes entreprises	165 434	147 676
Clientèle de détail	30 899	30 719
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	**218 998**	**202 524**

▶ Engagements de financement par agent économique

	31.12.2025							31.12.2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
En millions d'euros	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3) [1]	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3) [1]	Total brut
Administration générale	4 159	(2)	1 465	(15)	-	-	5 624	4 931	(3)	742	(11)	-	-	5 673
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	2 750	-	41	-	-	-	2 791	4 523	(1)	15	-	-	-	4 538
Grandes entreprises	131 223	(86)	13 862	(244)	140	(6)	145 225	131 440	(115)	8 645	(235)	238	(35)	140 323
Clientèle de détail	3 535	(1)	7	-	-	-	3 542	2 901	(1)	3	-	4	-	2 908
TOTAL	**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**157 182**	**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 442**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

▶ Engagements de garantie par agent économique

	31.12.2025							31.12.2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
En millions d'euros	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3) [1]	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3) [1]	Total brut
Administration générale	216	-	24	-	-	-	240	270	-	-	-	-	-	270
Banques centrales	262	-	-	-	-	-	262	335	-	-	-	-	-	335
Établissements de crédit	7 494	(3)	351	-	6	-	7 851	6 201	(1)	47	(1)	30	-	6 278
Grandes entreprises	176 682	(16)	4 803	(37)	360	(109)	181 845	165 895	(21)	4 191	(28)	480	(154)	170 566
Clientèle de détail	835	-	29	-	-	-	864	751	-	30	-	-	-	781
TOTAL	**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**191 062**	**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 230**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

▶ Actifs financiers au coût amorti par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains				Actifs sains			
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	80 431	3 707	932	**85 070**	80 153	3 303	502	**83 958**
Autres pays de l'Union européenne	53 450	7 121	447	**61 018**	53 844	5 065	559	**59 468**
Autres pays d'Europe	30 109	2 485	260	**32 854**	26 133	2 262	403	**28 798**
Amérique du Nord	42 250	3 942	487	**46 679**	38 697	3 826	350	**42 873**
Amériques centrale et du Sud	11 076	1 851	539	**13 466**	10 156	1 765	723	**12 644**
Afrique et Moyen-Orient	15 104	3 524	359	**18 987**	14 252	2 264	483	**16 999**
Asie et Océanie (hors Japon)	30 473	2 577	256	**33 306**	32 032	1 301	394	**33 727**
Japon	6 290	459	-	**6 749**	5 979	571	-	**6 550**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Dépréciations	(202)	(661)	(1 860)	**(2 723)**	(202)	(719)	(1 974)	**(2 895)**
TOTAL	**268 981**	**25 005**	**1 420**	**295 406**	**261 044**	**19 638**	**1 440**	**282 122**

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains				Actifs sains			
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	2 883	-	-	**2 883**	3 452	-	-	**3 452**
Autres pays de l'Union européenne	4 264	107	-	**4 371**	4 468	-	-	**4 468**
Autres pays d'Europe	521	-	-	**521**	536	-	-	**536**
Amérique du Nord	2 412	-	-	**2 412**	2 441	-	-	**2 441**
Amériques centrale et du Sud	168	-	-	**168**	117	-	-	**117**
Afrique et Moyen-Orient	541	-	-	**541**	337	-	-	**337**
Asie et Océanie (hors Japon)	1 866	-	-	**1 866**	1 398	-	-	**1 398**
Japon	1 165	-	-	**1 165**	1 664	-	-	**1 664**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
TOTAL	**13 820**	**107**	**-**	**13 927**	**14 413**	**-**	**-**	**14 413**

▶ Dettes envers la clientèle par zone géographique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
France (y compris DROM-COM)	35 221	40 177
Autres pays de l'Union européenne	69 063	64 154
Autres pays d'Europe	25 007	24 244
Amérique du Nord	17 830	17 622
Amériques centrale et du Sud	8 402	6 644
Afrique et Moyen-Orient	7 296	8 831
Asie et Océanie (hors Japon)	46 354	32 574
Japon	9 825	8 278
Organismes supra-nationaux	-	-
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	**218 998**	**202 524**

▶ Engagements de financement par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains				Engagements sains			
En millions d'euros	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	33 645	2 959	41	**36 645**	34 942	1 455	120	**36 517**
Autres pays de l'Union européenne	39 721	5 660	8	**45 389**	39 616	2 869	17	**42 502**
Autres pays d'Europe	14 923	1 335	-	**16 258**	15 394	846	-	**16 240**
Amérique du Nord	36 128	2 841	10	**38 979**	34 750	2 196	4	**36 950**
Amériques centrale et du Sud	4 545	348	3	**4 896**	3 232	1 151	5	**4 388**
Afrique et Moyen-Orient	3 935	1 782	-	**5 717**	5 311	779	-	**6 090**
Asie et Océanie (hors Japon)	7 186	439	78	**7 703**	8 813	109	96	**9 018**
Japon	1 584	11	-	**1 595**	1 737	-	-	**1 737**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Provisions [1]	(89)	(259)	(6)	**(354)**	(120)	(246)	(35)	**(401)**
TOTAL	**141 578**	**15 116**	**134**	**156 828**	**143 675**	**9 159**	**207**	**153 041**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

▶ Engagements de garantie par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains				Engagements sains			
En millions d'euros	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	15 927	1 388	62	**17 377**	13 651	1 302	80	**15 033**
Autres pays de l'Union européenne	18 251	1 231	238	**19 720**	16 378	1 241	337	**17 956**
Autres pays d'Europe	7 069	456	7	**7 532**	7 475	294	30	**7 799**
Amérique du Nord	125 994	694	58	**126 746**	120 061	784	39	**120 884**
Amériques centrale et du Sud	3 179	61	-	**3 240**	2 796	11	-	**2 807**
Afrique et Moyen-Orient	1 917	203	-	**2 120**	1 132	134	23	**1 289**
Asie et Océanie (hors Japon)	12 279	760	1	**13 040**	10 888	441	1	**11 330**
Japon	873	414	-	**1 287**	1 071	61	-	**1 132**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Provisions [1]	(19)	(37)	(109)	**(165)**	(22)	(29)	(154)	**(205)**
TOTAL	**185 470**	**5 170**	**257**	**190 897**	**173 430**	**4 239**	**356**	**178 025**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de Crédit Agricole CIB au risque souverain sont les suivantes :

ACTIVITÉ BANCAIRE

	31.12.2025						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Expositions nettes de dépréciations				
En millions d'euros	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	15	-	-	2 118	2 133	-	2 133
Argentine	-	-	-	16	16	-	16
Belgique	417	-	35	304	756	5	761
Brésil	89	-	167	66	322	(7)	315
Chine	374	-	-	295	669	-	669
Egypte	1	-	-	401	402	-	402
Espagne	-	-	-	430	430	2	432
États-Unis	17 944	-	8	1 793	19 745	45	19 790
France	5 857	-	-	1 617	7 474	94	7 568
Hong Kong	109	-	-	955	1 064	5	1 069
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	983	-	726	1 419	3 128	17	3 145
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	9	4	13	-	13
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	61	61	-	61
Autres pays souverains	4 530	-	1 066	6 000	11 596	10	11 606
TOTAL	**30 319**	**-**	**2 011**	**15 479**	**47 809**	**171**	**47 980**

	31.12.2024						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Expositions nettes de dépréciations				
En millions d'euros	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	4	-	-	1 463	1 467	-	1 467
Argentine	-	-	-	23	23	-	23
Belgique	-	-	36	263	299	(5)	294
Brésil	27	-	117	82	226	-	226
Chine	195	-	-	146	341	-	341
Egypte	-	-	-	364	364	-	364
Espagne	2 090	-	-	102	2 192	(1)	2 191
États-Unis	11 275	-	9	920	12 204	77	12 281
France	-	-	-	1 255	1 255	36	1 291
Hong Kong	133	-	-	1 121	1 254	8	1 262
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	1 085	-	943	2 137	4 165	4	4 169
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	9	3	12	-	12
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	75	75	-	75
Autres pays souverains	3 965	-	1 046	5 551	10 562	15	10 577
TOTAL	**18 774**	**-**	**2 160**	**13 505**	**34 439**	**134**	**34 573**

3.3 Risque de marché

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

3.3.1 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

▶ **Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif**

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	735	234	363	1 332	1 273	307	118	1 698
Instruments de devises	263	2	-	265	129	26	-	155
Autres instruments	44	-	-	44	10	-	-	10
Sous-total	**1 042**	**236**	**363**	**1 641**	**1 412**	**333**	**118**	**1 863**
Opérations de change à terme	1 686	-	-	1 686	1 806	2	-	1 808
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - ACTIF	**2 728**	**236**	**363**	**3 327**	**3 218**	**335**	**118**	**3 671**

▶ Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	1 668	126	293	2 087	2 396	120	23	2 539
Instruments de devises	137	1	-	138	96	1	-	97
Autres instruments	5	-	-	5	4	-	-	4
Sous-total	**1 810**	**127**	**293**	**2 230**	**2 496**	**121**	**23**	**2 640**
Opérations de change à terme	911	-	-	911	550	-	-	550
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - PASSIF	**2 721**	**127**	**293**	**3 141**	**3 046**	**121**	**23**	**3 190**

▶ Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	4 687	19 900	61 969	86 556	6 201	20 252	50 234	76 687
Instruments de devises et or	12 705	17 101	10 307	40 113	16 191	22 234	12 666	51 091
Autres instruments	3 112	6 247	1 645	11 004	6 407	5 449	1 897	13 753
Sous-total	**20 504**	**43 248**	**73 921**	**137 673**	**28 799**	**47 935**	**64 797**	**141 531**
Opérations de change à terme	14 978	2 538	127	17 643	25 971	2 019	32	28 022
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - ACTIF	**35 482**	**45 786**	**74 048**	**155 316**	**54 770**	**49 954**	**64 829**	**169 553**

▶ Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	4 573	20 655	60 499	85 727	3 778	20 935	50 021	74 734
Instruments de devises et or	9 514	12 736	7 884	30 134	13 794	21 063	11 426	46 283
Autres instruments	2 216	3 223	780	6 219	2 809	1 840	599	5 248
Sous-total	**16 303**	**36 614**	**69 163**	**122 080**	**20 381**	**43 838**	**62 046**	**126 265**
Opérations de change à terme	15 020	2 508	316	17 844	23 989	3 577	393	27 959
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - PASSIF	**31 323**	**39 122**	**69 479**	**139 924**	**44 370**	**47 415**	**62 439**	**154 224**

3.3.2 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : MONTANT DES ENGAGEMENTS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Instruments de taux d'intérêt	23 577 724	21 009 658
Instruments de devises et or	766 436	793 854
Autres instruments	249 196	222 158
Sous-total	**24 593 356**	**22 025 670**
Opérations de change à terme	3 990 357	3 705 111
TOTAL NOTIONNELS	**28 583 713**	**25 730 781**

3.3.3 RISQUE DE CHANGE

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

3.4 Risque de liquidité et de financement

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

3.4.1 PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	24 047	18 828	10 173	2 084	-	**55 132**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	73 313	26 460	76 113	24 650	-	**200 536**
Total	**97 360**	**45 288**	**86 286**	**26 734**	**-**	**255 668**
Dépréciations						**(2 684)**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						**252 984**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	24 083	18 466	4 252	1 643	2	**48 446**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	72 837	26 084	75 113	21 522	-	**195 556**
Total	**96 920**	**44 550**	**79 365**	**23 165**	**2**	**244 002**
Dépréciations						**(2 859)**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						**241 143**

3.4.2 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	47 996	8 583	27 693	694	-	**84 966**
Dettes envers la clientèle	197 452	15 228	5 645	673	-	**218 998**
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	**245 448**	**23 811**	**33 338**	**1 367**	**-**	**303 964**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	38 367	1 712	25 561	4 459	-	**70 099**
Dettes envers la clientèle	185 791	14 890	1 779	64	-	**202 524**
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	**224 158**	**16 602**	**27 340**	**4 523**	**-**	**272 623**

3.4.3 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	**-**
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	**-**
Titres de créances négociables	48 284	23 523	1 299	1 220	-	**74 326**
Emprunts obligataires	-	-	516	37	-	**553**
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	**48 284**	**23 523**	**1 815**	**1 257**	**-**	**74 879**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	751	1 935	1 858	-	**4 544**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	**-**
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	**-**
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	**-**	**751**	**1 935**	**1 858**	**-**	**4 544**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	**-**
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	**-**
Titres de créances négociables	48 169	26 579	1 081	679	-	**76 508**
Emprunts obligataires	52	332	832	30	-	**1 246**
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	**48 221**	**26 911**	**1 913**	**709**	**-**	**77 754**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	1 253	3 368	-	**4 621**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	**-**
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	**-**
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	**-**	**-**	**1 253**	**3 368**	**-**	**4 621**

3.4.4 GARANTIES FINANCIÈRES EN RISQUE DONNÉES PAR MATURITÉ ATTENDUE

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1	117	38	5	-	**161**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	2	153	44	4	-	**203**

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentes dans la note 3.3 « Risque de marché ».

3.5 Comptabilité de couverture

(*Cf.* note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Risques et Pilier 3 – Gestion des risques »)

3.5.1 COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

3.5.2 COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

3.5.3 COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET EN DEVISE

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangère.

3.5.4 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur de marché		Montant	Valeur de marché		Montant
En millions d'euros	Positive	Négative	notionnel	Positive	Négative	notionnel
Couverture de juste valeur	1 139	1 088	135 747	1 894	1 133	131 123
Couverture de flux de trésorerie	2 060	1 969	104 757	1 717	1 917	85 232
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	128	84	5 357	60	140	5 104
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**3 327**	**3 141**	**245 861**	**3 671**	**3 190**	**221 459**

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version *carve-out*). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

Crédit Agricole CIB n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025.

3.5.5 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE (NOTIONNELS)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31.12.2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total notionnel
Instruments de taux d'intérêt	144 602	14 092	2 651	161 345
Instruments de devises	8 667	917	-	9 584
Autres instruments	282	-	-	282
Sous-total	**153 551**	**15 009**	**2 651**	**171 211**
Opérations de change à terme	74 650	-	-	74 650
TOTAL NOTIONNEL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**228 201**	**15 009**	**2 651**	**245 861**

	31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total notionnel
Instruments de taux d'intérêt	131 956	12 262	2 220	146 438
Instruments de devises	6 481	1 263	-	7 744
Autres instruments	221	-	-	221
Sous-total	**138 658**	**13 525**	**2 220**	**154 403**
Opérations de change à terme	67 002	54	-	67 056
TOTAL NOTIONNEL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**205 660**	**13 579**	**2 220**	**221 459**

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

3.5.6 COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

▶ Instruments dérivés de couverture

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
En millions d'euros	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	**1 037**	**962**	**(483)**	**129 180**	**1 804**	**956**	**73**	**126 410**
Taux d'intérêt	906	820	(137)	109 405	1 216	922	(399)	103 202
Change	131	142	(346)	19 775	588	34	472	23 208
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des microcouvertures de juste valeur	**1 037**	**962**	**(483)**	**129 180**	**1 804**	**956**	**73**	**126 410**
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	102	126	52	6 567	90	177	26	4 713
TOTAL COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	**1 139**	**1 088**	**(431)**	**135 747**	**1 894**	**1 133**	**99**	**131 123**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

◆ Éléments couverts

▶ Microcouvertures

	31.12.2025				31.12.2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
En millions d'euros	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**12 323**	**(56)**	**-**	**40**	**12 689**	**(117)**	**-**	**93**
Taux d'intérêt	12 191	(56)	-	40	12 689	(117)	-	93
Change	132	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	**71 624**	**(442)**	**-**	**174**	**73 363**	**(570)**	**-**	**327**
Taux d'intérêt	64 719	(474)	-	130	65 881	(525)	-	399
Change	6 905	32	-	44	7 483	(45)	-	(72)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	**83 947**	**(498)**	**-**	**214**	**86 052**	**(687)**	**-**	**420**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	**35 176**	**(232)**	**-**	**(269)**	**36 150**	**49**	**-**	**494**
Taux d'intérêt	31 952	(227)	-	33	23 761	(246)	-	94
Change	3 224	(5)	-	(302)	12 389	295	-	400
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	**35 176**	**(232)**	**-**	**(269)**	**36 150**	**49**	**-**	**494**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers microcouverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers microcouverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

▶ Macrocouvertures

	31.12.2025		31.12.2024	
En millions d'euros	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 054	-	1 721	-
Total - Actifs	**3 054**	**-**	**1 721**	**-**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 389	-	3 164	-
Total - Passifs	**3 389**	**-**	**3 164**	**-**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macrocouverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macrocouverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

▶ Résultat de la comptabilité de couverture

	31.12.2025			31.12.2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
En millions d'euros	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	(85)	84	(1)	(373)	372	(1)
Change	(346)	346	-	472	(472)	-
Autres	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**(431)**	**430**	**(1)**	**99**	**(100)**	**(1)**

3.5.7 COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE ET D'INVESTISSEMENTS NETS À L'ÉTRANGER

▶ Instruments dérivés de couverture

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période(y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
En millions d'euros	Actif	Passif			Actif	Passif		
Marchés organisés et de gré à gré	**1 949**	**1 033**	**4**	**79 275**	**1 538**	**686**	**18**	**60 356**
Taux d'intérêt	212	205	6	19 891	213	209	2	13 647
Change	1 693	823	(2)	59 102	1 315	473	16	46 488
Autres	44	5	-	282	10	4	-	221
Total des microcouvertures de flux de trésorerie	**1 949**	**1 033**	**4**	**79 275**	**1 538**	**686**	**18**	**60 356**
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	111	936	194	25 482	179	1 231	455	24 876
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des macrocouvertures de flux de trésorerie	**111**	**936**	**194**	**25 482**	**179**	**1 231**	**455**	**24 876**
TOTAL DE LA COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	**2 060**	**1 969**	**198**	**104 757**	**1 717**	**1 917**	**473**	**85 232**
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**128**	**84**	**255**	**5 357**	**60**	**140**	**(1)**	**5 104**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

▶ Impacts de la comptabilité de couverture

	31.12.2025			31.12.2024		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
En millions d'euros	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisée sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
Taux d'intérêt	200	-	-	457	-	-
Change	(2)	-	-	16	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie	**198**	**-**	**-**	**473**	**-**	**-**
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**255**	**-**	**-**	**(1)**	**-**	**-**
Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger	**453**	**-**	**-**	**472**	**-**	**-**

3.6 Risques opérationnels

(*Cf.* Chapitre « Risques et Pilier 3 – Gestion des risques »)

3.7 Gestion du capital et ratios règlementaires

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et règlementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. À ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios règlementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le Chapitre « Risques et Pilier 3 ».

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué unique en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

NOTE 4 : NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

4.1 Produits et charges d'intérêts

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	**16 154**	**20 227**
Opérations avec les établissements de crédit	4 445	7 002
Opérations avec la clientèle	10 410	11 881
Titres de dettes	1 299	1 344
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**519**	**452**
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	519	452
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**1 158**	**1 164**
Autres intérêts et produits assimilés	**73**	**59**
PRODUITS D'INTÉRÊTS [1]	**17 904**	**21 902**
Sur les passifs financiers au coût amorti	**(13 302)**	**(17 308)**
Opérations avec les établissements de crédit	(3 411)	(4 948)
Opérations avec la clientèle	(6 616)	(8 128)
Dettes représentées par un titre	(3 058)	(3 967)
Dettes subordonnées	(217)	(265)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**(868)**	**(648)**
Autres intérêts et charges assimilées	**(70)**	**(69)**
CHARGES D'INTÉRÊTS	**(14 240)**	**(18 025)**

[1] Dont 50,8 millions d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 83,2 millions d'euros au 31 décembre 2024. L'information comparative 2024 a fait l'objet d'un retraitement de présentation sans impact sur les agrégats financiers.

4.2 Produits et charges de commissions

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	17	(62)	(45)	23	(43)	(20)
Sur opérations avec la clientèle	1 016	(181)	835	821	(159)	662
Sur opérations sur titres	97	(328)	(231)	56	(253)	(197)
Sur opérations de change	8	(38)	(30)	10	(42)	(32)
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	391	(233)	158	360	(272)	88
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	517	(369)	148	426	(221)	205
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	759	(115)	644	590	(120)	470
TOTAL PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	**2 805**	**(1 326)**	**1 479**	**2 286**	**(1 110)**	**1 176**

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dividendes reçus	587	220
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	3 366	379
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	15	27
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	1
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option [1]	(2 703)	(1 817)
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	2 277	4 359
Résultat de la comptabilité de couverture	(1)	(1)
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	**3 541**	**3 168**

[1] Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	**1 296**	**(1 296)**	**-**	**1 428**	**(1 429)**	**(1)**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	889	(406)	483	678	(752)	(74)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	407	(890)	(483)	750	(677)	73
Couverture de flux de trésorerie	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**96**	**(97)**	**(1)**	**114**	**(114)**	**-**
Variations de juste valeur des éléments couverts	22	(75)	(53)	44	(70)	(26)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	74	(22)	52	70	(44)	26
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	**1 392**	**(1 393)**	**(1)**	**1 542**	**(1 543)**	**(1)**

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,…) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables [1]	(9)	(37)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) [2]	17	24
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	**8**	**(13)**

[1] Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque ».

[2] Dont aucun dividende sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables décomptabilisés au cours de l'exercice contre 8,5 millions d'euros au 31 décembre 2024.

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Titres de dettes	3	1
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	1
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**3**	**2**
Titres de dettes	(24)	(40)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	(7)	(4)
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**(31)**	**(44)**
GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI [1]	**(28)**	**(42)**

[1] Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque ».

4.6 Produits (charges) des autres activités

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	2	1
Autres produits (charges) nets	(2)	5
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITÉS	**-**	**6**

4.7 Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charges de personnel	(3 334)	(3 041)
Impôts, taxes et contributions règlementaires	(107)	(117)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(1 253)	(1 145)
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	**(4 694)**	**(4 303)**

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de Crédit Agricole CIB intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

◆ Collège des Commissaires aux comptes de Crédit Agricole CIB

	PricewaterhouseCoopers		Forvis Mazars		
En millions d'euros hors taxes	2025	2024	2025	2024	Total 2025
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	**6,4**	**5,2**	**5,4**	**4,6**	**11,8**
Émetteur	3,2	3,0	3,2	2,9	6,4
Filiales intégrées globalement	3,2	2,2	2,2	1,7	5,4
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,4**
Émetteur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4
Filiales intégrées globalement	-	0,1	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	**2,2**	**3,0**	**0,5**	**0,3**	**2,7**
Émetteur	0,7	0,6	0,3	0,2	1,0
Filiales intégrées globalement	1,5	2,4	0,2	0,1	1,7
TOTAL	**8,8**	**8,5**	**6,1**	**5,1**	**14,9**

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole CIB, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 2,7 millions d'euros, dont 2,3 millions d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole CIB et ses filiales, 0,2 million d'euros au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD) de Crédit Agricole CIB et ses filiales et 0,2 million d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, attestations et constats à l'issue des procédures convenues).

Le montant total des honoraires de Forvis Mazars, Commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole CIB, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 2,6 millions d'euros, dont 2,1 millions d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole CIB et ses filiales, 0,2 million d'euros au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD) de Crédit Agricole CIB et ses filiales et 0,3 million d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort et constats à l'issue des procédures convenues).

4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations aux amortissements	**(285)**	**(274)**
Immobilisations corporelles [1]	(173)	(162)
Immobilisations incorporelles	(112)	(112)
Dotations (reprises) aux dépréciations	**-**	**(1)**
Immobilisations corporelles [2]	2	-
Immobilisations incorporelles	(2)	(1)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	**(285)**	**(275)**

[1] Dont 109 millions d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 104 millions d'euros au 31 décembre 2024.

[2] Dont 2 millions d'euros comptabilisés au titre des dotations (reprises) aux dépréciations du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 0 million d'euros au 31 décembre 2024.

4.9 Coût du risque

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (*Stage* 1 et *Stage* 2) (A)	**8**	**(176)**
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	**22**	**25**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(1)	(2)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(6)	37
Engagements par signature	29	(10)
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	**(14)**	**(201)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	29	(127)
Engagements par signature	(43)	(74)
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (*Stage* 3) (B)	**(198)**	**(29)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(260)	1
Engagements par signature	62	(30)
Autres actifs (C)	**1**	**-**
Risques et charges (D)	**7**	**26**
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A) + (B) + (C) + (D)	**(182)**	**(179)**
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(34)	(32)
Récupérations sur prêts et créances	96	125
comptabilisés au coût amorti	96	125
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	(13)
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	(8)	(6)
Autres produits	-	-
COÛT DU RISQUE	**(128)**	**(105)**

4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**9**	**-**
Plus-values de cession [1]	9	2
Moins-values de cession	-	(2)
Résultat de cession sur participations consolidées	**-**	**(1)**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	(1)
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises [2]	**(1)**	**(19)**
GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS	**8**	**(20)**

[1] Au 31 décembre 2025, cession de l'activité de dépositaire de la Banque Degroof Petercam Luxembourg SA à CACEIS pour 9,4 millions d'euros. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».
[2] Au 31 décembre 2025, frais d'acquisition de la Banque Thaler et au 31 décembre 2024, frais d'acquisition de la banque Degroof Petercam.

4.11 Impôts

4.11.1 CHARGE D'IMPÔT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charge d'impôt courant [1] [2]	(376)	(576)
Charge d'impôt différé	(296)	(166)
TOTAL CHARGE D'IMPÔT	**(672)**	**(742)**

[1] Le montant relatif à l'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 - Globe s'élève à 1,7 million d'euros en 2025.
[2] Dont 41,3 millions d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 milliard d'euros ou 3 milliards d'euros.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard d'euros ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

La contribution exceptionnelle comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 41,3 millions d'euros dont 29,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2024.

4.11.2 RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔT THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

▶ Au 31 décembre 2025

En millions d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	3 565	25,83 %	(921)
Effet des différences permanentes		(5,96) %	212
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,52 %	(19)
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,10 %	(3)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	-
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments		(1,64) %	59
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		**18,85 %**	**(672)**

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025 (y compris la contribution sociale sur les bénéfices). La contribution exceptionnelle (ainsi que les effets de la convention de régime de groupe fiscal associés) est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

▶ Au 31 décembre 2024

En millions d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	3 469	25,83 %	(896)
Effet des différences permanentes [1]		(5,19) %	180
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,44 %	(15)
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,37 %	(13)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	-
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments [1]		(0,06) %	2
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		**21,39 %**	**(742)**

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction de présentation visant à repositionner l'impact de l'intégration fiscale de la ligne « effet des autres éléments » à celle de l'« effet des différences permanentes » pour 171 millions d'euros. Cette correction vise à se conformer à la présentation de cette note au niveau du Groupe Crédit Agricole permettant de renforcer la lisibilité de l'impact de l'intégration fiscale.

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	**(777)**	**334**
Écart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	(777)	334
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**50**	**(45)**
Écart de réévaluation de la période	49	(77)
Transferts en résultat	10	37
Autres variations	(9)	(5)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	**198**	**473**
Écart de réévaluation de la période	198	473
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	**(67)**	**(109)**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	**(596)**	**653**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	**34**	**5**
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	**(201)**	**(417)**
Écart de réévaluation de la période	(193)	(409)
Transferts en réserves	(8)	(8)
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**7**	**33**
Écart de réévaluation de la période	1	152
Transferts en réserves	(4)	(121)
Autres variations	10	2
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	**47**	**98**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	**(113)**	**(281)**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**(709)**	**372**
Dont part du Groupe	(709)	370
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	2

NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES

DÉFINITION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

La définition des métiers de Crédit Agricole CIB est conforme à la nomenclature en usage au sein de Crédit Agricole S.A.

PRÉSENTATION DES PÔLES MÉTIERS

Le portefeuille d'activités s'articule autour de quatre pôles :

- la Banque de Financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international (les activités *International Trade & Transaction Banking* et les activités d'origination, structuration et arrangement de crédits), ainsi que les activités de financements structurés (financements de projets, financements aéronautiques, financements maritimes, financements d'acquisition, financements immobiliers) ;
- la Banque de Marché et d'Investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux, marchés de la dette et trésorerie) et celles de banque d'investissement (conseil en fusions & acquisitions et primaire actions) ;

Ces deux pôles constituent la quasi-totalité du métier Banque de Financement et d'Investissement (BFI) au sein du pôle Grandes Clientèles de Crédit Agricole S.A.

- la Gestion de fortune est exercée sous la marque mondiale Indosuez Wealth Management, implantée en France, en Belgique, en Suisse, au Luxembourg, à Monaco, en Espagne, en Italie et en Asie sur Singapour et Hong Kong. L'activité de Gestion de fortune est présentée au sein du pôle Gestion de l'épargne de Crédit Agricole S.A. ;
- les Activités hors métier comprennent les différents impacts non imputables aux autres pôles.

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

Les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque secteur opérationnel.

	31.12.2025					
En millions d'euros	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Produit net bancaire	**3 434**	**3 293**	**6 727**	**1 671**	**267**	**8 664**
Charges d'exploitation	(1 504)	(2 111)	(3 615)	(1 356)	(9)	(4 980)
Résultat brut d'exploitation	**1 929**	**1 183**	**3 112**	**315**	**258**	**3 685**
Coût du risque	(98)	-	(98)	(30)	-	(128)
Résultat d'exploitation	**1 831**	**1 183**	**3 014**	**285**	**258**	**3 558**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3	-	3	-	-	3
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	8	-	8
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 834**	**1 183**	**3 017**	**294**	**258**	**3 568**
Impôts sur les bénéfices	(410)	(279)	(689)	(59)	76	(672)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**1 424**	**903**	**2 327**	**235**	**334**	**2 896**
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	-	(1)	32	-	30
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 426**	**903**	**2 329**	**203**	**334**	**2 866**

	31.12.2025					
En millions d'euros	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Actifs sectoriels						
- dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
- dont écarts d'acquisition	-	-	484	1 078	-	1 562
TOTAL ACTIF	**-**	**-**	**859 817**	**24 972**	**-**	**884 789**

	31.12.2024					
En millions d'euros	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune[1]	Activités hors métiers	CACIB
Produit net bancaire	**3 362**	**3 172**	**6 534**	**1 397**	**241**	**8 172**
Charges d'exploitation	(1 437)	(2 011)	(3 448)	(1 110)	(20)	(4 578)
Résultat brut d'exploitation	**1 925**	**1 161**	**3 086**	**287**	**221**	**3 594**
Coût du risque	(93)	3	(90)	(15)	-	(105)
Résultat d'exploitation	**1 832**	**1 164**	**2 996**	**272**	**221**	**3 489**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2	-	2	-	-	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	-	3	(23)	-	(20)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 837**	**1 164**	**3 001**	**249**	**221**	**3 471**
Impôts sur les bénéfices	(462)	(298)	(760)	(52)	70	(742)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**1 375**	**866**	**2 241**	**197**	**291**	**2 729**
Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	-	(2)	34	-	32
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 377**	**866**	**2 243**	**163**	**291**	**2 697**

[1] Dont contribution de la banque Degroof Petercam : + 87 millions d'euros de résultat brut d'exploitation et + 50 millions d'euros de résultat net part du groupe.

	31.12.2024					
En millions d'euros	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Actifs sectoriels						
- dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
- dont écarts d'acquisition	-	-	485	997	-	1 482
TOTAL ACTIF	**-**	**-**	**824 974**	**22 936**	**-**	**847 910**

5.2 Information sectorielle par zone géographique

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

	31.12.2025				31.12.2024			
En millions d'euros	Résultat net part Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition	Résultat net part Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition
France (y compris DROM-COM)	895	3 142	587 995	474	1 010	3 230	570 569	474
Autres pays de l'Union européenne	404	1 525	32 660	490	388	1 287	32 054	516
Autres pays d'Europe	322	1 157	38 398	559	289	1 079	34 442	450
Amérique du Nord	641	1 391	77 260	-	590	1 323	84 781	-
Amériques centrale et du Sud	42	84	2 485	-	8	52	2 247	-
Afrique et Moyen-Orient	18	64	4 383	-	1	45	2 799	-
Asie et Océanie (hors Japon)	423	1 044	49 016	39	331	959	42 167	42
Japon	121	257	92 592	-	80	197	78 851	-
TOTAL	**2 866**	**8 664**	**884 789**	**1 562**	**2 697**	**8 172**	**847 910**	**1 482**

NOTE 6 : NOTES RELATIVES AU BILAN

6.1 Caisse, Banques centrales

	31.12.2025		31.12.2024	
En millions d'euros	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	7		7	
Banques centrales	86 898	212	82 005	1 363
VALEUR AU BILAN	**86 905**	**212**	**82 012**	**1 363**

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	443 936	418 477
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	180	226
Instruments de capitaux propres	165	210
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	15	16
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
VALEUR AU BILAN	**444 116**	**418 703**
Dont Titres prêtés	7	24

[1] *Dont 15 millions d'euros d'OPC au 31 décembre 2025 contre 16 millions d'euros au 31 décembre 2024.*

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	342 504	338 132
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	72 692	68 369
VALEUR AU BILAN	**415 196**	**406 501**

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

▶ **Passifs financiers dont les variations du *spread* émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables**

	31.12.2025				
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation [1]
Dépôts et passifs subordonnés	**12 534**	**(1 149)**	**490**	**193**	**8**
Titres de dettes	**57 770**				
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**70 304**	**(1 149)**	**490**	**193**	**8**

[1] *Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.*

	31.12.2024				
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation [1]
Dépôts et passifs subordonnés	**14 079**	**(1 570)**	**289**	**409**	**8**
Titres de dettes	**51 010**				
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**65 089**	**(1 570)**	**289**	**409**	**8**

[1] *Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.*

En application de la norme IFRS 9, Crédit Agricole CIB calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations des conditions de marché.

BASE DE CALCUL DU RISQUE DE CRÉDIT PROPRE

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein de Crédit Agricole CIB, il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché en fonction du type d'émission.

CALCUL DU RÉSULTAT LATENT INDUIT PAR LE RISQUE DE CRÉDIT PROPRE (ENREGISTRÉ EN GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES)

L'approche privilégiée par Crédit Agricole CIB est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille. Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

CALCUL DU RÉSULTAT RÉALISÉ INDUIT PAR LE RISQUE DE CRÉDIT PROPRE (ENREGISTRÉ EN RÉSERVES CONSOLIDÉES)

Le choix de Crédit Agricole CIB est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au *spread* de crédit multipliée par la variation de ce *spread* entre la date d'émission et celle du remboursement.

▶ Passifs financiers dont les variations du *spread* émetteur sont comptabilisées en résultat net

	31.12.2025			
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	**2 388**	**(48)**	**-**	**-**
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**2 388**	**(48)**	**-**	**-**

	31.12.2024			
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	**3 280**	**(44)**	**-**	**-**
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**3 280**	**(44)**	**-**	**-**

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	13 927	29	(35)	14 413	14	(70)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	368	81	(105)	386	56	(87)
TOTAL	**14 295**	**110**	**(140)**	**14 799**	**70**	**(157)**

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

En millions d'euros	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	2 176	5	(3)	2 287	5	(7)
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 751	24	(32)	12 126	9	(63)
Total des titres de dettes	**13 927**	**29**	**(35)**	**14 413**	**14**	**(70)**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**13 927**	**29**	**(35)**	**14 413**	**14**	**(70)**
Impôts sur les bénéfices		(8)	9		(3)	18
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**21**	**(26)**		**11**	**(52)**

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

▶ Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

En millions d'euros	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	11	4	(3)	11	5	(4)
Titres de participation non consolidés	357	77	(102)	375	51	(83)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**368**	**81**	**(105)**	**386**	**56**	**(87)**
Impôts sur les bénéfices		(4)	1		(4)	1
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**77**	**(104)**		**52**	**(86)**

▶ Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

En millions d'euros	31.12.2025			31.12.2024		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés [1]	Pertes cumulées réalisées [1]	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés [1]	Pertes cumulées réalisées [1]
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	146	122	-
Titres de participation non consolidés	17	6	(2)	73	-	(7)
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	**17**	**6**	**(2)**	**219**	**122**	**(7)**
Impôts sur les bénéfices		-	-		(6)	-
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**6**	**(2)**		**116**	**(7)**

[1] Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	54 744	48 014
Prêts et créances sur la clientèle	198 240	193 129
Titres de dettes	42 422	40 979
VALEUR AU BILAN	**295 406**	**282 122**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Établissements de crédit		
Comptes et prêts	48 006	44 145
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	10 268	7 146
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	1 647	4 623
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	7 126	4 299
Prêts subordonnés	-	2
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	**55 132**	**48 446**
Dépréciations	(388)	(432)
VALEUR AU BILAN	**54 744**	**48 014**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	32 375	33 163
Autres concours à la clientèle	161 543	156 858
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	762	884
Prêts subordonnés	22	28
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	8	8
Comptes ordinaires débiteurs	5 826	4 615
Valeur brute	**200 536**	**195 556**
Dépréciations	(2 296)	(2 427)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	**198 240**	**193 129**
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	**-**	**-**
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	**-**	**-**
VALEUR AU BILAN	**198 240**	**193 129**

TITRES DE DETTES

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Effets publics et valeurs assimilées	9 827	9 009
Obligations et autres titres à revenu fixe	32 634	32 006
Total	**42 461**	**41 015**
Dépréciations	(39)	(36)
VALEUR AU BILAN	**42 422**	**40 979**

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2025

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
En millions d'euros	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**60 908**	**-**	**60 908**	**-**	**60 908**	**60 313**	**-**	**60 313**	**-**	**60 313**	**595**
Instruments de capitaux propres	9 575	-	9 575	-	9 575	9 307	-	9 307	-	9 307	268
Titres de dettes	51 333	-	51 333	-	51 333	51 006	-	51 006	-	51 006	327
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 357**	**-**	**1 357**	**-**	**1 357**	**1 352**	**-**	**1 352**	**-**	**1 352**	**5**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 357	-	1 357	-	1 357	1 352	-	1 352	-	1 352	5
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**2 831**	**-**	**2 831**	**-**	**2 831**	**2 803**	**-**	**2 803**	**-**	**2 803**	**28**
Titres de dettes	2 831	-	2 831	-	2 831	2 803	-	2 803	-	2 803	28
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers	**65 096**	**-**	**65 096**	**-**	**65 096**	**64 468**	**-**	**64 468**	**-**	**64 468**	**628**
Opérations de location-financement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	**65 096**	**-**	**65 096**	**-**	**65 096**	**64 468**	**-**	**64 468**	**-**	**64 468**	**628**

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
En millions d'euros	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**44 886**	**-**	**44 886**	**-**	**44 886**	**31 175**	**-**	**31 175**	**-**	**31 175**	**13 711**
Instruments de capitaux propres	10 273	-	10 273	-	10 273	5 793	-	5 793	-	5 793	4 480
Titres de dettes	34 613	-	34 613	-	34 613	25 382	-	25 382	-	25 382	9 231
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 523**	**-**	**1 523**	**-**	**1 523**	**958**	**-**	**958**	**-**	**958**	**565**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 523	-	1 523	-	1 523	958	-	958	-	958	565
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**1 841**	**-**	**1 841**	**-**	**1 841**	**1 366**	**-**	**1 366**	**-**	**1 366**	**475**
Titres de dettes	1 841	-	1 841	-	1 841	1 366	-	1 366	-	1 366	475
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers	**48 250**	**-**	**48 250**	**-**	**48 250**	**33 499**	**-**	**33 499**	**-**	**33 499**	**14 751**
Opérations de location-financement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	**48 250**	**-**	**48 250**	**-**	**48 250**	**33 499**	**-**	**33 499**	**-**	**33 499**	**14 751**

Au titre de l'exercice, Crédit Agricole CIB n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

6.7 Passifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dettes envers les établissements de crédit	84 966	70 099
Dettes envers la clientèle	218 998	202 524
Dettes représentées par un titre	74 879	77 754
VALEUR AU BILAN	**378 843**	**350 377**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Comptes et emprunts	72 903	63 684
dont comptes ordinaires créditeurs	18 571	15 727
dont comptes et emprunts au jour le jour	7 469	6 169
Titres donnés en pension livrée	12 063	6 415
VALEUR AU BILAN	**84 966**	**70 099**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Comptes ordinaires créditeurs	82 089	68 800
Comptes d'épargne à régime spécial	63	69
Autres dettes envers la clientèle	131 962	132 622
Titres donnés en pension livrée	4 884	1 033
VALEUR AU BILAN	**218 998**	**202 524**

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	74 326	76 508
Emprunts obligataires	553	1 246
Autres dettes représentées par un titre	-	-
VALEUR AU BILAN	**74 879**	**77 754**

ÉMISSIONS DE DETTE « SÉNIOR NON PRÉFÉRÉE »

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée « Loi Sapin 2 »), du 10 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité aux ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior « non préférée » (codifiée dans les articles L613-30-3-I-4° et R613-28 du Code monétaire et financier). Cette catégorie de dette est également visée par la Directive BRRD.

Les titres senior non préférés se distinguent des titres senior préférés en raison de leur rang de créance en liquidation définie contractuellement par référence aux articles L613-30-3-I-4° et R613-28 du Code monétaire et financier précités (les titres senior non préférés sont junior aux titres senior préférés et senior aux titres subordonnés, en ce compris les TSS et les TSR).

L'ordonnance n° 2020-1636 du 21 décembre 2020 relative au régime de résolution dans le secteur bancaire a modifié l'article L613-30-3-I-4 du Code monétaire et financier afin de permettre l'émission des dettes senior non préférées également sous format emprunt.

L'encours de titres senior non préférés, hors dettes rattachées, de Crédit Agricole CIB s'élève ainsi à 300 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 950 millions d'euros au 31 décembre 2024.

L'encours d'emprunts senior non préférés, hors dettes rattachées, de Crédit Agricole CIB s'élève à 1 000 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 240 millions d'euros au 31 décembre 2024.

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Les instruments dérivés ne font pas l'objet de compensation comptable au sens d'IAS 32R, mais de règlement quotidien (application du mécanisme dit de « *settlement to market* »).

COMPENSATION – ACTIFS FINANCIERS

	31.12.2025					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	158 643	-	158 643	101 895	28 546	28 202
Prises en pension de titres [2]	384 127	199 911	184 216	10 351	173 865	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**542 770**	**199 911**	**342 859**	**112 246**	**202 411**	**28 202**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 82,2% des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100% des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

	31.12.2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	173 224	-	173 224	113 986	26 566	32 671
Prises en pension de titres [2]	378 774	203 247	175 526	9 687	165 839	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**551 998**	**203 247**	**348 750**	**123 673**	**192 405**	**32 671**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 81,1% des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100% des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

COMPENSATION – PASSIFS FINANCIERS

	31.12.2025					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	143 065	-	143 065	101 895	22 441	18 729
Mises en pension de titres [2]	380 146	199 911	180 235	10 351	169 884	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**523 211**	**199 911**	**323 300**	**112 246**	**192 325**	**18 729**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 86,9% des dérivés au passif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des mises en pension de titres soumises à compensation représente 100% des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

	31.12.2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	157 414	-	157 414	113 986	25 664	17 764
Mises en pension de titres [2]	347 231	203 247	143 984	9 687	134 297	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**504 645**	**203 247**	**301 398**	**123 673**	**159 961**	**17 764**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 88,7% des dérivés au passif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des mises en pension de titres soumises à compensation représente 100% des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Impôts courants	889	641
Impôts différés	753	772
TOTAL ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**1 642**	**1 413**
Impôts courants	936	1 026
Impôts différés	1 600	1 318
TOTAL PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**2 536**	**2 344**

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

	31.12.2025	31.12.2024
En millions d'euros	Impôts différés nets	Impôts différés nets
Décalages temporaires comptables-fiscaux	**(1 156)**	**(828)**
Charges à payer non déductibles	243	237
Provisions pour risques et charges non déductibles	262	263
Autres différences temporaires [1]	(1 661)	(1 328)
Impôts différés sur réserves latentes	**361**	**377**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(2)	9
Couverture de flux de trésorerie	219	270
Gains et pertes sur écarts actuariels	17	23
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	127	75
Impôts différés sur résultat	**(52)**	**(95)**
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS	**(847)**	**(546)**

[1] La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 17,7 millions d'euros en 2025 contre 15 millions d'euros en 2024.

Les impôts différés sont nettés au bilan par palier d'intégration fiscale.

Afin de déterminer le niveau d'impôt différé actif devant être comptabilisé, Crédit Agricole CIB prend en compte pour chaque entité ou groupe fiscal concerné le régime fiscal applicable et les projections de résultat établies lors du processus budgétaire.

CONTRÔLES FISCAUX

◆ Garantie de passif CLSA

Le Groupe Crédit Agricole a cédé en 2013 les entités CLSA au groupe chinois CITICS.

À la suite de redressements fiscaux intervenus sur certaines des entités CLSA en Inde et aux Philippines, CITICS a mis en œuvre la garantie de passif à l'encontre du Groupe Crédit Agricole. Les points rectifiés sont contestés de façon motivée et une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres actifs	**29 363**	**34 420**
Comptes de stocks et emplois divers	250	176
Débiteurs divers [1]	28 891	33 666
Comptes de règlements	222	578
Comptes de régularisation	**5 936**	**7 109**
Comptes d'encaissement et de transfert	3 952	5 229
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	777	736
Produits à recevoir	510	518
Charges constatées d'avance	548	548
Autres comptes de régularisation	149	78
VALEUR AU BILAN	**35 299**	**41 529**

[1] Dont 351,5 millions d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025, identique au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.13).

COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres passifs [1]	**35 862**	**36 785**
Comptes de règlements	2 119	332
Créditeurs divers	33 099	35 814
Versements restant à effectuer sur titres	3	4
Dettes locatives	641	635
Autres	-	-
Comptes de régularisation	**8 449**	**8 888**
Comptes d'encaissement et de transfert [2]	4 083	4 927
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1 465	1 001
Produits constatés d'avance	337	366
Charges à payer	2 408	2 265
Autres comptes de régularisation	156	329
VALEUR AU BILAN	**44 311**	**45 673**

[1] Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.
[2] Les montants sont indiqués en net.

6.11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre[1]	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	2 634	-	259	(297)	(68)	1	2 529
Amortissements et dépréciations	(1 291)	-	(174)	253	43	-	(1 169)
VALEUR AU BILAN	**1 343**	**-**	**85**	**(44)**	**(25)**	**1**	**1 360**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 500	73	140	(39)	(6)	-	1 668
Amortissements et dépréciations	(691)	-	(127)	14	5	-	(799)
VALEUR AU BILAN	**809**	**73**	**13**	**(25)**	**(1)**	**-**	**869**

[1] Acquisition de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre[1]	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	2 206	261	180	(40)	26	1	2 634
Amortissements et dépréciations	(1 098)	(58)	(162)	43	(16)	-	(1 291)
VALEUR AU BILAN	**1 108**	**203**	**18**	**3**	**10**	**1**	**1 343**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 052	334	126	(14)	2	-	1 500
Amortissements et dépréciations	(546)	(43)	(114)	14	(2)	-	(691)
VALEUR AU BILAN	**506**	**291**	**12**	**-**	**-**	**-**	**809**

[1] Acquisition de la banque Degroof Petercam.

6.12 Écarts d'acquisition

En millions d'euros	31.12.2024 BRUT	31.12.2024 NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025 BRUT	31.12.2025 NET
Banque de financement et d'investissement	655	485	-	-	-	(1)	-	654	484
Gestion de fortune [1]	997	997	101	(26)	-	6	-	1 078	1 078
TOTAL	**1 652**	**1 482**	**101**	**(26)**	**-**	**5**	**-**	**1 732**	**1 562**

[1] Diminution de l'écart d'acquisition pour un montant de - 26 millions d'euros dans le cadre de la cession de l'activité de dépositaire de la banque Degroof Petercam Luxembourg SA à CACEIS et augmentation de l'écart d'acquisition de + 101 millions d'euros suite à l'acquisition de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des UGT auxquelles ils sont rattachés. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultaient de trajectoires d'activité établies sur trois ans (2026-2028) pour les besoins de son pilotage, extrapolés sur une quatrième et une cinquième année afin de converger vers une année terminale normalisée. Les trajectoires financières projetées se fondent sur un scénario économique tenant notamment compte des anticipations d'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation.

En 2025, malgré l'environnement international particulièrement tendu, l'économie mondiale a bien résisté. Aux États-Unis, la croissance a bien résisté en 2025 (2,1 %) et devrait légèrement accélérer en 2026 (2,3 %) : fondamentaux économiques supposés rester sains, ralentissement du marché du travail sans redressement sensible du taux de chômage, poursuite des investissements dans l'Intelligence Artificielle à un rythme moins effréné, soutien budgétaire aux entreprises et ménages aisés. En revanche, l'inflation se maintiendrait au-dessus de l'objectif de 2 % en 2026. En zone euro, malgré un commerce extérieur mis à mal par les droits de douane, la vigueur de l'euro et la concurrence asiatique, la croissance a accéléré en 2025. En 2026, la bonne santé des agents privés, les conditions financières encore favorables et une politique budgétaire légèrement expansionniste permettraient d'absorber le choc de confiance lié à la guerre commerciale et à l'incertitude géopolitique. Le scénario retient une croissance alignée sur son rythme potentiel, soutenue par l'accélération de l'investissement. La croissance pourrait ainsi se situer autour de 1,2 % en 2026 après 1,4 % en 2025. Les taux d'inflation totale et sous-jacente devraient tous deux se situer sous la cible de 2 % à la fin de l'année 2026. Sur le front monétaire, le scénario opte pour la « ligne dure » de la FED et suppose une stabilité du taux des *Fed funds* en 2026 suivie d'un assouplissement en 2027. Dans la zone euro, la résistance anticipée de la croissance devrait inciter la BCE à ne pas assouplir davantage sa politique monétaire en 2026. À la stabilité des taux directeurs prévue en 2026 succéderait un resserrement portant le taux de dépôt à 2,50 % en 2027.

- Taux de croissance à l'infini : 2 %. Les taux de croissance à l'infini au 31 décembre 2025 sont identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2024 et reflètent les prévisions de croissance de Crédit Agricole CIB pour les 2 UGT ;
- Taux d'actualisation : 9,40 % (en baisse de 16,6 points de base par rapport au 31 décembre 2024) pour l'UGT Banque de Financement et d'Investissement et 8,50 % (en baisse de 14,4 points de base par rapport au 31 décembre 2024) pour l'UGT Gestion de Fortune. La détermination des taux d'actualisation sur l'utilisation de la moyenne mensuelle glissante sur 15 ans du taux sans risque et de la prime de risque.

Les tests de dépréciation au 31 décembre 2025 n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de perte de valeur sur les écarts d'acquisition.

Les tests de sensibilité effectués sur les écarts d'acquisition - Part du Groupe ne conduisent pas non plus à identifier des besoins de dépréciation, que ce soit sur l'UGT Banque de Financement et d'Investissement, ou l'UGT Gestion de fortune :

- une variation de +50 points de base du taux d'allocation de fonds propres aux UGT n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +50 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +100 points de base du coefficient d'exploitation en année terminale n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +10 points de base du coût du risque en année terminale n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition.

6.13 Provisions

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	607	-	479	-	(527)	(40)	-	519
Risques opérationnels	11	-	1	(2)	-	(1)	-	9
Engagements sociaux (retraites) et assimilés [1]	362	8	42	(23)	(3)	(2)	(32)	352
Litiges divers	132	-	15	(94)	(25)	-	-	28
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	142	-	5	(3)	(3)	(1)	3	143
TOTAL	**1 254**	**8**	**542**	**(122)**	**(558)**	**(44)**	**(29)**	**1 051**

[1] Dont 248 millions d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 8,2 millions d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	469	-	499	-	(386)	25	-	607
Risques opérationnels	8	-	9	(4)	(2)	-	-	11
Engagements sociaux (retraites) et assimilés [1]	347	8	28	(17)	(3)	-	(1)	362
Litiges divers	169	-	8	(5)	(40)	-	-	132
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	24	5	128	(11)	(5)	-	1	142
TOTAL	**1 017**	**13**	**672**	**(37)**	**(436)**	**25**	**-**	**1 254**

[1] Dont 265 millions d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 7,7 millions d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

◆ Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Le cadre règlementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article.

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 351,5 millions d'euros au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.10).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

ENQUÊTES, DEMANDES D'INFORMATION ET PROCÉDURES CONTENTIEUSES

Dans le cadre habituel de ses activités, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

◆ *Office of Foreign Assets Control* (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (FED) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (*Deferred Prosecution Agreements*) avec l'*US Attorney Office* du District de Columbia (USAO) et le *District Attorney* de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, Crédit Agricole CIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (*London Interbank Offered Rates*) sur plusieurs devises, du taux Euribor (*Euro Interbank Offered Rate*) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (*Department of Justice*) et la CFTC (*Commodity Future Trading Commission*) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne.

O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« *O' Sullivan I* »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« *O'Sullivan II* »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du *US Anti-Terrorism Act* et du *Justice Against Sponsors of Terrorism Act* et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire *O'Sullivan I*, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021. Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'US Anti-Terrorism Act auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties - l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) (« *Freeman I* »), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y) (« *Freeman II* ») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N.Y).

Le 6 avril 2020, l'affaire *O'Sullivan II* a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire *O'Sullivan I*, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023.

L'affaire Tavera a également été suspendue depuis le 19 février 2019. Le 8 novembre 2023, la suspension a été prolongée dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans les affaires Freeman I, Freeman II et Stephens. La suspension a été de nouveau prolongée le 21 octobre 2025.

Cum-Cum – Enquête du Parquet National Financier (PNF)

Crédit Agricole CIB, au même titre que d'autres établissements bancaires, a fait l'objet d'une enquête préliminaire initiée début 2023 par le Parquet National Financier dans le cadre du dossier dit « Cum Cum ».

Crédit Agricole CIB a coopéré à cette enquête, qui a permis de démontrer qu'elle n'avait instauré aucun système ou aucune politique visant à inciter ses clients étrangers à réaliser des opérations de prêts-emprunts de titres ou de dérivés sur titres dans un but de fraude fiscale, et qu'elle avait mis en place des règles internes afin d'encadrer strictement les opérations autour du détachement du dividende dès l'introduction des dispositions de l'article 119 bis du Code général des impôts issue de la loi de finances pour 2019.

Pour la période allant de 2013 à 2023, le Parquet National Financier a considéré qu'un certain nombre d'opérations de prêts-emprunts de titres et de dérivés sur actions conclues à des niveaux de prix fixés par le marché constitue de l'arbitrage de dividendes.

Dans ce contexte, le Parquet National Financier a proposé un règlement de ce dossier sous la forme d'une convention judiciaire d'intérêt public, aux termes de laquelle Crédit Agricole CIB a consenti à s'acquitter d'une amende d'intérêt public d'un montant de 88,2 millions d'euros.

Cette convention, qui ne constitue pas une condamnation pénale et qui n'emporte aucune déclaration de culpabilité de Crédit Agricole CIB, a été validée par le président du tribunal judiciaire de Paris le 8 septembre 2025.

Le paiement de l'amende d'intérêt public n'a pas affecté significativement les comptes de Crédit Agricole CIB de l'exercice 2025 compte tenu des provisions constituées.

Dépendances éventuelles

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

6.14 Dettes subordonnées

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dettes subordonnées à durée déterminée [1]	4 544	4 621
Dettes subordonnées à durée indéterminée [2]	-	-
VALEUR AU BILAN	**4 544**	**4 621**

[1] Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables « TSR ».
[2] Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés « TSS » et de titres subordonnés à durée indéterminée « TSDI ».

ÉMISSIONS DE DETTES SUBORDONNÉES

Les émissions de dettes subordonnées de Crédit Agricole CIB entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de Crédit Agricole CIB.

La Directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Directive CRD / règlement CRR[1]) et leurs modalités d'application en droit français définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres règlementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ou plus ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par le jeu de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital dans certaines circonstances, et ce conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD[2]).

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior chirographaires (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable : les dettes subordonnées sont junior aux dettes senior chirographaires non préférées et préférées. Par conséquent, les instruments de dettes subordonnées sont convertis en capital ou dépréciés en priorité et en tout état de cause avant les instruments de dettes senior chirographaires, notamment en cas de mise en œuvre de l'outil de renflouement interne (« *Bail-In* ») par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en résolution de l'entité émettrice. De la même manière, en cas de liquidation de cette même entité émettrice, les créanciers de ces instruments de dettes subordonnées ne seront potentiellement payés, s'il reste des fonds disponibles, qu'après le paiement de ces instruments de dettes chirographaires préférées et non préférées.

6.15 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2025

Au 31 décembre 2025, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires de Crédit Agricole CIB	Nombre de titres au 31.12.2025	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	283 037 792	97,33 %	97,33 %
SACAM Développement [1]	6 485 666	2,23 %	2,23 %
Delfinances [2]	1 277 888	0,44 %	0,44 %
TOTAL	**290 801 346**	**100 %**	**100 %**

[1] Détenu par le Groupe Crédit Agricole.
[2] Détenu par Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2025, le capital social de Crédit Agricole CIB s'élève à 7 851 636 342 euros composé de 290 801 346 actions ordinaires de 27 euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

RÉSULTAT PAR ACTION

		31.12.2025	31.12.2024
Résultat net part du Groupe de la période	*(en millions d'euros)*	2 866	2 697
Rémunération des titres subordonnés et super-subordonnés	*(en millions d'euros)*	(777)	(739)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	*(en millions d'euros)*	**2 089**	**1 958**
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période		290 801 346	290 801 346
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action		290 801 346	290 801 346
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat de base par action des activités poursuivies	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat de base par action des activités abandonnées	*(en euros)*	**-**	**-**
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat dilué par action des activités poursuivies	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat dilué par action des activités abandonnées	*(en euros)*	**-**	**-**

Le Résultat net attribuable aux titres subordonnés et super-subordonnés correspond aux frais d'émission et aux intérêts échus des émissions obligataires subordonnées et super-subordonnées *Additional Tier 1*. Le montant s'élève à - 777 millions d'euros au titre de l'exercice 2025.

[1] Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que supplémentée et amendée notamment par la directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (et ses transpositions en droit français) et règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019 et du règlement (UE) 2024/1623 du 31 mai 2024.
[2] Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019.

DIVIDENDES

La politique de distribution des dividendes, définie par le Conseil d'administration, repose sur une analyse prenant notamment en compte l'historique des dividendes, la position financière et les résultats de l'entreprise.

Le Conseil d'administration peut proposer à l'Assemblée générale de prélever toutes sommes sur le bénéfice distribuable pour les reporter à nouveau ou les affecter à un ou plusieurs postes de réserves. Ce ou ces fonds de réserve peuvent recevoir toutes affectations décidées par l'Assemblée, sur proposition du Conseil d'administration et, notamment en vue de l'amortissement ou de la réduction du capital par voie de remboursement ou de rachat des actions.

Le solde du bénéfice distribuable peut être attribué aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans le capital social de la Société au titre de la distribution du dividende.

En outre, l'Assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a disposition.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que les lois et règlements en vigueur ne permettent pas de distribuer.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée générale sont fixées par elle ou à défaut par le Conseil d'administration, la mise en paiement devant toutefois obligatoirement avoir lieu dans le délai prévu par les lois et règlements en vigueur.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende, ou des acomptes sur dividende, en numéraire ou en actions.

Année de rattachement du dividende	Montant du dividende en millions d'euros	Nombre d'actions rémunérées	Dividende brut par actions (euros)	
2021	553	290 801 346	Total :	1,90
2022	343	290 801 346	Total :	1,18
2023	172	290 801 346	Total :	0,59
2024	2 132	290 801 346	Total :	7,33
2025	585	290 801 346	Total :	2,01

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration a proposé de soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires la mise en distribution de 584 510 705,46 euros.

AFFECTATIONS DU RÉSULTAT ET FIXATION DU DIVIDENDE 2025

L'affectation du résultat est proposée dans un projet de résolution présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires de Crédit Agricole CIB du 27 avril 2026. Les éléments de cette affectation sont repris ci-dessous. Le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élève à 2 064 515 896,82 euros. Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale d'affecter ce résultat de la façon suivante :

En euros

Montant du résultat bénéficiaire au 31.12.2025	**2 064 515 896,82**
Affection à la réserve légale (seuil de 10 % du capital social atteint)	-
Résultat bénéficiaire au 31.12.2025	2 064 515 896,82
Montant du report à nouveau bénéficiaire au 31.12.2025	6 852 963 416,41
Total du montant du bénéfice distribuable	**8 917 479 313,23**
Affectation du Résultat bénéficiaire au 31.12.2025 à la distribution du dividende pour un montant de :	584 510 705,46
Affectation du solde du Résultat bénéficiaire au 31.12.2025 au report à nouveau pour un montant de :	1 480 005 191,36
Montant du report à nouveau après affection	**8 332 968 607,77**

INSTRUMENTS FINANCIERS À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les principales émissions des titres super subordonnés à durée indéterminée classées en capitaux propres sont :

					31.12.2025			
		Montant en devises au 31.12.2024	Rachats partiels et remboursements	Montant en devises au 31.12.2025	Montant en euros au cours d'origine	Rémunération - Part du Groupe - Cumulée	Frais d'émission net d'impôt	Impact en Capitaux propres part du Groupe Cumulé
Date d'émission	Devise	En millions de devises d''émissions	En millions de devises d''émissions	En millions de devises d''émissions	En millions d'euros	En millions d'euros	En millions d'euros	En millions d'euros
16/11/2015	EUR	600	(600)	-	-	936	-	(936)
09/06/2016	USD	720	-	720	635	587	-	48
27/06/2018	EUR	500	-	500	500	243	-	257
24/09/2018	EUR	500	-	500	500	218	-	282
18/06/2019	EUR	300	-	300	300	121	-	179
27/01/2020	EUR	500	-	500	500	154	-	346
04/02/2021	USD	730	-	730	609	242	-	367
23/03/2021	EUR	200	-	200	200	33	-	167
23/03/2021	EUR	400	-	400	400	66	-	334
23/06/2021	EUR	220	-	220	220	36	-	184
23/06/2021	EUR	930	-	930	930	144	-	786
25/06/2021	EUR	1 500	-	1 500	1 500	238	-	1 262
28/03/2022	EUR	450	-	450	450	93	-	357
28/03/2022	EUR	500	-	500	500	102	-	398
30/06/2022	EUR	150	-	150	150	41	-	109
28/09/2022	EUR	330	-	330	330	93	-	237
28/09/2022	EUR	100	-	100	100	29	-	71
05/12/2022	EUR	300	-	300	300	67	-	233
05/12/2022	EUR	250	-	250	250	55	-	195
23/12/2022	EUR	600	-	600	600	141	-	459
15/12/2023	EUR	270	-	270	270	41	-	229
25/06/2024	EUR	200	-	200	200	22	-	178
23/12/2024	USD	470	-	470	452	33	-	419
24/01/2025	EUR	-	-	600	600	35	-	565
13/06/2025	EUR	-	-	750	750	26	-	724
17/06/2025	EUR	-	-	700	700	23	-	677
09/09/2025	EUR	-	-	700	700	12	-	688
23/12/2025	EUR	-	-	600	600	-	-	600
23/12/2025	EUR	-	-	300	300	-	-	300
TOTAL					**13 546**	**3 831**	**-**	**9 715**

Au 31 décembre 2024, le montant des émissions était de 10 496 millions d'euros au cours d'origine et de - 3 242 millions d'euros en rémunération Part du Groupe cumulée.

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Titres super-subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(777)	(739)
Économie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	281	191

6.16 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.
L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.
Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, Banques centrales	86 905	-	-	-	-	**86 905**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	162 297	38 973	90 785	110 576	41 485	**444 116**
Instruments dérivés de couverture	1 850	878	236	363	-	**3 327**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 071	3 073	7 200	2 583	368	**14 295**
Actifs financiers au coût amorti	107 513	52 013	99 440	36 440	-	**295 406**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8	-	-	-	-	**8**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**359 644**	**94 937**	**197 661**	**149 962**	**41 853**	**844 057**
Banques centrales	212	-	-	-	-	**212**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	165 587	35 312	101 259	113 038	-	**415 196**
Instruments dérivés de couverture	1 902	819	127	293	-	**3 141**
Passifs financiers au coût amorti	293 732	47 334	35 153	2 624	-	**378 843**
Dettes subordonnées	-	751	1 935	1 858	-	**4 544**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(80)	-	-	-	-	**(80)**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE [1]	**461 353**	**84 216**	**138 474**	**117 813**	**-**	**801 856**

[1] *Dont 1 124 millions d'euros de dettes rattachées en 2025.*

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, Banques centrales	82 012	-	-	-	-	**82 012**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	163 779	49 349	82 129	94 571	28 875	**418 703**
Instruments dérivés de couverture	2 384	833	335	119	-	**3 671**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	368	1 556	9 802	2 686	387	**14 799**
Actifs financiers au coût amorti	105 573	52 562	92 942	31 043	2	**282 122**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	27	-	-	-	-	**27**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**354 143**	**104 300**	**185 208**	**128 419**	**29 264**	**801 334**
Banques centrales	1 363	-	-	-	-	**1 363**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	156 317	38 679	108 765	102 740	-	**406 501**
Instruments dérivés de couverture	2 383	662	122	23	-	**3 190**
Passifs financiers au coût amorti	272 379	43 513	29 253	5 232	-	**350 377**
Dettes subordonnées	-	-	1 253	3 368	-	**4 621**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(128)	-	-	-	-	**(128)**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE [1]	**432 314**	**82 854**	**139 393**	**111 363**	**-**	**765 924**

[1] *Dont 1 387 millions d'euros de dettes rattachées en 2024.*

NOTE 7 : AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS

7.1 Détail des charges de personnel

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Salaires et traitements [1]	(2 516)	(2 299)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(199)	(180)
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(33)	(29)
Autres charges sociales	(450)	(410)
Intéressement et participation	(63)	(56)
Impôts et taxes sur rémunération	(73)	(67)
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	**(3 334)**	**(3 041)**

[1] Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 102,7 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 90 millions d'euros au 31 décembre 2024. L'information comparative 2024 a fait l'objet d'un retraitement de présentation sans impact sur les agrégats financiers.

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31.12.2025	31.12.2024
France	6 248	5 898
Étranger	8 575	8 473
TOTAL	**14 823**	**14 371**

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, Crédit Agricole CIB n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

Il existe au sein de Crédit Agricole CIB divers régimes de retraite obligatoire à cotisations définies dont le principal est le régime des retraites complémentaires françaises Agirc/Arrco, complété notamment par un régime supplémentaire de type « PER O - Plan de Retraite Obligatoire ».

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

VARIATION DETTE ACTUARIELLE

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31.12.N-1	**304**	**1 529**	**1 833**	**1 643**
Écart de change	-	(29)	(29)	15
Coût des services rendus sur l'exercice	22	35	57	46
Coût financier	10	37	47	46
Cotisations employés	-	17	17	20
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	(1)	(1)	(4)
Variations de périmètre	-	61	61	143
Prestations versées (obligatoire)	(19)	(93)	(112)	(105)
Taxes, charges administratives et primes	(2)	-	(2)	(1)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques [1]	(6)	30	24	6
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières [1]	(3)	(32)	(35)	24
DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE	**306**	**1 554**	**1 860**	**1 833**

[1] Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

DÉTAIL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU RÉSULTAT

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	22	35	57	43
Charge/produit d'intérêt net	4	(1)	3	4
IMPACT EN COMPTE DE RÉSULTAT À LA CLÔTURE	**26**	**34**	**60**	**47**

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock des écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	**85**	**171**	**256**	**260**
Écart de change	-	(12)	(12)	8
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(1)	(1)	(2)	(42)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques [1]	(6)	30	24	6
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières [1]	(12)	(32)	(44)	24
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
MONTANT DU STOCK D'ÉCARTS ACTUARIELS CUMULÉS EN GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES À LA CLÔTURE	**66**	**156**	**222**	**256**

[1] Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

VARIATION DE JUSTE VALEUR DES ACTIFS

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	**167**	**1 455**	**1 622**	**1 426**
Écart de change	-	(29)	(29)	17
Intérêt sur l'actif (produit)	6	38	44	42
Gains/(pertes) actuariels	1	1	2	41
Cotisations payées par l'employeur	14	26	40	34
Cotisations payées par les employés	-	17	17	20
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	53	53	138
Taxes, charges administratives et primes	(2)	(1)	(3)	(2)
Prestations payées par le fonds	(10)	(91)	(101)	(94)
JUSTE VALEUR DES ACTIFS À LA CLÔTURE	**176**	**1 469**	**1 645**	**1 622**

POSITION NETTE

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	**305**	**1 555**	**1 860**	**1 833**
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	(176)	(1 469)	(1 645)	(1 622)
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIF À LA CLÔTURE	**129**	**86**	**215**	**211**

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES : PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

	31.12.2025		31.12.2024	
En pourcentage	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation [1]	3,65 %	2,57 %	3,40 %	2,57 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	3,73 %	2,62 %	5,80 %	5,26 %
Taux attendus d'augmentation des salaires [2]	1,38 %	1,62 %	1,43 %	1,76 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %

[1] Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est à dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation de personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

[2] Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

INFORMATION SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES – ALLOCATIONS D'ACTIFS [1]

	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
En millions d'euros	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
Actions	27,68 %	49	49	27,78 %	408	408	27,77 %	457	457
Obligations	32,77 %	58	58	40,86 %	600	600	40,00 %	658	658
Immobilier	1,28 %	2		15,76 %	232		14,21 %	234	
Autres actifs	38,28 %	67		15,60 %	229		18,02 %	296	

[1] Dont la juste valeur des droits à remboursement.

La politique de couverture des engagements sociaux de Crédit Agricole CIB répond aux règles de financement locales dans les pays où un financement minimum est exigé.

Au global, les engagements sociaux de Crédit Agricole CIB sont couverts à hauteur de **88,44 %** au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de **-5,78 %** ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de **6,20 %**.

7.5 Autres avantages sociaux

En France, les principales entités du Groupe versent des gratifications au titre de l'obtention de médailles du travail. Les montants sont variables suivant les usages et les conventions collectives en vigueur.

Les provisions constituées par Crédit Agricole CIB au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 104 millions d'euros au 31 décembre 2025.

7.6 Paiements à base d'actions

7.6.1 PLAN D'ATTRIBUTION D'OPTIONS

Aucun nouveau plan n'a été mis en place en 2025 par Crédit Agricole CIB.

7.6.2 AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS ET RETRAITÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE (ACR)

En 2025, Crédit Agricole S.A. a offert la possibilité aux salariés et retraités du Groupe de souscrire à une nouvelle augmentation de capital qui leur était réservée. Cette opération a concerné 14 pays (dont la France) où Crédit Agricole CIB est implanté. Elle n'a pas d'impact significatif pour Crédit Agricole CIB.

7.6.3 RÉMUNÉRATIONS VARIABLES DIFFÉRÉES VERSÉES EN ACTIONS OU EN ESPÈCES INDEXÉES SUR LA VALEUR DE L'ACTION

Les plans de rémunération variable différée au titre de 2025 et mis en œuvre au sein du groupe Crédit Agricole CIB sont dénoués pour partie en espèces indexées sur la performance de l'action Crédit Agricole S.A.

Ces rémunérations variables différées sont assujetties à des conditions d'acquisition définitive (de présence, de performance et à des dispositions spécifiques au personnel identifié, relatives au comportement professionnel des bénéficiaires) et différées par tranches égales sur trois, quatre, cinq ans ou sept ans.

La charge relative à ces plans est enregistrée en charge de personnel. Elle est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits afin de tenir compte des conditions de présence, avec une contrepartie directe en dette envers le personnel. La dette est réévaluée périodiquement par le résultat jusqu'à la date de règlement, selon la performance de l'action Crédit Agricole S.A. et les conditions d'acquisition définitive.

7.7 Rémunérations des dirigeants

Ont été retenus comme dirigeants de Crédit Agricole CIB les membres du Comité exécutif de Crédit Agricole CIB.

La composition du Comité exécutif figure dans le chapitre Gouvernement d'entreprise, du présent Document d'Enregistrement Universel.

Les rémunérations et avantages accordés aux membres du Comité exécutif en 2025 s'établissent comme suit :

- avantages à court terme : 14,02 millions d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables (dont 2,9 millions d'euros versés en instruments indexés à l'action) y compris les charges sociales ainsi que les avantages en nature ;
- avantages postérieurs à l'emploi au 31 décembre 2025 : 7,3 millions d'euros au titre des engagements sur indemnités de fin de carrière et sur les régimes de retraite supplémentaire mis en place pour certains cadres dirigeants ;
- autres avantages à long terme : le montant accordé au titre des médailles du travail est non significatif ;
- autre paiement en actions : sans objet.

Les membres du Conseil d'Administration de Crédit Agricole CIB ont perçu au titre de 2025 un montant global de rémunération de 619 300 euros au titre de leur mandat chez Crédit Agricole CIB.

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION

8.1 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	761	742
Droits d'utilisation des contrats de location	599	601
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	**1 360**	**1 343**

Crédit Agricole CIB est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs,…) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Crédit Agricole CIB a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

VARIATION DES ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

Crédit Agricole CIB est preneur de nombreux actifs dont des bureaux et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont Crédit Agricole CIB est preneur sont présentées ci-dessous :

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Immobilier							
Valeur brute	1 020	-	156	(257)	(31)	-	888
Amortissements et dépréciations	(444)	-	(95)	213	12	-	(314)
Total Immobilier	**576**	**-**	**61**	**(44)**	**(19)**	**-**	**574**
Mobilier							
Valeur brute	42	-	15	(11)	-	-	46
Amortissements et dépréciations	(17)	-	(14)	10	-	-	(21)
Total Mobilier	**25**	**-**	**1**	**(1)**	**-**	**-**	**25**
Total Droits d'utilisation	**601**	**-**	**62**	**(45)**	**(19)**	**-**	**599**

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Immobilier							
Valeur brute	911	26	83	(13)	13	-	1 020
Amortissements et dépréciations	(360)	-	(95)	15	(3)	(1)	(444)
Total Immobilier	**551**	**26**	**(12)**	**2**	**10**	**(1)**	**576**
Mobilier							
Valeur brute	21	11	13	(3)	-	-	42
Amortissements et dépréciations	(10)	-	(10)	2	-	1	(17)
Total Mobilier	**11**	**11**	**3**	**(1)**	**-**	**1**	**25**
Total Droits d'utilisation	**562**	**37**	**(9)**	**1**	**10**	**-**	**601**

ÉCHÉANCIER DES DETTES LOCATIVES

	31.12.2025			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**93**	**310**	**238**	**641**

	31.12.2024			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**101**	**258**	**276**	**635**

DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS DE CONTRATS DE LOCATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(23)	(22)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	**(23)**	**(22)**
Charges relatives aux contrats de location court terme	(9)	(9)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(14)	(10)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	(1)	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
Total Charges générales d'exploitation	**(24)**	**(19)**
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(109)	(104)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	**(109)**	**(104)**
Total Charges et produits de contrats de location	**(156)**	**(145)**

MONTANTS DES FLUX DE TRÉSORERIE DE LA PÉRIODE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	**(142)**	**(148)**

8.2 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est bailleur

Crédit Agricole CIB ne propose à ses clients que des contrats de location qui sont classés en location simple.

PRODUITS DE CONTRATS DE LOCATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Location-financement	**-**	**-**
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	**9**	**16**
Produits locatifs	9	16

NOTE 9 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	**355 183**	**343 096**
Engagements de financement	**157 182**	**153 442**
Engagements en faveur des établissements de crédit	2 791	4 538
Engagements en faveur de la clientèle	154 391	148 904
Engagements de garantie	**191 695**	**178 819**
Engagements d'ordre des établissements de crédit	8 753	7 211
Engagements d'ordre de la clientèle	182 942	171 608
Engagements sur titres	**6 306**	**10 835**
Titres à livrer	6 306	10 835
Engagements reçus	**134 135**	**146 344**
Engagements de financement	**1 308**	**1 854**
Engagements reçus des établissements de crédit	249	415
Engagements reçus de la clientèle	1 059	1 439
Engagements de garantie [1]	**125 944**	**135 043**
Engagements reçus des établissements de crédit	8 321	10 965
Engagements reçus de la clientèle	117 623	124 078
Engagements sur titres	**6 883**	**9 447**
Titres à recevoir	6 883	9 447

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues de la clientèle et des établissements de crédit pour un montant estimé de - 70 393 millions d'euros au 31 décembre 2024, se décomposant de la manière suivante : engagements reçus des établissements de crédit pour - 402 millions d'euros et engagements reçus de la clientèle pour - 69 991 millions d'euros.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

INSTRUMENTS FINANCIERS REMIS ET REÇUS EN GARANTIE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH …)	126 173	121 328
Titres prêtés	7	24
Dépôts de garantie sur opérations de marché	25 327	28 169
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	180 236	143 984
TOTAL DE LA VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS FINANCIERS REMIS EN GARANTIE	**331 743**	**293 505**
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	9	9
Titres et valeurs reçus en pension [1]	234 003	220 800
Titres vendus à découvert	39 284	47 362
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS REÇUS EN GARANTIE RÉUTILISABLES ET RÉUTILISÉS	**273 296**	**268 171**

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues pour un montant estimé de - 5 237 millions d'euros au 31 décembre 2024, impactant les titres et valeurs reçus en pension.

CRÉANCES APPORTÉES EN GARANTIE

Au cours de l'année 2025, Crédit Agricole CIB a apporté 5,82 milliards d'euros de créances en garantie directement ou dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 7,33 milliards d'euros en 2024. Crédit Agricole CIB conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a apporté 2,18 milliards d'euros de créances auprès de la Réserve Fédérale des États-Unis (FED) contre 3,37 milliards d'euros en 2024.

GARANTIES DÉTENUES ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par le groupe Crédit Agricole CIB et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie s'élèvent à 273 milliards d'euros au 31 décembre 2025 contre 268 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Elles correspondent principalement aux pensions.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties. Crédit Agricole CIB n'en possède ni au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

NOTE 10 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

PRINCIPES RETENUS PAR CRÉDIT AGRICOLE CIB

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de Crédit Agricole CIB à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de Crédit Agricole CIB.

RECLASSEMENTS EFFECTUÉS PAR CRÉDIT AGRICOLE CIB

Le groupe Crédit Agricole CIB n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

NOTE 11 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion « d'*exit price* »).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le Niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le Niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations observables de *spreads* de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues faisant l'objet d'un marché actif, en fonction du sous-jacent et de la maturité de la transaction, peuvent également être inscrites dans le Niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le Niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de données observables ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments microcouverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test « *Solely Payments of Principal & Interests* » ou test « SPPI »).

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- les justes valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de Niveau 3.

JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI AU BILAN

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2025	Juste valeur au 31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Prêts et créances	**252 984**	**254 715**	**-**	**61 263**	**193 452**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	54 744	54 822	-	54 759	63
Prêts et créances sur la clientèle	198 240	199 893	-	6 504	193 389
Titres de dettes	**42 422**	**42 411**	**26 920**	**1 389**	**14 102**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**295 406**	**297 126**	**26 920**	**62 652**	**207 554**

L'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux à l'actif du bilan s'élève à 8 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 27 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de 1 712 millions d'euros au 31 décembre 2025.

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2024	Juste valeur au 31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Prêts et créances	**241 143**	**243 286**	**-**	**53 355**	**189 931**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	48 014	48 113	-	47 960	153
Prêts et créances sur la clientèle	193 129	195 173	-	5 395	189 778
Titres de dettes	**40 979**	**40 887**	**25 934**	**1 163**	**13 790**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**282 122**	**284 173**	**25 934**	**54 518**	**203 721**

JUSTE VALEUR DES PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI AU BILAN

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2025	Juste valeur au 31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	84 966	84 966	-	84 754	212
Dettes envers la clientèle	218 998	218 998	-	218 733	265
Dettes représentées par un titre	74 879	74 896	-	74 896	-
Dettes subordonnées	4 544	4 544	-	4 544	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**383 387**	**383 404**	**-**	**382 927**	**477**

L'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux au passif du bilan s'élève à - 80 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre - 128 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 97 millions d'euros au 31 décembre 2025.

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2024	Juste valeur au 31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	70 099	70 099	-	70 099	-
Dettes envers la clientèle	202 524	202 524	-	202 522	2
Dettes représentées par un titre	77 754	77 780	-	77 780	-
Dettes subordonnées	4 621	4 621	-	4 621	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**354 998**	**355 024**	**-**	**355 022**	**2**

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

La valorisation des opérations de marché est produite par les systèmes de gestion et contrôlée par une équipe rattachée à la Direction des risques et indépendante des opérateurs de marchés.

Ces valorisations reposent sur l'utilisation :

- de prix ou de paramètres indépendants et/ou contrôlés par le Département des risques de marché à l'aide de l'ensemble des sources disponibles (fournisseurs de données de marché, consensus de place, données de courtiers …) ;
- de modèles validés par les équipes quantitatives du Département des risques de marché.

Pour chaque instrument, la valorisation produite est une valorisation milieu de marché, indépendante du sens de la transaction, de l'exposition globale de la banque, de la liquidité du marché ou de la qualité de la contrepartie. Des ajustements sont ensuite intégrés aux valorisations de marché afin de prendre en compte ces éléments ainsi que les incertitudes potentielles tenant aux modèles ou aux paramètres utilisés.

Les principaux types d'ajustements de valorisation sont les suivants :

Les ajustements de *Mark-to-Market* : ces ajustements visent à corriger l'écart potentiel observé entre la valorisation milieu de marché d'un instrument obtenue via les modèles de valorisation internes et les paramètres associés et la valorisation de ces instruments issue de sources externes ou de consensus de place. Cet ajustement peut être positif ou négatif ;

Les réserves *bid/ask* : ces ajustements visent à intégrer dans la valorisation l'écart entre les prix acheteur et vendeur pour un instrument donné afin de refléter le prix auquel pourrait être retournée la position. Ces ajustements sont systématiquement négatifs ;

Les réserves pour incertitude : ces ajustements matérialisent une prime de risque telle que considérée par tout participant de marché. Ces ajustements sont systématiquement négatifs :

- les réserves pour incertitude sur paramètres visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister sur un ou plusieurs des paramètres utilisés ;
- les réserves pour incertitude de modèle visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister du fait du choix du modèle retenu.

Par ailleurs, et conformément à la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur », Crédit Agricole CIB intègre dans le calcul de la juste valeur de ses dérivés OTC (traités de gré à gré) différents ajustements relatifs :

- au risque de défaut ou à la qualité de crédit (*Credit Valuation Adjustment/Debit Valuation Adjustment*) ;
- aux coûts et gains futurs de financement (*Funding Valuation Adjustment/Initial Margin Valuation Adjustment/Colateral Valuation Adjustment*) ;
- au risque de liquidité associé au collatéral (*Liquidity Valuation Adjustment*).

AJUSTEMENT CVA

Le CVA (*Credit Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut ou dégradation de la qualité de crédit) de nos contreparties. Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs positifs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de netting et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les probabilités de défaut et les pertes encourues en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données/prix de marché (les probabilités de défaut sont en priorité directement déduites de CDS côtés lorsqu'ils existent, de proxys de CDS cotés ou autres instruments de crédit lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides). Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des dérivés OTC en portefeuille.

AJUSTEMENT DVA

Le DVA (*Debit Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut propre (pertes potentielles que Crédit Agricole CIB fait courir à ses contreparties en cas de défaut ou dégradation de sa qualité de crédit). Cet ajustement est calculé par typologie de contrat de collatéral sur la base des profils d'expositions futurs négatifs du portefeuille de transactions pondérés par les probabilités de défaut (de Crédit Agricole S.A.) et les pertes encourues en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données/prix de marché (utilisation du CDS Crédit Agricole S.A. pour la détermination des probabilités de défaut). Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des dérivés OTC en portefeuille.

AJUSTEMENT FVA

Le FVA (*Funding Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de financement ALM (*Assets & Liabilities Management*). Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de netting et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les *spreads* de *funding* ALM.

Sur le périmètre des dérivés « clearés », un ajustement FVA dit IMVA (*Initial Margin Value Adjustment*) est calculé afin de tenir compte des coûts et gains de financement futurs des marges initiales à poster auprès des principales chambres de compensation sur dérivés jusqu'à la maturité du portefeuille.

AJUSTEMENT COLVA

La ColVA (*Colateral Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC collatéralisés par des titres non souverains les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de refinancement propre de ces titres (sur le marché du *Repo*). Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs du portefeuille de transactions pondérés par un *spread* spécifique.

Selon les cas, cet ajustement peut prendre la forme d'une provision spécifique ou être intégré dans les *Mark-to-Market* via une courbe d'actualisation spécifique.

AJUSTEMENT LVA

Le LVA (*Liquidity Valuation Adjustment*) est l'ajustement positif ou négatif de valorisation visant à matérialiser à la fois l'absence potentielle de versement de collatéral pour les contreparties possédant un CSA (*Credit Support Annex*), ainsi que la rémunération non standard des CSA.

Le LVA matérialise ainsi le gain ou la perte résultant des coûts de liquidité additionnels. Il est calculé sur le périmètre des dérivés OTC avec CSA.

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR MODÈLE DE VALORISATION

▶ Actifs financiers valorisés à la juste valeur

En millions d'euros	31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**443 936**	**98 719**	**324 837**	**20 380**
Créances sur les établissements de crédit	4 863	-	4 090	773
Créances sur la clientèle	1 404	-	-	1 404
Titres reçus en pension livrée	176 328	-	167 702	8 626
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	106 025	98 610	4 962	2 453
Instruments dérivés	155 316	109	148 083	7 124
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**180**	**34**	**11**	**135**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**165**	**30**	**-**	**135**
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	**15**	**4**	**11**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	15	4	11	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**14 295**	**13 068**	**925**	**302**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**368**	**66**	**-**	**302**
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**13 927**	**13 002**	**925**	**-**
Instruments dérivés de couverture	**3 327**	**-**	**3 327**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**461 738**	**111 821**	**329 100**	**20 817**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			1 810	91
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		1 581		1 868
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		1 382	4 398	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**2 963**	**6 208**	**1 959**

[1] Le montant des OPC s'élève à 15 millions d'euros au 31 décembre 2025 et est classé en Niveau 1 et 2 respectivement pour 4 et 11 millions d'euros.

Les transferts entre Niveau 1 et Niveau 2 concernent essentiellement les effets publics et les obligations et autres titres à revenus fixes.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des instruments de dérivés de transaction.

La revue de la cartographie d'observabilité a notamment conduit au cours de l'année au reclassement de :

- Niveau 3 vers le Niveau 2 de 782 millions d'euros sur les instruments de dérivés et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 1 279 millions d'euros ;
- Niveau 3 vers le Niveau 1 de 1 360 millions d'euros sur les obligations et autres titres à revenu fixe ;
- Niveau 3 vers le Niveau 2 de 504 millions sur les titres reçus en pension livrée de la clientèle et des établissements de crédit.

En millions d'euros	31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**418 477**	**69 934**	**332 136**	**16 407**
Créances sur les établissements de crédit	2 790	-	2 771	19
Créances sur la clientèle	1 145	-	-	1 145
Titres reçus en pension livrée	170 343	-	161 464	8 879
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	74 646	69 856	4 180	610
Instruments dérivés	169 553	78	163 721	5 754
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**226**	**59**	**12**	**155**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**210**	**55**	**-**	**155**
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	**16**	**4**	**12**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	16	4	12	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**14 799**	**13 396**	**1 078**	**325**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**386**	**61**	**-**	**325**
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**14 413**	**13 335**	**1 078**	**-**
Instruments dérivés de couverture	**3 671**	**-**	**3 671**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**437 173**	**83 389**	**336 897**	**16 887**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			932	7
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		966		2 312
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		23	7 914	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**989**	**8 846**	**2 319**

[1] Le montant des OPC s'élève à 16 millions d'euros au 31 décembre 2024 et est classé en Niveau 1 et 2 respectivement pour 4 et 12 millions d'euros.

Les transferts entre Niveau 1 et Niveau 2 concernent essentiellement les effets publics et les obligations et autres titres à revenus fixes.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des instruments de dérivés de transaction.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des titres reçus en pension livrée de la clientèle et des établissements de crédit et des instruments de dérivés de transaction.

La revue de la cartographie d'observabilité a notamment conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers le Niveau 2 de 3 000 millions d'euros sur les titres reçus en pension livrée. Pour les instruments de dérivés, la revue de cartographie d'observabilité a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 957 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 567 millions d'euros.

▶ Passifs financiers valorisés à la juste valeur

En millions d'euros	31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**342 504**	**38 152**	**296 222**	**8 130**
Titres vendus à découvert	39 292	38 062	1 227	3
Titres donnés en pension livrée	163 288	-	160 283	3 005
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	139 924	90	134 712	5 122
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**72 692**	**-**	**55 207**	**17 485**
Instruments dérivés de couverture	**3 141**	**7**	**3 134**	**-**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**418 337**	**38 159**	**354 563**	**25 615**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			191	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		56		2 323
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		3	10 339	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**59**	**10 530**	**2 323**

Les transferts au passif vers et hors Niveau 3 concernent essentiellement des titres donnés en pension livrée des établissements de crédit, des instruments dérivés de transaction et des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Sur les instruments de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, la revue de la cartographie d'observabilité a conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers 2 de 3 170 millions d'euros et à un reclassement de 1 051 millions d'euros de Niveau 2 vers 3.

Pour les instruments de dérivés la revue de cartographie d'observabilité a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 257 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 640 millions d'euros.

Les transferts entre les Niveaux 1 et 2 concernent les ventes à découvert.

En millions d'euros	31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**338 132**	**47 154**	**283 429**	**7 549**
Titres vendus à découvert	47 372	47 120	203	49
Titres donnés en pension livrée	136 536	-	132 514	4 022
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	154 224	34	150 712	3 478
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**68 369**	**-**	**49 970**	**18 399**
Instruments dérivés de couverture	**3 190**	**5**	**3 185**	**-**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**409 691**	**47 159**	**336 584**	**25 948**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			72	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		78		1 883
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	7 135	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**78**	**7 207**	**1 883**

Les transferts au passif vers et hors Niveau 3 concernent essentiellement des titres donnés en pension livrée des établissements de crédit, des instruments dérivés de transaction et des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

La revue de la cartographie d'observabilité a conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers le Niveau 2 de 350 millions d'euros sur les titres donnés en pension livrée et 2 631 millions d'euros de Niveau 3 vers le Niveau 2 sur les instruments de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. Pour les instruments de dérivés cette revue a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 314 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 995 millions d'euros.

Les transferts entre les Niveaux 1 et 2 concernent les ventes à découvert.

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 1

Le Niveau 1 comprend l'ensemble des instruments dérivés traités sur les marchés organisés actifs (options, futures, etc.), quel que soit le sous-jacent (taux, change, métaux précieux, principaux indices action) et les actions et obligations cotées sur un marché actif.

Un marché est considéré comme actif dès lors que des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès de bourses, de courtiers, de négociateurs, de services d'évaluation des prix ou d'agences réglementaires et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les obligations d'entreprise, d'État et les agences dont la valorisation est effectuée sur la base de prix obtenus de sources indépendantes considérées comme exécutables et mis à jour régulièrement sont classées en Niveau 1. Ceci représente l'essentiel du stock de *Bonds* Souverains, d'Agences et de titres *Corporates*. Les émetteurs dont les titres ne sont pas cotés sont classés en Niveau 3.

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 2

Les principaux produits comptabilisés en Niveau 2 sont les suivants :

Titres reçus / donnés en pension livrée

Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 2 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 2 ;

Dérivés de gré à gré

Les principaux instruments dérivés de gré à gré classés en Niveau 2 sont ceux dont la valorisation fait intervenir des facteurs considérés comme observables et dont la technique de valorisation ne génère pas d'exposition significative à un risque modèle.

Ainsi, le Niveau 2 regroupe notamment :

- les produits dérivés linéaires tels que les swaps de taux, *swaps* de devise, change à terme. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché, sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts), ou pouvant être dérivés du prix de marché de produits observables (*swaps* de change) ;
- les produits non linéaires vanilles comme les *caps*, *floors*, *swaptions*, options de change, options sur actions, *credit default swaps*, y compris les options digitales. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts, cours des actions) ou pouvant être dérivés du prix de produits observables sur le marché (volatilités) ;
- les produits exotiques mono-sous-jacents usuels de type *swaps* annulables, paniers de change sur devises majeures ;

  Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles parfois légèrement plus complexes mais partagés par le marché. Les paramètres de valorisation significatifs sont observables. Des prix sont observables dans le marché, via notamment les prix de courtiers. Les consensus de place le cas échéant, permettent de corroborer les valorisations internes ;
- les titres, options listées actions, et futures actions, cotés sur un marché jugé inactif et pour lesquels des informations indépendantes sur la valorisation sont disponibles.

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 3

Sont classés en Niveau 3 les produits ne répondant pas aux critères permettant une classification en Niveau 1 et 2, et donc principalement les produits dont la valorisation dépend de paramètres non observables de manière significative et/ou présentant un risque modèle.

La marge initiale de toute nouvelle opération classée en Niveau 3 est réservée en date de comptabilisation initiale. Elle est étalée en résultat sur la période d'inobservabilité qui peut être dans certains cas la maturité de la transaction.

Ainsi, le Niveau 3 regroupe notamment :

Titres reçus / donnés en pension livrée

Les opérations des pensions selon la maturité des opérations visées et leurs actifs sous-jacent.

Créances sur la clientèle

Titres

Les titres classés en Niveau 3 sont essentiellement :

- les actions ou obligations non cotées pour lesquelles aucune valorisation indépendante n'est disponible ;
- des ABS pour lesquels existent des valorisations indépendantes indicatives mais pas nécessairement exécutables.

Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 3 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 3.

Dérivés de gré à gré

Les produits non observables regroupent les instruments financiers complexes faisant intervenir des paramètres jugés non observables et donc significativement exposés au risque modèle.

L'ensemble de ces principes fait l'objet d'une cartographie d'observabilité par facteur de risque/produit, sous-jacent (devises, index…) et maturité indiquant le classement retenu.

Principalement, relèvent du classement en Niveau 3 :

- les produits linéaires de taux ou de change pour des maturités très longues dans le cas des devises majeures, pour des maturités moindres dans le cas des devises émergentes ;
- les produits non linéaires de taux ou de change pour des maturités longues dans le cas des devises majeures, pour des maturités moindres dans le cas des devises émergentes ;
- les produits dérivés complexes ci-dessous ne sont pas considérés comme observables du fait d'un risque modèle important et d'une liquidité réduite ne permettant pas une estimation régulière et précise des paramètres de valorisation :
  - certains produits dérivés actions : produits optionnels sur des marchés insuffisamment profonds ou options de maturité très longue ou produits dont la valorisation dépend de corrélations non-observables entre différents sous-jacents actions ;
  - les *swaps* annulables non standard sur devises G10 ou certains *swaps* annulables sur devises émergentes ;
  - des produits hybrides taux/crédit présentant un risque de contingence sur un émetteur (souverains ou *Corporate* / Financière) de type *Repack* ou *Credit Linked Note* non standards et dont la valorisation dépend de plusieurs paramètres non-observables ;
  - certains produits dont le sous-jacent est la volatilité à terme d'un indice ou dépend significativement d'une base entre deux indices ;
  - les produits multi sous-jacents, générant des expositions à des corrélations non-observable entre plusieurs classes de risque (taux, crédit, change, inflation et actions) ;
  - les *swaps* de titrisation générant une exposition au taux de prépaiement. La détermination du taux de prépaiement est effectuée sur la base de données historiques sur des portefeuilles similaires.

VARIATION DU SOLDE DES INSTRUMENTS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON LE NIVEAU 3

▶ Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le Niveau 3

		Actifs financiers détenus à des fins de transaction					Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	
							Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			
En millions d'euros	**Actifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le Niveau 3**	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés	Actions et autres titres à revenu variable et Titres de participation non consolidés	Créances sur la clientèle	Titres de dettes	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2024)	**16 887**	**19**	**1 145**	**8 879**	**610**	**5 754**	**155**	**-**	**-**	**325**	**-**
Gains / pertes de la période [1]	(2 012)	413	52	(980)	(693)	(790)	(5)	-	-	(9)	-
Comptabilisés en résultat	(1 733)	413	107	(802)	(691)	(765)	5	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	(279)	-	(55)	(178)	(2)	(25)	(10)	-	-	(9)	-
Achats de la période	17 707	360	822	8 821	4 536	3 152	6	-	-	10	-
Ventes de la période	(1 555)	(19)	(553)	-	(959)	-	-	-	-	(24)	-
Émissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	(6 410)	-	(85)	(5 389)	(1)	(915)	(20)	-	-	-	-
Reclassements de la période	23	-	23	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	(2)	-	-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	-
Transferts	(3 821)	-	-	(2 705)	(1 040)	(77)	-	-	-	1	-
Transferts vers Niveau 3	1 959	-	-	5	346	1 607	-	-	-	1	-
Transferts hors Niveau 3	(5 780)	-	-	(2 710)	(1 386)	(1 684)	-	-	-	-	-
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2025)	**20 817**	**773**	**1 404**	**8 626**	**2 453**	**7 124**	**135**	**-**	**-**	**302**	**-**

[1] Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains / pertes de la période provenant des actifs de Niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**(2 012)**
Comptabilisés en résultat	(1 733)
Comptabilisés en capitaux propres	(279)

▶ Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le Niveau 3

En millions d'euros	**Passifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le Niveau 3**	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
SOLDE DE CLOTURE (31.12.2024)	**25 948**	**49**	**4 022**	**-**	**-**	**-**	**3 478**	**18 399**	**-**
Gains / pertes de la période [1]	1 913	(5)	(231)	-	-	-	113	2 036	-
Comptabilisés en résultat	2 049	(5)	(231)	-	-	-	136	2 149	-
Comptabilisés en capitaux propres	(136)	-	-	-	-	-	(23)	(113)	-
Achats de la période	7 111	89	4 768	-	-	-	1 965	289	-
Ventes de la période	(170)	(114)	-	-	-	-	-	(56)	-
Émissions de la période	7 922	-	-	-	-	-	-	7 922	-
Dénouements de la période	(9 090)	(13)	(3 168)	-	-	-	(737)	(5 172)	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	(8 019)	(3)	(2 386)	-	-	-	303	(5 933)	-
Transferts vers Niveau 3	2 323	-	-	-	-	-	952	1 371	-
Transferts hors Niveau 3	(10 342)	(3)	(2 386)	-	-	-	(649)	(7 304)	-
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2025)	**25 615**	**3**	**3 005**	**-**	**-**	**-**	**5 122**	**17 485**	**-**

[1] Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains / pertes de la période provenant des passifs de Niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**1 913**
Comptabilisés en résultat	2 049
Comptabilisés en capitaux propres	(136)

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

11.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

En millions d'euros	**31.12.2025**	**31.12.2024**
Marge différée au 1er janvier	**304**	**359**
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	208	245
Marge comptabilisée en résultat durant la période	(147)	(300)
MARGE DIFFÉRÉE EN FIN DE PÉRIODE	**365**	**304**

La marge au 1er jour sur les transactions de marché relevant du Niveau 3 de juste valeur est réservée au bilan et comptabilisée en résultat à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres non observables redeviennent observables.

NOTE 12 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2025

12.1 Information sur les filiales

12.1.1 RESTRICTIONS SUR LES ENTITÉS CONTROLÉES

Des dispositions règlementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de Crédit Agricole CIB à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de Crédit Agricole CIB.

Crédit Agricole CIB est soumise aux restrictions suivantes :

◆ Contraintes règlementaires

Les filiales de Crédit Agricole CIB sont soumises à la règlementation prudentielle et à des exigences de fonds propres règlementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à Crédit Agricole CIB.

◆ Contraintes légales

Les filiales de Crédit Agricole CIB sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions règlementaires mentionnées ci-avant.

◆ Contraintes contractuelles liées à des garanties

Crédit Agricole CIB grève certains actifs financiers pour lever des fonds par le biais de titrisations ou de refinancement auprès de banques centrales. Une fois remis en garantie, les actifs ne peuvent plus être utilisés par Crédit Agricole CIB. Ce mécanisme est décrit dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

◆ Autres contraintes

Certaines filiales de Crédit Agricole CIB doivent soumettre à l'accord préalable de leurs autorités de tutelle la distribution de dividendes.

12.1.2 SOUTIEN AUX ENTITÉS STRUCTURÉES CONTRÔLÉES

Crédit Agricole CIB a des accords contractuels avec certaines entités structurées consolidées assimilables à des engagements de fournir un soutien financier.

Pour ses besoins de financement et ceux de sa clientèle, Crédit Agricole CIB utilise des véhicules d'émission de dettes structurées afin de lever de la liquidité sur les marchés financiers. Les titres émis par ces entités sont intégralement garantis par Crédit Agricole CIB, au 31 décembre 2025, le montant de ces émissions est de 37,4 milliards d'euros.

Dans le cadre de son activité de titrisation pour compte de tiers Crédit Agricole CIB apporte des lignes de liquidités à ses conduits ABCP. Au 31 décembre 2025, le montant de ces lignes de liquidités est de 42,7 milliards d'euros.

12.2 Co-entreprises et entreprises associées

Les participations dans les entreprises mises en équivalence pour lesquelles un indice objectif de perte de valeur a été identifié, font l'objet de tests de dépréciation selon la même méthodologie que celle retenue pour les écarts d'acquisition, c'est-à-dire en exploitant les estimations de flux futurs attendus des sociétés concernées et en utilisant les paramètres de valorisations décrits dans la note 6.12 « Écarts d'acquisition ».

INFORMATIONS FINANCIÈRES DES CO-ENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Au 31 décembre 2025,

- la valeur de mise en équivalence des co-entreprises est nulle car dépréciée à 100 % (même situation au 31 décembre 2024),
- Crédit Agricole CIB détient des intérêts dans une seule co-entreprise.

Les co-entreprises et les entreprises associées qui composent la « valeur de mise en équivalence » au bilan sont présentées dans le tableau de la note 12.2.1.

12.2.1 CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES : INFORMATIONS

	31.12.2025					
En millions d'euros	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Goupe	Quote part de résultat net	Quote part de capitaux propres [1]
Co-entreprises						
UBAF	47,01 %	-	-	3	3	154
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		**-**	**-**	**3**	**3**	**154**
Entreprises associées						
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		**-**	**-**	**3**	**3**	**154**

[1] Capitaux propres part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associée est un sous-groupe.

	31.12.2024					
En millions d'euros	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote part de résultat net	Quote part de capitaux propres [1]
Co-entreprises						
UBAF	47,01 %	-	-	2	2	158
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		**-**	**-**	**2**	**2**	**158**
Entreprises associées						
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		**-**	**-**	**2**	**2**	**158**

[1] Capitaux propres part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

12.2.2 CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES : INFORMATIONS DÉTAILLÉES

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives de Crédit Agricole CIB sont présentées ci-après :

	31.12.2025			
En millions d'euros	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
UBAF	56	(2)	1 895	327
Total	**56**	**(2)**	**1 895**	**327**

	31.12.2024			
En millions d'euros	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
UBAF	80	14	2 156	336
Total	**80**	**14**	**2 156**	**336**

RESTRICTIONS SIGNIFICATIVES SUR LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Crédit Agricole CIB est soumis aux restrictions suivantes :

Contraintes règlementaires

Les co-entreprises et entreprises associées de Crédit Agricole CIB sont soumises à la règlementation prudentielle et à des exigences de fonds propres règlementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à Crédit Agricole CIB.

Contraintes légales

Les filiales du groupe Crédit Agricole CIB sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions règlementaires mentionnées ci-avant.

12.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle détenues par Crédit Agricole CIB sont non significatives à l'exception des participations de Crédit Foncier de Monaco Indosuez Wealth et de la banque Degroof Petercam.

12.4 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Société mère et ses succursales									
Crédit Agricole CIB S.A.		France		Société mère	mère	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Abu Dhabi)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Allemagne)		Allemagne	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Australie)		Australie	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Belgique)		Belgique	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Canada)		Canada	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Corée du Sud)		Corée du sud	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Danemark)		Danemark	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Dubai)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Dubai DIFC)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Espagne)		Espagne	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (États-Unis)		États-Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Finlande)		Finlande	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Hong-Kong)		Hong Kong	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Inde)		Inde	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Italie)		Italie	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Japon)		Japon	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB QFC Branch (Qatar)		Qatar	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Royaume-Uni)		Royaume-Uni	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Singapour)		Singapour	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Suède)		Suede	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Taipei)		Taiwan	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Établissements bancaires et financiers									
Banco Crédit Agricole Brasil S.A.		Brésil		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Banque Degroof Petercam		Belgique		Filiale	intégration globale	79	79	79	79
Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A.	S4	Luxembourg		Filiale	intégration globale	-	100	-	79
Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A. Brussels Branch	S1	Belgique	Luxembourg	Succursale	intégration globale	-	100	-	79
Banque Degroof Petercam Netherlands Branch		Pays-Bas	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Banque Thaler	E3/ S4	Suisse		Filiale	intégration globale	-	-	-	-
CACIB Arabia Financial Company		Arabie Saoudite		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Finanziaria S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Gestion		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. DIFC Branch		Emirats Arabes Unis	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. (Hong-Kong)		Hong Kong	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. (Singapour)		Singapour	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. Switzerland Branch		Suisse		Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe)		Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe - Belgique)	S1	Belgique	Luxembourg	Succursale	intégration globale	-	100	-	100
CA Indosuez Wealth (Europe - Espagne)		Espagne	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe) Italy Branch		Italie	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe) Portugal Branch		Portugal	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CFM Indosuez Wealth		Monaco		Filiale	intégration globale	70	70	69	69
Crédit Agricole CIB AO		Russie		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Australia Ltd.		Australie		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB China Ltd.		Chine		Filiale	intégration globale	100	100	100	100

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Crédit Agricole CIB China Ltd. Chinese Branch		Chine		Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Services Private Ltd.		Inde		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Ester Finance Technologies		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
UBAF		France		Co-entreprise	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Corée du Sud)		Corée du Sud	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Japon)		Japon	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Singapour)		Singapour	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
Sociétés de bourse									
Crédit Agricole Securities Asia B.V. (Tokyo)		Japon	Pays-Bas	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities Asia Limited Séoul Branch (CASAL Séoul Branch)		Corée du Sud	Hong Kong	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (Asia) Ltd		Hong Kong		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (USA) Inc		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Sociétés d'investissement									
CA Indosuez Fund Solutions	D1	Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	79
CFM Indosuez Conseil en Investissement		France		Filiale	intégration globale	100	100	69	69
CFM Indosuez Conseil en Investissement, Succursale de Noumea		Nouvelle-Caledonie	France	Succursale	intégration globale	100	100	69	69
CFM Indosuez Gestion		Monaco		Filiale	intégration globale	100	100	69	69
Compagnie Financière Taler S.A.	E3/ S1	Suisse		Filiale	intégration globale	-	-	-	-
Compagnie Française de l'Asie (CFA)		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Air Finance S.A.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd.	S3	Royaume-Uni		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
Crédit Agricole Global Partners Inc.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities Asia B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (USA) Inc. Branch Offices	E2/ D3	États-Unis		Succursale	intégration globale	100	-	100	-
Doumer Finance S.A.S.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Fininvest		France		Filiale	intégration globale	98	98	98	98
Fletirec		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Degroof Petercam Asset Management		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Germany Branch		Allemagne	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Italy Branch		Italie	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Lux Branch		Luxembourg	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Netherlands Branch		Pays-Bas	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Spain Branch		Espagne	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Succursale France		France	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Corporate Finance		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Finance		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Assurances									
CAIRS Assurance S.A.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Divers									
Atlantic Asset Securitization LLC		États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Azqore S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	83	100	83
Azqore S.A. - Sucursal EM Portugal	E2	Portugal	Suisse	Succursale	intégration globale	100	-	100	-
Azqore Singapore Branch S.A.		Singapour	Suisse	Succursale	intégration globale	100	83	100	83
Benelpart	S1	Belgique		Filiale	intégration globale	-	100	-	98

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
CA Indosuez Wealth (Asset Management)	S4	Luxembourg		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
CA Midcap Advisors		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole America Services Inc.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Finance (Guernsey) Ltd.		Guernesey		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Finance Luxembourg S.A.		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Financial Solutions		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Global Banking		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Transactions		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Leasing (USA) Corp.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Services & Operations Inc		Canada		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Degroof Petercam Wealth Management	S4	France		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
Demeter Compartiment GL 2023		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Demeter Compartiment JA 2022		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Demeter Compartiment TS EU		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT DemeTR-Airtime - 2024		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT DemeTR-EL OFF B/S - 2024		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT FFR (Financial Funding Receivables)	E2	États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	-	-	-
FCT Odyssée		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FIC-FIDC		Brésil		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Fixed Income Derivates - Structured Fund PLC		Irlande		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Fundo A De Investimento Multimercado		Brésil		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Héphaïstos Multidevises FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Immobilière Cristal Luxembourg S.A.		Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	79
ItalAsset Finance SRL		Italie		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Lafayette Asset Securitization LLC		États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
L&E Services		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
LMA S.A.		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Molinier Finances	S1	France		Filiale	intégration globale	-	100	-	98
Orban Finance		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Pacific EUR FCC		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Pacific IT FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Pacific USD FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Petercam Invest		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Sinefinair B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
SNGI		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Société immobilière et financière Industrie Guimard		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Sofipac	S1	Belgique		Filiale	intégration globale	-	100	-	98
Sufinair B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
TCB		France		Filiale	intégration globale	99	99	98	98
Triple P FCC		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Woori Card 2022 1 Asset Securitization speciality Co Ltd	S3	Corée du Sud		Entité structurée contrôlée	intégration globale	-	100	-	-

(a) Modification du périmètre

Entrée (E) dans le périmètre :

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre :

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D) :

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

NOTE 13 : PARTICIPATIONS ET ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 357 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 375 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Conformément au règlement ANC 2016-09 et à l'option offerte par la Recommandation ANC 2016-01, la liste exhaustive des entités contrôlées non consolidées et des titres de participations significatifs non consolidés est consultable sur le site internet de Crédit Agricole CIB à l'adresse suivante : https://www.ca-cib.fr/nous-connaitre/elements-financiers/informations-reglementees.

13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

INFORMATIONS SUR LA NATURE ET L'ÉTENDUE DES INTÉRÊTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité.

◆ Titrisation

Crédit Agricole CIB a pour rôle la structuration de véhicules de titrisation par l'achat de créances commerciales ou financières. Les véhicules financent ces achats en émettant les tranches multiples de dettes et des titres de participation, dont le remboursement est lié à la performance des actifs dans ces véhicules.

Crédit Agricole CIB investit et apporte des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation qu'il a sponsorisés pour le compte de clients.

◆ Financement structuré

Crédit Agricole CIB intervient dans des entités dédiées à l'acquisition d'actifs. Ces entités peuvent prendre la forme de société de financement d'actif ou de sociétés de crédit-bail. Dans les entités structurées, le financement est garanti par l'actif. L'implication du groupe Crédit Agricole CIB est souvent limitée au financement ou à des engagements de financement.

◆ Entités sponsorisées

Crédit Agricole CIB sponsorise une entité structurée dans les cas suivants :

- Crédit Agricole CIB intervient à la création de l'entité et cette intervention, rémunérée, est jugée substantielle pour assurer la bonne fin des opérations ;
- une structuration est intervenue à la demande de Crédit Agricole CIB et elle en est le principal utilisateur ;
- Crédit Agricole CIB a cédé ses propres actifs à l'entité structurée ;
- Crédit Agricole CIB est gérant ;
- le nom d'une filiale ou de la société mère de Crédit Agricole CIB est associé au nom de l'entité structurée ou aux instruments financiers émis par elle.

Crédit Agricole CIB a sponsorisé des entités structurées non consolidées dans lesquelles elle ne détient pas d'intérêts au 31 décembre 2025.

INFORMATIONS SUR LES RISQUES ASSOCIÉS AUX INTÉRÊTS DÉTENUS

◆ Soutien financier apporté aux entités structurées

Au cours de l'année 2025, Crédit Agricole CIB n'a pas fourni de soutien financier à des entités structurées non consolidées.
En date du 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB n'a pas l'intention de fournir un soutien financier à une entité structurée non consolidée.

◆ Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, l'implication de Crédit Agricole CIB dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour Crédit Agricole CIB dans les tableaux ci-dessous :

	31.12.2025											
	Titrisation				Fonds de placement [1]				Financement structuré [1]			
		Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	2	-	2	-	-	-	-	4	4	-	4
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	47	47	-	47	-	-	-	-	3 276	3 276	-	3 276
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**49**	**49**	**-**	**49**	**-**	**-**	**-**	**-**	**3 280**	**3 280**	**-**	**3 280**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	12	12	-	12
Dettes	12	-	-	-	-	-	-	-	252	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**12**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**264**	**12**	**-**	**12**
Engagements donnés	**-**	**8**	**-**	**8**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 246**	**-**	**2 246**
Engagements de financement	-	8	-	8	-	-	-	-	-	2 251	-	2 251
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**-**	**8**	**-**	**8**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 246**	**-**	**2 246**
Total bilan des entités structurées non consolidées	**1 874**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**6 785**	**-**	**-**	**-**

[1] Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le groupe Crédit Agricole CIB n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le groupe Crédit Agricole CIB a uniquement accordé un prêt.

	31.12.2024											
	Titrisation				Fonds de placement [1]				Financement structuré [1]			
		Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	4	-	4	-	-	-	-	1	1	-	1
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	88	88	-	88	-	-	-	-	2 458	2 458	-	2 458
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**92**	**92**	**-**	**92**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 459**	**2 459**	**-**	**2 459**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	7	7	-	7	-	-	-	-	24	24	-	24
Dettes	1	-	-	-	-	-	-	-	218	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**8**	**7**	**-**	**7**	**-**	**-**	**-**	**-**	**242**	**24**	**-**	**24**
Engagements donnés	**-**	**14**	**-**	**14**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 479**	**-**	**2 479**
Engagements de financement	-	14	-	14	-	-	-	-	-	2 483	-	2 483
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**-**	**14**	**-**	**14**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 479**	**-**	**2 479**
Total bilan des entités structurées non consolidées	**4 049**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5 586**	**-**	**-**	**-**

[1] Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le groupe Crédit Agricole CIB n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le groupe Crédit Agricole CIB a uniquement accordé un prêt.

EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *Mark-to-Market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

NOTE 14 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Aucun événement n'est intervenu postérieurement à la clôture.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
(EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Forvis Mazars SA
45, rue Kléber
92300 Levallois-Perret

À l'Assemblée générale de la société
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
12 Place des États-Unis
CS 70052
92547 Montrouge Cedex

4.1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

4.2. Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

4.3. Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

RISQUE SUR L'ÉVALUATION DES PROVISIONS POUR LITIGES DE NATURE RÉGLEMENTAIRE, JUDICIAIRE ET FISCALE

◆ Risque identifié

Votre groupe fait l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger.

Différentes procédures en matière fiscale sont également en cours en France et dans certains pays dans lesquels votre groupe exerce ses activités.

La décision de comptabiliser une provision ou d'enregistrer une créance à recouvrer, ainsi que le montant de celle-ci, nécessitent par nature l'utilisation du jugement, en raison de la difficulté à apprécier le dénouement de ces procédures ou les incertitudes relatives à certains traitements fiscaux.

Compte tenu de l'importance du jugement, ces évaluations comportent un risque important d'anomalies significatives dans les comptes consolidés et constituent de ce fait un point clé de l'audit.

Les différentes procédures judiciaires, enquêtes et demandes d'informations en cours, ainsi que les procédures en matière fiscale sont présentées respectivement dans les notes 6.9 et 6.13 de l'annexe aux comptes consolidés.

◆ Notre réponse

Nous avons pris connaissance du processus mis en place par la Direction pour l'évaluation des risques engendrés par ces litiges, procédures de nature réglementaire ou judiciaire et des incertitudes fiscales, ainsi que des provisions qui leur sont, le cas échéant, associées, notamment en procédant à des échanges trimestriels avec la Direction et plus particulièrement les directions juridique et de la conformité et la Direction fiscale de votre groupe et de ses principales filiales.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- Examiner les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions ou créances à partir des informations disponibles (dossiers constitués par la Direction juridique ou les conseils de votre groupe, courriers de régulateurs, procès-verbal du Comité des risques juridiques) ;
- Prendre connaissance des analyses ou des conclusions des conseils juridiques de votre groupe et des réponses obtenues à nos demandes de confirmations réalisées auprès de ces conseils ;
- S'agissant plus spécifiquement des risques fiscaux, examiner, en lien avec nos spécialistes, les réponses apportées par votre groupe aux administrations concernées ainsi que les estimations du risque réalisées par celui-ci ;
- Effectuer un examen rétrospectif des provisions constituées au regard des sorties de ressource effectivement constatées lors du dénouement des risques identifiés ;
- Apprécier, en conséquence, le niveau des provisions comptabilisées au 31 décembre 2025.

Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

RISQUE DE CRÉDIT ET ESTIMATION DES PERTES ATTENDUES SUR ENCOURS SAINS, DÉGRADÉS OU EN DÉFAUT

◆ Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de Banque de Financement et d'Investissement, votre société mène des opérations d'origination et de structuration de financements au bénéfice de clients grands comptes, tant en France qu'à l'international.

Dès lors qu'un encours est en défaut, la perte probable est constatée par la comptabilisation d'une dépréciation venant en diminution de l'actif du bilan. Votre société enregistre également, au passif, des provisions destinées à couvrir des risques de crédit non affectés individuellement, telles que les « provisions risque pays » ou les « provisions sectorielles » généralement calculées à partir des modèles IFRS 9 d'estimation des pertes attendues.

Nous avons considéré que les changements de modèles d'estimation des provisions et dépréciations des encours sains et dégradés, ainsi que l'estimation des provisions et des dépréciations relatives aux encours en défaut constituaient un point clé de notre audit, compte tenu :

- du degré particulièrement élevé de jugement nécessaire à la mise en œuvre de modèles de dépréciation collectifs, encore peu éprouvés et n'ayant pas fait l'objet de backtesting complet ;
- de la complexité inhérente à la définition et à l'application de critères permettant d'identifier les expositions susceptibles de présenter un risque de non-recouvrement ;
- et du niveau de jugement requis pour estimer les flux de recouvrement attendus.

Au 31 décembre 2025, les corrections de valeur pour pertes attendues concernant l'ensemble des encours éligibles s'élèvent à 3,3 milliards d'euros (2,7 milliards d'euros à l'actif) dont :

- **1 276 M€ de corrections de valeur relatives aux actifs sains et dégradés (319 M€ au titre du Stage 1 et 957 M€ au titre du Stage 2) ;**
- **1 975 M€ de corrections de valeur relatives aux encours en défaut Stage 3.**

Se référer aux notes 3.1, 4.9 et 6.5 de l'annexe aux comptes consolidés.

◆ Notre réponse

Nous avons examiné le dispositif mis en place par la Direction des risques pour catégoriser les encours et évaluer le montant des corrections de valeur enregistrées, afin d'apprécier si les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées et décrites dans l'annexe aux comptes consolidés.

Nous avons notamment apprécié les modalités de prise en considération du contexte macroéconomique et géopolitique, les projections macroéconomiques retenues pour le calcul des dépréciations et des provisions, ainsi que l'information financière y afférente.

Nous avons testé les contrôles clés mis en œuvre par votre société dans le cadre de la revue annuelle des portefeuilles, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des secteurs fragilisés par le contexte économique incertain, la détection des encours dégradés ou en défaut, et l'évaluation des corrections de valeur.

Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des Comités spécialisés de votre société en charge du suivi des encours dégradés ou en défaut.

S'agissant des changements de modèles portant sur les corrections de valeur évaluées sur base collective, nous avons :

- fait appel à des experts pour apprécier les méthodes et les paramètres ayant évolué au cours de l'exercice, ainsi que les nouveaux modèles utilisés pour le calcul des corrections de valeur pour pertes attendues ;
- réalisé des calculs indépendants des corrections de valeur pour pertes attendues, comparé le montant obtenu avec celui comptabilisé et examiné les ajustements réalisés par la Direction le cas échéant.

S'agissant des corrections de valeur calculées sur base individuelle et utilisant un taux forfaitaire, nous avons :

- analysé les éléments justificatifs disponibles afin d'apprécier le niveau de dépréciation retenu;
- réalisé un exercice de benchmark pour certaines contreparties significatives dépréciées ;
- sur base d'un échantillon de dossiers de crédit (dépréciés ou non), examiné les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour estimer les flux de recouvrement attendus, notamment au regard de la valorisation des collatéraux.

Enfin, nous avons examiné les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

RISQUE SUR L'ÉVALUATION DE CERTAINS ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR DE NIVEAU 3

◆ Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de Banque de Marché, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank exerce des activités d'origination, de structuration et de trading d'instruments financiers dérivés, à destination des Entreprises, Institutions Financières et grands émetteurs. Par ailleurs, les émissions de titres de dette, dont certaines « hybrides », auprès de la clientèle internationale et domestique du groupe concourent à la gestion du refinancement moyen et long terme de la Banque :

- les instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur par résultat ;
- les émissions « hybrides » sont comptabilisées en passifs financiers à leur juste valeur par résultat sur option.

Les instruments financiers dont l'évaluation requiert l'utilisation de paramètres de marché non observables significatifs sont classés en niveau 3 de juste valeur. Nous considérons que l'évaluation de ces instruments financiers dérivés et de ces émissions hybrides constitue un point clé de l'audit, en raison de la complexité de modélisation, de la multiplicité des modèles utilisés et du recours au jugement dans la détermination de leur juste valeur, en particulier pour :

- la détermination de la cartographie d'observabilité des paramètres d'évaluation ;
- l'utilisation de modèles d'évaluation internes et non standards ;
- l'utilisation de paramètres d'évaluation non étayés par des données observables sur le marché ;
- l'estimation d'ajustements d'évaluation permettant de tenir compte des incertitudes tenant aux modèles, aux paramètres utilisés ou aux risques de contrepartie et de liquidité.

Les instruments dérivés sont inscrits au bilan en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat. Au 31 décembre 2025, ceux catégorisés en niveau 3 représentent au bilan respectivement 7,1 milliards d'euros et 5,1 milliards d'euros.

Les émissions « hybrides » sont inscrites en passifs financiers à leur juste valeur par résultat sur option. Au 31 décembre 2025, celles catégorisées en niveau 3 représentent 17,5 milliards d'euros au passif.

Se référer aux notes 3.2, 6.2 et 11.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

◆ Notre réponse

Nous avons pris connaissance des processus et des contrôles mis en place par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, pour identifier, évaluer et comptabiliser les instruments financiers dérivés et les émissions « hybrides » classés en niveau 3.

Nous avons examiné les contrôles que nous avons jugés clés, réalisés notamment par la Direction des risques, tels que la revue de la cartographie d'observabilité, et la vérification indépendante des paramètres d'évaluation et la validation interne des modèles d'évaluation. Nous avons également examiné le dispositif encadrant la comptabilisation de certains ajustements d'évaluation et la classification des instruments financiers selon la hiérarchie de juste-valeur définie par IFRS 13.

Nous avons procédé, avec le concours de nos experts en évaluation d'instruments financiers, à des évaluations indépendantes, et analysé celles réalisées par votre groupe ainsi que les hypothèses, paramètres, méthodologies et modèles retenus. En particulier, nous avons examiné la documentation relative aux évolutions sur l'exercice de la cartographie d'observabilité.

Nous avons également examiné les principaux ajustements d'évaluation comptabilisés ainsi que la justification par la Direction des principaux écarts d'évaluation face aux contreparties, constatés lors du processus d'appels de marge.

RISQUE SUR L'ÉVALUATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION

◆ Risque identifié

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur, et au minimum annuellement. Ces tests sont fondés sur la comparaison entre la valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) et leur valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité.

La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation de l'estimation des flux de trésorerie futurs générés par l'UGT, tels que définis dans les trajectoires financières validées par les organes de gouvernance et prolongées jusqu'en 2030.

Le taux d'allocation des fonds propres est déterminé en prenant en compte, lorsqu'elles existent, les exigences spécifiques fixées par le régulateur (Pilier 2 notamment).

De par leur nature, ces tests de dépréciation requièrent l'exercice de jugement en ce qui concerne les hypothèses structurantes retenues, notamment pour la détermination des scenarios économiques dans un environnement toujours marqué par des incertitudes économiques et géopolitiques.

Au regard de l'évolution de l'écart entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Direction, nous portons une attention particulière aux tests réalisés sur les UGT Banque de Financement et Gestion de Fortune.

Les tests de dépréciation au 31 décembre 2025 n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de perte de valeur sur les écarts d'acquisition. Les tests de sensibilités sont présentés dans la note 6.12 de l'annexe aux comptes consolidés.

◆ Notre réponse

Nous avons pris connaissance des processus mis en place par votre groupe pour identifier d'éventuels indices objectifs de perte de valeur et mesurer le besoin de dépréciation des écarts d'acquisition.

Nous avons impliqué dans nos équipes d'audit, des experts en évaluation pour :

- analyser les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus ainsi que les modèles de calculs des flux de trésorerie actualisés ;
- examiner, s'agissant spécifiquement de l'acquisition de Banque Thaler, certaines hypothèses clés de reconnaissance des actifs acquis et passifs assumés dans le cadre des travaux d'allocation du prix d'acquisition, notamment celles relatives à l'évaluation des relations clientèles.

Les calculs ont été testés et les principales hypothèses, telles que le taux d'allocation des fonds propres, le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini, confrontées à des sources externes.

Les trajectoires financières préparées par la Direction et utilisées dans le modèle ont été examinées pour :

- contrôler leur cohérence avec celles qui ont été présentées à votre Conseil d'administration, et s'assurer que les éventuels retraitements opérés sont justifiés ;
- apprécier les principales hypothèses sous-jacentes y compris celles relatives à la prolongation des trajectoires financières au-delà de la période présentée au Conseil d'administration de votre groupe, au regard des trajectoires financières élaborées au cours des exercices passés et des performances effectives ;
- effectuer des analyses de sensibilité à certaines hypothèses (niveau de fonds propres alloués, taux d'actualisation, coût du risque, coefficient d'exploitation).

Les informations figurant en annexes sur les résultats de ces tests de dépréciation et le niveau de sensibilité à différents paramètres de valorisation ont également été examinés par nos soins.

4.4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

4.5. Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DESTINÉS À ÊTRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank par votre Assemblée générale du 30 avril 2004 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 avril 2024 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la vingt-deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars SA dans la deuxième année.

4.6. Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

4.7. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

OBJECTIF ET DÉMARCHE D'AUDIT

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

RAPPORT AU COMITÉ D'AUDIT

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 19 mars 2026,

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit		Forvis Mazars SA	
Bara Naija	Zineb El Maannl	Jean Latorzeff	Olivier Gatard

7



COMPTES INDIVIDUELS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Arrêtés par le Conseil d'administration en date du 30 janvier 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 27 avril 2026.

7
SOMMAIRE

1. COMPTES ANNUELS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB (S.A.) 458

1.1. BILAN ACTIF 458

1.2. BILAN PASSIF 458

1.3. HORS BILAN 459

1.4. COMPTE DE RÉSULTAT 459

1.5. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS À L'EXERCICE 2025 459

2. NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS 460

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES 460

NOTE 2 : CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT - ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE 469

NOTE 3 : OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE 469

NOTE 4 : TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE ET D'INVESTISSEMENT 471

NOTE 5 : TITRES DE PARTICIPATION ET FILIALES 473

NOTE 6 : VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ 475

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION 476

NOTE 8 : DÉPRÉCIATIONS INSCRITES EN DÉDUCTION DE L'ACTIF 476

NOTE 9 : DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT - ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE .. 476

NOTE 10 : COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE 477

NOTE 11 : DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE 478

NOTE 12 : COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES ... 478

NOTE 13 : AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION 479

NOTE 14 : PROVISIONS 479

NOTE 15 : ENGAGEMENTS SOCIAUX - AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES 481

NOTE 16 : DETTES SUBORDONNÉES - ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE (EN MONNAIE D'ÉMISSION) 482

NOTE 17 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (AVANT RÉPARTITION) 482

NOTE 18 : CONTRIBUTIONS PAR DEVISE AU BILAN 483

NOTE 19 : OPÉRATIONS EFFECTUÉES AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS 483

NOTE 20 : OPÉRATIONS DE CHANGE ET EMPRUNTS EN DEVISES NON DÉNOUÉS 483

NOTE 21 : OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME 484

NOTE 22 : PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS 486

NOTE 23 : REVENUS DES TITRES 486

NOTE 24 : PRODUIT NET DES COMMISSIONS 486

NOTE 25 : GAINS OU PERTES DES OPÉRATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION 487

NOTE 26 : GAINS OU PERTES DES OPÉRATIONS SUR PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS 487

NOTE 27 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES 487

NOTE 28 : CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION 488

NOTE 29 : COÛT DU RISQUE 488

NOTE 30 : RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS 489

NOTE 31 : IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES 489

NOTE 32 : IMPLANTATION DANS DES ÉTATS OU TERRITOIRES NON COOPÉRATIFS 489

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS (EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025) 490

3.1. OPINION 490

3.2. FONDEMENT DE L'OPINION 490

3.3. OBSERVATION 490

3.4. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS – POINTS CLÉS DE L'AUDIT 490

3.5. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES 492

3.6. AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES 493

3.7. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS 493

3.8. RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS 493

2 065 M€
RÉSULTAT NET

6 034 M€
PRODUIT NET BANCAIRE

854 008 M€
TOTAL BILAN



1. COMPTES ANNUELS DE CRÉDIT AGRICOLE CIB (S.A.)

1.1. Bilan actif

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Opérations interbancaires et assimilées		**277 544**	**248 428**
Caisse, banques centrales		81 379	75 552
Effets publics et valeurs assimilées	4 - 4.2 - 4.3 et 4.4	61 928	46 550
Créances sur les établissements de crédit	2	134 237	126 326
Opérations avec la clientèle	3 - 3.1 - 3.2 - 3.3 et 3.4	**283 505**	**269 806**
Opérations sur titres		**97 746**	**82 519**
Obligations et autres titres à revenu fixe	4 - 4.2 - 4.3 et 4.4	56 436	53 865
Actions et autres titres à revenu variable	4 et 4.2	41 310	28 654
Valeurs immobilisées		**7 997**	**7 546**
Participations et autres titres détenus à long terme	5 - 5.1 et 6	227	247
Parts dans des entreprises liées	5 - 5.1 et 6	7 167	6 736
Immobilisations incorporelles	6	421	382
Immobilisations corporelles	6	182	181
Crédits-bail et opérations assimilées	6	-	-
Actions propres		**-**	**-**
Comptes de régularisation et actifs divers		**187 216**	**224 355**
Autres actifs	7	45 653	51 059
Comptes de régularisation	7	141 563	173 296
Total actif		**854 008**	**832 654**

1.2. Bilan passif

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Opérations interbancaires et assimilées		**148 467**	**124 940**
Banques centrales		185	1 250
Dettes envers les établissements de crédit	9	148 282	123 690
Comptes créditeurs de la clientèle	10.1 - 10.2 et 10.3	**330 712**	**300 704**
Dettes représentées par un titre	11.1 et 11.2	**67 237**	**69 410**
Comptes de régularisation et passifs divers		**266 534**	**299 248**
Autres passifs	13	90 768	99 616
Comptes de régularisation	13	175 766	199 632
Provisions et dettes subordonnées		**21 909**	**19 136**
Provisions	14	3 857	3 843
Dettes subordonnées	16	18 052	15 293
Fonds pour risques bancaires généraux		**-**	**-**
Capitaux propres (hors FRBG)	17	**19 149**	**19 216**
Capital souscrit		7 852	7 852
Primes d'émission		1 573	1 573
Réserves		806	806
Écart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		6 853	7 278
Résultat de l'exercice		2 065	1 707
Total passif		**854 008**	**832 654**

1.3. Hors bilan

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024 (retraité) [3]	31.12.2024
Engagements donnés	**717 100**	**652 076**	**652 076**
Engagements de financement	**300 535**	**258 694**	**258 694**
Engagements en faveur d'établissements de crédit	57 053	28 910	28 910
Engagements en faveur de la clientèle	243 482	229 784	229 784
Engagements de garantie [1]	**265 425**	**247 894**	**247 894**
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	79 402	73 289	73 289
Engagements d'ordre de la clientèle	186 023	174 605	174 605
Engagements sur titres [1]	**29 641**	**30 068**	**30 068**
Autres engagements donnés [1]	**121 499**	**115 420**	**115 420**
Engagements reçus	**323 138**	**264 123**	**339 753**
Engagements de financement	**106 395**	**52 244**	**52 244**
Engagements en faveur d'établissements de crédit	60 370	5 389	5 389
Engagements en faveur de la clientèle	46 025	46 855	46 855
Engagements de garantie [2]	**113 359**	**121 736**	**192 129**
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	7 585	10 427	10 829
Engagements d'ordre de la clientèle	105 774	111 309	181 300
Engagements sur titres [2]	**59 111**	**46 744**	**46 744**
Autres engagements reçus	**44 273**	**43 399**	**48 636**

[1] Dont 13 318 millions d'euros d'engagements donnés à Crédit Agricole S.A. au 31.12.2025.
[2] Dont 259 millions d'euros d'engagements reçus de Crédit Agricole S.A. au 31.12.2025.
[3] Les montants déclarés dans la colonne 2024 (retraité) tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues de la clientèle et des établissements de crédit pour un montant estimé de - 75 630 millions d'euros au 31 décembre 2024, se décomposant de la manière suivante : Engagements reçus des établissements de crédit pour - 402 millions d'euros, Engagements reçus de la clientèle pour - 69 991 millions d'euros, Titres et valeurs reçus en pension pour - 5 237 millions d'euros.

Hors bilan : autres informations

Opérations de change et emprunts en devises non dénoués : note 20.
Opérations sur instruments financiers à terme : notes 21, 21.1, 21.2 et 21.3.

1.4. Compte de résultat

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	22	28 555	34 605
Intérêts et charges assimilées	22	(26 243)	(32 278)
Revenus des titres à revenu variable	23	635	473
Commissions produits	24 et 24.1	1 461	1 268
Commissions charges	24 et 24.1	(955)	(859)
Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation	25	2 603	2 359
Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de placement et assimilés	26	(18)	(14)
Autres produits d'exploitation bancaire	27	180	150
Autres charges d'exploitation bancaire	27	(184)	(148)
Produit net bancaire		**6 034**	**5 556**
Charges générales d'exploitation		**(3 317)**	**(3 154)**
Frais de personnel	28.1 et 28.2	(2 171)	(2 044)
Autres frais administratifs	28.3	(1 146)	(1 110)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		**(122)**	**(108)**
Résultat brut d'exploitation		**2 595**	**2 294**
Coût du risque	29	(99)	(113)
Résultat d'exploitation		**2 496**	**2 181**
Résultat net sur actifs immobilisés	30	(31)	(22)
Résultat courant avant impôt		**2 465**	**2 159**
Résultat exceptionnel		-	-
Impôt sur les bénéfices	31	(400)	(452)
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Résultat net		**2 065**	**1 707**

1.5. Évènements significatifs relatifs à l'exercice 2025

Aucun évènement significatif sur l'exercice 2025.

2. NOTES ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers de Crédit Agricole CIB sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du Groupe Crédit Agricole.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole CIB est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du :
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01.01.2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01.01.2025
Règlement N° 2025-01 du 7 février 2025 modifiant divers règlements de l'ANC	28.07.2025
Règlement N° 2025-02 du 4 avril 2025 relatif aux articles 48 et 95 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	28.07.2025

1.1 Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du Groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Groupe Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

CRÉANCES SAINES

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

◆ Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Crédit Agricole CIB constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

◆ La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

◆ Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un

modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole CIB ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole CIB applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

◆ Dégradation significative du risque de crédit

Crédit Agricole CIB apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le *Stage* 1 correspond à des ECL à 12 mois, le *Stage* 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe *(Forward Looking Central)* ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la « probabilité de défaut » ou (« PD ») à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « Investment Grade » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (i.e. 0.30 %).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le Groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en *Stage* 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en *Stage* 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

- **a. un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établit en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale ;
- **b. deux critères absolus.** Le Groupe a défini :
  - Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique

les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en *Stage* 2 pour le calcul des ECL ;

- Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en *Stage* 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en *Stage* 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (*Stage* 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage* 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'encours ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, etc.
- Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.
- Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

CRÉANCES DOUTEUSES

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole CIB distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

◆ Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

◆ Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

◆ Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole CIB par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

◆ Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07, le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

PASSAGE EN PERTE

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole CIB le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

RISQUES-PAYS

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaisance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays. Lorsque ces créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles demeurent dans leur poste d'origine.

CRÉANCES RESTRUCTURÉES

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problèmes d'insolvabilité ou de difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains évènements (nouveaux incidents par exemple).

1.2 Portefeuille Titres

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

TITRES DE TRANSACTION

Ce sont des titres qui, à l'origine, sont :

- soit acquis avec l'intention de les revendre ou vendus avec l'intention de les racheter à court terme ;
- soit détenus par l'établissement du fait de son activité de mainteneur de marché, ce classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock de titres fasse l'objet d'une rotation effective et d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

Ces titres doivent être négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles doivent être représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sont également considérés comme des titres de transaction :

- les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction comprenant des instruments financiers à terme, des titres ou d'autres instruments financiers qui sont gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- les titres faisant l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage effectuée sur un marché d'instruments financiers organisé ou assimilé ;
- les titres empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt, reclassés en « titres de transaction prêtés ») dans le cadre des opérations de prêts / emprunts classés en titres de transaction et compensés avec les dettes représentatives de titres empruntés inscrites au passif du bilan.

Hormis dans les cas prévus par le règlement ANC 2014-07, les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

La dette représentative des titres vendus à découvert est inscrite au passif de l'établissement cédant pour le prix de vente des titres frais exclus.

À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des gains et pertes résultant des variations de cours est porté au compte de résultat et enregistré dans la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation ».

TITRES DE PLACEMENT

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

◆ Obligations et autres titres à revenu fixe

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

◆ Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

À la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si Crédit Agricole CIB dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

TITRES D'INVESTISSEMENT

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole CIB dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE

Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Crédit Agricole CIB satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Lors des arrêtés comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention envisagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES, TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Les parts dans les entreprises liées et les titres de participations sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus conformément au règlement ANC 2014-07. Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

PRIX DE MARCHÉ

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent ;
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole CIB détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole CIB utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

DATES D'ENREGISTREMENT

Crédit Agricole CIB enregistre les titres classés en titres d'investissement et en titres de transaction à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

PENSIONS LIVRÉES

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les produits et charges relatifs aux titres donnés en pension ou reçus en pension sont rapportés au compte de résultat prorata temporis.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

PRÊTS ET EMPRUNTS DE TITRES

Chez le prêteur, une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés au prix de marché du jour du prêt est inscrite au bilan, en lieu et place des titres prêtés. À chaque arrêté comptable, la créance est évaluée selon les règles applicables aux titres prêtés, y compris l'enregistrement des intérêts courus sur titres de placement et d'investissement. Chez l'emprunteur, les titres sont inscrits à l'actif en titres de transaction au prix de marché du jour de l'emprunt. Une dette est enregistrée au passif à l'égard du prêteur en « dettes sur titres empruntés ». À chaque arrêté comptable, la dette de titres et les titres sont valorisés au prix de marché le plus récent et présentés en net au bilan conformément au règlement ANC n°2014-07 relatif à la compensation des emprunts de titres.

RECLASSEMENT DE TITRES

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole CIB n'a pas opéré, en 2025, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

1.3 Immobilisations

Crédit Agricole CIB applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

À l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières… ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant, selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole CIB, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 5 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole CIB sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

1.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dette, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole CIB applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées par les Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

1.6 Provisions

Crédit Agricole CIB applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole CIB a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

1.7 Opérations sur les instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

OPÉRATIONS DE MARCHÉ

Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07) dont les instruments négociés sur un marché organisé, assimilé, de gré à gré ou inclus dans un portefeuille de transaction – au sens du règlement ANC 2014-07.

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

RISQUE DE CONTREPARTIE SUR LES DÉRIVÉS

Conformément au règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole CIB intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. À ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1 du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole CIB.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name S/N) ou les CDS indiciels ;
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

AJUSTEMENT DE VALORISATION LIÉ AU FINANCEMENT DES DÉRIVÉS

La valorisation des instruments dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés intègre un ajustement de FVA, ou Funding Adjustment Value, représentant les coûts et bénéfices liés au financement de ces instruments. Cet ajustement est calculé à partir du profil d'expositions futures positives ou négatives des transactions auquel est appliqué un coût de financement.

AUTRES OPÉRATIONS DE TAUX OU D'ACTIONS

Crédit Agricole CIB utilise divers instruments tels que les futures de taux ou les dérivés sur actions à des fins de négociation ou de couverture d'opérations spécifiques.

Les contrats conclus à des fins de négoce sont évalués à la valeur de marché, et les gains ou pertes sont portés au compte de résultat.

Les gains ou pertes réalisés et non réalisés, résultant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de couverture spécifique sont répartis sur la durée de vie de l'instrument couvert.

DÉRIVÉS DE CRÉDITS

Crédit Agricole CIB utilise des dérivés de crédits essentiellement de négociation, sous la forme de Credit Default Swaps (CDS). Les CDS conclus à des fins de négoce sont évalués à la valeur de marché, et les gains ou pertes correspondants sont portés au compte de résultat.

1.8 Opérations en devises

À chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de Crédit Agricole CIB à l'étranger.

À chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation – Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole CIB a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

CONTRATS DE CHANGE AU COMPTANT ET À TERME

À chaque arrêté comptable, les contrats de change comptant sont évalués au cours de marché au comptant de la devise concernée. Les opérations de change à terme qualifiées d'opérations de transaction sont comptabilisées en valeur de marché sur la base du cours à terme pour la durée restant à courir. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation – Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ». Le résultat des opérations de change à terme, considérées comme des opérations de change au comptant associées à des prêts et des emprunts, est enregistré prorata temporis sur la durée des contrats.

OPTIONS ET FUTURES DE CHANGE

Les options et futures de changes sont utilisées à des fins de négoce ou de couverture d'opérations spécifiques. Les contrats conclus à des fins de négoce sont évalués en valeur de marché et les gains ou pertes correspondants sont portés au compte de résultat. Les gains ou pertes, réalisés ou non, résultant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de couverture spécifique sont comptabilisés symétriquement à ceux de l'opération couverte.

1.9 Intégration des succursales à l'étranger

Les succursales tiennent des comptabilités autonomes conformes aux règles comptables en vigueur dans les pays où elles sont implantées.

Lors de l'arrêté des comptes, les bilans et comptes de résultat des succursales sont retraités selon les règles comptables françaises, convertis en euros et intégrés à la comptabilité de leur siège après élimination des opérations réciproques.

Les règles de conversion en euros sont les suivantes :

- les postes de bilan sont convertis au cours de clôture ;
- les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction, alors que les charges et les produits courus sont convertis au cours de clôture.

Les gains ou pertes pouvant résulter de cette conversion sont enregistrés au bilan dans la rubrique « Comptes de régularisation ».

1.10 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole CIB.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

1.11 Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par un accord global.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

1.12 Avantages au personnel postérieurs à l'emploi

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies

Crédit Agricole CIB a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, Crédit Agricole CIB provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, Crédit Agricole CIB applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Crédit Agricole CIB a fait le choix de comptabiliser les écarts actuariels immédiatement en résultat, par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent-être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

PLANS DE RETRAITE – RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole CIB n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

1.13 Souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise [si concerné]

SOUSCRIPTIONS D'ACTIONS DANS LE CADRE DU PLAN D'EPARGNE ENTREPRISE

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

1.14 Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole CIB.

1.15 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Détenue directement ou indirectement à 100 % par le Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB fait partie du groupe d'intégration fiscale constitué par le Groupe Crédit Agricole et est tête du sous-groupe Crédit Agricole CIB constitué avec ses filiales membres de l'intégration.

Crédit Agricole CIB a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, les déficits générés par l'ensemble des filiales du sous-groupe Crédit Agricole CIB font l'objet d'une indemnisation par Crédit Agricole. Crédit Agricole CIB constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles de titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

NOTE 2 : CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT - ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31.12.2025							31.12.2024
En millions d'euros	≤ 3mois	>3 mois ≤ 1 an	>1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances Rattachées	Total	Total
Comptes et prêts :								
- A vue	10 705	-	-	-	10 705	8	10 713	12 339
- A terme	8 643	18 852	16 786	9 339	53 620	240	53 860	46 174
Valeurs reçues en pension :								
Titres reçus en pension livrée	48 570	6 960	13 898	-	69 428	279	69 707	67 909
Prêts subordonnés	-	-	319	-	319	1	320	319
Total	**67 918**	**25 812**	**31 003**	**9 339**	**134 072**	**528**	**134 600**	**126 741**
Dépréciations	-	-	-	-	(290)	(73)	(363)	(415)
Valeur nette au bilan [1]	**67 918**	**25 812**	**31 003**	**9 339**	**133 782**	**455**	**134 237**	**126 326**

[1] *Parmi les parties liées, la principale contrepartie est Crédit Agricole S.A. (49 984 millions d'euros au 31.12.2025 et 48 398 millions d'euros au 31.12.2024).*

NOTE 3 : OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

3.1 Analyse par durée résiduelle

	31.12.2025							31.12.2024
En millions d'euros	≤ 3mois	>3 mois ≤ 1 an	>1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances Rattachées	Total	Total
Créances commerciales	12 170	8 192	10 775	2 887	34 024	148	34 172	33 354
Autres concours à la clientèle [1]	22 968	16 613	62 450	20 406	122 437	754	123 191	119 531
Valeurs reçues en pension :	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	106 801	13 039	5 504	65	125 409	434	125 843	117 278
Comptes ordinaires débiteurs	1 578	-	-	-	1 578	3	1 581	972
Dépréciations	-	-	-	-	(1 123)	(159)	(1 282)	(1 329)
Valeur nette au bilan	**143 517**	**37 844**	**78 729**	**23 358**	**282 325**	**1 180**	**283 505**	**269 806**

[1] *Les prêts subordonnés consentis à la clientèle s'élèvent à 271 millions d'euros au 31.12.2025 contre 314 millions d'euros au 31.12.2024.*

3.2 Analyse par zone géographique des bénéficiaires

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
France (y compris DROM-COM)	31 563	31 033
Autres pays de l'Union Européenne	42 659	43 275
Autres pays d'Europe	26 984	23 921
Amérique du Nord	71 926	73 941
Amérique Centrale et Latine	19 799	15 658
Afrique et Moyen-Orient	16 495	13 923
Asie et Océanie (hors Japon)	22 334	21 918
Japon	51 688	45 735
Organismes internationaux	-	-
Total en principal	**283 448**	**269 404**
Créances rattachées	1 339	1 731
Dépréciations	(1 282)	(1 329)
Valeur nette au bilan	**283 505**	**269 806**

3.3 Encours douteux, encours douteux compromis et dépréciations par zone géographique

	31.12.2025					
En millions d'euros	Encours bruts	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations sur encours douteux	Dépréciations sur encours douteux compromis	Couverture en %
France (y compris DROM-COM)	31 563	623	138	(275)	(137)	44,14%
Autres pays de l'Union Européenne	42 659	360	89	(137)	(89)	38,06%
Autres pays d'Europe	26 984	146	22	(74)	(22)	50,68%
Amérique du Nord	71 926	448	53	(209)	(50)	46,65%
Amérique centrale et latine	19 799	314	292	(250)	(241)	79,62%
Afrique et Moyen-Orient	16 495	91	91	(94)	(94)	103,30%
Asie et Océanie (hors Japon)	22 333	190	104	(84)	(67)	44,21%
Japon	51 689	-	-	-	-	0,00%
Organismes internationaux	-	-	-	-	-	0,00%
Créances rattachées	1 339	182	140	(159)	(137)	87,36%
Valeur au bilan	**284 787**	**2 354**	**929**	**(1 282)**	**(837)**	**54,46%**

	31.12.2024					
En millions d'euros	Encours bruts	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations sur encours douteux	Dépréciations sur encours douteux compromis	Couverture en %
France (y compris DROM-COM)	31 033	287	172	(193)	(171)	67,25%
Autres pays de l'Union Européenne	43 275	447	193	(171)	(160)	38,26%
Autres pays d'Europe	23 921	263	26	(78)	(25)	29,66%
Amérique du Nord	73 941	314	60	(129)	(59)	41,08%
Amérique centrale et latine	15 658	486	305	(342)	(302)	70,37%
Afrique et Moyen-Orient	13 923	137	108	(112)	(112)	81,75%
Asie et Océanie (hors Japon)	21 918	320	133	(111)	(82)	34,69%
Japon	45 735	-	-	-	-	0,00%
Organismes internationaux	-	-	-	-	-	0,00%
Créances rattachées	1 731	219	181	(193)	(177)	88,13%
Valeur au bilan	**271 135**	**2 473**	**1 178**	**(1 329)**	**(1 088)**	**53,74%**

3.4 Analyse par agent économique

	31.12.2025				
En millions d'euros	Encours bruts	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations sur encours douteux	Dépréciations sur encours douteux compromis
Particuliers	-	-	-	-	-
Agriculteurs	-	-	-	-	-
Autres professionnels	-	-	-	-	-
Clientèle financière	142 000	163	163	(163)	(163)
Entreprises	128 495	1 988	611	(941)	(522)
Collectivités publiques	12 953	21	15	(19)	(15)
Autres agents économiques	-	-	-	-	-
Créances rattachées	1 339	182	140	(159)	(137)
Valeur au bilan	**284 787**	**2 354**	**929**	**(1 282)**	**(837)**

	31.12.2024				
En millions d'euros	Encours bruts	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations sur encours douteux	Dépréciations sur encours douteux compromis
Particuliers	-	-	-	-	-
Agriculteurs	-	-	-	-	-
Autres professionnels	-	-	-	-	-
Clientèle financière	130 342	288	264	(245)	(231)
Entreprises	128 037	1 945	717	(871)	(664)
Collectivités publiques	11 025	21	16	(20)	(16)
Autres agents économiques	-	-	-	-	-
Créances rattachées	1 731	219	181	(193)	(177)
Valeur au bilan	**271 135**	**2 473**	**1 178**	**(1 329)**	**(1 088)**

NOTE 4 : TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE ET D'INVESTISSEMENT

	31.12.2025					31.12.2024
En millions d'euros	Transaction [2]	Placement	Titres de l'activité portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées	**51 380**	**1 872**	**-**	**8 631**	**61 883**	**46 511**
- dont surcote restant à amortir	-	(1)	-	(19)	(20)	(19)
- dont décote restant à amortir	-	-	-	77	77	74
Créances rattachées	5	14	-	28	47	39
Dépréciations	-	(2)	-	-	(2)	-
Valeur nette au bilan	**51 385**	**1 884**	**-**	**8 659**	**61 928**	**46 550**
Obligations et autres titres à revenu fixe [1]	**27 255**	**11 099**	**-**	**17 837**	**56 191**	**53 641**
Émis par organismes publics	2 178	3 495	-	4 240	9 913	9 792
Autres émetteurs	25 077	7 604	-	13 597	46 278	43 849
- dont surcote restant à amortir	-	(74)	-	(39)	(113)	(132)
- dont décote restant à amortir	-	16	-	16	32	37
Créances rattachées	2	137	-	124	263	228
Dépréciations	-	(18)	-	-	(18)	(4)
Valeur nette au bilan	**27 257**	**11 218**	**-**	**17 961**	**56 436**	**53 865**
Actions et autres titres à revenu variable	**41 290**	**43**	**3**	**-**	**41 336**	**28 682**
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	(26)	-	-	(26)	(28)
Valeur nette au bilan	**41 290**	**17**	**3**	**-**	**41 310**	**28 654**
Total	**119 932**	**13 119**	**3**	**26 620**	**159 674**	**129 069**
Valeurs estimatives	**119 929**	**12 851**	**5**	**26 223**	**159 008**	**128 527**

[1] *Les titres subordonnés en portefeuille s'élèvent à 126 millions d'euros au 31.12.2025 au lieu de 62 millions d'euros au 31.12.2024.*

[2] *À l'exception des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassés en « titres de transaction prêtés ») présentés en déduction des dettes représentatives de la valeur des titres empruntés figurant au passif du bilan (Cf. note 12 Compensation des emprunts de titres). Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07, s'est élevé à -700 millions d'euros sur Crédit Agricole CIB Paris. Les plus-values dégagées à cette occasion s'élèvent à 2 millions d'euros.*

PORTEFEUILLE DE PLACEMENT

4.1 Reclassements

Crédit Agricole CIB a réalisé, au 1er octobre 2008, des reclassements de titres tels que permis par le règlement CRC 2008-17. Il n'y a pas eu de reclassement de titres supplémentaire de 2009 à 2025. Au 31 décembre 2025, la valeur au bilan est nulle. Les variations sur l'année sont détaillées ci-dessous.

CONTRIBUTION DES ACTIFS TRANSFÉRÉS AU RÉSULTAT DEPUIS LE RECLASSEMENT

La contribution des actifs transférés dans le résultat de l'exercice, depuis la date de reclassement comprend l'ensemble des profits, pertes, produits et charges comptabilisés en résultat ou dans les autres éléments du résultat global.

	Impact résultat avant impôt, depuis le reclassement (actifs reclassés antérieurement à 2009)					
	Impact cumulé au 31.12.2024		Impact 2025		Impact cumulé au 31.12.2025	
En millions d'euros	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)	Produits et charges réellement comptabilisés	Si l'actif avait été conservé dans son ancienne catégorie (variation de juste valeur)
Titres de transaction à titres d'investissement	(93)	(94)	93	94	-	-

4.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

	31.12.2025				31.12.2024			
En millions d'euros	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres cotés	55 943	61 667	41 296	158 906	53 231	45 708	28 635	127 574
Titres non cotés	248	216	40	504	410	803	47	1 260
Créances rattachées	263	47	-	310	228	39	-	267
Dépréciations	(18)	(2)	(26)	(46)	(4)	-	(28)	(32)
Valeur nette au bilan	**56 436**	**61 928**	**41 310**	**159 674**	**53 865**	**46 550**	**28 654**	**129 069**

4.3 Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par durée résiduelle

	31.12.2025							31.12.2024
En millions d'euros	≤ 3mois	>3 mois ≤1 an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur Brute	4 643	7 585	23 960	20 003	56 191	263	56 454	53 869
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	(18)	(4)
Valeur nette au bilan	**4 643**	**7 585**	**23 960**	**20 003**	**56 191**	**263**	**56 436**	**53 865**
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur Brute	4 765	5 656	22 643	28 819	61 883	47	61 930	46 550
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	(2)	-
Valeur nette au bilan	**4 765**	**5 656**	**22 643**	**28 819**	**61 883**	**47**	**61 928**	**46 550**

4.4 Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par zone géographique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
France (y compris DROM-COM)	32 119	22 101
Autres pays de l'Union Européenne	33 965	33 931
Autres pays d'Europe	3 480	2 680
Amérique du Nord	29 336	21 611
Amérique Centrale et Latine	778	712
Afrique et Moyen-Orient	1 244	1 070
Asie et Océanie (hors Japon)	12 654	11 830
Japon	4 320	6 039
Organismes supranationaux	178	178
Total en principal	**118 074**	**100 152**
Créances rattachées	310	267
Dépréciations	(20)	(4)
Valeur nette au bilan	**118 364**	**100 415**

NOTE 5 : TITRES DE PARTICIPATION ET FILIALES

Sociétés	Devises	Capital	Primes, reserve et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la banque et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la banque	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice (d'après comptes audités 2024)	Bénéfice net ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la banque au cours de l'exercice
		en millions de devises d'origine	*en millions de devises d'origine*	*en %*	*en millions de contre-valeur EUR*	*en millions de devises d'origine*	*en millions de devises d'origine*	*en millions de devises d'origine*	*en millions de devises d'origine*	*en millions de contreva-leur EUR*
I. - Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de CACIB										
A - FILIALES (détenues à + de 50 % par CACIB)										
BANCO CA BRASIL SA	BRL	3 381	556	88	634	USD 870	-	1 137	173	24
CA GLOBAL PARTNERS Inc	USD	1 123	383	100	876	-	-	-	81	-
CA INDOSUEZ	EUR	2 204	2 076	100	4 000	CHF 2000	-	532	212	300
CA-CIB (China) Limited	CNY	6 296	875	100	765	CNY 2000	CNY 17 358 EUR 1	786	277	28
CA-CIB Global Banking	EUR	145	123	100	277	-	-	10	(3)	-
CASA BV	JPY	14 684	30 625	100	315	-	-	8 898	406	-
Sous-total (1)		**-**	**-**	**-**	**6 866**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
B - Participations (détenues entre 10 et 50 % par Crédit Agricole CIB)										
		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total (2)		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
II. - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations										
A - Filiales non reprises au I.(3)					**301**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
a) Filiales françaises (ensemble)					92	-	-	-	-	-
b) Filiales étrangères (ensemble)					209	-	-	-	-	-
B - Participations non reprises au I.(4)					**227**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
a) Participations françaises (ensemble)					47	-	-	-	-	-
b) Participations étrangères (ensemble)					180	-	-	-	-	-
TOTAL DES PARTICIPATIONS (1) + (2) + (3) + (4)					**7 394**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

5.1 Valeur estimative des titres de participation

En millions d'euros	31.12.2025		31.12.2024	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	8 107	10 161	7 663	9 473
Titres cotés	-	-	-	-
Avances consolidables	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	(940)	-	(927)	-
Valeur nette au bilan	**7 167**	**10 161**	**6 736**	**9 473**
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	277	155	417	177
Titres cotés	74	65	74	59
Avances consolidables	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	(134)	-	(254)	-
Sous-total titres de participation	**217**	**220**	**237**	**236**
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	7	3	6	3
Titres cotés	6	9	7	9
Avances consolidables	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	(3)	-	(3)	-
Sous-total autres titres détenus à long terme	**10**	**12**	**10**	**12**
Dotations des succursales à l'étranger	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeur nette au bilan	**227**	**232**	**247**	**248**
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION	**7 394**	**10 393**	**6 983**	**9 721**

S'agissant des titres cotés, la valeur boursière figurant dans le tableau ci-dessus correspond à la cotation des titres sur le marché au 31 décembre. Elle pourrait ne pas être représentative de la valeur de réalisation de la ligne de titres.

en millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
	Valeur au bilan	Valeur au bilan
Total valeurs brutes		
Titres non cotés	8 391	8 086
Titres cotés	80	81
Total	**8 471**	**8 167**

NOTE 6 : VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Fusion	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions) (Echéances)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Titres de participation								
Valeur brute	491	-	(120)	10	(19)	(11)	-	351
Dépréciation	(254)	-	120	(11)	11	-	-	(134)
Autres titres détenus à long terme								
Valeur brute	13	-	-	-	-	-	-	13
Dépréciation	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Dotations des succursales à l'étranger	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	**247**	**-**	**-**	**(1)**	**(8)**	**(11)**	**-**	**227**
Parts dans les entreprises liées								
Valeur brute	7 663	-	-	567	(108)	(15)	-	8 107
Dépréciation	(927)	-	-	(31)	18	-	-	(940)
Avances consolidables	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeur nette au bilan	**6 983**	**-**	**-**	**535**	**(98)**	**(26)**	**-**	**7 394**
Immobilisations incorporelles	**382**	**-**	**-**	**168**	**(129)**	**-**	**-**	**421**
Valeur brute	930	-	-	262	(129)	(5)	-	1 058
Amortissement	(548)	-	-	(94)	-	5	-	(637)
Immobilisations corporelles	**181**	**-**	**-**	**11**	**(1)**	**(7)**	**(2)**	**182**
Valeur brute	590	-	-	39	(10)	(39)	-	580
Amortissement	(409)	-	-	(28)	9	32	(2)	(398)
Crédits-bail et opérations assimilées	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Valeur brute	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissement	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette au bilan	**563**	**-**	**-**	**179**	**(130)**	**(7)**	**(2)**	**603**

NOTE 7 : AUTRES ACTIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres actifs [1]	**45 653**	**51 059**
Instruments conditionnels achetés	16 440	17 075
Gestion collective des titres Livret de Développement Durable	-	-
Débiteurs divers [2]	28 981	33 198
Comptes de règlement	232	786
Capital souscrit non versé	-	-
Comptes de régularisation	**141 563**	**173 296**
Comptes d'encaissement et de transfert	1 152	2 137
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	135 934	167 293
Produits à reçevoir	3 550	3 346
Charges constatées d'avance	408	390
Pertes latents et pertes à étaler sur IFT - Opérations de couverture	-	-
Primes d'émission et de remboursement des emprunts obligataires	49	30
Autres comptes de régularisation	470	100
Valeur nette au bilan	**187 216**	**224 355**

[1] Les montants indiqués sont nets de dépréciations et incluent les créances rattachées.
[2] Dont 351 millions d'euros au titre de la contribution au Fonds de Résolution Unique versée sous forme d'un dépôt de garantie. Ce dépôt de garantie est utilisable par le Fonds de Résolution, à tout moment et sans condition, pour financer une intervention.

NOTE 8 : DÉPRÉCIATIONS INSCRITES EN DÉDUCTION DE L'ACTIF

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Fusion	Dotations	Reprises et utilisations	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Sur créances interbancaires	415	-	-	4	(21)	(35)	-	363
Sur créances clientèle	1 329	-	-	510	(400)	(156)	(1)	1 282
Sur portefeuilles titres (placement, TAP et investissement)	32	-	-	21	(5)	(2)	-	46
Sur participation et autres titres détenus à long terme	1 184	-	(120)	42	(29)	-	-	1 077
Autres	34	-	-	3	(2)	(2)	-	33
Total	**2 994**	**-**	**(120)**	**580**	**(457)**	**(195)**	**(1)**	**2 801**

NOTE 9 : DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT - ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31.12.2025							31.12.2024
En millions d'euros	≤ 3mois	>3 mois ≤1 an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes Rattachées	Total	Total
Comptes et emprunts :	-	-	-	-	-	-	-	-
- À vue	27 337	-	-	-	27 337	40	27 377	23 841
- À terme	18 337	9 989	31 785	7 641	67 752	322	68 074	65 825
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	32 521	9 726	10 242	-	52 489	342	52 831	34 024
Valeur au bilan [1]	**78 195**	**19 715**	**42 027**	**7 641**	**147 578**	**704**	**148 282**	**123 690**

[1] dont effectués avec Crédit Agricole S.A : 36 025 millions d'euros au 31.12.2025 contre 33 597 millions d'euros au 31.12.2024

NOTE 10 : COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE

10.1 Analyse par durée résiduelle

	31.12.2025							31.12.2024
En millions d'euros	≤ 3mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes Rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	69 129	-	-	-	69 129	132	69 261	57 869
Autres dettes envers la clientèle	89 043	11 171	11 061	1 388	112 663	776	113 439	116 073
Titres donnés en pension livrée	137 630	8 002	2 173	-	147 805	207	148 012	126 762
Valeur au bilan	**295 802**	**19 173**	**13 234**	**1 388**	**329 597**	**1 115**	**330 712**	**300 704**

10.2 Analyse par zone géographique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
France (y compris DROM-COM)	45 724	58 722
Autres pays de l'Union Européenne	73 584	52 008
Autres pays d'Europe	34 584	33 045
Amérique du Nord	95 125	94 230
Amérique Centrale et du Sud	7 340	5 470
Afrique et Moyen-Orient	2 906	3 932
Asie et Océanie (hors Japon)	39 903	26 804
Japon	30 431	25 240
Organismes internationaux et autres	-	-
Total en principal	**329 597**	**299 451**
Dettes rattachées	1 115	1 253
Valeur au bilan	**330 712**	**300 704**

10.3 Analyse par agent économique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Particuliers	-	1
Agriculteurs	-	-
Autres professionnels	-	-
Clientèle financière	146 089	127 643
Entreprises	141 471	126 236
Collectivités publiques	42 037	45 571
Autres agents économiques	-	-
Total en principal	**329 597**	**299 451**
Dettes rattachées	1 115	1 253
Valeur au bilan	**330 712**	**300 704**

NOTE 11 : DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

11.1 Analyse par durée résiduelle

	31.12.2025							31.12.2024
En millions d'euros	≤ 3mois	> 3 mois ≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes Rattachées	Total	Total
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables :	23 119	18 849	9 736	14 450	66 154	533	66 687	68 158
- émis en France	1 640	1 024	9 369	14 450	26 483	282	26 765	25 886
- émis à l'étranger	21 479	17 825	367	-	39 671	251	39 922	42 272
Emprunts obligataires	-	-	520	27	547	3	550	1 252
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur au bilan	**23 119**	**18 849**	**10 256**	**14 477**	**66 701**	**536**	**67 237**	**69 410**

11.2 Emprunts obligataires (en monnaie d'émission)

	Echéancier de l'encours au 31.12.2025			Encours au 31.12.2025	Encours au 31.12.2024
En millions d'euros	≤ 1 an	>1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
Euro	**-**	**300**	**-**	**300**	**950**
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	300	-	300	950
Autres devises	**-**	**220**	**27**	**247**	**297**
Taux fixe	-	220	27	247	297
Taux variable	-	-	-	-	-
Total en principal	**-**	**520**	**27**	**547**	**1 247**
Taux fixe	-	220	27	247	297
Taux variable	-	300	-	300	950
Dettes rattachées	-	3	-	3	5
Valeur au bilan	**-**	**523**	**27**	**550**	**1 252**

NOTE 12 : COMPENSATION DES EMPRUNTS DE TITRES

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Dettes brutes représentatives de titres empruntés (a)	Titres de transaction empruntés (b)	Dettes nettes représentatives de titres empruntés (c) = (a) - (b)	Dettes brutes représentatives de titres empruntés (a)	Titres de transaction empruntés (b)	Dettes nettes représentatives de titres empruntés (c) = (a) - (b)
Effets publics et valeurs assimilées	48 563	48 563	-	47 537	47 537	-
- dont titres prêtés	-	23 018	-	-	23 922	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	15 661	15 661	-	16 138	16 138	-
- dont titres prêtés	-	1 917	-	-	2 600	-
Actions et autres titres à revenu variable	5 584	5 584	-	8 140	8 140	-
- dont titres prêtés	-	194	-	-	110	-

NOTE 13 : AUTRES PASSIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres passifs [1]	**90 768**	**99 616**
Opérations de contrepartie (titres de transaction)	39 506	47 300
Dettes représentatives de titres empruntés [2]	7	7
Instruments conditionnels vendus	16 246	16 431
Créditeurs divers	32 930	35 349
Comptes de règlements	2 076	525
Versement restant à effectuer	3	4
Autres	-	-
Comptes de régularisation	**175 766**	**199 632**
Comptes d'encaissement et de transfert	1 295	1 845
Comptes d'ajustement et d'écarts	171 822	195 323
Produits constatés d'avance	431	447
Charges à payer	1 886	1 822
Gains latents et gains à étaler sur IFT - Opérations de couverture	-	-
Autres comptes de régularisation	332	195
Valeur au bilan	**266 534**	**299 248**

[1] *Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.*

[2] *Les dettes représentatives de titres empruntés sont présentées sous déduction des titres de transaction empruntés (y compris le cas échéant les titres empruntés ayant fait l'objet d'un prêt reclassés en « titres de transaction prêtés ») (Cf. note 12 Compensation des emprunts de titres).*

NOTE 14 : PROVISIONS

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Fusion	Dotations	Reprises et Utilisations	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Risques pays	632	-	-	192	(194)	(8)	-	622
Risques d'exécution des engagements par signature	424	-	-	283	(345)	(31)	-	331
Engagements de retraites et assimilés	146	-	-	21	(30)	(2)	-	135
Instruments financiers	1	-	-	-	-	-	-	1
Litiges et divers [1]	485	-	-	11	(210)	(1)	-	285
Autres provisions [2]	2 155	-	-	1 082	(725)	(29)	-	2 483
Valeur au bilan	**3 843**	**-**	**-**	**1 589**	**(1 504)**	**(71)**	**-**	**3 857**

[1] *Dont :*
- *litiges fiscaux : 265 millions d'euros ;*
- *litiges clients : 10 millions d'euros ;*
- *litiges sociaux : 10 millions d'euros.*

[2] *Dont, au titre de Crédit Agricole CIB Paris :*
- *autres risques et charges : 2 031 millions d'euros.*

14.1 Contrôles fiscaux

GARANTIE DE PASSIF CLSA

Le Groupe Crédit Agricole a cédé en 2013 les entités CLSA au groupe chinois CITICS.

À la suite de redressements fiscaux intervenus sur certaines des entités CLSA en Inde et aux Philippines, CITICS a mis en œuvre la garantie de passif à l'encontre du Groupe Crédit Agricole. Les points rectifiés sont contestés de façon motivée et une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

14.2 Demandes d'information et procédures contentieuses

Dans le cadre habituel de ses activités, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger.

Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

OFFICE OF FOREIGN ASSETS CONTROL (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

EURIBOR/LIBOR ET AUTRES INDICES

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne.

O'SULLIVAN AND TAVERA

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« O' Sullivan I »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« O'Sullivan II »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire O'Sullivan I, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021. Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'US Anti-Terrorism Act auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties -l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) («Freeman I»), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y) («Freeman II») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N Y).

Le 6 avril 2020, l'affaire O'Sullivan II a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire O'Sullivan I, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023.

L'affaire Tavera a également été suspendue depuis le 19 février 2019. Le 8 novembre 2023, la suspension a été prolongée dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans les affaires Freeman I, Freeman II et Stephens. La suspension a été de nouveau prolongée le 21 octobre 2025.

CUM-CUM – ENQUÊTE DU PARQUET NATIONAL FINANCIER (PNF)

Crédit Agricole CIB, au même titre que d'autres établissements bancaires, a fait l'objet d'une enquête préliminaire initiée début 2023 par le Parquet National Financier dans le cadre du dossier dit « Cum Cum ».

Crédit Agricole CIB a coopéré à cette enquête, qui a permis de démontrer qu'elle n'avait instauré aucun système ou aucune politique visant à inciter ses clients étrangers à réaliser des opérations de prêts-emprunts de titres ou de dérivés sur titres dans un but de fraude fiscale, et qu'elle avait mis en place des règles internes afin d'encadrer strictement les opérations autour du détachement du dividende dès l'introduction des dispositions de l'article 119 bis du code général des impôts issue de la loi de finances pour 2019.

Pour la période allant de 2013 à 2023, le Parquet National Financier a considéré qu'un certain nombre d'opérations de prêts-emprunts de titres et de dérivés sur actions conclues à des niveaux de prix fixés par le marché constitue de l'arbitrage de dividendes.

Dans ce contexte, le Parquet National Financier a proposé un règlement de ce dossier sous la forme d'une convention judiciaire d'intérêt public, aux termes de laquelle Crédit Agricole CIB a consenti à s'acquitter d'une amende d'intérêt public d'un montant de 88,2M€.

Cette convention, qui ne constitue pas une condamnation pénale et qui n'emporte aucune déclaration de culpabilité de Crédit Agricole CIB, a été validée par le président du tribunal judiciaire de Paris le 8 septembre 2025.

Le paiement de l'amende d'intérêt public n'a pas affecté significativement les comptes de Crédit Agricole CIB de l'exercice 2025 compte tenu des provisions constituées.

DÉPENDANCES ÉVENTUELLES

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

NOTE 15 : ENGAGEMENTS SOCIAUX - AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

15.1 Variation de la dette actuarielle

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dette actuarielle à l'ouverture	**588**	**594**
Ecarts de change	(28)	21
Coût des services rendus sur l'exercice	9	8
Coût financier	27	26
Cotisations employés	1	4
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-
Variation de périmètre	-	-
Indemnités de cessation d'activité	-	-
Prestations versées (obligatoire)	(42)	(32)
(Gains) / pertes actuariels	(9)	(33)
Autres mouvements	-	-
DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE	**547**	**588**

15.2 Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Coût des services rendus	**9**	**8**
Coût financier	27	26
Rendement attendu des actifs	-	-
Coût des services passés	-	-
(Gains) / pertes actuariels net	(25)	(23)
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	-	-
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	-	-
CHARGE NETTE COMPTABILISÉE AU COMPTE DE RÉSULTAT	**11**	**11**

15.3 Variation de juste valeur des actifs des régimes

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	**500**	**498**
Ecarts de change	(28)	23
Rendement attendu des actifs	25	23
Gains / (pertes) actuariels	(31)	(24)
Cotisations payées par l'employeur	4	1
Cotisations payées par les employés	1	4
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-
Variation de périmètre	-	-
Indemnités de cessation d'activité	-	-
Prestations payées par le fonds	(28)	(25)
Autres mouvements	-	-
JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS À REMBOURSEMENT À LA CLÔTURE	**444**	**500**

15.4 Variation de la provision

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dette actuarielle à la clôture	**(547)**	**(588)**
Impact de la limitation d'actifs	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	444	500
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS À LA CLÔTURE	**(103)**	**(88)**

NOTE 16 : DETTES SUBORDONNÉES - ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE (EN MONNAIE D'ÉMISSION)

	31.12.2025					31.12.2024
En millions d'euros	≤ 3mois	>3 mois ≤1 an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total	Total
Dettes subordonnées à terme :	**-**	**750**	**1 920**	**1 849**	**4 519**	**4 588**
Euro	-	750	1 070	1 424	3 244	3 144
Autres devises de l'U.E.	-	-	-	-	-	-
Dollar américain	-	-	850	425	1 275	1 444
Yen	-	-	-	-	-	-
Autres devises	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée [1] :	**-**	**-**	**-**	**13 483**	**13 483**	**10 650**
Euro	-	-	-	11 850	11 850	8 800
Autres devises de l'U.E.	-	-	-	-	-	-
Dollar américain	-	-	-	1 633	1 633	1 850
Yen	-	-	-	-	-	-
Autres devises	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total en principal	**-**	**750**	**1 920**	**15 332**	**18 002**	**15 238**
Dettes rattachées	-	-	-	-	50	55
Valeur au bilan	**-**	**750**	**1 920**	**15 332**	**18 052**	**15 293**

[1] durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à -996 millions d'euros au 31.12.2025 contre -1 004 millions au 31.12.2024.

NOTE 17 : VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (AVANT RÉPARTITION)

	Capitaux propres							
En millions d'euros	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et écarts de réévaluation	Report à nouveau	Dépréciations réglementées	Résultat	Total
Soldes au 31 décembre 2023	**7 852**	**785**	**-**	**1 594**	**6 239**	**-**	**1 210**	**17 680**
Dividendes versés en 2024	-	-	-	-	(171)	-	-	(171)
Augmentation / Réduction	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net 2024	-	-	-	-	-	-	1 707	1 707
Affectation du résultat 2023	-	-	-	-	1 210	-	(1 210)	-
Dotations / reprises nettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-
Soldes au 31 décembre 2024	**7 852**	**785**	**-**	**1 594**	**7 278**	**-**	**1 707**	**19 216**
Dividendes versés en 2025	-	-	-	-	(2 132)	-	-	(2 132)
Augmentation / Réduction	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net 2025	-	-	-	-	-	-	2 065	2 065
Affectation du résultat 2024	-	-	-	-	1 707	-	(1 707)	-
Dotations / reprises nettes	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-
Soldes au 31 décembre 2025	**7 852**	**785**	**-**	**1 594**	**6 853**	**-**	**2 065**	**19 149**

Au 31 décembre 2025, le capital social est divisé en 290 801 346 actions de 27 € nominal chacune.

NOTE 18 : CONTRIBUTIONS PAR DEVISE AU BILAN

	31.12.2025		31.12.2024	
En millions d'euros	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	367 210	434 910	342 835	396 506
Autres devises de l'Union Européenne	5 055	10 817	4 033	4 644
Dollar américain	144 158	201 434	213 059	240 467
Yen	160 690	92 645	111 777	68 754
Autres devises	176 895	114 202	160 950	122 283
Total	**854 008**	**854 008**	**832 654**	**832 654**

NOTE 19 : OPÉRATIONS EFFECTUÉES AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Créances	**145 981**	**134 897**
Sur les établissements de crédit et institutions financières	76 885	72 302
Sur la clientèle	49 211	42 666
Obligations et autres titres à revenu fixe	19 885	19 929
Dettes	**105 668**	**106 816**
Sur les établissements de crédit et institutions financières	62 382	67 166
Sur la clientèle	24 827	23 264
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	18 459	16 386
Engagements donnés	**156 769**	**157 017**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	1 290	1 087
Engagements de financement en faveur de la clientèle	76 043	74 636
Garanties données à des établissements de crédit	55 845	54 606
Garanties données à la clientèle	2 919	3 036
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise	3 531	4 956
Autres engagements donnés	17 141	18 696

L'absence d'informations relatives aux transactions effectuées avec des parties liées qui n'ont pas été conclues aux conditions normales de marché est justifiée par le fait que les transactions effectuées par Crédit Agricole CIB (S.A.) avec des parties liées sont exclues de la liste des transactions concernées par cette obligation, en accord avec les dispositions du règlement ANC 2014-07.

NOTE 20 : OPÉRATIONS DE CHANGE ET EMPRUNTS EN DEVISES NON DÉNOUÉS

	31.12.2025		31.12.2024	
En millions d'euros	À recevoir	À livrer	À recevoir	À livrer
Opérations de change au comptant	**529 860**	**528 117**	**448 710**	**449 280**
Devises	453 621	447 635	379 998	389 371
Euros	76 239	80 482	68 712	59 909
Opérations de change à terme	**4 166 866**	**4 162 294**	**3 872 980**	**3 872 537**
Devises	3 323 470	3 413 730	3 122 119	3 184 271
Euros	843 396	748 564	750 861	688 266
Prêts et emprunts en devises	**1 169**	**971**	**2 636**	**475**
Total	**4 697 895**	**4 691 382**	**4 324 326**	**4 322 292**

NOTE 21 : OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À TERME

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total [2]	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total [2]
Opérations fermes	**162 788**	**30 891 767**	**31 054 555**	**151 861**	**27 674 499**	**27 826 360**
Opérations sur marchés organisés [1]	**-**	**299 079**	**299 079**	**-**	**257 232**	**257 232**
Contrats à terme de taux d'intérêt	-	263 158	263 158	-	229 553	229 553
Contrats à terme de change	-	-	-	-	-	-
Instruments à terme sur actions et indices boursiers	-	35 884	35 884	-	27 666	27 666
Autres contrats à terme	-	37	37	-	13	13
Opérations de gré à gré [1]	**162 788**	**30 592 688**	**30 755 476**	**151 861**	**27 417 267**	**27 569 128**
Swaps de taux	90 210	17 052 032	17 142 242	95 380	14 814 764	14 910 144
Swaps de change	72 296	8 683 392	8 755 688	56 260	8 130 419	8 186 679
F.R.A.	-	4 717 123	4 717 123	-	4 334 210	4 334 210
Instruments à terme sur actions et indices boursiers	282	140 141	140 423	221	137 732	137 953
Autres contrats à terme	-	-	-	-	142	142
Opérations conditionnelles	**-**	**1 947 637**	**1 947 637**	**-**	**2 051 729**	**2 051 729**
Opérations sur marchés organisés	**-**	**82 449**	**82 449**	**-**	**62 566**	**62 566**
Instruments de taux d'intérêt à terme	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	38 319	38 319	-	17 695	17 695
Vendus	-	7 650	7 650	-	12 573	12 573
Instruments sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	12 915	12 915	-	11 298	11 298
Vendus	-	23 565	23 565	-	21 000	21 000
Instruments de taux de change à terme	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-	-	-
Autres instruments à terme	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-	-	-
Opérations de gré à gré	**-**	**1 865 188**	**1 865 188**	**-**	**1 989 163**	**1 989 163**
Option de swaps de taux	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	376 069	376 069	-	441 092	441 092
Vendus	-	448 026	448 026	-	454 451	454 451
Instruments de taux d'intérêt à terme	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	194 078	194 078	-	210 351	210 351
Vendus	-	221 248	221 248	-	220 535	220 535
Instruments sur actions et indices boursiers	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	987	987	-	1 252	1 252
Vendus	-	1 098	1 098	-	1 340	1 340
Instruments de taux de change à terme	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	269 318	269 318	-	291 237	291 237
Vendus	-	316 639	316 639	-	342 118	342 118
Autres instruments à terme	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-	112	112
Vendus	-	-	-	-	82	82
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	18 757	18 757	-	14 025	14 025
Vendus	-	18 968	18 968	-	12 568	12 568
Total	**162 788**	**32 839 404**	**33 002 192**	**151 861**	**29 726 228**	**29 878 089**

[1] *Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).*

[2] *dont 1 092 750 millions d'euros effectués avec Crédit Agricole S.A. au 31 décembre 2025.*

21.1 Instruments financiers à terme - Juste valeur

	31.12.2025			31.12.2024		
	Total Juste Valeur			Total Juste Valeur		
En millions d'euros	Actif	Passif	Total Notionnel	Actif	Passif	Total Notionnel
Instruments de taux d'intérêts	**86 786**	**138 064**	**23 407 913**	**78 308**	**119 529**	**20 830 604**
Futures	-	-	263 158	-	-	229 553
F.R.A.	3	-	4 717 123	3	-	4 334 210
Swaps de taux d'intérêts	78 081	127 876	17 142 242	68 233	107 619	14 910 144
Options de taux	7 450	8 683	870 064	8 203	9 695	925 811
Caps-floors-collars	1 252	1 505	415 326	1 869	2 215	430 886
Instruments de devises	**40 022**	**30 064**	**1 463 347**	**50 062**	**46 128**	**1 496 734**
Opérations fermes de change	33 451	26 533	877 390	43 452	41 960	863 378
Options de change	2 918	2 695	585 957	4 190	3 331	633 356
Futures	3 653	836	-	2 420	837	-
Autres Instruments	**10 782**	**6 095**	**252 634**	**13 272**	**5 053**	**227 450**
Dérivés sur actions & indices boursiers	10 348	5 132	214 872	12 979	4 237	200 508
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	8	8	336
Dérivés sur produits de base	-	-	37	-	-	13
Dérivés de crédit	434	963	37 725	285	808	26 593
Sous-total	**137 590**	**174 223**	**25 123 894**	**141 642**	**170 710**	**22 554 788**
Opérations de change à terme / Trading	18 834	17 743	7 878 298	29 065	27 812	7 323 301
Opérations de change à terme / Banking	-	-	-	-	-	-
Sous-total	**18 834**	**17 743**	**7 878 298**	**29 065**	**27 812**	**7 323 301**
Total général	**156 424**	**191 966**	**33 002 192**	**170 707**	**198 522**	**29 878 089**

21.2 Opérations sur instruments financiers à terme - Analyse par durée résiduelle

En millions d'euros	Opérations de gré à gré			Opérations sur marchés organisés			31.12.2025	31.12.2024
Encours notionnels	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total	Total
Instruments de taux d'intérêts	**8 132 918**	**8 946 812**	**6 019 056**	**223 840**	**85 241**	**46**	**23 407 913**	**20 830 604**
Futures	-	-	-	177 871	85 241	46	263 158	229 553
F.R.A.	3 088 097	1 629 026	-	-	-	-	4 717 123	4 334 210
Swaps de taux d'intérêts	4 909 102	6 725 109	5 508 031	-	-	-	17 142 242	14 910 144
Options de taux	2 958	362 307	458 830	45 969	-	-	870 064	925 811
Caps-floors-collars	132 761	230 370	52 195	-	-	-	415 326	430 886
Instruments de devises	**1 135 712**	**293 371**	**34 264**	**-**	**-**	**-**	**1 463 347**	**1 496 734**
Swaps de devises	622 653	232 369	22 368	-	-	-	877 390	863 378
Options de change	513 059	61 002	11 896	-	-	-	585 957	633 356
Futures	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Instruments	**57 350**	**99 826**	**23 057**	**49 797**	**21 944**	**660**	**252 634**	**227 450**
Dérivés sur actions & indices boursiers	54 936	71 052	16 520	49 760	21 944	660	214 872	200 508
Dérivés sur métaux précieux	-	-	-	-	-	-	-	336
Dérivés sur produits de base	-	-	-	37	-	-	37	13
Dérivés de crédit	2 414	28 774	6 537	-	-	-	37 725	26 593
Sous-total	**9 325 980**	**9 340 009**	**6 076 377**	**273 637**	**107 185**	**706**	**25 123 894**	**22 554 788**
Opérations de change à terme Trading	4 875 807	2 057 089	945 402	-	-	-	7 878 298	7 323 301
Opérations de change à terme Banking	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	**4 875 807**	**2 057 089**	**945 402**	**-**	**-**	**-**	**7 878 298**	**7 323 301**
Total général	**14 201 787**	**11 397 098**	**7 021 779**	**273 637**	**107 185**	**706**	**33 002 192**	**29 878 089**

21.3 Opérations sur instruments financiers à terme - Risque de contrepartie

	31.12.2025		31.12.2024	
En millions d'euros	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés	10 860	7 370	9 691	6 845
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	52 858	56 789	67 259	51 744
Risques sur les autres contreparties	55 763	92 146	78 647	89 564
Total avant effet des accords de compensation	**119 480**	**156 305**	**155 597**	**148 153**
Dont risques sur contrats de :	-	-	-	-
- taux d'intérêt, change et matières premières	110 911	144 702	144 319	137 725
- dérivés actions et sur indices	5 475	4 376	8 197	4 043
Incidences des accords de compensation	**73 202**	**117 258**	**104 894**	**111 378**
Total après effet des accords de compensation	**46 279**	**39 047**	**50 703**	**36 775**

NOTE 22 : PRODUITS NETS D'INTÉRÊTS ET REVENUS ASSIMILÉS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Sur opérations avec les établissements de crédit	13 883	16 526
Sur opérations avec la clientèle	12 916	16 303
Sur obligations et autres titres à revenu fixe (Note 23)	1 330	1 354
Sur dettes représentées par un titre	38	47
Autres intérêts et produits assimilés	388	375
Intérêts et produits assimilés [1]	**28 555**	**34 605**
Sur opérations avec les établissements de crédit	(8 724)	(11 732)
Sur opérations avec la clientèle	(14 311)	(16 583)
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	(54)	(105)
Sur dettes représentées par un titre	(2 936)	(3 650)
Autres intérêts et charges assimilées	(218)	(208)
Intérêts et charges assimilées [2]	**(26 243)**	**(32 278)**
Total des produits nets d'intérêts et revenus assimilés	**2 312**	**2 327**

[1] *Dont produits avec Crédit Agricole S.A au 31.12.2025 : 1 232 millions d'euros.*
[2] *Dont charges avec Crédit Agricole S.A au 31.12.2025 : -2 309 millions d'euros.*

NOTE 23 : REVENUS DES TITRES

	Titres à revenu fixe		Titres à revenu variable	
En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	-	-	635	472
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	524	488	-	1
Titres d'investissement	806	866	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-	-	-
Total des revenus des titres	**1 330**	**1 354**	**635**	**473**

NOTE 24 : PRODUIT NET DES COMMISSIONS

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	14	(63)	(49)	94	(187)	(93)
Sur opérations avec la clientèle	966	(230)	736	761	(58)	703
Sur opérations sur titres	57	(341)	(284)	18	(265)	(247)
Sur opérations de change	1	(32)	(31)	2	(36)	(34)
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	240	(237)	3	230	(277)	(47)
Sur prestations de services financiers (Note 24.1)	183	(52)	131	163	(36)	127
Total produit net des commissions [1]	**1 461**	**(955)**	**506**	**1 268**	**(859)**	**409**

[1] *Dont commissions nettes avec Crédit Agricole S.A. au 31.12.2025 : 8 millions d'euros.*

24.1 Prestations de services bancaires et financiers

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Produits nets de gestion d'OPCVM et de titres pour le compte de la clientèle	59	56
Produits nets sur moyens de paiement	27	29
Autres produits (charges) nets de services financiers	45	42
Prestations de services financiers	**131**	**127**

NOTE 25 : GAINS OU PERTES DES OPÉRATIONS SUR PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Solde des opérations sur titres de transaction	7 541	1 123
Solde des opérations sur instruments financiers à terme	(4 220)	(2 437)
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	(718)	3 673
Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de négociation	**2 603**	**2 359**

NOTE 26 : GAINS OU PERTES DES OPÉRATIONS SUR PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	(21)	-
Reprise de dépréciations	5	2
Dotations ou reprise nette aux dépréciations	**(16)**	**2**
Plus-values de cession réalisées	27	31
Moins-values de cession réalisées	(29)	(47)
Solde des plus et moins-values de cession	**(2)**	**(16)**
Solde des opérations sur titres de placement	**(18)**	**(14)**
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations pour dépréciations	-	-
Reprise de dépréciations	-	-
Dotations ou reprise nette pour dépréciation	**-**	**-**
Plus-values de cession réalisées	-	-
Moins-values de cession réalisées	-	-
Solde des plus et moins-values de cession	**-**	**-**
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille	**-**	**-**
Gains ou pertes des opérations sur portefeuilles de placement et assimilés	**(18)**	**(14)**

NOTE 27 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRES

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Produits divers	127	133
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation	51	14
Reprises provisions	2	3
Autres produits d'exploitation bancaire	**180**	**150**
Charges diverses	143	105
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation	13	13
Dotations provisions	28	30
Autres charges d'exploitation bancaire	**184**	**148**
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	**(4)**	**2**

Au 31 décembre 2024, la ligne « Refacturation » intégrait les transferts de charges pour 0,4 millions €, qui au 31 décembre 2025 sont présentés sur la ligne « Produits divers » pour 30 millions € suite à la suppression du mécanisme de transfert de charge. Cette modification de présentation est sans impact sur le montant des autres produits et charges d'exploitation bancaire présenté au 31 décembre 2024.

NOTE 28 : CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

28.1 Frais de personnel

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Salaires et traitements	(1 550)	(1 481)
Charges sociales	(510)	(465)
Intéressement	(56)	(47)
Participation	-	(1)
Impôts et taxes sur rémunérations	(62)	(57)
Total des charges de personnel	**(2 178)**	**(2 051)**
Refacturation et transferts de charges de personnel	7	7
Frais de personnel [1]	**(2 171)**	**(2 044)**

[1] *Dont charges de retraite au 31.12.2025 : - 196 millions d'euros.*
Dont charges de retraite au 31.12.2024 : - 163 millions d'euros.

28.2 Effectif moyen de l'exercice

En nombre	31.12.2025	31.12.2024
Cadres	5 692	5 329
Employés	29	40
Cadres et employés des succursales étrangères	3 471	3 370
Total	**9 192**	**8 739**
Dont :		
- France	5 721	5 369
- Etranger	3 471	3 370

28.3 Autres frais administratifs

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Impôts et taxes	(72)	(68)
Services extérieurs	(1 362)	(1 302)
Autres frais administratifs	(174)	(190)
Total des charges administratives	**(1 608)**	**(1 560)**
Refacturation et transferts de charges administratives	462	450
Total	**(1 146)**	**(1 110)**

NOTE 29 : COÛT DU RISQUE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations aux provisions et dépréciations	**(1 491)**	**(1 326)**
Dépréciations sur créances douteuses	(384)	(264)
Autres dotations aux provisions et dépréciations	(1 107)	(1 062)
Reprise des provisions et dépréciations	**1 595**	**1 401**
Reprises de dépréciations sur créances douteuses [1]	298	492
Autres reprises de provisions et dépréciations [2]	1 297	909
Variation des provisions et dépréciations	**104**	**75**
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées	(7)	(28)
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées	(282)	(226)
Récupérations sur créances amorties	86	66
Coût du risque	**(99)**	**(113)**

[1] *Dont 154 millions d'euros utilisés en couverture de perte sur créances douteuses compromises et non compromises au 31.12.2025.*
[2] *Dont 90 millions d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif au 31.12.2025.*

NOTE 30 : RÉSULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISÉS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations financières		
Dotations pour dépréciations	-	-
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	(42)	(149)
Reprises de dépréciations	-	-
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	29	69
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	**(13)**	**(80)**
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	(13)	(80)
Plus-values de cession réalisées	-	-
Sur titres d'investissement	2	1
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	7	96
Moins-values de cession réalisées	-	-
Sur titres d'investissement	(24)	(39)
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	(2)	(1)
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-	-
Soldes des plus ou moins-values de cession réalisées	**(18)**	**58**
Sur titres d'investissement	(22)	(38)
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	4	96
Soldes (en perte) ou en bénéfice	**(31)**	**(22)**
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cession réalisées	-	1
Moins-values de cession réalisées	-	(1)
Soldes (en perte) ou en bénéfice	**-**	**-**
Résultat net sur actifs immobilisés	**(31)**	**(22)**

NOTE 31 : IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Impôt courant de l'exercice [1]	(400)	(452)
Autres impôts de l'exercice	-	-
Total	**(400)**	**(452)**

[1] *Crédit Agricole CIB est membre du groupe d'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. La convention fiscale entre Crédit Agricole CIB et sa maison mère lui permet de céder ses déficits fiscaux.*
Au titre de la convention d'intégration fiscale, un produit d'impôt de 456 millions d'euros face à Crédit Agricole S.A. a été comptabilisé au 31 décembre 2025 (dont concernant Crédit Agricole CIB Paris : 21 millions d'euros d'impact surtaxe 2024 et 5 millions d'euros d'impact surtaxe 2025).

NOTE 32 : IMPLANTATION DANS DES ÉTATS OU TERRITOIRES NON COOPÉRATIFS

Le Groupe Crédit Agricole détient, depuis 1991, une implantation en Russie. Cet État a été inscrit par la France en 2024 sur la liste des États et territoires non coopératifs mentionnée au deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
(EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025)

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Forvis Mazars SA
45, rue Kléber
92300 Levallois-Perret

À l'Assemblée générale de la société
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
12 Place des États-Unis
CS 70052
92547 Montrouge Cedex

3.1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

3.2. Fondement de l'opinion

RÉFÉRENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDÉPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

3.3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2023-03 exposées dans la note 27 de l'annexe aux comptes annuels.

3.4. Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

RISQUE SUR L'ÉVALUATION DES PROVISIONS POUR LITIGES DE NATURE RÉGLEMENTAIRE, JUDICIAIRE ET FISCALE

◆ Risque identifié

Votre société fait l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger.

Différentes procédures en matière fiscale sont également en cours en France et dans certains pays dans lesquels votre société exerce ses activités.

La décision de comptabiliser une provision ou d'enregistrer une créance à recouvrer, ainsi que le montant de celle-ci, nécessitent par nature l'utilisation du jugement, en raison de la difficulté à apprécier le dénouement de ces procédures ou les incertitudes relatives à certains traitements fiscaux.

Compte tenu de l'importance du jugement, ces évaluations comportent un risque important d'anomalies significatives dans les comptes annuels et constituent de ce fait un point clé de l'audit.

Les différentes procédures judiciaires, enquêtes et demandes d'informations en cours, ainsi que les procédures en matière fiscale sont présentées dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.

◆ Notre réponse

Nous avons pris connaissance du processus mis en place par la Direction pour l'évaluation des risques engendrés par ces litiges, procédures de nature réglementaire ou judiciaire et des incertitudes fiscales, ainsi que des provisions qui leur sont, le cas échéant, associées, notamment en procédant à des échanges trimestriels avec la Direction et plus particulièrement les Directions juridique et de la conformité et la Direction fiscale de votre société et de ses principales filiales.

Nos travaux ont notamment consisté à :

- examiner les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions ou créances à partir des informations disponibles (dossiers constitués par la Direction juridique ou les conseils de votre société, courriers de régulateurs, procès-verbal du Comité des risques juridiques) ;
- prendre connaissance des analyses ou des conclusions des conseils juridiques de votre société et des réponses obtenues à nos demandes de confirmations réalisées auprès de ces conseils ;
- s'agissant plus spécifiquement des risques fiscaux, examiner, en lien avec nos experts, les réponses apportées par votre société aux administrations concernées ainsi que les estimations du risque réalisées par celui-ci ;
- effectuer un examen rétrospectif des provisions constituées au regard des sorties de ressource effectivement constatées lors du dénouement des risques identifiés ;
- apprécier, en conséquence, le niveau des provisions comptabilisées au 31 décembre 2025.

Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe aux comptes annuels.

RISQUE DE CRÉDIT ET ESTIMATION DES PERTES ATTENDUES SUR ENCOURS SAINS, DÉGRADÉS OU EN DÉFAUT

◆ Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de Banque de Financement et d'Investissement, votre société mène des opérations d'origination et de structuration de financements au bénéfice de clients grands comptes, tant en France qu'à l'international.

Dès lors qu'un encours est en défaut, la perte probable est constatée par la comptabilisation d'une dépréciation venant en diminution de l'actif du bilan. Votre société enregistre également, au passif, des provisions destinées à couvrir des risques de crédit non affectés individuellement, telles que les « provisions risque pays » ou les « provisions sectorielles » généralement calculées à partir des modèles IFRS 9 d'estimation des pertes attendues.

Nous avons considéré que les changements de modèles d'estimation des provisions et dépréciations des encours sains et dégradés, ainsi que l'estimation des provisions et des dépréciations relatives aux encours en défaut constituaient un point clé de notre audit, compte tenu :

- du degré particulièrement élevé de jugement nécessaire à la mise en œuvre de modèles de dépréciation collectifs, encore peu éprouvés et n'ayant pas fait l'objet de *backtesting* complet ;
- de la complexité inhérente à la définition et à l'application de critères permettant d'identifier les expositions susceptibles de présenter un risque de non-recouvrement ;
- et du niveau de jugement requis pour estimer les flux de recouvrement attendus.

Les financements accordés sont enregistrés en prêts sur les établissements de crédit et en opérations envers la clientèle.

Au 31 décembre 2025, les corrections de valeur sont comptabilisées en déduction de l'actif (2 801 M€) ou au passif (953 M€) (y compris les pertes probables relatives aux engagements hors bilan pour 331 M€) et les dotations/reprises sont inscrites en coût du risque (dotation nette de 99 M€).

Se référer aux notes 8, 14 et 28 de l'annexe aux comptes annuels.

◆ Notre réponse

Nous avons examiné le dispositif mis en place par la Direction des risques pour catégoriser les encours et évaluer le montant des corrections de valeur enregistrées, afin d'apprécier si les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées et décrites dans l'annexe aux comptes annuels.

Nous avons notamment apprécié les modalités de prise en considération du contexte macroéconomique et géopolitique, les projections macroéconomiques retenues pour le calcul des dépréciations et des provisions, ainsi que l'information financière y afférente.

Nous avons testé les contrôles clés mis en œuvre par votre société dans le cadre de la revue annuelle des portefeuilles, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des secteurs fragilisés par le contexte économique incertain, la détection des encours dégradés ou en défaut, et l'évaluation des corrections de valeur. Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des Comités spécialisés de votre société en charge du suivi des encours dégradés ou en défaut.

S'agissant des changements de modèles portant sur les corrections de valeur évaluées sur base collective, nous avons :

- fait appel à des experts pour apprécier les méthodes et les paramètres ayant évolué au cours de l'exercice, ainsi que les nouveaux modèles utilisés pour le calcul des corrections de valeur pour pertes attendues ;
- réalisé des calculs indépendants des corrections de valeur pour pertes attendues, comparé le montant obtenu avec celui comptabilisé et examiné les ajustements réalisés par la Direction le cas échéant.

S'agissant des corrections de valeur calculées sur base individuelle et utilisant un taux forfaitaire, nous avons :

- analysé les éléments justificatifs disponibles afin d'apprécier le niveau de dépréciation retenu;
- réalisé un exercice de *benchmark* pour certaines contreparties significatives dépréciées ;
- sur base d'un échantillon de dossiers de crédit (dépréciés ou non), examiné les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour estimer les flux de recouvrement attendus, notamment au regard de la valorisation des collatéraux.

Enfin, nous avons examiné les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.

RISQUE SUR L'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS COMPLEXES

◆ Risque identifié

Dans le cadre de ses activités de Banque de Marché, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank exerce des activités d'origination, de structuration et de *trading* d'instruments financiers dérivés complexes, à destination des Entreprises, Institutions Financières et grands émetteurs.

Ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés conformément aux dispositions du Titre 5 « Les instruments financiers à terme » du Livre II « Opérations particulières » du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014. En particulier, les opérations conclues à des fins de négoce sont évaluées à la valeur de marché, et les gains et pertes correspondants portés en compte de résultat.

Ces instruments financiers sont considérés comme complexes quand leur évaluation requiert l'utilisation de paramètres de marché non observables significatifs.

Nous considérons que l'évaluation de certains de ces instruments constitue un point clé de l'audit, en raison de la complexité de modélisation, de la multiplicité des modèles utilisés et du recours au jugement dans la détermination de leur valeur de marché, en particulier concernant :

- l'utilisation de modèles d'évaluation internes et non standards ;
- l'évaluation de paramètres non étayés par des données observables sur le marché ;
- l'estimation d'ajustements d'évaluation permettant de tenir compte des incertitudes tenant aux modèles, aux paramètres utilisés ou aux risques de contrepartie et de liquidité.

Les gains et pertes des opérations sur instruments financiers à terme s'élèvent à -4 220 M€ au 31 décembre 2025.

Se référer aux notes 20 et 25 de l'annexe aux comptes annuels

◆ Notre réponse

Nous avons pris connaissance des processus et des contrôles mis en place par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, pour identifier, évaluer et comptabiliser les instruments financiers dérivés complexes.

Nous avons examiné les contrôles que nous avons jugés clés, réalisés notamment par la Direction des risques, tels que la vérification indépendante des paramètres d'évaluation et la validation interne des modèles d'évaluation.

Nous avons également examiné le dispositif encadrant la comptabilisation des ajustements d'évaluation et la catégorisation comptable des produits instruments financiers.

Nous avons procédé, avec le concours de nos experts en évaluation d'instruments financiers, à des évaluations indépendantes et analysé celles réalisées par votre société ainsi que les hypothèses, paramètres, méthodologies et modèles retenus.

Nous avons également examiné les principaux ajustements d'évaluation comptabilisés ainsi que la justification par la Direction des principaux écarts d'évaluation face aux contreparties, constatés lors du processus d'appels de marge.

3.5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

INFORMATIONS DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION ET DANS LES AUTRES DOCUMENTS SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES COMPTES ANNUELS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du Code de commerce.

3.6. Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

FORMAT DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS DESTINÉS À ÊTRE INCLUS DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

DÉSIGNATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank par votre Assemblée générale du 30 avril 2004 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 avril 2024 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la vingt-deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars SA dans la deuxième année.

3.7. Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

3.8. Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

OBJECTIF ET DÉMARCHE D'AUDIT

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

RAPPORT AU COMITÉ D'AUDIT

Nous remettons au Comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 19 mars 2026

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit		Forvis Mazars S.A.	
Bara Naija	Zineb El Maanni	Jean Latorzeff	Olivier Gatard

8

INFORMATIONS GÉNÉRALES

8 SOMMAIRE

1. STATUTS EN VIGUEUR AU 31 DÉCEMBRE 2025 500

TITRE I 500
TITRE II 500
TITRE III 502
TITRE IV 504
TITRE V 504
TITRE VI 505
TITRE VII 505

2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ 506

2.1. DÉNOMINATION SOCIALE 506
2.2. SIÈGE SOCIAL 506
2.3. EXERCICE SOCIAL 506
2.4. DATE DE CONSTITUTION ET DURÉE DE LA SOCIÉTÉ 506
2.5. LÉGISLATION 506
2.6. INVESTISSEMENTS RÉALISÉS PAR LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES 506
2.7. NOUVEAUX PRODUITS ET SERVICES 506
2.8. CONTRATS IMPORTANTS 507
2.9. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES 507
2.10. CHANGEMENT SIGNIFICATIF 507
2.11. DÉCLARATION DE L'ÉMETTEUR 507
2.12. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC 507

3. RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES 508

3.1. CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 508
3.2. CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 511

4. ATTESTATION DE RESPONSABILITÉ 515

5. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES 516

5.1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES ET SUPPLÉANTS 516

6. GLOSSAIRE 517

7. TABLE DE CONCORDANCE 527

COMMENT TÉLÉCHARGER LE PDF DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL CRÉDIT AGRICOLE CIB ?

> **Allez sur** le site internet
www.ca-cib.fr

> **Allez sur** l'onglet
INFORMATIONS FINANCIÈRES ET RÈGLEMENTÉES

> **Sur la page dans :**
« Retrouvez LES DOCUMENTS PAR TYPOLOGIE »
Cliquez sur
RAPPORTS D'ACTIVITÉ & DEU

> En bas de la page, vous trouverez à télécharger la **VERSION PDF** ou **HTML**



1. STATUTS EN VIGUEUR AU 31 DÉCEMBRE 2025

Titre I

FORME – DÉNOMINATION – OBJET – SIÈGE – DURÉE

ARTICLE PREMIER – FORME

La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes, ainsi que par les présents statuts.

ART. 2 – DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination : « Crédit Agricole Corporate and Investment Bank ».

ART. 3 – OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- d'effectuer toutes opérations de banque et toutes opérations financières et notamment :
  - la réception de fonds, l'octroi de prêts, d'avances, de crédits, de financements, de garanties, la réalisation de tous encaissements, règlements, recouvrements ;
  - le conseil en matière financière et notamment de financement, d'endettement, de souscription, d'émission, de placement, d'acquisition, de cession, de fusion, de restructuration ;
  - la conservation, la gestion, l'achat, la vente, l'échange, le courtage, l'arbitrage, de tous titres, droits sociaux, produits financiers, dérivés, devises, marchandises, métaux précieux et autres valeurs de toute nature ;
- de fournir tous services d'investissement et services connexes au sens du Code monétaire et financier et de tout texte subséquent ;
- de créer et de participer à toutes entreprises, groupements, sociétés par voie d'apport, de souscription, d'achat d'actions ou de droits sociaux, de fusion, ou de toute autre manière ;
- d'effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ou à l'un des objets ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ;
- le tout, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation, et sous quelque forme que ce soit.

ART. 4 – SIÈGE SOCIAL

Le siège social est au 12, Place des États-Unis - CS 70052 – 92547 Montrouge Cedex (France).

ART. 5 – DURÉE

La Société expirera le 25 novembre 2064, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Titre II

CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ART. 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à EUR 7 851 636 342 (sept milliards huit cent cinquante et un millions six cent trente-six mille trois cent quarante-deux). Il est divisé en 290 801 346 (deux cent quatre-vingt-dix millions huit cent un mille trois cent quarante-six) actions de EUR 27 (vingt-sept euros) nominal chacune, entièrement libérées.

ART. 7 – FORME DES ACTIONS - CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

7A. FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement inscrites en compte nominatif pur auprès de la société émettrice.

7B. CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I. Les cessions d'actions au profit des conjoints, des ascendants et descendants sont libres.

Il en est de même des cessions au profit de Crédit Agricole S.A. et de toute société placée sous son contrôle, au sens de l'article L.233-3 I & II du Code de commerce.

II. Hormis les cas visés au I. ci-dessus, aucune personne physique ou morale ("le cessionnaire") ne peut devenir actionnaire de la Société ou titulaire d'un droit démembré portant sur toute action ou tout droit qui en serait issu, de quelque manière que ce soit ("la cession"), si elle n'a pas été préalablement agréée par le Président du Conseil d'administration, dans les conditions exposées ci-après :

1° La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la Société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception, indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente. L'agrément résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

La décision d'agrément est prise par le Président. Elle n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Le cédant est informé de la décision, dans les quinze jours de la réception de la notification, par lettre recommandée avec avis de réception.

En cas de refus, le cédant aura dix jours à compter de la réception, pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce ou non à son projet de cession.

2° Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, le Président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par des actionnaires ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société en vue d'une réduction du capital.

À cet effet, le Président avisera les actionnaires de la cession projetée, par lettre recommandée, en invitant chacun à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat sont adressées par les actionnaires au Président, par lettre recommandée avec avis de réception, dans les dix jours de la notification qu'ils ont reçue. La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est faite par le Président, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

3° Si aucune demande d'achat n'a été adressée au Président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, le Président peut faire acheter les actions disponibles par des tiers.

4° Avec l'accord du cédant, les actions peuvent également être achetées par la Société. Le Président sollicite cet accord par lettre recommandée avec avis de réception à laquelle le cédant doit répondre dans les dix jours de la réception.

En cas d'accord, sur proposition du Président, le Conseil d'administration convoque une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider du rachat des actions par la Société et de la réduction corrélative du capital social. Cette convocation doit intervenir suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé comme indiqué au 6° ci-après.

5° Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance de référé du Président du tribunal de commerce, non susceptible de recours, à la demande de la Société, l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6° Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou des tiers, le Président notifie au cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

À défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

7° Dans les huit jours de la détermination du prix, avis est donné au cédant, par lettre recommandée avec avis de réception, d'avoir, dans les quinze jours de la réception dudit avis, à faire connaître s'il renonce à la cession ou, dans le cas contraire, à se présenter au siège social pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêt, ainsi que pour signer l'ordre de mouvement. Faute pour le cédant de se présenter dans le délai de quinze jours susvisés ou d'avoir, dans ce délai, notifié à la Société sa renonciation, la cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office sur instruction du Président du Conseil d'administration ou d'une personne spécialement mandatée, avec effet à la date de cette régularisation.

8° Les dispositions du présent article s'appliquent généralement à tout mode quelconque de transfert de propriété, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, de gré à gré ou autrement, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou privée, volontaire ou forcée. Elles sont notamment applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission ou de transmission universelle de patrimoine.

9° La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission. Elle s'applique aussi en cas de cession du droit de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti au Président pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non celui-ci comme actionnaire est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

10° En cas d'attribution d'actions de la Société, à la suite du partage d'une société possédant ces actions, les attributions à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué au présent article.

En conséquence, tout projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la Société dans les conditions fixées au 1° ci-dessus.

À défaut de notification au liquidateur de la décision du Président, dans les trois mois de la demande d'agrément, celui-ci sera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans les trente jours de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus, les actions attribuées aux actionnaires non agréés devront être achetées ou rachetées à la Société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2° à 4° ci-dessus. À défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai fixé au 5° ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

III. Les transmissions d'actions par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux sont libres.

ART. 8 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle au nombre d'actions existantes, compte tenu s'il y a lieu, du capital amorti et non amorti, ou libéré et non libéré, du montant nominal des actions et des droits des actions de catégories différentes.

Toutes les actions qui composent ou qui composeront le capital social seront toujours assimilées en ce qui concerne les charges fiscales. En conséquence tous impôts et taxes qui, pour quelque raison que ce soit, pourraient, à raison du remboursement du capital de ces actions, devenir exigibles pour certaines d'entre elles seulement, soit au cours de l'existence de la Société, soit à la liquidation, seront répartis entre toutes les actions composant le capital, lors de ce ou ces remboursements, de façon que toutes les actions actuelles ou futures confèrent à leurs propriétaires, tout en tenant compte éventuellement de leur montant nominal et non amorti et des droits des actions de catégories différentes, les mêmes avantages effectifs et leur donnent droit à recevoir la même somme nette.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les actionnaires devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaire.

Titre III

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ART 9. – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de six à vingt Administrateurs : 6 au moins nommés par l'Assemblée générale des actionnaires conformément aux dispositions de l'article L. 225-18 du Code de commerce ou tout texte subséquent et 2 élus par les salariés conformément aux dispositions des articles L. 225-27 à L. 225-34 du Code de commerce ou tout texte subséquent.

Participent également aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative :

- le cas échéant, le ou les Censeurs désignés conformément à l'article 17 ci-après ;
- un membre titulaire du Comité social et économique désigné par celui-ci.

1. ADMINISTRATEURS NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Ces Administrateurs sont nommés, renouvelés et révoqués dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

La durée de leurs fonctions est de trois ans. Toutefois :

- par exception, l'Assemblée générale peut, pour la mise en place ou le maintien d'un échelonnement, désigner un ou plusieurs Administrateurs pour une durée différente n'excédant pas trois ans, afin de permettre un renouvellement échelonné des mandats d'Administrateurs ;
- l'Administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'est pas expiré ne demeure en fonction que pendant la durée restant à courir sur le mandat de son prédécesseur.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'Administrateur par suite de décès, de démission, ou autres cas prévus par la loi, le remplacement par cooptation s'effectue dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

2. ADMINISTRATEURS ÉLUS PAR LES SALARIÉS

Leur nombre est fixé à deux : l'un est élu par les cadres et assimilés ; l'autre par les autres salariés.

En tout état de cause leur nombre ne peut excéder le tiers des Administrateurs nommés par l'Assemblée générale.

Ils sont élus dans les conditions et selon les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur ou, à défaut arrêtées par le Directeur général après consultation des organisations syndicales représentatives de l'entreprise.

Ces deux Administrateurs sont élus pour une période expirant le même jour :

- soit à l'issue de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires se tenant la troisième année civile suivant celle de leur élection ;
- soit à l'issue du processus électoral organisé au cours de cette troisième année civile si ce processus est réalisé postérieurement à l'Assemblée.

En cas de vacance par décès, par démission, par révocation ou rupture du contrat de travail d'un Administrateur élu par les salariés, le Siège vacant est pourvu conformément aux dispositions légales et réglementaires et son remplaçant entre en fonction instantanément. À défaut de remplaçant apte à remplir les fonctions, il est procédé à une nouvelle élection dans le délai de trois mois.

En toute hypothèse, la durée pour laquelle est nommé un Administrateur élu par les salariés est limitée à la période restant à courir jusqu'à la date à laquelle prend fin son contrat de travail.

ART. 10 - AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ADMINISTRATEURS

Tout Administrateur atteignant l'âge de soixante-cinq ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale annuelle qui suit cette date anniversaire.

Le mandat d'un Administrateur nommé par l'Assemblée générale des actionnaires peut toutefois être reconduit d'année en année, dans la limite de cinq fois, sans que le nombre d'Administrateurs ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans puisse à aucun moment, dépasser le tiers du nombre total des Administrateurs en fonction. Si le nombre des Administrateurs n'est pas exactement divisible par trois, le tiers est calculé par excès.

ART. 11 – DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président ou du tiers au moins des Administrateurs.

Le cas échéant, le Directeur général peut demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé. Le Président est lié par cette demande.

Les réunions du Conseil d'administration ont lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par tout moyen et même verbalement.

Pour la validité des délibérations, le nombre des Administrateurs présents doit être au moins égal à la moitié de celui des Administrateurs en exercice.

Tout Administrateur peut donner mandat à un autre de le représenter à une réunion du Conseil d'administration. Chaque Administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les Administrateurs qui participent aux réunions du Conseil d'administration par un moyen de télécommunication permettant leur identification et garantissant leur participation effective conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Administrateurs présents et représentés ; en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les Administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil d'administration ou à participer à une consultation écrite du Conseil d'administration, sont tenus à la discrétion en ce qui concerne les délibérations du Conseil ainsi qu'à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel ou présentées comme telles par le Président du Conseil.

Les décisions du Conseil d'administration peuvent également être prises par consultation écrite des Administrateurs, y compris par voie électronique, sous réserve qu'aucun membre ne s'y oppose. Dans ce cas, le Président du Conseil d'administration (ou toute autre personne habilitée à le convoquer) invite les Administrateurs à se prononcer par consultation écrite sur un projet de décision(s) qu'il leur transmet.

À ce titre, chaque Administrateur, ainsi que le/les Censeur(s) et le représentant du Comité social et économique reçoivent, par tout moyen permettant d'établir la preuve de l'envoi, le formulaire de consultation écrite comportant le texte des décisions proposées, accompagné des documents nécessaires au vote.

Les Administrateurs doivent se prononcer dans un délai de 5 jours sauf délai plus court fixé par le Président (en cas d'urgence et/ou au regard des décisions à prendre).

En cas de défaut de réponse dans le délai imparti, et sauf extension de ce délai par le Président, l'Administrateur est réputé ne pas avoir participé à la consultation.

Les décisions sont prises valablement sous condition qu'au moins la moitié des Administrateurs aient répondu à la consultation dans

le délai imparti. Les décisions sont adoptées à la majorité des membres ayant répondu à la consultation dans le délai imparti. Les décisions du Conseil d'administration sont réputées avoir été prises à l'échéance du délai de réponse imparti ou, si tous les Administrateurs ont participé à la consultation, à la date de réception de la dernière réponse.

Si l'un des Administrateurs s'oppose à ce que la décision soit prise par voie de consultation écrite, ce dernier doit faire part de son opposition au Président du Conseil d'administration (ou à l'auteur de la consultation) par écrit, le cas échéant électronique, ladite opposition devant être reçue par le Président (ou l'auteur de la consultation) dans un délai de 2 jours à compter de l'envoi de la consultation.

ART. 12 – REGISTRE DE PRÉSENCE ET PROCÈS-VERBAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il est tenu au siège social un registre de présence qui est signé par les Administrateurs participant à la réunion du Conseil.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Ces procès-verbaux sont signés par le Président de séance et par au moins un autre Administrateur ; en cas d'empêchement du Président de séance, ils sont signés par deux Administrateurs au moins.

En cas de consultation écrite du Conseil, le mode de consultation, les décisions proposées et le résultat de la consultation écrite ainsi que la mention des documents transmis, sont consignés dans un procès- verbal signé par le Président ou par deux Administrateurs au moins.

Il est suffisamment justifié du nombre des Administrateurs en exercice, de leur présence ou de leur représentation par la production d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président du Conseil ou un Vice-Président du Conseil, le Directeur général ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Au cours de la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés par un seul liquidateur.

ART. 13 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société, et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur général de la Société est tenu de communiquer à chaque Administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'administration peut décider de la création de Comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet pour avis à leur examen. Le Conseil fixe la composition et les attributions des Comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

Pour autant qu'ils ne soient pas expressément attribués par la loi, le Conseil peut conférer ceux de ses pouvoirs qu'il choisit à telles personnes ou Comités que bon lui semble, par un mandat spécial et pour un ou plusieurs objets déterminés, avec ou sans faculté de subdélégation.

Le Conseil d'administration décide que la Direction générale de la Société est assurée, soit par le Président du Conseil d'administration soit par le Directeur général.

De façon générale, le Conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par la législation en vigueur.

ART. 14 – RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Les Administrateurs peuvent recevoir en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle dont le montant est déterminé par l'Assemblée générale ordinaire et demeure maintenu jusqu'à décision contraire.

Le Conseil d'administration répartit librement entre ses membres le montant de cette rémunération.

Il peut en outre lui-même allouer des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats conférés à des Administrateurs. Ces dernières rémunérations sont soumises aux dispositions légales relatives aux conventions réglementées.

Par ailleurs, le Président et le ou les Vice-Présidents peuvent recevoir une rémunération dont le montant est fixé par le Conseil d'administration.

ART. 15 – PRÉSIDENCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration élit en son sein un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'Administrateur.

Le Conseil d'administration peut élire un ou plusieurs Vice-Présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leurs mandats d'Administrateurs.

Il organise et dirige les travaux de celui-ci dont il rend compte à l'Assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure, en particulier, que les Administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

De façon générale, le Président est investi de tous les pouvoirs qui lui sont attribués par la législation en vigueur.

Par dérogation aux dispositions de l'article 10 alinéa 1 des présents statuts, la limite d'âge pour l'exercice des fonctions de Président du Conseil d'administration est fixée à 67 ans sauf dans le cas où le Président assume également les fonctions de Directeur général de la Société.

Il bénéficie des dispositions de l'article 10 alinéa 2.

ART. 16 – DIRECTION GÉNÉRALE

La Direction générale de la Société est assurée, sous sa responsabilité soit par le Président du Conseil d'administration soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

Sur proposition du Directeur général, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur général, avec le titre de Directeur général délégué.

1. DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers, notamment en justice.

Eu égard à l'objet social et conformément à la loi, les cautions, avals et autres garanties en faveur de tiers sont consenties par le Directeur général.

Le Directeur général peut décider de la création de Comités chargés d'étudier les questions que lui-même soumet pour avis à leur examen. Il fixe la composition et les attributions de ces Comités.

Le Directeur général peut conférer ceux de ses pouvoirs qu'il choisira à telles personnes ou Comités que bon lui semble, par un mandat spécial et pour un ou plusieurs objets déterminés, avec ou sans faculté de subdélégation.

Lorsque le Directeur général est Administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Le Directeur général atteignant l'âge de soixante-cinq ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui suit cette date anniversaire.

Lorsque la Direction générale de la Société est assumée par le Président du Conseil d'administration, les dispositions du présent article lui sont applicables.

2. DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS

Le nombre de Directeurs Généraux Délégués ne peut dépasser cinq.

Tout Directeur général délégué atteignant l'âge de soixante-cinq ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui suit cette date anniversaire.

L'étendue et la durée des pouvoirs de chaque Directeur général délégué sont déterminées par le Conseil d'administration, en accord avec le Directeur général, au moment de sa nomination.

Les Directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

ART. 17 – CENSEURS

Le Conseil d'administration, sur proposition du Président peut nommer une ou plusieurs personnes physiques ou morales en qualité de Censeurs.

Les Censeurs sont nommés pour une durée expirant à l'issue du premier Conseil d'administration se tenant postérieurement à l'Assemblée générale annuelle réunie au cours de la troisième année civile suivant celle de leur nomination. Le Censeur atteignant l'âge de soixante-douze ans est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la séance du Conseil d'administration qui suit cette date anniversaire.

Chaque Censeur peut être révoqué à tout moment par le Conseil d'administration, sur proposition du Président.

Selon l'ordre du jour, les Censeurs sont convoqués aux réunions du Conseil d'administration et aux Assemblées générales des actionnaires et peuvent, à l'invitation du Président, prendre part aux délibérations avec voix consultative.

Les Censeurs peuvent recevoir des honoraires dont le montant est fixé par le Conseil d'administration.

Titre IV

CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

ART. 18 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée générale ordinaire nomme, aux époques et dans les conditions fixées par la législation en vigueur, des Commissaires aux Comptes chargés de remplir la mission définie par la loi.

Ces Commissaires sont rééligibles.

Ils perçoivent une rémunération dont l'importance est fixée suivant les modalités légales ou réglementaires en vigueur.

Titre V

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ART. 19 – COMPOSITION – NATURE DES ASSEMBLÉES

Les Assemblées générales sont composées de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les Assemblées générales, régulièrement constituées, représentent l'universalité des actionnaires. Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux lois et règlements en vigueur, obligent tous les actionnaires.

Les Assemblées générales sont extraordinaires lorsque leurs décisions se rapportent à une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Les Assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée, s'il en existe, pour statuer sur toutes modifications des droits des actions de cette catégorie.

Ces Assemblées spéciales sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les Assemblées générales extraordinaires.

ART. 20 – RÉUNIONS

Les Assemblées sont convoquées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit en tout autre lieu précisé dans la convocation.

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, en son absence, par un Vice-Président du Conseil d'administration ou par un Administrateur désigné par le Président du Conseil d'administration à cet effet. À défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président de séance.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il n'y est porté que les propositions émanant de l'auteur de la convocation ou des actionnaires.

Chaque membre de l'Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire a un nombre de voix proportionnel à la fraction du capital social correspondant aux actions qu'il possède ou représente, à la condition que celles-ci ne soient pas privées du droit de vote.

Le Conseil d'administration peut décider que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'Assemblée par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont conformes aux dispositions réglementaires en vigueur.

ART. 21 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée générale ordinaire délibère dans les conditions de quorum et de majorités prévues par les lois et règlements en vigueur.

Les actionnaires sont réunis, chaque année, en Assemblée générale ordinaire.

L'Assemblée générale ordinaire annuelle prend connaissance du rapport du Conseil d'administration et des rapports des Commissaires aux Comptes.

Elle discute, approuve ou redresse les comptes annuels et, le cas échéant, consolidés et fixe la répartition des produits de l'exercice.

Elle nomme les Commissaires aux Comptes.

Elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire.

En dehors de cette Assemblée annuelle, il peut être convoqué exceptionnellement toute autre Assemblée générale ordinaire.

ART. 22 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée générale extraordinaire délibère dans les conditions de quorum et de majorités prévues par les lois et les règlements en vigueur.

L'Assemblée générale extraordinaire peut apporter toutes modifications aux statuts.

ART. 23 – PROCÈS-VERBAUX

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Ces procès-verbaux sont signés par les membres composant le bureau.

Les justifications à faire, vis-à-vis des tiers, des délibérations de l'Assemblée résultent de copies ou extraits certifiés par le Président du Conseil d'administration, un Vice-Président du Conseil d'administration, le Secrétaire de l'Assemblée ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet par l'une des personnes susvisées.

Titre VI

COMPTES

ART. 24 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ART. 25 – DOCUMENTS COMPTABLES

À la clôture de chaque exercice, le Conseil d'administration dresse l'inventaire et les comptes annuels, et établit, en outre, un rapport de gestion, conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables.

ART. 26 – AFFECTATION ET RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

I. BÉNÉFICE DE L'EXERCICE – RÉSERVE LÉGALE – BÉNÉFICE DISTRIBUABLE

Sont effectués sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, les prélèvements prévus par la législation en vigueur.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable.

II. RÉPARTITION DU BÉNÉFICE DISTRIBUABLE – DISTRIBUTION DE RÉSERVES

1. Report à nouveau et constitution de réserves

L'Assemblée générale ordinaire peut prélever toutes sommes sur le bénéfice distribuable pour les reporter à nouveau ou les affecter à un ou plusieurs postes de réserve. Ce ou ces fonds de réserve peuvent recevoir toutes affectations décidées par l'Assemblée, sur proposition de Conseil d'administration et, notamment, en vue de l'amortissement ou de la réduction du capital par voie de remboursement ou de rachat des actions.

2. Dividende

Le solde du bénéfice distribuable est attribué aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans le capital social.

3. Distribution de réserves

L'Assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a disposition ; en ce cas, la résolution doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués.

4. Limitation des distributions

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que les lois et règlements en vigueur ne permettent pas de distribuer.

5. Répartition des titres en portefeuille

L'Assemblée générale ordinaire peut, sur la proposition du Conseil d'administration, décider en représentation de toutes distributions de bénéfices ou de réserves, la répartition des titres négociables existant dans le portefeuille de la Société, avec obligation pour les actionnaires de procéder aux regroupements nécessaires pour obtenir tel ou tel nombre de titres ainsi répartis.

III. MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée générale sont fixées par elle ou à défaut par le Conseil d'administration, la mise en paiement devant toutefois obligatoirement avoir lieu dans le délai prévu par les lois et règlements en vigueur.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende, ou des acomptes sur dividende, en numéraire ou en actions.

Titre VII

DISSOLUTION – LIQUIDATION

ART. 27

À moins que les lois et règlements en vigueur n'en disposent autrement, à l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

2. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

2.1. Dénomination sociale

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank.

2.2. Siège social

12, place des États-Unis
CS 70052
92547 Montrouge Cedex
France
Tél. : +33 (0)1 41 89 00 00
Site internet : www.ca-cib.fr

2.3. Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

2.4. Date de constitution et durée de la société

La Société a été constituée le 23 novembre 1973. Elle prendra fin le 25 novembre 2064 sauf cas de dissolution ou de prorogation.

2.5. Législation

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est une société anonyme (Conseil d'administration) de droit français régie par le droit commun des sociétés commerciales et notamment le Livre deuxième du Code de commerce.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est un établissement de crédit agréé en France habilité à traiter toutes les opérations de banque et à fournir tous services d'investissement et services connexes visés au Code monétaire et financier, sauf l'exploitation d'un système multilatéral de négociation (MTF) ou d'un système organisé de négociation (OTF). À ce titre, la Société est soumise aux contrôles des autorités de supervision compétentes européennes et françaises, notamment la Banque centrale européenne et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. En sa qualité d'établissement de crédit habilité à fournir des services d'investissement, la Société est soumise aux dispositions du Code monétaire et financier et textes d'application en ce qu'il codifie notamment les dispositions relatives à l'activité et au contrôle des établissements de crédit et des prestataires de services d'investissement.

2.6. Investissements réalisés par le groupe Crédit Agricole CIB au cours des trois derniers exercices

◆ Principaux investissements réalisés

Date	Investissements	Financements
Mars 2025	Acquisition par CA Indosuez Switzerland de Banque Thaler, suivi d'une fusion-absorption en décembre 2025	Par fonds propres
Juin/Décembre 2024	Acquisition par CA Indosuez de 77 % de Banque Degroof Petercam	Par fonds propres
Janvier 2023	Acquisition par CA Indosuez de 70 % de Wealth Dynamics Limited	Par fonds propres

N.B. : En ce qui concerne le montant des investissements, certaines informations ne peuvent être rendues publiques sans remettre en cause des accords de confidentialité ou porter à la connaissance des concurrents des informations qui pourraient porter préjudice au Groupe.

◆ Investissements en cours et à venir

Le groupe Crédit Agricole CIB n'a pas d'investissement significatif à venir et identifié à ce stade, ni d'investissement significatif en cours.

2.7. Nouveaux produits et services

Outre les sources classiques de liquidité à court terme (DAV et DAT), Crédit Agricole CIB s'appuie sur des sources de financement diversifiées via des programmes d'émissions aux formats multiples (*Commercial Paper/Certificate of Deposit*). Depuis 2025, les équipes de Crédit Agricole CIB New York peuvent émettre des US *Commercial Paper* (USCP) via le conduit LMA, conduit de titrisation de Crédit Agricole CIB, offrant une couverture 24h/24. Le nouveau dispositif permet à LMA de déléguer une partie de ses émissions USCP à l'équipe de Crédit Agricole CIB New York lorsque Paris est fermé, offrant ainsi 3,5 à 5,5 heures supplémentaires pour les transactions T+1 sans changements opérationnels majeurs.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB déploie le produit « *Instant Payment* » qui adapte les virements SEPA instantanés (entrants et sortants) au règlement européen 2024/886 et aux *rulebooks* SEPA 2025. Depuis janvier 2025, les banques de la zone euro sont en mesure de recevoir les virements instantanés avec une tarification

alignée sur les virements classiques. À partir d'octobre 2025, elles proposent également d'émettre des virements instantanés via les mêmes canaux que les virements classiques, incluant le service de vérification du bénéficiaire (IBAN-Nom) et la fixation des plafonds de transaction par les clients.

2.8. Contrats importants

Crédit Agricole CIB n'a pas conclu de contrats importants - autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires - conférant une obligation ou un engagement important pour le groupe Crédit Agricole CIB.

2.9. Informations sur les tendances

Aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de Crédit Agricole CIB depuis le 31 décembre 2025, date des derniers états financiers vérifiés et publics (cf. section 1.6 « Tendances récentes et perspectives » du Chapitre 4 « Examen de la situation financière et du résultat 2025 » du présent Document d'enregistrement universel).

2.10. Changement significatif

Évènements postérieurs à l'arrêté des comptes qui ne sont pas de nature à ajuster les comptes clos au 31 décembre 2025.

Depuis le 31 décembre 2025 :

- aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du groupe Crédit Agricole CIB n'est survenu ;
- un conflit armé s'est déclenché le 28 février 2026 au Proche et Moyen-Orient, zone dans laquelle Crédit Agricole CIB est présente à travers trois implantations : Émirats arabes unis, Qatar et Arabie Saoudite. À ce stade, l'exposition directe de Crédit Agricole CIB à la zone concernée est estimée comme limitée. Les activités locales se poursuivent normalement et aucun impact opérationnel majeur n'a été identifié à date de publication de ce document. Cet environnement géopolitique dégradé constitue une source de risques et incertitudes auxquels Crédit Agricole CIB est exposée, susceptible d'entrainer à ce stade une volatilité plus forte des marchés, des tensions macroéconomiques régionales (notamment sur les prix de l'énergie et la confiance des investisseurs) ainsi qu'un risque de détérioration de la situation de certaines contreparties exposées à la région. Au regard des analyses disponibles à ce jour, ces risques et incertitudes ne sont pas considérés comme matériels pour Crédit Agricole CIB. Crédit Agricole CIB demeure attentive à l'évolution de la situation et poursuit un suivi renforcé des risques associés dans le cadre de ses dispositifs de gestion des risques.

2.11. Déclaration de l'émetteur

Le présent Document d'enregistrement universel a été déposé auprès de l'AMF en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

2.12. Documents accessibles au public

Le présent document est disponible sur le site : https://www.ca-cib.fr/fr/informations-financieres-et-reglementees

et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers : https://www.amf-france.org/fr

L'ensemble de l'information réglementée telle que définie par l'AMF (dans le Titre II du Livre II du Règlement général AMF) est accessible sur le site internet de la Société : https://www.ca-cib.fr/fr/informations-financieres-et-reglementees

Avertissement : les informations figurant sur le site web ne font pas partie du document, sauf si ces informations sont incorporées par référence dans le prospectus.

Les statuts de la Société sont retranscrits en section 1 « Statuts en vigueur au 31 décembre 2025 » du Chapitre 8 « Informations générales » du présent document.

Une copie des statuts peut également être obtenue au siège social de Crédit Agricole CIB et/ou auprès du Registre du Commerce et des Sociétés.

3. RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée générale de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

3.1. Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée générale

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

Avec la société Crédit Agricole S.A., actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10%

- Garantie octroyée aux mandataires sociaux

PERSONNES CONCERNÉES

Les administrateurs de votre société.

NATURE ET OBJET

Afin de permettre à votre société de prendre en charge les frais résultants des procédures engagées à l'encontre de l'ensemble des mandataires sociaux, y compris les administrateurs, votre Conseil d'administration du 20 décembre 2012 a été sollicité pour autoriser la conclusion d'une garantie au profit des administrateurs, y compris le président.

MODALITÉS

Cette garantie a pour but de couvrir les risques éventuels de mise en cause de leur responsabilité en cas de procédures juridictionnelles ou administratives engagées à leur encontre, notamment aux États-Unis, pendant la durée de prescription applicable aux réclamations en cause, majorée de trois mois.

Compte tenu des fonctions qu'ils occupent au sein de la société, votre Conseil d'administration du 29 octobre 2015 a été sollicité pour autoriser la modification de la garantie au profit des administrateurs et à l'ajout d'une précision rédactionnelle aux termes de la convention.

Au cours de l'exercice 2025, votre Conseil d'administration a autorisé l'octroi de cette garantie au profit de Monsieur Olivier Gavalda et Monsieur Guillaume Vanthuyne, nommés par l'Assemblée générale du 5 mai 2025 et Monsieur Grégory Erphelin, coopté par le Conseil d'administration du 29 juillet 2025.

Mesdames Laure Belluzzo et Sonia Bonnet-Bernard et Messieurs Benoît Fayol et Emmanuel Vey, renouvelés dans leur mandat d'administrateurs lors de l'Assemblée générale du 5 mai 2025, continuent de bénéficier de cette garantie.

MOTIFS JUSTIFIANT DE L'INTÉRÊT DE LA CONVENTION POUR LA SOCIÉTÉ

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : cette garantie a pour but de couvrir les risques éventuels de mise en cause de leur responsabilité en cas de procédures juridictionnelles ou administratives engagées à leur encontre, notamment aux États-Unis, pendant la durée de prescription applicable aux réclamations en cause, majorée de trois mois. L'ensemble des administrateurs bénéficie de cette garantie.

Avec Monsieur Jean-François Balaÿ, Directeur général et Messieurs Olivier Bélorgey, Pierre Gay et Stéphane Ducroizet, Directeurs généraux délégués

- Garantie octroyée aux mandataires sociaux

PERSONNES CONCERNÉES

Directeur général et Directeurs généraux délégués

NATURE ET OBJET

Afin de permettre à votre société de prendre en charge les frais résultants des procédures engagées à l'encontre de l'ensemble des mandataires sociaux, y compris le Directeur général et les Directeurs généraux délégués, votre Conseil d'administration du 20 décembre 2012 a été sollicité pour autoriser la conclusion d'une garantie au profit des administrateurs, y compris le Président.

MODALITÉS

Cette garantie a pour but de couvrir les risques éventuels de mise en cause de leur responsabilité en cas de procédures juridictionnelles ou administratives engagées à leur encontre, notamment aux États-Unis, pendant la durée de prescription applicable aux réclamations en cause, majorée de trois mois.

Compte tenu des fonctions qu'ils occupent au sein de la société, votre Conseil d'administration du 30 juillet 2015 a été sollicité pour autoriser la modification de la garantie au profit des administrateurs et à l'ajout d'une précision rédactionnelle aux termes de la convention.

Au cours de l'exercice 2025, Monsieur Jean-François Balaÿ, nommé en qualité de Directeur général, avec effet au 5 mai 2025, par le Conseil d'administration du 25 avril 2025, bénéficie de cette garantie depuis le début de sa prise de fonctions, ce qui a été autorisé par le Conseil d'administration du 5 mai 2025.

Messieurs Olivier Bélorgey et Pierre Gay, renouvelés dans leur mandat de Directeurs généraux délégués par le Conseil d'administration du 5 mai 2025, continuent à bénéficier de cette garantie.

Monsieur Stéphane Ducroizet, nommé en qualité de Directeur général délégué, avec effet au 1er novembre 2025, par le Conseil d'administration du 29 juillet 2025, bénéficie de cette garantie depuis le début de sa prise de fonction, ce qui a dûment été autorisé par le Conseil d'administration du 29 juillet 2025.

MOTIFS JUSTIFIANT DE L'INTÉRÊT DE LA CONVENTION POUR LA SOCIÉTÉ

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : Cette garantie a pour but de couvrir les risques éventuels de mise en cause de leur responsabilité en cas de procédures juridictionnelles ou administratives engagées à leur encontre, notamment aux États-Unis, pendant la durée de prescription applicable aux réclamations en cause, majorée de trois mois. L'ensemble des administrateurs bénéficie de cette garantie.

Avec Monsieur Jean-François Balaÿ, Directeur général

◆ Engagement pris au bénéfice du Directeur général

PERSONNES CONCERNÉES

Monsieur Jean-François Balaÿ, Directeur général

NATURE ET OBJET

Monsieur Jean-François Balaÿ a été nommé Directeur général de Crédit Agricole CIB lors du Conseil d'administration du 25 avril 2025 avec effet au 5 mai 2025.

Le Conseil d'administration du 5 mai 2025 a autorisé différents engagements réglementés au bénéfice de Monsieur Balaÿ.

MODALITÉS

Ces engagements portent sur les éléments suivants :

- La suspension du contrat de travail liant Monsieur Jean-François Balaÿ à la société se poursuivra pendant la durée de son mandat social en qualité de Directeur général. Son contrat de travail sera réactivé à l'issue de ce mandat. La période de ce nouveau mandat social sera comptabilisée au titre du contrat de travail pour le calcul des droits et avantages de Monsieur Jean-François Balaÿ liés à une condition d'ancienneté.
- Afin d'éviter que Monsieur Jean-François Balaÿ soit pénalisé en raison de sa nomination en qualité de mandataire social et de la suspension de son contrat de travail, la souscription d'une assurance chômage privée auprès de la GSC a été autorisée par le Conseil d'administration, dans l'hypothèse d'une cessation forcée de ses fonctions de mandataire social, sous réserve de l'acceptation de la GSC compte tenu des dispositions de son règlement d'assurance (et notamment des conditions d'âge du collaborateur requis pour l'adhésion et le bénéfice des droits).
- Le Conseil d'administration a autorisé, pendant la durée de son mandat social, le maintien, au profit de Monsieur Jean-François Balaÿ, des mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble du personnel des régimes frais de santé et prévoyance complémentaire, du régime des indemnités de fin de carrière, ainsi que du régime de retraite supplémentaire à prestations définies (article 39) qui lui étaient applicables dans le cadre de ses fonctions salariées, selon les conditions prévues par le règlement de ce régime « de retraite des cadres hors-classification dénommé 'Garantie 50%' Calyon n°7 E 000179 ».

  Au titre du régime de retraite supplémentaire, ses rémunérations – fixe et variable pour les régimes frais de santé et prévoyance complémentaire, ainsi que les indemnités de fin de carrière, et fixe uniquement pour le régime de retraite supplémentaire à prestations définies (article 39) – allouées au titre du mandat de Directeur général au sein de Crédit Agricole CIB seront prises en considération dans le cadre du maintien de ces avantages, étant précisé qu'aucun nouveau droit supplémentaire dans le cadre de sa retraite supplémentaire à prestations définies ne pourra être acquis par Monsieur Jean-François Balaÿ.

  Il est rappelé que Monsieur Jean-François Balaÿ avait d'ores et déjà atteint avant sa nomination en qualité de Directeur général délégué, le maximum de la garantie applicable.
- Le Conseil d'administration a autorisé, pendant la durée de son mandat social, le maintien, au profit de Monsieur Jean-François Balaÿ, du bénéfice des dispositifs collectifs d'épargne salariale et retraite de Crédit Agricole CIB (Plan d'Epargne Entreprise, Plan d'Epargne Retraite Collectif, abondements de Crédit Agricole CIB aux versements volontaires éventuels sur ces plans).

MOTIFS JUSTIFIANT DE L'INTÉRÊT DE LA CONVENTION POUR LA SOCIÉTÉ

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : le Conseil d'administration a considéré qu'eu égard à l'expérience de Monsieur Jean-François Balaÿ au sein de la Société et du Groupe Crédit Agricole tant en qualité de salarié que de mandataire social, le maintien de l'ancienneté acquise au titre de son contrat de travail et de son mandat permettrait d'éviter la perte des droits que Monsieur Jean-François Balaÿ s'est progressivement constitués au cours de sa carrière.

Avec Monsieur Olivier Bélorgey, Directeur général délégué

◆ Engagement pris au bénéfice du Directeur général délégué

PERSONNES CONCERNÉES

Monsieur Olivier Bélorgey, Directeur général délégué

NATURE ET OBJET

Monsieur Olivier Bélorgey a été renouvelé dans ses fonctions de Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB lors du Conseil d'administration du 25 avril 2025 avec effet au 5 mai 2025.

Le Conseil d'administration du 5 mai 2025 a autorisé différents engagements réglementés au bénéfice de Monsieur Bélorgey.

MODALITÉS

Ces engagements portent sur les éléments suivants :

- La suspension du contrat de travail liant Monsieur Olivier Bélorgey à la société se poursuivra pendant la durée de son mandat social de Directeur général délégué. Son contrat de travail sera réactivé à l'issue de ce mandat. La période du mandat social sera comptabilisée au titre du contrat de travail pour le calcul des droits et avantages de Monsieur Olivier Bélorgey liés à une condition d'ancienneté.
- Afin d'éviter que Monsieur Olivier Bélorgey soit pénalisé en raison de sa nomination en qualité de mandataire social et de la suspension de son contrat de travail, le Conseil d'administration a autorisé la souscription d'une assurance chômage privée auprès de l'organisme GSC dans l'hypothèse d'une cessation forcée de ses fonctions de mandataire social, sous réserve de l'acceptation de la GSC compte tenu des dispositions de son règlement d'assurance (et notamment des conditions d'âge de l'intéressé requis pour l'adhésion et le bénéfice des droits).
- Le Conseil d'administration a autorisé, pendant la durée de son mandat social, le maintien, au profit de Monsieur Olivier Bélorgey :
  - des mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble du personnel des régimes frais de santé et prévoyance complémentaire, du régime des indemnités de fin de carrière, ainsi que du régime de retraite supplémentaire à prestations définies (article 39) qui lui étaient applicables dans le cadre de ses fonctions salariées ;
  - ainsi que du régime de retraite supplémentaire à prestations définies (article 39) qui lui était applicable dans le cadre de ses fonctions salariées, selon les conditions prévues par le règlement de ce régime de retraite supplémentaire à prestations définies des cadres dirigeants de Crédit Agricole S.A. régi par l'accord du 22 février 2010.

  Au titre du régime de retraite supplémentaire, ses rémunérations – fixe et variable – allouées au titre du mandat de Directeur général délégué au sein de Crédit Agricole CIB seront prises en considération dans le cadre du maintien de ces avantages étant précisé que, pour le calcul de ses droits au titre du régime de retraite supplémentaire à prestations définies, Monsieur Olivier Bélorgey bénéficie de droits cristallisés au 31 décembre 2019 (à 7,65 % du salaire de référence).
  - Le Conseil d'administration a autorisé, pendant la durée de son mandat social, le maintien, au profit de Monsieur Olivier Bélorgey du bénéfice des dispositifs collectifs d'épargne salariale et retraite de Crédit Agricole CIB (Plan d'Epargne Entreprise, Plan d'Epargne Retraite Collectif, abondements de Crédit Agricole CIB aux versements volontaires éventuels sur ces plans).

MOTIFS JUSTIFIANT DE L'INTÉRÊT DE LA CONVENTION POUR LA SOCIÉTÉ

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : le Conseil d'administration a considéré qu'eu égard à l'expérience de Monsieur Olivier Bélorgey au sein de la Société et du Groupe Crédit Agricole tant en qualité de salarié que de mandataire social, le maintien de l'ancienneté acquise au titre de son contrat de travail et de son mandat permettrait d'éviter la perte des droits que Monsieur Olivier Bélorgey s'est progressivement constitués au cours de sa carrière.

Avec Monsieur Pierre Gay, Directeur général délégué

◆ Engagement pris au bénéfice du Directeur général délégué

PERSONNES CONCERNÉES

Monsieur Pierre Gay, Directeur général délégué

NATURE ET OBJET

Monsieur Pierre Gay a été renouvelé dans ses fonctions de Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB lors du Conseil d'administration du 25 avril 2025 avec effet au 5 mai 2025.

Le Conseil d'administration du 5 mai 2025 a autorisé différents engagements réglementés au bénéfice de Monsieur Gay.

MODALITÉS

Ces engagements portent sur les éléments suivants :

- la suspension du contrat de travail liant Monsieur Pierre Gay à la société se poursuivra pendant la durée de son mandat social de Directeur général délégué. Son contrat de travail sera réactivé à l'issue de ce mandat. La période du mandat social sera comptabilisée au titre du contrat de travail pour le calcul des droits et avantages de Monsieur Pierre Gay liés à une condition d'ancienneté.
- afin d'éviter que Monsieur Pierre Gay soit pénalisé en raison de sa nomination en qualité de mandataire social et de la suspension de son contrat de travail, le Conseil d'administration a autorisé la souscription d'une assurance chômage privée auprès de l'organisme de la GSC dans l'hypothèse d'une cessation forcée de ses fonctions de mandataire social, sous réserve de l'acceptation de la GSC compte tenu des dispositions de son règlement d'assurance (et notamment des conditions d'âge de l'intéressé requis pour l'adhésion et le bénéfice des droits).
- le Conseil d'administration a autorisé, pendant la durée de son nouveau mandat social, le maintien, au profit de Monsieur Pierre Gay, des mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble du personnel des régimes frais de santé et prévoyance complémentaire, ainsi que du régime des indemnités de fin de carrière, qui lui étaient applicables dans le cadre de ses fonctions salariées.

  Ses rémunérations – fixe et variable – allouées au titre du mandat de Directeur général délégué au sein de Crédit Agricole CIB seront prises en considération dans le cadre du maintien de ces avantages.
- le Conseil d'administration a autorisé, pendant la durée de son mandat social, le maintien, au profit de Monsieur Pierre Gay, du bénéfice des dispositifs collectifs d'épargne salariale et retraite de Crédit Agricole CIB (Plan d'Epargne Entreprise, Plan d'Epargne Retraite Collectif, abondements de Crédit Agricole CIB aux versements volontaires éventuels sur ces plans).

MOTIFS JUSTIFIANT DE L'INTÉRÊT DE LA CONVENTION POUR LA SOCIÉTÉ

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : le Conseil d'administration a considéré qu'eu égard à l'expérience de Monsieur Pierre Gay au sein de la Société et du Groupe Crédit Agricole tant en qualité de salarié que de mandataire social, le maintien de l'ancienneté acquise au titre de son contrat de travail et de son mandat permettrait d'éviter la perte des droits que Monsieur Pierre Gay s'est progressivement constitués au cours de sa carrière.

Avec Monsieur Stéphane Ducroizet, Directeur général délégué

◆ Engagement pris au bénéfice du Directeur général délégué

PERSONNES CONCERNÉES

Monsieur Stéphane Ducroizet, Directeur général délégué

NATURE ET OBJET

Monsieur Stéphane Ducroizet a été nommé Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB lors du Conseil d'administration du 29 juillet 2025 avec effet au 1er novembre 2025.

Le Conseil d'administration du 29 juillet 2025 a autorisé différents engagements réglementés au bénéfice de Monsieur Ducroizet.

MODALITÉS

Ces engagements portent sur les éléments suivants :

- Le contrat de travail liant Monsieur Stéphane Ducroizet à la société est suspendu pendant la durée de son mandat social en qualité de Directeur général délégué. Son contrat de travail sera réactivé à l'issue de ce mandat. La période du mandat social sera comptabilisée au titre du contrat de travail pour le calcul des droits et avantages de Monsieur Stéphane Ducroizet liés à une condition d'ancienneté.
- Afin d'éviter que Monsieur Stéphane Ducroizet soit pénalisé en raison de sa nomination en qualité de mandataire social et de la suspension de son contrat de travail, le Conseil d'administration a autorisé la souscription d'une assurance chômage privée auprès de l'organisme de la GSC dans l'hypothèse d'une cessation forcée de ses fonctions de mandataire social, sous réserve de l'acceptation de la GSC compte tenu des dispositions de son règlement d'assurance (et notamment des conditions d'âge de l'intéressé requis pour l'adhésion et le bénéfice des droits).
- Le Conseil d'administration a autorisé, pendant la durée de son nouveau mandat social, le maintien, au profit de Monsieur Stéphane Ducroizet, des mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble du personnel des régimes frais de santé et prévoyance complémentaire, ainsi que du régime des indemnités de fin de carrière, qui lui étaient applicables dans le cadre de ses fonctions salariées.

  Ses rémunérations – fixe et variable – allouées au titre du mandat de Directeur général délégué au sein de Crédit Agricole CIB seront prises en considération dans le cadre du maintien de ces avantages.
- Le Conseil d'administration a autorisé, pendant la durée de son mandat social, le maintien, au profit de Monsieur Stéphane Ducroizet, du bénéfice des dispositifs collectifs d'épargne salariale et retraite de Crédit Agricole CIB (Plan d'Epargne Entreprise, Plan d'Epargne Retraite Collectif, abondements de Crédit Agricole CIB aux versements volontaires éventuels sur ces plans).

MOTIFS JUSTIFIANT DE L'INTÉRÊT DE LA CONVENTION POUR LA SOCIÉTÉ

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : le Conseil d'administration a considéré qu'eu égard à l'expérience de Monsieur Stéphane Ducroizet au sein de la Société et du Groupe Crédit Agricole tant en qualité de salarié que de mandataire social, le maintien de l'ancienneté acquise au titre de son contrat de travail et de son mandat permettrait d'éviter la perte des droits que Monsieur Stéphane Ducroizet s'est progressivement constitués au cours de sa carrière.

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé et conclues depuis la clôture

Nous avons été avisés de la convention suivante, autorisée préalablement par votre Conseil d'administration au cours de l'exercice écoulé et conclue depuis la clôture de l'exercice écoulé.

◆ Avenant n°2 au Pacte d'associés portant sur les règles de gouvernance de CA-GIP

PERSONNES CONCERNÉES

- La société Crédit Agricole S.A., actionnaire.
- Monsieur Olivier Gavalda, Directeur général de la société Crédit Agricole S.A. et Président du Conseil d'administration de votre société.
- Mesdames Laure Belluzo, Sonia Bonnet-Bernard, Carol Sirou et Messieurs Paul Carite, Luc Jeanneau, Grégory Erphelin, Odet Triquet et Emmanuel Vey, administrateurs de votre société.

NATURE ET OBJET

Pour rappel, le pacte d'associés initial conclu le 8 juin 2018 entre Crédit Agricole S.A., la Fédération Nationale du Crédit Agricole et d'autres entités du Groupe Crédit Agricole (Crédit Agricole Technologies et Services, Crédit Agricole Assurances Solutions, CA Consumer Finance, Crédit Agricole CIB, Crédit Agricole Group Solutions, Crédit Agricole Payment Services et LCL) définit les règles de gouvernance de la société Crédit Agricole-Group Infrastructure Platform (CA-GIP), l'organisation des relations entre les associés et les conditions à respecter en cas de transfert de participations.

L'avenant n°2 vise principalement à :

- Actualiser la dénomination de la fonction « DSI Groupe Crédit Agricole » qui devient « Directeur général adjoint de Crédit Agricole S.A. en charge du pôle Informatique » dans l'article 2.4.1(a) relatif à la composition du Conseil d'administration ;
- Adapter le pacte suite à la fin du régime spécifique de frais partagés applicable à la Convention de Groupement de Moyens (régime fiscal dit du 261 B) dont le périmètre a été modifié à compter du 1er janvier 2023.

MODALITÉS

L'avenant n°2 au pacte d'associés modifie plusieurs articles du pacte initial, notamment :

- Modification de l'article 2.4.1(a) concernant la composition du Conseil d'administration, en particulier pour refléter le changement de dénomination de la fonction « DSI Groupe Crédit Agricole » en « Directeur général adjoint de Crédit Agricole S.A. en charge du pôle Informatique » ;
- Suppression de la définition « groupement de moyens » devenue caduque suite à l'évolution de la réglementation fiscale ;
- Modification de la définition du terme « Membre » ;
- Modification de l'article 2.1 relatif au Président pour supprimer le paragraphe concernant le premier Président de la société ;
- Modification des articles 5.1, 5.3, 5.5, 6.3.2 et 7.6 pour supprimer toute référence au Groupement de Moyens ;
- Suppression des articles 6.5 et 6.6 devenus caducs concernant l'adhésion et le fonctionnement du Groupement de Moyens.

L'avenant n° 2 a pris effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des parties le 20 février 2026, faisant suite à l'autorisation par les Conseils d'administration des différentes entités, dont celui de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank le 15 décembre 2025.

MOTIFS JUSTIFIANT DE L'INTÉRÊT DE LA CONVENTION POUR LA SOCIÉTÉ

Votre conseil a motivé cette convention de la façon suivante : cet avenant permet d'aligner la gouvernance de CA-GIP avec l'organisation actuelle de Crédit Agricole S.A. et d'adapter le pacte d'associés à l'évolution du cadre fiscal applicable aux activités de CA-GIP suite à la modification du régime spécifique de frais partagés. Il assure ainsi la conformité juridique et fiscale du fonctionnement de CA-GIP, tout en maintenant les principes essentiels de gouvernance et de relations entre les associés qui avaient été définis lors de la création de cette entité du Groupe Crédit Agricole.

3.2. Conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

CONVENTIONS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société Crédit Agricole S.A., actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %

◆ Convention entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB relative au paiement de l'amende EURIBOR

PERSONNES CONCERNÉES

- La société Crédit Agricole S.A., actionnaire.
- Monsieur Philippe Brassac, Directeur général de la société Crédit Agricole S.A. et Président du Conseil d'administration de votre société (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 14 mai 2025 et de son mandat au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB le 5 mai 2025).
- Monsieur François Thibault (jusqu'au terme de son mandat chez la société Crédit Agricole S.A. le 13 mai 2020), Messieurs François Veverka et Jean-Louis Roveyaz (jusqu'au terme de leur mandat au sein du Conseil d'administration de votre société en date du 4 mai 2017), administrateurs communs de la société Crédit Agricole S.A. et de votre société.

NATURE ET OBJET

Le 7 décembre 2016, la Commission européenne a condamné solidairement la société Crédit Agricole S.A. et votre société à une amende de 114 654 000 € à l'issue d'une enquête de la Commission concluant à l'existence d'une entente entre sept établissements bancaires sur des produits dérivés de taux d'intérêt en euro en s'entendant sur la détermination du taux d'intérêt de référence qu'est l'EURIBOR. Dès le prononcé de la décision de la Commission, la société Crédit Agricole S.A. a annoncé contester cette décision et a déposé une requête en annulation le 17 février 2017 devant le tribunal de l'Union européenne (TUE). Ce recours n'étant pas suspensif, la société Crédit Agricole S.A. devait s'acquitter avant le 5 mars 2017 du montant intégral de l'amende. Dans ce cadre, il a été prévu que la société Crédit Agricole S.A. et votre société concluent une convention déterminant les conditions relatives au règlement à titre provisoire de l'amende et prévoyant que les conditions de répartition entre elles du paiement du montant définitif de l'amende devant être éventuellement acquittée seraient arrêtées après que les voies de recours devant les juridictions européennes auront été épuisées.

MODALITÉS

Lors de sa séance du 10 février 2017, le Conseil d'administration de votre société a autorisé le projet de convention entre la société Crédit Agricole S.A. et votre société aux termes duquel :

- dans l'attente de l'intervention d'une décision ayant l'autorité de la chose jugée en dernière instance, la société Crédit Agricole S.A. prend en charge et s'acquitte de la somme de 114 654 000 € au titre de la pénalité à titre provisoire ;
- les modalités de répartition du montant définitif de la pénalité éventuelle seront convenues ultérieurement d'un commun accord entre la société Crédit Agricole S.A. et votre société, une fois qu'une décision ayant l'autorité de la chose jugée en dernière instance aura été adoptée.

La convention a été autorisée dans des termes identiques par le Conseil d'administration de la société Crédit Agricole S.A. le 20 janvier 2017. Conformément à la délégation accordée par leurs conseils respectifs, cette convention a été signée le 27 février 2017 par le Directeur général de la société Crédit Agricole S.A. et le Directeur général de votre société. La pénalité a été réglée dans les délais prévus par la réglementation, soit avant le 5 mars 2017.

A la suite de la requête en annulation déposée le 17 février 2017 devant le tribunal de l'Union européenne (TUE), l'audience de plaidoirie s'est tenue le 17 mars 2022. Le tribunal de l'Union européenne (TUE) a rendu sa décision le 20 décembre 2023. Le tribunal de l'Union européenne (TUE) a annulé l'amende originalement imposée par la Commission européenne et il a fait usage de sa compétence de pleine juridiction pour fixer le montant de l'amende dont sont tenues solidairement responsables la société Crédit Agricole S.A. et votre société à € 110 000 000.

Le 8 mars 2024, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont formé un pourvoi devant la CJUE (Cour de Justice de l'Union Européenne) contre la décision du TUE. La Commission européenne a également formé un pourvoi incident sur les parties de l'arrêt du Tribunal accueillant les demandes du Crédit Agricole. La procédure écrite est close et l'audience devant la CJUE a eu lieu le 14 janvier 2026.

◆ Convention d'intégration fiscale liant Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB

PERSONNES CONCERNÉES

- La société Crédit Agricole S.A., actionnaire.
- Monsieur Philippe Brassac, Directeur général de la société Crédit Agricole S.A. et Président du Conseil d'administration de votre société (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 14 mai 2025 et de son mandat au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB le 5 mai 2025) ;
- Mesdames Françoise Gri (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank le 3 mai 2023) et Catherine Pourre (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 24 mai 2022), administrateurs communs de la société Crédit Agricole S.A. et de votre société.

NATURE ET OBJET

La société Crédit Agricole S.A. a conclu dès 1996 une convention d'intégration fiscale avec votre société, renouvelée le 22 décembre 2015 pour la période précédente 2015-2019, dont l'objet est de déterminer les relations entre la société Crédit Agricole S.A., d'une part, et votre société et ses filiales intégrées, d'autre part.

Dans le cadre de cette convention, votre société est réputée constituer avec ses filiales et sous-filiales intégrées un sous-groupe réalisant une sous-intégration fiscale et calcule ainsi son impôt sur les sociétés sur la base de l'ensemble des résultats de ses filiales et sous-filiales intégrées dans son sous-groupe. De plus, votre société perçoit, lorsque le résultat de son sous-groupe est déficitaire, l'économie d'impôt sur les sociétés réalisée par le groupe à hauteur du résultat déficitaire de ce sous-groupe effectivement imputé par la société Crédit Agricole S.A.

La précédente convention d'intégration fiscale courant jusqu'à 2020, une nouvelle convention a été signée pour la période 2020-2024.

Une telle convention d'intégration fiscale entre dans le champ d'application des conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce doit en principe être soumise à autorisation préalable du Conseil d'administration. Le renouvellement de la convention d'intégration fiscale ayant été signé le 9 décembre 2020 avant autorisation préalable du Conseil d'administration, elle a donc été soumise à approbation a posteriori au Conseil d'administration du 9 février 2021.

MODALITÉS

Le premier renouvellement conclu dans le courant de l'année 2020 entre Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. couvre la période 2020/2024. La convention s'est poursuivie par tacite reconduction entre Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A. et couvre la période 2025/2029.

D'une part, le montant de l'indemnisation définitive pour l'année 2024 s'est élevé à 70 millions d'euros, et d'autre part, à date, le montant de l'indemnisation provisoire pour 2025 est de 317 millions d'euros.

◆ Convention Groupe TVA de l'assujetti unique « ASU GTVA Crédit Agricole » entre Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB

PERSONNES CONCERNÉES

- Monsieur Philippe Brassac, Directeur général de la société Crédit Agricole S.A. et Président du Conseil d'administration de votre société (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 14 mai 2025 et de son mandat au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB le 5 mai 2025).
- Monsieur Xavier Musca, Directeur général délégué de la société Crédit Agricole S.A. et Directeur général de votre société (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 14 mai 2025 et de son mandat au sein de Crédit Agricole CIB le 5 mai 2025).
- Mesdames Carol Sirou et Sonia Bonnet-Bernard, administrateurs communs de la société Crédit Agricole S.A. et de votre société.

NATURE ET OBJET

En application des dispositions de l'article 256 C du Code général des impôts, la société Crédit Agricole S.A. a opté en octobre 2022 pour la création d'un assujetti unique en matière de TVA (« Groupe TVA ») avec effet au 1er janvier 2023.

En décembre 2022, votre société a donné son accord pour intégrer ce Groupe TVA (regroupant 296 membres) et désigner la société Crédit Agricole S.A. en tant que représentant de cet assujetti unique (dénommé « ASU Groupe TVA Crédit Agricole »).

En août 2023, votre société a signé avec la société Crédit Agricole S.A. une convention ayant pour objet de préciser les modalités de fonctionnement de ce Groupe TVA et de fixer les engagements réciproques de la société Crédit Agricole S.A. (en tant que représentant) et de votre société (en tant que membre).

MODALITÉS

La convention Groupe TVA Crédit Agricole détaille les modalités d'indemnisation des membres qui n'auraient pas d'intérêt financier individuel à intégrer le Groupe TVA et précise que le gain net annuel résiduel constaté dans le Groupe TVA sera ventilé entre les entités du pôle Crédit Agricole S.A. et celles du pôle mutualiste selon une répartition spécifique à l'organisation du Groupe Crédit Agricole.

Elle prévoit également la création d'un fonds de péréquation destiné à gérer l'ensemble des flux relatifs aux indemnisations et réallocations du gain.

Au titre de l'exercice 2024 :

- Le montant définitif de l'indemnisation perçue par votre société pour compenser les coûts liés à sa participation au Groupe TVA est de 17,1 millions d'euros (pour rappel, le montant provisoire était de 16,2 millions d'euros)
- Le montant définitif du gain net résiduel perçu par votre société est de 77,6 millions d'euros (pour rappel, le montant provisoire était de 62,5 millions d'euros).

Au titre de l'exercice 2025 :

- Le montant provisoire de l'indemnisation perçue par votre société pour compenser les coûts liés à sa participation au Groupe TVA est de 14,8 millions d'euros ;
- Le montant provisoire du gain net résiduel perçu par votre société est de 61,2 millions d'euros.

Avec la société Crédit Lyonnais

◆ Convention d'indemnisation de la société Crédit Lyonnais par votre société

PERSONNES CONCERNÉES

- Monsieur Philippe Brassac, Directeur général de Crédit Agricole S.A. et Président du Conseil d'administration de votre société (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 14 mai 2025 et de son mandat au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB le 5 mai 2025).
- Monsieur Claude Vivenot, administrateur commun de Crédit Lyonnais et de votre société (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Lyonnais et de son mandat au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB le 30 avril 2024).

NATURE ET OBJET

L'activité BFI du Crédit Lyonnais a été apportée à votre société (anciennement Crédit Agricole Indosuez) le 30 avril 2004 avec effet rétroactif au 1er janvier 2004, excepté pour les encours de crédits commerciaux à court, moyen ou long terme pour lesquels votre société a préféré un effet différé au plus tard au 31 décembre 2004 compte tenu notamment des délais nécessaires pour procéder à leur transfert. Pour respecter le principe de l'effet rétroactif au 1er janvier 2004, votre société s'est engagée à indemniser la société Crédit Lyonnais des risques de contrepartie afférents à ces encours dès cette date.

MODALITÉS

Le montant de la garantie s'élevait à 1,80 million d'euros au 31 décembre 2025. Le montant de la rémunération due au titre de l'exercice 2025 s'élève à 4 799,63 € hors taxes.

Avec la société Crédit Agricole S.A., actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, Crédit Agricole Technologies et Services, Crédit Agricole Assurances Solutions, CA Consumer Finance, Crédit Agricole Group Solutions, Crédit Agricole Payment Services, Crédit Lyonnais et Fédération Nationale du Crédit Agricole.

◆ Pacte d'associés portant sur les règles de gouvernances de CA-GIP

Ce pacte a fait l'objet d'un avenant autorisé par le Conseil d'administration du 3 août 2020, figurant dans le présent rapport.

PERSONNES CONCERNÉES

- La société Crédit Agricole S.A., actionnaire.
- Monsieur Philippe Brassac, Directeur général de la société Crédit Agricole S.A. et Président du Conseil d'administration de votre société (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 14 mai 2025 et de son mandat au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB le 5 mai 2025).

- Messieurs Jacques Boyer (jusqu'à l'échéance de son mandat d'administrateur au sein du Conseil d'administration de votre société le 3 mai 2021), Olivier Gavalda (jusqu'au terme de son mandat dans votre société le 1er novembre 2022 et à compter de son nouveau mandat de Directeur général de Crédit Agricole S.A. depuis le 14 mai 2025 et de celui de Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB depuis le 5 mai 2025), Luc Jeanneau et François Thibault (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 13 mai 2020), et Mesdames Nicole Gourmelon (jusqu'au terme de son mandat dans votre société le 7 mai 2019), Françoise Gri (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank le 3 mai 2023) et Catherine Pourre (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 24 mai 2022), administrateurs communs des sociétés concernées.

NATURE ET OBJET

Aux termes du protocole d'accord cité ci-dessus, certaines des parties ont convenu de mettre en place une nouvelle société, Crédit Agricole–Group Infrastructure Platform (CA-GIP), qui porte le projet relatif au rapprochement de certaines activités d'infrastructure et de production informatique du Groupe Crédit Agricole. Cette société a été constituée afin d'accueillir au 1er janvier 2019, SILCA et les activités de production informatique de Crédit Agricole Technologies et Services, de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank en France et de Crédit Agricole Assurances Solutions. Elle a vocation à accueillir les activités de production informatique d'autres entités du Groupe Crédit Agricole. Les parties associées détiennent ensemble 100 % du capital social et des droits de vote de la société.

Dans ce contexte, les parties associées ont souhaité, par le présent pacte d'associés :

- compléter les règles de gouvernance de CA-GIP prévues dans les statuts ;
- organiser leurs relations en tant qu'associés ;
- déterminer les conditions qu'elles entendent respecter en cas de transfert de tout ou partie de leur participation dans le capital de la société.

Le pacte d'associés relatif à CA-GIP fixe, notamment, les règles de gouvernance spécifiques de Crédit Agricole-Group Infrastructure Platform suivantes : un Conseil d'administration composé à 50/50 entre les Caisses régionales et leurs filiales ou entités de production informatiques et le Groupe Crédit Agricole avec un Président de la société, également Président du Conseil d'administration désigné sur proposition des Caisses régionales et un Directeur général désigné sur proposition du Groupe Crédit Agricole.

Constatant, outre la présence de dirigeants et d'administrateurs communs, que les règles de gouvernance décrites ci-dessus ne reflètent pas la répartition capitalistique envisagée entre les Caisses régionales et leurs filiales (36 %) et le Groupe Crédit Agricole (64 %), il a été considéré que ce pacte constituait une convention réglementée au sens des dispositions du Code de commerce.

Le pacte d'associés a été signé le 8 juin 2018.

MODALITÉS

Le pacte d'associés précise les règles de gouvernance de la société CA-GIP, tant pour ce qui concerne l'organe de Direction dans ses fonctions exécutives que dans ses fonctions de surveillance, ainsi que de la filiale à constituer prévu au protocole d'accord. Il organise, notamment, les règles relatives au financement de la société et au transfert de titres, ainsi que les éventuelles conditions de sortie d'un associé et les conditions dans lesquelles seront fournies les prestations de service de la société.

◆ Avenant au pacte d'associés portant sur les règles de gouvernance de CA-GIP

PERSONNES CONCERNÉES

- La société Crédit Agricole S.A., actionnaire.
- Monsieur Philippe Brassac, Directeur général de la société Crédit Agricole S.A. et Président du Conseil d'administration de votre société (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 14 mai 2025 et de son mandat au sein du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB le 5 mai 2025).
- Messieurs Jacques Boyer (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank le 3 mai 2021), Paul Carite, Olivier Gavalda (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank le 1er novembre 2022 et à compter de son nouveau mandat de Directeur général de Crédit Agricole S.A depuis le 14 mai 2025 et de celui de Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole CIB depuis le 5 mai 2025), Luc Jeanneau, Odet Triquet, et Mesdames Françoise Gri (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank le 3 mai 2023), Catherine Pourre (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole S.A. le 24 mai 2022) et Laurence Renoult (jusqu'au terme de son mandat chez Crédit Agricole Corporate and Investment Bank le 30 octobre 2021.

NATURE ET OBJET

Pour mémoire, la création de CA-GIP portait sur le rapprochement de certaines activités d'infrastructure et de production informatique du Groupe Crédit Agricole. Dans ce cadre, plusieurs conventions ont été signées dont certaines relevaient du régime des conventions réglementées.

Les parties (Crédit Agricole Technologies et Services, Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole Assurances Solutions, CA Consumer Finance, Crédit Agricole CIB, Crédit Agricole Group Solutions, Crédit Agricole Payment Services, LCL et la Fédération Nationale du Crédit Agricole) ont notamment conclu un pacte d'associés en date du 8 juin 2018 concernant les règles de gouvernance de la société CA-GIP et complétant les dispositions statutaires de celle-ci, l'organisation des relations en tant qu'associés et la détermination des conditions qu'elles entendent respecter en cas de transfert de tout ou partie de leur participation dans le capital de la société CA-GIP.

MODALITÉS

Par ce présent avenant, les parties entendent modifier les clauses et conditions du pacte d'associés initialement conclu aux fins de faciliter le fonctionnement de ses instances de gouvernance :

- fonctionnement du Conseil d'administration de la société CA-GIP ;
- désignation des Présidents des Comités spécialisés (notamment du Comité Audit et Finance) : Art. 2.4.9.1 (c) – Composition du Comité Audit et Finance / Art. 2.4.9.1 (d) – Présidence du Comité Audit et Finance.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 19 mars 2026,

Forvis Mazars S.A.		**PricewaterhouseCoopers Audit**	
Jean Latorzeff	Olivier Gatard	Zineb El Maanni	Bara Naija
Associé	Associé	Associée	Associé

4. ATTESTATION DE RESPONSABILITÉ

Responsable du Document d'enregistrement universel

Jean-François BALAŸ, Directeur général de Crédit Agricole CIB.

Attestation du responsable

J'atteste que les informations contenues dans le présent Document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes annuels sont établis conformément au corps de normes comptables applicable et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion constitué des sections indiquées dans la table de concordance située à la fin de ce document, présente un tableau fidèle de l'évolution et des résultats de l'entreprise et de la situation financière de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées, et qu'il a été établi conformément aux normes d'information en matière de durabilité applicables.

Fait à Montrouge, le 27 mars 2026

Le Directeur général de Crédit Agricole CIB
Jean-François BALAŸ

5. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

5.1. Commissaires aux comptes titulaires et suppléants

Commissaires aux comptes titulaires	
Forvis Mazars Membre du réseau Forvis Mazars	PricewaterhouseCoopers Audit Membre du réseau PricewaterhouseCoopers
Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles Société représentée par : Olivier Gatard et Jean Latorzeff	Membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles Société représentée par : Bara Naija et Zineb El Maanni
Siège social : 45, rue Kléber 92300 Levallois-Perret – France	Siège social : 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mandats des Commissaires aux comptes titulaires	
La société Forvis Mazars a été nommée en qualité de Commissaire aux comptes titulaire chargé de la certification des comptes pour une période de six exercices par l'Assemblée générale des actionnaires tenue le 30 avril 2024. Le mandat de Forvis Mazars prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2030 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.	Le mandat de la société PricewaterhouseCoopers Audit en qualité de Commissaire aux comptes titulaire chargé de la certification des comptes a été renouvelé pour une nouvelle période de six exercices par l'Assemblée générale des actionnaires tenue le 30 avril 2024. En application de l'article L.821-45 du Code de commerce, cette même Assemblée générale a pris acte que le mandat de PricewaterhouseCoopers Audit en qualité de Commissaire aux comptes chargé de la certification des comptes expirera à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire tenue en 2028 et qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Mandats des Commissaires aux comptes suppléants
-

6. GLOSSAIRE

ACRONYMES

ABE
Autorité bancaire européenne (*European Banking Authority - EBA*).

ACPR
Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution. Organe de supervision français de la Banque.

AFEP/MEDEF
Association Française des Entreprises Privées/Mouvement des Entreprises de France.

AIE
Agence internationale de l'énergie.

AMA
Approche par Mesure Avancée.

AMF
Autorité des Marchés Financiers.

BCE
Banque centrale européenne.

CCF
Credit Conversion Factor/Facteur de conversion de crédit.

CCP
Central Counterparty - Chambre de Compensation.

CRD
Capital Requirement Directive. Directive européenne sur les fonds propres réglementaires.

CRR
Capital Requirement Regulation.

CRM
Comité des risques de marché.

CSRD
Corporate Sustainability Reporting Directive.

DMA
Double Materiality Assessment (Analyse de double matérialité)

DOJ
Department of Justice (Ministère de la justice aux États-Unis).

EMEA
Europe, Middle East and Africa.

ESG
Environnement, Social, Gouvernance.

ETI
Entreprise de taille intermédiaire.

FED
Federal Reserve System (Réserve fédérale. Banque centrale des États-Unis).

IAS
International Accounting Standards.

IASB
International Accounting Standards Board.

IFRS
International Financial Reporting Standards (Normes internationales d'information financière).

IRO
Impacts, risques et opportunités.

LIBOR
London Interbank Offered Rate.

MIF
Marchés d'Instruments Financiers.

MIFID
Markets In Financial Instruments European Directive

NGFS
Network for Greening the Financial System.

NZBA
Net-Zero Banking Alliance.

NZE 2050
Scenario Net-Zero Emissions by 2050.

OFAC
Office of Foreign Assets Control (organisme américain de contrôle financier).

ORM
Operational risk manager.

OTC
Over-The-Counter (Marché de gré à gré).

PME
Petite et moyenne entreprise.

PMT
Plan à moyen terme.

RBE
Résultat brut d'exploitation.

RSE
Responsabilité sociale (ou sociétale) d'entreprise.

SBTi
Science-based Target Initiative.

SFDR
Sustainable Finance Disclosure Regulation.

SREP
Supervisory Review and Evaluation Process.

TCFD
Task Force on Climate-related Financial Disclosures.

TPE
Très petites entreprises.

TERMES

ABS – *Asset-Backed securities*

Titre représentatif d'un portefeuille d'actifs financiers (hors prêts hypothécaires) et dont les flux sont basés sur ceux de l'actif ou du portefeuille d'actifs sous-jacents.

Accord de compensation

Contrat par lequel deux parties à un contrat financier (instrument financier à terme), un prêt de titres ou une pension, conviennent de compenser leurs créances réciproques nées de ces contrats, le règlement de celles-ci ne portant alors que sur un solde net compensé, notamment en cas de défaut ou de résiliation. Un accord global de compensation permet d'étendre ce mécanisme aux différentes familles d'opérations, soumises à différents contrats-cadres au moyen d'un contrat chapeau.

Actifs alignés

Les actifs éligibles listés dans les règlements délégués "Climat" deviennent des actifs alignés s'ils répondent aux critères suivants :

- contribuent substantiellement à un ou plusieurs des objectifs environnementaux ;
- ne causent pas de préjudice important aux autres objectifs environnementaux ;
- respectent certaines garanties sociales minimales.

Actifs « éligibles » et « non éligibles »

Les actifs éligibles sont les actifs listés dans les règlements délégués « Climat » comme pouvant répondre à au moins un des six objectifs environnementaux (atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique, utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines, transition vers une économie circulaire, prévention et contrôle de la pollution, protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes). Les autres actifs sont dits non éligibles.

Actifs grevés

Les actifs grevés sont ceux qui sont immobilisés comme garantie, sûreté ou rehaussement de crédit pour une transaction, quelle qu'elle soit.

ANPA – Actif net par action [1]

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable (cf. infra) rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

Agence de notation

Organisme spécialisé dans l'évaluation de la solvabilité d'émetteurs de titres de dettes, c'est-à-dire de leur capacité à honorer leurs engagements (remboursement du capital et des intérêts dans la période contractuelle).

Agence de notation extra-financière

Organisme spécialisé dans l'évaluation de type qualitatif et quantitatif des acteurs économiques selon des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, en utilisant une forme de notation spécifique.

ALM – *Asset and Liability Management* – Gestion Actif-Passif

La gestion Actif-Passif consiste à gérer les risques structurels du bilan (taux, change, liquidité) ainsi que la politique de refinancement afin de protéger la valeur patrimoniale de la banque et/ou sa rentabilité future.

ANC – Actif net comptable (non réévalué) [1]

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

Appétit (appétence) au risque

L'appétit au risque correspond au niveau de risque, par nature et par métier, que le Groupe est prêt à prendre au regard de ses objectifs stratégiques. Il s'exprime aussi bien au travers de critères quantitatifs que qualitatifs. L'exercice d'appétit pour le risque constitue un des outils de pilotage stratégique à la disposition des instances dirigeantes du Groupe.

AT1 – *Additional Tier 1*

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 (*Additional Tier 1*) éligibles sous Bâle 3 correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement. Ils sont sujets à un mécanisme d'absorption des pertes lorsque le ratio CET1 est en dessous d'un certain seuil, fixé dans leur prospectus d'émission.

Autocontrôle

Part détenue par une société dans son propre capital. Les actions détenues en autocontrôle sont privées de droit de vote et n'entrent pas dans le calcul du BNPA ou de l'ANPA, puisqu'elles ne reçoivent pas de dividendes et n'ont pas droit aux réserves.

Backtesting

Méthode consistant à valider la pertinence des modèles et l'adéquation de la VaR (*Value at Risk)* aux risques effectivement supportés.

Bâle III

Nouvelle évolution des standards prudentiels bancaires qui se substitue aux précédents accords de Bâle II en renforçant la qualité et la quantité de fonds propres minimaux que les établissements doivent détenir. Ils mettent également en œuvre des exigences minimales en termes de gestion du risque de liquidité (ratios quantitatifs), définissent des mesures visant à limiter la procyclicité du système financier (coussins de fonds propres qui varient en fonction du cycle économique) ou encore renforcent les exigences relatives aux établissements considérés comme systémiques. Dans l'Union européenne, ces standards prudentiels ont été mis en œuvre via la directive 2013/36/UE (CRD 4 – *Capital Requirement Directive*) et le règlement (UE) n° 575/2013 (CRR – *Capital Requirement Regulation*).

1 *Indicateur alternatif de performance.*

BNPA - Bénéfice net par Action [1]

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente (voir « Dilution »).

Bookrunner

Teneur de livre (dans les opérations de placement).

CCA – Certificat coopératif d'associés

Titres non cotés en bourse, négociables de gré à gré qui ne peuvent être émis que par des sociétés coopératives. Ils peuvent être souscrits par les Sociétaires de la Caisse régionale émettrice et des Caisses locales affiliées. Sans droit de vote, il donne à ses porteurs le droit à l'actif net et à la perception d'un dividende.

CCI - Certificat coopératif d'investissement

Titres sans droit de vote, cotés en bourse, qui ne peuvent être émis que par des sociétés coopératives. Il donne à ses porteurs le droit à l'actif net et à la perception d'un dividende.

CDS - *Credit Default Swap*

Mécanisme d'assurance contre le risque de crédit sous forme d'un contrat financier bilatéral, par lequel un acheteur de protection paie périodiquement une prime à un vendeur de protection qui promet de compenser les pertes sur un actif de référence (titre de dette souveraine, d'institution financière ou d'entreprise) en cas d'évènement de crédit (faillite, défaut de paiement, moratoire, restructuration).

Coefficient d'exploitation [2]

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges d'exploitation par le Produit net bancaire (PNB) ; il indique la part de Produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Collatéral

Actif transférable ou garantie apportée, servant de gage au remboursement d'un prêt dans le cas où le bénéficiaire de ce dernier ne pourrait pas satisfaire à ses obligations de paiement.

Coût du risque

Le coût du risque enregistre les dotations et les reprises de provisions sur les risques bancaires dont notamment les risques de crédit, de contrepartie (créances, titres, engagements hors bilan).

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période).Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Coverage

Couverture au sens suivi des clients.

Covered bond

Obligation collatéralisée. Obligation dont le remboursement et le paiement des intérêts sont assurés par les flux de revenus d'un portefeuille d'actifs de grande qualité qui sert de garantie, souvent un portefeuille de prêts hypothécaires. L'établissement cédant est souvent gestionnaire du paiement des flux aux investisseurs (obligations foncières en France, *Pfandbriefe* en Allemagne). Ce produit est essentiellement émis par des établissements financiers.

CPM - *Credit Portfolio Management*

Couverture du portefeuille de prêt. L'impact des couvertures de prêts valorise les variations de marché de la couverture du risque de crédit et le niveau des réserves qui en découlent.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de non-remboursement.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Crédit Agricole CIB (anglais)/Crédit Agricole BFI (français)

En vision métier, Crédit Agricole *Corporate and Investment Bank* est la Banque de Financement et d'Investissement (BFI) du Groupe Crédit Agricole.

Crédit Agricole CIB S.A. (vision sociale)

Ce périmètre comprend la société mère (Crédit Agricole CIB Paris) et les succursales (cf. section 1.2 « Organigramme simplifié au 31 décembre 2025 » du Chapitre 6 « Comptes consolidés au 31 décembre 2025 » du présent Document d'enregistrement universel). En vision métier, elle regroupe les trois métiers (BFI, Gestion de fortune et Activités hors métiers (AHM)).

Crédit Agricole S.A.

Entité cotée du Groupe Crédit Agricole. Cet ensemble a pour société mère Crédit Agricole S.A. entité sociale. Son périmètre de consolidation comprend les filiales (y compris Crédit Agricole CIB), coentreprises et entreprises associées, qu'elle détient directement ou indirectement.

Crédit Agricole S.A. entité sociale

Entité juridique exerçant la fonction d'organe central et de tête de réseau du Crédit Agricole et assurant l'unité financière du Groupe.

CSRD – *Corporate sustainability reporting directive*

Corporate Sustainability Reporting Directive, est une directive de l'Union européenne, qui vise à étendre et à renforcer les exigences en matière de durabilité pour les entreprises. Elle remplace et étend la portée de la *Non-Financial Reporting Directive* (NFRD) transposée en droit français via l'implémentation de la Déclaration de Performance Extra-Financière (DPEF), afin de couvrir davantage d'entreprises et de fournir des informations plus détaillées

1 *Indicateur alternatif de performance.*
2 *Indicateur alternatif de performance (détail dans la section 1.7 du Chapitre 4 du présent Document d'enregistrement universel).*

et fiables sur les impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

CVA – *Credit Valuation Adjustment*

Le *Credit Valuation Adjustment* (ou ajustement de valeur de crédit) correspond à l'espérance de perte liée au risque de défaut d'une contrepartie et vise à prendre en compte le fait que la totalité de la valeur de marché des transactions ne puisse pas être recouvrée. La méthodologie de détermination du CVA repose essentiellement sur le recours aux paramètres de marché en lien avec les pratiques des opérateurs de marché.

Décote (*haircut*)

Pourcentage qui est déduit de la valeur de marché de titres pour refléter leur valeur dans un environnement de *stress* (risque de contrepartie ou *stress* de marché). L'importance de la décote reflète le risque perçu.

Dépréciation

Constatation comptable d'une moins-value probable sur un actif.

Dérivé

Un titre financier ou un contrat financier dont la valeur évolue en fonction de la valeur d'un actif sous-jacent, qui peut être financier (actions, obligations, devises, etc.) ou non financier (matières premières, denrées agricoles, etc.). Cette évolution peut s'accompagner selon le cas d'un effet démultiplicateur (effet de levier). Les produits dérivés peuvent exister sous forme de titres (warrants, certificats, EMTN structurés, etc.) ou sous forme de contrats (*forwards*, options, swaps, etc.). Les contrats dérivés cotés sont appelés Futures.

DMA – *Double materiality analysis*

L'analyse de double matérialité est un processus obligatoire à mener dans le cadre de la *Corporate Sustainability Reporting Directive* (CSRD) et des normes ESRS (*European Sustainability Reporting Standards*) afin de déterminer les informations à publier dans le rapport de durabilité. Cette approche d'analyse évalue simultanément deux dimensions : la matérialité d'impact (comment les activités de l'entreprise affectent l'environnement et la société) et la matérialité financière (comment les facteurs environnementaux et sociaux affectent la performance financière de l'entreprise). Un enjeu de durabilité répond au critère de la double matérialité s'il présente une matérialité d'impact, une matérialité financière, ou les deux.

DVA – *Debit Valuation Adjustment*

Le *Debit Valuation Adjustment* est le symétrique du CVA et représente l'espérance de perte du point de vue de la contrepartie sur les valorisations passives des instruments financiers. Il reflète l'effet de la qualité de crédit propre de l'entité sur la valorisation de ces instruments.

Dilution

Une opération est dite "dilutive" quand elle réduit la part d'une action dans la valeur liquidative (par exemple l'actif net comptable par action) ou les résultats (par exemple le résultat net par action) d'une entreprise.

Dividende

Le dividende est la part du bénéfice net ou des réserves qui est distribuée aux actionnaires. Son montant est proposé par le Conseil d'administration puis voté par l'Assemblée générale, après l'approbation des comptes de l'exercice écoulé.

EAD – *Exposure At Default*

Valeur exposée au risque : exposition du Groupe en cas de défaut de la contrepartie. L'EAD comprend les expositions inscrites au bilan et en hors-bilan. Les expositions hors bilan sont converties en équivalent bilan à l'aide de facteurs de conversion internes ou réglementaires (hypothèse de tirage).

Écart d'acquisition/survaleur

Un écart d'acquisition ou survaleur est la différence entre le prix d'acquisition d'une entreprise et son actif net réévalué au moment de l'acquisition. Chaque année un test de dépréciation devra être fait, son éventuel impact étant porté au compte de résultat.

EFP – Exigences en Fonds Propres

Les Exigences en Fonds Propres correspondent à 8% des encours pondérés (RWA).

EL – *Expected Loss*

L'*Expected Loss* (ou perte attendue) est la perte susceptible d'être encourue compte tenu de la qualité du montage de la transaction et de toutes mesures prises pour atténuer le risque, telles que les sûretés réelles. Elle s'obtient en multipliant l'exposition en risque (EAD) par la probabilité de défaut (PD) et par le taux de perte (LGD).

Émissions de GES - *Scope* 1, 2, 3

Classification standardisée des émissions de gaz à effet de serre GES d'une entreprise selon trois périmètres :

- *Scope 1* : émissions directes provenant des sources détenues ou contrôlées par l'entreprise (combustion d'énergies fossiles, fuites de gaz frigorigènes) ;
- *Scope 2* : émissions indirectes liées à la consommation d'électricité, de chaleur ou de vapeur achetées ou acquis, consommés par l'entreprise ;
- *Scope 3* : autres émissions indirectes résultant des activités de l'entreprise mais provenant de sources qu'elle ne possède ni ne contrôle, notamment les émissions liées à sa chaîne de valeur amont et aval.

Émission structurée ou produit structuré

Instrument financier combinant un produit obligataire et un instrument (une option par exemple) permettant de s'exposer sur toute sorte d'actif (actions, devises, taux, matières premières). Les instruments peuvent être assortis d'une garantie, totale ou partielle, du capital investi. Le terme « produit structuré » ou « émission structurée » désigne également dans un autre registre des titres résultant d'opérations de titrisation, pour lesquels une hiérarchisation du rang des porteurs est organisée.

Emplois pondérés (EP) / *Risk-Weighted Assets* (RWA)

Ce sont les actifs (crédits, etc.) inscrits au bilan d'une banque, pondérés de façon prudentielle en fonction du risque de perte qu'ils portent et dont le total sert de dénominateur pour déterminer les principaux ratios de solvabilité.

Encours de fortune [1]

Ensemble des actifs gérés par Indosuez Wealth Management.

1 *Indicateur alternatif de performance (détail dans la section 1.7 du Chapitre 4 du présent Document d'enregistrement universel).*

ESRS – *European Sustainability Reporting Standards*

Les *European Sustainability Reporting Standards* sont un ensemble de normes européennes et d'indicateurs définis par la Commission européenne et établis pour encadrer et structurer les reportings de durabilité des entreprises. Entrés en vigueur au 1er janvier 2024 à la suite de l'adoption de la *Corporate sustainability reporting directive* (CSRD), les ESRS visent à fournir une information plus transparente sur les impacts ESG et sont divisés en plusieurs normes couvrant différents aspects des pratiques ESG : les normes transversales (ESRS 1 et ESRS 2), les normes thématiques (environnementales, sociales et de gouvernance) et les normes sectorielles.

Établissement systémique

Le Groupe Crédit Agricole (mais pas Crédit Agricole S.A.), figure dans la liste publiée par le Conseil de stabilité financière (FSB) en novembre 2012, mise à jour en novembre 2024, et qui comprend 30 établissements bancaires mondiaux, dits systémiques. Un établissement systémique devra mettre en place un coussin de fonds propres de base compris entre 1 % et 3,5 % par rapport aux exigences de Bâle 3.

EURIBOR – *Euro Interbank Offered Rate*

L'Euro Interbank Offered Rate (ou Taux interbancaire offert en euro) est le taux de référence du marché monétaire de la zone euro.

Exposition brute

Exposition avant prise en compte des provisions, des ajustements et des techniques de réduction de risque.

FCP – Fonds commun de placement

Type d'OPCVM émettant des parts et n'ayant pas de personnalité juridique. L'investisseur, en achetant des parts, devient membre d'une copropriété de valeurs mobilières mais ne dispose d'aucun droit de vote. Il n'en est pas actionnaire. Un FCP est représenté et géré, sur les plans administratif, financier et comptable par une société de gestion unique qui peut elle-même déléguer ces tâches.

FinTech Finance, Technologie

Une *FinTech* est une entreprise non bancaire utilisant les technologies de l'information et de la communication pour fournir des services financiers.

Fonds propres *Common Equity Tier 1*

Fonds propres de base de catégorie 1 de l'établissement qui incluent principalement le capital social, les primes d'émission associées et les réserves, minorés de déductions réglementaires.

Fonds propres *Tier 1*

Constitués des fonds propres de base de catégorie 1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1.

Ces derniers correspondent aux instruments de dette perpétuelle sans incitation au remboursement, minorés de déductions réglementaires.

Fonds propres *Tier 2*

Fonds propres complémentaires constitués principalement de titres subordonnés minorés de déductions réglementaires.

FReD - Fides, Respect, Demeter

Démarche de déploiement, de pilotage et de mesure des progrès en matière de Responsabilité sociale (ou sociétale) d'entreprise (RSE), FReD est constitué de trois piliers et 19 engagements destinés à renforcer la confiance (Fides), développer les collaborateurs et l'écosystème sociétal (Respect) et préserver l'environnement (Demeter). L'indice FReD mesure chaque année depuis 2011 les progrès réalisés par Crédit Agricole S.A. et ses filiales en matière de RSE. Cet indice est validé chaque année par PricewaterhouseCoopers.

FSB – *Financial stability board*

Le *Financial stability board* (ou Conseil de stabilité financière) a pour mission d'identifier les vulnérabilités du système financier mondial et de mettre en place des principes en matière de régulation et de supervision dans le domaine de la stabilité financière. Il rassemble les gouverneurs, les ministres des finances et les superviseurs des pays du G20. Son objectif premier est donc de coordonner au niveau international les travaux des autorités financières nationales et des normalisateurs internationaux dans le domaine de la régulation et de la supervision des Institutions financières. Créé lors de la réunion du G20 à Londres en avril 2009, le FSB succède au Forum de stabilité financière institué en 1999 à l'initiative du G7.

FVA – *Funding Value Adjustment*

Le *Funding Value Adjustment* reflète les suppléments de coûts et bénéfices liés au financement des instruments dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés. Le FVA est calculé à partir du profil d'expositions futures positives ou négatives des transactions auquel est appliqué un coût de financement.

GAR – *Green Asset Ratio*

Proportion des actifs investis dans des activités économiques durables au sens de la classification de la taxonomie verte européenne.

Gestion d'actifs – *Asset Management*

Métier financier consistant à gérer des valeurs mobilières ou autres actifs, pour compte propre ou pour compte de tiers (clientèle d'institutionnels ou de particuliers). En matière de gestion collective, les actifs sont gérés sous forme de fonds ou dans le cadre de mandats de gestion. Les produits sont adaptés pour répondre aux différentes attentes de la clientèle tant en termes de diversification géographique ou sectorielle, de gestion à court ou long terme que de niveau de risque souhaité.

GFANZ – *Glasgow Financial Alliance for Net Zero*

Organisation faitière des diverses alliances internationales Net Zero, créée en 2021 en vue de la COP26 sur le climat à Glasgow, afin de coordonner les efforts du secteur financier pour atteindre les objectifs climatiques de l'accord de Paris. Les alliances sous l'égide de la GFANZ sont la *Net Zero Banking Alliance* (banques), la *Net Zero Asset Managers Initiative* (gestionnaires d'actifs) et la *Net Zero Asset Owner Alliance* (investisseurs institutionnels).

Gouvernement d'entreprise ou gouvernance

Ce concept recouvre la mise en place dans l'entreprise de l'ensemble des mécanismes assurant la transparence, l'égalité entre actionnaires et l'équilibre des pouvoirs entre management et actionnaires. Ces mécanismes concernent : les modes d'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie, le fonctionnement du Conseil d'administration, l'articulation des différents organes de direction, la politique de rémunération des dirigeants et des cadres.

Green bonds

Une *green bond* est une obligation « environnementale » émise par un organisme qualifié (entreprise, collectivité locale ou organisation internationale) destinée au financement de projets ou activités présentant un bénéfice environnemental. Ces instruments sont par exemple utilisés dans le cadre du financement de l'agriculture durable, de l'énergie renouvelable et de l'immobilier à haute performance énergétique.

Groupe Crédit Agricole
Le Groupe Crédit Agricole est constitué de Crédit Agricole S.A., des Caisses régionales et des Caisses locales.

Groupe Crédit Agricole CIB (vision consolidée)
Le groupe Crédit Agricole CIB est un ensemble se composant de Crédit Agricole CIB S.A. et de ses filiales. Les métiers exercés au sein du groupe sont les métiers de Banque de Financement et d'Investissement (BFI), de Gestion de fortune assuré par Indosuez Wealth Management et du pôle Activités hors métiers (AHM).

HQLA – *High Quality Liquid Assets*
Actifs liquides de haute qualité. Les actifs sont éligibles à la catégorie d'actifs liquides de haute liquidité (HQLA), au sens de la réglementation bancaire CRD 4, s'ils peuvent être facilement et immédiatement transformés en liquidité sans perdre – ou en perdant très peu – de leur valeur et, en général, s'ils peuvent être mobilisés auprès de la Banque centrale pour obtenir du financement. Les caractéristiques principales d'un actif liquide de haute qualité sont : 1) faible risque et volatilité, 2) facilité et certitude de valorisation, 3) faible corrélation avec les actifs risqués, et 4) cotation sur un marché développé et reconnu, de taille conséquente. Le stock d'actifs liquides de haute qualité, pour la partie qui n'est pas déjà utilisée au titre du collatéral, constitue le numérateur du ratio de liquidité à court terme (LCR – *Liquidity Coverage Ratio* –, liquidité en situation de tension – *stress* – à un mois), selon la même réglementation.

IAP – Indicateur alternatif de performance
Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le Résultat Net Part du Groupe (RNPG) sous-jacent ou le *Return on Tangible Equity* (RoTE), à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la Société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

ICAAP – *Internal Capital Adequacy Assessment Process*
Processus prévu dans le Pilier II de l'Accord de Bâle, par lequel le Groupe vérifie l'adéquation de ses fonds propres au regard de l'ensemble des risques encourus.

ILAAP – *Internal Liquidity Adequacy Assessment Process*
Processus d'évaluation interne prévu dans le Pilier II de l'Accord de Bâle, par lequel le Groupe vérifie l'adéquation de sa position en liquidité au regard de l'ensemble des risques encourus.

Indosuez Wealth Management (IWM)
Entité regroupant les activités de Gestion de fortune du groupe Crédit Agricole CIB.

Investisseurs institutionnels
Les investisseurs institutionnels sont des entreprises, organismes publics ou compagnies d'assurance dont une partie de l'activité est axée sur l'investissement en valeurs mobilières comme par exemple les actions de sociétés cotées. Entrent par exemple dans cette catégorie les sociétés de gestion, les assureurs, ainsi que les fonds de pension.

Investment grade
Notation long terme fournie par une agence externe allant de AAA/Aaa à BBB-/Baa3 d'une contrepartie ou d'une émission sous-jacente. Une notation de BB+/Ba1 et en dessous qualifie les instruments *Non Investment Grade*.

IRB – *Internal Rating-Based*
Approche fondée sur les notations pour la mesure des risques de crédit, telle que définie par la réglementation européenne.

IRBA – *Internal Rating Based Approach*
Modèle interne avancé.

IRC – *Incremental Risk Charge*
Charge en capital exigée au titre du risque de changements de *rating* et de défaut des émetteurs à horizon un an pour les instruments de dette du portefeuille de *trading* (*bonds* et CDS). L'IRC est une valeur en risque à 99,9 % c'est-à-dire le plus grand risque obtenu après élimination de 0,1 % des occurrences les plus défavorables.

IRO - Impacts, risques et opportunités
Un IRO désigne l'ensemble des enjeux de durabilité analysés selon une perspective de double matérialité :
- impacts : effets positifs ou négatifs, réels ou potentiels, des activités de l'entité (incluant sa chaîne de valeur amont et aval) sur les personnes et l'environnement, à court, moyen ou long terme.
- risques et opportunités : risques ou opportunités financiers liés à la durabilité, ayant ou pouvant avoir des effets financiers significatifs sur l'entité (flux de trésorerie, situation ou performance financière), à court, moyen ou long terme, y compris ceux découlant de dépendances à l'égard de ressources naturelles, humaines et sociales.

ISR – Investissement socialement responsable
L'Investissement socialement responsable consiste à intégrer de façon systématique et traçable des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance à la gestion financière.

Juste valeur
Montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de marché normales.

LBO – *Leveraged Buyout*
Acquisition par effet de levier.

LCR – *Liquidity Coverage Ratio*
Ratio de liquidité à un mois. Ce ratio vise à favoriser la résilience à court terme du profil de risque de liquidité d'une banque. Le LCR oblige les banques à détenir un stock d'actifs sans risque, liquidable facilement sur les marchés (cf. HQLA), pour faire face aux paiements des flux sortants nets des flux entrants pendant trente jours de crise, sans soutien des Banques centrales.

LGD – *Loss Given Default*
La perte en cas de défaut est le rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment du défaut.

Liquidité
Pour une banque, il s'agit de sa capacité à couvrir ses échéances à court terme. Pour un actif, ce terme désigne la possibilité de l'acheter ou de le vendre rapidement sur un marché avec une décote limitée.

Marge nette d'intérêts
La marge nette d'intérêts, parfois appelée revenu net d'intérêts, est la différence entre les revenus générés par les actifs portant intérêt et le coût de gestion des passifs.

Mark-to-Market

Méthode consistant à valoriser à la juste valeur un instrument financier sur la base de son prix de marché.

MREL – *Minimum Requirement for Own Funds and eligible Liabilities*

Le ratio MREL est défini dans la directive européenne de « Redressement et Résolution des Banques » et correspond à une exigence minimum de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution.

Nature, biodiversité et capital naturel

La nature est un concept plus large que la biodiversité, qui inclut des éléments non vivants du monde physique, tels que l'eau, la terre, les minerais et l'air. La biodiversité fait partie de la nature, et fait référence à tout ce qui est vivant. Selon la Convention sur la diversité biologique (CDB), les trois niveaux du vivant sont les suivants : les écosystèmes, les espèces et les ressources génétiques. Le capital naturel est stock de ressources renouvelables et non-renouvelables qui, associées, fournissent des services à l'humanité.

Notation

Évaluation, par une agence de notation financière (*Moody's, FitchRatings, Standard & Poor's*), du risque de solvabilité financière d'un émetteur (entreprise, État ou autre collectivité publique) ou d'une opération donnée (emprunt obligataire, titrisation, *covered bonds*). La notation a un impact direct sur le coût de levée du capital.

Notation de crédit / *Credit Rating*

Mesure relative de la qualité de crédit, sous la forme d'une opinion émise par une agence de notation financière *(Standard & Poor's, Moody's, Fitch Ratings*, etc.). La notation peut s'appliquer à un émetteur (entreprise, État, collectivité publique) et/ou à des émissions (emprunts obligataires, titrisations, obligations sécurisées, etc.). La notation de crédit peut influencer les conditions de refinancement (en termes de prix et d'accès aux ressources) et l'image de l'émetteur dans le marché (voir « Agence de notation »).

NSFR – *Net Stable Funding Ratio*

Ratio de liquidité à un an. Le ratio NSFR vise à promouvoir la résilience à plus long terme en instaurant des incitations supplémentaires à l'intention des banques, afin qu'elles financent leurs activités aux ressources plus stables, notamment à maturités plus longues. Ce ratio structurel de liquidité à long terme sur une période d'un an, a été conçu pour limiter la transformation, c'est-à-dire le financement d'actifs long terme par des ressources court terme.

OPCVM – Organisme de placement collectif en valeurs mobilières

Un OPCVM est un portefeuille de valeurs mobilières (actions, obligations, etc.) géré par des professionnels (société de gestion) et détenu collectivement par des investisseurs particuliers ou institutionnels. Il existe deux types d'OPCVM, les SICAV (Société d'investissement à capital variable) et les FCP (Fonds commun de placement).

PNB – Produit net bancaire

Le PNB correspond à la différence entre les produits d'exploitation bancaire (intérêts perçus, commissions reçues, plus-values provenant des activités de marchés et autres produits d'exploitation bancaire) et les charges d'exploitation bancaire (intérêts versés par la banque sur ses ressources de refinancement, commissions versées, moins-values provenant des activités de marchés et les autres charges d'exploitation bancaire).

PNB sous-jacent [1]

Le PNB sous-jacent correspond au produit net bancaire publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels).

Point de base (pb)

Un point de base est égal à 0,01 % ou 1/10 000.

Pricing

Détermination du prix.

Raison d'Être

La Raison d'Être du Groupe Crédit Agricole, adoptée comme une mesure pérenne dans le cadre du projet de Groupe arrêté en 2019, engage et irrigue toutes les activités et tous les métiers du Groupe. Elle n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1835 du Code civil selon lequel « les statuts peuvent préciser une raison d'être, constituée des principes dont la société se dote et pour le respect desquels elle entend affecter des moyens dans la réalisation de son activité ».

Ratio *Common Equity Tier 1*

Rapport entre les fonds propres *Common Equity Tier 1* et les actifs pondérés par les risques, selon les règles CRD4/CRR. Les fonds propres *Common Equity Tier 1* ont une définition plus restrictive que dans l'ancien référentiel CRD3 (Bâle II).

Ratio *Core Tier 1*

Rapport entre les fonds propres *Core Tier 1* et les actifs risqués pondérés, selon les règles Bâle II et leur évolution dite Bâle 2.5.

Ratio de levier

Le ratio de levier est un ratio qui se veut simple et qui vise à encadrer la taille du bilan des établissements. Pour ce faire, le ratio de levier met en rapport les fonds propres prudentiels de catégorie 1 (*Tier 1*), le bilan et le hors-bilan comptables, après retraitements de certains postes.

Ratio global ou Ratio de solvabilité

Rapport entre les fonds propres globaux (*Tier 1* et *Tier 2*) et les actifs risqués pondérés.

Ratio *Tier 1*

Rapport entre les fonds propres *Tier 1* et les actifs risqués pondérés.

RBE – Résultat brut d'exploitation

Le RBE est égal au produit net bancaire diminué des charges d'exploitation (charges générales d'exploitation, dont notamment les frais de personnel et autres frais administratifs, dotations aux amortissements).

Résolution

Raccourci de langage pour désigner la « résolution de crises ou de défaillances bancaires ». Dans les faits, pour chaque banque européenne, deux types de plan doivent être établis : un plan préventif de redressement qui est élaboré par les responsables de la banque et un plan préventif de résolution qui est décidé par l'autorité de contrôle compétente. La résolution intervient avant la faillite de la banque pour organiser son démantèlement en bon ordre et éviter le risque systémique.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'obtient à partir du Résultat brut d'exploitation duquel on déduit le coût du risque.

1 *Indicateur alternatif de performance (détail dans la section 1.7 du Chapitre 4 du présent Document d'enregistrement universel).*

Risques

Les principaux risques propres à l'activité de Crédit Agricole CIB sont listés et explicités ci-après :

Risques de crédit

- **Risque de crédit et de contrepartie** *corporate* **& institutions financières :** risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même groupe de clients liés sur le périmètre grande clientèle, hors le risque de concentration sectorielle et individuelle ou risque émetteur.
- **Risque de concentration sectorielle et individuelle :** risque découlant de l'exposition à des contreparties considérées comme un même groupe de clients liés, à des contreparties opérant dans le même secteur économique ou la même zone géographique, ou de l'octroi de crédits portant sur la même activité, ou de l'application de techniques de réduction du risque de crédit, notamment de sûretés émises par un même émetteur.
- **Risque pays et souverain :** risque de crédit lié aux expositions par pays et sur les souverains, y compris le risque de concentration des expositions dans les portefeuilles de crédit et de placement :
  - le risque pays est le risque qu'une dégradation de l'environnement, de la situation économique, financière, politique ou sociale d'un pays affecte les activités de la Banque et la qualité de nos contreparties dans ce pays ;
  - le risque souverain mesure les pertes qu'encourt Crédit Agricole CIB au titre de ses engagements sur une contrepartie souveraine en cas de défaillance de celle-ci ou du fait de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles.
- **Risque de contrepartie sur opérations de marché :** risque encouru en cas de défaillance ou de dégradation de qualité de crédit d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même groupe de clients liés, au titre des contrats financiers (au sens de l'art L 211.1 du Code Monétaire et Financier) conclus avec ces contreparties.
- **Risque de titrisation :** risque de crédit induit par les opérations de titrisation dans lesquelles Crédit Agricole CIB intervient en qualité d'investisseur, d'initiateur ou de *sponsor*, y compris les risques de réputation tels que ceux survenant en liaison avec des structures ou des produits complexes.

Risques financiers

- **Risque de taux d'intérêt global** : risque de perte sur la marge nette d'intérêt future suite à un *stress* de taux. Ce risque reflète les impacts potentiels des mouvements de taux sur la marge de taux d'intérêt, le produit net bancaire et les fonds propres.
- **Risque de liquidité** regroupe :
  - le risque de prix de la liquidité : risque de surcoût financier induit par une variation du *spread* de refinancement ;
  - le risque de disponibilité de la liquidité : risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements.
- **Risque de variation de valeur du portefeuille titres ou risque émetteur :** risque de diminution de valeur des titres détenus en *banking book* (hors titres de participations) et comptabilisés à la juste valeur dont l'acquisition est réalisée dans le but de générer un rendement et/ou gérer les réserves de liquidité.
- **Risque de marché :** risque de perte de valeur d'instruments financiers, résultant des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt, ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tout autre actif, tels que les actifs immobiliers.
- **Risque de variation de valeur des participations :** risque de diminution de valeur des prises de participation dans le cadre d'une activité de capital investissement ou avec l'intention d'exercer une influence notable sur une société (les portefeuilles de titres de *trading* et de placement, les entités détenues à 100% de type SPV et les sociétés non financières sont exclus du périmètre).
- **Risque de change** *Banking book* **:** risque découlant des positions de change structurelles (participations), le risque de change opérationnel étant systématiquement couvert.
- **Risque de transformation :** apparaît dès lors que des actifs sont financés par des ressources dont la maturité est différente. De par leur activité traditionnelle consistant à transformer des ressources dont la maturité est courte en des emplois de durées plus longues, les banques sont naturellement confrontées au risque de transformation qui entraîne lui-même un risque d'illiquidité et de taux d'intérêt. On parle de transformation quand les actifs ont une maturité plus longue que les passifs et d'anti-transformation dès lors que des actifs sont financés par des ressources dont la maturité est plus longue.

Risques opérationnels

- **Risque de non-conformité :** risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, découlant du non-respect des dispositions relatives aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législatives, règlementaires, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance. Cette sous-catégorie de risque inclut également le risque de fraude interne et externe et le risque de mauvaise conduite.
- **Risque juridique :** risque de tout litige avec une contrepartie, résultant de toute imprécision, lacune ou insuffisance susceptible d'être imputable à l'entreprise assujettie au titre de ses opérations. Il recouvre donc :
  - le risque légal, c'est-à-dire le non-respect des dispositions légales ou règlementaires, qui encadrent l'exercice des activités de la Banque partout où elle exerce et en conditionne la légalité, la validité et l'opposabilité aux tiers ;
  - le risque contractuel, c'est-à-dire le risque d'inadéquation, par imprécision, lacune ou insuffisance, de la documentation contractuelle aux opérations traitées, l'amenant à ne pas traduire de façon complète et claire la volonté.
- **Autres risques opérationnels (y compris risque comptable) :** au-delà de la sous-catégorie mentionnée ci-dessus : risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'évènements extérieurs ; les risques opérationnels incluent notamment les risques liés à des évènements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact ainsi que les risques sécurité des systèmes d'information et les risques physiques.

Autres risques

- **Risques business** recouvre deux risques spécifiques :
  - le risque stratégique : risque lié à des pertes, baisses des recettes ou de résultat en raison de décisions liées à nos choix stratégiques et/ou notre positionnement concurrentiel ;
  - le risque systémique : risque global lié à l'environnement macroéconomique, politique et réglementaire (notamment prudentiel et fiscal).
- **Risque climatique** recouvre :
  - les risques physiques résultant des dommages directement causés par les phénomènes météorologiques et climatiques (risques aigus, de type catastrophe naturelle, et risques chroniques, liés à des changements à plus long terme des modèles climatiques) ;
  - les risques de transition énergétique résultant des effets de la mise en place d'un modèle économique bas-carbone (risques réglementaires et juridiques, technologiques, de marché et risque de réputation).

RNPG – Résultat net part du groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent [1]

Le RNPG sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels) afin de faciliter la compréhension du résultat réel de la société.

SFDR - *Sustainable Finance Disclosure Regulation*

Le SFDR est un règlement européen de transparence qui oblige les gestionnaires d'actifs à divulguer comment ils intègrent les critères ESG dans leurs placements. Il classe les fonds en 3 catégories :

- Article 9 : fonds à objectif d'investissement durable ;
- Article 8 : fonds prenant en compte des critères ESG ;
- Article 6 : fonds sans objectif durable ni critères ESG déclarés.

Social bonds

Un *social bond* est une obligation "sociale" émise par un organisme qualifié (entreprise, collectivité locale ou organisation internationale) destinée au financement de projets ou activités présentant un impact social positif. Ces instruments sont par exemple utilisés dans le cadre du financement du développement économique des territoires, de l'inclusion et l'autonomie sociale, de l'accès aux services de santé.

Sociétaire

Les Sociétaires souscrivent les parts sociales qui constituent le capital des Caisses locales. Les Caisses locales, via les Sociétaires, détiennent le capital de la Caisse régionale à laquelle elles sont affiliées. Ils perçoivent une rémunération au titre de leurs parts sociales dont les intérêts sont plafonnés par la loi. Les Sociétaires sont réunis annuellement en Assemblée générale : ils approuvent les comptes des Caisses locales et élisent les administrateurs. Chaque Sociétaire individuel dispose d'une voix à ces Assemblées quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

SICAV – Société d'investissement à capital variable

Une société d'investissement à capital variable est une catégorie d'OPCVM qui permet aux investisseurs d'investir dans un portefeuille d'actifs financiers, sans détenir directement ces actifs et de diversifier leurs placements. Elles gèrent un portefeuille de valeurs et sont spécialisées par exemple sur un marché, une classe d'actifs, un thème d'investissement ou un secteur. En matière fiscale, une part de SICAV est assimilable à une action.

Solvabilité

C'est la mesure de la capacité d'une entreprise ou d'un particulier à payer ses dettes sur le moyen et long terme. Pour une banque, la solvabilité correspond, notamment, à sa capacité à faire face aux pertes que les risques qu'elle porte, sont susceptibles d'engendrer. L'analyse de la solvabilité se distingue de l'analyse de la liquidité : la liquidité de l'entreprise est son aptitude à faire face à ses échéances financières dans le cadre de son activité courante, à trouver de nouvelles sources de financement et à assurer ainsi à tout moment l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses. Pour une banque, la solvabilité est encadrée par la directive CRD 4 et le règlement CRR.

Spread de crédit

Marge actuarielle (écart entre le taux de rentabilité actuariel d'une obligation et celui d'un emprunt sans risque de durée identique).

Spread émetteur

Marge actuarielle représentant l'écart entre le taux de rentabilité actuariel auquel le Groupe Crédit Agricole peut emprunter et celui d'un emprunt sans risque de durée identique.

Stress test ou test de résistance

Exercice consistant à simuler des conditions économiques et financières extrêmes afin d'en étudier les conséquences sur les bilans, comptes de résultat et solvabilités des banques afin de mesurer leur capacité de résistance à de telles situations.

Stress tests de marché

Pour l'évaluation des risques de marché, parallèlement au modèle interne de VaR et SVaR, le Groupe calcule une mesure de ses risques en *stress test* de marché, pour prendre en compte des perturbations de marché exceptionnelles, qui s'appuient sur 26 scénarios historiques, ainsi que sur 8 scénarios théoriques.

SVaR – *Stressed Value at Risk*

Valeur en risque *stressée*. Identique à celle de l'approche VaR, la méthode calcul consiste en une « simulation historique » avec des chocs « 1 jour » et un intervalle de confiance à 99 %. Contrairement à la VaR qui utilise les 260 scénarios de variation journalière de l'année glissante, la VaR *stressée* utilise une fenêtre historique fixe d'un an correspondant à une période de tensions financières significatives.

Swap

Accord entre deux contreparties pour l'échange d'actifs ou des revenus d'un actif contre ceux d'un autre jusqu'à une date donnée.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux directeur

Taux d'intérêt fixés par la Banque centrale d'un pays ou d'une union monétaire, et qui permettent à celle-ci de réguler l'activité économique. C'est le principal outil utilisé par les Banques centrales pour remplir leur mission de régulation de l'activité économique : inflation pour la Banque centrale européenne (BCE), inflation et stimulation de la croissance pour la Réserve fédérale américaine (FED).

Taxonomie européenne

Système de classification établi par le règlement (UE) 2020/852 qui définit les critères permettant de qualifier une activité économique de « durable sur le plan environnemental ». Elle établit qu'une activité est considérée comme verte si elle contribue substantiellement à au moins un des six objectifs environnementaux de l'UE (atténuation et adaptation au changement climatique, protection des ressources aquatiques, économie circulaire, prévention de la pollution, protection de la biodiversité), sans nuire significativement aux autres objectifs et en respectant des garanties sociales minimales. Cet outil vise à orienter les investissements vers la transition écologique, renforcer la transparence des marchés financiers et

1 *Indicateur alternatif de performance (détail dans la section 1.7 du Chapitre 4 du présent Document d'enregistrement universel).*

lutter contre l'écoblanchiment, notamment via des obligations de *reporting* pour les entreprises et investisseurs.

TCFD – *Task Force on Climate-related Financial Disclosures*

La TCFD a été créée par le G20 lors de la COP21 pour définir 11 recommandations concernant la transparence financière des entreprises en matière de gestion du risque climatique.

Titres subordonnés

Les titres subordonnés sont des titres émis par une société, dont la rémunération et/ou le remboursement du capital sont subordonnés à un évènement (par exemple au paiement d'un dividende, ou réalisation d'un bénéfice).

Titrisation

Opération consistant à transférer un risque de crédit (créances de prêts) à un organisme qui émet, à cette fin, des titres négociables souscrits par des investisseurs. Cette opération peut donner lieu à un transfert des créances (titrisation physique) ou au seul transfert des risques (dérivés de crédit). Les opérations de titrisation peuvent, selon les cas, donner lieu à une subordination des titres (tranches).

TLAC – *Total Loss Absorbing Capacity*

Le ratio TLAC a été élaboré à la demande du G20 par le Conseil de stabilité financière. Il vise à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de perte et de recapitalisation des banques systémiques (G-SIB).

TLTRO – *Targeted long-term refinancing operations*

Les TLTRO sont des opérations ciblées de financement long-terme (quatre ans puis trois ans) accordées par la BCE aux établissements de crédit de la zone euro. La BCE offre donc des prêts à plus long terme à des coûts avantageux à condition que ces fonds servent à financer l'économie. Pour bénéficier des conditions assouplies (des taux d'intérêt plus favorables pouvant aller jusqu'à -1%), les établissements de crédit doivent démontrer un taux de croissance cible des crédits octroyés aux entreprises et aux ménages. Trois opérations de TLTRO ont été menées : 2014, 2016 et 2019. Suite au changement des conditions de rémunération de ces opérations décidé par la BCE au quatrième trimestre 2022, les banques ont procédé à des remboursements anticipés sur une part importante des prêts.

TNFD – *Taskforce on Nature-Related Financial Disclosures*

La TNFD a été lancée en 2021 avec pour objectif de formuler des recommandations concernant la transparence financière des organisations en matière de gestion des impacts liés à la nature.

TSDI – Titres subordonnés à durée indéterminée

Émission subordonnée dont la durée est infinie, le remboursement se faisant au gré de l'émetteur, à partir d'une certaine échéance.

TSS – Titres super-subordonnés

Émission subordonnée de caractère perpétuel entraînant une rémunération perpétuelle. Leur durée indéterminée provient de l'absence d'un engagement contractuel de remboursement qui s'effectue au gré de l'émetteur. En cas de liquidation, ils sont remboursés après les autres créanciers.

UGT – Unité génératrice de trésorerie

C'est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, selon la norme comptable IAS 36. « Selon les normes IFRS, une société doit définir un nombre le plus important possible d'unités génératrices de trésorerie (UGT) la composant, ces UGT doivent être largement indépendantes dans leurs opérations et l'entreprise doit allouer ses actifs à chacune de ces UGT. C'est à l'échelle de ces UGT que se font les tests de valeur (*impairment tests)* ponctuellement s'il y a des raisons de penser que leur valeur a baissé ou chaque année si elles comprennent du *goodwill* ».

VaR – *Value at Risk*

La Valeur en risque est un indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par Crédit Agricole CIB, en particulier dans ses activités de *trading* (VaR à 99 % sur 10 jours conforme au modèle interne réglementaire). Elle correspond au plus grand risque obtenu après élimination de 1 % des occurrences les plus défavorables sur un an d'historique.

Volatilité

La volatilité mesure l'ampleur des fluctuations du prix d'un actif et donc son risque. Elle correspond à l'écart-type des rentabilités instantanées de l'actif sur une certaine période.

7. TABLE DE CONCORDANCE

TABLE DE CONCORDANCE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

La présente table de concordance reprend les rubriques prévues par l'annexe 1 (sur renvoi de l'annexe 2) du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil abrogeant le règlement (CE) n°809/2004 (annexe I) de la Commission et pris en application de la directive dite « Prospectus ». Elle renvoie aux pages du présent Document d'enregistrement universel où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

	Annexe 1 du règlement délégué	N° de page du présent Document d'enregistrement universel[1]
1.	**Personnes responsables**	
	1.1 Identité des personnes responsables	515
	1.2 Déclaration des personnes responsables	515
	1.3 Attestation ou rapport des personnes intervenant en qualité d'experts	Néant
	1.4 Informations provenant d'un tiers	Néant
	1.5 Déclaration relative à l'autorité compétente	Néant
2.	**Contrôleurs légaux des comptes**	
	2.1 Identité des contrôleurs légaux	516
	2.2 Changement éventuel	516
3.	**Facteurs de risque**	**242 à 252**
4.	**Informations concernant l'émetteur**	
	4.1 Raison sociale et nom commercial	338 ; 500 ; 506
	4.2 Lieu, numéro d'enregistrement et LEI	338 ; 500 ; 506
	4.3 Date de constitution et durée de vie	500 ; 506
	4.4 Siège social et forme juridique, législation régissant les activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire, site web avec un avertissement	338 ; 500 ; 506
5.	**Aperçu des activités**	
	5.1 Principales activités	19 à 23 ; 229 à 230 ; 404 à 405
	5.2 Principaux marchés	16 ; 19 à 23 ; 404 à 405 ; 469 à 470
	5.3 Évènements importants dans le développement des activités	18 ; 507
	5.4 Stratégie et objectifs	6 à 7 ; 18 ; 27 ; 38 à 49 ; 64 ; 66 à 71 ; 74 à 75 ; 79 à 86 ; 96 à 97 ; 122 ; 127 à 131 ; 233 ; 254
	5.5 Dépendance à l'égard des brevets, licences, contrats et procédés de fabrication	292 ; 417 ; 481
	5.6 Déclaration sur la position concurrentielle	6 à 7 ; 18 ; 40 ; 227 à 230 ; 248 à 252 ; 254 ; 524
	5.7 Investissements	
	5.7.1 Investissements importants réalisés	225 ; 367 ; 437 à 441 ; 506
	5.7.2 Principaux investissements en cours ou à venir	506
	5.7.3 Informations sur les co-entreprises et entreprises associées	437 à 438
	5.7.4 Questions environnementales pouvant influer sur l'utilisation des immobilisations corporelles	65 à 94
6.	**Structure organisationnelle**	
	6.1 Description sommaire du Groupe	4 à 5 ; 8 à 9 ; 340
	6.2 Liste des filiales importantes	339 ; 439 à 441 ; 473
7.	**Examen de la situation financière et du résultat**	
	7.1 Situation financière	227 à 230 ; 343 à 348 ; 458 à 459
	7.1.1 Évolution des résultats et de la situation financière comportant des indicateurs clés de performance de nature financière et le cas échéant, extra-financière	82 à 86 ; 225 à 230 ; 343 à 348 ; 458 à 459
	7.1.2 Prévisions de développement futur et activités en matière de recherche et de développement	232 à 233
	7.2 Résultat d'exploitation	227 à 230 ; 237 ; 343 ; 459
	7.2.1 Facteurs importants, évènements inhabituels, peu fréquents ou nouveaux développements	225 à 226; 367 ; 506 à 507
	7.2.2 Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	Néant
8	**Trésorerie et capitaux**	

1 *Néant : information non disponible dans le présent Document d'enregistrement universel ; N/A : non applicable au périmètre de Crédit Agricole CIB.*

	Annexe 1 du règlement délégué	N° de page du présent Document d'enregistrement universel[1]
	8.1 Informations sur les capitaux	6 ; 15 ; 231 ; 235 à 238 ; 295 à 308 ; 345 à 347 ; 418 à 420; 458 ; 482
	8.2 Flux de trésorerie	348
	8.3 Besoins de financement et structure de financement	288 à 289 ; 332 ; 390 à 391
	8.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux	295 à 308 ; 437 à 438 ; 442 à 444
	8.5 Sources de financement attendues	506
9.	**Environnement règlementaire**	
	9.1 Description de l'environnement réglementaire pouvant influer sur les activités de la Société	249 à 250 ; 297 ; 350 à 367
10.	**Informations sur les tendances**	
	10.1 Description des principales tendances et de tout changement significatif de performance financière du Groupe depuis la fin du dernier exercice	232 ; 507
	10.2 Évènements susceptibles d'influer sensiblement sur les perspectives	232 ; 507
11.	**Prévisions ou estimations du bénéfice**	
	11.1 Prévisions ou estimations du bénéfice publiées	Néant
	11.2 Déclaration énonçant les principales hypothèses de prévisions	Néant
	11.3 Déclaration de comparabilité avec les informations financières historiques et de conformité des méthodes comptables	Néant
12.	**Organes d'administration, de direction, de surveillance et de direction générale**	
	12.1 Informations concernant les membres	157 à 219
	12.2 Conflits d'intérêts	172 à 173 ; 209
13.	**Rémunération et avantages**	
	13.1 Rémunération versée et avantages en nature	114 à 115 ; 120 ; 210 à 217 ; 333 ; 422 à 424 ; 488
	13.2 Provisions pour pensions, retraites et autres avantages du même ordre	210 à 217 ; 360 à 361 ; 422 à 424 ; 468 ; 488
14.	**Fonctionnement des organes d'administration et de direction**	
	14.1 Date d'expiration des mandats	162 à 165 ; 170 ; 186 à 207
	14.2 Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction	209
	14.3 Informations sur les Comités d'audit et de rémunérations	178 à 180 (audit) ; 184 à 185 (rémunérations)
	14.4 Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	161
	14.5 Modifications futures potentielles sur la gouvernance d'entreprise	Néant
15.	**Salariés**	
	15.1 Nombre de salariés	6 ; 16 ; 97 à 99 ; 117 ; 422 ; 488
	15.2 Participations et *stock-options*	360 à 361 ; 424
	15.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital	218
16.	**Principaux actionnaires**	
	16.1 Actionnaires détenant plus de 5% du capital	418
	16.2 Existence de droits de vote différents	218 ; 418 ; 504
	16.3 Contrôle direct ou indirect	218
	16.4 Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	218
17.	**Transactions avec les parties liées**	**341 à 342 ; 437 à 438 ; 483**
18.	**Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de la Société**	
	18.1 Informations financières historiques	
	18.1.1 Informations financières historiques auditées pour les trois derniers exercices et rapport d'audit	15 à 16 ; 237 ; 335 à 496
	18.1.2 Changement de date de référence comptable	Néant
	18.1.3 Normes comptables	350 à 367 ; 460 à 468
	18.1.4 Changement de référentiel comptable	Néant
	18.1.5 Bilan, compte de résultat, variation des capitaux propres, flux de trésorerie, méthodes comptables et notes explicatives	15 ; 227 à 231 ; 343 à 454; 458 à 496
	18.1.6 États financiers consolidés	335 à 454
	18.1.7 Date des dernières informations financières	15 à 16 ; 335 ; 455
	18.2 Informations financières intermédiaires et autres (rapports d'audit ou d'examen le cas échéant)	446 à 454 ; 490 à 496
	18.3 Audit des informations financières annuelles historiques	
	18.3.1 Audit indépendant des informations financières annuelles historiques	446 à 454 ; 490 à 496
	18.3.2 Autres informations auditées	Néant
	18.3.3 Informations financières non auditées	Néant
	18.4 Informations financières pro forma	Néant

1 *Néant : information non disponible dans le présent Document d'enregistrement universel ; N/A : non applicable au périmètre de Crédit Agricole CIB.*

	Annexe 1 du règlement délégué	N° de page du présent Document d'enregistrement universel[1]
	18.5 Politique de distribution de dividendes	
	18.5.1 Description de la politique de distribution des dividendes et de toute restriction applicable	419
	18.5.2 Montant du dividende par action	237 ; 419
	18.6 Procédures administratives, judiciaires et d'arbitrage	291 à 292 ; 416 à 417 ; 479 à 481
	18.7 Changement significatif de la situation financière	507
19.	**Informations complémentaires**	
	19.1 Informations sur le capital social	
	19.1.1 Montant du capital souscrit, nombre d'actions émises et totalement libérées et valeur nominale par action, nombre d'actions autorisées	218 ; 237 à 238 ; 418 à 419 ; 500 à 501
	19.1.2 Informations relatives aux actions non représentatives du capital	Néant
	19.1.3 Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par la société	Néant
	19.1.4 Valeurs convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	Néant
	19.1.5 Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	Néant
	19.1.6 Option ou accord conditionnel ou inconditionnel de tout membre du groupe	Néant
	19.1.7 Historique du capital social	237 à 238
	19.2 Acte constitutif et statuts	
	19.2.1 Registre et objet social	338 ; 500 à 506
	19.2.2 Droits, privilèges et restrictions attachées à chaque catégorie d'actions	218 ; 500 à 501
	19.2.3 Dispositions ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	218
20	**Contrats importants**	**507**
21	**Documents disponibles**	**507**

En application de l'annexe I du règlement européen 2017/1129, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes consolidés et annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion de Crédit Agricole CIB figurant respectivement aux pages 406 à 514 et 526 à 559, aux pages 515 à 521 et 560 à 565 et aux pages 285 à 298 du Document d'enregistrement universel 2024 de Crédit Agricole CIB déposé auprès de l'AMF le 25 mars 2025 sous le numéro D.25-0148. L'information est disponible sur le lien suivant : Document d'enregistrement universel 2024.

En application de l'annexe I du règlement européen 2017/1129, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes consolidés et annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion de Crédit Agricole CIB figurant respectivement aux pages 279 à 387 et 400 à 434, aux pages 388 à 394 et 435 à 440 et aux pages 159 à 172 du Document d'enregistrement universel 2023 de Crédit Agricole CIB déposé auprès de l'AMF le 25 mars 2024 sous le numéro D.24-0163. L'information est disponible sur le lien suivant : Document d'enregistrement universel 2023.

Les parties du Document d'enregistrement universel 2024 et du Document d'enregistrement universel 2023 non visées ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent Document d'enregistrement universel.

Tous les documents incorporés par référence dans le présent Document ont été déposés après de l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent Document. Ces documents sont publiés sur le site internet de l'Émetteur (https://www.ca-cib.fr/fr/informations-financieres-et-reglementees) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

LA TABLE THÉMATIQUE SUIVANTE PERMET D'IDENTIFIER LES INFORMATIONS RELEVANT DE L'INFORMATION RÉGLEMENTÉE AU SENS DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF CONTENUES DANS LE PRÉSENT DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

Le présent Document d'enregistrement universel, publié sous la forme d'un rapport annuel, intègre l'ensemble des éléments constituant le Rapport financier annuel 2024 mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier ainsi qu'à l'article 222-3 du Règlement général de l'AMF :

▶ Table de concordance avec le rapport de gestion[1]

Textes de référence	Éléments requis	N° de page du présent Document d'enregistrement universel[2]
1. Situation et activité de la Société		
Code de commerce, articles L. 232-1 II 1°, et L. 233-6 aL. 2 et L. 233-26	Situation de la société et analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société, notamment sa situation d'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires ; Présentation le cas échéant, de l'activité et des résultats de ses filiales et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité	13 à 23 ; 221 à 238 ; 335 à 496
Code de commerce, articles L. 232-1 II 1°, et L. 233-6 aL. 2 et L. 233-26	Évolution prévisible de la situation de la société et perspectives d'avenir	232 à 233 ; 507
Code de commerce, articles L. 232-1 II 1°, et L. 233-6 aL. 2 et L. 233-26	Évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le Rapport de gestion est établi	507
Code de commerce, articles L. 232-1 II et L. 233-26	Activités en matière de recherche et de développement	Néant
Code de commerce, articles L. 232-1 II et L. 233-26	Succursales existantes	339 ; 439 à 441
Code de commerce, articles L. 232-1 II et L. 233-26	Indicateurs clés de performance de nature financière	6 à 7 ; 15 à 16 ; 223 à 224 ; 241 ; 337 ; 457
Code de commerce, article L. 233-6 al. 1	Prise de participation dans une société ayant son siège social en France sur le territoire français	473
Code de commerce, articles L. 233-29, L. 233-30 et R. 233-19	Aliénation des participations croisées	Néant
Code de commerce, article R. 225-102	Tableau faisant apparaître les résultats de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices	237
Code de commerce, articles L. 441-14 et D. 441-6	Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients	136 ; 236
Code monétaire et financier, articles L. 511-6 al. 2 et R. 511-2-1-3	Montant des prêts inter-entreprises consentis et déclaration du Commissaire aux comptes	Néant
2. Risques		
Code de commerce, articles L. 232-1 II et L.233-26	Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée	242 à 252
Code de commerce, articles L. 232-1 II et L.233-26	Objectifs et politique en matière de couverture de chaque catégorie de transaction et exposition de la société aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie. Les indications comprennent l'utilisation par la société des instruments financiers	239 à 334 ; 340 à 341 ; 367 à 386 ; 390 à 396 ; 467
Code de commerce, article L. 225-102-1	Plan de vigilance et compte-rendu de sa mise en œuvre effective	28
Code de commerce articles L. 232-1 II et L. 233-26	Informations sur les ressources incorporelles essentielles, la manière dont le modèle commercial de la Société dépend de ces ressources et en quoi elles constituent une source de création de valeur pour elle	41
Code de commerce, article L. 22-10-35	Incidences des activités de la société quant à la lutte contre l'évasion fiscale ; actions visant à promouvoir le lien entre la Nation et ses forces armées et à soutenir l'engagement dans les réserves de la garde nationale ; actions visant à promouvoir l'engagement des citoyens dans la démocratie locale et, le cas échéant, le bénéfice du label « employeur partenaire de la démocratie locale »	Néant
3. Actionnariat et capital		
Code de commerce, articles L. 233-12 et L. 233-13	Structure, évolution du capital de la société et franchissement de seuils	218 ; 237 à 238 ; 418 à 419 ; 500 à 501
Code de commerce, articles L. 225-211 et R. 225-160	Acquisition et cession par la société de ses propres actions	218
Code de commerce, article L. 225-102 al. 1	État de la participation des salariés au capital social	218
Code de commerce, article R. 228-91	Mention des ajustements éventuels pour les titres donnant accès au capital en cas de rachats d'actions ou d'opérations financières	218

1 Les informations relatives aux événements postérieurs au Conseil d'administration du 30 janvier 2026 ne font pas partie du rapport de gestion.
2 Néant : information non disponible dans le présent Document d'enregistrement universel ; N/A : non applicable au périmètre de Crédit Agricole CIB.

Textes de référence	Éléments requis	N° de page du présent Document d'enregistrement universel[2]
Code monétaire et financier, articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1, Règlement AMF article 223-26	Informations sur les opérations des dirigeants et personnes liées sur les titres de la société	210
Code général des impôts, article 243 bis	Montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices	237 ; 346 à 347 ; 419 ; 482
4. Présentation de l'état de durabilité		
Code de commerce, articles L. 233-28-4 et R233-16-3 et suivants	Informations consolidées en matière de durabilité	25 à 156
Code de commerce, articles L. 233-28-4 et L.821-54	Rapport des certificateurs sur le rapport de durabilité groupe	152 à 156
5. Informations complémentaires requises pour l'établissement du rapport de gestion		
Code de commerce, article L. 464-2	Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles	291 à 292 ; 416 à 417 ; 479 à 481
Code de commerce, article L. 22-10-71	Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport sur le gouvernement d'entreprise/attestation concernant les mentions dues au titre du L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-11	492

TABLE DE CONCORDANCE AVEC LE RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Textes de référence		N° de page du présent Document d'enregistrement universel [1]
1. Informations sur les rémunérations		216 à 217
2. Informations sur la gouvernance		
Code de commerce, article L. 225-37-4, 1°	Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice	186 à 207
Code de commerce, article L. 225-37-4, 2°	Conventions conclues entre un dirigeant ou un actionnaire significatif et une filiale (à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales)	210
Code de commerce, article L. 225-37-4, 3°	Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée générale des actionnaires en matière d'augmentation de capital	218
Code de commerce, article L. 225-37-4, 4°	Modalités d'exercice de la Direction générale	162
Code de commerce, article L. 22-10-10, 1°	Composition, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil	161 à 210 ; 213
Code de commerce, article L. 22-10-10, 2°	Politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration (genre, âge, handicap, qualifications, expérience professionnelle, etc.)	30 ; 168 à 169
Code de commerce, article L. 22-10-10, 3°	Éventuelles limitations que le Conseil d'administration apporte aux pouvoirs du Directeur général	170
Code de commerce, article L. 22-10-10, 4°	Référence à un Code de gouvernement d'entreprise et application du principe « *comply or explain* »	217
Code de commerce, article L. 22-10-10, 5°	Modalités particulières de la participation des actionnaires à l'Assemblée générale	217 ; 504 à 505
Code de commerce, article L. 22-10-10, 7°	Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière	218 ; 259 à 270
Code de commerce, article L. 22-10-11 **3. Informations susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange**		
	Structure du capital de la société	218 ; 418
	Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 du Code de commerce	218 ; 500 à 501
	Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 du Code de commerce	218 ; 418
	Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits spéciaux et la description de ceux-ci	218
	Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote	218

1 & 2 Néant : information non disponible dans le présent Document d'enregistrement universel ; N/A : non applicable au périmètre de Crédit Agricole CIB.

Textes de référence		N° de page du présent Document d'enregistrement universel [1]
	Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société	171 à 172 ; 182 à 183 ; 218 ; 502 à 504
	Pouvoirs du Conseil d'administration, en particulier en ce qui concerne l'émission ou le rachat d'actions	218 ; 171 à 172
	Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts	218
	Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange	216 à 218

TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Rubriques	Articles	N° de page du présent Document d'enregistrement universel
Rapport financier annuel	L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et 222-3 du règlement général de l'AMF	
1. Comptes annuels		455 à 496
2. Comptes consolidés		335 à 454
3. Rapport de gestion intégrant l'état de durabilité		Cf. Table de concordance du Rapport de gestion
4. Rapport du certificateur sur les informations en matière de durabilité		152 à 156
5. Rapport sur le gouvernement d'entreprise		Cf. Table de concordance du Rapport sur le Gouvernement d'entreprise
6. Déclaration des personnes responsables du rapport financier annuel		515
7. Rapports des contrôleurs légaux des comptes sur les comptes sociaux et les comptes consolidés		446 à 454 ; 490 à 496

CRÉDIT AGRICOLE
CORPORATE & INVESTMENT BANK

12, place des États-Unis - CS 70052
92547 MONTROUGE CEDEX - France

Tél. : +33 (0)1 41 89 00 00
www.ca-cib.fr

Le présent document est disponible sur le site de Crédit Agricole CIB *(www.ca-cib.fr)*
et sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers *(www.amf-france.org).*

Design & production : Crédit Agricole Corporate and Investment Bank / Production graphique (Crédit Agricole Immobilier). Crédits photos : Couverture, Getty Images - Visuels intérieurs, istock.

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

Société anonyme au capital de 7.851.636.342 €
Siège social : 12, Place des Etats-Unis
CS 70052 - 92547 Montrouge Cedex
304 187 701 RCS Nanterre

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DU 27 AVRIL 2026

L'an deux mille vingt-six, le 27 avril, à 13 h 30, les actionnaires de CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK, société anonyme au capital de 7 851 636 342 €, divisé en 290 801 346 actions de 27 € nominal chacune, se sont réunis en Assemblée générale ordinaire sur convocation faite par le Conseil d'administration, par lettre ordinaire.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émargée, en entrant en séance, par les actionnaires présents ou leurs représentants.

Monsieur Olivier Gavalda préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'administration, conformément à l'article 20 des statuts.

Crédit Agricole S.A., représentée par Monsieur Olivier Gavalda, et SAS Sacam Développement, représentée par Monsieur Patrice Lato, sont appelées comme Scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne Madame Sophie Signat comme Secrétaire.

La société PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes, représentée par Madame Zineb El Maanni et par Monsieur Bara Naija, est présente.

La société Forvis Mazars, Commissaire aux comptes, représentée par Monsieur Olivier Gatard, est présente. M. Jean Latorzeff, Commissaire aux comptes de Forvis Mazars, est absent excusé.

Le représentant du Comité social et économique, Monsieur François-Marie Cottais est présent.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président rappelle qu'aux termes des statuts (article 19), l'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre de titres qu'ils possèdent.

Monsieur le Président constate, à la suite de l'appel effectué pendant la séance, que trois actionnaires, représentant 290 801 346 actions, soit la totalité du capital social, sont présents ou représentés et que l'Assemblée, réunissant les conditions de quorum exigées par la législation en vigueur pour les Assemblées générales ordinaires (soit, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote), est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

PREMIERE RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX

L'Assemblée générale statuant en la forme ordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée, du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les rapports précités et les comptes sociaux au 31 décembre 2025 tels qu'ils lui

sont présentés, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces Rapports.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES

L'Assemblée générale statuant en la forme ordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée, du rapport de gestion du Conseil d'administration, du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise et des rapports des Commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2025 tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que toutes les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces Rapports.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION : AFFECTATION DU RESULTAT

L'Assemblée générale statuant en la forme ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, ayant constaté que le résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élève à 2 064 515 896,82 euros, décide d'affecter ce résultat de la façon suivante :

	En euros
Montant du résultat bénéficiaire au 31/12/2025	**2 064 515 896,82**
Affection à la réserve légale *(seuil de 10% du capital social atteint)*	0
Résultat bénéficiaire au 31/12/2025	2 064 515 896,82
Montant du report à nouveau bénéficiaire au 31/12/2025	6 852 963 416,41
Total du montant du bénéfice distribuable	**8 917 479 313,23**
Affectation du Résultat bénéficiaire au 31/12/2025 à la distribution du dividende pour un montant de :	584 510 705,46
Affectation du solde du Résultat bénéficiaire au 31/12/2025 au report à nouveau pour un montant de :	1 480 005 191,36
Montant du report à nouveau après affection :	**8 332 968 607,77**

L'Assemblée générale fixe le montant brut du dividende alloué au titre de l'exercice 2025 à 2,01 euros pour chacune des 290 801 346 actions y ayant droit.

Le dividende alloué au titre de la présente résolution est éligible à l'abattement prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts pour les actionnaires personnes physiques domiciliées en France. Cet abattement n'est susceptible de s'appliquer que lorsque le contribuable a opté pour l'imposition des revenus mobiliers selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu en lieu et place du prélèvement forfaitaire unique.

L'Assemblée générale fixe la date de mise en paiement du dividende au 12 juin 2026.

L'Assemblée générale prend acte, conformément à la loi, des dividendes distribués au titre des trois exercices précédents :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende brut par action (en euros)
2022	290 801 346	1,18*

2023	290 801 346	0,59*
2024	290 801 346	7,33*

*dividende éligible à l'abattement prévu au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts pour les personnes physiques domiciliées en France.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIX-HUITIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'Assemblée générale statuant en la forme ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour accomplir tous les dépôts, formalités et publications nécessaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME AUX DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES
DE CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK



SOPHIE SIGNAT

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Forvis Mazars SA
45, rue Kléber
92300 Levallois-Perret

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale
Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
12 Place des Etats Unis
CS 70052
92547 Montrouge Cedex

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

■ Risque sur l'évaluation des provisions pour litiges de nature réglementaire, judiciaire et fiscale

Risque identifié	Notre réponse
Votre groupe fait l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Différentes procédures en matière fiscale sont également en cours en France et dans certains pays dans lesquels votre groupe exerce ses activités. La décision de comptabiliser une provision ou d'enregistrer une créance à recouvrer, ainsi que le montant de celle-ci, nécessitent par nature l'utilisation du jugement, en raison de la difficulté à apprécier le dénouement de ces procédures ou les incertitudes relatives à certains traitements fiscaux. Compte tenu de l'importance du jugement, ces évaluations comportent un risque important d'anomalies significatives dans les comptes consolidés et constituent de ce fait un point clé de l'audit. *Les différentes procédures judiciaires, enquêtes et demandes d'informations en cours, ainsi que les procédures en matière fiscale sont présentées respectivement dans les notes 6.13 et 6.9 de l'annexe aux comptes consolidés.*	Nous avons pris connaissance du processus mis en place par la direction pour l'évaluation des risques engendrés par ces litiges, procédures de nature réglementaire ou judiciaire et des incertitudes fiscales, ainsi que des provisions qui leur sont, le cas échéant, associées, notamment en procédant à des échanges trimestriels avec la direction et plus particulièrement les directions juridique et de la conformité et la direction fiscale de votre groupe et de ses principales filiales. Nos travaux ont notamment consisté à : • Examiner les hypothèses utilisées pour la détermination des provisions ou créances à partir des informations disponibles (dossiers constitués par la direction juridique ou les conseils de votre groupe, courriers de régulateurs, procès-verbal du comité des risques juridiques) ; • Prendre connaissance des analyses ou des conclusions des conseils juridiques de votre groupe et des réponses obtenues à nos demandes de confirmations réalisées auprès de ces conseils ; • S'agissant plus spécifiquement des risques fiscaux, examiner, en lien avec nos spécialistes, les réponses apportées par votre groupe aux administrations concernées ainsi que les estimations du risque réalisées par celui-ci ; • Effectuer un examen rétrospectif des provisions constituées au regard des sorties de ressource effectivement constatées lors du dénouement des risques identifiés ; • Apprécier, en conséquence, le niveau des provisions comptabilisées au 31 décembre 2025. Enfin, nous avons examiné les informations données à ce titre dans l'annexe aux comptes consolidés.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

■ Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur encours sains, dégradés ou en défaut

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités de banque de financement et d'investissement, votre société mène des opérations d'origination et de structuration de financements au bénéfice de clients grands comptes, tant en France qu'à l'international. Dès lors qu'un encours est en défaut, la perte probable est constatée par la comptabilisation d'une dépréciation venant en diminution de l'actif du bilan. Votre société enregistre également, au passif, des provisions destinées à couvrir des risques de crédit non affectés individuellement, telles que les « provisions risque pays » ou les « provisions sectorielles » généralement calculées à partir des modèles IFRS 9 d'estimation des pertes attendues. Nous avons considéré que les changements de modèles d'estimation des provisions et dépréciations des encours sains et dégradés, ainsi que l'estimation des provisions et des dépréciations relatives aux encours en défaut constituaient un point clé de notre audit, compte tenu : • du degré particulièrement élevé de jugement nécessaire à la mise en œuvre de modèles de dépréciation collectifs, encore peu éprouvés et n'ayant pas fait l'objet de back-testing complet ; • de la complexité inhérente à la définition et à l'application de critères permettant d'identifier les expositions susceptibles de présenter un risque de non-recouvrement ; • et du niveau de jugement requis pour estimer les flux de recouvrement attendus. *Au 31 décembre 2025, les corrections de valeur pour pertes attendues concernant l'ensemble des encours éligibles s'élèvent à 3,3 milliards d'euros (2,7 milliards d'euros à l'actif) dont :* - *1 276 M€ de corrections de valeur relatives aux actifs sains et dégradés (319 M€ au titre du Stage 1 et 957 M€ au titre du Stage 2) ;* - *1 975 M€ de corrections de valeur relatives aux encours en défaut Stage 3.* *Se référer aux notes 3.1, 4.9 et 6.5 de l'annexe aux comptes consolidés.*	Nous avons examiné le dispositif mis en place par la Direction des risques pour catégoriser les encours et évaluer le montant des corrections de valeur enregistrées, afin d'apprécier si les estimations retenues s'appuient sur des méthodes documentées et décrites dans l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons notamment apprécié les modalités de prise en considération du contexte macroéconomique et géopolitique, les projections macroéconomiques retenues pour le calcul des dépréciations et des provisions, ainsi que l'information financière y afférente. Nous avons testé les contrôles clés mis en œuvre par votre société dans le cadre de la revue annuelle des portefeuilles, la mise à jour des notations de crédit, l'identification des secteurs fragilisés par le contexte économique incertain, la détection des encours dégradés ou en défaut, et l'évaluation des corrections de valeur. Nous avons également pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés de votre société en charge du suivi des encours dégradés ou en défaut. S'agissant des changements de modèles portant sur les corrections de valeur évaluées sur base collective, nous avons : • fait appel à des experts pour apprécier les méthodes et les paramètres ayant évolué au cours de l'exercice, ainsi que les nouveaux modèles utilisés pour le calcul des corrections de valeur pour pertes attendues ; • réalisé des calculs indépendants des corrections de valeur pour pertes attendues, comparé le montant obtenu avec celui comptabilisé et examiné les ajustements réalisés par la Direction le cas échéant. S'agissant des corrections de valeur calculées sur base individuelle et utilisant un taux forfaitaire, nous avons : • analysé les éléments justificatifs disponibles afin d'apprécier le niveau de dépréciation retenu; • réalisé un exercice de benchmark pour certaines contreparties significatives dépréciées ; • sur base d'un échantillon de dossiers de crédit (dépréciés ou non), examiné les éléments sous-tendant les principales hypothèses retenues pour estimer les flux de recouvrement attendus, notamment au regard de la valorisation des collatéraux. Enfin, nous avons examiné les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

■ Risque sur l'évaluation de certains actifs et passifs financiers à la juste valeur de niveau 3

Risque identifié	Notre réponse
Dans le cadre de ses activités de banque de marché, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank exerce des activités d'origination, de structuration et de trading d'instruments financiers dérivés, à destination des entreprises, institutions financières et grands émetteurs. Par ailleurs, les émissions de titres de dette, dont certaines « hybrides », auprès de la clientèle internationale et domestique du groupe concourent à la gestion du refinancement moyen et long terme de la banque : • les instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur par résultat ; • les émissions « hybrides » sont comptabilisées en passifs financiers à leur juste valeur par résultat sur option. Les instruments financiers dont l'évaluation requiert l'utilisation de paramètres de marché non observables significatifs sont classés en niveau 3 de juste valeur. Nous considérons que l'évaluation de ces instruments financiers dérivés et de ces émissions hybrides constitue un point clé de l'audit, en raison de la complexité de modélisation, de la multiplicité des modèles utilisés et du recours au jugement dans la détermination de leur juste valeur, en particulier pour : • la détermination de la cartographie d'observabilité des paramètres d'évaluation ; • l'utilisation de modèles d'évaluation internes et non standards ; • l'utilisation de paramètres d'évaluation non étayés par des données observables sur le marché ; • l'estimation d'ajustements d'évaluation permettant de tenir compte des incertitudes tenant aux modèles, aux paramètres utilisés ou aux risques de contrepartie et de liquidité.	Nous avons pris connaissance des processus et des contrôles mis en place par Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, pour identifier, évaluer et comptabiliser les instruments financiers dérivés et les émissions « hybrides » classés en niveau 3. Nous avons examiné les contrôles que nous avons jugé clés, réalisés notamment par la Direction des risques, tels que la revue de la cartographie d'observabilité, et la vérification indépendante des paramètres d'évaluation et la validation interne des modèles d'évaluation. Nous avons également examiné le dispositif encadrant la comptabilisation de certains ajustements d'évaluation et la classification des instruments financiers selon la hiérarchie de juste-valeur définie par IFRS 13. Nous avons procédé, avec le concours de nos experts en évaluation d'instruments financiers, à des évaluations indépendantes, et analysé celles réalisées par votre groupe ainsi que les hypothèses, paramètres, méthodologies et modèles retenus. En particulier, nous examinerons avons examiné la documentation relative aux évolutions sur l'exercice de la cartographie d'observabilité. Nous avons également examiné les principaux ajustements d'évaluation comptabilisés ainsi que la justification par la Direction des principaux écarts d'évaluation face aux contreparties, constatés lors du processus d'appels de marge.

Les instruments dérivés sont inscrits au bilan en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat. Au 31 décembre 2025, ceux catégorisés en niveau 3 représentent au bilan respectivement 7,1 milliards d'euros et 5,1 milliards d'euros.
Les émissions « hybrides » sont inscrites en passifs financiers à leur juste valeur par résultat sur option. Au 31 décembre 2025, celles catégorisées en niveau 3 représentent 17,5 milliards d'euros au passif.
Se référer aux notes 3.2, 6.2 et 11.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

■ Risque sur l'évaluation des écarts d'acquisition

Risque identifié	Notre réponse
Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur, et au minimum annuellement. Ces tests sont fondés sur la comparaison entre la valeur comptable de chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) et leur valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La détermination de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation de l'estimation des flux de trésorerie futurs générés par l'UGT, tels que définis dans les trajectoires financières validées par les organes de gouvernance et prolongées jusqu'en 2030. Le taux d'allocation des fonds propres est déterminé en prenant en compte, lorsqu'elles existent, les exigences spécifiques fixées par le régulateur (Pilier 2 notamment). De par leur nature, ces tests de dépréciation requièrent l'exercice de jugement en ce qui concerne les hypothèses structurantes retenues, notamment pour la détermination des scenarii économiques dans un environnement toujours marqué par des incertitudes économiques et géopolitiques. Au regard de l'évolution de l'écart entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la Direction, nous portons une attention particulière aux tests réalisés sur les UGT Banque de Financement et Gestion de Fortune. *Les tests de dépréciation au 31 décembre 2025 n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de perte de valeur sur les écarts d'acquisition. Les tests de sensibilités sont présentés dans la note 6.12 de l'annexe aux comptes consolidés.*	Nous avons pris connaissance des processus mis en place par votre groupe pour identifier d'éventuels indices objectifs de perte de valeur et mesurer le besoin de dépréciation des écarts d'acquisition. Nous avons impliqué dans nos équipes d'audit, des experts en évaluation pour : • analyser les hypothèses utilisées pour déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus ainsi que les modèles de calculs des flux de trésorerie actualisés ; • examiner, s'agissant spécifiquement de l'acquisition de Banque Thaler, certaines hypothèses clés de reconnaissance des actifs acquis et passifs assumés dans le cadre des travaux d'allocation du prix d'acquisition, notamment celles relatives à l'évaluation des relations clientèles. Les calculs ont été testés et les principales hypothèses, telles que le taux d'allocation des fonds propres, le taux d'actualisation, le taux de croissance à l'infini, confrontées à des sources externes. Les trajectoires financières préparées par la Direction et utilisées dans le modèle ont été examinées pour : • contrôler leur cohérence avec celles qui ont été présentées à votre conseil d'administration, et s'assurer que les éventuels retraitements opérés sont justifiés ; • apprécier les principales hypothèses sous-jacentes y compris celles relatives à la prolongation des trajectoires financières au-delà de la période présentée au conseil d'administration de votre groupe, au regard des trajectoires financières élaborées au cours des exercices passés et des performances effectives ; • effectuer des analyses de sensibilité à certaines hypothèses (niveau de fonds propres alloué, taux d'actualisation, coût du risque, coefficient d'exploitation). Les informations figurant en annexes sur les résultats de ces tests de dépréciation et le niveau de sensibilité à différents paramètres de valorisation ont également été examinés par nos soins.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank par votre assemblée générale du 30 avril 2004 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 30 avril 2024 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la vingt-deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars SA dans la deuxième année.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 19 mars 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit		Forvis Mazars SA	
Signed by: Bara Naija CE2D4AAD06D8418...	Signed by: Zineb El Maanni 1046742D8BA44C2...	Signed by: 334DFCBBDCA1463...	Signed by: Olivier Gatard 682255B0562A48F...
Bara NAIJA	Zineb EL MAANNI	Jean LATORZEFF	Olivier GATARD

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

1. CADRE GÉNÉRAL

1.1. Présentation juridique de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

DÉNOMINATION SOCIALE :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

NOMS COMMERCIAUX :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank - Crédit Agricole CIB - CACIB

ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ :

12, place des États-Unis
CS 70052
92547 Montrouge Cedex
France

IMMATRICULATION :

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

CODE NAF :

6419 Z (APE)

CODE LEI :

1VUV7VQFKUOQSJ21A208

FORME JURIDIQUE :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est une société anonyme de droit français (à Conseil d'administration) régie par les dispositions législatives et règlementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes ainsi que par ses statuts.

La Société est affiliée depuis décembre 2011 au réseau Crédit Agricole au sens du Code monétaire et financier.

CAPITAL SOCIAL :

EUR 7 851 636 342

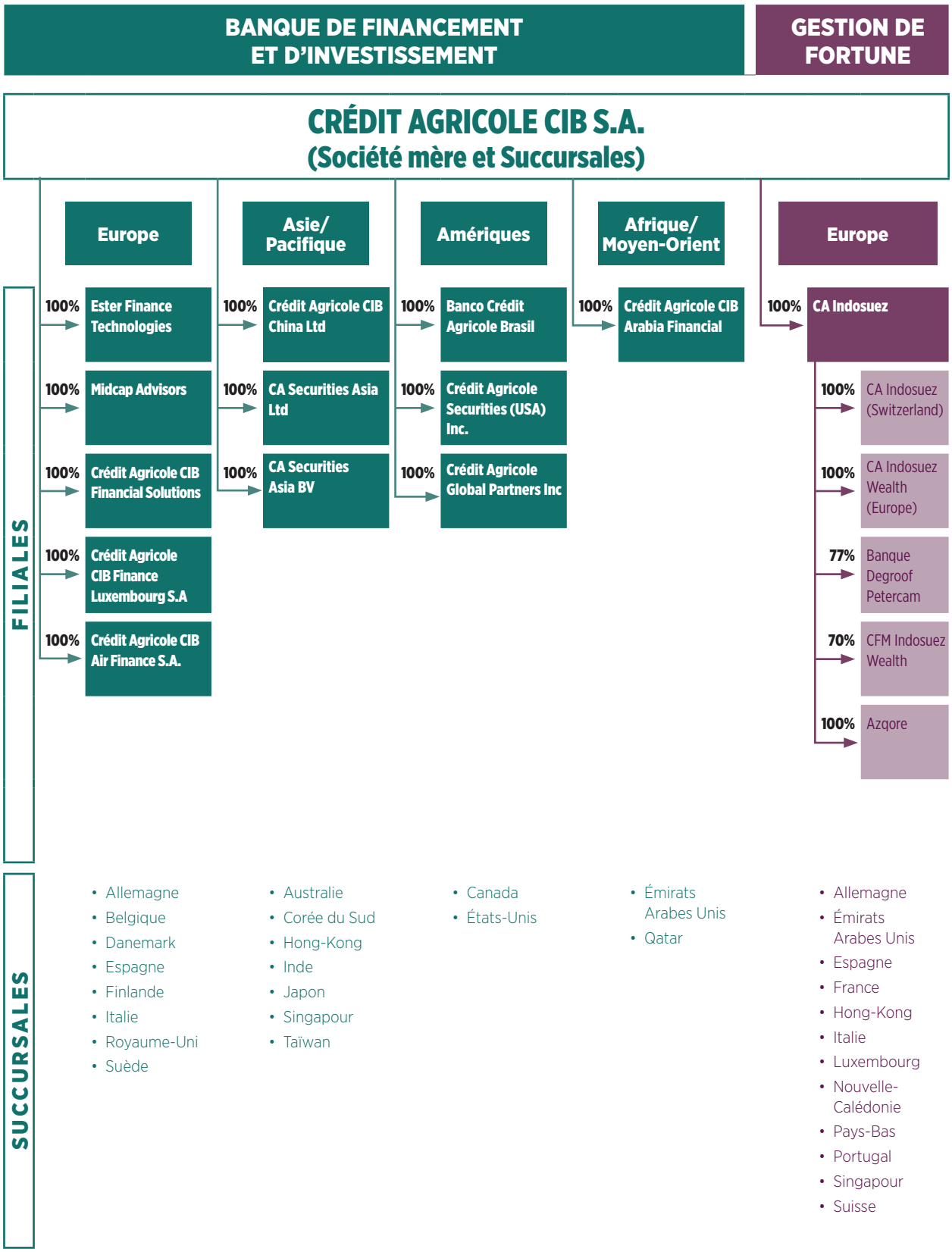
OBJET SOCIAL (ART. 3 DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ) :

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- d'effectuer toutes opérations de banque et toutes opérations financières et notamment :
  - la réception de fonds, l'octroi de prêts, d'avances, de crédits, de financements, de garanties, la réalisation de tous encaissements, règlements, recouvrements ;
  - le conseil en matière financière et notamment de financement, d'endettement, de souscription, d'émission, de placement, d'acquisition, de cession, de fusion, de restructuration ;
  - la conservation, la gestion, l'achat, la vente, l'échange, le courtage, l'arbitrage, de tous titres, droits sociaux, produits financiers, dérivés, devises, marchandises, métaux précieux et autres valeurs de toute nature ;
- de fournir tous services d'investissement et services connexes au sens du Code monétaire et financier et de tout texte subséquent ;
- de créer et de participer à toutes entreprises, groupements, sociétés par voie d'apport, de souscription, d'achat d'actions ou de droits sociaux, de fusion, ou de toute autre manière ;
- d'effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ou à l'un des objets ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ;
- le tout, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation, et sous quelque forme que ce soit.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

1.2. Organigramme simplifié au 31 décembre 2025[1]



[1] *Cf. note 12.4 « Composition du périmètre »*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

1.3. Un groupe bancaire d'essence mutualiste

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et règlementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. À ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

1.4. Relations internes au Crédit Agricole

Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended* SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la règlementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2[1]. Ensuite, si les auto-

[1] *Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

rités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [1], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.5. Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Agricole CIB sont les sociétés du Groupe Crédit Agricole, les sociétés du groupe Crédit Agricole CIB intégrées globalement, ou mises en équivalence, ainsi que les principaux dirigeants du Groupe.

Relations avec le Groupe Crédit Agricole

Les encours au bilan, hors bilan et compte de résultat restituant les opérations réalisées entre le groupe Crédit Agricole CIB et le reste du Groupe Crédit Agricole sont résumés dans les tableaux ci-après :

En millions d'euros	31.12.2025
Actif	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	53 089
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	111
Actifs financiers au coût amorti	36 114
Actifs d'impôts courants et différés	504
Comptes de régularisation et actifs divers	13 107
Immobilisations corporelles	231
Passif	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	28 502
Passifs financiers au coût amorti	45 126
Passifs d'impôts courants et différés	110
Comptes de régularisation et passifs divers	16 664
Provisions	-
Dettes subordonnées	4 545
Réserves (Émissions AT1)	12 769
Engagements de financement et de garantie	
Engagements donnés	2 166
Engagements de financement	939
Engagements de garantie	1 227
Engagements reçus	3 670
Engagements de financement	1
Engagements de garantie	3 669

En millions d'euros	31.12.2025
Compte de résultat	
Marge d'intérêt	(935)
Commissions	(25)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(1 091)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ou au coût amorti	9
Résultat des autres activités	(10)
Charges générales d'exploitation	38
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	(30)
Coût du risque	(1)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-
Impôts	396

Les instruments financiers au coût amorti et la marge d'intérêt au compte de résultat traduisent les relations de trésorerie existantes entre Crédit Agricole CIB et le Groupe Crédit Agricole.

Les instruments à la juste valeur par résultat et le résultat associé concernent principalement les instruments dérivés de transaction qui sont pour l'essentiel représentatif des opérations de couverture de risque de taux du Groupe Crédit Agricole pour lesquelles Crédit Agricole CIB assure la relation avec le marché.

Les comptes de régularisation enregistrent principalement les appels de marge (ou marges variables) et les dépôts de garantie donnés ou reçus sous forme d'espèce dans le cadre des opérations de dérivés.

Crédit Agricole CIB détenu par le Groupe Crédit Agricole depuis le 27 décembre 1996, et certaines de ses filiales, font partie du groupe d'intégration fiscale constitué au niveau de Crédit Agricole S.A. À ce titre, Crédit Agricole S.A. indemnise le sous-groupe Crédit

[1] *Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Agricole CIB de ses déficits fiscaux imputables sur les bénéfices fiscaux du Groupe Crédit Agricole.

Les charges générales du compte de résultat correspondent principalement aux facturations ou refacturations de prestations et supports informatiques donnés ou reçus avec des entités du Groupe Crédit Agricole.

Relations entre les sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB

La liste des sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB est présentée en note 12.

Les transactions réalisées entre deux entités intégrées globalement sont totalement éliminées.

Les encours existants en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas éliminés dans les comptes du groupe Crédit Agricole CIB.

Au 31 décembre 2025, les encours déclarés par Crédit Agricole CIB avec son partenaire UBAF, non éliminés au bilan, hors bilan et compte de résultat sont de :

En millions d'euros	31.12.2025
Actif	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	11
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-
Actifs financiers au coût amorti	-
Comptes de régularisation et actifs divers	3
Passif	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4
Passifs financiers au coût amorti	15
Comptes de régularisation et passifs divers	8
Provisions	-
Engagements de financement et de garantie	
Engagements donnés	-
Engagements de financement	-
Engagements de garantie	-
Engagements reçus	-
Engagements de financement	-
Engagements de garantie	-

En millions d'euros	31.12.2025
Compte de résultat	
Marge d'intérêt	-
Commissions	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ou au coût amorti	3
Résultat des autres activités	-
Charges générales d'exploitation	4
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-
Coût du risque	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-
Impôts	-

Relations avec les principaux dirigeants

Les informations sur la rémunération des principaux dirigeants sont détaillées dans la note 7.7 « Rémunérations des dirigeants ». Hors rémunération, les autres transactions avec les parties liées dirigeantes sont non significatives.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2.1. Compte de résultat

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	17 904	21 902
Intérêts et charges assimilées	4.1	(14 240)	(18 025)
Commissions (produits)	4.2	2 805	2 286
Commissions (charges)	4.2	(1 326)	(1 110)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	3 541	3 168
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		8 349	4 406
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		(4 808)	(1 238)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	8	(13)
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		(9)	(37)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		17	24
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	(28)	(42)
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
Produits des autres activités	4.6	151	261
Charges des autres activités	4.6	(151)	(255)
Produit net bancaire		**8 664**	**8 172**
Charges générales d'exploitation	4.7	(4 694)	(4 303)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	(285)	(275)
Résultat brut d'exploitation		**3 685**	**3 594**
Coût du risque	4.9	(128)	(105)
Résultat d'exploitation		**3 557**	**3 489**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		3	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.10	8	(20)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.12	-	-
Résultat avant impôt		**3 568**	**3 471**
Impôts sur les bénéfices	4.11	(672)	(742)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		-	-
Résultat net		**2 896**	**2 729**
Participations ne donnant pas le contrôle	12.3	30	32
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		**2 866**	**2 697**
Résultat par action (en euros)	6.15	7,18	6,73
Résultat dilué par action (en euros)	6.15	7,18	6,73

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2.2. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Résultat net		**2 896**	**2 729**
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.12	34	5
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre [1]	4.12	(201)	(417)
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables [1]	4.12	7	33
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(160)**	**(379)**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	**47**	**98**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.12	**(113)**	**(281)**
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.12	(777)	334
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.12	50	(45)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.12	198	473
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(529)**	**762**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(67)**	**(109)**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.12	**(596)**	**653**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	4.12	**(709)**	**372**
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		**2 187**	**3 101**
Dont part du Groupe		2 157	3 067
Dont participations ne donnant pas le contrôle		30	34
[1] Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	*4.12*	*(12)*	*(129)*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2.3. Bilan actif

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales	6.1	86 905	82 012
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1 - 3.2 - 6.2 - 6.6	444 116	418 703
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		443 936	418 477
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		180	226
Instruments dérivés de couverture	3.3 - 3.5	3 327	3 671
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1 - 3.2 - 6.4 - 6.6	14 295	14 799
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		13 927	14 413
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		368	386
Actifs financiers au coût amorti	3.1 - 3.2 - 3.4 - 6.5 - 6.6	295 406	282 122
Prêts et créances sur les établissements de crédit		54 744	48 014
Prêts et créances sur la clientèle		198 240	193 129
Titres de dettes		42 422	40 979
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8	27
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	1 642	1 413
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	35 299	41 529
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	12.2	-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	6.11	1 360	1 343
Immobilisations incorporelles	6.11	869	809
Écarts d'acquisition	6.12	1 562	1 482
TOTAL DE L'ACTIF		**884 789**	**847 910**

2.4. Bilan passif

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Banques centrales	6.1	212	1 363
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	415 196	406 501
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		342 504	338 132
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		72 692	68 369
Instruments dérivés de couverture	3.3 - 3.5	3 141	3 190
Passifs financiers au coût amorti	6.7	378 843	350 377
Dettes envers les établissements de crédit	3.4 - 6.7	84 966	70 099
Dettes envers la clientèle	3.1 - 3.4 - 6.7	218 998	202 524
Dettes représentées par un titre	3.4 - 6.7	74 879	77 754
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(80)	(128)
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	2 536	2 344
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	44 311	45 673
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.13	1 051	1 254
Dettes subordonnées	3.4 - 6.14	4 544	4 621
Total dettes		**849 754**	**815 195**
Capitaux propres		**35 035**	**32 715**
Capitaux propres part du Groupe		**34 692**	**32 346**
Capital et réserves liées		22 972	19 921
Réserves consolidées		9 885	10 050
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(1 031)	(322)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		2 866	2 697
Participations ne donnant pas le contrôle		**343**	**369**
TOTAL DU PASSIF		**884 789**	**847 910**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2.5. Tableau de variation des capitaux propres

	Part du Groupe									
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
En millions d'euros	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Élimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2024	**7 852**	**15 022**	**-**	**7 755**	**30 629**	**(496)**	**(196)**	**(692)**	**-**	**29 937**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraités	**7 852**	**15 022**	**-**	**7 755**	**30 629**	**(496)**	**(196)**	**(692)**	**-**	**29 937**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	238	238	-	-	-	-	238
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	(739)	(739)	-	-	-	-	(739)
Dividendes versés en 2024	-	(172)	-	-	(172)	-	-	-	-	(172)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	(66)	-	-	(66)	-	-	-	-	(66)
Mouvements liés aux paiements en actions	-	7	-	-	7	-	-	-	-	7
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**-**	**(231)**	**-**	**(501)**	**(732)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(732)**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**109**	**-**	**-**	**109**	**653**	**(283)**	**370**	**-**	**479**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	102	-	-	102	-	(102)	(102)	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	6	-	-	6	-	(6)	(6)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	2 697	2 697
Autres variations	-	(35)	-	-	(35)	-	-	-	-	(35)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	**7 852**	**14 865**	**-**	**7 254**	**29 971**	**157**	**(479)**	**(322)**	**2 697**	**32 346**
Affectation du résultat 2024	-	2 697	-	-	2 697	-	-	-	(2 697)	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	**7 852**	**17 562**	**-**	**7 254**	**32 668**	**157**	**(479)**	**(322)**	**-**	**32 346**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 retraités	**7 852**	**17 562**	**-**	**7 254**	**32 668**	**157**	**(479)**	**(322)**	**-**	**32 346**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	3 050	3 050	-	-	-	-	3 050
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	(777)	(777)	-	-	-	-	(777)
Dividendes versés en 2025	-	(2 132)	-	-	(2 132)	-	-	-	-	(2 132)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle [1]	-	10	-	-	10	-	-	-	-	10
Mouvements liés aux paiements en actions	-	12	-	-	12	-	-	-	-	12
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**-**	**(2 110)**	**-**	**2 273**	**163**	**-**	**-**	**-**	**-**	**163**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**10**	**-**	**-**	**10**	**(594)**	**(115)**	**(709)**	**-**	**(699)**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	4	-	-	4	-	(4)	(4)	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	6	-	-	6	-	(6)	(6)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 866**	**2 866**
Autres variations	-	(172)	-	188	16	-	-	-	-	16
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	**7 852**	**15 290**	**-**	**9 715**	**32 857**	**(437)**	**(594)**	**(1 031)**	**2 866**	**34 692**

[1] Effet des acquisitions sur minoritaires à la suite d'une prise de contrôle à 100 % de la Banque Degroof Petercam Luxembourg. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	Participations ne donnant pas le contrôle					
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
En millions d'euros	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 1er janvier 2024	**133**	**-**	**(2)**	**(2)**	**131**	**30 068**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraités	**133**	**-**	**(2)**	**(2)**	**131**	**30 068**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	238
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	(739)
Dividendes versés en 2024	(14)	-	-	-	(14)	(186)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	219	-	-	-	219	153
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	7
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**205**	**-**	**-**	**-**	**205**	**(527)**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**-**	**2**	**2**	**2**	**481**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	32	-	-	-	32	2 729
Autres variations	(1)	-	-	-	(1)	(36)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Affectation du résultat 2024	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 retraités	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	3 050
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	(777)
Dividendes versés en 2025	(46)	-	-	-	(46)	(2 178)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle [1]	(10)	-	-	-	(10)	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	12
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**(56)**	**-**	**-**	**-**	**(56)**	**107**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**(2)**	**2**	**-**	**-**	**(699)**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	**30**	**-**	**-**	**-**	**30**	**2 896**
Autres variations	-	-	-	-	-	16
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	**343**	**(2)**	**2**	**-**	**343**	**35 035**

[1] Effet des acquisitions sur minoritaires à la suite d'une prise de contrôle à 100 % de la Banque Degroof Petercam Luxembourg. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2.6. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole CIB.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau des flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des Banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Résultat avant impôt	**3 568**	**3 471**
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	299	275
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	171	399
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(3)	(2)
Résultat net des activités d'investissement	-	20
Résultat net des activités de financement	332	420
Autres mouvements	3 705	(1 392)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**4 504**	**(280)**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	6 935	7 568
Flux liés aux opérations avec la clientèle	16 732	(1 459)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(22 633)	(14 745)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 254	6 830
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	3	2
Impôts versés	(616)	(428)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	**3 675**	**(2 232)**
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	**11 747**	**959**
Flux liés aux participations [1]	(83)	477
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(210)	(213)
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	**(293)**	**264**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires [2]	95	(726)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement [3]	(2 251)	1 677
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	**(2 156)**	**951**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (D)	**(7 288)**	**(1 137)**
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)	**2 010**	**1 037**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture [4]	**70 522**	**69 485**
Solde net des comptes de caisse et Banques centrales *	80 612	77 130
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(10 090)	(7 645)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture [4]	**72 532**	**70 522**
Solde net des comptes de caisse et Banques centrales *	86 632	80 612
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(14 100)	(10 090)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	**2 010**	**1 037**

** Composé du solde net du poste « Caisse, Banques centrales », hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées).*

*** Composé du solde des postes « comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « comptes ordinaires créditeurs » et « comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).*

[1] Flux liés aux participations : cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ». L'acquisition de la Banque Thaler génère un flux de trésorerie net de - 72 millions d'euros (- 144 millions d'euros versés pour l'achat des titres et + 72 millions d'euros de trésorerie acquise au titre de l'entrée dans le périmètre).

[2] Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : pour l'année 2025, ce montant comprend le versement des dividendes de Crédit Agricole CIB à ses actionnaires, notamment Crédit Agricole S.A., pour - 2 132 millions d'euros, des émissions et remboursements d'AT1 face à Crédit Agricole S.A. pour un montant net de + 3 050 millions d'euros, et le versement d'intérêts au titre d'émissions AT1 de - 777 millions d'euros.

[3] Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement : cette ligne recense principalement le remboursement d'instruments SNP pour - 1 890 millions d'euros et le règlement de coupons pour - 97 millions d'euros. Ainsi que l'émission d'AT2 pour + 100 millions d'euros et le règlement de coupons pour - 221 millions d'euros. Ces opérations sont effectuées face à Crédit Agricole S.A.

[4] Dont des encours « restricted cash » pour un montant de 118 millions d'euros au 31 décembre 2025, 265 millions d'euros au 31 décembre 2024 et 425 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Sommaire détaillé des notes

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS 350

1.1 Normes applicables et comparabilité. 350
1.2 Principes et méthodes comptables 351
1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) 365

NOTE 2 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE 367

NOTE 3 : GESTION FINANCIÈRE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE. 367

3.1 Risque de crédit 367
3.2 Expositions au risque souverain 387
3.3 Risque de marché. 388
3.4 Risque de liquidité et de financement 390
3.5 Comptabilité de couverture 392
3.6 Risques opérationnels. 396
3.7 Gestion du capital et ratios règlementaires 396

NOTE 4 : NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES. 397

4.1 Produits et charges d'intérêts 397
4.2 Produits et charges de commissions 397
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat 398
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres. 399
4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti 399
4.6 Produits (charges) des autres activités. 399
4.7 Charges générales d'exploitation. 399
4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles 400
4.9 Coût du risque 401
4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs 401
4.11 Impôts. 402
4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 403

NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES 404

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel 404
5.2 Information sectorielle par zone géographique. 405

NOTE 6 : NOTES RELATIVES AU BILAN 406

6.1 Caisse, Banques centrales 406
6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat . . .406
6.3 Instruments dérivés de couverture. 407
6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres 407
6.5 Actifs financiers au coût amorti 409
6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue 410
6.7 Passifs financiers au coût amorti 411
6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers. 412
6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés 413
6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers 414
6.11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition). 414
6.12 Écarts d'acquisition. 415
6.13 Provisions 415
6.14 Dettes subordonnées 418
6.15 Capitaux propres. 418
6.16 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle 421

NOTE 7 : AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS 422

7.1 Détail des charges de personnel 422
7.2 Effectif moyen de la période 422
7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies 422
7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies 422
7.5 Autres avantages sociaux 424
7.6 Paiements à base d'actions 424
7.7 Rémunérations des dirigeants 424

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION 425

8.1 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est preneur 425
8.2 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est bailleur 426

NOTE 9 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES 427

NOTE 10 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS 428

NOTE 11 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS 428

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti 428
11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. 430
11.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine 436

NOTE 12 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2025. 437

12.1 Information sur les filiales. 437
12.2 Co-entreprises et entreprises associées 437
12.3 Participations ne donnant pas le contrôle 438
12.4 Composition du périmètre. 439

NOTE 13 : PARTICIPATIONS ET ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES 442

13.1 Participations non consolidées 442
13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées 442

NOTE 14 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025. 445

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS

1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en millions, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macrocouverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe Crédit Agricole CIB au 31 décembre 2024. Sauf exception spécifiée, la mention « Groupe » citée dans la note 1 du présent Chapitre fait référence au groupe Crédit Agricole CIB.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	1er janvier 2025	Non

À noter également le **règlement ANC n° 2025-01** du 7 février 2025 modifiant le règlement ANC n° 2016-09 et le règlement ANC n° 020-01 du 9 octobre 2020. Pour rappel, ce règlement concerne l'information spécifique à donner en annexe par les entreprises, à compter des exercices 2025, sur les honoraires de certification des informations de durabilité.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe Crédit Agricole, sauf mention spécifique.

◆ Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe

IFRS 9 / IFRS 7 - CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, les instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 ne viendront pas échouer au test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d'application.

◆ Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

IFRS 18 - PRÉSENTATION ET INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne. Le Groupe n'appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Elle inclut de plus de nouvelles exigences en matière d'agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe Crédit Agricole sont en cours.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 7 Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	4 décembre 2024	Non
IAS 38 Reconnaissance des actifs incorporels résultant d'engagements liés au climat	20 mars 2025	Non
IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37 Garanties émises sur les obligations d'autres entités	20 mars 2025	Non
IFRS 15 Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	20 mars 2025	Non
IAS 29 Évaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes	11 juillet 2025	Non

1.2 Principes et méthodes comptables

◆ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Étant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la règlementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock options ;*
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

◆ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

DÉFINITIONS

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macrocouverture.

Il est toutefois précisé que Crédit Agricole CIB utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macrocouverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « *green bonds* » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la règlementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

CONVENTIONS D'ÉVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

ACTIFS FINANCIERS

Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

▶ Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de Crédit Agricole CIB pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- le **modèle « Collecte »** dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- le **modèle « Collecte et Vente »** dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- le **modèle « Autre/Vente »** dont l'objectif principal est de céder les actifs.

  Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

  Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

▶ Les caractéristiques contractuelles (test « *Solely Payments of Principal & Interests* » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs…).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark test*) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « *look-through* » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

INSTRUMENTS DE DETTE		MODÈLES DE GESTION		
		COLLECTE	COLLECTE ET VENTE	AUTRE / VENTE
TEST SPPI	SATISFAIT	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	NON SATISFAIT	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

◆ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « dépréciation / provisionnement pour risque de crédit ».

◆ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recy-

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

clables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

◆ **Instruments de dette à la juste valeur par résultat**

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession.

  Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel Crédit Agricole CIB détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire ;
- les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels Crédit Agricole CIB choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

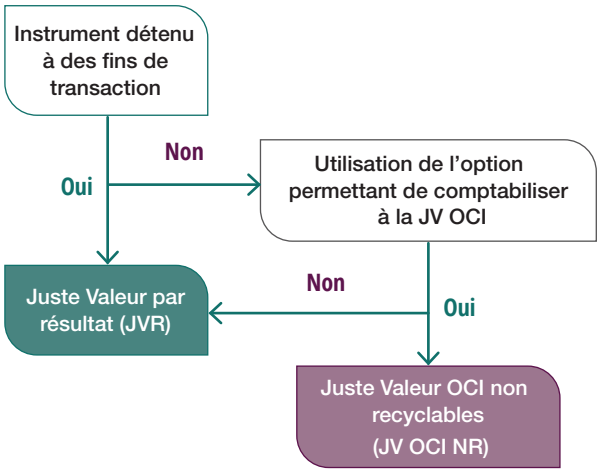
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre/Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



◆ **Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat**

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

◆ **Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)**

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, Crédit Agricole CIB continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

PASSIFS FINANCIERS

Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

Les émissions structurées par Crédit Agricole CIB sont classées en tant que passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. Ces passifs font partie de portefeuilles d'actifs et de passifs gérés à la juste valeur et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur. Conformément à IFRS 13, leur valorisation à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

INTÉRÊTS NÉGATIFS SUR ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

DÉPRÉCIATION / PROVISIONNEMENT POUR RISQUE DE CRÉDIT

Champ d'application

Conformément à IFRS 9, Crédit Agricole CIB comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« *Expected Credit Losses* » ou « ECL ») sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole CIB.

Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1ère étape (*Stage* 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie…), Crédit Agricole CIB comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2ème étape (*Stage* 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, Crédit Agricole CIB comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3ème étape (*Stage* 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, Crédit Agricole CIB comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios règlementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- Crédit Agricole CIB estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage* 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des risques).

La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre, entre autres, les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macroéconomiques *(Forward Looking)*, alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle *(Through The Cycle)* pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle *(Downturn)* pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul règlementaire de la perte en cas de défaut (« *Loss Given Default* » *ou* « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (*Stage* 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (*Stages* 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole CIB ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macroéconomiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe *(Forward Looking Central)* ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Stage* 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage* 1 à *Stage* 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « *Investment Grade* » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0,30 %).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le Groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en *Stage* 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en *Stage* 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. **un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale ;

b. **deux critères absolus**. Le Groupe a défini :

- un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en *Stage* 2 pour le calcul des ECL ;
- un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en *Stage* 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en *Stage* 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage* 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage* 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution ;
- l'objet du financement, …

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, Crédit Agricole CIB utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage* 1 et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « *Investment Grade* », en date d'arrêté, seront classés en *Stage* 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « *Non-Investment Grade* » (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage* 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage* 3).

Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels Crédit Agricole CIB a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel du groupe Crédit Agricole CIB, les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage* 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage* 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

À chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture

Cadre général

Conformément à la décision du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de Crédit Agricole CIB.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le Groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Évaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Crédit Agricole CIB considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, Crédit Agricole CIB valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés accepteraient de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Crédit Agricole CIB intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du Groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le Groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA / DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Coûts et bénéfices liés au financement des dérivés

La valorisation des instruments dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés intègre un ajustement de FVA, ou *Funding Value Adjustment*, représentant les coûts et bénéfices liés au financement de ces instruments. Cet ajustement est calculé à partir du profil d'expositions futures positives ou négatives des transactions auquel est appliqué un coût de financement.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en Niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels Crédit Agricole CIB peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, Crédit Agricole CIB retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de Niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à Crédit Agricole CIB, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en Niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque Crédit Agricole CIB utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en Niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en Niveau 2 et Niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Conformément à la norme IAS 32, Crédit Agricole CIB compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Cet effet de compensation est présenté dans le tableau de la note 6.8 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et de passifs financiers.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET GARANTIES FINANCIÈRES DONNÉS

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

◆ Provisions (dont IAS 37)

Crédit Agricole CIB identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, Crédit Agricole CIB a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat).

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.13 « Provisions ».

◆ Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de cessation d'emploi.

AVANTAGES À COURT TERME

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Régimes à prestations définies

Crédit Agricole CIB détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, Crédit Agricole CIB impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, Crédit Agricole CIB n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies, mais les éléments de réévaluation sont comptabilisés en résultat et non pas en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

INDEMNITÉS DE CESSATION D'EMPLOI

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

◆ Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Dans les comptes de Crédit Agricole CIB, les plans de paiements fondés sur des actions Crédit Agricole S.A. et comptabilisés selon la norme IFRS 2 sont uniquement des transactions réglées en trésorerie.

Les options octroyées sont évaluées, à l'attribution, à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. La charge est comptabilisée immédiatement en l'absence de période d'acquisition des droits. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

Une description de la méthode des plans attribués et des modes de valorisation est détaillée en note 7.6 « Paiements à base d'actions ».

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A. ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués en trésorerie est comptabilisée dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans en charge de rémunération et étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie en dette vis-à-vis du personnel. Cette dette est réévaluée par résultat périodiquement jusqu'à la date de règlement. Ce principe de comptabilisation s'applique notamment aux plans de rémunération variable versée en cash indexé sur le cours de l'action.

◆ Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83 % pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

IMPÔTS EXIGIBLES

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par Crédit Agricole CIB peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Certaines opérations réalisées par Crédit Agricole CIB peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction ;
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible ;
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- Crédit Agricole CIB a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par Crédit Agricole CIB au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi, les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

RISQUES FISCAUX

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- l'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;
- le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- en cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le Groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le Groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

◆ Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du Groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

◆ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

◆ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION DONT LE GROUPE EST BAILLEUR

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

  Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

  Pour les créances de location-financement, Crédit Agricole CIB applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

  Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

CONTRATS DE LOCATION DONT LE GROUPE EST PRENEUR

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe Crédit Agricole applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe Crédit Agricole sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi généralement estimée à 6 ans, sauf situation spécifique (par exemple lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie au bout de 3 ans). La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe Crédit Agricole.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique…).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe Crédit Agricole n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

◆ Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

◆ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit Agricole CIB et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, Crédit Agricole CIB dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

NOTIONS DE CONTRÔLE

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque Crédit Agricole CIB est exposé ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à Crédit Agricole CIB la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Crédit Agricole CIB contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque Crédit Agricole CIB détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par Crédit Agricole CIB , mais également de l'implication et des décisions de Crédit Agricole CIB lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. Crédit Agricole CIB est présumé exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

◆ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par Crédit Agricole CIB sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de Crédit Agricole CIB ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable Crédit Agricole CIB constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

◆ Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, Crédit Agricole CIB effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une co-entreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

◆ Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

À la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres…).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « *goodwill* complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « *goodwill* partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

ÉCARTS D'ACQUISITION

Évaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Écarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

OPTIONS DE VENTE ACCORDÉES AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE COMMUN

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole a choisi d'appliquer la norme américaine ASU 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

NOTE 2 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 ».

◆ Diverses opérations concernant la Banque Degroof Petercam

Depuis l'acquisition de Degroof Petercam en date du 3 juin 2024, 14 opérations de restructuration capitalistique ont été menées, impliquant des fusions d'entités et des migrations IT, en France, en Belgique et au Luxembourg.

Plus particulièrement, les seules opérations ayant un impact sur les comptes consolidés correspondent au rachat de la totalité des actions de la Banque Degroof Petercam Luxembourg par CA Indosuez Wealth Europe ayant un impact en capitaux propres part du groupe de + 9,7 millions d'euros, ainsi que le transfert des activités de dépositaire de Banque Degroof Petercam Belgique et Banque Degroof Petercam Luxembourg à CACEIS Bank, pour un prix de cession global de 54 millions d'euros. Cette opération réalisée lors du premier semestre génère par ailleurs une cession de l'écart d'acquisition de l'UGT Gestion de fortune pour 25,7 millions d'euros et de la relation clientèle pour 18,9 millions d'euros, correspondant à la quote-part de l'activité dépositaire dans la Banque Degroof Petercam, conduisant à un résultat de cession en « Gains et pertes nets sur autres actifs » de + 9,4 millions d'euros. S'en suit lors du second semestre, l'absorption de la Banque Degroof Petercam Luxembourg par CA Indosuez Wealth Europe.

◆ Acquisition de la Banque Thaler

Après avoir reçu l'approbation des autorités de surveillance concernées, Indosuez Wealth Management, la filiale de Gestion de fortune du Groupe Crédit Agricole, a annoncé le 1er septembre 2025 la finalisation de l'acquisition de la totalité du capital de la Banque Thaler.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée et aux principes comptables du Groupe, un écart de première consolidation de 101 millions d'euros a été enregistré en date d'acquisition. Lors de son entrée dans le Groupe, le pied de bilan de la Banque Thaler s'élevait à 210 millions d'euros. Au 31 décembre 2025, le Groupe a ajusté l'allocation de l'écart de première consolidation pour un montant net d'impôt de 55 millions d'euros, principalement lié à la reconnaissance d'un actif incorporel correspondant à la valorisation des relations clientèles de la Banque Thaler.

La Banque Thaler a ensuite été fusionnée dans CA Indosuez (Suisse) S.A. le 15 décembre 2025 avec effet rétroactif au 31 août 2025.

NOTE 3 : GESTION FINANCIÈRE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE

Le pilotage des risques bancaires au sein de Crédit Agricole CIB est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe (DRG).

Cette direction est rattachée au Directeur général délégué et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

ÉVALUATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Dans le contexte des incertitudes économiques et géopolitiques, le Groupe Crédit Agricole continue de revoir régulièrement ses prévisions macroéconomiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Informations sur les scénarios macroéconomiques retenus au 31 décembre 2025

Le Groupe a utilisé quatre scénarios pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS 9 en production sur décembre 2025, avec des projections allant jusqu'à 2028.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Ces scénarios, construits en octobre 2025, reposent sur des hypothèses différenciées quant aux évolutions de l'environnement international. Ils se traduisent notamment par des variations dans les rythmes d'inflation, conduisant à des réponses distinctes de politique monétaire de la part des Banques centrales, et par des impacts contrastés sur les projections de croissance économique.

Des pondérations sont affectées à chacun de ces scénarios. Une pondération supérieure à 50 % est attribuée au scénario central, traduisant la robustesse de celui-ci, mais des risques et incertitudes toujours importants conduisent à allouer une pondération relativement élevée aux scénarios *adverse*.

◆ Premier scénario : Scénario « central » (pondéré à 55 %)

Résistance de la croissance

Dans un environnement international toujours anxiogène, les incertitudes demeurent nombreuses. On suppose néanmoins que celles qui émanent de la politique économique américaine se réduisent, et qu'a minima les droits de douane se stabilisent.

Pour les États-Unis, les grandes lignes du scénario s'articulent autour d'un ralentissement en 2025, en raison de la hausse agressive des droits de douane, de la politique anti-immigration et de la persistance de l'inflation, puis d'un léger rebond ensuite grâce au soutien de la politique budgétaire apporté par le *One Big Beautiful Bill Act* et également à la dérèglementation. Le scénario table ainsi sur une croissance annuelle moyenne de 1,7 % en 2025, en baisse sensible par rapport aux 2,8 % enregistrés en 2024, avant une accélération ensuite, autour de 2 %. La décélération en cours s'accompagne d'une fragilisation du marché du travail, avec une hausse toutefois modérée du taux de chômage. Les droits de douane, à leur point d'impact maximal, ajouteraient près de 0,8 point à la hausse des prix sur un an. Cet effet serait largement temporaire, mais porteraient l'inflation autour de 3 % fin 2025, avant de baisser graduellement en 2026 mais en restant supérieure à la cible de la FED (« *Federal Reserve Bank* »).

En zone euro, malgré la frilosité de la consommation et un environnement extérieur plus défavorable, la reprise se poursuit. L'impact des droits de douane est pour le moment moins violent que redouté et l'accord commercial, conclu en juillet 2025 entre l'UE et les États-Unis offre davantage de visibilité. La croissance engrangée sur le début de 2025 permet de tabler sur une progression du PIB « décente », de l'ordre de 1,3 % en 2025 comme en 2026. La résistance de l'économie tient à la demande intérieure : elle s'est certes affaiblie, mais affiche un rythme légèrement supérieur à sa tendance de long terme et l'investissement, en particulier, a bien résisté à l'incertitude. Notre scénario se fonde, avant tout, sur l'investissement, porté à la fois par les fonds européens, les dépenses en défense et le plan de relance allemand.

Politiques monétaires : une pause prolongée

Du côté de la politique monétaire, l'heure n'est pas à la détente. Aux États-Unis, la résistance de l'inflation ne plaide pas en faveur d'un assouplissement monétaire rapide et massif : une dernière baisse en 2025 ramène la borne haute du taux des fonds fédéraux (*Fed Funds*) à 4 %, avant une pause prolongée. Dans la zone euro, l'inflation autour de la cible et la reprise, même modeste, de l'économie suggèrent également la stabilité des taux directeurs, puis un resserrement mais pas avant 2027.

Taux d'intérêt à long terme : pressions haussières

Les taux d'intérêt subiraient des pressions haussières modérées. Aux États-Unis, la possible résurgence des préoccupations inflationnistes et les espoirs déçus d'assouplissement monétaire massif pourraient se traduire par une légère hausse des taux d'intérêt couplée à un aplatissement de la courbe.

Ce mouvement se propagerait à la zone euro, favorisé par une croissance européenne résistant mieux qu'anticipé, puis soutenu par l'expansion budgétaire en Allemagne. La réorganisation de la hiérarchie entre souverains de la zone euro se poursuivrait.

◆ Deuxième scénario : Scénario « *adverse* modéré » (pondéré à 25 %)

Matérialisation brutale de plusieurs risques

Ce scénario suppose une réappréciation du risque américain, dans le sillage de ce qui a déjà été observé lors du *Liberation Day,* avec une remontée des taux des *Treasuries* à 10 ans et un écartement par rapport au *swap*, ainsi qu'un certain « désamour » à l'égard du dollar. Par ailleurs, le caractère anxiogène de l'environnement suscite une crise de confiance ; l'aversion au risque affecte tout particulièrement les marchés actions mais également les taux souverains les moins robustes de la zone euro, en particulier les taux français. Des tensions internationales et une nouvelle hausse du prix du gaz pénalisent l'Union européenne. La France connaît en outre un enlisement de sa situation politique qui lui ôte toute crédibilité quant à sa trajectoire de réduction des déséquilibres des finances publiques.

La zone connaît une résurgence de l'inflation, en particulier dans les pays fortement exposés au gaz (Italie et Allemagne). Le PIB recule en 2026 pour la zone euro dans son ensemble comme dans les grands pays de la zone. En France, par rapport au scénario central, l'inflation se redresse de 0,3 point de pourcentage en 2026 alors que la croissance est 1,5 point de pourcentage plus basse. Une certaine normalisation s'opère par la suite, grâce notamment à une baisse sensible de l'inflation, mais la croissance reste inférieure en 2027 à celle qui est prévue dans le scénario central.

Réponses des Banques centrales et taux à long terme

Ce scénario émet l'hypothèse selon laquelle les Banques centrales ne réagissent pas. Elles n'opèrent pas d'assouplissement face à la vague d'aversion au risque en 2026 en raison du risque d'inflation ; les taux directeurs sont donc stables sur toute la période. Sur le marché interbancaire, la défiance indiscriminée engendre des tensions sur les taux (remontée des Euribor).

S'agissant des taux longs sans risque (taux de *swap* zone euro), ce scénario suppose que les marchés anticipent un retour rapide « à la normale », le risque américain se dissipant et la confiance se rétablissant, avec une reprise des marchés actions après le choc important de 2026. Les marchés ont tendance à sous-estimer l'ampleur et la durée du choc baissier sur la croissance et se focalisent sur le risque d'inflation. Les tensions sont concentrées sur la partie courte (taux à 2 ans) en 2026. Les taux sur les maturités longues sont en revanche plus bas qu'en scénario central, la courbe est inversée. Par ailleurs, les *spreads* vis-à-vis du *swap* 10 ans connaissent un écartement marqué en 2026.

◆ Troisième scénario : Scénario « favorable » (pondéré à 5 %)

Dynamisation de la croissance grâce au « bazooka » allemand

Ce scénario suppose une mise en place plus rapide et efficace du plan d'investissements allemand. Le *Bundestag* valide très rapidement le plan de relance et la KFW (banque publique d'investissement allemande) est activement mobilisée. Le plan prévoit 500 milliards d'euros d'investissement sur douze ans, soit 1 % du PIB par an, dédiés à des infrastructures dans l'énergie, les transports, les écoles et le numérique. La règle du frein à la dette est assouplie, excluant les dépenses liées à l'Ukraine et à la défense. Les régions allemandes peuvent s'endetter à hauteur de 0,35 % de leur PIB pour investir dans la rénovation des infrastructures et la sécurité.

L'impulsion budgétaire que procurent le plan allemand et ces assouplissements budgétaires stimule de nombreux secteurs industriels en Allemagne mais aussi en Europe ; l'effet d'entraînement sur les membres de l'Union européenne est significatif.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

La multiplication des projets d'investissement, notamment en Allemagne, en Italie et en France, permet un net redressement de l'industrie européenne. L'investissement est dynamique, le climat des affaires et la confiance des consommateurs se renforcent ; les perspectives de croissance sont en nette amélioration. Le surplus de croissance pour l'ensemble de la zone euro se monte à 0,4 point de pourcentage par an en moyenne sur la période 2025-2028.

Les déficits publics en Allemagne, en Italie et en France augmentent mais sans détérioration massive des ratios de dette publique sur PIB.

Léger resserrement monétaire et recul des *spreads*

La croissance étant davantage portée par des dépenses d'investissement que par la consommation, la remontée de l'inflation est marginale (+0,1 point en moyenne par an). En conséquence, la BCE remonte un peu plus ses taux d'intérêt que dans le scénario central, conduisant à des taux d'intérêt à long terme plus élevés. Les *spreads* français et italien se resserrent en revanche.

◆ Quatrième scénario : Scénario « *adverse* sévère » (pondéré à 15 %)

Aggravation des tensions commerciales et géopolitiques

On suppose que le gouvernement américain lance une nouvelle offensive tarifaire. Compte tenu du jugement de *l'International Court of Trade* américaine, le gouvernement américain privilégie une hausse substantielle des tarifs sectoriels (dont acier, aluminium, automobiles, produits pharmaceutiques, semi-conducteurs, puces). Il fait également approuver par le Congrès un tarif universel (NB : il peut recourir à un texte législatif qui n'a jamais été utilisé : l'Article 122 de la Loi sur le commerce extérieur, *Trade Act* de 1974, qui permet d'imposer des droits de douane temporaires allant jusqu'à 15 % sur toutes les importations pour combler les déficits extérieurs). Le tarif douanier appliqué est de l'ordre de 20 %.

Les principaux partenaires rétorquent en contrôlant leurs exportations (rétention d'exportations stratégiques de la part de la Chine) ou en imposant à leur tour des droits de douane (Chine et UE). L'UE refuse de s'engager à importer davantage de GNL (Gaz Naturel Liquéfié) des États-Unis, refus auquel le gouvernement américain réplique en imposant une limitation des volumes de GNL exportés.

Du fait des volumes en jeu plus élevés, le blocus total des exportations de GNL américain provoquerait une augmentation des prix du gaz naturel bien supérieure à celle de 2022. Nous supposons ici un embargo partiel qui se traduit par un doublement du prix du gaz pendant un semestre (S1-2026), le temps de négocier.

Guerre commerciale et tensions géopolitiques entraînent un blocage partiel de certaines voies maritimes clés (Panama, détroit de Malacca, canal de Suez) qui occasionne une augmentation des délais de livraison et des ruptures ponctuelles des chaînes d'approvisionnement.

Les chocs, liés à la guerre commerciale, à la résurgence de l'inflation et à la hausse des coûts de financement, entraînent une crise de confiance qui se traduit par une remontée du taux d'épargne et une baisse de l'investissement. La croissance en est fortement affectée.

Forte inflation et resserrement monétaire

L'inflation se redresse rapidement. Les craintes d'effets de second tour sont très présentes, en raison notamment de la relative bonne tenue des marchés du travail au moment du déploiement du choc, malgré la décélération anticipée de la croissance.

Face à cette inflation et à ces risques, la FED et la BCE opèrent un resserrement monétaire rapide et « surdimensionné ». Les taux *swaps* 10 ans remontent, ainsi que les taux souverains, pénalisés par les craintes sur les situations budgétaires. La courbe est toutefois inversée.

Les marchés actions connaissent une baisse brutale.

▶ Focus sur l'évolution des principales variables macroéconomiques dans les quatre scénarios :

	Réf.	Central				*Adverse* modéré				Favorable				*Adverse* sévère			
	2024	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028
Zone euro																	
PIB réel – variation moyenne annuelle	0,8	1,3	1,3	1,5	1,6	1,1	(0,5)	1,0	1,6	1,3	1,7	1,9	2,0	0,9	(2,0)	(1,8)	1,5
Taux de chômage - moyenne annuelle	6,4	6,3	6,2	6,1	6,0	6,3	6,7	6,5	6,3	6,3	6,2	6,1	6,0	6,3	7,0	7,9	7,8
Inflation (IPCH) - moyenne annuelle	2,4	2,1	1,7	1,8	1,9	2,1	2,0	1,7	2,3	2,1	1,8	2,1	2,4	2,1	4,7	3,1	2,6
France																	
PIB réel - variation moyenne annuelle	1,1	0,7	1,2	1,3	1,3	0,6	(0,3)	0,7	1,3	0,7	1,7	1,9	1,8	0,6	(1,2)	(1,5)	1,8
Taux de chômage - moyenne annuelle	7,4	7,6	7,7	7,6	7,5	7,6	8,1	8,0	7,6	7,6	7,5	7,3	7,1	7,6	8,3	8,9	8,7
Inflation (IPC) - moyenne annuelle	2,0	1,0	1,1	1,3	1,6	0,9	1,4	0,8	1,2	1,0	1,2	1,5	1,8	0,9	3,1	2,1	2,0
OAT 10 ans - fin d'année	3,2	3,6	3,9	3,9	4,0	3,8	4,4	3,9	3,9	3,6	3,9	3,8	3,9	3,4	5,2	4,2	4,0

◆ Analyse de sensibilité des scénarios macroéconomiques dans le calcul des provisions IFRS9 (ECL *Stage* 1 et 2) sur la base des paramètres centraux :

▶ Sur le périmètre groupe Crédit Agricole CIB :

Variation d'ECL d'un passage à 100 % du scénario (périmètre groupe Crédit Agricole CIB)			
Scénario central	*Adverse* modéré	*Adverse* sévère	Scénario favorable
(2,9 %)	+3,1 %	+12,6 %	(3,8 %)

Cette sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des *forward looking* locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Décomposition *Stage* 1 / *Stage* 2 et *Stage* 3

À fin décembre 2025, en intégrant les *forward looking* locaux, les provisions *Stage* 1 / *Stage* 2 d'une part (provisionnement des actifs clientèles sains) et les provisions *Stage* 3 d'autre part (provisionnement pour risques avérés) ont représenté respectivement 36 % et 64 % des stocks de couverture sur le périmètre groupe Crédit Agricole CIB.

À fin décembre 2025, les reprises nettes de provisions *Stage* 1 / *Stage* 2 en coût du risque annuel du groupe Crédit Agricole CIB s'élèvent à +8 millions d'euros et les dotations nettes de reprises pour la part du risque avéré *Stage* 3 et autres provisions s'élèvent à - 136 millions d'euros.

3.1.1 VARIATION DES VALEURS COMPTABLES ET DES CORRECTIONS DE VALEUR POUR PERTES SUR LA PÉRIODE

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

▶ Actifs financiers au coût amorti : titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**40 956**	**(11)**	**35**	**(1)**	**24**	**(24)**	**41 015**	**(36)**	**40 979**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**5**	**-**	**(5)**	**3**	**-**	**-**	**-**	**3**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(959)	-	959	(1)			-	(1)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	964	-	(964)	4			-	4	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**40 961**	**(11)**	**30**	**2**	**24**	**(24)**	**41 015**	**(33)**	**40 982**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**1 292**	**(3)**	**103**	**(4)**	**(1)**	**1**	**1 394**	**(6)**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	36 894	(14)	142	(5)			37 036	(19)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(33 273)	18	(36)	2	-	-	(33 309)	20	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(6)		-		-		(6)	
Changements dans le modèle / méthodologie		(2)		-		-		(2)	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(2 329)	1	(3)	(1)	(1)	1	(2 333)	1	
Total	**42 253**	**(14)**	**133**	**(2)**	**23**	**(23)**	**42 409**	**(39)**	**42 370**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [3]	52		-		-		52		
Au 31 décembre 2025	**42 305**	**(14)**	**133**	**(2)**	**23**	**(23)**	**42 461**	**(39)**	**42 422**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**47 793**	**(10)**	**188**	**(6)**	**465**	**(416)**	**48 446**	**(432)**	**48 014**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(118)**	**-**	**118**	**(1)**	**-**	**-**	**-**	**(1)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(118)	-	118	(1)			-	(1)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**47 675**	**(10)**	**306**	**(7)**	**465**	**(416)**	**48 446**	**(433)**	**48 013**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**6 659**	**(5)**	**2**	**(2)**	**(68)**	**52**	**6 593**	**45**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	66 279	(16)	374	(33)			66 653	(49)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(59 584)	20	(374)	35	(27)	21	(59 985)	76	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(10)		-		(4)		(14)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		(3)		-		(3)	
Variations de périmètre [3]	32	-	-	-	-	-	32	-	
Autres	(68)	1	2	(1)	(41)	35	(107)	35	
Total	**54 334**	**(15)**	**308**	**(9)**	**397**	**(364)**	**55 039**	**(388)**	**54 651**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	89		-		4		93		
Au 31 décembre 2025	**54 423**	**(15)**	**308**	**(9)**	**401**	**(364)**	**55 132**	**(388)**	**54 744**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**172 497**	**(181)**	**20 134**	**(712)**	**2 925**	**(1 534)**	**195 556**	**(2 427)**	**193 129**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(8 401)**	**(8)**	**7 795**	**87**	**606**	**(232)**	**-**	**(153)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(13 811)	19	13 811	(118)			-	(99)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	5 478	(30)	(5 478)	55			-	25	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	(92)	3	(743)	155	835	(257)	-	(99)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	24	-	205	(5)	(229)	25	-	20	
Total après transferts	**164 096**	**(189)**	**27 929**	**(625)**	**3 531**	**(1 766)**	**195 556**	**(2 580)**	**192 976**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**8 362**	**16**	**(2 713)**	**(25)**	**(1 039)**	**293**	**4 610**	**284**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,renégociation… [2]	159 613	(361)	11 457	(1 665)			171 070	(2 026)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(143 192)	372	(12 909)	1 638	(593)	81	(156 694)	2 091	
Passages à perte					(264)	264	(264)	264	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		(64)		(163)		(227)	
Changements dans le modèle / méthodologie		1		34		-		35	
Variations de périmètre [3]	75	-	-	-	-	-	75	-	
Autres	(8 134)	4	(1 261)	32	(182)	111	(9 577)	147	
Total	**172 458**	**(173)**	**25 216**	**(650)**	**2 492**	**(1 473)**	**200 166**	**(2 296)**	**197 870**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	(3)		9		364		370		
Au 31 décembre 2025	**172 455**	**(173)**	**25 225**	**(650)**	**2 856**	**(1 473)**	**200 536**	**(2 296)**	**198 240**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)					
En millions d'euros	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	**14 413**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**	**(9)**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(70)**	**(1)**	**70**	**1**	**-**	**-**	**-**	**-**
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(93)	-	93	-			-	-
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	23	(1)	(23)	1			-	-
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	**14 343**	**(10)**	**70**	**1**	**-**	**-**	**14 413**	**(9)**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**(523)**	**1**	**37**	**(1)**	**-**	**-**	**(486)**	**-**
Réévaluation de juste valeur sur la période	89		-		-		89	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	4 871	(8)	48	(1)			4 919	(9)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(4 303)	9	(11)	-	-	-	(4 314)	9
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(1)		-		-		(1)
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre [3]	11	-	-	-	-	-	11	-
Autres	(1 191)	1	-	-	-	-	(1 191)	1
Total	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**(9)**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	-		-		-		-	
Au 31 décembre 2025	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**(9)**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes).

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de financement

En millions d'euros	Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 442**	**(401)**	**153 041**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(8 066)**	**2**	**8 016**	**(60)**	**50**	**(14)**	**-**	**(72)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(10 731)	12	10 731	(89)			-	(77)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	2 667	(10)	(2 667)	22			-	12	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	(3)	-	(48)	7	51	(14)	-	(7)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	1	-	-	-	(1)	-	-	-	
Total après transferts	**135 729**	**(118)**	**17 421**	**(306)**	**292**	**(49)**	**153 442**	**(473)**	**152 969**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	**5 938**	**29**	**(2 046)**	**47**	**(152)**	**43**	**3 740**	**119**	
Nouveaux engagements donnés [2]	116 577	(871)	6 274	(583)			122 851	(1 454)	
Extinction des engagements	(103 846)	637	(7 810)	822	(289)	51	(111 945)	1 510	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		258		(287)		(8)		(37)	
Changements dans le modèle / méthodologie		1		75		-		76	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(6 793)	4	(510)	20	137	-	(7 166)	24	
Au 31 décembre 2025	**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**157 182**	**(354)**	**156 828**

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de garantie

En millions d'euros	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) – Montant de l'engagement	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) – Correction de valeur pour pertes	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) – Montant de l'engagement	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) – Correction de valeur pour pertes	Engagements provisionnés (*Stage* 3) – Montant de l'engagement	Engagements provisionnés (*Stage* 3) – Correction de valeur pour pertes	Total – Montant de l'engagement (a)	Total – Correction de valeur pour pertes (b)	Total – Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 230**	**(205)**	**178 025**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(1 091)**	**(1)**	**1 070**	**-**	**21**	**(4)**	**-**	**(5)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(3 676)	2	3 676	(8)			-	(6)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	2 585	(3)	(2 585)	7			-	4	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	(31)	1	31	(8)	-	(7)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	10	-	(10)	4	-	4	
Total après transferts	**172 361**	**(23)**	**5 338**	**(29)**	**531**	**(158)**	**178 230**	**(210)**	**178 020**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	**13 128**	**4**	**(131)**	**(8)**	**(165)**	**49**	**12 832**	**45**	
Nouveaux engagements donnés [2]	456 637	(143)	3 162	(97)			459 799	(240)	
Extinction des engagements	(426 241)	131	(3 059)	104	(99)	7	(429 399)	242	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		16		(21)		31		26	
Changements dans le modèle/méthodologie		-		3		-		3	
Variations de périmètre [3]	149	-	-	-	-	-	149	-	
Autres	(17 417)	-	(234)	3	(66)	11	(17 717)	14	
Au 31 décembre 2025	**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**191 062**	**(165)**	**190 897**

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

3.1.2 EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple, les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (*Stage* 3).

▶ Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

En millions d'euros	31.12.2025 – Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit – Actifs détenus en garantie – Instruments financiers reçus en garantie	Réduction du risque de crédit – Actifs détenus en garantie – Hypothèques	Réduction du risque de crédit – Actifs détenus en garantie – Nantissements	Réduction du risque de crédit – Autres techniques de rehaussement de crédit – Cautionnements et autres garanties financières	Réduction du risque de crédit – Autres techniques de rehaussement de crédit – Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**402 630**	**205 980**	**449**	**237**	**238**	**-**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	402 615	205 980	449	237	238	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	15	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**3 327**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**405 957**	**205 980**	**449**	**237**	**238**	**-**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**389 827**	**197 630**	**243**	**234**	**348**	**-**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	389 811	197 630	243	234	348	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	16	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**3 671**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**393 498**	**197 630**	**243**	**234**	**348**	**-**

▶ Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	31.12.2025					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**13 927**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	**13 927**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**295 406**	**10 214**	**13 651**	**37 573**	**59 564**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 420	-	180	352	228	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**54 744**	**7 126**	**-**	**275**	**1 691**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	37	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**198 240**	**3 088**	**13 634**	**35 162**	**57 838**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 383	-	180	352	228	-
Titres de dettes	**42 422**	**-**	**17**	**2 136**	**35**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	**309 333**	**10 214**	**13 651**	**37 573**	**59 564**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 420	-	180	352	228	-

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**14 413**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	**14 413**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**282 122**	**7 420**	**11 870**	**37 327**	**57 551**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 440	-	120	438	291	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**48 014**	**4 299**	**-**	**211**	**1 266**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	49	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**193 129**	**3 121**	**11 854**	**37 014**	**55 970**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 391	-	120	438	291	-
Titres de dettes	**40 979**	**-**	**16**	**102**	**315**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	**296 535**	**7 420**	**11 870**	**37 327**	**57 551**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 440	-	120	438	291	-

▶ Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

	31.12.2025					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**190 897**	**-**	**152**	**1 313**	**12 549**	**112**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	257	-	-	149	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**156 828**	**-**	**1 254**	**10 147**	**55 301**	**632**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	134	-	-	51	-	-
Total	**347 725**	**-**	**1 406**	**11 460**	**67 850**	**744**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	391	-	-	200	-	-

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**178 025**	**-**	**46**	**552**	**12 472**	**502**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	356	-	-	163	7	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**153 041**	**-**	**976**	**6 427**	**51 876**	**2 135**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	207	-	-	18	7	-
Total	**331 066**	**-**	**1 022**	**6 979**	**64 348**	**2 637**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	563	-	-	181	14	-

3.1.3 ACTIFS FINANCIERS MODIFIÉS

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles Crédit Agricole CIB a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », Chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à la date de clôture est de :

	31.12.2025		
	Actifs sains		
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**
Valeur comptable brute	-	-	-
Gains ou pertes nets	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**1 264**	**505**
Valeur comptable brute	-	1 264	505
Gains ou pertes nets	-	-	-
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**
Valeur comptable brute	-	-	-
Gains ou pertes nets	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », Chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit », les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du *Stage* 2 (actifs sains) ou *Stage* 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en *Stage* 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en *Stage* 2 ou en *Stage* 3 et reclassés en *Stage* 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
TOTAL	**-**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.1.4 CONCENTRATIONS DU RISQUE DE CRÉDIT

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT PAR CATÉGORIES DE RISQUE DE CRÉDIT

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le Chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques ».

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du Groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15 % au 31 décembre 2025.

▶ **Actifs financiers au coût amorti**

		31.12.2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	229 716	(107)	7 062	(26)			236 645
	0,6% < PD < 12%	23 084	(93)	13 862	(168)			36 685
	12% ≤ PD < 100%			4 588	(467)			4 121
	PD = 100%					3 043	(1 785)	1 258
Total Hors clientèle de détail		**252 800**	**(200)**	**25 512**	**(661)**	**3 043**	**(1 785)**	**278 709**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	16 274	(2)	71	-			16 343
	0,5% < PD ≤ 2%	66	-	38	-			104
	2% < PD ≤ 15%	43	-	38	-			81
	15% < PD < 100%			7	-			7
	PD = 100%					237	(75)	162
Total Clientèle de détail		**16 383**	**(2)**	**154**	**-**	**237**	**(75)**	**16 697**
TOTAL		**269 183**	**(202)**	**25 666**	**(661)**	**3 280**	**(1 860)**	**295 406**

		31.12.2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	222 404	(103)	5 342	(29)			227 614
	0,6% < PD < 12%	25 144	(97)	10 218	(115)			35 150
	12% ≤ PD < 100%			4 675	(574)			4 101
	PD = 100%					3 238	(1 927)	1 311
Total Hors clientèle de détail		**247 548**	**(200)**	**20 235**	**(718)**	**3 238**	**(1 927)**	**268 176**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	13 375	(1)	61	-			13 435
	0,5% < PD ≤ 2%	322	(1)	36	-			357
	2% < PD ≤ 20%	1	-	25	(1)			25
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					176	(47)	129
Total Clientèle de détail		**13 698**	**(2)**	**122**	**(1)**	**176**	**(47)**	**13 946**
TOTAL		**261 246**	**(202)**	**20 357**	**(719)**	**3 414**	**(1 974)**	**282 122**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

		31.12.2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	13 131	(7)	81	-			13 205
	0,6% < PD < 12%	698	(2)	26	-			722
	12% ≤ PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Hors clientèle de détail		**13 829**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-			-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-			-
	2% < PD ≤ 15%	-	-	-	-			-
	15% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL		**13 829**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**

		31.12.2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	13 626	(8)	-	-			13 618
	0,6% < PD < 12%	796	(1)	-	-			795
	12% ≤ PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Hors clientèle de détail		**14 422**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-			-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-			-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-			-
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL		**14 422**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de financement

		31.12.2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	124 851	(35)	1 051	(1)			125 866
	0,6% < PD < 12%	13 281	(53)	11 484	(124)			24 588
	12% ≤ PD < 100%			2 833	(134)			2 699
	PD = 100%					140	(6)	134
Total Hors clientèle de détail		**138 132**	**(88)**	**15 368**	**(259)**	**140**	**(6)**	**153 287**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	3 501	(1)	1	-			3 501
	0,5% < PD ≤ 2%	26	-	1	-			27
	2% < PD ≤ 15%	8	-	2	-			10
	15% < PD < 100%			3	-			3
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**3 535**	**(1)**	**7**	**-**	**-**	**-**	**3 541**
TOTAL		**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**156 828**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		31.12.2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	127 180	(51)	1 045	(1)			128 173
	0,6% < PD < 12%	13 714	(68)	5 943	(95)			19 494
	12% ≤ PD < 100%			2 414	(150)			2 264
	PD = 100%					238	(35)	203
Total Hors clientèle de détail		**140 894**	**(119)**	**9 402**	**(246)**	**238**	**(35)**	**150 134**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	2 707	-	3	-			2 710
	0,5% < PD ≤ 2%	193	(1)	-	-			192
	2% < PD ≤ 20%	1	-	-	-			1
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					4	-	4
Total Clientèle de détail		**2 901**	**(1)**	**3**	**-**	**4**	**-**	**2 907**
TOTAL		**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 041**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de garantie

		31.12.2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	179 824	(10)	1 952	(1)			181 765
	0,6% < PD < 12%	4 830	(9)	2 629	(18)			7 432
	12% ≤ PD < 100%			597	(18)			579
	PD = 100%					366	(109)	257
Total Hors clientèle de détail		**184 654**	**(19)**	**5 178**	**(37)**	**366**	**(109)**	**190 033**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	818	-	26	-			844
	0,5% < PD ≤ 2%	5	-	1	-			6
	2% < PD ≤ 15%	12	-	2	-			14
	15% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**835**	**-**	**29**	**-**	**-**	**-**	**864**
TOTAL		**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**190 897**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		31.12.2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	167 687	(8)	1 495	-			169 174
	0,6% < PD < 12%	5 014	(14)	2 289	(10)			7 279
	12% ≤ PD < 100%			454	(19)			435
	PD = 100%					510	(154)	356
Total Hors clientèle de détail		**172 701**	**(22)**	**4 238**	**(29)**	**510**	**(154)**	**177 244**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	724	-	27	-			751
	0,5% < PD ≤ 2%	26	-	1	-			27
	2% < PD ≤ 20%	1	-	2	-			3
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**751**	**-**	**30**	**-**	**-**	**-**	**781**
TOTAL		**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 025**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

CONCENTRATIONS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR AGENT ÉCONOMIQUE

▸ Actifs financiers au coût amorti par agent économique

	31.12.2025							31.12.2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains							Actifs sains						
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 3)	Total brut	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage*2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 3)	Total brut
Administration générale	25 519	(17)	1 606	(16)	39	(37)	27 164	25 128	(13)	1 034	(7)	39	(37)	26 201
Banques centrales	8 798	-	103	(9)	-	-	8 901	8 175	-	82	(6)	-	-	8 257
Établissements de crédit	53 761	(16)	205	-	401	(364)	54 367	48 274	(12)	107	-	465	(416)	48 846
Grandes entreprises	164 722	(167)	23 598	(636)	2 603	(1 384)	190 923	165 971	(175)	19 012	(705)	2 734	(1 474)	187 717
Clientèle de détail	16 383	(2)	154	-	237	(75)	16 774	13 698	(2)	122	(1)	176	(47)	13 996
TOTAL	**269 183**	**(202)**	**25 666**	**(661)**	**3 280**	**(1 860)**	**298 129**	**261 246**	**(202)**	**20 357**	**(719)**	**3 414**	**(1 974)**	**285 017**

▸ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	31.12.2025							31.12.2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains							Actifs sains						
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 3)	Total
Administration générale	9 232	(7)	-	-	-	-	9 232	10 932	(8)	-	-	-	-	10 932
Banques centrales	122	-	-	-	-	-	122	64	-	-	-	-	-	64
Établissements de crédit	3 389	(2)	-	-	-	-	3 389	2 358	(1)	-	-	-	-	2 358
Grandes entreprises	1 077	-	107	-	-	-	1 184	1 059	-	-	-	-	-	1 059
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**14 413**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**

▸ Dettes envers la clientèle par agent économique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Administration générale	22 665	24 129
Grandes entreprises	165 434	147 676
Clientèle de détail	30 899	30 719
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	**218 998**	**202 524**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de financement par agent économique

En millions d'euros	31.12.2025							31.12.2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1)[1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2)[1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3)[1]	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1)[1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2)[1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3)[1]	Total brut
Administration générale	4 159	(2)	1 465	(15)	-	-	5 624	4 931	(3)	742	(11)	-	-	5 673
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	2 750	-	41	-	-	-	2 791	4 523	(1)	15	-	-	-	4 538
Grandes entreprises	131 223	(86)	13 862	(244)	140	(6)	145 225	131 440	(115)	8 645	(235)	238	(35)	140 323
Clientèle de détail	3 535	(1)	7	-	-	-	3 542	2 901	(1)	3	-	4	-	2 908
TOTAL	**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**157 182**	**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 442**

[1] *Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.*

▶ Engagements de garantie par agent économique

En millions d'euros	31.12.2025							31.12.2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1)[1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2)[1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3)[1]	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1)[1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2)[1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3)[1]	Total brut
Administration générale	216	-	24	-	-	-	240	270	-	-	-	-	-	270
Banques centrales	262	-	-	-	-	-	262	335	-	-	-	-	-	335
Établissements de crédit	7 494	(3)	351	-	6	-	7 851	6 201	(1)	47	(1)	30	-	6 278
Grandes entreprises	176 682	(16)	4 803	(37)	360	(109)	181 845	165 895	(21)	4 191	(28)	480	(154)	170 566
Clientèle de détail	835	-	29	-	-	-	864	751	-	30	-	-	-	781
TOTAL	**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**191 062**	**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 230**

[1] *Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

▶ Actifs financiers au coût amorti par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains				Actifs sains			
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	80 431	3 707	932	**85 070**	80 153	3 303	502	**83 958**
Autres pays de l'Union européenne	53 450	7 121	447	**61 018**	53 844	5 065	559	**59 468**
Autres pays d'Europe	30 109	2 485	260	**32 854**	26 133	2 262	403	**28 798**
Amérique du Nord	42 250	3 942	487	**46 679**	38 697	3 826	350	**42 873**
Amériques centrale et du Sud	11 076	1 851	539	**13 466**	10 156	1 765	723	**12 644**
Afrique et Moyen-Orient	15 104	3 524	359	**18 987**	14 252	2 264	483	**16 999**
Asie et Océanie (hors Japon)	30 473	2 577	256	**33 306**	32 032	1 301	394	**33 727**
Japon	6 290	459	-	**6 749**	5 979	571	-	**6 550**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Dépréciations	(202)	(661)	(1 860)	**(2 723)**	(202)	(719)	(1 974)	**(2 895)**
TOTAL	**268 981**	**25 005**	**1 420**	**295 406**	**261 044**	**19 638**	**1 440**	**282 122**

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains				Actifs sains			
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	2 883	-	-	**2 883**	3 452	-	-	**3 452**
Autres pays de l'Union européenne	4 264	107	-	**4 371**	4 468	-	-	**4 468**
Autres pays d'Europe	521	-	-	**521**	536	-	-	**536**
Amérique du Nord	2 412	-	-	**2 412**	2 441	-	-	**2 441**
Amériques centrale et du Sud	168	-	-	**168**	117	-	-	**117**
Afrique et Moyen-Orient	541	-	-	**541**	337	-	-	**337**
Asie et Océanie (hors Japon)	1 866	-	-	**1 866**	1 398	-	-	**1 398**
Japon	1 165	-	-	**1 165**	1 664	-	-	**1 664**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
TOTAL	**13 820**	**107**	**-**	**13 927**	**14 413**	**-**	**-**	**14 413**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Dettes envers la clientèle par zone géographique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
France (y compris DROM-COM)	35 221	40 177
Autres pays de l'Union européenne	69 063	64 154
Autres pays d'Europe	25 007	24 244
Amérique du Nord	17 830	17 622
Amériques centrale et du Sud	8 402	6 644
Afrique et Moyen-Orient	7 296	8 831
Asie et Océanie (hors Japon)	46 354	32 574
Japon	9 825	8 278
Organismes supra-nationaux	-	-
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	**218 998**	**202 524**

▶ Engagements de financement par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains				Engagements sains			
En millions d'euros	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	33 645	2 959	41	**36 645**	34 942	1 455	120	**36 517**
Autres pays de l'Union européenne	39 721	5 660	8	**45 389**	39 616	2 869	17	**42 502**
Autres pays d'Europe	14 923	1 335	-	**16 258**	15 394	846	-	**16 240**
Amérique du Nord	36 128	2 841	10	**38 979**	34 750	2 196	4	**36 950**
Amériques centrale et du Sud	4 545	348	3	**4 896**	3 232	1 151	5	**4 388**
Afrique et Moyen-Orient	3 935	1 782	-	**5 717**	5 311	779	-	**6 090**
Asie et Océanie (hors Japon)	7 186	439	78	**7 703**	8 813	109	96	**9 018**
Japon	1 584	11	-	**1 595**	1 737	-	-	**1 737**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Provisions [1]	(89)	(259)	(6)	**(354)**	(120)	(246)	(35)	**(401)**
TOTAL	**141 578**	**15 116**	**134**	**156 828**	**143 675**	**9 159**	**207**	**153 041**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

▶ Engagements de garantie par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains				Engagements sains			
En millions d'euros	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	15 927	1 388	62	**17 377**	13 651	1 302	80	**15 033**
Autres pays de l'Union européenne	18 251	1 231	238	**19 720**	16 378	1 241	337	**17 956**
Autres pays d'Europe	7 069	456	7	**7 532**	7 475	294	30	**7 799**
Amérique du Nord	125 994	694	58	**126 746**	120 061	784	39	**120 884**
Amériques centrale et du Sud	3 179	61	-	**3 240**	2 796	11	-	**2 807**
Afrique et Moyen-Orient	1 917	203	-	**2 120**	1 132	134	23	**1 289**
Asie et Océanie (hors Japon)	12 279	760	1	**13 040**	10 888	441	1	**11 330**
Japon	873	414	-	**1 287**	1 071	61	-	**1 132**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Provisions [1]	(19)	(37)	(109)	**(165)**	(22)	(29)	(154)	**(205)**
TOTAL	**185 470**	**5 170**	**257**	**190 897**	**173 430**	**4 239**	**356**	**178 025**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de Crédit Agricole CIB au risque souverain sont les suivantes :

ACTIVITÉ BANCAIRE

	31.12.2025						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Expositions nettes de dépréciations				
En millions d'euros	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	15	-	-	2 118	2 133	-	2 133
Argentine	-	-	-	16	16	-	16
Belgique	417	-	35	304	756	5	761
Brésil	89	-	167	66	322	(7)	315
Chine	374	-	-	295	669	-	669
Egypte	1	-	-	401	402	-	402
Espagne	-	-	-	430	430	2	432
États-Unis	17 944	-	8	1 793	19 745	45	19 790
France	5 857	-	-	1 617	7 474	94	7 568
Hong Kong	109	-	-	955	1 064	5	1 069
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	983	-	726	1 419	3 128	17	3 145
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	9	4	13	-	13
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	61	61	-	61
Autres pays souverains	4 530	-	1 066	6 000	11 596	10	11 606
TOTAL	**30 319**	**-**	**2 011**	**15 479**	**47 809**	**171**	**47 980**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Expositions nettes de dépréciations				
En millions d'euros	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	4	-	-	1 463	1 467	-	1 467
Argentine	-	-	-	23	23	-	23
Belgique	-	-	36	263	299	(5)	294
Brésil	27	-	117	82	226	-	226
Chine	195	-	-	146	341	-	341
Egypte	-	-	-	364	364	-	364
Espagne	2 090	-	-	102	2 192	(1)	2 191
États-Unis	11 275	-	9	920	12 204	77	12 281
France	-	-	-	1 255	1 255	36	1 291
Hong Kong	133	-	-	1 121	1 254	8	1 262
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	1 085	-	943	2 137	4 165	4	4 169
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	9	3	12	-	12
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	75	75	-	75
Autres pays souverains	3 965	-	1 046	5 551	10 562	15	10 577
TOTAL	**18 774**	**-**	**2 160**	**13 505**	**34 439**	**134**	**34 573**

3.3 Risque de marché

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

3.3.1 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

► Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	735	234	363	1 332	1 273	307	118	1 698
Instruments de devises	263	2	-	265	129	26	-	155
Autres instruments	44	-	-	44	10	-	-	10
Sous-total	**1 042**	**236**	**363**	**1 641**	**1 412**	**333**	**118**	**1 863**
Opérations de change à terme	1 686	-	-	1 686	1 806	2	-	1 808
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - ACTIF	**2 728**	**236**	**363**	**3 327**	**3 218**	**335**	**118**	**3 671**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	1 668	126	293	2 087	2 396	120	23	2 539
Instruments de devises	137	1	-	138	96	1	-	97
Autres instruments	5	-	-	5	4	-	-	4
Sous-total	**1 810**	**127**	**293**	**2 230**	**2 496**	**121**	**23**	**2 640**
Opérations de change à terme	911	-	-	911	550	-	-	550
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - PASSIF	**2 721**	**127**	**293**	**3 141**	**3 046**	**121**	**23**	**3 190**

▶ Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	4 687	19 900	61 969	86 556	6 201	20 252	50 234	76 687
Instruments de devises et or	12 705	17 101	10 307	40 113	16 191	22 234	12 666	51 091
Autres instruments	3 112	6 247	1 645	11 004	6 407	5 449	1 897	13 753
Sous-total	**20 504**	**43 248**	**73 921**	**137 673**	**28 799**	**47 935**	**64 797**	**141 531**
Opérations de change à terme	14 978	2 538	127	17 643	25 971	2 019	32	28 022
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - ACTIF	**35 482**	**45 786**	**74 048**	**155 316**	**54 770**	**49 954**	**64 829**	**169 553**

▶ Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	4 573	20 655	60 499	85 727	3 778	20 935	50 021	74 734
Instruments de devises et or	9 514	12 736	7 884	30 134	13 794	21 063	11 426	46 283
Autres instruments	2 216	3 223	780	6 219	2 809	1 840	599	5 248
Sous-total	**16 303**	**36 614**	**69 163**	**122 080**	**20 381**	**43 838**	**62 046**	**126 265**
Opérations de change à terme	15 020	2 508	316	17 844	23 989	3 577	393	27 959
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - PASSIF	**31 323**	**39 122**	**69 479**	**139 924**	**44 370**	**47 415**	**62 439**	**154 224**

3.3.2 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : MONTANT DES ENGAGEMENTS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Instruments de taux d'intérêt	23 577 724	21 009 658
Instruments de devises et or	766 436	793 854
Autres instruments	249 196	222 158
Sous-total	**24 593 356**	**22 025 670**
Opérations de change à terme	3 990 357	3 705 111
TOTAL NOTIONNELS	**28 583 713**	**25 730 781**

3.3.3 RISQUE DE CHANGE

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.4 Risque de liquidité et de financement

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

3.4.1 PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	24 047	18 828	10 173	2 084	-	**55 132**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	73 313	26 460	76 113	24 650	-	**200 536**
Total	**97 360**	**45 288**	**86 286**	**26 734**	**-**	**255 668**
Dépréciations						**(2 684)**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						**252 984**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	24 083	18 466	4 252	1 643	2	**48 446**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	72 837	26 084	75 113	21 522	-	**195 556**
Total	**96 920**	**44 550**	**79 365**	**23 165**	**2**	**244 002**
Dépréciations						**(2 859)**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						**241 143**

3.4.2 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	47 996	8 583	27 693	694	-	**84 966**
Dettes envers la clientèle	197 452	15 228	5 645	673	-	**218 998**
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	**245 448**	**23 811**	**33 338**	**1 367**	**-**	**303 964**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	38 367	1 712	25 561	4 459	-	**70 099**
Dettes envers la clientèle	185 791	14 890	1 779	64	-	**202 524**
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	**224 158**	**16 602**	**27 340**	**4 523**	**-**	**272 623**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.4.3 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	**-**
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	**-**
Titres de créances négociables	48 284	23 523	1 299	1 220	-	**74 326**
Emprunts obligataires	-	-	516	37	-	**553**
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	**48 284**	**23 523**	**1 815**	**1 257**	**-**	**74 879**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	751	1 935	1 858	-	**4 544**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	**-**
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	**-**
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	**-**	**751**	**1 935**	**1 858**	**-**	**4 544**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	**-**
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	**-**
Titres de créances négociables	48 169	26 579	1 081	679	-	**76 508**
Emprunts obligataires	52	332	832	30	-	**1 246**
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	**48 221**	**26 911**	**1 913**	**709**	**-**	**77 754**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	1 253	3 368	-	**4 621**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	**-**
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	**-**
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	**-**	**-**	**1 253**	**3 368**	**-**	**4 621**

3.4.4 GARANTIES FINANCIÈRES EN RISQUE DONNÉES PAR MATURITÉ ATTENDUE

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1	117	38	5	-	**161**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	2	153	44	4	-	**203**

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentes dans la note 3.3 « Risque de marché ».

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.5 Comptabilité de couverture

(*Cf.* note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Risques et Pilier 3 – Gestion des risques »)

3.5.1 COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

3.5.2 COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

3.5.3 COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET EN DEVISE

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangère.

3.5.4 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
En millions d'euros	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	1 139	1 088	135 747	1 894	1 133	131 123
Couverture de flux de trésorerie	2 060	1 969	104 757	1 717	1 917	85 232
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	128	84	5 357	60	140	5 104
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**3 327**	**3 141**	**245 861**	**3 671**	**3 190**	**221 459**

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version *carve-out*). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

Crédit Agricole CIB n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.5.5 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE (NOTIONNELS)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31.12.2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total notionnel
Instruments de taux d'intérêt	144 602	14 092	2 651	161 345
Instruments de devises	8 667	917	-	9 584
Autres instruments	282	-	-	282
Sous-total	**153 551**	**15 009**	**2 651**	**171 211**
Opérations de change à terme	74 650	-	-	74 650
TOTAL NOTIONNEL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**228 201**	**15 009**	**2 651**	**245 861**

	31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total notionnel
Instruments de taux d'intérêt	131 956	12 262	2 220	146 438
Instruments de devises	6 481	1 263	-	7 744
Autres instruments	221	-	-	221
Sous-total	**138 658**	**13 525**	**2 220**	**154 403**
Opérations de change à terme	67 002	54	-	67 056
TOTAL NOTIONNEL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**205 660**	**13 579**	**2 220**	**221 459**

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

3.5.6 COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

▶ Instruments dérivés de couverture

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
En millions d'euros	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	**1 037**	**962**	**(483)**	**129 180**	**1 804**	**956**	**73**	**126 410**
Taux d'intérêt	906	820	(137)	109 405	1 216	922	(399)	103 202
Change	131	142	(346)	19 775	588	34	472	23 208
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des microcouvertures de juste valeur	**1 037**	**962**	**(483)**	**129 180**	**1 804**	**956**	**73**	**126 410**
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	102	126	52	6 567	90	177	26	4 713
TOTAL COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	**1 139**	**1 088**	**(431)**	**135 747**	**1 894**	**1 133**	**99**	**131 123**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Éléments couverts

▶ Microcouvertures

En millions d'euros	31.12.2025				31.12.2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**12 323**	**(56)**	**-**	**40**	**12 689**	**(117)**	**-**	**93**
Taux d'intérêt	12 191	(56)	-	40	12 689	(117)	-	93
Change	132	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	**71 624**	**(442)**	**-**	**174**	**73 363**	**(570)**	**-**	**327**
Taux d'intérêt	64 719	(474)	-	130	65 881	(525)	-	399
Change	6 905	32	-	44	7 483	(45)	-	(72)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	**83 947**	**(498)**	**-**	**214**	**86 052**	**(687)**	**-**	**420**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	**35 176**	**(232)**	**-**	**(269)**	**36 150**	**49**	**-**	**494**
Taux d'intérêt	31 952	(227)	-	33	23 761	(246)	-	94
Change	3 224	(5)	-	(302)	12 389	295	-	400
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	**35 176**	**(232)**	**-**	**(269)**	**36 150**	**49**	**-**	**494**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers microcouverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers microcouverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

▶ Macrocouvertures

En millions d'euros	31.12.2025		31.12.2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 054	-	1 721	-
Total - Actifs	**3 054**	**-**	**1 721**	**-**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 389	-	3 164	-
Total - Passifs	**3 389**	**-**	**3 164**	**-**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macrocouverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macrocouverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Résultat de la comptabilité de couverture

	31.12.2025			31.12.2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
En millions d'euros	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	(85)	84	(1)	(373)	372	(1)
Change	(346)	346	-	472	(472)	-
Autres	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**(431)**	**430**	**(1)**	**99**	**(100)**	**(1)**

3.5.7 COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE ET D'INVESTISSEMENTS NETS À L'ÉTRANGER

▶ Instruments dérivés de couverture

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période(y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
En millions d'euros	Actif	Passif			Actif	Passif		
Marchés organisés et de gré à gré	**1 949**	**1 033**	**4**	**79 275**	**1 538**	**686**	**18**	**60 356**
Taux d'intérêt	212	205	6	19 891	213	209	2	13 647
Change	1 693	823	(2)	59 102	1 315	473	16	46 488
Autres	44	5	-	282	10	4	-	221
Total des microcouvertures de flux de trésorerie	**1 949**	**1 033**	**4**	**79 275**	**1 538**	**686**	**18**	**60 356**
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	111	936	194	25 482	179	1 231	455	24 876
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des macrocouvertures de flux de trésorerie	**111**	**936**	**194**	**25 482**	**179**	**1 231**	**455**	**24 876**
TOTAL DE LA COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	**2 060**	**1 969**	**198**	**104 757**	**1 717**	**1 917**	**473**	**85 232**
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**128**	**84**	**255**	**5 357**	**60**	**140**	**(1)**	**5 104**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Impacts de la comptabilité de couverture

	31.12.2025			31.12.2024		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
En millions d'euros	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisée sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
Taux d'intérêt	200	-	-	457	-	-
Change	(2)	-	-	16	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie	**198**	**-**	**-**	**473**	**-**	**-**
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**255**	**-**	**-**	**(1)**	**-**	**-**
Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger	**453**	**-**	**-**	**472**	**-**	**-**

3.6 Risques opérationnels

(*Cf.* Chapitre « Risques et Pilier 3 – Gestion des risques »)

3.7 Gestion du capital et ratios règlementaires

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et règlementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. À ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios règlementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le Chapitre « Risques et Pilier 3 ».

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué unique en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 4 : NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

4.1 Produits et charges d'intérêts

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	**16 154**	**20 227**
Opérations avec les établissements de crédit	4 445	7 002
Opérations avec la clientèle	10 410	11 881
Titres de dettes	1 299	1 344
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**519**	**452**
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	519	452
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**1 158**	**1 164**
Autres intérêts et produits assimilés	**73**	**59**
PRODUITS D'INTÉRÊTS [1]	**17 904**	**21 902**
Sur les passifs financiers au coût amorti	**(13 302)**	**(17 308)**
Opérations avec les établissements de crédit	(3 411)	(4 948)
Opérations avec la clientèle	(6 616)	(8 128)
Dettes représentées par un titre	(3 058)	(3 967)
Dettes subordonnées	(217)	(265)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**(868)**	**(648)**
Autres intérêts et charges assimilées	**(70)**	**(69)**
CHARGES D'INTÉRÊTS	**(14 240)**	**(18 025)**

[1] Dont 50,8 millions d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 83,2 millions d'euros au 31 décembre 2024. L'information comparative 2024 a fait l'objet d'un retraitement de présentation sans impact sur les agrégats financiers.

4.2 Produits et charges de commissions

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	17	(62)	(45)	23	(43)	(20)
Sur opérations avec la clientèle	1 016	(181)	835	821	(159)	662
Sur opérations sur titres	97	(328)	(231)	56	(253)	(197)
Sur opérations de change	8	(38)	(30)	10	(42)	(32)
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	391	(233)	158	360	(272)	88
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	517	(369)	148	426	(221)	205
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	759	(115)	644	590	(120)	470
TOTAL PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	**2 805**	**(1 326)**	**1 479**	**2 286**	**(1 110)**	**1 176**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dividendes reçus	587	220
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	3 366	379
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	15	27
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	1
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option [1]	(2 703)	(1 817)
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	2 277	4 359
Résultat de la comptabilité de couverture	(1)	(1)
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	**3 541**	**3 168**

[1] Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	**1 296**	**(1 296)**	**-**	**1 428**	**(1 429)**	**(1)**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	889	(406)	483	678	(752)	(74)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	407	(890)	(483)	750	(677)	73
Couverture de flux de trésorerie	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**96**	**(97)**	**(1)**	**114**	**(114)**	**-**
Variations de juste valeur des éléments couverts	22	(75)	(53)	44	(70)	(26)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	74	(22)	52	70	(44)	26
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	**1 392**	**(1 393)**	**(1)**	**1 542**	**(1 543)**	**(1)**

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,…) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables [1]	(9)	(37)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) [2]	17	24
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	**8**	**(13)**

[1] Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque ».

[2] Dont aucun dividende sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables décomptabilisés au cours de l'exercice contre 8,5 millions d'euros au 31 décembre 2024.

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Titres de dettes	3	1
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	1
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**3**	**2**
Titres de dettes	(24)	(40)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	(7)	(4)
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**(31)**	**(44)**
GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI [1]	**(28)**	**(42)**

[1] Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque ».

4.6 Produits (charges) des autres activités

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	2	1
Autres produits (charges) nets	(2)	5
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITÉS	**-**	**6**

4.7 Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charges de personnel	(3 334)	(3 041)
Impôts, taxes et contributions règlementaires	(107)	(117)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(1 253)	(1 145)
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	**(4 694)**	**(4 303)**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de Crédit Agricole CIB intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

◆ Collège des Commissaires aux comptes de Crédit Agricole CIB

	PricewaterhouseCoopers		Forvis Mazars		
En millions d'euros hors taxes	2025	2024	2025	2024	Total 2025
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	**6,4**	**5,2**	**5,4**	**4,6**	**11,8**
Émetteur	3,2	3,0	3,2	2,9	6,4
Filiales intégrées globalement	3,2	2,2	2,2	1,7	5,4
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,4**
Émetteur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4
Filiales intégrées globalement	-	0,1	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	**2,2**	**3,0**	**0,5**	**0,3**	**2,7**
Émetteur	0,7	0,6	0,3	0,2	1,0
Filiales intégrées globalement	1,5	2,4	0,2	0,1	1,7
TOTAL	**8,8**	**8,5**	**6,1**	**5,1**	**14,9**

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole CIB, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 2,7 millions d'euros, dont 2,3 millions d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole CIB et ses filiales, 0,2 million d'euros au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD) de Crédit Agricole CIB et ses filiales et 0,2 million d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, attestations et constats à l'issue des procédures convenues).

Le montant total des honoraires de Forvis Mazars, Commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole CIB, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 2,6 millions d'euros, dont 2,1 millions d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole CIB et ses filiales, 0,2 million d'euros au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD) de Crédit Agricole CIB et ses filiales et 0,3 million d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort et constats à l'issue des procédures convenues).

4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations aux amortissements	**(285)**	**(274)**
Immobilisations corporelles [1]	(173)	(162)
Immobilisations incorporelles	(112)	(112)
Dotations (reprises) aux dépréciations	**-**	**(1)**
Immobilisations corporelles [2]	2	-
Immobilisations incorporelles	(2)	(1)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	**(285)**	**(275)**

[1] Dont 109 millions d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 104 millions d'euros au 31 décembre 2024.

[2] Dont 2 millions d'euros comptabilisés au titre des dotations (reprises) aux dépréciations du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 0 million d'euros au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.9 Coût du risque

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (*Stage* 1 et *Stage* 2) (A)	**8**	**(176)**
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	**22**	**25**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(1)	(2)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(6)	37
Engagements par signature	29	(10)
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	**(14)**	**(201)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	29	(127)
Engagements par signature	(43)	(74)
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (*Stage* 3) (B)	**(198)**	**(29)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(260)	1
Engagements par signature	62	(30)
Autres actifs (C)	**1**	**-**
Risques et charges (D)	**7**	**26**
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A) + (B) + (C) + (D)	**(182)**	**(179)**
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(34)	(32)
Récupérations sur prêts et créances	96	125
comptabilisés au coût amorti	96	125
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	(13)
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	(8)	(6)
Autres produits	-	-
COÛT DU RISQUE	**(128)**	**(105)**

4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**9**	**-**
Plus-values de cession [1]	9	2
Moins-values de cession	-	(2)
Résultat de cession sur participations consolidées	**-**	**(1)**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	(1)
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises [2]	**(1)**	**(19)**
GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS	**8**	**(20)**

[1] Au 31 décembre 2025, cession de l'activité de dépositaire de la Banque Degroof Petercam Luxembourg SA à CACEIS pour 9,4 millions d'euros. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».
[2] Au 31 décembre 2025, frais d'acquisition de la Banque Thaler et au 31 décembre 2024, frais d'acquisition de la banque Degroof Petercam.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.11 Impôts

4.11.1 CHARGE D'IMPÔT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charge d'impôt courant [1] [2]	(376)	(576)
Charge d'impôt différé	(296)	(166)
TOTAL CHARGE D'IMPÔT	**(672)**	**(742)**

[1] Le montant relatif à l'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 - Globe s'élève à 1,7 million d'euros en 2025.
[2] Dont 41,3 millions d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 milliard d'euros ou 3 milliards d'euros.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard d'euros ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

La contribution exceptionnelle comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 41,3 millions d'euros dont 29,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2024.

4.11.2 RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔT THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

▶ Au 31 décembre 2025

En millions d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	3 565	25,83 %	(921)
Effet des différences permanentes		(5,96) %	212
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,52 %	(19)
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,10 %	(3)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	-
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments		(1,64) %	59
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		**18,85 %**	**(672)**

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025 (y compris la contribution sociale sur les bénéfices). La contribution exceptionnelle (ainsi que les effets de la convention de régime de groupe fiscal associés) est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

▶ Au 31 décembre 2024

En millions d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	3 469	25,83 %	(896)
Effet des différences permanentes [1]		(5,19) %	180
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,44 %	(15)
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,37 %	(13)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	-
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments [1]		(0,06) %	2
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		**21,39 %**	**(742)**

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction de présentation visant à repositionner l'impact de l'intégration fiscale de la ligne « effet des autres éléments » à celle de l'« effet des différences permanentes » pour 171 millions d'euros. Cette correction vise à se conformer à la présentation de cette note au niveau du Groupe Crédit Agricole permettant de renforcer la lisibilité de l'impact de l'intégration fiscale.

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	**(777)**	**334**
Écart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	(777)	334
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**50**	**(45)**
Écart de réévaluation de la période	49	(77)
Transferts en résultat	10	37
Autres variations	(9)	(5)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	**198**	**473**
Écart de réévaluation de la période	198	473
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	**(67)**	**(109)**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	**(596)**	**653**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	**34**	**5**
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	**(201)**	**(417)**
Écart de réévaluation de la période	(193)	(409)
Transferts en réserves	(8)	(8)
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**7**	**33**
Écart de réévaluation de la période	1	152
Transferts en réserves	(4)	(121)
Autres variations	10	2
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	**47**	**98**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	**(113)**	**(281)**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**(709)**	**372**
Dont part du Groupe	(709)	370
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	2

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES

DÉFINITION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

La définition des métiers de Crédit Agricole CIB est conforme à la nomenclature en usage au sein de Crédit Agricole S.A.

PRÉSENTATION DES PÔLES MÉTIERS

Le portefeuille d'activités s'articule autour de quatre pôles :

- la Banque de Financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international (les activités *International Trade & Transaction Banking* et les activités d'origination, structuration et arrangement de crédits), ainsi que les activités de financements structurés (financements de projets, financements aéronautiques, financements maritimes, financements d'acquisition, financements immobiliers) ;
- la Banque de Marché et d'Investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux, marchés de la dette et trésorerie) et celles de banque d'investissement (conseil en fusions & acquisitions et primaire actions) ;

Ces deux pôles constituent la quasi-totalité du métier Banque de Financement et d'Investissement (BFI) au sein du pôle Grandes Clientèles de Crédit Agricole S.A.

- la Gestion de fortune est exercée sous la marque mondiale Indosuez Wealth Management, implantée en France, en Belgique, en Suisse, au Luxembourg, à Monaco, en Espagne, en Italie et en Asie sur Singapour et Hong Kong. L'activité de Gestion de fortune est présentée au sein du pôle Gestion de l'épargne de Crédit Agricole S.A. ;
- les Activités hors métier comprennent les différents impacts non imputables aux autres pôles.

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

Les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque secteur opérationnel.

	31.12.2025					
En millions d'euros	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Produit net bancaire	**3 434**	**3 293**	**6 727**	**1 671**	**267**	**8 664**
Charges d'exploitation	(1 504)	(2 111)	(3 615)	(1 356)	(9)	(4 980)
Résultat brut d'exploitation	**1 929**	**1 183**	**3 112**	**315**	**258**	**3 685**
Coût du risque	(98)	-	(98)	(30)	-	(128)
Résultat d'exploitation	**1 831**	**1 183**	**3 014**	**285**	**258**	**3 558**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3	-	3	-	-	3
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	8	-	8
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 834**	**1 183**	**3 017**	**294**	**258**	**3 568**
Impôts sur les bénéfices	(410)	(279)	(689)	(59)	76	(672)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**1 424**	**903**	**2 327**	**235**	**334**	**2 896**
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	-	(1)	32	-	30
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 426**	**903**	**2 329**	**203**	**334**	**2 866**

	31.12.2025					
En millions d'euros	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Actifs sectoriels						
- dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
- dont écarts d'acquisition	-	-	484	1 078	-	1 562
TOTAL ACTIF	**-**	**-**	**859 817**	**24 972**	**-**	**884 789**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

En millions d'euros	31.12.2024					
	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune[1]	Activités hors métiers	CACIB
Produit net bancaire	**3 362**	**3 172**	**6 534**	**1 397**	**241**	**8 172**
Charges d'exploitation	(1 437)	(2 011)	(3 448)	(1 110)	(20)	(4 578)
Résultat brut d'exploitation	**1 925**	**1 161**	**3 086**	**287**	**221**	**3 594**
Coût du risque	(93)	3	(90)	(15)	-	(105)
Résultat d'exploitation	**1 832**	**1 164**	**2 996**	**272**	**221**	**3 489**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2	-	2	-	-	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	-	3	(23)	-	(20)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 837**	**1 164**	**3 001**	**249**	**221**	**3 471**
Impôts sur les bénéfices	(462)	(298)	(760)	(52)	70	(742)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**1 375**	**866**	**2 241**	**197**	**291**	**2 729**
Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	-	(2)	34	-	32
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 377**	**866**	**2 243**	**163**	**291**	**2 697**

[1] Dont contribution de la banque Degroof Petercam : + 87 millions d'euros de résultat brut d'exploitation et + 50 millions d'euros de résultat net part du groupe.

En millions d'euros	31.12.2024					
	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Actifs sectoriels						
- dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
- dont écarts d'acquisition	-	-	485	997	-	1 482
TOTAL ACTIF	**-**	**-**	**824 974**	**22 936**	**-**	**847 910**

5.2 Information sectorielle par zone géographique

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

En millions d'euros	31.12.2025				31.12.2024			
	Résultat net part Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition	Résultat net part Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition
France (y compris DROM-COM)	895	3 142	587 995	474	1 010	3 230	570 569	474
Autres pays de l'Union européenne	404	1 525	32 660	490	388	1 287	32 054	516
Autres pays d'Europe	322	1 157	38 398	559	289	1 079	34 442	450
Amérique du Nord	641	1 391	77 260	-	590	1 323	84 781	-
Amériques centrale et du Sud	42	84	2 485	-	8	52	2 247	-
Afrique et Moyen-Orient	18	64	4 383	-	1	45	2 799	-
Asie et Océanie (hors Japon)	423	1 044	49 016	39	331	959	42 167	42
Japon	121	257	92 592	-	80	197	78 851	-
TOTAL	**2 866**	**8 664**	**884 789**	**1 562**	**2 697**	**8 172**	**847 910**	**1 482**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 6 : NOTES RELATIVES AU BILAN

6.1 Caisse, Banques centrales

	31.12.2025		31.12.2024	
En millions d'euros	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	7		7	
Banques centrales	86 898	212	82 005	1 363
VALEUR AU BILAN	**86 905**	**212**	**82 012**	**1 363**

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	443 936	418 477
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	180	226
Instruments de capitaux propres	165	210
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	15	16
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
VALEUR AU BILAN	**444 116**	**418 703**
Dont Titres prêtés	7	24

[1] Dont 15 millions d'euros d'OPC au 31 décembre 2025 contre 16 millions d'euros au 31 décembre 2024.

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	342 504	338 132
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	72 692	68 369
VALEUR AU BILAN	**415 196**	**406 501**

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

▶ **Passifs financiers dont les variations du *spread* émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables**

	31.12.2025				
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation [1]
Dépôts et passifs subordonnés	**12 534**	**(1 149)**	**490**	**193**	**8**
Titres de dettes	**57 770**				
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**70 304**	**(1 149)**	**490**	**193**	**8**

[1] Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

	31.12.2024				
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation [1]
Dépôts et passifs subordonnés	**14 079**	**(1 570)**	**289**	**409**	**8**
Titres de dettes	**51 010**				
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**65 089**	**(1 570)**	**289**	**409**	**8**

[1] Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

En application de la norme IFRS 9, Crédit Agricole CIB calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations des conditions de marché.

BASE DE CALCUL DU RISQUE DE CRÉDIT PROPRE

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein de Crédit Agricole CIB, il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché en fonction du type d'émission.

CALCUL DU RÉSULTAT LATENT INDUIT PAR LE RISQUE DE CRÉDIT PROPRE (ENREGISTRÉ EN GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES)

L'approche privilégiée par Crédit Agricole CIB est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille. Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

CALCUL DU RÉSULTAT RÉALISÉ INDUIT PAR LE RISQUE DE CRÉDIT PROPRE (ENREGISTRÉ EN RÉSERVES CONSOLIDÉES)

Le choix de Crédit Agricole CIB est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au *spread* de crédit multipliée par la variation de ce *spread* entre la date d'émission et celle du remboursement.

▶ Passifs financiers dont les variations du *spread* émetteur sont comptabilisées en résultat net

	31.12.2025			
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	**2 388**	**(48)**	**-**	**-**
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**2 388**	**(48)**	**-**	**-**

	31.12.2024			
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	**3 280**	**(44)**	**-**	**-**
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**3 280**	**(44)**	**-**	**-**

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	13 927	29	(35)	14 413	14	(70)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	368	81	(105)	386	56	(87)
TOTAL	**14 295**	**110**	**(140)**	**14 799**	**70**	**(157)**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	2 176	5	(3)	2 287	5	(7)
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 751	24	(32)	12 126	9	(63)
Total des titres de dettes	**13 927**	**29**	**(35)**	**14 413**	**14**	**(70)**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**13 927**	**29**	**(35)**	**14 413**	**14**	**(70)**
Impôts sur les bénéfices		(8)	9		(3)	18
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**21**	**(26)**		**11**	**(52)**

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

▸ Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	11	4	(3)	11	5	(4)
Titres de participation non consolidés	357	77	(102)	375	51	(83)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**368**	**81**	**(105)**	**386**	**56**	**(87)**
Impôts sur les bénéfices		(4)	1		(4)	1
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**77**	**(104)**		**52**	**(86)**

▸ Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés [1]	Pertes cumulées réalisées [1]	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés [1]	Pertes cumulées réalisées [1]
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	146	122	-
Titres de participation non consolidés	17	6	(2)	73	-	(7)
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	**17**	**6**	**(2)**	**219**	**122**	**(7)**
Impôts sur les bénéfices		-	-		(6)	-
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**6**	**(2)**		**116**	**(7)**

[1] Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.5 Actifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	54 744	48 014
Prêts et créances sur la clientèle	198 240	193 129
Titres de dettes	42 422	40 979
VALEUR AU BILAN	**295 406**	**282 122**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Établissements de crédit		
Comptes et prêts	48 006	44 145
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	10 268	7 146
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	1 647	4 623
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	7 126	4 299
Prêts subordonnés	-	2
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	**55 132**	**48 446**
Dépréciations	(388)	(432)
VALEUR AU BILAN	**54 744**	**48 014**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	32 375	33 163
Autres concours à la clientèle	161 543	156 858
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	762	884
Prêts subordonnés	22	28
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	8	8
Comptes ordinaires débiteurs	5 826	4 615
Valeur brute	**200 536**	**195 556**
Dépréciations	(2 296)	(2 427)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	**198 240**	**193 129**
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	**-**	**-**
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	**-**	**-**
VALEUR AU BILAN	**198 240**	**193 129**

TITRES DE DETTES

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Effets publics et valeurs assimilées	9 827	9 009
Obligations et autres titres à revenu fixe	32 634	32 006
Total	**42 461**	**41 015**
Dépréciations	(39)	(36)
VALEUR AU BILAN	**42 422**	**40 979**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2025

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
En millions d'euros	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**60 908**	**-**	**60 908**	**-**	**60 908**	**60 313**	**-**	**60 313**	**-**	**60 313**	**595**
Instruments de capitaux propres	9 575	-	9 575	-	9 575	9 307	-	9 307	-	9 307	268
Titres de dettes	51 333	-	51 333	-	51 333	51 006	-	51 006	-	51 006	327
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 357**	**-**	**1 357**	**-**	**1 357**	**1 352**	**-**	**1 352**	**-**	**1 352**	**5**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 357	-	1 357	-	1 357	1 352	-	1 352	-	1 352	5
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**2 831**	**-**	**2 831**	**-**	**2 831**	**2 803**	**-**	**2 803**	**-**	**2 803**	**28**
Titres de dettes	2 831	-	2 831	-	2 831	2 803	-	2 803	-	2 803	28
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers	**65 096**	**-**	**65 096**	**-**	**65 096**	**64 468**	**-**	**64 468**	**-**	**64 468**	**628**
Opérations de location-financement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	**65 096**	**-**	**65 096**	**-**	**65 096**	**64 468**	**-**	**64 468**	**-**	**64 468**	**628**

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
En millions d'euros	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**44 886**	**-**	**44 886**	**-**	**44 886**	**31 175**	**-**	**31 175**	**-**	**31 175**	**13 711**
Instruments de capitaux propres	10 273	-	10 273	-	10 273	5 793	-	5 793	-	5 793	4 480
Titres de dettes	34 613	-	34 613	-	34 613	25 382	-	25 382	-	25 382	9 231
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 523**	**-**	**1 523**	**-**	**1 523**	**958**	**-**	**958**	**-**	**958**	**565**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 523	-	1 523	-	1 523	958	-	958	-	958	565
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**1 841**	**-**	**1 841**	**-**	**1 841**	**1 366**	**-**	**1 366**	**-**	**1 366**	**475**
Titres de dettes	1 841	-	1 841	-	1 841	1 366	-	1 366	-	1 366	475
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers	**48 250**	**-**	**48 250**	**-**	**48 250**	**33 499**	**-**	**33 499**	**-**	**33 499**	**14 751**
Opérations de location-financement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	**48 250**	**-**	**48 250**	**-**	**48 250**	**33 499**	**-**	**33 499**	**-**	**33 499**	**14 751**

Au titre de l'exercice, Crédit Agricole CIB n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.7 Passifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dettes envers les établissements de crédit	84 966	70 099
Dettes envers la clientèle	218 998	202 524
Dettes représentées par un titre	74 879	77 754
VALEUR AU BILAN	**378 843**	**350 377**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Comptes et emprunts	72 903	63 684
dont comptes ordinaires créditeurs	18 571	15 727
dont comptes et emprunts au jour le jour	7 469	6 169
Titres donnés en pension livrée	12 063	6 415
VALEUR AU BILAN	**84 966**	**70 099**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Comptes ordinaires créditeurs	82 089	68 800
Comptes d'épargne à régime spécial	63	69
Autres dettes envers la clientèle	131 962	132 622
Titres donnés en pension livrée	4 884	1 033
VALEUR AU BILAN	**218 998**	**202 524**

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	74 326	76 508
Emprunts obligataires	553	1 246
Autres dettes représentées par un titre	-	-
VALEUR AU BILAN	**74 879**	**77 754**

ÉMISSIONS DE DETTE « SÉNIOR NON PRÉFÉRÉE »

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée « Loi Sapin 2 »), du 10 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité aux ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior « non préférée » (codifiée dans les articles L613-30-3-I-4° et R613-28 du Code monétaire et financier). Cette catégorie de dette est également visée par la Directive BRRD.

Les titres senior non préférés se distinguent des titres senior préférés en raison de leur rang de créance en liquidation définie contractuellement par référence aux articles L613-30-3-I-4° et R613-28 du Code monétaire et financier précités (les titres senior non préférés sont junior aux titres senior préférés et senior aux titres subordonnés, en ce compris les TSS et les TSR).

L'ordonnance n° 2020-1636 du 21 décembre 2020 relative au régime de résolution dans le secteur bancaire a modifié l'article L613-30-3-I-4 du Code monétaire et financier afin de permettre l'émission des dettes senior non préférées également sous format emprunt.

L'encours de titres senior non préférés, hors dettes rattachées, de Crédit Agricole CIB s'élève ainsi à 300 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 950 millions d'euros au 31 décembre 2024.

L'encours d'emprunts senior non préférés, hors dettes rattachées, de Crédit Agricole CIB s'élève à 1 000 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 240 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Les instruments dérivés ne font pas l'objet de compensation comptable au sens d'IAS 32R, mais de règlement quotidien (application du mécanisme dit de « *settlement to market* »).

COMPENSATION – ACTIFS FINANCIERS

	31.12.2025					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	158 643	-	158 643	101 895	28 546	28 202
Prises en pension de titres [2]	384 127	199 911	184 216	10 351	173 865	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**542 770**	**199 911**	**342 859**	**112 246**	**202 411**	**28 202**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 82,2% des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100% des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

	31.12.2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	173 224	-	173 224	113 986	26 566	32 671
Prises en pension de titres [2]	378 774	203 247	175 526	9 687	165 839	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**551 998**	**203 247**	**348 750**	**123 673**	**192 405**	**32 671**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 81,1% des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100% des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

COMPENSATION – PASSIFS FINANCIERS

	31.12.2025					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	143 065	-	143 065	101 895	22 441	18 729
Mises en pension de titres [2]	380 146	199 911	180 235	10 351	169 884	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**523 211**	**199 911**	**323 300**	**112 246**	**192 325**	**18 729**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 86,9% des dérivés au passif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des mises en pension de titres soumises à compensation représente 100% des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	157 414	-	157 414	113 986	25 664	17 764
Mises en pension de titres [2]	347 231	203 247	143 984	9 687	134 297	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**504 645**	**203 247**	**301 398**	**123 673**	**159 961**	**17 764**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 88,7% des dérivés au passif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des mises en pension de titres soumises à compensation représente 100% des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Impôts courants	889	641
Impôts différés	753	772
TOTAL ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**1 642**	**1 413**
Impôts courants	936	1 026
Impôts différés	1 600	1 318
TOTAL PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**2 536**	**2 344**

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

	31.12.2025	31.12.2024
En millions d'euros	Impôts différés nets	Impôts différés nets
Décalages temporaires comptables-fiscaux	**(1 156)**	**(828)**
Charges à payer non déductibles	243	237
Provisions pour risques et charges non déductibles	262	263
Autres différences temporaires [1]	(1 661)	(1 328)
Impôts différés sur réserves latentes	**361**	**377**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(2)	9
Couverture de flux de trésorerie	219	270
Gains et pertes sur écarts actuariels	17	23
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	127	75
Impôts différés sur résultat	**(52)**	**(95)**
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS	**(847)**	**(546)**

[1] La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 17,7 millions d'euros en 2025 contre 15 millions d'euros en 2024.

Les impôts différés sont nettés au bilan par palier d'intégration fiscale.

Afin de déterminer le niveau d'impôt différé actif devant être comptabilisé, Crédit Agricole CIB prend en compte pour chaque entité ou groupe fiscal concerné le régime fiscal applicable et les projections de résultat établies lors du processus budgétaire.

CONTRÔLES FISCAUX

◆ Garantie de passif CLSA

Le Groupe Crédit Agricole a cédé en 2013 les entités CLSA au groupe chinois CITICS.

À la suite de redressements fiscaux intervenus sur certaines des entités CLSA en Inde et aux Philippines, CITICS a mis en œuvre la garantie de passif à l'encontre du Groupe Crédit Agricole. Les points rectifiés sont contestés de façon motivée et une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres actifs	**29 363**	**34 420**
Comptes de stocks et emplois divers	250	176
Débiteurs divers [1]	28 891	33 666
Comptes de règlements	222	578
Comptes de régularisation	**5 936**	**7 109**
Comptes d'encaissement et de transfert	3 952	5 229
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	777	736
Produits à recevoir	510	518
Charges constatées d'avance	548	548
Autres comptes de régularisation	149	78
VALEUR AU BILAN	**35 299**	**41 529**

[1] Dont 351,5 millions d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025, identique au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.13).

COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres passifs [1]	**35 862**	**36 785**
Comptes de règlements	2 119	332
Créditeurs divers	33 099	35 814
Versements restant à effectuer sur titres	3	4
Dettes locatives	641	635
Autres	-	-
Comptes de régularisation	**8 449**	**8 888**
Comptes d'encaissement et de transfert [2]	4 083	4 927
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1 465	1 001
Produits constatés d'avance	337	366
Charges à payer	2 408	2 265
Autres comptes de régularisation	156	329
VALEUR AU BILAN	**44 311**	**45 673**

[1] Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.
[2] Les montants sont indiqués en net.

6.11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre[1]	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	2 634	-	259	(297)	(68)	1	2 529
Amortissements et dépréciations	(1 291)	-	(174)	253	43	-	(1 169)
VALEUR AU BILAN	**1 343**	**-**	**85**	**(44)**	**(25)**	**1**	**1 360**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 500	73	140	(39)	(6)	-	1 668
Amortissements et dépréciations	(691)	-	(127)	14	5	-	(799)
VALEUR AU BILAN	**809**	**73**	**13**	**(25)**	**(1)**	**-**	**869**

[1] Acquisition de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre[1]	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	2 206	261	180	(40)	26	1	2 634
Amortissements et dépréciations	(1 098)	(58)	(162)	43	(16)	-	(1 291)
VALEUR AU BILAN	**1 108**	**203**	**18**	**3**	**10**	**1**	**1 343**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 052	334	126	(14)	2	-	1 500
Amortissements et dépréciations	(546)	(43)	(114)	14	(2)	-	(691)
VALEUR AU BILAN	**506**	**291**	**12**	**-**	**-**	**-**	**809**

[1] Acquisition de la banque Degroof Petercam.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.12 Écarts d'acquisition

En millions d'euros	31.12.2024 BRUT	31.12.2024 NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025 BRUT	31.12.2025 NET
Banque de financement et d'investissement	655	485	-	-	-	(1)	-	654	484
Gestion de fortune [1]	997	997	101	(26)	-	6	-	1 078	1 078
TOTAL	**1 652**	**1 482**	**101**	**(26)**	**-**	**5**	**-**	**1 732**	**1 562**

[1] Diminution de l'écart d'acquisition pour un montant de - 26 millions d'euros dans le cadre de la cession de l'activité de dépositaire de la banque Degroof Petercam Luxembourg SA à CACEIS et augmentation de l'écart d'acquisition de + 101 millions d'euros suite à l'acquisition de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et événements significatifs de la période ».

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des UGT auxquelles ils sont rattachés. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultaient de trajectoires d'activité établies sur trois ans (2026-2028) pour les besoins de son pilotage, extrapolés sur une quatrième et une cinquième année afin de converger vers une année terminale normalisée. Les trajectoires financières projetées se fondent sur un scénario économique tenant notamment compte des anticipations d'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation.

En 2025, malgré l'environnement international particulièrement tendu, l'économie mondiale a bien résisté. Aux États-Unis, la croissance a bien résisté en 2025 (2,1 %) et devrait légèrement accélérer en 2026 (2,3 %) : fondamentaux économiques supposés rester sains, ralentissement du marché du travail sans redressement sensible du taux de chômage, poursuite des investissements dans l'Intelligence Artificielle à un rythme moins effréné, soutien budgétaire aux entreprises et ménages aisés. En revanche, l'inflation se maintiendrait au-dessus de l'objectif de 2 % en 2026. En zone euro, malgré un commerce extérieur mis à mal par les droits de douane, la vigueur de l'euro et la concurrence asiatique, la croissance a accéléré en 2025. En 2026, la bonne santé des agents privés, les conditions financières encore favorables et une politique budgétaire légèrement expansionniste permettraient d'absorber le choc de confiance lié à la guerre commerciale et à l'incertitude géopolitique. Le scénario retient une croissance alignée sur son rythme potentiel, soutenue par l'accélération de l'investissement. La croissance pourrait ainsi se situer autour de 1,2 % en 2026 après 1,4 % en 2025. Les taux d'inflation totale et sous-jacente devraient tous deux se situer sous la cible de 2 % à la fin de l'année 2026. Sur le front monétaire, le scénario opte pour la « ligne dure » de la FED et suppose une stabilité du taux des *Fed funds* en 2026 suivie d'un assouplissement en 2027. Dans la zone euro, la résistance anticipée de la croissance devrait inciter la BCE à ne pas assouplir davantage sa politique monétaire en 2026. À la stabilité des taux directeurs prévue en 2026 succéderait un resserrement portant le taux de dépôt à 2,50 % en 2027.

- Taux de croissance à l'infini : 2 %. Les taux de croissance à l'infini au 31 décembre 2025 sont identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2024 et reflètent les prévisions de croissance de Crédit Agricole CIB pour les 2 UGT ;
- Taux d'actualisation : 9,40 % (en baisse de 16,6 points de base par rapport au 31 décembre 2024) pour l'UGT Banque de Financement et d'Investissement et 8,50 % (en baisse de 14,4 points de base par rapport au 31 décembre 2024) pour l'UGT Gestion de Fortune. La détermination des taux d'actualisation sur l'utilisation de la moyenne mensuelle glissante sur 15 ans du taux sans risque et de la prime de risque.

Les tests de dépréciation au 31 décembre 2025 n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de perte de valeur sur les écarts d'acquisition.

Les tests de sensibilité effectués sur les écarts d'acquisition - Part du Groupe ne conduisent pas non plus à identifier des besoins de dépréciation, que ce soit sur l'UGT Banque de Financement et d'Investissement, ou l'UGT Gestion de fortune :

- une variation de +50 points de base du taux d'allocation de fonds propres aux UGT n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +50 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +100 points de base du coefficient d'exploitation en année terminale n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +10 points de base du coût du risque en année terminale n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition.

6.13 Provisions

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	607	-	479	-	(527)	(40)	-	519
Risques opérationnels	11	-	1	(2)	-	(1)	-	9
Engagements sociaux (retraites) et assimilés [1]	362	8	42	(23)	(3)	(2)	(32)	352
Litiges divers	132	-	15	(94)	(25)	-	-	28
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	142	-	5	(3)	(3)	(1)	3	143
TOTAL	**1 254**	**8**	**542**	**(122)**	**(558)**	**(44)**	**(29)**	**1 051**

[1] Dont 248 millions d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 8,2 millions d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	469	-	499	-	(386)	25	-	607
Risques opérationnels	8	-	9	(4)	(2)	-	-	11
Engagements sociaux (retraites) et assimilés [1]	347	8	28	(17)	(3)	-	(1)	362
Litiges divers	169	-	8	(5)	(40)	-	-	132
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	24	5	128	(11)	(5)	-	1	142
TOTAL	**1 017**	**13**	**672**	**(37)**	**(436)**	**25**	**-**	**1 254**

[1] Dont 265 millions d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 7,7 millions d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

◆ Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Le cadre règlementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article.

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 351,5 millions d'euros au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.10).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

ENQUÊTES, DEMANDES D'INFORMATION ET PROCÉDURES CONTENTIEUSES

Dans le cadre habituel de ses activités, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

◆ *Office of Foreign Assets Control* (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (FED) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (*Deferred Prosecution Agreements*) avec l'*US Attorney Office* du District de Columbia (USAO) et le *District Attorney* de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, Crédit Agricole CIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (*London Interbank Offered Rates*) sur plusieurs devises, du taux Euribor (*Euro Interbank Offered Rate*) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (*Department of Justice*) et la CFTC (*Commodity Future Trading Commission*) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne.

◆ O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« *O' Sullivan I* »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« *O'Sullivan II* »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du *US Anti-Terrorism Act* et du *Justice Against Sponsors of Terrorism Act* et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire *O'Sullivan I*, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021. Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'US Anti-Terrorism Act auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties - l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) (« *Freeman I* »), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y) (« *Freeman II* ») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N.Y).

Le 6 avril 2020, l'affaire *O'Sullivan II* a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire *O'Sullivan I*, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023.

L'affaire Tavera a également été suspendue depuis le 19 février 2019. Le 8 novembre 2023, la suspension a été prolongée dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans les affaires Freeman I, Freeman II et Stephens. La suspension a été de nouveau prolongée le 21 octobre 2025.

◆ Cum-Cum – Enquête du Parquet National Financier (PNF)

Crédit Agricole CIB, au même titre que d'autres établissements bancaires, a fait l'objet d'une enquête préliminaire initiée début 2023 par le Parquet National Financier dans le cadre du dossier dit « Cum Cum ».

Crédit Agricole CIB a coopéré à cette enquête, qui a permis de démontrer qu'elle n'avait instauré aucun système ou aucune politique visant à inciter ses clients étrangers à réaliser des opérations de prêts-emprunts de titres ou de dérivés sur titres dans un but de fraude fiscale, et qu'elle avait mis en place des règles internes afin d'encadrer strictement les opérations autour du détachement du dividende dès l'introduction des dispositions de l'article 119 bis du Code général des impôts issue de la loi de finances pour 2019.

Pour la période allant de 2013 à 2023, le Parquet National Financier a considéré qu'un certain nombre d'opérations de prêts-emprunts de titres et de dérivés sur actions conclues à des niveaux de prix fixés par le marché constitue de l'arbitrage de dividendes.

Dans ce contexte, le Parquet National Financier a proposé un règlement de ce dossier sous la forme d'une convention judiciaire d'intérêt public, aux termes de laquelle Crédit Agricole CIB a consenti à s'acquitter d'une amende d'intérêt public d'un montant de 88,2 millions d'euros.

Cette convention, qui ne constitue pas une condamnation pénale et qui n'emporte aucune déclaration de culpabilité de Crédit Agricole CIB, a été validée par le président du tribunal judiciaire de Paris le 8 septembre 2025.

Le paiement de l'amende d'intérêt public n'a pas affecté significativement les comptes de Crédit Agricole CIB de l'exercice 2025 compte tenu des provisions constituées.

◆ Dépendances éventuelles

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.14 Dettes subordonnées

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dettes subordonnées à durée déterminée [1]	4 544	4 621
Dettes subordonnées à durée indéterminée [2]	-	-
VALEUR AU BILAN	**4 544**	**4 621**

[1] Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables « TSR ».
[2] Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés « TSS » et de titres subordonnés à durée indéterminée « TSDI ».

ÉMISSIONS DE DETTES SUBORDONNÉES

Les émissions de dettes subordonnées de Crédit Agricole CIB entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de Crédit Agricole CIB.

La Directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Directive CRD / règlement CRR[1]) et leurs modalités d'application en droit français définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres règlementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ou plus ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par le jeu de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital dans certaines circonstances, et ce conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD[2]).

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior chirographaires (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable : les dettes subordonnées sont junior aux dettes senior chirographaires non préférées et préférées. Par conséquent, les instruments de dettes subordonnées sont convertis en capital ou dépréciés en priorité et en tout état de cause avant les instruments de dettes senior chirographaires, notamment en cas de mise en œuvre de l'outil de renflouement interne (« *Bail-In* ») par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en résolution de l'entité émettrice. De la même manière, en cas de liquidation de cette même entité émettrice, les créanciers de ces instruments de dettes subordonnées ne seront potentiellement payés, s'il reste des fonds disponibles, qu'après le paiement de ces instruments de dettes chirographaires préférées et non préférées.

6.15 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2025

Au 31 décembre 2025, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires de Crédit Agricole CIB	Nombre de titres au 31.12.2025	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	283 037 792	97,33 %	97,33 %
SACAM Développement [1]	6 485 666	2,23 %	2,23 %
Delfinances [2]	1 277 888	0,44 %	0,44 %
TOTAL	**290 801 346**	**100 %**	**100 %**

[1] Détenu par le Groupe Crédit Agricole.
[2] Détenu par Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2025, le capital social de Crédit Agricole CIB s'élève à 7 851 636 342 euros composé de 290 801 346 actions ordinaires de 27 euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

RÉSULTAT PAR ACTION

		31.12.2025	31.12.2024
Résultat net part du Groupe de la période	*(en millions d'euros)*	2 866	2 697
Rémunération des titres subordonnés et super-subordonnés	*(en millions d'euros)*	(777)	(739)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	*(en millions d'euros)*	**2 089**	**1 958**
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période		290 801 346	290 801 346
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action		290 801 346	290 801 346
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat de base par action des activités poursuivies	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat de base par action des activités abandonnées	*(en euros)*	**-**	**-**
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat dilué par action des activités poursuivies	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat dilué par action des activités abandonnées	*(en euros)*	**-**	**-**

Le Résultat net attribuable aux titres subordonnés et super-subordonnés correspond aux frais d'émission et aux intérêts échus des émissions obligataires subordonnées et super-subordonnées *Additional Tier 1*. Le montant s'élève à - 777 millions d'euros au titre de l'exercice 2025.

[1] Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que supplémentée et amendée notamment par la directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (et ses transpositions en droit français) et règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019 et du règlement (UE) 2024/1623 du 31 mai 2024.
[2] Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

DIVIDENDES

La politique de distribution des dividendes, définie par le Conseil d'administration, repose sur une analyse prenant notamment en compte l'historique des dividendes, la position financière et les résultats de l'entreprise.

Le Conseil d'administration peut proposer à l'Assemblée générale de prélever toutes sommes sur le bénéfice distribuable pour les reporter à nouveau ou les affecter à un ou plusieurs postes de réserves. Ce ou ces fonds de réserve peuvent recevoir toutes affectations décidées par l'Assemblée, sur proposition du Conseil d'administration et, notamment en vue de l'amortissement ou de la réduction du capital par voie de remboursement ou de rachat des actions.

Le solde du bénéfice distribuable peut être attribué aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans le capital social de la Société au titre de la distribution du dividende.

En outre, l'Assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a disposition.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que les lois et règlements en vigueur ne permettent pas de distribuer.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée générale sont fixées par elle ou à défaut par le Conseil d'administration, la mise en paiement devant toutefois obligatoirement avoir lieu dans le délai prévu par les lois et règlements en vigueur.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende, ou des acomptes sur dividende, en numéraire ou en actions.

Année de rattachement du dividende	**Montant du dividende en millions d'euros**	Nombre d'actions rémunérées	Dividende brut par actions (euros)	
2021	553	290 801 346	Total :	1,90
2022	343	290 801 346	Total :	1,18
2023	172	290 801 346	Total :	0,59
2024	2 132	290 801 346	Total :	7,33
2025	585	290 801 346	Total :	2,01

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration a proposé de soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires la mise en distribution de 584 510 705,46 euros.

AFFECTATIONS DU RÉSULTAT ET FIXATION DU DIVIDENDE 2025

L'affectation du résultat est proposée dans un projet de résolution présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires de Crédit Agricole CIB du 27 avril 2026. Les éléments de cette affectation sont repris ci-dessous. Le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élève à 2 064 515 896,82 euros. Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale d'affecter ce résultat de la façon suivante :

En euros

Montant du résultat bénéficiaire au 31.12.2025	**2 064 515 896,82**
Affection à la réserve légale (seuil de 10 % du capital social atteint)	-
Résultat bénéficiaire au 31.12.2025	2 064 515 896,82
Montant du report à nouveau bénéficiaire au 31.12.2025	6 852 963 416,41
Total du montant du bénéfice distribuable	**8 917 479 313,23**
Affectation du Résultat bénéficiaire au 31.12.2025 à la distribution du dividende pour un montant de :	584 510 705,46
Affectation du solde du Résultat bénéficiaire au 31.12.2025 au report à nouveau pour un montant de :	1 480 005 191,36
Montant du report à nouveau après affection	**8 332 968 607,77**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

INSTRUMENTS FINANCIERS À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les principales émissions des titres super subordonnés à durée indéterminée classées en capitaux propres sont :

					31.12.2025			
		Montant en devises au 31.12.2024	Rachats partiels et remboursements	Montant en devises au 31.12.2025	Montant en euros au cours d'origine	Rémunération - Part du Groupe - Cumulée	Frais d'émission net d'impôt	Impact en Capitaux propres part du Groupe Cumulé
Date d'émission	Devise	En millions de devises d''émissions	En millions de devises d''émissions	En millions de devises d''émissions	En millions d'euros	En millions d'euros	En millions d'euros	En millions d'euros
16/11/2015	EUR	600	(600)	-	-	936	-	(936)
09/06/2016	USD	720	-	720	635	587	-	48
27/06/2018	EUR	500	-	500	500	243	-	257
24/09/2018	EUR	500	-	500	500	218	-	282
18/06/2019	EUR	300	-	300	300	121	-	179
27/01/2020	EUR	500	-	500	500	154	-	346
04/02/2021	USD	730	-	730	609	242	-	367
23/03/2021	EUR	200	-	200	200	33	-	167
23/03/2021	EUR	400	-	400	400	66	-	334
23/06/2021	EUR	220	-	220	220	36	-	184
23/06/2021	EUR	930	-	930	930	144	-	786
25/06/2021	EUR	1 500	-	1 500	1 500	238	-	1 262
28/03/2022	EUR	450	-	450	450	93	-	357
28/03/2022	EUR	500	-	500	500	102	-	398
30/06/2022	EUR	150	-	150	150	41	-	109
28/09/2022	EUR	330	-	330	330	93	-	237
28/09/2022	EUR	100	-	100	100	29	-	71
05/12/2022	EUR	300	-	300	300	67	-	233
05/12/2022	EUR	250	-	250	250	55	-	195
23/12/2022	EUR	600	-	600	600	141	-	459
15/12/2023	EUR	270	-	270	270	41	-	229
25/06/2024	EUR	200	-	200	200	22	-	178
23/12/2024	USD	470	-	470	452	33	-	419
24/01/2025	EUR	-	-	600	600	35	-	565
13/06/2025	EUR	-	-	750	750	26	-	724
17/06/2025	EUR	-	-	700	700	23	-	677
09/09/2025	EUR	-	-	700	700	12	-	688
23/12/2025	EUR	-	-	600	600	-	-	600
23/12/2025	EUR	-	-	300	300	-	-	300
TOTAL					**13 546**	**3 831**	**-**	**9 715**

Au 31 décembre 2024, le montant des émissions était de 10 496 millions d'euros au cours d'origine et de - 3 242 millions d'euros en rémunération Part du Groupe cumulée.

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Titres super-subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(777)	(739)
Économie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	281	191

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.16 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, Banques centrales	86 905	-	-	-	-	**86 905**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	162 297	38 973	90 785	110 576	41 485	**444 116**
Instruments dérivés de couverture	1 850	878	236	363	-	**3 327**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 071	3 073	7 200	2 583	368	**14 295**
Actifs financiers au coût amorti	107 513	52 013	99 440	36 440	-	**295 406**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8	-	-	-	-	**8**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**359 644**	**94 937**	**197 661**	**149 962**	**41 853**	**844 057**
Banques centrales	212	-	-	-	-	**212**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	165 587	35 312	101 259	113 038	-	**415 196**
Instruments dérivés de couverture	1 902	819	127	293	-	**3 141**
Passifs financiers au coût amorti	293 732	47 334	35 153	2 624	-	**378 843**
Dettes subordonnées	-	751	1 935	1 858	-	**4 544**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(80)	-	-	-	-	**(80)**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE [1]	**461 353**	**84 216**	**138 474**	**117 813**	**-**	**801 856**

[1] *Dont 1 124 millions d'euros de dettes rattachées en 2025.*

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, Banques centrales	82 012	-	-	-	-	**82 012**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	163 779	49 349	82 129	94 571	28 875	**418 703**
Instruments dérivés de couverture	2 384	833	335	119	-	**3 671**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	368	1 556	9 802	2 686	387	**14 799**
Actifs financiers au coût amorti	105 573	52 562	92 942	31 043	2	**282 122**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	27	-	-	-	-	**27**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**354 143**	**104 300**	**185 208**	**128 419**	**29 264**	**801 334**
Banques centrales	1 363	-	-	-	-	**1 363**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	156 317	38 679	108 765	102 740	-	**406 501**
Instruments dérivés de couverture	2 383	662	122	23	-	**3 190**
Passifs financiers au coût amorti	272 379	43 513	29 253	5 232	-	**350 377**
Dettes subordonnées	-	-	1 253	3 368	-	**4 621**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(128)	-	-	-	-	**(128)**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE [1]	**432 314**	**82 854**	**139 393**	**111 363**	**-**	**765 924**

[1] *Dont 1 387 millions d'euros de dettes rattachées en 2024.*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 7 : AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS

7.1 Détail des charges de personnel

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Salaires et traitements [1]	(2 516)	(2 299)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(199)	(180)
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(33)	(29)
Autres charges sociales	(450)	(410)
Intéressement et participation	(63)	(56)
Impôts et taxes sur rémunération	(73)	(67)
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	**(3 334)**	**(3 041)**

[1] Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 102,7 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 90 millions d'euros au 31 décembre 2024. L'information comparative 2024 a fait l'objet d'un retraitement de présentation sans impact sur les agrégats financiers.

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31.12.2025	31.12.2024
France	6 248	5 898
Étranger	8 575	8 473
TOTAL	**14 823**	**14 371**

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, Crédit Agricole CIB n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

Il existe au sein de Crédit Agricole CIB divers régimes de retraite obligatoire à cotisations définies dont le principal est le régime des retraites complémentaires françaises Agirc/Arrco, complété notamment par un régime supplémentaire de type « PER O - Plan de Retraite Obligatoire ».

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

VARIATION DETTE ACTUARIELLE

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31.12.N-1	**304**	**1 529**	**1 833**	**1 643**
Écart de change	-	(29)	(29)	15
Coût des services rendus sur l'exercice	22	35	57	46
Coût financier	10	37	47	46
Cotisations employés	-	17	17	20
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	(1)	(1)	(4)
Variations de périmètre	-	61	61	143
Prestations versées (obligatoire)	(19)	(93)	(112)	(105)
Taxes, charges administratives et primes	(2)	-	(2)	(1)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques [1]	(6)	30	24	6
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières [1]	(3)	(32)	(35)	24
DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE	**306**	**1 554**	**1 860**	**1 833**

[1] Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

DÉTAIL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU RÉSULTAT

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	22	35	57	43
Charge/produit d'intérêt net	4	(1)	3	4
IMPACT EN COMPTE DE RÉSULTAT À LA CLÔTURE	**26**	**34**	**60**	**47**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock des écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	**85**	**171**	**256**	**260**
Écart de change	-	(12)	(12)	8
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(1)	(1)	(2)	(42)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques [1]	(6)	30	24	6
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières [1]	(12)	(32)	(44)	24
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
MONTANT DU STOCK D'ÉCARTS ACTUARIELS CUMULÉS EN GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES À LA CLÔTURE	**66**	**156**	**222**	**256**

[1] Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

VARIATION DE JUSTE VALEUR DES ACTIFS

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	**167**	**1 455**	**1 622**	**1 426**
Écart de change	-	(29)	(29)	17
Intérêt sur l'actif (produit)	6	38	44	42
Gains/(pertes) actuariels	1	1	2	41
Cotisations payées par l'employeur	14	26	40	34
Cotisations payées par les employés	-	17	17	20
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	53	53	138
Taxes, charges administratives et primes	(2)	(1)	(3)	(2)
Prestations payées par le fonds	(10)	(91)	(101)	(94)
JUSTE VALEUR DES ACTIFS À LA CLÔTURE	**176**	**1 469**	**1 645**	**1 622**

POSITION NETTE

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	**305**	**1 555**	**1 860**	**1 833**
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	(176)	(1 469)	(1 645)	(1 622)
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIF À LA CLÔTURE	**129**	**86**	**215**	**211**

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES : PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

	31.12.2025		31.12.2024	
En pourcentage	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation [1]	3,65 %	2,57 %	3,40 %	2,57 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	3,73 %	2,62 %	5,80 %	5,26 %
Taux attendus d'augmentation des salaires [2]	1,38 %	1,62 %	1,43 %	1,76 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %

[1] Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est à dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation de personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

[2] Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

INFORMATION SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES – ALLOCATIONS D'ACTIFS [1]

	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
En millions d'euros	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
Actions	27,68 %	49	49	27,78 %	408	408	27,77 %	457	457
Obligations	32,77 %	58	58	40,86 %	600	600	40,00 %	658	658
Immobilier	1,28 %	2		15,76 %	232		14,21 %	234	
Autres actifs	38,28 %	67		15,60 %	229		18,02 %	296	

[1] Dont la juste valeur des droits à remboursement.

La politique de couverture des engagements sociaux de Crédit Agricole CIB répond aux règles de financement locales dans les pays où un financement minimum est exigé.

Au global, les engagements sociaux de Crédit Agricole CIB sont couverts à hauteur de **88,44 %** au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de **-5,78 %** ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de **6,20 %**.

7.5 Autres avantages sociaux

En France, les principales entités du Groupe versent des gratifications au titre de l'obtention de médailles du travail. Les montants sont variables suivant les usages et les conventions collectives en vigueur.

Les provisions constituées par Crédit Agricole CIB au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 104 millions d'euros au 31 décembre 2025.

7.6 Paiements à base d'actions

7.6.1 PLAN D'ATTRIBUTION D'OPTIONS

Aucun nouveau plan n'a été mis en place en 2025 par Crédit Agricole CIB.

7.6.2 AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS ET RETRAITÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE (ACR)

En 2025, Crédit Agricole S.A. a offert la possibilité aux salariés et retraités du Groupe de souscrire à une nouvelle augmentation de capital qui leur était réservée. Cette opération a concerné 14 pays (dont la France) où Crédit Agricole CIB est implanté. Elle n'a pas d'impact significatif pour Crédit Agricole CIB.

7.6.3 RÉMUNÉRATIONS VARIABLES DIFFÉRÉES VERSÉES EN ACTIONS OU EN ESPÈCES INDEXÉES SUR LA VALEUR DE L'ACTION

Les plans de rémunération variable différée au titre de 2025 et mis en œuvre au sein du groupe Crédit Agricole CIB sont dénoués pour partie en espèces indexées sur la performance de l'action Crédit Agricole S.A.

Ces rémunérations variables différées sont assujetties à des conditions d'acquisition définitive (de présence, de performance et à des dispositions spécifiques au personnel identifié, relatives au comportement professionnel des bénéficiaires) et différées par tranches égales sur trois, quatre, cinq ans ou sept ans.

La charge relative à ces plans est enregistrée en charge de personnel. Elle est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits afin de tenir compte des conditions de présence, avec une contrepartie directe en dette envers le personnel. La dette est réévaluée périodiquement par le résultat jusqu'à la date de règlement, selon la performance de l'action Crédit Agricole S.A. et les conditions d'acquisition définitive.

7.7 Rémunérations des dirigeants

Ont été retenus comme dirigeants de Crédit Agricole CIB les membres du Comité exécutif de Crédit Agricole CIB.

La composition du Comité exécutif figure dans le chapitre Gouvernement d'entreprise, du présent Document d'Enregistrement Universel.

Les rémunérations et avantages accordés aux membres du Comité exécutif en 2025 s'établissent comme suit :

- avantages à court terme : 14,02 millions d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables (dont 2,9 millions d'euros versés en instruments indexés à l'action) y compris les charges sociales ainsi que les avantages en nature ;
- avantages postérieurs à l'emploi au 31 décembre 2025 : 7,3 millions d'euros au titre des engagements sur indemnités de fin de carrière et sur les régimes de retraite supplémentaire mis en place pour certains cadres dirigeants ;
- autres avantages à long terme : le montant accordé au titre des médailles du travail est non significatif ;
- autre paiement en actions : sans objet.

Les membres du Conseil d'Administration de Crédit Agricole CIB ont perçu au titre de 2025 un montant global de rémunération de 619 300 euros au titre de leur mandat chez Crédit Agricole CIB.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION

8.1 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	761	742
Droits d'utilisation des contrats de location	599	601
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	**1 360**	**1 343**

Crédit Agricole CIB est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs,…) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Crédit Agricole CIB a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

VARIATION DES ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

Crédit Agricole CIB est preneur de nombreux actifs dont des bureaux et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont Crédit Agricole CIB est preneur sont présentées ci-dessous :

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Immobilier							
Valeur brute	1 020	-	156	(257)	(31)	-	888
Amortissements et dépréciations	(444)	-	(95)	213	12	-	(314)
Total Immobilier	**576**	**-**	**61**	**(44)**	**(19)**	**-**	**574**
Mobilier							
Valeur brute	42	-	15	(11)	-	-	46
Amortissements et dépréciations	(17)	-	(14)	10	-	-	(21)
Total Mobilier	**25**	**-**	**1**	**(1)**	**-**	**-**	**25**
Total Droits d'utilisation	**601**	**-**	**62**	**(45)**	**(19)**	**-**	**599**

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Immobilier							
Valeur brute	911	26	83	(13)	13	-	1 020
Amortissements et dépréciations	(360)	-	(95)	15	(3)	(1)	(444)
Total Immobilier	**551**	**26**	**(12)**	**2**	**10**	**(1)**	**576**
Mobilier							
Valeur brute	21	11	13	(3)	-	-	42
Amortissements et dépréciations	(10)	-	(10)	2	-	1	(17)
Total Mobilier	**11**	**11**	**3**	**(1)**	**-**	**1**	**25**
Total Droits d'utilisation	**562**	**37**	**(9)**	**1**	**10**	**-**	**601**

ÉCHÉANCIER DES DETTES LOCATIVES

	31.12.2025			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**93**	**310**	**238**	**641**

	31.12.2024			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**101**	**258**	**276**	**635**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS DE CONTRATS DE LOCATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(23)	(22)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	**(23)**	**(22)**
Charges relatives aux contrats de location court terme	(9)	(9)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(14)	(10)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	(1)	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
Total Charges générales d'exploitation	**(24)**	**(19)**
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(109)	(104)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	**(109)**	**(104)**
Total Charges et produits de contrats de location	**(156)**	**(145)**

MONTANTS DES FLUX DE TRÉSORERIE DE LA PÉRIODE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	**(142)**	**(148)**

8.2 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est bailleur

Crédit Agricole CIB ne propose à ses clients que des contrats de location qui sont classés en location simple.

PRODUITS DE CONTRATS DE LOCATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Location-financement	**-**	**-**
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	**9**	**16**
Produits locatifs	9	16

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 9 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	**355 183**	**343 096**
Engagements de financement	**157 182**	**153 442**
Engagements en faveur des établissements de crédit	2 791	4 538
Engagements en faveur de la clientèle	154 391	148 904
Engagements de garantie	**191 695**	**178 819**
Engagements d'ordre des établissements de crédit	8 753	7 211
Engagements d'ordre de la clientèle	182 942	171 608
Engagements sur titres	**6 306**	**10 835**
Titres à livrer	6 306	10 835
Engagements reçus	**134 135**	**146 344**
Engagements de financement	**1 308**	**1 854**
Engagements reçus des établissements de crédit	249	415
Engagements reçus de la clientèle	1 059	1 439
Engagements de garantie [1]	**125 944**	**135 043**
Engagements reçus des établissements de crédit	8 321	10 965
Engagements reçus de la clientèle	117 623	124 078
Engagements sur titres	**6 883**	**9 447**
Titres à recevoir	6 883	9 447

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues de la clientèle et des établissements de crédit pour un montant estimé de - 70 393 millions d'euros au 31 décembre 2024, se décomposant de la manière suivante : engagements reçus des établissements de crédit pour - 402 millions d'euros et engagements reçus de la clientèle pour - 69 991 millions d'euros.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

INSTRUMENTS FINANCIERS REMIS ET REÇUS EN GARANTIE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH …)	126 173	121 328
Titres prêtés	7	24
Dépôts de garantie sur opérations de marché	25 327	28 169
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	180 236	143 984
TOTAL DE LA VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS FINANCIERS REMIS EN GARANTIE	**331 743**	**293 505**
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	9	9
Titres et valeurs reçus en pension [1]	234 003	220 800
Titres vendus à découvert	39 284	47 362
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS REÇUS EN GARANTIE RÉUTILISABLES ET RÉUTILISÉS	**273 296**	**268 171**

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues pour un montant estimé de - 5 237 millions d'euros au 31 décembre 2024, impactant les titres et valeurs reçus en pension.

CRÉANCES APPORTÉES EN GARANTIE

Au cours de l'année 2025, Crédit Agricole CIB a apporté 5,82 milliards d'euros de créances en garantie directement ou dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 7,33 milliards d'euros en 2024. Crédit Agricole CIB conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a apporté 2,18 milliards d'euros de créances auprès de la Réserve Fédérale des États-Unis (FED) contre 3,37 milliards d'euros en 2024.

GARANTIES DÉTENUES ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par le groupe Crédit Agricole CIB et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie s'élèvent à 273 milliards d'euros au 31 décembre 2025 contre 268 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Elles correspondent principalement aux pensions.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties. Crédit Agricole CIB n'en possède ni au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 10 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

PRINCIPES RETENUS PAR CRÉDIT AGRICOLE CIB

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de Crédit Agricole CIB à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de Crédit Agricole CIB.

RECLASSEMENTS EFFECTUÉS PAR CRÉDIT AGRICOLE CIB

Le groupe Crédit Agricole CIB n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

NOTE 11 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion « d'*exit price* »).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le Niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le Niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations observables de *spreads* de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues faisant l'objet d'un marché actif, en fonction du sous-jacent et de la maturité de la transaction, peuvent également être inscrites dans le Niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le Niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de données observables ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments microcouverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test « *Solely Payments of Principal & Interests* » ou test « SPPI »).

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- les justes valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de Niveau 3.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI AU BILAN

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2025	Juste valeur au 31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Prêts et créances	**252 984**	**254 715**	**-**	**61 263**	**193 452**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	54 744	54 822	-	54 759	63
Prêts et créances sur la clientèle	198 240	199 893	-	6 504	193 389
Titres de dettes	**42 422**	**42 411**	**26 920**	**1 389**	**14 102**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**295 406**	**297 126**	**26 920**	**62 652**	**207 554**

L'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux à l'actif du bilan s'élève à 8 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 27 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de 1 712 millions d'euros au 31 décembre 2025.

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2024	Juste valeur au 31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Prêts et créances	**241 143**	**243 286**	**-**	**53 355**	**189 931**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	48 014	48 113	-	47 960	153
Prêts et créances sur la clientèle	193 129	195 173	-	5 395	189 778
Titres de dettes	**40 979**	**40 887**	**25 934**	**1 163**	**13 790**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**282 122**	**284 173**	**25 934**	**54 518**	**203 721**

JUSTE VALEUR DES PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI AU BILAN

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2025	Juste valeur au 31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	84 966	84 966	-	84 754	212
Dettes envers la clientèle	218 998	218 998	-	218 733	265
Dettes représentées par un titre	74 879	74 896	-	74 896	-
Dettes subordonnées	4 544	4 544	-	4 544	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**383 387**	**383 404**	**-**	**382 927**	**477**

L'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux au passif du bilan s'élève à - 80 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre - 128 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 97 millions d'euros au 31 décembre 2025.

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2024	Juste valeur au 31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	70 099	70 099	-	70 099	-
Dettes envers la clientèle	202 524	202 524	-	202 522	2
Dettes représentées par un titre	77 754	77 780	-	77 780	-
Dettes subordonnées	4 621	4 621	-	4 621	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**354 998**	**355 024**	**-**	**355 022**	**2**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

La valorisation des opérations de marché est produite par les systèmes de gestion et contrôlée par une équipe rattachée à la Direction des risques et indépendante des opérateurs de marchés.

Ces valorisations reposent sur l'utilisation :

- de prix ou de paramètres indépendants et/ou contrôlés par le Département des risques de marché à l'aide de l'ensemble des sources disponibles (fournisseurs de données de marché, consensus de place, données de courtiers …) ;
- de modèles validés par les équipes quantitatives du Département des risques de marché.

Pour chaque instrument, la valorisation produite est une valorisation milieu de marché, indépendante du sens de la transaction, de l'exposition globale de la banque, de la liquidité du marché ou de la qualité de la contrepartie. Des ajustements sont ensuite intégrés aux valorisations de marché afin de prendre en compte ces éléments ainsi que les incertitudes potentielles tenant aux modèles ou aux paramètres utilisés.

Les principaux types d'ajustements de valorisation sont les suivants :

Les ajustements de *Mark-to-Market* : ces ajustements visent à corriger l'écart potentiel observé entre la valorisation milieu de marché d'un instrument obtenue via les modèles de valorisation internes et les paramètres associés et la valorisation de ces instruments issue de sources externes ou de consensus de place. Cet ajustement peut être positif ou négatif ;

Les réserves *bid/ask* : ces ajustements visent à intégrer dans la valorisation l'écart entre les prix acheteur et vendeur pour un instrument donné afin de refléter le prix auquel pourrait être retournée la position. Ces ajustements sont systématiquement négatifs ;

Les réserves pour incertitude : ces ajustements matérialisent une prime de risque telle que considérée par tout participant de marché. Ces ajustements sont systématiquement négatifs :

- les réserves pour incertitude sur paramètres visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister sur un ou plusieurs des paramètres utilisés ;
- les réserves pour incertitude de modèle visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister du fait du choix du modèle retenu.

Par ailleurs, et conformément à la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur », Crédit Agricole CIB intègre dans le calcul de la juste valeur de ses dérivés OTC (traités de gré à gré) différents ajustements relatifs :

- au risque de défaut ou à la qualité de crédit (*Credit Valuation Adjustment/Debit Valuation Adjustment*) ;
- aux coûts et gains futurs de financement (*Funding Valuation Adjustment/Initial Margin Valuation Adjustment/Colateral Valuation Adjustment*) ;
- au risque de liquidité associé au collatéral (*Liquidity Valuation Adjustment*).

AJUSTEMENT CVA

Le CVA (*Credit Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut ou dégradation de la qualité de crédit) de nos contreparties. Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs positifs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de netting et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les probabilités de défaut et les pertes encourues en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données/prix de marché (les probabilités de défaut sont en priorité directement déduites de CDS côtés lorsqu'ils existent, de proxys de CDS cotés ou autres instruments de crédit lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides). Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des dérivés OTC en portefeuille.

AJUSTEMENT DVA

Le DVA (*Debit Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut propre (pertes potentielles que Crédit Agricole CIB fait courir à ses contreparties en cas de défaut ou dégradation de sa qualité de crédit). Cet ajustement est calculé par typologie de contrat de collatéral sur la base des profils d'expositions futurs négatifs du portefeuille de transactions pondérés par les probabilités de défaut (de Crédit Agricole S.A.) et les pertes encourues en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données/prix de marché (utilisation du CDS Crédit Agricole S.A. pour la détermination des probabilités de défaut). Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des dérivés OTC en portefeuille.

AJUSTEMENT FVA

Le FVA (*Funding Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de financement ALM (*Assets & Liabilities Management*). Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de netting et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les *spreads* de *funding* ALM.

Sur le périmètre des dérivés « clearés », un ajustement FVA dit IMVA (*Initial Margin Value Adjustment*) est calculé afin de tenir compte des coûts et gains de financement futurs des marges initiales à poster auprès des principales chambres de compensation sur dérivés jusqu'à la maturité du portefeuille.

AJUSTEMENT COLVA

La ColVA (*Colateral Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC collatéralisés par des titres non souverains les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de refinancement propre de ces titres (sur le marché du *Repo*). Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs du portefeuille de transactions pondérés par un *spread* spécifique.

Selon les cas, cet ajustement peut prendre la forme d'une provision spécifique ou être intégré dans les *Mark-to-Market* via une courbe d'actualisation spécifique.

AJUSTEMENT LVA

Le LVA (*Liquidity Valuation Adjustment*) est l'ajustement positif ou négatif de valorisation visant à matérialiser à la fois l'absence potentielle de versement de collatéral pour les contreparties possédant un CSA (*Credit Support Annex*), ainsi que la rémunération non standard des CSA.

Le LVA matérialise ainsi le gain ou la perte résultant des coûts de liquidité additionnels. Il est calculé sur le périmètre des dérivés OTC avec CSA.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR MODÈLE DE VALORISATION

▶ Actifs financiers valorisés à la juste valeur

En millions d'euros	31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**443 936**	**98 719**	**324 837**	**20 380**
Créances sur les établissements de crédit	4 863	-	4 090	773
Créances sur la clientèle	1 404	-	-	1 404
Titres reçus en pension livrée	176 328	-	167 702	8 626
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	106 025	98 610	4 962	2 453
Instruments dérivés	155 316	109	148 083	7 124
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**180**	**34**	**11**	**135**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**165**	**30**	**-**	**135**
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	**15**	**4**	**11**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	15	4	11	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**14 295**	**13 068**	**925**	**302**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**368**	**66**	**-**	**302**
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**13 927**	**13 002**	**925**	**-**
Instruments dérivés de couverture	**3 327**	**-**	**3 327**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**461 738**	**111 821**	**329 100**	**20 817**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			1 810	91
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		1 581		1 868
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		1 382	4 398	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**2 963**	**6 208**	**1 959**

[1] Le montant des OPC s'élève à 15 millions d'euros au 31 décembre 2025 et est classé en Niveau 1 et 2 respectivement pour 4 et 11 millions d'euros.

Les transferts entre Niveau 1 et Niveau 2 concernent essentiellement les effets publics et les obligations et autres titres à revenus fixes.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des instruments de dérivés de transaction.

La revue de la cartographie d'observabilité a notamment conduit au cours de l'année au reclassement de :

- Niveau 3 vers le Niveau 2 de 782 millions d'euros sur les instruments de dérivés et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 1 279 millions d'euros ;
- Niveau 3 vers le Niveau 1 de 1 360 millions d'euros sur les obligations et autres titres à revenu fixe ;
- Niveau 3 vers le Niveau 2 de 504 millions sur les titres reçus en pension livrée de la clientèle et des établissements de crédit.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

En millions d'euros	31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**418 477**	**69 934**	**332 136**	**16 407**
Créances sur les établissements de crédit	2 790	-	2 771	19
Créances sur la clientèle	1 145	-	-	1 145
Titres reçus en pension livrée	170 343	-	161 464	8 879
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	74 646	69 856	4 180	610
Instruments dérivés	169 553	78	163 721	5 754
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**226**	**59**	**12**	**155**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**210**	**55**	**-**	**155**
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	**16**	**4**	**12**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	16	4	12	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**14 799**	**13 396**	**1 078**	**325**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**386**	**61**	**-**	**325**
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**14 413**	**13 335**	**1 078**	**-**
Instruments dérivés de couverture	**3 671**	**-**	**3 671**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**437 173**	**83 389**	**336 897**	**16 887**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			932	7
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		966		2 312
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		23	7 914	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**989**	**8 846**	**2 319**

[1] Le montant des OPC s'élève à 16 millions d'euros au 31 décembre 2024 et est classé en Niveau 1 et 2 respectivement pour 4 et 12 millions d'euros.

Les transferts entre Niveau 1 et Niveau 2 concernent essentiellement les effets publics et les obligations et autres titres à revenus fixes.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des instruments de dérivés de transaction.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des titres reçus en pension livrée de la clientèle et des établissements de crédit et des instruments de dérivés de transaction.

La revue de la cartographie d'observabilité a notamment conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers le Niveau 2 de 3 000 millions d'euros sur les titres reçus en pension livrée. Pour les instruments de dérivés, la revue de cartographie d'observabilité a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 957 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 567 millions d'euros.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Passifs financiers valorisés à la juste valeur

En millions d'euros	31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**342 504**	**38 152**	**296 222**	**8 130**
Titres vendus à découvert	39 292	38 062	1 227	3
Titres donnés en pension livrée	163 288	-	160 283	3 005
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	139 924	90	134 712	5 122
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**72 692**	**-**	**55 207**	**17 485**
Instruments dérivés de couverture	**3 141**	**7**	**3 134**	**-**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**418 337**	**38 159**	**354 563**	**25 615**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			191	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		56		2 323
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		3	10 339	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**59**	**10 530**	**2 323**

Les transferts au passif vers et hors Niveau 3 concernent essentiellement des titres donnés en pension livrée des établissements de crédit, des instruments dérivés de transaction et des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Sur les instruments de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, la revue de la cartographie d'observabilité a conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers 2 de 3 170 millions d'euros et à un reclassement de 1 051 millions d'euros de Niveau 2 vers 3.

Pour les instruments de dérivés la revue de cartographie d'observabilité a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 257 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 640 millions d'euros.

Les transferts entre les Niveaux 1 et 2 concernent les ventes à découvert.

En millions d'euros	31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**338 132**	**47 154**	**283 429**	**7 549**
Titres vendus à découvert	47 372	47 120	203	49
Titres donnés en pension livrée	136 536	-	132 514	4 022
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	154 224	34	150 712	3 478
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**68 369**	**-**	**49 970**	**18 399**
Instruments dérivés de couverture	**3 190**	**5**	**3 185**	**-**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**409 691**	**47 159**	**336 584**	**25 948**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			72	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		78		1 883
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	7 135	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**78**	**7 207**	**1 883**

Les transferts au passif vers et hors Niveau 3 concernent essentiellement des titres donnés en pension livrée des établissements de crédit, des instruments dérivés de transaction et des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

La revue de la cartographie d'observabilité a conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers le Niveau 2 de 350 millions d'euros sur les titres donnés en pension livrée et 2 631 millions d'euros de Niveau 3 vers le Niveau 2 sur les instruments de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. Pour les instruments de dérivés cette revue a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 314 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 995 millions d'euros.

Les transferts entre les Niveaux 1 et 2 concernent les ventes à découvert.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 1

Le Niveau 1 comprend l'ensemble des instruments dérivés traités sur les marchés organisés actifs (options, futures, etc.), quel que soit le sous-jacent (taux, change, métaux précieux, principaux indices action) et les actions et obligations cotées sur un marché actif.

Un marché est considéré comme actif dès lors que des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès de bourses, de courtiers, de négociateurs, de services d'évaluation des prix ou d'agences réglementaires et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les obligations d'entreprise, d'État et les agences dont la valorisation est effectuée sur la base de prix obtenus de sources indépendantes considérées comme exécutables et mis à jour régulièrement sont classées en Niveau 1. Ceci représente l'essentiel du stock de *Bonds* Souverains, d'Agences et de titres *Corporates*. Les émetteurs dont les titres ne sont pas cotés sont classés en Niveau 3.

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 2

Les principaux produits comptabilisés en Niveau 2 sont les suivants :

Titres reçus / donnés en pension livrée

Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 2 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 2 ;

Dérivés de gré à gré

Les principaux instruments dérivés de gré à gré classés en Niveau 2 sont ceux dont la valorisation fait intervenir des facteurs considérés comme observables et dont la technique de valorisation ne génère pas d'exposition significative à un risque modèle.

Ainsi, le Niveau 2 regroupe notamment :

- les produits dérivés linéaires tels que les swaps de taux, *swaps* de devise, change à terme. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché, sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts), ou pouvant être dérivés du prix de marché de produits observables (*swaps* de change) ;
- les produits non linéaires vanilles comme les *caps*, *floors*, *swaptions*, options de change, options sur actions, *credit default swaps*, y compris les options digitales. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts, cours des actions) ou pouvant être dérivés du prix de produits observables sur le marché (volatilités) ;
- les produits exotiques mono-sous-jacents usuels de type *swaps* annulables, paniers de change sur devises majeures ;

  Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles parfois légèrement plus complexes mais partagés par le marché. Les paramètres de valorisation significatifs sont observables. Des prix sont observables dans le marché, via notamment les prix de courtiers. Les consensus de place le cas échéant, permettent de corroborer les valorisations internes ;
- les titres, options listées actions, et futures actions, cotés sur un marché jugé inactif et pour lesquels des informations indépendantes sur la valorisation sont disponibles.

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 3

Sont classés en Niveau 3 les produits ne répondant pas aux critères permettant une classification en Niveau 1 et 2, et donc principalement les produits dont la valorisation dépend de paramètres non observables de manière significative et/ou présentant un risque modèle.

La marge initiale de toute nouvelle opération classée en Niveau 3 est réservée en date de comptabilisation initiale. Elle est étalée en résultat sur la période d'inobservabilité qui peut être dans certains cas la maturité de la transaction.

Ainsi, le Niveau 3 regroupe notamment :

Titres reçus / donnés en pension livrée

Les opérations des pensions selon la maturité des opérations visées et leurs actifs sous-jacent.

Créances sur la clientèle

Titres

Les titres classés en Niveau 3 sont essentiellement :

- les actions ou obligations non cotées pour lesquelles aucune valorisation indépendante n'est disponible ;
- des ABS pour lesquels existent des valorisations indépendantes indicatives mais pas nécessairement exécutables.

Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 3 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 3.

Dérivés de gré à gré

Les produits non observables regroupent les instruments financiers complexes faisant intervenir des paramètres jugés non observables et donc significativement exposés au risque modèle.

L'ensemble de ces principes fait l'objet d'une cartographie d'observabilité par facteur de risque/produit, sous-jacent (devises, index…) et maturité indiquant le classement retenu.

Principalement, relèvent du classement en Niveau 3 :

- les produits linéaires de taux ou de change pour des maturités très longues dans le cas des devises majeures, pour des maturités moindres dans le cas des devises émergentes ;
- les produits non linéaires de taux ou de change pour des maturités longues dans le cas des devises majeures, pour des maturités moindres dans le cas des devises émergentes ;
- les produits dérivés complexes ci-dessous ne sont pas considérés comme observables du fait d'un risque modèle important et d'une liquidité réduite ne permettant pas une estimation régulière et précise des paramètres de valorisation :
  - certains produits dérivés actions : produits optionnels sur des marchés insuffisamment profonds ou options de maturité très longue ou produits dont la valorisation dépend de corrélations non-observables entre différents sous-jacents actions ;
  - les *swaps* annulables non standard sur devises G10 ou certains *swaps* annulables sur devises émergentes ;
  - des produits hybrides taux/crédit présentant un risque de contingence sur un émetteur (souverains ou *Corporate* / Financière) de type *Repack* ou *Credit Linked Note* non standards et dont la valorisation dépend de plusieurs paramètres non-observables ;
  - certains produits dont le sous-jacent est la volatilité à terme d'un indice ou dépend significativement d'une base entre deux indices ;
  - les produits multi sous-jacents, générant des expositions à des corrélations non-observable entre plusieurs classes de risque (taux, crédit, change, inflation et actions) ;
  - les *swaps* de titrisation générant une exposition au taux de prépaiement. La détermination du taux de prépaiement est effectuée sur la base de données historiques sur des portefeuilles similaires.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

VARIATION DU SOLDE DES INSTRUMENTS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON LE NIVEAU 3

▶ Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le Niveau 3

		Actifs financiers détenus à des fins de transaction					Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	
							Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI		Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables
En millions d'euros	**Actifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le Niveau 3**	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés	Actions et autres titres à revenu variable et Titres de participation non consolidés	Créances sur la clientèle	Titres de dettes		
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2024)	**16 887**	**19**	**1 145**	**8 879**	**610**	**5 754**	**155**	**-**	**-**	**325**	**-**
Gains / pertes de la période [1]	(2 012)	413	52	(980)	(693)	(790)	(5)	-	-	(9)	-
Comptabilisés en résultat	(1 733)	413	107	(802)	(691)	(765)	5	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	(279)	-	(55)	(178)	(2)	(25)	(10)	-	-	(9)	-
Achats de la période	17 707	360	822	8 821	4 536	3 152	6	-	-	10	-
Ventes de la période	(1 555)	(19)	(553)	-	(959)	-	-	-	-	(24)	-
Émissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	(6 410)	-	(85)	(5 389)	(1)	(915)	(20)	-	-	-	-
Reclassements de la période	23	-	23	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	(2)	-	-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	-
Transferts	(3 821)	-	-	(2 705)	(1 040)	(77)	-	-	-	1	-
Transferts vers Niveau 3	1 959	-	-	5	346	1 607	-	-	-	1	-
Transferts hors Niveau 3	(5 780)	-	-	(2 710)	(1 386)	(1 684)	-	-	-	-	-
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2025)	**20 817**	**773**	**1 404**	**8 626**	**2 453**	**7 124**	**135**	**-**	**-**	**302**	**-**

[1] Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains / pertes de la période provenant des actifs de Niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**(2 012)**
Comptabilisés en résultat	(1 733)
Comptabilisés en capitaux propres	(279)

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le Niveau 3

En millions d'euros	**Passifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le Niveau 3**	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
SOLDE DE CLOTURE (31.12.2024)	**25 948**	**49**	**4 022**	**-**	**-**	**-**	**3 478**	**18 399**	**-**
Gains / pertes de la période [1]	1 913	(5)	(231)	-	-	-	113	2 036	-
Comptabilisés en résultat	2 049	(5)	(231)	-	-	-	136	2 149	-
Comptabilisés en capitaux propres	(136)	-	-	-	-	-	(23)	(113)	-
Achats de la période	7 111	89	4 768	-	-	-	1 965	289	-
Ventes de la période	(170)	(114)	-	-	-	-	-	(56)	-
Émissions de la période	7 922	-	-	-	-	-	-	7 922	-
Dénouements de la période	(9 090)	(13)	(3 168)	-	-	-	(737)	(5 172)	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	(8 019)	(3)	(2 386)	-	-	-	303	(5 933)	-
Transferts vers Niveau 3	2 323	-	-	-	-	-	952	1 371	-
Transferts hors Niveau 3	(10 342)	(3)	(2 386)	-	-	-	(649)	(7 304)	-
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2025)	**25 615**	**3**	**3 005**	**-**	**-**	**-**	**5 122**	**17 485**	**-**

[1] Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains / pertes de la période provenant des passifs de Niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**1 913**
Comptabilisés en résultat	2 049
Comptabilisés en capitaux propres	(136)

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

11.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

En millions d'euros	**31.12.2025**	**31.12.2024**
Marge différée au 1er janvier	**304**	**359**
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	208	245
Marge comptabilisée en résultat durant la période	(147)	(300)
MARGE DIFFÉRÉE EN FIN DE PÉRIODE	**365**	**304**

La marge au 1er jour sur les transactions de marché relevant du Niveau 3 de juste valeur est réservée au bilan et comptabilisée en résultat à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres non observables redeviennent observables.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 12 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2025

12.1 Information sur les filiales

12.1.1 RESTRICTIONS SUR LES ENTITÉS CONTROLÉES

Des dispositions règlementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de Crédit Agricole CIB à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de Crédit Agricole CIB.

Crédit Agricole CIB est soumise aux restrictions suivantes :

◆ Contraintes règlementaires

Les filiales de Crédit Agricole CIB sont soumises à la règlementation prudentielle et à des exigences de fonds propres règlementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à Crédit Agricole CIB.

◆ Contraintes légales

Les filiales de Crédit Agricole CIB sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions règlementaires mentionnées ci-avant.

◆ Contraintes contractuelles liées à des garanties

Crédit Agricole CIB grève certains actifs financiers pour lever des fonds par le biais de titrisations ou de refinancement auprès de banques centrales. Une fois remis en garantie, les actifs ne peuvent plus être utilisés par Crédit Agricole CIB. Ce mécanisme est décrit dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

◆ Autres contraintes

Certaines filiales de Crédit Agricole CIB doivent soumettre à l'accord préalable de leurs autorités de tutelle la distribution de dividendes.

12.1.2 SOUTIEN AUX ENTITÉS STRUCTURÉES CONTRÔLÉES

Crédit Agricole CIB a des accords contractuels avec certaines entités structurées consolidées assimilables à des engagements de fournir un soutien financier.

Pour ses besoins de financement et ceux de sa clientèle, Crédit Agricole CIB utilise des véhicules d'émission de dettes structurées afin de lever de la liquidité sur les marchés financiers. Les titres émis par ces entités sont intégralement garantis par Crédit Agricole CIB, au 31 décembre 2025, le montant de ces émissions est de 37,4 milliards d'euros.

Dans le cadre de son activité de titrisation pour compte de tiers Crédit Agricole CIB apporte des lignes de liquidités à ses conduits ABCP. Au 31 décembre 2025, le montant de ces lignes de liquidités est de 42,7 milliards d'euros.

12.2 Co-entreprises et entreprises associées

Les participations dans les entreprises mises en équivalence pour lesquelles un indice objectif de perte de valeur a été identifié, font l'objet de tests de dépréciation selon la même méthodologie que celle retenue pour les écarts d'acquisition, c'est-à-dire en exploitant les estimations de flux futurs attendus des sociétés concernées et en utilisant les paramètres de valorisations décrits dans la note 6.12 « Écarts d'acquisition ».

INFORMATIONS FINANCIÈRES DES CO-ENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Au 31 décembre 2025,

- la valeur de mise en équivalence des co-entreprises est nulle car dépréciée à 100 % (même situation au 31 décembre 2024),
- Crédit Agricole CIB détient des intérêts dans une seule co-entreprise.

Les co-entreprises et les entreprises associées qui composent la « valeur de mise en équivalence » au bilan sont présentées dans le tableau de la note 12.2.1.

12.2.1 CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES : INFORMATIONS

	31.12.2025					
En millions d'euros	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Goupe	Quote part de résultat net	Quote part de capitaux propres [1]
Co-entreprises						
UBAF	47,01 %	-	-	3	3	154
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		**-**	**-**	**3**	**3**	**154**
Entreprises associées						
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		**-**	**-**	**3**	**3**	**154**

[1] Capitaux propres part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associée est un sous-groupe.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
En millions d'euros	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote part de résultat net	Quote part de capitaux propres [1]
Co-entreprises						
UBAF	47,01 %	-	-	2	2	158
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		**-**	**-**	**2**	**2**	**158**
Entreprises associées						
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		**-**	**-**	**2**	**2**	**158**

[1] Capitaux propres part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

12.2.2 CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES : INFORMATIONS DÉTAILLÉES

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives de Crédit Agricole CIB sont présentées ci-après :

	31.12.2025			
En millions d'euros	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
UBAF	56	(2)	1 895	327
Total	**56**	**(2)**	**1 895**	**327**

	31.12.2024			
En millions d'euros	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
UBAF	80	14	2 156	336
Total	**80**	**14**	**2 156**	**336**

RESTRICTIONS SIGNIFICATIVES SUR LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Crédit Agricole CIB est soumis aux restrictions suivantes :

Contraintes règlementaires

Les co-entreprises et entreprises associées de Crédit Agricole CIB sont soumises à la règlementation prudentielle et à des exigences de fonds propres règlementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à Crédit Agricole CIB.

Contraintes légales

Les filiales du groupe Crédit Agricole CIB sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions règlementaires mentionnées ci-avant.

12.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle détenues par Crédit Agricole CIB sont non significatives à l'exception des participations de Crédit Foncier de Monaco Indosuez Wealth et de la banque Degroof Petercam.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

12.4 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Société mère et ses succursales									
Crédit Agricole CIB S.A.		France		Société mère	mère	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Abu Dhabi)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Allemagne)		Allemagne	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Australie)		Australie	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Belgique)		Belgique	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Canada)		Canada	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Corée du Sud)		Corée du sud	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Danemark)		Danemark	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Dubai)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Dubai DIFC)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Espagne)		Espagne	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (États-Unis)		États-Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Finlande)		Finlande	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Hong-Kong)		Hong Kong	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Inde)		Inde	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Italie)		Italie	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Japon)		Japon	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB QFC Branch (Qatar)		Qatar	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Royaume-Uni)		Royaume-Uni	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Singapour)		Singapour	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Suède)		Suede	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Taipei)		Taiwan	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Établissements bancaires et financiers									
Banco Crédit Agricole Brasil S.A.		Brésil		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Banque Degroof Petercam		Belgique		Filiale	intégration globale	79	79	79	79
Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A.	S4	Luxembourg		Filiale	intégration globale	-	100	-	79
Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A. Brussels Branch	S1	Belgique	Luxembourg	Succursale	intégration globale	-	100	-	79
Banque Degroof Petercam Netherlands Branch		Pays-Bas	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Banque Thaler	E3/ S4	Suisse		Filiale	intégration globale	-	-	-	-
CACIB Arabia Financial Company		Arabie Saoudite		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Finanziaria S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Gestion		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. DIFC Branch		Emirats Arabes Unis	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. (Hong-Kong)		Hong Kong	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. (Singapour)		Singapour	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. Switzerland Branch		Suisse		Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe)		Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe - Belgique)	S1	Belgique	Luxembourg	Succursale	intégration globale	-	100	-	100
CA Indosuez Wealth (Europe - Espagne)		Espagne	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe) Italy Branch		Italie	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe) Portugal Branch		Portugal	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CFM Indosuez Wealth		Monaco		Filiale	intégration globale	70	70	69	69
Crédit Agricole CIB AO		Russie		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Australia Ltd.		Australie		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB China Ltd.		Chine		Filiale	intégration globale	100	100	100	100

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Crédit Agricole CIB China Ltd. Chinese Branch		Chine		Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Services Private Ltd.		Inde		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Ester Finance Technologies		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
UBAF		France		Co-entreprise	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Corée du Sud)		Corée du Sud	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Japon)		Japon	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Singapour)		Singapour	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
Sociétés de bourse									
Crédit Agricole Securities Asia B.V. (Tokyo)		Japon	Pays-Bas	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities Asia Limited Séoul Branch (CASAL Séoul Branch)		Corée du Sud	Hong Kong	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (Asia) Ltd		Hong Kong		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (USA) Inc		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Sociétés d'investissement									
CA Indosuez Fund Solutions	D1	Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	79
CFM Indosuez Conseil en Investissement		France		Filiale	intégration globale	100	100	69	69
CFM Indosuez Conseil en Investissement, Succursale de Noumea		Nouvelle-Caledonie	France	Succursale	intégration globale	100	100	69	69
CFM Indosuez Gestion		Monaco		Filiale	intégration globale	100	100	69	69
Compagnie Financière Taler S.A.	E3/S1	Suisse		Filiale	intégration globale	-	-	-	-
Compagnie Française de l'Asie (CFA)		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Air Finance S.A.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd.	S3	Royaume-Uni		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
Crédit Agricole Global Partners Inc.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities Asia B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (USA) Inc. Branch Offices	E2/D3	États-Unis		Succursale	intégration globale	100	-	100	-
Doumer Finance S.A.S.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Fininvest		France		Filiale	intégration globale	98	98	98	98
Fletirec		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Degroof Petercam Asset Management		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Germany Branch		Allemagne	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Italy Branch		Italie	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Lux Branch		Luxembourg	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Netherlands Branch		Pays-Bas	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Spain Branch		Espagne	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Succursale France		France	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Corporate Finance		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Finance		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Assurances									
CAIRS Assurance S.A.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Divers									
Atlantic Asset Securitization LLC		États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Azqore S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	83	100	83
Azqore S.A. - Sucursal EM Portugal	E2	Portugal	Suisse	Succursale	intégration globale	100	-	100	-
Azqore Singapore Branch S.A.		Singapour	Suisse	Succursale	intégration globale	100	83	100	83
Benelpart	S1	Belgique		Filiale	intégration globale	-	100	-	98

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
CA Indosuez Wealth (Asset Management)	S4	Luxembourg		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
CA Midcap Advisors		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole America Services Inc.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Finance (Guernsey) Ltd.		Guernesey		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Finance Luxembourg S.A.		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Financial Solutions		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Global Banking		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Transactions		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Leasing (USA) Corp.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Services & Operations Inc		Canada		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Degroof Petercam Wealth Management	S4	France		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
Demeter Compartiment GL 2023		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Demeter Compartiment JA 2022		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Demeter Compartiment TS EU		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT DemeTR-Airtime - 2024		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT DemeTR-EL OFF B/S - 2024		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT FFR (Financial Funding Receivables)	E2	États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	-	-	-
FCT Odyssée		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FIC-FIDC		Brésil		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Fixed Income Derivates - Structured Fund PLC		Irlande		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Fundo A De Investimento Multimercado		Brésil		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Héphaïstos Multidevises FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Immobilière Cristal Luxembourg S.A.		Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	79
ItalAsset Finance SRL		Italie		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Lafayette Asset Securitization LLC		États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
L&E Services		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
LMA S.A.		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Molinier Finances	S1	France		Filiale	intégration globale	-	100	-	98
Orban Finance		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Pacific EUR FCC		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Pacific IT FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Pacific USD FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Petercam Invest		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Sinefinair B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
SNGI		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Société immobilière et financière Industrie Guimard		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Sofipac	S1	Belgique		Filiale	intégration globale	-	100	-	98
Sufinair B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
TCB		France		Filiale	intégration globale	99	99	98	98
Triple P FCC		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Woori Card 2022 1 Asset Securitization speciality Co Ltd	S3	Corée du Sud		Entité structurée contrôlée	intégration globale	-	100	-	-

(a) Modification du périmètre

Entrée (E) dans le périmètre :

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre :

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D) :

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 13 : PARTICIPATIONS ET ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 357 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 375 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Conformément au règlement ANC 2016-09 et à l'option offerte par la Recommandation ANC 2016-01, la liste exhaustive des entités contrôlées non consolidées et des titres de participations significatifs non consolidés est consultable sur le site internet de Crédit Agricole CIB à l'adresse suivante : https://www.ca-cib.fr/nous-connaitre/elements-financiers/informations-reglementees.

13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

INFORMATIONS SUR LA NATURE ET L'ÉTENDUE DES INTÉRÊTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité.

◆ Titrisation

Crédit Agricole CIB a pour rôle la structuration de véhicules de titrisation par l'achat de créances commerciales ou financières. Les véhicules financent ces achats en émettant les tranches multiples de dettes et des titres de participation, dont le remboursement est lié à la performance des actifs dans ces véhicules.

Crédit Agricole CIB investit et apporte des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation qu'il a sponsorisés pour le compte de clients.

◆ Financement structuré

Crédit Agricole CIB intervient dans des entités dédiées à l'acquisition d'actifs. Ces entités peuvent prendre la forme de société de financement d'actif ou de sociétés de crédit-bail. Dans les entités structurées, le financement est garanti par l'actif. L'implication du groupe Crédit Agricole CIB est souvent limitée au financement ou à des engagements de financement.

◆ Entités sponsorisées

Crédit Agricole CIB sponsorise une entité structurée dans les cas suivants :

- Crédit Agricole CIB intervient à la création de l'entité et cette intervention, rémunérée, est jugée substantielle pour assurer la bonne fin des opérations ;
- une structuration est intervenue à la demande de Crédit Agricole CIB et elle en est le principal utilisateur ;
- Crédit Agricole CIB a cédé ses propres actifs à l'entité structurée ;
- Crédit Agricole CIB est gérant ;
- le nom d'une filiale ou de la société mère de Crédit Agricole CIB est associé au nom de l'entité structurée ou aux instruments financiers émis par elle.

Crédit Agricole CIB a sponsorisé des entités structurées non consolidées dans lesquelles elle ne détient pas d'intérêts au 31 décembre 2025.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

INFORMATIONS SUR LES RISQUES ASSOCIÉS AUX INTÉRÊTS DÉTENUS

◆ Soutien financier apporté aux entités structurées

Au cours de l'année 2025, Crédit Agricole CIB n'a pas fourni de soutien financier à des entités structurées non consolidées.

En date du 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB n'a pas l'intention de fournir un soutien financier à une entité structurée non consolidée.

◆ Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, l'implication de Crédit Agricole CIB dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour Crédit Agricole CIB dans les tableaux ci-dessous :

	31.12.2025											
	Titrisation				Fonds de placement [1]				Financement structuré [1]			
		Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	2	-	2	-	-	-	-	4	4	-	4
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	47	47	-	47	-	-	-	-	3 276	3 276	-	3 276
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**49**	**49**	**-**	**49**	**-**	**-**	**-**	**-**	**3 280**	**3 280**	**-**	**3 280**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	12	12	-	12
Dettes	12	-	-	-	-	-	-	-	252	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**12**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**264**	**12**	**-**	**12**
Engagements donnés	**-**	**8**	**-**	**8**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 246**	**-**	**2 246**
Engagements de financement	-	8	-	8	-	-	-	-	-	2 251	-	2 251
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**-**	**8**	**-**	**8**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 246**	**-**	**2 246**
Total bilan des entités structurées non consolidées	**1 874**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**6 785**	**-**	**-**	**-**

[1] Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le groupe Crédit Agricole CIB n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le groupe Crédit Agricole CIB a uniquement accordé un prêt.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024											
	Titrisation				Fonds de placement [1]				Financement structuré [1]			
		Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	4	-	4	-	-	-	-	1	1	-	1
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	88	88	-	88	-	-	-	-	2 458	2 458	-	2 458
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**92**	**92**	**-**	**92**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 459**	**2 459**	**-**	**2 459**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	7	7	-	7	-	-	-	-	24	24	-	24
Dettes	1	-	-	-	-	-	-	-	218	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**8**	**7**	**-**	**7**	**-**	**-**	**-**	**-**	**242**	**24**	**-**	**24**
Engagements donnés	**-**	**14**	**-**	**14**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 479**	**-**	**2 479**
Engagements de financement	-	14	-	14	-	-	-	-	-	2 483	-	2 483
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**-**	**14**	**-**	**14**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 479**	**-**	**2 479**
Total bilan des entités structurées non consolidées	**4 049**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5 586**	**-**	**-**	**-**

[1] Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le groupe Crédit Agricole CIB n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le groupe Crédit Agricole CIB a uniquement accordé un prêt.

EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *Mark-to-Market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 14 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Aucun événement n'est intervenu postérieurement à la clôture.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers.

1. CADRE GÉNÉRAL

1.1. Présentation juridique de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

DÉNOMINATION SOCIALE :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank

NOMS COMMERCIAUX :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank - Crédit Agricole CIB - CACIB

ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ :

12, place des États-Unis
CS 70052
92547 Montrouge Cedex
France

IMMATRICULATION :

Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 304 187 701.

CODE NAF :

6419 Z (APE)

CODE LEI :

1VUV7VQFKUOQSJ21A208

FORME JURIDIQUE :

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank est une société anonyme de droit français (à Conseil d'administration) régie par les dispositions législatives et règlementaires applicables aux établissements de crédit et aux sociétés anonymes ainsi que par ses statuts.

La Société est affiliée depuis décembre 2011 au réseau Crédit Agricole au sens du Code monétaire et financier.

CAPITAL SOCIAL :

EUR 7 851 636 342

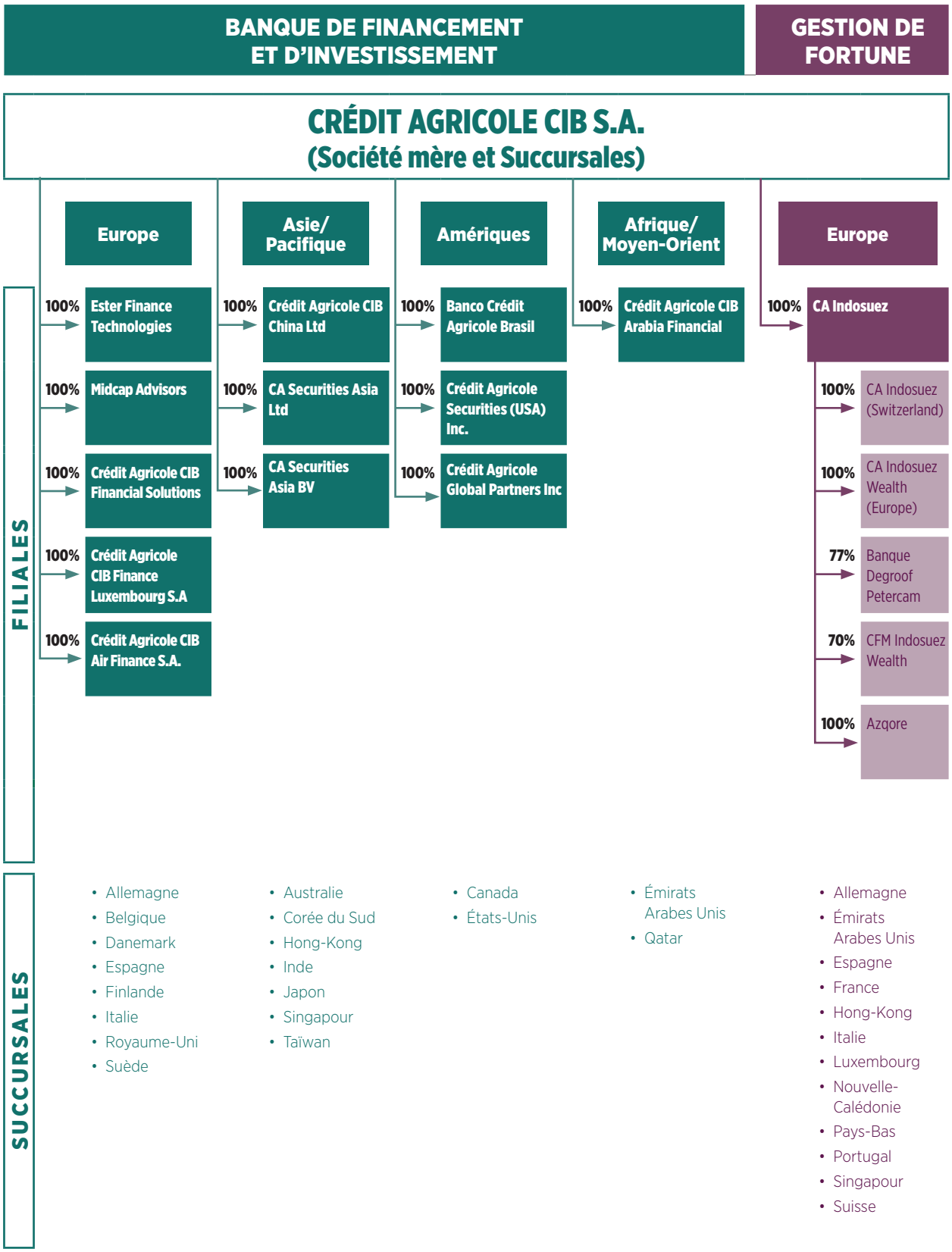
OBJET SOCIAL (ART. 3 DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ) :

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- d'effectuer toutes opérations de banque et toutes opérations financières et notamment :
  - la réception de fonds, l'octroi de prêts, d'avances, de crédits, de financements, de garanties, la réalisation de tous encaissements, règlements, recouvrements ;
  - le conseil en matière financière et notamment de financement, d'endettement, de souscription, d'émission, de placement, d'acquisition, de cession, de fusion, de restructuration ;
  - la conservation, la gestion, l'achat, la vente, l'échange, le courtage, l'arbitrage, de tous titres, droits sociaux, produits financiers, dérivés, devises, marchandises, métaux précieux et autres valeurs de toute nature ;
- de fournir tous services d'investissement et services connexes au sens du Code monétaire et financier et de tout texte subséquent ;
- de créer et de participer à toutes entreprises, groupements, sociétés par voie d'apport, de souscription, d'achat d'actions ou de droits sociaux, de fusion, ou de toute autre manière ;
- d'effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ou à l'un des objets ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes ;
- le tout, tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation, et sous quelque forme que ce soit.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

1.2. Organigramme simplifié au 31 décembre 2025[1]



[1] *Cf. note 12.4 « Composition du périmètre »*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

1.3. Un groupe bancaire d'essence mutualiste

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et règlementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. À ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

1.4. Relations internes au Crédit Agricole

Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended* SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. À ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la règlementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2[1]. Ensuite, si les auto-

[1] *Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF.*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

rités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette [1], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.5. Informations relatives aux parties liées

Les parties liées au groupe Crédit Agricole CIB sont les sociétés du Groupe Crédit Agricole, les sociétés du groupe Crédit Agricole CIB intégrées globalement, ou mises en équivalence, ainsi que les principaux dirigeants du Groupe.

Relations avec le Groupe Crédit Agricole

Les encours au bilan, hors bilan et compte de résultat restituant les opérations réalisées entre le groupe Crédit Agricole CIB et le reste du Groupe Crédit Agricole sont résumés dans les tableaux ci-après :

En millions d'euros	31.12.2025
Actif	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	53 089
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	111
Actifs financiers au coût amorti	36 114
Actifs d'impôts courants et différés	504
Comptes de régularisation et actifs divers	13 107
Immobilisations corporelles	231
Passif	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	28 502
Passifs financiers au coût amorti	45 126
Passifs d'impôts courants et différés	110
Comptes de régularisation et passifs divers	16 664
Provisions	-
Dettes subordonnées	4 545
Réserves (Émissions AT1)	12 769
Engagements de financement et de garantie	
Engagements donnés	2 166
Engagements de financement	939
Engagements de garantie	1 227
Engagements reçus	3 670
Engagements de financement	1
Engagements de garantie	3 669

En millions d'euros	31.12.2025
Compte de résultat	
Marge d'intérêt	(935)
Commissions	(25)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(1 091)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ou au coût amorti	9
Résultat des autres activités	(10)
Charges générales d'exploitation	38
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	(30)
Coût du risque	(1)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-
Impôts	396

Les instruments financiers au coût amorti et la marge d'intérêt au compte de résultat traduisent les relations de trésorerie existantes entre Crédit Agricole CIB et le Groupe Crédit Agricole.

Les instruments à la juste valeur par résultat et le résultat associé concernent principalement les instruments dérivés de transaction qui sont pour l'essentiel représentatif des opérations de couverture de risque de taux du Groupe Crédit Agricole pour lesquelles Crédit Agricole CIB assure la relation avec le marché.

Les comptes de régularisation enregistrent principalement les appels de marge (ou marges variables) et les dépôts de garantie donnés ou reçus sous forme d'espèce dans le cadre des opérations de dérivés.

Crédit Agricole CIB détenu par le Groupe Crédit Agricole depuis le 27 décembre 1996, et certaines de ses filiales, font partie du groupe d'intégration fiscale constitué au niveau de Crédit Agricole S.A. À ce titre, Crédit Agricole S.A. indemnise le sous-groupe Crédit

[1] *Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Agricole CIB de ses déficits fiscaux imputables sur les bénéfices fiscaux du Groupe Crédit Agricole.

Les charges générales du compte de résultat correspondent principalement aux facturations ou refacturations de prestations et supports informatiques donnés ou reçus avec des entités du Groupe Crédit Agricole.

Relations entre les sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB

La liste des sociétés consolidées du groupe Crédit Agricole CIB est présentée en note 12.

Les transactions réalisées entre deux entités intégrées globalement sont totalement éliminées.

Les encours existants en fin de période entre les sociétés consolidées par intégration globale et les sociétés consolidées par mise en équivalence ne sont pas éliminés dans les comptes du groupe Crédit Agricole CIB.

Au 31 décembre 2025, les encours déclarés par Crédit Agricole CIB avec son partenaire UBAF, non éliminés au bilan, hors bilan et compte de résultat sont de :

En millions d'euros	31.12.2025
Actif	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	11
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-
Actifs financiers au coût amorti	-
Comptes de régularisation et actifs divers	3
Passif	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4
Passifs financiers au coût amorti	15
Comptes de régularisation et passifs divers	8
Provisions	-
Engagements de financement et de garantie	
Engagements donnés	-
Engagements de financement	-
Engagements de garantie	-
Engagements reçus	-
Engagements de financement	-
Engagements de garantie	-

En millions d'euros	31.12.2025
Compte de résultat	
Marge d'intérêt	-
Commissions	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ou au coût amorti	3
Résultat des autres activités	-
Charges générales d'exploitation	4
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-
Coût du risque	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-
Impôts	-

Relations avec les principaux dirigeants

Les informations sur la rémunération des principaux dirigeants sont détaillées dans la note 7.7 « Rémunérations des dirigeants ». Hors rémunération, les autres transactions avec les parties liées dirigeantes sont non significatives.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

2.1. Compte de résultat

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	17 904	21 902
Intérêts et charges assimilées	4.1	(14 240)	(18 025)
Commissions (produits)	4.2	2 805	2 286
Commissions (charges)	4.2	(1 326)	(1 110)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	3 541	3 168
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		8 349	4 406
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		(4 808)	(1 238)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	8	(13)
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		(9)	(37)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		17	24
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	(28)	(42)
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
Produits des autres activités	4.6	151	261
Charges des autres activités	4.6	(151)	(255)
Produit net bancaire		**8 664**	**8 172**
Charges générales d'exploitation	4.7	(4 694)	(4 303)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.8	(285)	(275)
Résultat brut d'exploitation		**3 685**	**3 594**
Coût du risque	4.9	(128)	(105)
Résultat d'exploitation		**3 557**	**3 489**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		3	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.10	8	(20)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.12	-	-
Résultat avant impôt		**3 568**	**3 471**
Impôts sur les bénéfices	4.11	(672)	(742)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		-	-
Résultat net		**2 896**	**2 729**
Participations ne donnant pas le contrôle	12.3	30	32
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		**2 866**	**2 697**
Résultat par action (en euros)	6.15	7,18	6,73
Résultat dilué par action (en euros)	6.15	7,18	6,73

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2.2. Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Résultat net		**2 896**	**2 729**
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.12	34	5
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre [1]	4.12	(201)	(417)
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables [1]	4.12	7	33
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables		-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(160)**	**(379)**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	**47**	**98**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	4.12	**(113)**	**(281)**
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.12	(777)	334
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.12	50	(45)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.12	198	473
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables		-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres		-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(529)**	**762**
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	4.12	**(67)**	**(109)**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	4.12	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	4.12	**(596)**	**653**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	4.12	**(709)**	**372**
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		**2 187**	**3 101**
Dont part du Groupe		2 157	3 067
Dont participations ne donnant pas le contrôle		30	34
[1] Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	*4.12*	*(12)*	*(129)*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2.3. Bilan actif

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales	6.1	86 905	82 012
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1 - 3.2 - 6.2 - 6.6	444 116	418 703
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		443 936	418 477
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		180	226
Instruments dérivés de couverture	3.3 - 3.5	3 327	3 671
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1 - 3.2 - 6.4 - 6.6	14 295	14 799
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		13 927	14 413
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		368	386
Actifs financiers au coût amorti	3.1 - 3.2 - 3.4 - 6.5 - 6.6	295 406	282 122
Prêts et créances sur les établissements de crédit		54 744	48 014
Prêts et créances sur la clientèle		198 240	193 129
Titres de dettes		42 422	40 979
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8	27
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	1 642	1 413
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	35 299	41 529
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	12.2	-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	6.11	1 360	1 343
Immobilisations incorporelles	6.11	869	809
Écarts d'acquisition	6.12	1 562	1 482
TOTAL DE L'ACTIF		**884 789**	**847 910**

2.4. Bilan passif

En millions d'euros	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Banques centrales	6.1	212	1 363
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	415 196	406 501
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		342 504	338 132
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		72 692	68 369
Instruments dérivés de couverture	3.3 - 3.5	3 141	3 190
Passifs financiers au coût amorti	6.7	378 843	350 377
Dettes envers les établissements de crédit	3.4 - 6.7	84 966	70 099
Dettes envers la clientèle	3.1 - 3.4 - 6.7	218 998	202 524
Dettes représentées par un titre	3.4 - 6.7	74 879	77 754
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(80)	(128)
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	2 536	2 344
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	44 311	45 673
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.13	1 051	1 254
Dettes subordonnées	3.4 - 6.14	4 544	4 621
Total dettes		**849 754**	**815 195**
Capitaux propres		**35 035**	**32 715**
Capitaux propres part du Groupe		**34 692**	**32 346**
Capital et réserves liées		22 972	19 921
Réserves consolidées		9 885	10 050
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(1 031)	(322)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		2 866	2 697
Participations ne donnant pas le contrôle		**343**	**369**
TOTAL DU PASSIF		**884 789**	**847 910**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2.5. Tableau de variation des capitaux propres

	Part du Groupe									
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
En millions d'euros	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Élimination des titres auto-détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net	Capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2024	**7 852**	**15 022**	**-**	**7 755**	**30 629**	**(496)**	**(196)**	**(692)**	**-**	**29 937**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraités	**7 852**	**15 022**	**-**	**7 755**	**30 629**	**(496)**	**(196)**	**(692)**	**-**	**29 937**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	238	238	-	-	-	-	238
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	(739)	(739)	-	-	-	-	(739)
Dividendes versés en 2024	-	(172)	-	-	(172)	-	-	-	-	(172)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	(66)	-	-	(66)	-	-	-	-	(66)
Mouvements liés aux paiements en actions	-	7	-	-	7	-	-	-	-	7
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**-**	**(231)**	**-**	**(501)**	**(732)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**(732)**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**109**	**-**	**-**	**109**	**653**	**(283)**	**370**	**-**	**479**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	102	-	-	102	-	(102)	(102)	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	6	-	-	6	-	(6)	(6)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	2 697	2 697
Autres variations	-	(35)	-	-	(35)	-	-	-	-	(35)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	**7 852**	**14 865**	**-**	**7 254**	**29 971**	**157**	**(479)**	**(322)**	**2 697**	**32 346**
Affectation du résultat 2024	-	2 697	-	-	2 697	-	-	-	(2 697)	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	**7 852**	**17 562**	**-**	**7 254**	**32 668**	**157**	**(479)**	**(322)**	**-**	**32 346**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 retraités	**7 852**	**17 562**	**-**	**7 254**	**32 668**	**157**	**(479)**	**(322)**	**-**	**32 346**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	3 050	3 050	-	-	-	-	3 050
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	(777)	(777)	-	-	-	-	(777)
Dividendes versés en 2025	-	(2 132)	-	-	(2 132)	-	-	-	-	(2 132)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle [1]	-	10	-	-	10	-	-	-	-	10
Mouvements liés aux paiements en actions	-	12	-	-	12	-	-	-	-	12
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**-**	**(2 110)**	**-**	**2 273**	**163**	**-**	**-**	**-**	**-**	**163**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**10**	**-**	**-**	**10**	**(594)**	**(115)**	**(709)**	**-**	**(699)**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	4	-	-	4	-	(4)	(4)	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	6	-	-	6	-	(6)	(6)	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 866**	**2 866**
Autres variations	-	(172)	-	188	16	-	-	-	-	16
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	**7 852**	**15 290**	**-**	**9 715**	**32 857**	**(437)**	**(594)**	**(1 031)**	**2 866**	**34 692**

[1] Effet des acquisitions sur minoritaires à la suite d'une prise de contrôle à 100 % de la Banque Degroof Petercam Luxembourg. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	Participations ne donnant pas le contrôle					
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
En millions d'euros	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 1er janvier 2024	**133**	**-**	**(2)**	**(2)**	**131**	**30 068**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraités	**133**	**-**	**(2)**	**(2)**	**131**	**30 068**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	238
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	(739)
Dividendes versés en 2024	(14)	-	-	-	(14)	(186)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	219	-	-	-	219	153
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	7
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**205**	**-**	**-**	**-**	**205**	**(527)**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**-**	**2**	**2**	**2**	**481**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2024	32	-	-	-	32	2 729
Autres variations	(1)	-	-	-	(1)	(36)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Affectation du résultat 2024	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2025 retraités	**369**	**-**	**-**	**-**	**369**	**32 715**
Augmentation / réduction de capital	-	-	-	-	-	-
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-
Émissions / Remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	3 050
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	(777)
Dividendes versés en 2025	(46)	-	-	-	(46)	(2 178)
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle [1]	(10)	-	-	-	(10)	-
Mouvements liés aux paiements en actions	-	-	-	-	-	12
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	**(56)**	**-**	**-**	**-**	**(56)**	**107**
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**-**	**(2)**	**2**	**-**	**-**	**(699)**
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
Résultat 2025	**30**	**-**	**-**	**-**	**30**	**2 896**
Autres variations	-	-	-	-	-	16
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2025	**343**	**(2)**	**2**	**-**	**343**	**35 035**

[1] Effet des acquisitions sur minoritaires à la suite d'une prise de contrôle à 100 % de la Banque Degroof Petercam Luxembourg. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

2.6. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Crédit Agricole CIB.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

Les **flux de trésorerie** nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement **des activités abandonnées** sont présentés dans des rubriques distinctes dans le tableau des flux de trésorerie.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des Banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Résultat avant impôt	**3 568**	**3 471**
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	299	275
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	171	399
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	(3)	(2)
Résultat net des activités d'investissement	-	20
Résultat net des activités de financement	332	420
Autres mouvements	3 705	(1 392)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	**4 504**	**(280)**
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	6 935	7 568
Flux liés aux opérations avec la clientèle	16 732	(1 459)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(22 633)	(14 745)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	3 254	6 830
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	3	2
Impôts versés	(616)	(428)
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	**3 675**	**(2 232)**
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	**11 747**	**959**
Flux liés aux participations [1]	(83)	477
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(210)	(213)
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	**(293)**	**264**
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires [2]	95	(726)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement [3]	(2 251)	1 677
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	**(2 156)**	**951**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie (D)	**(7 288)**	**(1 137)**
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)	**2 010**	**1 037**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture [4]	**70 522**	**69 485**
Solde net des comptes de caisse et Banques centrales *	80 612	77 130
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(10 090)	(7 645)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture [4]	**72 532**	**70 522**
Solde net des comptes de caisse et Banques centrales *	86 632	80 612
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	(14 100)	(10 090)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	**2 010**	**1 037**

** Composé du solde net du poste « Caisse, Banques centrales », hors intérêts courus (y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées).*

*** Composé du solde des postes « comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « comptes ordinaires créditeurs » et « comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).*

[1] Flux liés aux participations : cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ». L'acquisition de la Banque Thaler génère un flux de trésorerie net de - 72 millions d'euros (- 144 millions d'euros versés pour l'achat des titres et + 72 millions d'euros de trésorerie acquise au titre de l'entrée dans le périmètre).

[2] Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : pour l'année 2025, ce montant comprend le versement des dividendes de Crédit Agricole CIB à ses actionnaires, notamment Crédit Agricole S.A., pour - 2 132 millions d'euros, des émissions et remboursements d'AT1 face à Crédit Agricole S.A. pour un montant net de + 3 050 millions d'euros, et le versement d'intérêts au titre d'émissions AT1 de - 777 millions d'euros.

[3] Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement : cette ligne recense principalement le remboursement d'instruments SNP pour - 1 890 millions d'euros et le règlement de coupons pour - 97 millions d'euros. Ainsi que l'émission d'AT2 pour + 100 millions d'euros et le règlement de coupons pour - 221 millions d'euros. Ces opérations sont effectuées face à Crédit Agricole S.A.

[4] Dont des encours « restricted cash » pour un montant de 118 millions d'euros au 31 décembre 2025, 265 millions d'euros au 31 décembre 2024 et 425 millions d'euros au 31 décembre 2023.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Sommaire détaillé des notes

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS 350

1.1 Normes applicables et comparabilité. 350
1.2 Principes et méthodes comptables 351
1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28) 365

NOTE 2 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE 367

NOTE 3 : GESTION FINANCIÈRE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE. 367

3.1 Risque de crédit 367
3.2 Expositions au risque souverain 387
3.3 Risque de marché. 388
3.4 Risque de liquidité et de financement 390
3.5 Comptabilité de couverture 392
3.6 Risques opérationnels. 396
3.7 Gestion du capital et ratios règlementaires 396

NOTE 4 : NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES. 397

4.1 Produits et charges d'intérêts 397
4.2 Produits et charges de commissions 397
4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat 398
4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres. 399
4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti 399
4.6 Produits (charges) des autres activités. 399
4.7 Charges générales d'exploitation. 399
4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles 400
4.9 Coût du risque 401
4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs 401
4.11 Impôts. 402
4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres 403

NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES 404

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel 404
5.2 Information sectorielle par zone géographique. 405

NOTE 6 : NOTES RELATIVES AU BILAN 406

6.1 Caisse, Banques centrales 406
6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat . . .406
6.3 Instruments dérivés de couverture. 407
6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres 407
6.5 Actifs financiers au coût amorti 409
6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue 410
6.7 Passifs financiers au coût amorti 411
6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers. 412
6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés 413
6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers 414
6.11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition). 414
6.12 Écarts d'acquisition. 415
6.13 Provisions 415
6.14 Dettes subordonnées 418
6.15 Capitaux propres. 418
6.16 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle 421

NOTE 7 : AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS 422

7.1 Détail des charges de personnel 422
7.2 Effectif moyen de la période 422
7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies 422
7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies 422
7.5 Autres avantages sociaux 424
7.6 Paiements à base d'actions 424
7.7 Rémunérations des dirigeants 424

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION 425

8.1 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est preneur 425
8.2 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est bailleur 426

NOTE 9 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES 427

NOTE 10 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS 428

NOTE 11 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS 428

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti 428
11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. 430
11.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine 436

NOTE 12 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2025. 437

12.1 Information sur les filiales. 437
12.2 Co-entreprises et entreprises associées 437
12.3 Participations ne donnant pas le contrôle 438
12.4 Composition du périmètre. 439

NOTE 13 : PARTICIPATIONS ET ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES 442

13.1 Participations non consolidées 442
13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées 442

NOTE 14 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025. 445

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3. NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTE 1 : PRINCIPES ET MÉTHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE CRÉDIT AGRICOLE CIB, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISÉS

1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en millions, sans décimale. Les arrondis au million d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macrocouverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en.

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du groupe Crédit Agricole CIB au 31 décembre 2024. Sauf exception spécifiée, la mention « Groupe » citée dans la note 1 du présent Chapitre fait référence au groupe Crédit Agricole CIB.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	1er janvier 2025	Non

À noter également le **règlement ANC n° 2025-01** du 7 février 2025 modifiant le règlement ANC n° 2016-09 et le règlement ANC n° 020-01 du 9 octobre 2020. Pour rappel, ce règlement concerne l'information spécifique à donner en annexe par les entreprises, à compter des exercices 2025, sur les honoraires de certification des informations de durabilité.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe Crédit Agricole, sauf mention spécifique.

◆ Normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe

IFRS 9 / IFRS 7 - CLASSEMENT ET ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, les instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 ne viendront pas échouer au test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d'application.

◆ Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

IFRS 18 - PRÉSENTATION ET INFORMATIONS À FOURNIR DANS LES ÉTATS FINANCIERS

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne. Le Groupe n'appliquera pas cette nouvelle norme de manière anticipée.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Elle inclut de plus de nouvelles exigences en matière d'agrégation et de désagrégation des informations financières en fonction des rôles identifiés des états financiers principaux et des notes.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe Crédit Agricole sont en cours.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 7 Classification des flux de trésorerie liés aux appels de variation de marge sur les contrats « collatéralisés au marché »	4 décembre 2024	Non
IAS 38 Reconnaissance des actifs incorporels résultant d'engagements liés au climat	20 mars 2025	Non
IFRS 9 / IFRS 17 / IFRS 15 / IAS 37 Garanties émises sur les obligations d'autres entités	20 mars 2025	Non
IFRS 15 Reconnaissance des revenus provenant des frais de scolarité	20 mars 2025	Non
IAS 29 Évaluation des indicateurs des économies hyperinflationnistes	11 juillet 2025	Non

1.2 Principes et méthodes comptables

◆ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Étant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la règlementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock options ;*
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

◆ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

DÉFINITIONS

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macrocouverture.

Il est toutefois précisé que Crédit Agricole CIB utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macrocouverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « *green bonds* » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la règlementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

CONVENTIONS D'ÉVALUATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Évaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Évaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

ACTIFS FINANCIERS

Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

▶ Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de Crédit Agricole CIB pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- le **modèle « Collecte »** dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- le **modèle « Collecte et Vente »** dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- le **modèle « Autre/Vente »** dont l'objectif principal est de céder les actifs.

  Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

  Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

▶ Les caractéristiques contractuelles (test « *Solely Payments of Principal & Interests* » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs…).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark test*) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche « *look-through* » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

INSTRUMENTS DE DETTE		MODÈLES DE GESTION		
		COLLECTE	COLLECTE ET VENTE	AUTRE / VENTE
TEST SPPI	SATISFAIT	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	NON SATISFAIT	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

◆ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « dépréciation / provisionnement pour risque de crédit ».

◆ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recy-

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

clables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

◆ **Instruments de dette à la juste valeur par résultat**

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession.

  Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitragiste. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel Crédit Agricole CIB détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire ;
- les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels Crédit Agricole CIB choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

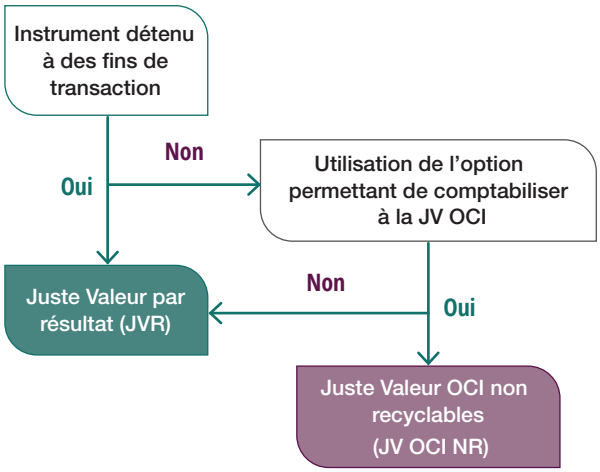
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre/Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



◆ **Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat**

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

◆ **Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)**

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

Reclassement d'actifs financiers

En cas de changement important de modèle économique dans la gestion des actifs financiers (nouvelle activité, acquisition d'entités, cession ou abandon d'une activité significative), un reclassement de ces actifs financiers est nécessaire. Le reclassement s'applique à la totalité des actifs financiers du portefeuille à partir de la date de reclassement.

Dans les autres cas, le modèle de gestion reste inchangé pour les actifs financiers existants. Si un nouveau modèle de gestion est identifié, il s'applique de manière prospective, aux nouveaux actifs financiers, regroupés dans un nouveau portefeuille de gestion.

Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan du cédant. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.

Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, Crédit Agricole CIB continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

PASSIFS FINANCIERS

Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

Les émissions structurées par Crédit Agricole CIB sont classées en tant que passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. Ces passifs font partie de portefeuilles d'actifs et de passifs gérés à la juste valeur et dont la performance est évaluée sur la base de la juste valeur. Conformément à IFRS 13, leur valorisation à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

INTÉRÊTS NÉGATIFS SUR ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

DÉPRÉCIATION / PROVISIONNEMENT POUR RISQUE DE CRÉDIT

Champ d'application

Conformément à IFRS 9, Crédit Agricole CIB comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« *Expected Credit Losses* » ou « ECL ») sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole CIB.

Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1ère étape (*Stage* 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie…), Crédit Agricole CIB comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2ème étape (*Stage* 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, Crédit Agricole CIB comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3ème étape (*Stage* 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, Crédit Agricole CIB comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios règlementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- Crédit Agricole CIB estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage* 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des risques).

La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre, entre autres, les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macroéconomiques *(Forward Looking)*, alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle *(Through The Cycle)* pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle *(Downturn)* pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul règlementaire de la perte en cas de défaut (« *Loss Given Default* » *ou* « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (*Stage* 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (*Stages* 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole CIB ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macroéconomiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.

Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe *(Forward Looking Central)* ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en *Stage* 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage* 1 à *Stage* 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « *Investment Grade* » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0,30 %).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le Groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en *Stage* 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en *Stage* 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

a. **un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale ;

b. **deux critères absolus**. Le Groupe a défini :

- un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en *Stage* 2 pour le calcul des ECL ;
- un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en *Stage* 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en *Stage* 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage* 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage* 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution ;
- l'objet du financement, …

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, Crédit Agricole CIB utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage* 1 et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « *Investment Grade* », en date d'arrêté, seront classés en *Stage* 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « *Non-Investment Grade* » (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage* 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage* 3).

Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels Crédit Agricole CIB a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le Chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel du groupe Crédit Agricole CIB, les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage* 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période a minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en *Stage* 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

À chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

La comptabilité de couverture

Cadre général

Conformément à la décision du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole CIB n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de Crédit Agricole CIB.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le Groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

Évaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Crédit Agricole CIB considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, Crédit Agricole CIB valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés accepteraient de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

Risque de contrepartie sur les dérivés

Crédit Agricole CIB intègre dans la juste valeur l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) et, selon une approche symétrique, le risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue du Groupe Crédit Agricole, le DVA les pertes attendues sur le Groupe Crédit Agricole du point de vue de la contrepartie.

Le calcul du CVA / DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. Elle repose prioritairement sur des paramètres de marché tels que les *Credit default Swaps* (CDS) nominatifs cotés (ou CDS *Single Name*) ou les CDS indiciels en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie. Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

Coûts et bénéfices liés au financement des dérivés

La valorisation des instruments dérivés non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés intègre un ajustement de FVA, ou *Funding Value Adjustment*, représentant les coûts et bénéfices liés au financement de ces instruments. Cet ajustement est calculé à partir du profil d'expositions futures positives ou négatives des transactions auquel est appliqué un coût de financement.

Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en Niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels Crédit Agricole CIB peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, Crédit Agricole CIB retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de Niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à Crédit Agricole CIB, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en Niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque Crédit Agricole CIB utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en Niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en Niveau 2 et Niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Conformément à la norme IAS 32, Crédit Agricole CIB compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

Cet effet de compensation est présenté dans le tableau de la note 6.8 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et de passifs financiers.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET GARANTIES FINANCIÈRES DONNÉS

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risques de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

◆ Provisions (dont IAS 37)

Crédit Agricole CIB identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, Crédit Agricole CIB a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat).

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.13 « Provisions ».

◆ Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de cessation d'emploi.

AVANTAGES À COURT TERME

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Régimes à prestations définies

Crédit Agricole CIB détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, Crédit Agricole CIB impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, Crédit Agricole CIB n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies, mais les éléments de réévaluation sont comptabilisés en résultat et non pas en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

INDEMNITÉS DE CESSATION D'EMPLOI

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

◆ Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

La norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Dans les comptes de Crédit Agricole CIB, les plans de paiements fondés sur des actions Crédit Agricole S.A. et comptabilisés selon la norme IFRS 2 sont uniquement des transactions réglées en trésorerie.

Les options octroyées sont évaluées, à l'attribution, à leur juste valeur majoritairement selon le modèle *Black & Scholes*. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique Frais de personnel en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. La charge est comptabilisée immédiatement en l'absence de période d'acquisition des droits. Cet avantage ne tient pas compte d'une décote d'incessibilité.

Une description de la méthode des plans attribués et des modes de valorisation est détaillée en note 7.6 « Paiements à base d'actions ».

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit agricole S.A. ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des Réserves consolidées part du Groupe.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués en trésorerie est comptabilisée dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans en charge de rémunération et étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits, avec une contrepartie en dette vis-à-vis du personnel. Cette dette est réévaluée par résultat périodiquement jusqu'à la date de règlement. Ce principe de comptabilisation s'applique notamment aux plans de rémunération variable versée en cash indexé sur le cours de l'action.

◆ Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83 % pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

IMPÔTS EXIGIBLES

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par Crédit Agricole CIB peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

IMPÔTS DIFFÉRÉS

Certaines opérations réalisées par Crédit Agricole CIB peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction ;
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible ;
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- Crédit Agricole CIB a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par Crédit Agricole CIB au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi, les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

RISQUES FISCAUX

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- l'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;
- le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- en cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)

Le Groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le Groupe Crédit Agricole suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

◆ Opérations en devises (IAS 21)

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du Groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

◆ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
  a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
  b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

◆ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

CONTRATS DE LOCATION DONT LE GROUPE EST BAILLEUR

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

  Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

  Pour les créances de location-financement, Crédit Agricole CIB applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.
- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

  Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

CONTRATS DE LOCATION DONT LE GROUPE EST PRENEUR

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe Crédit Agricole applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe Crédit Agricole sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi généralement estimée à 6 ans, sauf situation spécifique (par exemple lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie au bout de 3 ans). La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe Crédit Agricole.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique…).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe Crédit Agricole n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

◆ Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

◆ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Crédit Agricole CIB et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, Crédit Agricole CIB dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

NOTIONS DE CONTRÔLE

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque Crédit Agricole CIB est exposé ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à Crédit Agricole CIB la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Crédit Agricole CIB contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque Crédit Agricole CIB détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par Crédit Agricole CIB , mais également de l'implication et des décisions de Crédit Agricole CIB lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. Crédit Agricole CIB est présumé exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

◆ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par Crédit Agricole CIB sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de Crédit Agricole CIB ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable Crédit Agricole CIB constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

◆ Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, Crédit Agricole CIB effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou une co-entreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- conversion de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

◆ Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

À la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres…).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « *goodwill* complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquise réévalués à la juste valeur (méthode du « *goodwill* partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

ÉCARTS D'ACQUISITION

Évaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Écarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole CIB dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en « Réserves consolidées » part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

OPTIONS DE VENTE ACCORDÉES AUX ACTIONNAIRES MINORITAIRES

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

- les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES SOUS CONTRÔLE COMMUN

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole a choisi d'appliquer la norme américaine ASU 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

NOTE 2 : PRINCIPALES OPÉRATIONS DE STRUCTURE ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 12 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025 ».

◆ Diverses opérations concernant la Banque Degroof Petercam

Depuis l'acquisition de Degroof Petercam en date du 3 juin 2024, 14 opérations de restructuration capitalistique ont été menées, impliquant des fusions d'entités et des migrations IT, en France, en Belgique et au Luxembourg.

Plus particulièrement, les seules opérations ayant un impact sur les comptes consolidés correspondent au rachat de la totalité des actions de la Banque Degroof Petercam Luxembourg par CA Indosuez Wealth Europe ayant un impact en capitaux propres part du groupe de + 9,7 millions d'euros, ainsi que le transfert des activités de dépositaire de Banque Degroof Petercam Belgique et Banque Degroof Petercam Luxembourg à CACEIS Bank, pour un prix de cession global de 54 millions d'euros. Cette opération réalisée lors du premier semestre génère par ailleurs une cession de l'écart d'acquisition de l'UGT Gestion de fortune pour 25,7 millions d'euros et de la relation clientèle pour 18,9 millions d'euros, correspondant à la quote-part de l'activité dépositaire dans la Banque Degroof Petercam, conduisant à un résultat de cession en « Gains et pertes nets sur autres actifs » de + 9,4 millions d'euros. S'en suit lors du second semestre, l'absorption de la Banque Degroof Petercam Luxembourg par CA Indosuez Wealth Europe.

◆ Acquisition de la Banque Thaler

Après avoir reçu l'approbation des autorités de surveillance concernées, Indosuez Wealth Management, la filiale de Gestion de fortune du Groupe Crédit Agricole, a annoncé le 1er septembre 2025 la finalisation de l'acquisition de la totalité du capital de la Banque Thaler.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée et aux principes comptables du Groupe, un écart de première consolidation de 101 millions d'euros a été enregistré en date d'acquisition. Lors de son entrée dans le Groupe, le pied de bilan de la Banque Thaler s'élevait à 210 millions d'euros. Au 31 décembre 2025, le Groupe a ajusté l'allocation de l'écart de première consolidation pour un montant net d'impôt de 55 millions d'euros, principalement lié à la reconnaissance d'un actif incorporel correspondant à la valorisation des relations clientèles de la Banque Thaler.

La Banque Thaler a ensuite été fusionnée dans CA Indosuez (Suisse) S.A. le 15 décembre 2025 avec effet rétroactif au 31 août 2025.

NOTE 3 : GESTION FINANCIÈRE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE

Le pilotage des risques bancaires au sein de Crédit Agricole CIB est assuré par la Direction des risques et contrôles permanents Groupe (DRG).

Cette direction est rattachée au Directeur général délégué et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

ÉVALUATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Dans le contexte des incertitudes économiques et géopolitiques, le Groupe Crédit Agricole continue de revoir régulièrement ses prévisions macroéconomiques prospectives (*forward looking*) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit.

Informations sur les scénarios macroéconomiques retenus au 31 décembre 2025

Le Groupe a utilisé quatre scénarios pour le calcul des paramètres de provisionnement IFRS 9 en production sur décembre 2025, avec des projections allant jusqu'à 2028.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Ces scénarios, construits en octobre 2025, reposent sur des hypothèses différenciées quant aux évolutions de l'environnement international. Ils se traduisent notamment par des variations dans les rythmes d'inflation, conduisant à des réponses distinctes de politique monétaire de la part des Banques centrales, et par des impacts contrastés sur les projections de croissance économique.

Des pondérations sont affectées à chacun de ces scénarios. Une pondération supérieure à 50 % est attribuée au scénario central, traduisant la robustesse de celui-ci, mais des risques et incertitudes toujours importants conduisent à allouer une pondération relativement élevée aux scénarios *adverse*.

◆ Premier scénario : Scénario « central » (pondéré à 55 %)

Résistance de la croissance

Dans un environnement international toujours anxiogène, les incertitudes demeurent nombreuses. On suppose néanmoins que celles qui émanent de la politique économique américaine se réduisent, et qu'a minima les droits de douane se stabilisent.

Pour les États-Unis, les grandes lignes du scénario s'articulent autour d'un ralentissement en 2025, en raison de la hausse agressive des droits de douane, de la politique anti-immigration et de la persistance de l'inflation, puis d'un léger rebond ensuite grâce au soutien de la politique budgétaire apporté par le *One Big Beautiful Bill Act* et également à la dérèglementation. Le scénario table ainsi sur une croissance annuelle moyenne de 1,7 % en 2025, en baisse sensible par rapport aux 2,8 % enregistrés en 2024, avant une accélération ensuite, autour de 2 %. La décélération en cours s'accompagne d'une fragilisation du marché du travail, avec une hausse toutefois modérée du taux de chômage. Les droits de douane, à leur point d'impact maximal, ajouteraient près de 0,8 point à la hausse des prix sur un an. Cet effet serait largement temporaire, mais porteraient l'inflation autour de 3 % fin 2025, avant de baisser graduellement en 2026 mais en restant supérieure à la cible de la FED (« *Federal Reserve Bank* »).

En zone euro, malgré la frilosité de la consommation et un environnement extérieur plus défavorable, la reprise se poursuit. L'impact des droits de douane est pour le moment moins violent que redouté et l'accord commercial, conclu en juillet 2025 entre l'UE et les États-Unis offre davantage de visibilité. La croissance engrangée sur le début de 2025 permet de tabler sur une progression du PIB « décente », de l'ordre de 1,3 % en 2025 comme en 2026. La résistance de l'économie tient à la demande intérieure : elle s'est certes affaiblie, mais affiche un rythme légèrement supérieur à sa tendance de long terme et l'investissement, en particulier, a bien résisté à l'incertitude. Notre scénario se fonde, avant tout, sur l'investissement, porté à la fois par les fonds européens, les dépenses en défense et le plan de relance allemand.

Politiques monétaires : une pause prolongée

Du côté de la politique monétaire, l'heure n'est pas à la détente. Aux États-Unis, la résistance de l'inflation ne plaide pas en faveur d'un assouplissement monétaire rapide et massif : une dernière baisse en 2025 ramène la borne haute du taux des fonds fédéraux (*Fed Funds*) à 4 %, avant une pause prolongée. Dans la zone euro, l'inflation autour de la cible et la reprise, même modeste, de l'économie suggèrent également la stabilité des taux directeurs, puis un resserrement mais pas avant 2027.

Taux d'intérêt à long terme : pressions haussières

Les taux d'intérêt subiraient des pressions haussières modérées. Aux États-Unis, la possible résurgence des préoccupations inflationnistes et les espoirs déçus d'assouplissement monétaire massif pourraient se traduire par une légère hausse des taux d'intérêt couplée à un aplatissement de la courbe.

Ce mouvement se propagerait à la zone euro, favorisé par une croissance européenne résistant mieux qu'anticipé, puis soutenu par l'expansion budgétaire en Allemagne. La réorganisation de la hiérarchie entre souverains de la zone euro se poursuivrait.

◆ Deuxième scénario : Scénario « *adverse* modéré » (pondéré à 25 %)

Matérialisation brutale de plusieurs risques

Ce scénario suppose une réappréciation du risque américain, dans le sillage de ce qui a déjà été observé lors du *Liberation Day,* avec une remontée des taux des *Treasuries* à 10 ans et un écartement par rapport au *swap*, ainsi qu'un certain « désamour » à l'égard du dollar. Par ailleurs, le caractère anxiogène de l'environnement suscite une crise de confiance ; l'aversion au risque affecte tout particulièrement les marchés actions mais également les taux souverains les moins robustes de la zone euro, en particulier les taux français. Des tensions internationales et une nouvelle hausse du prix du gaz pénalisent l'Union européenne. La France connaît en outre un enlisement de sa situation politique qui lui ôte toute crédibilité quant à sa trajectoire de réduction des déséquilibres des finances publiques.

La zone connaît une résurgence de l'inflation, en particulier dans les pays fortement exposés au gaz (Italie et Allemagne). Le PIB recule en 2026 pour la zone euro dans son ensemble comme dans les grands pays de la zone. En France, par rapport au scénario central, l'inflation se redresse de 0,3 point de pourcentage en 2026 alors que la croissance est 1,5 point de pourcentage plus basse. Une certaine normalisation s'opère par la suite, grâce notamment à une baisse sensible de l'inflation, mais la croissance reste inférieure en 2027 à celle qui est prévue dans le scénario central.

Réponses des Banques centrales et taux à long terme

Ce scénario émet l'hypothèse selon laquelle les Banques centrales ne réagissent pas. Elles n'opèrent pas d'assouplissement face à la vague d'aversion au risque en 2026 en raison du risque d'inflation ; les taux directeurs sont donc stables sur toute la période. Sur le marché interbancaire, la défiance indiscriminée engendre des tensions sur les taux (remontée des Euribor).

S'agissant des taux longs sans risque (taux de *swap* zone euro), ce scénario suppose que les marchés anticipent un retour rapide « à la normale », le risque américain se dissipant et la confiance se rétablissant, avec une reprise des marchés actions après le choc important de 2026. Les marchés ont tendance à sous-estimer l'ampleur et la durée du choc baissier sur la croissance et se focalisent sur le risque d'inflation. Les tensions sont concentrées sur la partie courte (taux à 2 ans) en 2026. Les taux sur les maturités longues sont en revanche plus bas qu'en scénario central, la courbe est inversée. Par ailleurs, les *spreads* vis-à-vis du *swap* 10 ans connaissent un écartement marqué en 2026.

◆ Troisième scénario : Scénario « favorable » (pondéré à 5 %)

Dynamisation de la croissance grâce au « bazooka » allemand

Ce scénario suppose une mise en place plus rapide et efficace du plan d'investissements allemand. Le *Bundestag* valide très rapidement le plan de relance et la KFW (banque publique d'investissement allemande) est activement mobilisée. Le plan prévoit 500 milliards d'euros d'investissement sur douze ans, soit 1 % du PIB par an, dédiés à des infrastructures dans l'énergie, les transports, les écoles et le numérique. La règle du frein à la dette est assouplie, excluant les dépenses liées à l'Ukraine et à la défense. Les régions allemandes peuvent s'endetter à hauteur de 0,35 % de leur PIB pour investir dans la rénovation des infrastructures et la sécurité.

L'impulsion budgétaire que procurent le plan allemand et ces assouplissements budgétaires stimule de nombreux secteurs industriels en Allemagne mais aussi en Europe ; l'effet d'entraînement sur les membres de l'Union européenne est significatif.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

La multiplication des projets d'investissement, notamment en Allemagne, en Italie et en France, permet un net redressement de l'industrie européenne. L'investissement est dynamique, le climat des affaires et la confiance des consommateurs se renforcent ; les perspectives de croissance sont en nette amélioration. Le surplus de croissance pour l'ensemble de la zone euro se monte à 0,4 point de pourcentage par an en moyenne sur la période 2025-2028.

Les déficits publics en Allemagne, en Italie et en France augmentent mais sans détérioration massive des ratios de dette publique sur PIB.

Léger resserrement monétaire et recul des *spreads*

La croissance étant davantage portée par des dépenses d'investissement que par la consommation, la remontée de l'inflation est marginale (+0,1 point en moyenne par an). En conséquence, la BCE remonte un peu plus ses taux d'intérêt que dans le scénario central, conduisant à des taux d'intérêt à long terme plus élevés. Les *spreads* français et italien se resserrent en revanche.

◆ Quatrième scénario : Scénario « *adverse* sévère » (pondéré à 15 %)

Aggravation des tensions commerciales et géopolitiques

On suppose que le gouvernement américain lance une nouvelle offensive tarifaire. Compte tenu du jugement de *l'International Court of Trade* américaine, le gouvernement américain privilégie une hausse substantielle des tarifs sectoriels (dont acier, aluminium, automobiles, produits pharmaceutiques, semi-conducteurs, puces). Il fait également approuver par le Congrès un tarif universel (NB : il peut recourir à un texte législatif qui n'a jamais été utilisé : l'Article 122 de la Loi sur le commerce extérieur, *Trade Act* de 1974, qui permet d'imposer des droits de douane temporaires allant jusqu'à 15 % sur toutes les importations pour combler les déficits extérieurs). Le tarif douanier appliqué est de l'ordre de 20 %.

Les principaux partenaires rétorquent en contrôlant leurs exportations (rétention d'exportations stratégiques de la part de la Chine) ou en imposant à leur tour des droits de douane (Chine et UE). L'UE refuse de s'engager à importer davantage de GNL (Gaz Naturel Liquéfié) des États-Unis, refus auquel le gouvernement américain réplique en imposant une limitation des volumes de GNL exportés.

Du fait des volumes en jeu plus élevés, le blocus total des exportations de GNL américain provoquerait une augmentation des prix du gaz naturel bien supérieure à celle de 2022. Nous supposons ici un embargo partiel qui se traduit par un doublement du prix du gaz pendant un semestre (S1-2026), le temps de négocier.

Guerre commerciale et tensions géopolitiques entraînent un blocage partiel de certaines voies maritimes clés (Panama, détroit de Malacca, canal de Suez) qui occasionne une augmentation des délais de livraison et des ruptures ponctuelles des chaînes d'approvisionnement.

Les chocs, liés à la guerre commerciale, à la résurgence de l'inflation et à la hausse des coûts de financement, entraînent une crise de confiance qui se traduit par une remontée du taux d'épargne et une baisse de l'investissement. La croissance en est fortement affectée.

Forte inflation et resserrement monétaire

L'inflation se redresse rapidement. Les craintes d'effets de second tour sont très présentes, en raison notamment de la relative bonne tenue des marchés du travail au moment du déploiement du choc, malgré la décélération anticipée de la croissance.

Face à cette inflation et à ces risques, la FED et la BCE opèrent un resserrement monétaire rapide et « surdimensionné ». Les taux *swaps* 10 ans remontent, ainsi que les taux souverains, pénalisés par les craintes sur les situations budgétaires. La courbe est toutefois inversée.

Les marchés actions connaissent une baisse brutale.

▶ Focus sur l'évolution des principales variables macroéconomiques dans les quatre scénarios :

	Réf.	Central				*Adverse* modéré				Favorable				*Adverse* sévère			
	2024	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028	2025	2026	2027	2028
Zone euro																	
PIB réel – variation moyenne annuelle	0,8	1,3	1,3	1,5	1,6	1,1	(0,5)	1,0	1,6	1,3	1,7	1,9	2,0	0,9	(2,0)	(1,8)	1,5
Taux de chômage - moyenne annuelle	6,4	6,3	6,2	6,1	6,0	6,3	6,7	6,5	6,3	6,3	6,2	6,1	6,0	6,3	7,0	7,9	7,8
Inflation (IPCH) - moyenne annuelle	2,4	2,1	1,7	1,8	1,9	2,1	2,0	1,7	2,3	2,1	1,8	2,1	2,4	2,1	4,7	3,1	2,6
France																	
PIB réel - variation moyenne annuelle	1,1	0,7	1,2	1,3	1,3	0,6	(0,3)	0,7	1,3	0,7	1,7	1,9	1,8	0,6	(1,2)	(1,5)	1,8
Taux de chômage - moyenne annuelle	7,4	7,6	7,7	7,6	7,5	7,6	8,1	8,0	7,6	7,6	7,5	7,3	7,1	7,6	8,3	8,9	8,7
Inflation (IPC) - moyenne annuelle	2,0	1,0	1,1	1,3	1,6	0,9	1,4	0,8	1,2	1,0	1,2	1,5	1,8	0,9	3,1	2,1	2,0
OAT 10 ans - fin d'année	3,2	3,6	3,9	3,9	4,0	3,8	4,4	3,9	3,9	3,6	3,9	3,8	3,9	3,4	5,2	4,2	4,0

◆ Analyse de sensibilité des scénarios macroéconomiques dans le calcul des provisions IFRS9 (ECL *Stage* 1 et 2) sur la base des paramètres centraux :

▶ Sur le périmètre groupe Crédit Agricole CIB :

Variation d'ECL d'un passage à 100 % du scénario (périmètre groupe Crédit Agricole CIB)			
Scénario central	*Adverse* modéré	*Adverse* sévère	Scénario favorable
(2,9 %)	+3,1 %	+12,6 %	(3,8 %)

Cette sensibilité sur les ECL définis selon les paramètres centraux peut faire l'objet d'ajustements au titre des *forward looking* locaux qui, le cas échéant, pourraient la réduire ou l'augmenter.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Décomposition *Stage* 1 / *Stage* 2 et *Stage* 3

À fin décembre 2025, en intégrant les *forward looking* locaux, les provisions *Stage* 1 / *Stage* 2 d'une part (provisionnement des actifs clientèles sains) et les provisions *Stage* 3 d'autre part (provisionnement pour risques avérés) ont représenté respectivement 36 % et 64 % des stocks de couverture sur le périmètre groupe Crédit Agricole CIB.

À fin décembre 2025, les reprises nettes de provisions *Stage* 1 / *Stage* 2 en coût du risque annuel du groupe Crédit Agricole CIB s'élèvent à +8 millions d'euros et les dotations nettes de reprises pour la part du risque avéré *Stage* 3 et autres provisions s'élèvent à - 136 millions d'euros.

3.1.1 VARIATION DES VALEURS COMPTABLES ET DES CORRECTIONS DE VALEUR POUR PERTES SUR LA PÉRIODE

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

▶ Actifs financiers au coût amorti : titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**40 956**	**(11)**	**35**	**(1)**	**24**	**(24)**	**41 015**	**(36)**	**40 979**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**5**	**-**	**(5)**	**3**	**-**	**-**	**-**	**3**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(959)	-	959	(1)			-	(1)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	964	-	(964)	4			-	4	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**40 961**	**(11)**	**30**	**2**	**24**	**(24)**	**41 015**	**(33)**	**40 982**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**1 292**	**(3)**	**103**	**(4)**	**(1)**	**1**	**1 394**	**(6)**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	36 894	(14)	142	(5)			37 036	(19)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(33 273)	18	(36)	2	-	-	(33 309)	20	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(6)		-		-		(6)	
Changements dans le modèle / méthodologie		(2)		-		-		(2)	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(2 329)	1	(3)	(1)	(1)	1	(2 333)	1	
Total	**42 253**	**(14)**	**133**	**(2)**	**23**	**(23)**	**42 409**	**(39)**	**42 370**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [3]	52		-		-		52		
Au 31 décembre 2025	**42 305**	**(14)**	**133**	**(2)**	**23**	**(23)**	**42 461**	**(39)**	**42 422**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**47 793**	**(10)**	**188**	**(6)**	**465**	**(416)**	**48 446**	**(432)**	**48 014**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(118)**	**-**	**118**	**(1)**	**-**	**-**	**-**	**(1)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(118)	-	118	(1)			-	(1)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	**47 675**	**(10)**	**306**	**(7)**	**465**	**(416)**	**48 446**	**(433)**	**48 013**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**6 659**	**(5)**	**2**	**(2)**	**(68)**	**52**	**6 593**	**45**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	66 279	(16)	374	(33)			66 653	(49)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(59 584)	20	(374)	35	(27)	21	(59 985)	76	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(10)		-		(4)		(14)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		(3)		-		(3)	
Variations de périmètre [3]	32	-	-	-	-	-	32	-	
Autres	(68)	1	2	(1)	(41)	35	(107)	35	
Total	**54 334**	**(15)**	**308**	**(9)**	**397**	**(364)**	**55 039**	**(388)**	**54 651**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	89		-		4		93		
Au 31 décembre 2025	**54 423**	**(15)**	**308**	**(9)**	**401**	**(364)**	**55 132**	**(388)**	**54 744**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
En millions d'euros	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**172 497**	**(181)**	**20 134**	**(712)**	**2 925**	**(1 534)**	**195 556**	**(2 427)**	**193 129**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(8 401)**	**(8)**	**7 795**	**87**	**606**	**(232)**	**-**	**(153)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(13 811)	19	13 811	(118)			-	(99)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	5 478	(30)	(5 478)	55			-	25	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	(92)	3	(743)	155	835	(257)	-	(99)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	24	-	205	(5)	(229)	25	-	20	
Total après transferts	**164 096**	**(189)**	**27 929**	**(625)**	**3 531**	**(1 766)**	**195 556**	**(2 580)**	**192 976**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**8 362**	**16**	**(2 713)**	**(25)**	**(1 039)**	**293**	**4 610**	**284**	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,renégociation… [2]	159 613	(361)	11 457	(1 665)			171 070	(2 026)	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(143 192)	372	(12 909)	1 638	(593)	81	(156 694)	2 091	
Passages à perte					(264)	264	(264)	264	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		(64)		(163)		(227)	
Changements dans le modèle / méthodologie		1		34		-		35	
Variations de périmètre [3]	75	-	-	-	-	-	75	-	
Autres	(8 134)	4	(1 261)	32	(182)	111	(9 577)	147	
Total	**172 458**	**(173)**	**25 216**	**(650)**	**2 492**	**(1 473)**	**200 166**	**(2 296)**	**197 870**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	(3)		9		364		370		
Au 31 décembre 2025	**172 455**	**(173)**	**25 225**	**(650)**	**2 856**	**(1 473)**	**200 536**	**(2 296)**	**198 240**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments microcouverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décôtes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif) et les variations des créances rattachées.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)					
En millions d'euros	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
Au 31 décembre 2024	**14 413**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**	**(9)**
Transferts d'actifs en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(70)**	**(1)**	**70**	**1**	**-**	**-**	**-**	**-**
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(93)	-	93	-			-	-
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	23	(1)	(23)	1			-	-
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	**14 343**	**(10)**	**70**	**1**	**-**	**-**	**14 413**	**(9)**
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	**(523)**	**1**	**37**	**(1)**	**-**	**-**	**(486)**	**-**
Réévaluation de juste valeur sur la période	89		-		-		89	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,… [2]	4 871	(8)	48	(1)			4 919	(9)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(4 303)	9	(11)	-	-	-	(4 314)	9
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		(1)		-		-		(1)
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre [3]	11	-	-	-	-	-	11	-
Autres	(1 191)	1	-	-	-	-	(1 191)	1
Total	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**(9)**
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) [4]	-		-		-		-	
Au 31 décembre 2025	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**(9)**
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

[4] Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes).

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de financement

En millions d'euros	Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 442**	**(401)**	**153 041**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(8 066)**	**2**	**8 016**	**(60)**	**50**	**(14)**	**-**	**(72)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(10 731)	12	10 731	(89)			-	(77)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	2 667	(10)	(2 667)	22			-	12	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	(3)	-	(48)	7	51	(14)	-	(7)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	1	-	-	-	(1)	-	-	-	
Total après transferts	**135 729**	**(118)**	**17 421**	**(306)**	**292**	**(49)**	**153 442**	**(473)**	**152 969**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	**5 938**	**29**	**(2 046)**	**47**	**(152)**	**43**	**3 740**	**119**	
Nouveaux engagements donnés [2]	116 577	(871)	6 274	(583)			122 851	(1 454)	
Extinction des engagements	(103 846)	637	(7 810)	822	(289)	51	(111 945)	1 510	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		258		(287)		(8)		(37)	
Changements dans le modèle / méthodologie		1		75		-		76	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(6 793)	4	(510)	20	137	-	(7 166)	24	
Au 31 décembre 2025	**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**157 182**	**(354)**	**156 828**

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de garantie

En millions d'euros	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) – Montant de l'engagement	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) – Correction de valeur pour pertes	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) – Montant de l'engagement	Engagements sains – Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) – Correction de valeur pour pertes	Engagements provisionnés (*Stage* 3) – Montant de l'engagement	Engagements provisionnés (*Stage* 3) – Correction de valeur pour pertes	Total – Montant de l'engagement (a)	Total – Correction de valeur pour pertes (b)	Total – Montant net de l'engagement (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 230**	**(205)**	**178 025**
Transferts d'engagements en cours de vie d'un *Stage* à l'autre	**(1 091)**	**(1)**	**1 070**	**-**	**21**	**(4)**	**-**	**(5)**	
Transferts de *Stage* 1 vers *Stage* 2	(3 676)	2	3 676	(8)			-	(6)	
Retour de *Stage* 2 vers *Stage* 1	2 585	(3)	(2 585)	7			-	4	
Transferts vers *Stage* 3 [1]	-	-	(31)	1	31	(8)	-	(7)	
Retour de *Stage* 3 vers *Stage* 2 / *Stage* 1	-	-	10	-	(10)	4	-	4	
Total après transferts	**172 361**	**(23)**	**5 338**	**(29)**	**531**	**(158)**	**178 230**	**(210)**	**178 020**
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	**13 128**	**4**	**(131)**	**(8)**	**(165)**	**49**	**12 832**	**45**	
Nouveaux engagements donnés [2]	456 637	(143)	3 162	(97)			459 799	(240)	
Extinction des engagements	(426 241)	131	(3 059)	104	(99)	7	(429 399)	242	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Évolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		16		(21)		31		26	
Changements dans le modèle/méthodologie		-		3		-		3	
Variations de périmètre [3]	149	-	-	-	-	-	149	-	
Autres	(17 417)	-	(234)	3	(66)	11	(17 717)	14	
Au 31 décembre 2025	**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**191 062**	**(165)**	**190 897**

[1] Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

[2] Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

[3] Correspond aux encours de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

3.1.2 EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple, les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (*Stage* 3).

▶ Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

En millions d'euros	31.12.2025 – Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit – Actifs détenus en garantie – Instruments financiers reçus en garantie	Réduction du risque de crédit – Actifs détenus en garantie – Hypothèques	Réduction du risque de crédit – Actifs détenus en garantie – Nantissements	Réduction du risque de crédit – Autres techniques de rehaussement de crédit – Cautionnements et autres garanties financières	Réduction du risque de crédit – Autres techniques de rehaussement de crédit – Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**402 630**	**205 980**	**449**	**237**	**238**	**-**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	402 615	205 980	449	237	238	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	15	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**3 327**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**405 957**	**205 980**	**449**	**237**	**238**	**-**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	**389 827**	**197 630**	**243**	**234**	**348**	**-**
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	389 811	197 630	243	234	348	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	16	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	**3 671**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**393 498**	**197 630**	**243**	**234**	**348**	**-**

▶ Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

	31.12.2025					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**13 927**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	**13 927**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**295 406**	**10 214**	**13 651**	**37 573**	**59 564**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 420	-	180	352	228	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**54 744**	**7 126**	**-**	**275**	**1 691**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	37	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**198 240**	**3 088**	**13 634**	**35 162**	**57 838**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 383	-	180	352	228	-
Titres de dettes	**42 422**	**-**	**17**	**2 136**	**35**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	**309 333**	**10 214**	**13 651**	**37 573**	**59 564**	**687**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 420	-	180	352	228	-

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**14 413**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	**14 413**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**282 122**	**7 420**	**11 870**	**37 327**	**57 551**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 440	-	120	438	291	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**48 014**	**4 299**	**-**	**211**	**1 266**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	49	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**193 129**	**3 121**	**11 854**	**37 014**	**55 970**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 391	-	120	438	291	-
Titres de dettes	**40 979**	**-**	**16**	**102**	**315**	**-**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	**296 535**	**7 420**	**11 870**	**37 327**	**57 551**	**471**
dont : actifs dépréciés en date de clôture	1 440	-	120	438	291	-

▶ Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

	31.12.2025					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**190 897**	**-**	**152**	**1 313**	**12 549**	**112**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	257	-	-	149	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**156 828**	**-**	**1 254**	**10 147**	**55 301**	**632**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	134	-	-	51	-	-
Total	**347 725**	**-**	**1 406**	**11 460**	**67 850**	**744**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	391	-	-	200	-	-

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
En millions d'euros	Exposition maximale au risque de crédit	Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**178 025**	**-**	**46**	**552**	**12 472**	**502**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	356	-	-	163	7	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	**153 041**	**-**	**976**	**6 427**	**51 876**	**2 135**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	207	-	-	18	7	-
Total	**331 066**	**-**	**1 022**	**6 979**	**64 348**	**2 637**
dont : engagements provisionnés en date de clôture	563	-	-	181	14	-

3.1.3 ACTIFS FINANCIERS MODIFIÉS

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles Crédit Agricole CIB a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », Chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à la date de clôture est de :

	31.12.2025		
	Actifs sains		
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	**-**	**-**	**-**
Valeur comptable brute	-	-	-
Gains ou pertes nets	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	**-**	**1 264**	**505**
Valeur comptable brute	-	1 264	505
Gains ou pertes nets	-	-	-
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**
Valeur comptable brute	-	-	-
Gains ou pertes nets	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », Chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit », les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du *Stage* 2 (actifs sains) ou *Stage* 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en *Stage* 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

	Valeur comptable brute
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en *Stage* 2 ou en *Stage* 3 et reclassés en *Stage* 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	-
Titres de dettes	-
TOTAL	**-**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.1.4 CONCENTRATIONS DU RISQUE DE CRÉDIT

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT PAR CATÉGORIES DE RISQUE DE CRÉDIT

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le Chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques ».

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du Groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15 % au 31 décembre 2025.

▶ **Actifs financiers au coût amorti**

		31.12.2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	229 716	(107)	7 062	(26)			236 645
	0,6% < PD < 12%	23 084	(93)	13 862	(168)			36 685
	12% ≤ PD < 100%			4 588	(467)			4 121
	PD = 100%					3 043	(1 785)	1 258
Total Hors clientèle de détail		**252 800**	**(200)**	**25 512**	**(661)**	**3 043**	**(1 785)**	**278 709**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	16 274	(2)	71	-			16 343
	0,5% < PD ≤ 2%	66	-	38	-			104
	2% < PD ≤ 15%	43	-	38	-			81
	15% < PD < 100%			7	-			7
	PD = 100%					237	(75)	162
Total Clientèle de détail		**16 383**	**(2)**	**154**	**-**	**237**	**(75)**	**16 697**
TOTAL		**269 183**	**(202)**	**25 666**	**(661)**	**3 280**	**(1 860)**	**295 406**

		31.12.2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	222 404	(103)	5 342	(29)			227 614
	0,6% < PD < 12%	25 144	(97)	10 218	(115)			35 150
	12% ≤ PD < 100%			4 675	(574)			4 101
	PD = 100%					3 238	(1 927)	1 311
Total Hors clientèle de détail		**247 548**	**(200)**	**20 235**	**(718)**	**3 238**	**(1 927)**	**268 176**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	13 375	(1)	61	-			13 435
	0,5% < PD ≤ 2%	322	(1)	36	-			357
	2% < PD ≤ 20%	1	-	25	(1)			25
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					176	(47)	129
Total Clientèle de détail		**13 698**	**(2)**	**122**	**(1)**	**176**	**(47)**	**13 946**
TOTAL		**261 246**	**(202)**	**20 357**	**(719)**	**3 414**	**(1 974)**	**282 122**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

		31.12.2025						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	13 131	(7)	81	-			13 205
	0,6% < PD < 12%	698	(2)	26	-			722
	12% ≤ PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Hors clientèle de détail		**13 829**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-			-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-			-
	2% < PD ≤ 15%	-	-	-	-			-
	15% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL		**13 829**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**

		31.12.2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciations des actifs (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciations des actifs (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciations des actifs (*Stage* 3)	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	13 626	(8)	-	-			13 618
	0,6% < PD < 12%	796	(1)	-	-			795
	12% ≤ PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Hors clientèle de détail		**14 422**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-			-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-			-
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-			-
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL		**14 422**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de financement

		31.12.2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	124 851	(35)	1 051	(1)			125 866
	0,6% < PD < 12%	13 281	(53)	11 484	(124)			24 588
	12% ≤ PD < 100%			2 833	(134)			2 699
	PD = 100%					140	(6)	134
Total Hors clientèle de détail		**138 132**	**(88)**	**15 368**	**(259)**	**140**	**(6)**	**153 287**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	3 501	(1)	1	-			3 501
	0,5% < PD ≤ 2%	26	-	1	-			27
	2% < PD ≤ 15%	8	-	2	-			10
	15% < PD < 100%			3	-			3
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**3 535**	**(1)**	**7**	**-**	**-**	**-**	**3 541**
TOTAL		**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**156 828**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		31.12.2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	127 180	(51)	1 045	(1)			128 173
	0,6% < PD < 12%	13 714	(68)	5 943	(95)			19 494
	12% ≤ PD < 100%			2 414	(150)			2 264
	PD = 100%					238	(35)	203
Total Hors clientèle de détail		**140 894**	**(119)**	**9 402**	**(246)**	**238**	**(35)**	**150 134**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	2 707	-	3	-			2 710
	0,5% < PD ≤ 2%	193	(1)	-	-			192
	2% < PD ≤ 20%	1	-	-	-			1
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					4	-	4
Total Clientèle de détail		**2 901**	**(1)**	**3**	**-**	**4**	**-**	**2 907**
TOTAL		**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 041**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de garantie

		31.12.2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	179 824	(10)	1 952	(1)			181 765
	0,6% < PD < 12%	4 830	(9)	2 629	(18)			7 432
	12% ≤ PD < 100%			597	(18)			579
	PD = 100%					366	(109)	257
Total Hors clientèle de détail		**184 654**	**(19)**	**5 178**	**(37)**	**366**	**(109)**	**190 033**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	818	-	26	-			844
	0,5% < PD ≤ 2%	5	-	1	-			6
	2% < PD ≤ 15%	12	-	2	-			14
	15% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**835**	**-**	**29**	**-**	**-**	**-**	**864**
TOTAL		**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**190 897**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		31.12.2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (*Stage* 3)		
En millions d'euros	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1) [1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2) [1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions des engagements (*Stage* 3) [1]	Total
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	167 687	(8)	1 495	-			169 174
	0,6% < PD < 12%	5 014	(14)	2 289	(10)			7 279
	12% ≤ PD < 100%			454	(19)			435
	PD = 100%					510	(154)	356
Total Hors clientèle de détail		**172 701**	**(22)**	**4 238**	**(29)**	**510**	**(154)**	**177 244**
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	724	-	27	-			751
	0,5% < PD ≤ 2%	26	-	1	-			27
	2% < PD ≤ 20%	1	-	2	-			3
	20% < PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Clientèle de détail		**751**	**-**	**30**	**-**	**-**	**-**	**781**
TOTAL		**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 025**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

CONCENTRATIONS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR AGENT ÉCONOMIQUE

▸ Actifs financiers au coût amorti par agent économique

	31.12.2025							31.12.2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains							Actifs sains						
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 3)	Total brut	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage*2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - (*Stage* 3)	Total brut
Administration générale	25 519	(17)	1 606	(16)	39	(37)	27 164	25 128	(13)	1 034	(7)	39	(37)	26 201
Banques centrales	8 798	-	103	(9)	-	-	8 901	8 175	-	82	(6)	-	-	8 257
Établissements de crédit	53 761	(16)	205	-	401	(364)	54 367	48 274	(12)	107	-	465	(416)	48 846
Grandes entreprises	164 722	(167)	23 598	(636)	2 603	(1 384)	190 923	165 971	(175)	19 012	(705)	2 734	(1 474)	187 717
Clientèle de détail	16 383	(2)	154	-	237	(75)	16 774	13 698	(2)	122	(1)	176	(47)	13 996
TOTAL	**269 183**	**(202)**	**25 666**	**(661)**	**3 280**	**(1 860)**	**298 129**	**261 246**	**(202)**	**20 357**	**(719)**	**3 414**	**(1 974)**	**285 017**

▸ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

	31.12.2025							31.12.2024						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains							Actifs sains						
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - (*Stage* 3)	Total
Administration générale	9 232	(7)	-	-	-	-	9 232	10 932	(8)	-	-	-	-	10 932
Banques centrales	122	-	-	-	-	-	122	64	-	-	-	-	-	64
Établissements de crédit	3 389	(2)	-	-	-	-	3 389	2 358	(1)	-	-	-	-	2 358
Grandes entreprises	1 077	-	107	-	-	-	1 184	1 059	-	-	-	-	-	1 059
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**13 820**	**(9)**	**107**	**-**	**-**	**-**	**13 927**	**14 413**	**(9)**	**-**	**-**	**-**	**-**	**14 413**

▸ Dettes envers la clientèle par agent économique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Administration générale	22 665	24 129
Grandes entreprises	165 434	147 676
Clientèle de détail	30 899	30 719
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	**218 998**	**202 524**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Engagements de financement par agent économique

En millions d'euros	31.12.2025							31.12.2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1)[1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2)[1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3)[1]	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1)[1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2)[1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3)[1]	Total brut
Administration générale	4 159	(2)	1 465	(15)	-	-	5 624	4 931	(3)	742	(11)	-	-	5 673
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	2 750	-	41	-	-	-	2 791	4 523	(1)	15	-	-	-	4 538
Grandes entreprises	131 223	(86)	13 862	(244)	140	(6)	145 225	131 440	(115)	8 645	(235)	238	(35)	140 323
Clientèle de détail	3 535	(1)	7	-	-	-	3 542	2 901	(1)	3	-	4	-	2 908
TOTAL	**141 667**	**(89)**	**15 375**	**(259)**	**140**	**(6)**	**157 182**	**143 795**	**(120)**	**9 405**	**(246)**	**242**	**(35)**	**153 442**

[1] *Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.*

▶ Engagements de garantie par agent économique

En millions d'euros	31.12.2025							31.12.2024						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains							Engagements sains						
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1)[1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2)[1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3)[1]	Total brut	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Provisions sur engagements (*Stage* 1)[1]	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Provisions sur engagements (*Stage* 2)[1]	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Provisions sur engagements (*Stage* 3)[1]	Total brut
Administration générale	216	-	24	-	-	-	240	270	-	-	-	-	-	270
Banques centrales	262	-	-	-	-	-	262	335	-	-	-	-	-	335
Établissements de crédit	7 494	(3)	351	-	6	-	7 851	6 201	(1)	47	(1)	30	-	6 278
Grandes entreprises	176 682	(16)	4 803	(37)	360	(109)	181 845	165 895	(21)	4 191	(28)	480	(154)	170 566
Clientèle de détail	835	-	29	-	-	-	864	751	-	30	-	-	-	781
TOTAL	**185 489**	**(19)**	**5 207**	**(37)**	**366**	**(109)**	**191 062**	**173 452**	**(22)**	**4 268**	**(29)**	**510**	**(154)**	**178 230**

[1] *Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

▶ Actifs financiers au coût amorti par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains				Actifs sains			
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	80 431	3 707	932	**85 070**	80 153	3 303	502	**83 958**
Autres pays de l'Union européenne	53 450	7 121	447	**61 018**	53 844	5 065	559	**59 468**
Autres pays d'Europe	30 109	2 485	260	**32 854**	26 133	2 262	403	**28 798**
Amérique du Nord	42 250	3 942	487	**46 679**	38 697	3 826	350	**42 873**
Amériques centrale et du Sud	11 076	1 851	539	**13 466**	10 156	1 765	723	**12 644**
Afrique et Moyen-Orient	15 104	3 524	359	**18 987**	14 252	2 264	483	**16 999**
Asie et Océanie (hors Japon)	30 473	2 577	256	**33 306**	32 032	1 301	394	**33 727**
Japon	6 290	459	-	**6 749**	5 979	571	-	**6 550**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Dépréciations	(202)	(661)	(1 860)	**(2 723)**	(202)	(719)	(1 974)	**(2 895)**
TOTAL	**268 981**	**25 005**	**1 420**	**295 406**	**261 044**	**19 638**	**1 440**	**282 122**

▶ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains				Actifs sains			
En millions d'euros	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total	Actifs soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Actifs dépréciés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	2 883	-	-	**2 883**	3 452	-	-	**3 452**
Autres pays de l'Union européenne	4 264	107	-	**4 371**	4 468	-	-	**4 468**
Autres pays d'Europe	521	-	-	**521**	536	-	-	**536**
Amérique du Nord	2 412	-	-	**2 412**	2 441	-	-	**2 441**
Amériques centrale et du Sud	168	-	-	**168**	117	-	-	**117**
Afrique et Moyen-Orient	541	-	-	**541**	337	-	-	**337**
Asie et Océanie (hors Japon)	1 866	-	-	**1 866**	1 398	-	-	**1 398**
Japon	1 165	-	-	**1 165**	1 664	-	-	**1 664**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
TOTAL	**13 820**	**107**	**-**	**13 927**	**14 413**	**-**	**-**	**14 413**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Dettes envers la clientèle par zone géographique

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
France (y compris DROM-COM)	35 221	40 177
Autres pays de l'Union européenne	69 063	64 154
Autres pays d'Europe	25 007	24 244
Amérique du Nord	17 830	17 622
Amériques centrale et du Sud	8 402	6 644
Afrique et Moyen-Orient	7 296	8 831
Asie et Océanie (hors Japon)	46 354	32 574
Japon	9 825	8 278
Organismes supra-nationaux	-	-
TOTAL DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	**218 998**	**202 524**

▶ Engagements de financement par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains				Engagements sains			
En millions d'euros	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	33 645	2 959	41	**36 645**	34 942	1 455	120	**36 517**
Autres pays de l'Union européenne	39 721	5 660	8	**45 389**	39 616	2 869	17	**42 502**
Autres pays d'Europe	14 923	1 335	-	**16 258**	15 394	846	-	**16 240**
Amérique du Nord	36 128	2 841	10	**38 979**	34 750	2 196	4	**36 950**
Amériques centrale et du Sud	4 545	348	3	**4 896**	3 232	1 151	5	**4 388**
Afrique et Moyen-Orient	3 935	1 782	-	**5 717**	5 311	779	-	**6 090**
Asie et Océanie (hors Japon)	7 186	439	78	**7 703**	8 813	109	96	**9 018**
Japon	1 584	11	-	**1 595**	1 737	-	-	**1 737**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Provisions [1]	(89)	(259)	(6)	**(354)**	(120)	(246)	(35)	**(401)**
TOTAL	**141 578**	**15 116**	**134**	**156 828**	**143 675**	**9 159**	**207**	**153 041**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

▶ Engagements de garantie par zone géographique

	31.12.2025				31.12.2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains				Engagements sains			
En millions d'euros	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total	Engagements soumis à une ECL 12 mois (*Stage* 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (*Stage* 2)	Engagements provisionnés (*Stage* 3)	Total
France (y compris DROM-COM)	15 927	1 388	62	**17 377**	13 651	1 302	80	**15 033**
Autres pays de l'Union européenne	18 251	1 231	238	**19 720**	16 378	1 241	337	**17 956**
Autres pays d'Europe	7 069	456	7	**7 532**	7 475	294	30	**7 799**
Amérique du Nord	125 994	694	58	**126 746**	120 061	784	39	**120 884**
Amériques centrale et du Sud	3 179	61	-	**3 240**	2 796	11	-	**2 807**
Afrique et Moyen-Orient	1 917	203	-	**2 120**	1 132	134	23	**1 289**
Asie et Océanie (hors Japon)	12 279	760	1	**13 040**	10 888	441	1	**11 330**
Japon	873	414	-	**1 287**	1 071	61	-	**1 132**
Organismes supra-nationaux	-	-	-	**-**	-	-	-	**-**
Provisions [1]	(19)	(37)	(109)	**(165)**	(22)	(29)	(154)	**(205)**
TOTAL	**185 470**	**5 170**	**257**	**190 897**	**173 430**	**4 239**	**356**	**178 025**

[1] Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de Crédit Agricole CIB au risque souverain sont les suivantes :

ACTIVITÉ BANCAIRE

	31.12.2025						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Expositions nettes de dépréciations				
En millions d'euros	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	15	-	-	2 118	2 133	-	2 133
Argentine	-	-	-	16	16	-	16
Belgique	417	-	35	304	756	5	761
Brésil	89	-	167	66	322	(7)	315
Chine	374	-	-	295	669	-	669
Egypte	1	-	-	401	402	-	402
Espagne	-	-	-	430	430	2	432
États-Unis	17 944	-	8	1 793	19 745	45	19 790
France	5 857	-	-	1 617	7 474	94	7 568
Hong Kong	109	-	-	955	1 064	5	1 069
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	983	-	726	1 419	3 128	17	3 145
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	9	4	13	-	13
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	61	61	-	61
Autres pays souverains	4 530	-	1 066	6 000	11 596	10	11 606
TOTAL	**30 319**	**-**	**2 011**	**15 479**	**47 809**	**171**	**47 980**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Expositions nettes de dépréciations				
En millions d'euros	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	4	-	-	1 463	1 467	-	1 467
Argentine	-	-	-	23	23	-	23
Belgique	-	-	36	263	299	(5)	294
Brésil	27	-	117	82	226	-	226
Chine	195	-	-	146	341	-	341
Egypte	-	-	-	364	364	-	364
Espagne	2 090	-	-	102	2 192	(1)	2 191
États-Unis	11 275	-	9	920	12 204	77	12 281
France	-	-	-	1 255	1 255	36	1 291
Hong Kong	133	-	-	1 121	1 254	8	1 262
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	1 085	-	943	2 137	4 165	4	4 169
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	9	3	12	-	12
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	75	75	-	75
Autres pays souverains	3 965	-	1 046	5 551	10 562	15	10 577
TOTAL	**18 774**	**-**	**2 160**	**13 505**	**34 439**	**134**	**34 573**

3.3 Risque de marché

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

3.3.1 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

► Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	735	234	363	1 332	1 273	307	118	1 698
Instruments de devises	263	2	-	265	129	26	-	155
Autres instruments	44	-	-	44	10	-	-	10
Sous-total	**1 042**	**236**	**363**	**1 641**	**1 412**	**333**	**118**	**1 863**
Opérations de change à terme	1 686	-	-	1 686	1 806	2	-	1 808
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - ACTIF	**2 728**	**236**	**363**	**3 327**	**3 218**	**335**	**118**	**3 671**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	1 668	126	293	2 087	2 396	120	23	2 539
Instruments de devises	137	1	-	138	96	1	-	97
Autres instruments	5	-	-	5	4	-	-	4
Sous-total	**1 810**	**127**	**293**	**2 230**	**2 496**	**121**	**23**	**2 640**
Opérations de change à terme	911	-	-	911	550	-	-	550
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE - PASSIF	**2 721**	**127**	**293**	**3 141**	**3 046**	**121**	**23**	**3 190**

▶ Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	4 687	19 900	61 969	86 556	6 201	20 252	50 234	76 687
Instruments de devises et or	12 705	17 101	10 307	40 113	16 191	22 234	12 666	51 091
Autres instruments	3 112	6 247	1 645	11 004	6 407	5 449	1 897	13 753
Sous-total	**20 504**	**43 248**	**73 921**	**137 673**	**28 799**	**47 935**	**64 797**	**141 531**
Opérations de change à terme	14 978	2 538	127	17 643	25 971	2 019	32	28 022
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - ACTIF	**35 482**	**45 786**	**74 048**	**155 316**	**54 770**	**49 954**	**64 829**	**169 553**

▶ Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

	31.12.2025				31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré				Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché
Instruments de taux d'intérêt	4 573	20 655	60 499	85 727	3 778	20 935	50 021	74 734
Instruments de devises et or	9 514	12 736	7 884	30 134	13 794	21 063	11 426	46 283
Autres instruments	2 216	3 223	780	6 219	2 809	1 840	599	5 248
Sous-total	**16 303**	**36 614**	**69 163**	**122 080**	**20 381**	**43 838**	**62 046**	**126 265**
Opérations de change à terme	15 020	2 508	316	17 844	23 989	3 577	393	27 959
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION - PASSIF	**31 323**	**39 122**	**69 479**	**139 924**	**44 370**	**47 415**	**62 439**	**154 224**

3.3.2 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS : MONTANT DES ENGAGEMENTS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Instruments de taux d'intérêt	23 577 724	21 009 658
Instruments de devises et or	766 436	793 854
Autres instruments	249 196	222 158
Sous-total	**24 593 356**	**22 025 670**
Opérations de change à terme	3 990 357	3 705 111
TOTAL NOTIONNELS	**28 583 713**	**25 730 781**

3.3.3 RISQUE DE CHANGE

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.4 Risque de liquidité et de financement

(Cf. Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques »)

3.4.1 PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	24 047	18 828	10 173	2 084	-	**55 132**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	73 313	26 460	76 113	24 650	-	**200 536**
Total	**97 360**	**45 288**	**86 286**	**26 734**	**-**	**255 668**
Dépréciations						**(2 684)**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						**252 984**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	24 083	18 466	4 252	1 643	2	**48 446**
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	72 837	26 084	75 113	21 522	-	**195 556**
Total	**96 920**	**44 550**	**79 365**	**23 165**	**2**	**244 002**
Dépréciations						**(2 859)**
TOTAL PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE						**241 143**

3.4.2 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RÉSIDUELLE

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	47 996	8 583	27 693	694	-	**84 966**
Dettes envers la clientèle	197 452	15 228	5 645	673	-	**218 998**
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	**245 448**	**23 811**	**33 338**	**1 367**	**-**	**303 964**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	38 367	1 712	25 561	4 459	-	**70 099**
Dettes envers la clientèle	185 791	14 890	1 779	64	-	**202 524**
TOTAL DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE	**224 158**	**16 602**	**27 340**	**4 523**	**-**	**272 623**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.4.3 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	**-**
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	**-**
Titres de créances négociables	48 284	23 523	1 299	1 220	-	**74 326**
Emprunts obligataires	-	-	516	37	-	**553**
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	**48 284**	**23 523**	**1 815**	**1 257**	**-**	**74 879**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	751	1 935	1 858	-	**4 544**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	**-**
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	**-**
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	**-**	**751**	**1 935**	**1 858**	**-**	**4 544**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	**-**
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	**-**
Titres de créances négociables	48 169	26 579	1 081	679	-	**76 508**
Emprunts obligataires	52	332	832	30	-	**1 246**
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	**48 221**	**26 911**	**1 913**	**709**	**-**	**77 754**
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	1 253	3 368	-	**4 621**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	**-**
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	**-**
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	**-**
TOTAL DETTES SUBORDONNÉES	**-**	**-**	**1 253**	**3 368**	**-**	**4 621**

3.4.4 GARANTIES FINANCIÈRES EN RISQUE DONNÉES PAR MATURITÉ ATTENDUE

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	1	117	38	5	-	**161**

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	2	153	44	4	-	**203**

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentes dans la note 3.3 « Risque de marché ».

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.5 Comptabilité de couverture

(*Cf.* note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Risques et Pilier 3 – Gestion des risques »)

3.5.1 COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

3.5.2 COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

3.5.3 COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET EN DEVISE

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangère.

3.5.4 INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE

	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
En millions d'euros	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	1 139	1 088	135 747	1 894	1 133	131 123
Couverture de flux de trésorerie	2 060	1 969	104 757	1 717	1 917	85 232
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	128	84	5 357	60	140	5 104
TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**3 327**	**3 141**	**245 861**	**3 671**	**3 190**	**221 459**

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version *carve-out*). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

Crédit Agricole CIB n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

3.5.5 OPÉRATIONS SUR INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE : ANALYSE PAR DURÉE RÉSIDUELLE (NOTIONNELS)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31.12.2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total notionnel
Instruments de taux d'intérêt	144 602	14 092	2 651	161 345
Instruments de devises	8 667	917	-	9 584
Autres instruments	282	-	-	282
Sous-total	**153 551**	**15 009**	**2 651**	**171 211**
Opérations de change à terme	74 650	-	-	74 650
TOTAL NOTIONNEL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**228 201**	**15 009**	**2 651**	**245 861**

	31.12.2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			
En millions d'euros	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total notionnel
Instruments de taux d'intérêt	131 956	12 262	2 220	146 438
Instruments de devises	6 481	1 263	-	7 744
Autres instruments	221	-	-	221
Sous-total	**138 658**	**13 525**	**2 220**	**154 403**
Opérations de change à terme	67 002	54	-	67 056
TOTAL NOTIONNEL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	**205 660**	**13 579**	**2 220**	**221 459**

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

3.5.6 COUVERTURE DE JUSTE VALEUR

▶ Instruments dérivés de couverture

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
En millions d'euros	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	**1 037**	**962**	**(483)**	**129 180**	**1 804**	**956**	**73**	**126 410**
Taux d'intérêt	906	820	(137)	109 405	1 216	922	(399)	103 202
Change	131	142	(346)	19 775	588	34	472	23 208
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des microcouvertures de juste valeur	**1 037**	**962**	**(483)**	**129 180**	**1 804**	**956**	**73**	**126 410**
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	102	126	52	6 567	90	177	26	4 713
TOTAL COUVERTURE DE JUSTE VALEUR	**1 139**	**1 088**	**(431)**	**135 747**	**1 894**	**1 133**	**99**	**131 123**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Éléments couverts

▶ Microcouvertures

En millions d'euros	31.12.2025				31.12.2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**12 323**	**(56)**	**-**	**40**	**12 689**	**(117)**	**-**	**93**
Taux d'intérêt	12 191	(56)	-	40	12 689	(117)	-	93
Change	132	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	**71 624**	**(442)**	**-**	**174**	**73 363**	**(570)**	**-**	**327**
Taux d'intérêt	64 719	(474)	-	130	65 881	(525)	-	399
Change	6 905	32	-	44	7 483	(45)	-	(72)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	**83 947**	**(498)**	**-**	**214**	**86 052**	**(687)**	**-**	**420**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	**35 176**	**(232)**	**-**	**(269)**	**36 150**	**49**	**-**	**494**
Taux d'intérêt	31 952	(227)	-	33	23 761	(246)	-	94
Change	3 224	(5)	-	(302)	12 389	295	-	400
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	**35 176**	**(232)**	**-**	**(269)**	**36 150**	**49**	**-**	**494**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers microcouverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers microcouverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

▶ Macrocouvertures

En millions d'euros	31.12.2025		31.12.2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 054	-	1 721	-
Total - Actifs	**3 054**	**-**	**1 721**	**-**
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 389	-	3 164	-
Total - Passifs	**3 389**	**-**	**3 164**	**-**

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macrocouverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macrocouverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Résultat de la comptabilité de couverture

	31.12.2025			31.12.2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
En millions d'euros	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	(85)	84	(1)	(373)	372	(1)
Change	(346)	346	-	472	(472)	-
Autres	-	-	-	-	-	-
TOTAL	**(431)**	**430**	**(1)**	**99**	**(100)**	**(1)**

3.5.7 COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE ET D'INVESTISSEMENTS NETS À L'ÉTRANGER

▶ Instruments dérivés de couverture

	31.12.2025				31.12.2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période(y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
En millions d'euros	Actif	Passif			Actif	Passif		
Marchés organisés et de gré à gré	**1 949**	**1 033**	**4**	**79 275**	**1 538**	**686**	**18**	**60 356**
Taux d'intérêt	212	205	6	19 891	213	209	2	13 647
Change	1 693	823	(2)	59 102	1 315	473	16	46 488
Autres	44	5	-	282	10	4	-	221
Total des microcouvertures de flux de trésorerie	**1 949**	**1 033**	**4**	**79 275**	**1 538**	**686**	**18**	**60 356**
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	111	936	194	25 482	179	1 231	455	24 876
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des macrocouvertures de flux de trésorerie	**111**	**936**	**194**	**25 482**	**179**	**1 231**	**455**	**24 876**
TOTAL DE LA COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE	**2 060**	**1 969**	**198**	**104 757**	**1 717**	**1 917**	**473**	**85 232**
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**128**	**84**	**255**	**5 357**	**60**	**140**	**(1)**	**5 104**

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » à l'exception de la part inefficace de la relation de couverture qui est comptabilisée au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Impacts de la comptabilité de couverture

	31.12.2025			31.12.2024		
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)
En millions d'euros	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisé sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture	Montant de la part efficace de la relation de couverture comptabilisée sur la période	Montant comptabilisé en capitaux propres recyclables transférés en résultat au cours de la période	Montant de la part inefficace de la couverture
Taux d'intérêt	200	-	-	457	-	-
Change	(2)	-	-	16	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de flux de trésorerie	**198**	**-**	**-**	**473**	**-**	**-**
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**255**	**-**	**-**	**(1)**	**-**	**-**
Total de la couverture de flux de trésorerie et d'investissement net dans une activité à l'étranger	**453**	**-**	**-**	**472**	**-**	**-**

3.6 Risques opérationnels

(*Cf.* Chapitre « Risques et Pilier 3 – Gestion des risques »)

3.7 Gestion du capital et ratios règlementaires

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et règlementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. À ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios règlementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le Chapitre « Risques et Pilier 3 ».

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué unique en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, Chapitre « Risques et Pilier 3 - Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 4 : NOTES RELATIVES AU RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

4.1 Produits et charges d'intérêts

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	**16 154**	**20 227**
Opérations avec les établissements de crédit	4 445	7 002
Opérations avec la clientèle	10 410	11 881
Titres de dettes	1 299	1 344
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**519**	**452**
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	519	452
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**1 158**	**1 164**
Autres intérêts et produits assimilés	**73**	**59**
PRODUITS D'INTÉRÊTS [1]	**17 904**	**21 902**
Sur les passifs financiers au coût amorti	**(13 302)**	**(17 308)**
Opérations avec les établissements de crédit	(3 411)	(4 948)
Opérations avec la clientèle	(6 616)	(8 128)
Dettes représentées par un titre	(3 058)	(3 967)
Dettes subordonnées	(217)	(265)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	**(868)**	**(648)**
Autres intérêts et charges assimilées	**(70)**	**(69)**
CHARGES D'INTÉRÊTS	**(14 240)**	**(18 025)**

[1] Dont 50,8 millions d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 83,2 millions d'euros au 31 décembre 2024. L'information comparative 2024 a fait l'objet d'un retraitement de présentation sans impact sur les agrégats financiers.

4.2 Produits et charges de commissions

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	17	(62)	(45)	23	(43)	(20)
Sur opérations avec la clientèle	1 016	(181)	835	821	(159)	662
Sur opérations sur titres	97	(328)	(231)	56	(253)	(197)
Sur opérations de change	8	(38)	(30)	10	(42)	(32)
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	391	(233)	158	360	(272)	88
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	517	(369)	148	426	(221)	205
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	759	(115)	644	590	(120)	470
TOTAL PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	**2 805**	**(1 326)**	**1 479**	**2 286**	**(1 110)**	**1 176**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dividendes reçus	587	220
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	3 366	379
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	15	27
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	1
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option [1]	(2 703)	(1 817)
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	2 277	4 359
Résultat de la comptabilité de couverture	(1)	(1)
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	**3 541**	**3 168**

[1] Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	**1 296**	**(1 296)**	**-**	**1 428**	**(1 429)**	**(1)**
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	889	(406)	483	678	(752)	(74)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	407	(890)	(483)	750	(677)	73
Couverture de flux de trésorerie	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	**96**	**(97)**	**(1)**	**114**	**(114)**	**-**
Variations de juste valeur des éléments couverts	22	(75)	(53)	44	(70)	(26)
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	74	(22)	52	70	(44)	26
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
TOTAL RÉSULTAT DE LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	**1 392**	**(1 393)**	**(1)**	**1 542**	**(1 543)**	**(1)**

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie,…) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables [1]	(9)	(37)
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes) [2]	17	24
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	**8**	**(13)**

[1] Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque ».

[2] Dont aucun dividende sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables décomptabilisés au cours de l'exercice contre 8,5 millions d'euros au 31 décembre 2024.

4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Titres de dettes	3	1
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	1
Gains résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**3**	**2**
Titres de dettes	(24)	(40)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	(7)	(4)
Pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	**(31)**	**(44)**
GAINS OU PERTES NETS RÉSULTANT DE LA DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI [1]	**(28)**	**(42)**

[1] Hors résultat sur décomptabilisation d'instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.9 « Coût du risque ».

4.6 Produits (charges) des autres activités

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	2	1
Autres produits (charges) nets	(2)	5
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITÉS	**-**	**6**

4.7 Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charges de personnel	(3 334)	(3 041)
Impôts, taxes et contributions règlementaires	(107)	(117)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(1 253)	(1 145)
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	**(4 694)**	**(4 303)**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de Crédit Agricole CIB intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

◆ Collège des Commissaires aux comptes de Crédit Agricole CIB

	PricewaterhouseCoopers		Forvis Mazars		
En millions d'euros hors taxes	2025	2024	2025	2024	Total 2025
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	**6,4**	**5,2**	**5,4**	**4,6**	**11,8**
Émetteur	3,2	3,0	3,2	2,9	6,4
Filiales intégrées globalement	3,2	2,2	2,2	1,7	5,4
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	**0,2**	**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,4**
Émetteur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,4
Filiales intégrées globalement	-	0,1	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	**2,2**	**3,0**	**0,5**	**0,3**	**2,7**
Émetteur	0,7	0,6	0,3	0,2	1,0
Filiales intégrées globalement	1,5	2,4	0,2	0,1	1,7
TOTAL	**8,8**	**8,5**	**6,1**	**5,1**	**14,9**

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit, Commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole CIB, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 2,7 millions d'euros, dont 2,3 millions d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole CIB et ses filiales, 0,2 million d'euros au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD) de Crédit Agricole CIB et ses filiales et 0,2 million d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, attestations et constats à l'issue des procédures convenues).

Le montant total des honoraires de Forvis Mazars, Commissaire aux comptes de la société Crédit Agricole CIB, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 2,6 millions d'euros, dont 2,1 millions d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole CIB et ses filiales, 0,2 million d'euros au titre de la certification des informations en matière de durabilité (CSRD) de Crédit Agricole CIB et ses filiales et 0,3 million d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort et constats à l'issue des procédures convenues).

4.8 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations aux amortissements	**(285)**	**(274)**
Immobilisations corporelles [1]	(173)	(162)
Immobilisations incorporelles	(112)	(112)
Dotations (reprises) aux dépréciations	**-**	**(1)**
Immobilisations corporelles [2]	2	-
Immobilisations incorporelles	(2)	(1)
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	**(285)**	**(275)**

[1] Dont 109 millions d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 104 millions d'euros au 31 décembre 2024.

[2] Dont 2 millions d'euros comptabilisés au titre des dotations (reprises) aux dépréciations du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 0 million d'euros au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.9 Coût du risque

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (*Stage* 1 et *Stage* 2) (A)	**8**	**(176)**
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	**22**	**25**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(1)	(2)
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(6)	37
Engagements par signature	29	(10)
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	**(14)**	**(201)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	29	(127)
Engagements par signature	(43)	(74)
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (*Stage* 3) (B)	**(198)**	**(29)**
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(260)	1
Engagements par signature	62	(30)
Autres actifs (C)	**1**	**-**
Risques et charges (D)	**7**	**26**
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A) + (B) + (C) + (D)	**(182)**	**(179)**
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(34)	(32)
Récupérations sur prêts et créances	96	125
comptabilisés au coût amorti	96	125
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	(13)
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	(8)	(6)
Autres produits	-	-
COÛT DU RISQUE	**(128)**	**(105)**

4.10 Gains ou pertes nets sur autres actifs

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	**9**	**-**
Plus-values de cession [1]	9	2
Moins-values de cession	-	(2)
Résultat de cession sur participations consolidées	**-**	**(1)**
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	(1)
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises [2]	**(1)**	**(19)**
GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS	**8**	**(20)**

[1] Au 31 décembre 2025, cession de l'activité de dépositaire de la Banque Degroof Petercam Luxembourg SA à CACEIS pour 9,4 millions d'euros. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».
[2] Au 31 décembre 2025, frais d'acquisition de la Banque Thaler et au 31 décembre 2024, frais d'acquisition de la banque Degroof Petercam.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.11 Impôts

4.11.1 CHARGE D'IMPÔT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charge d'impôt courant [1] [2]	(376)	(576)
Charge d'impôt différé	(296)	(166)
TOTAL CHARGE D'IMPÔT	**(672)**	**(742)**

[1] Le montant relatif à l'impôt complémentaire estimé au titre du Pilier 2 - Globe s'élève à 1,7 million d'euros en 2025.
[2] Dont 41,3 millions d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 milliard d'euros ou 3 milliards d'euros.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 milliards d'euros, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 milliard d'euros ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

La contribution exceptionnelle comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 41,3 millions d'euros dont 29,9 millions d'euros au titre de l'exercice 2024.

4.11.2 RÉCONCILIATION DU TAUX D'IMPÔT THÉORIQUE AVEC LE TAUX D'IMPÔT CONSTATÉ

▶ Au 31 décembre 2025

En millions d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	3 565	25,83 %	(921)
Effet des différences permanentes		(5,96) %	212
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,52 %	(19)
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,10 %	(3)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	-
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments		(1,64) %	59
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		**18,85 %**	**(672)**

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025 (y compris la contribution sociale sur les bénéfices). La contribution exceptionnelle (ainsi que les effets de la convention de régime de groupe fiscal associés) est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

▶ Au 31 décembre 2024

En millions d'euros	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	3 469	25,83 %	(896)
Effet des différences permanentes [1]		(5,19) %	180
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,44 %	(15)
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,37 %	(13)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00 %	-
Changement de taux		0,00 %	-
Effet des autres éléments [1]		(0,06) %	2
TAUX ET CHARGE EFFECTIFS D'IMPÔT		**21,39 %**	**(742)**

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction de présentation visant à repositionner l'impact de l'intégration fiscale de la ligne « effet des autres éléments » à celle de l'« effet des différences permanentes » pour 171 millions d'euros. Cette correction vise à se conformer à la présentation de cette note au niveau du Groupe Crédit Agricole permettant de renforcer la lisibilité de l'impact de l'intégration fiscale.

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

4.12 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	**(777)**	**334**
Écart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	(777)	334
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**50**	**(45)**
Écart de réévaluation de la période	49	(77)
Transferts en résultat	10	37
Autres variations	(9)	(5)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	**198**	**473**
Écart de réévaluation de la période	198	473
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	**(67)**	**(109)**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	**(596)**	**653**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	**34**	**5**
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	**(201)**	**(417)**
Écart de réévaluation de la période	(193)	(409)
Transferts en réserves	(8)	(8)
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**7**	**33**
Écart de réévaluation de la période	1	152
Transferts en réserves	(4)	(121)
Autres variations	10	2
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	**47**	**98**
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	**-**	**-**
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	**(113)**	**(281)**
GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	**(709)**	**372**
Dont part du Groupe	(709)	370
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	2

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 5 : INFORMATIONS SECTORIELLES

DÉFINITION DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

La définition des métiers de Crédit Agricole CIB est conforme à la nomenclature en usage au sein de Crédit Agricole S.A.

PRÉSENTATION DES PÔLES MÉTIERS

Le portefeuille d'activités s'articule autour de quatre pôles :

- la Banque de Financement comprend les métiers de banque commerciale en France et à l'international (les activités *International Trade & Transaction Banking* et les activités d'origination, structuration et arrangement de crédits), ainsi que les activités de financements structurés (financements de projets, financements aéronautiques, financements maritimes, financements d'acquisition, financements immobiliers) ;
- la Banque de Marché et d'Investissement réunit les activités de marchés de capitaux (trésorerie, change, dérivés de taux, marchés de la dette et trésorerie) et celles de banque d'investissement (conseil en fusions & acquisitions et primaire actions) ;

Ces deux pôles constituent la quasi-totalité du métier Banque de Financement et d'Investissement (BFI) au sein du pôle Grandes Clientèles de Crédit Agricole S.A.

- la Gestion de fortune est exercée sous la marque mondiale Indosuez Wealth Management, implantée en France, en Belgique, en Suisse, au Luxembourg, à Monaco, en Espagne, en Italie et en Asie sur Singapour et Hong Kong. L'activité de Gestion de fortune est présentée au sein du pôle Gestion de l'épargne de Crédit Agricole S.A. ;
- les Activités hors métier comprennent les différents impacts non imputables aux autres pôles.

5.1 Information sectorielle par secteur opérationnel

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont conclues à des conditions de marché.

Les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque secteur opérationnel.

	31.12.2025					
En millions d'euros	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Produit net bancaire	**3 434**	**3 293**	**6 727**	**1 671**	**267**	**8 664**
Charges d'exploitation	(1 504)	(2 111)	(3 615)	(1 356)	(9)	(4 980)
Résultat brut d'exploitation	**1 929**	**1 183**	**3 112**	**315**	**258**	**3 685**
Coût du risque	(98)	-	(98)	(30)	-	(128)
Résultat d'exploitation	**1 831**	**1 183**	**3 014**	**285**	**258**	**3 558**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3	-	3	-	-	3
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	8	-	8
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 834**	**1 183**	**3 017**	**294**	**258**	**3 568**
Impôts sur les bénéfices	(410)	(279)	(689)	(59)	76	(672)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**1 424**	**903**	**2 327**	**235**	**334**	**2 896**
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	-	(1)	32	-	30
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 426**	**903**	**2 329**	**203**	**334**	**2 866**

	31.12.2025					
En millions d'euros	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Actifs sectoriels						
- dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
- dont écarts d'acquisition	-	-	484	1 078	-	1 562
TOTAL ACTIF	**-**	**-**	**859 817**	**24 972**	**-**	**884 789**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

En millions d'euros	31.12.2024					
	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune[1]	Activités hors métiers	CACIB
Produit net bancaire	**3 362**	**3 172**	**6 534**	**1 397**	**241**	**8 172**
Charges d'exploitation	(1 437)	(2 011)	(3 448)	(1 110)	(20)	(4 578)
Résultat brut d'exploitation	**1 925**	**1 161**	**3 086**	**287**	**221**	**3 594**
Coût du risque	(93)	3	(90)	(15)	-	(105)
Résultat d'exploitation	**1 832**	**1 164**	**2 996**	**272**	**221**	**3 489**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2	-	2	-	-	2
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	-	3	(23)	-	(20)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	**1 837**	**1 164**	**3 001**	**249**	**221**	**3 471**
Impôts sur les bénéfices	(462)	(298)	(760)	(52)	70	(742)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Résultat net	**1 375**	**866**	**2 241**	**197**	**291**	**2 729**
Participations ne donnant pas le contrôle	(2)	-	(2)	34	-	32
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	**1 377**	**866**	**2 243**	**163**	**291**	**2 697**

[1] Dont contribution de la banque Degroof Petercam : + 87 millions d'euros de résultat brut d'exploitation et + 50 millions d'euros de résultat net part du groupe.

En millions d'euros	31.12.2024					
	Banque de Financement	Banque de Marché et d'Investissement	BFI total	Gestion de fortune	Activités hors métiers	CACIB
Actifs sectoriels						
- dont parts dans les entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-
- dont écarts d'acquisition	-	-	485	997	-	1 482
TOTAL ACTIF	**-**	**-**	**824 974**	**22 936**	**-**	**847 910**

5.2 Information sectorielle par zone géographique

L'analyse géographique des actifs et des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

En millions d'euros	31.12.2025				31.12.2024			
	Résultat net part Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition	Résultat net part Groupe	dont Produit net bancaire	Actifs sectoriels	dont écarts d'acquisition
France (y compris DROM-COM)	895	3 142	587 995	474	1 010	3 230	570 569	474
Autres pays de l'Union européenne	404	1 525	32 660	490	388	1 287	32 054	516
Autres pays d'Europe	322	1 157	38 398	559	289	1 079	34 442	450
Amérique du Nord	641	1 391	77 260	-	590	1 323	84 781	-
Amériques centrale et du Sud	42	84	2 485	-	8	52	2 247	-
Afrique et Moyen-Orient	18	64	4 383	-	1	45	2 799	-
Asie et Océanie (hors Japon)	423	1 044	49 016	39	331	959	42 167	42
Japon	121	257	92 592	-	80	197	78 851	-
TOTAL	**2 866**	**8 664**	**884 789**	**1 562**	**2 697**	**8 172**	**847 910**	**1 482**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 6 : NOTES RELATIVES AU BILAN

6.1 Caisse, Banques centrales

	31.12.2025		31.12.2024	
En millions d'euros	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	7		7	
Banques centrales	86 898	212	82 005	1 363
VALEUR AU BILAN	**86 905**	**212**	**82 012**	**1 363**

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	443 936	418 477
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	180	226
Instruments de capitaux propres	165	210
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	15	16
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
VALEUR AU BILAN	**444 116**	**418 703**
Dont Titres prêtés	7	24

[1] Dont 15 millions d'euros d'OPC au 31 décembre 2025 contre 16 millions d'euros au 31 décembre 2024.

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	342 504	338 132
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	72 692	68 369
VALEUR AU BILAN	**415 196**	**406 501**

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SUR OPTION

▶ **Passifs financiers dont les variations du *spread* émetteur sont comptabilisées par capitaux propres non recyclables**

	31.12.2025				
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation [1]
Dépôts et passifs subordonnés	**12 534**	**(1 149)**	**490**	**193**	**8**
Titres de dettes	**57 770**				
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**70 304**	**(1 149)**	**490**	**193**	**8**

[1] Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

	31.12.2024				
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre	Montant réalisé lors de la décomptabilisation [1]
Dépôts et passifs subordonnés	**14 079**	**(1 570)**	**289**	**409**	**8**
Titres de dettes	**51 010**				
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**65 089**	**(1 570)**	**289**	**409**	**8**

[1] Le montant réalisé lors de la décomptabilisation est transféré en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

En application de la norme IFRS 9, Crédit Agricole CIB calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations des conditions de marché.

BASE DE CALCUL DU RISQUE DE CRÉDIT PROPRE

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein de Crédit Agricole CIB, il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché en fonction du type d'émission.

CALCUL DU RÉSULTAT LATENT INDUIT PAR LE RISQUE DE CRÉDIT PROPRE (ENREGISTRÉ EN GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES)

L'approche privilégiée par Crédit Agricole CIB est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille. Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

CALCUL DU RÉSULTAT RÉALISÉ INDUIT PAR LE RISQUE DE CRÉDIT PROPRE (ENREGISTRÉ EN RÉSERVES CONSOLIDÉES)

Le choix de Crédit Agricole CIB est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au *spread* de crédit multipliée par la variation de ce *spread* entre la date d'émission et celle du remboursement.

▶ Passifs financiers dont les variations du *spread* émetteur sont comptabilisées en résultat net

	31.12.2025			
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	**2 388**	**(48)**	**-**	**-**
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**2 388**	**(48)**	**-**	**-**

	31.12.2024			
En millions d'euros	Valeur comptable	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Montant cumulé de variation de juste valeur liée aux variations du risque de crédit propre	Montant de variation de juste valeur sur la période liée aux variations du risque de crédit propre
Dépôts et passifs subordonnés	**3 280**	**(44)**	**-**	**-**
Titres de dettes	**-**	**-**	**-**	**-**
Autres passifs financiers	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**3 280**	**(44)**	**-**	**-**

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	13 927	29	(35)	14 413	14	(70)
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	368	81	(105)	386	56	(87)
TOTAL	**14 295**	**110**	**(140)**	**14 799**	**70**	**(157)**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	2 176	5	(3)	2 287	5	(7)
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 751	24	(32)	12 126	9	(63)
Total des titres de dettes	**13 927**	**29**	**(35)**	**14 413**	**14**	**(70)**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	**13 927**	**29**	**(35)**	**14 413**	**14**	**(70)**
Impôts sur les bénéfices		(8)	9		(3)	18
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**21**	**(26)**		**11**	**(52)**

INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

▸ Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	11	4	(3)	11	5	(4)
Titres de participation non consolidés	357	77	(102)	375	51	(83)
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	**368**	**81**	**(105)**	**386**	**56**	**(87)**
Impôts sur les bénéfices		(4)	1		(4)	1
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**77**	**(104)**		**52**	**(86)**

▸ Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

	31.12.2025			31.12.2024		
En millions d'euros	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés [1]	Pertes cumulées réalisées [1]	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés [1]	Pertes cumulées réalisées [1]
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	146	122	-
Titres de participation non consolidés	17	6	(2)	73	-	(7)
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	**17**	**6**	**(2)**	**219**	**122**	**(7)**
Impôts sur les bénéfices		-	-		(6)	-
GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES SUR INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES (NETS D'IMPÔT)		**6**	**(2)**		**116**	**(7)**

[1] Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.5 Actifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	54 744	48 014
Prêts et créances sur la clientèle	198 240	193 129
Titres de dettes	42 422	40 979
VALEUR AU BILAN	**295 406**	**282 122**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Établissements de crédit		
Comptes et prêts	48 006	44 145
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	10 268	7 146
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	1 647	4 623
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	7 126	4 299
Prêts subordonnés	-	2
Autres prêts et créances	-	-
Valeur brute	**55 132**	**48 446**
Dépréciations	(388)	(432)
VALEUR AU BILAN	**54 744**	**48 014**

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	32 375	33 163
Autres concours à la clientèle	161 543	156 858
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	762	884
Prêts subordonnés	22	28
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	8	8
Comptes ordinaires débiteurs	5 826	4 615
Valeur brute	**200 536**	**195 556**
Dépréciations	(2 296)	(2 427)
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	**198 240**	**193 129**
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
Valeur brute	**-**	**-**
Dépréciations	-	-
Valeur nette des opérations de location-financement	**-**	**-**
VALEUR AU BILAN	**198 240**	**193 129**

TITRES DE DETTES

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Effets publics et valeurs assimilées	9 827	9 009
Obligations et autres titres à revenu fixe	32 634	32 006
Total	**42 461**	**41 015**
Dépréciations	(39)	(36)
VALEUR AU BILAN	**42 422**	**40 979**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2025

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
En millions d'euros	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**60 908**	**-**	**60 908**	**-**	**60 908**	**60 313**	**-**	**60 313**	**-**	**60 313**	**595**
Instruments de capitaux propres	9 575	-	9 575	-	9 575	9 307	-	9 307	-	9 307	268
Titres de dettes	51 333	-	51 333	-	51 333	51 006	-	51 006	-	51 006	327
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 357**	**-**	**1 357**	**-**	**1 357**	**1 352**	**-**	**1 352**	**-**	**1 352**	**5**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 357	-	1 357	-	1 357	1 352	-	1 352	-	1 352	5
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**2 831**	**-**	**2 831**	**-**	**2 831**	**2 803**	**-**	**2 803**	**-**	**2 803**	**28**
Titres de dettes	2 831	-	2 831	-	2 831	2 803	-	2 803	-	2 803	28
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers	**65 096**	**-**	**65 096**	**-**	**65 096**	**64 468**	**-**	**64 468**	**-**	**64 468**	**628**
Opérations de location-financement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	**65 096**	**-**	**65 096**	**-**	**65 096**	**64 468**	**-**	**64 468**	**-**	**64 468**	**628**

ACTIFS TRANSFÉRÉS NON DÉCOMPTABILISÉS INTÉGRALEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
En millions d'euros	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisation (non déconsolidante)	dont pensions livrées	dont autre	Juste valeur	Juste valeur nette
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**44 886**	**-**	**44 886**	**-**	**44 886**	**31 175**	**-**	**31 175**	**-**	**31 175**	**13 711**
Instruments de capitaux propres	10 273	-	10 273	-	10 273	5 793	-	5 793	-	5 793	4 480
Titres de dettes	34 613	-	34 613	-	34 613	25 382	-	25 382	-	25 382	9 231
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**1 523**	**-**	**1 523**	**-**	**1 523**	**958**	**-**	**958**	**-**	**958**	**565**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	1 523	-	1 523	-	1 523	958	-	958	-	958	565
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	**1 841**	**-**	**1 841**	**-**	**1 841**	**1 366**	**-**	**1 366**	**-**	**1 366**	**475**
Titres de dettes	1 841	-	1 841	-	1 841	1 366	-	1 366	-	1 366	475
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers	**48 250**	**-**	**48 250**	**-**	**48 250**	**33 499**	**-**	**33 499**	**-**	**33 499**	**14 751**
Opérations de location-financement	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	**48 250**	**-**	**48 250**	**-**	**48 250**	**33 499**	**-**	**33 499**	**-**	**33 499**	**14 751**

Au titre de l'exercice, Crédit Agricole CIB n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.7 Passifs financiers au coût amorti

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dettes envers les établissements de crédit	84 966	70 099
Dettes envers la clientèle	218 998	202 524
Dettes représentées par un titre	74 879	77 754
VALEUR AU BILAN	**378 843**	**350 377**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Comptes et emprunts	72 903	63 684
dont comptes ordinaires créditeurs	18 571	15 727
dont comptes et emprunts au jour le jour	7 469	6 169
Titres donnés en pension livrée	12 063	6 415
VALEUR AU BILAN	**84 966**	**70 099**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Comptes ordinaires créditeurs	82 089	68 800
Comptes d'épargne à régime spécial	63	69
Autres dettes envers la clientèle	131 962	132 622
Titres donnés en pension livrée	4 884	1 033
VALEUR AU BILAN	**218 998**	**202 524**

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	74 326	76 508
Emprunts obligataires	553	1 246
Autres dettes représentées par un titre	-	-
VALEUR AU BILAN	**74 879**	**77 754**

ÉMISSIONS DE DETTE « SÉNIOR NON PRÉFÉRÉE »

Avec la loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (autrement appelée « Loi Sapin 2 »), du 10 décembre 2016, la France s'est dotée d'une nouvelle catégorie de dette senior permettant de répondre aux critères d'éligibilité aux ratios TLAC et MREL (tels que ces derniers sont actuellement définis) : la dette senior « non préférée » (codifiée dans les articles L613-30-3-I-4° et R613-28 du Code monétaire et financier). Cette catégorie de dette est également visée par la Directive BRRD.

Les titres senior non préférés se distinguent des titres senior préférés en raison de leur rang de créance en liquidation définie contractuellement par référence aux articles L613-30-3-I-4° et R613-28 du Code monétaire et financier précités (les titres senior non préférés sont junior aux titres senior préférés et senior aux titres subordonnés, en ce compris les TSS et les TSR).

L'ordonnance n° 2020-1636 du 21 décembre 2020 relative au régime de résolution dans le secteur bancaire a modifié l'article L613-30-3-I-4 du Code monétaire et financier afin de permettre l'émission des dettes senior non préférées également sous format emprunt.

L'encours de titres senior non préférés, hors dettes rattachées, de Crédit Agricole CIB s'élève ainsi à 300 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 950 millions d'euros au 31 décembre 2024.

L'encours d'emprunts senior non préférés, hors dettes rattachées, de Crédit Agricole CIB s'élève à 1 000 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 2 240 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Les instruments dérivés ne font pas l'objet de compensation comptable au sens d'IAS 32R, mais de règlement quotidien (application du mécanisme dit de « *settlement to market* »).

COMPENSATION – ACTIFS FINANCIERS

	31.12.2025					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	158 643	-	158 643	101 895	28 546	28 202
Prises en pension de titres [2]	384 127	199 911	184 216	10 351	173 865	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**542 770**	**199 911**	**342 859**	**112 246**	**202 411**	**28 202**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 82,2% des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100% des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

	31.12.2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	173 224	-	173 224	113 986	26 566	32 671
Prises en pension de titres [2]	378 774	203 247	175 526	9 687	165 839	-
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**551 998**	**203 247**	**348 750**	**123 673**	**192 405**	**32 671**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 81,1% des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100% des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

COMPENSATION – PASSIFS FINANCIERS

	31.12.2025					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	143 065	-	143 065	101 895	22 441	18 729
Mises en pension de titres [2]	380 146	199 911	180 235	10 351	169 884	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**523 211**	**199 911**	**323 300**	**112 246**	**192 325**	**18 729**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 86,9% des dérivés au passif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des mises en pension de titres soumises à compensation représente 100% des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
				Autres montants compensables sous conditions		
En millions d'euros	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés [1]	157 414	-	157 414	113 986	25 664	17 764
Mises en pension de titres [2]	347 231	203 247	143 984	9 687	134 297	-
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS SOUMIS À COMPENSATION	**504 645**	**203 247**	**301 398**	**123 673**	**159 961**	**17 764**

[1] Le montant des dérivés soumis à compensation représente 88,7% des dérivés au passif à la date d'arrêté.
[2] Le montant des mises en pension de titres soumises à compensation représente 100% des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Impôts courants	889	641
Impôts différés	753	772
TOTAL ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**1 642**	**1 413**
Impôts courants	936	1 026
Impôts différés	1 600	1 318
TOTAL PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	**2 536**	**2 344**

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

	31.12.2025	31.12.2024
En millions d'euros	Impôts différés nets	Impôts différés nets
Décalages temporaires comptables-fiscaux	**(1 156)**	**(828)**
Charges à payer non déductibles	243	237
Provisions pour risques et charges non déductibles	262	263
Autres différences temporaires [1]	(1 661)	(1 328)
Impôts différés sur réserves latentes	**361**	**377**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(2)	9
Couverture de flux de trésorerie	219	270
Gains et pertes sur écarts actuariels	17	23
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	127	75
Impôts différés sur résultat	**(52)**	**(95)**
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS	**(847)**	**(546)**

[1] La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 17,7 millions d'euros en 2025 contre 15 millions d'euros en 2024.

Les impôts différés sont nettés au bilan par palier d'intégration fiscale.

Afin de déterminer le niveau d'impôt différé actif devant être comptabilisé, Crédit Agricole CIB prend en compte pour chaque entité ou groupe fiscal concerné le régime fiscal applicable et les projections de résultat établies lors du processus budgétaire.

CONTRÔLES FISCAUX

◆ Garantie de passif CLSA

Le Groupe Crédit Agricole a cédé en 2013 les entités CLSA au groupe chinois CITICS.

À la suite de redressements fiscaux intervenus sur certaines des entités CLSA en Inde et aux Philippines, CITICS a mis en œuvre la garantie de passif à l'encontre du Groupe Crédit Agricole. Les points rectifiés sont contestés de façon motivée et une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres actifs	**29 363**	**34 420**
Comptes de stocks et emplois divers	250	176
Débiteurs divers [1]	28 891	33 666
Comptes de règlements	222	578
Comptes de régularisation	**5 936**	**7 109**
Comptes d'encaissement et de transfert	3 952	5 229
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	777	736
Produits à recevoir	510	518
Charges constatées d'avance	548	548
Autres comptes de régularisation	149	78
VALEUR AU BILAN	**35 299**	**41 529**

[1] Dont 351,5 millions d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2025, identique au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.13).

COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Autres passifs [1]	**35 862**	**36 785**
Comptes de règlements	2 119	332
Créditeurs divers	33 099	35 814
Versements restant à effectuer sur titres	3	4
Dettes locatives	641	635
Autres	-	-
Comptes de régularisation	**8 449**	**8 888**
Comptes d'encaissement et de transfert [2]	4 083	4 927
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1 465	1 001
Produits constatés d'avance	337	366
Charges à payer	2 408	2 265
Autres comptes de régularisation	156	329
VALEUR AU BILAN	**44 311**	**45 673**

[1] Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.
[2] Les montants sont indiqués en net.

6.11 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre[1]	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	2 634	-	259	(297)	(68)	1	2 529
Amortissements et dépréciations	(1 291)	-	(174)	253	43	-	(1 169)
VALEUR AU BILAN	**1 343**	**-**	**85**	**(44)**	**(25)**	**1**	**1 360**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 500	73	140	(39)	(6)	-	1 668
Amortissements et dépréciations	(691)	-	(127)	14	5	-	(799)
VALEUR AU BILAN	**809**	**73**	**13**	**(25)**	**(1)**	**-**	**869**

[1] Acquisition de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et évènements significatifs de la période ».

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre[1]	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	2 206	261	180	(40)	26	1	2 634
Amortissements et dépréciations	(1 098)	(58)	(162)	43	(16)	-	(1 291)
VALEUR AU BILAN	**1 108**	**203**	**18**	**3**	**10**	**1**	**1 343**
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	1 052	334	126	(14)	2	-	1 500
Amortissements et dépréciations	(546)	(43)	(114)	14	(2)	-	(691)
VALEUR AU BILAN	**506**	**291**	**12**	**-**	**-**	**-**	**809**

[1] Acquisition de la banque Degroof Petercam.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.12 Écarts d'acquisition

En millions d'euros	31.12.2024 BRUT	31.12.2024 NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025 BRUT	31.12.2025 NET
Banque de financement et d'investissement	655	485	-	-	-	(1)	-	654	484
Gestion de fortune [1]	997	997	101	(26)	-	6	-	1 078	1 078
TOTAL	**1 652**	**1 482**	**101**	**(26)**	**-**	**5**	**-**	**1 732**	**1 562**

[1] Diminution de l'écart d'acquisition pour un montant de - 26 millions d'euros dans le cadre de la cession de l'activité de dépositaire de la banque Degroof Petercam Luxembourg SA à CACEIS et augmentation de l'écart d'acquisition de + 101 millions d'euros suite à l'acquisition de la Banque Thaler. Cf. note 2 « Principales opérations de structure et événements significatifs de la période ».

Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation fondés sur l'appréciation de la valeur d'utilité des UGT auxquelles ils sont rattachés. La détermination de la valeur d'utilité a reposé sur l'actualisation de l'estimation des flux futurs de l'UGT tels qu'ils résultaient de trajectoires d'activité établies sur trois ans (2026-2028) pour les besoins de son pilotage, extrapolés sur une quatrième et une cinquième année afin de converger vers une année terminale normalisée. Les trajectoires financières projetées se fondent sur un scénario économique tenant notamment compte des anticipations d'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation.

En 2025, malgré l'environnement international particulièrement tendu, l'économie mondiale a bien résisté. Aux États-Unis, la croissance a bien résisté en 2025 (2,1 %) et devrait légèrement accélérer en 2026 (2,3 %) : fondamentaux économiques supposés rester sains, ralentissement du marché du travail sans redressement sensible du taux de chômage, poursuite des investissements dans l'Intelligence Artificielle à un rythme moins effréné, soutien budgétaire aux entreprises et ménages aisés. En revanche, l'inflation se maintiendrait au-dessus de l'objectif de 2 % en 2026. En zone euro, malgré un commerce extérieur mis à mal par les droits de douane, la vigueur de l'euro et la concurrence asiatique, la croissance a accéléré en 2025. En 2026, la bonne santé des agents privés, les conditions financières encore favorables et une politique budgétaire légèrement expansionniste permettraient d'absorber le choc de confiance lié à la guerre commerciale et à l'incertitude géopolitique. Le scénario retient une croissance alignée sur son rythme potentiel, soutenue par l'accélération de l'investissement. La croissance pourrait ainsi se situer autour de 1,2 % en 2026 après 1,4 % en 2025. Les taux d'inflation totale et sous-jacente devraient tous deux se situer sous la cible de 2 % à la fin de l'année 2026. Sur le front monétaire, le scénario opte pour la « ligne dure » de la FED et suppose une stabilité du taux des *Fed funds* en 2026 suivie d'un assouplissement en 2027. Dans la zone euro, la résistance anticipée de la croissance devrait inciter la BCE à ne pas assouplir davantage sa politique monétaire en 2026. À la stabilité des taux directeurs prévue en 2026 succéderait un resserrement portant le taux de dépôt à 2,50 % en 2027.

- Taux de croissance à l'infini : 2 %. Les taux de croissance à l'infini au 31 décembre 2025 sont identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2024 et reflètent les prévisions de croissance de Crédit Agricole CIB pour les 2 UGT ;
- Taux d'actualisation : 9,40 % (en baisse de 16,6 points de base par rapport au 31 décembre 2024) pour l'UGT Banque de Financement et d'Investissement et 8,50 % (en baisse de 14,4 points de base par rapport au 31 décembre 2024) pour l'UGT Gestion de Fortune. La détermination des taux d'actualisation sur l'utilisation de la moyenne mensuelle glissante sur 15 ans du taux sans risque et de la prime de risque.

Les tests de dépréciation au 31 décembre 2025 n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de perte de valeur sur les écarts d'acquisition.

Les tests de sensibilité effectués sur les écarts d'acquisition - Part du Groupe ne conduisent pas non plus à identifier des besoins de dépréciation, que ce soit sur l'UGT Banque de Financement et d'Investissement, ou l'UGT Gestion de fortune :

- une variation de +50 points de base du taux d'allocation de fonds propres aux UGT n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +50 points de base du taux d'actualisation n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +100 points de base du coefficient d'exploitation en année terminale n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition ;
- une variation de +10 points de base du coût du risque en année terminale n'entraînerait pas de dépréciation des écarts d'acquisition.

6.13 Provisions

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	607	-	479	-	(527)	(40)	-	519
Risques opérationnels	11	-	1	(2)	-	(1)	-	9
Engagements sociaux (retraites) et assimilés [1]	362	8	42	(23)	(3)	(2)	(32)	352
Litiges divers	132	-	15	(94)	(25)	-	-	28
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	142	-	5	(3)	(3)	(1)	3	143
TOTAL	**1 254**	**8**	**542**	**(122)**	**(558)**	**(44)**	**(29)**	**1 051**

[1] Dont 248 millions d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 8,2 millions d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	469	-	499	-	(386)	25	-	607
Risques opérationnels	8	-	9	(4)	(2)	-	-	11
Engagements sociaux (retraites) et assimilés [1]	347	8	28	(17)	(3)	-	(1)	362
Litiges divers	169	-	8	(5)	(40)	-	-	132
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	24	5	128	(11)	(5)	-	1	142
TOTAL	**1 017**	**13**	**672**	**(37)**	**(436)**	**25**	**-**	**1 254**

[1] Dont 265 millions d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 7,7 millions d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

◆ Engagements de paiement irrévocables versés au Fonds de Résolution Unique

Le cadre règlementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article.

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds de Résolution Unique (FRU) en application de l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU (Conseil de Résolution Unique) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de maintenir les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés.

Ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 351,5 millions d'euros au 31 décembre 2025 comme au 31 décembre 2024 (Cf. note 6.10).

Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

ENQUÊTES, DEMANDES D'INFORMATION ET PROCÉDURES CONTENTIEUSES

Dans le cadre habituel de ses activités, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank fait régulièrement l'objet de procédures contentieuses, ainsi que de demandes d'informations, d'enquêtes, de contrôles et autres procédures de nature réglementaire ou judiciaire de la part de différentes institutions en France et à l'étranger. Les provisions comptabilisées reflètent la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

◆ *Office of Foreign Assets Control* (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (FED) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (*Deferred Prosecution Agreements*) avec l'*US Attorney Office* du District de Columbia (USAO) et le *District Attorney* de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, Crédit Agricole CIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

◆ Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (*London Interbank Offered Rates*) sur plusieurs devises, du taux Euribor (*Euro Interbank Offered Rate*) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (*Department of Justice*) et la CFTC (*Commodity Future Trading Commission*) – avec lesquelles elles ont été en discussion. Depuis, ces autorités ne se sont plus manifestées auprès de Crédit Agricole S.A. ou de Crédit Agricole CIB.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor, autorité qui ne s'est pas manifestée depuis lors auprès de Crédit Agricole CIB.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. Le 20 décembre 2023, le Tribunal de l'Union européenne a rendu sa décision, laquelle réduit à 110 millions euros l'amende infligée à Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, en les exonérant de certaines pratiques alléguées, mais rejette la plupart des moyens d'annulation invoqués. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont déposé un pourvoi contre cette décision devant la Cour de Justice de l'Union européenne le 19 mars 2024. La Commission européenne a également déposé un pourvoi sollicitant l'annulation de l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne.

◆ O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« *O' Sullivan I* »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« *O'Sullivan II* »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du *US Anti-Terrorism Act* et du *Justice Against Sponsors of Terrorism Act* et réclament des dommages-intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Dans l'affaire *O'Sullivan I*, le tribunal a rejeté la plainte le 28 mars 2019, a rejeté la requête des demandeurs visant à modifier leur plainte le 25 février 2020 et a rejeté la requête des demandeurs visant à obtenir un jugement définitif afin de permettre aux demandeurs de faire appel le 29 juin 2021. Le 9 novembre 2023, le tribunal a suspendu la procédure dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans trois affaires relatives à l'US Anti-Terrorism Act auxquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ne sont pas parties - l'affaire Freeman c. HSBC Holdings, PLC, no 14-cv-6601 (E.D.N.Y.) (« *Freeman I* »), Freeman c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7359 (E.D.N.Y) (« *Freeman II* ») et Stephens c. HSBC Holdings plc, no 18-cv-7439 (E.D.N.Y).

Le 6 avril 2020, l'affaire *O'Sullivan II* a été suspendue en attendant la résolution de l'affaire *O'Sullivan I*, suspension qui a été prolongée le 20 décembre 2023.

L'affaire Tavera a également été suspendue depuis le 19 février 2019. Le 8 novembre 2023, la suspension a été prolongée dans l'attente de la résolution de certaines requêtes dans les affaires Freeman I, Freeman II et Stephens. La suspension a été de nouveau prolongée le 21 octobre 2025.

◆ Cum-Cum – Enquête du Parquet National Financier (PNF)

Crédit Agricole CIB, au même titre que d'autres établissements bancaires, a fait l'objet d'une enquête préliminaire initiée début 2023 par le Parquet National Financier dans le cadre du dossier dit « Cum Cum ».

Crédit Agricole CIB a coopéré à cette enquête, qui a permis de démontrer qu'elle n'avait instauré aucun système ou aucune politique visant à inciter ses clients étrangers à réaliser des opérations de prêts-emprunts de titres ou de dérivés sur titres dans un but de fraude fiscale, et qu'elle avait mis en place des règles internes afin d'encadrer strictement les opérations autour du détachement du dividende dès l'introduction des dispositions de l'article 119 bis du Code général des impôts issue de la loi de finances pour 2019.

Pour la période allant de 2013 à 2023, le Parquet National Financier a considéré qu'un certain nombre d'opérations de prêts-emprunts de titres et de dérivés sur actions conclues à des niveaux de prix fixés par le marché constitue de l'arbitrage de dividendes.

Dans ce contexte, le Parquet National Financier a proposé un règlement de ce dossier sous la forme d'une convention judiciaire d'intérêt public, aux termes de laquelle Crédit Agricole CIB a consenti à s'acquitter d'une amende d'intérêt public d'un montant de 88,2 millions d'euros.

Cette convention, qui ne constitue pas une condamnation pénale et qui n'emporte aucune déclaration de culpabilité de Crédit Agricole CIB, a été validée par le président du tribunal judiciaire de Paris le 8 septembre 2025.

Le paiement de l'amende d'intérêt public n'a pas affecté significativement les comptes de Crédit Agricole CIB de l'exercice 2025 compte tenu des provisions constituées.

◆ Dépendances éventuelles

Crédit Agricole Corporate and Investment Bank n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.14 Dettes subordonnées

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Dettes subordonnées à durée déterminée [1]	4 544	4 621
Dettes subordonnées à durée indéterminée [2]	-	-
VALEUR AU BILAN	**4 544**	**4 621**

[1] Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables « TSR ».
[2] Ce poste comprend les émissions de titres super-subordonnés « TSS » et de titres subordonnés à durée indéterminée « TSDI ».

ÉMISSIONS DE DETTES SUBORDONNÉES

Les émissions de dettes subordonnées de Crédit Agricole CIB entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités de Crédit Agricole CIB.

La Directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Directive CRD / règlement CRR[1]) et leurs modalités d'application en droit français définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres règlementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ou plus ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par le jeu de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital dans certaines circonstances, et ce conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (BRRD[2]).

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior chirographaires (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable : les dettes subordonnées sont junior aux dettes senior chirographaires non préférées et préférées. Par conséquent, les instruments de dettes subordonnées sont convertis en capital ou dépréciés en priorité et en tout état de cause avant les instruments de dettes senior chirographaires, notamment en cas de mise en œuvre de l'outil de renflouement interne (« *Bail-In* ») par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en résolution de l'entité émettrice. De la même manière, en cas de liquidation de cette même entité émettrice, les créanciers de ces instruments de dettes subordonnées ne seront potentiellement payés, s'il reste des fonds disponibles, qu'après le paiement de ces instruments de dettes chirographaires préférées et non préférées.

6.15 Capitaux propres

COMPOSITION DU CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE 2025

Au 31 décembre 2025, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires de Crédit Agricole CIB	Nombre de titres au 31.12.2025	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole S.A.	283 037 792	97,33 %	97,33 %
SACAM Développement [1]	6 485 666	2,23 %	2,23 %
Delfinances [2]	1 277 888	0,44 %	0,44 %
TOTAL	**290 801 346**	**100 %**	**100 %**

[1] Détenu par le Groupe Crédit Agricole.
[2] Détenu par Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2025, le capital social de Crédit Agricole CIB s'élève à 7 851 636 342 euros composé de 290 801 346 actions ordinaires de 27 euros chacune de valeur nominale et entièrement libérées.

RÉSULTAT PAR ACTION

		31.12.2025	31.12.2024
Résultat net part du Groupe de la période	*(en millions d'euros)*	2 866	2 697
Rémunération des titres subordonnés et super-subordonnés	*(en millions d'euros)*	(777)	(739)
Résultat net attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	*(en millions d'euros)*	**2 089**	**1 958**
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période		290 801 346	290 801 346
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action		290 801 346	290 801 346
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat de base par action des activités poursuivies	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat de base par action des activités abandonnées	*(en euros)*	**-**	**-**
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat dilué par action des activités poursuivies	*(en euros)*	**7,18**	**6,73**
Résultat dilué par action des activités abandonnées	*(en euros)*	**-**	**-**

Le Résultat net attribuable aux titres subordonnés et super-subordonnés correspond aux frais d'émission et aux intérêts échus des émissions obligataires subordonnées et super-subordonnées *Additional Tier 1*. Le montant s'élève à - 777 millions d'euros au titre de l'exercice 2025.

[1] Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que supplémentée et amendée notamment par la directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (et ses transpositions en droit français) et règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019 et du règlement (UE) 2024/1623 du 31 mai 2024.
[2] Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

DIVIDENDES

La politique de distribution des dividendes, définie par le Conseil d'administration, repose sur une analyse prenant notamment en compte l'historique des dividendes, la position financière et les résultats de l'entreprise.

Le Conseil d'administration peut proposer à l'Assemblée générale de prélever toutes sommes sur le bénéfice distribuable pour les reporter à nouveau ou les affecter à un ou plusieurs postes de réserves. Ce ou ces fonds de réserve peuvent recevoir toutes affectations décidées par l'Assemblée, sur proposition du Conseil d'administration et, notamment en vue de l'amortissement ou de la réduction du capital par voie de remboursement ou de rachat des actions.

Le solde du bénéfice distribuable peut être attribué aux actionnaires proportionnellement à leur participation dans le capital social de la Société au titre de la distribution du dividende.

En outre, l'Assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a disposition.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que les lois et règlements en vigueur ne permettent pas de distribuer.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée générale sont fixées par elle ou à défaut par le Conseil d'administration, la mise en paiement devant toutefois obligatoirement avoir lieu dans le délai prévu par les lois et règlements en vigueur.

L'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende, ou des acomptes sur dividende, en numéraire ou en actions.

Année de rattachement du dividende	**Montant du dividende en millions d'euros**	Nombre d'actions rémunérées	Dividende brut par actions (euros)	
2021	553	290 801 346	Total :	1,90
2022	343	290 801 346	Total :	1,18
2023	172	290 801 346	Total :	0,59
2024	2 132	290 801 346	Total :	7,33
2025	585	290 801 346	Total :	2,01

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration a proposé de soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires la mise en distribution de 584 510 705,46 euros.

AFFECTATIONS DU RÉSULTAT ET FIXATION DU DIVIDENDE 2025

L'affectation du résultat est proposée dans un projet de résolution présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires de Crédit Agricole CIB du 27 avril 2026. Les éléments de cette affectation sont repris ci-dessous. Le résultat net de l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'élève à 2 064 515 896,82 euros. Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale d'affecter ce résultat de la façon suivante :

En euros

Montant du résultat bénéficiaire au 31.12.2025	**2 064 515 896,82**
Affection à la réserve légale (seuil de 10 % du capital social atteint)	-
Résultat bénéficiaire au 31.12.2025	2 064 515 896,82
Montant du report à nouveau bénéficiaire au 31.12.2025	6 852 963 416,41
Total du montant du bénéfice distribuable	**8 917 479 313,23**
Affectation du Résultat bénéficiaire au 31.12.2025 à la distribution du dividende pour un montant de :	584 510 705,46
Affectation du solde du Résultat bénéficiaire au 31.12.2025 au report à nouveau pour un montant de :	1 480 005 191,36
Montant du report à nouveau après affection	**8 332 968 607,77**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

INSTRUMENTS FINANCIERS À DURÉE INDÉTERMINÉE

Les principales émissions des titres super subordonnés à durée indéterminée classées en capitaux propres sont :

					31.12.2025			
		Montant en devises au 31.12.2024	Rachats partiels et remboursements	Montant en devises au 31.12.2025	Montant en euros au cours d'origine	Rémunération - Part du Groupe - Cumulée	Frais d'émission net d'impôt	Impact en Capitaux propres part du Groupe Cumulé
Date d'émission	Devise	En millions de devises d''émissions	En millions de devises d''émissions	En millions de devises d''émissions	En millions d'euros	En millions d'euros	En millions d'euros	En millions d'euros
16/11/2015	EUR	600	(600)	-	-	936	-	(936)
09/06/2016	USD	720	-	720	635	587	-	48
27/06/2018	EUR	500	-	500	500	243	-	257
24/09/2018	EUR	500	-	500	500	218	-	282
18/06/2019	EUR	300	-	300	300	121	-	179
27/01/2020	EUR	500	-	500	500	154	-	346
04/02/2021	USD	730	-	730	609	242	-	367
23/03/2021	EUR	200	-	200	200	33	-	167
23/03/2021	EUR	400	-	400	400	66	-	334
23/06/2021	EUR	220	-	220	220	36	-	184
23/06/2021	EUR	930	-	930	930	144	-	786
25/06/2021	EUR	1 500	-	1 500	1 500	238	-	1 262
28/03/2022	EUR	450	-	450	450	93	-	357
28/03/2022	EUR	500	-	500	500	102	-	398
30/06/2022	EUR	150	-	150	150	41	-	109
28/09/2022	EUR	330	-	330	330	93	-	237
28/09/2022	EUR	100	-	100	100	29	-	71
05/12/2022	EUR	300	-	300	300	67	-	233
05/12/2022	EUR	250	-	250	250	55	-	195
23/12/2022	EUR	600	-	600	600	141	-	459
15/12/2023	EUR	270	-	270	270	41	-	229
25/06/2024	EUR	200	-	200	200	22	-	178
23/12/2024	USD	470	-	470	452	33	-	419
24/01/2025	EUR	-	-	600	600	35	-	565
13/06/2025	EUR	-	-	750	750	26	-	724
17/06/2025	EUR	-	-	700	700	23	-	677
09/09/2025	EUR	-	-	700	700	12	-	688
23/12/2025	EUR	-	-	600	600	-	-	600
23/12/2025	EUR	-	-	300	300	-	-	300
TOTAL					**13 546**	**3 831**	**-**	**9 715**

Au 31 décembre 2024, le montant des émissions était de 10 496 millions d'euros au cours d'origine et de - 3 242 millions d'euros en rémunération Part du Groupe cumulée.

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Titres super-subordonnés à durée indéterminée		
Rémunération versée comptabilisée en réserves	(777)	(739)
Économie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	281	191

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

6.16 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

	31.12.2025					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, Banques centrales	86 905	-	-	-	-	**86 905**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	162 297	38 973	90 785	110 576	41 485	**444 116**
Instruments dérivés de couverture	1 850	878	236	363	-	**3 327**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 071	3 073	7 200	2 583	368	**14 295**
Actifs financiers au coût amorti	107 513	52 013	99 440	36 440	-	**295 406**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8	-	-	-	-	**8**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**359 644**	**94 937**	**197 661**	**149 962**	**41 853**	**844 057**
Banques centrales	212	-	-	-	-	**212**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	165 587	35 312	101 259	113 038	-	**415 196**
Instruments dérivés de couverture	1 902	819	127	293	-	**3 141**
Passifs financiers au coût amorti	293 732	47 334	35 153	2 624	-	**378 843**
Dettes subordonnées	-	751	1 935	1 858	-	**4 544**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(80)	-	-	-	-	**(80)**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE [1]	**461 353**	**84 216**	**138 474**	**117 813**	**-**	**801 856**

[1] *Dont 1 124 millions d'euros de dettes rattachées en 2025.*

	31.12.2024					
En millions d'euros	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, Banques centrales	82 012	-	-	-	-	**82 012**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	163 779	49 349	82 129	94 571	28 875	**418 703**
Instruments dérivés de couverture	2 384	833	335	119	-	**3 671**
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	368	1 556	9 802	2 686	387	**14 799**
Actifs financiers au coût amorti	105 573	52 562	92 942	31 043	2	**282 122**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	27	-	-	-	-	**27**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	**354 143**	**104 300**	**185 208**	**128 419**	**29 264**	**801 334**
Banques centrales	1 363	-	-	-	-	**1 363**
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	156 317	38 679	108 765	102 740	-	**406 501**
Instruments dérivés de couverture	2 383	662	122	23	-	**3 190**
Passifs financiers au coût amorti	272 379	43 513	29 253	5 232	-	**350 377**
Dettes subordonnées	-	-	1 253	3 368	-	**4 621**
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(128)	-	-	-	-	**(128)**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE [1]	**432 314**	**82 854**	**139 393**	**111 363**	**-**	**765 924**

[1] *Dont 1 387 millions d'euros de dettes rattachées en 2024.*

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 7 : AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS

7.1 Détail des charges de personnel

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Salaires et traitements [1]	(2 516)	(2 299)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(199)	(180)
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(33)	(29)
Autres charges sociales	(450)	(410)
Intéressement et participation	(63)	(56)
Impôts et taxes sur rémunération	(73)	(67)
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	**(3 334)**	**(3 041)**

[1] Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 102,7 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 90 millions d'euros au 31 décembre 2024. L'information comparative 2024 a fait l'objet d'un retraitement de présentation sans impact sur les agrégats financiers.

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31.12.2025	31.12.2024
France	6 248	5 898
Étranger	8 575	8 473
TOTAL	**14 823**	**14 371**

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, Crédit Agricole CIB n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

Il existe au sein de Crédit Agricole CIB divers régimes de retraite obligatoire à cotisations définies dont le principal est le régime des retraites complémentaires françaises Agirc/Arrco, complété notamment par un régime supplémentaire de type « PER O - Plan de Retraite Obligatoire ».

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

VARIATION DETTE ACTUARIELLE

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31.12.N-1	**304**	**1 529**	**1 833**	**1 643**
Écart de change	-	(29)	(29)	15
Coût des services rendus sur l'exercice	22	35	57	46
Coût financier	10	37	47	46
Cotisations employés	-	17	17	20
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	(1)	(1)	(4)
Variations de périmètre	-	61	61	143
Prestations versées (obligatoire)	(19)	(93)	(112)	(105)
Taxes, charges administratives et primes	(2)	-	(2)	(1)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques [1]	(6)	30	24	6
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières [1]	(3)	(32)	(35)	24
DETTE ACTUARIELLE À LA CLÔTURE	**306**	**1 554**	**1 860**	**1 833**

[1] Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

DÉTAIL DE LA CHARGE COMPTABILISÉE AU RÉSULTAT

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	22	35	57	43
Charge/produit d'intérêt net	4	(1)	3	4
IMPACT EN COMPTE DE RÉSULTAT À LA CLÔTURE	**26**	**34**	**60**	**47**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

DÉTAIL DES GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock des écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	**85**	**171**	**256**	**260**
Écart de change	-	(12)	(12)	8
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(1)	(1)	(2)	(42)
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques [1]	(6)	30	24	6
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières [1]	(12)	(32)	(44)	24
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
MONTANT DU STOCK D'ÉCARTS ACTUARIELS CUMULÉS EN GAINS ET PERTES NETS COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NON RECYCLABLES À LA CLÔTURE	**66**	**156**	**222**	**256**

[1] Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

VARIATION DE JUSTE VALEUR DES ACTIFS

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	**167**	**1 455**	**1 622**	**1 426**
Écart de change	-	(29)	(29)	17
Intérêt sur l'actif (produit)	6	38	44	42
Gains/(pertes) actuariels	1	1	2	41
Cotisations payées par l'employeur	14	26	40	34
Cotisations payées par les employés	-	17	17	20
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	53	53	138
Taxes, charges administratives et primes	(2)	(1)	(3)	(2)
Prestations payées par le fonds	(10)	(91)	(101)	(94)
JUSTE VALEUR DES ACTIFS À LA CLÔTURE	**176**	**1 469**	**1 645**	**1 622**

POSITION NETTE

	31.12.2025			31.12.2024
En millions d'euros	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	**305**	**1 555**	**1 860**	**1 833**
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	(176)	(1 469)	(1 645)	(1 622)
POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIF À LA CLÔTURE	**129**	**86**	**215**	**211**

RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES : PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

	31.12.2025		31.12.2024	
En pourcentage	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation [1]	3,65 %	2,57 %	3,40 %	2,57 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	3,73 %	2,62 %	5,80 %	5,26 %
Taux attendus d'augmentation des salaires [2]	1,38 %	1,62 %	1,43 %	1,76 %
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %

[1] Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est à dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation de personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

[2] Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

INFORMATION SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES – ALLOCATIONS D'ACTIFS [1]

	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
En millions d'euros	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté	En %	En montant	dont coté
Actions	27,68 %	49	49	27,78 %	408	408	27,77 %	457	457
Obligations	32,77 %	58	58	40,86 %	600	600	40,00 %	658	658
Immobilier	1,28 %	2		15,76 %	232		14,21 %	234	
Autres actifs	38,28 %	67		15,60 %	229		18,02 %	296	

[1] Dont la juste valeur des droits à remboursement.

La politique de couverture des engagements sociaux de Crédit Agricole CIB répond aux règles de financement locales dans les pays où un financement minimum est exigé.

Au global, les engagements sociaux de Crédit Agricole CIB sont couverts à hauteur de **88,44 %** au 31 décembre 2025.

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de **-5,78 %** ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de **6,20 %**.

7.5 Autres avantages sociaux

En France, les principales entités du Groupe versent des gratifications au titre de l'obtention de médailles du travail. Les montants sont variables suivant les usages et les conventions collectives en vigueur.

Les provisions constituées par Crédit Agricole CIB au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 104 millions d'euros au 31 décembre 2025.

7.6 Paiements à base d'actions

7.6.1 PLAN D'ATTRIBUTION D'OPTIONS

Aucun nouveau plan n'a été mis en place en 2025 par Crédit Agricole CIB.

7.6.2 AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS ET RETRAITÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE (ACR)

En 2025, Crédit Agricole S.A. a offert la possibilité aux salariés et retraités du Groupe de souscrire à une nouvelle augmentation de capital qui leur était réservée. Cette opération a concerné 14 pays (dont la France) où Crédit Agricole CIB est implanté. Elle n'a pas d'impact significatif pour Crédit Agricole CIB.

7.6.3 RÉMUNÉRATIONS VARIABLES DIFFÉRÉES VERSÉES EN ACTIONS OU EN ESPÈCES INDEXÉES SUR LA VALEUR DE L'ACTION

Les plans de rémunération variable différée au titre de 2025 et mis en œuvre au sein du groupe Crédit Agricole CIB sont dénoués pour partie en espèces indexées sur la performance de l'action Crédit Agricole S.A.

Ces rémunérations variables différées sont assujetties à des conditions d'acquisition définitive (de présence, de performance et à des dispositions spécifiques au personnel identifié, relatives au comportement professionnel des bénéficiaires) et différées par tranches égales sur trois, quatre, cinq ans ou sept ans.

La charge relative à ces plans est enregistrée en charge de personnel. Elle est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits afin de tenir compte des conditions de présence, avec une contrepartie directe en dette envers le personnel. La dette est réévaluée périodiquement par le résultat jusqu'à la date de règlement, selon la performance de l'action Crédit Agricole S.A. et les conditions d'acquisition définitive.

7.7 Rémunérations des dirigeants

Ont été retenus comme dirigeants de Crédit Agricole CIB les membres du Comité exécutif de Crédit Agricole CIB.

La composition du Comité exécutif figure dans le chapitre Gouvernement d'entreprise, du présent Document d'Enregistrement Universel.

Les rémunérations et avantages accordés aux membres du Comité exécutif en 2025 s'établissent comme suit :

- avantages à court terme : 14,02 millions d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables (dont 2,9 millions d'euros versés en instruments indexés à l'action) y compris les charges sociales ainsi que les avantages en nature ;
- avantages postérieurs à l'emploi au 31 décembre 2025 : 7,3 millions d'euros au titre des engagements sur indemnités de fin de carrière et sur les régimes de retraite supplémentaire mis en place pour certains cadres dirigeants ;
- autres avantages à long terme : le montant accordé au titre des médailles du travail est non significatif ;
- autre paiement en actions : sans objet.

Les membres du Conseil d'Administration de Crédit Agricole CIB ont perçu au titre de 2025 un montant global de rémunération de 619 300 euros au titre de leur mandat chez Crédit Agricole CIB.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 8 : CONTRATS DE LOCATION

8.1 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	761	742
Droits d'utilisation des contrats de location	599	601
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	**1 360**	**1 343**

Crédit Agricole CIB est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs,…) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Crédit Agricole CIB a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

VARIATION DES ACTIFS AU TITRE DU DROIT D'UTILISATION

Crédit Agricole CIB est preneur de nombreux actifs dont des bureaux et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont Crédit Agricole CIB est preneur sont présentées ci-dessous :

En millions d'euros	31.12.2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2025
Immobilier							
Valeur brute	1 020	-	156	(257)	(31)	-	888
Amortissements et dépréciations	(444)	-	(95)	213	12	-	(314)
Total Immobilier	**576**	**-**	**61**	**(44)**	**(19)**	**-**	**574**
Mobilier							
Valeur brute	42	-	15	(11)	-	-	46
Amortissements et dépréciations	(17)	-	(14)	10	-	-	(21)
Total Mobilier	**25**	**-**	**1**	**(1)**	**-**	**-**	**25**
Total Droits d'utilisation	**601**	**-**	**62**	**(45)**	**(19)**	**-**	**599**

En millions d'euros	31.12.2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Écarts de conversion	Autres mouvements	31.12.2024
Immobilier							
Valeur brute	911	26	83	(13)	13	-	1 020
Amortissements et dépréciations	(360)	-	(95)	15	(3)	(1)	(444)
Total Immobilier	**551**	**26**	**(12)**	**2**	**10**	**(1)**	**576**
Mobilier							
Valeur brute	21	11	13	(3)	-	-	42
Amortissements et dépréciations	(10)	-	(10)	2	-	1	(17)
Total Mobilier	**11**	**11**	**3**	**(1)**	**-**	**1**	**25**
Total Droits d'utilisation	**562**	**37**	**(9)**	**1**	**10**	**-**	**601**

ÉCHÉANCIER DES DETTES LOCATIVES

	31.12.2025			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**93**	**310**	**238**	**641**

	31.12.2024			
En millions d'euros	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	**101**	**258**	**276**	**635**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

DÉTAIL DES CHARGES ET PRODUITS DE CONTRATS DE LOCATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(23)	(22)
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	**(23)**	**(22)**
Charges relatives aux contrats de location court terme	(9)	(9)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(14)	(10)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	(1)	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
Total Charges générales d'exploitation	**(24)**	**(19)**
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(109)	(104)
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	**(109)**	**(104)**
Total Charges et produits de contrats de location	**(156)**	**(145)**

MONTANTS DES FLUX DE TRÉSORERIE DE LA PÉRIODE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	**(142)**	**(148)**

8.2 Contrats de location dont le groupe Crédit Agricole CIB est bailleur

Crédit Agricole CIB ne propose à ses clients que des contrats de location qui sont classés en location simple.

PRODUITS DE CONTRATS DE LOCATION

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Location-financement	**-**	**-**
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	**9**	**16**
Produits locatifs	9	16

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 9 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

ENGAGEMENTS DONNÉS ET REÇUS

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	**355 183**	**343 096**
Engagements de financement	**157 182**	**153 442**
Engagements en faveur des établissements de crédit	2 791	4 538
Engagements en faveur de la clientèle	154 391	148 904
Engagements de garantie	**191 695**	**178 819**
Engagements d'ordre des établissements de crédit	8 753	7 211
Engagements d'ordre de la clientèle	182 942	171 608
Engagements sur titres	**6 306**	**10 835**
Titres à livrer	6 306	10 835
Engagements reçus	**134 135**	**146 344**
Engagements de financement	**1 308**	**1 854**
Engagements reçus des établissements de crédit	249	415
Engagements reçus de la clientèle	1 059	1 439
Engagements de garantie [1]	**125 944**	**135 043**
Engagements reçus des établissements de crédit	8 321	10 965
Engagements reçus de la clientèle	117 623	124 078
Engagements sur titres	**6 883**	**9 447**
Titres à recevoir	6 883	9 447

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues de la clientèle et des établissements de crédit pour un montant estimé de - 70 393 millions d'euros au 31 décembre 2024, se décomposant de la manière suivante : engagements reçus des établissements de crédit pour - 402 millions d'euros et engagements reçus de la clientèle pour - 69 991 millions d'euros.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque centrale.

INSTRUMENTS FINANCIERS REMIS ET REÇUS EN GARANTIE

En millions d'euros	31.12.2025	31.12.2024
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH …)	126 173	121 328
Titres prêtés	7	24
Dépôts de garantie sur opérations de marché	25 327	28 169
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	180 236	143 984
TOTAL DE LA VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS FINANCIERS REMIS EN GARANTIE	**331 743**	**293 505**
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés	9	9
Titres et valeurs reçus en pension [1]	234 003	220 800
Titres vendus à découvert	39 284	47 362
TOTAL JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS REÇUS EN GARANTIE RÉUTILISABLES ET RÉUTILISÉS	**273 296**	**268 171**

[1] Les montants déclarés dans cette note tiennent compte d'une correction d'erreur technique dans la consolidation des garanties reçues pour un montant estimé de - 5 237 millions d'euros au 31 décembre 2024, impactant les titres et valeurs reçus en pension.

CRÉANCES APPORTÉES EN GARANTIE

Au cours de l'année 2025, Crédit Agricole CIB a apporté 5,82 milliards d'euros de créances en garantie directement ou dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 7,33 milliards d'euros en 2024. Crédit Agricole CIB conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB a apporté 2,18 milliards d'euros de créances auprès de la Réserve Fédérale des États-Unis (FED) contre 3,37 milliards d'euros en 2024.

GARANTIES DÉTENUES ET ACTIFS REÇUS EN GARANTIE

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

Les garanties détenues par le groupe Crédit Agricole CIB et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie s'élèvent à 273 milliards d'euros au 31 décembre 2025 contre 268 milliards d'euros au 31 décembre 2024. Elles correspondent principalement aux pensions.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties. Crédit Agricole CIB n'en possède ni au 31 décembre 2025 ni au 31 décembre 2024.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 10 : RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS

PRINCIPES RETENUS PAR CRÉDIT AGRICOLE CIB

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de Crédit Agricole CIB à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de Crédit Agricole CIB.

RECLASSEMENTS EFFECTUÉS PAR CRÉDIT AGRICOLE CIB

Le groupe Crédit Agricole CIB n'a pas opéré en 2025 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

NOTE 11 : JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion « d'*exit price* »).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le Niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le Niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations observables de *spreads* de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues faisant l'objet d'un marché actif, en fonction du sous-jacent et de la maturité de la transaction, peuvent également être inscrites dans le Niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le Niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de données observables ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments microcouverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test « *Solely Payments of Principal & Interests* » ou test « SPPI »).

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- les justes valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2025. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de Niveau 3.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI AU BILAN

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2025	Juste valeur au 31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Prêts et créances	**252 984**	**254 715**	**-**	**61 263**	**193 452**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	54 744	54 822	-	54 759	63
Prêts et créances sur la clientèle	198 240	199 893	-	6 504	193 389
Titres de dettes	**42 422**	**42 411**	**26 920**	**1 389**	**14 102**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**295 406**	**297 126**	**26 920**	**62 652**	**207 554**

L'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux à l'actif du bilan s'élève à 8 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 27 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de 1 712 millions d'euros au 31 décembre 2025.

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2024	Juste valeur au 31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Prêts et créances	**241 143**	**243 286**	**-**	**53 355**	**189 931**
Prêts et créances sur les établissements de crédit	48 014	48 113	-	47 960	153
Prêts et créances sur la clientèle	193 129	195 173	-	5 395	189 778
Titres de dettes	**40 979**	**40 887**	**25 934**	**1 163**	**13 790**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**282 122**	**284 173**	**25 934**	**54 518**	**203 721**

JUSTE VALEUR DES PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISÉS AU COÛT AMORTI AU BILAN

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2025	Juste valeur au 31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	84 966	84 966	-	84 754	212
Dettes envers la clientèle	218 998	218 998	-	218 733	265
Dettes représentées par un titre	74 879	74 896	-	74 896	-
Dettes subordonnées	4 544	4 544	-	4 544	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**383 387**	**383 404**	**-**	**382 927**	**477**

L'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux au passif du bilan s'élève à - 80 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre - 128 millions d'euros au 31 décembre 2024. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 97 millions d'euros au 31 décembre 2025.

En millions d'euros	Valeur au bilan au 31.12.2024	Juste valeur au 31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	70 099	70 099	-	70 099	-
Dettes envers la clientèle	202 524	202 524	-	202 522	2
Dettes représentées par un titre	77 754	77 780	-	77 780	-
Dettes subordonnées	4 621	4 621	-	4 621	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS DONT LA JUSTE VALEUR EST INDIQUÉE	**354 998**	**355 024**	**-**	**355 022**	**2**

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

La valorisation des opérations de marché est produite par les systèmes de gestion et contrôlée par une équipe rattachée à la Direction des risques et indépendante des opérateurs de marchés.

Ces valorisations reposent sur l'utilisation :

- de prix ou de paramètres indépendants et/ou contrôlés par le Département des risques de marché à l'aide de l'ensemble des sources disponibles (fournisseurs de données de marché, consensus de place, données de courtiers …) ;
- de modèles validés par les équipes quantitatives du Département des risques de marché.

Pour chaque instrument, la valorisation produite est une valorisation milieu de marché, indépendante du sens de la transaction, de l'exposition globale de la banque, de la liquidité du marché ou de la qualité de la contrepartie. Des ajustements sont ensuite intégrés aux valorisations de marché afin de prendre en compte ces éléments ainsi que les incertitudes potentielles tenant aux modèles ou aux paramètres utilisés.

Les principaux types d'ajustements de valorisation sont les suivants :

Les ajustements de *Mark-to-Market* : ces ajustements visent à corriger l'écart potentiel observé entre la valorisation milieu de marché d'un instrument obtenue via les modèles de valorisation internes et les paramètres associés et la valorisation de ces instruments issue de sources externes ou de consensus de place. Cet ajustement peut être positif ou négatif ;

Les réserves *bid/ask* : ces ajustements visent à intégrer dans la valorisation l'écart entre les prix acheteur et vendeur pour un instrument donné afin de refléter le prix auquel pourrait être retournée la position. Ces ajustements sont systématiquement négatifs ;

Les réserves pour incertitude : ces ajustements matérialisent une prime de risque telle que considérée par tout participant de marché. Ces ajustements sont systématiquement négatifs :

- les réserves pour incertitude sur paramètres visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister sur un ou plusieurs des paramètres utilisés ;
- les réserves pour incertitude de modèle visent à intégrer dans la valorisation d'un instrument l'incertitude pouvant exister du fait du choix du modèle retenu.

Par ailleurs, et conformément à la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur », Crédit Agricole CIB intègre dans le calcul de la juste valeur de ses dérivés OTC (traités de gré à gré) différents ajustements relatifs :

- au risque de défaut ou à la qualité de crédit (*Credit Valuation Adjustment/Debit Valuation Adjustment*) ;
- aux coûts et gains futurs de financement (*Funding Valuation Adjustment/Initial Margin Valuation Adjustment/Colateral Valuation Adjustment*) ;
- au risque de liquidité associé au collatéral (*Liquidity Valuation Adjustment*).

AJUSTEMENT CVA

Le CVA (*Credit Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut ou dégradation de la qualité de crédit) de nos contreparties. Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs positifs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de netting et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les probabilités de défaut et les pertes encourues en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données/prix de marché (les probabilités de défaut sont en priorité directement déduites de CDS côtés lorsqu'ils existent, de proxys de CDS cotés ou autres instruments de crédit lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides). Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des dérivés OTC en portefeuille.

AJUSTEMENT DVA

Le DVA (*Debit Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la valeur des dérivés OTC la valeur de marché du risque de défaut propre (pertes potentielles que Crédit Agricole CIB fait courir à ses contreparties en cas de défaut ou dégradation de sa qualité de crédit). Cet ajustement est calculé par typologie de contrat de collatéral sur la base des profils d'expositions futurs négatifs du portefeuille de transactions pondérés par les probabilités de défaut (de Crédit Agricole S.A.) et les pertes encourues en cas de défaut.

La méthodologie employée maximise l'utilisation de données/prix de marché (utilisation du CDS Crédit Agricole S.A. pour la détermination des probabilités de défaut). Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des dérivés OTC en portefeuille.

AJUSTEMENT FVA

Le FVA (*Funding Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC non collatéralisés ou imparfaitement collatéralisés les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de financement ALM (*Assets & Liabilities Management*). Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs du portefeuille de transactions (en tenant compte des accords de netting et des accords de collatéral lorsqu'ils existent) pondérés par les *spreads* de *funding* ALM.

Sur le périmètre des dérivés « clearés », un ajustement FVA dit IMVA (*Initial Margin Value Adjustment*) est calculé afin de tenir compte des coûts et gains de financement futurs des marges initiales à poster auprès des principales chambres de compensation sur dérivés jusqu'à la maturité du portefeuille.

AJUSTEMENT COLVA

La ColVA (*Colateral Valuation Adjustment*) est un ajustement de *Mark-to-Market* visant à intégrer dans la juste valeur des dérivés OTC collatéralisés par des titres non souverains les suppléments de coûts et gains de financement futurs sur la base du coût de refinancement propre de ces titres (sur le marché du *Repo*). Cet ajustement est calculé par contrepartie sur la base des profils d'expositions futurs du portefeuille de transactions pondérés par un *spread* spécifique.

Selon les cas, cet ajustement peut prendre la forme d'une provision spécifique ou être intégré dans les *Mark-to-Market* via une courbe d'actualisation spécifique.

AJUSTEMENT LVA

Le LVA (*Liquidity Valuation Adjustment*) est l'ajustement positif ou négatif de valorisation visant à matérialiser à la fois l'absence potentielle de versement de collatéral pour les contreparties possédant un CSA (*Credit Support Annex*), ainsi que la rémunération non standard des CSA.

Le LVA matérialise ainsi le gain ou la perte résultant des coûts de liquidité additionnels. Il est calculé sur le périmètre des dérivés OTC avec CSA.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR MODÈLE DE VALORISATION

▶ Actifs financiers valorisés à la juste valeur

En millions d'euros	31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**443 936**	**98 719**	**324 837**	**20 380**
Créances sur les établissements de crédit	4 863	-	4 090	773
Créances sur la clientèle	1 404	-	-	1 404
Titres reçus en pension livrée	176 328	-	167 702	8 626
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	106 025	98 610	4 962	2 453
Instruments dérivés	155 316	109	148 083	7 124
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**180**	**34**	**11**	**135**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**165**	**30**	**-**	**135**
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	**15**	**4**	**11**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	15	4	11	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**14 295**	**13 068**	**925**	**302**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**368**	**66**	**-**	**302**
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**13 927**	**13 002**	**925**	**-**
Instruments dérivés de couverture	**3 327**	**-**	**3 327**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**461 738**	**111 821**	**329 100**	**20 817**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			1 810	91
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		1 581		1 868
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		1 382	4 398	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**2 963**	**6 208**	**1 959**

[1] Le montant des OPC s'élève à 15 millions d'euros au 31 décembre 2025 et est classé en Niveau 1 et 2 respectivement pour 4 et 11 millions d'euros.

Les transferts entre Niveau 1 et Niveau 2 concernent essentiellement les effets publics et les obligations et autres titres à revenus fixes.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des instruments de dérivés de transaction.

La revue de la cartographie d'observabilité a notamment conduit au cours de l'année au reclassement de :

- Niveau 3 vers le Niveau 2 de 782 millions d'euros sur les instruments de dérivés et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 1 279 millions d'euros ;
- Niveau 3 vers le Niveau 1 de 1 360 millions d'euros sur les obligations et autres titres à revenu fixe ;
- Niveau 3 vers le Niveau 2 de 504 millions sur les titres reçus en pension livrée de la clientèle et des établissements de crédit.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

En millions d'euros	31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	**418 477**	**69 934**	**332 136**	**16 407**
Créances sur les établissements de crédit	2 790	-	2 771	19
Créances sur la clientèle	1 145	-	-	1 145
Titres reçus en pension livrée	170 343	-	161 464	8 879
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	74 646	69 856	4 180	610
Instruments dérivés	169 553	78	163 721	5 754
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	**226**	**59**	**12**	**155**
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	**210**	**55**	**-**	**155**
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI [1]	**16**	**4**	**12**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	16	4	12	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	**-**	**-**	**-**	**-**
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**-**	**-**	**-**	**-**
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	**14 799**	**13 396**	**1 078**	**325**
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	**386**	**61**	**-**	**325**
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	**14 413**	**13 335**	**1 078**	**-**
Instruments dérivés de couverture	**3 671**	**-**	**3 671**	**-**
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**437 173**	**83 389**	**336 897**	**16 887**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			932	7
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		966		2 312
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		23	7 914	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**989**	**8 846**	**2 319**

[1] Le montant des OPC s'élève à 16 millions d'euros au 31 décembre 2024 et est classé en Niveau 1 et 2 respectivement pour 4 et 12 millions d'euros.

Les transferts entre Niveau 1 et Niveau 2 concernent essentiellement les effets publics et les obligations et autres titres à revenus fixes.

Les transferts du Niveau 2 vers le Niveau 3 concernent essentiellement des instruments de dérivés de transaction.

Les transferts du Niveau 3 vers le Niveau 2 concernent essentiellement des titres reçus en pension livrée de la clientèle et des établissements de crédit et des instruments de dérivés de transaction.

La revue de la cartographie d'observabilité a notamment conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers le Niveau 2 de 3 000 millions d'euros sur les titres reçus en pension livrée. Pour les instruments de dérivés, la revue de cartographie d'observabilité a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 957 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 567 millions d'euros.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Passifs financiers valorisés à la juste valeur

En millions d'euros	31.12.2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**342 504**	**38 152**	**296 222**	**8 130**
Titres vendus à découvert	39 292	38 062	1 227	3
Titres donnés en pension livrée	163 288	-	160 283	3 005
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	139 924	90	134 712	5 122
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**72 692**	**-**	**55 207**	**17 485**
Instruments dérivés de couverture	**3 141**	**7**	**3 134**	**-**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**418 337**	**38 159**	**354 563**	**25 615**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			191	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		56		2 323
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		3	10 339	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**59**	**10 530**	**2 323**

Les transferts au passif vers et hors Niveau 3 concernent essentiellement des titres donnés en pension livrée des établissements de crédit, des instruments dérivés de transaction et des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

Sur les instruments de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, la revue de la cartographie d'observabilité a conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers 2 de 3 170 millions d'euros et à un reclassement de 1 051 millions d'euros de Niveau 2 vers 3.

Pour les instruments de dérivés la revue de cartographie d'observabilité a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 257 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 640 millions d'euros.

Les transferts entre les Niveaux 1 et 2 concernent les ventes à découvert.

En millions d'euros	31.12.2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	**338 132**	**47 154**	**283 429**	**7 549**
Titres vendus à découvert	47 372	47 120	203	49
Titres donnés en pension livrée	136 536	-	132 514	4 022
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	154 224	34	150 712	3 478
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	**68 369**	**-**	**49 970**	**18 399**
Instruments dérivés de couverture	**3 190**	**5**	**3 185**	**-**
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR	**409 691**	**47 159**	**336 584**	**25 948**
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			72	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		78		1 883
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	7 135	
TOTAL DES TRANSFERTS VERS CHACUN DES NIVEAUX		**78**	**7 207**	**1 883**

Les transferts au passif vers et hors Niveau 3 concernent essentiellement des titres donnés en pension livrée des établissements de crédit, des instruments dérivés de transaction et des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

La revue de la cartographie d'observabilité a conduit au cours de l'année au reclassement de Niveau 3 vers le Niveau 2 de 350 millions d'euros sur les titres donnés en pension livrée et 2 631 millions d'euros de Niveau 3 vers le Niveau 2 sur les instruments de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option. Pour les instruments de dérivés cette revue a conduit à un reclassement de Niveau 3 vers 2 de 314 millions d'euros et à un reclassement de Niveau 2 vers 3 de 995 millions d'euros.

Les transferts entre les Niveaux 1 et 2 concernent les ventes à découvert.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 1

Le Niveau 1 comprend l'ensemble des instruments dérivés traités sur les marchés organisés actifs (options, futures, etc.), quel que soit le sous-jacent (taux, change, métaux précieux, principaux indices action) et les actions et obligations cotées sur un marché actif.

Un marché est considéré comme actif dès lors que des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès de bourses, de courtiers, de négociateurs, de services d'évaluation des prix ou d'agences réglementaires et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Les obligations d'entreprise, d'État et les agences dont la valorisation est effectuée sur la base de prix obtenus de sources indépendantes considérées comme exécutables et mis à jour régulièrement sont classées en Niveau 1. Ceci représente l'essentiel du stock de *Bonds* Souverains, d'Agences et de titres *Corporates*. Les émetteurs dont les titres ne sont pas cotés sont classés en Niveau 3.

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 2

Les principaux produits comptabilisés en Niveau 2 sont les suivants :

Titres reçus / donnés en pension livrée

Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 2 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 2 ;

Dérivés de gré à gré

Les principaux instruments dérivés de gré à gré classés en Niveau 2 sont ceux dont la valorisation fait intervenir des facteurs considérés comme observables et dont la technique de valorisation ne génère pas d'exposition significative à un risque modèle.

Ainsi, le Niveau 2 regroupe notamment :

- les produits dérivés linéaires tels que les swaps de taux, *swaps* de devise, change à terme. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché, sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts), ou pouvant être dérivés du prix de marché de produits observables (*swaps* de change) ;
- les produits non linéaires vanilles comme les *caps*, *floors*, *swaptions*, options de change, options sur actions, *credit default swaps*, y compris les options digitales. Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles simples et partagés par le marché sur la base de paramètres directement observables (cours de change, taux d'intérêts, cours des actions) ou pouvant être dérivés du prix de produits observables sur le marché (volatilités) ;
- les produits exotiques mono-sous-jacents usuels de type *swaps* annulables, paniers de change sur devises majeures ;

  Ces produits sont valorisés à l'aide de modèles parfois légèrement plus complexes mais partagés par le marché. Les paramètres de valorisation significatifs sont observables. Des prix sont observables dans le marché, via notamment les prix de courtiers. Les consensus de place le cas échéant, permettent de corroborer les valorisations internes ;
- les titres, options listées actions, et futures actions, cotés sur un marché jugé inactif et pour lesquels des informations indépendantes sur la valorisation sont disponibles.

LES INSTRUMENTS CLASSÉS EN NIVEAU 3

Sont classés en Niveau 3 les produits ne répondant pas aux critères permettant une classification en Niveau 1 et 2, et donc principalement les produits dont la valorisation dépend de paramètres non observables de manière significative et/ou présentant un risque modèle.

La marge initiale de toute nouvelle opération classée en Niveau 3 est réservée en date de comptabilisation initiale. Elle est étalée en résultat sur la période d'inobservabilité qui peut être dans certains cas la maturité de la transaction.

Ainsi, le Niveau 3 regroupe notamment :

Titres reçus / donnés en pension livrée

Les opérations des pensions selon la maturité des opérations visées et leurs actifs sous-jacent.

Créances sur la clientèle

Titres

Les titres classés en Niveau 3 sont essentiellement :

- les actions ou obligations non cotées pour lesquelles aucune valorisation indépendante n'est disponible ;
- des ABS pour lesquels existent des valorisations indépendantes indicatives mais pas nécessairement exécutables.

Dettes comptabilisées en juste valeur sur option

Les dettes émises, et comptabilisées en juste valeur sur option, sont classées en Niveau 3 dès lors que leur dérivé incorporé est considéré comme relevant du Niveau 3.

Dérivés de gré à gré

Les produits non observables regroupent les instruments financiers complexes faisant intervenir des paramètres jugés non observables et donc significativement exposés au risque modèle.

L'ensemble de ces principes fait l'objet d'une cartographie d'observabilité par facteur de risque/produit, sous-jacent (devises, index…) et maturité indiquant le classement retenu.

Principalement, relèvent du classement en Niveau 3 :

- les produits linéaires de taux ou de change pour des maturités très longues dans le cas des devises majeures, pour des maturités moindres dans le cas des devises émergentes ;
- les produits non linéaires de taux ou de change pour des maturités longues dans le cas des devises majeures, pour des maturités moindres dans le cas des devises émergentes ;
- les produits dérivés complexes ci-dessous ne sont pas considérés comme observables du fait d'un risque modèle important et d'une liquidité réduite ne permettant pas une estimation régulière et précise des paramètres de valorisation :
  - certains produits dérivés actions : produits optionnels sur des marchés insuffisamment profonds ou options de maturité très longue ou produits dont la valorisation dépend de corrélations non-observables entre différents sous-jacents actions ;
  - les *swaps* annulables non standard sur devises G10 ou certains *swaps* annulables sur devises émergentes ;
  - des produits hybrides taux/crédit présentant un risque de contingence sur un émetteur (souverains ou *Corporate* / Financière) de type *Repack* ou *Credit Linked Note* non standards et dont la valorisation dépend de plusieurs paramètres non-observables ;
  - certains produits dont le sous-jacent est la volatilité à terme d'un indice ou dépend significativement d'une base entre deux indices ;
  - les produits multi sous-jacents, générant des expositions à des corrélations non-observable entre plusieurs classes de risque (taux, crédit, change, inflation et actions) ;
  - les *swaps* de titrisation générant une exposition au taux de prépaiement. La détermination du taux de prépaiement est effectuée sur la base de données historiques sur des portefeuilles similaires.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

VARIATION DU SOLDE DES INSTRUMENTS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR SELON LE NIVEAU 3

▶ Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le Niveau 3

		Actifs financiers détenus à des fins de transaction					Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	
							Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI		Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables
En millions d'euros	**Actifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le Niveau 3**	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés	Actions et autres titres à revenu variable et Titres de participation non consolidés	Créances sur la clientèle	Titres de dettes		
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2024)	**16 887**	**19**	**1 145**	**8 879**	**610**	**5 754**	**155**	**-**	**-**	**325**	**-**
Gains / pertes de la période [1]	(2 012)	413	52	(980)	(693)	(790)	(5)	-	-	(9)	-
Comptabilisés en résultat	(1 733)	413	107	(802)	(691)	(765)	5	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	(279)	-	(55)	(178)	(2)	(25)	(10)	-	-	(9)	-
Achats de la période	17 707	360	822	8 821	4 536	3 152	6	-	-	10	-
Ventes de la période	(1 555)	(19)	(553)	-	(959)	-	-	-	-	(24)	-
Émissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	(6 410)	-	(85)	(5 389)	(1)	(915)	(20)	-	-	-	-
Reclassements de la période	23	-	23	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	(2)	-	-	-	-	-	(1)	-	-	(1)	-
Transferts	(3 821)	-	-	(2 705)	(1 040)	(77)	-	-	-	1	-
Transferts vers Niveau 3	1 959	-	-	5	346	1 607	-	-	-	1	-
Transferts hors Niveau 3	(5 780)	-	-	(2 710)	(1 386)	(1 684)	-	-	-	-	-
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2025)	**20 817**	**773**	**1 404**	**8 626**	**2 453**	**7 124**	**135**	**-**	**-**	**302**	**-**

[1] Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains / pertes de la période provenant des actifs de Niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**(2 012)**
Comptabilisés en résultat	(1 733)
Comptabilisés en capitaux propres	(279)

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

▶ Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le Niveau 3

En millions d'euros	**Passifs financiers valorisés à la Juste Valeur selon le Niveau 3**	Passifs financiers détenus à des fins de transaction						Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture
		Titres vendus à découvert	Titres donnés en pension livrée	Dettes représentées par un titre	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Instruments dérivés		
SOLDE DE CLOTURE (31.12.2024)	**25 948**	**49**	**4 022**	**-**	**-**	**-**	**3 478**	**18 399**	**-**
Gains / pertes de la période [1]	1 913	(5)	(231)	-	-	-	113	2 036	-
Comptabilisés en résultat	2 049	(5)	(231)	-	-	-	136	2 149	-
Comptabilisés en capitaux propres	(136)	-	-	-	-	-	(23)	(113)	-
Achats de la période	7 111	89	4 768	-	-	-	1 965	289	-
Ventes de la période	(170)	(114)	-	-	-	-	-	(56)	-
Émissions de la période	7 922	-	-	-	-	-	-	7 922	-
Dénouements de la période	(9 090)	(13)	(3 168)	-	-	-	(737)	(5 172)	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	(8 019)	(3)	(2 386)	-	-	-	303	(5 933)	-
Transferts vers Niveau 3	2 323	-	-	-	-	-	952	1 371	-
Transferts hors Niveau 3	(10 342)	(3)	(2 386)	-	-	-	(649)	(7 304)	-
SOLDE DE CLÔTURE (31.12.2025)	**25 615**	**3**	**3 005**	**-**	**-**	**-**	**5 122**	**17 485**	**-**

[1] Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des passifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains / pertes de la période provenant des passifs de Niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	**1 913**
Comptabilisés en résultat	2 049
Comptabilisés en capitaux propres	(136)

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

11.3 Évaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine

En millions d'euros	**31.12.2025**	**31.12.2024**
Marge différée au 1er janvier	**304**	**359**
Marge générée par les nouvelles transactions de la période	208	245
Marge comptabilisée en résultat durant la période	(147)	(300)
MARGE DIFFÉRÉE EN FIN DE PÉRIODE	**365**	**304**

La marge au 1er jour sur les transactions de marché relevant du Niveau 3 de juste valeur est réservée au bilan et comptabilisée en résultat à mesure de l'écoulement du temps ou lorsque les paramètres non observables redeviennent observables.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 12 : PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION AU 31 DÉCEMBRE 2025

12.1 Information sur les filiales

12.1.1 RESTRICTIONS SUR LES ENTITÉS CONTROLÉES

Des dispositions règlementaires, légales ou contractuelles peuvent limiter la capacité de Crédit Agricole CIB à avoir librement accès aux actifs de ses filiales et à régler les passifs de Crédit Agricole CIB.

Crédit Agricole CIB est soumise aux restrictions suivantes :

◆ Contraintes règlementaires

Les filiales de Crédit Agricole CIB sont soumises à la règlementation prudentielle et à des exigences de fonds propres règlementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à Crédit Agricole CIB.

◆ Contraintes légales

Les filiales de Crédit Agricole CIB sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions règlementaires mentionnées ci-avant.

◆ Contraintes contractuelles liées à des garanties

Crédit Agricole CIB grève certains actifs financiers pour lever des fonds par le biais de titrisations ou de refinancement auprès de banques centrales. Une fois remis en garantie, les actifs ne peuvent plus être utilisés par Crédit Agricole CIB. Ce mécanisme est décrit dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

◆ Autres contraintes

Certaines filiales de Crédit Agricole CIB doivent soumettre à l'accord préalable de leurs autorités de tutelle la distribution de dividendes.

12.1.2 SOUTIEN AUX ENTITÉS STRUCTURÉES CONTRÔLÉES

Crédit Agricole CIB a des accords contractuels avec certaines entités structurées consolidées assimilables à des engagements de fournir un soutien financier.

Pour ses besoins de financement et ceux de sa clientèle, Crédit Agricole CIB utilise des véhicules d'émission de dettes structurées afin de lever de la liquidité sur les marchés financiers. Les titres émis par ces entités sont intégralement garantis par Crédit Agricole CIB, au 31 décembre 2025, le montant de ces émissions est de 37,4 milliards d'euros.

Dans le cadre de son activité de titrisation pour compte de tiers Crédit Agricole CIB apporte des lignes de liquidités à ses conduits ABCP. Au 31 décembre 2025, le montant de ces lignes de liquidités est de 42,7 milliards d'euros.

12.2 Co-entreprises et entreprises associées

Les participations dans les entreprises mises en équivalence pour lesquelles un indice objectif de perte de valeur a été identifié, font l'objet de tests de dépréciation selon la même méthodologie que celle retenue pour les écarts d'acquisition, c'est-à-dire en exploitant les estimations de flux futurs attendus des sociétés concernées et en utilisant les paramètres de valorisations décrits dans la note 6.12 « Écarts d'acquisition ».

INFORMATIONS FINANCIÈRES DES CO-ENTREPRISES ET DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Au 31 décembre 2025,

- la valeur de mise en équivalence des co-entreprises est nulle car dépréciée à 100 % (même situation au 31 décembre 2024),
- Crédit Agricole CIB détient des intérêts dans une seule co-entreprise.

Les co-entreprises et les entreprises associées qui composent la « valeur de mise en équivalence » au bilan sont présentées dans le tableau de la note 12.2.1.

12.2.1 CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES : INFORMATIONS

	31.12.2025					
En millions d'euros	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Goupe	Quote part de résultat net	Quote part de capitaux propres [1]
Co-entreprises						
UBAF	47,01 %	-	-	3	3	154
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		**-**	**-**	**3**	**3**	**154**
Entreprises associées						
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		**-**	**-**	**3**	**3**	**154**

[1] Capitaux propres part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associée est un sous-groupe.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024					
En millions d'euros	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote part de résultat net	Quote part de capitaux propres [1]
Co-entreprises						
UBAF	47,01 %	-	-	2	2	158
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		**-**	**-**	**2**	**2**	**158**
Entreprises associées						
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE		**-**	**-**	**2**	**2**	**158**

[1] Capitaux propres part du Groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associée lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

12.2.2 CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES : INFORMATIONS DÉTAILLÉES

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives de Crédit Agricole CIB sont présentées ci-après :

	31.12.2025			
En millions d'euros	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
UBAF	56	(2)	1 895	327
Total	**56**	**(2)**	**1 895**	**327**

	31.12.2024			
En millions d'euros	PNB	Résultat net	Total actif	Total capitaux propres
Co-entreprises				
UBAF	80	14	2 156	336
Total	**80**	**14**	**2 156**	**336**

RESTRICTIONS SIGNIFICATIVES SUR LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Crédit Agricole CIB est soumis aux restrictions suivantes :

Contraintes règlementaires

Les co-entreprises et entreprises associées de Crédit Agricole CIB sont soumises à la règlementation prudentielle et à des exigences de fonds propres règlementaires dans les pays dans lesquels elles sont implantées. Le maintien de fonds propres minimaux (ratio de solvabilité), d'un ratio de levier et de ratios de liquidité limite la capacité de ces entités à distribuer des dividendes ou à transférer des actifs à Crédit Agricole CIB.

Contraintes légales

Les filiales du groupe Crédit Agricole CIB sont soumises aux dispositions légales liées à la distribution du capital et des bénéfices distribuables. Ces exigences limitent la capacité de ces filiales à distribuer des dividendes. Dans la plupart des cas, elles sont moins contraignantes que les restrictions règlementaires mentionnées ci-avant.

12.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle détenues par Crédit Agricole CIB sont non significatives à l'exception des participations de Crédit Foncier de Monaco Indosuez Wealth et de la banque Degroof Petercam.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

12.4 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Société mère et ses succursales									
Crédit Agricole CIB S.A.		France		Société mère	mère	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Abu Dhabi)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Allemagne)		Allemagne	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Australie)		Australie	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Belgique)		Belgique	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Canada)		Canada	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Corée du Sud)		Corée du sud	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Danemark)		Danemark	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Dubai)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Dubai DIFC)		Emirats Arabes Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Espagne)		Espagne	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (États-Unis)		États-Unis	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Finlande)		Finlande	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Hong-Kong)		Hong Kong	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Inde)		Inde	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Italie)		Italie	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Japon)		Japon	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB QFC Branch (Qatar)		Qatar	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Royaume-Uni)		Royaume-Uni	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Singapour)		Singapour	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Suède)		Suede	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB (Taipei)		Taiwan	France	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Établissements bancaires et financiers									
Banco Crédit Agricole Brasil S.A.		Brésil		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Banque Degroof Petercam		Belgique		Filiale	intégration globale	79	79	79	79
Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A.	S4	Luxembourg		Filiale	intégration globale	-	100	-	79
Banque Degroof Petercam Luxembourg S.A. Brussels Branch	S1	Belgique	Luxembourg	Succursale	intégration globale	-	100	-	79
Banque Degroof Petercam Netherlands Branch		Pays-Bas	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Banque Thaler	E3/ S4	Suisse		Filiale	intégration globale	-	-	-	-
CACIB Arabia Financial Company		Arabie Saoudite		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Finanziaria S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Gestion		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. DIFC Branch		Emirats Arabes Unis	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. (Hong-Kong)		Hong Kong	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. (Singapour)		Singapour	Suisse	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez (Suisse) S.A. Switzerland Branch		Suisse		Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe)		Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe - Belgique)	S1	Belgique	Luxembourg	Succursale	intégration globale	-	100	-	100
CA Indosuez Wealth (Europe - Espagne)		Espagne	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe) Italy Branch		Italie	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CA Indosuez Wealth (Europe) Portugal Branch		Portugal	Luxembourg	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
CFM Indosuez Wealth		Monaco		Filiale	intégration globale	70	70	69	69
Crédit Agricole CIB AO		Russie		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Australia Ltd.		Australie		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB China Ltd.		Chine		Filiale	intégration globale	100	100	100	100

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
Crédit Agricole CIB China Ltd. Chinese Branch		Chine		Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Services Private Ltd.		Inde		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Ester Finance Technologies		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
UBAF		France		Co-entreprise	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Corée du Sud)		Corée du Sud	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Japon)		Japon	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
UBAF (Singapour)		Singapour	France	Succursale	mise en équivalence	47	47	47	47
Sociétés de bourse									
Crédit Agricole Securities Asia B.V. (Tokyo)		Japon	Pays-Bas	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities Asia Limited Séoul Branch (CASAL Séoul Branch)		Corée du Sud	Hong Kong	Succursale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (Asia) Ltd		Hong Kong		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (USA) Inc		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Sociétés d'investissement									
CA Indosuez Fund Solutions	D1	Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	79
CFM Indosuez Conseil en Investissement		France		Filiale	intégration globale	100	100	69	69
CFM Indosuez Conseil en Investissement, Succursale de Noumea		Nouvelle-Caledonie	France	Succursale	intégration globale	100	100	69	69
CFM Indosuez Gestion		Monaco		Filiale	intégration globale	100	100	69	69
Compagnie Financière Taler S.A.	E3/S1	Suisse		Filiale	intégration globale	-	-	-	-
Compagnie Française de l'Asie (CFA)		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Air Finance S.A.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Holdings Ltd.	S3	Royaume-Uni		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
Crédit Agricole Global Partners Inc.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities Asia B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Securities (USA) Inc. Branch Offices	E2/D3	États-Unis		Succursale	intégration globale	100	-	100	-
Doumer Finance S.A.S.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Fininvest		France		Filiale	intégration globale	98	98	98	98
Fletirec		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Degroof Petercam Asset Management		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Germany Branch		Allemagne	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Italy Branch		Italie	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Lux Branch		Luxembourg	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Netherlands Branch		Pays-Bas	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Spain Branch		Espagne	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Asset Management Succursale France		France	Belgique	Succursale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Corporate Finance		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Degroof Petercam Finance		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Assurances									
CAIRS Assurance S.A.		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Divers									
Atlantic Asset Securitization LLC		États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Azqore S.A.		Suisse		Filiale	intégration globale	100	83	100	83
Azqore S.A. - Sucursal EM Portugal	E2	Portugal	Suisse	Succursale	intégration globale	100	-	100	-
Azqore Singapore Branch S.A.		Singapour	Suisse	Succursale	intégration globale	100	83	100	83
Benelpart	S1	Belgique		Filiale	intégration globale	-	100	-	98

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

Périmètre de consolidation groupe Crédit Agricole CIB	(a)	Implantation	Siège social si différent de l'Implantation	Type d'entité	Méthode de consolidation 31.12.2025	% de contrôle		% d'intérêt	
						31.12.2025	31.12.2024	31.12.2025	31.12.2024
CA Indosuez Wealth (Asset Management)	S4	Luxembourg		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
CA Midcap Advisors		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole America Services Inc.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Finance (Guernsey) Ltd.		Guernesey		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Finance Luxembourg S.A.		Luxembourg		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Financial Solutions		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Global Banking		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole CIB Transactions		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Leasing (USA) Corp.		États-Unis		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Crédit Agricole Services & Operations Inc		Canada		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Degroof Petercam Wealth Management	S4	France		Filiale	intégration globale	-	100	-	100
Demeter Compartiment GL 2023		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Demeter Compartiment JA 2022		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Demeter Compartiment TS EU		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT DemeTR-Airtime - 2024		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT DemeTR-EL OFF B/S - 2024		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FCT FFR (Financial Funding Receivables)	E2	États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	-	-	-
FCT Odyssée		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
FIC-FIDC		Brésil		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Fixed Income Derivates - Structured Fund PLC		Irlande		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Fundo A De Investimento Multimercado		Brésil		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Héphaïstos Multidevises FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Immobilière Cristal Luxembourg S.A.		Luxembourg		Filiale	intégration globale	100	100	100	79
ItalAsset Finance SRL		Italie		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
Lafayette Asset Securitization LLC		États-Unis		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
L&E Services		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	100	100
LMA S.A.		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Molinier Finances	S1	France		Filiale	intégration globale	-	100	-	98
Orban Finance		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Pacific EUR FCC		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Pacific IT FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Pacific USD FCT		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Petercam Invest		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Sinefinair B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
SNGI		France		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
Société immobilière et financière Industrie Guimard		Belgique		Filiale	intégration globale	100	100	79	79
Sofipac	S1	Belgique		Filiale	intégration globale	-	100	-	98
Sufinair B.V.		Pays-Bas		Filiale	intégration globale	100	100	100	100
TCB		France		Filiale	intégration globale	99	99	98	98
Triple P FCC		France		Entité structurée contrôlée	intégration globale	100	100	-	-
Woori Card 2022 1 Asset Securitization speciality Co Ltd	S3	Corée du Sud		Entité structurée contrôlée	intégration globale	-	100	-	-

(a) Modification du périmètre

Entrée (E) dans le périmètre :

E1 : Franchissement de seuil

E2 : Création

E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)

Sortie (S) de périmètre :

S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)

S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle

S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif

S4 : Fusion absorption

S5 : Transmission Universelle du Patrimoine

Divers (D) :

D1 : Changement de dénomination sociale

D2 : Modification de mode de consolidation

D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre

D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 13 : PARTICIPATIONS ET ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 357 millions d'euros au 31 décembre 2025 contre 375 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Conformément au règlement ANC 2016-09 et à l'option offerte par la Recommandation ANC 2016-01, la liste exhaustive des entités contrôlées non consolidées et des titres de participations significatifs non consolidés est consultable sur le site internet de Crédit Agricole CIB à l'adresse suivante : https://www.ca-cib.fr/nous-connaitre/elements-financiers/informations-reglementees.

13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

INFORMATIONS SUR LA NATURE ET L'ÉTENDUE DES INTÉRÊTS DÉTENUS

Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité.

◆ Titrisation

Crédit Agricole CIB a pour rôle la structuration de véhicules de titrisation par l'achat de créances commerciales ou financières. Les véhicules financent ces achats en émettant les tranches multiples de dettes et des titres de participation, dont le remboursement est lié à la performance des actifs dans ces véhicules.

Crédit Agricole CIB investit et apporte des lignes de liquidité aux véhicules de titrisation qu'il a sponsorisés pour le compte de clients.

◆ Financement structuré

Crédit Agricole CIB intervient dans des entités dédiées à l'acquisition d'actifs. Ces entités peuvent prendre la forme de société de financement d'actif ou de sociétés de crédit-bail. Dans les entités structurées, le financement est garanti par l'actif. L'implication du groupe Crédit Agricole CIB est souvent limitée au financement ou à des engagements de financement.

◆ Entités sponsorisées

Crédit Agricole CIB sponsorise une entité structurée dans les cas suivants :

- Crédit Agricole CIB intervient à la création de l'entité et cette intervention, rémunérée, est jugée substantielle pour assurer la bonne fin des opérations ;
- une structuration est intervenue à la demande de Crédit Agricole CIB et elle en est le principal utilisateur ;
- Crédit Agricole CIB a cédé ses propres actifs à l'entité structurée ;
- Crédit Agricole CIB est gérant ;
- le nom d'une filiale ou de la société mère de Crédit Agricole CIB est associé au nom de l'entité structurée ou aux instruments financiers émis par elle.

Crédit Agricole CIB a sponsorisé des entités structurées non consolidées dans lesquelles elle ne détient pas d'intérêts au 31 décembre 2025.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

INFORMATIONS SUR LES RISQUES ASSOCIÉS AUX INTÉRÊTS DÉTENUS

◆ Soutien financier apporté aux entités structurées

Au cours de l'année 2025, Crédit Agricole CIB n'a pas fourni de soutien financier à des entités structurées non consolidées.

En date du 31 décembre 2025, Crédit Agricole CIB n'a pas l'intention de fournir un soutien financier à une entité structurée non consolidée.

◆ Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, l'implication de Crédit Agricole CIB dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour Crédit Agricole CIB dans les tableaux ci-dessous :

	31.12.2025											
	Titrisation				Fonds de placement [1]				Financement structuré [1]			
		Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	2	-	2	-	-	-	-	4	4	-	4
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	47	47	-	47	-	-	-	-	3 276	3 276	-	3 276
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**49**	**49**	**-**	**49**	**-**	**-**	**-**	**-**	**3 280**	**3 280**	**-**	**3 280**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	12	12	-	12
Dettes	12	-	-	-	-	-	-	-	252	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**12**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**264**	**12**	**-**	**12**
Engagements donnés	**-**	**8**	**-**	**8**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 246**	**-**	**2 246**
Engagements de financement	-	8	-	8	-	-	-	-	-	2 251	-	2 251
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**-**	**8**	**-**	**8**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 246**	**-**	**2 246**
Total bilan des entités structurées non consolidées	**1 874**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**6 785**	**-**	**-**	**-**

[1] Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le groupe Crédit Agricole CIB n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le groupe Crédit Agricole CIB a uniquement accordé un prêt.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

	31.12.2024											
	Titrisation				Fonds de placement [1]				Financement structuré [1]			
		Perte maximale				Perte maximale				Perte maximale		
En millions d'euros	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette	Valeur au bilan	Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehausse-ments de crédit	Exposition nette
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	4	-	4	-	-	-	-	1	1	-	1
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	88	88	-	88	-	-	-	-	2 458	2 458	-	2 458
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**92**	**92**	**-**	**92**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 459**	**2 459**	**-**	**2 459**
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	7	7	-	7	-	-	-	-	24	24	-	24
Dettes	1	-	-	-	-	-	-	-	218	-	-	-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**8**	**7**	**-**	**7**	**-**	**-**	**-**	**-**	**242**	**24**	**-**	**24**
Engagements donnés	**-**	**14**	**-**	**14**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 479**	**-**	**2 479**
Engagements de financement	-	14	-	14	-	-	-	-	-	2 483	-	2 483
Engagements de garantie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4)	-	(4)
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	**-**	**14**	**-**	**14**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2 479**	**-**	**2 479**
Total bilan des entités structurées non consolidées	**4 049**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**5 586**	**-**	**-**	**-**

[1] Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le groupe Crédit Agricole CIB n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le groupe Crédit Agricole CIB a uniquement accordé un prêt.

EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE PERTE

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *Mark-to-Market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

Docusign Envelope ID: C10F9739-24BC-461D-8FBC-8749B7684F2E

NOTE 14 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2025

Aucun événement n'est intervenu postérieurement à la clôture.